ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS315/R
16 juin 2006

(06-2828)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – CERTAINES QUESTIONS DOUANIÈRES

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

LISTE DES ANNEXES ..... **xvi**
AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT ..... **xviii**
LISTE DES ABRÉVIATIONS ..... **xxi**
I. INTRODUCTION **1**
II. ASPECTS FACTUELS **2**
A. LE CADRE LÉGISLATIF RÉGISSANT L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DOUANIÈRE DES CE 2
1. Le Tarif douanier communautaire **3**
2. Le Code des douanes communautaire **3**
3. Le Règlement d'application **4**
B. INSTITUTIONS ET MÉCANISMES QUI INTERVIENNENT DANS L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DOUANIÈRE DES CE 4
1. La Commission **4**
2. Les États membres **5**
a) Effet juridique de la législation douanière des CE sur les États membres 5
b) Application de la législation douanière des CE 5
3. Le Comité du code des douanes **5**
4. Les tribunaux des CE **7**
a) Rôle et fonction des tribunaux des États membres 7
b) Rôle et fonction de la CEJ 7
5. Collaboration entre les États membres d'une part et entre les États membres et la Commission d'autre part **8**
a) Règlement (CE) n° 515/97 du Conseil 8
b) Programmes d'action 8
6. Formation **9**
7. Contrôle financier et budgétaire **9**
C. DOMAINES PARTICULIERS DE L'ADMINISTRATION DOUANIÈRE ÉVOQUÉS PAR LES ÉTATS-UNIS DANS LEURS COMMUNICATIONS 9
1. Classement tarifaire **9**
a) Réglementation relative au classement 10
b) Notes explicatives du SH et avis de l'OMD 10
c) Notes explicatives de la Nomenclature combinée 11
d) Avis du Comité du Code des douanes 11
e) Renseignements tarifaires contraignants 11
2. Évaluation en douane **13**
3. Vérification après la mise en libre pratique **15**
4. Sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE **15**
5. La transformation sous douane **16**
6. Procédure de domiciliation **16**
7. Recouvrement de la dette douanière **17**

D. RÉVISION DES DÉCISIONS DOUANIÈRES 17
1. Décisions au sujet du contrôle juridictionnel 17
2. Révision par les autorités douanières et les tribunaux des États membres 17
3. Recours directs devant la CEJ 18
III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 18
A. ÉTATS-UNIS 18
B. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 18
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 18
A. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS 19
1. Introduction 19
2. Les CE n'appliquent pas leur législation douanière d'une manière uniforme 20
a) Classement douanier 20
b) Évaluation en douane 22
c) Régime douanier 23
d) La Commission, agissant par l'intermédiaire du Comité du Code des douanes, n'assure pas l'uniformité de l'application de la législation douanière des CE 25
3. Les CE n'ont pas de tribunaux ou de procédures pour la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives se rapportant aux questions douanières 26
4. Conclusion 28
B. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 28
1. Introduction 28
2. Contexte factuel 29
a) Principes généraux du système juridique des CE 29
i) Institutions et processus législatif des CE 30
ii) Compétences d'exécution conférées à la Commission 30
iii) Effets juridiques du droit communautaire 31
iv) La Commission, les États membres et l'application du droit communautaire 32
b) Application de la législation douanière des CE 33
i) Principes fondamentaux de l'Union douanière des CE 33
ii) Engagements internationaux des CE dans le domaine de l'administration et de la coopération douanières 34
iii) Cadre législatif de l'Union douanière des CE 34
iv) La Commission, les États membres et le Comité du Code des douanes 35
v) Classement tarifaire 36
vi) Évaluation en douane 40
vii) Transformation sous douane 41
viii) Procédure de domiciliation 42
ix) Sanctions en cas de violation de la législation douanière 42
x) Coopération douanière 43
xi) Aspects budgétaires et financiers 44
xii) Évolution permanente de la législation douanière des CE 44
c) Le contrôle juridictionnel dans le droit communautaire 45

i) *Système judiciaire communautaire* *45*
ii) *Protection judiciaire dans le régime juridique communautaire* *46*
iii) *Décisions préjudicielles: la Cour de justice et l'interprétation et l'application uniformes du droit communautaire* *47*
iv) *Contrôle juridictionnel des décisions douanières* *48*
d) Comparaison avec le système des États-Unis 49
i) *Application de la législation douanière des États-Unis* *49*
ii) *Révision des décisions douanières dans la législation des États-Unis* *49*
3. Allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT 50
a) Prescriptions de l'article X:3 a) du GATT 50
i) *L'article X:3 a) du GATT vise l'application de la législation douanière, non la législation douanière elle-même* *50*
ii) *L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas la façon dont les Membres de l'OMC doivent appliquer leur législation douanière* *51*
iii) *L'article X:3 a) du GATT énonce des critères minimaux* *52*
iv) *Signification de l'expression "application uniforme"* *52*
b) Charge de la preuve 53
c) Questions générales sous-tendant les allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT 54
i) *Le fait que la législation douanière des CE est appliquée par les autorités douanières des États membres des CE est compatible avec l'article X:3 a) du GATT* *54*
ii) *Les CE ont mis en place des mesures pour assurer une application uniforme de la législation douanière des CE dans l'ensemble des CE* *55*
iii) *Corrections nécessaires concernant le rôle et le fonctionnement du Comité du Code des douanes* *55*
iv) *Rôle joué par la Cour de justice pour assurer l'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE* *56*
d) Allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT 57
i) *Classement tarifaire* *57*
La Cour européenne de justice et le classement tarifaire 57
Renseignements tarifaires contraignants 58
Divergences alléguées dans la pratique communautaire en matière de classement 60
ii) *Valeur en douane* *63*
Application uniforme des règles d'évaluation dans les CE 63
Rapport 23/2000 de la Cour des comptes des CE 64
L'affaire Reebok 65
iii) *Transformation sous douane* *65*
iv) *Procédure de domiciliation* *66*
v) *Sanctions en cas de violation de la législation douanière* *67*
4. Allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT 68
a) Prescriptions de l'article X:3 b) du GATT 68
b) Les CE assurent une révision dans les moindres délais des décisions douanières 69
i) *Allégation ayant trait à l'absence d'une juridiction douanière communautaire* *69*
ii) *Révision dans les moindres délais* *70*
C. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS 70

D. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 80
1. La portée de l'affaire 80
a) La portée constitutionnelle de l'affaire pour les CE 80
b) L'importance systémique de l'affaire pour l'OMC 80
2. L'application uniforme de la législation douanière communautaire 81
a) Les prescriptions de l'article X:3 a) du GATT 81
b) La charge de la preuve 82
c) Les allégations des États-Unis 83
i) Classement tarifaire 83
ii) Évaluation en douane 84
iii) Transformation sous douane et procédure de domiciliation 85
iv) Sanctions applicables pour les infractions à la législation douanière 85
3. La révision dans les moindres délais des décisions douanières dans la Communauté 86
a) Les prescriptions de l'article X:3 b) du GATT 86
b) La charge de la preuve 86
c) Les allégations des États-Unis 87
i) L'absence de juridiction douanière communautaire 87
ii) Le manque de promptitude dans la révision 87
E. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS 88
1. Introduction 88
2. L'article X:3 du GATT de 1994 ne renferme pas de critère relatif, par Membre 89
a) Les obligations prévues par l'article X:3 du GATT de 1994 ne varient pas selon les caractéristiques particulières du système d'administration douanière du Membre 89
b) Les États-Unis ne recherchent pas l'harmonisation des systèmes d'administration douanière des Membres de l'OMC 90
3. L'article X:3 a) du GATT de 1994 n'est pas une disposition "accessoire", "établissant des critères minimaux", qui est enfreinte seulement lorsqu'on peut discerner un manque général d'uniformité dans l'application de la législation douanière d'un Membre 91
a) Rien n'autorise les CE à qualifier l'article X:3 a) du GATT de 1994 de disposition "accessoire", "établissant des critères minimaux" 91
b) Les États-Unis ne sont pas tenus de démontrer l'existence d'un "mode" d'application non uniforme pour établir que les CE manquent à l'obligation que leur impose l'article X:3 a) du GATT de 1994 91
i) L'affirmation par les CE de l'exigence d'un "mode" ne repose sur rien à l'article X:3 a) du GATT de 1994 91
ii) Les CE n'expliquent même pas ce qu'à leur sens les États-Unis sont tenus d'établir pour satisfaire à la condition dite du "mode" 92
iii) La référence à un "mode" dans le rapport du Groupe spécial États-Unis – Acier laminé à chaud n'est pas pertinente en l'espèce 93
c) Les CE reconnaissent qu'il existe des divergences parmi les autorités des États Membres dans l'application de la législation douanière communautaire 93
4. Les instruments qui, au dire des CE, garantissent une application uniforme ne le font pas 94

a) La plupart des instruments dont les CE disent qu'ils assurent une application uniforme sont non contraignants, discrétionnaires ou de caractère extrêmement général 94
b) Les renseignements tarifaires contraignants n'assurent pas une application uniforme 95
i) Le système communautaire permet la recherche des RTC les plus favorables parmi les autorités douanières des 25 États membres 95
ii) Le pouvoir de l'administration des douanes d'un État membre de révoquer un RTC sans aucun autre motif que le fait d'avoir reconsidéré les règles de classement applicables, ainsi que le confirme l'arrêt Timmermans, porte atteinte à l'uniformité d'application 95
c) La possibilité d'obtenir une révision de la part des tribunaux des États membres comme "moyen normal" de concilier les divergences dans l'application par les États membres de la législation douanière communautaire ne remplit pas l'obligation imposée aux CE par l'article X:3 a) du GATT de 1994 d'appliquer leur législation douanière d'une manière uniforme 97
5. Pour soutenir que des questions comme les sanctions ou les procédures de vérification n'entrent pas dans le champ de l'obligation que leur impose l'article X:3 a) du GATT de 1994, les CE s'appuient sur une interprétation erronée de ce que signifie "appliquer" une législation douanière 98
a) Les CE s'appuient sur une interprétation erronée de ce que signifie "appliquer" une législation douanière 99
b) Les sanctions et les procédures de vérification jouent un rôle décisif dans la mise à exécution de la législation douanière communautaire 99
c) Il est juste de qualifier les sanctions et les procédures de vérification des États membres d'instruments d'application de la législation douanière communautaire 100
i) Une loi peut être un instrument d'application d'autres lois 100
ii) Faire reposer une allégation de manque d'uniformité dans l'application sur des différences parmi les lois des États membres qui constituent des instruments d'application de la législation douanière communautaire n'est pas incompatible avec la constatation de l'Organe d'appel qu'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 doit concerner l'application de la loi douanière et non sa substance 101
iii) Les constatations du Groupe spécial en l'affaire Argentine – Peaux et cuirs sont directement pertinentes en l'espèce 101
d) Le fait que des "pénalités" pour de "légères infractions" soient mentionnées à l'article VIII:3 du GATT de 1994 ne fait pas sortir pour autant les sanctions du champ d'application de l'article X:3 a) 102
e) L'argument des États-Unis n'implique pas l'exigence d'une harmonisation de toutes les lois infra-fédérales des Membres de l'OMC présentant la moindre similitude d'objet avec des lois fédérales 103
6. Les décisions des tribunaux de révision des États membres des CE ne régissent pas la pratique "des organismes" chargés de l'application des mesures administratives prévues par la législation douanière communautaire, à l'encontre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 103
a) Les décisions des tribunaux ou procédures qu'un Membre de l'OMC prévoit en application de l'article X:3 b) du GATT de 1994 doivent régir la pratique "des organismes" chargés de l'application des mesures administratives prévues par la législation douanière des Membres 103
b) L'argument des États-Unis n'implique pas que tous les Membres de l'OMC soient tenus d'établir une juridiction douanière centralisée unique 104

F. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 106
1. Mesures en cause dans le présent différend 106
2. Allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT 107
a) Prescriptions de l'article X:3 a) du GATT 107
i) L'article X:3 a) du GATT concerne l'application des lois douanières, et non les lois douanières elles-mêmes 107
ii) L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas les façons dont les Membres de l'OMC doivent appliquer leurs lois douanières 109
iii) L'article X:3 a) du GATT énonce des critères minimaux 109
iv) Sens de l'expression "application uniforme" 110
b) Charge de la preuve 110
c) Questions générales à la base des allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT 112
i) Le recours des États-Unis vise à contraindre les CE à créer un organisme douanier des CE 113
ii) Les États-Unis présentent de manière erronée le système juridique des CE 114
d) Allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT 115
i) Classement tarifaire 115
Renseignements tarifaires contraignants 115
Risque allégué de recherche du RTC le plus favorable 115
Difficultés alléguées que posent la détection et la rectification de RTC divergents 115
Allégation des États-Unis selon laquelle les États membres ne considèrent pas les RTC délivrés par d'autres États membres comme contraignants 116
Effet juridique d'un RTC 117
Divergences alléguées dans la pratique de classement des CE 118
Doublures opaques pour rideaux et tentures 118
Moniteurs ACL 119
Autres exemples d'absence alléguée d'uniformité dans la pratique de classement 121
ii) Valeur en douane 123
Rapport 23/2000 de la Cour des comptes des CE 123
L'affaire Reebok 124
iii) Transformation sous douane 125
iv) Procédure de domiciliation 126
v) Sanctions en cas de violation de la législation douanière 127
3. Allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT 130
a) Nature de la révision: tribunaux ou procédures indépendants 130
b) Prescription temporelle: révision dans les moindres délais 133
G. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 134
1. Les CE ne sont pas obligées de créer un organisme douanier des CE ni une juridiction douanière 134
2. Allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT 136
a) Les États-Unis présentent de manière erronée les prescriptions de l'article X:3 a) du GATT 136

i) *L'article X:3 a) du GATT est une disposition non prescriptive établissant des critères minimaux* *136*
ii) *L'article X:3 a) du GATT oblige les États-Unis à démontrer l'existence d'un mode d'application non uniforme* *137*
b) Les États-Unis n'ont présenté aucun élément de preuve d'une absence d'uniformité dans l'application par les CE de leur législation douanière 138
c) Les critiques des États-Unis sur le système d'administration douanière des CE sont injustifiées et ne démontrent pas l'existence d'une quelconque incompatibilité avec l'article X:3 a) du GATT 139
i) *Orientations administratives et devoir de coopération* *140*
ii) *Le système des RTCE* *141*
iii) *Contrôle juridictionnel par les tribunaux des États membres* *142*
d) L'article X:3 a) du GATT n'oblige pas les CE à harmoniser les dispositions relatives aux sanctions des États membres 143
i) *Les dispositions relatives aux pénalités/sanctions ne sont pas visées à l'article X:3 a) du GATT* *144*
ii) *L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas l'harmonisation des lois qui existent dans un Membre de l'OMC au niveau infra-fédéral* *144*
iii) *Le droit communautaire assure un degré suffisant d'uniformité des dispositions relatives aux sanctions* *146*
3. Allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT 146
a) La CEJ et la prescription imposant de réviser dans les moindres délais 146
b) La prescription selon laquelle les décisions des tribunaux doivent régir les pratiques des organismes 147
c) L'interprétation que les États-Unis donnent de l'article X:3 b) du GATT prescrit l'établissement, dans chaque Membre de l'OMC, d'une juridiction douanière unique et centralisée ou d'un organisme douanier unique et centralisé 149
4. Déclaration de clôture 150
H. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS 156
1. Introduction 156
2. Les CE ne détruisent pas l'effet des éléments de preuve étayant les allégations des États-Unis 157
a) Déclarations des CE admettant l'absence d'uniformité dans l'application 157
b) Il n'est pas prescrit de prouver l'existence d'un "mode" d'application non uniforme 158
c) La difficulté de certaines questions d'administration douanière ne contredit pas les éléments de preuve de l'absence d'uniformité dans l'application et ne fait à vrai dire que mettre le problème en relief 158
d) Le fait d'éliminer les divergences entre États membres au bout de plusieurs mois ou plusieurs années ne contredit pas les éléments de preuve d'un manque d'uniformité dans l'application 158
3. Des affaires récentes confirment que les processus dont les CE proclament qu'ils assurent une application uniforme ne le font pas 159
4. Le Groupe spécial a lieu d'exercer les pouvoirs que lui confère l'article 13 du Mémorandum d'accord 161
5. Les CE ne détruisent pas l'effet des éléments de preuve indiquant que les règles de classement sont appliquées d'une manière non uniforme 161

a) Le RTC n'assure pas une application uniforme 161
b) Moniteurs vidéo avec affichage à cristaux liquides (ACL) 163
c) Doublures opaques pour rideaux et tentures 164
6. Les CE ne détruisent pas l'effet des éléments de preuve indiquant que les règles d'évaluation en douane sont appliquées d'une manière non uniforme 165
7. Les CE ne détruisent pas l'effet des éléments de preuve indiquant que les procédures douanières sont appliquées d'une manière non uniforme 165
a) Transformation sous douane 165
b) Sanctions 166
8. Les tribunaux des États membres, dont les décisions ne s'imposent aux autorités douanières que sur leurs territoires respectifs, ne remplissent pas l'obligation des CE au regard de l'article X:3 b) du GATT de 1994 167
9. Déclaration de clôture 169
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 172
A. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 172
1. Questions relatives à l'interprétation et l'application de l'article X:3 a) 172
a) Le champ d'application de l'article X:3 a) du GATT de 1994 172
b) Le sens du mot "uniforme" à l'article X:3 a) du GATT de 1994 173
c) Le critère d'uniformité prescrit par l'article X:3 a) du GATT de 1994 173
2. Conclusion 174
B. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE 174
1. Introduction 174
2. Compatibilité des mesures contestées avec l'article X:3 a) du GATT 174
a) Le sens du terme application "uniforme" à l'article X:3 a) du GATT de 1994 174
b) L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas les moyens spécifiques qu'un Membre doit employer pour assurer une application uniforme de la législation douanière; cette uniformité devrait être déterminée relativement à l'ensemble du système douanier considéré 176
3. Compatibilité des mesures contestées avec l'article X:3 b) du GATT 176
a) La mesure en question 176
b) La compatibilité de la mesure contestée avec l'article X:3 b) du GATT 177
4. Conclusion 177
C. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉSENTÉE PAR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 178
1. Introduction 178
2. Arguments juridiques 178
a) L'application non uniforme que font les CE des lois et règlements relatifs au classement tarifaire, à l'évaluation en douane et à d'autres procédures est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994 178
b) Le fait que le système judiciaire communautaire n'offre pas de mécanisme viable pour réviser dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant à des questions douanières est contraire à l'article X:3 b) du GATT de 1994 179
3. Conclusion 181
D. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉSENTÉE PAR LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU EN TANT QUE TIERCE PARTIE 181

1. Introduction 181
2. Arguments 181
3. Conclusion 183
E. DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 184
1. Introduction 184
2. Le lien entre l'alinéa b) et l'alinéa a) de l'article X:3 du GATT de 1994 184
3. "Les moindres délais" en tant qu'obligation à l'article X:3 b) 184
F. DÉCLARATION ORALE DE L'AUSTRALIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 185
G. DÉCLARATION ORALE DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 186
1. Le champ d'application de l'article X:3 a) du GATT de 1994 186
2. Le sens du mot "uniforme" à l'article X:3 a) du GATT de 1994 187
3. Le critère d'uniformité prescrit par l'article X:3 a) du GATT de 1994 187
H. DÉCLARATION ORALE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE 188
1. Arguments relatifs à la compatibilité des mesures attaquées avec l'article X:3 a) du GATT 188
I. DÉCLARATION ORALE DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 190
1. L'application non uniforme que les CE font des lois et règlements concernant le classement tarifaire, l'évaluation en douane et d'autres procédures est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994 190
2. Le fait que le système judiciaire des CE n'offre pas de mécanisme viable pour réviser dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux douanes est contraire à l'article X:3 b) du GATT de 1994 190
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 191
A. NOUVEAUX ÉLÉMENTS DE PREUVE INVOQUÉS DANS LES OBSERVATIONS PRÉSENTÉES DURANT LA PHASE DE RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 191
B. MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 192
1. Manière d'appliquer 192
2. Contestation du système des CE dans son ensemble/globalement 192
3. Application par "les autorités douanières nationales des États membres des CE" de "lois, règlements, guides, manuels et pratiques administratives" 193
4. Questions temporelles 193
a) Mesures qui sont arrivées à expiration ou mesures qui n'existaient pas encore au moment de l'établissement du Groupe spécial 193
b) La portée temporelle de l'"application" 195
c) "actuellement" 196
5. Recouvrement rétroactif des droits de douane 196
C. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994 197
1. "Objet et but" 197
2. "Moyens complémentaires d'interprétation" 197
3. "Critères minimaux" 198
4. "Uniforme" 198
a) Nature de la contestation 198
b) "Délai raisonnable" 199

D. OBSERVATIONS DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LE SYSTÈME D'ADMINISTRATION DOUANIÈRE DES CE 199
E. CAS SPÉCIFIQUES DE VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE X.3 A) DU GATT DE 1994 200
1. Classement tarifaire de doublures opaques pour rideaux et tentures 200
2. Classement tarifaire des écrans plats avec affichage à cristaux liquides et interface vidéo numérique 202
3. Révocation du RTC concernant les bougies et les fruits conservés dans le contexte de l'affaire *Timmermans* 202
4. Sanctions pour infraction à la législation douanière communautaire 203
F. OBLIGATIONS DES CE ET DES ÉTATS MEMBRES 203
G. AUTRES DEMANDES DE RÉEXAMEN 204
VII. CONSTATATIONS 204
A. ARTICLE X DU GATT DE 1994 204
B. LE MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 206
1. La (les) mesure(s) en cause 206
a) Résumé des arguments des parties 206
b) Analyse par le Groupe spécial 207
i) Interprétation des termes "mesures en cause" figurant à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord 207
ii) La (Les) "mesure(s) en cause" aux fins d'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 210
iii) La "mesure en cause" aux fins de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans le cadre du présent différend 211
Manière d'appliquer 211
"Lois, règlements et décisions du type décrit à l'article X:1 du GATT de 1994" 212
Domaines de l'administration douanière 213
iv) Résumé 215
2. Questions temporelles relatives au mandat du Groupe spécial 215
a) Résumé des arguments des parties 215
b) Analyse par le Groupe spécial 215
3. La portée de la contestation par les États-Unis du système d'administration douanière des CE au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 216
a) Résumé des arguments des parties 216
b) Analyse par le Groupe spécial 217
4. La nature de la contestation par les États-Unis du système d'administration douanière des CE au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 220
a) Résumé des arguments des parties 220
b) Analyse par le Groupe spécial 221
5. Conclusions générales au sujet du mandat du Groupe spécial 225
C. QUESTIONS DE PROCÉDURE 226
1. Admissibilité de certains éléments de preuve 226
a) Éléments de preuve contenus dans la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond 226
b) Éléments de preuve autres que ceux figurant dans la section III invoqués par les États-Unis dans des sections de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond 229

c) Résumé et conclusions 231
2. Demandes des États-Unis pour que le Groupe spécial exerce le pouvoir discrétionnaire dont il dispose en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord 231
D. ALLÉGATIONS FORMULÉES AU TITRE DE L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994 234
1. Article X:3 a) du GATT de 1994 234
2. Constatations demandées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 234
a) Résumé des arguments des parties 234
b) Analyse par le Groupe spécial 236
3. Interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 237
a) Interprétation du terme "administer" (appliquer) 237
i) Résumé des arguments des parties 237
Sens ordinaire 237
Teneur par opposition à application 238
Formes d'application 238
ii) Analyse par le Groupe spécial 239
Sens ordinaire 240
Contexte 240
Interprétation des versions française et espagnole de l'article X:3 a) du GATT de 1994 241
Résumé et conclusions 242
b) Interprétation du terme "uniforme" 244
i) Résumé des arguments des parties 244
ii) Analyse par le Groupe spécial 245
Sens ordinaire 245
Contexte 245
Moyens complémentaires d'interprétation 246
Résumé et conclusions 248
4. Pertinence de l'article XXIV:12 du GATT de 1994 pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans le cadre du présent différend 249
a) Résumé des arguments des parties 249
b) Analyse par le Groupe spécial 251
5. Charge de la preuve 253
a) Résumé des arguments des parties 253
b) Analyse par le Groupe spécial 255
6. Violations alléguées spécifiques de l'article X:3 a) du GATT de 1994 256
a) Aspects pertinents du système d'administration douanière des CE 257
i) Application par les autorités douanières des États membres des CE 257
ii) Institutions et mécanismes intervenant dans l'application de la législation douanière des CE 257
Institutions et mécanismes intervenant généralement dans tous les domaines de l'administration douanière 257
Comité du Code des douanes 257
Article 10 du Traité CE 259
Système de renvoi préjudiciel 260
Procédures pour infraction 261

Le médiateur européen 262
Plaintes à la Commission des CE 263
Restrictions ayant trait à l'adoption de mesures nationales par les autorités douanières des États membres 263
Consultations et assistance mutuelle entre les autorités douanières des États membres 264
Lignes directrices relatives aux meilleures pratiques 264
Institutions et mécanismes intervenant dans les domaines spécifiques de l'administration douanière mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis 265
Classement tarifaire 265
Valeur en douane 267
Régimes douaniers 269
Observations générales concernant les institutions et mécanismes intervenant dans l'application de la législation douanière des CE 269
b) Allégations d'application non uniforme du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire 270
i) Classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels 270
Résumé des arguments des parties 270
Analyse par le Groupe spécial 271
ii) Classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte 274
Résumé des arguments des parties 274
Analyse par le Groupe spécial 275
iii) Classement tarifaire des articles ou shorts unisexes 277
Résumé des arguments des parties 277
Analyse par le Groupe spécial 278
iv) Classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures 279
Résumé des arguments des parties 279
Éléments de preuve de l'existence d'une divergence en matière de classement 279
Les marchandises en question sont-elles les mêmes? 280
Note explicative relative à la sous-position 5907 du Système harmonisé 282
Moyen d'interprétation utilisé par l'Allemagne 283
Compatibilité avec l'avis de l'OMD 284
Analyse par le Groupe spécial 285
Généralités 285
Éléments de preuve sur lesquels les États-Unis se sont fondés pour prouver l'existence d'une divergence dans le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures 285
Caractéristiques physiques des produits classés, d'une part, par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique et, d'autre part, par les autorités douanières de l'Allemagne 290
Processus administratif ayant conduit aux décisions concernant le classement tarifaire du produit en question par les autorités douanières allemandes 294
Moyen d'interprétation utilisé par l'Allemagne 294
Décisions concernant le classement tarifaire dans les autres États membres 296
Conclusion 297
v) Classement tarifaire des écrans plats avec affichage à cristaux liquides et interface vidéo numérique 298
Résumé des arguments des parties 298

Éléments de preuve de l'existence d'une divergence en matière de classement 298
Mesures prises par les Communautés européennes pour régler la question de la divergence en matière de classement 299
Avis du Comité du Code des douanes 302
Analyse par le Groupe spécial 304
vi) Traitement des RTC dans les États membres autre que celui qui les délivre 310
Résumé des arguments des parties 310
Analyse par le Groupe spécial 312
vii) Refus de retirer la révocation du RTC concernant les PlayStation2 de Sony dans le cadre de l'affaire PlayStation2 de Sony 316
Résumé des arguments des parties 316
Analyse par le Groupe spécial 317
viii) Interprétation et application d'une modification d'une note explicative concernant les caméscopes dans l'affaire des caméscopes 320
Résumé des arguments des parties 320
Analyse par le Groupe spécial 322
ix) Résumé et conclusions 324
c) Allégations concernant l'application non uniforme du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application dans le domaine de l'évaluation en douane 325
i) Redevances 325
Résumé des arguments des parties 325
Analyse par le Groupe spécial 326
ii) Détermination de la valeur en douane sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente (ou "ventes successives") 330
Résumé des arguments des parties 330
Analyse par le Groupe spécial 331
iii) Coûts de réparation de véhicules sous garantie 334
Résumé des arguments des parties 334
Analyse par le Groupe spécial 335
iv) Liens entre un importateur des CE et des fabricants hors CE 339
Résumé des arguments des parties 339
Analyse par le Groupe spécial 342
v) Résumé et conclusions 345
d) Allégations d'absence d'uniformité dans l'application du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application dans le domaine des procédures douanières 345
i) Vérification après la mise en libre pratique 345
Résumé des arguments des parties 345
Analyse par le Groupe spécial 348
ii) Sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE 352
Résumé des arguments des parties 352
Analyse par le Groupe spécial 355
iii) Transformation sous douane 357
Résumé des arguments des parties 357
Analyse par le Groupe spécial 360

iv) *Procédures de domiciliation* *363*
Résumé des arguments des parties 363
Analyse par le Groupe spécial 367
v) *Résumé et conclusions* *368*
e) Allégations d'absence d'uniformité dans l'application de l'article 221(3) du Code des douanes communautaire 368
i) *Résumé des arguments des parties* *368*
ii) *Analyse par le Groupe spécial* *370*
f) Observations générales concernant les allégations d'absence d'uniformité dans l'application formulées au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 par les États-Unis 372
E. ALLÉGATIONS FORMULÉES AU TITRE DE L'ARTICLE X:3 B) DU GATT DE 1994 373
1. Article X:3 b) du GATT de 1994 373
2. Constatations demandées par les États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 373
a) Résumé des arguments des parties 373
b) Analyse par le Groupe spécial 374
3. Interprétation de l'article X:3 b) du GATT de 1994 375
a) Résumé des arguments des parties 375
i) *Caractéristiques pertinentes des organes de révision* *375*
ii) *Portée géographique et effet quant au fond des décisions des organes de révision* *376*
Généralités 376
Importance du membre de phrase "en régiront la pratique" 376
Importance des termes "des organismes" 377
Importance de la référence au droit d'obtenir une révision par "l'administration centrale d'un tel organisme" 378
Relation juridique entre l'article X:3 a) et l'article X:3 b) du GATT de 1994 379
Importance de la référence aux "tribunaux" et aux "procédures" au pluriel 380
Décisions 381
b) Analyse par le Groupe spécial 382
Sens ordinaire 382
"Indépendants" 382
Niveau de révision 383
"Tribunaux ou procédures" 384
"Ces organismes" 384
"En régiront la pratique" 385
Contexte 386
Relation juridique entre l'article X:3 a) et l'article X:3 b) du GATT de 1994 386
Article X du GATT de 1994 387
Résumé général et conclusions 387
4. Violations alléguées spécifiques de l'article X:3 b) du GATT de 1994 388
a) Résumé des arguments des parties 388
b) Analyse par le Groupe spécial 390

i) *Exécution par les Communautés européennes de leur obligation au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994* *390*
ii) *Révision des mesures administratives se rapportant aux questions douanières par les autorités des États membres* *392*
iii) *Résumé et conclusions* *393*
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 393

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LES AUTRES PARTIES APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe A-1	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-2
Annexe A-2	Réponses des États-Unis aux questions posées par les Communautés européennes après la première réunion de fond	A-51
Annexe A-3	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-53
Annexe A-4	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par les États-Unis après la première réunion de fond	A-96
Annexe A-5	Réponses de l'Argentine aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-99
Annexe A-6	Réponses de la Chine aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-104
Annexe A-7	Réponses du Japon aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-106
Annexe A-8	Réponses de la Corée aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-114
Annexe A-9	Réponses du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-120

ANNEXE B

RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LES AUTRES PARTIES APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe B-1	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond	B-2
Annexe B-2	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond	B-36
Annexe B-3	Observations des États-Unis sur les réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond	B-64
Annexe B-4	Observations des Communautés européennes sur les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond	B-87

ANNEXE C

RÉPONSES AUX QUESTIONS SUPPLÉMENTAIRES POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LA SECTION III DE LA DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

Table des matières		Page
Annexe C-1	Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial concernant la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis	C-2
Annexe C-2	Réponses des États-Unis aux questions supplémentaires posées par le Groupe spécial concernant la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis	C-21
Annexe C-3	Réponses des Communautés européennes aux questions supplémentaires posées par le Groupe spécial concernant la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis	C-34

ANNEXE D

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe D-1	Demande d'établissement d'un Groupe spécial présentée par les États-Unis (WT/DS315/8)	D-1

ANNEXE E

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe E-1	Procédures de travail du Groupe spécial	E-1

ANNEXE F

LISTES DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe F-1	Liste des pièces présentées par les États-Unis	F-2
Annexe F-2	Liste des pièces présentées par les Communautés européennes	F-7

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Argentine – Chaussures, textiles et vêtements	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/AB/R et Corr.1, adopté le 22 avril 1998
Argentine – Peaux et cuirs	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R et Corr.1, adopté le 16 février 2001
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276/AB/R, adopté le 27 septembre 2004
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276/R, adopté le 27 septembre 2004, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS276/AB/R
Canada – Pièces de monnaie en or	Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Mesures affectant la vente des pièces de monnaie en or*, L/5863, 17 septembre 1985
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
CE – Marques et indications géographiques (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, plainte des États-Unis*, WT/DS174/R, adopté le 20 avril 2005
CE – Matériels informatiques	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 5 février 1998
CE – Morceaux de poulet	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*, WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R
CE – Morceaux de poulet	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*, plainte de la Thaïlande, WT/DS286/R
CEE – Pommes de table	Rapport du Groupe spécial du GATT *Communauté économique européenne – Restrictions à l'importation de pommes de table – Plainte du Chili*, L/6491, adopté le 22 juin 1989, IBDD, S36/100
CE – Préférences tarifaires	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement*, WT/DS246/AB/R, adopté le 20 avril 2004
CE – Sardines	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Volailles	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles*, WT/DS69/AB/R, adopté le 23 juillet 1998
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Acier inoxydable	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée*, WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS184/AB/R
États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, WT/DS152/R, adopté le 27 janvier 2000
États-Unis – Boissons à base de malt	Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Mesures affectant les boissons alcooliques et les boissons à base de malt*, adopté le 19 juin 1992, IBDD, S39/233
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – Crevettes	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et anciennes formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
États-Unis – Essence	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et anciennes formules*, WT/DS2/R, adopté le 20 mai 1996, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS2/AB/R
États-Unis – Jeux	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/R, adopté le 20 avril 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS285/AB/R
États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003
États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, WT/DS282/AB/R, adopté le 28 novembre 2005

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R, adopté le 9 janvier 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS244/AB/R
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Vêtements de dessous	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, WT/DS24/AB/R, adopté le 25 février 1997
Guatemala – Ciment I	Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
Japon – Pellicules	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs*, WT/DS44/R, adopté le 22 avril 1998
Japon – Produits agricoles II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits agricoles*, WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars 1999
Thaïlande – Poutres en H	Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Accord sur l'évaluation en douane	Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
Accord sur l'OMC	Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce
CDC, le Code	Code des douanes communautaire, Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil
CE	Communautés européennes
CEJ	Cour européenne de justice
Comité du Code des douanes, le Comité	Comité établi en vertu des articles 247bis 1) et 248bis 1) du CDC
Commission, Commission des CE	Commission des Communautés européennes
Conseil, Conseil des CE	Conseil de l'Union européenne
Convention de Kyoto	Convention internationale sur la simplification et l'harmonisation des procédures douanières
Convention sur le SH	Convention internationale sur le Système harmonisé de codification des marchandises
Cour de justice, Cour européenne de justice	Cour de justice des Communautés européennes
décision comitologie	Décision 1999/468/CE du Conseil, du 28 juin 1999, fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission
États membres, États membres des CE	États membres de l'Union européenne
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
Journal officiel	Journal officiel de l'Union européenne
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
moniteurs ACL	moniteurs à affichage à cristaux liquides

NC	Nomenclature combinée des Communautés européennes
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Organisation mondiale des douanes
ORD	Organe de règlement des différends
Rec.	Cour européenne de justice, recueils de jurisprudence
Règlement d'application, RACDC	Règlement (CEE) n° 2454 de la Commission du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du CDC
RIL	Reebok International Limited
RTC	renseignement tarifaire contraignant
RTCE	renseignement tarifaire contraignant européen
SH	Système harmonisé de codification des marchandises
SID	système d'information douanier
Taric	Tarif intégré des Communautés européennes
Tarif, le	Tarif douanier communautaire, Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil
Traité CE	Traité instituant la Communauté européenne
Traité UE	Traité sur l'Union européenne
EU	États-Unis
USCIT	Tribunal du commerce international des États-Unis
USTR	Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales

I. INTRODUCTION

1.1 Le 21 septembre 2004, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes (CE) conformément aux articles 1er et 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) (WT/DS315/1).

1.2 Il y était question de la manière non uniforme dont les Communautés européennes appliqueraient leurs lois, règlements et décisions judiciaires ou administratives du type décrit à l'article X:1 du GATT de 1994 qui visaient la classification et l'évaluation des produits à des fins douanières ainsi que les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation.

1.3 Il était fait état des mesures suivantes dans la demande: le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire, y compris toutes ses annexes, tel qu'il a été modifié (le "Code"); le Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire, y compris toutes ses annexes, tel qu'il a été modifié (le "Règlement de la Commission"); le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes ses annexes, tel qu'il a été modifié (le "Règlement tarifaire"); le Tarif intégré des Communautés européennes établi en vertu de l'article 2 du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes ses annexes, tel qu'il a été modifié (le "TARIC"); et pour chacune des lois et chacun des règlements susmentionnés, toutes les modifications, mesures d'application et autres mesures connexes.

1.4 Il était également fait état dans la demande du défaut allégué des Communautés européennes d'instituer des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin, notamment, de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières.

1.5 Les États-Unis et les Communautés européennes ont tenu des consultations le 16 novembre 2004, mais ils ne sont pas parvenus à régler la question d'une manière mutuellement satisfaisante. Par conséquent, dans une communication datée du 13 janvier 2005[1], les États-Unis ont demandé à l'Organe de règlement des différends (ORD) d'établir un groupe spécial. En conséquence, à sa réunion du 21 mars 2005, l'ORD a établi le Groupe spécial en le dotant du mandat type. Le mandat du Groupe spécial est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les États-Unis dans le document WT/DS315/8, la question portée devant l'ORD par les États-Unis dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.6 Le 17 mai 2005, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, en vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Mémorandum d'accord. Ce paragraphe est ainsi libellé:

> Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande

[1] Document WT/DS315/8 reproduit à l'annexe C.

> de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix jours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande.

1.7 Le 27 mai 2005, le Directeur général a donc donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président: M. Nacer Benjelloun-Touimi

Membres: M. Mateo Diego-Fernández
M. Hanspeter Tschäni

1.8 L'Argentine; l'Australie; le Brésil; la Chine; la Corée; Hong Kong, Chine; l'Inde; le Japon et le Taipei chinois se sont réservé le droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.9 Le Groupe spécial a tenu sa première réunion de fond avec les parties du 14 au 16 septembre 2005. La séance avec les tierces parties a eu lieu le 15 septembre 2005. La deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties a eu lieu les 22 et 23 novembre 2005.

1.10 Le 10 janvier 2005, le Groupe spécial a remis la partie descriptive de son rapport. Il a remis aux parties son rapport intérimaire le 10 février 2006 et son rapport final le 31 mars 2006.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend porte entre autres choses sur la question de savoir si la manière dont les Communautés européennes appliquent leurs lois, règlements et décisions du type décrit à l'article X:1 du GATT de 1994, qui visent la classification et l'évaluation de produits à des fins douanières, et leurs prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation, est conforme à l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994. En particulier, les États-Unis font valoir que les mesures suivantes ne sont pas appliquées d'une manière uniforme par les Communautés européennes, en violation de l'article X:3 a): a) le "Code des douanes communautaire" qui figure dans le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992; b) le "Règlement d'application" qui met en œuvre le Code des douanes communautaire figurant dans le Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993; c) le "Tarif douanier commun", qui a été promulgué initialement par le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, mais qui est mis à jour chaque année dans le Journal officiel des CE; d) le "Taric" qui est le Tarif intégré des Communautés européennes établi en vertu de l'article 2 du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987; et e) des "mesures connexes". Les États-Unis prétendent aussi que les Communautés européennes n'auraient pas prévu la révision et la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières, de la manière prescrite par l'article X:3 b) du GATT de 1994.

A. LE CADRE LÉGISLATIF RÉGISSANT L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DOUANIÈRE DES CE

2.2 Le Traité CE établit une politique commerciale commune. Aux termes de l'article 133(1) du Traité CE, la politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense

commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping ou de subventions. La CEJ a confirmé que l'union douanière et la politique commerciale commune, qui comprend la gestion des questions douanières, relèvent de la compétence exclusive des Communautés européennes.[2]

2.3 Les trois principaux instruments constituant le cadre législatif qui régit l'administration douanière dans les Communautés européennes sont: le Tarif douanier communautaire; le Code des douanes communautaire; et le Règlement d'application. Chacun de ces instruments est un règlement des CE. Conformément à l'article 249(2) du Traité CE, ils sont obligatoires dans tous leurs éléments et ils sont directement applicables dans tout État membre.

1. Le Tarif douanier communautaire

2.4 Le Tarif douanier communautaire a été établi par le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987, qui concerne les droits de douane et la collecte des statistiques du commerce international. Pour sa part, le Tarif douanier communautaire établit la Nomenclature combinée (NC). Étant signataire de la Convention sur le SH, les Communautés européennes ont établi la Nomenclature combinée sur la base du Système harmonisé (SH). En particulier l'article 1(2) du Règlement n° 2658/87 dispose que la NC reprend: a) la nomenclature du Système harmonisé; b) les subdivisions/positions communautaires de cette nomenclature (lorsque des taux de droits sont spécifiés en regard de celles-ci); et c) les dispositions préliminaires, les notes complémentaires de sections ou de chapitres et les notes de bas de page se rapportant aux sous-positions. Les dispositions préliminaires comportent, entre autres choses, des règles générales pour l'interprétation de la NC.

2.5 La nomenclature tarifaire proprement dite est contenue dans l'annexe du Règlement n° 2658/87, qui est mise à jour périodiquement, conformément à l'article 12 du Règlement. La version actuelle de l'annexe a été publiée le 7 septembre 2004 et elle est entrée en vigueur le 1er janvier 2005, en tant que Règlement (CE) n° 1810/2004 de la Commission.

2.6 La NC est composée de codes de huit chiffres, les six premiers chiffres correspondant aux codes du SH (comme l'exige la Convention sur le SH), tandis que les deux derniers identifient les sous-positions NC. En outre, elle peut comporter un neuvième chiffre réservé à l'usage des subdivisions statistiques nationales ainsi qu'un dixième et un onzième chiffres pour les besoins du Tarif intégré des Communautés européennes, connu sous le nom de "Taric".[3] Tout comme le SH, la NC comprend 21 sections, qui regroupent 99 chapitres. Des notes figurent au début de certaines sections et de certains chapitres de la NC.

2. Le Code des douanes communautaire

2.7 Le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établit le Code des douanes communautaire.[4] Le Code des douanes communautaire comprend 253 articles et il est divisé en neuf titres, qui traitent des sujets suivants – titre I: Champ d'application et définitions de base; titre II: Éléments sur la base desquels les droits à l'importation ou à l'exportation ainsi que les autres mesures prévues dans le cadre des échanges des marchandises sont appliqués; titre III: Dispositions applicables aux marchandises introduites dans le territoire douanier de la Communauté jusqu'à ce qu'elles aient reçu une destination douanière; titre IV: Destinations douanières; titre V: Marchandises sortant du territoire douanier de la Communauté; titre VI: Les opérations privilégiées; titre VII: Dette douanière; titre VIII: Droit de recours; titre IX: Dispositions finales.

---

[2] Avis 1/75, *Norme pour les dépenses locale*, Rec. 1975, page 1355 (pièce EC-13).

[3] L'article 2 du Règlement n° 2658/87 dispose que le Taric est établi sur la base de la NC. Le titre premier du TARIC dispose expressément que celui-ci rend compte, entre autres choses, a) des dispositions du SH; et b) des dispositions de la NC. La version actuelle du Taric est contenue dans la pièce US-7.

[4] La version actuelle du Code des douanes communautaire est contenue dans la pièce US-5.

3. Le Règlement d'application

2.8 Conformément à l'article 247 du Code des douanes communautaire, les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du Code des douanes communautaire sont arrêtées par la Commission. Sur la base de l'article 247, la Commission a arrêté le Règlement (CEE) n° 2454 du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du Code des douanes communautaire (le "Règlement d'application").[5] Le Règlement d'application énonce de façon détaillée les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre du Code des douanes communautaire. Sa structure se conforme d'une manière générale à celle du Code des douanes communautaire.

B. INSTITUTIONS ET MÉCANISMES QUI INTERVIENNENT DANS L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DOUANIÈRE DES CE

1. La Commission

2.9 Normalement, la Commission n'intervient pas directement dans l'application de la législation douanière des CE. L'article 211 du Traité CE dispose plutôt que la Commission "veille à l'application des dispositions du présent traité ainsi que des dispositions prises par les institutions en vertu de celui-ci". D'une manière générale, dans le domaine de l'administration douanière, la fonction de la Commission européenne en tant que gardienne du traité, en vertu de l'article 211, consiste à veiller à l'application uniforme et correcte de la législation douanière des CE par les États membres. Lorsqu'elle estime qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du Traité, la Commission a la possibilité de saisir la CEJ, conformément à la procédure prévue par l'article 226 du Traité CE. Cette "procédure pour infraction" peut être engagée à la suite de toute violation du droit communautaire par un État membre et elle peut aussi concerner l'application incorrecte du droit communautaire par les administrations des États membres. En outre, une procédure standard permet aux particuliers d'adresser des plaintes à la Commission européenne concernant des violations alléguées du droit communautaire. Ces plaintes, qui peuvent aussi porter sur l'application du droit communautaire par les administrations nationales, peuvent amener la Commission à engager des procédures pour infraction. Conformément à l'article 228(1) du Traité CE, si la CEJ reconnaît qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du Traité CE, l'État membre concerné est tenu de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la CEJ. Si l'État membre concerné ne prend pas les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt, la CEJ peut lui imposer une astreinte, conformément à l'article 228(1) du Traité CE.

2.10 Lorsqu'elle exerce ses fonctions dans le cadre du Traité CE, la fonction publique de la Commission européenne obéit à un code de conduite qui fait partie du règlement intérieur de la Commission et qui énonce les principes de bonne conduite administrative que doit observer l'ensemble du personnel de la Commission.[6] En particulier, la partie 4 du Code de conduite dispose que toutes les demandes doivent être traitées dans les meilleurs délais et elle impartit des délais pour répondre au courrier. Les plaintes concernant le non-respect du Code de conduite peuvent être adressées au Secrétariat général de la Commission. De plus, la Commission est politiquement responsable devant le Parlement européen. En outre, conformément à l'article 194 du Traité CE, tout citoyen peut présenter une pétition au Parlement européen sur tout sujet relevant des domaines d'activité de la Communauté. Enfin, conformément à l'article 195 du Traité CE, le Parlement européen a nommé un médiateur qui est habilité à recevoir les plaintes émanant de particuliers relatives à des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes communautaires.

[5] La version actuelle du Règlement d'application est contenue dans la pièce US-6.
[6] Pièce EC-12.

2. Les États membres

a) Effet juridique de la législation douanière des CE sur les États membres

2.11 Selon la jurisprudence de la CEJ, le droit communautaire, y compris la législation douanière des CE, prime sur le droit interne des États membres.[7] Le principe de la primauté du droit communautaire s'applique à toutes les dispositions contenues dans le Traité CE (droit communautaire originaire) et dans les actes des institutions des CE (droit communautaire dérivé). Il s'applique aussi à toutes les dispositions du droit national à tous les niveaux, y compris aux constitutions des États membres.[8] Dans la pratique, ce principe signifie que toutes les fois qu'un tribunal d'un État membre doit résoudre un conflit entre une disposition du droit communautaire et une disposition du droit national, il doit écarter la disposition du droit national et appliquer uniquement le droit communautaire.

2.12 En outre, selon la jurisprudence de la CEJ, le droit communautaire a un effet direct dans les États membres. Cela signifie que le droit communautaire peut créer des droits pour les particuliers, lesquels peuvent être directement invoqués par ces mêmes particuliers dans des procédures devant les autorités et les tribunaux nationaux.[9] Le principe de l'"effet direct" peut s'appliquer non seulement au droit communautaire originaire mais aussi au droit communautaire dérivé.

b) Application de la législation douanière des CE

2.13 La législation douanière communautaire est appliquée par les autorités nationales des États membres. Cet arrangement est désigné sous l'appellation de "fédéralisme exécutif".[10] Dans les Communautés européennes, le principe du fédéralisme exécutif répond au principe de subsidiarité, qui est inscrit à l'article 5(2) du Traité CE, selon lequel la Communauté ne devrait intervenir que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres.

2.14 L'article 10 du Traité CE impose l'obligation suivante aux États membres en ce qui concerne l'application de la législation douanière des CE, entre autres choses:

> Les États membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté. Ils facilitent à celle-ci l'accomplissement de sa mission.
>
> Ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du présent traité.

3. Le Comité du code des douanes

2.15 Le Comité du Code des douanes est établi en vertu des articles 247*bis* 1) et 248*bis* 1) du Code des douanes communautaire. Le Comité du Code des douanes a adopté son propre règlement

---

[7] Affaire 6/64, *Costa/E.N.E.L*, Rec. 1964, pages 1251, 1270 (pièce EC-4); affaire 106/77, *Simmenthal II*, Rec. 1978, page 629, points 17 et 18 (pièce EC-5).

[8] Affaire 11/70, *Internationale Handelsgesellschaft*, Rec. 1970, page 1125, point 3 (pièce EC-6).

[9] Affaire 26/62, *Van Gend en Loos*, Rec. 1963, pages 1, 25 (pièce EC-7).

[10] Koen Lenaerts/Piet van Nuffel, *Constitutional Law of the European Union*, 2ème éd., paragraphe 14-047 (2005) (pièce EC-10).

intérieur[11] qui reprend – à quelques petites modifications près – le règlement intérieur type des comités de comitologie.[12]

2.16 Conformément à l'article 1(1) de son règlement intérieur, le Comité du Code des douanes comprend les sections suivantes: la Section de la réglementation douanière générale; la Section de l'origine; la Section des franchises douanières; la Section de la valeur en douane; la Section des entrepôts douaniers et des zones franches; la Section des régimes douaniers économiques; la Section du transit; la Section du document administratif unique; la Section des remboursements; la Section de la nomenclature tarifaire et statistique; la Section de la circulation des bagages des voyageurs aériens ou maritimes; la Section économie tarifaire; la Section contrefaçons; la Section des traitements favorables (destination particulière des marchandises). Le Comité du Code des douanes est composé de représentants de chacun des États membres et il est présidé par un représentant de la Commission.

2.17 L'article 249 du Code des douanes communautaire dispose que le Comité du Code des douanes a le pouvoir d'examiner toute question concernant la réglementation douanière qui est évoquée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre. On trouve une disposition analogue à l'article 8 du Règlement n° 2658/87 établissant le tarif douanier commun, selon laquelle le Comité peut examiner toute question évoquée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre, relative à la NC ou au Taric.

2.18 Dans la pratique, le Comité du Code des douanes s'acquitte des fonctions suivantes: il émet des avis sur les modifications du Code des douanes communautaire ou sur les mesures d'exécution qui sont proposées par la Commission; il examine des questions relatives à l'interprétation des dispositions douanières ou à la définition des termes employés dans la législation douanière; il exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par des dispositions particulières de la législation douanière, comme l'article 9(1) du Règlement n° 2658/87, qui porte sur: a) la modification de la NC (y compris la création de sous-positions Taric à des fins statistiques); b) l'examen des règlements relatifs au classement; c) la détermination de la position des Communautés européennes au sein du Comité du Système harmonisé. Les avis du Comité du Code des douanes n'ont pas force obligatoire en droit.[13]

2.19 Les articles 247*bis* et 248*bis* du Code des douanes communautaire disposent que le Comité du Code des douanes fait fonction de comité de réglementation ou de comité de gestion. L'article 247 du Code des douanes communautaire prévoit que les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du Code des douanes communautaire sont normalement arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation. Dans certains cas, y compris ceux visés par l'article 248 du Code des douanes communautaire, c'est la procédure de gestion qui est d'application.

2.20 Selon l'article 2 de la "décision comitologie" figurant dans la Décision 1999/468/CE[14], il convient d'avoir recours à la procédure de réglementation pour l'adoption de "mesures de portée générale visant à mettre en application les éléments essentiels d'un acte de base". L'article 5 de la décision comitologie dispose que la Commission ne peut arrêter une mesure proposée que si le

[11] Pièce US-9. Le règlement intérieur du Comité est également disponible sur le site Web public de la Commission européenne:
http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/customs/procedural_aspects/general/community_code/index_fr.htm.

[12] Ce règlement intérieur type a été publié au Journal officiel (pièce EC-2).

[13] Affaires jointes 69 et 70/76, *Dittmeyer*, Rec. 1977, page 231 (pièce EC-31).

[14] Pièce US-10.

Comité l'a approuvée à la majorité qualifiée.[15] Si une majorité qualifiée n'est pas obtenue ou si une majorité qualifiée s'oppose à la proposition, le projet est soumis au Conseil européen. Le Conseil européen doit alors prendre une décision à la majorité qualifiée dans un délai de trois mois, y compris pour rejeter la mesure en question. Si aucune décision n'est prise dans ce délai, la Commission arrête la mesure proposée.

2.21 La "procédure de gestion", qui s'applique aux "mesures de gestion"[16], est prescrite par l'article 4 de la Décision 1999/468/CE. Cet article dispose que, conformément à cette procédure, la Commission peut adopter une mesure proposée même lorsque le Comité n'est pas d'accord. Toutefois, si le Comité émet un avis défavorable à la majorité qualifiée, la Commission doit faire intervenir le Conseil européen qui peut prendre une décision différente à la majorité qualifiée dans un délai de trois mois. La Commission peut différer l'application de la mesure en pareils cas. Si le Conseil européen ne prend aucune décision dans un délai de trois mois, la mesure suspendue devient applicable.

2.22 Le Comité du Code des douanes peut aussi être saisi d'actes juridiques communautaires autres que le Code des douanes communautaire. En pareil cas, la procédure de prise de décisions applicable est énoncée dans la disposition qui confère à la Commission le pouvoir de décision. L'article 10 du Règlement n° 2658/87 établissant le Tarif douanier commun en est un exemple; il dispose que la Commission sera assistée par le Comité du Code des douanes, conformément à la procédure de gestion.

4. Les tribunaux des CE

a) Rôle et fonction des tribunaux des États membres

2.23 Les tribunaux des États membres jouent un double rôle. Lorsqu'ils tranchent un différend ressortissant au droit national, ils font partie de l'ordre juridique national. Toutefois, ces tribunaux nationaux ont la qualité de tribunaux communautaires lorsqu'ils se prononcent sur une affaire ressortissant au droit communautaire. Les tribunaux des États membres sont compétents pour trancher tout litige dans les affaires qui ne relèvent expressément ni de la CEJ, ni du Tribunal de première instance des CE. Conformément à l'article 234 du Traité CE, les tribunaux des États membres peuvent saisir la CEJ.

b) Rôle et fonction de la CEJ

2.24 La CEJ et le Tribunal de première instance des Communautés européennes sont constitués en vertu du Traité CE et du Protocole sur le statut de la CEJ qui y est annexé.[17] La Cour et le Tribunal comptent un juge par État membre; ils délibèrent normalement en chambres composées de trois ou cinq juges. La CEJ est assistée de huit avocats généraux, qui émettent des avis sur les affaires.

2.25 Conformément à l'article 220 du Traité CE, la CEJ et le Tribunal de première instance ont essentiellement pour tâche d'assurer le respect du droit dans l'interprétation et l'application du Traité. Des recours peuvent être portés directement devant la CEJ, par exemple des recours contre les États membres pour manquement à une obligation résultant du droit communautaire (articles 226 à 228 du Traité CE), des recours en annulation d'une mesure communautaire (articles 230 et 231 du Traité CE),

[15] Une décision "à la majorité qualifiée" suppose la pondération des voix des États membres conformément à l'article 205(2) du Traité instituant la Communauté européenne, tel qu'il a été modifié par l'article 3 du Protocole sur l'élargissement de l'Union européenne.

[16] Aux termes de l'article 2 de la décision comitologie, les "mesures de gestion" comprennent les mesures relatives à l'application de la politique agricole commune et de la politique commune de la pêche ou celles relatives à la mise en œuvre de programmes ayant des incidences budgétaires notables.

[17] Pièce US-42.

des recours contre le refus de statuer d'une institution communautaire (article 232 du Traité CE) et des recours en dommages portant sur la responsabilité non contractuelle de la Communauté (article 235 du Traité CE).

2.26 Un tribunal national peut également engager des procédures devant la CEJ, en vertu de l'article 234 du Traité CE. Conformément à cet article, les tribunaux nationaux peuvent saisir la CEJ de toute question se rapportant à l'interprétation du droit communautaire. À quelques exceptions près, les tribunaux des États membres dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne sont tenus de saisir la CEJ de ces questions.

2.27 L'article 225(1) du Traité CE dispose que le Tribunal de première instance est compétent pour connaître en première instance des recours en annulation, des recours contre le refus de statuer, des recours fondés sur la responsabilité non contractuelle, des affaires intéressant le personnel et des affaires visées par une clause compromissoire contenue dans un contrat passé par la Communauté, à l'exception de ceux qui sont réservés à la CEJ. Conformément à l'article 51 du Statut de la Cour de justice, la CEJ connaît des recours formés par les États membres, par les institutions des Communautés et par la Banque centrale européenne. La CEJ peut connaître des pourvois sur des questions de droit soulevées par des décisions du Tribunal de première instance, lorsque ce tribunal est compétent en première instance.

5. Collaboration entre les États membres d'une part et entre les États membres et la Commission d'autre part

a) Règlement (CE) n° 515/97 du Conseil

2.28 Le Règlement (CE) n° 515/97 du Conseil relatif à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives des États membres et à la collaboration entre celles-ci et la Commission vise à assurer la bonne application de la réglementation douanière, entre autres choses.[18]

2.29 Le titre premier du Règlement n° 515/97 porte sur la prestation d'assistance à la demande des autorités douanières des États membres. Le titre II traite de l'assistance spontanée entre autorités douanières. Le titre III traite des relations entre les autorités douanières des États membres et la Commission. Le titre V établit un système d'information douanier, qui est un système d'information automatisé destiné à aider les autorités administratives des États membres et la Commission à prévenir, à rechercher et à poursuivre les opérations qui sont contraires à la réglementation douanière.

b) Programmes d'action

2.30 La Communauté a adopté et exécuté une série de programmes d'action destinés à favoriser la mise en place efficace de l'union douanière des CE. Le programme d'action actuel, "Douane 2007", s'étend sur la période allant du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2007. Il est établi par la Décision n° 253/2003/CE du Parlement européen et du Conseil.[19] Les objectifs de Douane 2007 sont énoncés à l'article 3(1) de la Décision n° 253/2003. Aux termes de cet article, le programme a pour objectifs de veiller à ce que les administrations douanières des États membres:

a) mènent une action coordonnée pour veiller à ce que l'action dans le domaine douanier corresponde aux besoins du marché intérieur de la Communauté en mettant en œuvre la stratégie exposée dans la communication de la Commission et la résolution du Conseil concernant une stratégie pour l'union douanière précitée;

[18] Pièce EC-42.
[19] Pièce EC-43.

b) interagissent et s'acquittent de leurs tâches de manière aussi efficace que si elles ne formaient qu'une seule et même administration, et obtiennent des résultats équivalents en tout point du territoire douanier de la Communauté;

c) relèvent les défis que la mondialisation et l'augmentation du volume des échanges leur imposent, et contribuent à renforcer l'environnement concurrentiel de l'Union européenne;

d) assurent la protection nécessaire des intérêts financiers de l'Union européenne et garantissent un environnement stable et sûr à ses citoyens;

e) prennent les mesures nécessaires pour préparer l'élargissement et pour favoriser l'intégration de nouveaux États membres.

2.31 Un certain nombre d'actions sont prévues dans le cadre du programme Douane 2007, notamment dans les domaines suivants: systèmes de communication et d'échange d'informations, analyse comparative, échanges de fonctionnaires, séminaires, ateliers et groupes de projet, actions de formation, actions de suivi et actions externes sous la forme d'assistance technique et de formation.

6. Formation

2.32 La formation des fonctionnaires des douanes des États membres s'effectue principalement au niveau national. En outre, un "programme commun de formation douanière" a été élaboré dans le cadre de Douane 2007.

7. Contrôle financier et budgétaire

2.33 Selon l'article 2(1) b) de la Décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes[20], les droits du tarif douanier commun et les autres droits établis sur les échanges avec les pays non membres constituent des "ressources propres" inscrites au budget des Communautés européennes. L'article 17(1) du Règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 du Conseil[21] dispose que les États membres sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les montants correspondants aux droits constatés de la Communauté soient mis à la disposition de la Communauté dans les conditions prévues par ce règlement. Aux termes de l'article 18(2) a) du Règlement n° 1150/2000, les États membres sont tenus, à la demande de la Commission des CE, d'effectuer des contrôles supplémentaires, auxquels la Commission sera associée à sa demande. Selon l'article 18(3) du Règlement n° 1150/2000, la Commission peut procéder elle-même à des vérifications sur place.

C. DOMAINES PARTICULIERS DE L'ADMINISTRATION DOUANIÈRE ÉVOQUÉS PAR LES ÉTATS-UNIS DANS LEURS COMMUNICATIONS

1. Classement tarifaire

2.34 Le "classement tarifaire" est défini à l'article 20(6) du Code des douanes communautaire comme étant la sous-position pertinente: a) de la NC ou de toute autre nomenclature qui la reprend en y ajoutant éventuellement des subdivisions, qui est utilisée pour l'application des mesures tarifaires communautaires se rapportant aux échanges de marchandises (par exemple mesures de suspension des droits, mesures tarifaires préférentielles, droits antidumping); ou b) de toute autre nomenclature qui reprend la NC, en y ajoutant éventuellement des subdivisions, qui est utilisée pour l'application des

[20] Pièce EC-44.
[21] Pièce EC-45.

mesures non tarifaires communautaires se rapportant aux échanges de marchandises (par exemple contingents d'importation pour les produits textiles, restitutions à l'exportation pour les produits agricoles).

2.35 L'obligation de classer les produits conformément au Code des douanes communautaire incombe aux "autorités douanières", qui sont définies à l'article 4(3) du Code des douanes communautaire comme étant les autorités compétentes, entre autres, pour l'application de la réglementation douanière. Dans le cadre des Communautés européennes, qui forment une union douanière et qui disposent d'un tarif douanier commun entre leurs États membres et les pays tiers, les administrations des États membres sont chargées de toutes les opérations se rapportant à l'application au jour le jour de la nomenclature combinée, y compris des décisions concernant le classement.

2.36 Selon la jurisprudence de la CEJ, le classement tarifaire est effectué sur la base "des caractéristiques et propriétés objectives des produits, susceptibles d'être vérifiées au moment du dédouanement".[22] Les instruments de classement qui peuvent être applicables dans l'ensemble des Communautés européennes comprennent la réglementation relative au classement, les avis et notes explicatives du SH, les notes explicatives des CE, les avis du Comité du Code des douanes et les renseignements tarifaires contraignants.

a) Réglementation relative au classement

2.37 Conformément à l'article 9(1) a) du Règlement n° 2658/87, la Commission peut adopter des règlements relatifs au classement des marchandises. Ces règlements sont adoptés par la Commission conformément à la procédure de gestion à laquelle il est fait référence à l'article 10 du Règlement n° 2658/87. Les règlements relatifs au classement déterminent la sous-position tarifaire qui sera appliquée à la marchandise particulière visée par le règlement, mais ils peuvent aussi s'appliquer par analogie aux produits analogues à ceux visés par le règlement.[23] Un règlement relatif au classement est obligatoire dans l'ensemble de la Communauté, conformément à l'article 249(2) du Traité CE, mais il ne peut modifier la NC.[24]

b) Notes explicatives du SH et avis de l'OMD

2.38 Conformément à l'article 7(1) b) de la Convention sur le SH, le Comité du SH peut rédiger des notes explicatives, des avis de classement et d'autres avis pour l'interprétation du SH. Selon la jurisprudence de la CEJ, les notes explicatives du SH et les avis de classement de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) contribuent de façon importante à l'interprétation du Tarif douanier commun, bien qu'il n'aient pas normalement force obligatoire en droit communautaire.[25] Néanmoins, la CEJ a également statué qu'une interprétation du SH approuvée par le Conseil de l'OMD s'impose à la Communauté lorsqu'elle correspond à la pratique suivie par les États membres, qu'elle n'est pas inconciliable avec les termes de la position en question ou qu'elle n'excède pas manifestement les pouvoirs d'appréciation consentis à l'OMD.[26]

---

[22] Affaire 38/76, *Luma*, Rec. 1976, page 2027, point 7 (pièce EC-18); affaire C-233/88, *van de Kolk*, Rec. 1990, page I-265, point 12 (pièce EC-19).

[23] Affaire C-130/02, *Krings*, arrêt du 4 mars 2004 (pas encore dans les recueils officiels), point 35 (pièce EC-20).

[24] Affaire C-401/93, *GoldStar*, Rec. 1994, page I-5587, point 19 (pièce EC-21); affaire C-265/89, *Vismans*, Rec. 1990, page I-3411, point 13 (pièce EC-22).

[25] Affaire C-396/02, *DFDS*, arrêt du 16 septembre 2004 (pas encore publié), point 28 (pièce EC-25); affaire 14/70, *Deutsche Bakels*, Rec. 1990, page 1001, points 9 et 10 (pièce EC-26).

[26] Voir l'affaire C-233/88, *van de Kolk*, Rec. 1970, page I-265, point 9 (pièce EC-19).

c) Notes explicatives de la Nomenclature combinée

2.39 Conformément à l'article 9(1) a) du Règlement n° 2658/87, la Commission peut publier des notes explicatives relatives à la NC. Ces notes explicatives sont arrêtées par la Commission conformément à la procédure de gestion prévue par l'article 10 de ce règlement. Les notes explicatives peuvent clarifier des questions particulières de classement tarifaire que pose la NC, mais elles sont distinctes des notes introductives des chapitres de la NC.[27] Les notes explicatives relatives à la NC n'ont pas force obligatoire en droit et elles ne peuvent modifier la NC. Toutefois, la CEJ a dit à maintes reprises qu'elles contribuent de façon importante à l'interprétation de la NC.[28]

d) Avis du Comité du Code des douanes

2.40 S'appuyant sur l'article 8 du Règlement n° 2658/87, le Comité du Code des douanes peut arrêter des avis sur des questions se rapportant à l'application et à l'interprétation de la NC. Ces avis sont distincts des avis que le Comité arrête dans le cadre de la procédure de comitologie au sujet des mesures proposées par la Commission. Les avis arrêtés par le Comité n'ont pas force obligatoire en droit. Toutefois, la CEJ a statué que ces avis constituent des moyens importants pour assurer une application uniforme du Tarif douanier commun par les autorités des États membres et, en tant que tels, peuvent être considérés comme des moyens valables pour l'interprétation du Tarif douanier commun.[29]

e) Renseignements tarifaires contraignants

2.41 Les dispositions fondamentales relatives aux renseignements tarifaires contraignants ("RTC") sont énoncées à l'article 12 du Code des douanes communautaire. D'autres règles concernant les renseignements contraignants figurent au titre II de la partie I du Règlement d'application (articles 5 à 14). Ces dispositions additionnelles traitent notamment de la procédure d'obtention des renseignements contraignants, des mesures à prendre en cas de renseignements contraignants, de la portée juridique des renseignements contraignants et de la cessation de validité des renseignements contraignants. En outre, la Commission a publié des Lignes directrices administratives sur le système des renseignements tarifaires contraignants européen (RTCE) et son fonctionnement.[30]

2.42 Les renseignements contraignants ont pour objet de permettre au négociant d'agir avec certitude lorsque le classement ou l'origine des marchandises est incertaine, ce qui le protège en cas de modification de la position arrêtée par les autorités douanières.

2.43 Conformément à l'article 6(1) du Règlement d'application, la demande de renseignement contraignant est formulée par écrit et adressée soit aux autorités douanières de l'État membre ou des États membres dans lequel ou lesquels le renseignement en question doit être utilisé, soit aux autorités douanières compétentes de l'État membre dans lequel le demandeur est établi. Conformément à l'article 6(5) du Règlement d'application, la liste des autorités des États membres compétentes pour délivrer des RTC est publiée régulièrement au Journal officiel.[31]

2.44 La demande est établie à l'aide d'un formulaire de demande type qui est conforme au modèle figurant à l'annexe 1*ter* du Règlement d'application. Les éléments d'information que doit comporter la demande de RTC sont énumérés à l'article 6(3) A) du Règlement d'application. Aux termes de

[27] Affaire 183/73, *Osram*, Rec. 1974, page 477, point 12 (pièce EC-27); affaire 149/73, *Witt*, Rec. 1973, page 1587, point 3 (pièce EC-28).

[28] Affaire C-396/02, *DFDS*, arrêt du 16 septembre 2004 (pas encore publié), point 28 (pièce EC-25); affaire C-259/97, *Clees*, Rec. 1998, page I-8127, point 12 (pièce EC-29).

[29] Affaires jointes 69 et 70/76, *Dittmeyer*, Rec. 1977, page 231, point 4 (pièce EC-31).

[30] Pièce EC-32.

[31] Pièce EC-33.

l'article 6(3) A) j), le demandeur doit indiquer sur la demande si, à sa connaissance, un RTC pour une marchandise identique ou similaire a déjà été demandé ou délivré dans la Communauté.

2.45 L'article 8(1) du Règlement d'application dispose qu'une copie de la demande de RTC, une copie du RTC notifié au demandeur et les données mentionnées sur l'exemplaire n° 4 du formulaire RTC sont transmises à la Commission. Les transmissions sont effectuées par moyens télématiques. Conformément à l'article 8(3) du Règlement d'application, ces données sont enregistrées dans une banque de données de la Commission, dénommée base de données RTCE. Il existe deux versions de cette base de données. L'une peut être consultée par le public; l'autre est réservée à l'usage exclusif de la Commission et des autorités douanières de délivrance dans les États membres. La version à laquelle le public a accès permet d'effectuer des recherches sur les RTC valables à l'aide du nom du pays de délivrance, de la date à laquelle commence et de la date à laquelle cesse la période de validité, de la demande de RTC, du code NC, de mots clés ou de la désignation du produit. On peut avoir accès à la version publique de la base de données RTCE sur le site Web de la Commission européenne.[32] La version à laquelle la Commission et les autorités douanières des États membres ont accès renferme des renseignements additionnels de nature confidentielle auxquels le public n'a pas accès (à savoir le nom et l'adresse du demandeur, du titulaire et de l'agent, si un agent a été désigné, des renseignements commerciaux confidentiels concernant les marchandises pour lesquelles le RTC a été délivré, y compris des marques de fabrique ou de commerce). La version à laquelle ont accès la Commission et les autorités douanières de délivrance renferme aussi toutes les demandes de RTC qui ont été adressées aux administrations douanières des États membres et les RTC qui ont cessé d'être valables.[33] Selon les Lignes directrices administratives sur le système RTCE qui ont été publiées par la Commission, les autorités douanières devraient consulter la base de données RCTE avant de délivrer des RTC quand il y a un doute sur le classement approprié ou lorsqu'il convient de prendre en compte différentes positions tarifaires.[34]

2.46 Quant à savoir qui est chargé de délivrer des RTC, cette tâche incombe aux autorités douanières des États membres. En particulier, l'article 12 du Code des douanes communautaire dispose que les autorités douanières des États membres doivent, sur demande écrite, délivrer des RTC. Lorsque les autorités douanières disposent de tous les éléments dont elles ont besoin pour déterminer le classement des marchandises, le RTC doit être notifié au demandeur dans les meilleurs délais, conformément à l'article 7(1) du Règlement d'application.

2.47 L'article 10 du Règlement d'application dispose que le RTC ne peut être invoqué que par le titulaire du renseignement ou par son représentant.[35] Les articles 5 et 11 du Règlement d'application disposent que le RTC lie les administrations de tous les États membres. En outre, selon l'article 12(2) du Code des douanes communautaire, le RTC lie aussi bien les autorités douanières que le titulaire du RTC. Il est précisé à l'article 12(3) du Code des douanes communautaire que le RTC ne sera contraignant qu'en ce qui concerne le classement tarifaire de la marchandise qui correspond à tous égards à celle décrite dans le renseignement. Il est indiqué à l'article 12(4) du Code des douanes communautaire que le RTC est valable pendant six ans, mais qu'il peut être annulé lorsque les autorités douanières déterminent qu'il est fondé sur des éléments inexacts ou incomplets fournis par le demandeur. Les circonstances dans lesquelles le RTC cesse d'être valable, notamment lorsqu'il est révoqué ou modifié conformément à l'article 9, sont indiquées à l'article 12(5) du Code des douanes communautaire. Quant à l'article 9 du Code des douanes communautaire, il prévoit la révocation ou

[32] http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/dds/fr/ebticau.htm.

[33] La pièce EC-34 contient une copie de l'interface de recherche utilisée par la Commission et les autorités de délivrance des États membres pour consulter la base de données.

[34] Pièce EC-32, page 7.

[35] Le "titulaire" du RTC est défini à l'article 5(3) du Règlement d'application comme étant "la personne au nom de laquelle le renseignement contraignant est délivré". Il n'est pas nécessaire que le "titulaire" du RTC et le "demandeur" soient la même personne.

la modification du RTC lorsqu'"une ou plusieurs des conditions prévues pour son octroi n'étaient pas ou ne sont plus remplies". La CEJ a statué que l'autorité douanière d'un État membre était en droit de considérer que l'une des conditions prévues pour l'octroi du RTC n'était plus remplie et de révoquer ledit RTC lorsque, après un examen plus détaillé, il apparaissait à cette autorité que son interprétation initiale des dispositions légales applicables au classement tarifaire des marchandises concernées "[était] erronée, à la suite d'une erreur d'appréciation ou d'une évolution des conceptions en matière de classement tarifaire".[36]

2.48 La procédure qui s'appliquera en cas de RTC contraignants divergents est exposée à l'article 9 du Règlement d'application. En particulier, ces divergences peuvent être examinées par le Comité du Code des douanes si la Commission les a inscrites à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité ou à la demande du représentant d'un État membre. L'article 9 dispose en outre qu'au vu de ces divergences, la Commission doit arrêter une mesure assurant l'application uniforme de la réglementation relative à la NC le plus tôt possible et au plus tard dans les six mois suivant la réunion à laquelle la divergence a été inscrite à l'ordre du jour du Comité du Code des douanes. Les mesures envisagées à l'article 9(1) du Règlement d'application peuvent prendre la forme d'un règlement relatif au classement arrêté par la Commission sur la base de l'article 9(1) a) du Règlement n° 2658/87. Conformément à l'article 12(5) a) i) du Code des douanes communautaire, lorsqu'un tel règlement est adopté, le RTC qui n'est pas conforme audit règlement cesse d'être valable. La Commission peut aussi, sur la base de l'article 12(5) a) iii) du Code des douanes communautaire et de l'article 9(1) du Règlement d'application, adopter une décision obligeant l'État membre qui a délivré le RTC à le révoquer.

2. Évaluation en douane

2.49 Lorsque les droits de douane sont calculés sur une base *ad valorem* – c'est-à-dire lorsqu'ils sont exprimés en pourcentage de la valeur de la marchandise – l'établissement des droits exigibles comporte l'évaluation de la marchandise.

2.50 Les dispositions fondamentales relatives à l'évaluation en douane figurent au chapitre 3 du titre II du Code des douanes communautaire (articles 28 à 36). Des dispositions plus détaillées figurent au titre V du Règlement d'application (articles 141 à 181*bis*). Le titre V est subdivisé en sept chapitres: dispositions générales; redevances et droits de licence; lieu d'introduction dans la Communauté; frais de transport; taux de change; procédures simplifiées relatives aux marchandises périssables; ainsi que déclaration des éléments et fourniture des documents y relatifs. En outre, l'annexe 23 du Règlement d'application contient des notes interprétatives en matière de valeur en douane. L'article 141(1) du Règlement d'application dispose que, pour l'application des dispositions du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application, les États membres tiennent compte des notes interprétatives.

2.51 Conformément à l'article 29 du Code des douanes communautaire, dans les Communautés européennes, la valeur en douane est déterminée essentiellement en fonction de la "valeur transactionnelle" – c'est-à-dire en fonction du prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées. La valeur transactionnelle peut être utilisée pour les marchandises importées pour autant qu'aucune des restrictions ou conditions en justifiant le rejet n'existe.

2.52 Conformément à l'article 32 du Code des douanes communautaire, la valeur transactionnelle doit être ajustée en *ajoutant* au prix les éléments suivants: a) commission et frais de courtage; b) coût

[36] *Timmermans Transport & Logistics BV contre Inspecteur der Belastingdienst – Douanendistrict Rososendaal and Hoogenboom Production Lts. contre Inspecteur der Belastingdienst – Douanendistrict Rotterdam*, affaires jointes C-133/02 et C-134/02, Rec. 2004, page I-01125, 22 janvier 2004, point 25 (pièce US-2).

des contenants et de l'emballage; c) produits et services fournis par l'acheteur; d) redevances ou droits de licence relatifs aux marchandises; e) produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure de la marchandise importée qui revient au vendeur; et f) frais de transport, d'assurance, de chargement et de manutention dans le pays exportateur. Les articles 157 à 159 du Règlement d'application donnent d'autres indications au sujet du sens du mot "redevances" et des circonstances dans lesquelles celles-ci devraient être incluses dans la valeur transactionnelle. L'article 33 du Code des douanes communautaire dispose que la valeur transactionnelle doit également être ajustée en *déduisant* du prix les éléments suivants, par exemple: a) frais de transport à l'intérieur des Communautés européennes; et b) droits de douane, droits antidumping et autres taxes dans la Communauté en raison de l'importation ou de la vente des marchandises.

2.53 La valeur transactionnelle est la principale méthode d'évaluation; c'est la méthode privilégiée qui est utilisée dans la plupart des cas. Toutefois, conformément à l'article 29(1) b) du Code des douanes communautaire, la valeur transactionnelle peut être rejetée, notamment si l'acheteur et le vendeur sont des parties "liées". Aux termes de l'article 143 du Règlement d'application, des parties sont liées: a) si elles ont juridiquement la qualité d'associés; et b) si l'une d'elles contrôle l'autre directement ou indirectement, entre autres choses. L'article 29(2) du Code des douanes communautaire indique clairement que l'existence de liens juridiques entre l'acheteur et le vendeur ne signifie pas nécessairement que la valeur transactionnelle sera rejetée. Il en sera ainsi uniquement si ces liens influencent le prix. L'annexe 23 du Règlement d'application, qui contient des notes interprétatives en matière de valeur en douane, renferme des explications plus détaillées sur les circonstances dans lesquelles la valeur transactionnelle devrait être rejetée en raison des liens existants entre l'acheteur et le vendeur.

2.54 L'article 30 du Code des douanes communautaire dispose que si la valeur transactionnelle ne peut être utilisée, il y a lieu de passer successivement aux méthodes d'évaluation suivantes: a) valeur transactionnelle de marchandises identiques; b) valeur transactionnelle de marchandises similaires; c) prix unitaire correspondant aux ventes des marchandises importées ou de marchandises identiques ou similaires totalisant la quantité la plus élevée, ainsi faites à des personnes non liées aux vendeurs; et d) valeur calculée, qui correspond au coût de production, majoré des frais généraux et du montant représentant généralement les bénéfices. L'annexe 23 du Règlement d'application donne de plus amples indications sur les circonstances dans lesquelles ces autres méthodes peuvent être utilisées.

2.55 L'article 147(1) du Règlement d'application dispose qu'aux fins de l'article 29 du Code des douanes communautaire, le fait que les marchandises faisant l'objet d'une vente sont déclarées pour la mise en libre pratique doit être considéré comme une indication suffisante qu'elles ont été vendues en vue de l'exportation à destination du territoire douanier de la Communauté. En outre, aux termes de l'article 147(1) du Règlement d'application, cette indication ne subsiste en cas de ventes successives avant l'évaluation qu'à l'égard de la dernière vente sur la base de laquelle les marchandises ont été introduites dans le territoire douanier de la Communauté, ou à l'égard d'une vente dans le territoire douanier de la Communauté avant la mise en libre pratique des marchandises.

2.56 Lorsqu'il y a lieu d'élaborer des règles plus détaillées au sujet de l'évaluation, la Commission peut, conformément à la procédure évoquée à l'article 247 du Code des douanes communautaire, modifier les règles d'évaluation figurant dans le Règlement d'application, lesquelles auront force de loi obligatoire en droit dans tous les États membres. En outre, conformément à l'article 249 du Code des douanes communautaire, le Comité du Code des douanes (par l'intermédiaire de sa Section de la valeur en douane) peut examiner des questions concernant l'application de la législation douanière des CE dans le domaine de l'évaluation. La Commission a également publié un Recueil des textes relatifs à la valeur en douane qui contient des commentaires rédigés par le Comité du Code des douanes et les conclusions auxquelles celui-ci est arrivé en ce qui concerne des questions particulières d'évaluation en douane, sur la base de l'article 249 du Code des douanes communautaire. En outre, il contient des

extraits d'arrêts pertinents de la CEJ sur des questions d'évaluation ainsi que des listes d'autres textes pertinents.[37]

3. Vérification après la mise en libre pratique

2.57 L'article 78 du Code des douanes communautaire autorise les autorités douanières à procéder au contrôle des documents et données commerciaux relatifs aux importations ou aux exportations ainsi qu'aux opérations commerciales ultérieures y relatives. Ces contrôles aident les autorités douanières à s'assurer de l'exactitude des énonciations de la déclaration en douane pertinente. Ces contrôles peuvent s'exercer auprès du déclarant ou de toute personne directement ou indirectement intéressée aux opérations. Les autorités douanières peuvent également procéder à l'examen des marchandises, lorsqu'elles peuvent encore être présentées.

2.58 Le Code des douanes communautaire et le Règlement d'application ne contiennent aucune disposition obligeant les autorités douanières à effectuer des vérifications après la mise en libre pratique ou imposant des obligations quant à la manière dont de telles vérifications doivent être menées. Toutefois, la Commission des CE en collaboration avec les États membres a élaboré un document, le *Community Customs Audit Guide*[38], qui établit un cadre pour les contrôles a posteriori et les contrôles par audit.

4. Sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE

2.59 Le Code des douanes communautaire et le Règlement d'application ne renferment aucune disposition définissant les sanctions applicables en cas de violation de la législation douanière des CE. Par conséquent, en règle générale, la nature et l'importance de ces sanctions, qu'elles soient d'ordre administratif ou pénal, sont déterminées par les législations nationales des États membres. Néanmoins, en application de l'article 10 du Traité CE, les États membres doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour bien exécuter et appliquer le droit communautaire, y compris en imposant des sanctions en cas de violation du droit communautaire. Ils doivent notamment veiller à ce que les violations particulières du droit communautaire soient sanctionnées dans des conditions, de fond et de procédure, qui soient analogues à celles applicables aux violations du droit national d'une nature et d'une importance similaires et qui, en tout état de cause, confèrent à la sanction un caractère effectif, proportionné et dissuasif.[39] Cela a été confirmé par la Résolution du Conseil, du 29 juin 1995, sur l'application uniforme et efficace du droit communautaire et sur les sanctions applicables aux violations de ce droit dans le domaine du marché intérieur, qui rappelle la jurisprudence pertinente de la CEJ et demande aux États membres de veiller à ce que "le droit communautaire ... soit appliqué avec une efficacité et une rigueur équivalentes à celles déployées dans l'application de leur droit national et à adopter des dispositions relatives aux sanctions ayant, en tout état de cause, un caractère effectif, proportionné et dissuasif".[40] Lorsqu'un État membre ne prévoit pas des sanctions ayant un caractère effectif, proportionné et dissuasif, il n'exécute pas les obligations qui lui incombent en vertu du Traité CE.[41]

---

[37] Pièce EC-37.

[38] Pièce EC-90.

[39] Affaire C-68/88, *Commission/Grèce*, Rec. 1989, page 2965, points 23 à 25 (pièce EC-38); de même, affaire C-326/88, *Hansen*, Rec. 1990, page I-2911, point 17 (pièce EC-39); affaire C-36/94, *Siesse*, Rec. 1995, page I-3573, point 20 (pièce EC-40); affaire C-213/99, *Andrade*, Rec. 2000, page I-11083, points 19 et 20 (pièce US-31).

[40] Pièce EC-41.

[41] Affaire C-68/88, *Commission/Grèce*, Rec. 1989, page 2965, points 23 à 25 (pièce EC-38), dans le cadre de laquelle il a été constaté que la Grèce avait manqué aux obligations qui lui incombaient en vertu de l'article 10 du Traité CE.

5. La transformation sous douane

2.60 L'article 130 du Code des douanes communautaire dispose que le régime de la transformation sous douane permet de mettre en œuvre sur le territoire douanier de la Communauté des marchandises non communautaires pour leur faire subir des opérations qui en modifient l'espèce ou l'état et sans qu'elles soient soumises aux droits à l'importation ni aux mesures de politique commerciale, et qu'il permet ultérieurement de mettre en libre pratique aux droits à l'importation qui leur sont propres les produits transformés.

2.61 L'article 85 du Code des douanes communautaire dispose que le recours au régime de la transformation sous douane (défini comme étant un régime douanier économique) est subordonné à la délivrance par les autorités douanières d'une autorisation, à la demande de la personne qui procède à la transformation ou qui prend les dispositions pour que celle-ci soit effectuée. L'autorisation n'est accordée que si certaines conditions sont remplies. L'une d'elles est énoncée à l'article 133 e) du Code des douanes communautaire.

2.62 L'article 133 e) du Code des douanes communautaire dispose qu'avant de délivrer une autorisation en vertu de l'article 85 les autorités douanières doivent examiner les conséquences économiques du recours au régime de la transformation sous douane afin de déterminer si le régime contribue ou non à favoriser la création ou le maintien d'une activité de transformation dans les Communautés européennes sans qu'il soit porté atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises similaires. L'article 502(3) du Règlement d'application dispose, en ce qui concerne le régime de la transformation sous douane, que l'examen doit établir si le recours à des sources d'approvisionnement non communautaires est susceptible de favoriser la création ou le maintien d'une activité de transformation dans la Communauté.

2.63 Les cas dans lesquels les conditions économiques sont considérées comme remplies figurent à l'article 552 et à l'annexe 76, partie A, du Règlement d'application, de sorte que, en pareils cas, il n'est pas nécessaire de procéder à l'examen des conditions économiques. Pour les types de marchandises et les opérations qui figurent à l'annexe 76, partie B, du Règlement d'application et celles qui ne sont pas couvertes par la partie A de cette annexe, l'examen des conditions économiques doit avoir lieu au niveau communautaire, dans le cadre de la procédure de comité applicable. Pour les types de marchandises et les opérations qui ne figurent pas à l'annexe 76 du Règlement d'application, l'examen des conditions économiques a lieu au niveau national, conformément aux articles 502(1) et 552(1) du Règlement d'application. Lorsque les examens ont lieu au niveau national, les États membres doivent communiquer à la Commission les informations pertinentes, conformément à l'article 522 du Règlement d'application. En outre, conformément aux articles 503 et 504 du Règlement d'application, si un État membre formule des objections à l'encontre d'une autorisation délivrée ou si les autorités douanières concernées souhaitent procéder à une consultation avant ou après avoir délivré une autorisation, l'examen des conditions économiques peut être effectué au niveau communautaire.

6. Procédure de domiciliation

2.64 Conformément à l'article 263 du Règlement d'application, les autorités douanières des États membres des CE peuvent autoriser toute personne qui en fait la demande à procéder à la mise en libre pratique des marchandises dans ses propres locaux ou dans d'autres lieux désignés en ayant recours à la "procédure de domiciliation". En d'autres termes, un importateur peut faire procéder à la mise en libre pratique des marchandises dans ses propres locaux ou dans certains autres lieux désignés sans avoir à présenter les marchandises aux douanes.

2.65 La disposition de base pour ce qui est de la procédure de domiciliation est l'article 76(1) c) du Code des douanes communautaire. En outre, lorsqu'un procédé informatique est utilisé, l'article 77 du

Code des douanes communautaire s'applique. Des dispositions plus détaillées sont énoncées aux articles 263 à 267 du Règlement d'application.

2.66 Aux termes de l'article 263 du Règlement d'application, l'autorisation de la procédure de domiciliation est accordée à toute personne qui désire faire procéder à la mise en libre pratique des marchandises dans ses propres locaux ou dans les autres lieux désignés ou agréés par les autorités douanières pour les marchandises qui sont soumises à certains régimes (régime du transit ou régimes douaniers économiques) ou qui sont introduites dans le territoire douanier de la Communauté avec dispense de passage par un bureau de douane. L'article 264(1) du Règlement d'application dispose que l'autorisation de la procédure de domiciliation est accordée pour autant que les écritures de la personne qui en fait la demande permettent aux autorités douanières d'effectuer un contrôle efficace.

7. Recouvrement de la dette douanière

2.67 Conformément à l'article 2(1) b) de la Décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil, les recettes provenant des droits à l'importation et des droits à l'exportation établis sur la base du Tarif douanier commun constituent des "ressources propres". Les articles 217 à 220 du Code des douanes communautaire régissent l'inscription dans les registres comptables des États membres et établissent donc un lien entre, d'une part, l'obligation pour le débiteur de payer le droit à l'importation ou le droit à l'exportation à l'administration douanière nationale et, d'autre part, l'obligation pour les États membres de mettre les "ressources propres" à la disposition des Communautés européennes. Conformément à l'article 221 du Code des douanes communautaire, le montant des droits doit être communiqué au débiteur selon des modalités appropriées dès qu'il a été pris en compte. L'article 221(3) du Code des douanes communautaire fixe le délai dans lequel le montant de la dette doit être communiqué au débiteur.

D. RÉVISION DES DÉCISIONS DOUANIÈRES

1. Décisions au sujet du contrôle juridictionnel

2.68 Une "décision" est définie à l'article 4(5) du Code des douanes communautaire comme étant "tout acte administratif concernant la réglementation douanière pris par une autorité douanière statuant sur un cas individuel, qui a des effets de droit sur une ou plusieurs personnes déterminées ou susceptibles d'être déterminées; ce terme couvre, entre autres, un renseignement contraignant au sens de l'article 12 [du Code des douanes communautaire]". En outre, l'article 6(3) du Code des douanes communautaire dispose que "[l]es décisions prises par écrit qui soit ne font pas droit aux demandes, soit ont des conséquences défavorables pour les personnes auxquelles elles s'adressent, sont motivées par les autorités douanières. Elles doivent mentionner la possibilité de recours prévue à l'article 243".

2.69 L'article 243(1) du Code des douanes communautaire dispose que toute personne directement et individuellement concernée par une *décision* des autorités douanières qui a trait à l'application de la réglementation douanière a le droit d'introduire un recours. Un recours peut également être exercé lorsque la décision demandée n'a pas été prise dans le délai prescrit par l'article 6(2) du Code des douanes communautaire.

2. Révision par les autorités douanières et les tribunaux des États membres

2.70 L'article 243(1) du Code des douanes communautaire dispose que le recours doit être introduit dans l'État membre où la décision a été prise ou sollicitée. En outre, l'article 245 du Code des douanes communautaire dispose que "[l]es dispositions relatives à la mise en œuvre de la procédure de recours sont arrêtées par les États membres", ce qui signifie que les procédures de recours sont énoncées dans les législations nationales des États membres.

2.71 Il est indiqué à l'article 243(2) que le droit de recours peut être exercé: a) dans une première phase, devant l'autorité douanière désignée à cet effet par les États membres; et b) dans une seconde phase, devant une instance indépendante qui peut être une autorité judiciaire ou un organe spécialisé équivalent, conformément aux dispositions en vigueur dans les États membres.

2.72 S'agissant de la révision par les autorités douanières désignées dans les États membres, celle-ci est requise dans la plupart des États membres. Toutefois, en Belgique, en Estonie, en Grèce, à Chypre, en France, à Malte et au Portugal, les réexamens administratifs sont facultatifs. En outre, aucun réexamen administratif n'est prévu en Suède et il doit être fait recours de la décision administrative directement devant les tribunaux. Les autorités administratives des États membres peuvent rapporter, révoquer, modifier ou remplacer une décision administrative contestée.

2.73 S'agissant des recours devant les tribunaux des États membres, la plupart de ces tribunaux ne sont habilités qu'à annuler la décision administrative lorsqu'ils la jugent illicite. Toutefois, dans certains cas, les tribunaux peuvent y substituer leurs propres décisions dans les affaires portant sur le paiement de droits. Quelques tribunaux nationaux ont le pouvoir de remplacer ou de modifier la décision administrative contestée: le Danemark, la Lettonie, les Pays-Bas, la Suède et la Slovénie.

3. Recours directs devant la CEJ

2.74 L'article 230 du Traité CE confère aux particuliers le droit de s'adresser directement au Tribunal de première instance dans certains cas. L'article 230, qui concerne les recours en annulation, traite de la compétence de la CEJ pour contrôler la légalité des actes adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil, la Commission européenne et la BCE, ou par le Conseil lui-même ou le Parlement, lorsque l'acte est destiné à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers. Le recours en annulation au titre de l'article 230 ne couvre pas les actes adoptés par une autorité nationale. Il ne peut viser non plus le Traité CE ni les modifications qui y ont été apportées.

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

A. ÉTATS-UNIS[42]

3.1 Les États-Unis demandent au Groupe spécial:

a) de constater que les Communautés européennes ne sont pas en conformité avec l'article X:3 a) et l'article X:3 b) du GATT de 1994;

b) de recommander que les Communautés européennes se mettent en conformité avec l'article X:3 a) et l'article X:3 b) du GATT de 1994 dans les meilleurs délais.

B. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES[43]

3.2 Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de rejeter les allégations formulées par les États-Unis.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties sont exposés dans les communications écrites et les communications orales qu'elles ont présentées au Groupe spécial ainsi que dans leurs réponses aux

[42] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 155, et deuxième communication écrite, paragraphe 117.

[43] Première communication écrite des CE, paragraphe 477, et deuxième communication écrite, paragraphe 246.

questions. Les arguments des parties, tels qu'ils sont exposés dans leurs communications, sont résumés dans la présente section. Ces résumés se fondent sur les résumés analytiques qui ont été communiqués par les parties. Les réponses écrites des parties aux questions qui leur ont été adressées par le Groupe spécial et à celles qu'elles se sont adressées respectivement sont reproduites dans les annexes du présent rapport (voir la liste des annexes à la page xvi).

A. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

1. Introduction

4.2 Le présent différend soulève deux questions: premièrement, les Communautés européennes (les "CE") appliquent-elles leurs lois, règlements et décisions judiciaires et administratives d'application générale dans le domaine douanier d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, comme le prescrit l'article X:3 a) de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994")? Deuxièmement, maintiennent-elles des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin, notamment, de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières, comme le prescrit l'article X:3 b) du GATT de 1994? La réponse à ces deux questions est négative.

4.3 Au lieu d'appliquer leur législation douanière de base d'une manière uniforme, les CE l'appliquent de 25 manières différentes. L'application de cette législation étant du ressort de chaque État membre, les questions de classification et d'évaluation en douane peuvent donner lieu à non moins de 25 interprétations différentes et les négociants sont soumis à 25 régimes procéduraux différents pour la mise en libre pratique de leurs marchandises dans les CE. Il en résulte au bout du compte une application qui fausse les échanges au lieu de les faciliter et qui engendre des coûts de transactions qui ne devraient pas exister si l'application était uniforme.

4.4 Ce problème est amplifié par l'absence de tribunaux ou de procédures communautaires permettant de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Tout comme l'application des mesures douanières communautaires, les recours concernant des décisions douanières sont du ressort de chaque État membre. Il existe donc 25 systèmes de recours différents dans les CE, dont aucun ne peut rendre de décision déployant ses effets dans l'ensemble de la Communauté, à moins que la question ne soit portée devant la Cour de justice des Communautés européennes ("la CEJ").

4.5 Dans les CE, les éléments fondamentaux du régime douanier sont énoncés dans la législation suivante: le Code des douanes communautaire ("CDC"), le Règlement d'application du CDC ("Règlement d'application" ou "RACDC") et le Tarif douanier commun ("le Tarif"). Ces mesures (ainsi que des mesures connexes) sont appliquées séparément par les autorités douanières dans chacun des 25 États membres des CE. Il existe un Comité du Code des douanes ("le Comité"), composé de représentants de chacun des États membres et présidé par un représentant de la Commission. Officiellement, l'une de ses fonctions est de concilier les divergences qui apparaissent dans l'application de la législation douanière des CE par les États membres. Toutefois, de lourdes contraintes institutionnelles l'empêchent de remplir cette fonction d'une manière systématique.

4.6 Lorsqu'un négociant conteste une décision prise par les autorités douanières d'un État membre, son seul recours est de faire appel de cette décision devant les juridictions ou autres tribunaux de révision de cet État membre. Il n'y a pas d'instance communautaire devant laquelle un négociant peut faire appel, dans les moindres délais, d'une décision émanant des autorités douanières d'un État membre, y compris d'une décision qui diverge des décisions rendues par les autorités des autres États membres.

4.7 En tant que Membre de l'OMC à part entière, c'est-à-dire séparément des États membres qui la constituent, la Communauté européenne a l'obligation d'assurer l'application de sa législation douanière et de permettre la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives se rapportant aux questions douanières de la manière prescrite par l'article X:3 a) et l'article X:3 b) du GATT, respectivement. La première question que soulève le présent différend est de savoir si les CE appliquent leur législation douanière d'une manière uniforme, comme le prescrit l'article X:3 a). Si l'on considère le sens ordinaire qui doit être donné aux termes de cet article, il convient de se demander si les CE gèrent, mènent ou mettent en œuvre leur législation douanière d'une manière qui est identique dans des circonstances ou des endroits différents, ou à des moments différents. L'uniformité dans des endroits différents revêt ici une pertinence particulière.

4.8 L'un des rares groupes spéciaux qui ait examiné l'article X:3 a) d'une manière quelque peu approfondie est le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis* ("*Argentine – Peaux et cuirs*"). Le rapport établi sur ce différend fait sienne l'affirmation selon laquelle l'application uniforme prescrite par l'article X:3 a) est, entre autres choses, une application qui doit être uniforme dans tout le territoire du Membre de l'OMC. Les CE n'appliquent pas leur législation douanière d'une manière qui soit uniforme dans des endroits différents des Communautés, comme le prescrit l'article X:3 a). Elles appliquent cette législation d'une manière qui varie d'un État membre à l'autre et n'offrent pas de mécanisme communautaire permettant de concilier systématiquement ces variations.

2. Les CE n'appliquent pas leur législation douanière d'une manière uniforme

a) Classement douanier

4.9 L'un des domaines dans lequel l'application divergente de la législation douanière communautaire est particulièrement préoccupante est celui du classement douanier. Il n'est pas surprenant que, lorsque 25 autorités différentes sont chargées d'interpréter une nomenclature complexe, les possibilités d'interprétation divergente soient grandes. En fait, les CE ont été à l'évidence assez franches à ce sujet dans le différend qui les a opposées à la Thaïlande et au Brésil concernant le classement des morceaux de poulet désossés et congelés (*Communautés européennes – Classification douanière de morceaux de poulet désossés et congelés*). Ni le Code, ni aucune autre disposition de la législation communautaire dont les États-Unis ont connaissance n'imposent à un État membre de suivre l'interprétation du Tarif donnée par un autre État membre. Si un État membre classe un produit dans telle ou telle sous-position tarifaire, rien ne prescrit aux autres États membres de le classer dans la même sous-position. A fortiori, rien ne prescrit aux autres États membres de suivre le raisonnement du premier État membre pour classer des biens *semblables*.

4.10 L'examen de l'application de la disposition communautaire sur les décisions anticipées concernant le classement, dénommées renseignements tarifaires contraignants ("RTC"), est éloquent. Dans le cadre du système RTC, l'importateur ou tout autre partie intéressée présente une demande aux autorités douanières d'un État membre en vue d'obtenir la délivrance d'un RTC confirmant le classement dont feront l'objet telles ou telles marchandises à l'importation sur le territoire de cet État membre. La demande peut être faite par le "titulaire" du RTC (c'est-à-dire la personne au nom de laquelle il est délivré) ou par un autre "demandeur" (défini comme étant toute personne qui formule une demande de RTC). Le titulaire ou tout autre demandeur choisit l'État membre auquel il présentera la demande.

4.11 Une fois rendu, le RTC "lie les autorités douanières vis-à-vis du titulaire". L'article 11 du Règlement d'application dispose que le RTC délivré par les autorités d'un État membre "lie les autorités compétentes de tous les États membres dans les mêmes conditions". Toutefois, en réalité, les États membres ne traitent pas toujours les RTC délivrés par les autres États membres comme des renseignements contraignants et le système RTC ne garantit pas une application uniforme des

classements douaniers. De plus, le fait qu'un RTC ait déjà été délivré par un État membre n'empêche pas un demandeur de tenter de persuader un deuxième État membre que le classement du RTC initial était erroné. Lorsque les autorités délivrent le nouveau RTC, aucune disposition du Code ou du Règlement d'application ne les oblige à se conformer aux constatations figurant dans le RTC délivré précédemment.

4.12 À plusieurs égards, le système RTC n'assure pas une application uniforme en matière de classement douanier. Premièrement, il amène les négociants à rechercher le RTC le plus favorable. En théorie, la Commission devrait pouvoir contrôler cette pratique en exerçant son pouvoir de concilier les RTC divergents. Toutefois, elle est confrontée à plusieurs obstacles dans l'exercice de cette fonction. Tout d'abord, il peut s'avérer difficile de découvrir, en fait, "l'existence de renseignements tarifaires contraignants divergents". Le RTC est propre au titulaire. Il est donc possible que deux titulaires différents soient en possession de RTC contradictoires pour une marchandise identique. "L'existence de renseignements tarifaires contraignants divergents" ne serait pas facilement décelable dans ce cas. Même si un même titulaire est en possession de RTC contradictoires, l'existence de cette contradiction peut ne pas être facilement décelable pour la Commission ou le représentant d'un État membre. Le titulaire du RTC peut choisir de ne pas la porter à l'attention du Comité. Les autres personnes ayant intérêt à ce que les divergences soient conciliées (par exemple, des concurrents) n'en auraient pas nécessairement connaissance. À l'inverse, lorsque le titulaire ou tout autre personne intéressée a connaissance de l'existence de RTC contradictoires et souhaite que l'on résolve la contradiction, il n'a aucun droit de porter la question devant le Comité pour qu'elle soit résolue dans des délais spécifiés.

4.13 De plus, les différences existant dans le classement de marchandises identiques d'un État membre à un autre ne prennent pas nécessairement la forme de RTC contradictoires. Il se peut qu'un demandeur reçoive un RTC défavorable d'un État membre et importe alors tout simplement les marchandises en cause via le territoire d'un autre État membre (peut-être en supportant des frais supplémentaires d'expédition, de distribution ou autres) sans nécessairement solliciter un RTC auprès de cet État. Dans ce cas, l'existence d'une différence ne serait pas nécessairement décelable pour la Commission.

4.14 Les CE ont bien une base de données électronique accessible au public pour la recherche de RTC. En théorie, l'on pourrait utiliser la base de données pour déterminer si différents États membres ont rendu des RTC contradictoires pour des produits identiques. Toutefois, dans la pratique, une recherche de ce type est extrêmement difficile, voire impossible.

4.15 En outre, l'autonomie relative dont jouit chaque État membre pour la révocation ou la modification des RTC démontre elle aussi l'incapacité à assurer une application uniforme du Tarif par le biais du système RTC. Dans une décision rendue récemment dans l'affaire dite *Timmermans*, la CEJ a estimé que les autorités douanières d'un État membre pouvaient révoquer un RTC sur la base de leur propre réexamen du Tarif (et non parce que des données de fait dont elles n'avaient pas connaissance lorsque le RTC avait été rendu leur avaient été révélées). La Cour est parvenue à cette conclusion alors que l'avocat général avait recommandé la conclusion inverse, en faisant observer qu'"une telle possibilité de révocation [était] difficilement compatible tant avec l'objectif d'application uniforme de la nomenclature douanière qu'avec l'objectif de sécurité juridique poursuivi par l'institution des RTC". De fait, c'est bien là le problème qui se pose du point de vue de l'article X:3 a) du GATT. Les quelques chances qu'aurait peut-être le système RTC d'apporter une certaine uniformité dans les CE pour les marchandises particulières faisant l'objet de RTC et leur titulaire sont encore un peu plus compromises par le fait que les révisions des RTC ne revêtent même pas officiellement un caractère "contraignant".

4.16 Enfin, le problème de l'absence d'uniformité dans l'application de la législation des CE relative au classement douanier est illustré par deux affaires survenues récemment (mais qui ne sont

nullement des affaires isolées). Dans la première affaire, les autorités douanières allemandes et les autorités d'autres États membres ont depuis cinq ans une opinion divergente concernant le classement d'un produit textile spécialisé (les doublures opaques pour rideaux et tentures) et les institutions communautaires n'ont pas concilié cette divergence. Dans la deuxième affaire, qui concerne des moniteurs à écran plat à affichage à cristaux liquides à interface vidéo numérique, la question du classement divergent (par les Pays-Bas, d'une part, et d'autres États membres, d'autre part) a été portée devant le Comité en 2004 et, en ce qui concerne un grand nombre des produits en cause, n'est à ce jour toujours pas résolue (et ne fait l'objet d'une solution temporaire que pour le reste de ces produits).

b) Évaluation en douane

4.17 À certains égards, les problèmes d'absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière sont encore plus prononcés dans le domaine de l'évaluation en douane que dans celui de la classification. À la différence de la classification, la législation douanière communautaire en matière d'évaluation en douane n'offre même pas un système comparable aux RTC – c'est-à-dire un système de renseignements qui revêt officiellement un caractère contraignant (quoique d'une manière très limitée) et qui (selon la manière dont il est conçu et appliqué) pourrait au moins aller dans le sens d'une application uniforme. D'une manière générale, la capacité des institutions communautaires à s'interposer pour imposer l'uniformité est limitée. La Section de la valeur en douane du Comité n'est pas habilitée à examiner les cas individuels en vue de concilier les différences existant entre États membres dans l'application de la législation.

4.18 Les différences dans la manière d'appliquer les dispositions relatives à la valeur en douane du Code et du Règlement d'application dans les différents États membres ont été répertoriées d'une manière très détaillée dans un rapport établi en décembre 2000 par la Cour des comptes des Communautés européennes. L'un des points essentiels abordés dans ce rapport est le traitement différencié dans le domaine des redevances. En vertu de l'article 32(1) c) du Code des douanes, les redevances et les droits de licence relatifs aux marchandises à évaluer sont censés être ajoutés au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées, dans la mesure où ils n'ont pas déjà été inclus dans ce prix. La Cour des comptes a constaté que, dans un certain nombre de cas, différents États membres calculaient les redevances d'une manière différente pour la valeur en douane de marchandises identiques importées par la même société. Elle a constaté – ce qui est révélateur – que, dans les cas identifiés, soit les États membres en cause n'avaient pas porté la disparité de traitement à l'attention du Comité, soit la question n'avait pas été examinée par le Comité.

4.19 Une autre question examinée par la Cour des comptes est l'application de la règle qui permet, dans certains cas, de déterminer la valeur en douane des marchandises importées sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente ayant conduit à l'introduction de ces marchandises sur le territoire douanier des CE. La Cour des comptes a constaté que, dans certains États membres mais pas dans d'autres, les autorités exigeaient des importateurs qu'ils obtiennent une autorisation préalable pour la détermination de la valeur en douane sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente.

4.20 Une troisième question identifiée par la Cour concerne le traitement différencié des coûts de réparation de véhicules sous garantie. Dans un État membre au moins – l'Allemagne –, la Cour des comptes a constaté que les autorités douanières déduisaient la valeur des réparations entreprises sur le territoire communautaire et remboursées par le vendeur étranger de la valeur en douane des véhicules importés. D'autres États membres – en particulier l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni – ont rejeté les demandes visant à obtenir une réduction semblable de la valeur en douane. La Cour des comptes a fait observer – il y a lieu de le souligner – que la Commission avait connaissance de l'existence d'un traitement différencié dans les États membres depuis au moins dix ans et n'avait pris aucune mesure pour concilier ces différences. En réponse, la Commission a noté que, depuis 1997, elle s'était

"efforcée … d'harmoniser, par le biais de règlements d'application, les pratiques divergentes existant dans la Communauté", mais n'était pas parvenue à obtenir la majorité nécessaire au Comité.

4.21 Une affaire récente portant sur l'application non uniforme de la législation communautaire en matière d'évaluation en douane concerne des approches divergentes de la question de savoir si un importateur exerce une influence dominante sur ses fournisseurs à l'étranger. Dans cette affaire, les autorités douanières espagnoles ont constaté que la société Reebok International Limited (RIL) exerçait une influence dominante sur des fournisseurs établis en dehors des CE en se fondant sur les contrats conclus avec ces fournisseurs, alors que d'autres États membres (en particulier les Pays-Bas) n'ont pas constaté l'existence d'un lien de ce type. Ces différentes interprétations ont des conséquences importantes. Les autorités des États membres qui ont estimé, comme la société Reebok, que celle-ci n'exerçait pas une influence dominante sur ses fournisseurs l'ont autorisée à déclarer la valeur en douane de ses marchandises sur la base de la règle relative à la valeur transactionnelle des "ventes pour l'exportation" énoncée à l'article 29 du Code. Les autorités espagnoles, en revanche, ont exigé de la société Reebok qu'elle applique une méthode différente. Pour Reebok, cette décision a représenté une charge financière additionnelle de 350 000 euros par an (390 000 euros si l'on inclut la taxe à la valeur ajoutée et les intérêts).

4.22 En résumé, l'évaluation en douane est, comme le classement, un domaine dans lequel les CE n'assurent pas une application uniforme de leur législation douanière. Les autorités de chaque État membre procèdent à leur propre interprétation du Code et du Règlement d'application et, même lorsque des différences entre États membres sont mises en évidence, les CE n'ont pas la capacité de les concilier d'une manière systématique.

c) Régime douanier

4.23 En ce qui concerne le régime douanier, l'absence d'uniformité est évidente dans les diverses phases de la procédure. Il y a absence d'uniformité, par exemple, dans les vérifications que les autorités des différents États membres effectuent après la mise en libre pratique des marchandises. Il n'est pas rare que les autorités d'un État membre effectuent un contrôle pour vérifier la valeur déclarée par l'importateur pour les marchandises qui ont été mises en libre pratique. Dans son rapport de décembre 2000, la Cour des comptes a constaté que les autorités des différents États membres adoptaient des approches différentes en ce qui concerne ces vérifications, avec des conséquences importantes pour les importateurs.

4.24 Dans le cas d'un État membre au moins, la Cour des comptes a constaté que les autorités douanières n'étaient pas du tout habilitées à procéder à des vérifications après l'importation, sauf en cas de fraude. Même dans les États membres où les autorités étaient autorisées à procéder à des vérifications après l'importation, la Cour des comptes a constaté des différences dans les pratiques de travail, y compris les pratiques reposant sur un équilibre entre les vérifications au moment de l'importation et après la mainlevée. La Cour des comptes a constaté – ce qui est révélateur – que les différences dans les procédures de travail signifiaient que "les différentes autorités douanières [étaient] peu disposées à adopter des décisions qu'elles n'[avaient] pas elles-mêmes arrêtées". L'une des procédures de vérification mise en lumière par la Cour des comptes est la délivrance de décisions écrites concernant la valeur en douane. Si certains États membres rendent régulièrement des décisions écrites concernant la valeur en douane, qui revêtent un caractère obligatoire pour la période à venir, d'autres rendent rarement ce type de décisions.

4.25 Un autre domaine dans lequel l'application varie d'un État membre à l'autre est celui des sanctions en cas d'infraction à la législation douanière. C'est là un domaine dans lequel la CEJ a fait état de divergences en un certain nombre d'occasions. La Commission a elle-même reconnu (dans sa note explicative accompagnant un récent projet de révision du Code) que "les opérateurs économiques se plaign[aient] depuis longtemps de l'absence d'harmonisation concernant les sanctions en cas

d'infraction aux règles douanières. Certaines infractions peuvent être considérées dans un État membre comme un délit grave passible de l'emprisonnement, alors que dans un autre État membre le même acte pourra n'entraîner – tout au plus – qu'une légère amende."

4.26 Un autre domaine dans lequel l'application de la législation douanière des CE diffère d'un État membre à l'autre concerne la décision d'autoriser le régime dit de la "transformation sous douane". Lorsque ce régime est autorisé, les marchandises peuvent être importées dans les CE sans être assujetties à des droits de douane et être transformées en produits en aval dans les CE, ces produits étant ensuite mis en libre pratique au taux de droit applicable. L'autorisation de procéder à une transformation sous douane est subordonnée à une évaluation des conditions économiques, ce que les différents États membres appliquent d'une manière différente. Les orientations générales arrêtées par les autorités douanières du Royaume-Uni indiquent que "le critère économique revêt deux aspects" et imposent au demandeur de fournir des éléments de preuve concernant l'impact de la transformation sous douane sur son entreprise, ainsi que des éléments de preuve concernant "l'impact des marchandises importées sur tout autre producteur communautaire". À l'inverse, la réglementation française, par exemple, n'impose pas le critère additionnel selon lequel il y a lieu de démontrer l'absence de préjudice pour les concurrents dans les Communautés européennes.

4.27 Un autre domaine dans lequel l'absence d'uniformité est manifeste est celui du régime de domiciliation. Dans le cadre de ce régime, un importateur peut faire procéder à la mise en libre pratique des marchandises dans ses propres locaux ou dans certains autres lieux désignés (par opposition aux locaux du service des douanes). Si les principes généraux concernant la manière dont le régime de domiciliation est censé fonctionner sont énoncés dans le Règlement d'application, les prescriptions particulières varient d'un État membre à l'autre. C'est ce qui ressort des renseignements exigés par les États membres, que les importateurs bénéficiant de ce régime doivent communiquer aux autorités douanières avant la mainlevée des marchandises. Certains États membres exigent uniquement la transmission électronique des données portées sur le manifeste. D'autres exigent que les données portées sur le manifeste soient traduites ou complétées. L'intervention des autorités douanières avant la mainlevée varie également. Certains États membres ont recours à des vérifications après la mainlevée, alors que d'autres se réservent le droit d'inspecter les marchandises avant la mainlevée. En général, les États membres exigent que des informations supplémentaires soient communiquées aux autorités douanières après la mainlevée dans le cadre du régime de domiciliation, même si, là aussi, les prescriptions varient. Par exemple, certains États membres exigent la communication du formulaire D.V.1 de déclaration de la valeur en douane, alors que d'autres ne l'exigent pas. Certains exigent la communication des factures, certificats et autres documents justificatifs et d'autres non. Enfin, les prescriptions concernant la conservation des documents relatifs aux importations sous le régime de la domiciliation varient beaucoup, allant de quatre ans au Royaume-Uni à dix ans aux Pays-Bas.

4.28 Comme le Groupe spécial l'a fait observer à juste titre dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, "l'article X:3 a) exige un examen de l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants qui participent aux échanges" (paragraphe 11.77). À cette fin, "chaque exportateur et chaque importateur devraient pouvoir s'attendre à obtenir un traitement du même type et de la même manière, aussi bien à des moments *et en des endroits différents* ." (paragraphe 11.83; pas d'italique dans l'original). L'article X:3 a) permet donc de se prémunir contre certaines distorsions des échanges qui peuvent se produire du fait d'une application qui varie en fonction de facteurs comme le point d'entrée sur le territoire d'un Membre.

4.29 Un système qui soumet les négociants à des procédures différentes et à des interprétations différentes de la législation en matière de classement et d'évaluation en douane, selon l'État membre par lequel les marchandises sont importées sur le territoire communautaire, est contraire à ce principe de base. Le moindre des effets de ce système est que le négociant peut difficilement avoir des attentes raisonnables quant au traitement que les marchandises recevront lorsqu'elles seront importées dans les

CE. Ce système peut aussi pousser les négociants à prendre des décisions concernant la manière d'importer les marchandises dans les CE en fonction des différences connues entre les États membres.

d) La Commission, agissant par l'intermédiaire du Comité du Code des douanes, n'assure pas l'uniformité de l'application de la législation douanière des CE

4.30 Le mécanisme institué par le Code, par lequel la Commission peut examiner les questions d'application de la législation douanière des CE, est le Comité du Code des douanes. Le Comité est composé de représentants de chacun des États membres et est présidé par un représentant de la Commission. Les négociants individuels n'ont pas le droit de le saisir. Ce droit est réservé au président du Comité et aux représentants des États membres. Un négociant peut adresser une requête à un État membre pour lui demander de porter une question devant le Comité (bien que le Code n'impose pas aux États membres de disposer d'une procédure à cet effet). Toutefois, l'État membre n'a pas l'obligation de répondre favorablement à cette requête.

4.31 Pour l'essentiel, le Comité exerce ses fonctions dans le cadre de la "procédure de réglementation" définie dans la décision des CE qu'il est convenu d'appeler "Décision comitologie". Pour les questions concernant les décisions anticipées à caractère contraignant que les États membres peuvent rendre sur le classement ou l'origine des marchandises et pour certaines questions concernant le traitement tarifaire préférentiel, le Comité exerce ses fonctions dans le cadre de la "procédure de gestion" définie dans la Décision comitologie. Dans le cadre de la procédure de réglementation et de la procédure de gestion, les décisions du Comité sont prises à la majorité des représentants des États membres et avec au moins 231 voix sur un total de 321 (les voix des États membres étant affectées d'une pondération spécifiée dans le Traité CE) et, si aucune décision n'est adoptée, la question peut être renvoyée au Conseil de l'Union européenne, avec des conséquences différentes selon la procédure applicable. Toutefois, dans la pratique, pour les questions d'administration douanière, la Commission n'en réfère au Conseil qu'en de très rares occasions. Vu les freins institutionnels au renvoi des questions devant le Conseil, celles-ci peuvent rester devant le Comité indéfiniment, tandis que la Commission s'efforce d'obtenir les majorités nécessaires. Cela peut signifier que, dans des cas controversés, aucune décision n'est prise.

4.32 Le Code prévoit l'adoption, par le Comité, de son propre règlement intérieur. Ce règlement est remarquable, aux fins du présent différend, avant tout par ce qu'il ne dit *pas*. Premièrement, le règlement intérieur ne contient aucune procédure permettant à un négociant affecté par l'application du Code par un État membre d'adresser une requête au Comité. Deuxièmement, il ne contient aucune prescription selon laquelle le Comité doit publier l'ordre du jour de ses réunions à l'avance. Ainsi, un négociant qui est peut être affecté par une question dont le Comité est saisi n'a pas la certitude d'être informé lorsque la question sera en instance. Troisièmement, si le règlement intérieur contient un article intitulé "Admission de tierces personnes", cet article n'établit pas le droit, pour les parties potentiellement affectées, de soumettre des éléments de preuve et des arguments au Comité ou même d'assister à ses réunions. Il autorise simplement le Président du Comité à inviter des experts à intervenir devant le Comité et autorise les observateurs de certains États tiers ou organismes tiers, spécifiés dans d'autres instruments communautaires, à assister aux réunions du Comité. Enfin, le règlement intérieur ne contient aucune prescription selon laquelle les comptes rendus des réunions du Comité doivent être rendus publics. En fait, l'article 15 du règlement intérieur dispose expressément que les décisions concernant l'accès du public aux documents du Comité sont laissées à l'appréciation de la Commission et que, de toute façon, "les délibérations du Comité revêtent un caractère confidentiel".

4.33 Des négociants, ainsi que des institutions communautaires, ont reconnu que la capacité qu'a la procédure du Comité à concilier les différences existant entre les autorités douanières des États membres dans l'application de la législation était limitée. Par exemple, dans son rapport sur la valeur en douane, la Cour des comptes a fait observer que, lorsque la Commission avait recours à la Section

de la valeur en douane du Comité, elle "[devait] compter sur la discussion, la persuasion et l'encouragement pour faire en sorte qu'un même problème soit traité de manière identique dans l'ensemble des États membres". En réponse, la Commission a elle-même reconnu que le Comité "ne [pouvait] … traiter qu'un nombre limité des cas importants qui lui [étaient] soumis".

4.34 En somme, la procédure du Comité dans le cadre de laquelle la Commission agit pour ce qui est des questions d'administration douanière n'est pas conçue pour assurer systématiquement une application uniforme lorsque des divergences sont mises en évidence. Du point de vue des "commerçants qui participent aux échanges" (la perspective pertinente pour l'examen de l'obligation énoncée à l'article X:3 a), comme l'a noté le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*), un Membre de l'OMC n'assure pas une application uniforme si des doutes existent sur la question de savoir si le mécanisme officiellement disponible pour apporter l'uniformité fonctionnera ou non en cas de divergence particulière. Le mécanisme théoriquement disponible pour uniformiser l'application de la législation douanière dans les CE ne comporte pas de procédure permettant d'assurer systématiquement cette harmonisation et cette absence nous renvoie à la conclusion selon laquelle les CE n'assurent pas, tout simplement, l'application uniforme prescrite par l'article X:3 a).

3. Les CE n'ont pas de tribunaux ou de procédures pour la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives se rapportant aux questions douanières

4.35 Le deuxième aspect de l'allégation des États-Unis concerne le fait que les CE n'offrent pas de tribunal ou autre instance communautaire devant lequel un recours peut être formé dans les moindres délais contre les décisions douanières d'un État membre. Dans le cadre du système des CE, la révision des décisions douanières d'un État membre relève des tribunaux de cet État membre. La seule juridiction qui a compétence pour rendre des décisions déployant leurs effets dans l'ensemble des CE sur des questions d'administration douanière est la CEJ. Toutefois, le renvoi de questions devant cette juridiction n'est pas automatique et, même lorsqu'une question est effectivement renvoyée devant la CEJ, les délais et le cheminement nécessaires entre le moment où les autorités d'un État Membre prennent une décision en matière douanière et celui où la CEJ rend son arrêt font que la révision effectuée par la Cour est loin d'avoir lieu dans les moindres délais.

4.36 La question de la possibilité de faire réviser les décisions douanières est liée à la question de l'application uniforme de la législation douanière. Dans la mesure où l'application de la législation douanière est fragmentée, le fait de prévoir une révision dans les tribunaux de chacun des 25 États membres n'atténue pas cette fragmentation et peut très bien l'accentuer. À l'inverse, un système unique de révision pourrait atténuer les résultats initiaux différents que l'on peut constater de temps en temps dans des ports différents.

4.37 La disposition pertinente du GATT de 1994 pour ce qui est recours en révision concernant les décisions douanières est l'article X:3 b) qui prescrit que *chaque* Membre de l'OMC doit "maint[enir] ou instituer[ ] aussitôt que possible, des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin, notamment, de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières." Les CE sont Membre de l'OMC à part entière et sont soumises aux dispositions de l'article X:3 b). En conséquence, les CE doivent avoir des tribunaux ou des procédures de ce type.

4.38 Le contexte pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 b) comprend l'alinéa qui précède immédiatement cette disposition, dans le paragraphe où l'obligation en question est énoncée. Cet alinéa prévoit que la législation douanière sera appliquée "d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable". Les décisions des tribunaux ou les procédures doivent donc permettre la révision et la rectification des questions douanières pour les CE dans leur ensemble, et non pas uniquement dans des régions géographiques limitées à l'intérieur des Communautés. Il est incompatible avec

l'article X:3 b) d'exiger d'un négociant ayant fait l'objet de décisions douanières défavorables dans trois États membres différents, chacune étant en contradiction avec l'interprétation de la législation douanière des CE qui prévaut dans les autres États membres, qu'il forme des recours distincts dans chacun de ces États.

4.39 Le Code des douanes communautaire ne dit pas grand-chose sur la question des recours. Il établit simplement qu'il doit y avoir un droit de recours contre les décisions douanières; il dispose que le droit de recours peut être exercé, en premier lieu, devant les autorités douanières de l'État membre et, dans une deuxième phase, devant un tribunal ou autre instance indépendante; et, enfin, il dispose que, sauf dans certaines circonstances spécifiées, "l'introduction d'un recours n'est pas suspensive de l'exécution de la décision contestée". En dehors de cela, le Code indique simplement que "[l]es dispositions relatives à la mise en œuvre de la procédure de recours sont arrêtées par les États membres."

4.40 Le Code laisse donc un large pouvoir d'appréciation aux différents États membres lorsqu'il s'agit d'établir des procédures de recours contre les décisions douanières, ce dont témoigne la diversité des procédures qui existent en fait dans ces différents États. De fait, même si l'on pouvait faire valoir (contrairement à ce que les États-Unis font ici valoir) que les CE s'acquittent peut-être de l'obligation qui leur est faite à l'article X:3 b) simplement en imposant aux États membres d'avoir en place des procédures de recours, il convient de noter que rien dans le Code ne prescrit que la révision effectuée par les tribunaux des États membres doit avoir lieu dans les moindres délais. Le Code ne dit rien sur la question des délais.

4.41 En fait, les procédures de recours varient d'un État membre à l'autre pour ce qui est des facteurs comme la possibilité de révision, à un premier niveau, par les autorités douanières elles-mêmes, les délais nécessaires pour cette révision à un premier niveau (lorsque celle-ci est obligatoire avant de pouvoir engager une procédure judiciaire), l'obligation de déposer une garantie pour empêcher la mise en application immédiate de la décision en appel et la possibilité de révision par une juridiction supérieure. Par exemple, les délais nécessaires pour la révision effectuée en première instance par les autorités douanières des États membres peuvent varier considérablement (de 30 jours en Irlande à un an aux Pays-Bas). De plus, les différences dans les procédures sont encore plus prononcées après la première phase de révision.

4.42 Au sommet de la structure de révision se trouve la Cour de justice des Communautés européennes. À la différence des décisions des tribunaux des différents États membres, les décisions de la CEJ déploient véritablement leurs effets sur l'ensemble du territoire des CE. C'est à ce stade seulement que, après avoir déposé un recours dans le cadre du système judiciaire de l'État membre, le négociant se trouve devant une instance à même de procéder à la révision et à la rectification, instance mise en place par les CE elles-mêmes. Toutefois, vu les délais obligatoirement nécessaires pour parvenir à cette instance, on ne peut guère considérer qu'elle satisfait à l'obligation faite aux CE, à l'article X:3 b), de maintenir "des tribunaux ou des procédures … afin … de réviser et de rectifier *dans les moindres délais* les mesures administratives se rapportant aux questions douanières".

4.43 Dans les observations qu'elles ont émises concernant la demande d'établissement d'un groupe spécial, dans le cadre du présent différend, les CE ont indiqué que la CEJ était la deuxième institution (parallèlement à la Commission) assurant l'application "des règles douanières harmonisées et des mesures institutionnelles et administratives … afin de prévenir les pratiques divergentes". Le fait que les CE considèrent que la Cour de justice exerce cette fonction est éloquent et conduit à examiner le rôle effectivement rempli par la CEJ. Cet examen révèle l'existence d'importantes limitations institutionnelles qui restreignent la capacité de la CEJ à "prévenir les pratiques divergentes" et montre qu'elle ne constitue pas un tribunal ou une procédure permettant de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières, comme le prescrit l'article X:3 b). La principale manière dont une question relative à l'application de la législation

douanière communautaire par un État membre est susceptible d'être portée devant la Cour de justice est la saisine de la CEJ par la juridiction d'un État membre, conformément à l'article 234 du Traité CE. Toutefois, sauf en ce qui concerne les juridictions de dernier ressort, la saisine de la Cour de justice par les juridictions des États membres est laissée à l'appréciation de ces juridictions. De plus, lorsqu'une question est effectivement renvoyée à la Cour de justice, la réponse de cette dernière ne tranche pas la question de manière définitive. En fait, la réponse est renvoyée à la juridiction requérante qui tranche alors l'affaire dont elle est saisie compte tenu des indications de la CEJ.

4.44 Dans les conclusions qu'il a formulées dans l'affaire *Weiner*, en 1997, devant la Cour de justice, l'avocat général des CE a demandé instamment aux juridictions des États membres de pratiquer l'"autolimitation" lorsqu'il s'agissait de renvoyer des questions relatives à la législation en matière de classification douanière à la CEJ. L'avocat général a constaté qu'il était "clair que la contribution de la Cour à l'application uniforme du tarif douanier commun par le biais de décisions relatives au classement de produits déterminés sera[it] toujours minimale". Le raisonnement de l'avocat général est aisément transposable à l'évaluation en douane et à d'autres domaines dans lesquels l'application de la législation communautaire par les États membres peut être divergente. Une leçon essentielle à tirer de l'affaire *Weiner* est que la CEJ n'est pas à même de constituer le tribunal ou la procédure des CE permettant de réviser et de rectifier, dans les moindres délais, les mesures administratives se rapportant aux questions douanières prescrits par l'article X:3 b). La place de la Cour au sein du système des CE – comme arbitre suprême des questions de droit communautaire – et la manière dont elle est saisie de ces questions – généralement dans le cadre d'un renvoi par les juridictions des États membres, laissé à l'appréciation de ces juridictions – la rendent incapable de remplir ce rôle.

4.45 Comme la Cour de justice n'est pas conçue pour être une juridiction douanière des CE – et, de toute façon, comme les délais nécessaires pour qu'une question soulevée dans une décision des autorités douanières d'un État membre soit finalement révisée par la CEJ ne permettent guère de considérer que cette révision a lieu dans les moindres délais –, il ne reste que l'ensemble disparate constitué par les autorités douanières des États membres, dont les travaux sont révisés par des tribunaux des États membres, sans tribunal ni procédure des CE assurant une révision et une rectification dans les moindres délais des décisions douanières d'une manière qui uniformiserait l'application de la législation douanière des CE. En somme, les CE n'ont aucun tribunal ou aucune procédure permettant de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières, comme le prescrit l'article X:3 b) du GATT de 1994.

4. Conclusion

4.46 Pour les raisons exposées dans la première communication écrite des États-Unis, les CE ne satisfont pas aux obligations énoncées à l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994. Elles n'appliquent pas leurs lois, règlements et décisions dans le domaine douanier d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. Elles ne maintiennent pas non plus des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de constater que les CE ne sont pas en conformité avec l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994 et de recommander aux CE de se mettre en conformité avec cet article dans les moindres délais.

B. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Introduction

4.47 Les États-Unis allèguent que les CE ne s'acquittent pas des obligations qui leur incombent au titre de l'article X:3 a) du GATT parce qu'elles n'appliquent pas leur législation douanière d'une

manière uniforme. En outre, les États-Unis allèguent que les CE ne respectent pas les obligations énoncées à l'article X:3 b) du GATT parce qu'elles n'ont pas de tribunaux ou de procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières.

4.48 Les allégations des États-Unis sont dénuées de fondement. Les États-Unis ne fournissent pas d'éléments de preuve indiquant que les CE appliquent leur législation douanière d'une manière qui n'est pas conforme à l'article X:3 a) du GATT. À l'exception d'un petit nombre d'exemples isolés et trompeurs, ils fournissent très peu d'informations sur l'application effective de la législation douanière des CE. Comme ils n'apportent aucun élément de preuve montrant que les CE appliquent leur législation douanière d'une manière non uniforme, ils n'établissent pas d'éléments *prima facie* à l'appui de leurs allégations.

4.49 L'argumentation des États-Unis n'est pas axée sur l'application concrète de la législation douanière des CE, mais sur le système communautaire d'administration douanière. Pour simplifier, les États-Unis contestent le fait que les CE appliquent leur législation douanière non pas par l'intermédiaire d'un organisme douanier des CE, mais par l'intermédiaire des administrations nationales de leurs États membres. De même, les États-Unis contestent le fait que la révision judiciaire des décisions douanières dans les CE ne relève pas de "tribunaux au niveau communautaire", mais des tribunaux des États membres. Avec ces allégations, les États-Unis mettent en cause des éléments structurels fondamentaux de l'ordre juridique communautaire sans fournir la moindre preuve que ces éléments structurels sont effectivement incompatibles avec les prescriptions de l'article X:3 a) et b) du GATT.

4.50 L'interprétation, par les États-Unis, de l'article X:3 a) et b) du GATT n'a aucun fondement dans le texte de ces dispositions. Selon les États-Unis, l'article X:3 a) et b) semble prescrire de façon détaillée la manière dont un Membre de l'OMC doit mettre en œuvre sa législation douanière. Les CE ne croient pas que ce soit là l'objectif qui sous-tend l'article X:3 du GATT. L'article X:3 du GATT est une disposition énonçant des critères minimaux pour l'application de la législation douanière, mais ne constitue pas un fondement juridique pour l'harmonisation des systèmes d'administration douanière des Membres de l'OMC.

4.51 La réserve dont les négociants ont fait preuve face à l'argumentation des États-Unis montre elle aussi la faiblesse de cette argumentation. Alors que le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales avait sollicité leur contribution à la suite de la demande de consultations, seules trois communications lui ont été adressées. Il n'est fait état que de l'une d'entre elles dans la première communication écrite des États-Unis. Pour ce qui est des deux autres, l'une n'était pas étayée, et l'autre ne présentait pas d'intérêt pour la thèse des États-Unis puisqu'elle donnait un exemple de l'application uniforme des règles communautaires en matière de classement.

2. Contexte factuel

a) Principes généraux du système juridique des CE

4.52 Les progrès de l'intégration européenne sont dus dans une large mesure à la législation. Au fil des décennies, les CE se sont dotées d'une importante législation portant sur des domaines décisionnels de plus en plus divers, sur la base des compétences qui leur sont conférées dans les traités constitutifs des Communautés européennes.

4.53 Le succès de l'intégration européenne est fondé sur l'application directe et uniforme du droit communautaire dans l'ordre juridique des États membres de la Communauté. La Communauté européenne est donc tout à fait une communauté fondée sur la primauté du droit. Ce fait est explicitement reconnu à l'article 6(1) du Traité UE.

4.54 Toutefois, à l'exception de certains domaines d'action bien précis, les CE n'appliquent pas elles-mêmes le droit communautaire, par l'intermédiaire d'une administration au niveau communautaire. En fait, le droit communautaire est mis en œuvre par l'intermédiaire des administrations nationales des États membres et, de même, par l'intermédiaire des tribunaux des États membres. On peut parler de "fédéralisme exécutif" pour désigner ce principe d'application par l'intermédiaire des États membres.

4.55 Les attaques lancées par les États-Unis contre le système communautaire d'administration douanière mettent directement en cause les principes fondamentaux du droit communautaire. Pour replacer ces questions dans leur juste contexte, il convient d'expliquer de manière plus approfondie les principes fondamentaux du droit constitutionnel communautaire.

i) Institutions et processus législatif des CE

4.56 En vertu de l'article 5 du Traité CE, la Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées par le Traité. En outre, l'article 5 exige des CE qu'elles agissent conformément aux principes de subsidiarité et de proportionnalité. Le Traité instituant la Communauté européenne crée un certain nombre d'institutions qui réalisent les tâches confiées à la Communauté européenne. Les principales institutions prenant part au processus législatif sont le Parlement européen, le Conseil des ministres et la Commission européenne.

4.57 La procédure législative applicable à l'adoption d'un acte juridique déterminé est énoncée dans le fondement législatif spécifique qui confère à la Communauté des compétences pour adopter cet acte. Dans la grande majorité des cas, l'adoption d'un acte législatif communautaire nécessitera une proposition de la Commission. Le plus souvent, le Traité CE prévoit que les actes législatifs doivent être adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure de co-décision spécifiée à l'article 251 du Traité. Dans cette mesure, le Parlement européen et le Conseil peuvent être considérés comme les principaux organes législatifs des CE. Dans certains cas, le Traité dispose aussi que le Conseil peut adopter des actes législatifs seul, en général après consultation du Parlement européen.

ii) Compétences d'exécution conférées à la Commission

4.58 L'article 202, troisième tiret, du Traité CE dispose que le Conseil peut conférer à la Commission les compétences d'exécution du droit communautaire. L'article 202, troisième tiret, dispose également que le Conseil peut soumettre l'exercice de ces compétences à certaines modalités. Enfin, à la dernière phrase de l'article 202, troisième tiret, le Traité dispose que les modalités visées plus haut doivent "répondre aux principes et règles que le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen, aura préalablement établis".

4.59 Sur la base de l'article 202, troisième tiret, du Traité CE, le Conseil a adopté la Décision 1999/468. Cette décision, également appelée "décision comitologie" énonce, à un niveau général, les modalités d'exercice des compétences d'exécution que le Conseil peut déléguer à la Commission.

4.60 La décision comitologie distingue trois types de procédures: la procédure consultative, la procédure de gestion et la procédure de réglementation. Conformément à l'article 2 de la Décision, la procédure de réglementation devrait être utilisée pour l'adoption de "mesures de portée générale visant à mettre en application les éléments essentiels d'un acte de base". La procédure de gestion s'applique à l'adoption de "mesures de gestion", telles que celles qui concernent l'application de la politique agricole commune et de la politique commune de la pêche ou celles qui concernent la mise en œuvre de programmes ayant des incidences budgétaires notables. La procédure consultative s'applique dans tous les autres cas où elle est appropriée.

4.61 Les procédures spécifiques qui doivent être appliquées sont définies, respectivement, aux articles 3, 4 et 5 de la décision comitologie. Dans le cadre de chacune de ces procédures, la Commission est assistée par un comité composé des représentants des États membres et présidée par un représentant de la Commission. La Commission soumet au comité un projet des mesures à prendre.

4.62 Lorsque la procédure consultative s'applique, le comité émet son avis à la majorité simple. En revanche, lorsque la procédure de gestion et la procédure de réglementation s'appliquent, le comité émet son avis à la majorité qualifiée, les voix des États membres étant affectées de la pondération prévue à l'article 205(2) du Traité CE.

4.63 Ces trois procédures se différencient essentiellement par les conséquences qui résultent d'un avis négatif du comité. Dans le cas de la procédure consultative décrite à l'article 3 de la décision comitologie, la Commission tient "le plus grand compte" de l'avis émis par le comité. Toutefois, elle peut adopter la mesure même si cela n'est pas conforme à l'opinion du comité.

4.64 Dans le cas de la procédure de gestion décrite à l'article 4 de la décision comitologie, la Commission arrête des mesures qui sont immédiatement applicables. Toutefois, si ces mesures ne sont pas conformes à l'avis émis par le comité, elles sont aussitôt communiquées par la Commission au Conseil. Dans ce cas, la Commission peut différer l'application des mesures décidées par elle pour une période à préciser dans chaque acte de base, mais qui ne dépasse en aucun cas trois mois à compter de la date de cette communication. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut prendre une décision différente pendant la période prévue au paragraphe 3 de l'article 4 de la décision.

4.65 Dans le cas de la procédure de réglementation décrite à l'article 5 de la décision comitologie, si la mesure n'est pas conforme à l'avis du comité, la Commission soumet au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre. Dans ce cas, la procédure applicable est spécifiée à l'article 5(6) de la décision.

4.66 De ce fait, les comités établis conformément à la décision comitologie jouent un rôle important dans le processus de décision interne de la Communauté. En particulier, dans le cadre de la procédure de gestion et de la procédure de réglementation, l'avis du comité peut déterminer si une mesure peut être adoptée par la Commission ou doit être renvoyée au Conseil.

4.67 Conformément à l'article 7(1), de la décision comitologie, chaque comité adopte son règlement intérieur sur proposition de son président, sur la base d'un règlement intérieur type.

iii) Effets juridiques du droit communautaire

4.68 Sur la base des compétences conférées à la Communauté européenne dans le Traité CE, les institutions peuvent adopter un certain nombre d'actes législatifs et autres actes. L'article 249(1) du Traité CE indique que les institutions compétentes peuvent adopter des règlements, des directives, des décisions, des recommandations et émettre des avis. L'effet juridique de ces actes est spécifié à l'article 249(2) du Traité.

4.69 Selon une jurisprudence constante de la Cour de justice, le droit communautaire prime sur le rapport au droit interne des États membres. Cette primauté du droit communautaire est un principe fondamental de l'ordre juridique de la Communauté. Elle s'applique à toutes les dispositions figurant dans le Traité CE et dans les actes des institutions communautaires. Elle s'applique également à toutes les dispositions du droit national, à tous les niveaux, y compris aux constitutions des États membres. Autrement dit, toutes les fois qu'un tribunal d'un État membre doit résoudre un conflit entre une disposition du droit communautaire et une disposition du droit national, il doit écarter la disposition du droit national et appliquer uniquement le droit communautaire.

4.70 Un deuxième principe fondamental du droit communautaire est celui de l'effet direct. Comme le montre la jurisprudence constante de la Cour, le droit communautaire peut créer des droits pour les particuliers, droits qui peuvent être directement invoqués par ces mêmes particuliers dans des procédures devant les autorités et les tribunaux nationaux. Cet effet direct peut s'appliquer tant aux dispositions des traités constitutifs qu'à des actes du droit communautaire dérivé.

4.71 Pris conjointement, les principes de primauté et d'effet direct sont essentiels à l'application effective et uniforme du droit communautaire. Ils permettent aux particuliers d'invoquer les dispositions du droit communautaire dans des procédures engagées devant des tribunaux nationaux. Ils permettent ainsi aux juges nationaux – agissant en dialogue constant avec la Cour de justice des Communautés européennes dans le cadre de la procédure de renvoi préjudiciel – de garantir le respect du droit communautaire.

4.72 En outre, la Cour de justice a indiqué que, lorsque les conditions dans lesquelles les particuliers pouvaient se prévaloir des dispositions du droit communautaire devant les tribunaux nationaux étaient remplies, tous les organes de l'administration, y compris les autorités décentralisées, étaient obligés d'appliquer ces dispositions et, le cas échéant, devaient écarter les dispositions nationales qui étaient en contradiction avec le droit communautaire.

iv) La Commission, les États membres et l'application du droit communautaire

4.73 De manière générale, le droit communautaire est mis en œuvre par les administrations nationales des États membres. Ce n'est que dans des domaines d'action très restreints que l'application du droit communautaire incombe directement à la Commission.

4.74 Le système d'application du droit communautaire a souvent été désigné sous l'appellation de "fédéralisme exécutif". Dans les Communautés européennes, le principe du fédéralisme exécutif répond aussi au principe de subsidiarité inscrit à l'article 5(2) du Traité CE, en vertu duquel la Communauté ne devrait intervenir que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres.

4.75 Le fédéralisme exécutif des CE est pleinement compatible avec l'exigence d'uniformité dans l'interprétation et l'application du droit communautaire. À cet égard, les principes de primauté et d'effet direct jouent là encore un rôle important. En vertu de ces principes, le droit communautaire lie directement les administrations nationales et peut être invoqué contre ces administrations. La Cour de justice peut ainsi garantir, par la procédure de renvoi préjudiciel, l'interprétation et l'application uniformes du droit communautaire.

4.76 En outre, l'article 10 du Traité instituant la CE impose aux États membres un devoir de coopération, qui s'applique également à l'application du droit communautaire par ces États.

4.77 De plus, l'article 211, premier tiret, du Traité CE dispose que la Commission "veille à l'application des dispositions du présent traité ainsi que des dispositions prises par les institutions en vertu de celui-ci". La Commission est souvent appelée la "gardienne du Traité", ce qui témoigne du rôle qu'elle remplit à cet égard.

4.78 Si la Commission estime qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du Traité, elle a la possibilité, conformément à la procédure prévue à l'article 226, de saisir la Cour de justice. Cette "procédure pour infraction" peut être engagée à la suite de toute violation du droit communautaire par un État membre et elle peut aussi concerner l'application incorrecte de ce droit par les administrations des États membres.

4.79 Conformément à l'article 228(1), du Traité CE, si la Cour de justice reconnaît qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du Traité, l'État concerné est tenu de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour. Lorsque cet État membre ne se conforme pas à l'arrêt, la Cour de justice a la possibilité, en vertu de ce même article, de lui infliger le paiement d'une astreinte.

4.80 Les particuliers jouent un rôle capital lorsqu'il s'agit de déceler l'existence d'infractions au droit communautaire. Une procédure standard permet d'adresser des plaintes à la Commission concernant des violations du droit communautaire. Ces plaintes, qui peuvent aussi porter sur l'application du droit communautaire par les administrations nationales, peuvent amener la Commission à engager des procédures pour infraction.

4.81 La fonction publique de la Commission obéit à un Code de conduite qui fait partie du règlement intérieur de la Commission et qui énonce les principes de bonne conduite administrative que doit observer l'ensemble du personnel de la Commission. Le Code de conduite dispose en particulier que toutes les demandes doivent être traitées dans les meilleurs délais et il impartit des délais pour répondre au courrier. Les plaintes concernant le non-respect du Code de conduite peuvent être adressées au secrétariat général de la Commission.

4.82 Dans l'exercice de ses fonctions, la Commission est également soumise à certains autres contrôles. En particulier, la Commission est politiquement responsable devant le Parlement européen. En outre, conformément à l'article 194 du Traité CE, tout citoyen peut adresser une pétition au Parlement européen sur tout sujet relevant des domaines d'activité de la Communauté. Enfin, conformément à l'article 195 du Traité, le Parlement européen a nommé un médiateur qui est habilité à recevoir les plaintes émanant de particuliers concernant les cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes communautaires.

b) Application de la législation douanière des CE

i) Principes fondamentaux de l'Union douanière des CE

4.83 En vertu de l'article 23(1) du Traité CE, la Communauté est fondée sur une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises et qui comporte l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation et de toutes taxes d'effet équivalent, ainsi que l'adoption d'un tarif douanier commun dans leurs relations avec les pays tiers.

4.84 L'union douanière revêt donc une dimension intérieure et une dimension extérieure. Concernant la dimension intérieure, l'article 25 du Traité CE prévoit l'interdiction de tous les droits de douane et de toutes taxes d'effet équivalent dans les échanges entre les États membres. Les articles 28 et 29 contiennent une interdiction des restrictions quantitatives et des mesures d'effet équivalent, à l'importation et à l'exportation, entre les États membres.

4.85 Pour ce qui est de la dimension extérieure, le Traité CE établit une politique commerciale commune. Aux termes de l'article 133(1), la politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux, l'uniformisation des mesures de libéralisation, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. Comme la Cour de justice l'a confirmé à maintes reprises, l'union douanière et la politique commerciale commune relèvent de la compétence exclusive des CE.

4.86 La dimension intérieure de l'union douanière bénéficie aussi aux produits en provenance de pays tiers. Selon l'article 23(2) du Traité CE, les interdictions spécifiées aux articles 25, 28 et 29 s'appliquent également aux produits en provenance de pays tiers qui se trouvent en libre pratique dans

les États membres. En vertu de l'article 24, les produits en provenance de pays tiers sont considérés comme étant en libre pratique lorsque les formalités d'importation ont été accomplies et les droits de douane et taxes d'effet équivalent exigibles ont été perçus dans cet État membre et si ces produits n'ont pas bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces droits et taxes. Autrement dit, dès lors que des marchandises en provenance d'un pays tiers se trouvent en libre pratique dans les CE, elles sont considérées à tous égards comme des marchandises communautaires et bénéficient du principe de la libre circulation des marchandises dans le marché intérieur de la même manière que les marchandises originaires de la Communauté.

ii) Engagements internationaux des CE dans le domaine de l'administration et de la coopération douanières

4.87 Les CE sont Membre fondateur de l'OMC. À ce titre, les CE respectent et exécutent les engagements qu'elles ont contractés en vertu des accords visés. En particulier, la législation douanière communautaire met en œuvre et respecte pleinement des Accords pertinents de l'OMC, comme le GATT, l'Accord sur l'évaluation en douane ou l'Accord sur les règles d'origine.

4.88 Si les CE ne sont pas encore membre de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), elles sont partie à de nombreuses conventions négociées sous les auspices de cet organisme. En particulier, les CE sont partie à la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Convention sur le SH) et à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto).

4.89 Les CE ont également conclu un certain nombre d'accords bilatéraux avec des pays tiers dans le domaine de la coopération douanière. Elles ont notamment conclu un accord de ce type avec les États-Unis.

iii) Cadre législatif de l'Union douanière des CE

4.90 Sur la base des compétences qui leur sont conférées dans le Traité CE, les institutions des CE ont adopté un certain nombre d'actes législatifs qui établissent le cadre juridique de l'union douanière. Les trois principaux instruments de la législation douanière sont le Tarif douanier communautaire, le Code des douanes communautaire (CDC) et le Règlement d'application. Il y a lieu de noter que tous ces instruments sont des règlements qui, selon l'article 249(2) du Traité CE, sont obligatoires dans tous leurs éléments et sont directement applicables dans tout État membre.

4.91 Le Tarif douanier communautaire est institué par le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil. Le Tarif douanier communautaire établit une nomenclature combinée (NC), contenant une description des marchandises assortie d'un code numérique pouvant comporter jusqu'à huit chiffres. La NC est fondée sur la nomenclature à six chiffres du Système harmonisé (SH), à laquelle s'ajoutent les subdivisions communautaires, dénommées "sous-positions NC".

4.92 En outre, la NC contient des dispositions préliminaires. Ces dispositions préliminaires comportent en particulier des règles générales pour l'interprétation de la NC, d'autres dispositions générales, ainsi que des dispositions spéciales pour certains types de marchandises. La NC contient également des notes de sections et de chapitres, ainsi que des notes de bas de page sur l'application des taux de droits.

4.93 La nomenclature combinée fait l'objet de l'Annexe I du Règlement n° 2658/87 du Conseil. Conformément à l'article 12 de ce règlement, la Commission adopte chaque année un règlement reprenant la version complète de la NC. La NC contient les taux conventionnels des droits applicables à l'importation dans la Communauté et, s'il y a lieu, des taux autonomes inférieurs.

4.94 En vertu de l'article 2 du Règlement n° 2658/87, la Commission établit un tarif intégré des Communautés européennes (Taric). Le Taric est fondé sur la nomenclature combinée et contient toutes les mesures figurant dans cette nomenclature, des subdivisions communautaires complémentaires, dénommées sous-positions Taric, nécessaires à la mise en œuvre de mesures spécifiques, tout autre élément d'information requis pour l'application ou la gestion du Taric, ainsi que les taux des droits de douane applicables et autres taxes à l'importation et à l'exportation, y compris les suspensions de droits et les taux de droits préférentiels. Les numéros de code Taric se composent du code à huit chiffres de la NC, auquel s'ajoutent un neuvième et un dixième chiffre. Le Taric est établi et mis à jour en permanence par la Commission et peut être consulté en ligne sur Internet.

4.95 En vertu de l'article 9(1) b), d), e) et f) du Règlement n° 2658/87, la Commission a aussi la possibilité de modifier la nomenclature combinée à certains égards. Ces modifications doivent être arrêtées en conformité avec la procédure de gestion visée à l'article 10 du Règlement.

4.96 Le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établit le Code des douanes communautaire (CDC). Le CDC comprend 253 articles et il est divisé en neuf titres. Le Code ainsi que ses dispositions d'application constituent une codification globale des règles relatives à l'administration des douanes dans l'ensemble de la Communauté.

4.97 En vertu de l'article 247 du CDC, les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du CDC doivent être arrêtées par la Commission en conformité avec la procédure de réglementation visée à l'article 247*bis*. L'article *247bis* fait référence à l'article 5 de la décision comitologie.

4.98 Sur la base de l'article 247 du CDC, la Commission a adopté le Règlement (CEE) n° 2454, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du code des douanes. Le Règlement d'application est un texte volumineux comprenant environ 800 articles et plus de 100 annexes. Il énonce de façon détaillée les dispositions nécessaires à l'application du CDC. Sa structure se conforme d'une manière générale à celle du CDC.

iv) La Commission, les États membres et le Comité du Code des douanes

4.99 Comme c'est généralement le cas pour le droit communautaire, la législation douanière communautaire est mise en œuvre par les autorités nationales des États membres de l'Union européenne (UE). Les autorités douanières des États membres sont liées par la législation douanière communautaire, qui est directement applicable et d'une manière uniforme dans l'ordre juridique communautaire.

4.100 Comme dans d'autres domaines du droit communautaire, en général la Commission n'intervient pas directement dans l'application de la législation douanière. Ce n'est que dans un nombre de cas très restreints que la Commission peut prendre elle-même des décisions concernant l'application de la législation douanière. D'une manière générale, la fonction de la Commission européenne en tant que gardienne des traités consiste à veiller à l'application correcte et uniforme de la législation douanière par les États membres.

4.101 L'instance spécifique pour la coopération entre les États membres et la Commission est le Comité du Code des douanes. Ce comité est établi en vertu de l'article 247*bis* 1) et de l'article 248*bis* 1) du CDC. Il est composé de représentants de tous les États membres et est présidé par un représentant de la Commission. Le Comité a adopté son propre règlement intérieur, qui reprend le règlement intérieur type des comités "comitologie".

4.102 En vertu de l'article 1(1) de son règlement intérieur, le Comité du Code des douanes comprend un certain nombre de sections couvrant des domaines spécifiques de la législation et de l'administration douanières. Le Comité du Code des douanes exerce un certain nombre de fonctions

qui lui sont attribuées dans la législation communautaire. Les articles 247*bis* et 248*bis* du CDC prévoient que le Comité du Code des douanes fait fonction de comité de réglementation ou de comité de gestion au sens de la décision comitologie. L'article 247 du CDC prévoit que les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du Code sont normalement arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation. Dans certains cas, y compris ceux qui sont visés par l'article 248, c'est la procédure de gestion qui s'applique.

4.103 Le Comité du Code des douanes peut aussi être saisi d'actes juridiques autres que le CDC. Dans ce cas, la procédure particulière applicable est énoncée dans la disposition qui confère à la Commission le pouvoir de décision. L'article 10 du Règlement n° 2658/87 établissant le Tarif douanier commun en est un exemple; il dispose que la Commission sera assistée par le Comité du Code des douanes conformément à la procédure de gestion.

4.104 En outre, l'article 249 du CDC dispose que le Comité peut examiner toute question concernant la réglementation douanière qui est évoquée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre. On trouve une disposition analogue à l'article 8 du Règlement n° 2658/87 établissant le tarif douanier commun, selon laquelle le Comité peut examiner toute question évoquée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre, relative à la nomenclature combinée ou à la nomenclature du Taric.

4.105 Le Comité du Code des douanes n'est pas un mécanisme pour la révision administrative ou judiciaire des décisions douanières. En fait, il fait partie intégrante du processus réglementaire communautaire et permet d'intégrer les compétences techniques des États membres dans ce processus. Les plaintes formulées par les États-Unis sont donc fondées sur une compréhension erronée de la nature et des fonctions du Comité.

4.106 Toutefois, tout particulier se déclarant préoccupé par l'administration de questions douanières peut porter la question à l'attention de la Commission, qui l'examinera et apportera une réponse conformément au Code de conduite de la Commission. Si celle-ci estime que la question demande à être examinée par le Comité, elle l'inscrira à l'ordre du jour de ce dernier. De la même façon, un particulier peut aussi s'adresser à l'administration d'un État membre, qui peut également décider de saisir le Comité.

4.107 En outre, l'article 9(1) du règlement intérieur du Comité autorise le Président, à sa propre initiative ou sur demande d'un Membre, à décider l'audition d'experts sur des points particuliers. Ainsi, lorsque cela est justifié par la complexité d'une question particulière, le Comité peut aussi procéder à l'audition des représentants de la branche de production ou des négociants concernés et l'a fait par le passé.

v) Classement tarifaire

4.108 En vertu de l'article 20(1) du CDC, les droits légalement dus en cas de naissance d'une dette douanière sont fondés sur le tarif douanier commun. Conformément à une jurisprudence constante de la Cour de justice, le classement tarifaire est effectué sur la base des "caractéristiques et propriétés objectives des produits susceptibles d'être vérifiées au moment du dédouanement".

4.109 En principe, le classement des marchandises incombe aux autorités douanières des États membres qui procèdent au dédouanement des marchandises concernées. Il existe en outre toute une série d'instruments qui garantissent une pratique uniforme en matière de classement dans l'ensemble de la Communauté. Il s'agit en particulier des règlements relatifs au classement, des notes explicatives du SH et des avis de classement, des notes explicatives des CE et des avis du Comité du Code des douanes. De plus, le CDC prévoit des renseignements contraignants pour les questions de classement tarifaire. Le droit communautaire offre ainsi un ensemble modulé d'instruments

adaptables aux circonstances de chaque cas afin de garantir une pratique uniforme en matière de classement. Enfin, les arrêts de la Cour de justice sont également un instrument essentiel pour garantir une pratique uniforme dans ce domaine.

4.110 En vertu de l'article 9(1) a), premier tiret, du Règlement n° 2658/87, la Commission peut arrêter des règlements relatifs au classement des marchandises. Ces règlements sont arrêtées par la Commission en conformité avec la procédure de gestion visée à l'article 10 du Règlement n° 2658/87.

4.111 Les règlements relatifs au classement détermineront la sous-position tarifaire dont doivent relever les marchandises spécifiques décrites dans le règlement. La Cour de justice a confirmé que, dans certaines circonstances, les règlements relatifs au classement pouvaient également devenir pertinents, par analogie, pour des produits semblables à ceux qui étaient décrits dans le règlement. Un règlement relatif au classement revêt un caractère obligatoire dans l'ensemble de la Communauté, conformément à l'article 249(2) du Traité CE. Toutefois, les règlements relatifs au classement ne peuvent modifier la Nomenclature combinée et doivent donc respecter le Tarif douanier commun.

4.112 Lorsqu'une juridiction nationale a des doutes concernant la validité d'un règlement relatif au classement, elle peut renvoyer la question à la Cour de justice conformément à l'article 234(1) b) du Traité CE. Si la question est examinée par une juridiction nationale dont la décision n'est pas susceptible d'un recours, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice. Pour déterminer si la Commission avait outrepassé ses pouvoirs, la Cour de justice a cherché à établir si la Commission avait commis "une erreur manifeste d'appréciation".

4.113 En revanche, comme les règlements relatifs au classement sont des actes d'application générale, ils ne devraient pas, en principe, concerner directement et individuellement les particuliers, selon les termes de l'article 230(4) du Traité CE. En règle générale, les règlements relatifs au classement ne peuvent donc être contestés par un recours direct en annulation devant le Tribunal de première instance. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'un règlement relatif au classement est si spécifique qu'il n'affecte le requérant qu'en raison de certaines caractéristiques qui lui sont propres, que ce règlement peut aussi être contesté directement par un recours en annulation.

4.114 La Communauté est partie à la Convention sur le SH et le tarif douanier commun est fondé sur la nomenclature du SH. En vertu de l'article 7(1) b) de la Convention sur le SH, le Comité du Système harmonisé peut rédiger des notes explicatives, des avis de classement et d'autres avis pour l'interprétation du Système harmonisé. Les CE considèrent que les notes explicatives et les avis de classement de l'Organisation mondiale des douanes constituent un moyen important d'uniformiser le classement tarifaire, non seulement à l'intérieur de la Communauté, mais aussi à l'extérieur. Les CE prennent une part active à l'élaboration des notes explicatives et des avis des classements et ont à ce jour adopté toutes les mesures du SH.

4.115 La Cour de justice a indiqué dans sa jurisprudence que, même s'ils ne revêtaient pas, en général, de caractère contraignant en droit communautaire, les notes explicatives du SH et les avis de classement de l'OMD constituaient une aide précieuse pour l'interprétation du Tarif douanier communautaire. Dans d'autres cas, la Cour de justice a également statué qu'une interprétation du SH approuvée par le Conseil de l'OMD liait la Communauté lorsqu'elle reflétait la pratique générale suivie par les États membres, à moins qu'elle ne soit incompatible avec le libellé de la position concernée ou déborde manifestement le pouvoir discrétionnaire conféré au Conseil de coopération douanière.

4.116 En vertu de l'article 9(1) a), deuxième tiret, du Règlement n° 2658/87, la Commission peut adopter des notes explicatives. Ces notes explicatives sont arrêtées par la Commission en conformité avec la procédure de gestion visée à l'article 10 du Règlement.

4.117 Les notes explicatives peuvent aussi éclaircir des questions particulières de classement tarifaire se rapportant à la nomenclature combinée. Il convient évidemment de les distinguer des notes qui introduisent les chapitres de la NC et qui font partie intégrante du tarif et ne peuvent être modifiées par des notes explicatives. Les notes explicatives des CE ne revêtent pas de caractère contraignant et ne peuvent modifier la NC. Toutefois, la Cour de justice a reconnu à plusieurs reprises que les notes explicatives constituaient une aide précieuse pour l'interprétation de la NC.

4.118 Sur la base de l'article 8 du Règlement n° 2658/87, le Comité du Code des douanes peut émettre des avis sur des questions relatives à l'application et à l'interprétation de la nomenclature combinée. Il y a lieu d'établir une distinction entre ces avis et les avis que le Comité émet dans le cadre d'une procédure de comitologie concernant des mesures proposées par la Commission.

4.119 Les avis émis par le Comité n'ont pas de caractère contraignant. Toutefois, la Cour de justice a estimé que ces avis constituaient un moyen important permettant d'assurer l'application uniforme du tarif douanier commun par les autorités des États membres et pouvaient, en tant que tels, être considérés comme une aide valable aux fins de son interprétation.

4.120 En vertu de l'article 12(1) du CDC, les autorités douanières délivrent, sur demande écrite, des renseignements tarifaires contraignants (RTC). Les dispositions de base concernant les renseignements tarifaires contraignants sont énoncées à l'article 12 du CDC. D'autres règles concernant les renseignements contraignants figurent au Titre II de la partie I du Règlement d'application (articles 5 à 14). Ces dispositions additionnelles concernent en particulier la procédure d'obtention des renseignements contraignants, les mesures à prendre en ce qui concerne les renseignements contraignants, la portée juridique des RTC et la cessation de validité de ces RTC. En outre, pour garantir une application harmonieuse et uniforme des règles relatives aux renseignements tarifaires contraignants, la Commission a adopté des lignes directrices administratives sur le système des renseignements tarifaires contraignants européens (RTCE) et son fonctionnement.

4.121 En vertu de l'article 6(1) du Règlement d'application, la demande de renseignement tarifaire contraignant est formulée par écrit et adressée soit aux autorités douanières de l'État membre ou des États membres dans lequel ou lesquels le renseignement en question doit être utilisé, soit aux autorités douanières compétentes de l'État membre dans lequel le demandeur est établi.

4.122 La demande doit être présentée sur un formulaire type conforme au modèle figurant à l'Annexe 1 B du Règlement d'application. Les éléments d'information qui doivent figurer sur une demande de RTC sont spécifiés à l'article 6(3) A) du Règlement d'application. Selon l'article 6(3) A) j), le demandeur doit en particulier indiquer si, à sa connaissance, un renseignement tarifaire contraignant pour une marchandise identique ou similaire a déjà été demandé ou délivré dans la Communauté. Lorsque le service des douanes est en possession de tous les éléments nécessaires lui permettant de procéder au classement des marchandises, le renseignement contraignant doit être notifié au demandeur dans les meilleurs délais conformément à l'article 7(1) du Règlement d'application.

4.123 L'article 8(1) du Règlement d'application dispose qu'une copie de la demande de RTC, une copie du RTC notifié au demandeur et les données mentionnées sur l'exemplaire n° 4 du formulaire RTC sont transmises à la Commission. Les transmissions sont effectuées par moyens télématiques. Conformément à l'article 8(3) du Règlement d'application, ces données sont enregistrées dans une banque de données de la Commission, appelée base de données RTCE.

4.124 Il existe deux versions de cette base de données. L'une peut être consultée par le public, l'autre est exclusivement réservée à la Commission et aux autorités compétentes des États membres. La version accessible au public permet de rechercher des RTC en cours de validité par pays de délivrance, date du RTC et date de cessation de validité, référence RTC, code NC, mot clé ou

description du produit. La version publique de la base de données RTCE est accessible sur le site Internet de la Commission européenne.

4.125 La version réservée à la Commission et aux autorités douanières nationales contient des renseignements additionnels de nature confidentielle auxquels le public n'a pas accès (à savoir le nom et l'adresse du demandeur, du titulaire et de l'agent, le cas échéant, des renseignements commerciaux détaillés confidentiels sur les marchandises faisant l'objet du RTC, y compris les noms commerciaux). La version réservée à la Commission et aux autorités douanières compétentes contient également toutes les demandes de RTC qui ont été soumises aux autorités douanières et les RTC qui ont cessé d'être valables.

4.126 La base de données RTCE constitue un outil important pour garantir une pratique uniforme dans le domaine des RTC. En particulier, selon les lignes directrices administratives adoptées par la Commission sur le système RTCE, les autorités douanières doivent consulter la base de données RTCE avant de rendre un RTC dans tous les cas où il y a un doute sur le classement approprié ou lorsqu'il convient de prendre en compte différentes positions tarifaires.

4.127 Selon l'article 12(2) du CDC, les RTC lient les autorités douanières vis-à-vis de leur titulaire. Il résulte en outre de l'article 12(2) du CDC et de l'article 5(1) du Règlement d'application que les RTC lient non seulement l'administration qui les a rendus, mais aussi les administrations de tous les États membres.

4.128 Selon l'article 12(3) du CDC, les RTC ne lient les autorités douanières que pour le classement tarifaire de marchandises qui correspondent à tous égards aux marchandises décrites dans les renseignements. Conformément à l'article 12(4), un RTC est valable pendant une période de six ans. Des informations complémentaires concernant la portée juridique des renseignements tarifaires contraignants figurent aux articles 10 à 12 du Règlement d'application.

4.129 L'article 12(5) du CDC indique dans quels cas un RTC cesse d'être valable. En vertu de l'article 12(6), le titulaire d'un RTC qui cesse d'être valable peut continuer à s'en prévaloir pendant une période de six mois dès lors qu'il a conclu, sur la base du RTC et avant l'adoption de la mesure, des contrats fermes et définitifs relatifs à l'achat ou à la vente des marchandises en cause. Des précisions complémentaires figurent aux articles 13 et 14 du Règlement d'application.

4.130 Si, malgré les garanties procédurales décrites ci-dessus, il existe des RTC divergents, l'article 9(1) confère à la Commission le pouvoir d'adopter les mesures nécessaires pour assurer l'application uniforme de la NC. Les mesures prévues à l'article 9(1), deuxième tiret, du Règlement d'application peuvent prendre la forme d'un règlement relatif au classement adopté par la Commission sur la base de l'article 9(1) a) du Règlement n° 2658/87. En vertu de l'article 12(5) a) i) du CDC, lorsqu'un règlement de ce type est adopté, les RTC qui ne sont pas conformes à ce règlement cessent d'être valables. La Commission peut aussi, sur la base de l'article 12(5) a) iii) du CDC et de l'article 9(1), deuxième tiret, du Règlement d'application, adopter une décision obligeant l'État Membre qui a rendu le RTC à le révoquer.

4.131 Une décision prescrivant la révocation d'un RTC concerne directement et individuellement le titulaire du RTC. Le titulaire peut donc former directement un recours en annulation, concernant cette décision du Commission, devant le Tribunal de première instance, en vertu de l'article 230(4) du Traité instituant la CE. En revanche, un recours direct en annulation n'est généralement pas possible contre un règlement relatif au classement. Toutefois, la validité de ce classement pourrait être soulevée dans le cadre d'un recours devant une juridiction nationale et la question pourrait ensuite être renvoyée à la Cour de justice conformément à la procédure de renvoi préjudiciel.

vi) Évaluation en douane

4.132 La législation douanière communautaire contient un ensemble complet de règles pour l'évaluation en douane dans les CE. Les dispositions de base font l'objet du chapitre 3 du Titre II du CDC (articles 28 à 36). Des dispositions plus détaillées figurent au Titre V du Règlement d'application (articles 141 à 181 a)). Le Titre V est divisé en sept chapitres, qui contiennent des dispositions générales, des dispositions relatives aux redevances et droits de licence, au lieu d'introduction dans la Communauté, aux frais de transport et aux taux de change, des procédures simplifiées relatives à certaines marchandises périssables, et des dispositions relatives à la déclaration des éléments et la fourniture des documents y relatifs.

4.133 En outre, l'annexe 23 du Règlement d'application contient des notes interprétatives en matière de valeur en douane qui reflètent les notes interprétatives figurant à l'Annexe I de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. L'article 141(1) du Règlement d'application prescrit que, pour l'application des dispositions du CDC et du Règlement d'application, les États membres doivent tenir compte des notes interprétatives. En outre, l'article 141(2) du Règlement d'application fait référence à l'annexe 24 dudit règlement, qui énonce les principes de comptabilité généralement admis pour la détermination de la valeur en douane. Enfin, l'annexe 25 du Règlement d'application contient des informations détaillées sur le calcul des frais de transport aérien à incorporer dans la valeur en douane.

4.134 Conformément à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, l'article 29(1) du CDC dispose que, en règle générale, la valeur en douane des marchandises importées est leur valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination du territoire douanier de la Communauté. Les éléments de cette règle, et les exceptions, figurent dans la législation communautaire susmentionnée, conformément à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

4.135 La législation douanière des CE prévoit aussi un certain nombre de mécanismes visant à assurer l'application uniforme des règles des CE relatives à la valeur en douane. Ces mécanismes ne sont pas aussi nombreux que pour le classement tarifaire, ce qui s'explique néanmoins par les différences notables qui distinguent le classement tarifaire de l'évaluation en douane, différences qu'il convient de garder présentes à l'esprit.

4.136 Premièrement, il conviendrait de noter que les règles des CE relatives à la valeur en douane sont extrêmement détaillées. Les possibilités d'interprétation spécifique complémentaire sont donc assez limitées. Deuxièmement, comme l'évaluation en douane des marchandises est en principe fondée sur la valeur transactionnelle, la valeur en douane dépend beaucoup des déterminations effectuées cas par cas. Cela signifie que les règles relatives à la valeur en douane revêtent le plus souvent un caractère général et abstrait, au lieu d'être propres au produit. Autrement dit, s'il est peut-être possible de déterminer dans l'abstrait comment classer un type de marchandises bien défini, il n'est pas possible d'établir définitivement dans l'abstrait la valeur de telle ou telle marchandise.

4.137 Lorsqu'il est nécessaire de disposer de règles plus détaillées sur la valeur en douane, la Commission peut, conformément à la procédure énoncée à l'article 247 du CDC, modifier les règles relatives à la valeur en douane contenues dans le Règlement d'application. Ces modifications lieront tous les États membres. Vues sous cet angle, les modifications apportées au Règlement d'application et à ses annexes peuvent, pour des questions déterminées, être considérées comme semblables, d'un point de vue fonctionnel, aux règlements relatifs au classement.

4.138 De plus, en vertu de l'article 249 du CDC, le Comité du Code des douanes (par l'intermédiaire de la Section de la valeur en douane) peut examiner toute question concernant l'application de la législation douanière communautaire dans le domaine de l'évaluation en douane. Sur cette base, le Comité peut émettre des avis sur des questions spécifiques liées à l'application des règles

communautaires relatives à la valeur en douane. Si ces avis ne revêtent pas de caractère contraignant, ils peuvent constituer une aide précieuse pour l'interprétation de la législation communautaire applicable.

4.139 La Commission a également publié un Recueil des textes relatifs à la valeur en douane. Ce recueil contient les commentaires du Comité du Code des douanes et les conclusions auxquelles il est parvenu concernant des questions spécifiques relatives à l'évaluation en douane, sur la base de l'article 249 du CDC. Il contient en outre des extraits des arrêts pertinents de la Cour de justice sur des questions touchant l'évaluation en douane, ainsi que des index des autres textes pertinents.

4.140 Comme dans d'autres domaines de la législation douanière communautaire, la Cour de justice joue un rôle important en veillant à l'interprétation uniforme des règles communautaires relatives à la valeur en douane. Lorsqu'un différend survient entre un importateur et les autorités douanières des CE concernant l'interprétation et l'application des règles communautaires relatives à la valeur en douane, la juridiction nationale peut – et, parfois, doit – renvoyer la question à la Cour de justice conformément à l'article 234 du Traité CE.

vii) Transformation sous douane

4.141 Le régime de la transformation sous douane permet de modifier l'espèce ou l'état de marchandises non communautaires sans que celles-ci soient soumises aux droits à l'importation ou aux mesures de politique commerciale. Les produits qui en résultent sont mis en libre pratique aux droits à l'importation applicables aux produits transformés et peuvent ainsi bénéficier d'un droit à l'importation inférieur ou satisfaire aux normes techniques requises pour leur introduction sur le marché.

4.142 Les dispositions détaillées régissant la transformation sous douane sont énoncées aux articles 84 à 90 et 130 à 136 du CDC et aux articles 496 à 523 et 551 à 552 du Règlement d'application. L'utilisation de ce régime nécessite une autorisation, qui n'est accordée que si certaines conditions sont remplies. La première communication écrite des États-Unis ne traite que d'une catégorie de conditions, les conditions dites "conditions économiques", qui sont décrites à l'article 133 e) du CDC. La législation communautaire garantit de plusieurs manières une application uniforme pour ce qui est de l'évaluation des conditions économiques.

4.143 Pour les types de marchandises et les opérations qui figurent à l'annexe 76, partie A, du Règlement d'application, qui constituent la majeure partie des cas, les conditions économiques sont considérées comme remplies, conformément à l'article 552(1), premier alinéa, du Règlement d'application. Autrement dit, dans ces cas-là, les autorités douanières n'examinent pas les conditions économiques.

4.144 Pour les types de marchandises et les opérations qui figurent à l'annexe 76, partie B, du Règlement d'application et qui ne sont pas couvertes par la partie A de cette annexe, l'examen des conditions économiques est effectué au niveau communautaire, dans le cadre de la procédure du comité pertinente. Autrement dit, une évaluation uniforme des conditions économiques est garantie pour les marchandises dites sensibles puisque l'examen est effectué au niveau communautaire.

4.145 Troisièmement, pour les types de marchandises et les opérations qui ne figurent pas à l'annexe 76 du Règlement d'application, l'examen des conditions économiques est effectué au niveau national. L'examen au niveau national n'est prescrit que dans de rares cas puisque, comme nous l'avons mentionné plus haut, soit les conditions économiques sont considérées comme remplies, soit l'examen est effectué au niveau communautaire. Néanmoins, la transparence et l'application uniforme sont également garanties dans ces rares cas pour ce qui est de l'évaluation des conditions économiques, les États membres devant communiquer à la Commission les informations pertinentes

conformément à l'article 522 du Règlement d'application. La Commission met ces informations à la disposition des administrations douanières. De plus, si un État membre formule des objections à l'encontre d'une autorisation délivrée ou si les autorités douanières concernées souhaitent procéder à une consultation avant ou après avoir délivré une autorisation, l'examen des conditions économiques peut être effectué au niveau communautaire.

viii) Procédure de domiciliation

4.146 La législation douanière communautaire contient des procédures simplifiées visant à faciliter autant que possible, dans le respect de la régularité des opérations, l'accomplissement des formalités permettant de placer des marchandises sous un régime douanier. La procédure de domiciliation est l'une de ces procédures simplifiées, dans le cadre de laquelle un importateur peut faire procéder à la mise en libre pratique des marchandises dans ses propres locaux ou dans certains autres lieux désignés sans avoir à présenter les marchandises en douane.

4.147 La disposition de base relative à la procédure de domiciliation est l'article 76(1) c) du CDC. Lorsqu'un procédé informatique est utilisé, l'article 77 du CDC s'applique également. Des dispositions plus détaillées sont énoncées aux articles 263 à 267 du Règlement d'application.

4.148 En vertu de l'article 263 du Règlement d'application, l'autorisation de la procédure de domiciliation est accordée à toute personne qui désire faire procéder à la mise en libre pratique dans ses propres locaux ou dans les autres lieux désignés ou approuvés par les autorités douanières pour les marchandises qui sont soumises à certains régimes douaniers (régime du transit ou régime douanier économique) ou qui sont introduites dans le territoire douanier de la Communauté avec dispense de passage par un bureau de douane.

4.149 En vertu de l'article 267 du Règlement d'application, l'autorisation fixe les modalités pratiques de fonctionnement de la procédure. L'article 266 impose certaines obligations au titulaire de l'autorisation afin de permettre aux autorités douanières de s'assurer de la régularité des opérations. D'une manière générale, le titulaire est tenu de notifier certains faits aux autorités douanières (comme l'arrivée des marchandises dans les lieux désignés, aux fins d'obtenir leur mainlevée, ou sa volonté de mettre les marchandises en libre pratique) et d'inscrire les marchandises dans ses écritures.

ix) Sanctions en cas de violation de la législation douanière

4.150 La législation douanière communautaire n'énonce pas explicitement les sanctions qui s'appliquent en cas de violation des dispositions de cette législation par des particuliers. La nature et le niveau de ces sanctions, qu'elles soient administratives ou pénales, sont donc déterminés par les législations nationales des États membres.

4.151 Toutefois, cela ne signifie pas que les États membres ont toute liberté pour déterminer quel est le niveau de sanction approprié. Dans une jurisprudence constante, la Cour de justice des Communautés européennes a indiqué à plusieurs reprises que l'article 10 du Traité CE imposait aux États membres de prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne mise en œuvre et application du droit communautaire, y compris des sanctions en cas de violation de ce droit.

4.152 Selon la jurisprudence de la Cour, les États membres sont tenus de prévoir des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives pour toute violation du droit communautaire. Lorsqu'un État membre ne prévoit pas de sanctions de ce type, il ne s'acquitte pas des obligations qui lui incombent en vertu du Traité CE et ce point a aussi été confirmé spécifiquement par la Cour de justice en ce qui concerne l'application de la législation douanière communautaire.

4.153 Les principes énoncés dans la jurisprudence de la Cour de justice concernant l'imposition de sanctions en cas de violation du droit communautaire peuvent être considérés comme des principes généralement admis de ce droit, comme en témoigne la Résolution du Conseil, du 29 juin 1995, sur l'application uniforme et efficace du droit communautaire et sur les sanctions applicables aux violations de ce droit dans le domaine du marché intérieur. Cette résolution rappelle la jurisprudence pertinente de la Cour de justice et invite les États membres à veiller à ce que "le droit communautaire [...] soit appliqué avec une efficacité et une rigueur équivalentes à celles déployées dans l'application de leur droit national et à adopter des dispositions relatives aux sanctions ayant, en tout état de cause, un caractère effectif, proportionné et dissuasif".

x) Coopération douanière

4.154 Dans le domaine de la coopération douanière, le Règlement (CE) n° 515/97 relatif à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives des États membres et à la collaboration entre celles-ci et la Commission en vue d'assurer la bonne application des réglementations douanière et agricole revêt une grande importance.

4.155 Le Titre premier du Règlement n° 515/97 porte sur l'assistance sur demande entre les autorités douanières des États membres. En vertu de l'article 4(1) du Règlement, les autorités douanières des CE doivent se communiquer mutuellement, sur demande, tous renseignements nécessaires pour assurer le respect des dispositions de la législation douanière. Les modalités de cette assistance sont énoncées aux articles suivants. L'article 7 dispose que, sur demande d'une autorité, l'autorité requise exerce une surveillance spéciale sur certaines personnes, certains lieux, certains mouvements de marchandises ou certains moyens de transport. L'article 9 prévoit que les autorités douanières procèdent, sur demande d'une autre autorité douanière, à des enquêtes concernant des opérations qui paraissent être contraires à la législation douanière.

4.156 Le Titre II traite de l'assistance spontanée entre autorités douanières. L'article 15 dispose en particulier que les autorités douanières se communiquent mutuellement - et de manière spontanée - tous renseignements au sujet d'opérations qui leur paraissent être contraires à la législation douanière.

4.157 Le Titre III traite des relations entre les autorités douanières des États membres et la Commission et prescrit aux États membres, en particulier, de communiquer à la Commission toutes informations sur toutes les opérations qui leur paraissent être contraires à la législation douanière. En vertu de l'article 18(3) du Règlement, sur demande motivée de la Commission, les autorités des États membres prennent les mesures prévues aux articles 4 à 8 du Règlement. En vertu de l'article 18(4), lorsque la Commission estime que des irrégularités ont été commises, elle peut inciter un État membre à procéder à une enquête à laquelle des agents de la Commission peuvent être présents, dans les conditions énoncées à l'article 9(2) et à l'article 11 du Règlement. Les autorités des États membres communiquent, dans les délais les plus brefs, les conclusions de l'enquête à la Commission.

4.158 Le Titre V établit un système d'information douanier (SID). Le SID est un système d'information automatisé destiné à être utilisé par les autorités administratives des États membres et par la Commission. En vertu de l'article 23(2) du Règlement, l'objectif de ce système est d'aider à prévenir, à rechercher et à poursuivre les opérations qui sont contraires à la législation douanière en permettant une diffusion rapide des informations pertinentes entre les autorités douanières des CE. Les modalités de fonctionnement et d'utilisation du SID sont énoncées de manière détaillée aux chapitres suivants du Titre V.

4.159 Enfin, la coopération douanière est évidemment un domaine en constante évolution, les circonstances changeant et les besoins technologiques et pratiques se modifiant. Pour cette raison, la Communauté a adopté et exécuté une série de programmes d'action destinés à favoriser la mise en place efficace de l'Union douanière. Le programme d'action en cours actuellement est le programme

Douane 2007, qui s'étend sur la période allant du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2007. Il est établi par la Décision n° 253/2003/CE du Parlement européen et du Conseil.

4.160 Les objectifs du programme Douane 2007 sont énoncés à l'article 3(1) de la Décision n° 253/2003. Pour atteindre ces objectifs, Douane 2007 prévoit un certain nombre d'actions à mener dans le cadre du programme, qui portent, entre autres choses, sur les domaines suivants: systèmes de communication et d'échange d'informations, activités d'analyse comparative, échanges de fonctionnaires, séminaires, ateliers et groupes de projet, actions de formation, actions de suivi et actions externes sous la forme d'assistance technique et de formation. En vertu de l'article 14 de la Décision, l'enveloppe financière nécessaire à l'exécution de ces activités est fixée à 133 millions d'euros.

xi) Aspects budgétaires et financiers

4.161 L'application uniforme de l'Union douanière revêt également de l'importance, pour les CE, pour des raisons budgétaires et financières. En vertu de l'article 2(1) b) de la Décision n° 2000/597/CE, Euratom du Conseil, relative au système des ressources propres des Communautés européennes, les droits du tarif douanier commun et les autres droits établis sur les échanges avec les pays non Membres constituent des ressources propres inscrites au budget de l'Union européenne. En vertu de l'article 2(3) de la Décision, les États membres retiennent 25 pour cent des montants perçus à titre de frais de perception. La bonne application de la législation douanière communautaire a donc des incidences directes sur le budget des CE et c'est aussi pour cette raison qu'elle est étroitement contrôlée par les institutions communautaires et, en particulier, par la Commission.

4.162 Le Règlement (CE/Euratom) n° 1150/2000 du Conseil prévoit des procédures complémentaires aux fins d'application de la décision relative aux ressources propres. Ce règlement prévoit des moyens complémentaires pour l'application uniforme de la législation douanière communautaire et mérite donc d'être examiné. En vertu de l'article 17(1) du Règlement, les États membres doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que les montants correspondant au droit des Communautés soient mis à la disposition de la Commission dans les conditions prévues par le Règlement. En vertu de l'article 18(2) a), les États membres doivent, à la demande de la Commission, effectuer des contrôles supplémentaires, auxquels la Commission est associée si elle en fait la demande. En vertu de l'article 18(3), la Commission peut procéder elle-même à des vérifications sur place.

4.163 La non-mise à disposition des ressources propres constitue une infraction au Traité, qui peut donner lieu à une procédure pour infraction contre l'État membre concerné. Lorsque cette non-mise à disposition est due à une application incorrecte de la législation douanière, la procédure pour infraction peut en même temps déboucher sur une constatation selon laquelle l'État membre a appliqué la législation douanière communautaire d'une manière incorrecte.

xii) Évolution permanente de la législation douanière des CE

4.164 Les institutions des CE réexaminent régulièrement la législation douanière des CE afin de faire en sorte que les autorités douanières puissent agir dans les meilleures conditions possibles.

4.165 L'exemple le plus récent à cet égard est la mise en route, par la Commission, d'un processus de consultations publiques en vue de l'élaboration d'un code des douanes modernisé. Les projets de code des douanes ont fait l'objet de plusieurs séries de consultations publiques au cours desquelles les négociants, les administrations nationales et les pays tiers ont eu la possibilité de formuler des observations sur les modifications envisagées. Les États-Unis n'ont pas émis d'observations dans le cadre de ces consultations, même s'ils en avaient tout à fait la possibilité.

4.166 Les États-Unis ont indiqué que "les critiques les plus virulentes concernant les CE venaient souvent de leurs propres fonctionnaires". Toutefois, les déclarations dont les États-Unis font état reflètent simplement le processus continu de réforme et de révision de la législation douanière communautaire. En effet, les CE ne font pas preuve d'autosatisfaction à l'égard de leur propre système et sont résolues à en poursuivre l'élaboration compte tenu de l'évolution des besoins et des circonstances. Néanmoins, cela ne prouve pas que les CE ne satisfont pas, d'une quelconque façon, aux obligations qui leur incombent en vertu de l'article X:3 a) et b) du GATT.

c) Le contrôle juridictionnel dans le droit communautaire

i) Système judiciaire communautaire

4.167 Dans les CE, tous les différends portant sur des questions régies par le droit communautaire qui ne sont pas du ressort de la Cour de justice des CE (et du Tribunal de première instance des CE) relèvent de la compétence des tribunaux nationaux. Ces derniers ont donc la qualité de tribunaux communautaires de compétence générale, en ce sens qu'ils sont compétents pour trancher tout litige dans les affaires qui ne relèvent expressément ni de la Cour de justice des CE, ni du Tribunal de première instance des CE. La situation des tribunaux nationaux est telle qu'ils assument une double fonction. Lorsqu'ils tranchent un différend régi par la législation nationale, ils continuent à faire partie de l'ordre juridique national. Lorsqu'ils statuent sur une affaire régie par le droit communautaire, ils font partie, du point de vue fonctionnel, de l'ordre juridique communautaire. Depuis la création même des CE, le recours aux tribunaux nationaux pour mettre en œuvre le droit communautaire est considéré comme le meilleur moyen d'assurer la justice d'une manière rapide selon une procédure proche du citoyen.

4.168 Le Traité CE lui-même définit le rôle des tribunaux nationaux dans l'application de l'ordre juridique communautaire, ainsi que sa portée et ses conséquences, conformément à l'article 234 du Traité ayant trait à la saisine de la Cour de justice par les tribunaux nationaux. Ce rôle ne peut pas être nié par le droit communautaire. Par conséquent, toute modification des limites entre la compétence de la Cour de justice et celle des tribunaux nationaux exigerait un amendement du Traité CE.

4.169 La Cour de justice et le Tribunal de première instance des Communautés européennes sont constitués en vertu du Traité CE et du Protocole sur le statut de la Cour de justice qui y est annexé. La Cour et le Tribunal comptent un juge par État membre; ils délibèrent normalement dans des chambres composées de trois ou cinq juges. La Cour de justice est assistée de huit avocats généraux, qui agissent en complète impartialité et indépendance lorsqu'ils émettent un avis motivé individuel sur les affaires qui requièrent leur participation.

4.170 Conformément à l'article 220 du Traité CE, la Cour de justice et le Tribunal de première instance ont essentiellement pour tâche de veiller au respect du droit dans l'interprétation et l'application du Traité. Cela est possible grâce à différentes procédures, qui délimitent la compétence des deux Cours européennes, l'une par rapport à l'autre et par rapport aux tribunaux nationaux. La Cour de justice et le Tribunal de première instance doivent agir dans la limite des attributions qui leur sont conférées aux termes des traités fondateurs.

4.171 La principale distinction entre les différents types de procédures qui se déroulent devant la Cour de justice correspond à celle qui existe entre les procédures engagées et achevées auprès de la Cour elle-même et les procédures engagées et achevées auprès des tribunaux nationaux. En outre, la Cour de justice est compétente pour examiner les recours visant des questions de droit formés contre les décisions rendues par le Tribunal de première instance, auquel cas elle exerce une compétence en première instance.

4.172 Les principaux types de procédures engagées et achevées auprès de la Cour de justice sont, entre autres, des recours contre les États membres pour manquement à une obligation résultant du droit communautaire, des recours en annulation d'une mesure communautaire, des recours contre le refus de statuer d'une institution communautaire et des recours en dommages portant sur la responsabilité non contractuelle de la Communauté. La deuxième catégorie de procédures se déroulant devant la Cour de justice comprend les actions engagées auprès d'un tribunal national, mais dont la Cour de justice est saisie pour qu'elle se prononce sur l'interprétation ou la validité d'un point du droit communautaire.

4.173 L'article 225(1) du Traité CE dispose que le Tribunal de première instance est compétent pour connaître en première instance des recours en annulation, des recours contre le refus de statuer, des recours portant sur la responsabilité non contractuelle, des affaires intéressant le personnel et des affaires visées par une clause compromissoire contenue dans un contrat passé par la Communauté, à l'exception de ceux qui sont réservés à la Cour de justice. Comme le Statut réserve à la Cour les recours en annulation et les recours contre le refus de statuer formés par des institutions et des États membres dans certains secteurs, la compétence conférée au Tribunal de première instance couvre la quasi-totalité des recours directement formés par des personnes physiques ou morales ainsi que les recours directement formés par des États membres qui contestent une action administrative des institutions communautaires. Dans les domaines ainsi définis, le Tribunal de première instance exerce une compétence exclusive en première instance, ses décisions pouvant faire l'objet d'un droit de recours uniquement pour des questions de droit devant la Cour de justice.

ii) Protection judiciaire dans le régime juridique communautaire

4.174 Étant fondée sur la primauté du droit, la Communauté reconnaît le droit des individus à une protection judiciaire. Ce droit à un recours effectif devant un tribunal est tout d'abord reconnu à l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui tient compte, conformément à l'article 6(2) du Traité de l'UE, des traditions constitutionnelles des États membres. Il convient aussi de souligner que tous les États membres des CE sont parties à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe, en date du 14 novembre 1950, dont l'article 6(1) énonce le droit à un procès équitable devant un tribunal indépendant et impartial établi par la loi.

4.175 Dans le régime juridique communautaire, les tribunaux nationaux garantissent ce droit lorsqu'une décision prise par les autorités nationales est contestée. Cela s'applique aussi aux actes des États membres visant à mettre en œuvre le droit communautaire. Si l'organisation et les procédures judiciaires des États membres découlent de leurs diverses traditions politiques, constitutionnelles et juridiques, elles assurent toutes une protection juridique complète en ce qui concerne les décisions administratives.

4.176 Quant aux décisions des institutions communautaires, la principale action qui permet d'exercer le droit susmentionné est le recours en annulation. Au titre de l'article 230 du Traité CE, la Cour doit contrôler la légalité des actes, notamment ceux adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil, des actes du Conseil et de la Commission, autres que les recommandations ou les avis. En général, un recours en annulation est possible pour toutes les mesures adoptées par les institutions, quelle que soit leur nature ou leur forme, qui sont censées avoir des effets juridiques. Cela étant, cette compétence ne couvre pas les actes adoptés par une autorité nationale. Elle ne s'étend pas non plus au Traité et à ses amendements.

4.177 Au titre de l'article 230(4) du Traité CE, des personnes physiques ou morales peuvent former un recours contre les décisions dont elles sont les destinataires et contre les décisions qui, bien que prises sous l'apparence d'un règlement ou d'une décision adressée à une autre personne, les concernent directement et individuellement. La Cour de justice a interprété l'expression "les concernent

directement" comme signifiant que l'effet de la mesure sur les intérêts de ces personnes ne doit pas dépendre du pouvoir discrétionnaire d'une autre personne, y compris l'État membre concerné. La prescription relative à la notion "les concernent individuellement" est satisfaite lorsque la mesure en question affecte des personnes physiques ou morales déterminées en raison de certain attributs qui leur sont propres, ou en raison d'une situation de fait qui les différencie de toutes les autres personnes ou établit une distinction entre elles individuellement de la même façon que pour le destinataire.

iii) Décisions préjudicielles: la Cour de justice et l'interprétation et l'application uniformes du droit communautaire

4.178 La Cour de justice joue un rôle central dans l'interprétation et l'application uniformes du droit communautaire dans l'ensemble de la Communauté au moyen de la saisine à titre préjudiciel mentionnée à l'article 234 du Traité CE.

4.179 Lorsqu'une question se rapportant à l'un quelconque de ces points est soulevée devant une cour ou un tribunal d'un État membre, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur cette question est nécessaire pour rendre son arrêt, demander à la Cour de justice de statuer sur cette question. Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire en instance devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours judiciaire dans le cadre de la législation nationale, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice.

4.180 Toutefois, lorsque la validité d'un acte communautaire est contestée devant un tribunal national, la Cour de justice a dit que le pouvoir d'invalider l'acte devait être réservé à cette dernière. En conséquence, si un tribunal national estime qu'un acte d'une institution communautaire n'est pas valable, il est tenu de saisir la Cour de justice. Celle-ci justifie cette jurisprudence par la nécessité d'assurer une application uniforme de tous les actes communautaires.

4.181 Dans une affaire récente, la Cour de justice a confirmé que le principe de la responsabilité des États membres en cas de violation du droit communautaire s'applique aussi lorsque la violation est imputable à un tribunal d'un État membre car il n'a pas saisi la Cour de justice d'une affaire. En pareil cas, le demandeur affecté peut engager une autre action, donnant ainsi au juge national chargé de l'affaire la possibilité de saisir la Cour de justice de la question lors de la deuxième tentative.

4.182 Dans le cas d'une saisine à titre préjudiciel, la Cour de justice n'exerce pas un pouvoir en appel qui lui permet d'approuver ou d'annuler les décisions des tribunaux qui l'ont saisie. Par contre, elle aide le tribunal national à rendre une décision qui n'a pas été rendue au moment de la saisine. La relation entre les tribunaux nationaux et la Cour de justice a un caractère coopératif et non hiérarchique et elle est fondée sur la reconnaissance du fait que chaque juridiction a une fonction différente, ainsi que sur la bonne volonté et le respect mutuels.

4.183 Le système de saisine à titre préjudiciel a pour principal objectif de garantir une interprétation et une application correctes et uniformes du droit communautaire dans l'ensemble des États membres et d'éviter l'établissement d'un système d'appel long et onéreux devant la Cour de justice. Ce point est extrêmement important parce que l'administration communautaire est, dans une large mesure, assurée par les États membres, et non par les institutions communautaires et parce que le droit communautaire peut prescrire la mise en œuvre des mesures devant être adoptées par les organes législatifs ou exécutifs nationaux. Ce sont les saisines à titre préjudiciel qui permettent d'éviter les divergences à l'intérieur des États membres et entre ceux-ci, et d'assurer une application effective du droit communautaire. En même temps, la saisine constitue la principale méthode qui permet de vérifier la compatibilité de la législation nationale et des décisions administratives avec le droit communautaire.

4.184 Mis à part le fait qu'il s'agit d'un moyen d'assurer l'uniformité dans l'ensemble de la Communauté, les différentes parties en présence jugent approprié que les procès nationaux fassent

l'objet d'une saisine devant la Cour de justice s'agissant de la validité ou de l'interprétation d'un acte d'une institution communautaire. Toutes les parties au procès principal ont le droit de prendre part à la procédure dans le cadre de la saisine à titre préjudiciel, ainsi que les États membres et les institutions communautaires. La Commission a pour pratique d'être partie à chaque affaire portée devant la Cour de justice, en raison de son rôle de gardien des intérêts de la Communauté. Une décision préjudicielle de la Cour de justice est contraignante pour le tribunal national chargé de l'affaire qui rend la décision. Par ailleurs, les juridictions nationales mettent scrupuleusement en œuvre les décisions préjudicielles rendues par la Cour de justice. Si le tribunal qui a saisi la Cour de justice ne respecte pas la décision de cette dernière, cela constituerait un manquement aux obligations de l'État membre au titre du Traité, ce dont la Cour de justice pourrait être saisie au titre des articles 226 à 228 du Traité CE.

4.185 Une décision préjudicielle a aussi un effet sur des personnes qui ne sont pas parties à l'affaire faisant l'objet de la saisine. Dans l'affaire *Simitzi v. Municipality of Kos*, la Cour a établi que la Grèce ne pouvait plus raisonnablement penser qu'un droit était compatible avec le droit communautaire après la date de l'arrêt qui avait déclaré non compatible une imposition comparable perçue par la France. Dans une affaire récente, la Cour de justice a élargi les effets des décisions préjudicielles à certaines situations de *res judicata*. Elle a déclaré que, compte tenu de l'obligation faite à toutes les autorités des États membres de veiller au respect du droit communautaire et en raison du principe de coopération qui découle de l'article 10 du Traité CE, un organe administratif pouvait être tenu de réviser une décision administrative finale afin de prendre en compte l'interprétation de la disposition pertinente donnée par la Cour dans une décision préjudicielle ultérieurement rendue.

iv) Contrôle juridictionnel des décisions douanières

4.186 L'article 243(1) du CDC dispose que toute personne a le droit d'exercer un recours contre les décisions prises par les autorités douanières qui ont trait à l'application de la réglementation douanière et qui la concernent directement et individuellement. Il dispose aussi qu'a également le droit d'exercer un recours, la personne qui avait sollicité une décision relative à l'application de la réglementation douanière auprès des autorités douanières, mais qui n'a pas obtenu que celles-ci statuent sur cette demande dans le délai visé à l'article 6 paragraphe 2 du CDC. Il dispose enfin que le recours doit être introduit dans l'État membre où la décision a été prise ou sollicitée.

4.187 Comme la législation douanière des CE est mise en œuvre par l'intermédiaire des autorités douanières des États membres, le recours est introduit devant un tribunal de l'État membre dont les autorités douanières ont rendu la décision. Conformément à l'article 245 du CDC, les dispositions régissant la procédure de recours sont énoncées dans la législation nationale des États membres. Le CDC s'abstient d'harmoniser les législations nationales ayant trait aux recours administratifs et judiciaires contre des décisions douanières. Cela traduit le fait que les lois procédurales en question s'appliquent souvent de façon uniforme à l'ensemble de l'administration nationale. Une harmonisation aurait donc pu conduire à un fractionnement de procédures de recours nationales jusqu'ici uniformes.

4.188 Ainsi qu'il a déjà été expliqué plus haut, le rôle joué par les tribunaux des États membres dans le contrôle juridictionnel des décisions douanières est pleinement compatible avec une application uniforme de la législation douanière des CE. Les tribunaux des États membres sont tenus d'appliquer le droit communautaire selon l'interprétation donnée par la Cour de justice et faire abstraction de toute disposition ou mesure nationale qui est incompatible avec le droit communautaire. Lorsqu'une question relative à l'interprétation du droit communautaire surgit, elle peut être soumise à la Cour de justice conformément à l'article 234 du Traité CE. Lorsque le tribunal national est une juridiction de dernière instance ou qu'un tribunal national estime que la mesure communautaire n'est pas valable, ce tribunal est tenu de saisir la Cour européenne de justice de la question.

4.189 Enfin, il convient de noter que dans des cas exceptionnels, le droit d'exercer un recours contre des décisions douanières peut aussi être directement conféré au Tribunal de première instance des CE. Il en est ainsi lorsque, pour appliquer la législation douanière des CE, la Commission européenne prend des décisions qui concernent directement et individuellement des personnes au sens de l'article 230(4) du Traité CE. Il s'agit par exemple des décisions de la Commission qui révoquent le système RTC. Un autre exemple serait les décisions de la Commission visant le remboursement ou la remise des droits à l'importation sur une base équitable conformément à l'article 907 du Règlement d'application.

d) Comparaison avec le système des États-Unis

i) Application de la législation douanière des États-Unis

4.190 Aux États-Unis, la législation douanière, qui est une législation fédérale, est essentiellement appliquée par le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis. Il s'agit d'un organisme du gouvernement fédéral des États-Unis qui relève du Département de la sécurité intérieure des États-Unis. Le Service des douanes et de la protection des frontières comprend 20 bureaux des opérations sur le terrain qui surveillent 317 ports d'entrée aux États-Unis et 14 bureaux de prédédouanement.

4.191 Cela étant, il convient de noter que le fait que la législation douanière des États-Unis est mise en œuvre par un organisme fédéral n'est pas propre aux questions douanières. Au contraire, cela correspond à une interprétation fondamentale de la loi constitutionnelle des États-Unis selon laquelle le Congrès ne peut pas demander aux États américains de mettre en œuvre la législation fédérale. Cela a été confirmé par la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire *Printz vs. United States.*

4.192 Le double fédéralisme des États-Unis est diamétralement opposé aux principes fondamentaux de l'ordre juridique communautaire. Le système des États-Unis se caractérise par le principe de la "double souveraineté", selon lequel les États ne peuvent pas être "astreints" à appliquer la législation fédérale ou "réquisitionnés" pour le faire. Le droit communautaire se caractérise par le principe du fédéralisme exécutif, selon lequel toutes les lois communautaires doivent être mises en application par les autorités nationales des États membres, qui agissent selon les instructions et sous la surveillance des institutions communautaires.

4.193 Les CE n'ont pas l'intention de remettre en cause les choix constitutionnels opérés par les États-Unis. Toutefois, en réponse aux allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT, il est important de souligner que le fédéralisme exécutif des CE est un choix constitutionnel tout aussi fondamental et légitime que le choix du système de la double souveraineté effectué par les États-Unis. Les CE estiment que leurs choix constitutionnels devraient être autant respectés que ceux des États-Unis.

ii) Révision des décisions douanières dans la législation des États-Unis

4.194 Aux États-Unis, la révision judiciaire visant les questions douanières et commerciales revient en premier lieu au Tribunal du commerce international des États-Unis (l'"USCIT"), qui est un tribunal fédéral établi au titre de l'article III de la Constitution des États-Unis. L'USCIT est de rang égal à celui d'un tribunal de district fédéral.

4.195 Dans tous les cas, des recours contre les décisions de l'USCIT peuvent légitimement être introduits devant la Cour d'appel du Circuit fédéral des États-Unis ("CAFC"). C'est une cour d'appel spécialisée de rang égal à celui d'un tribunal du Circuit fédéral qui a une compétence exclusive pour les recours contre l'USCIT, ainsi que pour examiner un groupe disparate de questions ne concernant pas l'USCIT, pour la plupart des recours en matière de brevets. Enfin, il est possible d'introduire un

recours devant la Cour suprême des États-Unis, par le biais d'une demande d'ordonnance de *certiorari*.

4.196 Il convient de noter que cette révision judiciaire en première instance centralisée au niveau fédéral dans le cadre de l'USCIT constitue un choix politique des États-Unis. Selon la législation des États-Unis, les tribunaux des États jouent aussi un rôle dans l'application des lois fédérales, comme la Cour suprême des États-Unis l'a clairement expliqué dans l'affaire *Claflin v. Houseman*.

4.197 Les CE n'ont pas l'intention de remettre en cause les choix politiques que les États-Unis ont opérés pour organiser leur système judiciaire relativement aux questions douanières. Cela étant, en réponse aux allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT, il est important de souligner que le système judiciaire des CE représente un choix constitutionnel tout aussi fondamental et légitime que le choix d'un système centralisé effectué par les États-Unis. Les CE estiment que leurs choix constitutionnels devraient être autant respectés que ceux des États-Unis.

3. Allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT

a) Prescriptions de l'article X:3 a) du GATT

i) L'article X:3 a) du GATT vise l'application de la législation douanière, non la législation douanière elle-même

4.198 Les prescriptions de l'article X:3 a) du GATT ne visent pas la législation douanière elle-même, mais seulement son *application*. Cela a été clairement énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III*.

4.199 Cette distinction est d'une grande importance en l'espèce. Cela signifie que l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas une harmonisation des lois au sein d'un Membre lorsque, par exemple, différents régimes juridiques sont applicables dans différentes parties du territoire d'un Membre de l'OMC.

4.200 Ce point est particulièrement pertinent pour tous les Membres de l'OMC qui ont une structure fédérale. Dans une entité ou un État fédéral, différentes lois peuvent s'appliquer dans les différentes parties du territoire du Membre concerné, selon que c'est au niveau fédéral ou au niveau infra-fédéral qu'il a été légiféré au sujet d'une question particulière.

4.201 L'article X:3 a) du GATT n'influe pas sur la question de savoir si une question particulière devrait être traitée au niveau fédéral ou infra-fédéral. Il garantit simplement que des lois existent, qui doivent être appliquées d'une manière uniforme. Toutefois, lorsque des lois s'appliquent uniquement dans une partie du territoire d'un Membre, cette prescription est remplie lorsque ces lois sont appliquées d'une manière uniforme dans la partie du territoire où elles sont applicables.

4.202 On trouvera une autre confirmation de cette interprétation à l'article XXIV:12 du GATT. Le Groupe spécial *Canada – Pièces de monnaie en or* a constaté que cette disposition avait pour "fonction … de permettre aux États fédéraux d'accéder à l'Accord général sans avoir à modifier la répartition fédérale des compétences". En conséquence, toute interprétation de l'article X:3 a) du GATT qui affecterait la répartition interne des compétences est incompatible avec l'article XXIV:12 du GATT.

4.203 Autrement dit, l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas que les modalités d'application de la législation douanière soient fixées à l'échelon central de chaque Membre de l'OMC. Les Accords de l'OMC respectent la structure interne et la division des compétences dans chaque Membre de l'OMC.

Lorsque des lois infranationales existent dans un Membre de l'OMC donné, c'est donc à l'application de ces lois que l'article X:3 a) du GATT se réfère.

ii) L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas la façon dont les Membres de l'OMC doivent appliquer leur législation douanière

4.204 L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas la façon précise dont les Membres de l'OMC devraient appliquer leur législation douanière. Il énonce simplement l'obligation d'appliquer la législation douanière d'une manière uniforme.

4.205 L'article X:3 a) du GATT n'est pas la seule disposition des accords visés qui traite de l'application de la législation douanière. En effet, un certain nombre d'Accords figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC traitent de questions spécifiques à l'administration douanière, notamment l'Accord sur l'évaluation en douane, l'Accord sur les règles d'origine et l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

4.206 Chaque fois qu'il a été jugé nécessaire d'énoncer des disciplines spécifiques au sujet de la façon dont les Membres de l'OMC devraient appliquer leur législation douanière, des dispositions appropriées ont été incluses dans les accords concernés. Par exemple, les articles 2 h) et 3 f) de l'Accord sur les règles d'origine imposent aux Membres de l'OMC l'obligation de rendre des décisions anticipées concernant l'origine des marchandises. S'il avait été jugé nécessaire d'inclure des obligations similaires pour la publication de décisions anticipées sur d'autres questions telles que la classification tarifaire ou l'évaluation en douane, de telles dispositions auraient pu être incluses dans les accords visés. Si elles ne l'ont pas été, il faut en conclure que les Membres de l'OMC n'ont pas jugé ces obligations appropriées.

4.207 L'article X:3 a) du GATT ne doit donc pas être interprété de manière à créer des obligations dans le cadre de l'OMC lorsque les Membres de l'OMC se sont délibérément abstenus de les énoncer. En d'autres termes, l'article X:3 a) du GATT n'offre pas un fondement juridique qui permet d'entreprendre une harmonisation des législations et administrations douanières des Membres de l'OMC dans le cadre du Mémorandum d'accord.

4.208 Le respect de ces principes est particulièrement nécessaire puisque la révision de l'article X du GATT fait actuellement l'objet des négociations de Doha sur la facilitation des échanges qui sont en cours. Dans le cadre de ces négociations, les Membres de l'OMC ont présenté de nombreuses propositions pour compléter et améliorer l'article X du GATT, y compris au sujet de questions faisant l'objet des allégations des États-Unis. Cela s'applique également aux États-Unis eux-mêmes, qui ont présenté un certain nombre de propositions concernant l'article X du GATT, y compris une proposition visant à créer l'obligation de "[m]ettre à disposition, à la demande d'un négociant, des décisions contraignantes sur certains sujets (par exemple le classement tarifaire, l'évaluation en douane ou le report de droits)". Des propositions visant les décisions anticipées, dont la majeure partie se limite cependant aux questions ayant trait au classement tarifaire, ont aussi été présentées par plusieurs autres pays.

4.209 Les négociations en cours susmentionnées mettent en relief le fait que pour les questions au sujet desquelles il est actuellement silencieux, l'article X du GATT n'énonce de fait aucune obligation. Les CE ne voient pas bien clairement comment les États-Unis peuvent simultanément faire des propositions pour la création de nouvelles obligations qui vont au-delà de l'article X du GATT et faire valoir ensuite que des obligations très similaires sont déjà imposées au titre de l'article X du GATT, tel qu'il est actuellement.

4.210 Les arguments des États-Unis reposent moins sur des considérations juridiques que sur des considérations politiques. De fait, cela a été explicitement admis par les États-Unis dans un

communiqué de presse publié par l'USTR pour annoncer la demande présentée par les États-Unis, selon lequel "faire pression sur un acteur important du commerce mondial pour qu'il applique ses lois et réglementations douanières d'une manière uniforme contribuera à faire avancer" les négociations sur la facilitation des échanges menées dans le cadre du Cycle de Doha. Les CE sont fortement préoccupées par cette tentative faite par les États-Unis pour instrumentaliser le Mémorandum d'accord afin d'influer sur les négociations en cours dans le cadre du Cycle de Doha.

iii) L'article X:3 a) du GATT énonce des critères minimaux

4.211 Conformément à ce qui précède, il faut considérer que l'article X:3 a) du GATT énonce uniquement des critères minimaux. Il ne fait pas obligation aux Membres de l'OMC de satisfaire au critère le plus élevé possible à un moment donné. Ce caractère de critère minimal qu'a l'article X:3 a) a été mis en avant par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*. Le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* a également élevé une mise en garde contre le fait de donner une lecture qui inclut trop de choses dans l'article X:3 a) du GATT.

4.212 Par ailleurs, des différences administratives minimes en matière de traitement ne peuvent pas être considérées comme signifiant une violation de l'article X:3 a) du GATT. Ce point a été clairement énoncé par le Groupe spécial du GATT *CE – Pommes de table*, qui a confirmé que certaines variations entre les États membres des CE dans la gestion des licences d'importation, par exemple en ce qui concerne la forme sous laquelle les demandes de licences pouvaient être faites et la présentation de factures pro forma, ne constituaient pas une infraction à l'article X:3 a) du GATT.

4.213 Dans l'ensemble, l'article X:3 a) du GATT est donc une disposition énonçant des critères minimaux qui garantit uniquement un certain niveau d'uniformité minimal en matière d'administration. En outre, l'article X:3 a) du GATT n'interdit pas les variations administratives lorsqu'elles sont minimes ou n'affectent pas notablement les intérêts des négociants.

iv) Signification de l'expression "application uniforme"

4.214 La signification de la prescription relative à l'"application uniforme" doit être établie compte tenu des observations précédentes. Il faut en outre prendre en considération les réalités pratiques des circonstances dans lesquelles les administrations des douanes doivent travailler.

4.215 L'application de la législation douanière dans le monde réel comporte un certain nombre de difficultés et de problèmes. Premièrement, elle implique souvent des questions de droit et de fait complexes. Deuxièmement, les circonstances dans lesquelles les autorités douanières opèrent sont en constante évolution en raison de changements intervenus au niveau des marchandises échangées ou du comportement commercial. Cela exige que les autorités douanières s'adaptent constamment aux nouvelles réalités. Troisièmement, la gestion des questions douanières représente une activité colossale.

4.216 Par conséquent, un certain réalisme est nécessaire dans l'application de l'article X:3 a) du GATT. Si les autorités douanières sont aux prises avec une nouvelle question de droit et de fait complexe, cela ne signifie pas d'emblée que les autorités du Membre concerné appliquent la législation douanière d'une manière non uniforme. De même, s'il faut un certain temps pour arriver à une pratique établie concernant un nouveau point complexe de la législation douanière, cela ne veut pas encore dire que la législation douanière soit appliquée d'une manière non uniforme.

4.217 Une uniformité complète dans l'application de la législation douanière ne pourrait être assurée par aucun Membre, même ceux dotés des systèmes d'administration douanière les plus efficaces. Dans un grand pays ayant une vaste bureaucratie, un degré minimal d'absence d'uniformité est *de facto* inévitable. Cela peut se produire, par exemple, parce que, dans un cas particulier, un

négociant ne conteste pas une décision particulière même si elle est illicite. En pareil cas, la conséquence peut être une absence d'uniformité, mais cela ne signifie pas que le Membre en question ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de l'article X:3 a) du GATT. Les CE notent que les États-Unis semblent convenir de ce point, puisqu'ils disent qu'"en lui-même et à lui seul, le fait qu'il y a des divergences ne pose pas de problème".

4.218 La proposition selon laquelle des exemples d'application particuliers ne prouvent pas l'existence d'une violation de l'article X:3 a) du GATT est également étayée par la jurisprudence établie au titre du Mémorandum d'accord. Dans l'affaire *CE – Volailles*, l'Organe d'appel a déjà confirmé que des mesures d'application particulières ne relevaient pas de l'article X du GATT. Dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, le Groupe spécial a dit qu'au lieu de se fonder sur des exemples d'application particuliers, il était nécessaire pour la partie plaignante d'établir l'existence d'un mode de prise de décisions contraire à l'article X:3 a) du GATT.

4.219 En conséquence, le fait qu'un Membre satisfait à la prescription relative à l'"uniformité" ne peut pas être établi simplement en examinant un exemple de pratique particulier. Au contraire, l'uniformité peut être évaluée uniquement sur la base d'un mode général d'administration douanière. Le critère énoncé à l'article X:3 a) du GATT est enfreint seulement s'il est possible de démontrer, sur la base de ce mode général, que l'application par un Membre de l'OMC de sa législation douanière n'est pas uniforme.

b) Charge de la preuve

4.220 Il est établi dans la jurisprudence découlant du Mémorandum d'accord que la charge de la preuve incombe à la partie qui présente une allégation particulière. En l'espèce, ce sont les États-Unis qui allèguent que les CE n'appliquent pas leur législation douanière d'une manière uniforme. Ce sont donc les États-Unis qui doivent fournir des éléments de preuve pour établir *prima facie* que leur allégation est véridique. C'est seulement si les États-Unis se libèrent de la charge de la preuve en question qu'elle passera aux CE pour la réfutation de la thèse des États-Unis.

4.221 Les États-Unis ne sont même pas près de se libérer de la charge de la preuve susmentionnée. De fait, ils ne fournissent que des éléments de preuve très fragmentaires concernant l'application effective de la législation douanière des CE. Les exemples donnés par les États-Unis sont en partie dénués de pertinence, en partie peu concluants et, de toute façon, ne montrent pas l'existence d'un mode d'application non uniforme de la législation douanière des CE.

4.222 Au lieu de fournir des éléments de preuve concrets concernant l'application de la législation douanière des CE, les États-Unis tentent de bâtir leur argumentation sur des critiques systémiques du système d'administration douanière des CE, faisant valoir par exemple que c'est parce que le droit communautaire est appliqué par les autorités des 25 États membres des CE qu'"il sera inévitable que des divergences apparaissent". Cela étant, l'affirmation selon laquelle de telles "divergences sont inévitables", que les CE contestent énergiquement, ne remplace pas la preuve établissant que des divergences apparaissent réellement.

4.223 Le caractère entièrement conjectural des arguments des États-Unis est également démontré par leur référence aux effets attendus de l'élargissement de l'UE, le 1er mai 2004, avec l'arrivée de dix nouveaux États membres. Dans le communiqué de presse de l'USTR qui annonçait la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, les effets prévus de l'élargissement de l'UE étaient cités comme la principale raison de cette demande.

4.224 Au moment où les États-Unis ont présenté leur demande d'établissement d'un groupe spécial, l'élargissement de l'UE était en vigueur depuis moins de huit mois. Les États-Unis n'ont mentionné aucune absence d'uniformité dans la mise en œuvre de la législation douanière des CE par les

administrations des dix nouveaux États membres. De pures conjectures concernant les faits nouveaux qui se produiront éventuellement à l'avenir ne peuvent pas remplacer les données de fait et éléments de preuve comme fondement pour les allégations présentées au titre du Mémorandum d'accord.

4.225 Dans leurs efforts pour éviter de s'acquitter de la charge de la preuve qui leur incombe, les États-Unis préfèrent se référer aux déclarations des fonctionnaires ou institutions des CE, dont ils allèguent que ce sont les "critiques les plus virulentes" du système communautaire. Toutefois, ces références sont prises hors contexte et ne corroborent pas les conclusions que les États-Unis souhaiteraient en tirer. Quoi qu'il en soit, le désir de progresser davantage est naturel dans le cadre d'un système d'administration douanière sain. De telles déclarations n'ont rien à voir avec la question de savoir si les CE se conforment à leurs obligations au titre de l'article X:3 a) du GATT et n'exemptent pas les États-Unis de la nécessité de se libérer de la charge de la preuve qui leur incombe.

4.226 Enfin, le fait que la thèse des États-Unis n'est pas réellement fondée sur une absence générale d'uniformité dans l'administration douanière dans les CE est confirmé de façon frappante par l'absence presque complète de réaction devant la demande de contributions formulée par le Représentant du commerce des États-Unis après la demande d'ouverture de consultations. S'il y avait réellement une absence générale d'uniformité, comme l'allèguent les États-Unis, on aurait pu s'attendre à ce que les États-Unis reçoivent plus de trois contributions, dont deux n'étaient même pas pertinentes pour leur thèse.

c) Questions générales sous-tendant les allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT

i) Le fait que la législation douanière des CE est appliquée par les autorités douanières des États membres des CE est compatible avec l'article X:3 a) du GATT

4.227 L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas la façon dont un Membre de l'OMC doit mettre en œuvre sa législation douanière. Ce point inclut aussi la question de savoir par quelles autorités ou quelle administration la législation douanière est appliquée. L'article X:3 a) du GATT n'exclut en aucune façon le fait que dans une entité ou un État fédéral ou quasi fédéral, la législation douanière pourrait être appliquée par des autorités de niveau infra-fédéral. Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, l'article susmentionné ne prescrit pas la création d'un organisme douanier similaire au Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis.

4.228 Par ailleurs, lorsqu'ils appliquent la législation douanière des CE, les États membres des CE agissent en tant qu'organes des CE. Cela a été confirmé par le récent rapport du Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (États-Unis)*, dans lequel le Groupe spécial a indiqué que lorsque les États membres des CE mettaient en application un règlement communautaire particulier, ils le faisaient en tant qu'organes des CE, dont celles-ci étaient responsables au regard du droit international public.

4.229 Pour cette raison, les États-Unis ont tort d'affirmer qu'"il n'y a pas à proprement parler d'autorité douanière communautaire". Les autorités douanières des États membres des CE, agissant conjointement avec les institutions communautaires compétentes et sous leur surveillance, représentent l'autorité douanière des CE. Le fait que ce système d'administration douanière est différent de celui des États-Unis est dénué de pertinence au titre de l'article X:3 a) du GATT. Il faudrait aussi rappeler que les États-Unis eux-mêmes ont reconnu, dans l'accord sur la coopération douanière conclu entre les CE et les États-Unis, que les États membres des CE, conjointement avec la Commission européenne, constituaient l'autorité douanière communautaire.

4.230 Les États-Unis ont également tort d'affirmer qu'en raison de la participation des États membres des CE à l'application de la législation douanière des CE, "il est inévitable que des

divergences apparaissent". Comme les CE l'ont déjà montré et le rappelleront à nouveau dans la section ci-après, les CE ont mis en place de nombreux mécanismes pour faire en sorte que l'application de leur législation douanière ait lieu d'une manière uniforme. En outre, la déclaration des États-Unis selon laquelle dans le système communautaire, une absence d'uniformité serait "inévitable" n'est pas étayée par des éléments de preuve.

ii) Les CE ont mis en place des mesures pour assurer une application uniforme de la législation douanière des CE dans l'ensemble des CE

4.231 L'allégation des États-Unis selon laquelle les CE ne font pas en sorte de concilier systématiquement les divergences dans l'application de la législation douanière des CE est erronée. Elle traduit une présentation tendancieuse et incomplète du système communautaire, les États-Unis se concentrant sur un petit nombre d'instruments tout en ignorant délibérément un large éventail d'autres instruments qui contribuent également à une interprétation et à une application uniformes de la législation douanière des CE. Qui plus est, les États-Unis ne prennent pas en compte le contexte global du régime juridique communautaire et les façons dont l'uniformité est assurée dans le système communautaire.

4.232 Les CE trouvent extraordinaire que les États-Unis fassent des déclarations catégoriques sur l'uniformité du droit communautaire sans en mentionner une seule fois les principes fondamentaux tels que la primauté et l'effet direct du droit communautaire, le devoir de coopération, les procédures en cas d'infraction, les divers instruments de coopération douanière et les aspects du contrôle budgétaire.

4.233 Un exemple particulièrement frappant de l'approche fortement sélective adoptée par les États-Unis est la question du classement douanier, au sujet de laquelle ils se concentrent principalement sur le système RTC des CE, sans tenir aucunement compte des autres instruments utilisés pour assurer une pratique uniforme en matière de classement au sein des CE, par exemple la réglementation relative au classement, les instruments du SH, les notes explicatives des CE ou les avis du Comité du Code des douanes. Même lorsqu'ils examinent des parties du système communautaire, ils les présentent en déformant fortement les faits.

4.234 On ne peut pas évaluer la question de savoir si, à un niveau systémique, les CE appliquent la législation douanière des CE d'une manière uniforme en se contentant d'examiner un seul instrument pris isolément. Au contraire, il est nécessaire d'évaluer le système communautaire en tenant compte de tous les instruments dans leur véritable contexte.

4.235 Cette évaluation devrait être faite compte tenu des éléments structuraux du régime juridique communautaire ainsi que du bilan et de l'expérience d'ensemble en matière d'intégration européenne. Les éléments structuraux que les États-Unis critiquent ne sont pas propres à l'application de la législation douanière, mais sont des éléments structuraux généraux de l'ordre constitutionnel communautaire. Il ne faudrait pas rejeter à la légère plus de 50 ans d'intégration réussie en Europe fondée sur le modèle de fédéralisme exécutif des CE.

iii) Corrections nécessaires concernant le rôle et le fonctionnement du Comité du Code des douanes

4.236 Les États-Unis font valoir que le Comité du Code des douanes ne fonctionne pas assez efficacement et que des négociants particuliers ne se voient pas accorder suffisamment de droits dans le cadre de la procédure du Comité. Ces critiques des États-Unis ne sont pas fondées.

4.237 S'agissant de l'inefficacité alléguée du fonctionnement du Comité, les États-Unis se reposent essentiellement sur des déclarations générales ayant trait à des "freins institutionnels" qui

empêcheraient la Commission de soumettre des questions à un vote. Ces allégations concernant des "freins institutionnels" ne sont pas fondées ni ne reposent sur des éléments de preuve quelconques. En outre, les États-Unis ne tiennent pas compte du fait que les conditions dans lesquelles le Président soumet une question à un vote ou peut reporter un vote sont énoncées à l'article 6 du Règlement intérieur du Comité.

4.238 Le fait que, dans certains cas, le Comité peut devoir être saisi plus d'une fois des mêmes questions ou de questions connexes n'a rien à voir avec des "freins institutionnels". Au contraire, cela peut traduire la complexité de la question en jeu et la nécessité de comprendre parfaitement la situation factuelle avant qu'une décision puisse être prise.

4.239 Le caractère entièrement conjectural des allégations des États-Unis est également démontré par les références qu'ils font aux effets négatifs supposés que l'élargissement de l'UE a sur l'efficacité du Comité. Les États-Unis font ces déclarations sans être en mesure de les corroborer par des éléments de preuve concrets.

4.240 Pour ce qui est des droits de négociants particuliers au regard de la procédure du Comité, les États-Unis présentent ces arguments dans le cadre de l'examen de la question de savoir si les CE appliquent leur législation douanière d'une manière uniforme conformément à l'article X:3 a) du GATT. Les CE ne comprennent pas en quoi ces arguments ayant trait aux droits des négociants privés devant le Comité sont pertinents pour la question de savoir si la législation douanière des CE est appliquée d'une manière uniforme dans l'ensemble des CE.

4.241 Les plaintes des États-Unis semblent être fondées sur une incompréhension fondamentale du rôle du Comité du Code des douanes. Le Comité n'est pas un mécanisme de contrôle administratif ou juridictionnel des décisions douanières. Au contraire, il fait partie intégrante du processus réglementaire de la Communauté et c'est par son biais que le savoir-faire des États membres est intégré dans le processus. Il n'y a donc pas de base pour les droits étendus que les États-Unis demandent pour les négociants privés.

4.242 Tout particulier préoccupé par la gestion des questions douanières peut porter la question à l'attention de la Commission, qui l'examinera et y répondra conformément au Code de conduite de la Commission. Si cette dernière estime que la question doit être examinée par le Comité, elle l'inscrira à l'ordre du jour du Comité. De même, une personne qui a un sujet de préoccupation peut aussi s'adresser à l'administration d'un État Membre, qui peut également décider de soulever la question devant le Comité.

4.243 Pour ce qui est de la publication des ordres du jour ou des rapports du Comité, il n'y a pas d'obligation de publication à cet égard. Les États-Unis n'ont pas non plus présenté d'allégation au titre de l'article X:1 du GATT. De toute façon, les allégations des États-Unis sont factuellement erronées. Les documents qui concernent le Comité du Code des douanes, y compris les ordres du jour et les comptes rendus de réunions, sont disponibles sur le registre comitologie, destiné au public, de la Commission européenne. En outre, l'accès aux ordres du jour et comptes rendus du Comité est régi par les règles communautaires relatives à l'accès aux documents énoncées dans le Règlement CE/1049/2001.

iv) Rôle joué par la Cour de justice pour assurer l'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE

4.244 Les États-Unis contestent le fait qu'une application uniforme peut être garantie par la Cour de justice dans le cadre de saisines à titre préjudiciel engagées par des tribunaux nationaux. Pour soutenir leurs arguments, les États-Unis se fondent sur l'avis rendu par l'avocat général Jacobs dans l'affaire *Wiener*. Cependant, la position de l'avocat général Jacobs s'écarte de la jurisprudence de la

Cour de justice et, ce qui est même plus fondamental, sa position préconisant que la Cour et les juridictions nationales adoptent, dans une plus grande mesure, une démarche d'"autolimitation", n'a pas été suivie par la Cour.

4.245 L'avocat général Jacobs a proposé à la Cour de justice qu'elle réponde à la question dont l'avait saisie le Bundesfinanzhof en rappelant les principes reconnus dans sa jurisprudence relativement au classement douanier. Contrairement aux conclusions de l'avocat général, la Cour de justice a donné une réponse spécifique à la question de savoir comment les marchandises en question devaient être classées.

4.246 Quant à l'avis concernant l'autolimitation émis par l'avocat général Jacobs à l'intention des tribunaux nationaux, l'arrêt de la Cour de justice ne dit absolument rien à ce sujet. Par conséquent, l'avis non contraignant de l'avocat général représente une position doctrinale sans effet sur la jurisprudence de la Cour de justice.

4.247 Pour ce qui est de la déclaration de l'avocat général Jacobs ayant trait à la contribution supposée minime de la Cour à l'application uniforme du tarif douanier commun, les États-Unis l'ont manifestement extraite de son contexte. Ce que l'avocat général Jacobs mettait en relief dans son avis, c'était que, compte tenu du caractère détaillé du tarif douanier commun, il y avait aussi d'autres moyens d'assurer l'uniformité dans le domaine du classement douanier, et il a cité comme exemple les règlements de la Commission relatifs au classement.

4.248 Pour confirmer que l'avis de l'avocat général Jacobs concernant l'autolimitation est suivi par les tribunaux nationaux, les États-Unis font référence à deux arrêts rendus par deux tribunaux différents du Royaume-Uni. Ainsi, les éléments que les États-Unis ont trouvés pour étayer leurs arguments se limitent à deux affaires jugées dans un des 25 États membres des CE. Aucun élément de preuve n'est fourni au sujet de la position adoptée par les 24 autres branches judiciaires en ce qui concerne l'avis de l'avocat général (si une telle position existe). Les CE estiment que les deux affaires jugées au Royaume-Uni en question ne sont pas suffisantes pour étayer l'allégation des États-Unis.

4.249 De surcroît, dans l'affaire *Anchor Foods Limited*, la Queen's Bench Division du Royaume-Uni ne s'est pas fondée sur l'avis de l'avocat général Jacobs pour décider qu'il n'était pas nécessaire de saisir la Cour de justice. À vrai dire, la Queen´s Bench Division a décidé de ne pas la saisir à cause de l'importance limitée de l'affaire. Il faudrait aussi souligner que dans cette affaire, la Queen's Bench Division n'a pas agi comme un juge de dernier ressort et que, par conséquent, elle n'était pas tenue de saisir la Cour de justice de l'affaire.

d) Allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT

i) Classement tarifaire

La Cour européenne de justice et le classement tarifaire

4.250 Les États-Unis font valoir qu'en tant qu'institution, la CEJ est mal préparée pour assurer l'uniformité de l'application du tarif douanier commun. Cette déclaration, qui repose uniquement sur les conclusions de l'avocat général Jacobs dans l'affaire Wiener, est erronée.

4.251 En ce qui concerne spécifiquement le rôle joué par la CEJ dans les différends en matière de classement, les CE ne partagent pas l'opinion des États-Unis selon laquelle, à cause du caractère fortement factuel des questions de classement, la CEJ ne peut pas jouer un rôle utile pour assurer une application uniforme des règles communautaires relatives au classement. Même si les questions se rapportant au classement peuvent en général avoir un caractère fortement factuel, cela ne les rend pas

fondamentalement différentes des autres questions de droit, qui nécessitent aussi l'application de règles abstraites à des situations factuelles.

4.252 En outre, de par leur nature, les questions de classement concernent le classement de marchandises spécifiques. La question de savoir dans quelle mesure le classement d'une marchandise particulière est transposable par analogie à une marchandise différente mais similaire est une question complexe qui ne peut être évaluée qu'au cas par cas. Là encore, cependant, il s'agit d'une question de classement générale, qui n'est en aucun cas spécifique au rôle de la Cour.

4.253 Enfin, les tentatives faites par les États-Unis pour amoindrir le rôle de la Cour sont en contradiction frappante avec leurs allégations selon lesquelles les CE agissent d'une manière non uniforme. Les observations des États-Unis semblent jeter le doute sur le point de savoir si les questions de classement peuvent même être efficacement réglementées. Les préoccupations exprimées par les États-Unis pour ce qui est du caractère fortement factuel des questions de classement sont indépendantes du point de savoir si le décideur final est un tribunal ou un organisme administratif.

4.254 Dans l'ensemble, l'argumentation des États-Unis laisse les CE perplexes. Les États-Unis semblent pratiquement alléguer qu'un classement uniforme ne peut pas être assuré et reprochent ensuite à la CE de ne pas en faire assez pour y parvenir.

Renseignements tarifaires contraignants

4.255 L'article X:3 a) du GATT est une disposition qui énonce des critères minimaux et il ne prescrit pas les moyens spécifiques qu'un Membre doit employer pour assurer une application uniforme de la législation douanière. Pour cette raison, dans le droit de l'OMC, un Membre n'a pas l'obligation de mettre en place un système de renseignements tarifaires contraignants. De même, ce point est clairement démontré par les propositions faites par les États-Unis dans le contexte des négociations sur la facilitation des échanges menées dans le cadre du Cycle de Doha, dont le but est de compléter l'article X du GATT en instituant l'obligation de rendre des décisions anticipées sur les questions de classement.

4.256 Les États-Unis allèguent que le système RTCE encourage la recherche du RTC le plus favorable et conduit donc à un risque accru de divergence entre les RTC. Ces allégations des États-Unis reposent sur de nombreuses idées concernant le système RTCE. Les États-Unis allèguent que le "titulaire ou tout autre demandeur choisit les États membres auxquels il présentera la demande". Cette déclaration est fallacieuse. La législation douanière des CE ne permet pas aux requérants de "sélectionner" l'État membre qui délivrera les RTC. Selon l'article 6(1) du Règlement d'application, les demandes de RTC doivent être formulées et adressées soit aux autorités compétentes de l'État membre ou des États membres dans lequel ou lesquels le renseignement en question doit être utilisé, soit aux autorités compétentes de l'État membre dans lequel le demandeur est établi.

4.257 Les États-Unis se plaignent aussi du fait qu'un RTC "n'est pas contraignant pour le titulaire, en ce sens qu'il ne doit pas être nécessairement invoqué par le titulaire". Premièrement, ce n'est pas entièrement vrai. Selon l'article 10(2) a) du Règlement d'application, les autorités douanières peuvent exiger que le titulaire, au moment où il effectue les formalités douanières, indique aux autorités douanières qu'il est en possession d'un renseignement tarifaire contraignant pour les marchandises faisant l'objet de dédouanement.

4.258 Deuxièmement, les CE ne voient pas en quoi cette question est pertinente du point de vue d'une pratique uniforme en matière de RTC. Les États-Unis disent qu'une personne qui a reçu un RTC défavorable dans un État membre "peut ne pas en tenir compte, ne pas demander un RTC dans un autre État et tenter simplement d'importer une marchandise en passant par un autre État membre

qui établit le classement le plus favorable sans se fonder du tout sur un RTC". Il peut en être ainsi, mais la situation ne serait pas différente si aucun RTC n'avait été accordé du tout. Un RTC est accordé dans l'intérêt du titulaire. Dans la situation décrite par les États-Unis, il serait donc plus naturel pour la personne qui a reçu le RTC défavorable de le contester, si elle pense que le RTC est erroné. En outre, il n'y a pas lieu de supposer que d'autres autorités douanières des CE appliqueront un classement tarifaire différent de celui prévu dans le RTC, juste parce que le RTC n'est pas invoqué.

4.259 L'allégation des États-Unis selon laquelle un demandeur peut demander un RTC dans un État membre et, si le RTC n'est pas favorable, s'abstenir de l'invoquer et en demander un autre dans un autre État membre est erronée. Selon l'article 6(3) A) j) du Règlement d'application, lorsqu'il demande un RTC, un demandeur doit indiquer si, à sa connaissance, un renseignement tarifaire contraignant pour une marchandise identique ou similaire a déjà été demandé ou délivré dans la Communauté. En outre, l'encadré 11 du formulaire de demande de RTC type exige que le demandeur déclare s'il a demandé ou s'est vu délivrer un RTC pour des marchandises similaires ou identiques. En l'occurrence, les États-Unis ne peuvent pas essayer de montrer qu'il existe des lacunes dans le système communautaire en bâtissant des scénarios fondés sur des violations flagrantes des règles communautaires. De surcroît, l'article 12(4) du CDC dispose qu'un RTC fourni sur la base d'éléments inexacts ou incomplets fournis par le demandeur doit être annulé.

4.260 Les États-Unis font valoir que lorsque des RTC divergents existent, le système communautaire ne prévoit pas de mécanismes suffisants pour remédier aux divergences. Les scénarios et difficultés supposées décrits par les États-Unis en ce qui concerne la détection des RTC divergents sont dans une large mesure théoriques. Des différences de classement apparaissent généralement dans les cas où plusieurs positions méritent potentiellement d'être examinées et qu'il n'est pas tout à fait évident d'opérer un choix entre elles. De tels cas ne restent pas longtemps secrets. Ce sont les autorités douanières elles-mêmes qui seront les premières à s'apercevoir de la difficulté et, si elles ne le font pas, ce sont les négociants qui leur en feront prendre conscience en contestant les décisions qu'ils considèrent comme défavorables à leur égard. Si une contestation a lieu, la Cour de justice peut être saisie de la question, ce qui conduira en fin de compte à son éclaircissement.

4.261 Cela dit, même avant que les tribunaux soient saisis ou aient rendu un arrêt, il est fréquent que les autorités douanières elles-mêmes soulèvent la question devant le Comité du Code des douanes. Elles peuvent aussi saisir d'abord la Commission de la question et celle-ci peut décider de la soumettre au Comité du Code des douanes.

4.262 De même, des négociants particuliers s'adressent fréquemment à la Commission ou aux autorités des États Membres pour des problèmes particuliers de classement douanier, lesquelles peuvent alors décider de prendre les mesures nécessaires, y compris de porter la question devant le Comité du Code des douanes. En résumé, les difficultés qu'il y a à détecter les RTC divergents "cachés" sont grandement exagérées par les États-Unis; l'expérience montre en fait que de telles divergences, si elles ont des répercussions économiques, ne restent pas longtemps cachées.

4.263 Les CE disposent aussi de la base de données RTCE, qui permet à la fois au public et aux autorités douanières de rechercher tous les RTC. Cette base de données est un moyen important d'assurer la transparence du système RTCE. La base de données RTCE est très bien perçue par les négociants et souvent utilisée; au cours des six premiers mois de 2005, par exemple, le nombre moyen de consultations par mois était de 324 000 environ.

4.264 Les États-Unis allèguent à tort que la recherche pourrait être difficile car les désignations de produits pourraient varier. Premièrement, il est vrai que les désignations de produits pourraient varier, mais cela entrave à peine la réalisation d'une recherche. Les recherches dans la base de données RTCE destinée au public peuvent être effectuées au moyen de divers paramètres et un ciblage minutieux des critères produira des résultats. Les mots clés existent dans toutes les langues officielles

des CE. Il existe aussi une fonction de traduction qui permet de traduire les mots clés dans n'importe laquelle des 19 langues. En conséquence, la langue ne devrait pas constituer une difficulté majeure dans la réalisation des recherches.

4.265 En plus, comme les CE l'ont également expliqué, une version de la base de données RTCE est accessible aux autorités douanières des États membres et à la Commission. Cette base de données permet de rechercher des RTC au moyen de paramètres additionnels, notamment le nom et l'adresse du titulaire et du demandeur. Par ailleurs, cette base de données permet aussi de rechercher les demandes de RTC en instance. Des instructions détaillées destinées aux autorités douanières communautaires et indiquant comment effectuer des recherches ont également été incluses dans les directives administratives concernant le système RTCE publiées par la Commission européenne.

4.266 Il est faux de dire que les CE n'ont aucun moyen de détecter les RTC divergents. Il est intéressant de noter que pour illustrer leur allégation concernant des pratiques divergentes pour le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures, les États-Unis ont fourni comme pièce des extraits de la base de données RTCE destinée au public. Ainsi, les États-Unis ont eux-mêmes réfuté leur allégation selon laquelle le recours à la base de données RTCE était impossible.

4.267 Les critiques des États-Unis concernant le jugement figurant dans l'arrêt rendu par la Cour de justice dans l'affaire C-133/02, *Timmermans*, sont dénuées de fondement. Il n'y a pas de raison de supposer, comme les États-Unis le font, que la révocation d'un RTC autorisée par la Cour dans l'affaire *Timmermans* donnerait lieu à moins d'uniformité. Au contraire, la révocation peut précisément être nécessaire pour prendre en compte le fait que d'autres autorités douanières ont adopté une pratique différente en matière de classement, qui est confirmée comme étant la bonne. De fait, c'est précisément ce qui s'est produit dans l'affaire *Timmermans*, dans laquelle le retrait d'un RTC a eu lieu car "après un examen plus approfondi et après consultation des autorités douanières d'un district voisin au sujet de l'interprétation de la nomenclature applicable, il était apparu que les marchandises en question devraient être classées sous" une sous-position différente. Le même raisonnement aurait également pu s'appliquer si la divergence était apparue en rapport avec la pratique suivie par les autorités d'un autre État membre.

4.268 En tout état de cause, l'arrêt rendu dans l'affaire Timmermans ne concerne pas au premier chef une question d'application uniforme, mais une question de sécurité juridique pour le négociant. La Cour de justice a établi que les intérêts légitimes du négociant étaient suffisamment protégés par les dispositions de l'article 12(6) du CDC, qui permettent dans certaines conditions de continuer à utiliser le RTC pendant une période limitée. Cela ne pose pas de problème au titre de l'article X:3 a) du GATT.

Divergences alléguées dans la pratique communautaire en matière de classement

4.269 Pour étayer leur allégation, les États-Unis ont fait référence à deux affaires dans lesquelles les CE ont, selon les allégations, appliqué leurs lois dans le domaine du classement tarifaire d'une manière non uniforme. Toutefois, les deux affaires ne font ressortir aucune absence d'uniformité dans l'application au sein des CE.

4.270 La première affaire visant des divergences alléguées concerne le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures. Cela dit, dans cette affaire, les marchandises examinées par les autorités douanières allemandes n'étaient pas identiques à celles qui étaient décrites dans le RTC, puisqu'elles n'étaient pas floquées avec une couche de tontisses. Le fait que le produit était ou non floqué constitue une importante différence, qui justifie le classement différent du produit. En conséquence, comme ils n'ont pas démontré que les produits étaient identiques en ce qui concerne l'aspect pertinent, les États-Unis n'ont pas démontré qu'il existait de fait une incohérence.

4.271 En outre, les CE souhaiteraient rappeler que conformément à l'article 12(3) du CDC, le titulaire du RTC doit prouver qu'il y a correspondance à tous égards entre la marchandise déclarée et celle décrite dans le renseignement. Les marchandises décrites dans la décision des autorités douanières allemandes ne sembleraient pas cadrer avec la description figurant dans les RTC.

4.272 En outre, il faudrait noter que conformément à l'article 6(3) A) d) du Règlement d'application, c'est le demandeur qui doit fournir une description détaillée de la marchandise permettant son identification et de déterminer son classement dans la nomenclature douanière. Par contre, les États-Unis n'ont pas fourni de renseignements sur la question de savoir si des échantillons ont été présentés aux autorités qui ont délivré le RTC et si ces échantillons étaient en réalité identiques à ceux qui ont été analysés par les autorités allemandes.

4.273 Même si une erreur s'est produite dans l'évaluation factuelle des produits, cela ne veut pas dire qu'il y a une absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE. En particulier, si l'importateur en question estimait que les autorités allemandes avaient fait erreur dans leur évaluation de la marchandise en question, il aurait pu former un recours contre la décision du Bureau des douanes principal de Brême auprès du Tribunal fiscal de Brême. Les États-Unis n'ont fourni aucun renseignement au sujet de la question de savoir si l'importateur en question a introduit un recours. Si l'importateur a choisi de ne pas introduire un recours, cela ne peut pas être utilisé pour alléguer une absence d'uniformité dans le système de classement douanier des CE. Les CE notent aussi que ni l'importateur ni le producteur n'a jamais porté la question du classement des doublures opaques pour rideaux et tentures à l'attention de la Commission européenne.

4.274 Les instruments administratifs mentionnés par le bureau des douanes allemand de rang inférieur ne contiennent rien qui soit contraire au droit communautaire et ne sont de toute façon que des instruments explicatifs élaborés à des fins administratives qui n'ont en aucune façon force de loi et ne dérogent pas au droit communautaire. Le fait que les manuels, les orientations ou autres recueils élaborés par les États membres n'ont pas un caractère juridiquement contraignant dans le droit communautaire a été clarifié par la Cour européenne de justice dans l'affaire *Binder*.

4.275 Enfin, il est intéressant de noter que les États-Unis ont eux-mêmes eu des difficultés à classer les doublures opaques pour rideaux et tentures et ont dû abroger des décisions antérieures concernant le classement de ces produits.

4.276 Quant au cas des moniteurs ACL, la principale question est de savoir s'ils doivent être classés comme moniteurs d'ordinateur ou moniteurs vidéo. Le bon classement de ces moniteurs constitue une question relativement récente qui s'est posée en raison de la convergence croissante des technologies de l'information et de l'électronique grand public. En raison de leurs caractéristiques conceptuelles et techniques, de nombreux moniteurs ACL peuvent servir de moniteurs d'ordinateur et de moniteurs vidéo. Il est donc difficile pour les autorités douanières d'établir objectivement l'usage précis auquel un moniteur est destiné.

4.277 En outre, il existe sur le marché de nombreux types différents de moniteurs ACL. Ces moniteurs diffèrent à divers égards, y compris pour ce qui est de leur taille, de leurs interfaces et des signaux qu'ils peuvent traiter, ainsi que de leur conception générale. Dans la mesure où ces caractéristiques peuvent influer sur leur utilisation, les différences susmentionnées entre les divers types de moniteurs peuvent aussi devoir être prises en compte.

4.278 Les allégations des États-Unis selon lesquelles les CE n'assurent pas une pratique uniforme en matière de classement des moniteurs ACL doivent être considérées comme non fondées. De fait, les institutions communautaires examinent cette question de classement particulière de très près depuis le début et ont pris les mesures nécessaires pour assurer à cet égard une pratique correcte et uniforme en matière de classement.

4.279 Le Comité du Code des douanes a été saisi de la question pour la première fois en avril 2004 et depuis lors réexamine périodiquement la situation. Comme la question du classement exige aussi une contribution technique de la part de la branche de production, le Comité a aussi, conformément à l'article 9 de son règlement intérieur, entendu des représentants de la branche de production. À sa réunion du 30 juin au 2 juillet 2004, le Comité du Code des douanes a conclu que, sauf si l'importateur pouvait démontrer que le moniteur n'était destiné à être utilisé qu'avec une machine automatique de traitement de l'information (position 8471) ou comme panneau indicateur (position 8531), il devait être classé sous la position 8528.

4.280 L'allégation selon laquelle les Pays-Bas classent à tort les moniteurs ACL comme moniteurs vidéo est donc injustifiée. En principe, un tel classement est conforme à la nomenclature combinée, comme l'a confirmé le Comité du Code des douanes. Il faut bien entendu prendre en compte le fait que le classement réel des moniteurs ACL dépend du moniteur lui-même.

4.281 Les institutions communautaires ont adopté d'autres mesures pour assurer une pratique uniforme. La première de ces mesures est le Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005. Elle a pour objet d'offrir une certitude quant au traitement tarifaire appliqué aux importateurs concernés au moyen d'une suspension des droits pendant une période transitoire. Dans la pratique, la suspension des droits remplit la même fonction qu'un règlement relatif au classement, puisqu'elle donne aux négociants l'assurance que, indépendamment de la question de savoir si les marchandises relèvent de la position 8471 ou 8528, leurs marchandises bénéficieront du même traitement tarifaire.

4.282 L'allégation des États-Unis selon laquelle l'exemple des moniteurs vidéo ACL montre que le Comité du Code des douanes est inadéquat pour concilier les différences d'interprétation entre les États membres est injustifiée. Le Comité du Code des douanes s'est montré parfaitement capable d'adopter les conclusions nécessaires et il continue à participer à la surveillance continue de la situation.

4.283 Les CE ont adopté une autre mesure pertinente, à savoir le Règlement n° 634/2005, qui classe les moniteurs ACL d'un type particulier sous la position 8528. Actuellement, la Commission continue à surveiller la situation et pourrait adopter d'autres règlements en matière de classement pour les moniteurs ACL ou d'autres mesures appropriées en tant que de besoin.

4.284 Les autorités douanières des États-Unis ont également eu des difficultés à classer correctement les moniteurs ACL. Par exemple, dans une décision du 3 juin 2003, le Service des douanes des États-Unis a constaté qu'il n'était pas possible de déterminer la fonction principale d'un type particulier de moniteur ACL et a donc décidé de le classer sous la position 8528 en application de la note interprétative générale 3 c), qui prévoit le classement dans la position placée la dernière par ordre de numérotation.

4.285 Des deux cas évoqués par les États-Unis, aucun ne montre une absence d'uniformité dans l'application du classement tarifaire dans les CE. Les deux cas impliquent des questions de classement d'une grande complexité technique, qui ont posé des problèmes aux États-Unis eux-mêmes. Par conséquent, les États-Unis sont loin d'avoir établi qu'il y avait une absence générale d'uniformité significative dans la pratique communautaire en matière de classement tarifaire. Au contraire, il ressort de l'analyse précédente que l'administration des douanes des CE dispose des mécanismes nécessaires pour assurer l'uniformité du classement tarifaire.

ii) Valeur en douane

Application uniforme des règles d'évaluation dans les CE

4.286 Les questions d'évaluation sont régies par les articles 28 à 36 du CDC et les articles 141 à 181 a) du Règlement d'application, d'autres détails figurant dans les Annexes 23 à 29 dudit règlement. Ces dispositions constituent une réglementation exhaustive de l'évaluation en douane, qui dans l'ensemble ne laisse pas de pouvoir discrétionnaire à l'administration des États membres.

4.287 Les règles communautaires sont fondées, en les intégrant entièrement, sur toutes les règles énoncées dans l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC. Conformément au troisième paragraphe du préambule de l'Accord, l'objectif principal de l'Accord était d'"assurer plus d'uniformité et de certitude" dans la mise en œuvre des règles d'évaluation en douane. Les CE se demandent comment l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC peut réaliser cet objectif si, comme les États-Unis le font valoir, cet accord laisse un "pouvoir discrétionnaire notable" aux Membres de l'OMC dans l'évaluation des marchandises à des fins douanières.

4.288 Il n'existe dans le droit de l'OMC aucune obligation d'instituer un système de renseignements contraignants pour les questions d'évaluation. L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas les moyens spécifiques auxquels les Membres de l'OMC doivent recourir pour mettre en œuvre leur législation douanière. C'est particulièrement évident dans le domaine de l'évaluation en douane, qui est régi par l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC. Si les Membres de l'OMC avaient souhaité prévoir une obligation spécifique d'instituer ou de maintenir des systèmes de renseignements contraignants concernant les questions d'évaluation, il aurait été naturel d'inclure une telle obligation dans l'Accord sur l'évaluation en douane. Un autre élément à l'appui de ce point de vue est le fait que les États-Unis eux-mêmes ont, dans le cadre des négociations de Doha sur la facilitation des échanges, proposé de compléter l'article X du GATT en créant l'obligation de rendre des décisions anticipées sur les questions douanières, y compris l'évaluation en douane.

4.289 La thèse du recours à des renseignements contraignants en matière d'évaluation pour assurer l'uniformité est bien moins claire que celle qui a trait aux renseignements tarifaires contraignants. Des marchandises spécifiques ne changent pas beaucoup avec le temps et sont assurément identiques quel que soit le lieu de l'importation. Par contre, l'évaluation en douane est fondée sur des ensembles de données qui peuvent changer d'une transaction à l'autre et d'un importateur à l'autre. Cela rend assez difficile la question d'une comparabilité directe entre les transactions et entre les importateurs. Par ailleurs, les données concernant l'évaluation ont un caractère relativement temporel, puisque les contrats de vente, les prix et d'autres facteurs tels que la relation entre les parties et les détails des accords visant les dividendes et les droits de licence peuvent changer très souvent.

4.290 Pour ces raisons, le contenu des renseignements contraignants en matière d'évaluation devrait différer considérablement de celui des renseignements tarifaires contraignants. En particulier, à la différence des renseignements tarifaires, cas dans lequel il est possible de prévoir dans l'abstrait le classement d'une marchandise correspondant à une désignation particulière, il n'est pas possible d'indiquer dans l'abstrait la valeur d'une marchandise. Les renseignements contraignants en matière d'évaluation devraient plutôt avoir un caractère bien plus nuancé et spécifique, se concentrant par exemple sur la description des éléments spécifiques inhérents à certaines transactions récurrentes entre les mêmes parties.

4.291 Le classement et l'évaluation présentent des différences intrinsèques qui doivent être prises en compte. Par conséquent, des éléments tels que les règlements relatifs au classement et les renseignements tarifaires contraignants ne sont pas aisément transposables au domaine de l'évaluation. Par contre, la Commission peut apporter les éclaircissements nécessaires au moyen d'amendements du Règlement d'application. On peut considérer que ces amendements remplissent une fonction qui est

plutôt analogue à celle d'un règlement relatif au classement ou des notes explicatives des CE. En outre, le Comité du Code des douanes et, en particulier, sa section de la valeur en douane, jouent un rôle très important dans le domaine de l'évaluation et ont contribué à assurer l'uniformité, notamment en élaborant des observations et des conclusions concernant de nombreuses questions ayant trait à l'application des règles d'évaluation.

4.292 Les mécanismes généraux permettant d'assurer une application uniforme du droit communautaire s'appliquent aussi dans le domaine de l'évaluation en douane. Premièrement, si un négociant particulier estime qu'il est incorrectement traité dans une décision rendue par l'autorité douanière d'un État membre, il peut introduire un recours contre une telle décision devant un tribunal de cet État membre. Si un point du droit communautaire doit être éclairci, il peut et, dans certaines circonstances, doit être porté devant la Cour européenne de justice. La Cour de justice a ainsi clarifié de nombreux points du droit communautaire dans le domaine de l'évaluation en douane.

4.293 Deuxièmement, si la Commission constate qu'un État membre applique incorrectement des dispositions communautaires dans le domaine de l'évaluation en douane, elle peut engager une procédure pour infraction contre cet État membre conformément à l'article 226 du Traité CE. Il n'y a pas un élément de preuve quelconque qui montre que ce système d'administration ne suffit pas pour assurer une application uniforme des règles d'évaluation des CE.

4.294 Il est extraordinaire que les États-Unis n'aient jamais soulevé de problème concernant l'application de la loi communautaire sur l'évaluation devant le Comité de l'évaluation en douane de l'OMC ni devant le Comité technique. En outre, pas une seule action n'a jamais été engagée au titre du Mémorandum d'accord contre les CE pour violation de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC.

Rapport 23/2000 de la Cour des comptes des CE

4.295 La Cour des comptes est une institution qui, de par ses activités d'examen et d'établissement de rapports, contribue également à une application uniforme de la législation douanière des CE. Partant, le Rapport 23/2000 constitue un élément de preuve de la capacité du système communautaire à détecter les difficultés où qu'elles apparaissent.

4.296 Le Rapport 23/2000 n'est que l'expression des vues d'une institution communautaire, qui ne sont pas forcément partagées par d'autres institutions ou par les CE dans leur ensemble. En plus, il est évident que le rapport de la Cour des comptes reproduit aussi des jugements politiques et techniques, qui peuvent ne pas nécessairement être réputés corrects.

4.297 L'objectif de la Cour des comptes est de faire en sorte que soient rassemblées et utilisées de façon optimale les ressources de la Communauté. Cela est entièrement étranger à la question de savoir si les CE se conforment à l'article X:3 a) du GATT. Par conséquent, on ne peut tout simplement pas supposer, comme les États-Unis semblent le faire, qu'une critique formulée par la Cour des comptes dans son rapport se traduit par une violation de l'article X:3 a) du GATT.

4.298 Le Rapport 23/2000 a trait à un ensemble de faits examiné par la Cour en 1999-2000. Il est frappant de voir que dans leur première communication écrite, les États-Unis ne posent jamais la question de savoir ce que les CE auraient pu faire pour prendre en compte les critiques ou suggestions formulées par la Cour des comptes. Comme elles le montreront, les CE ont de fait systématiquement examiné les questions soulevées par la Cour des comptes, et partout où c'était nécessaire, elles ont pris des mesures pour assurer l'uniformité. Un exemple très clair à cet égard est l'adoption par la Commission du Règlement n° 444/2002, qui clarifie désormais la question des garanties. Même dans la mesure où une absence d'uniformité a effectivement existé, on ne peut donc pas supposer qu'une telle situation perdure actuellement.

4.299 Le rapport de la Cour des comptes est un document à caractère fortement synthétique qui rend compte des résultats d'un certain nombre d'audits effectués par la Cour à la même époque. En conséquence, les conclusions figurant dans le rapport de la Cour sont d'un certain niveau de généralité. Pour cette raison également, elles ne sont pas adéquates pour résoudre la question du respect par les CE de leurs obligations au titre de l'article X:3 a) du GATT.

4.300 En conséquence, les États-Unis ne devraient pas être autorisés à se reposer sur le rapport de la Cour des comptes, mais devraient plutôt être tenus d'établir *prima facie* le bien-fondé de leurs allégations. De toute façon, le Rapport 23/2000 de la Cour des comptes des CE ne montre pas que les CE ne s'acquittent pas d'une façon ou d'une autre de leurs obligations au titre de l'article X:3 a) du GATT.

L'affaire Reebok

4.301 Le seul exemple concret que les États-Unis donnent à l'appui de leur allégation d'application non uniforme des règles d'évaluation des CE est une affaire concernant Reebok International Limited (RIL). Toutefois, cette affaire ne corrobore pas l'allégation des États-Unis selon laquelle les CE n'appliquent pas d'une manière uniforme leurs lois relatives à la valeur en douane.

4.302 L'affaire, qui est relativement complexe, est actuellement examinée par la Commission. Par ailleurs, cette dernière a soumis la question au Comité du Code des douanes (Section de la valeur en douane), où elle a été discutée en deux occasions en octobre et en décembre 2004. Sur la base des renseignements présentés par RIL, le Comité n'a pas établi l'existence d'une incompatibilité avec le droit communautaire ou d'une absence d'uniformité entre les États membres des CE.

4.303 En tout état de cause, les CE notent que si les autorités douanières espagnoles avaient fait erreur en évaluant les conditions énoncées à l'article 143(1) e) du Règlement d'application, RIL pouvait former un recours contre cette décision devant les tribunaux compétents espagnols et un tel recours est actuellement en instance. Si des questions concernant le droit communautaire apparaissent, la Cour de justice peut en être saisie par le biais d'une demande de décision préjudicielle.

4.304 Dans l'ensemble, l'affaire Reebok ne fournit aucun élément pour soutenir l'allégation des États-Unis selon laquelle les CE n'appliquent pas les règles d'évaluation d'une manière uniforme. Les institutions communautaires ont pris les mesures nécessaires pour répondre aux préoccupations de Reebok. En outre, un recours est actuellement en instance. Le Comité du Code des douanes ne remplace pas les mécanismes de recours normaux devant les tribunaux nationaux.

iii) Transformation sous douane

4.305 L'allégation des États-Unis selon laquelle les autorités du Royaume-Uni appliquent des critères qui vont au-delà des prescriptions du droit communautaire pour ce qui est de la transformation sous douane est erronée. Les prescriptions appliquées par le Royaume-Uni sont exactement les mêmes que les deux prescriptions énoncées à l'article 133 e) du CDC.

4.306 L'article 502(3) du Règlement d'application reproduit la première partie de la phrase et cela doit être considéré comme une référence sous une forme abrégée aux prescriptions énoncées à l'article 133 e) du CDC. Il ne peut pas en être autrement compte tenu du fait que ce règlement, qui a été adopté par la Commission, met en œuvre la législation et ne peut pas modifier les prescriptions énoncées par le CDC.

4.307 En effet, les deux documents, le CDC et les orientations arrêtées par le Royaume-Uni, imposent (entre autres) les deux mêmes conditions, appelées "conditions économiques", pour l'octroi d'une autorisation de transformation sous douane. Qui plus est, il convient de noter que,

contrairement à ce que les États-Unis disent, le "Bulletin officiel des douanes" français fait également mention du critère relatif à l'absence de préjudice pour les concurrents dans les CE. L'allégation des États-Unis ayant trait à l'article X:3 a) n'est pas fondée en ce qui concerne la transformation sous douane.

iv) Procédure de domiciliation

4.308 La présentation de la situation par les États-Unis est viciée en ce sens qu'aucune distinction n'est faite entre les trois étapes que sont la déclaration sommaire, la communication concernant la procédure de domiciliation et la déclaration complémentaire. Toutes les marchandises introduites sur le territoire douanier communautaire doivent être présentées aux douanes et la déclaration sommaire est l'acte qui officialise cette présentation. Le dépôt de la déclaration sommaire n'est donc pas une formalité qui fait partie de la procédure de domiciliation. En outre, contrairement aux allégations des États-Unis, toutes ces déclarations peuvent être déposées sur support papier ou par voie électronique.

4.309 En raison de cette confusion entre les obligations générales découlant du franchissement de la frontière et celles qui sont liées à la procédure de domiciliation, la description de la situation au Royaume-Uni donnée dans la première communication écrite des États-Unis est inexacte et ne correspond pas à la situation réelle dans cet État membre.

4.310 Pour ce qui est de l'intervention des douanes avant la mainlevée, le fait qu'à la frontière, les mesures de contrôle relatives à la lutte contre la contrebande et à l'admissibilité sont appliquées électroniquement ne signifie pas qu'il n'y a aucune intervention des douanes. De plus, si les marchandises ne satisfont pas à ces contrôles, les services des douanes prendront des mesures (vérification physique, saisie …). Il est donc faux de dire qu'il n'y a pas d'intervention des douanes avant la mainlevée au Royaume-Uni.

4.311 En ce qui concerne les prescriptions à remplir après la mainlevée, les États-Unis donnent une description fallacieuse du système de dédouanement électronique comparé au système sur support papier. Les deux systèmes peuvent être utilisés dans tous les États membres. S'agissant de la procédure de domiciliation, les règles communautaires détaillées visant le dédouanement fondé sur des supports papier figurent aux articles 263 à 267 du Règlement d'application. Lorsque le système de dédouanement utilisé est électronique, des règles additionnelles sont applicables et sont reproduites à l'article 4 a) à c) et aux articles 222 à 224 dudit règlement.

4.312 Pour ce qui est des prescriptions relatives aux pièces justificatives, tous les États membres des CE appliquent des règles identiques. La question soulevée par les États-Unis concernant le formulaire DV1 de déclaration de la valeur en douane découle là encore d'une confusion, puisque tous les États membres autorisent les opérateurs ayant des flux commerciaux réguliers avec les mêmes fournisseurs à présenter une seule fois le formulaire DV1 pertinent avec la demande initiale pour pouvoir bénéficier de la procédure de domiciliation.

4.313 Quant aux prescriptions relatives à la conservation des documents, les renseignements concernant les Pays-Bas fournis par les États-Unis sont erronés. De surcroît, l'article 16(1) du CDC dispose que les documents requis seront conservés pendant une période minimale de trois ans, mais laisse aux États membres la possibilité de stipuler des périodes plus longues, compte tenu de leurs pratiques et besoins administratifs et fiscaux généraux. Les différences de délais qui en résultent entre les États membres des CE et pour lesquelles les États-Unis présentent des éléments de preuve ne sont pas fondamentales. En outre, les CE ont déjà expliqué ci-dessus que l'article X:3 a) du GATT visait l'application de la législation douanière, non la législation douanière elle-même, et que cette disposition n'imposait pas l'obligation d'harmoniser la législation dans un Membre de l'OMC.

4.314 Par ailleurs, compte tenu des conclusions du Groupe spécial du GATT *CEE – Pommes de table*, les CE estiment que de telles différences ne sont pas intrinsèquement substantielles et n'entraînent pas une absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière contrairement à l'article X:3 a) du GATT.

v) Sanctions en cas de violation de la législation douanière

4.315 L'allégation des États-Unis selon laquelle les CE manquent à leurs obligations au titre de l'article X:3 a) du GATT en n'assurant pas une application uniforme des sanctions en cas de violation de la législation douanière doit être considérée comme dénuée de fondement pour trois raisons. Premièrement, les dispositions ayant trait aux sanctions ne sont pas visées par l'article X:3 a) du GATT. Deuxièmement, l'article X:3 a) ne prescrit pas une harmonisation des dispositions relatives aux sanctions des États membres. Troisièmement, le droit communautaire assure bel et bien un degré suffisant d'uniformité pour les dispositions relatives aux sanctions des États membres.

4.316 L'obligation d'assurer une application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT s'applique uniquement à l'application des lois mentionnées à l'article X:1 du GATT. À cet égard, il est nécessaire de faire une distinction entre la législation douanière elle-même et les dispositions qui énoncent la nature et le niveau de la sanction applicable en cas de violation de cette législation. Cela est indépendant de la question de savoir si la sanction a un caractère pénal ou administratif, ou si elle se traduit par une amende, une durée d'emprisonnement ou autre. En conséquence, les dispositions relatives aux sanctions, qui prévoient une sanction en cas de violation d'une disposition de la législation douanière ne constituent pas elles-mêmes une législation douanière. Il faut aussi noter que l'imposition de sanctions vise le comportement illicite – c'est-à-dire qu'elle vise les mesures illégitimes et non le commerce légitime – principal objet de l'article X:3 a) du GATT.

4.317 Au surplus, l'article X:3 a) du GATT vise uniquement l'application de la législation douanière, non la substance de la législation douanière elle-même. Cela signifie en particulier que l'article X:3 a) du GATT ne crée pas l'obligation d'harmoniser les lois qui peuvent exister dans un Membre de l'OMC au niveau infra-fédéral. Il prescrit simplement que cette législation soit appliquée d'une manière uniforme sur le territoire concerné.

4.318 Les sanctions applicables en cas de violation de la législation douanière sont définies dans les lois nationales des État membres, qui doivent bien entendu respecter les principes énoncés par le droit communautaire. En conséquence, ce n'est pas l'application des dispositions relatives aux sanctions qui varie au sein des CE; ce sont les lois elles-mêmes qui sont différentes, bien que cela reste dans les limites définies par le droit communautaire.

4.319 Les États-Unis n'ont pas démontré que l'application desdites dispositions relatives aux sanctions variait à l'intérieur des États membres qui les avaient adoptées. Par contre, ils exigent bel et bien une harmonisation des dispositions relatives aux sanctions au sein des CE. L'article X:3 a) n'offre aucun fondement juridique pour une telle allégation.

4.320 La Cour européenne de justice a élaboré des lignes directrices bien claires pour les dispositions relatives aux sanctions en cas de violation de la législation douanière des CE, qui doivent être efficaces, proportionnées et dissuasives. Ces principes ont aussi été confirmés par le Conseil de l'Union européenne.

4.321 Contrairement à ce que les États-Unis soutiennent, dans l'affaire *Andrade*, la Cour a confirmé que les États membres ne pouvaient pas agir librement lorsqu'ils énonçaient des dispositions relatives aux sanctions, mais qu'ils devaient veiller à ce que la sanction soit effective, proportionnée et dissuasive. Autrement dit, les États membres sont soumis à des limitations dans deux sens. Ils ne peuvent pas énoncer des sanctions qui sont excessivement sévères et enfreignent donc le principe de

la proportionnalité. Par contre, ils ne peuvent pas énoncer des sanctions qui sont si légères qu'elles n'ont pas d'effet dissuasif et n'assurent donc pas une application effective du droit communautaire.

4.322 Ces principes fondamentaux sont suffisants pour assurer l'uniformité dans l'application de la législation douanière. Cela est également confirmé par l'article VIII:3 du GATT, qui traite spécifiquement de la question des sanctions en cas de violation de la réglementation douanière, en énonçant simplement des critères minimaux de proportionnalité.

4. Allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT

a) Prescriptions de l'article X:3 b) du GATT

4.323 L'article X:3 b) du GATT prescrit aux Membres de l'OMC d'avoir des tribunaux ou des procédures de nature judiciaire, arbitrale ou administrative dont le but principal est de réviser et de rectifier dans les moindres délais les décisions administratives se rapportant aux questions douanières. Quatre conditions sont donc énoncées dans la disposition: la portée concrète du contrôle (décisions administratives se rapportant aux questions douanières), sa nature (tribunaux ou procédures de nature judiciaire, arbitrale ou administrative), son but (révision et rectification) et le principe d'une prescription temporelle (les moindres délais).

4.324 Pour ce qui est de la nature du contrôle, la disposition susmentionnée ménage une certaine marge discrétionnaire aux Membres de l'OMC. Le contrôle peut consister non seulement en un contrôle par des tribunaux mais aussi en un contrôle par des procédures, ce qui signifie qu'il n'est pas obligatoire de créer un organisme distinct à cet effet. Qui plus est, la nature du contrôle peut ne pas être judiciaire, mais aussi arbitrale ou administrative. Cela étant, ce qui est particulièrement important dans notre cas, c'est que l'article X:3 b) fait référence à chacun de ces contrôles au pluriel: dans la version anglaise, il est dit que les Membres de l'OMC sont tenus d'avoir des tribunaux ou procédures ("tribunals or procedures"), non un tribunal ("a tribunal") ou une procédure ("a procedure"). Les versions espagnole et française de la disposition emploient aussi les termes équivalents au pluriel. Cela permet manifestement aux Membres de l'OMC d'avoir plusieurs tribunaux, chacun couvrant une partie de leur territoire et ayant compétence pour réviser les décisions administratives prises par leurs différentes administrations douanières.

4.325 Enfin, l'interprétation de l'article X du GATT donnée par l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Volaille* et *CE – Bananes III* renforce encore l'idée que cette disposition n'impose aucune structure spécifique pour le système de révision (type spécifique de tribunal ou de procédure, nombre d'instances, degré de centralisation du système de révision …).

4.326 Les CE peuvent aussi s'acquitter de leur obligation au titre de l'article X:3 b) par l'intermédiaire des tribunaux de leurs États membres, comme cela a déjà été reconnu par le Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (États-Unis).* Le raisonnement de ce Groupe spécial ne s'applique pas aux autorités exécutives, mais aussi aux autorités judiciaires des États membres lorsqu'elles appliquent et interprètent le droit communautaire.

4.327 Quant à la prescription temporelle, l'article X:3 b) du GATT exige une action consistant à "réviser et [à] rectifier dans les moindres délais" (non souligné dans l'original) les décisions. Bien que les trois versions linguistiques de l'article X:3 b) n'aient pas exactement la même signification, toutes ont un dénominateur commun: la période prévue pour la révision d'une décision doit être raisonnablement courte. Pour être plus précis à ce sujet, il faudra certainement procéder à une analyse au cas par cas.

4.328 Les CE ne souscrivent pas à l'argument des États-Unis selon lequel le contexte pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 b) du GATT comprend l'alinéa précédant immédiatement celui dans

lequel l'obligation en cause apparaît et selon lequel, par conséquent, les décisions des tribunaux ou les procédures doivent prévoir une révision et une rectification des questions douanières pour les CE dans l'ensemble, pas seulement dans des régions géographiques limitées des CE. Les alinéas a) et b) énoncent des obligations différentes: l'une concernant une application uniforme, l'autre concernant les voies de recours. D'un point de vue juridique, l'article X:3 du GATT n'établit aucun lien entre les deux alinéas, qui devraient donc être considérés comme représentant des obligations distinctes.

b) Les CE assurent une révision dans les moindres délais des décisions douanières

i) Allégation ayant trait à l'absence d'une juridiction douanière communautaire

4.329 Les États-Unis affirment que les CE "n'offrent pas de tribunal … communautaire devant lequel un recours peut être formé dans les moindres délais contre les décisions des autorités douanières d'un État membre". Ce point est manifestement erroné. L'article X:3 b) du GATT n'exige pas qu'il y ait un tribunal central ou une procédure centrale pour les recours contre les décisions administratives se rapportant aux questions douanières. Il n'existe pas, dans le cadre du GATT, une obligation pour les Membres de l'OMC de créer un tribunal similaire au Tribunal du commerce international des États-Unis. Les décisions des autorités douanières des États membres, qui sont fondées sur le droit communautaire, sont révisées par les tribunaux nationaux et des tribunaux qui agissent en tant que juridiction ordinaire dans le cadre du droit communautaire. Les décisions douanières adoptées par les institutions communautaires sont révisées par la Cour de justice (et, dans certains cas, par le Tribunal de première instance) dans le cadre d'actions directes ou de décisions préjudicielles portant sur la validité des actes. Un système complet de protection judiciaire a donc été mis en place.

4.330 De surcroît, l'analyse par les États-Unis du système de révision établi par les CE et leurs États membres repose sur une interprétation erronée de l'article X:3 b), qui est fondée sur l'existence d'un lien entre cette disposition et l'article X:3 a). Pour autant, un tel lien n'existe pas. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, qu'il existe un tel lien entre les deux dispositions en question, l'analyse des États-Unis serait partiale et tendancieuse car elle ne prend pas en compte les mécanismes communautaires visant à assurer une administration uniforme dans le domaine des douanes.

4.331 La décision rendue dans l'affaire *Bantex* mentionnée par les États-Unis montre l'analyse artificielle effectuée par les États-Unis. En l'absence d'un problème réel dans le système de recours communautaire, les États-Unis se reposent sur un cas particulier et tentent d'en faire un problème systémique en se fondant sur deux hypothèses ("si les autorités d'un autre État membre avaient correctement classé les produits de Bantex" et "si un négociant dans la position de Bantex invoque le RTC délivré par le Royaume-Uni sur le territoire d'un autre État membre"). Aucune de ces deux situations n'est apparue dans l'affaire Bantex et les arguments des États-Unis doivent donc être rejetés au motif qu'ils ne sont pas fondés sur des faits réels.

4.332 Au contraire, l'issue finale de l'affaire Bantex montre que les voies de recours juridiques des CE assurent une gestion uniforme des questions douanières. À la suite de l'arrêt rendu par le Tribunal de grande instance du Royaume-Uni, l'administration des douanes et accises du Royaume-Uni a décidé le 23 mars 2004 de révoquer les RTC sur la base des articles 12(5) a) iii) et 9 du CDC et compte tenu de l'arrêt rendu par la Cour de justice dans l'affaire *Timmermans*. Cette affaire prouve que les décisions préjudicielles rendues par la Cour de justice doivent être prises en considération par les autorités nationales autres que celles intervenant directement dans l'affaire. Elle montre aussi que l'arrêt rendu dans l'affaire *Timmermans* contribue de fait à assurer une application uniforme du droit communautaire.

4.333 Les États-Unis se méprennent sur le système communautaire lorsqu'ils allèguent qu'"en haut de la structure permettant de réviser l'application de la législation douanière des CE par les autorités

douanières se trouve la Cour européenne de justice". Cette allégation n'est pas correcte. La Cour européenne de justice ne révise pas les décisions des administrations des douanes nationales. Par contre, comme nous l'avons déjà expliqué à plusieurs reprises, elle aide les tribunaux nationaux à le faire dans le cadre des décisions préjudicielles. Cette procédure est fondée sur une relation de coopération entre la Cour de justice et les tribunaux nationaux, non sur une relation hiérarchique.

ii) Révision dans les moindres délais

4.334 La première communication écrite des États-Unis n'indique pas d'arguments pour démontrer pourquoi l'on ne peut pas dire que les décisions douanières font l'objet d'un recours devant les tribunaux nationaux des États membres des CE "dans les moindres délais". Le seul argument des États-Unis est que "les délais constatés pour la révision effectuée en premier ressort par les autorités douanières des États membres peuvent varier considérablement", et, à cet effet, ils comparent le délai prévu pour les révisions administratives dans trois États membres. Trois autres divergences possibles entre les États membres sont mentionnées dans la première communication écrite des États-Unis, mais ces derniers ne développent pas ces allégations dans leur argumentation ni ne donnent des exemples spécifiques représentatifs concernant les États membres indiqués.

4.335 En premier lieu, les CE rappellent que les États-Unis, en tant que plaignant, ont la charge d'établir *prima facie* le bien-fondé de leur position et que, de ce fait, on ne peut pas faire passer la charge aux CE, le défendeur, en recourant à la tactique qui consiste à faire des déclarations générales et gratuites.

4.336 S'agissant des délais prévus pour les révisions administratives effectuées en premier ressort par les autorités douanières des États membres, la seule allégation des États-Unis est qu'elles varient considérablement dans les trois États membres susmentionnés. À nouveau, les États-Unis ne donnent pas les raisons permettant de conclure que les trois délais ne sont pas conformes à l'obligation de procéder à une révision "dans les moindres délais" énoncée à l'article X:3 b) du GATT. Les différences entre les délais ne sont pas contraires à cette disposition, qui n'impose pas à l'OMC l'obligation d'harmoniser les délais prévus pour les révisions administratives, judiciaires ou arbitrales des décisions administratives douanières. Une interprétation différente serait contraire à la nature intrinsèque de l'article X du GATT, qui est une disposition, ainsi qu'il est énoncé dans le titre de l'article, ayant trait à la publication et à l'application des règles relatives au commerce, non à leur teneur.

C. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

4.337 Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont démontré que les Communautés européennes n'appliquaient pas leur législation douanière de la manière uniforme prescrite à l'article X:3 a) du GATT. Ils ont aussi démontré que les CE ne prévoyaient pas les tribunaux ou les procédures afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières, qui étaient prescrits à l'article X:3 b) du GATT.

4.338 Les CE ont répondu aux allégations des États-Unis en partie en les requalifiant, de façon erronée, soit comme des attaques générales contre le fédéralisme européen, soit comme des plaintes limitées concernant des résultats particuliers dans des cas spécifiques. Lorsque les CE se sont opposées directement aux arguments des États-Unis, leurs réponses semblaient appartenir à cinq catégories, à savoir: 1) que l'article X:3 a) est une disposition limitée énonçant des obligations "minimales"; 2) qu'il n'existe pas de divergences importantes dans l'application de la législation douanière par les États membres ou que ces divergences importantes, lorsqu'elles existent, sont systématiquement conciliées; 3) que divers principes, instruments et institutions dans les CE assurent l'application uniforme qui est prescrite à l'article X:3 a); 4) que lorsqu'il est reconnu que certaines différences importantes existent entre les pratiques des États membres, ces différences ne concernent

pas du tout l'application de la législation douanière mais, en fait, des questions se rapportant au droit administratif général des États membres; et 5) que, en ce qui concerne l'article X:3 b), les CE s'acquittent de leur obligation étant donné que chaque État membre prévoit une enceinte distincte pour la révision des décisions administratives se rapportant aux questions douanières.

4.339 Les allégations des États-Unis sont simples. Les deux allégations découlent du fait que les CE, en tant que Membre de l'OMC à part entière – par opposition aux États membres qui les constituent –, sont liées par les obligations énoncées à l'article X:3 a) et X:3 b). S'agissant de l'article X:3 a), les CE prévoient l'application de leur législation douanière par chacun de leurs 25 États membres sans assurer que les États membres appliquent cette législation d'une manière uniforme. L'existence de divergences entre les États membres est indéniable. Ce fait est admis par les CE elles-mêmes dans leur propre communication écrite. Hors du contexte du présent différent, il a été reconnu par des fonctionnaires des CE et c'est un sujet constant de plaintes de la part des négociants. L'allégation des États-Unis consiste à dire qu'aucune institution communautaire n'assure systématiquement la conciliation de ces divergences, afin de parvenir à l'uniformité d'application prescrite à l'article X:3 a).

4.340 L'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 b) consiste à dire que les CE ne prévoient pas d'enceinte afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives prises par les autorités douanières des États membres. Une révision est prévue dans les législations des différents États membres, mais cette révision ne satisfait pas à l'obligation qui incombe aux CE au titre de l'article X:3 b). La fragmentation de la révision, par État membre, n'est pas compatible avec l'article X:3 b). Cette obligation doit être interprétée à la lumière de son contexte, lequel inclut l'article X:3 a).

4.341 Les questions soulevées par ces allégations ne sont pas nouvelles. Contrairement à ce que donnent à entendre les CE, ce n'est pas la première fois à l'occasion du présent différend que les États-Unis évoquent ces questions avec les CE. De fait, les États-Unis soulèvent ces questions régulièrement dans le cadre des examens des politiques commerciales des CE depuis 1997. Ils ont aussi soulevé ces questions dans d'autres contextes, à l'OMC et au niveau bilatéral. Les États-Unis ont décidé de présenter leurs allégations dans le cadre du mécanisme de règlement des différends précisément parce que les problèmes fondamentaux subsistent malgré les efforts déployés par le pays dans d'autres enceintes pour les résoudre.

4.342 Il est important de bien préciser sur quoi le présent différend ne porte *pas*. La plainte des États-Unis ne concerne pas le fait que la décision même de maintenir l'administration des douanes sous le contrôle des autorités de l'État membre est en soi incompatible avec l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a). La plainte des États-Unis consiste à dire que comme le maintien de l'administration des douanes sous le contrôle des autorités des États membres n'est pas associé à une conciliation systématique des divergences entre les autorités des États membres, il est incompatible avec l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a). Les CE ne sont pas assujetties à une obligation d'application uniforme moins rigoureuse que n'importe quel autre Membre de l'OMC simplement en raison de leur structure "exécutive fédéraliste".

4.343 De la même façon que le présent différend ne porte pas sur le droit des CE d'adopter une forme d'organisation exécutive fédéraliste, il ne concerne pas les décisions particulières prises par les autorités des différents États membres dans des cas particuliers. Dans leur première communication, les États-Unis ont donné un certain nombre d'exemples pour montrer le manque d'uniformité dans l'application de la législation douanière dans les CE. Dans leur première communication, les CE traitent ces cas non pas comme des exemples, mais comme des questions faisant réellement l'objet du différend. Les États-Unis ne font pas valoir que telle ou telle marchandise devait être classée ou évaluée d'une manière ou d'une autre. Ils font en revanche valoir que le système en place pour

l'application de la législation douanière dans les CE n'assure pas l'uniformité qui est prescrite à l'article X:3 a).

4.344 Dans leur première communication, les États-Unis ont relevé l'obligation d'application uniforme dans l'article X:3 a) et ont expliqué la portée de cette obligation en suivant les règles coutumières d'interprétation des traités du droit international public. En particulier, les États-Unis ont examiné le sens ordinaire du dispositif de l'article X:3 a) dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994. En appliquant cette règle, les États-Unis ont établi que la question pertinente était de savoir si les CE géraient, menaient ou mettaient en œuvre leur législation douanière d'une manière qui était identique dans des circonstances ou des endroits différents, ou à des moments différents. Les États-Unis ont aussi examiné le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, qui a confirmé cette interprétation de la notion d'application uniforme.

4.345 Dans leur première communication, les CE éludent totalement le sens ordinaire du dispositif de l'article X:3 a). Témoin, leur analyse dans la section intitulée "signification de l'expression "application uniforme"" ne traite en fait pas de la signification d'"application uniforme". Elle traite à la place des prétendues limitations à l'obligation d'application uniforme. Ainsi, les CE affirment que l'obligation d'application uniforme doit être tempérée par les "réalités pratiques", qu'"un degré minimal d'absence d'uniformité est *de facto* inévitable" et que l'"uniformité ne peut être évaluée uniquement sur la base d'un mode général d'administration douanière".

4.346 Les CE non seulement donnent une explication de l'expression "application uniforme" qui ne décrit pas le sens ordinaire de ces mots, mais elles imposent aussi des limitations qui videraient pratiquement de sens l'obligation d'application uniforme. Par exemple, les CE parlent d'une limitation liée aux "réalités pratiques", mais n'indiquent aucun critère qui pourrait permettre d'évaluer cette limitation. De même, tout en affirmant qu'"un degré minimal d'absence d'uniformité est *de facto* inévitable", elles ne proposent aucun critère pour évaluer le degré d'absence d'uniformité pouvant exister sans que l'article X:3 a) soit enfreint.

4.347 De plus, l'affirmation des CE selon laquelle l'absence d'uniformité n'est inadmissible que lorsqu'elle correspond à un mode général est tout à fait déplacée. Les CE tirent cet argument de deux rapports qui ne sont pas du tout pertinents. Tout d'abord, elles prétendent s'appuyer sur le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Volailles*. Or la question pertinente dans cette affaire n'était pas le sens de l'expression "application uniforme", mais le point de savoir si l'article X était un tant soit peu applicable à une licence d'importation particulière délivrée au sujet d'une expédition particulière.

4.348 De même, dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* sur lequel s'appuient les CE, le Groupe spécial n'a pas abordé la question de savoir ce que signifiait l'expression "application uniforme". Il ressort clairement de la phrase qui précède immédiatement l'extrait sur lequel les CE s'appuient que la question pertinente était de savoir si "la mesure antidumping définitive qui [était] soumise [au Groupe spécial] dans [ce] différend [pouvait] être considérée comme une mesure d'"application générale"".

4.349 Point encore plus important, aucun des rapports sur lesquels les CE tentent de s'appuyer ne concernait la question soulevée dans le présent différend, à savoir l'absence d'uniformité géographique dans l'application de la législation douanière d'un Membre. Quelle que soit la pertinence que peut avoir dans d'autres contextes le fait de montrer une absence générale d'uniformité, les CE n'ont pas démontré que cela était pertinent pour établir une infraction à l'article X:3 a) sur la base d'une absence d'uniformité géographique.

4.350 Les autres arguments des CE visant à restreindre l'obligation d'application uniforme sont de même viciés. Par exemple, les CE considèrent que la distinction entre la substance des lois douanières et leur application est "d'une grande importance en l'espèce". La signification que les CE

attachent apparemment à cette distinction est que les différences entre les lois des États Membres – par exemple, dans le domaine des sanctions – vont au-delà du champ de l'article X:3 a), car ce sont des différences qui touchent à la substance et non à l'application.

4.351 Le problème est que cet argument fait abstraction des différentes formes que peut prendre l'application. Il part de l'hypothèse que les lois ne peuvent pas être des instruments qui appliquent d'autres mesures. Or cette hypothèse est totalement erronée. Les lois douanières peuvent être appliquées par des instruments qui sont eux-mêmes des lois. C'est le cas des lois prévoyant des sanctions qui sont des instruments qui permettent d'appliquer les lois douanières en imposant le respect de ces lois. Dans la mesure où les différents États membres des CE utilisent des sanctions différentes pour faire respecter les lois douanières des CE, ils appliquent les lois douanières des CE d'une manière non uniforme.

4.352 Cette dernière observation est étayée par le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*. Dans ce différend, les CE avaient contesté pour des raisons d'incompatibilité avec l'article X:3 a) une mesure de l'Argentine qui permettait à des personnes privées d'assister aux procédures de dédouanement à l'exportation de certaines marchandises. La défense de l'Argentine reposait en partie sur l'argument selon lequel la plainte des CE portait en réalité sur la substance de la mesure et non sur son application. En rejetant l'argument de l'Argentine, le Groupe spécial a déclaré ce qui suit: "Il est évident qu'un Membre de l'OMC peut contester la substance d'une mesure au titre de l'article X. La question pertinente est celle de savoir si la substance d'une telle mesure est de nature administrative ou si, au contraire, elle implique des questions de fond qu'il est plus approprié de traiter au regard d'autres dispositions du GATT de 1994. … S'il n'est pas possible de contester la substance d'une règle, même lorsque celle-ci est de nature administrative, on ne voit pas très bien ce qui pourrait être contesté au titre de l'article X. …"

4.353 De même, dans le présent différend, la distinction établie par les CE entre la substance et l'application viderait de sens l'article X:3 a). En qualifiant toutes les lois, tous les règlements et toutes les règles se rapportant aux questions douanières de mesures de fond, les CE placeraient toutes les lois, tous les règlements et toutes les règles qui sont des instruments d'administration douanière en dehors du champ des disciplines dont les Membres sont convenus à l'article X:3. Il est contraire à la logique de dire qu'une obligation découlant du GATT peut être éliminée du simple fait d'une telle qualification.

4.354 Dans la deuxième partie de son argumentation, les CE contestent l'affirmation selon laquelle il y a, dans l'application de la législation douanière, des divergences entre les autorités des États membres et qu'elles ne sont pas systématiquement conciliées par les CE. Dans notre première communication, nous avons démontré ce point en présentant des éléments de preuve de ce que les CE elles-mêmes admettaient, des déclarations de négociants et des exemples de cas particuliers dans lesquels il y avait eu des divergences. La réponse des CE n'a pas réfuté ces éléments de preuve.

4.355 Quant à ce que les CE ou les fonctionnaires des CE admettent, les CE ne nient pas la véracité des déclarations faites; tout au plus, les minimisent-elles. Par exemple, une déclaration du Commissaire européen chargé de la fiscalité et de l'union douanière dans laquelle celui-ci reconnaissait que le Code des douanes communautaire "pouvait aboutir à une application divergente des règles communes" est sommairement écartée par les CE au motif qu'elle "reflète le processus continu de réforme et de révision de la législation douanière communautaire". Les déclarations dans lesquelles la Cour des comptes des CE identifie des problèmes systémiques pour concilier l'application divergente des lois concernant la valeur en douane sont de même repoussées comme étant "l'expression des vues d'une institution communautaire". Les éléments admis par les CE dans le contexte d'un autre différend récent – *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés* – au sujet des difficultés institutionnelles pour superviser les

divergences concernant les renseignements tarifaires contraignants délivrés par les différents États membres ne sont pas du tout reconnus.

4.356 Contrairement aux CE, les États-Unis trouvent que les déclarations des institutions et des fonctionnaires des CE sont particulièrement pertinentes en l'espèce. Ces déclarations sont des témoignages francs de la manière dont le système d'administration de la législation douanière fonctionne, faits par des personnes qui occupent des fonctions leur permettant d'avoir les renseignements et l'expérience nécessaires pour savoir de quoi il retourne. Il est indéniable que le message global est qu'il y a un problème d'application divergente et qu'il n'y a aucun mécanisme pour concilier systématiquement les divergences.

4.357 La façon dont les CE traitent les exemples cités par les États-Unis ne parvient pas davantage à réfuter cet argument. Par exemple, dans leur première communication, les États-Unis donnent un exemple concernant le classement divergent des moniteurs ACL. Les États-Unis ont noté qu'un règlement du Conseil de l'Union européenne prévoyait la suspension des droits pour certains moniteurs de ce type, mais que les États membres continuaient d'appliquer des classements différents à d'autres moniteurs. En particulier, les États-Unis ont noté que les Pays-Bas continuaient de classer les moniteurs dont la diagonale d'écran excédait 19 pouces comme des moniteurs vidéo, tandis que d'autres États membres les classaient comme des moniteurs d'ordinateur. Les CE répondent laconiquement que le classement des autorités hollandaises "est conforme à la NC, comme l'a confirmé le Comité du Code des douanes".

4.358 Cette réponse est très révélatrice pour au moins trois raisons. Premièrement, elle ne nie pas l'existence d'une divergence entre les autorités des États membres en l'espèce. Deuxièmement et dans le même ordre d'idée, en qualifiant le classement hollandais de "conforme" à la NC, les CE laissent entendre que plusieurs classements peuvent être "conformes" à la NC. C'est précisément ce qu'entend montrer l'exemple: lorsque plusieurs classements sont "conformes" à la NC, les CE ne prévoient pas de mécanisme permettant de concilier systématiquement les différents classements adoptés par les autorités des différents États membres. Troisièmement, la conclusion du Comité du Code des douanes selon laquelle le classement hollandais serait "conforme" n'est pas en elle-même conforme à la note de chapitre pertinente du Tarif douanier commun. Plus précisément, la conclusion du Comité interdirait le classement d'un moniteur dans la catégorie des moniteurs d'ordinateur (sous la position tarifaire 8471) à moins qu'un importateur ne puisse démontrer qu'il doit "uniquement être utilisé avec une machine automatique de traitement de l'information" – un ordinateur. Toutefois, d'après les notes de chapitre du tarif pertinent, un moniteur pourrait être classé comme un moniteur d'ordinateur s'il est "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information". Le fait pour les autorités des États membres d'avoir à concilier des notes relatives au Tarif douanier commun qui disent une chose et une conclusion du Comité du Code des douanes qui dit quelque chose de totalement différent n'est guère propice à une application uniforme.

4.359 Pour prendre un autre exemple, dans leur première communication, les États-Unis ont décrit, à titre indicatif, le cas d'application différenciée des règles sur la valeur en douane des CE concernant la société Reebok International Limited. Les États-Unis ont décrit une situation dans laquelle les autorités des différents États membres sont parvenues à des conclusions différentes sur le point de savoir si les contrats conclus par RIL avec des fournisseurs non ressortissants des CE établissaient une influence dominante aux fins de la valeur en douane, et les institutions communautaires n'ont pas concilié les divergences. Les CE rejettent cet exemple qu'elles jugent "relativement complexe" et affirment sans autre explication que, après avoir examiné la question, le Comité du Code des douanes "n'a pas établi l'existence d'une incompatibilité avec le droit communautaire ou une absence d'uniformité entre les États membres des CE". Les CE indiquent ensuite que "le Comité du Code des douanes ne remplace pas les mécanismes de recours normaux devant les tribunaux nationaux".

4.360 Cette réponse est importante pour au moins deux raisons. Premièrement, les CE ne nient pas les faits essentiels tels qu'ils sont décrits dans la première communication des États-Unis. Elles se bornent à les qualifier de "complexes" et à indiquer que le Comité du Code des douanes n'a pas constaté une absence d'uniformité. Deuxièmement, en soulignant que "le Comité du Code des douanes ne remplace pas les mécanismes de recours normaux devant les tribunaux nationaux", les CE renforcent en fait l'élément central de l'argument des États-Unis: il n'y a aucun mécanisme communautaire pour assurer une application uniforme. En tout état de cause, les CE admettent volontiers, dans de nombreux autres passages de leur première communication, que des divergences existent entre les États membres.

4.361 Dans la troisième partie de leur argumentation, les CE contestent l'idée qu'il n'existe pas de mécanisme communautaire pour assurer l'application uniforme de la législation douanière des CE. Dans leur première communication, les États-Unis ont démontré que la législation douanière dans les CE était appliquée par les autorités de 25 États membres différents, ce qui entraînait des divergences dans l'application et qu'aucune institution communautaire n'existait pour concilier systématiquement ces divergences. Pour démontrer ce dernier point, les États-Unis se sont intéressés au rôle joué par la Commission et la Cour de justice dans les questions se rapportant à l'administration des douanes. Les États-Unis se sont intéressés à ces deux institutions parce que les CE avaient affirmé à l'ORD que l'application uniforme était assurée grâce au fonctionnement de ces deux institutions. Les États-Unis ont montré que ni l'une ni l'autre ne fonctionnent d'une manière qui aboutisse à une application uniforme. L'examen que les États-Unis ont mené sur le rôle de la Commission les a logiquement conduit à s'intéresser au Comité du Code des douanes qui, comme les CE le reconnaissent, "fait partie intégrante du processus réglementaire de la Communauté".

4.362 Comme le Comité fait partie intégrante du processus, il est important de comprendre comment il fonctionne. Les États-Unis ont démontré que divers aspects du fonctionnement du Comité le rendaient inefficace en tant que mécanisme chargé d'assurer systématiquement l'uniformité de l'application de la législation douanière. Il s'agit entre autres choses de l'absence de tout droit pour un négociant affecté par l'application de la législation par un État membre d'adresser une requête au Comité et la difficulté d'obtenir des réponses à des questions techniques donnant lieu à des divergences dans l'administration douanière des États membres lorsque ces réponses doivent avoir l'aval des représentants des 25 États membres à la majorité qualifiée.

4.363 En ce qui concerne la CEJ, les États-Unis ont démontré que les limitations qui restreignent la capacité de faire examiner des questions par la CEJ, les barrières procédurales qui doivent être franchies pour ce faire et les délais nécessaires pour obtenir des réponses de la CEJ font que cette institution est elle aussi un mécanisme inefficace pour assurer systématiquement l'uniformité de l'application de la législation douanière.

4.364 Les CE contestent la manière dont les États-Unis conçoivent le fonctionnement des lois et institutions communautaires et affirment qu'en cherchant à identifier les mécanismes des CE qui assurent l'uniformité de l'application, les États-Unis se sont concentrés à tort sur le Comité du Code des douanes et n'ont pas accordé suffisamment d'attention aux principes du droit communautaire ainsi qu'aux institutions et instruments d'application des CE. Le principal problème posé par cet argument est qu'un examen plus poussé montre que les différents éléments qui, selon les CE, contribuent à l'application uniforme ne forment pas un mécanisme aboutissant systématiquement à une application uniforme car l'application est en premier lieu du ressort des autorités de 25 États membres différents.

4.365 Par exemple, les CE se réfèrent à l'existence de lois de fond détaillées. Mais les lois de fond détaillées n'assurent certainement pas elles-mêmes une application uniforme. De fait, les CE elles-mêmes soulignent la distinction entre le fond et l'application. De plus, l'inventaire des cas d'application divergente figurant dans le rapport de la Cour des comptes des CE sur la valeur en

douane (pièce US-14) montre que des lois détaillées ne remplacent pas elles-mêmes une application uniforme.

4.366 Dans d'autres cas, les mécanismes indiqués par les CE correspondent à un idéal d'application uniforme auquel les CE aspirent. Par exemple, les CE font référence au "devoir de coopération" énoncé à l'article 10 du Traité CE. Elles attachent aussi de l'importance aux principes de la primauté et de l'effet direct qu'elles considèrent comme des notions "essentielles pour l'application effective et uniforme du droit communautaire". Toutefois, l'on ne peut tenir pour établi que, du fait du devoir de coopération ou des notions de primauté et d'effet direct, l'application est nécessairement uniforme. De fait, ces principes ne répondent pas à la question de savoir ce qui se passe lorsque la législation des CE elle-même permet que l'application se fasse de plusieurs manières.

4.367 Les CE décrivent un autre instrument permettant d'assurer l'application uniforme, à savoir la capacité qu'ont les négociants d'adresser leurs préoccupations à la Commission ou aux représentants des États membres, qui à leur tour peuvent ou non les adresser au Comité du Code des douanes. Comme les CE elles-mêmes le reconnaissent, ni la Commission ni les représentants des États membres ne sont tenus de soumettre une question donnée au Comité.

4.368 Les CE soulignent aussi le rôle des recours devant les tribunaux nationaux, assortis de la possibilité des renvois préjudiciels devant la CEJ, en tant que moyen d'assurer l'application uniforme. Lorsqu'un négociant se trouve face à un manque d'application uniforme, il a la possibilité de déposer un recours contre une ou plusieurs mesures divergentes devant un tribunal national qui (lorsqu'il ne s'agit pas d'un tribunal dont les décisions ne sont pas susceptibles d'appel) peut ou non présenter une demande de décision préjudicielle à la CEJ. Même lorsque le tribunal présente une demande de décision préjudicielle à la CEJ, il faut parfois des années avant que la question ne soit tranchée.

4.369 En résumé, lorsqu'un négociant décèle un manque d'application uniforme, il n'a pas le droit de former un recours devant une institution des CE pour corriger ce manque d'uniformité. Il doit à la place utiliser "les mécanismes de recours normaux devant les tribunaux nationaux" en espérant que le manque d'uniformité finira ainsi par être éliminé. L'argument selon lequel le mécanisme de recours normal est un instrument clé de l'application uniforme est remarquable pour au moins trois raisons. Premièrement, l'action en justice est un outil particulièrement compliqué pour parvenir effectivement à l'uniformité d'application au jour le jour qui est envisagée à l'article X:3 a). Deuxièmement, l'affirmation des CE à cet égard est en contradiction avec leur autre affirmation – relative à l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 b) – selon laquelle l'obligation d'application uniforme et l'obligation de prévoir des voies de recours contre des mesures administratives sont des obligations distinctes n'ayant aucun lien inhérent entre elles. En l'espèce, les CE indiquent qu'elles sont intrinsèquement liées. Troisièmement, l'accent mis par les CE sur les mécanismes de recours normaux ne règle pas la question essentielle qui est de savoir ce qui se passe si un tribunal national ou, éventuellement, la CEJ estime que tant la mesure administrative qui fait l'objet d'un recours que la mesure administrative divergente à laquelle elle est comparée sont compatibles avec la disposition applicable de la législation douanière communautaire. En d'autres termes, les CE ne disent pas, et ne peuvent pas dire, que le manque d'uniformité en soi est un motif pour former un recours contre une mesure administrative et rectifier une mesure administrative. Ainsi, l'importance que les CE accordent au droit d'un négociant d'utiliser les "mécanismes de recours normaux" ne répond pas vraiment à la question de savoir comment le manque d'uniformité est éliminé lorsque la législation des CE permet la coexistence de deux ou plusieurs mesures non uniformes.

4.370 Dans le même ordre d'idée, la référence des CE au pouvoir qu'a la Commission d'engager des procédures pour infraction contre les États membres qui violent le droit communautaire n'est guère pertinente. Il peut y avoir des cas où la divergence dans l'application du droit communautaire est tellement importante qu'elle donne lieu à une procédure pour infraction. Mais cet outil extraordinaire

ne peut guère servir à assurer l'uniformité d'application lorsque des pratiques divergentes ne donnent pas lieu à des violations du droit communautaire.

4.371 En résumé, une grande partie de l'argumentation des CE consiste à donner de l'application de la législation douanière dans les CE une image dans laquelle divers instruments se conjuguent pour assurer l'uniformité. Mais après un examen plus poussé, l'on constate que les différents éléments de cette image ne forment pas un mécanisme assurant la conciliation systématique des divergences entre les autorités douanières des États membres. Ce qui fait cruellement défaut dans cette image, c'est un quelconque mécanisme communautaire pour concilier systématiquement les divergences entre les mesures administratives prises par les États membres.

4.372 Le quatrième élément de l'argumentation des CE consiste à dire que certaines divergences dans la pratique des États membres – en particulier les dispositions relatives aux sanctions et les procédures de vérification – ne sont pas du tout des questions se rapportant à l'application de la législation douanière communautaire. Les CE considèrent que ces questions font partie du droit administratif général des différents États membres. Il s'ensuit, suivant le raisonnement des CE, que celles-ci n'ont aucune obligation au titre de l'article X:3 a) en ce qui concerne ces questions. D'après les CE, la seule obligation énoncée à l'article X:3 a) s'applique aux différents États membres dans lesquels les lois en cause s'appliquent.

4.373 En suivant la logique des CE, on pourrait écarter presque toute obligation au titre de l'article X:3 a). Lorsqu'une divergence d'application prendrait la forme de mesures différentes applicables dans des régions différentes sur le territoire d'un Membre, ce Membre pourrait qualifier ces mesures de législation de fond et non d'instruments d'application de la législation douanière et éviter ainsi complètement l'obligation énoncée à l'article X:3 a). Le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* a mis à jour un argument similaire et l'a rejeté.

4.374 L'argument présenté par les CE dans le présent différend est encore plus préoccupant que l'argument rejeté par le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, parce que les CE laissent entendre que l'obligation d'application uniforme ne s'étend pas nécessairement jusqu'aux limites territoriales de chaque Membre de l'OMC. D'après les CE, l'obligation est évolutive. Quelle que soit la loi particulière appliquée, l'obligation ne vaut que dans les limites du territoire visé par ladite loi. Suivant ce raisonnement, il n'y a aucune obligation d'application uniforme d'une région à une autre ou même d'une localité à une autre.

4.375 Cet argument n'a aucun fondement dans l'article X:3 a). Cet article s'applique à "chaque Membre". Comme les autres obligations dans le cadre du GATT, l'obligation d'application uniforme est une obligation imposée au Membre. Il n'y a pas d'obligation distincte pour chaque région ou localité différente à l'intérieur du territoire d'un Membre. S'il en allait autrement, tout cas d'application géographique non uniforme pourrait être justifié simplement en subdivisant le territoire du Membre et en traitant chacune des subdivisions séparément aux fins de l'article X:3 a).

4.376 Il est très surprenant que les CE considèrent que les dispositions relatives aux sanctions et les procédures de vérification ne relèvent pas du champ de l'article X:3 a). Ces instruments sont essentiels dans la manière dont les règles douanières de fond sont appliquées. Le fait que les sanctions sont un outil déterminant pour appliquer d'autres lois est expressément reconnu dans la Résolution du Conseil sur les sanctions qui figure dans la pièce EC-41.

4.377 Les CE affirment aussi que les sanctions ne relèvent pas du champ de l'article X:3 a) parce qu'elles se rapportent à "des mesures illégitimes et non au commerce légitime". Cet argument présente de manière erronée à la fois l'article X et la notion de sanctions. L'article X ne fait pas la distinction que les CE établissent entre le commerce légitime et illégitime. Quand bien même il ferait une telle distinction, il n'est pas vrai que les sanctions s'appliquent uniquement au commerce

illégitime. L'affaire *de Andrade* citée dans la première communication des États-Unis est un parfait exemple de l'application d'une sanction dans le cadre d'un commerce légitime. La seule infraction en l'espèce était que le dédouanement des marchandises n'avait pas été effectué dans le délai spécifié dans le Code des douanes communautaire.

4.378 Les CE font valoir à titre subsidiaire que même si l'article X:3 a) ne s'applique pas aux sanctions, les principes fondamentaux du droit communautaire garantissent que les sanctions satisfont aux prescriptions relatives à l'application uniforme. Les principes fondamentaux auxquels les CE font référence sont les prescriptions voulant que les sanctions aient un caractère "effectif, proportionné et dissuasif". Mais ces mêmes principes généraux permettent l'existence d'un large éventail de pratiques adoptées par les États membres. Comme les CE elles-mêmes le reconnaissent, "certaines infractions peuvent être considérées dans un État membre comme un délit grave passible de l'emprisonnement, alors que dans un autre État membre le même acte pourra n'entraîner – tout au plus – qu'une légère amende".

4.379 Le même vice se retrouve dans l'examen des vérifications douanières effectué par les CE. Dans leur première communication, les États-Unis ont attiré l'attention sur d'importantes divergences dans les pratiques de vérification qui ont été répertoriées dans le rapport de la Cour des comptes des CE. En ce qui concerne les sanctions, les CE affirment laconiquement que "la question des vérifications ne fait pas partie des procédures douanières et ne concerne donc pas l'application de la législation douanière en tant que telle". Les CE n'indiquent à aucun moment le fondement de cette assertion, qui est totalement erronée. Les vérifications, comme les sanctions, sont des éléments essentiels dans l'application des législations fondamentales en matière douanière.

4.380 Dans leur première communication, les États-Unis ont expliqué, en ce qui concerne les vérifications, que les autorités de certains États membres donnaient aux négociants des avis contraignants en matière d'évaluation qui pouvaient être invoqués dans des transactions ultérieures, alors que d'autres ne le faisaient pas. Les CE rejettent cette observation en indiquant que "la question de savoir si ces avis peuvent être juridiquement contraignants relève du droit administratif général des États membres". Par un simple acte de qualification, les CE prétendent de nouveau soustraire une question à l'examen effectué au titre de l'article X:3 a). Pour les États-Unis, rien ne permet d'étayer l'affirmation selon laquelle les différentes approches des États membres en ce qui concerne les avis donnés en matière d'évaluation ne sont pas "importantes du point de vue de l'article X:3 a)".

4.381 Les États-Unis passent enfin à l'argument des CE concernant l'article X:3 b). Dans leur première communication, les États-Unis ont démontré que les CE n'avaient pas de tribunaux ni de procédures afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Les différents États membres ont des entités afin de réviser les décisions douanières, mais l'existence de ces entités ne satisfait pas à l'obligation qui est faite aux CE, en tant que Membre de l'OMC à part entière. Les États-Unis ont fait valoir que l'obligation énoncée à l'article X:3 b) devait être interprétée à la lumière de son contexte, qui inclut l'article X:3 a), et que la fragmentation de la révision des décisions douanières à travers le territoire d'un Membre était contraire à l'obligation d'application uniforme énoncée dans cette disposition.

4.382 Il est particulièrement surprenant que les CE affirment qu'il n'y a aucun lien entre les alinéas a) et b) de l'article X:3 et aucune obligation d'interpréter le deuxième à la lumière du premier, vu l'explication qu'elles ont donnée de la manière dont l'uniformité est assurée dans l'application de la législation douanière dans les CE. Un thème développé tout au long de la première communication des CE consiste à dire que les recours qui peuvent être formés contre des décisions douanières devant des tribunaux nationaux, associés à la possibilité qu'ont les tribunaux nationaux de présenter des demandes de décisions préjudicielles à la CEJ, constituent un instrument essentiel pour assurer l'application uniforme de la législation douanière. En d'autres termes, dans leur argumentation concernant l'article X:3 a), les CE affirment effectivement que les révisions des décisions douanières

et l'application de la législation douanière sont étroitement liées. Cette position vient corroborer le fait d'interpréter l'obligation de prévoir des révisions des décisions douanières à la lumière de l'obligation d'appliquer la législation douanière d'une manière uniforme.

4.383 De plus, les CE ont tout simplement tort d'affirmer que l'article X:3 "n'établit aucun lien" entre les alinéas a) et b). La deuxième phrase de l'alinéa b) indique expressément que les décisions des tribunaux ou des procédures maintenus ou institués conformément audit alinéa "régiront la pratique" "des organismes chargés de l'application des mesures administratives". L'application des mesures administratives est quant à elle visée à l'alinéa a).

4.384 L'affirmation des CE selon laquelle l'utilisation du pluriel à l'article X:3 b) "permet manifestement" le maintien en vue de la révision de tribunaux distincts couvrant différentes parties du territoire d'un Membre est également erronée. L'utilisation du pluriel à l'article X:3 b) pourrait permettre à un Membre de maintenir éventuellement différentes entités pour différents types de révisions. Par exemple, un Membre pourrait prévoir un tribunal administratif pour les révisions des décisions en matière de classement et d'évaluation et un tribunal judiciaire distinct pour les révisions des décisions relatives aux sanctions. Cette interprétation donne effet à l'utilisation du pluriel à l'article X:3 b) sans aller à l'encontre de l'obligation d'interpréter cette disposition à la lumière du contexte de l'article X:3 a).

4.385 Enfin, les CE affirment qu'elles satisfont à l'obligation énoncée à l'article X:3 b), parce que les tribunaux des États membres sont des tribunaux communautaires lorsqu'il s'agit de l'application et de l'interprétation du droit communautaire. Pour étayer cette affirmation, les CE se réfèrent au rapport du Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (États-Unis)*. En l'espèce, le Groupe spécial a constaté que dans l'exercice de certaines fonctions exécutives, les autorités des États membres "agiss[aient] *de facto* en tant qu'organes de la Communauté". Sans fournir aucune explication, les CE affirment que le raisonnement du Groupe spécial dans ce différend s'applique avec le même poids aux autorités judiciaires des États membres exerçant des fonctions juridictionnelles.

4.386 L'affirmation des CE ne découle en fait pas de la déclaration qu'elles tirent du rapport du Groupe spécial. Premièrement, la question soulevée alors était radicalement différente de celle qui est soulevée ici. La question d'alors n'avait absolument rien à voir avec les obligations des CE; elle concernait les obligations des différents États membres. Il s'agissait de savoir si un État membre donné qui exécutait un règlement des CE d'une manière établissant une discrimination entre des ressortissants d'autres États membres des CE, d'une part, et des ressortissants d'États non membres des CE, d'autre part, violait l'obligation de traitement de la nation la plus favorisée. Compte tenu de ce contexte extrêmement différent, il est impossible d'extrapoler pour passer de la constatation formulée dans ce différend à la question soulevée dans le présent différend.

4.387 Deuxièmement, la nature de l'obligation énoncée à l'article X:3 b) est telle que cette obligation ne peut être exécutée d'une manière fragmentée sur le plan géographique dans un seul Membre, comme les CE. L'on ne saurait poser en principe que le fait qu'un groupe spécial a reconnu que les autorités *exécutives* des États membres étaient *de facto* des autorités des CE pour une fonction particulière dans le contexte d'une obligation particulière découlant de l'OMC signifie qu'un autre groupe spécial doit reconnaître que les autorités *judiciaires* des États membres sont *de facto* des autorités des CE pour une fonction différente dans le contexte d'une obligation totalement différente découlant de l'OMC.

4.388 En résumé, le fait que les CE peuvent considérer que les tribunaux des États membres agissent comme des tribunaux des CE *de facto* lorsqu'ils interprètent et appliquent le droit communautaire ne signifie pas que les CE elles-mêmes maintiennent les tribunaux ou procédures requises à l'article X:3 b). Il n'en reste pas moins que les tribunaux des États membres interprètent et appliquent le droit sur le territoire de leurs États membres respectifs. Ils ne peuvent lier les

organismes administratifs qu'à l'intérieur de leurs États membres respectifs. Cet arrangement ne satisfait pas à l'obligation des CE au titre de l'article X:3 b).

D. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. La portée de l'affaire

a) La portée constitutionnelle de l'affaire pour les CE

4.389 L'action engagée par les États-Unis constitue une atteinte sans précédent aux principes fondamentaux de l'ordre juridique communautaire. En contestant l'intervention des autorités douanières des États membres des CE dans l'application de la législation douanière communautaire, ils demandent au fond aux CE d'établir une administration communautaire des douanes. Cela va à l'encontre du principe du fédéralisme exécutif applicable dans l'ordre juridique communautaire, qui veut que le droit communautaire soit généralement mis en œuvre par l'intermédiaire des autorités des États membres.

4.390 De même, l'allégation des États-Unis que les CE sont obligées d'assurer un contrôle juridictionnel par l'intermédiaire de "tribunaux au niveau communautaire" est diamétralement opposée à un principe structurel fondamental du système judiciaire communautaire, dans lequel le contrôle juridictionnel des décisions des autorités des États membres est assuré par les tribunaux des États membres. Ainsi, sur le seul fondement de l'article X:3 b) du GATT, les États-Unis exigent en fait des CE qu'elles entreprennent de bouleverser totalement leur système judiciaire, opération qui ne saurait être réalisée sans modification des traités fondateurs des CE.

4.391 Les CE tiennent à souligner qu'elles connaissent et respectent pleinement leurs obligations au regard de l'article X du GATT. Elles ne prétendent pas être le moins du monde soumises en vertu de l'article X du GATT à d'autres obligations que les autres Membres de l'OMC ou à des obligations moindres. Elles n'en estiment pas moins que leurs arrangements constitutionnels régissant l'application de leur législation douanière, et la révision des décisions douanières, sont pleinement compatibles avec les Accords de l'OMC. De fait, ces accords respectent et défendent l'autonomie constitutionnelle des Membres de l'OMC. Il est donc extrêmement préoccupant qu'en l'espèce des arrangements constitutionnels fondamentaux soient, en tant que tels, l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC.

4.392 De fait, avec cette contestation, les États-Unis comptent, semble-t-il, que les CE vont établir une administration et un tribunal des douanes analogues à ceux qui existent aux États-Unis. Aux yeux des CE, rien à l'article X:3 du GATT ne les y autorise en droit. Au surplus, si les CE respectent parfaitement le droit des États-Unis d'opter pour un système centralisé d'administration douanière et de contrôle juridictionnel en la matière, elles considèrent cependant que leur propre choix constitutionnel d'un système reposant sur des principes fédéraux mérite tout autant de respect.

b) L'importance systémique de l'affaire pour l'OMC

4.393 Cette affaire est extrêmement importante pour les Membres de l'OMC en général. En effet, dans les critiques qu'ils formulent à l'encontre de certains instruments de l'administration douanière des CE, les États-Unis adoptent une démarche maximaliste qui a de quoi inquiéter réellement les Membres de l'OMC.

4.394 Avec cette démarche, les États-Unis étendent les obligations juridiques de l'article X:3 du GATT au point de les rendre totalement méconnaissables. En effet, ce qui est en jeu en l'espèce, c'est en substance de savoir si l'article X:3 du GATT devrait devenir le fondement juridique d'une

harmonisation des systèmes d'administration douanière des Membres de l'OMC par le truchement du Mémorandum d'accord.

4.395 Les CE sont catégoriquement d'avis que non. Le Mémorandum d'accord n'est pas un mécanisme d'examen par les pairs à travers lequel puisse être recherché le modèle idéal d'administration douanière. Il a au contraire pour but, selon son article 3:2, de préserver les droits et les obligations découlant pour les Membres des accords visés et d'éviter ainsi que ne soient annulés ou compromis des avantages résultant pour eux desdits accords.

4.396 S'il est nécessaire de se concentrer rigoureusement sur les obligations juridiques, c'est aussi parce qu'il y a un chevauchement entre le présent différend et les négociations en cours sur la facilitation des échanges du Cycle de Doha. D'après une déclaration publique du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, l'un des objectifs essentiels de ce pays dans le présent différend est de faire avancer les négociations de Doha sur la facilitation des échanges, "en faisant pression sur un acteur de premier plan du commerce mondial". On peut trouver un autre exemple de ce mobile politique derrière l'action engagée par les États-Unis dans les recoupements entre des critiques formulées par eux en l'espèce et leurs propres propositions dans le cadre du Cycle de Doha.

4.397 Les CE entendent s'employer sans réserve à assurer le succès des négociations du Cycle de Doha, y compris sur la facilitation des échanges. Toutefois, comme le Japon l'a très justement signalé dans sa communication écrite, les initiatives spécialement destinées à assurer une application uniforme des législations douanières devraient être traitées dans le cadre des négociations de Doha, et non pas par le biais du processus de règlement des différends.

2. L'application uniforme de la législation douanière communautaire

a) Les prescriptions de l'article X:3 a) du GATT

4.398 L'article X:3 a) du GATT exige des Membres de l'OMC qu'ils appliquent les lois et règlements visés à l'article X:1 d'une manière uniforme. Dans leur première communication, les États-Unis exagèrent beaucoup les exigences imposées par l'article X:3 a). Qui plus est, ils ignorent presque complètement la jurisprudence existante sur cette disposition.

4.399 En premier lieu, il est de jurisprudence constante depuis le rapport de l'Organe d'appel en l'affaire *CE – Bananes* que l'article X:3 a) du GATT ne concerne que l'*application* des lois et règlements, et non ces lois et règlements eux-mêmes. C'est là un élément important pour les Membres qui sont dotés d'une structure fédérale et où certaines questions sont réglementées à l'échelon infra-fédéral. Dans les cas où il existe des lois et règlements à ce niveau infra-fédéral, tout ce qu'exige l'article X:3 a) du GATT est que ces textes soient appliqués de manière uniforme dans le secteur où ils sont d'application. L'article X:3 a) du GATT n'impose aucune obligation d'harmoniser les lois infra-fédérales au sein d'un Membre de l'OMC.

4.400 Deuxièmement, l'article X:3 a) du GATT exige seulement des Membres de l'OMC qu'ils appliquent leurs lois et règlements de manière uniforme, mais il est neutre quant aux moyens qu'ils emploient à cette fin. En d'autres termes, l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas précisément les instruments et structures auxquels les Membres de l'OMC devraient avoir recours dans l'application de leur législation douanière. En conséquence, l'article X:3 a) du GATT n'a pas pour but l'harmonisation des lois et pratiques douanières des Membres de l'OMC et ne peut servir de fondement juridique à la recherche d'un tel résultat par le biais du Mémorandum d'accord.

4.401 Troisièmement, comme l'Organe d'appel l'a souligné dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, et comme le Japon l'a également confirmé, l'article X:3 a) du GATT est une disposition établissant des

critères minimaux. C'est une disposition accessoire, qui offre aux Membres de l'OMC certaines garanties minimales d'uniformité dans l'application des lois et règlements douaniers. Dans tous les cas où des disciplines plus précises et plus ambitieuses seraient nécessaires, les obligations correspondantes ont été énoncées dans d'autres dispositions des accords visés.

4.402 Quatrièmement, étant donné que l'article X:3 a) du GATT a le caractère d'une disposition établissant des critères minimaux, la moindre variation mineure dans le droit et la pratique administratifs ne constitue pas un manque d'uniformité contraire à cette disposition. C'est ce qui découle très clairement du rapport du Groupe spécial du GATT *CEE – Pommes de table*, lequel avait jugé que certaines variations entre les États membres des CE dans l'application des procédures de licences d'importation étaient mineures et ne constituaient donc pas une infraction à l'article X:3 a) du GATT. Autrement dit, il y a un certain seuil minimal à l'article X:3 a) du GATT qui implique qu'une variation dans la pratique administrative doit avoir une incidence importante sur l'application de la législation douanière pour être constitutive d'infraction à cette disposition.

4.403 Cinquièmement, il est très important de rappeler les constatations du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* selon lesquelles il n'est pas possible d'établir un manque d'uniformité sur la seule base d'un exemple particulier d'administration. En réalité, comme le Japon l'a expliqué de manière convaincante, il est nécessaire d'établir l'existence d'un *mode* d'application non uniforme ayant une incidence très importante sur la manière dont la législation douanière est appliquée. Cette interprétation de l'article X:3 a) du GATT s'impose d'autant plus que les autorités douanières doivent intervenir dans des situations complexes et qui changent vite, auxquelles il leur faut constamment s'adapter. En outre, les systèmes d'administration douanière sont complexes, et les résultats qu'ils produisent sont déterminés par bien des facteurs, que le Membre de l'OMC considéré ne peut pas tous maîtriser. Lorsque, par exemple, tel ou tel opérateur n'épuise pas tous les recours et les possibilités procédurales que lui offre le système d'un Membre de l'OMC, le manque d'uniformité qui peut en résulter ne saurait être attribué à un défaut de ce système. De même, si un opérateur dans une affaire particulière abuse des possibilités procédurales ou enfreint des dispositions de la législation du Membre en question, cela ne saurait être considéré comme la preuve d'un manque d'uniformité contraire à l'article X:3 a) du GATT.

b) La charge de la preuve

4.404 C'est aux États-Unis qu'il incombe d'établir qu'il existe une absence générale d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE. Or, ils sont très loin de s'acquitter de la charge de cette preuve.

4.405 Les États-Unis ne se sont pas intéressés avant tout à l'application effective de la législation douanière au sein de la Communauté, mais plutôt aux aspects systémiques du système communautaire d'administration douanière. Sur le plan le plus général, ils contestent l'intervention des autorités des États membres des CE dans l'application de la législation douanière communautaire. À un deuxième niveau, ils critiquent le rôle ou la capacité de divers dispositifs et institutions communautaires tels que la Commission européenne, la Cour de justice ou le Comité du code des douanes. Enfin, au niveau de la gestion, ils critiquent aussi divers aspects du système communautaire d'administration douanière, dont la conception du système des RTCE.

4.406 Aucun de ces arguments n'est pertinent pour l'application de l'article X:3 a) du GATT, et aucun d'entre eux ne revient à prouver l'existence d'une absence générale d'uniformité dans l'administration douanière communautaire. Pour ne prendre que le point le plus fondamental, les États-Unis exposent au Groupe spécial que l'intervention des autorités des États membres des CE dans l'application de la législation douanière communautaire est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT parce que "des divergences apparaissent inévitablement". Les CE contestent vigoureusement cette affirmation. Elles tiennent aussi à dire qu'elles sont stupéfaites que les États-Unis aillent

affirmer qu'un élément fondamental de l'ordre juridique communautaire est incompatible avec le GATT sans avancer la moindre preuve de cette assertion.

4.407 En ce qui concerne les instruments et institutions spécifiques du système communautaire, et comme les CE l'ont déjà montré dans leur première communication écrite, les critiques formulées par les États-Unis reposent sur des malentendus ou des déformations de ce système. De plus, l'article X:3 a) du GATT laisse aux Membres de l'OMC une grande latitude pour choisir comment appliquer leur législation douanière, à condition qu'ils le fassent d'une manière uniforme. Partant, les critiques des États-Unis sont hors de propos quand il s'agit d'apprécier si les CE respectent l'article X:3 a) du GATT.

4.408 Au surplus, dans leur première communication écrite, les États-Unis présentent un tableau incomplet et déformé du système communautaire d'administration douanière. À partir de cette présentation défectueuse des faits, ils ne s'occupent que des seuls points précis sur lesquels il leur semble que le système communautaire présente une faiblesse. Or, pour juger s'il y a un défaut dans ce système, il ne suffit pas d'examiner un point ou un instrument particulier pris isolément. Il est nécessaire au contraire, comme le Japon l'a si bien expliqué, de considérer le système communautaire dans son ensemble.

4.409 Sur l'application effective de la législation douanière communautaire, la communication des États-Unis reste pratiquement muette. En substance, les États-Unis présentent au Groupe spécial deux exemples d'absence alléguée d'uniformité en matière de classement tarifaire et un autre exemple concernant l'évaluation en douane. Quand bien même ces cas démontreraient un manque de non-uniformité, un ou deux cas dans un domaine particulier ne constituent guère un échantillon statistiquement significatif sur lequel s'appuyer pour savoir s'il y a une absence générale d'uniformité. Au surplus, comme les CE l'ont démontré dans leur première communication écrite, aucun des exemples invoqués par les États-Unis, qui font tous intervenir des questions d'administration douanière techniquement très complexes, ne prouve en réalité un manque d'uniformité dans l'application qu'elles font de leur législation douanière.

4.410 Aucun fait ne saurait à lui seul illustrer la faiblesse de l'argument des États-Unis plus clairement que la tiédeur avec laquelle a été accueilli l'appel à observations de leur Représentant pour les questions commerciales internationales à la suite de leur demande de consultations dans le présent différend. En réponse à cette invitation, celui-ci n'a reçu que trois communications, dont deux que les États-Unis eux-mêmes ne paraissent pas avoir jugées utiles à leur cause. Les CE en concluraient que s'il y avait effectivement une absence générale d'uniformité significative dans leur pratique, on aurait pu s'attendre à une réaction plus vigoureuse de la part des industriels et négociants intéressés.

4.411 Dans l'ensemble, les États-Unis ne réussissent pas à établir qu'il y a une absence générale d'uniformité dans le système communautaire d'administration douanière.

c) Les allégations des États-Unis

i) Classement tarifaire

4.412 Le premier point sur lequel les États-Unis se plaignent d'un manque d'uniformité est le classement tarifaire. En substance, ils fondent cette allégation sur une critique du rôle de la Cour de justice, ainsi que du système communautaire des renseignements tarifaires contraignants (RTC). De plus, ils donnent deux exemples de classement de produits particuliers qui, prétendent-ils, démontrent un manque d'uniformité dans la pratique des CE.

4.413 Sur les deux questions systémiques, les critiques des États-Unis sont injustifiées. La CEJ, agissant en particulier à travers la procédure de renvoi préjudiciel, joue un rôle important pour assurer

une interprétation et une application uniformes des règles de classement communautaires, et elle continuera à le faire dans l'avenir.

4.414 De même, le système RTC est un outil important pour assurer l'uniformité du classement tarifaire sur tout le territoire communautaire et offrir la sécurité aux opérateurs. Cela dit, les CE ne sont nullement obligées par l'article X:3 a) du GATT de mettre en place un système RTC, et moins encore de le concevoir d'une manière particulière.

4.415 Au surplus, comme le Japon l'a fort justement remarqué, tant la CEJ que le système RTCE ne sont qu'un élément du système de classement des CE. Comme celles-ci l'ont déjà noté, il ne suffit pas, pour voir si elles appliquent les règles de classement d'une manière uniforme, de s'en tenir à deux éléments considérés isolément. Il convient au contraire d'envisager le système communautaire dans son ensemble, en prenant aussi en considération des instruments tels que les règlements concernant le classement, les notes explicatives du SH et les avis de classement, ainsi que les notes explicatives de la Commission.

4.416 Les deux exemples précis donnés par les États-Unis concernent le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures et les moniteurs ACL. Or, aucun des deux ne démontre que la pratique des CE en matière de classement manque d'uniformité. De fait, tous deux font intervenir des problèmes de classement très complexes, au sujet desquels les États-Unis eux-mêmes ont éprouvé certaines difficultés. En conséquence, au lieu de démontrer un manque d'uniformité dans la pratique des CE, ces cas ne font qu'illustrer la complexité technique du classement tarifaire dans le monde d'aujourd'hui, qui évolue rapidement.

ii) Évaluation en douane

4.417 Le deuxième domaine dans lequel les États-Unis prétendent qu'il y a un manque d'uniformité est l'évaluation en douane – mais leur allégation sur ce point est tout aussi gratuite que dans le cas du classement tarifaire.

4.418 Au niveau du système, les États-Unis se plaignent que les CE ne prévoient même pas de règles d'évaluation contraignantes, mais ces plaintes sont injustifiées. Les CE ne sont pas obligées au regard de l'article X:3 a) du GATT de prévoir des décisions contraignantes sur les questions d'évaluation, ni d'ailleurs sur aucune autre.

4.419 Au surplus, il y a des différences structurelles considérables entre le classement tarifaire et l'évaluation en douane, qui expliquent que les CE prévoient des renseignements contraignants en matière de classement tarifaire mais non en matière d'évaluation. En particulier, l'évaluation en douane repose normalement sur la valeur transactionnelle et fait donc entrer en ligne de compte des données qui peuvent varier d'une transaction à l'autre et d'un importateur à l'autre.

4.420 En même temps, les règles communautaires d'évaluation sont fort détaillées et guident les autorités douanières communautaires dans toutes les circonstances où elles s'appliquent. Lorsque des éclaircissements sont nécessaires, ils peuvent prendre la forme de modifications des règles d'évaluation figurant dans le Règlement d'application ou le Code des douanes. En outre, la Commission européenne, le Comité du Code des douanes et la Cour européenne de justice jouent tous un rôle important pour assurer une pratique uniforme en matière d'évaluation.

4.421 Pour étayer leurs allégations, les États-Unis s'appuient essentiellement sur un rapport de 2000 de la Cour des comptes européenne. Or, ce rapport n'apporte rien au soutien de leur thèse. En effet, s'il prouve quelque chose, c'est aussi bien l'aptitude des CE à assurer elles-mêmes l'uniformité dans leur administration douanière. Dans les cas où c'était nécessaire, ce rapport a donné lieu aux mesures voulues de la part des institutions communautaires et il ne constitue donc pas un élément de preuve

pertinent aujourd'hui. De plus, les CE tiennent aussi à signaler que la Cour des comptes n'a aucunement porté de jugements sur le point de savoir si les CE respectaient l'article X:3 a) du GATT, et l'on ne saurait présumer que les points soulevés dans son rapport correspondent concrètement à une infraction aux dispositions du GATT.

4.422 En ce qui concerne la pratique effective, les États-Unis ne présentent qu'un seul exemple, qui concerne un différend en matière de valeur en douane entre Reebok International Limited (RIL) et les autorités douanières espagnoles. Toutefois, il s'agit d'un différend complexe concernant le point de savoir si RIL contrôle certains de ses fournisseurs. La Commission européenne a suivi de très près cette affaire, actuellement en instance devant une juridiction espagnole, et elle l'a aussi évoquée au Comité du Code des douanes. Cela dit, il faut aussi rappeler que ni la Commission ni le Comité ne peuvent se substituer aux mécanismes de recours normaux devant les tribunaux nationaux.

iii) Transformation sous douane et procédure de domiciliation

4.423 Les États-Unis allèguent un manque d'uniformité dans le cas de deux procédures douanières, à savoir la transformation sous douane et la domiciliation. Leurs arguments reposent en l'occurrence sur de mauvaises interprétations et des erreurs de fait.

4.424 Pour ce qui est de la transformation sous douane, la réalité est que la législation douanière communautaire et les directives britanniques et françaises exigent les deux mêmes "conditions économiques" pour l'octroi d'une autorisation de transformation sous douane. Partant, il n'y a pas d'élément tendant à prouver que les autorités douanières communautaires appliquent cette procédure d'une manière non uniforme.

4.425 Sur la procédure de domiciliation, la première communication écrite des États-Unis laisse à désirer sous quatre aspects. Tout d'abord, les États-Unis ne joignent pas une seule pièce à leurs écritures pour illustrer et étayer leur allégation. Ensuite, il ressort de la description donnée dans leur première communication écrite qu'ils ont manifestement mal compris les différentes étapes du processus suivi lorsque des marchandises sont importées en application de cette procédure. Troisièmement, la description que les États-Unis donnent de cette procédure et des prescriptions relatives à la conservation de documents contient des erreurs fondamentales. Enfin, toutes les différences qui pourraient subsister ne revêtent pas un caractère important et ne dépassent donc pas le seuil minimal de l'article X:3 a) du GATT.

iv) Sanctions applicables pour les infractions à la législation douanière

4.426 Dernier point, les États-Unis allèguent aussi que les CE manquent à leurs obligations en n'appliquant pas de manière uniforme les sanctions prévues pour les infractions à la législation douanière. Cette allégation des États-Unis doit être rejetée, et ce, pour trois raisons.

4.427 En premier lieu, les CE considèrent que les dispositions instituant la sanction applicable pour une infraction à la législation douanière ne sont pas elles-mêmes liées à l'application de cette législation et ne tombent donc pas sous le coup de l'article X:3 a) du GATT.

4.428 Deuxièmement, il importe de noter que les sanctions applicables en cas d'infraction à la législation douanière sont énoncées dans les lois et règlements des États membres des CE. En conséquence, ce n'est pas l'application des lois qui varie, ce sont les lois elles-mêmes qui sont différentes. Or, comme les CE l'ont déjà expliqué, il n'y a pas à l'article X:3 a) du GATT d'obligation d'harmoniser les lois applicables dans un Membre de l'OMC à un niveau infra-fédéral.

4.429 Enfin, le droit communautaire prévoit effectivement une harmonisation suffisamment poussée des sanctions applicables pour les infractions à la législation douanière. Comme la Cour européenne

de justice l'a précisé dans sa jurisprudence, il faut que les dispositions régissant les sanctions prises par les États membres soient effectives, proportionnées et dissuasives. Ces principes permettent de préserver suffisamment l'uniformité d'application de la législation douanière sur tout le territoire communautaire.

3. La révision dans les moindres délais des décisions douanières dans la Communauté

a) Les prescriptions de l'article X:3 b) du GATT

4.430 L'article X:3 b) du GATT exige seulement des Membres de l'OMC qu'ils veillent à ce que les décisions administratives se rapportant aux questions douanières soient révisées dans les moindres délais par un tribunal indépendant ou une procédure indépendante. Les États-Unis dénaturent les exigences imposées par l'article X:3 b) du GATT.

4.431 Les CE tiennent à rappeler une fois de plus qu'il est de jurisprudence constante depuis les rapports de l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Bananes* et *CE – Volailles* que l'article X du GATT, et par conséquent l'alinéa b) de son paragraphe 3, n'impose aucune obligation d'harmoniser les lois au sein d'un Membre de l'OMC. Cela signifie que dans les cas où, dans un même Membre de l'OMC, il existe des systèmes distincts de contrôle juridictionnel à un échelon infra-fédéral, l'article X:3 b) du GATT n'exige pas que ces systèmes distincts soient harmonisés. Il exige seulement que, dans chacun de ces systèmes distincts de contrôle juridictionnel, la révision des décisions douanières soit assurée dans les moindres délais.

4.432 De plus, il convient de rappeler que les alinéas a) et b) de l'article X:3 du GATT sont des obligations distinctes. En conséquence, l'article X:3 b), à la différence de l'article X:3 a), ne vise pas les questions d'uniformité, mais exclusivement la révision des décisions douanières dans les moindres délais.

4.433 Il est à noter également que dans les États membres des CE, la révision des décisions douanières s'inscrit actuellement dans le cadre des systèmes généraux de contrôle des décisions administratives en matière de droit administratif ou de droit fiscal. Créer au niveau communautaire une juridiction spécialisée en matière douanière ne ferait donc qu'accentuer, au lieu de l'atténuer, la fragmentation des procédures de contrôle juridictionnel. Cela n'irait pas dans le sens des intérêts des opérateurs, qui, dans cette hypothèse, au lieu de pouvoir s'adresser à des juristes qualifiés pour le contentieux administratif ou fiscal général dans un État membre particulier, devraient faire appel à des spécialistes chevronnés de certaines procédures communautaires.

4.434 En outre, l'article X:3 b) du GATT est neutre quant aux moyens que les Membres de l'OMC emploient pour assurer cette révision dans les moindres délais. En d'autres termes, cette disposition ne prescrit pas les organes ou instruments, structures et délais précis auxquels les Membres de l'OMC devraient avoir recours pour assurer dans les moindres délais la révision des décisions douanières. Ainsi, l'article X:3 b) du GATT n'a pas pour but l'harmonisation des lois des Membres de l'OMC et ne peut servir de base légale à une telle solution par le truchement du Mémorandum d'accord.

b) La charge de la preuve

4.435 C'est aux États-Unis qu'il incombe d'établir que les CE ne garantissent pas la révision dans les moindres délais des décisions douanières. Là encore, comme sur le chapitre de l'uniformité d'application, les États-Unis sont très loin de s'acquitter de la charge de cette preuve.

4.436 Les États-Unis ne se sont pas intéressés avant tout à ce qu'est effectivement la révision des décisions douanières dans les États membres des CE, mais à une question systémique, qui est celle du système judiciaire des CE. Sur le plan le plus général, les États-Unis considèrent que les tribunaux

des États membres des CE n'interviennent pas suffisamment dans la révision des décisions douanières. Ils exposent au Groupe spécial que l'intervention des tribunaux des États membres des CE dans l'application de la législation douanière communautaire est incompatible avec l'article X:3 b) du GATT parce que "la charge que le manque d'uniformité de l'application de la législation douanière impose aux opérateurs ne se trouve pas allégée par le mécanisme des recours". Les CE contestent vigoureusement cette affirmation.

4.437 Sur le fonctionnement effectif du système judiciaire communautaire, la communication des États-Unis demeure quasiment muette. En substance, les États-Unis n'évoquent que les délais de réexamen administratif dans trois États membres des CE, et l'une de ces références n'est même pas exacte.

c) Les allégations des États-Unis

i) L'absence de juridiction douanière communautaire

4.438 La première critique formulée par les États-Unis a trait à la nature du système de contrôle juridictionnel mis en place dans le cadre des CE. Selon eux, l'absence de contrôle à l'échelon communautaire ne fait qu'accentuer les divergences d'interprétation entre les autorités de deux États membres différents.

4.439 Cette interprétation est erronée en ce qu'elle établit un lien injustifié entre les deux alinéas de l'article X:3 du GATT et parce que l'alinéa b) n'exige pas de procédure ou de juridiction centrale comme le Tribunal du commerce international des États-Unis (USCIT) pour les recours contres les décisions administratives en matière douanière. Dans sa communication en qualité de tierce partie, le Japon défend l'interprétation des CE.

4.440 Au surplus, comme les CE l'ont expliqué dans leur première communication, dans les cas où les tribunaux des États membres assurent le contrôle juridictionnel des décisions prises par les autorités douanières des États membres, ils agissent en qualité d'organes des CE, par l'intermédiaire desquels celles-ci s'acquittent de leurs obligations au regard de l'article X:3 b) du GATT. Ce point de vue trouve aussi un soutien dans le récent rapport du Groupe spécial *CE – Indications géographiques et marques (États-Unis)*.

ii) Le manque de promptitude dans la révision

4.441 Le deuxième reproche que les États-Unis font au système communautaire est de ne pas garantir la révision des décisions douanières dans les moindres délais.

4.442 Avant tout, cette allégation des États-Unis repose sur la divergence entre trois États membres des CE en ce qui concerne le délai maximal du réexamen administratif. Toutefois, les renseignements qu'ils donnent à propos des Pays-Bas ne sont pas entièrement exacts. La disposition 6.2.7 du Règlement d'application de la Loi générale néerlandaise sur les impôts prévoit que les autorités fiscales, qui comprennent les autorités douanières, se prononceront en principe sur toutes les contestations dans un délai de six semaines. Selon cette même disposition, le délai légal d'une année, qui est prévu par une loi distincte, ne doit être appliqué que dans des cas exceptionnels comme celui de plaintes collectives ou lorsque le plaignant ne se montre pas suffisamment coopératif.

4.443 Deuxièmement, dans leur première communication écrite, les États-Unis allèguent que les délais de réexamen administratif peuvent être très variables selon les États membres des CE. Toutefois, ils ne fournissent aucun élément qui tende effectivement à prouver leur dire. Il convient en particulier de ne pas oublier que les délais évoqués par les États-Unis sont de simples maximums et ne renseignent donc pas nécessairement sur la durée effective des réexamens administratifs.

4.444 Les CE ont déjà expliqué que l'article X:3 b) du GATT n'impose pas d'obligation d'harmoniser. Au demeurant, le fait qu'un État membre des CE prévoit un délai d'un an au lieu des trois mois retenus par un autre État membre ne signifie pas que le premier ne garantisse pas la révision dans les moindres délais.

4.445 Même aux États-Unis, le délai maximal légal pour trancher les contestations est de deux ans. Les États-Unis n'expliquent pas pourquoi ce délai maximal serait compatible avec l'article X:3 b) du GATT alors que les délais plus courts prévus dans certains États membres des CE ne le seraient pas. Autre exemple encore, il est instructif aussi de considérer la pratique du Tribunal du commerce international des États-Unis. Dans trois affaires récentes de classement, celui-ci a mis près de quatre ans en moyenne à arrêter une décision.

4.446 Ces exemples montrent qu'il n'est sans doute pas aussi simple que les États-Unis sembleraient l'indiquer d'établir ce qui est "dans les moindres délais" et ce qui n'est plus "dans les moindres délais". De fait, la durée effective du réexamen administratif et du contrôle juridictionnel d'une décision douanière dépend parfois d'un certain nombre de facteurs que le Membre de l'OMC considéré ne maîtrise pas toujours tous parfaitement. Ces facteurs peuvent être l'encombrement des rôles, la complexité en fait et en droit de l'affaire, le comportement du plaignant, l'intervention d'autres parties ou des questions de procédure et d'organisation administrative et judiciaire. Il est donc extrêmement difficile d'édicter des règles abstraites sur la durée des procédures administratives et, plus encore, judiciaires, car il peut toujours y avoir des cas exceptionnels dans lesquels une durée plus longue se justifie par les circonstances exceptionnelles de l'affaire.

4.447 C'est pourquoi les CE considèrent aussi que le point de savoir si un Membre de l'OMC s'acquitte de l'obligation que lui impose l'article X:3 b) du GATT ne saurait être établi sur la base de cas particuliers isolés. Il faudrait au contraire que soit établie une absence générale de révision dans les moindres délais pour considérer qu'il y a manquement à l'obligation de l'article X:3 b) du GATT.

E. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

1. Introduction

4.448 Les 25 États membres des Communautés européennes n'agissent pas comme une seule entité pour ce qui est d'appliquer la législation douanière communautaire ou de réviser et rectifier les décisions administratives en matière douanière. Les CE ont beau contester en l'espèce les allégations des États-Unis, elles-mêmes et leurs fonctionnaires ont sans difficulté reconnu les causes profondes du problème dans des déclarations faites en dehors du contexte du règlement des différends.

4.449 L'uniformité, on ne s'en étonnera pas, est un but auquel les CE aspirent. Dans la décision portant adoption du programme "Douane 2007" (pièce EC-43), par exemple, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne appelaient à l'adaptation continue de la politique douanière, "afin de veiller à ce que les administrations douanières nationales fonctionnent de manière aussi efficiente et efficace qu'une administration unique". Or, le système d'administration douanière et de révision actuellement en place est très éloigné non seulement de cet objectif, mais encore des prescriptions de l'article X:3 du GATT de 1994, et il est donc contraire aux dispositions de cet article.

4.450 Avant de répliquer aux grands thèmes qui se dégagent de la réponse des CE aux allégations des États-Unis, il faut s'arrêter à deux éléments d'ordre général qui se retrouvent dans les divers arguments des CE. Tout d'abord, elles lancent à maintes reprises des mises en garde alarmistes en répondant aux arguments des États-Unis. Le Groupe spécial devrait considérer leur prédiction d'un bouleversement généralisé avec la bonne dose de scepticisme qui s'impose. Nulle part les États-Unis ne soutiennent que l'article X:3 oblige les Membres de l'OMC à avoir des systèmes identiques

d'administration et de révision des décisions douanières, et ce n'est pas davantage ce qu'impliquent leurs arguments.

4.451 Est de même fallacieuse la proposition selon laquelle accueillir les arguments des États-Unis aboutirait à une obligation d'harmoniser des dispositions étrangères aux questions douanières qui sont généralement réglementées à l'échelon régional ou local de l'État national. Les CE tirent cette conclusion du fait que les États-Unis appellent l'attention sur certains instruments d'application de la législation douanière communautaire – et en particulier les dispositions relatives aux sanctions et les procédures de vérification – qui varient du tout au tout selon les États membres. Or, elles méconnaissent le fait que l'argument des États-Unis vise les lois et règlements pris au niveau infra-fédéral (celui de l'État membre), qui servent à vérifier et imposer le respect des lois et règlements prescrits à l'échelon fédéral (celui des CE). L'argument des États-Unis n'est pas dirigé contre l'immense corpus de lois et règlements infra-fédéraux qui n'ont absolument rien à voir avec le fait de vérifier et d'imposer le respect d'autres lois et règlements ou qui concernent seulement le fait de vérifier et imposer le respect d'autres lois et règlements infra-fédéraux.

4.452 En outre, en suggérant que la logique du raisonnement des États-Unis au sujet de l'article X:3 b) forcerait chaque Membre de l'OMC à être doté d'une juridiction douanière centralisée unique, les CE dénaturent une fois de plus la position des États-Unis. Ces derniers ne considèrent pas que l'article X:3 b) exige de chaque Membre de l'OMC qu'il ait une juridiction douanière centralisée unique. Ils considèrent que l'article X:3 b) exige de chaque Membre de l'OMC qu'il ait des tribunaux ou procédures de révision dont "les décisions … régi[sse]nt la pratique" "des organismes chargés de l'application des mesures administratives". Un Membre peut obtenir ce résultat si des juridictions à compétence régionale révisent les actes d'une seule autorité douanière. En revanche, ce n'est pas le cas lorsque, comme dans les CE, la fragmentation de la révision se double d'une fragmentation de l'administration.

4.453 De même qu'il ne devrait pas se laisser impressionner par le cortège d'horreurs que lui prédisent les CE dans le cas où il accueillerait les arguments des États-Unis, le Groupe spécial ne devrait pas non plus se laisser influencer par le moyen qu'elles invoquent de la difficulté qu'elles auraient à se mettre en règle pour respecter leurs obligations. La difficulté de se mettre en règle n'a aucun rapport avec le point de savoir si les CE respectent ou ne respectent pas actuellement leurs obligations au regard de l'article X:3 du GATT de 1994. La relative difficulté de cette mise en conformité n'éclaire nullement le sens ordinaire des termes du traité. Pas plus qu'elle ne constitue un élément du contexte ni ne correspond à l'objet et au but du traité.

2. L'article X:3 du GATT de 1994 ne renferme pas de critère relatif, par Membre

a) Les obligations prévues par l'article X:3 du GATT de 1994 ne varient pas selon les caractéristiques particulières du système d'administration douanière du Membre

4.454 Les CE ont tort de vouloir imposer au Groupe spécial une vision relative de l'article X:3 a). Elles suggèrent que l'obligation d'application uniforme peut avoir des significations différentes selon les Membres de l'OMC, en fonction de la conception de leurs systèmes respectifs d'administration douanière. L'idée d'un critère relatif ressort, entre autres propos, de l'allusion des CE à l'article XXIV:12 du GATT de 1994. Cet article prévoit simplement que chaque Membre de l'OMC "prendra toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que, sur son territoire, les gouvernements et administrations régionaux et locaux observent les dispositions du [GATT de 1994]". Il n'est pas applicable ici, parce qu'il ne s'agit pas en l'espèce de savoir si "les gouvernements et administrations régionaux et locaux observent les dispositions du [GATT de 1994]" dans la Communauté, mais bien de l'observation des dispositions de l'article X:3 du GATT de 1994 par les CE elles-mêmes.

4.455 Au surplus, les CE n'invoquent pas formellement l'article XXIV:12, mais elles font effectivement valoir que "toute interprétation de l'article X:3 a) qui porterait atteinte à la répartition interne des compétences est incompatible avec l'article XXIV:12 du GATT". On dirait qu'elles veulent prendre le contre-pied de l'article XXIV:12. Le paragraphe 13 du *Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* précise bien que cette disposition n'exonère pas un Membre de ses obligations, pas plus qu'il ne les modifie. Il énonce expressément que "chaque Membre est pleinement responsable au titre du GATT de 1994 de l'observation de toutes les dispositions du GATT de 1994". Au contraire, les CE paraissent dire que, lu à la lumière de l'article XXIV:12, l'article X:3 a) aura des significations différentes pour les Membres selon que, dans le cadre de "la répartition interne des compétences", ils auront décidé ou non que certains instruments d'application de la législation douanière (comme les sanctions et les vérifications) seront prescrits et appliqués par les gouvernements régionaux.

4.456 Cette interprétation de l'article X:3 a) comme étant d'application différente selon les Membres ne trouve de soutien ni à l'article X:3 a), ni à l'article XXIV:12. Ce dernier ne limite ni ne tempère d'une autre manière l'obligation d'application uniforme. À vrai dire, il ne restreint pas du tout l'*applicabilité* des obligations du GATT. C'est plutôt une disposition bien circonscrite concernant la *mise en œuvre* de certaines obligations, qu'il faut interpréter de manière à éviter "des déséquilibres dans les droits et obligations entre les États unitaires et les États fédéraux". (Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphes 63 et 64)

4.457 Que l'article XXIV:12 du GATT de 1994 ne corrobore pas une interprétation de l'article X:3 a) qui varie d'un Membre à l'autre se trouve encore démontré par une comparaison entre cette disposition et une disposition d'un autre accord de l'OMC – l'*Accord général sur le commerce des services* (l'"AGCS") – qui, elle, restreint effectivement les obligations des Membres. L'article VI:2 a) de l'AGCS, à l'instar de l'article X:3 b) du GATT de 1994, exige des Membres qu'ils aient des tribunaux ou des procédures permettant de réviser dans les moindres délais certaines décisions administratives. Toutefois, cette obligation est expressément tempérée à l'alinéa suivant, aux termes duquel "les dispositions de l'alinéa a) ne seront pas interprétées comme obligeant un Membre à instituer de tels tribunaux ou procédures dans les cas où cela serait incompatible avec sa structure constitutionnelle ou la nature de son système juridique". On ne trouve aucune exception de ce genre à l'article X:3 du GATT de 1994.

4.458 En outre, on ne peut pas ne pas remarquer que tout en parlant indirectement de "conséquences constitutionnelles" et en évoquant les "principes fondamentaux de l'ordre juridique communautaire", les CE n'invoquent pas formellement l'article XXIV:12. Si elles l'avaient fait, c'est à elles qu'aurait incombé la charge de démontrer que les défaillances dans l'application uniforme de la législation douanière communautaire concernent des choses "que le gouvernement central ne pouvait contrôler en vertu de la répartition constitutionnelle des compétences". (Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Boissons*, paragraphe 5.79) De toute évidence, c'est là une charge que les CE ne sont pas prêtes à assumer.

b) Les États-Unis ne recherchent pas l'harmonisation des systèmes d'administration douanière des Membres de l'OMC

4.459 Pour finir, et c'est un aspect essentiel de leur insistance en faveur d'un critère relatif pour l'application de l'article X:3, les CE dénaturent les allégations des États-Unis en disant qu'elles visent à "l'harmonisation des systèmes d'administration douanière des Membres de l'OMC par le truchement du Mémorandum d'accord". Contrairement à ce qu'elles affirment, les États-Unis ne soutiennent pas que l'article X:3 exige de chaque Membre qu'il ait une seule administration douanière et une seule juridiction douanière. Ils n'ignorent pas la diversité des systèmes d'administration douanière que l'on trouve parmi les Membres de l'OMC, en partie attestée par les réponses des tierces parties aux questions n° 10 et 11 du Groupe spécial. Il est cependant remarquable que chacune de ces tierces

parties ait attribué une importance de premier plan à l'existence d'une administration douanière centralisée unique pour expliquer comment elle assure une application uniforme de sa législation douanière sur tout son territoire. De même que les États-Unis seraient mal avisés de soutenir que l'article X:3 a) exige l'harmonisation des systèmes d'administration douanière des Membres, de même les CE sont mal venues à soutenir que la singularité de leur statut au sein de l'OMC, dont elles sont peut-être le seul Membre à ne pas être doté d'une administration douanière centralisée unique, les soumet à un critère différent en ce qui concerne l'obligation d'application uniforme.

3. L'article X:3 a) du GATT de 1994 n'est pas une disposition "accessoire", "établissant des critères minimaux", qui est enfreinte seulement lorsqu'on peut discerner un manque général d'uniformité dans l'application de la législation douanière d'un Membre

a) Rien n'autorise les CE à qualifier l'article X:3 a) du GATT de 1994 de disposition "accessoire", "établissant des critères minimaux"

4.460 Les CE persistent à qualifier l'article X:3 a) de "disposition établissant des critères minimaux" ou de "disposition accessoire". Cette caractérisation repose entièrement sur une mention faite en passant par l'Organe d'appel dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Crevettes*. Ce propos ne justifie pas pour autant la portée réduite que les CE attribuent à l'article X:3 a).

4.461 Les CE interprètent à tort l'expression "critères minimaux", employée dans le rapport *États-Unis – Crevettes*, comme signifiant en réalité "faibles" ou "mineurs". Replacée dans son contexte, il est évident que l'Organe d'appel ne l'entendait pas dans ce sens-là. Ce qui était en cause était une loi pour laquelle les États-Unis s'étaient prévalus d'une exception en vertu de l'article XX du GATT. L'Organe d'appel a envisagé l'article X:3 comme une disposition établissant des obligations analogues aux "garanties d'une procédure régulière", qui serait utile dans l'analyse pour voir si les conditions prescrites dans le passage introductif de l'article XX avaient été remplies (paragraphe 182). En tout état de cause, l'Organe d'appel ne cherchait pas à déterminer dans quelle mesure le critère de l'article X:3 peut être rigoureux ou souple. De fait, il a jugé manifeste que divers aspects de la mesure en cause étaient "contraires à l'esprit, sinon à la lettre, de l'article X:3 du GATT de 1994" (paragraphe 183).

4.462 Ainsi, vu le contexte, il est évident qu'en employant l'expression "critères minimaux" dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel ne portait pas de jugement sur le niveau, bas ou élevé, du seuil de l'article X:3, mais constatait seulement l'existence d'un seuil qu'il fallait respecter.

4.463 En tout état de cause, on ne voit pas très bien comment passer de la description de l'article X:3 a) comme "disposition établissant des critères minimaux" à un critère juridique que le Groupe spécial puisse appliquer. Les CE donnent à entendre qu'en employant l'expression "critères minimaux" et d'autres analogues ce qu'elles voulaient réellement dire était que le manquement à l'obligation d'application uniforme ne peut être établi que moyennant la preuve de l'absence d'uniformité par "un mode général" ou des "modalités générales" d'administration douanière.

b) Les États-Unis ne sont pas tenus de démontrer l'existence d'un "mode" d'application non uniforme pour établir que les CE manquent à l'obligation que leur impose l'article X:3 a) du GATT de 1994

i) L'affirmation par les CE de l'exigence d'un "mode" ne repose sur rien à l'article X:3 a) du GATT de 1994

4.464 Le rapport de l'Organe d'appel au sujet de l'affaire *États-Unis – Crevettes*, sur lequel les CE s'appuient pour caractériser l'article X:3 comme une "disposition établissant des critères minimaux", ne fait pas la moindre mention de l'exigence d'un "mode". De fait, pour juger que l'application de la

mesure en cause manquait de transparence et d'équité au plan de la procédure, l'Organe d'appel s'est fondé sur la constatation de l'absence de certaines garanties formelles dans le système d'application de ladite mesure, et non d'un manque général de transparence ou d'équité sur le plan de la procédure dans la pratique (paragraphe 181). De même, les CE ne prévoient pas de mécanisme pour se prémunir contre une application non uniforme de leur législation douanière par les 25 autorités différentes des États Membres.

4.465 Pour aller plus au fond des choses, rien dans le texte de l'article X:3 a) (ni d'aucune autre disposition de l'OMC) n'autorise à dire que le manquement n'est établi que moyennant la preuve d'une absence générale d'uniformité, de l'existence d'un "mode" d'application non uniforme. Le seul groupe spécial qui ait examiné de manière tant soit peu approfondie l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a), à savoir celui de l'affaire *Argentine – Cuirs et peaux*, n'a pas mentionné la condition d'un "mode" pour établir l'existence d'un manquement à cette obligation (paragraphes 11.80 à 11.83). Aux yeux de ce groupe spécial, [l'emploi de ce terme montrait] "clairement … que les lois douanières ne devraient pas varier, que chaque exportateur et chaque importateur devrait pouvoir s'attendre à obtenir un traitement du même type et de la même manière, aussi bien à des moments et en des endroits différents que par rapport à d'autres personnes". (paragraphe 11.83) À en juger par la manière dont elle était expliquée dans ce rapport, l'obligation d'application uniforme peut manifestement être enfreinte même dans divers cas d'application non uniforme qui ne permettent pas de discerner un "mode".

ii) Les CE n'expliquent même pas ce qu'à leur sens les États-Unis sont tenus d'établir pour satisfaire à la condition dite du "mode"

4.466 Le simple fait qu'un "mode" constituerait un élément d'un manquement venant s'ajouter à une application "non uniforme" démontre le vice rédhibitoire dont la démarche proposée par les CE est entachée. Le texte de l'article X:3 a) parle bien de "manière uniforme" pour l'application. Il ne parle pas de "mode d'application non uniforme".

4.467 Qui plus est, la démarche proposée par les CE ne rime à rien, même lorsqu'on la sépare du texte convenu du GATT de 1994. Le sens ordinaire du mot "mode", dans l'acception à retenir ici, est "agencement ou ordre que l'on peut discerner dans les objets, les actes, les idées, les situations, et ainsi de suite". Au cœur de cette notion de mode, il y a la possibilité de discerner un agencement ou un ordre. Au cœur de la notion de non-uniformité, il y a l'absence de ces qualités mêmes. Ainsi, un mode d'application non uniforme renverrait, paradoxalement, à la possibilité de discerner un agencement ou un ordre dans quelque chose à quoi cette possibilité de discerner un agencement ou un ordre fait défaut (c'est-à-dire qui n'est pas uniforme). Malgré cette anomalie manifeste, les CE ne donnent pas de précisions sur ce "mode" dont elles affirment qu'il doit être établi.

4.468 Les CE évoquent bien indirectement un "échantillon statistiquement significatif" de manque d'uniformité, des exemples de manque d'uniformité qui sont "si répandus et si fréquents qu'ils constituent une absence générale d'uniformité", ainsi que des cas d'absence d'uniformité "sur une grande échelle", comme pour donner à entendre qu'elles assimilent l'existence d'un mode d'application non uniforme à la fréquence et à l'étendue de l'application non uniforme. Cependant, ces références n'éclairent guère ce qui, aux yeux des CE, doit nécessairement être prouvé pour que la condition dite du "mode" soit remplie.

4.469 De plus, et c'est plus important, la suggestion qu'il y a quelques critères quantitatifs pour apprécier l'uniformité dans l'application contredit ce que les CE elles-mêmes ont dit en reconnaissant que "l'article X:3 a) du GATT n'exige pas l'uniformité pour elle-même, mais vise plutôt à protéger les intérêts des opérateurs". Les intérêts des opérateurs en jeu dans l'uniformité d'application de la législation douanière ne dépendent pas de la signification statistique des cas d'absence d'uniformité dans l'application, de même qu'ils ne dépendent pas non plus du fait que les cas d'application non

uniforme soient l'expression d'un "mode", au sens ordinaire de ce terme, ou qu'ils se présentent de manière aléatoire.

iii) La référence à un "mode" dans le rapport du Groupe spécial États-Unis – Acier laminé à chaud n'est pas pertinente en l'espèce

4.470 Au surplus, l'affirmation des CE qu'un "mode" est nécessaire repose sur une unique phrase extraite du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*. La notion de "mode" était pertinente pour la question en jeu dans ce différend-là d'une manière qui ne l'est pas en l'espèce.

4.471 Dans tout différend où est allégué un *manque d'uniformité* dans l'application, il faut se demander à quoi ressemblerait une application *uniforme*. En l'espèce, où est allégué un manque général d'uniformité dans l'application sur le plan géographique, le système qui a effectivement cours dans les États membres des CE est opposé à un système dans lequel les opérateurs pourraient raisonnablement s'attendre à "un traitement du même type et de la même manière" à l'entrée de leurs marchandises dans les différents États membres des CE. Dans la mesure où ils ne se voient pas appliquer un tel traitement, à l'entrée de leurs marchandises dans différents États membres des CE, cet état de choses peut être identifié comme une application non uniforme, que cette absence d'uniformité constitue ou non un "mode" d'application.

4.472 À l'inverse, dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, l'allégation correspondante était qu'une application particulière de la législation antidumping de ce pays à certains producteurs dans une enquête particulière représentait une application non uniforme de cette législation. La validité de cette proposition ne pouvait être déterminée que si le groupe spécial savait ce à quoi ressemblait une application uniforme de ladite législation.

4.473 L'allégation en cause en l'espèce est très différente. Les États-Unis font valoir que le système communautaire d'application de la législation douanière dans son ensemble n'aboutit pas à l'application uniforme qu'exige l'article X:3 a). Il n'est pas nécessaire de prouver l'existence d'un "mode" pour voir que le système communautaire d'application de la législation douanière ne satisfait pas à cette obligation.

4.474 Curieusement, en plaidant pour une condition de "mode" générique, les CE citent le résumé fait par le groupe spécial de l'argumentation des États-Unis dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, mais dans ce différend-là, les États-Unis ne plaidaient pas pour une condition de "mode" générique. Bien au contraire, ils soutenaient qu'une distinction devait être faite entre la manière dont ce groupe spécial analysait les allégations du Japon au titre de l'article X:3 et celle dont d'autres groupes spéciaux avaient analysé des allégations à ce titre dans des différends sur l'application générale de certaines mesures d'application générale. En l'espèce, les États-Unis contestent l'application générale de la législation douanière communautaire. En ce sens, leur allégation est plus proche de celle qui était en cause dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* que de celle qui l'était dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*.

c) Les CE reconnaissent qu'il existe des divergences parmi les autorités des États Membres dans l'application de la législation douanière communautaire

4.475 Enfin, il est important de rappeler que les CE elles-mêmes reconnaissent qu'il y a effectivement parfois des divergences dans l'application de leur législation douanière parmi les 25 administrations différentes de leurs États membres. Elles considèrent que lorsqu'il s'en produit, soit elles sont "conciliées" par le truchement de divers instruments et institutions communautaires, soit elles sont simplement négligeables ou sans rapport avec l'obligation que l'article X:3 a) leur impose – mais elles reconnaissent qu'il y a parfois des divergences, et c'est un point à ne pas oublier.

4.476 Outre les cas où elles ont reconnu de manière générale l'existence de divergences dans l'application de leur législation douanière, les CE ont reconnu des cas particuliers de divergences de cette nature dans le contexte du présent différend. Plus précisément, elles ont reconnu qu'il y avait des divergences dans les sanctions et les procédures de vérification, dans la manière d'envisager l'autorisation de certaines méthodes d'évaluation en douane et dans l'application du critère des conditions économiques aux fins de la procédure dite de transformation sous douane.

4.477 En attirant l'attention sur les divers cas où les CE ont reconnu une absence d'uniformité dans l'application de leur législation douanière, les États-Unis cherchent à montrer que l'argument des CE concernant la charge de la preuve incombant aux États-Unis ne surgit pas tout droit du néant. Elles ont beau accuser les États-Unis de ne pas s'être acquittés de la charge qui leur incomberait, les CE se sont interdit, par leurs propres déclarations, d'affirmer que les 25 autorités douanières distinctes de leurs États membres appliquent la législation douanière communautaire comme le ferait une autorité unique à l'échelle communautaire.

4. Les instruments qui, au dire des CE, garantissent une application uniforme ne le font pas

4.478 Tout l'argument des CE selon lequel elles respectent l'obligation d'une application uniforme que leur impose l'article X:3 a) du GATT de 1994 tourne autour de l'affirmation que certains instruments communautaires préviennent l'apparition de divergences entre États membres ou les corrigent s'il s'en produit.

a) La plupart des instruments dont les CE disent qu'ils assurent une application uniforme sont non contraignants, discrétionnaires ou de caractère extrêmement général

4.479 En premier lieu, les réponses des CE aux questions du Groupe spécial soulignent le caractère non contraignant, discrétionnaire ou extrêmement général des instruments qui sont censés assurer une application uniforme. Pour ne citer que quelques exemples: a) les CE reconnaissent que les Lignes directrices administratives sur le système des renseignements tarifaires contraignants européens (RTCE) et son fonctionnement "n'ont pas force obligatoire en droit"; b) interrogées sur des "mécanismes concrets" pour régler les cas où des États membres sont en désaccord sur le classement d'une marchandise particulière, les CE répondent que les États membres "*devraient* se consulter", qu'en cas de persistance du désaccord le Comité du Code des douanes *pourra* examiner la question et que, "en pratique, le fonctionnaire responsable dans l'État membre considéré soumettra la question à la Commission" (encore qu'elles ne disent pas quelle est la règle qui l'obligera à le faire); c) à la question de savoir comment, "concrètement", le Comité du Code des douanes concilie les divergences qui surgissent dans l'application des règles communautaires d'évaluation en douane, les CE répondent en expliquant que "[l]e Comité peut émettre des avis" qui, expliquent-elles par la suite, ne lient pas les autorités douanières des États membres; enfin, d) invitées à expliquer "concrètement" une constatation de la CEJ que le droit communautaire doit être appliqué uniformément dans tous les États membres, les CE disent que "cela signifie qu'elles [les autorités des États membres] doivent interpréter et appliquer le droit communautaire conformément à toutes les indications disponibles sur le sens qu'il sied de lui attribuer".

4.480 Bien souvent, en évoquant les instruments qui assurent l'uniformité d'application, les CE se rabattent sur le devoir général de coopération prévu à l'article 10 du Traité CE. Cette disposition énonce une obligation générale des États membres au regard du droit communautaire. Fait révélateur, lorsque les CE la désignent comme un instrument destiné à assurer une application uniforme, elles ne se réfèrent à aucune mesure concrétisant cette obligation générale dans le domaine précis de l'administration douanière.

b) Les renseignements tarifaires contraignants n'assurent pas une application uniforme

4.481 Comme instrument plus concret pour assurer l'uniformité d'application, les CE désignent les renseignements tarifaires contraignants (RTC). Leurs réponses aux questions confirment que les RTC n'assurent pas une application uniforme.

i) Le système communautaire permet la recherche des RTC les plus favorables parmi les autorités douanières des 25 États membres

4.482 L'une des raisons pour lesquelles les RTC n'assurent pas une application uniforme réside dans la possibilité pour les opérateurs de pratiquer la recherche des RTC les plus favorables. En d'autres termes, dans un système où chacune des 25 administrations des douanes des États membres est chargée de son côté de délivrer des RTC, les opérateurs risquent de manipuler le système pour obtenir le meilleur classement possible de leurs marchandises, que celui-ci ait ou non été uniformément convenu entre tous les États membres. La manipulation est d'autant plus facile qu'aux termes de l'article 12(2) du Code des douanes communautaire (pièce US-5), le RTC "lie les autorités douanières vis-à-vis du titulaire ", mais ne lie pas le titulaire.

4.483 De fait, dans l'introduction explicative accompagnant leur projet de Code des douanes communautaire modernisé (pièce US-32), les CE reconnaissent que le problème de la recherche du RTC le plus favorable nuit à l'uniformité d'application. Elles affirment ainsi qu'"il est envisagé d'étendre l'effet contraignant de la décision [c'est-à-dire le RTC] au(x) titulaire(s) de cette décision en vue d'éviter que le système ne serve que dans les cas où le demandeur est satisfait du résultat". (page 12) De même, dans les arguments qu'elles ont présentés dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, les CE expliquaient qu'"il est possible, selon le droit communautaire, de retirer une demande de RTC dans les cas où l'importateur considère que le résultat ne sera pas favorable". (Rapport du groupe spécial, paragraphe 7.261)

4.484 À la première réunion du Groupe spécial, les États-Unis avaient compris que les CE affirmaient que le cas où le RTC ne sert que si le demandeur est satisfait du résultat se présente assez rarement. Dans une question posée à la suite de cette première réunion du Groupe spécial, les États-Unis ont demandé aux CE de justifier cette assertion. À cela, les CE ont laconiquement répondu qu'elles "ne dispos[ai]ent d'aucun élément indiquant que les situations de ce genre [étaient] fréquentes", tout en concédant en fait qu'elles ne disposaient pas d'éléments indiquant que ces situations étaient "rares". Cette réponse n'est pas surprenante. Le problème que la recherche du RTC le plus favorable peut poser du point de vue de l'uniformité d'application réside précisément dans le fait qu'elle est pratiquée d'une manière qui ne génère *pas* d'éléments de preuve et qu'elle est donc difficile à déceler. On ne peut guère attendre des négociants qu'ils se manifestent pour admettre ouvertement qu'ils profitent de la possibilité de rechercher le meilleur classement possible de leurs marchandises parmi 25 administrations douanières différentes.

ii) Le pouvoir de l'administration des douanes d'un État membre de révoquer un RTC sans aucun autre motif que le fait d'avoir reconsidéré les règles de classement applicables, ainsi que le confirme l'arrêt Timmermans, porte atteinte à l'uniformité d'application

4.485 L'analyse à laquelle les CE se sont livrées de l'affaire *Timmermans* et la possibilité pour les autorités des États membres de modifier ou révoquer un RTC de leur propre initiative ne font que confirmer l'idée que le RTC n'assure pas l'uniformité d'application de la législation douanière communautaire. L'affaire *Timmermans* est celle dans laquelle la Cour a jugé que les autorités douanières d'un État membre peuvent modifier ou révoquer un RTC même lorsque le seul motif de la modification ou de la révocation est le fait que les autorités elles-mêmes ont reconsidéré les règles de classement applicables. La Cour est parvenue à cette solution malgré les conclusions de l'Avocat général (pièce US-21), pour qui "une telle possibilité de révocation [était] difficilement compatible

tant avec l'objectif d'application uniforme de la nomenclature douanière qu'avec l'objectif de sécurité juridique poursuivi par l'institution des RTC" (paragraphe 59).

4.486 Pour expliquer leur désaccord avec cette conclusion de l'Avocat général, les CE ont dit que "[l]e bon classement dans la nomenclature combinée n'est pas une question d'appréciation, pas plus que ne l'est la révocation d'un RTC dont il a été constaté qu'il est incompatible avec la nomenclature combinée". Les CE poursuivaient en signalant que "la Cour a[vait] précisé que les autorités douanières ne [pouvaient] révoquer le RTC que s'il [était] erroné".

4.487 Il y a quelque chose qui pèche sérieusement dans la logique du raisonnement des CE. Elles supposent, sans aucune raison, que le bon classement de n'importe quelle marchandise donnée sera toujours objectivement connu des autorités de tous les États membres et que, par conséquent, "ce n'est pas une question d'appréciation". Dans cette hypothèse, l'application des règles de classement est toujours une opération simple et mécanique, et si l'administration d'un État membre révoque un RTC, il faut que ce soit à cause d'une erreur manifeste dans l'accomplissement de cette opération, dont la rectification constituera nécessairement un progrès dans la voie de l'uniformité.

4.488 Les CE méconnaissent le fait que l'application des règles de classement à une marchandise particulière peut exiger d'une autorité douanière certains jugements et que, surtout dans les cas complexes, ces jugements peuvent évoluer à la réflexion. Ce n'est pas que le bon classement soit une question d'appréciation, mais les constatations aboutissant à la détermination du bon classement peuvent amener à exercer une liberté d'appréciation, c'est-à-dire à porter un jugement. Les CE ne sont pas fondées à supposer que le classement d'une marchandise particulière sera toujours objectivement connu et évident aux yeux des 25 administrations des douanes. En s'appuyant sur la conclusion de la Cour que "les autorités douanières ne peuvent révoquer le RTC que s'il est erroné" et en affirmant que la liberté d'appréciation n'a aucune part à cet acte, les CE se méprennent sur le sens dans lequel le terme est employé et éludent la question de savoir qui détermine que le RTC est erroné. Bien entendu, en l'absence de règlement de la Commission, c'est *l'autorité de l'État membre elle-même* qui détermine que le RTC originel est erroné. En conséquence, on ne saurait supposer que, lorsqu'une autorité douanière révoque un RTC après avoir révisé son appréciation du bon classement de la marchandise, cet acte doive nécessairement produire le classement objectivement correct et par là même l'aligner sur les autorités douanières des autres États membres et aboutir ainsi à une application uniforme.

4.489 Lorsque l'administration d'un État membre délivre à l'origine un RTC – vraisemblablement en pensant qu'elle a correctement appliqué les règles de classement –, ce RTC est censé lier les autorités des autres États membres vis-à-vis de son titulaire et de la marchandise considérée. Si cette administration reconsidère l'application qu'elle a faite des règles de classement – là encore, vraisemblablement, en pensant que son application révisée des règles de classement est la bonne –, il n'existe pas de mécanisme lui permettant d'imposer sa nouvelle position de manière uniforme. C'est en ce sens que l'autonomie des États membres, reconnue dans l'affaire *Timmermans*, porte atteinte à l'uniformité d'application.

4.490 Un dernier élément qui mérite d'être rappelé à propos du RTC est que celui-ci n'est ostensiblement contraignant qu'en un sens très restreint. Comme la Corée le souligne dans sa communication de tierce partie, "le RTC d'un État membre ne lie pas nécessairement un autre État membre pour le classement de marchandises semblables ou identiques importées par une personne autre que le titulaire du RTC de la même manière, d'où des classements et traitements différents pour un produit identique ou semblable". Les CE elles-mêmes ont appelé l'attention sur cette applicabilité limitée du RTC dans le différend *CE – Poulets*.

c) La possibilité d'obtenir une révision de la part des tribunaux des États membres comme "moyen normal" de concilier les divergences dans l'application par les États membres de la législation douanière communautaire ne remplit pas l'obligation imposée aux CE par l'article X:3 a) du GATT de 1994 d'appliquer leur législation douanière d'une manière uniforme

4.491 Le seul instrument présenté par les CE comme propre à assurer l'uniformité d'application qui ait force obligatoire en droit est la révision des décisions des administrations des douanes par les tribunaux des États membres. L'importance que les CE attachent à cet instrument pose des problèmes, pour au moins trois raisons. En premier lieu, comme la décision d'un tribunal d'un État membre n'a force obligatoire que sur le territoire de cet État membre, le recours formé devant lui n'engendrera pas nécessairement l'uniformité d'application. Il est remarquable que les CE confirment qu'elles n'ont mis en place aucun mécanisme de notification aux tribunaux des autres États membres de l'issue d'un tel recours contre une décision douanière. En l'absence de tout mécanisme de ce genre, on voit mal comment le juge national serait en mesure de tenir compte des décisions pertinentes de ceux d'autres États membres, sans parler d'aller jusqu'à chercher à réaliser l'uniformité d'application en s'alignant résolument sur eux.

4.492 Deuxièmement, si un recours formé devant une juridiction d'un État membre peut aboutir ou non à une application uniforme dans le cas d'une simple divergence entre deux États membres, cela ne règle pas le cas d'une divergence intéressant plusieurs États membres. Dans ce cas-là, les CE exigeraient à l'évidence d'un négociant qu'il se pourvoie devant les tribunaux de chacun des États membres en question pour assurer l'uniformité d'application. C'est là une charge particulièrement lourde à imposer aux opérateurs pour obtenir un résultat – l'application uniforme – auquel l'équité procédurale leur donne droit d'emblée, en vertu de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

4.493 Troisièmement, en insistant sur les recours devant les juges nationaux, les CE prennent en fait le contre-pied de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Elles prennent une obligation découlant du GATT, en vertu de laquelle les opérateurs *ont droit* à certains éléments d'équité sur le plan de la procédure dans l'administration douanière, et concluent que celle-ci est remplie dans une large mesure par un système qui impose aux opérateurs l'obligation de franchir des obstacles juridiques pour obtenir ces éléments. C'est ce que l'on peut voir, par exemple, dans la déclaration des CE à la première réunion du Groupe spécial, où elles ont affirmé que "lorsqu'un négociant n'épuise pas tous les recours et les possibilités procédurales que lui offre le système d'un Membre de l'OMC, le manque d'uniformité qui en résulterait ne saurait être imputé à un défaut du système de ce Membre".

4.494 L'article X:3 renferme deux obligations complémentaires qui assurent l'équité sur le plan procédural aux négociants. En vertu de son alinéa a), un négociant peut espérer que, conformément aux obligations qu'un Membre a contractées dans le cadre de l'OMC, la législation douanière de ce Membre sera appliquée d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable sur tout son territoire. En vertu de l'alinéa b), il peut espérer, conformément aux obligations du Membre dans le cadre de l'OMC, avoir accès à un tribunal indépendant pour réviser et rectifier dans les moindres délais des cas particuliers d'application uniforme de la législation douanière de ce Membre. En vertu de cette même disposition, le négociant peut espérer non seulement que les décisions de ces tribunaux indépendants seront exécutées par les autorités responsables de l'administration douanière, mais encore qu'elles régiront la pratique de toutes ces autorités, de telle sorte que la législation douanière continuera à être appliquée d'une manière uniforme à la lumière de ces décisions.

4.495 Et pourtant, les CE semblent bien dire que le respect de l'article X:3 b) serait en soi nécessairement assimilable au respect de l'article X:3 a). En d'autres termes, la démarche des CE signifierait que l'alinéa b) rendrait l'alinéa a) superfétatoire. Dans la description qu'elles en donnent, le négociant n'est pas nécessairement en droit d'espérer que la législation douanière communautaire

sera d'emblée appliquée uniformément. C'est plutôt à travers l'exercice du droit à révision que ledit négociant finira *peut-être* par obtenir une application uniforme.

4.496 Au surplus, d'après l'explication des CE, il faut que le négociant soit disposé non seulement à former un recours en révision au premier degré en vue d'obtenir une application uniforme, mais encore à "épuiser tous les recours et les possibilités procédurales qui lui sont offerts par le système". À moins qu'il ne soit prêt à multiplier les recours à différents degrés, et peut-être dans plus d'un État membre, y compris les possibilités de renvoi préjudiciel à la CEJ – processus qui lui-même prend déjà 19 à 20 mois en moyenne –, aucun manque d'uniformité qui en résulterait dans l'application de la législation douanière communautaire "ne saurait être imputé à un défaut du système [des CE]".

4.497 Les États-Unis considèrent qu'en privilégiant les recours devant les tribunaux des États membres comme instrument principal pour assurer l'uniformité d'application, les CE ont fait retomber sur les négociants l'obligation dont elles étaient tenues de leur offrir un important élément d'équité procédurale, qu'ils doivent ainsi chercher eux-mêmes à obtenir. Cela est contraire au texte de l'article X:3 du GATT de 1994 et aux intérêts des négociants, très généralement considérés comme la priorité de cet article.

5. Pour soutenir que des questions comme les sanctions ou les procédures de vérification n'entrent pas dans le champ de l'obligation que leur impose l'article X:3 a) du GATT de 1994, les CE s'appuient sur une interprétation erronée de ce que signifie "appliquer" une législation douanière

4.498 Il n'y a pas de règles communautaires prescrivant des sanctions pour les infractions à la législation douanière communautaire. Comme la Commission l'a reconnu, "certaines infractions peuvent être considérées dans un État membre comme un délit grave passible de l'emprisonnement, alors que dans un autre État membre le même acte pourra n'entraîner - tout au plus - qu'une légère amende". (pièce US-32, page 13)

4.499 En ce qui concerne les procédures de vérification, il y a des différences parmi les méthodes de travail habituelles, notamment dans l'équilibre entre l'examen des marchandises au moment de l'importation et les vérifications *a posteriori*. Du fait de ces différences, comme la Cour des comptes européenne l'a observé, "[les] différentes autorités douanières sont peu disposées à adopter des décisions qu'elles n'ont pas elles-mêmes arrêtées". (pièce US-14, paragraphe 37) À l'issue des vérifications, les autorités de certains États membres communiquent aux négociants ce qui est assimilable à des renseignements contraignants sur la valeur en douane, que ceux-ci pourront invoquer dans leurs transactions à l'avenir, tandis que celles des autres États membres ne le font pas.

4.500 En refusant de tenir compte des cas qui précèdent d'application non uniforme, les CE ont fait valoir qu'ils sortent du champ de leur obligation au regard de l'article X:3 a) du GATT de 1994, parce que les sanctions et les procédures de vérification ne sont pas des mesures du type décrit à l'article X:1 et que les sanctions et les procédures de vérification ne constituent pas l'application des mesures qui sont décrites à l'article X:1. Subsidiairement, les CE ont soutenu que certaines lignes directrices communautaires assurent l'uniformisation des sanctions et des procédures de vérification au sens de l'article X:3 a). Le thème principal qui ressort de ces arguments est la proposition que les différences entre États membres en matière de sanctions et de procédures de vérification ne constituent pas une application non uniforme des mesures communautaires qui *entrent* indiscutablement dans le champ de l'article X:1.

a) Les CE s'appuient sur une interprétation erronée de ce que signifie "appliquer" une législation douanière

4.501 Dans leur réponse à la question n° 93 du Groupe spécial, les CE évoquent la définition du terme "appliquer" en disant qu'à la lumière de cette définition "l'article X:3 a) du GATT vise l'exécution, dans des cas concrets, des lois, règlements et décisions judiciaires et administratives d'application générale visés à l'article X:1 du GATT". Elles poursuivent leur raisonnement en disant que, comme une loi d'un État membre qui prévoit, par exemple, des sanctions "demande elle-même à être exécutée ou appliquée", "on ne saurait dire qu'une telle loi en "exécute" ou en "applique" une autre". Ce raisonnement est fallacieux, pour plusieurs raisons.

4.502 En premier lieu, et fondamentalement, les CE s'appuient sur une définition erronée excessivement étroite du terme "appliquer". Elles commencent, à juste titre, par renvoyer à la définition que donne le dictionnaire du terme "appliquer", à savoir "exécuter". Elles prétendent ensuite paraphraser cette définition et, ce faisant, introduisent une notion étrangère à la définition du dictionnaire, sur laquelle elles font ensuite largement fond dans leur argumentation. Plus précisément, elles affirment que, "à l'article X:3 a) du GATT, "appliquer" signifie exécuter les lois et règlements de nature générale, c'est-à-dire les appliquer *dans des cas concrets*". Ainsi, les CE soutiennent que c'est seulement lorsque les autorités d'un État membre appliquent la législation douanière communautaire "dans des cas concrets" qu'elles appliquent ces lois, et que seules les divergences qui apparaissent "dans des cas concrets" d'application de la législation douanière communautaire peuvent constituer un manque d'uniformité dans l'application. À l'inverse, si l'on suit le raisonnement des CE, le simple recours par les autorités douanières de différents États membres à des outils qui diffèrent du tout au tout selon les États pour donner effet à la législation douanière communautaire ne constitue *pas* une application non uniforme.

4.503 Bien entendu, la notion de "cas concrets" ne figure nulle part dans la définition du terme "appliquer" citée par les CE elles-mêmes. Les États-Unis ne contestent pas que l'application des lois et règlements dans des cas concrets soit un acte englobé dans le terme "appliquer". En revanche, ils contestent l'idée avancée par les CE que ce terme "appliquer" soit *limité* à l'application dans des cas concrets.

4.504 De fait, l'absence de toute notion restrictive de ce genre est manifeste lorsqu'on examine de plus près le terme "appliquer". Les CE citent à juste titre la définition qu'en donne le dictionnaire, à savoir "exécuter". Toutefois, elles ne vont pas plus loin, sans chercher à définir "exécuter". En fait, le sens ordinaire d'"exécuter" qui est ici pertinent est "mettre à exécution, donner effet à". La question est donc de savoir si les procédures de vérification et les régimes de sanctions de différents États membres donnent effet à la législation douanière communautaire, ou si c'est seulement l'application de ces lois par les autorités douanières dans des cas concrets qui leur donne effet. La réponse est que les procédures de vérification et les régimes de sanctions donnent effet à la législation douanière communautaire en vérifiant et en imposant le respect de ces lois.

b) Les sanctions et les procédures de vérification jouent un rôle décisif dans la mise à exécution de la législation douanière communautaire

4.505 L'application de la législation douanière communautaire dépend dans une large mesure des interventions des négociants eux-mêmes. Ce sont eux qui font les déclarations et communiquent aux autorités douanières les renseignements concernant le classement et la valeur en douane des marchandises. Il serait impossible aux autorités d'inspecter à fond chaque livraison ou de vérifier la teneur de chaque déclaration avant le dédouanement. C'est pour cette raison que les outils destinés à vérifier et imposer le respect de la législation douanière sont d'une importance capitale pour la "mettre à exécution" ou lui "donner effet".

4.506 Étant donné le rôle décisif que les vérifications et les sanctions jouent pour donner effet à la législation douanière communautaire, il est quelque peu surprenant d'entendre les CE affirmer, par exemple, que "les dispositions instituant la sanction d'une infraction à la législation douanière ne sont pas elles-mêmes liées à l'application de cette législation". En effet, dans d'autres contextes (voir, par exemple, la pièce EC-41, page 1), elles ont reconnu le lien décisif qui existe entre les sanctions et l'application de la législation douanière.

4.507 La position des CE en ce qui concerne les vérifications laisse tout aussi perplexe. Dans leur première communication écrite, elles affirmaient que, comme les sanctions, les vérifications ne font "pas partie des procédures douanières et ne concernent donc pas l'application de la législation douanière en tant que telle". Dans leur réponse à la question n° 64 e) du Groupe spécial, les CE expliquent qu'elles ne considèrent pas les vérifications comme des procédures douanières "parce qu'elles ne sont pas parmi les régimes mentionnés à l'article 3(16) du CDC". Or, l'acception particulière dans laquelle elles emploient le terme "régime douanier" aux fins du Code n'a absolument aucun rapport avec le point de savoir si les vérifications sont ou non des procédures douanières pour l'application du Code. C'est d'ailleurs ce qu'elles reconnaissent dans leur réponse à la question n° 64 c) du Groupe spécial.

4.508 Dans d'autres contextes, les CE ont reconnu que les vérifications sont des outils pour l'application de la législation douanière communautaire. Le Guide des vérifications douanières figurant dans la pièce EC-90, par exemple, désigne les articles 13 à 16 du CDC comme "une base juridique pour pratiquer des vérifications" (Document-cadre pour les contrôles a posteriori et sur la base de vérifications, page 4). L'article 13 du Code dit, pour sa part, que les autorités douanières des États membres peuvent "prendre … toutes les mesures de contrôle qu'elles estiment nécessaires pour l'application correcte de la réglementation douanière".

c) Il est juste de qualifier les sanctions et les procédures de vérification des États membres d'instruments d'application de la législation douanière communautaire

4.509 Les CE soutiennent qu'en désignant les dispositions disparates régissant les sanctions et les vérifications des États membres comme des instruments d'application de la législation douanière communautaire qui font que celle-ci manque d'uniformité, "les États-Unis méconnaissent la distinction très nette entre l'application des lois et les lois elles-mêmes". Aux yeux des CE, les dispositions prévoyant les sanctions et les vérifications sont elles-mêmes des lois qui sont appliquées et par conséquent ne sauraient être qualifiées d'instruments d'application d'autres lois (en l'occurrence, la législation douanière communautaire).

i) Une loi peut être un instrument d'application d'autres lois

4.510 Ce qui pèche dans le raisonnement des CE, c'est l'hypothèse qu'une loi ne peut être envisagée que d'une seule manière, comme la chose qui est appliquée, et non pas aussi comme un outil servant à appliquer quelque chose d'autre. Les États-Unis ne disconviennent pas de ce qu'une loi prévoyant des sanctions ou des procédures de vérification puisse être considérée comme quelque chose à appliquer. Mais cela n'exclut pas pour autant la possibilité d'envisager cette même loi comme un outil pour l'application d'autres lois, par exemple en donnant effet à ces lois par la vérification et les voies d'exécution. Les CE elles-mêmes ont reconnu ce point précis dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, où elles contestaient la même mesure de l'Argentine sur le fond *et* en tant qu'instrument d'application d'autres lois. (Rapport du groupe spécial, paragraphe 4.203)

ii) Faire reposer une allégation de manque d'uniformité dans l'application sur des différences parmi les lois des États membres qui constituent des instruments d'application de la législation douanière communautaire n'est pas incompatible avec la constatation de l'Organe d'appel qu'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 doit concerner l'application de la loi douanière et non sa substance

4.511 La distinction entre application et fond évoquée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III* ne joue pas en sens contraire. Dans cette affaire, l'Organe d'appel n'avait pas eu l'occasion d'examiner si les différentes procédures de licences en cause représentaient un manque d'uniformité dans l'application d'une autre loi. Cette question n'avait tout simplement pas à être tranchée comme elle doit l'être en l'espèce.

4.512 Au contraire, le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* a, quant à lui, eu l'occasion d'examiner si un règlement pouvait être contesté au titre de l'article X:3 a) en tant qu'instrument d'une application de la législation douanière argentine pratiquée d'une manière incompatible avec cette disposition. Dans ce différend, les CE contestaient une mesure de l'Argentine (la Résolution 2235) en tant qu'elle servait à appliquer la législation douanière de ce pays (exposée dans d'autres lois et résolutions) d'une manière incompatible avec l'article X:3 a). L'Argentine s'était défendue, tout comme les CE le font en l'espèce, en faisant valoir que la plainte concernait la substance d'une mesure et non son application et qu'elle sortait donc du champ de l'article X:3 a) suivant le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III*. Le groupe spécial a rejeté cet argument en notant que "la question pertinente [était] celle de savoir si la substance d'une telle mesure [était] de nature administrative ou si, au contraire, elle impliqu[ait] des questions de fond qu'il [était] plus approprié de traiter au regard d'autres dispositions du GATT de 1994" (paragraphe 11.70). Sa constatation que la mesure en question était de nature administrative partait de l'observation suivante: "La Résolution 2235 ne crée pas les prescriptions en matière de classement; elle n'institue pas les remboursements à l'exportation ni n'impose les droits d'exportation. Elle prévoit simplement une certaine manière d'appliquer ces règles de fond." (paragraphe 11.72)

4.513 Pour reprendre le raisonnement du groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, le fait que les instruments d'application de la législation douanière communautaire revêtent eux-mêmes la forme de lois ne signifie pas que les États-Unis aient ignoré la différence entre substance et application mise en relief dans l'affaire *CE – Bananes III*. Pas plus que la Résolution n° 2235 dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, les dispositions des États membres des CE prévoyant des sanctions et des vérifications ne prescrivent de règles pour le classement et l'évaluation en douane, mais elles fournissent effectivement les moyens de "donner effet" aux lois qui, elles, prescrivent les règles de classement et d'évaluation.

iii) Les constatations du Groupe spécial en l'affaire Argentine – Peaux et cuirs sont directement pertinentes en l'espèce

4.514 Les CE contestent la pertinence du rapport du groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*. Pour commencer, elles affirment que l'un des traits distinctifs de la mesure contestée dans cette affaire était qu'elle imposait une application pratiquée d'une manière incompatible avec l'article X:3 a). Ensuite, elles suggèrent qu'à la différence de la mesure contestée dans ladite affaire, les régimes de sanctions ne peuvent pas être considérés comme des dispositions de nature administrative. Ni l'un ni l'autre de ces arguments n'est bien fondé.

4.515 La question de savoir si la mesure en cause dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* prescrivait une conduite administrative incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 ou ne faisait que l'autoriser était entièrement indifférente pour les constatations du Groupe spécial chargé de l'examiner. L'idée avancée par les CE que le rapport de ce groupe spécial n'est pas pertinent parce que, à la différence de la mesure en cause dans cette affaire-là, les dispositions prévoyant des

sanctions ne sont pas aisément définissables comme "administratives" ou "de fond" est traitée dans la réponse des États-Unis à la question n° 90 du Groupe spécial.

4.516 Bien entendu, la question pertinente aux fins de l'article X:3 a) n'est pas de savoir si une mesure est *soit* de nature "administrative" *soit* "de fond". Une mesure peut posséder les deux qualités selon la perspective dans laquelle elle est examinée, ainsi que les CE l'avaient fait valoir dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*. Dans cette affaire, le groupe spécial a expliqué que pour distinguer une mesure comme étant de nature "administrative", il faut déterminer si elle prescrit les moyens d'"exécuter" ou de "rendre effectives" les règles de fond applicables au classement et à l'évaluation, par exemple, qui sont elles-mêmes énoncées dans d'autres mesures. Pas plus que la mesure en cause dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, les dispositions régissant les sanctions et les vérifications des États membres des CE ne prescrivent de règles de fond applicables au classement et à l'évaluation, mais elles rendent effectives les règles de fond qui sont prescrites dans des règlements communautaires.

4.517 Puisqu'à leurs yeux un Membre n'applique vraiment sa législation douanière que lorsqu'il le fait "dans des cas concrets", les CE ne peuvent concevoir que l'absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière puisse revêtir la forme de différences dans les procédures de vérification et le régime des sanctions entre régions du territoire du Membre considéré. L'interprétation des CE méconnaît le sens ordinaire du terme "appliquer", à savoir "exécuter", ce qui, à son tour, signifie "rendre effectif", "donner effet à".

4.518 Les CE reconnaissent que l'article X:3 vise avant tout à préserver les intérêts des négociants. Or, du point de vue des négociants, la responsabilité qu'ils risquent d'encourir pour erreur de classement des marchandises ou erreur technique dans le cours du dédouanement des marchandises, la probabilité d'être soumis à vérification et la possibilité de voir les autorités douanières, à l'issue d'une vérification, émettre des directives contraignantes auxquelles les négociants puissent se fier à l'avenir sont autant de considérations qui peuvent être tout aussi importantes que la manière dont les autorités douanières classeront et évalueront leur marchandise.

d) Le fait que des "pénalités" pour de "légères infractions" soient mentionnées à l'article VIII:3 du GATT de 1994 ne fait pas sortir pour autant les sanctions du champ d'application de l'article X:3 a)

4.519 Les CE invoquent en outre l'argument que la mention, à l'article VIII:3 du GATT de 1994, de pénalités "pour de légères infractions à la réglementation ou à la procédure douanières" montre bien que l'article X du GATT de 1994 ne traite pas des sanctions. Mais cette déduction est illogique. Le fait que l'article VIII:3 fixe les paramètres de fond des pénalités pour certains types d'infractions à la réglementation douanière ou aux prescriptions procédurales – c'est-à-dire pour de "légères infractions" – n'a rien à voir avec le point de savoir si les sanctions peuvent être considérées comme des outils pour l'application de la législation douanière d'un Membre.

4.520 En poussant jusqu'au bout la logique du raisonnement des CE, on aboutirait à des résultats manifestement absurdes. Cela signifierait, par exemple, qu'un Membre pourrait faire des discriminations parmi les autres Membres en infligeant des sanctions pour des infractions douanières concernant des produits de certains Membres, mais non les produits similaires d'autres Membres. Il n'y aurait pas là d'infraction à l'article premier du GATT de 1994, selon la logique des CE, parce que cet article, comme l'article X:1, ne vise que les "impositions", et non pas expressément les "pénalités" ou "sanctions".

e) L'argument des États-Unis n'implique pas l'exigence d'une harmonisation de toutes les lois infra-fédérales des Membres de l'OMC présentant la moindre similitude d'objet avec des lois fédérales

4.521 Tout aussi inopérant est l'argument des CE selon lequel la constatation que des différences entre les États Membres dans les dispositions relatives aux sanctions et à la vérification constituent une absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière communautaire impliquerait des conséquences désastreuses pour tous les Membres de l'OMC dans divers domaines réglementaires. Cet argument repose sur une prémisse erronée, à savoir que, selon l'argument des États-Unis, toute loi infra-fédérale qui présenterait la moindre similitude d'objet avec une loi fédérale (c'est-à-dire un "lien") "pourrait être dite constitutive d'une "application" de cette loi". Or, ce n'est pas la simple existence d'un "lien" entre les dispositions des États Membres prévoyant des sanctions et des vérifications et la législation douanière communautaire qui fait que les premières sont de nature administrative. C'est bien davantage le fait que le but même des dispositions des États Membres relatives aux sanctions et aux vérifications est d'"exécuter" ou de "rendre effective" la législation douanière communautaire qui leur confère cette qualité.

6. Les décisions des tribunaux de révision des États membres des CE ne régissent pas la pratique "des organismes" chargés de l'application des mesures administratives prévues par la législation douanière communautaire, à l'encontre de l'article X:3 b) du GATT de 1994

4.522 Les CE ne respectent pas l'article X:3 b) parce que leur seul tribunal de révision dont les décisions aient un effet à l'échelle communautaire est la CEJ, et que l'action de la CEJ en la matière ne satisfait pas à l'exigence des moindres délais. Quant aux tribunaux des États membres, ils ne remplissent pas l'obligation des CE, car les décisions de chacun d'eux ne valent que sur le territoire de l'État membre considéré. En aucun cas leurs décisions ne "régi[sse]nt la pratique" "des organismes chargés de l'application des mesures administratives" prévues par la législation douanière dans l'ensemble de la Communauté. De plus, il faut lire l'article X:3 b) à la lumière de l'obligation d'application uniforme de l'article X:3 a); en conséquence, lorsque la révision aboutit à des décisions dont l'effet est limité à des régions particulières du territoire d'un Membre, cette révision n'est pas compatible avec l'article X:3 b).

a) Les décisions des tribunaux ou procédures qu'un Membre de l'OMC prévoit en application de l'article X:3 b) du GATT de 1994 doivent régir la pratique "des organismes" chargés de l'application des mesures administratives prévues par la législation douanière des Membres

4.523 La première phrase de l'article X:3 b) prescrit aux Membres de prévoir des tribunaux ou des procédures permettant de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. La seconde phrase exige que ces tribunaux ou procédures soient "indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives" *et* que leurs décisions soient "exécutées" par ces organismes et en "régi[sse]nt la pratique administrative". C'est cette prescription, à savoir que les décisions de ces tribunaux ou procédures régissent la pratique des organismes chargés de l'application des mesures administratives, qui montre très clairement que les CE ne s'acquittent pas de leur obligation au regard de l'article X:3 b), car chacun des multiples tribunaux de révision qu'elles offrent rend des décisions qui ne régissent que la pratique d'un sous-ensemble d'organismes chargés de l'application des mesures administratives dans une région déterminée de la Communauté.

4.524 Au dire des CE, "l'article X:3 b) du GATT, à la différence de son article X:3 a), ne porte pas sur des questions d'uniformité, mais exclusivement sur la révision dans les moindres délais des décisions douanières". Mais s'il en était ainsi, l'article X:3 b) n'aurait pas besoin de préciser que les décisions des tribunaux chargés de la révision doivent "régir la pratique" des organismes chargés de

l'application des mesures administratives. Il suffirait de prescrire simplement la mise en place de tribunaux ou procédures dont les décisions soient "exécutées par" les organismes chargés de l'application des mesures administratives.

4.525 Le sens ordinaire du terme "régir" à retenir ici est "commander, influencer, régler ou déterminer", ou "constituer une loi, une règle, une norme ou un principe pour". En conséquence, la prescription "en régiront la pratique" de l'article X:3 b) va au-delà de la simple exécution d'une décision dans l'affaire considérée et exige que cette décision "commande, influence, règle ou détermine" la pratique des "organismes chargés de l'application des mesures administratives" prévues par la législation douanière, ou qu'elle "constitue pour [eux] une loi, une règle, une norme ou un principe".

4.526 En outre, c'est la pratique "*des* organismes chargés de l'application des mesures administratives" qui doit être régie par les décisions des tribunaux ou procédures de révision. Cette condition n'est pas remplie lorsque les décisions des tribunaux ou procédures de révision ne régissent que la pratique de *certains des* organismes chargés de l'application des mesures administratives.

4.527 Cette interprétation se trouve corroborée par le contexte qu'offre l'article X:3 a). Les CE concèdent qu'il faut interpréter les alinéas a) et b) de l'article X:3 "d'une manière harmonieuse". Lorsque les décisions des tribunaux de révision régissent la pratique des organismes chargés de l'application des mesures administratives, elles s'intègrent à l'application de la part de ces organismes de la législation douanière du Membre considéré dans les affaires ultérieures. Comme cette législation doit être appliquée de manière uniforme, les décisions desdits tribunaux doivent régir la pratique "des organismes" sur la totalité de son territoire.

4.528 C'est ce que l'Australie a relevé de manière concise dans sa déclaration à la première réunion du Groupe spécial en observant que "les décisions judiciaires et administratives des organes de révision ou réexamen devraient être appliquées de manière cohérente et accessibles également sur tout le territoire du Membre de l'OMC". Ce n'est pas le cas sur le territoire communautaire. Non seulement les décisions des tribunaux des différents États membres ne sont applicables que sur leurs territoires respectifs, et partant ne sont pas appliquées de manière cohérente sur tout le territoire de la Communauté, mais encore elles ne sont pas "également accessibles sur tout le territoire" communautaire. Comme les CE l'ont expliqué en réponse à la question n° 72 du Groupe spécial, il n'existe pas de mécanisme permettant de faire en sorte que les tribunaux des États membres soient tenus au fait des décisions des tribunaux des autres États membres révisant des mesures douanières.

4.529 Les seules décisions de tribunaux de révision qui régissent la pratique "des organismes" chargés de l'application des mesures administratives concernant la législation douanière communautaire sur tout le territoire de la Communauté sont celles de la CEJ. Toutefois, on peut difficilement considérer que le contrôle juridictionnel exercé par la Cour satisfasse à l'exigence des moindres délais de l'article X:3 b). Le mode ordinaire de saisine de la Cour pour l'interroger est la procédure du renvoi préjudiciel, dans le cadre de laquelle il peut falloir 19 ou 20 mois à la Cour pour rendre une décision (et encore n'est-ce là qu'une moyenne).

b) L'argument des États-Unis n'implique pas que tous les Membres de l'OMC soient tenus d'établir une juridiction douanière centralisée unique

4.530 Les CE ont indiqué qu'elles ne sont pas le seul Membre de l'OMC à prévoir le réexamen à l'échelle régionale des actes administratifs en matière douanière et elles ont avancé que l'argument des États-Unis impliquerait pour chaque Membre de l'OMC l'obligation d'établir un tribunal de révision unique compétent sur la totalité de son territoire. Cela dit, qu'il y ait ou non d'autres Membres qui prévoient la révision à l'échelon régional des mesures administratives douanières, les CE sont le seul,

à la connaissance des États-Unis, à combiner la fragmentation géographique de l'administration des questions douanières *et* celle de la révision des décisions en la matière.

4.531 Les États-Unis ne soutiennent pas que l'article X:3 b) exige de tous les Membres de l'OMC qu'ils soient dotés d'une juridiction centralisée unique pour réviser et rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Ce qu'ils soutiennent, en revanche, c'est que l'article X:3 b) exige que les décisions des tribunaux qu'un Membre prévoit pour réviser et rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières régissent la pratique des organismes chargés de l'application des mesures administratives relevant de la législation douanière *sur tout le territoire de ce Membre*.

4.532 Lorsqu'un Membre confie à un organisme centralisé unique l'exécution de sa législation douanière, il est concevable qu'il puisse s'acquitter de l'obligation que lui impose l'article X:3 b), même s'il prévoit la révision et la rectification par de multiples tribunaux dont chacun a une compétence régionale limitée. En pareil cas, lorsque la juridiction compétente pour une région déterminée rend une décision, l'organisme devrait être à même à la fois de mettre cette décision à exécution dans cette région et d'y conformer sa pratique sur tout le territoire. De la sorte, l'application faite par le Membre de sa législation douanière serait régie par cette décision, et elle serait uniforme. Si la décision d'une juridiction d'une région est en conflit avec celle d'une juridiction d'une autre région, l'organisme devrait être en mesure de résoudre le conflit en renvoyant l'une ou l'autre de ces décisions à une juridiction supérieure, possibilité envisagée par la seconde phrase de l'article X:3 b).

4.533 Autre indication tendant à prouver que la révision et la rectification prévues en vertu de l'article X:3 b) doivent nécessairement aboutir à des décisions qui régissent l'application de la législation douanière d'un Membre sur la totalité de son territoire, la seconde phrase introduit une restriction en disant que "*l'administration centrale d'un tel organisme* [doit pouvoir] prendre des mesures en vue d'obtenir une révision de l'affaire dans une autre action s'il y a des raisons valables de croire que la décision est incompatible avec les principes du droit ou avec les faits de la cause". (pas d'italique dans l'original) Cette clause restrictive envisage la possibilité pour "l'administration centrale" de contester la décision d'un tribunal indirectement – c'est-à-dire "dans une autre action" – lorsqu'elle détermine que "la décision est incompatible avec les principes du droit ou avec les faits de la cause". Toutefois, cette possibilité n'a de sens que si, autrement, la décision rendue à l'issue de l'action initiale devait avoir effet en dehors de cette action. Si les effets de la décision étaient circonscrits à l'action dans laquelle celle-ci a été rendue, une contestation indirecte ne serait ni nécessaire ni fondée.

4.534 Comme la possibilité de contester indirectement les décisions de ces tribunaux implique que les effets de ces décisions ne sont pas circonscrits aux procédures particulières dans lesquelles elles sont rendues, rien n'autorise à avancer que l'article X:3 b) envisage pour ces effets un champ plus restreint que l'intégralité du territoire du Membre considéré. Outre que rien n'autorise cette suggestion, la mention elle-même de "l'administration centrale" de l'organisme chargé de l'application des mesures administratives plaide en faveur de l'idée que les effets des décisions des tribunaux en question sont envisagés comme se déployant dans un champ qui couvre le territoire entier du Membre.

4.535 Pour résumer, la combinaison de 25 autorités douanières différentes et des tribunaux de révision propres à chaque État membre aboutit à des décisions de ces tribunaux qui ne régissent pas la pratique "*des* organismes chargés de l'application des mesures administratives" prévues par la législation douanière communautaire. C'est pourquoi le fait que la révision et la rectification des décisions administratives douanières des États membres sont assurées par les tribunaux des États membres ne satisfait pas à l'obligation des CE au titre de l'article X:3 b).

F. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Mesures en cause dans le présent différend

4.536 L'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT se rapporte à "la manière dont les CE appliquent" leurs lois douanières. En ce qui concerne l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT, les CE croient comprendre que la mesure en cause est le fait allégué selon lequel les CE n'ont pas institué des tribunaux ou des procédures afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les décisions se rapportant aux questions douanières.

4.537 Toutefois, en ce qui concerne l'allégation formulée au titre de l'article X:3 a) du GATT, les États-Unis ajoutent que "l[a] mesur[e] spécifiqu[e] en cause" au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord "[se compose des] lois, règlements et décisions judiciaires et administratives qui constituent la législation douanière des CE", c'est-à-dire les mesures mentionnées dans le premier paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis.

4.538 Les CE ne conviennent pas que la mesure mentionnée dans le premier paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, qui comprend notamment le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application et le Tarif douanier communautaire, constitue "les mesures en cause" dans le présent différend au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Il découle clairement de la première phrase du premier paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis que l'allégation formulée par ceux-ci se rapporte à la manière dont les CE *appliquent* les mesures énumérées, et non aux mesures elles-mêmes. L'énumération figurant à la fin du premier paragraphe de la demande présentée par les États-Unis sert uniquement à recenser les lois que les CE n'appliqueraient pas d'une manière non uniforme. Toutefois, cela ne veut pas dire que ces lois elles-mêmes deviennent des mesures en cause dans le présent différend.

4.539 Les CE ne partagent pas non plus le point de vue des États-Unis selon lequel l'application des lois "ne peut pas être elle-même une mesure". Comme l'Organe d'appel l'a confirmé dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins du règlement des différends dans le cadre de l'OMC. Cela s'applique également à l'application des lois dont il est fait mention à l'article X:3 a) du GATT.

4.540 Il est particulièrement nécessaire de porter une attention spéciale à la teneur de la mesure en cause dans le présent différend en raison des caractéristiques spécifiques de l'article X:3 a) du GATT en tant que fondement juridique de l'allégation formulée par les États-Unis. Comme l'Organe d'appel l'a confirmé dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'article X:3 a) du GATT se rapporte uniquement à l'application des lois et règlements mentionnés à l'article X:1 du GATT, et non à ces lois et règlements eux-mêmes.

4.541 L'affirmation des États-Unis selon laquelle l'application ne peut pas être une mesure aboutirait à un résultat absurde, à savoir que le non-respect de l'article X:3 a) du GATT ne pourrait jamais être contesté au titre du Mémorandum d'accord.

4.542 Par ailleurs, les CE craignent que les États-Unis n'essaient de brouiller la distinction entre l'application des mesures et les mesures elles-mêmes et, partant, ne tentent effectivement d'étendre la portée du présent différend. Pour ces raisons, le Groupe spécial devrait dire que les actes d'application générale mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne sont pas des mesures en cause dans le présent différend.

4.543 En outre, les États-Unis ont refusé d'identifier les aspects spécifiques de l'administration douanière des CE qu'ils contestaient. Ils ont simplement affirmé qu'ils contestaient l'application des mesures énumérées, dont ils ont dit qu'elles "vis[aient] la totalité des mesures qui constitu[aient] la législation douanière des CE".

4.544 Cette description de la mesure en cause dans le présent différend n'est pas suffisamment précise. La législation douanière des CE est un ensemble vaste et complexe de lois. Il ne serait donc pas suffisant de décrire la mesure en cause dans le présent différend comme l'"application de la législation douanière des CE". En fait, la mesure en cause dans le présent différend est l'application de la législation douanière des CE sous les rapports mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, tels qu'ils ont été précisés dans la première communication écrite de États-Unis, notamment la classification, la valeur en douane, la transformation sous douane, la procédure de domiciliation et les sanctions. C'est aussi ce que confirme le titre du présent différend, qui est "Certaines questions douanières" et, partant, ne peuvent pas être incluses absolument toutes les questions douanières.

4.545 Les tentatives des États-Unis visant à laisser la portée de la procédure du présent Groupe spécial dans le vague sont également illustrées par le fait que ceux-ci refusent de fournir une liste exhaustive des procédures douanières à propos desquelles ils allèguent une absence d'application uniforme, et allèguent plutôt que cette absence ne "se limite pas à une règle douanière particulière ou à un groupe de règles particulier". À cet égard, les CE font observer qu'elles ne peuvent pas se défendre contre de vagues accusations d'application non uniforme dans des domaines que les États-Unis n'ont pas identifiés dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial ni dans leur première communication écrite. Par conséquent, la tentative des États-Unis visant à laisser la portée de la présente procédure dans le vague devrait être rejetée.

2. Allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT

a) Prescriptions de l'article X:3 a) du GATT

i) L'article X:3 a) du GATT concerne l'application des lois douanières, et non les lois douanières elles-mêmes

4.546 Les CE ont expliqué, en se référant à la jurisprudence pertinente de l'Organe d'appel, que l'article X:3 a) du GATT ne concernait pas les lois et règlements eux-mêmes, mais uniquement leur *application*. Cela veut dire que l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas l'harmonisation des lois à l'intérieur d'un Membre dans le cas où, par exemple, différents régimes juridiques sont applicables dans différentes parties du territoire d'un Membre de l'OMC. Cela est pertinent dans tous les domaines dans lesquels les questions en cause dans le présent différend sont régies par les lois des États membres des CE, ce qui est le cas en particulier des sanctions en cas de violation de la législation douanière.

4.547 Les États-Unis contestent cette interprétation en faisant valoir que "la législation douanière peut être appliquée au moyen d'instruments qui sont eux-mêmes des lois".

4.548 Les CE estiment que cette interprétation est manifestement incompatible avec le libellé de l'article X:3 a) du GATT, qui mentionne uniquement l'*application* des règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1 a) du GATT. L'article X:1 du GATT précise que ces mesures sont toutes des mesures d'*application générale*. L'application de ces mesures est donc leur application dans des cas concrets. Les lois, qui sont d'application générale, ne peuvent donc pas par ailleurs être considérées comme des mesures concernant l'application. L'argument des États-Unis serait également incompatible avec la distinction claire que l'Organe d'appel a faite dans l'affaire *CE – Bananes III* entre l'application des lois et les lois elles-mêmes.

4.549 Les États-Unis essaient d'échapper à cette conclusion en établissant entre les lois "de fond" et les lois "administratives" une distinction à l'appui de laquelle ils invoquent le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*. Selon les États-Unis, seules les lois qui sont de nature administrative doivent être appliquées d'une manière uniforme, alors qu'une telle obligation n'existerait pas en ce qui concerne les lois "de fond".

4.550 En dehors du fait que les États-Unis ne donnent aucune explication de ce qu'ils entendent par lois "de fond" et lois "administratives", les CE ne sont pas d'avis que cette interprétation est correcte. Le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* n'appuie pas l'interprétation des États-Unis. L'obligation d'application uniforme s'applique à toutes les mesures visées à l'article X:1 du GATT, qu'elles soient "de fond" ou de nature "administrative". La véritable distinction en ce qui concerne l'article X:3 a) du GATT n'est donc pas entre des mesures de fond et des mesures administratives, mais entre l'application et les mesures à appliquer.

4.551 Cette question est très importante pour tous les Membres de l'OMC dans les cas où certaines questions visées à l'article X:3 a) du GATT peuvent être réglementées au niveau infra-fédéral. C'est encore plus important car l'article X:3 a) du GATT ne s'applique pas uniquement à l'application des lois douanières, mais aussi aux lois concernant les impositions intérieures et la vente de produits sur le marché intérieur. Dans de nombreux Membres de l'OMC, y compris les États-Unis, ces questions sont souvent régies par des lois infra-fédérales, qui peuvent entraîner l'existence de règles divergentes sur le territoire de ces Membres de l'OMC. Si les arguments avancés par les États-Unis étaient acceptés, des différences dans la législation infra-fédérale devraient être considérées comme incompatibles avec l'article X:3 a) du GATT. Cela perturberait l'équilibre national dans de nombreux Membres de l'OMC, et ne peut donc pas constituer une interprétation raisonnable de l'article X:3 a) du GATT. Cela serait également incompatible avec les constatations formulées par le Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, qui a dit que le GATT respectait la répartition interne des compétences dans chaque Membre de l'OMC.

4.552 Les États-Unis ont fait valoir à tort que l'interprétation des CE placerait "toutes les lois et tous les règlements qui sont des instruments d'administration douanière en dehors du champ des disciplines de l'article X:3 a) du GATT".

4.553 Premièrement, l'argument des CE ne s'applique qu'aux questions qui sont visées par une législation infra-fédérale, ce qui est dans les CE le cas notamment des sanctions. Dans les CE, comme dans d'autres Membres de l'OMC, la plupart des domaines du droit douanier sont régis par des lois au niveau fédéral.

4.554 En outre, même dans les cas où il existe une loi au niveau infra-fédéral, cela ne veut pas dire que cette loi est "en dehors du champ" de l'article X:3 a) du GATT. Au contraire, l'article X:3 a) du GATT prescrit l'application uniforme de toutes les lois, y compris celles qui pourraient exister dans un Membre de l'OMC au niveau infra-fédéral, dans le domaine dans lequel elles s'appliquent.

4.555 Enfin, les États-Unis perdent de vue l'objet et le but véritables de l'article X:3 a) du GATT. Cette disposition vise à assurer aux Membres de l'OMC et aux négociants un certain niveau minimum de prévisibilité et de sécurité en ce qui concerne l'application des lois et des règlements visés. Cet objectif est entièrement respecté si les lois applicables au niveau infra-fédéral dans un Membre de l'OMC sont appliquées d'une manière uniforme sur le territoire sur lequel elles s'appliquent. Il n'est pas compatible avec cet objectif et ce but de transformer l'article X:3 a) du GATT en une disposition qui prescrit des modifications législatives, et notamment une harmonisation au niveau infra-fédéral sur le territoire d'un Membre de l'OMC.

ii) L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas les façons dont les Membres de l'OMC doivent appliquer leurs lois douanières

4.556 L'article X:3 a) du GATT contient l'obligation d'appliquer les lois douanières d'une manière uniforme, mais il ne précise pas comment les Membres de l'OMC devraient appliquer ces lois.

4.557 En principe, les États-Unis ne semblent pas contester ce point. Dans les faits, ils ont dit à maintes reprises que "prescrire la méthode que les CE [devaient] suivre pour se conformer à … l'article X:3 a) du GATT n'[était] pas nécessaire pour régler le présent différend".

4.558 Toutefois, la réalité qu'expriment les allégations des États-Unis est bien différente. En particulier, les États-Unis exigent effectivement des CE qu'elles mettent sur pied une administration des douanes, qui devrait en outre avoir compétence pour rendre des décisions anticipées sur un certain nombre de questions. Il n'est guère possible d'imaginer une application plus prescriptive de l'article X:3 a) du GATT.

4.559 Il est également intéressant de faire observer que les États-Unis n'ont pas, jusqu'à présent, expliqué en quoi leurs allégations se rapportaient à leur propre proposition faite dans le contexte des négociations sur la facilitation des échanges dans le cadre du Cycle de Doha, qui prévoit en particulier la création de l'obligation de prévoir des décisions anticipées sur les questions relatives à la classification tarifaire et à l'évaluation en douane. Les États-Unis n'ont pas contesté non plus le fait que l'une des raisons fondamentales qui les avaient amenés à engager la présente procédure était d'influencer les négociations sur la facilitation des échanges menées dans le cadre du Cycle de Doha.

4.560 Les CE maintiennent donc leur point de vue selon lequel les États-Unis recherchent une application de l'article X:3 a) du GATT qui aurait un caractère très prescriptif, et qui transformerait dans les faits l'article X:3 a) du GATT en une base pour l'harmonisation des lois et pratiques douanières selon le modèle des États-Unis. Les CE estiment qu'une telle interprétation devrait être rejetée.

iii) L'article X:3 a) du GATT énonce des critères minimaux

4.561 Les États-Unis ont essayé de nier l'importance de ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, et ont critiqué en particulier le fait que l'Organe d'appel "n'avait pas précisé ce qu'il entendait par critères minimaux". Toutefois, cela ne change rien au fait que l'Organe d'appel a qualifié l'article X:3 a) du GATT de disposition qui énonce certains critères minimaux de transparence et d'équité au plan de la procédure. Bien que cela ne remplace pas la nécessité d'interpréter les termes effectivement employés à l'article X:3 a) du GATT, cela permet de mieux comprendre l'objectif limité qui sous-tend cette disposition, qui est diamétralement opposé à l'interprétation très ambitieuse préconisée par les États-Unis.

4.562 Dans leur première communication écrite, les CE ont également expliqué, en se référant au rapport du Groupe spécial du GATT *CEE – Pommes de table*, que des différences administratives mineures au chapitre du traitement ne pouvaient pas être considérées comme impliquant une violation de l'article X:3 a) du GATT. Le Japon partage également ce point de vue. Dans leur réponse à une question du Groupe spécial, les CE ont expliqué que cela voulait dire qu'il appartenait aux États-Unis, en tant que partie plaignante, de montrer que des variations de la pratique administrative, même lorsqu'elles existaient, avaient une incidence importante sur les négociants.

4.563 Les États-Unis ont essayé d'écarter cette jurisprudence en alléguant qu'ils avaient "fourni des éléments de preuve d'un système qui [créait] et ne parv[enait] pas à rectifier des myriades de divergences en matière d'application sur des questions qui [étaient] au cœur de l'administration douanière et affect[aient] le montant des droits de douane à acquitter par les négociants, ainsi que

d'autres aspects de leurs opérations". Les CE ne contestent pas, par exemple, qu'il est important pour la situation concurrentielle d'un négociant que le montant des droits de douane à acquitter soit affecté. Toutefois, comme les CE l'ont déjà fait observer, pour certaines des autres différences alléguées, par exemple en ce qui concerne la procédure de domiciliation ou les vérifications de la valeur en douane, les États-Unis n'ont pas jusque-là expliqué pourquoi de telles différences, même si elles existaient, seraient importantes pour les négociants.

iv) Sens de l'expression "application uniforme"

4.564 Comme le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* l'a dit, l'uniformité peut être évaluée uniquement en fonction d'un mode général d'administration douanière. C'est seulement s'il peut être démontré, sur la base de ces modes généraux, que l'application par un Membre de l'OMC de ses lois douanières n'est pas uniforme que le critère prévu à l'article X:3 a) du GATT est violé. Des points de vue très similaires ont également été exprimés par certaines des tierces parties en l'espèce, à savoir l'Australie et le Japon.

4.565 Les États-Unis ont tenté de faire une distinction entre la présente affaire et les affaires *États-Unis – Acier laminé à chaud* et *CE – Volailles* en faisant valoir que ces affaires ne concernaient pas l'"uniformité géographique". Toutefois, ils n'expliquent pas pourquoi l'"uniformité géographique" devrait être traitée différemment d'autres types d'uniformité, par exemple, l'uniformité dans le temps. On ne sait pas très bien non plus pourquoi un critère différent s'appliquerait à la prescription relative à une application uniforme, d'une part, et à la prescription relative à une application impartiale et raisonnable, d'autre part. Les CE tiennent également à rappeler que ce sont les États-Unis eux-mêmes qui, dans des affaires comme *États-Unis – Acier laminé à chaud*, ont avancé des arguments contre le fait de juger le respect de l'article X:3 a) du GATT uniquement sur la base de cas particuliers.

4.566 En réponse à une question du Groupe spécial, les États-Unis ont encore précisé que dans la présente affaire, "la question n'[était] pas de savoir si une autorité administrative particulière appliqu[ait] une loi particulière d'une manière uniforme", mais "de savoir si différentes autorités sur l'ensemble du territoire d'un Membre de l'OMC … appliqu[aient] diverses lois d'une manière uniforme". Les États-Unis semblent donc dire qu'un critère plus strict devrait s'appliquer aux Membres de l'OMC dont le système d'administration douanière est décentralisé par rapport aux Membres de l'OMC dont l'administration douanière est centralisée. Les CE ne voient aucun fondement à ces doubles critères, qui devraient donc être rejetés.

4.567 Enfin, contrairement à ce que les États-Unis allèguent, les CE n'ont jamais dit qu'une absence générale d'uniformité devait être "nette". Si les cas de non-uniformité dans le système d'un Membre de l'OMC sont suffisamment répandus et fréquents pour avoir une incidence majeure sur l'administration du système de ce Membre, cela équivaudra à une absence générale d'application uniforme. Il n'est pas nécessaire que ces cas soient organisés selon un mode particulier. Par conséquent, l'argument des États-Unis selon lequel le critère formulé par le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* ferait en sorte qu'il serait impossible de contester une absence générale d'uniformité est tout simplement incorrect.

b) Charge de la preuve

4.568 La charge de la preuve incombe aux États-Unis en tant que partie plaignante en l'espèce. Il appartient aux États-Unis de présenter des éléments de preuve suffisants pour établir l'existence d'une absence générale d'application uniforme en ce qui concerne les aspects de la législation douanière des CE soulevés par les États-Unis.

4.569 Dans leur première communication écrite, les États-Unis n'ont pas présenté d'éléments de preuve en ce sens. Ils se sont bornés à soulever un petit nombre d'affaires se rapportant à des

questions de classification tarifaire et d'évaluation en douane. Un nombre limité de cas dans un domaine particulier ne permet pas d'évaluer l'administration générale du système des CE. De plus, les cas soulevés par les États-Unis ne constituent pas, dans les faits, des exemples d'absence d'uniformité dans le système des CE.

4.570 Le Groupe spécial a posé aux États-Unis un certain nombre de questions dans le but de les amener à présenter des éléments de preuve concernant l'incidence réelle d'une application non uniforme dans les domaines de la législation douanière des CE soulevés par les États-Unis.

4.571 Dans leurs réponses, les États-Unis ne présentent aucun nouvel élément de preuve indiquant une absence d'uniformité dans le système des CE. Au lieu de cela, ils répondent que leur allégation "ne repose pas sur la fréquence statistique [d'une] administration non uniforme". De plus, ils allèguent "que ce sont les CE, plutôt que les États-Unis, qui ont probablement à leur disposition les renseignements demandés dans la question", et demandent au Groupe spécial d'exercer le pouvoir que lui confère l'article 13 du Mémorandum d'accord pour demander les renseignements pertinents aux CE. À titre d'exemple, les États-Unis affirment qu'il devrait être demandé aux CE de fournir "un échantillon statistiquement significatif de RTC et d'autres décisions de classement provenant de différents États membres (y compris des explications sur les fondements de ces décisions) afin de déterminer la fréquence des divergences dans l'application". Également à titre d'exemple, les États-Unis affirment que le "Groupe spécial pourrait demander aux CE des renseignements du type de ceux qui ont permis à la Cour des comptes de faire les constatations formulées dans son rapport sur la valeur en douane".

4.572 Ces réponses doivent être considérées comme des tentatives transparentes des États-Unis visant à se débarrasser de la charge de la preuve, et devraient être rejetées pour cette raison. Les États-Unis ne peuvent pas, d'une part, alléguer qu'il existe une absence générale et répandue d'application uniforme dans les CE et, d'autre part, alléguer qu'ils n'ont pas d'éléments de preuve permettant d'étayer cette allégation.

4.573 En fait, les États-Unis veulent transférer la charge de la preuve aux CE en demandant que ce soient ces dernières qui communiquent les renseignements demandés. Avec cette demande, les États-Unis affirment essentiellement que les CE devraient prouver leur propre innocence. Non seulement cette demande est totalement dénuée de fondement dans le droit de l'OMC, mais elle constitue aussi une impossibilité logique. Alors que les États-Unis devraient pouvoir présenter des éléments de preuve de l'existence de cas d'application non uniforme, si ces cas existaient effectivement, il est logiquement impossible aux CE de prouver que ces cas n'ont jamais existé.

4.574 Pour cette raison, il serait totalement irréaliste de la part du Groupe spécial de demander aux CE, comme les États-Unis l'ont affirmé, de fournir "un échantillon statistiquement significatif de RTC et d'autres décisions de classement provenant de différents États membres (y compris des explications sur les fondements de ces décisions) afin de déterminer la fréquence des divergences dans l'administration". De même, il est irréaliste de la part des États-Unis de dire que le "Groupe spécial pourrait demander aux CE des renseignements du type de ceux qui ont permis à la Cour des comptes de faire les constatations formulées dans son rapport sur la valeur en douane". Le rapport de la Cour des comptes était fondé sur des visites de vérification qui avaient été effectuées dans les locaux de la Commission et des administrations douanières de 12 États membres des CE en 1999-2000. L'affirmation des États-Unis équivaut donc en gros à demander aux CE de procéder à une nouvelle vérification de la valeur en douane. Il ne s'agit pas d'une demande raisonnable à adresser à une partie défenderesse dans le contexte d'une procédure au titre du Mémorandum d'accord.

4.575 De plus, la demande présentée par les États-Unis déborde largement les fonctions d'un groupe spécial au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord. Bien que l'Organe d'appel ait confirmé que les groupes spéciaux avaient un certain pouvoir d'enquête, ce pouvoir comporte également ses limites,

qui ont été clairement définies par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*. Dans la présente affaire, les États-Unis demandent au Groupe spécial de faire précisément ce que l'Organe d'appel a dit qu'il ne devrait pas faire. Puisqu'ils n'ont pas fourni des éléments *prima facie*, les États-Unis demandent au Groupe spécial de demander les renseignements pertinents aux CE. De cette façon, le Groupe spécial libérerait les États-Unis de la charge de la preuve initiale leur incombant et plaiderait la cause du plaignant.

4.576 Les États-Unis semblent croire qu'ils peuvent établir l'existence d'une absence d'uniformité en formulant des allégations générales d'absence d'uniformité dans des domaines particuliers. Toutefois, l'application du droit douanier dans des domaines comme la classification tarifaire ou l'évaluation en douane est tributaire des circonstances particulières propres à chaque cas. Par conséquent, il n'est pas possible d'établir si l'application est ou non uniforme sans connaître les "détails particuliers de chaque cas", et il incombe aux États-Unis en tant que plaignant de fournir ces détails.

4.577 En dernier lieu, on ne peut certainement pas attendre des CE qu'elles prouvent qu'elles appliquent leurs lois d'une manière uniforme, mais il convient de souligner que certains éléments du contexte de la présente affaire donnent une indication du caractère incorrect des allégations factuelles formulées par les États-Unis. Les CE ont déjà, dans leur première communication écrite, signalé l'absence presque complète de réaction de la branche de production et des négociants des États-Unis à la demande de l'USTR concernant une participation à la présente affaire.

4.578 Les réactions d'autres Membres de l'OMC, notamment des tierces parties, au présent différend constituent une indication également intéressante. Aucun des neuf Membres de l'OMC qui ont décidé de devenir des parties au présent différend n'a fait état de l'existence d'exemples d'absence d'uniformité. La seule tierce partie qui a allégué l'existence d'une absence d'uniformité dans la pratique des CE est la Corée. Celle-ci a toutefois refusé de fournir des éléments de preuve en raison "de la nature commerciale confidentielle des transactions commerciales sous-jacentes". Les CE estiment que si la Corée possédait effectivement des renseignements pouvant aider les CE à assurer une application uniforme de leurs lois douanières, elle aurait dû, en fait, les partager avec les CE. Cela serait également conforme à l'accord de coopération douanière entre les CE et la Corée, qui impose des obligations d'information et d'assistance mutuelles.

4.579 Enfin, les États-Unis ne cessent de se référer à ce qu'ils appellent des "témoignages francs de la manière dont le système des CE fonctionne" faits par certains fonctionnaires d'institutions des CE, et allèguent que le "message global est qu'il y a un problème d'application divergente". Les États-Unis se réfèrent en l'occurrence à quelques déclarations faites çà et là par des fonctionnaires et des institutions des CE, qui sont sorties de leur contexte et ne sont pas pertinentes pour la présente affaire. La plupart de ces déclarations devraient être vues comme un reflet normal du processus d'autosurveillance et d'amélioration qui est indispensable à tout système d'administration douanière dans le contexte d'un monde en rapide évolution. Si chaque critique formulée dans le contexte des modalités administratives et réglementaires des Membres de l'OMC était immédiatement interprétée comme un élément de preuve d'une incompatibilité avec les règles de l'OMC, cela aurait un effet dissuasif important sur les discussions d'orientation interne des Membres de l'OMC.

c) Questions générales à la base des allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT

4.580 Dans leur première communication écrite, les CE ont déjà examiné un certain nombre de questions générales à la base des allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT, y compris le rôle des États membres, de la Commission, de la Cour de justice et du Comité du Code des douanes. Les États-Unis n'ont pas encore donné de réponses détaillées à ces explications des CE. Au lieu de cela, leurs interventions subséquentes ont mis l'accent sur deux tendances centrales à la base de l'action engagée par les États-Unis: premièrement, la tentative des États-Unis

visant à contraindre les CE à créer un organisme douanier des CE et deuxièmement, la tendance à déprécier et à méconnaître le fonctionnement des institutions et des procédures des CE visant à assurer une application uniforme du droit communautaire dans l'ensemble des CE.

i) Le recours des États-Unis vise à contraindre les CE à créer un organisme douanier des CE

4.581 Les communications présentées par les États-Unis confirment que le recours qu'ils ont déposé vise essentiellement à contraindre les CE à mettre sur pied un organisme douanier des CE. Bien que les États-Unis aient formellement allégué que prescrire la méthode que les CE devaient suivre pour se conformer à leur obligation au titre de l'article X:3 a) du GATT n'était "pas nécessaire pour régler le présent différend", leurs allégations et communications dans le présent différend disent autre chose. En effet, la nécessité alléguée de créer un organisme douanier des CE est un thème récurrent dans les communications des États-Unis. Par conséquent, ceux-ci ont parlé de la création d'un tel organisme comme d'une "option évidente" pour donner suite à leurs allégations.

4.582 La réponse que les États-Unis ont donnée à une question du Groupe spécial concernant les mesures spécifiques dont ils escomptent l'adoption par les CE pour donner suite à leurs allégations illustre également le fait que leur recours a exclusivement pour but la création d'un organisme douanier des CE. Les États-Unis ont mentionné uniquement la création d'un organisme douanier. Bien qu'ils aient dit qu'ils n'"écartaient" pas l'idée que d'autres options puissent exister pour donner suite à leurs allégations, ils n'ont mentionné aucune autre mesure concrète que les CE pourraient prendre.

4.583 L'attention exclusive que les États-Unis portent à la mise sur pied d'un organisme douanier des CE ressort également de la réponse qu'ils ont donnée à une question du Groupe spécial, dans laquelle il leur était demandé de formuler des observations sur l'observation des CE selon laquelle les critiques formulées par les États-Unis au sujet de l'arrêt *Timmermans* de la CEJ étaient incompatibles avec leur critique de la décision rendue par le tribunal du Royaume-Uni dans l'affaire *Bantex*. En réponse, les États-Unis ont expliqué qu'en l'absence d'une autorité douanière centralisée, tout scénario aboutirait à une application non uniforme.

4.584 De l'avis des États-Unis, sans un tel organisme, aucune modification des règles et des procédures des CE dans les domaines du classement tarifaire, de la valeur en douane et des procédures douanières ne serait suffisante pour donner suite aux allégations des États-Unis.

4.585 Une autre confirmation de la nature des allégations formulées par les États-Unis est la "liste de souhaits" que les États-Unis ont présentée aux CE à la suite des consultations menées en l'espèce. Cette liste comprenait comme premier point la "mise sur pied d'une autorité des CE unique et centralisée, chargée de rendre, à l'intention des négociants et dans un délai court et bien précis après le dépôt de la demande, des décisions anticipées sur des questions incluant le classement, la valeur et l'origine (aussi bien préférentielle que non préférentielle)".

4.586 Les États-Unis ont tenté de présenter cette demande comme une sorte de concession, étant donné que l'organisme en question serait uniquement chargé de rendre des décisions anticipées. En réponse, les CE rappellent qu'il n'existe actuellement – sauf pour les questions d'origine – aucune obligation de présenter des décisions anticipées sur les questions douanières. Par conséquent, l'affirmation selon laquelle les CE devraient créer un organisme ayant compétence pour rendre de telles décisions va au-delà des engagements actuels dans le cadre de l'OMC.

4.587 Dans l'ensemble, il devient clair que le recours des États-Unis ne concerne pas l'application effective de la législation douanière des CE, mais qu'il s'agit d'une action très ambitieuse visant à réorganiser complètement le système d'administration douanière des CE. Les CE n'auraient pratiquement pas d'autre choix que de mettre sur pied un organisme auquel seraient confiées des

tâches opérationnelles sans précédent dans l'histoire des CE. Une telle entreprise ferait subir de profonds changements à la manière dont le droit des CE est appliqué, et aurait des conséquences juridiques, financières et touchant le personnel qui sont très difficiles à prévoir à ce stade. Les CE doutent également qu'il puisse s'agir d'une "mesure raisonnable" au sens de l'article XXIV:12 du GATT.

4.588 Fait encore plus important, le fédéralisme exécutif est un caractéristique non seulement du droit douanier des CE, mais du droit des CE en général. Comme l'article X:3 a) du GATT s'applique non seulement aux questions douanières, mais aussi à toutes les questions évoquées à l'article X:1 du GATT, les questions soulevées en l'espèce ne semblent pas nécessairement limitées au domaine des douanes, mais concernent pratiquement tous les domaines du droit des CE. Par conséquent, il s'agit d'une attaque frontale contre le fédéralisme exécutif de l'ordre juridique des CE, dont les implications dépasseraient de beaucoup le domaine des douanes.

4.589 Cette allégation ne peut pas avoir comme fondement juridique l'article X:3 a) du GATT. Cette disposition énonce certains critères minimaux d'équité au plan de la procédure et de transparence. Comme les Accords de l'OMC en général, elle ne préjuge pas de l'autonomie interne des Membres de l'OMC sur des questions fondamentales touchant l'organisation interne et l'administration.

ii) Les États-Unis présentent de manière erronée le système juridique des CE

4.590 Dans leur première communication écrite, les CE ont donné des précisions sur la manière dont le système juridique des CE assurait l'interprétation et l'application uniformes du droit des CE dans l'ensemble des CE. Elles ont également expliqué comment les différentes institutions et les différents acteurs en cause contribuaient à l'application uniforme du droit douanier des CE.

4.591 Dans leurs communications subséquentes, les États-Unis n'ont pratiquement pas réagi à ces explications des CE. Au lieu de cela, ils choisissent de persister dans leur interprétation très sélective du système juridique des CE, et font abstraction de tout ce qui n'entre pas dans le tableau négatif qu'ils souhaitent brosser. L'attitude dédaigneuse des États-Unis envers le système juridique des CE se reflète dans une affirmation répétée des États-Unis, qui allèguent que le système des CE est "un réseau lâche de principes, d'instruments et d'institutions, y compris des lignes directrices non contraignantes, plus des obligations générales de coopération entre États membres, plus des renvois facultatifs de questions au Comité du Code des douanes".

4.592 Les CE estiment que de telles déclarations sont désobligeantes envers les CE dans leur ensemble. Les mécanismes qui ont été décrits par les CE sont représentatifs non seulement du domaine de la législation douanière, mais de la façon dont l'interprétation et l'application uniformes de la législation des CE sont assurées dans toutes les CE. Par conséquent, si les États-Unis sont d'avis que l'union douanière des CE constitue un "réseau lâche", cette remarque doit vraisemblablement s'appliquer aux CE dans leur ensemble.

4.593 De telles déclarations trahissent un manque de compréhension de l'histoire et du succès de l'intégration européenne au cours des 50 dernières années. Elles peuvent également être représentatives du fait qu'il existe une différence considérable entre les structures et les procédés constitutionnels des États-Unis, d'une part, et ceux des CE, d'autre part. Toutefois, ces différences doivent être tolérées dans l'OMC, et il ne peut pas simplement être présumé qu'elles équivalent à des violations de l'article X:3 a) du GATT.

4.594 En ce qui concerne le rôle de la Commission, de la Cour de justice et du Comité du Code des douanes, les États-Unis n'ont pas, jusqu'à présent, étoffé davantage leurs critiques. S'agissant du Comité du Code des douanes, lorsqu'il a été demandé aux États-Unis s'ils avaient des éléments de

preuve à l'appui de leur allégation selon laquelle la prise de décisions au Comité était devenue plus difficile depuis le dernier élargissement le 1er mai 2005, ceux-ci n'ont pas présenté les éléments de preuve demandés mais ont dit que cela était "évident". En outre, ils ont une fois de plus fait référence à une déclaration d'un fonctionnaire des CE. Or cette déclaration avait été faite à titre personnel et tout de suite après l'entrée en vigueur de l'élargissement et, partant, ne pouvait guère être considérée comme un "élément de preuve" de ce qui s'était produit depuis l'élargissement.

d) Allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT

i) Classement tarifaire

Renseignements tarifaires contraignants

Risque allégué de recherche du RTC le plus favorable

4.595 Le Groupe spécial a demandé aux États-Unis de présenter des éléments de preuve indiquant qu'il y avait effectivement une "sélection" dans le système RTC des CE. En réponse, les États-Unis n'ont pas présenté de tels éléments de preuve. Au lieu de cela, ils ont essayé de contourner la question en se référant à des observations qui sont dénuées de pertinence pour la question.

4.596 Premièrement, les États-Unis se réfèrent à un extrait du rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet* dans lequel les CE auraient dit qu'il était possible, dans le droit des CE, de retirer une demande de RTC lorsque le résultat était jugé défavorable par l'importateur. Toutefois, cette déclaration ne contient rien qui indiquerait que la recherche du RTC le plus favorable est pratiquée dans les CE. Comme un RTC est accordé sur demande, et dans l'intérêt du demandeur, il est normal que la demande puisse être retirée jusqu'à ce que le RTC soit délivré. Avant la délivrance d'un RTC, le demandeur ne connaîtra pas, dans la plupart des cas, le classement tarifaire envisagé par les autorités douanières. Par contre, une fois que le RTC a été délivré, la demande ne peut plus être retirée. En outre, il convient de noter que toutes les demandes, y compris celles qui ont été retirées, sont versées dans la base de données RTCE à laquelle les autorités douanières ont accès.

4.597 Deuxièmement, les États-Unis allèguent que la délivrance de RTC est "fortement biaisée en faveur de certains États membres" et que ce "biais révèle, de la part des importateurs, une sélection stratégique des États membres dans lesquels ils présentent leurs demandes de RTC". Les CE estiment que le fait que les autorités de certains États membres délivrent plus de RTC que d'autres traduit simplement des différences entre les États membres du point de vue de la taille des marchés, de la situation géographique, des pratiques commerciales et d'autres considérations pratiques.

4.598 Enfin, les États-Unis affirment que "les importateurs contactent régulièrement les … ambassades des États-Unis dans les États membres des CE pour savoir à quelles autorités il est préférable de s'adresser pour demander un RTC". Les CE font observer que même si de telles questions étaient posées, cela ne prouve pas l'existence de pratiques divergentes dans les faits. En effet, il n'y a pas d'"autorité à laquelle il est préférable de s'adresser", et la demande devrait être présentée aux autorités compétentes des États membres telles qu'elles sont déterminées par l'article 6(1) du Règlement d'application.

Difficultés alléguées que posent la détection et la rectification de RTC divergents

4.599 Les États-Unis ont également fait valoir que le système des CE ne prévoyait pas des mécanismes suffisants pour détecter et rectifier les divergences possibles entre des RTC.

4.600 Dans leurs réponses à la question du Groupe spécial, les États-Unis ont critiqué le fait que la base de données RTCE "ne rév[élait] pas en détail les considérations appliquées par les différentes

autorités pour classer une marchandise donnée d'une manière particulière". Les CE sont surprises de cette déclaration. Pour chaque RTC qui est délivré, la base de données RTCE (dans ses deux versions) comprend une description détaillée du produit qui est suffisante pour permettre son identification et son classement, le code NC sous lequel le produit a été classé et la justification de ce classement. La justification mentionnera habituellement les règles et principes d'interprétation appliqués et, au besoin, d'autres texte pertinents comme la jurisprudence de la Cour de justice. Les CE estiment que ces renseignements sont tout à fait suffisants pour constituer des renseignements complets au sujet de la pratique en matière de RTC des autorités douanières des CE.

4.601 Les CE ont également expliqué que la base de données RTCE était très bien reçue et utilisée de façon intensive par les négociants et les autorités douanières, comme l'attestait le fait qu'il y avait eu, en moyenne, 324 000 consultations chaque mois au cours du premier semestre de 2005. Les États-Unis ont fait valoir que ce nombre pourrait "s'expliquer par diverses causes, allant d'investigations de chercheurs curieux à la collecte de données statistiques". Les CE trouvent l'explication voulant que 324 000 consultations par mois soient attribuables à des "chercheurs curieux" ou à la "collecte de données statistiques" tout à fait farfelue. Il est clair que la base de données RTCE des CE est un instrument utile pour assurer une pratique de classement uniforme, et est largement utilisée par les négociants comme par les autorités douanières.

> Allégation des États-Unis selon laquelle les États membres ne considèrent pas les RTC délivrés par d'autres États membres comme contraignants

4.602 Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont allégué que "les États membres ne trait[aient] pas toujours les RTC délivrés par les autres États membres comme des renseignements contraignants". Une fois de plus, les États-Unis n'ont pas donné d'exemples spécifiques à l'appui de leur allégation. Au lieu de cela, ils signalent un sondage réalisé par une association professionnelle auquel ils s'étaient déjà référés dans leur première communication écrite. Selon ce sondage, une société a dit que des "renseignements tarifaires contraignants provenant de l'Allemagne n'étaient toujours pas acceptés par d'autres pays de l'UE, en particulier la Grèce et le Portugal".

4.603 Les CE contestent l'existence d'un problème concernant la reconnaissance des RTC provenant de l'Allemagne dans d'autres États membres des CE. Le "sondage" mentionné par les États-Unis n'est pas un "élément de preuve" contraire. Il est simplement représentatif d'une observation formulée par une société non identifiée qui n'est pas étayée par d'autres explications ou éléments de preuve. Par conséquent, il est impossible de vérifier l'exactitude de la déclaration. Les CE font observer que même si un importateur allègue que le RTC n'a pas été accepté, cela pourrait en réalité être attribuable à divers problèmes d'une nature totalement différente, par exemple le fait que les produits importés étaient différents des produits décrits dans le RTC. De plus, si effectivement une autorité douanière ne reconnaît pas un RTC délivré par un autre État membre, l'importateur peut obtenir un contrôle juridictionnel. L'importateur peut également aviser la Commission européenne, mais à la connaissance des CE, cela ne s'est jamais produit.

4.604 Deuxièmement, les États-Unis se réfèrent à une déclaration faite par les CE dans le contexte de l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, dans laquelle elles auraient dit qu'une "interprétation" particulière n'était pas suivie dans d'autres bureaux des douanes des CE. Comme les CE l'expliqueront davantage ci-après, il n'y a pas de différence dans l'interprétation ou l'application des règles de classement des CE dans la présente affaire. Toutefois, aux fins de la présente discussion, il suffit de souligner que la déclaration des CE se rapportait uniquement à l'"interprétation". Les CE n'ont dit nulle part dans le rapport du Groupes spécial *CE – Morceaux de poulet* qu'un RTC n'était pas reconnu lorsqu'il était présenté par son titulaire. Par conséquent, la déclaration citée par les États-Unis n'est pas une réponse pertinente à la question du Groupe spécial.

4.605 Enfin, les États-Unis renvoient le Groupe spécial à la décision du Bureau des douanes principal de Brême dans l'affaire *Bantex*, dans laquelle le Bureau des douanes a fait observer que "de nombreuses décisions à caractère contraignant relatives aux droits de douane [avaient] été rendues concernant des marchandises comparables". Cette observation trahit une fois de plus une compréhension erronée du fonctionnement du système RTC des CE. Un RTC lie les autorités douanières uniquement par rapport au titulaire du RTC, et il ne semble pas que la société *Bantex* GmbH était le titulaire du RTC pour les produits en cause. Par conséquent, une fois de plus, les États-Unis répondent à la question par un exemple qui est dénué de pertinence pour la question. En outre, il est mentionné que, dans l'affaire *Bantex*, la question n'était pas de savoir s'il existait un RTC pour des produits comparables, mais bien si les produits étaient identiques à ceux qui étaient décrits dans les RTC. Comme cela n'était pas le cas, l'exemple est encore moins de nature à étayer l'allégation des États-Unis.

Effet juridique d'un RTC

4.606 Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont également formulé de nombreuses critiques au sujet des effets juridiques des RTC, qui se rapportent notamment à la jurisprudence *Timmermans* de la Cour européenne de justice. Ces critiques sont dénuées de fondement: l'affaire *Timmermans* peut en fait contribuer à l'application uniforme de la législation douanière des CE. Les CE ont également souligné que les arguments des États-Unis étaient incompatibles avec les critiques qu'ils avaient formulées au sujet de la décision rendue par le tribunal du Royaume-Uni dans l'affaire *Bantex*.

4.607 Lorsque le Groupe spécial leur a posé une question au sujet de cette incompatibilité évidente, les États-Unis ont répondu que "sans [une] administration douanière … centralisé[e]", les deux situations, soit permettre la révocation des RTC, soit ne pas la permettre, pourraient aboutir à une absence d'uniformité. Comme les CE l'ont déjà expliqué plus haut, cette réponse des États-Unis démontre de manière irréfutable que les caractéristiques spécifiques du système RTC des CE ne sont nullement problématiques du point de vue de l'application uniforme des règles de classement des CE. En fait, le recours des États-Unis vise uniquement à contraindre les CE à créer un organisme douanier des CE.

4.608 Le fait qu'il n'y a rien d'inapproprié avec le système RTC des CE, et notamment avec l'effet des RTC dans l'ordre juridique des CE, est également confirmé par une comparaison avec les règles des États-Unis sur les décisions anticipées. À titre d'exemple, les États-Unis ont réprouvé, dans leur première communication écrite, le fait qu'un RTC dans les CE était "propre au titulaire". Fait intéressant, il en va apparemment de même dans le cas des décisions anticipées aux États-Unis, où la législation avertit explicitement qu'"aucune autre personne [que celle qui est visée par la décision] ne devrait se fonder sur la lettre d'avis de décision ni présumer que les principes énoncés dans cette décision seront appliqués en relation avec une transaction autre que celle qui est décrite dans la lettre".

4.609 De même, la législation des États-Unis dispose également qu'une lettre d'avis de décision ne peut être invoquée qu'"en l'absence d'un changement de pratique ou d'une autre modification ou d'une révocation qui affecte le principe de la décision énoncé dans la lettre". Les CE ne voient pas en quoi cela est fondamentalement différent de la jurisprudence *Timmermans*.

4.610 L'effet assez limité des décisions rendues par les autorités douanières des États-Unis a également été confirmé par la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire *United States v. Mead Corp.*, dans laquelle la Cour a statué que les lettres d'avis de décision des autorités douanières des États-Unis n'avaient pas de valeur juridique et que les autorités douanières avaient considéré un classement comme déterminant uniquement entre elles-mêmes et l'importateur visé par le classement.

Divergences alléguées dans la pratique de classement des CE

Doublures opaques pour rideaux et tentures

4.611 Dans leur première communication écrite, les CE ont déjà démontré que les produits en cause n'étaient pas identiques aux produits décrits dans le RTC auquel les États-Unis s'étaient référés et que, par conséquent, cette affaire ne démontrait pas une absence d'uniformité dans la pratique de classement des CE.

4.612 Lorsque le Groupe spécial leur a demandé de formuler des observations sur les explications données par les CE, les États-Unis ont commencé par contester la déclaration des CE selon laquelle le produit "qui était entre les mains des autorités allemandes n'était pas floqué". Pour étayer cette affirmation, les États-Unis se sont référés à une "décision" du Bureau des douanes principal de Hambourg sur laquelle le Bureau des douanes principal de Brême était censé s'être fondé. Ces déclarations sont incorrectes, car la lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg se rapportait à un recours administratif formé par une société appelée Ornata GmbH. Ce recours n'est en aucune façon lié au recours administratif formé par Bautex-Stoffe GmbH qui était l'objet de la décision du Bureau des douanes principal de Brême, et le Bureau des douanes principal de Brême ne s'est pas non plus fondé sur la lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg.

4.613 Il est également mentionné que contrairement aux allégations des États-Unis, cette lettre ne renfermait pas de décision, mais demandait plutôt à l'importateur de formuler des observations sur le classement envisagé. En réponse à cette lettre, la société Ornata GmbH a retiré sa protestation par voie de lettre datée du 16 septembre 1998.

4.614 En ce qui concerne le fond, les États-Unis reprochent au Bureau des douanes principal de Brême d'avoir rendu une décision incompatible avec une note explicative du SH se rapportant à la position 59.07. Cette déclaration est manifestement erronée. La note explicative G) 1) du SH relative à la position 59.07 dispose que les tissus visés sont "les tissus qui, après avoir été enduits sur toute leur surface de colle (colle au caoutchouc ou autre), matière plastique, caoutchouc ou autres matières, sont saupoudrés d'une fine couche de particules de matières diverses, telles que 1) [d]es tontisses: ces tissus, qui imitent principalement la peau de daim, sont de fausses suédines et souvent connus sous l'appellation de *tissus suédés*". Par conséquent, la présence de tontisses était un critère pertinent pour le classement sous la position 59.07. Dans la décision du Bureau des douanes principal de Brême, ce facteur a été pris en considération et, comme le produit n'était pas floqué, il n'a donc pas pu être classé sous la position 59.07.

4.615 Les États-Unis critiquent également de manière injustifiée la décision du Bureau des douanes principal de Brême au motif que celui-ci a tenu compte de la densité du voile du produit. Selon la note 2 a) 5) relative au chapitre 59 de la NC, la position 5903 ne s'applique pas aux feuilles, plaques ou bandes en matière plastique alvéolaire, combinées avec du tissu et dans lesquelles le tissu ne sert que de support. La question de la finesse du voile est un critère pertinent pour déterminer si le voile ne sert ou non que de support.

4.616 Les États-Unis ont également reproché aux CE d'avoir fait référence à un règlement en matière de classement concernant un type de pantalon de ski. Cette critique est injustifiée. Le Règlement n° 1458/97 de la Commission concernait le classement de vêtements sous la position 6210, qui comprend les "vêtements confectionnés en produits des n° 5602, 5603, 5903, 5906 ou 5907". Par conséquent, le règlement en matière de classement en question concernait implicitement le classement du tissu ayant servi à fabriquer le pantalon. Ce faisant, il fallait appliquer la note 2 a) 5) relative au chapitre 59 de la nomenclature combinée, c'est-à-dire déterminer si le tissu ne servait que de support et, dans ce contexte, tenir compte entre autres choses du "tissage serré" du tissu. Par conséquent, le

Règlement n° 1458/97 de la Commission constituait certainement un précédent pertinent pour l'interprétation de la note 2 a) 5) relative au chapitre 59.

4.617 Pour la même raison, les CE ne peuvent rien trouver non plus qui soit contraire au droit communautaire dans le "moyen d'interprétation" évoqué par le Bureau des douanes subalterne de l'Allemagne: le critère de la densité du voile mentionné dans ce texte était entièrement compatible avec le droit communautaire et le texte de l'Allemagne était strictement un moyen d'interprétation n'ayant aucun caractère juridiquement contraignant.

4.618 Enfin, les États-Unis allèguent également qu'en se référant au tissage serré du tissu, le Bureau des douanes principal de Brême avait violé le texte introductif de la note 2 a) relative au chapitre 59, qui dit que la position 5903 s'applique aux "tissus imprégnés, enduits ou recouverts de matière plastique ou stratifiés avec de la matière plastique, quel qu'en soit le poids au mètre carré". Cette critique est également injustifiée parce que le poids auquel il est fait référence est le poids du produit entier, c'est-à-dire le tissu imprégné, enduit, recouvert ou stratifié. Le Bureau des douanes principal de Brême n'a pas tenu compte du poids du produit, mais de la densité du voile du tissu de polyester, qui n'est qu'une partie du produit. Par conséquent, la décision du Bureau est entièrement compatible avec le texte introductif de la note 2 a) relative au chapitre 59.

4.619 Par ailleurs, les tentatives de États-Unis visant à trouver à redire à des aspects précis du raisonnement des autorités douanières de l'Allemagne sont également dénuées de pertinence dans la présente affaire, qui ne concerne pas la question de savoir sous quelle position un produit particulier aurait dû à bon droit être classé, mais la question de l'application uniforme des règles de classement des CE. De plus, dans la mesure où les États-Unis estiment que la pratique des CE est incompatible avec une note explicative du SH, ils peuvent soulever cette question dans le contexte de l'OMD conformément à l'article 10 de la Convention sur le SH.

4.620 Il est clair que les produits qui ont été décrits dans la décision du Bureau des douanes principal de Brême n'étaient pas identiques aux produits décrits dans les RTC auxquels les États-Unis se sont référés, car les premiers n'étaient pas floqués avec des tontisses, tandis que les produits visés par les RTC étaient décrits comme ayant été floqués. Compte tenu de ces désignations de produits, les produits devaient être classés différemment. Par conséquent, cette différence dans le classement tarifaire ne constitue pas une absence d'uniformité, mais au contraire le résultat d'une application correcte de la Nomenclature combinée.

4.621 En outre, si une erreur s'était glissée dans la désignation des marchandises par les autorités douanières de l'Allemagne, les importateurs en question auraient pu contester la décision devant les tribunaux allemands. Toutefois, aucune mesure semblable n'a été prise.

Moniteurs ACL

4.622 Les CE ont notamment fait observer que le Règlement n° 493/2005 du Conseil, en suspendant les droits de douane figurant sous la position 8528 pour les moniteurs vidéo ne dépassant pas une certaine taille, assurait un traitement tarifaire uniforme pour tous les moniteurs vidéo visés par ledit règlement. Les États-Unis continuent de critiquer ce règlement en disant qu'il est "provisoire" et constitue une "mesure ponctuelle", et font valoir qu'une suspension des droits est "bien différent[e] d'un règlement relatif au classement".

4.623 Les CE estiment que ces objections sont sans fondement. Le fait que le règlement est valide jusqu'au 31 décembre 2006 seulement n'empêche nullement celui-ci d'être utile pour assurer un traitement tarifaire uniforme dans l'ensemble des CE à l'heure actuelle. De plus, avant l'expiration de la mesure, les CE examineront la situation et adopteront les mesures qui seront nécessaires. Les

États-Unis ne peuvent pas fonder une allégation d'application non uniforme sur la simple supposition que les CE pourraient ne pas prendre certaines mesures dans le futur.

4.624 Les États-Unis font également erreur en alléguant que le Règlement n° 493/2005 n'assure pas une application uniforme parce que la mesure concerne la suspension d'un taux de droit et non le classement d'un produit. Ils ne comprennent pas que l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas une application uniforme en tant que fin en soi, mais bien pour assurer des conditions de traitement uniformes aux négociants. Par conséquent, il peut être considéré que l'article X:3 a) du GATT est violé uniquement lorsqu'un changement dans la pratique a, dans les faits, une incidence majeure sur les négociants. Dans le cas des moniteurs vidéo avec affichage à cristaux liquides, compte tenu du Règlement n° 493/2005, il n'y a pas, pour les moniteurs visés par le règlement, de différence dans les droits de douane entre les moniteurs relevant de la position 8471 et ceux qui relèvent de la position 8528, car le taux de droit dans les deux cas sera nul. De plus, il n'y a pas d'autres différences de traitement pertinentes. Par conséquent, même s'il y avait des différences dans le classement tarifaire des moniteurs vidéo en cause, cela n'aurait pas le moindre effet sur les négociants. C'est la raison pour laquelle la communauté des négociants a, dans les faits, apporté un soutien important à la mesure.

4.625 En outre, les CE estiment que même si le Groupe spécial décidait qu'il y avait une incompatibilité avec l'article X:3 a) du GATT, cette incompatibilité ne pourrait pas être considérée comme entraînant l'annulation ou la réduction d'un avantage qui résulte pour les États-Unis de l'article X:3 a) du GATT. Comme ces derniers n'ont pas contesté le fait que le traitement tarifaire des moniteurs vidéo visés par le Règlement n° 493/2005 était uniforme, et que le taux de droit était nul, il faudrait donc considérer que la présomption d'annulation et de réduction établie par l'article 3:8 du Mémorandum d'accord a été réfutée en l'espèce.

4.626 Les États-Unis critiquent également les conclusions tirées par le Comité du Code des douanes à sa 346ème réunion, qui s'est déroulée du 30 juin au 2 juillet 2004, selon lesquelles "à moins qu'un importateur puisse démontrer qu'un moniteur n'est destiné qu'à être utilisé avec une machine automatique de traitement de l'information (position 8471) ou comme panneau indicateur (position 8531), il doit être classé sous la position 8528". Les États-Unis font valoir en particulier que cette conclusion est incompatible avec la note 5 relative au chapitre 84 du Tarif douanier commun, selon laquelle une unité doit être considérée comme faisant partie d'un système complet si "[elle est] du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information".

4.627 Les CE rappellent que la présente affaire ne concerne pas l'exactitude de classements pris individuellement, mais bien la question de l'application uniforme. Les États-Unis ne montrent pas qu'il y a absence d'uniformité; au lieu de cela, ils mettent en doute la pratique de classement fondamentale des CE. De tels arguments ne sont pas recevables au titre de l'article X:3 a) du GATT. Cela a également été confirmé dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, dans laquelle le Groupe spécial a dit qu'"il n'appart[enait] pas véritablement à un groupe spécial d'examiner si un Membre [avait] agi d'une manière compatible avec sa législation intérieure".

4.628 De plus, les allégations des États-Unis selon lesquelles les conclusions du Comité du Code des douanes étaient incompatibles avec la note 5 a) relative au chapitre 84 sont fausses. Sur la base des divers exposés faits par la branche de production concernée, le Comité a conclu que la branche de production n'avait pas réussi à présenter un critère en fonction duquel un usage principal pouvait être établi.

4.629 Les CE ajoutent qu'elles ne comprennent pas quel pourrait être le but des conclusions du Comité du Code des douanes si, comme les États-Unis semblent le donner à entendre, elles devaient se borner à reformuler le libellé de la Nomenclature combinée. Afin de prévoir une application uniforme de la NC, il doit être possible au Comité de tirer, sur la base des données de fait disponibles,

et en agissant en conformité avec la Nomenclature combinée, des conclusions spécifiques concernant le classement de certaines marchandises. C'est de cette manière que le Comité peut contribuer et contribue effectivement au classement uniforme des marchandises dans l'ensemble des CE. L'affirmation des États-Unis selon laquelle les conclusions du Comité "nui[sent] à l'uniformité au lieu de la favoriser" est donc manifestement sans fondement.

4.630 La propre pratique des États-Unis ne semble pas être sensiblement différente de celle des CE sur ce point. Dans leur première communication écrite, les CE ont déjà mentionné une décision dans laquelle les autorités douanières des États-Unis avaient constaté qu'il était impossible d'établir l'"usage principal" d'un moniteur vidéo. Dans une autre décision récente sur les moniteurs vidéo avec affichage à cristaux liquides, les autorités douanières des États-Unis ont constaté que "le double usage des moniteurs indiquait une absence d'usage principal pour cette marchandise" et ont donc classé cette marchandise sous la position 8528. De même, dans de récentes orientations destinées aux négociants et portant sur les dispositifs de visualisation à écran plat, les autorités douanières des États-Unis ont affirmé ceci: "La question de l'usage principal/unique a été difficile à trancher dans le passé. Par suite de la révision effectuée par les autorités douanières des États-Unis, il a été déterminé que seuls les dispositifs de visualisation à écran plat de taille spécifique étaient utilisés principalement dans un système automatique de traitement de l'information …".

Autres exemples d'absence alléguée d'uniformité dans la pratique de classement

4.631 Le Groupe spécial a demandé aux États-Unis de présenter des éléments de preuve à l'appui de leur allégation selon laquelle il y avait d'autres cas d'application non uniforme dans la pratique de classement des CE. En réponse, les États-Unis se sont référés à un nombre limité de déclarations en grande partie dénuées de fondement qu'ils avaient déjà faites dans leur première communication écrite.

4.632 Premièrement, les États-Unis font référence à un questionnaire du mois de mars 2005 d'une association professionnelle, dans lequel une société interrogée aurait dit que "[l]es articles ou shorts unisexes [faisaient] l'objet, en Italie et en Espagne, de classements différents de ceux de l'Allemagne". Ce "sondage" est fondé sur une observation formulée par une seule société non identifiée, et n'est pas étayé par d'autres éléments de preuve ou explications. Pour cette raison, il est impossible de vérifier la nature précise des produits concernés, ni d'identifier les questions de classement tarifaire qui pourraient être en jeu. Par conséquent, les CE estiment que cette déclaration n'apporte aucun élément de preuve indiquant une absence d'uniformité dans la pratique de classement des CE.

4.633 Deuxièmement, les États-Unis se réfèrent une fois de plus à l'affaire C-339/98, *Peacock*, dans laquelle l'Allemagne avait classé certaines cartes réseaux différemment du classement prévu dans les RTC délivrés par certains autres États membres. Les CE ne voient pas comment cette affaire illustre une absence d'application uniforme. Premièrement, les CE rappellent que cette affaire se rapporte à des importations effectuées avant 1995. En 1995, toutefois, la Commission européenne a adopté, dans le but d'assurer l'application uniforme du droit communautaire, le Règlement n° 1165/95 prévoyant le classement des cartes d'adaptation en question sous la position 8517 (appareils électriques pour la télégraphie sans fil).

4.634 Le classement effectué par les autorités douanières de l'Allemagne a fait l'objet d'un recours devant les tribunaux compétents, qui ont renvoyé la question à la Cour européenne de justice. Par voie de jugement rendu le 19 octobre 2000 dans l'affaire C-339/98, la Cour de justice a statué que les produits en question devaient être classés sous la position 8471 (machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités). Dans une autre décision rendue dans l'affaire C-463/95, *Cabletron*, la Cour de justice a confirmé cette interprétation et statué que le Règlement n° 1165/95 était invalide.

4.635 Dans l'ensemble, l'affaire des cartes d'adaptation est une affaire dans laquelle la Commission avait déjà, en 1995, pris les mesures nécessaires pour assurer une pratique de classement uniforme. Comme les États-Unis eux-mêmes l'ont reconnu, l'important n'est pas qu'il puisse y avoir une divergence, mais que cette divergence soit examinée et supprimée dès qu'elle apparaît. C'est précisément ce qui est arrivé dans l'affaire *Peacock*.

4.636 De plus, les CE font observer que le classement approprié des équipements pour réseaux est une question technique complexe à laquelle de nombreuses autorités douanières ont dû faire face. Les États-Unis eux-mêmes ont éprouvé des difficultés concernant le classement des équipements pour réseaux et ont révoqué ou modifié de nombreuses décisions concernant le classement de ces équipements. Enfin, le classement des équipements pour réseaux a également donné lieu à un différend à l'OMC entre les CE et les États-Unis concernant le classement approprié du matériel de réseau local; les États-Unis ont allégué en vain qu'en raison de leur pratique de classement, les CE ne respectaient pas leurs concessions tarifaires concernant le matériel de réseau local. Les CE ne jugent pas approprié que les États-Unis soulèvent ce qui est essentiellement une question fondamentale de classement dans le contexte de la présente affaire, qui se rapporte à l'uniformité de l'application au titre de l'article X:3 a) du GATT.

4.637 Troisièmement, les États-Unis se réfèrent au différend *CE – Morceaux de poulet*. Toutefois, il convient de rappeler que l'affaire *CE – Morceaux de poulet* concernait l'interprétation des concessions tarifaires des CE et, accessoirement, la question du classement approprié des produits en question. Par contre, dans cette affaire, les plaignants n'ont pas formulé d'allégations au titre de l'article X:3 a) du GATT, et il n'a jamais été allégué que la pratique de classement des CE n'était pas uniforme. Au contraire, les faits de l'affaire montrent que pendant toute la période en question, les CE ont appliqué des mesures qui assuraient le classement tarifaire uniforme des produits. Sur cette base, le Groupe spécial et l'Organe d'appel sont arrivés à la conclusion que la pratique de classement des CE était entièrement uniforme.

4.638 Enfin, les États-Unis se réfèrent une fois de plus à une absence alléguée d'uniformité concernant le classement de matériel d'irrigation au goutte-à-goutte. Cette affaire concernait une divergence temporaire dans des RTC; elle a été examinée dans les moindres délais grâce à l'adoption d'un règlement en matière de classement et elle est maintenant réglée.

4.639 Un renseignement tarifaire contraignant avait été délivré par la France le 6 juillet 1999 pour du matériel d'irrigation Roberts (Ro-Drip) classé sous la position 8424 81 10 de la NC. Le 9 février 2001, l'Espagne avait délivré un RTC dans lequel ce produit était classé sous la position 3917 32 99 de la NC. La délivrance d'un RTC différent a été examinée par la Section de la nomenclature tarifaire et statistique du Comité du Code des douanes. Pendant la procédure, les Systèmes d'irrigation de Roberts ont présenté une communication au Comité. De plus, le gouvernement des États-Unis a lui aussi présenté plusieurs communications au Comité. La question a été réglée par l'adoption du Règlement (CE) n° 763/2002 de la Commission du 3 mai 2002, qui a classé le produit sous la position 3917 32 99. Par conséquent, la France a révoqué et remplacé le renseignement tarifaire contraignant précédemment délivré.

4.640 Les États-Unis ont allégué que cette affaire étayait leurs allégations parce qu'un ou plusieurs États membres n'avaient pas considéré comme contraignant un RTC délivré par d'autres États membres. Cette observation semble hors de propos, étant donné que les RTC n'avaient pas été délivrés pour les mêmes titulaires. En tout état de cause, comme les États-Unis l'ont eux-mêmes fait valoir, l'important n'est pas de savoir s'il y a eu des divergences, mais de savoir si elles ont été examinées et supprimées lorsqu'elles sont apparues. Dans le cas du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte, c'est précisément ce qui est arrivé. Après que la divergence dans les RTC a été découverte, l'affaire a été examinée dans les moindres délais et réglée en moins de 15 mois, ce qui est un délai raisonnable pour régler définitivement une question de classement complexe.

ii) Valeur en douane

Rapport 23/2000 de la Cour des comptes des CE

4.641 Le Groupe spécial a demandé aux États-Unis de présenter des éléments de preuve concernant l'incidence d'une application non uniforme en ce qui a trait aux questions relatives à la valeur en douane examinées dans le Rapport 23/2000 et auxquelles les États-Unis se sont référés. En réponse, les États-Unis ont refusé de présenter ces éléments de preuve et ont fait valoir que leur allégation "ne repos[ait] par sur la fréquence statistique [d'une] administration non uniforme".

4.642 Les CE contestent cette réponse. Tout d'abord, une violation de l'article X:3 a) du GATT suppose l'existence d'un mode général d'application uniforme. Par conséquent, l'incidence statistique de cas d'application non uniforme dans les domaines en question est une question très pertinente. Comme les États-Unis n'ont pas présenté de tels éléments de preuve, ils n'ont pas établi *prima facie* l'existence d'une violation de l'article X:3 a) du GATT.

4.643 Fait plus important encore, avec leurs références au Rapport 23/2000, les États-Unis n'ont pas prouvé l'existence d'un manque d'uniformité dans le système des CE. Le Rapport de la Cour des comptes n'avait pas pour objet d'évaluer la conformité avec l'article X:3 a) du GATT. De plus, s'agissant de toutes les questions soulevées dans le rapport, une suite avait été donnée par les institutions des CE et, au besoin, les mesures appropriées avaient été prises.

4.644 La réponse des États-Unis à ces observations consiste à demander au Groupe spécial "d'user du pouvoir qui lui est conféré en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord … [pour] demander des renseignements du type de ceux qui ont été mis à la disposition de la Cour des comptes lorsqu'elle a établi son rapport sur la valeur en douane". Comme les CE l'ont déjà fait observer, cette demande revient à faire passer la charge de la preuve aux CE, et devrait donc être rejetée.

4.645 De plus, la demande des États-Unis est également irréalisable. Le Rapport 23/2000 était fondé sur des visites de vérification qui avaient été faites dans les locaux de la Commission et des administrations douanières de 12 États membres des CE en 1999-2000. Quels que soient les renseignements que la Cour des comptes, qui est une institution des CE indépendante, a pu recueillir à l'époque, ils sont en la possession de la Cour des comptes uniquement. De plus, ces renseignements sont représentatifs de la situation qui existait en 1999-2000, mais non de la situation aujourd'hui. Par conséquent, l'affirmation des États-Unis revient en gros à demander aux CE de procéder à une nouvelle vérification de la valeur en douane. De cette manière, les États-Unis semblent vouloir transformer une institution des CE dont la mission consiste à assurer la collecte et l'administration adéquates des propres ressources des CE en un mécanisme visant à leur fournir les éléments de preuve nécessaires pour engager une contestation dans le cadre de l'OMC. La demande des États-Unis doit être jugée irrecevable.

4.646 En ce qui concerne la question des coûts de réparation sous garantie, les États-Unis semblent maintenant reconnaître que cette question a été réglée par le Règlement n° 44/2002 de la Commission du 11 mars 2002. Toutefois, les États-Unis reprochent aux CE d'avoir, d'après les allégations, pris plus de 12 ans pour régler la question. Premièrement, il n'est pas exact d'affirmer que les CE ont toléré un manque d'uniformité pendant 12 ans. Fait plus important encore, ce qui compte, c'est que, s'agissant d'une question complexe de valeur en douane, les CE elles-mêmes ont détecté le problème et pris les mesures nécessaires pour le corriger. Par conséquent, au lieu de dénoter une faiblesse du système des CE, cette affaire montre que le système des CE fonctionne adéquatement.

4.647 Les États-Unis se réfèrent également une fois de plus à la question spécifique des vérifications de la valeur en douane. En particulier, ils se réfèrent à une déclaration figurant dans le

rapport de la Cour des comptes selon laquelle un État membre n'avait pas le pouvoir de procéder à des vérifications après importation.

4.648 À cet égard, les CE tiennent à préciser qu'au titre de l'article 76(2) du Code des douanes communautaire, chaque État membre peut procéder à toutes les vérifications nécessaires pour se convaincre de l'exactitude des détails figurant dans la déclaration. Cela comprend aussi toutes les questions ayant trait à la valeur des marchandises. L'État membre auquel la Cour des comptes faisait référence était la Grèce, qui, en 2000, avait mis en place un service habilité à procéder à des vérifications après domiciliation. Les CE se réfèrent également au Guide de vérification des douanes des CE, qui assure une pratique de vérification uniforme dans les CE.

L'affaire Reebok

4.649 Le Groupe spécial a demandé aux États-Unis de présenter des éléments de preuve concrets à l'appui de leur affirmation relative à une absence d'application uniforme en ce qui concerne le traitement de parties liées au titre de l'article 143 e) du Règlement d'application. Dans leur réponse, les États-Unis précisent que leur description de l'affaire repose sur un "exposé des faits présenté par l'importateur en question". De plus, ils affirment qu'"[e]n raison de préoccupations liées au litige en instance sur l'affaire en cause et étant donné la nature commercialement sensible des renseignements que contiendraient les pièces justificatives, l'importateur a refusé de communiquer pour l'instant la documentation".

4.650 Les États-Unis ne présentent donc pas d'éléments de preuve à l'appui de leur allégation de manque d'uniformité dans l'application de l'article 143(1) e) du Règlement d'application. Ils ne peuvent pas s'appuyer sur le refus de l'importateur en question de présenter les éléments de preuve nécessaires pour justifier le fait de ne pas s'acquitter de la charge de la preuve leur incombant. Il appartient aux États-Unis eux-mêmes, en tant que partie plaignante, de présenter les éléments de preuve étayant les allégations qu'ils formulent.

4.651 Les États-Unis ont maintes fois affirmé que les "CE ne ni[aient] pas les faits essentiels". Les CE n'ont certainement pas contesté le fait qu'elles avaient été contactées par Reebok au sujet d'un problème posé par l'application de l'article 143(1) e) du Règlement d'application par les autorités douanières espagnoles. Par contre, elles contestent le fait qu'il existe un problème d'application non uniforme de cette disposition.

4.652 Les États-Unis reprochent également aux CE d'avoir dit que la Commission et le Comité du Code des douanes ne pouvaient pas remplacer les procédures normales de recours applicables dans des cas particuliers, et ils ont allégué qu'il n'y avait "aucune institution des CE auprès de laquelle le négociant a[vait] le droit d'obtenir un traitement uniforme". Cette affirmation contraste vivement avec le fait que, selon les propres déclarations des États-Unis, l'affaire est actuellement en instance devant les tribunaux espagnols, et avec le fait que l'importateur concerné refuse de partager les renseignements parce que l'affaire est en instance. Par ailleurs, comme les CE l'ont expliqué à maintes reprises, lorsqu'un tribunal d'un État membre applique le droit communautaire, il agit en tant qu'organe des CE. Enfin, s'il y a une question d'interprétation du droit communautaire, cette question peut – et dans certains cas doit – être renvoyée à la Cour européenne de justice par la voie d'une demande de décision préjudicielle, ce qui assure une interprétation uniforme du droit communautaire dans l'ensemble de la Communauté.

4.653 En outre, les États-Unis se sont référés à une décision rendue par le médiateur européen au sujet d'une plainte déposée par un importateur. Les CE peuvent confirmer que la plainte a été déposée au nom de Reebok, qui a allégué que la Commission européenne ne s'était pas correctement acquittée de ses responsabilités en ce qui concerne l'application de la législation relative à la valeur en douane.

4.654 D'entrée de jeu, les CE soulignent que le médiateur n'a pas pris une décision sur le fond de la plainte. En fait, le plaignant a retiré la plainte en indiquant qu'il "était satisfait de la position que la Commission avait adoptée sur la question et de sa proposition d'analyser les questions problématiques pendantes".

4.655 Deuxièmement, les CE rappellent que le médiateur européen est un autre mécanisme qui contribue à la bonne administration du droit communautaire par les institutions des CE. Le fait qu'il existe une décision du médiateur européen n'est donc pas problématique en soi, mais montre plutôt le fonctionnement des différents mécanismes du système des CE.

4.656 Enfin, les CE font observer que les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision ne sont pas présentés d'une manière tout à fait exacte. En particulier, les États-Unis citent un extrait d'une lettre en date du 20 décembre 2000 dans laquelle la Commission européenne aurait dit que "les questions d'interprétation soulevées par le plaignant étaient un problème relevant des autorités douanières nationales". Cette citation n'est pas exacte. Dans sa lettre du 20 décembre 2000, la Commission a dit que "[l]'application de ce critère [de l'article 143(1) e) du Règlement d'application] dans des cas donnés [était] évidemment une question relevant des administrations nationales, et les Services de la Commission pouvaient exprimer une opinion uniquement si un dossier détaillé traitant de tous les aspects de l'affaire était transmis par les autorités douanières en question. Toutefois, nos services n'ont pas, d'une manière générale, la responsabilité de procéder à un examen détaillé de cas bien précis, puisque cette responsabilité incombe aux administrations nationales".

4.657 Les CE estiment que cette déclaration traduit correctement le partage des compétences entre la Commission européenne et les autorités douanières des États membres, qui sont compétentes en ce qui concerne l'application de la législation douanière dans ces cas donnés. Il n'est ni possible ni approprié pour la Commission de se substituer à l'autorité compétente simplement parce que, dans un cas donné d'application, un négociant n'est pas satisfait de l'approche suivie par l'autorité douanière. Au contraire, la Commission européenne est chargée de surveiller et d'assurer l'interprétation et l'application correctes et uniformes de la législation douanière des CE.

4.658 Dans l'affaire en question, Reebok n'avait tout simplement pas, à l'époque en question, présenté à la Commission européenne des éléments de preuve indiquant une application incorrecte du droit des CE, ou une divergence dans l'application du droit des CE. Par conséquent, la Commission n'a pas jugé bon d'intervenir dans l'affaire spécifique pendante.

4.659 Lorsque la Commission est informée de l'existence d'une interprétation erronée du droit communautaire, y compris le droit douanier communautaire, elle prend les mesures appropriées. Un exemple pertinent est celui d'une plainte déposée par Reebok concernant l'imposition d'un intérêt compensatoire par les autorités douanières espagnoles. Comme cette plainte montrait une incompatibilité avec le droit communautaire, elle a amené la Commission à engager une procédure pour atteinte aux droits contre l'Espagne. Les CE soulignent que Reebok n'a pas déposé une plainte similaire en ce qui concerne l'application de l'article 143(1) e) du Code des douanes communautaire.

iii) Transformation sous douane

4.660 En ce qui concerne cette procédure douanière, les États-Unis ont progressivement limité leurs allégations. Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont relevé une contradiction possible entre l'article 133 du CDC et l'article 502(3) du Règlement d'application, étant donné que le premier obligeait un demandeur à présenter des renseignements à la fois sur la création ou le maintien d'activités de transformation dans les CE et sur l'absence d'atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de produits similaires, tandis que le Règlement d'application prescrivait les premiers renseignements mais non les seconds. Par ailleurs, les États-Unis ont souligné que, selon

leur interprétation, les orientations adoptées par le Royaume-Uni prescrivaient les deux types de renseignements, tandis que les orientations de la France énonçaient simplement la première condition.

4.661 Les CE ont expliqué dans leur première communication écrite qu'il n'y avait pas de contradiction entre le CDC et le Règlement d'application, parce que le second était une législation subsidiaire et ne pouvait pas modifier les conditions énoncées dans le CDC. Les CE ont également expliqué que les orientations adoptées par le Royaume-Uni et la France obligeaient l'importateur à fournir les deux ensembles de renseignements.

4.662 Les États-Unis insistent sur le fait que les orientations françaises ne font pas référence aux renseignements sur l'atteinte aux intérêts des producteurs communautaires, alors que ces renseignements sont, au contraire, exigés dans les orientations britanniques.

4.663 Les CE estiment que le reproche formulé pas les États-Unis repose sur une interprétation isolée et incorrecte des orientations françaises, qui doivent être interprétées dans le contexte de la législation des CE. Les orientations font référence aux conditions économiques qui doivent être réunies pour obtenir l'autorisation de procéder à une transformation sous douane de la même manière qu'à l'article 502(3) du Règlement d'application: en utilisant une abréviation des prescriptions énoncées à l'article 133 e) du Code des douanes communautaire. Les autorités françaises exigent le même type de renseignements que le Royaume-Uni, à savoir les renseignements nécessaires pour évaluer si "sont remplies les conditions nécessaires pour que le régime puisse contribuer à favoriser la création ou le maintien d'une activité de transformation de marchandises dans la Communauté sans qu'il soit porté atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises similaires (conditions économiques)".

4.664 Cette interprétation est également étayée par le paragraphe 78 des orientations françaises, qui figure dans le chapitre III "Examen des conditions économiques" et sert de texte introductif de la section I, dans laquelle figure le paragraphe 83. Contrairement à ce que les États-Unis affirment, le paragraphe 78 est plus qu'une simple paraphrase servant à introduire certaines dispositions tirées du CDC. Ce paragraphe rappelle, pour la section I dans son ensemble, que l'absence d'effets néfastes sur les intérêts essentiels des producteurs communautaires est une condition économique générale commune aux trois procédures douanières qui y sont visées (perfectionnement actif, perfectionnement passif et transformation sous douane), telles qu'elles sont clairement énoncées aux articles 117 c), 148 c) et 133 e) du CDC respectivement.

4.665 Dans la présente affaire, les États-Unis n'ont pas présenté des éléments de preuve concernant l'application des orientations publiées par les autorités françaises. Les CE rappellent que selon la jurisprudence de l'Organe d'appel, c'est la partie affirmant qu'une mesure d'un autre Membre est incompatible avec des obligations contractées dans le cadre de l'OMC qui a la charge de prouver que la mesure en question a la teneur ou le sens allégué. Les éléments de preuve pertinents pour établir le sens peuvent également comprendre des éléments de preuve concernant l'application de la mesure. C'est ce que l'Organe d'appel a expliqué dans les affaires *États-Unis – Acier au carbone* et *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*.

iv) Procédure de domiciliation

4.666 En réponse à deux questions du Groupe spécial, les États-Unis ont expliqué comment ils comprenaient les procédures applicables dans les CE à la mise des marchandises en libre pratique, et ils ont allégué que l'absence d'application uniforme décrite dans leur première communication écrite existait, quel que soit le stade particulier auquel la procédure de domiciliation était analysée.

4.667 La description faite par les États-Unis n'est toujours pas correcte. Ceux-ci affirment que les procédures simplifiées se divisent en trois catégories (domiciliation, placement sous le régime de

l'entrepôt douanier et déclaration simplifiée), mais le classement approprié en ce qui concerne les déclarations de mise en libre pratique devrait être "déclarations incomplètes" (articles 254 à 259 du Règlement d'application), "procédure de déclaration simplifiée" (articles 260 à 262) et "procédure de domiciliation" (articles 263 à 267). La description des États-Unis confond la procédure de domiciliation avec la mise en libre pratique et d'autres simplifications des procédures douanières ayant une incidence économique, comme le placement sous le régime de l'entrepôt douanier. En tout état de cause, les CE estiment que les États-Unis n'ont pas expliqué les divergences alléguées entre les pratiques des autorités douanières, ni si ces différences apparaissaient entre États membres des CE à des étapes équivalentes de la même procédure.

4.668 En outre, les CE insistent sur le fait que les paragraphes 110 à 115 et le tableau figurant au paragraphe 116 de la première communication écrite des États-Unis décrivent des divergences qui n'existent pas. Ainsi, pour prendre le Royaume-Uni et la France en tant qu'exemples représentatifs en ce qui concerne l'inspection des marchandises par les autorités douanières avant la mise en libre pratique, il n'y a pas de contradiction entre les pratiques dans ces deux États membres des CE. Dans les deux cas, les responsables des douanes peuvent (ou non) inspecter les marchandises avant leur mise en libre pratique. Les CE ont déjà expliqué cette question dans leur première communication écrite, sans recevoir de réponse des États-Unis ni dans leur première déclaration orale ni dans leur réponse aux questions du Groupe spécial. Les autres divergences alléguées par les États-Unis posent les mêmes problèmes.

4.669 Il est clair que, contrairement à ce que les États-Unis allèguent, les CE contestent l'existence de divergences dans l'application de la procédure de domiciliation, et que les États-Unis n'ont pas présenté une seule pièce afin d'illustrer et d'étayer leur allégation.

v) Sanctions en cas de violation de la législation douanière

Les dispositions relatives aux sanctions ne sont pas visées par l'article X:3 a) du GATT

4.670 Les États-Unis font valoir que les dispositions relatives aux sanctions sont des "instruments" d'application des lois douanières. Fait intéressant, les États-Unis eux-mêmes semblent reconnaître que les dispositions relatives aux sanctions ne sont pas en tant que telles des lois qui visent les questions mentionnées à l'article X:1 du GATT. En effet, les États-Unis eux-mêmes expliquent qu'"il est important de faire la distinction entre l'application des lois pénales, et l'application des lois pénales en vue de l'application des lois douanières visées à l'article X:1".

4.671 Les CE ne contestent pas que les dispositions relatives aux sanctions sont des instruments pertinents pour assurer une application uniforme de la législation douanière. C'est précisément la raison pour laquelle le droit des CE prévoit que les dispositions relatives aux sanctions doivent être effectives et dissuasives. Toutefois, le fait que les dispositions relatives aux sanctions sont des "instruments" visant l'application uniforme des lois douanières ne signifie pas que ces dispositions sont elles-mêmes des lois ou des règlements qui visent les questions énumérées à l'article X:1 du GATT, en particulier la classification tarifaire, l'évaluation en douane ou les taux de droits. Si, comme les États-Unis le font valoir à bon droit, les dispositions relatives aux sanctions sont simplement des "instruments" visant à assurer l'application uniforme de ces lois, ces dispositions en tant que telles ne relèvent pas du champ d'application de l'article X:3 a) du GATT.

4.672 Les États-Unis ont tenté de réfuter cet argument en faisant valoir que la Convention de Kyoto traitait également des critères applicables à une disposition relative aux sanctions. Toutefois, le fait que la Convention de Kyoto, qui est une convention négociée dans le contexte de l'OMD, peut contenir certaines dispositions ou certains critères concernant les dispositions relatives aux sanctions n'a rien à voir avec le champ d'application de l'article X:3 a) du GATT. Au contraire, le fait que la

Convention de Kyoto harmonise certaines questions spécifiques peut plutôt indiquer que les Membres de l'OMC ont estimé que ces questions n'avaient pas été traitées de manière suffisante dans le GATT.

4.673 Les États-Unis ont également contesté l'argument des CE selon lequel les pénalités se rapportaient à des actions illicites et non au commerce licite. Pour étayer leurs dires, ils se sont référés à l'exemple de l'arrêt rendu par la CEJ dans l'affaire *de Andrade*, dans laquelle, selon eux, "la seule infraction en l'espèce était que le dédouanement des marchandises n'avait pas été effectué dans le délai spécifié dans le Code des douanes communautaire".

4.674 Les CE ne voient pas sur quelle base repose l'objection des États-Unis. Les sanctions en cas de violation de la législation douanière sont par définition des réponses à des contraventions à la législation douanière. Les sanctions visent à réprimer des actions ou des omissions qui sont illicites. Les dispositions relatives aux sanctions ont donc un caractère fondamentalement différent des dispositions qui définissent les conditions applicables au commerce licite, par exemple la fixation de taux de droits ou l'établissement de règles pour l'évaluation en douane.

4.675 L'affaire *de Andrade* évoquée par les États-Unis confirme précisément ce point. Dans cette affaire, l'importateur avait contrevenu à l'article 49 du CDC aux termes duquel lorsque les marchandises ont fait l'objet d'une déclaration sommaire, elles doivent faire l'objet des formalités en vue de leur donner une destination douanière dans certains délais. Les mesures prises par les autorités douanières dans l'affaire *de Andrade* visaient à sanctionner le non-respect de ces délais par l'importateur. Cette affaire démontre simplement que les sanctions sont un instrument visant à assurer le respect du droit communautaire et l'application des sanctions nécessaires par les États membres des CE. Par contre, l'affaire *de Andrade* n'étaye en rien le point de vue selon lequel les dispositions relatives aux sanctions en tant que telles relèvent du champ d'application de l'article X:1 du GATT.

> L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas l'harmonisation des dispositions relatives aux sanctions des États membres

4.676 L'article X:3 a) du GATT concerne uniquement l'application des lois douanières, et non le fond des lois elles-mêmes. Cela veut dire, en particulier, que l'article X:3 a) du GATT ne crée pas l'obligation d'harmoniser les lois qui peuvent exister à l'intérieur d'un Membre de l'OMC au niveau infra-fédéral. Cette disposition prescrit simplement que de telles lois doivent être appliquées uniformément sur le territoire sur lequel elles s'appliquent.

4.677 Les États-Unis continuent d'alléguer que parce que les dispositions relatives aux sanctions sont contenues dans des lois des États membres des CE, les CE appliquent leurs lois d'une manière non uniforme. C'est manifestement faux. Comme les CE l'ont déjà souligné, ce n'est pas l'application des dispositions relatives aux sanctions qui varie dans les CE; ce sont les lois elles-mêmes qui sont différentes, encore que dans les limites fixées par le droit communautaire.

4.678 Dans leurs communications, les États-Unis n'ont pas allégué que les États membres des CE n'appliquaient pas leurs dispositions relatives aux sanctions d'une manière uniforme. En effet, les États-Unis ont dit que "[l]e point de savoir si chaque État membre pris individuellement appliqu[ait] sa propre législation pénale d'une manière uniforme dans les limites de son propre territoire n'[était] pas pertinent au regard de [leur] allégation". C'est un aveu étonnant parce qu'il montre que l'allégation des États-Unis n'a en fait rien à voir avec l'application des dispositions relatives aux sanctions. Cette allégation concerne plutôt l'harmonisation de la législation dans les CE, qui est une allégation qui n'a aucun fondement dans l'article X:3 a) du GATT.

4.679 Les États-Unis réitèrent également leur argument selon lequel le raisonnement des CE "rédui[rait] dramatiquement l'efficacité de l'article X:3 a) du GATT. Toutefois, cette déclaration est incorrecte. L'article X:3 a) du GATT s'applique à l'application de toutes les lois auxquelles il est fait

référence à l'article X:1 du GATT, peu importe que ces lois s'appliquent sur l'ensemble ou une partie du territoire d'un Membre de l'OMC. Si l'article X:3 a) du GATT était considéré comme appliquant des dispositions relatives aux sanctions, il devrait s'appliquer à l'application des dispositions relatives aux sanctions de chaque État Membre. Par conséquent, la distinction claire que font les CE entre l'application de mesures et leur teneur ne réduit d'aucune façon l'efficacité de l'article X:3 a) du GATT, mais est simplement représentative du champ d'application et de la teneur appropriés de cette disposition.

Le droit communautaire assure un degré suffisant d'uniformité des dispositions relatives aux sanctions

4.680 En dernier lieu, dans la mesure où les dispositions relatives aux sanctions peuvent être considérées comme pertinentes pour assurer une application uniforme des lois évoquées à l'article X:1 du GATT, les CE considèrent que le droit communautaire prévoit un niveau suffisant d'harmonisation à cet égard.

4.681 Comme les CE l'ont déjà expliqué, la Cour européenne de justice a élaboré des lignes directrices claires au sujet des dispositions relatives aux sanctions en cas de violation de la législation douanière des CE, qui doivent en particulier être effectives, proportionnées et dissuasives. Ces principes ont également été confirmés par le Conseil de l'Union européenne.

4.682 Les États-Unis n'ont pas établi que la présence de dispositions relatives aux sanctions dans des lois des États membres donnait lieu d'une quelconque manière à une application non uniforme des lois visées par l'article X:1 du GATT, en particulier les lois concernant la classification tarifaire, l'évaluation en douane et les taux de droits.

4.683 Au lieu de cela, les États-Unis ont simplement dit que "[d]ans la mesure où différents États membres [avaient] des dispositions différentes relatives aux sanctions, applicables en cas de violation de la législation douanière des CE … ils appliqu[aient] différemment la législation douanière des CE". Cette argumentation est logiquement viciée, étant donné que les États-Unis ne font pas la distinction entre l'application des dispositions relatives aux sanctions et l'application des lois de fond pertinentes.

4.684 En effet, il n'est pas correct de présumer que des différences dans les sanctions entraîneraient nécessairement un manque d'uniformité dans l'application des dispositions dont la violation est sanctionnée. Une telle conséquence se matérialiserait seulement si les sanctions n'étaient pas dissuasives ni effectives. Si, au contraire, les sanctions sont dissuasives et effectives, il doit être présumé que les dispositions de fond connexes seront respectées, quelles que soient les différences dans le niveau des sanctions applicables.

4.685 Il est vrai que les différences dans le niveau des sanctions peuvent aussi être importantes du point de vue de la proportionnalité. Toutefois, la proportionnalité n'a rien à voir avec la question de l'application uniforme au titre de l'article X:3 a) du GATT. En fait, la proportionnalité des sanctions est abordée à l'article VIII:3 du GATT, et les États-Unis n'ont pas allégué que les CE ne se conformaient pas à cette disposition.

4.686 Comme les CE l'ont expliqué, le droit des CE prescrit que les sanctions doivent être effectives, proportionnées et dissuasives. Les États-Unis n'ont pas montré que les sanctions imposées dans les CE ne respectaient pas ces principes. De plus, ils n'ont pas montré que des divergences dans les dispositions relatives aux sanctions des États membres aboutissaient d'une quelconque manière à un manque d'uniformité dans l'application des lois des États membres. La thèse des États-Unis demeure donc purement théorique et n'est pas étayée par des faits.

4.687 Les États-Unis se sont une fois de plus référés aux travaux des CE concernant le code des douanes modernisé, qui comprend des propositions en vue de l'harmonisation des sanctions administratives en cas de violation de la législation douanière. À cet égard, il doit être souligné que le but de ces propositions est de développer encore et de faire progresser dans les CE le marché unique également dans le domaine des sanctions. Cela n'a rien à voir avec les obligations contractées par les CE au titre de l'article X:3 a) du GATT.

3. Allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT

a) Nature de la révision: tribunaux ou procédures indépendants

4.688 Les États-Unis conviennent avec les CE qu'un Membre de l'OMC respecte cette obligation au titre de l'article X:3 b) du GATT uniquement lorsque le système de révision est indépendant des organismes chargés de l'application des mesures administratives se rapportant aux questions douanières.

4.689 À cet égard, les États-Unis n'ont pas formulé de critique au sujet de l'indépendance des voies de recours mises en place par les CE, que ce soit au niveau communautaire ou au niveau des États membres. Il convient toutefois de faire remarquer que les États-Unis appliquent un critère d'indépendance moins strict que les CE. Ces dernières estiment qu'un organe chargé de la révision administrative est indépendant des organismes chargés de l'application des mesures administratives seulement lorsqu'il n'est pas intégré dans l'organisation des organismes. Pour les États-Unis, par contre, l'indépendance est déjà assurée lorsque le bureau responsable de la révision administrative est indépendant d'un point de vue fonctionnel des ports dont il révise les décisions, même si les deux bureaux font partie du même organisme. Les CE estiment que l'interprétation des États-Unis n'est pas conforme à l'article X:3 b) du GATT, qui prescrit que les tribunaux ou procédures de révision doivent être indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives. Cette disposition impose une séparation externe entre les tribunaux ou procédures et les organismes, et l'existence d'une séparation interne au sein d'un organisme entre l'entité qui contrôle et celle qui est contrôlée n'est pas suffisante pour se conformer à l'article X:3 b) du GATT.

4.690 L'allégation des États-Unis est principalement axée sur le fait que les décisions en matière de révision prises par les États membres des CE "n'ont d'effet que dans le cadre de leurs États membres respectifs, et pas sur les organismes communautaires en général", et que "le maintien de tribunaux ou de procédures par les différents États membres à l'intérieur des CE ne satisfait pas à l'obligation des CE au titre de l'article X:3 b)".

4.691 Les États-Unis se fondent sur plusieurs arguments pour étayer cette affirmation. Premièrement, ils ont constamment fait valoir que l'obligation énoncée à l'article X:3 b) du GATT devait être interprétée à la lumière de l'article X:3 a) du GATT, qu'ils considèrent comme son contexte.

4.692 Les CE ont expliqué à plusieurs reprises que ces deux alinéas de l'article X:3 du GATT énonçaient des obligations distinctes et qu'il ne pouvait pas être considéré qu'il existait une relation juridique entre ces deux dispositions (c'est-à-dire que les obligations de l'une des dispositions ne pouvaient pas être incorporées dans celles de l'autre).

4.693 La structure de l'article X:3 du GATT elle-même justifie déjà cette interprétation. Premièrement, l'alinéa b) ne fait pas référence à l'alinéa a), contrairement à l'alinéa c), qui contient un renvoi explicite à l'alinéa b). Deuxièmement, l'article X:3 du GATT ne commence pas par un texte introductif permettant d'affirmer que les deux alinéas distincts sont liés et que les obligations qui y sont énoncées doivent être interprétées l'une à la lumière de l'autre.

4.694 De plus, contrairement à ce que les États-Unis allèguent, la révision de décisions se rapportant à des questions douanières par les tribunaux des États membres des CE ne va pas à l'encontre de l'obligation d'application uniforme. Ce type de révision est tout à fait compatible avec l'obligation d'application uniforme, pour autant que cette dernière soit assurée par d'autres moyens adaptés à cet objectif.

4.695 Enfin, il existe une raison fondamentale de rejeter l'interprétation des États-Unis. Si nous considérons, ainsi que les États-Unis l'ont admis, que la révision prévue à l'article X:3 b) n'est qu'une révision de première instance, prescrire l'uniformité en première instance supposerait nécessairement la création d'un tribunal central de première instance ayant compétence sur l'ensemble du territoire d'un Membre de l'OMC. Cette conclusion n'est pas étayée par le libellé de l'article X:3 b) du GATT, qui ne fait pas référence à l'obligation de créer un tel tribunal central de première instance. L'article X:3 b) du GATT ne prescrit même pas que les recours doivent être tranchés par un tribunal central de juridiction supérieure. En conclusion, l'article X:3 b) ne concerne pas l'administration/application uniforme du droit douanier, qui relève exclusivement de l'alinéa a), mais uniquement les voies de recours en première instance.

4.696 Les États-Unis interprètent l'article X:3 b) à la lumière de leur propre système juridique et demandent à tous les Membres de l'OMC de créer l'équivalent de leur Tribunal du commerce international. Le Japon s'est aligné sur les CE pour rejeter cette interprétation unilatérale. Il convient de faire observer que l'Australie a également fait valoir que "l'article X:3 b) n'[était] pas une disposition prescriptive et ne renfermait aucune obligation d'être doté d'un tribunal central".

4.697 En outre, les CE rappellent que la création d'une juridiction douanière centrale dans le cadre institutionnel des CE va à l'encontre de l'un des principes constitutionnels fondamentaux des CE: la Cour de justice des CE et le Tribunal de première instance doivent agir dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés par les traités fondateurs, et les tribunaux des États membres des CE agissent en tant que tribunaux "ordinaires" des CE lorsqu'ils appliquent le droit communautaire. En l'absence d'une disposition dans les traités attribuant une compétence à l'un ou l'autre de ces tribunaux, ou aux deux, concernant la révision des décisions prises par les États membres des CE, et en présence du système de renvoi préjudiciel mis en place par l'article 234 du Traité CE, toute modification des frontières entre les compétences de la Cour de justice ou le Tribunal de première instance et les tribunaux nationaux exigerait la modification du Traité CE.

4.698 Les CE estiment que des problèmes similaires, du moins au niveau législatif, pourraient se poser dans les Membres de l'OMC dans lesquels il n'existe aucun tribunal central de première instance dans le domaine des douanes.

4.699 Les États-Unis allèguent qu'ils ont trouvé un argument justifiant l'existence d'une relation entre les alinéas a) et b) de l'article X:3 dans la deuxième phrase de l'alinéa b), qui dit que les décisions des tribunaux ou procédures régiront la pratique administrative des organismes chargés de l'application des mesures administratives.

4.700 Les CE estiment que cette phrase est une disposition visant à assurer la mise en œuvre équitable des décisions judiciaires portant sur des questions de droit administratif. Pour assurer le respect par une autorité administrative des décisions rendues par un tribunal, la plupart des systèmes juridiques ont mis en place différentes méthodes pour appliquer le principe de la chose jugée. C'est le sens que les CE donnent au membre de phrase "régiront la pratique". Ce membre de phrase ne peut pas vouloir dire, ainsi que les États-Unis l'affirment, qu'une décision prise dans le cadre d'une révision en première instance dans une affaire donnée constitue la source d'une obligation générale pour l'organisme concerné. L'article X:3 b) énonce simplement l'obligation de mettre en œuvre d'une manière équitable la décision rendue par un tribunal indépendant ou au moyen d'une procédure indépendante.

4.701 Deuxièmement, les États-Unis ont contesté l'argument des CE selon lequel l'emploi du pluriel à l'article X:3 b) du GATT signifiait qu'un Membre de l'OMC pouvait avoir plusieurs tribunaux de révision différents, chacun étant responsable d'une partie du territoire du Membre. Selon les États-Unis, "l'utilisation du pluriel … pourrait permettre à un État Membre de prévoir éventuellement différents types de révision".

4.702 Les CE contestent cet argument parce qu'il ne tient pas compte du fait que les interprétations des États-Unis et des CE ne s'excluent pas mutuellement: l'emploi du pluriel peut indiquer qu'un Membre de l'OMC est autorisé à maintenir des tribunaux géographiquement limités et il peut également indiquer qu'un Membre de l'OMC est autorisé à maintenir plusieurs instances de révision des décisions se rapportant aux questions douanières.

4.703 Troisièmement, dans leur première communication écrite, les CE ont expliqué que lorsque les tribunaux des États membres appliquaient le droit communautaire, ils agissaient en tant qu'organes de la Communauté. C'est l'un des principes fondamentaux du cadre constitutionnel des CE. Pour étayer leurs dires, les CE se sont également référées aux constatations formulées par le Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (États-Unis)*.

4.704 Dans leur première déclaration orale, les États-Unis ont fait valoir que le rapport du Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (États-Unis)* n'était pas pertinent parce que "la question soulevée alors était radicalement différente de celle qui [était] soulevée ici". Les CE ne sont pas de cet avis. La question dans l'affaire *CE – Marques et indications géographiques* se rapportait à l'allégation des États-Unis selon laquelle, en appliquant un règlement des CE, les États membres des CE s'accordaient mutuellement des avantages dont ne bénéficiaient pas d'autres pays tiers et, partant, contrevenaient aux obligations en matière de nation la plus favorisée. En réponse à cette allégation, le Groupe spécial a dit que les autorités des États membres, lorsqu'elles appliquaient le droit communautaire, agissaient en tant qu'organes des CE; pour cette raison, le Groupe spécial a constaté qu'une telle application ne pouvait pas être considérée comme l'octroi d'avantages à d'"autres pays". La constatation formulée par le Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques* selon laquelle les autorités des États membres, lorsqu'elles appliquaient le droit communautaire, agissaient en tant qu'organes des CE, est très pertinente pour la présente affaire. Le fait que, dans la présente affaire, les États-Unis ont formulé une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT, et non concernant les obligations en matière de nation la plus favorisée, n'est pas une raison pour laquelle le Groupe spécial devrait faire abstraction de cette jurisprudence.

4.705 En outre, les États-Unis font valoir que "l'on ne saurait poser en principe que le fait qu'un Groupe spécial a reconnu que les autorités *exécutives* des États membres étaient *de facto* des autorités des CE … signifie qu'un autre groupe spécial doit reconnaître que les autorités *judiciaires* des États membres sont *de facto* des autorités des CE". Les CE ne voient pas le fondement de cette distinction. Les autorités du pouvoir exécutif et judiciaire sont des autorités publiques compétentes dans chaque Membre de l'OMC. Les actions du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire peuvent être pertinentes pour le respect des obligations dans le cadre de l'OMC. Par conséquent, les CE ne voient pas pourquoi seules les autorités du pouvoir exécutif des États membres, et non celles du pouvoir judiciaire, devraient être reconnues en tant qu'autorités des CE lorsqu'il s'agit d'appliquer le droit des CE.

4.706 Les arguments avancés par les États-Unis sont également incompatibles avec les principes du droit international général concernant la responsabilité pour fait illicite. À cet égard, les CE se réfèrent à l'article 4(1) des Articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite élaborés par la Commission du droit international (CDI).

4.707 Il découle clairement de cette disposition que, lorsqu'il s'agit des actes d'un État en vertu du droit international, il n'y a pas de distinction entre les actes des organes législatif, exécutif et

judiciaire. Pour cette même raison, il semble injustifiable de considérer que seules les autorités du pouvoir exécutif des États membres, et non celles du pouvoir judiciaire, peuvent agir en tant qu'organes des CE.

4.708 De même, il découle des articles de la CDI sur la responsabilité de l'État que la responsabilité pour fait internationalement illicite s'applique non seulement aux organes de l'administration centrale, mais aussi aux organes des unités territoriales. Par conséquent, les CE n'ont jamais contesté qu'elles étaient responsables en droit international du respect par les États membres des CE des obligations contractées par les CE dans le cadre des Accords de l'OMC.

4.709 En faisant valoir que les tribunaux des États membres ne peuvent pas être considérés comme des tribunaux des CE, les États-Unis semblent dire qu'alors que les CE sont responsables des actions des États membres des CE, elles ne peuvent pas recourir aux organes des États membres des CE pour s'acquitter de leurs obligations, comme celle qui est prévue à l'article X:3 b) du GATT. Un tel résultat serait très contradictoire. Conformément aux principes généraux de responsabilité de l'État, l'attribution d'un comportement se rapporte à l'ensemble des actes et des omissions, quelle que soit leur légalité. Par conséquent, un comportement doit être attribué non seulement pour établir un manquement aux obligations internationales, mais aussi pour évaluer si les obligations ont été respectées. En d'autres termes, il est tout à fait possible que les CE aient recours à leurs États membres pour s'acquitter d'obligations internationales, y compris l'obligation de procéder à une révision dans les moindres délais au titre de l'article X:3 b) du GATT.

b) Prescription temporelle: révision dans les moindres délais

4.710 Au cours de la présente procédure, les États-Unis ont progressivement réduit leur allégation. En effet, ils ont récemment expliqué qu'ils ne faisaient pas valoir que les tribunaux des États membres des CE n'effectuaient pas la révision et la rectification dans les moindres délais.

4.711 En ce qui concerne la Cour européenne de justice et le Tribunal de première instance, les États-Unis n'ont jamais allégué que la procédure devant ces deux tribunaux, lorsqu'il s'agit de réviser des décisions prises par les institutions des CE, n'assurait pas une révision dans les moindres délais. La seule critique formulée par les États-Unis se rapporte aux "décisions préjudicielles" (c'est-à-dire les renvois à la Cour de justice par des tribunaux nationaux). Les États-Unis font valoir qu'"étant donné le temps nécessaire pour qu'une question soit portée devant la Cour et que la Cour se prononce, et étant donné qu'en règle générale la saisine de la Cour est facultative … la Cour de justice européenne n'est pas un tribunal ou une procédure permettant de régler et de rectifier dans les moindres délais les décisions administratives se rapportant aux questions douanières".

4.712 Les CE ont déjà expliqué que cette critique expliquait la mauvaise compréhension qu'avaient les États-Unis du système des CE: la CEJ ne révise pas les décisions des administrations nationales des douanes mais elle vient en aide aux tribunaux nationaux dans le cadre d'une telle révision au moyen de la procédure de décision préjudicielle afin d'assurer l'application uniforme du droit communautaire dans l'ensemble de la Communauté. Par conséquent, les décisions préjudicielles rendues par la CEJ sont l'un des mécanismes des CE qui visent à assurer l'application uniforme des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives de nature commerciale des CE qui sont d'application générale, ainsi que le prescrit l'article X:3 a) du GATT, et ne peuvent pas être considérées comme un mécanisme de "révision" des décisions des autorités douanières nationales.

G. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Les CE ne sont pas obligées de créer un organisme douanier des CE ni une juridiction douanière

4.713 Les CE ont déjà expliqué que la présente affaire avait des conséquences constitutionnelles importantes pour les CE et pour les Membres de l'OMC en général. Elles ont aussi expliqué que les allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 du GATT visaient essentiellement à contraindre les CE à créer un organisme douanier centralisé et une juridiction douanière.

4.714 Les communications ultérieures des États-Unis ont complètement confirmé cette analyse. Les États-Unis n'ont présenté aucun élément de preuve d'une application non uniforme de la législation douanière des CE ou d'une révision judiciaire qui n'aurait pas été effectuée dans les moindres délais. Ils ont en revanche centré toute leur attention sur l'intervention des autorités douanières des États membres des CE dans l'application de la législation douanière communautaire, dont ils allèguent qu'elle aboutit "en tant que telle" à un manque d'uniformité contraire à l'article X:3 a) du GATT. De même, dans les allégations qu'ils ont présentées au titre de l'article X:3 b) du GATT, les États-Unis ont concentré toute leur attention sur l'absence d'une juridiction douanière communautaire.

4.715 Les États-Unis ont dit pour protester qu'il s'agissait d'une "caricature" de leurs allégations. Toutefois, comme c'est souvent le cas, la caricature révèle la véritable nature des choses. Les États-Unis donnent au Groupe spécial l'assurance qu'ils ne font pas valoir que l'article X:3 a) du GATT oblige les Membres de l'OMC à avoir un organisme douanier unique et sitôt après ils la retirent, en indiquant que "d'après ce que les États-Unis croient savoir, l'établissement d'un tel organisme est la principale façon dont la grande majorité des Membres de l'OMC (si ce n'est tous les Membres de l'OMC) s'acquittent de leurs obligations" au titre de l'article X:3 a) du GATT. Les États-Unis allèguent aussi que comme les CE n'ont pas d'organisme douanier unique, elles sont obligées d'avoir une juridiction douanière unique.

4.716 L'importance accordée par les États-Unis à la création d'un organisme douanier centralisé et d'une juridiction douanière a été un élément récurrent dans la présente procédure. La création d'un tel organisme, qui devrait également être compétent pour rendre des décisions anticipées sur un certain nombre de questions, a été la première demande présentée par les États-Unis aux CE pendant la phase de consultation dans le présent différend. La deuxième demande a été la création d'une juridiction douanière des CE. De plus, lorsque le Groupe spécial a demandé aux États-Unis quelles étaient, à part l'établissement d'un organisme douanier et d'une juridiction douanière, les mesures que les CE devraient prendre s'ils devaient obtenir gain de cause sur leurs allégations, les États-Unis n'ont pas indiqué une seule mesure concrète.

4.717 Les États-Unis ont donc tort de se plaindre que les CE présentent leurs allégations de manière erronée. L'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT est clairement dirigée contre l'intervention des autorités douanières des États membres des CE dans l'application de la législation douanière communautaire. Il s'agit donc d'une mise en cause directe du système de fédéralisme exécutif des CE, qui est un élément structurel général de l'ordre juridique des CE, et pas seulement dans le domaine de l'administration des douanes. Cela vaut également pour l'allégation présentée par les États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT, qui vise à remplacer les tribunaux des États membres par une juridiction douanière communautaire. On ne peut pas reprocher aux CE d'exposer clairement l'allégation des États-Unis.

4.718 Les États-Unis ont accusé les CE de prôner une vision relative de l'article X:3 a) du GATT. Cet argument n'a aucun fondement. L'obligation d'application uniforme, impartiale et raisonnable énoncée à l'article X:3 a) du GATT est la même pour tous les Membres de l'OMC, y compris les CE.

Les CE n'ont jamais fait valoir qu'elles étaient assujetties à des critères différents de ceux qui étaient applicables aux autres Membres.

4.719 Pour étayer leur point de vue, les États-Unis se sont référés au fait que les CE, soutenues par le Japon, ont fait valoir que la question de savoir s'il y a un manque d'uniformité doit être tranchée compte tenu des caractéristiques du système d'administration douanière en question. Cela n'a pas non plus de fondement. Il va sans dire que la question de savoir s'il y a un manque d'uniformité dans un système d'administration douanière particulier ne peut être déterminée que sur la base de tous les faits pertinents, ce qui inclut nécessairement les caractéristiques du système douanier en question. Cela n'a rien à voir avec le fait de prôner un critère relatif; il s'agit simplement d'une obligation inhérente à une évaluation objective des faits.

4.720 Les États-Unis ont allégué que "les CE sont mal venues à soutenir que la singularité de leur statut au sein de l'OMC, dont elles sont peut-être le seul Membre à ne pas être doté d'une administration douanière centralisée unique, les soumet à un critère différent en ce qui concerne l'obligation d'application uniforme". Les États-Unis ont également déclaré que "les CE [étaient] le seul [Membre de l'OMC] ... à combiner la fragmentation géographique de l'administration des questions douanières et celle de la révision des décisions en la matière". Comme les CE l'ont déjà fait remarquer, elles ne font pas valoir qu'elles sont soumises à un critère différent des autres Membres de l'OMC. Toutefois, même si elles étaient effectivement le seul Membre de l'OMC à avoir un système décentralisé d'administration douanière et de révision judiciaire, cela ne voudrait pas dire que leur système est en quoi que ce soit incompatible avec l'article X:3 du GATT.

4.721 Les CE sont Membre originel de l'OMC. Lorsqu'elles sont devenues partie aux Accords de l'OMC, y compris le GATT de 1994, leur système d'administration douanière et de révision judiciaire était parfaitement connu de toutes les parties contractantes. Sachant cela, les parties contractantes, y compris les États-Unis, sont convenues que les CE devraient devenir Membre originel de l'OMC. L'on ne peut sérieusement faire valoir qu'une caractéristique fondamentale des CE comme la participation des États membres à l'application du droit communautaire, y compris la législation douanière, et au mécanisme de révision judiciaire, doit toutefois être considérée comme incompatible avec l'article X:3 a) du GATT.

4.722 Ce point mérite une attention particulière parce qu'il ne s'agit pas seulement du domaine de la législation douanière. L'article X:3 a) du GATT s'applique à toutes les lois visées à l'article X:1 du GATT. En conséquence, les interprétations des États-Unis ne s'appliqueraient pas uniquement au domaine de la législation douanière. De fait, elles rendraient en général la participation des entités infra-fédérales à la mise en œuvre des législations fédérales impossible dans de larges domaines de la réglementation économique.

4.723 Cela est très préoccupant pour l'ensemble des Membres de l'OMC. Les États-Unis ont un système constitutionnel dans lequel les domaines de compétence du gouvernement fédéral et des 50 États sont clairement séparés, mais d'autres Membres de l'OMC ont des systèmes inspirés du fédéralisme exécutif, dans lequel les lois fédérales sont mises en œuvre par des unités infra-fédérales. Comme même les juges de la Cour suprême des États-Unis l'ont reconnu, le fédéralisme exécutif est un choix constitutionnel parfaitement légitime et rien ne s'oppose à ce qu'il puisse aussi être appliqué dans le domaine des douanes. En conséquence, le Groupe spécial ne devrait pas accepter une interprétation de l'article X:3 du GATT qui imposerait aux autres Membres de l'OMC un point de vue particulier des États-Unis sur la manière dont les lois fédérales devraient être mises en œuvre.

4.724 Les États-Unis ont aussi reproché aux CE d'avoir fait référence à l'article XXIV:12 du GATT. Ces critiques sont injustifiées. Les CE ont invoqué cette disposition pour étayer leur point de vue selon lequel les engagements dans le cadre du GATT, y compris l'article X:3 a), ont été contractés par les parties contractantes compte étant pleinement tenu de leur système constitutionnel respectif.

Comme le Groupe spécial *Canada – Pièces de monnaie en or* l'a expliqué, l'article XXIV:12 du GATT est une disposition dont la "fonction ... est de permettre aux États fédéraux d'accéder à l'Accord général sans avoir à modifier la répartition fédérale des compétences". En contrepartie, l'article XXIV:12 du GATT exige de chaque Membre de l'OMC qu'il prenne toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que les dispositions du GATT soient observées au niveau infra-fédéral.

4.725 Les CE se sont pleinement engagées à faire en sorte que leurs États membres observent les prescriptions de l'article X du GATT, conformément à l'article XXIV:12 du GATT. Ce n'est toutefois pas ce que les États-Unis veulent d'elles. Les États-Unis font valoir que les CE devraient créer un organisme douanier centralisé, une juridiction douanière, et devraient remplacer toute la législation pertinente des États membres, notamment sur la question des sanctions, par une législation communautaire. Cela modifierait radicalement l'équilibre fédéral au sein des CE. Une telle interprétation n'est donc pas compatible avec le but de l'article XXIV:12 du GATT.

4.726 En ce qui concerne spécifiquement la question d'une juridiction douanière, les États-Unis ont également fait référence à l'article VI:2 b) de l'AGCS et ont fait valoir que les CE essayaient de transposer cette disposition à l'article X:3 du GATT. Cet argument n'a manifestement aucun fondement. L'article VI:2 b) de l'AGCS énonce une exception générale qui rend l'obligation d'instituer les tribunaux ou procédures prescrites à l'article VI:2 a) de l'AGCS essentiellement facultative pour certains Membres. C'est pourquoi cette disposition peut être considérée comme un équivalent plus ambitieux de l'article X:3 c) du GATT, qui donne la possibilité d'assurer la révision également par le biais de procédures administrées par des organismes qui ne sont pas indépendants. Cela n'a toutefois rien à voir avec les arguments présentés par les CE dans la présente affaire. Les CE ne contestent pas qu'elles sont tenues d'instituer des tribunaux ou des procédures pour assurer la révision judiciaire qui sont indépendants des organismes qu'elles contrôlent. Les CE font simplement remarquer que l'article X:3 du GATT ne préjuge pas de la question de savoir comment elles organisent le système judiciaire par lequel elles assurent la révision judiciaire.

4.727 Les États-Unis ont également fait valoir que les difficultés à se mettre en conformité ne devraient avoir aucune influence sur l'évaluation de la question de savoir si les CE sont en conformité avec l'article X:3 du GATT. D'une manière générale, les CE conviennent que les difficultés de mise en conformité ne sont pas en tant que telles déterminantes pour l'interprétation d'une obligation internationale. Toutefois, les États-Unis ne peuvent pas s'attendre à ce que leur allégation soit acceptée sans que ses implications pratiques ne soient examinées. Le Groupe spécial n'est pas tenu de se prononcer sur les mesures qui seraient nécessaires pour assurer la mise en conformité, mais il ne devrait pas non plus se prononcer sur cette affaire particulière sans prendre dûment en considération les implications concrètes des allégations des États-Unis.

2. Allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT

a) Les États-Unis présentent de manière erronée les prescriptions de l'article X:3 a) du GATT

i) L'article X:3 a) du GATT est une disposition non prescriptive établissant des critères minimaux

4.728 Les États-Unis ont contesté la qualification de disposition établissant des critères minimaux que les CE ont faite de l'article X:3 a) du GATT. Ils contestent également la pertinence du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, dans lequel l'Organe d'appel dit que les prescriptions de l'article X:3 a) du GATT sont des "critères minimaux". De l'avis des États-Unis, l'expression "critères minimaux" ne signifie pas que ces critères sont "faibles".

4.729 Les arguments des États-Unis consistent à décrire de manière erronée les arguments des CE. Les CE n'ont pas fait valoir que l'article X:3 a) du GATT contenait un critère "relatif" et n'ont pas davantage pris position sur la question de savoir s'il s'agissait d'un critère "faible" ou "élevé". Toutefois, comme les États-Unis recherchent une application très large de l'article X:3 a) du GATT, il est nécessaire de réfléchir à la nature et au but des obligations énoncées dans cette disposition.

4.730 L'article X:3 a) du GATT n'est pas une disposition qui prescrit de façon détaillée la manière dont les Membres de l'OMC devraient appliquer leurs législations douanières. D'autres dispositions du GATT, et d'autres accords visés, contiennent les disciplines de fond détaillées auxquelles les Membres doivent se conformer. L'article X:3 a) du GATT complète ces disciplines du GATT et de ses annexes afin d'assurer que la jouissance par d'autres Membres des avantages découlant du GATT n'est pas compromise par des mesures d'application qui sont déraisonnables, partiales ou non uniformes. On ne peut supposer à la légère que l'application par un Membre de l'OMC ne parvient pas à satisfaire à ces critères minimaux.

4.731 Ce point a été confirmé dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* par l'Organe d'appel, qui a déclaré ce qui suit: "Une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 doit être étayée par des éléments de preuve solides; la nature et la portée de l'allégation, et les éléments de preuve produits à l'appui par le plaignant, devraient correspondre à la gravité des accusations inhérentes aux allégations au titre de l'article X:3 a) du GATT." Cette déclaration confirme clairement que l'Organe d'appel considère que l'article X:3 a) du GATT énonce des critères minimaux fondamentaux, dont on ne peut supposer à la légère qu'ils ont été violés. De plus, dans une affaire très récente, les États-Unis eux-mêmes ont fait valoir que les éléments de preuve fournis pour étayer une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT doivent correspondre à la gravité de cette allégation.

ii) L'article X:3 a) du GATT oblige les États-Unis à démontrer l'existence d'un mode d'application non uniforme

4.732 Dans leur deuxième communication écrite, les États-Unis contestent qu'il soit obligatoire de démontrer l'existence d'un mode d'application non uniforme pour établir une violation de l'article X:3 a) du GATT. Les États-Unis ont aussi contesté que le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* permette de justifier une telle prescription, et ont allégué que les CE se sont fondées sur "une unique phrase" de ce rapport. Cela est de toute évidence faux. La référence par le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* à la prescription relative à l'existence d'un mode n'était pas un simple *dictum*, mais découlait d'une réflexion approfondie sur les prescriptions de l'article X:3 a) du GATT. Elle traduisait le point de vue du Groupe spécial selon lequel pour constituer une violation de l'article X:3 a) du GATT, les actions en question doivent "avoir une incidence notable sur l'application générale de la législation, et non pas simplement sur l'issue de la seule affaire considérée". C'était aussi, soit dit en passant, la position défendue par les États-Unis dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*.

4.733 Les États-Unis essaient d'établir que l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* est de nature différente en disant que dans la présente affaire, ils ne font pas valoir qu'"une application particulière" de la législation douanière des CE représente une application non uniforme, mais que le "système communautaire d'application de la législation douanière dans son ensemble" n'est pas conforme à l'article X:3 a) du GATT. Les CE sont déconcertées par cet argument. Les États-Unis semblent croire qu'en formulant des allégations plus lourdes de conséquence, ils ont besoin de présenter moins d'éléments de preuve. Pour les CE, c'est le contraire qui est vrai. Les CE ne peuvent comprendre comment les États-Unis peuvent contester l'"application dans son ensemble" du système communautaire sans montrer concrètement comment la législation douanière est appliquée dans ce système. Les CE estiment que pour condamner le système communautaire d'administration douanière

dans son ensemble comme étant incompatible avec l'article X:3 a) du GATT, il faudrait démontrer l'existence d'un mode patent d'application non uniforme.

4.734 Les États-Unis se sont également référés au rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Peaux et cuirs* et ont déclaré que ce Groupe spécial ne mentionnait pas la prescription relative à un mode. Le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* ne donne toutefois aucun élément pouvant étayer les arguments des États-Unis. La mesure contestée dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* était une résolution qui autorisait des représentants de la branche de production argentine à participer à certaines parties de la procédure administrative. Il était dès lors impossible pour l'Argentine d'assurer la protection des renseignements commerciaux confidentiels et d'appliquer sa législation douanière d'une manière impartiale et raisonnable. Il n'était pas contesté que dans le cadre de l'application pratique de la résolution, des représentants de la branche de production participaient effectivement au processus. En conséquence, comme il n'y avait aucun doute que l'application par l'Argentine était uniformément déraisonnable et partiale, le Groupe spécial n'avait aucune raison d'examiner s'il existait un mode. La situation est tout à fait différente dans la présente affaire, aucune mesure des CE ne prescrivant une application non uniforme; bien au contraire, les mesures des CE assurent une application uniforme et les CE contestent vivement qu'il y ait un manque d'uniformité dans la manière dont elles appliquent leur législation douanière.

4.735 Enfin, les États-Unis présentent de manière erronée l'argument des CE en alléguant que les CE leur avaient demandé de montrer l'existence d'un "mode net" d'application non uniforme. Les CE ne pensent pas que le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* ait prescrit que le mode formé par les cas d'application devait être organisé selon un ordre particulier ou être "net". Un mode peut aussi être créé par la répétition d'actes ou d'omissions similaires. Lorsque ces cas d'application deviennent suffisamment répandus et fréquents pour avoir une incidence sur l'application générale de la législation, il y a une absence d'uniformité qui est contraire à l'article X:3 a) du GATT. Voilà le critère que les États-Unis doivent remplir, rien de plus, mais rien de moins.

4.736 Les États-Unis ont aussi fait valoir qu'un mode ne peut être requis parce que "[l]es intérêts des opérateurs […] dans l'uniformité d'application de la législation douanière ne dépendent pas de la signification statistique des cas d'absence d'uniformité dans l'application". Les CE ne sont pas d'accord avec ce point de vue. L'article X:3 a) du GATT protège les négociants contre une application de la législation douanière telle qu'ils ne peuvent pas raisonnablement prévoir le traitement qu'ils recevront. Il ne les protège pas contre des cas particuliers d'erreurs administratives, qui peuvent et devraient être corrigées grâce aux mécanismes de révision administrative et judiciaire. En conséquence, la question de savoir dans quelle mesure les cas d'application non uniforme sont répandus et fréquents est un élément d'appréciation pertinent dans le cadre de l'article X:3 a) du GATT.

b) Les États-Unis n'ont présenté aucun élément de preuve d'une absence d'uniformité dans l'application par les CE de leur législation douanière

4.737 Comme les CE l'ont déjà indiqué, dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, l'Organe d'appel a exigé que toute allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT soit étayée par des "éléments de preuve solides". Les États-Unis, qui ont la charge de la preuve en tant que plaignant, ne se sont vraiment pas acquittés de cette charge. Loin de présenter des éléments de preuve solides, ils n'ont fourni aucun élément de preuve pour étayer leur allégation d'application non uniforme dans le système d'administration douanière des CE.

4.738 Lorsque le Groupe spécial leur a demandé de fournir des éléments de preuve pour étayer leur allégation, les États-Unis ont invariablement répondu que de tels éléments de preuve n'étaient pas pertinents pour leur allégation et que, s'ils étaient pertinents, ce serait aux CE de les fournir. Comme

les CE l'ont déjà fait remarquer, il s'agit d'une tentative transparente de déplacer la charge de la preuve vers les CE, ce qui devrait être rejeté par le Groupe spécial.

4.739 Les allégations des États-Unis selon lesquelles les CE avaient "reconnu" des cas d'application non uniforme dans les domaines des sanctions et des procédures de vérification n'ont aucun fondement. En ce qui concerne la question des sanctions, il n'y a pas d'application non uniforme; comme les CE le montreront ultérieurement, ce sont en fait les lois des États membres prévoyant des dispositions relatives aux sanctions qui sont différentes. En ce qui concerne la question des vérifications, les CE ont déjà répondu, et continuent de répondre, qu'il n'y a pas d'application non uniforme. Comme il a déjà été expliqué, tous les États membres ont la qualité nécessaire pour agir en matière de vérification et les pratiques de vérification des États membres sont suffisamment harmonisées grâce aux orientations fournies par le Guide des vérifications douanières des CE. Ce Guide traite également du choix des éléments soumis à vérification et de la question de l'évaluation des risques. Il traite par conséquent de la question de l'équilibre entre les inspections au moment de l'importation et les vérifications après dédouanement qui a été soulevée par les États-Unis. Les États-Unis n'ont donc pas justifié leur allégation selon laquelle il y a un manque d'uniformité dans la pratique de vérification douanière des CE.

4.740 Les États-Unis allèguent aussi qu'ils ont démontré qu'il y a un manque d'uniformité dans le domaine de la transformation sous douane. Les CE ne voient pas le fondement de cette déclaration. Les États-Unis se sont simplement référés aux orientations concernant cette procédure qui, allèguent-ils, présentent certaines divergences en ce qui concerne l'application des conditions économiques. Les CE ont contesté cette interprétation des États-Unis, qui n'est pas étayée par le texte des orientations. En revanche, les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve concernant l'application effective à l'appui de leur allégation selon laquelle il y a des différences dans l'application.

4.741 Les États-Unis allèguent que les CE ont reconnu que de telles différences existaient en expliquant que, dans certains cas, l'examen des conditions économiques avait lieu au niveau communautaire. Cette déclaration n'a aucun fondement. Les CE ont juste expliqué correctement les différentes manières dont les conditions économiques sont appliquées dans les CE aux fins de la transformation sous douane. Le fait que, dans certains cas, les conditions sont examinées au niveau communautaire alors que, dans d'autres, elles sont examinées au niveau des États membres ne signifie pas qu'il y a, dans la deuxième situation, un manque d'application uniforme. Il est également noté que conformément à l'article 522 du Règlement d'application, les États membres sont tenus de communiquer à la Commission les renseignements relatifs aux autorisations délivrées et aux demandes rejetées au motif que les conditions économiques ne sont pas remplies. Cela permet à la Commission de vérifier que les conditions économiques sont appliquées correctement.

4.742 Au total, les États-Unis n'ont donc pas montré qu'il y avait un manque quelconque d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE, et encore moins qu'il existait un mode d'application non uniforme.

c) Les critiques des États-Unis sur le système d'administration douanière des CE sont injustifiées et ne démontrent pas l'existence d'une quelconque incompatibilité avec l'article X:3 a) du GATT

4.743 Comme les États-Unis n'ont pas été en mesure de montrer une absence réelle d'uniformité dans la pratique des CE, ils ont essayé de baser leur argumentation sur la critique des différents éléments du système d'administration douanière des CE. Avant de procéder à l'examen des arguments spécifiques développés par les États-Unis, les CE souhaiteraient faire trois observations générales.

4.744 Premièrement, la critique systémique ne peut remplacer la preuve d'une absence réelle d'application uniforme. Comme les CE l'ont dit à maintes reprises, l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas la manière dont les Membres de l'OMC devraient appliquer leurs lois. La conception particulière du système des CE ne pourrait donc devenir pertinente au titre de l'article X:3 a) du GATT que si elle aboutissait nécessairement à une absence d'uniformité. Or les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve à l'appui de cette thèse. À cet égard, il convient également de rappeler les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, selon lesquelles il incombe au plaignant qui allègue que la législation nationale d'un autre Membre a une signification particulière ou un effet particulier d'apporter des éléments de preuve à l'appui d'une telle affirmation.

4.745 Deuxièmement, pour évaluer si le système communautaire assure l'application uniforme de la législation douanière, il ne suffit pas d'examiner de façon isolée un instrument particulier ou une caractéristique particulière. Il s'agit en fait de savoir si le système communautaire dans son ensemble, y compris tous ses instruments pertinents, assure une application uniforme. L'approche suivie par les États-Unis dans leur deuxième communication écrite fait précisément le contraire. Les États-Unis sélectionnent un instrument particulier, le décrivent de manière erronée et déclarent ensuite triomphalement que cet instrument n'est pas suffisant pour assurer une application uniforme. Il est évident qu'une telle façon de procéder n'est pas une manière équitable et objective d'évaluer le système des CE.

4.746 Troisièmement, les États-Unis ont une nette tendance à ignorer tous les éléments qui ne leur conviennent pas aux fins de leurs allégations. Par exemple, dans leurs examens de la pratique de classement des CE, les États-Unis centrent presque toute leur attention sur le système des RTCE, mais ne reconnaissent pas l'existence d'autres instruments contraignants du droit communautaire, comme la réglementation ou les notes explicatives relatives au classement. De même, les États-Unis n'ont à aucun moment reconnu les instruments communautaires existant dans le domaine de la coopération douanière, ni les instruments budgétaires et financiers. Autrement dit, alors que les États-Unis sont prêts à invoquer un rapport de la Cour des comptes en tant que preuve alléguée d'une absence d'uniformité dans le système des CE, ils ne veulent pas reconnaître que de telles institutions communautaires peuvent aussi contribuer à cette uniformité et doivent donc être prises en compte dans l'évaluation de l'ensemble du système.

i) Orientations administratives et devoir de coopération

4.747 Dans la première de leurs critiques systémiques, les États-Unis allèguent que "la plupart des instruments dont les CE disent qu'ils assurent une application uniforme sont non contraignants, discrétionnaires ou de caractère extrêmement général".

4.748 Cette déclaration est à l'opposé de ce qu'est le système communautaire. Le système d'administration douanière des CE est fondé sur un ensemble de lois très exhaustif, qui est entièrement contraignant. Dans tous les domaines du droit douanier, les institutions communautaires disposent des pouvoirs nécessaires pour adopter des mesures ayant force obligatoire en droit chaque fois que le besoin s'en fait sentir. À cela s'ajoute un système complet de protection et de contrôle juridictionnels qui inclut le droit de recours des négociants, mais aussi la possibilité d'engager des procédures pour infraction. En conséquence, l'allégation selon laquelle le système des CE est principalement fondé sur des moyens non contraignants se réfute tout simplement d'elle-même.

4.749 Les États-Unis critiquent aussi le fait que les CE s'appuient, dans certains cas, sur des orientations administratives et d'autres instruments qui n'ont pas force obligatoire en droit, comme les lignes directrices relatives aux RTCE, ou les conclusions du Comité du Code des douanes. Cette critique est injustifiée. Les CE se servent des orientations non contraignantes pour compléter les mesures contraignantes chaque fois que la question particulière en cause le justifie, en raison par

exemple de son caractère technique. Pour ne prendre qu'un exemple, les CE ne voient pas ce que cela apporterait de transformer les Lignes directrices relatives aux RTCE qui, entre autres choses, contiennent des instructions sur la manière de consulter la base de données RTCE et le moment où le faire, en un instrument ayant force obligatoire en droit. De plus, le plus important est de savoir si les Lignes directrices sont suivies dans la pratique et les États-Unis n'ont présenté aucun élément de preuve montrant le contraire.

4.750 En ce qui concerne le devoir de coopération, les États-Unis ont critiqué cette obligation en disant qu'elle avait un caractère trop général. Les CE ne sont pas d'accord. Ce qui importe, ce n'est pas que le devoir de coopération soit une obligation générale, mais bien qu'il existe. De plus, il a force obligatoire en droit et peut être sanctionné par la Cour de justice. Le fait que les affaires portées devant la Cour ne sont peut-être pas très fréquentes ne signifie pas que le devoir de coopération n'a pas d'effet pratique. Cela montre au contraire qu'il est généralement respecté.

ii) Le système des RTCE

4.751 Le deuxième aspect systémique critiqué par les États-Unis est le système des RTC. Les CE ont déjà longuement répondu aux arguments des États-Unis à cet égard et ne s'attarderont donc que sur certains éléments nouveaux figurant dans les arguments des États-Unis.

4.752 Dans leur deuxième communication écrite, les États-Unis répètent leur allégation selon laquelle le système des CE favorise la recherche du RTC le plus favorable. Toutefois, comme les CE l'ont déjà noté, les États-Unis n'apportent aucun élément de preuve à l'appui de cette déclaration. S'efforçant manifestement de justifier cette absence de preuve, les États-Unis déclarent à présent que la recherche du RTC le plus favorable "est qu'elle est pratiquée d'une manière qui ne génère pas d'éléments de preuve et qu'elle est donc difficile à déceler". De plus, les États-Unis font observer qu'"on ne peut guère attendre des négociants qu'ils se manifestent pour admettre ouvertement qu'ils profitent de la possibilité de rechercher le meilleur classement possible de leurs marchandises". Les CE feraient observer que les difficultés qu'il y aurait pour fournir des éléments de preuve ne sont pas une raison pour dispenser les États-Unis de s'acquitter de la charge de la preuve qui leur incombe. Les États-Unis ne peuvent pas s'attendre à ce que le Groupe spécial admette leur allégation sur parole juste parce qu'ils disent qu'il est trop difficile d'apporter des éléments de preuve.

4.753 Deuxièmement, à supposer même pour un instant que la situation a été correctement exposée par les États-Unis, les CE se demandent aussi où se situerait exactement l'annulation ou la réduction d'avantages pour les États-Unis. Il semble aux CE que s'il y avait annulation ou réduction d'avantages, les États-Unis seraient en mesure de le confirmer avec quelques éléments de preuve. À l'inverse, si l'affaire ne présente aucun intérêt pour les négociants parce qu'ils obtiennent un classement optimal pour leurs marchandises, les États-Unis ont eux-mêmes réfuté la présomption d'annulation ou de réduction d'avantages prévue à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

4.754 Dans leur deuxième communication écrite, les États-Unis continuent de formuler des critiques sur la jurisprudence *Timmermans* de la Cour de justice, dont ils allèguent qu'elle est contraire à l'application uniforme de la législation douanière communautaire. À cet égard, les CE peuvent largement se référer à leurs communications antérieures. Il y a toutefois un nouvel élément dans l'argumentation des États-Unis, à savoir que les États-Unis semblent à présent considérer le classement comme une question d'appréciation. En fait, les États-Unis font valoir que le classement tarifaire exige d'une autorité douanière certains jugements, qui peuvent évoluer avec le temps. De cette manière, les États-Unis semblent adopter une approche très dynamique du classement tarifaire, qui, pour les États-Unis, paraît être au moins en partie une question politique.

4.755 Cette approche pourrait expliquer les fréquents réexamens des questions de classement dans la pratique des États-Unis. Elle pourrait aussi expliquer pourquoi les États-Unis semblent être bien plus intéressés par l'uniformité géographique que par l'uniformité temporelle. Les CE ne sont toutefois pas d'accord avec le point de départ des États-Unis. Le classement tarifaire, bien que complexe, est une question juridique qui fait pleinement l'objet d'un contrôle juridictionnel. À tout moment donné, il n'y a qu'un seul classement correct pour un produit particulier, et ce classement ne varie pas rapidement en fonction de considérations d'ordre politique.

4.756 Ainsi, la jurisprudence *Timmermans* ne porte en aucune façon atteinte à l'uniformité du droit communautaire. Au contraire, elle permet aux États membres de corriger les erreurs, lorsque des erreurs ont été commises. Contrairement à ce que pensent les États-Unis, il ne s'agit pas du tout d'appliquer la "propre interprétation" des États membres, mais bien d'appliquer l'interprétation qui est correcte. Cela est très bien illustré par l'affaire *Bantex*, dans le cadre de laquelle les autorités du Royaume-Uni ont pu, s'appuyant sur la jurisprudence *Timmermans*, mettre leur pratique en matière de classement en conformité avec un règlement des CE relatif au classement dont elles n'avaient pas tenu compte. De plus, comme les CE l'ont déjà montré, les règles des États-Unis concernant la révocation des décisions anticipées en cas d'erreur ou de modification de la pratique ne semblent pas fondamentalement différentes de celles des CE.

iii) Contrôle juridictionnel par les tribunaux des États membres

4.757 Troisièmement, et dernier point, les États-Unis critiquent les CE pour s'être référées au contrôle juridictionnel des décisions douanières comme à un autre mécanisme permettant d'assurer l'application uniforme de la législation douanière des CE.

4.758 La première objection des États-Unis consiste à dire que comme les décisions des tribunaux d'un État membre n'ont "force obligatoire que sur le territoire de cet État membre", une décision dans un cas particulier peut être incompatible avec les décisions des tribunaux des autres États membres. Cette objection est fallacieuse. Outre le fait qu'il n'existe aucune prescription, comme les CE le montreront ultérieurement, exigeant que les arrêts en première instance soient "obligatoires dans l'ensemble de la Communauté", les États-Unis oublient que les tribunaux des États membres des CE ne fonctionnent pas dans l'abstrait. Pour éviter précisément le danger auquel les États-Unis font allusion, le Traité CE a établi la procédure de renvoi préjudiciel. Cette procédure permet à la Cour de justice, agissant en relation constante avec les tribunaux des États membres, d'assurer une interprétation et une application uniformes du droit communautaire. Il est important de noter que pour décider si une question relevant du droit communautaire devrait être renvoyée devant la CEJ, ou si elle peut être considérée comme une évidence, les tribunaux des États membres doivent aussi vérifier si la question sera également une évidence pour les tribunaux des autres États membres. En conséquence, lorsque les tribunaux de différents États membres ont tranché, ou pourraient trancher, une question relevant du droit communautaire d'une manière différente, il y a lieu de renvoyer la question devant la Cour européenne de justice.

4.759 Par ailleurs, les États-Unis ont critiqué le fait que les CE n'avaient mis en place aucun système de notification des arrêts entre les tribunaux des États membres. Pour récuser l'argument des CE selon lequel un tel système serait lourd et inefficace, les États-Unis ont mentionné l'existence, sur leur territoire, de bases de données telles que Lexis et Westlaw. Ces observations sont hors de propos. Pour les CE, la question n° 72 du Groupe spécial se référait à des mécanismes de "notification" formelle des arrêts d'un tribunal à un autre. Les CE ne pensent pas que la question visait les bases de données gérées par le privé comme Lexis et Westlaw. Si on se réfère à de tels mécanismes, il est évident que des bases de données semblables, ainsi que des revues juridiques et techniques, existent aussi dans les CE. De plus, en règle générale, les négociants et les courtiers intéressés par le classement d'une marchandise particulière sont bien informés des décisions judiciaires pertinentes

rendues dans l'ensemble des CE et les porteront à l'attention des tribunaux si ces derniers n'en ont pas encore connaissance.

4.760 Deuxièmement, les États-Unis font valoir qu'il serait trop ardu pour un négociant qui exerce ses activités dans plusieurs États membres d'introduire son recours devant plusieurs tribunaux. Les CE ne sont pas d'accord. La situation décrite par les États-Unis est due au fait que la compétence des tribunaux des CE est limitée territorialement et, comme les CE le montreront, il n'y a rien d'anormal à cela. De plus, un négociant n'est pas obligé d'importer la même marchandise à travers plusieurs ports différents de différents États membres, mais s'il le fait, il est possible que des tribunaux différents seront compétents. Enfin, cela ne veut toujours pas dire que le négociant devrait en règle générale déposer plusieurs recours parallèlement. Lorsque la Cour de justice est saisie d'une question, les autres procédures dans lesquelles la même question est pertinente peuvent en principe être suspendues jusqu'à ce que la Cour se soit prononcée. Une fois que la Cour s'est prononcée, son interprétation guidera tous les tribunaux des États membres. De plus, chaque saisine de la Cour européenne de justice, ainsi que les arrêts rendus, sont publiés au Journal officiel de l'Union européenne, ce qui permet aux négociants et aux autorités judiciaires des autres États membres des CE d'être pleinement informés des affaires soulevées dans un autre État membre.

4.761 Enfin, les États-Unis allèguent que les CE ne devraient pas être autorisées à dire que le contrôle juridictionnel est un instrument permettant d'assurer l'application uniforme car il s'agit d'un "droit" des négociants au titre de l'article X:3 b) du GATT. Par ailleurs, les États-Unis allèguent que les CE font valoir que le respect de l'article X:3 b) serait suffisant pour assurer le respect de l'article X:3 a) du GATT.

4.762 Ces allégations n'ont absolument aucun fondement. Les CE n'ont jamais allégué qu'il était suffisant de prévoir une révision judiciaire pour satisfaire à l'article X:3 a) du GATT. Au contraire, les CE ont reconnu qu'un système qui reposerait uniquement sur les droits de recours privés n'apparaîtrait généralement pas conforme à l'article X:3 a) du GATT. Ce n'est toutefois pas le cas dans les CE, où le contrôle juridictionnel n'est que l'un des nombreux mécanismes qui contribuent à l'application uniforme du droit communautaire. Que la révision judiciaire soit aussi parallèlement un droit au titre de l'article X:3 b) du GATT n'est pas pertinent. Tout d'abord, cette disposition a trait uniquement à la révision en première instance. Deuxièmement, rien n'empêche qu'elle puisse aussi être parallèlement un outil permettant d'assurer l'application uniforme.

4.763 Dans l'ensemble, les États-Unis n'ont pas montré qu'il y avait telles ou telles caractéristiques dans le système des CE qui aboutiraient nécessairement à une absence d'uniformité dans le système communautaire d'administration douanière. Bien au contraire, le système des CE englobe un grand nombre de mécanismes interdépendants qui, ensemble, donnent tous les gages d'une interprétation et d'une application uniformes de la législation douanière des CE. Les allégations des États-Unis devraient donc être rejetées.

d) L'article X:3 a) du GATT n'oblige pas les CE à harmoniser les dispositions relatives aux sanctions des États membres

4.764 La dernière allégation présentée au titre de l'article X:3 a) du GATT concerne la question des sanctions applicables aux violations dans le domaine douanier. Cette allégation des États-Unis n'a rien à voir avec l'application des lois et vise en fait à contraindre les CE à harmoniser les lois des États membres qui contiennent des dispositions relatives aux sanctions et à les remplacer par des lois communautaires. Cette allégation n'a aucun fondement au titre de l'article X:3 a) du GATT.

i) Les dispositions relatives aux pénalités/sanctions ne sont pas visées à l'article X:3 a) du GATT

4.765 Premièrement, les CE ont expliqué que les dispositions relatives aux sanctions ne figuraient pas parmi les lois mentionnées à l'article X:1 du GATT et n'étaient donc pas visées par l'article X:3 a) du GATT. Jusqu'ici, les États-Unis n'ont fourni aucune explication sur les raisons pour lesquelles les dispositions relatives aux sanctions devraient être considérées comme des lois au sens de l'article X:1 du GATT, c'est-à-dire les lois "qui visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions".

4.766 En fait, les États-Unis ne semblent même pas faire valoir que les dispositions relatives aux sanctions sont des lois au sens de l'article X:1 du GATT. Au lieu de cela, ils disent simplement que les lois prévoyant des sanctions sont des "outils" servant à appliquer les lois mentionnées à l'article X:1 du GATT. Toutefois, si les dispositions relatives aux sanctions sont de simples outils pour l'application des lois visées à l'article X:1 du GATT, elles ne constituent pas elles-mêmes de telles lois.

4.767 Dans leur deuxième communication écrite, les États-Unis ont aussi fait indirectement allusion au terme "impositions" figurant à l'article X:1 du GATT. Les CE ne pensent toutefois pas que ce terme englobe les pénalités. Les "impositions" sont des contributions de nature pécuniaire qui sont souvent "imposées" en échange de services rendus ou de marchandises fournies. Les pénalités répondent à un comportement illicite en imposant une sanction. Ces sanctions peuvent avoir un caractère financier, mais peuvent aussi prendre d'autres formes. Par exemple, les sanctions pénales peuvent comprendre non seulement des amendes, mais aussi des peines d'emprisonnement ou un travail social. Les sanctions administratives peuvent aussi comprendre des mesures comme la destruction ou la confiscation des marchandises. Il ne semble pas que tous ces différents types de sanctions puissent être rattachés au terme "impositions". C'est ce qui ressort aussi de l'article VIII du GATT, qui fait clairement la distinction entre les redevances et impositions d'une part et les pénalités de l'autre.

ii) L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas l'harmonisation des lois qui existent dans un Membre de l'OMC au niveau infra-fédéral

4.768 Le deuxième problème posé par l'allégation des États-Unis est que les lois des États membres qui contiennent des dispositions relatives aux sanctions sont elles-mêmes des lois d'application générale. En conséquence, même si ces lois tombaient sous le coup de l'article X:1 du GATT, ce serait l'application de ces lois que viserait l'article X:3 a) du GATT. Les différences alléguées entre les dispositions relatives aux sanctions des États membres que les États-Unis ont mentionnées ne sont pas des différences d'application, mais des différences entre des mesures législatives différentes applicables dans des territoires différents. Le fait qu'un domaine particulier puisse être réglementé différemment dans différentes parties du territoire d'un Membre de l'OMC n'a rien à voir avec une application non uniforme. En conséquence, l'article X:3 a) du GATT ne peut être utilisé pour créer un devoir d'harmonisation des lois infra-fédérales existant dans un Membre de l'OMC.

4.769 Les États-Unis ont tenté d'échapper à cette conclusion en ressassant la même formule, à savoir que les "lois peuvent aussi être appliquées au moyen de lois" et qu'en conséquence, les dispositions relatives aux sanctions des États membres doivent être considérées comme constituant une "application" aux fins de l'article X:3 a) du GATT. Cette interprétation va fondamentalement à l'encontre du sens ordinaire du libellé de l'article X:3 a) du GATT.

4.770 Les États-Unis ont défini le terme "appliquer" par "exécuter", terme qui est à son tour défini par "mettre à exécution, donner effet à". Les CE peuvent souscrire à ces définitions. Toutefois, elles ne sont pas d'accord pour dire qu'une disposition relative à une sanction "donne effet à" la règle de

fond dont on entend sanctionner une violation, ou la "met à exécution". Par exemple, une disposition prévoyant l'imposition d'une sanction pour la non-déclaration d'une marchandise ne "met pas à exécution" la disposition qui impose l'obligation de déclarer la marchandise ou ne lui "donne pas effet". La disposition relative à la sanction doit elle-même être mise à exécution au moyen d'un acte administratif ou judiciaire imposant la sanction. C'est cet acte qui peut être considéré comme exécutant l'interdiction et donc comme constituant une "application". En revanche, la disposition relative à la sanction complète la disposition de fond, mais ne lui donne pas elle-même effet.

4.771 De fait, les États-Unis eux-mêmes ont explicitement reconnu qu'une disposition relative aux sanctions "puisse être considérée comme quelque chose à appliquer". Cela montre la logique fallacieuse des États-Unis. Une loi à laquelle il faut "donner effet" ne peut pas être considérée comme "donnant effet" à une autre loi. En fait, les dispositions relatives aux sanctions et les dispositions de fond sont toutes des mesures d'application générale qui se complètent les unes les autres. Le fait que les premières existent au niveau des États membres et les secondes au niveau des CE ne veut pas dire que les premières appliquent les secondes.

4.772 Les États-Unis ont critiqué les CE pour avoir défini l'"application" comme étant l'exécution des lois "dans des cas concrets". Cette critique est injustifiée. L'application d'une loi, qui est définie comme un acte d'application générale, implique par définition son application dans des cas concrets. Cela découle clairement de la structure de l'article X du GATT. L'article X:1 du GATT définit les lois d'application générale qui doivent être publiées par les Membres de l'OMC. L'article X:3 a) du GATT se réfère ensuite à ces lois d'application générale comme étant les actes à appliquer d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. Faire valoir que les lois à appliquer peuvent elles-mêmes en même temps constituer une application est contraire à la logique interne de l'article X du GATT. Cela mettrait en cause la nette distinction entre l'"application" et les lois à appliquer qui a été reconnue par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III*.

4.773 Les États-Unis ont cherché des éléments pour étayer leur interprétation dans le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, dans lequel le Groupe spécial a constaté qu'une résolution particulière de l'Argentine constituait une violation de la prescription exigeant une application impartiale et raisonnable. Toutefois, comme les CE l'ont déjà expliqué, cela tenait au fait que la mesure que l'Argentine avait prise empêchait ce pays d'appliquer sa législation douanière d'une manière raisonnable et impartiale. Rien dans le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* n'indique que la mesure argentine appliquait une quelque autre mesure. En conséquence, l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* ne contient aucun élément à l'appui de l'interprétation donnée par les États-Unis dans le présent différend.

4.774 Au total, l'interprétation des États-Unis selon laquelle des "lois peuvent mettre en œuvre d'autres lois" est très artificielle et intéressée. Elle vise à obtenir une condamnation des CE dans la présente affaire tout en préservant les domaines de l'activité économique qui sont régis, aux États-Unis même, par les lois des États.

4.775 Aux États-Unis, un exportateur de vins peut avoir à composer avec 50 ensembles différents de prescriptions relatives à la vente de boissons alcooliques énoncées par les États. Voilà qui est sans doute bien plus contraignant que le fait qu'un importateur dans les CE peut avoir à tenir compte des dispositions relatives aux sanctions de l'un des 25 États membres, selon l'endroit où l'infraction est commise. On ne voit donc pas très bien pourquoi les CE devraient être obligées d'harmoniser leurs dispositions relatives aux sanctions alors que les États-Unis sont habilités à maintenir des lois infra-fédérales dans de nombreux domaines visés par l'article X:3 a) du GATT.

4.776 Certes, les États-Unis ont un système de double fédéralisme dans le cadre duquel le droit des États peut ne jamais mettre en œuvre le droit fédéral. Cela ne veut toutefois pas dire que tous les Membres de l'OMC dans lesquels les frontières entre compétence fédérale et compétence des États

sont moins strictement délimitées et où le droit fédéral et le droit des États peuvent donc se compléter l'un l'autre, violent d'une façon ou d'une autre l'article X:3 a) du GATT.

iii) Le droit communautaire assure un degré suffisant d'uniformité des dispositions relatives aux sanctions

4.777 Enfin, les CE souhaiteraient préciser que si elles n'acceptent pas que les lois prévoyant des sanctions puissent être considérées comme constituant une "application", elles ne contestent pas que les lois prévoyant des sanctions puissent aussi être pertinentes pour assurer une application uniforme des lois visées à l'article X:1 du GATT. C'est précisément la raison pour laquelle le droit communautaire, tel qu'il est clarifié par la Cour de justice, énonce certaines règles fondamentales applicables aux dispositions relatives aux sanctions, qui doivent avoir un caractère effectif, proportionné et dissuasif.

4.778 Ces prescriptions générales sont suffisantes pour assurer une application uniforme de la législation douanière des CE, conformément à l'article X:3 a) du GATT. Les États-Unis n'apportent aucun élément de preuve qui montrerait que l'absence d'une totale harmonisation des dispositions relatives aux sanctions dans les CE aboutit à un manque quelconque d'uniformité dans l'application des lois communautaires dans les domaines visés à l'article X:1 du GATT.

4.779 Les États-Unis ont à de nombreuses reprises mentionné le fait que, dans le cadre des discussions sur le Code des douanes modernisé, les CE ont envisagé d'inclure une disposition qui prévoirait une plus grande harmonisation des sanctions administratives dans le domaine douanier. Toutefois, ces discussions n'ont rien à voir avec la question de savoir si les CE respectent les prescriptions énoncées à l'article X:3 a) du GATT. Les CE ont adopté des mesures d'harmonisation dans de nombreux domaines pour améliorer le fonctionnement du marché intérieur, sans que ce soit nécessairement en réaction à une obligation dans le cadre de l'OMC.

3. Allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT

a) La CEJ et la prescription imposant de réviser dans les moindres délais

4.780 La critique des États-Unis concernant la révision dans les moindres délais est limitée au rôle joué par la CEJ au cours d'une procédure de renvoi préjudiciel. Les États-Unis n'ont présenté aucune allégation concernant les recours en annulation d'une mesure communautaire et, en conséquence, ils semblent admettre que, dans ce type de procédure, la CEJ et le Tribunal de première instance respectent la prescription exigeant de réviser dans les moindres délais.

4.781 Il conviendrait de noter que les renvois préjudiciels servent à assurer l'application et l'interprétation uniformes du droit communautaire par les tribunaux des États membres. En ce sens, lorsqu'elle agit dans le cadre d'une procédure de renvoi préjudiciel, la Cour de justice exerce une fonction qui n'est guère différente de celle d'une cour suprême. Comme les CE l'ont maintes fois expliqué, les procédures de renvoi préjudiciel sont aussi en même temps un des divers instruments permettant d'assurer une application uniforme conformément à l'article X:3 a) du GATT. Les CE ont déjà affirmé que, à leur avis, le terme "appliquer" signifiait exécuter les lois et règlements d'application générale, les appliquer dans des cas concrets. En conséquence, l'uniformité est assurée grâce à tout un ensemble de mécanismes administratifs et juridiques, y compris certains mécanismes juridictionnels, comme les renvois préjudiciels ou les recours devant une juridiction du deuxième degré. Cependant, la CEJ ne procède jamais, dans le cadre de la procédure de renvoi préjudiciel, à une "révision" au sens de l'article X:3 b) du GATT, ce qui n'est en aucune façon nécessaire pour que les CE soient en conformité avec cette disposition. Dans ce contexte, il conviendrait de rappeler que, comme les États-Unis l'ont déjà admis, la révision dans les moindres délais prévue à l'article X:3 b) du GATT ne concerne que les tribunaux de première instance.

4.782 En tout état de cause, même si la prescription des moindres délais s'applique aux affaires dans lesquelles des demandes de décisions préjudicielles sont déposées, le temps qu'il faut au total pour qu'une affaire passe devant la CEJ et le tribunal national pertinent atteint rarement près de quatre ans, délai moyen dans lequel l'USCIT a traité les affaires mentionnées par les CE dans leur première communication orale. En réponse à une question du Groupe spécial, les États-Unis justifient ces délais par "le fait que dans les tribunaux des États-Unis, le calendrier de la procédure est, dans une grande mesure, établi par consentement mutuel des parties". Les CE estiment qu'il est difficile de justifier une exception à l'obligation de "réviser dans les moindres délais" par un mécanisme procédural qui repose sur le pouvoir discrétionnaire de la partie défenderesse.

4.783 De plus, les CE voudraient rappeler que la durée moyenne des révisions effectuées par l'USCIT qu'elles ont mentionnée n'inclut pas le temps nécessaire pour les recours formés devant la Cour d'appel du Circuit fédéral des États-Unis ou ultérieurement devant la Cour suprême des États-Unis. Ainsi, de l'avis des CE, si l'on devait considérer que les travaux de la Cour suprême des États-Unis correspondent à une "révision", cette révision ne serait certainement pas effectuée dans des délais moindres que celle à laquelle procède la CEJ.

b) La prescription selon laquelle les décisions des tribunaux doivent régir les pratiques des organismes

4.784 Le deuxième argument des États-Unis est l'élément central de leur deuxième communication écrite en rapport avec l'article X:3 b) du GATT. Cet argument concerne la prescription selon laquelle les décisions des tribunaux de révision régissent la pratique administrative des organismes chargés de l'application des mesures administratives de la législation douanière du Membre de l'OMC.

4.785 Cet argument n'est apparu que tardivement dans la présente procédure. Les États-Unis l'ont utilisé pour la première fois dans certaines de leurs réponses aux premières questions du Groupe spécial, notamment la question n° 35, dans laquelle le Groupe spécial demandait aux États-Unis d'indiquer ce qu'ils contestaient ou alléguaient au titre de l'article X:3 b) du GATT. Il semble remplacer l'argument plus général présenté dans la première communication écrite des États-Unis, selon lequel "la possibilité de procéder à une révision et à une rectification, par État membre, ne satisfait pas à l'obligation des CE au titre de l'article X:3 b)". Cet exposé comprenait certains arguments, se rapportant principalement aux délais et aux différences dans les procédures de révision, qui ont tous été écartés au cours de la procédure. En conséquence, l'argument des États-Unis faisant fond sur la deuxième phrase de l'article X:3 b) semble être une position de repli de dernière minute.

4.786 Bien que la présentation tardive de cet argument ait empêché une discussion entre les parties, les CE vont dûment expliquer pourquoi la position des États-Unis sur la prescription "en régiront la pratique" est une interprétation erronée de l'article X:3 b) du GATT.

4.787 L'interprétation des États-Unis selon laquelle toute décision rendue par un tribunal de première instance lie toute l'organisation des administrations douanières sur l'ensemble du territoire d'un Membre de l'OMC est fondée sur quatre éléments: trois d'entre eux se rapportent à l'interprétation littérale de la disposition, à savoir la mention de deux obligations différentes dans la disposition ("exécuter" et "régir"), le sens ordinaire du terme "régir" et l'utilisation de l'article défini "des" ("the") devant le terme "organismes", alors que le quatrième élément repose sur le contexte fourni par l'article X:3 a) du GATT.

4.788 Les CE ne peuvent pas être d'accord avec ces arguments des États-Unis. Premièrement, elles ont déjà expliqué dans leur deuxième communication écrite le sens du terme "régir" par rapport au mot "exécuter" et en quoi le premier terme faisait tout d'abord référence à une obligation d'équité lorsqu'une deuxième décision administrative était prise suite à une décision rendue dans le cadre d'une révision indépendante.

4.789 Deuxièmement, pour interpréter le mot "régir", il convient de différencier les différentes définitions de ce terme. Si nous devions admettre que "régir" signifie "commander, régler, déterminer, constituer une loi, une règle, une norme ou un principe pour", les décisions des tribunaux de première instance seraient considérées comme ayant des effets contraignants, ce qui est contraire à un élément commun à la plupart des régimes juridiques de "droit civil" et de "common law", à savoir que seules les juridictions supérieures ou de dernier ressort prennent des décisions qui sont considérées comme contraignantes et donc comme une source générale de droit.

4.790 Les CE peuvent admettre qu'une décision d'un tribunal régional de première instance a une fonction d'orientation pour d'autres tribunaux régionaux de première instance. Ainsi, le sens ordinaire de "régir", parmi les définitions proposées par les États-Unis, serait "influencer". Les décisions d'un tribunal de première instance ne sont contraignantes que dans des cas spécifiques déterminés par ce même tribunal et, par conséquent, contrairement à ce que les États-Unis ont constamment fait valoir, elles ne sont pas un instrument servant à assurer l'application uniforme.

4.791 Cette interprétation correspond à la situation existant dans les tierces parties au différend où des tribunaux régionaux de première instance tranchent des questions douanières, comme le Brésil, la Chine, le Japon et, dans une certaine mesure, l'Inde. À l'inverse, les tierces parties qui ont, comme leurs communications l'ont montré, des juridictions centralisées pour la révision en première instance des décisions administratives se rapportant aux questions douanières (Argentine, Australie et Corée) peuvent facilement adhérer à l'interprétation large de l'article X:3 b) adoptée par les États-Unis dans la présente affaire.

4.792 Troisièmement, l'utilisation de l'article défini dans l'expression "<u>des</u> organismes" ("<u>the</u> agencies") à l'article X:3 b) ne signifie pas que ces organismes correspondent à <u>tous</u> les organismes sur l'ensemble du territoire du Membre de l'OMC, en l'espèce les CE. L'expression "des organismes" doit être lue dans le contexte du terme auquel elle se rapporte, "tribunaux", qui sont des tribunaux de première instance. En conséquence, par l'expression "des organismes", il faut entendre les organismes dont les décisions sont révisées par ces tribunaux de première instance. Dans les CE, l'expression désigne les organismes qui sont établis dans chacun des États membres, et non pas ceux qui sont établis dans les autres États membres.

4.793 De plus, les États-Unis ne donnent pas une définition satisfaisante du terme "décision" figurant à l'article X:3 b) du GATT. La "décision" d'un tribunal dans une affaire particulière doit être distinguée du raisonnement qui a conduit à cette décision. Par exemple, si un tribunal statue sur un recours en annulation d'une décision des autorités douanières, sa décision consistera à annuler ou non la décision. S'il prend la décision d'annuler, cette décision régira la pratique administrative de l'organisme. En revanche, rien dans l'article X:3 a) du GATT ne permet de supposer que toutes les questions d'interprétation que le tribunal peut avoir examinées au fil de son raisonnement deviendront également contraignantes pour l'organisme. Cela donnerait au précédent judiciaire un rôle qui irait bien au-delà de la pratique suivie dans de nombreux Membres de l'OMC dont le système juridique n'est pas fondé sur la jurisprudence.

4.794 Cela ne veut pas dire que les décisions d'un tribunal de première instance, y compris le raisonnement figurant dans l'arrêt, ne produisent aucun effet dans le système des CE. Ce raisonnement correspond à une pratique judiciaire pertinente qui sera prise en compte par les organismes douaniers. De plus, si un organisme douanier ou un tribunal d'un État membre des CE n'adhère pas à l'interprétation de la législation communautaire donnée par un tribunal d'un autre État membre, il prendra les dispositions qui correspondent à sa position respective dans le système: l'organisme douanier procédera à des consultations et examinera la question avec la Commission et les autres États membres, alors que le tribunal d'un autre État membre saisira ou devra saisir la Cour de justice des CE.

4.795 Quatrièmement, les États-Unis considèrent que leur interprétation de l'article X:3 b) est renforcée par le contexte fourni par l'article X:3 a). Les CE ont déjà contesté l'existence d'un lien entre ces deux séries d'obligations au cours de la présente procédure. Elles considèrent que rien dans le libellé, la structure ni les objectifs de l'article X:3 du GATT ne vient étayer l'interprétation des États-Unis. Le fait que, comme les États-Unis le soulignent, les CE ont concédé qu'il fallait interpréter les alinéas a) et b) de l'article X:3 "d'une manière harmonieuse" ne signifie pas que nous souscrivons à une interprétation qui transforme l'article X:3 du GATT en une disposition "*totum revolutum*" où les différentes obligations sont mélangées, ce qui aurait pour conséquence injustifiée que l'obligation de prévoir la révision et la rectification indépendantes des décisions administratives douanières rendues en première instance serait absorbée par l'obligation d'assurer l'application uniforme de la législation.

4.796 Enfin, il n'est pas vrai, contrairement à ce que les États-Unis déclarent, si "elles [c'est-à-dire les décisions des tribunaux de révision] ne régissent la pratique que de certains des organismes, l'application des lois du Membre en question ne sera, par définition, pas uniforme". Cette conclusion catégorique ne tient pas compte du fait que, comme les CE l'ont expliqué, il y a d'autres moyens d'assurer l'application uniforme et que les CE disposent d'un large éventail d'instruments qui contribuent à l'interprétation et à l'application uniformes de leur législation douanière.

c) L'interprétation que les États-Unis donnent de l'article X:3 b) du GATT prescrit l'établissement, dans chaque Membre de l'OMC, d'une juridiction douanière unique et centralisée ou d'un organisme douanier unique et centralisé

4.797 Les États-Unis allèguent qu'ils ne font pas valoir que l'article X:3 b) prescrit que chaque Membre de l'OMC doit avoir une juridiction unique, centralisée afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Les États-Unis acceptent l'existence de tribunaux régionaux de première instance à condition que le Membre de l'OMC ait un organisme unique centralisé chargé de l'application de la législation douanière ou que les diverses autorités douanières régionales prennent d'autres dispositions pour veiller à ce que les décisions des tribunaux de révision régissent la pratique des organismes et que le Membre continue d'appliquer sa législation douanière d'une manière uniforme.

4.798 Les CE ne saisissent pas bien pourquoi l'existence d'un organisme douanier centralisé, qui est tout au plus une question relevant de l'article X:3 a) du GATT, devrait être liée à la conception du système judiciaire au titre de l'article X:3 b) du GATT. Les États-Unis expliquent que "si la décision d'une juridiction d'une région est en conflit avec celle d'une juridiction d'une autre région, l'organisme devrait être en mesure de résoudre le conflit en renvoyant l'une ou l'autre de ces décisions à une juridiction supérieure". Cette explication est révélatrice, parce qu'elle montre que même pour les États-Unis, les arrêts des tribunaux de première instance ne lient pas les autres tribunaux, car sinon il ne devrait pas du tout y avoir de conflit. Encore plus important, les États-Unis semblent oublier que ce sont les tribunaux qui devraient contrôler l'organisme, et non l'organisme qui contrôle les tribunaux. Selon les États-Unis, l'organisme serait chargé d'assurer l'uniformité de la pratique des tribunaux de première instance et sélectionnerait l'arrêt dont il veut faire appel. C'est une interprétation qui brouille totalement les limites entre le rôle des autorités douanières et le rôle des tribunaux et qui ne devrait pas être acceptée.

4.799 La seule raison additionnelle donnée par les États-Unis pour soutenir qu'un organisme central remédierait à l'absence d'une juridiction centrale est une clause conditionnelle qui forme la quatrième proposition de la deuxième phrase de l'article X:3 b). Cette clause prévoit la possibilité, pour l'administration centrale d'un organisme douanier, de demander la révision d'une décision rendue par un tribunal de première instance s'il y a des raisons valables de croire que la décision est incompatible avec les principes du droit ou avec les faits de la cause. Les États-Unis estiment que "cette possibilité

n'a de sens que si, autrement, la décision rendue à l'issue de l'action initiale devait avoir effet en dehors de cette action".

4.800 L'interprétation que les États-Unis donnent de cette clause conditionnelle est erronée car elle méconnaît le rôle joué par le mécanisme de révision établi dans cette clause. Ce mécanisme n'est pas établi pour rectifier les effets de la décision initiale sur la pratique des organismes mais pour permettre un recours, fondé sur des motifs limités, contre une décision qui ne peut plus être contestée par des moyens ordinaires parce qu'elle est prescrite.

4.801 Cela ressort clairement, tout d'abord, de la structure du paragraphe b). L'exception prévue par la clause conditionnelle concerne les délais prescrits pour les appels, qui sont mentionnés dans la proposition précédente de l'alinéa b) (la troisième proposition de la deuxième phrase de cet alinéa), et non la prescription "en régiront la pratique", qui figure dans la deuxième proposition de la deuxième phrase de l'article X:3 b) du GATT.

4.802 Deuxièmement, le fait que cette clause conditionnelle ne vise pas à rectifier les effets de la décision initiale sur la pratique des organismes découle aussi de la nature de ce type de révision exceptionnelle. Quand la révision est due au manque de compatibilité avec les principes du droit, elle a pour but de protéger les éléments fondamentaux d'un système juridique en vue d'éliminer les conflits avec la jurisprudence établie par les plus hautes juridictions qui sont chargées d'affiner ces principes du droit. Lorsque la révision est due au manque de compatibilité avec les faits de la cause, elle a pour but d'annuler une décision judiciaire suite à la divulgation de faits dont le tribunal et la partie ayant demandé la révision n'avaient pas connaissance au moment où la décision a été rendue. Aucun de ces deux motifs de révision n'est lié aux effets éventuels d'une décision judiciaire rendue en première instance sur la pratique des organismes douaniers. La révision motivée par le respect des principes a pour objectif d'assurer le respect du système juridique et des plus hautes juridictions, la révision motivée par la divulgation de nouveaux faits ne produit d'effet que sur la décision initiale.

4. Déclaration de clôture

4.803 En guise de remarques finales, les CE commenceront par formuler un certain nombre d'observations générales sur la présente affaire. Elles présenteront ensuite leurs arguments finals sur les allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT, puis exposeront leurs arguments finals sur les allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT.

4.804 La première remarque générale que les CE souhaiteraient faire est que la présente affaire ne ressemble à aucun autre différend ayant fait l'objet d'une procédure au titre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Il s'agit d'une mise en cause fondamentale de tout un système d'administration douanière et de révision judiciaire d'un Membre de l'OMC, à savoir les CE. Contrairement à ce que les États-Unis ont allégué, cette remarque n'a rien à voir avec des "manœuvres alarmistes", mais ne fait que décrire la réalité. Les discussions montrent que l'affaire ne se limite pas à des questions de législation et d'administration douanières. Elle porte en fait sur les différences fondamentales qui existent entre les traditions et cultures juridiques, entre les Membres qui ont une structure fédérale et les autres, entre les Membres qui ont un système de fédéralisme exécutif et les autres, et entre les systèmes de "common law" et de droit continental en ce qui concerne la valeur du précédent judiciaire. Les CE pensent que ces questions ne ressortissent pas à bon droit au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, mais devraient relever des domaines pour lesquels chaque Membre de l'OMC dispose d'une autonomie constitutionnelle. Les CE sont convaincues que le Groupe spécial tiendra aussi compte de ces considérations pour interpréter l'article X du GATT, disposition qui ne devrait pas être utilisée pour influer sur les questions fondamentales concernant le système juridique interne d'un Membre.

4.805 La deuxième remarque générale que les CE aimeraient faire est que le Groupe spécial ne devrait pas perdre de vue les implications concrètes des allégations des États-Unis. Le recours déposé par les États-Unis vise, comme les CE l'ont maintes fois souligné, à la création d'un organisme douanier des CE et d'une juridiction des CE, ainsi qu'à l'harmonisation des lois des États membres dans un certain nombre de domaines. Malgré tous les démentis opposés par les États-Unis, c'est la conclusion qui ressort clairement des nombreuses déclarations que ce pays a faites et dans lesquelles il a affirmé qu'"en l'absence" d'un organisme douanier des CE ou d'une juridiction douanière, telle ou telle question aboutit nécessairement à un manque d'uniformité. Cette logique du tout ou rien de l'argumentation des États-Unis est inquiétante, parce qu'elle correspond à une application très prescriptive de l'article X:3 a) du GATT aux éléments structurels de l'ordre juridique communautaire, qui étaient bien connus au moment où les CE sont devenues Membre de l'OMC.

4.806 La troisième question que les CE entendaient soulever est celle de la communication tardive d'éléments de preuve par les États-Unis. Le Groupe spécial ayant décidé de modifier le calendrier, ce dont les CE tiennent à le remercier, les CE ne s'attarderont pas davantage sur cette question à ce stade. Néanmoins, elles regrettent que les États-Unis n'aient pas présenté leurs éléments de preuve plus tôt et qu'elles ne semblent pas être dans la position où elles auraient été si les États-Unis avaient présenté leurs éléments de preuve aussi tôt qu'ils auraient dû le faire. Les CE voudraient aussi ajouter qu'à la fin de cette procédure, elles ont toujours l'impression qu'il manque une conclusion. De fait, elles ont l'impression qu'elles ont en quelque sorte participé à un exercice dans le cadre du mécanisme d'examen des politiques commerciales et que les discussions sur le système d'administration douanière des CE auraient pu se prolonger indéfiniment. Il ne leur semble pas que le mécanisme de règlement des différends de l'OMC devrait être utilisé de cette manière.

4.807 Les remarques finales des CE sur l'article X:3 a) du GATT sont exposées ci-après.

4.808 La présente procédure a montré que les parties avaient des points de vue radicalement différents sur les prescriptions de l'article X:3 a) du GATT. Selon les États-Unis, cette disposition est une norme juridique très exigeante, qui est peut-être utilisée pour prescrire en détail la manière dont un Membre de l'OMC applique sa législation douanière. De plus, les États-Unis semblent croire, bien qu'ils déclarent que les divergences en tant que telles ne sont pas problématiques, que l'on peut déjà établir l'existence d'une violation de l'article X:3 a) en se référant à des cas particuliers d'application.

4.809 Les CE ne souscrivent pas à ces points de vue des États-Unis. Selon elles, l'article X:3 a) est essentiellement une disposition non prescriptive établissant des critères minimaux, qui complète les disciplines de fond prévues dans d'autres dispositions des accords visés. De plus, étant donné le grand nombre de cas de mesures administratives dans la gestion quotidienne des douanes, l'on ne peut supposer que l'existence d'une violation peut déjà être admise sur la base de cas particuliers d'application non uniforme. De fait, comme le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* l'a déclaré, il est nécessaire de démontrer l'existence d'un mode d'application non uniforme. De plus, comme l'Organe d'appel l'a précisé dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, il est nécessaire de produire des "éléments de preuve solides" correspondant à la gravité de l'allégation.

4.810 Dans la plupart de leurs communications, les États-Unis ont essayé de fonder leur recours non pas sur des éléments de preuve concernant l'application effective, mais sur des critiques systémiques du système d'administration douanière des CE. Dans leurs communications, les CE ont déjà répondu de manière détaillée à ces allégations. Elles ont aussi donné une description circonstanciée de leur système d'administration douanière, en espérant que cela aiderait le Groupe spécial à procéder à une évaluation objective des faits.

4.811 Les CE se borneront donc à examiner certaines des allégations systémiques soulevées dans la deuxième déclaration orale des États-Unis. Premièrement, les États-Unis ne cessent de répéter leurs

arguments selon lesquels le système des CE encourage la "recherche du RTC le plus favorable". Pour étayer ces arguments, ils renvoient à ce qu'ils appellent le "biais" dans la délivrance des RTC, et en particulier au fait que certains États membres, notamment l'Allemagne, délivrent un pourcentage de RTC plus élevé que d'autres Membres. Comme les CE l'ont déjà fait remarquer, ce fait ne prouve en aucune façon qu'il y a recherche du RTC le plus favorable. Il reflète en fait les différents courants commerciaux et l'importance générale de l'Allemagne qui est la plus grande économie sur le marché intérieur des CE. Il peut aussi refléter les habitudes différentes des négociants dues au fait que l'Allemagne a été le premier État membre à introduire les RTC dans les CE avant qu'ils ne soient instaurés dans toute la Communauté par le Code des douanes communautaire.

4.812 Les États-Unis se sont aussi plaints d'une absence d'obligation pour les autorités d'un État membre de prendre en compte les RTC délivrés par d'autres États membres. Cette déclaration déforme la situation juridique existant dans les CE. Comme les CE l'ont expliqué, lorsqu'un État membre apprend, par exemple en consultant la base de données RTCE, qu'il y a un RTC différent du classement qu'il entendait faire, il ne peut pas tout simplement délivrer le RTC contradictoire mais doit renvoyer la question devant la Commission et/ou le Comité du Code des douanes.

4.813 Enfin, les États-Unis ont aussi continué de critiquer la procédure de renvoi préjudiciel en tant que moyen d'assurer l'application uniforme. À l'appui de leurs critiques, ils ont, dans leur deuxième déclaration orale, mentionné un arrêt récent de la CEJ dans l'affaire *Intermodal Transport*, dont ils ont cité des passages choisis de manière très sélective. Les CE pensaient faire des observations sur cette question dans leurs remarques finales, mais comme le Groupe spécial a accordé un délai supplémentaire pour présenter des observations sur la partie III de la deuxième déclaration orale des États-Unis, elles aborderont ce sujet dans les remarques qu'elles présenteront par écrit.

4.814 Après les questions systémiques, les CE passent à présent à ce qui devrait être l'élément central du recours des États-Unis: à savoir l'application effective de la législation douanière des CE. En d'autres termes, lorsqu'on fait le point des communications des États-Unis, peut-on considérer que les États-Unis ont montré qu'il existe un mode d'application non uniforme de la législation douanière des CE? La réponse est un "non" catégorique.

4.815 En ce qui concerne le classement tarifaire, les États-Unis ont essentiellement fait référence à deux cas d'application seulement, à savoir les moniteurs ACL et les doublures opaques pour rideaux et tentures.

4.816 En ce qui concerne les moniteurs ACL, la position des États-Unis a d'abord été de dire que le règlement prévoyant la suspension des droits n'assurait pas l'application uniforme. Plus récemment, et notamment dans leur deuxième déclaration orale, les États-Unis ont reporté leur attention sur les moniteurs qui n'étaient pas visés par ce règlement. Dans ce contexte, ils ont fait référence à des éléments très récents qui sont apparus pendant la procédure du Groupe spécial, par exemple un RTC délivré par les autorités allemandes en juillet 2005 et des observations adressées par la branche de production à la Commission européenne en septembre 2005. De l'avis des CE, ces éléments nouveaux ne montrent pas qu'il y a un problème d'application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT, mais bien qu'une question est en voie d'être tranchée. De fait, le classement des moniteurs pertinents est une question qui est actuellement à l'examen et des mesures pertinentes seront très prochainement présentées au Comité du Code des douanes.

4.817 En ce qui concerne les doublures opaques pour rideaux et tentures, les États-Unis n'ont pas non plus démontré une absence quelconque d'uniformité. Comme les CE l'ont déjà dit, il n'y a aucun élément de preuve attestant que les produits qui étaient entre les mains des autorités allemandes étaient recouverts de tontisses et donc identiques aux produits décrits dans le RTC délivré par les autorités hollandaises, irlandaises et britanniques. Dans une tentative de dernière minute visant à masquer cette difficulté, les États-Unis ont présenté une déclaration sous serment du Président de

Rockland, la société productrice de doublures opaques pour rideaux et tentures. Les CE ont déjà expliqué que cette déclaration faite par une personne ayant un intérêt manifeste dans le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures n'avait pas la moindre valeur probante. De plus, la déclaration sous serment ne concerne pas la question de savoir si les produits présentés aux autorités des CE étaient effectivement identiques. De fait, elle donne simplement l'assurance que Rockland n'a jamais produit aucun produit non floqué. Ce n'est toutefois pas la question, puisque l'on ne sait pas très bien si les produits étaient tous produits par Rockland, et si tous les produits de Rockland étaient en fait identiques. Globalement, la question de savoir si les produits étaient floqués a trait essentiellement à l'examen des marchandises physiques par les autorités douanières compétentes. De plus, les CE notent que les deux importateurs concernés par les décisions allemandes, à savoir Bautex GmbH et Ornata GmbH, n'ont pas fait appel des décisions. C'est pourquoi les États-Unis ne peuvent pas alléguer maintenant qu'il y a une absence d'uniformité attribuable au système des CE.

4.818 Dans le domaine de la valeur en douane, les États-Unis ont fourni encore moins d'éléments de preuve. Ils ont principalement fait référence au rapport de la Cour des comptes, qui est pourtant en soi un outil pour assurer l'application uniforme, a été mis en œuvre, et ne correspond plus à une description exacte de la situation d'aujourd'hui. Pour ce qui est des exemples concrets, les États-Unis n'ont mentionné qu'une seule affaire, concernant Reebok. Toutefois, ils n'ont absolument pas étayé cet exemple avec des éléments de preuve d'une application non uniforme et ne se sont donc pas acquittés de la charge de la preuve qui leur incombait.

4.819 Enfin, s'agissant de l'administration douanière, les États-Unis semblent avoir complètement abandonné leurs arguments concernant la procédure de domiciliation. En ce qui concerne la transformation sous douane, les États-Unis ne font que répéter leurs interprétations erronées des orientations adoptées par la France, qu'ils interprètent mal de façon à créer l'impression d'un conflit avec le droit des CE. Ils n'étayent toutefois leur interprétation douteuse avec aucun élément de preuve concernant l'application effective de ces orientations.

4.820 Lorsque l'on examine la base factuelle sur laquelle se fondent les allégations des États-Unis, force est de constater qu'elle est extrêmement mince. Dès le départ, les États-Unis ont eu de la peine à présenter des éléments de preuve d'une application non uniforme. Ils ont commencé par donner deux exemples dans le domaine du classement et un dans le domaine de la valeur en douane. Lorsqu'ils ont vu que ces exemples ne tenaient pas, ils ont essayé d'ajouter dans une ultime tentative deux autres affaires, dont une qui concernait même une question ne relevant pas du mandat du Groupe spécial.

4.821 Les CE estiment qu'il y a un grave décalage entre cette absence d'éléments de preuve factuels et les allégations extrêmement larges formulées par les États-Unis. Des millions de questions douanières sont traitées chaque année par les autorités douanières des CE. Si le système d'administration douanière des CE était vraiment aussi déficient que les États-Unis l'allèguent, il devrait y avoir une multitude d'éléments de preuve d'une application non uniforme et les États-Unis auraient dû être en mesure de donner de nombreux exemples. Or c'est le contraire qui s'est produit. Il est aussi révélateur que parmi les nombreuses tierces parties à la présente procédure, aucune, pas même celles qui en principe soutenaient le recours des États-Unis, n'a donné d'exemples d'absence d'uniformité dans le système des CE. La difficulté que les États-Unis ont à fournir des éléments de preuve est essentiellement due à un seul fait: le système communautaire est loin d'être aussi mauvais que les États-Unis voudraient le faire croire et globalement assure au contraire un niveau élevé d'uniformité dans l'ensemble des CE. Pour cette raison, les allégations des États-Unis devraient être rejetées.

4.822 Avant d'en finir avec l'article X:3 a) du GATT, les CE auraient encore quelques remarques à faire sur la question des sanctions. Il est à présent clair que cette allégation des États-Unis est très différente des autres allégations qu'ils ont présentées car elle concerne non pas l'application effective,

mais la législation différente qui existe au niveau des États membres. Comme les CE l'ont expliqué, cette allégation doit être rejetée pour plusieurs raisons.

4.823 Premièrement, les dispositions relatives aux sanctions ne sont pas parmi les lois mentionnées à l'article X:1 du GATT. Les explications données par les États-Unis dans leur deuxième déclaration orale selon lesquelles les sanctions "visent la classification" d'une façon ou d'une autre, ou seraient des "impositions" ou des "prescriptions relatives à l'importation", n'ont tout simplement aucun fondement dans le texte de l'article X:1 du GATT.

4.824 Deuxièmement, les dispositions qui établissent des sanctions ne correspondent pas à une "application" mais sont elles-mêmes des lois d'application générale. Le fait qu'elles peuvent en même temps être liées à la loi de fond qu'elles sanctionnent n'est pas pertinent en l'espèce. Les lois peuvent très bien se compléter les unes les autres sans pour autant devenir une "application".

4.825 Enfin, dans la mesure où les lois prévoyant des sanctions ont une incidence sur l'application uniforme de la législation douanière, les CE ont pris les mesures nécessaires pour assurer que la législation des États membres relative aux sanctions ne compromettait pas l'uniformité. En particulier, la prescription prévoyant que les sanctions doivent avoir un effet dissuasif et préventif signifie que les négociants respecteront en règle générale les dispositions de fond de la législation douanière; l'application uniforme de ces lois est donc assurée.

4.826 Dans leur deuxième déclaration orale, les États-Unis ont fait valoir que l'application uniforme de la législation douanière des États-Unis "n'était pas la question", parce que les législations prévoyant des sanctions faisaient quand même partie de l'"environnement juridique" en fonction duquel les négociants choisissaient l'État membre de la Communauté dans lequel exporter. Cet argument est erroné pour deux raisons. Premièrement, parce que les dispositions relatives aux sanctions n'entrent pas dans le champ de l'article X:1 du GATT. Deuxièmement, parce que l'article X:3 a) du GATT ne concerne que l'application des lois et ne donne pas aux négociants le droit d'escompter que les mêmes lois s'appliqueront dans toutes les parties du territoire d'un Membre de l'OMC. En d'autres termes, l'"environnement juridique" d'un Membre de l'OMC qui a une structure fédérale peut parfaitement inclure des lois infra-fédérales, à condition bien entendu que ces lois soient appliquées conformément à l'article X:3 a) du GATT.

4.827 En conséquence, le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des États-Unis selon laquelle les CE sont obligées d'harmoniser les lois prévoyant des sanctions de leurs États membres.

4.828 En ce qui concerne l'article X:3 b) du GATT, les CE s'intéresseront principalement à certains arguments que les États-Unis ont récemment présentés.

4.829 Premièrement, les CE souhaiteraient souligner que les arguments des États-Unis concernant l'article X:3 b) ont récemment été réorientés vers la prescription "en régiront la pratique".

4.830 Les CE ne répéteront pas les arguments qu'elles ont présentés sur la question, même s'il est utile de souligner que les États-Unis donnent une interprétation qui ne tient pas compte du fait que les obligations énoncées à l'article X:3 b) s'appliquent aux tribunaux de première instance.

4.831 Les États-Unis allèguent que la prescription "en régiront la pratique" signifie "que les décisions des tribunaux de révision doivent commander la manière dont les organismes appliquent les lois douanières". Cette interprétation impose de très grandes obligations à tous les Membres de l'OMC qui ne correspondent pas aux traditions juridiques de la plupart des Membres de l'OMC qu'elles soient apparentées au "droit civil ou romano-germanique" ou au "*common law*". Suivant l'interprétation des États-Unis, les tribunaux de première instance rendront des arrêts qui seront

obligatoires en dehors de la procédure pertinente et contribueront à l'élaboration d'une jurisprudence ou de précédents qui constitueront une source générale de droit.

4.832 Ce résultat surprenant est aggravé par le fait que, d'après ce que les CE ont retenu des présentes discussions, les États-Unis considèrent que le terme "décision" vise non seulement le dispositif d'un arrêt mais également ses entendus. L'interprétation des États-Unis modifierait radicalement la nature de ces tribunaux.

4.833 Les CE tiennent à affirmer qu'il est nécessaire de rejeter la large interprétation de l'article X:3 b) donnée par les États-Unis. Les CE ont donné au Groupe spécial leur propre interprétation, qui confirme clairement que le système judiciaire des CE respecte les prescriptions de l'article X:3 b).

4.834 Deuxièmement, les CE voudraient faire remarquer que, contrairement à ce que les États-Unis allèguent, leur position sur l'interprétation de la prescription "en régiront la pratique" n'est pas en contradiction avec leur interprétation de l'article X:3 b) du GATT.

4.835 Au paragraphe 89 de leur deuxième déclaration orale, les États-Unis déforment les arguments présentés par les CE à ce sujet. Les CE n'ont jamais dit que la révision des décisions des organismes douaniers par les tribunaux de première instance des États membres était un moyen essentiel d'atteindre l'objectif d'une application uniforme. Ce que les CE ont soutenu n'a rien à voir avec le résumé trompeur présenté par les États-Unis. Les CE ont expliqué que les décisions préjudicielles de la Cour de justice étaient un instrument important pour assurer l'application uniforme de la législation douanière, et ce non pas parce que les demandes de décisions préjudicielles sont présentées par les tribunaux de première instance, mais en raison des effets que les décisions correspondantes de la CEJ ont sur tous les tribunaux des différents États membres.

4.836 Troisièmement, les CE souhaiteraient revenir sur la réfutation par les États-Unis de l'argument des CE selon lequel la création d'une juridiction douanière communautaire porterait atteinte aux principes constitutionnels fondamentaux des CE. Les États-Unis ont allégué, dans leur deuxième déclaration orale, que l'article 225a du Traité CE jetait les bases de l'établissement de nouvelles juridictions communautaires comme le nouveau Tribunal de la fonction publique.

4.837 Cette interprétation dénote de la part des États-Unis une incompréhension totale du système judiciaire des CE.

4.838 L'article 225a du Traité CE n'est qu'une disposition organisationnelle permettant la création d'organes juridictionnels chargés de connaître en première instance de certaines catégories de recours formés dans des matières spécifiques. En d'autres termes, la création d'un nouveau tribunal entraînerait uniquement la redistribution des travaux du Tribunal de première instance des CE et n'impliquerait en aucune façon l'attribution de nouvelles compétences aux tribunaux communautaires.

4.839 En conséquence, aucun nouveau tribunal établi conformément à l'article 225a du Traité CE ne serait habilité à examiner des recours autres que les recours en annulation de certains actes des institutions communautaires qui relèvent de la compétence du Tribunal de première instance conformément aux articles 225 et 230 du Traité CE. Aucun tribunal de ce type ne serait habilité à réviser des décisions prises par les autorités des États membres, ce qui reste la fonction des tribunaux des États membres des CE conformément au système d'attribution des compétences énoncées dans le Traité CE, et ce qui restera ainsi à moins qu'une modification du Traité CE ne soit ratifiée par tous les États membres.

4.840 La création d'une juridiction douanière centralisée dans les CE nécessiterait donc une réforme du Traité CE.

4.841 Les États-Unis proposent aimablement aux CE une autre possibilité que la création d'une juridiction douanière centrale pour qu'elles se mettent en conformité avec leur lecture ambitieuse de l'obligation énoncée à l'article X:3 b), à savoir que les CE peuvent toujours établir un organisme douanier centralisé qui, entre autres tâches, sera chargé de faire en sorte que les décisions rendues à l'issue de révisions par des tribunaux de première instance "commandent" la manière dont les organismes appliquent la législation douanière des CE.

4.842 Les CE ont été à plusieurs reprises accusées par les États-Unis de demander un critère spécial en ce qui concerne l'application de l'article X:3 du GATT, accusation contre laquelle nous nous sommes dûment défendues. Les CE estiment que ce sont plutôt les États-Unis qui essaient d'imposer leur propre critère à l'ensemble des Membres de l'OMC, puisque leur interprétation des obligations énoncées à l'article X:3 b) aboutit toujours à l'imposition de tel organe ou de telle institution existant dans le système des États-Unis (administration centrale des douanes et/ou juridiction douanière centrale). En revanche, l'interprétation que les CE donnent de l'article X:3 b) permet aux États-Unis et aux autres Membres de l'OMC de maintenir leurs systèmes pour autant qu'ils satisfont aux obligations importantes mais distinctes concernant l'administration uniforme et la révision dans les moindres délais des décisions administratives.

H. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

1. Introduction

4.843 Le présent différend a un double objet: *en premier lieu*, le fait que les CE, par l'intermédiaire de leurs 25 administrations douanières différentes, n'appliquent pas la législation douanière communautaire d'une manière uniforme et, *en second lieu*, le fait que les CE n'offrent pas de tribunaux et procédures permettant de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives prises en matière douanière ainsi que le prescrit l'article X:3 b) du GATT de 1994.

4.844 En ce qui concerne l'article X:3 a), les États-Unis ont montré que la législation douanière communautaire est appliquée par 25 administrations douanières indépendantes différentes. En l'absence de tout processus ou institution destiné à éviter les divergences parmi elles ou à les "concilier" lorsqu'il en surgit, pareil système ne satisferait tout simplement pas à l'obligation d'application uniforme dont les CE sont tenues. Et il est vrai qu'un tel processus ou institution n'existe pas.

4.845 Les CE affirment qu'il existe bel et bien de tels processus et institutions. Or, ceux dont elles proclament qu'ils assurent une application uniforme n'en font rien. Ils sont soit d'un caractère extrêmement général (comme le devoir suprême de coopération inscrit à l'article 10 du Traité CE), soit sans force obligatoire en droit (comme les notes explicatives, orientations et autres instruments de "droit indicatif" que les CE ont évoqués), soit discrétionnaires (comme la possibilité qu'une question puisse être ou ne pas être renvoyée au Comité du Code des douanes). Le seul processus de caractère contraignant dont les CE avancent qu'il assure une application uniforme – les recours devant les tribunaux des États membres assortis de la possibilité de renvoi à la CEJ – impose en fait une lourde charge au négociant qui veut obtenir une application uniforme, au lieu de lui offrir celle-ci d'emblée comme le prescrit l'article X:3 a) du GATT. Et même ce processus-là n'assure pas en fait une application uniforme.

4.846 Les CE et différents hauts fonctionnaires des CE reconnaissent que les instruments censés assurer une application uniforme ne le font pas en réalité. Les opérateurs sont aussi de cet avis. Dans certains domaines (les sanctions et les procédures de vérification, par exemple), les instruments d'application diffèrent d'un État membre à l'autre, de sorte que l'application de la législation douanière communautaire est indiscutablement dépourvue d'uniformité. À l'appui de leurs arguments, les États-Unis ont donné des exemples de cas particuliers où des États membres ont appliqué la

législation douanière communautaire d'une manière qui n'était pas uniforme et où les CE n'ont pas réellement et en temps utile concilié les divergences.

4.847 Au surplus, les seuls tribunaux ou procédures disponibles dans la Communauté pour réviser et rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières sont les tribunaux des États membres. Leurs décisions ne valent que pour les mesures prises par les autorités douanières nationales dans l'État membre considéré. Comme il n'existe pas de tribunal pour réviser et rectifier dans les moindres délais les mesures administratives douanières dont les décisions régissent la pratique des autorités douanières sur tout le territoire de la Communauté, les CE ne s'acquittent pas de leur obligation au regard de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

4.848 Il importe de ne pas perdre de vue que le présent différend procède du fait que les CE sont un Membre à part entière de l'OMC. Il n'aurait pas pu faire l'objet d'une procédure dans le cadre du GATT de 1947, car les CE elles-mêmes (par opposition à leurs États membres pris individuellement) n'étaient pas partie contractante au GATT de 1947. C'est en gardant ce fait à l'esprit qu'il faut comprendre leurs arguments qui vont du moment choisi par les États-Unis pour cela aux intentions des rédacteurs de l'article X:3.

2. Les CE ne détruisent pas l'effet des éléments de preuve étayant les allégations des États-Unis

4.849 Les CE affirment à tort qu'il n'y a pas d'éléments de preuve pour étayer les allégations des États-Unis. En réalité, ces allégations sont amplement étayées par des éléments de preuve, qui n'ont pas été démolis par des contre-preuves, de la façon dont opèrent les "procédures et institutions du système juridique communautaire" mêmes dont les CE allèguent qu'elles "assurent une application et une interprétation uniformes du droit communautaire"; des déclarations des CE comme de hauts fonctionnaires des CE reconnaissant leur bien-fondé; des déclarations d'opérateurs; des exemples de certains cas d'application non uniforme.

a) Déclarations des CE admettant l'absence d'uniformité dans l'application

4.850 Non sans une certaine maladresse, les CE tentent de prendre leurs distances avec leurs propres déclarations antérieures ou celles de certains de leurs hauts fonctionnaires reconnaissant ce fait. Dans certains cas, elles les écartent comme hors de propos, en posant en principe que leur auteur ne parlait pas de la compatibilité des actes des CE avec l'article X:3 en soi. Aux yeux des CE, il semble que la reconnaissance d'un fait ne soit un élément de preuve pertinent que si son auteur en tire effectivement la conclusion juridique que l'acte ou l'inaction en question enfreint l'article X:3.

4.851 Ainsi, la Cour des comptes des CE a beau avoir fait un certain nombre de constatations critiques démontrant le manque d'uniformité de l'application des règles communautaires d'évaluation en douane, les CE écartent ces constatations parce que "la Cour des comptes n'a aucunement porté de jugements sur le point de savoir si les CE respectaient l'article X:3 a) du GATT". De même, alors que la note explicative accompagnant le projet de modernisation du Code des douanes communautaire observait que "certaines infractions [pouvaient] être considérées dans un État membre comme un délit grave passible de l'emprisonnement, alors que dans un autre État membre le même acte pourra[it] n'entraîner – tout au plus – qu'une amende légère" (pièce US-32, page 13), les CE affirment que cette admission n'est pas pertinente parce qu'elle n'en tirait pas de conclusion juridique en ce qui concerne l'article X:3 a) du GATT.

4.852 La reconnaissance d'une réalité de la part des CE ou d'un haut fonctionnaire des CE n'a pas besoin d'énoncer une conclusion juridique pour constituer un élément de preuve pertinent. Ce qui compte, c'est que les dires concernant des questions de fait tendent à étayer une conclusion juridique pertinente pour le différend.

4.853 De même, le Groupe spécial devrait écarter la suggestion que les CE lui ont faite de ne pas prêter attention aux déclarations de certains fonctionnaires pour la seule raison qu'ils ne s'exprimaient pas officiellement au nom des CE. Ce qui échappe constamment aux CE, c'est que dans chacun de ces cas, un haut fonctionnaire possédant une connaissance étendue de l'application de la législation douanière communautaire – que ce soit le Chef de l'Unité législation douanière de la Commission ou un avocat général près la Cour de justice, par exemple – s'exprimait avec toute l'autorité voulue sur ce sujet.

4.854 Autre exemple encore, on peut voir que les CE prennent leurs distances avec leurs propres déclarations dans l'analyse qu'elles donnent du différend *CE – Morceaux de poulet*. Dans cette affaire, où cela servait leurs intérêts immédiats, elles ont affirmé qu'il n'y avait pas d'uniformité dans l'application (c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de classement cohérent du produit en cause dans une seule et même position tarifaire). Et à présent, dans un cas où le manque d'uniformité de l'application ne sert *pas* leur objectif immédiat, les CE s'accrochent à la constatation du Groupe spécial jugeant ce classement cohérent et renient leurs déclarations antérieures.

b) Il n'est pas prescrit de prouver l'existence d'un "mode" d'application non uniforme

4.855 Non contentes de prendre leurs distances avec ce qu'elles ont elles-mêmes admis, les CE réagissent aux éléments de preuve produits par les États-Unis à l'appui de leurs allégations au titre de l'article X:3 a) en soutenant que ces éléments n'indiquent pas de "mode". Toutefois, cette condition d'un "mode" ne repose sur rien à l'article X:3 a). Pas plus qu'elle ne trouve de soutien dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, sur lequel les CE font très largement fond.

c) La difficulté de certaines questions d'administration douanière ne contredit pas les éléments de preuve de l'absence d'uniformité dans l'application et ne fait à vrai dire que mettre le problème en relief

4.856 Suivant un autre raisonnement, les CE affirment que les cas désignés par les États-Unis comme des exemples d'application non uniforme concernent des questions d'administration douanière "difficiles" ou "complexes" et que le Service des douanes des États-Unis a, lui aussi, eu du mal à s'en débrouiller. Mais l'article X:3 a) n'excuse pas le manque d'uniformité de l'application dans les cas difficiles ou complexes. En fait, ce sont précisément les cas difficiles ou complexes qui font le mieux ressortir le manque d'uniformité de l'application au sein de la Communauté.

4.857 Pour les produits simples du type primaire, par exemple, le risque d'une absence d'uniformité dans l'application des règles de classement serait, semble-t-il, moindre que dans le cas de produits plus élaborés. Pourtant, à propos de produits plus élaborés ou de produits incorporant des technologies nouvelles, le fait que les décisions de classement sont prises par 25 administrations différentes accroît la probabilité de divergences dans l'application.

4.858 Au surplus, loin d'étayer l'argument des CE, leur affirmation que le Service des douanes des États-Unis a eu du mal à faire face à certains problèmes ne fait que souligner la différence entre l'application non uniforme de la législation douanière des CE et l'application uniforme de celle des États-Unis. Quelles que soient les difficultés auxquelles le Service des douanes des États-Unis a pu se heurter avec les produits difficiles à classer, ses décisions se sont appliquées sur tout le territoire douanier des États-Unis.

d) Le fait d'éliminer les divergences entre États membres au bout de plusieurs mois ou plusieurs années ne contredit pas les éléments de preuve d'un manque d'uniformité dans l'application

4.859 Dans un autre ordre d'idées, les CE font valoir que les exemples d'application non uniforme indiqués par les États-Unis ne sont pas pertinents parce que les cas de manque d'uniformité en cause

ont été réglés. Cet argument ne détruit pas l'effet des éléments de preuve de l'absence d'uniformité de l'application, parce qu'en chaque cas il y avait une application non uniforme et que, par surcroît, on l'avait laissée subsister pendant des mois ou des années.

4.860 Il n'est pas vrai qu'un Membre puisse s'acquitter de son obligation d'application uniforme au regard de l'article X:3 a) dès lors qu'il finit par éliminer les cas de manque d'uniformité dans l'application, même si cela demande des mois ou des années. Une telle interprétation viderait l'article X:3 a) de tout son sens, car un Membre pourrait réagir à n'importe quel cas d'absence d'uniformité dans l'application en se contentant d'affirmer qu'il s'emploie à le régler.

3. Des affaires récentes confirment que les processus dont les CE proclament qu'ils assurent une application uniforme ne le font pas

4.861 Les CE accusent les États-Unis de fonder leurs allégations sur des scénarios "théoriques". Ce reproche trouve un démenti éclatant dans la communication présentée par un spécialiste chevronné du droit douanier communautaire, M. Philippe de Baere, à un colloque organisé récemment sous le patronage de l'American Bar Association. (pièce US-59)

4.862 Les CE ont cité les notes explicatives et les conclusions du Comité du Code des douanes comme instruments permettant d'assurer l'application uniforme de leur législation douanière. Or, ce que la communication de M. de Baere prouve (page 14) est exactement le contraire. Dans certains États membres, une note explicative sera traitée sur le même pied qu'un règlement et n'aura effet que pour l'avenir. Dans d'autres, elle sera mise sur le même pied qu'un éclaircissement et aura effet rétrospectivement.

4.863 En particulier, M. de Baere expose une affaire récente comportant le classement de caméscopes, qui démontre l'existence non seulement de différences entre États membres dans le traitement des notes explicatives des CE, mais encore d'un problème de non-reconnaissance des RTC d'un État membre à l'autre, d'un problème de manque d'uniformité dans l'application du droit communautaire (article 221(3) du Code des douanes communautaire) prescrivant le délai de recouvrement d'une dette douanière après l'importation et d'un problème à propos du recours aux tribunaux des États membres, censé servir à assurer une application uniforme. Ce qui est en jeu dans cette affaire, c'est la question de savoir si certains caméscopes doivent être classés dans la position 8525.40.91 ou dans la position 8525.40.99. Un caméscope remplit les conditions requises pour être classé dans la première de ces positions s'il "permet uniquement l'enregistrement du son et des images prises par la caméra de télévision". (pièce US-60) Les "autres" caméscopes correspondent à la position 8525.40.99.

4.864 En juillet 2001, la Commission a adopté une modification d'une note explicative visant la position 8525.40.99. Suivant cette modification, cette sous-position comprenait "les "caméscopes", pour lesquels l'entrée vidéo est obstruée par une plaque ou par tout autre moyen ou pour lesquels l'interface vidéo peut être activée postérieurement à l'aide d'un logiciel". (pièce US-61) Cette note modifiée a abouti à un manque d'uniformité dans l'application de la législation douanière sur au moins trois points.

4.865 En premier lieu, vu la note explicative modifiée, deux États membres (la France et l'Espagne) sont retournés en arrière pour percevoir un supplément de droits sur certains caméscopes importés avant la modification et classés dans la position 8525.40.91. À l'inverse, d'autres États membres (le Royaume-Uni et l'Allemagne en particulier) se sont expressément refusés à donner effet rétroactivement aux notes explicatives. (pièces US-63 et US-64)

4.866 Deuxièmement, à la suite de la publication de la note modifiée, les autorités douanières espagnoles ont délivré en juin 2004 des RTC classant 19 modèles de caméscopes fabriqués par une

même société dans la position 8525.40.91. (pièce US-65) En juillet 2004, la filiale française de l'importateur espagnol informait les autorités douanières françaises de l'existence de ces RTC au cours d'une vérification faite par elles. En novembre 2005, malgré cette information, les autorités françaises ont fait part à la société de leur intention de recouvrer rétroactivement un droit additionnel sur certains caméscopes, y compris les caméras, c'est-à-dire les modèles visés par le RTC espagnol.

4.867 Troisièmement, pour décider d'attribuer un effet rétroactif à la note explicative de juillet 2001, les autorités françaises ont repris une interprétation des règles communautaires que les autres États membres n'avaient pas suivie au sujet du délai durant lequel, postérieurement à l'importation, le montant de la dette douanière peut être recouvré. L'article 221(3) du CDC (pièce US-5) fixe ce délai à trois ans. La seule exception à cette règle est l'introduction d'un recours, qui est suspensif de ce délai de trois ans. Toutefois, depuis un arrêt de 1998 de la Cour de cassation française (pièce US-66) relatif au prédécesseur de l'article 221(3), la position des autorités douanières françaises est que tout procès-verbal de l'administration sur l'existence possible d'une infraction douanière a aussi pour effet de suspendre le délai de trois ans. Les plaideurs qui se sont pourvus en cassation contre des décisions qui suivaient cette position ont constamment échoué à persuader la juridiction française de poser à la CEJ la question de savoir si ladite position était compatible avec l'article 221(3) du CDC. (pièces U S-67 et US-68) Et de fait, en décembre 2002, l'interprétation nationale française de l'article 221(3) s'est figée par le biais d'une modification du Code des douanes français. (pièce US-69) Le refus même de la plus haute juridiction française de renvoyer cette question à la CEJ, malgré la preuve que d'autres États membres interprètent l'article 221(3) différemment, démontre une fois de plus que la possibilité d'introduire des recours devant les tribunaux des États membres n'est pas le moyen d'assurer une application uniforme allégué par les CE.

4.868 Un deuxième exemple emprunté à la communication de M. de Baere vient renforcer l'idée que, contrairement à ce que prétendent les CE, la possibilité de contester les décisions des administrations douanières devant les tribunaux des États membres, avec le renvoi toujours possible à la CEJ, n'assure pas une application uniforme. Dans cette affaire, il s'agissait du classement de la console PlayStation2 de Sony (PS2). Les autorités douanières britanniques avaient délivré pour un produit un RTC qu'elles avaient ensuite révoqué sur le fondement d'un règlement de la Commission retenant pour ce produit un classement différent. Lorsque ce règlement fut annulé par le Tribunal de première instance des CE, les autorités britanniques, au lieu de rétablir le RTC, l'ont laissé révoqué pour cause de révision de leur décision de classement initiale. Elles ont confirmé que ledit RTC restait révoqué pour des motifs nouveaux, d'ordre national, quelques semaines seulement après l'arrêt *Timmermans* de la CEJ. Sans cette décision, la PS2 aurait été soumise à des instruments de classement ayant continûment un effet (en théorie) uniforme à l'échelle de la Communauté, depuis la délivrance du RTC par les autorités britanniques jusqu'à l'adoption du règlement de la Commission et encore après l'annulation de ce règlement assortie du rétablissement du RTC. L'arrêt *Timmermans* a permis au Royaume-Uni de rompre cette uniformité qu'il faut supposer continue en maintenant la révocation du RTC pour des motifs autres que le règlement de la Commission qui en avait à l'origine entraîné la révocation. Pour aggraver encore cette rupture de l'uniformité dans l'application, la Haute Cour de justice britannique s'est refusée à poser à la CEJ la question de savoir si les autorités douanières pouvaient agir ainsi.

4.869 Le troisième exemple récent qui remet en question l'efficacité des recours introduits devant les tribunaux des États membres avec la possibilité d'un renvoi à la CEJ comme outil d'application uniforme est l'arrêt de la Cour dans l'affaire *Intermodal Transport*. (pièce US-71) Il s'agissait dans cette affaire du classement de certains tracteurs par les autorités douanières néerlandaises, qui, contrairement à la demande de l'importateur, les avaient classés dans la position 8701, au lieu de la position 8709. Dans son recours, l'importateur appelait l'attention du juge néerlandais sur le fait que les autorités douanières finlandaises avaient classé des marchandises semblables dans la position 8709. Malgré cette divergence manifeste, celui-ci se refusa à renvoyer la question à la Cour. Lorsque le recours en fut au stade de la Cour suprême des Pays-Bas, cette dernière saisit la CEJ de la

question de savoir si le juge national devait lui adresser une demande de décision préjudicielle lorsqu'une partie appelait son attention sur un RTC contraire relatif à des marchandises semblables délivré à un tiers par les autorités d'un autre État membre et que le classement opéré par ce RTC pour ces marchandises lui paraissait erroné.

4.870 Selon la CEJ, la juridiction nationale n'est nullement obligée de la saisir. S'agissant de juridictions autres que celles qui statuent en dernier ressort, la Cour a dit que la preuve de divergences entre des RTC "ne saurait porter atteinte à la liberté d'appréciation ainsi investie dans ladite juridiction [nationale] en vertu de l'article 234 CE". (pièce US-71, paragraphes 32 et 45) En outre, la Cour a dit que même la juridiction dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne n'est pas tenue de la saisir si, par exemple, elle considère que le classement correct de la marchandise considérée "s'impose avec une telle évidence qu'[il] ne laisse place à aucun doute raisonnable" (paragraphes 33 et 45). La Cour poursuit en observant que c'est à la juridiction nationale qu'est confié "le soin exclusif" d'apprécier si le bon classement de la marchandise "s'impose avec une telle évidence qu'[il] ne laisse place à aucun doute raisonnable" (paragraphe 37).

4.871 Peut-être est-ce le conseiller des CE, M. Vermulst, qui a le mieux formulé la chose, dans son article intitulé "EC Customs Classification Rules: Does Ice-Cream Melt?" [Les règles communautaires de classement tarifaire: La crème glacée fond-elle?] (pièce US-72, page 21), en disant:

> En ce qui concerne le contrôle juridictionnel des affaires de classement et, plus généralement, de toutes les questions douanières, le système communautaire n'est pas seulement coûteux en temps et en argent pour les parties touchées, il aboutit aussi parfois à des décisions incohérentes des juridictions nationales, au moins en première instance. Ce problème se trouve exacerbé par le fait que les tribunaux de certains États membres sont beaucoup moins susceptibles de demander des décisions préjudicielles que ceux d'autres États membres.

4. Le Groupe spécial a lieu d'exercer les pouvoirs que lui confère l'article 13 du Mémorandum d'accord

4.872 En ce qui concerne la suggestion qu'ils ont faite au Groupe spécial d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, les États-Unis ne lui demandaient pas ainsi d'établir *prima facie* le bien-fondé de leur position. Ils l'ont déjà fait avec les éléments de preuve et les arguments qu'ils lui ont présentés. En réalité, les États-Unis suggéraient que si la connaissance de l'incidence statistique du manque d'uniformité dans l'application de la législation douanière communautaire devait l'aider à évaluer les éléments de preuve, le Groupe spécial devrait exercer le pouvoir que lui confère l'article 13:1 de recueillir certains renseignements, qui sont exclusivement entre les mains des CE ou d'États membres des CE. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Coton upland* l'expliquait récemment, "toute affirmation selon laquelle un groupe spécial "défend la thèse du plaignant" alors qu'il ne fait qu'exercer ses pouvoirs au titre du *Mémorandum d'accord* est entièrement inexacte" (paragraphe 7.633).

5. Les CE ne détruisent pas l'effet des éléments de preuve indiquant que les règles de classement sont appliquées d'une manière non uniforme

a) Le RTC n'assure pas une application uniforme

4.873 En ce qui concerne les arguments des États-Unis montrant que le RTC n'assure pas une application uniforme, les CE commencent par nier que l'aptitude d'un importateur à obtenir un RTC de n'importe laquelle des 25 administrations douanières différentes des États membres, sans aucun contrôle centralisé, encourage la recherche du RTC le plus favorable. En particulier, elles soutiennent

que le fait de leur part d'avoir admis dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* qu'"il est possible, selon le droit communautaire, de retirer une demande de RTC dans les cas où l'importateur considère que le résultat ne sera pas favorable" (paragraphe 7.261) n'indique pas que la recherche du RTC le plus favorable se pratique. Mais cette assertion n'est pas logique. Dans un système où l'application de la législation douanière serait uniforme, il serait assez vain pour un importateur de retirer une demande de décision de classement en apprenant celle que les autorités envisageraient de prendre.

4.874 Les CE affirment aussi que le fait que la délivrance de RTC soit fortement biaisée en faveur de certains États membres n'indique pas la recherche des RTC les plus favorables, mais seulement des différences dans divers facteurs commerciaux d'un État membre à l'autre. Ces facteurs pourraient être une explication logique si le biais n'était pas aussi spectaculaire qu'il l'est en réalité. Au demeurant, il paraît remarquable que dans un système qui, selon les CE, n'encourage pas cette pratique, un seul des États membres (l'Allemagne), qui en 2004 représentait tout juste plus de 19 pour cent des importations communautaires en valeur, ait délivré dans les 37 pour cent des RTC dont la date de départ se situait en 2004, alors que, par exemple, un autre État membre (l'Italie), représentant quelque 11 pour cent de ces mêmes importations, a délivré moins de 1 pour cent des RTC ayant leur date de départ en 2004 et qu'un État membre qui en représentait presque 2 pour cent (la Grèce) n'a émis qu'un seul RTC ayant une date de début de validité en 2004 (et dix seulement ayant une date de début de validité en 2003 et 17 en 2002).

4.875 Pour citer la remarque du conseiller des CE, M. Vermulst (pièce US-74, pages 1314 et 1315):

> Malheureusement, on retrouve dans les demandes de RTC la même disparité que pour l'origine des décisions préjudicielles, avec plusieurs fois plus de décisions [de classement] rendues par l'Allemagne que par aucun autre pays. Cette disparité numérique des procédures a plusieurs conséquences regrettables. Elle implique que l'Allemagne a proportionnellement trop d'influence dans ce secteur du droit douanier. Au surplus, une procédure que la plupart des États membres appliquent à peine ne s'en trouve pas revêtue d'une plus grande autorité.

4.876 En outre, ce n'est pas seulement la possibilité de se mettre en quête d'un classement favorable qui fait du RTC un instrument inadéquat pour assurer une application uniforme des règles de classement tarifaire. L'absence dans le RTC de texte explicatif fait qu'il est difficile de voir comment les autorités de tel ou tel État membre sont parvenues à leur décision de classement et donc, pour les autorités des autres États membres, de déterminer si elles devraient suivre cette décision pour classer des marchandises comparables.

4.877 Autre élément encore qui en limite l'utilité comme moyen d'assurer une application uniforme, le RTC délivré par les autorités d'un État membre ne régit que dans un sens très restreint les mesures prises par les autorités des autres États membres: il ne lie celles des autres États membres que dans la mesure où la personne qui l'invoque est celle à laquelle il a été délivré (le "titulaire") et où la marchandise en cause est identique à celle qui y est décrite. Mais en pareil cas, rien n'oblige les autorités d'un État membre à tenir compte du RTC délivré par celles d'un autre État membre pour une marchandise comparable lorsque ce RTC est signalé à son attention. Le problème est manifeste dans la réponse des CE à l'analyse faite par les États-Unis du différend *CE – Morceaux de poulet*. Bien qu'elles aient reconnu que différents bureaux de douane avaient classé les marchandises identiques différemment, les CE disent à présent que "[n]ulle part dans le rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet* les CE n'ont dit que le RTC n'était pas reconnu lorsqu'il était présenté par son titulaire".

4.878 On en trouve encore un autre exemple dans l'analyse que font les CE de l'affaire des doublures opaques pour rideaux et tentures. Devant les éléments de preuve de ce que le bureau de douane des CE en Allemagne n'avait pas expliqué pourquoi il ne suivait pas les décisions de

classement qui trouvaient leur expression dans les RTC d'autres bureaux, les CE se bornent à dire que "le RTC ne lie les autorités douanières que vis-à-vis de son titulaire".

4.879 Les CE tentent une comparaison avec la pratique des Douanes des États-Unis. Or, le règlement même qu'elles citent comme preuve de cette pratique illustre la différence entre le système de décisions anticipées des États-Unis, qui favorise l'uniformité, et le système communautaire des RTC, qui ne la favorise pas. Ainsi, aux termes de l'article 177.9 a) du règlement (pièce EC-129), lorsque le Service des douanes des États-Unis publie une lettre d'avis de décision au sujet d'une transaction ou question particulière, "le principe qui a dicté la décision exposée dans la lettre d'avis … pourra être invoqué pour régler le cas de transactions où interviennent les mêmes circonstances". Le système communautaire des RTC ne renferme aucune disposition de ce genre.

b) Moniteurs vidéo avec affichage à cristaux liquides (ACL)

4.880 Sur les éléments de preuve montrant que l'affaire des moniteurs ACL est un exemple important du manque d'uniformité de l'application des règles communautaires de classement tarifaire, les CE affirment pour commencer que le règlement prévoyant la suspension des droits sur les moniteurs ACL à DVI a réglé le problème de ce manque d'uniformité à propos de cette question de classement particulière, et que les professionnels sont satisfaits du résultat. À vrai dire, cette assertion escamote tout simplement le fait que le règlement prévoyant la suspension ne s'applique qu'aux moniteurs dont les dimensions sont inférieures à un certain seuil, qu'il ne règle pas en fait la question de classement sous-jacente et que, pour les moniteurs dont les dimensions dépassent le seuil, il subsiste un manque d'uniformité qui entraîne de graves conséquences financières. Au surplus, l'insinuation que les professionnels sont satisfaits est contredite par des déclarations récentes de la branche même que cette question de classement intéresse. (pièce US-75)

4.881 Les CE contestent ensuite l'argument des États-Unis qu'une conclusion du Comité du Code des douanes communautaire qui contredit une note de chapitre applicable de la Nomenclature combinée nuit à l'uniformité d'application au lieu de la favoriser. Dans cette conclusion, le Comité affirmait qu'un moniteur ne devait pas être classé dans la position 8471 du Tarif, sauf si l'importateur montrait qu'il devait "être utilisé *uniquement* avec une machine automatique de traitement de l'information", alors que la note de chapitre applicable dit qu'un moniteur doit être classé dans la position 8471 s'il "n'est pas du type utilisé exclusivement *ou principalement* dans une machine automatique de traitement de l'information". Cette conclusion du Comité a plongé les autorités des États membres dans l'embarras d'avoir à décider quel poids lui accorder, tant elle était visiblement en contradiction avec une note de chapitre.

4.882 À titre d'exemple, dans un avis de classement tarifaire datant de 2004, le service britannique compétent, reprenant de toute évidence la conclusion du Comité du Code des douanes, déclarait: "à compter d'octobre 2004, les moniteurs ACL/TFT incorporant un connecteur DVI seront classés au n° 8528 21 90 de la Nomenclature combinée (NC)" (pièce US-76). Par contre, les Pays-Bas ont adopté une démarche très différente. Dans un décret de juillet 2005, le Service néerlandais des douanes expliquait que, depuis avril 2004, il classait les moniteurs ACL à DVI dans la position 8528 du Tarif, eu égard à un règlement de la Commission relatif aux moniteurs à écran plasma. Il poursuivait en ces termes (pièce US-77):

> [l]es États membres ne suivent pas tous cette ligne d'action. Il s'ensuit un détournement d'activité qui nuit à la compétitivité de l'industrie néerlandaise dans le secteur de la logistique et des services. C'est la raison pour laquelle les Pays-Bas définissent plus précisément la ligne d'action à suivre pour le classement de certains moniteurs ACL dans la Nomenclature combinée.

En conséquence, le décret énonçait les critères suivis par les Pays-Bas au 22 novembre 2004.

4.883 En outre, malgré cette conclusion du Comité du Code des douanes, les autorités allemandes ont elles aussi, semble-t-il, continué à classer les moniteurs ACL à DVI dans la position 8471, même quand ils sont destinés à être utilisés principalement, quoique non exclusivement, avec des ordinateurs. (pièce US-78)

4.884 Enfin, les CE essaient une fois de plus de détourner l'attention de leur propre pratique pour la concentrer sur celle du Service des douanes des États-Unis. Cela dit, à la différence des CE, celui-ci, lorsqu'il a trouvé des moniteurs ACL difficiles à classer, a pris des décisions appliquées quand même sur tout le territoire des États-Unis.

c) Doublures opaques pour rideaux et tentures

4.885 De même, les CE ne détruisent pas l'effet des éléments de preuve indiquant que le cas des doublures opaques pour rideaux et tentures est encore un autre exemple d'application non uniforme des règles de classement tarifaire. Les CE ont tort de mettre en doute le fait que les doublures fabriquées par Rockland Industries en cause dans la décision du Bureau des douanes principal de Brême, qui ont été classées dans la position 3921 du Tarif, étaient essentiellement identiques aux doublures que d'autres États membres avaient classées dans la position 5907. En particulier, les CE affirment que le produit dont le Bureau des douanes de Brême s'occupait n'avait pas de tontisses, alors que le produit en cause dans d'autres décisions de classement en contenait. Or, en réalité, comme le Président-Directeur général de Rockland l'a déclaré sous serment (pièce US-79), "Tous les produits enduits fabriqués par Rockland incorporent des tontisses de textile qui sont fixées dans le cadre de l'enduction. Rockland n'a jamais fabriqué de produits enduits qui n'incorporent pas de tontisses de textile. … La tontisse de textile est nécessaire pour empêcher le tissu de rester collé."

4.886 De plus, si l'on replace l'affaire dans son contexte, il apparaît que le Bureau des douanes de Brême n'a pas constaté d'absence de tontisse en soi, mais plutôt que la tontisse ne constituait pas une couche distincte du produit de Rockland en cause. Ce qui lui importait, c'était la présence de matière plastique dans l'enduit, qu'il y ait eu ou non de la toile tontisse ou d'autres éléments mélangés à cet enduit. Le fait que les autorités douanières allemandes adoptent cette démarche, contraire à celles des autorités d'autres États membres, est confirmé par la lettre du Bureau des douanes de Hambourg au sujet du produit de doublure fabriqué par Rockland. (pièce US-50)

4.887 Ayant exclu le classement de ces doublures dans la position 5907, apparemment à cause de la présence de matière plastique dans l'enduit, les autorités allemandes se sont ensuite tournées vers un moyen d'interprétation allemand, dont les CE affirment qu'il était tiré, par analogie, d'un règlement communautaire concernant le classement des pantalons de ski. Les CE ont beau dire que ce moyen d'interprétation était "dépourvu de toute force obligatoire en droit", les autorités allemandes se sont appuyées sur lui d'une manière qui s'est révélée finalement déterminante. En tout état de cause, il n'est pas conforme à une application uniforme de classer un produit textile en se fondant sur un seul des trois éléments constituant un critère de classement d'un article d'habillement, quand les autorités d'aucun autre État membre ne l'ont fait.

4.888 Enfin, les CE affirment sans la moindre raison que la densité du tissage, qui était le critère décisif du moyen d'interprétation de l'Allemagne, est pertinente pour déterminer si le tissu ne sert que de support. En réalité, les notes relatives au chapitre 39 du Tarif ne mentionnent pas la densité du tissage comme critère pertinent, et celles du chapitre 59 prévoient expressément que le classement dans ce chapitre doit être arrêté *indépendamment* du poids au mètre carré. Rien n'autorise les CE à affirmer que la mention du poids au mètre carré est différente de la densité du tissage. En réalité, cependant, le poids au mètre carré est nécessairement fonction de la densité du tissage.

6. Les CE ne détruisent pas l'effet des éléments de preuve indiquant que les règles d'évaluation en douane sont appliquées d'une manière non uniforme

4.889 Les CE ne réussissent pas davantage à prouver le contraire des éléments indiquant que les règles d'évaluation communautaire sont appliquées d'une manière non uniforme. Outre qu'elles n'expliquent toujours pas les constatations d'absence d'uniformité formulées dans le rapport de la Cour des comptes, il y a deux autres remarques à faire.

4.890 En premier lieu, on l'a vu, c'est notamment à travers des pratiques différentes en matière de vérification que les États membres appliquent les règles communautaires d'évaluation en douane de manière non uniforme. À cela, les CE répondent qu'"en vertu de l'article 76(2) du CDC, tous les États membres peuvent procéder à toutes les vérifications nécessaires pour s'assurer de l'exactitude des énonciations de la déclaration". Mais le fait que les États membres "peuvent" le faire ne prouve rien, cela ne change rien au fait que leurs pratiques en matière de vérification varient du tout au tout, au point que, pour reprendre la formule de la Cour des comptes des CE, "les différentes autorités douanières sont peu disposées à adopter des décisions qu'elles n'ont pas elles-mêmes arrêtées". (pièce US-14, paragraphe 37)

4.891 Les CE allèguent aussi que leur Customs Audit Guide "assure une pratique uniforme à travers" tout le territoire communautaire. Or, étant donné que sa "mise au point définitive n'a été que récemment achevée" et qu'en tout état de cause il est simplement "conçu comme un moyen d'aider les États membres", et non comme une obligation qui les lie, cette assertion ne repose sur rien.

4.892 Deuxièmement, en ce qui concerne l'affaire Reebok, les CE ne prouvent pas que ce ne soit pas un exemple frappant d'absence d'uniformité dans l'application des règles d'évaluation. Elles disent que les recours formés par RIL devant les tribunaux espagnols prouvent qu'il existe effectivement une juridiction à laquelle cette société peut s'adresser pour essayer d'obtenir une application uniforme. Mais elles ne peuvent pas sérieusement prétendre que, du point de vue de l'uniformité d'application, le droit d'introduire un recours devant un tribunal d'un État membre soit comparable au droit de saisir directement de la question une institution compétente pour donner une réponse qui soit définitive pour la Communauté tout entière – droit qui à présent n'existe pas. L'article X:3 a) du GATT ne concerne pas le droit d'un opérateur de former des recours contre des décisions douanières défavorables; il concerne l'obligation pour un Membre d'appliquer les lois spécifiées uniformément, que les opérateurs contestent ou non des mesures administratives dans des cas particuliers.

4.893 Qui plus est, les CE se méprennent lorsqu'elles indiquent que le problème posé par le manque d'uniformité dans l'application s'est trouvé résolu avec le retrait par RIL de sa plainte auprès du Médiateur des CE. Ce n'est tout simplement pas le cas. La décision de RIL de retirer sa plainte ne change rien au fait que la Commission a manifestement éludé la question de l'absence d'uniformité pendant plus de trois ans. Pas plus qu'au fait qu'il y a une divergence dans l'application des règles d'évaluation communautaires entre les autorités espagnoles et celles d'autres États membres.

7. Les CE ne détruisent pas l'effet des éléments de preuve indiquant que les procédures douanières sont appliquées d'une manière non uniforme

a) Transformation sous douane

4.894 Sur le chapitre de la transformation sous douane, les États-Unis ont montré que certains États membres évaluent les conditions économiques suivant des démarches très différentes. Le Royaume-Uni, par exemple, procède à une double évaluation, en examinant, d'abord, si la transformation sous douane permettra la création ou le maintien d'activités de transformation dans la Communauté et, ensuite, si elle portera atteinte aux intérêts essentiels des producteurs

communautaires de marchandises comparables. La France, par contre, s'en tient au premier volet de cette évaluation.

4.895 Devant ces éléments de preuve, les CE se bornent à dire que les États-Unis se méprennent sur le sens du bulletin des douanes expliquant comment la France applique l'évaluation des conditions économiques. Elles affirment que ce bulletin mentionne bien le préjudice causé aux producteurs de la Communauté. Or, cette mention est une simple paraphrase liminaire de la disposition du CDC relative à la transformation sous douane. Le dispositif du texte du bulletin français définit un critère unique, qui a trait seulement à la création ou au maintien d'une activité de transformation dans la Communauté.

4.896 Les CE répliquent par un argument circulaire. Elles disent que "les orientations adoptées par la France … doivent être interprétées dans le contexte de la législation communautaire". En d'autres termes, bien que leur texte dise carrément autre chose que celui des orientations arrêtées par le Royaume-Uni, les CE soutiennent qu'en réalité les orientations françaises ne doivent pas être considérées comme divergeant des orientations britanniques parce que ce serait incompatible avec le droit communautaire. Il n'empêche que les CE ne justifient pas leur affirmation qu'une incompatibilité avec le règlement communautaire applicable fait automatiquement disparaître le manque d'uniformité dans l'application que font les États membres de ce règlement.

4.897 Les CE reprochent aussi aux États-Unis de ne pas produire "d'éléments de preuve au sujet de l'application des orientations publiées par les autorités françaises". Or, les États-Unis n'avaient nul besoin de le faire. En l'espèce, ils ne sont pas en train d'alléguer que les orientations françaises ou les orientations britanniques soient elles-mêmes incompatibles avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC et ce n'est pas à eux, contrairement à ce qu'en pensent les CE, "qu'il incombe de prouver que la mesure en question a la teneur ou le sens allégué". En fait, ce qu'ils allèguent comme incompatibilité avec les obligations imposées par les Accords de l'OMC, c'est un manque d'uniformité dans l'application de la part *des CE* et, en ce qui concerne la transformation sous douane, le manque d'uniformité est manifeste à la lecture des textes divergents des orientations de deux États membres différents.

b) Sanctions

4.898 Sur les sanctions, les CE affirment tout d'abord que l'obligation d'application uniforme de l'article X:3 a) du GATT ne s'applique pas aux sanctions, parce que celles-ci "ne sont pas parmi les questions mentionnées à l'article X:1 du GATT". Contrairement à ce qu'elles allèguent, les États-Unis ne concèdent pas ce point. Au contraire, le texte même de l'article X:1 englobe clairement les dispositions prévoyant des sanctions. À titre d'exemple, une loi qui impose une sanction pour négligence entraînant une déclaration erronée de classement ou de valeur d'une marchandise "vise la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières". Une sanction peut aussi être considérée comme une "autre imposition[] … relative à l'importation". Ou encore, envisagée comme la conséquence d'une déclaration non véridique, par exemple, une sanction vise "les prescriptions … relatives à l'importation".

4.899 L'un des défauts majeurs de l'argument des CE est de supposer qu'une loi ou un règlement doivent être soit la chose qui est appliquée, soit un outil d'application. Mais selon elles, ils ne peuvent pas revêtir l'un ou l'autre de ces deux aspects selon la perspective dans laquelle on se place. C'est là une affirmation gratuite.

4.900 De plus, bien qu'elles paraissent admettre que les sanctions "assur[ent] le respect du droit communautaire", ce qui est une autre façon de dire qu'elles appliquent le droit communautaire en donnant effet à ce droit, les CE poursuivent en éludant l'argument des États-Unis, à savoir que la diversité des lois des États membres prévoyant des sanctions pour donner effet à la législation

douanière communautaire est un cas important de manque d'uniformité dans l'application de cette législation. Au lieu de répondre à cet argument, elles répliquent à un autre argument que les États-Unis n'ont pas formulé. Elles soutiennent que "l'article X:3 a) du GATT ne crée pas d'obligation d'harmoniser les lois qui peuvent exister au sein d'un Membre de l'OMC au niveau infrafédéral". Les États-Unis n'affirment l'existence d'aucune prescription générique de ce genre. Ils font simplement valoir que l'article X:3 a) exige que la législation douanière communautaire soit appliquée de manière uniforme. Étant donné que différents États membres déploient des instruments différents – c'est-à-dire des dispositions prévoyant des sanctions différentes – pour donner effet à cette législation, les CE n'appliquent pas leur droit douanier de manière uniforme.

4.901 De plus, les CE se trompent lorsqu'elles soutiennent que les sanctions n'entrent pas dans le champ de l'article X:3 a) parce qu'elles s'appliquent à des mesures qui enfreignent la législation douanière. Cette disposition ne fait pas la distinction que les CE postulent entre "les actions illicites" et "le commerce licite". En tout état de cause, contrairement à ce qu'elles affirment, les dispositions prévoyant des sanctions "établissent" *bel et bien* "les conditions applicables au commerce licite". Dans un système qui fait très largement fond sur les interventions des négociants à chaque étape, les dispositions prévoyant des sanctions appliquent les lois douanières – c'est-à-dire donnent effet à ces lois – en fixant les conséquences qu'emporte l'infraction auxdites lois. Le problème est qu'au sein de la Communauté ces conséquences varient du tout au tout d'un État membre à l'autre.

4.902 Subsidiairement, les CE font valoir que si les dispositions prévoyant des sanctions varient selon les États membres, cela ne signifie pas pour autant qu'il y ait un manque d'uniformité dans l'application. Elles s'appuient pour l'affirmer sur l'idée que, dans la mesure où les lois des États membres prévoyant des sanctions doivent satisfaire à la condition d'être "dissuasives et efficaces", conformément aux "lignes directrices" de la CEJ, elles appliquent la législation douanière communautaire de manière uniforme, indépendamment des différences qui les séparent. La théorie des CE est, semble-t-il, que dès lors que deux dispositions différentes prévoyant des sanctions assurent toutes deux la conformité avec la législation douanière communautaire, les différences qui existeraient entre elles sont tout simplement indifférentes.

4.903 Seulement, il se trouve que la possibilité que les négociants se conforment en général à la législation douanière dans deux États membres différents, malgré les différences existant dans les sanctions, est à côté de la question. Elle ne change rien au fait qu'un négociant doit tenir compte de cette différence, d'une manière très proche de celle dont il tient compte de la probabilité de voir les autorités interpréter les règles de classement ou d'évaluation dans un sens favorable.

8. Les tribunaux des États membres, dont les décisions ne s'imposent aux autorités douanières que sur leurs territoires respectifs, ne remplissent pas l'obligation des CE au regard de l'article X:3 b) du GATT de 1994

4.904 Les CE ne s'acquittent pas de leur obligation au regard de l'article X:3 b), parce que les décisions des tribunaux des États membres ne "régi[sse]nt la pratique" que de certains des organismes chargés de l'application de la législation douanière communautaire et parce que la fragmentation de la révision est incompatible avec le contexte de l'article X:3 b), qui englobe l'exigence d'une application uniforme de la législation douanière communautaire.

4.905 Les CE font valoir que "régir la pratique" ne signifie rien de plus qu'"exécuter de manière équitable". Or, l'article X:3 b) contient déjà une prescription distincte exigeant des organismes qu'ils "exécutent" les décisions des tribunaux ou procédures de révision. L'interprétation de l'expression "régir la pratique" que donnent les CE rendrait redondante la condition distincte d'"exécution".

4.906 Les décisions des tribunaux d'un État membre des CE ne régissent comme pratique que celle des organismes de cet État membre. Même lorsque le juge se trouve devant une divergence manifeste

entre la pratique qui a cours dans son État membre et celle que l'on observe dans d'autres États membres – ce qui était le cas dans l'affaire *Intermodal Transport*s et dans les affaires françaises portant sur l'article 221(3) du CDC –, il n'est nullement obligé de demander à la CEJ une décision préjudicielle. En outre, comme les CE l'ont reconnu, il n'y a pas de mécanisme communautaire permettant aux tribunaux d'être tenus au fait des décisions de leurs homologues des autres États membres révisant des mesures douanières, et moins encore de mécanisme permettant aux autorités douanières d'être tenues au fait des décisions des tribunaux autres que ceux du même État membre qu'elles.

4.907 Les CE font aussi valoir à tort que l'article X:3 b) ne doit pas être lu à la lumière de l'article X:3 a) envisagé comme contexte. À leurs yeux, l'absence de "lien explicite" ou de "texte introductif" signifie que l'alinéa a) n'est pas le contexte de l'alinéa b), même si les deux dispositions se suivent. Cette position des CE contraste très nettement avec leur invocation de l'article XXIV:12 comme contexte pour l'interprétation de l'article X:3 a). Et s'il est vrai qu'aucune règle d'interprétation des traités n'exige la présence d'un "lien explicite" ou d'un "texte introductif" pour qu'une disposition serve de contexte aux fins de l'interprétation d'une autre disposition, le fait est cependant qu'il y a un lien explicite entre les dispositions en cause ici.

4.908 L'article X:3 a) exige d'un Membre qu'il applique ses lois douanières d'une manière uniforme. L'article X:3 b) exige que les décisions des tribunaux ou procédures de révision "régi[sse]nt la pratique" des organismes chargés de l'application des mesures administratives. La prescription "en régiront la pratique" signifie que les décisions des tribunaux de révision doivent commander la manière dont les organismes appliquent les lois douanières. En ce sens, les deux dispositions sont liées.

4.909 Les CE rejettent l'idée que la révision des décisions douanières par les tribunaux des États membres dont les décisions ne régissent que certains organismes douaniers est incompatible avec l'obligation d'application uniforme. Or, leur argument à cet égard contredit celui qu'elles formulent en invoquant l'article X:3 a). Elles disent que la révision par les tribunaux des États membres "est parfaitement compatible avec l'obligation d'application uniforme, *à condition que cette dernière soit assurée par d'autres moyens adaptés à cette fin*". Et cependant, dans leur argument sur le fondement de l'article X:3 a), elles soutiennent elles-mêmes que la révision par les tribunaux des États membres est un moyen essentiel d'atteindre l'objectif d'une application uniforme. À présent, elles soutiennent que cet objectif doit être atteint par "d'autres moyens" et que la révision par les tribunaux des États membres est seulement "compatible" avec lui.

4.910 De plus, les CE prétendent à tort tirer de l'argument des États-Unis une exigence implicite, à savoir "l'établissement d'une juridiction centrale du premier degré ayant compétence sur tout le territoire d'un Membre de l'OMC". Or, ce n'est pas là la conséquence logique qu'implique l'argument des États-Unis. Cette conséquence logique est qu'en vertu de l'article X:3 b), tout Membre de l'OMC doit donner effet sur la totalité de son territoire aux décisions de ses tribunaux de révision. S'il est doté d'une administration douanière unique, il est fort possible qu'il puisse le faire même s'il possède de multiples juridictions douanières régionales. Dans le cas des CE, qui est peut-être unique, la fragmentation de l'administration se double de celle de la révision, et le résultat est incompatible avec l'article X:3 b).

4.911 C'est aussi à tort que les CE accusent les États-Unis d'"interpréter l'article X:3 b) à travers le prisme de leur propre système juridique". Paradoxalement, presque du même souffle, les CE insistent pour que l'article X:3 b) soit interprété à travers le prisme de *leur* propre système juridique. Elles affirment que l'établissement d'une juridiction douanière communautaire – à supposer que ce soit là le seul moyen pour elles de remplir leur obligation au titre de l'article X:3 b) – irait "à l'encontre de l'un des principes constitutionnels fondamentaux [des CE]".

4.912 Enfin, alors qu'elles ont constamment professé que la création d'une juridiction douanière communautaire heurterait des "principes constitutionnels fondamentaux", il est à noter que le Traité de Nice (insérant l'article 225a dans le Traité CE) a en réalité jeté les bases de l'établissement de nouvelles juridictions communautaires. De plus, aux termes de son article 220 modifiant le précédent article 220, "des chambres juridictionnelles peuvent être adjointes au Tribunal de première instance dans les conditions prévues à l'article 225a". À la lumière du pouvoir de créer des juridictions spéciales institué par le Traité de Nice, il semble que l'établissement d'une juridiction, qui serait l'une des solutions envisageables pour que les CE remplissent désormais leur obligation au regard de l'article X:3 b) du GATT, ne constituerait pas une atteinte à des "principes constitutionnels fondamentaux".

9. Déclaration de clôture

4.913 La manière dont les CE ont plaidé cette affaire donne l'impression que les questions à trancher sont infiniment plus compliquées qu'elles ne le sont en réalité. Elles ont soutenu tantôt que le différend porte sur de grandes questions philosophiques comme des divergences entre les doctrines qui sous-tendent le fédéralisme aux États-Unis et dans les CE, tantôt qu'il s'agit des menus détails permettant de dire si telle ou telle autorité douanière a correctement tranché une question particulière. Il est aisé de s'égarer dans le va-et-vient entre la théorie politique et les arcanes techniques, mais une fois éliminés les arguments portant sur des questions qui n'ont aucun rapport avec le présent différend, la cause est à vrai dire très simple.

4.914 En ce qui concerne l'article X:3 a), les CE sont tenues de l'obligation d'appliquer leur législation douanière d'une manière uniforme. En pratique, elles appliquent cette législation par l'intermédiaire de 25 administrations différentes sises dans différentes parties du territoire communautaire. Les décisions de l'une quelconque de ces administrations ne lient aucune des autres. Si l'autorité communautaire en Espagne délivre un renseignement tarifaire contraignant qui classe une marchandise d'une manière particulière, l'autorité communautaire en Allemagne n'est nullement obligée d'accorder le moindre poids à cette décision (en dehors du cas très rare où le RTC est invoqué par son titulaire). Si une tierce partie insiste auprès de l'autorité communautaire en Allemagne pour qu'elle suive la décision de classement de l'autorité communautaire en Espagne, même si cette tierce partie est une filiale du titulaire, l'autorité communautaire en Allemagne n'y est nullement obligée. En somme, une partie de l'appareil de l'administration douanière communautaire n'est tenue d'aucune obligation d'agir en harmonie avec les autres parties de ce même appareil.

4.915 Les CE disent que ce n'est pas le cas. Elles déclarent que des processus et des institutions sont en place pour faire en sorte que les différentes parties de l'appareil de l'administration douanière communautaire agissent de manière uniforme. Mais cette assertion ne résiste pas à l'examen. À une seule exception près (les recours introduits devant les tribunaux des États membres), ces processus et institutions sont des obligations d'ordre général, des orientations sans caractère contraignant et des mécanismes discrétionnaires. C'est ce qu'illustrait très bien la réponse préliminaire des CE à la question n° 164 a) du Groupe spécial. Priées de commenter l'observation qu'elles n'évoquent aucune mesure rendant l'article 10 du Traité CE – le devoir général de coopération entre États membres – opérant dans le contexte de l'administration douanière, elles n'ont toujours pas mentionné de mesures précises. Elles se sont bornées à dire que le devoir de coopération de l'article 10 est une obligation juridiquement contraignante, qui peut être imposée par le biais de la procédure d'infraction. À plusieurs reprises, les CE déclarent que des questions peuvent être renvoyées au Comité du Code des douanes, que des actions peuvent être intentées pour infraction, que les États membres peuvent s'en rapporter aux décisions d'autres États membres –, mais le thème qui s'en dégage comme une constante est que ces prétendus outils sont discrétionnaires.

4.916 En l'absence de tous processus ou institutions qui obligent les différentes parties de l'appareil de l'administration douanière communautaire à agir de manière uniforme, la conception et la structure

du système d'administration douanière communautaire sont telles qu'elles aboutissent nécessairement à une application non uniforme. Même l'unique instrument ayant force obligatoire en droit auquel les CE aient fait allusion ne remédie pas à ce problème. Même lorsqu'il se trouve devant des éléments de preuve directe de l'existence d'une divergence entre deux États membres dans l'application du droit douanier, le juge d'un État membre n'est aucunement obligé de renvoyer une question à la CEJ.

4.917 Dans leur déclaration liminaire à la présente réunion du Groupe spécial, les CE ont dit, à propos d'un point qui a trait au classement, qu'"à tout moment il n'y a qu'un bon classement pour un produit déterminé". Les États-Unis n'en disconviennent pas – mais la question se pose: qui décide quel est ce bon classement? Dans le cas des CE, c'est chacune des 25 administrations douanières différentes qui décide, chacune pour un territoire déterminé seulement, et sans qu'aucune ait le pouvoir d'obliger les autres. Les processus et institutions auxquels les CE se réfèrent n'y changent rien. C'est pourquoi les CE ne se plient pas à l'obligation que leur impose l'article X:3 a) du GATT.

4.918 En ce qui concerne l'article X:3 b), les CE sont obligées d'offrir des tribunaux ou des procédures permettant de réviser et rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières, et les décisions de ces tribunaux ou procédures doivent être exécutées par les organismes chargés de l'application des mesures administratives et en régir la pratique. Les tribunaux dont les CE indiquent qu'ils permettent de réviser et rectifier les mesures administratives se rapportant aux questions douanières sont ceux des États membres. Les décisions de chaque tribunal de chaque État membre ne s'appliquent qu'à l'intérieur du territoire de cet État membre. L'autorité douanière des CE en France n'est pas tenue de suivre les décisions des juges britanniques. De fait, il n'existe même pas de mécanisme permettant d'avertir les tribunaux des États membres des décisions des tribunaux des autres États membres révisant des mesures douanières.

4.919 Dans la structure indiquée ci-dessus, les décisions des tribunaux offerts par les CE ne régissent pas la pratique des organismes des CE chargés de l'application des mesures administratives. Les décisions de chaque tribunal ne régissent la pratique que d'un sous-ensemble discontinu de ces organismes. Cela est incompatible non seulement avec le texte de l'article X:3 b), mais encore avec le contexte fourni par l'article X:3 a), qui indique qu'il convient de donner de l'obligation d'offrir des tribunaux de révision une lecture compatible avec l'obligation d'appliquer les lois douanières de manière uniforme. La seule réponse des CE consiste à soutenir que l'expression "régir la pratique" signifie en réalité "exécuter de manière équitable". (Deuxième communication, paragraphe 230) Comme cette interprétation rendrait superflue l'obligation distincte d'"exécuter" énoncée à l'article X:3 b), elle doit être rejetée. Il s'ensuit que les CE ne s'acquittent pas de leur obligation d'offrir des tribunaux de révision comme le prescrit l'article X:3 b).

4.920 La seconde observation que les États-Unis présentent pour terminer est que le Groupe spécial ne doit pas se laisser distraire par la constante évocation de la part des CE des redoutables conséquences censées découler des constatations que les États-Unis demandent. Non seulement les prédictions des CE ne sont pas pertinentes, mais encore elles ne sont pas exactes.

4.921 À la présente réunion, les CE ont consacré les 19 premiers paragraphes de leur déclaration orale à présenter indûment les allégations des États-Unis comme disant que l'article X:3 a) du GATT prescrit aux CE "de créer un organisme douanier et une juridiction douanière centralisés". (Deuxième déclaration orale, paragraphe 3) Ayant ainsi déformé les allégations des États-Unis, les CE ont poursuivi en accusant ceux-ci de chercher à modifier "une caractéristique fondamentale des CE" et à provoquer "une modification radicale de l'équilibre fédéral dans les CE".

4.922 Qui plus est, le scénario cataclysmique que les CE prédisent n'est pas circonscrit à leur propre système. Elles soutiennent que les constatations recherchées par les États-Unis "rendraient l'intervention des entités infrafédérales dans l'exécution des lois fédérales généralement impossible

dans de vastes domaines de la réglementation économique". Elles allèguent que "c'est un sujet d'inquiétude considérable pour la totalité des Membres de l'OMC".

4.923 Ces thèmes se retrouvent tout au long des communications et interventions des CE. Ces dernières s'efforcent de dissuader le Groupe spécial de tirer des faits et du droit les conclusions évidentes qui s'imposent, en recourant à des manœuvres destinées à faire peur. En fait, elles disent qu'il convient d'interpréter leurs obligations au regard de l'article X:3 à la lumière des conséquences qu'aurait toute interprétation déterminée. C'est ce qui est apparu à l'évidence lorsqu'elles ont dit d'un même souffle que l'article XXIV:12 du GATT n'était pas pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT, mais qu'il le serait s'il était constaté que l'article X:3 a) prescrit aux CE de créer un organisme douanier centralisé et une juridiction douanière centralisée. (Réponse provisoire des CE à la question provisoire n° 155 du Groupe spécial)

4.924 Aux yeux des CE, une interprétation devrait être rejetée si, par exemple, elle exigeait une modification radicale de l'équilibre fédéral en leur sein. Mais cela est tout simplement à rebours de ce qui est. La relative difficulté de se conformer ne peut justifier l'adoption ou le rejet d'une interprétation déterminée d'une disposition d'un traité. Au surplus, en droit international coutumier, selon l'expression qu'on en trouve à l'article 27 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, "[u]ne partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité".

4.925 Au paragraphe 12 de leur déclaration liminaire à la présente réunion du Groupe spécial, les CE ont rappelé à celui-ci que "[l]es CE sont un Membre originel de l'OMC" et que, lorsque les parties contractantes sont convenues que les CE deviendraient un Membre originel, elles l'ont fait en ayant connaissance du "système d'administration douanière et de contrôle juridictionnel" des CE. Elles poursuivent le raisonnement en disant que, eu égard à cette connaissance, on ne saurait soutenir que leur système soit incompatible avec l'article X:3 du GATT. Mais, là encore, elles sont exactement à l'opposé de ce qui est. Il n'est pas vrai que les autres Membres originels de l'OMC doivent être réputés avoir acquiescé au manquement des CE à une obligation du GATT en ayant accepté qu'elles deviennent un Membre originel. En réalité, ce sont les CE qui devaient avoir envisagé et accepté les conséquences de l'article X:3 lorsqu'elles ont décidé de devenir un Membre à part entière de l'OMC. Elles ne sont pas libres à présent de soutenir que ces conséquences ne leur plaisent pas et qu'elles devraient donc être déchargées des obligations qu'elles ont librement acceptées.

4.926 Pour résumer, le tableau que les CE brossent des changements institutionnels qui devraient leur être apportés si le Groupe spécial faisait les constatations que les États-Unis demandent relève de la pure hyperbole, dénué qu'il est de tout rapport avec la question à trancher. Le Groupe spécial devrait décliner l'invitation des CE à interpréter l'article X:3 à la lumière de leur prédiction de ce qu'il leur faudrait faire pour se conformer à l'avenir à leurs obligations. Il ne devrait pas non plus accorder le moindre crédit à l'affirmation que les allégations des États-Unis entraîneront pour d'autres Membres de l'OMC des conséquences redoutables. Les allégations des États-Unis visent un problème propre uniquement aux CE, étant donné la combinaison unique qu'elles présentent d'une administration géographiquement fragmentée et d'une révision géographiquement fragmentée elle aussi.

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES[44]

5.1 Les arguments des tierces parties qui ont adressé des déclarations écrites et/ou orales au Groupe spécial sont résumés dans la présente section. Ces résumés reposent sur les résumés analytiques communiqués par ces tierces parties. Dans les cas où une tierce partie a communiqué par écrit des réponses aux questions posées par le Groupe spécial, ces réponses sont reprises à l'Annexe A (voir la liste des annexes, page xvi).

A. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

5.2 La Chine estime qu'elle a des intérêts substantiels dans l'affaire portée devant le Groupe spécial, que les Communautés européennes (les "CE") appliquent ou non leur législation douanière d'une manière uniforme, comme l'exige l'article X:3 a) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("le GATT de 1994"), et qu'elles aient ou non satisfait aux prescriptions de l'article X:3 b) du GATT de 1994 exigeant la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives se rapportant aux questions douanières.

1. Questions relatives à l'interprétation et l'application de l'article X:3 a)

a) Le champ d'application de l'article X:3 a) du GATT de 1994

5.3 L'article X:3 a) du GATT de 1994 concerne l'application des lois douanières, et non les lois douanières elles-mêmes. Les CE paraissent préoccupées par la question de savoir si l'article X:3 a) du GATT s'applique à l'application de la législation douanière à l'échelon local aussi bien qu'à l'échelon central.

5.4 En s'appuyant sur l'article XXIV:12 du GATT de 1994 et sur le rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, les CE sont parvenues à la conclusion que "l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas que les modalités d'application de la législation douanière soient fixées à l'échelon central de chaque Membre de l'OMC".[45]

5.5 Sans prendre position sur cette assertion des CE, la Chine ne pense pas pour autant que l'article XXIV:12 du GATT de 1994 et le rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or* soient faits pour étayer leur argument.

5.6 L'article XXIV:12 exige que les dispositions du GATT soient observées à la fois par le gouvernement central d'une partie contractante et par ses administrations régionales et locales et que le gouvernement central se charge de veiller à ce que les dispositions du GATT soient observées par ses administrations locales. Partant, si le gouvernement fédéral d'une partie contractante, à cause de ses structures administratives ou juridiques particulières, a des difficultés à faire en sorte que les dispositions du GATT soient observées par ses administrations locales, il doit encore chercher quelles sont les mesures raisonnables en son pouvoir pour que ses administrations locales observent les dispositions du GATT, conformément à l'article XXIV:12, jusqu'à ce qu'il soit mis fin aux actes ou mesures de ces administrations qui sont incompatibles avec de quelconques dispositions du GATT. Le gouvernement fédéral de cette partie contractante doit accorder une compensation pour l'annulation ou la réduction d'avantages résultant pour d'autres parties contractantes des dispositions du GATT que ces actes ou mesures de ses administrations locales auraient entraînée.[46]

---

[44] Le texte des notes de bas de page des sections VA à VI est le texte original des notes qui figurent dans les communications des tierces parties.

[45] Première communication écrite des CE, paragraphe 221.

[46] Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphe 65.

5.7 Selon le Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, l'article XXIV:12 s'applique aux mesures prises par les autorités locales des parties contractantes à régime fédéral dans l'application de leurs lois ou règlements locaux.[47] Le présent différend ne concerne pas une mesure prise par l'administration locale dans l'application des lois ou règlements locaux, mais la question de savoir si la législation douanière communautaire (c'est-à-dire celle de l'échelon central) peut être appliquée par les États membres des CE (c'est-à-dire les autorités de l'échelon local), et si cette application est faite d'une manière uniforme.

5.8 Toujours selon ce même groupe spécial du GATT dans l'affaire *Canada – Pièces de monnaie en or*, l'article XXIV:12 ne change pas le champ d'application des dispositions de l'Accord général.[48] La Chine considère comme les CE que "l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas la façon précise dont les Membres de l'OMC devraient appliquer leur législation douanière".[49] Cependant, l'obligation d'application uniforme des lois douanières ne doit pas varier.

b) Le sens du mot "uniforme" à l'article X:3 a) du GATT de 1994

5.9 Le sens ordinaire du mot anglais "uniform", dans l'acception qui nous intéresse ici, est "of one unchanging form, character, or kind; that is or stays the same in different places or circumstances, or at different times"[50] (qui est de forme, de caractère ou de nature unique et invariable; qui est ou reste identique dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments différents).

5.10 Dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, le Groupe spécial a dit: "Les lois douanières ne devraient pas varier, que chaque exportateur et importateur devrait pouvoir s'attendre à obtenir un traitement du même type et de la même manière, aussi bien à des moments et en des endroits différents que par rapport à d'autres personnes. Une application uniforme signifie que les Membres doivent veiller à ce que leurs lois soient appliquées de manière cohérente et prévisible ... Il s'agit ici de l'obligation d'appliquer de manière uniforme les lois et procédures douanières à l'égard des différents expéditeurs, voire d'une même personne à des moments différents et en des endroits différents."[51]

5.11 La Chine considère que l'interprétation, clarifiée par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, du mot "uniforme" tel qu'il est employé à l'article X:3 a) est pareille en substance au sens ordinaire du mot "uniforme".

5.12 La Chine estime que, pour tâcher d'élucider le sens du mot "uniforme", il convient de s'en rapporter à l'interprétation qu'en a donnée le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*.

c) Le critère d'uniformité prescrit par l'article X:3 a) du GATT de 1994

5.13 Les CE font valoir que "l'article X:3 a) du GATT ne fixe que des critères minimaux".[52] Elles s'appuient pour cela sur le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, dont elles citent le paragraphe suivant:

> "Il est également clair que l'article X:3 du GATT de 1994 établit certains critères minimaux *concernant la transparence et l'équité au plan de la procédure dans*

[47] Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphe 56.
[48] Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphe 63.
[49] Première communication écrite des CE, paragraphe 222.
[50] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume II, page 3488 (1993). (pièce US-4)
[51] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, WT/DS155/R, paragraphe 11.83.
[52] Première communication écrite des CE, paragraphe 231.

> *l'administration des règlements commerciaux*, et, selon nous, ces critères ne sont pas respectés en l'espèce. ..."[53] (pas d'italique dans l'original)

5.14 Les critères minimaux définis par l'Organe d'appel visent à assurer la transparence et l'équité au plan de la procédure dans l'application des règlements commerciaux, et non pas, directement, l'uniformité prescrite dans l'application de la législation douanière.

5.15 Les CE ont aussi invoqué le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* à l'appui de leur argument. Toutefois, les paragraphes qu'elles ont cités visent le sens du mot "uniforme" et ne concernent pas directement le critère d'uniformité.

2. Conclusion

5.16 La Chine remercie le Groupe spécial de lui avoir ménagé la possibilité de formuler des observations sur les questions en jeu dans la présente procédure, et elle espère que ses observations se révéleront utiles.

B. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Introduction

5.17 Le Japon participe à la présente procédure en raison des intérêts systémiques qu'il a dans l'interprétation et l'application correctes des alinéas a) et b) de l'article X:3 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("le GATT de 1994").

2. Compatibilité des mesures contestées avec l'article X:3 a) du GATT

a) Le sens du terme application "uniforme" à l'article X:3 a) du GATT de 1994

5.18 Pour commencer, le Japon, sur le principe, est d'accord avec les États-Unis pour considérer qu'il incombe aux CE, en leur qualité de partie contractante, d'assurer une administration uniforme des questions douanières sur tout le territoire communautaire[54] et que le terme "application générale", à l'article X:1 du GATT, signifierait, dans le cas des CE, l'application générale au sein de la Communauté dans son ensemble.

5.19 Les États-Unis allèguent que "la législation douanière des CE est appliquée par 25 administrations différentes, parmi lesquelles surgissent inévitablement des divergences, et les CE ne prévoient rien pour concilier ces divergences à l'échelle du système".[55] Les États-Unis développent cette idée en exposant que l'existence et l'absence de conciliation de ces divergences à l'échelle du système s'observent dans les classements tarifaires, l'évaluation en douane et les procédures douanières des États membres des CE.[56]

5.20 Pour déterminer le sens du terme "uniforme" dans le cadre de l'article X:3 a) du GATT, il est utile tout d'abord de rappeler la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*. Ce groupe spécial a jugé que, pour qu'une mesure d'un Membre soit incompatible avec l'article X:3 a) du GATT, il faudrait une incidence significative sur l'application générale de la loi de ce Membre, et non pas seulement une incidence sur l'issue de la seule affaire considérée. Ce groupe spécial a constaté ce qui suit:

---

[53] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 183.
[54] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 29 et 36.
[55] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 19.
[56] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 24 à 26, 40 sq.

> Il n'est certes pas inconcevable que les actions d'un Membre dans un cas particulier puissent constituer des éléments attestant un manque d'application uniforme, impartiale et raisonnable de ces lois, réglementations, décisions judiciaires et administratives, mais nous considérons que les actions en question devraient avoir une incidence notable sur l'application générale de la législation, et non pas simplement sur l'issue de la seule affaire considérée. En outre, nous estimons improbable qu'une telle conclusion puisse être tirée lorsque les actions entreprises dans le cadre de la seule affaire en question étaient, elles-mêmes, compatibles avec des obligations plus spécifiques découlant d'autres accords de l'OMC.[57]

5.21 La constatation du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* est elle aussi pertinente. Ce groupe spécial a constaté ce qui suit:

> Nous sommes d'avis qu'il ne faudrait pas envisager cette disposition comme une large interdiction de la discrimination. Nous ne pensons pas qu'elle doive être interprétée comme exigeant un traitement identique pour tous les produits. Ce serait donner une portée beaucoup trop vaste à ce paragraphe, qui est axé sur l'application dans la pratique des lois, règles et règlements douaniers. Il existe de nombreuses différences entre les produits qui pourraient exiger un traitement différencié, et nous ne pensons pas que cette disposition doive être considérée comme invitant, d'une manière générale, les groupes spéciaux à établir cette distinction.[58]

5.22 Le Groupe spécial du GATT chargé de l'affaire *CEE – Pommes de table* avait lui aussi constaté à propos de l'article X:3 a) du GATT que des différences minimes n'étaient pas constitutives d'une infraction à cette disposition, en ces termes[59]:

> Le Groupe spécial a en outre noté que le règlement en question de la Commission des Communautés était directement applicable dans les dix États membres concernés, d'une manière substantiellement uniforme, bien qu'avec quelques variations administratives mineures, par exemple, la forme sous laquelle les demandes de licences pouvaient être faites et la présentation de factures pro forma. Le Groupe spécial a jugé ces différences minimes et non constitutives d'une infraction à l'article X:3.

5.23 À la lumière des constatations qui précèdent et vu la complexité et le volume considérable des importations que traitent les autorités douanières, le Japon est d'avis, comme les CE, que "l'article X:3 a) fixe des critères minimaux"[60] pour assurer une application impartiale des lois liées au commerce. Le Groupe spécial devrait prendre en considération la nature de l'administration des questions douanières, qui bien souvent fait intervenir un nombre considérable d'importations et une multitude de produits différents compliqués à classer, à l'image de certaines réalités comme la rapidité des progrès technologiques et la fabrication en conséquence de produits nouveaux. Partant, le fait qu'il puisse exister des divergences entre des décisions particulières de diverses administrations des douanes n'est pas en soi incompatible avec l'article X:3 a) du GATT, comme tant les États-Unis que les CE le confirment.[61] Dans le présent contexte, il est nécessaire de voir si les divergences alléguées

---

[57] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 7.268.

[58] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R et Corr.1, adopté le 16 février 2001, paragraphe 11.84.

[59] Rapport du Groupe spécial du GATT, *CEE – Restrictions à l'importation de pommes de table* (L/6491-S36/100), adopté le 22 juin 1989, paragraphe 12.30.

[60] Première communication écrite des CE, paragraphe 231.

[61] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 25; première communication écrite des CE, paragraphe 238.

par les États-Unis existent bien et, dans l'affirmative, si elles sont poussées à un degré qui serait considéré comme incompatible avec l'article X:3 a) du GATT à la lumière de l'ensemble du système douanier considéré.

b) L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas les moyens spécifiques qu'un Membre doit employer pour assurer une application uniforme de la législation douanière; cette uniformité devrait être déterminée relativement à l'ensemble du système douanier considéré

5.24 En ce qui concerne l'allégation des États-Unis que les CE n'assurent pas la conciliation systématique des divergences, l'article X:3 a) du GATT "ne vise pas les lois douanières elles-mêmes, mais seulement leur application"[62] et "ne prescrit pas les moyens spécifiques qu'un Membre doit employer pour assurer une application uniforme de sa législation douanière", ainsi que le disent les CE.[63] Cela rejoint aussi le point de vue déjà mentionné du Japon selon lequel la question est de savoir si les résultats de l'application d'un moyen spécifique par un Membre assurent ou non, dans l'ensemble, une application uniforme.

5.25 Tout en espérant que, dans l'avenir, les Membres pousseront plus loin, en tant que de besoin, l'harmonisation de l'application de la législation douanière sur leurs territoires respectifs, le Japon est d'avis que la question des moyens spécifiques d'assurer une application uniforme des lois douanières est l'une de celles qui devraient être traitées dans le cadre des Négociations de Doha sur la facilitation des échanges, dont le but est de "clarifier et améliorer les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT de 1994 …".

5.26 En ce qui concerne le système des RTC ou la fonction du Comité du Code des douanes (CCD), il n'est pas inutile de rappeler que les RTC et le CCD représentent chacun un moyen particulier – et non pas le seul moyen – que les CE offrent pour assurer une administration uniforme des questions douanières. Il est nécessaire d'analyser d'autres moyens comme la réglementation relative au classement, les notes explicatives du SH et les avis du Comité, ainsi que les notes explicatives des CE pour déterminer si le système douanier communautaire dans son ensemble assure une application uniforme de la législation cadrant avec l'article X:3 a) du GATT.

3. Compatibilité des mesures contestées avec l'article X:3 b) du GATT

a) La mesure en question

5.27 Les États-Unis allèguent que les CE n'offrent pas de tribunaux ou de procédures permettant de réviser et rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières comme l'exige l'article X:3 b) du GATT.[64] Le Japon est comme eux d'avis que les CE étant l'entité responsable de l'application de la réglementation douanière, elles devraient offrir les tribunaux ou procédures permettant d'assurer cette révision et cette rectification dans les moindres délais.

5.28 Les États-Unis allèguent que les CE ne ménagent pas de possibilité de réviser l'administration des questions douanières parce que, par exemple, le "Code des douanes communautaire dit peu de chose sur la question des recours"[65] et "de fait, les délais constatés pour les révisions effectuées en premier ressort par les autorités douanières des États membres peuvent varier considérablement …

[62] Première communication écrite des CE, paragraphe 216.
[63] Première communication écrite des CE, paragraphe 303.
[64] Première communication écrite des États-Unis, section V, sous-section D.
[65] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 141 à 143.

exception faite des juridictions statuant en dernier ressort, le renvoi de questions [à la CEJ] par les tribunaux des États membres est laissé à leur discrétion".[66]

b) La compatibilité de la mesure contestée avec l'article X:3 b) du GATT

5.29 En ce qui concerne le reproche fait par les États-Unis aux CE de ne pas ménager de possibilité de réviser et rectifier l'administration des questions douanières faute d'une procédure de recours commune, le Japon tient à indiquer que, s'il est certes probable qu'une juridiction ou une procédure centrale assurerait ce résultat, une fois de plus, ce n'est peut-être pas là pour autant le seul moyen pour les CE de donner corps à une possibilité de réviser et de rectifier, surtout si l'on songe aux principes de la primauté et de l'effet direct du droit communautaire, qui s'imposent aux tribunaux nationaux des États membres des CE.[67] Comme les CE l'ont expliqué, les tribunaux nationaux pourraient "prendre la qualité de juridictions communautaires à compétence générale".[68]

5.30 Le Japon partage l'avis des CE selon lequel l'article X:3 b) du GATT "n'exige pas de juridiction ou procédure centrale pour former des recours contre les décisions administratives en matière douanière. Les Membres de l'OMC ne sont nullement obligés en vertu du GATT d'établir une juridiction semblable au Tribunal du commerce international des États-Unis."[69]

5.31 Comme chaque Membre est obligé, en vertu de l'article X:3 a) du GATT, d'administrer d'une manière uniforme la totalité de ses affaires douanières, il est raisonnable d'en déduire que les *résultats* des révisions effectuées dans les moindres délais conformément à l'article X:3 b) du GATT par les tribunaux ou procédures visés assureront cette uniformité dans l'administration des affaires douanières. En tout état de cause, ce serait une question relevant de l'article X:3 a) du GATT.

5.32 À propos de la critique formulée par les États-Unis lorsqu'ils disent que "de fait, les délais nécessaires à la révision effectuée en premier ressort par les autorités douanières des États membres peuvent varier considérablement"[70], les CE renvoient, pour le sens du mot anglais "prompt" à "without delay" (sans retard), où "delay" est "(a period of) time lost by inaction or inability to proceed" (un laps de) temps perdu par inaction ou incapacité d'aller de l'avant).[71] Le Japon convient que le GATT ne prévoit aucun critère spécifique pour mesurer la "promptitude" avec laquelle il convient de procéder à la révision et à la rectification et s'abstient pour le moment de creuser les questions de fait. Toutefois, si l'on peut discerner deux systèmes différents au sein de la Communauté – puisque dans un État membre la révision ou la rectification peut prendre jusqu'à un an, alors que dans un autre, elle est limitée à 30 jours –, cela paraît suggérer que le premier État membre, où elle prend un an, ne permet pas de "réviser ou rectifier dans les moindres délais", dans un laps de temps raisonnablement court, les mesures administratives.

4. Conclusion

5.33 Ainsi qu'il l'a exposé au début de sa communication, vu l'intérêt systémique qu'il a dans l'interprétation et à l'application correctes des alinéas a) et b) de l'article X:3 du GATT, le Japon espère beaucoup des délibérations du Groupe spécial sur les questions soulevées par les États-Unis en l'espèce au sujet de ces dispositions.

[66] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 146 à 149.
[67] Première communication écrite des CE, section III.A.3.
[68] Première communication écrite des CE, paragraphe 166.
[69] Première communication écrite des CE, paragraphe 465.
[70] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 146 à 149.
[71] Première communication écrite des CE, paragraphe 459.

C. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉSENTÉE PAR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Introduction

5.34 La Corée estime que certains aspects du système douanier des CE ne sont pas appliqués d'une manière uniforme, comme l'exigent les dispositions pertinentes du GATT de 1994. Toutefois, plutôt que de réitérer tous les arguments, la Corée traitera dans la présente communication certains points critiques.

2. Arguments juridiques

a) L'application non uniforme que font les CE des lois et règlements relatifs au classement tarifaire, à l'évaluation en douane et à d'autres procédures est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994

5.35 La question clé en l'espèce est de savoir si, dans une vision d'ensemble, le système douanier des CE assure l'uniformité d'application des lois et règlements douaniers.

5.36 La Corée ne conteste pas le fait que, par nature, les lois et règlements douaniers comportent l'exercice d'un pouvoir d'appréciation de la part des autorités douanières des Membres de l'OMC.[72] Un pouvoir d'appréciation ne signifie cependant pas pour autant que les autorités douanières aient toute latitude pour appliquer les lois et règlements douaniers d'une manière non uniforme, partiale ou déraisonnable. Si cela se produit, il ne s'agit pas de l'exercice d'un pouvoir d'appréciation, mais plutôt, tout simplement, d'un manquement à l'obligation explicite imposée par l'article X:3 a) du GATT de 1994.

5.37 En matière de contrôle douanier, les CE ont effectivement des lois et règlements "uniformes". Toutefois, ce que l'article X:3 a) prescrit et ce que les États-Unis contestent ici (et donc ce qui inquiète la Corée en sa qualité de participant tiers), ce ne sont pas les lois et règlements eux-mêmes. En réalité, ce qui est au cœur de la contestation en l'espèce, c'est le fait que ces lois et règlements communautaires sont appliqués individuellement par 25 États membres d'une manière non uniforme. Ces 25 États membres ont leurs propres autorités douanières qui appliquent les lois et règlements douaniers comme bon leur semble, en matière de classement, évaluation en douane et autres procédures douanières.

5.38 La Corée reconnaît et respecte comme il se doit les caractéristiques singulières des CE, dont les 25 États membres exercent tous individuellement leurs pouvoirs en matière douanière. Ces singularités ne doivent pas pour autant servir de prétexte pour se soustraire aux obligations applicables par ailleurs dans le cadre de l'OMC, y compris le GATT de 1994. En leur qualité de Membre à part entière de l'OMC, distinctes de leurs États membres qui les constituent, les CE sont tenues de s'assurer qu'ont été mis en place des mécanismes ayant le même effet qu'une application uniforme de leurs lois et règlements douaniers. Même si tous leurs États membres conservent des administrations douanières particulières en vertu de l'acte constitutif, les CE auraient au moins dû savoir que les divergences en matière de pratiques et règlements douaniers seraient légion parmi leurs États membres, et donc mettre en place un mécanisme permettant d'harmoniser et de concilier ces pratiques et règlements divergents.

[72] Première communication écrite des CE, en date du 16 août 2005, paragraphe 60 ("Autre point important, l'article X:3 a) [du] GATT ne prescrit pas la façon précise dont les Membres de l'OMC devraient appliquer leurs lois douanières d'une manière uniforme").

5.39 Aux yeux de la Corée, ce problème dû à la singularité du système douanier communautaire s'aggravera avec le temps. Étant donné la poursuite du progrès technologique et l'incessante apparition de produits nouveaux hybrides, le contrôle douanier et la réglementation douanière deviennent de plus en plus compliqués.

5.40 Tout ce que les CE font pour essayer de minimiser cette confusion et cette incohérence s'écroule lorsque l'on examine ce qui se passe "sur le terrain". La Corée souligne que ce qui est important pour l'examen de l'article X:3 a), c'est la réalité que les exportateurs étrangers doivent affronter à la frontière. Dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, le Groupe spécial a observé que "l'article X:3 a) exige un examen de l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants qui participent aux échanges".[73] Dans le système actuel de désordre au sein de la Communauté, il est tout simplement impossible à "chaque exportateur et chaque importateur … [de] s'attendre à obtenir un traitement du même type et de la même manière, aussi bien à des moments et en des endroits différents …".[74]

5.41 En ce qui concerne en particulier le classement, le système dit des renseignements tarifaires contraignants ("RTC") ne fait que compliquer encore la situation au lieu d'atténuer le problème actuel, parce que son effet contraignant n'est pas universel et parce qu'il laisse la possibilité de se lancer à la recherche du RTC le plus favorable.

5.42 Avoir 25 manières différentes d'appliquer les lois et règlements douaniers n'est nullement "uniforme" au sens ordinaire de ce terme.[75] La Corée estime qu'il n'est possible d'atteindre à l'"uniformité" que par un mode identique d'application (ou quelque chose de comparable à cette application identique) des lois et règlements douaniers sur la totalité du territoire d'un Membre de l'OMC – en l'occurrence, les territoires des 25 États membres des CE.[76] Peu importe comment les CE essaient de justifier cela, le fait est que leur administration des questions douanières, telle qu'elle se présente actuellement, ne garantit ni la cohérence ni la prévisibilité des procédures de classement, d'évaluation ou autres procédures douanières. C'est exactement là la situation contre laquelle le Groupe spécial de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* mettait en garde.[77]

5.43 Les exportateurs coréens ont dû traiter avec chaque organisme douanier de chaque État membre de manière ponctuelle, sans aucune garantie que les autres membres des CE en viendraient à la même conclusion ou à une conclusion analogue pour la même question ou une question analogue.

5.44 Compte tenu de tout ce qui précède, en n'appliquant pas les lois et règlements douaniers d'une manière "uniforme", les CE manquent aux obligations que leur impose l'article X:3 a) du GATT de 1994.

b) Le fait que le système judiciaire communautaire n'offre pas de mécanisme viable pour réviser dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant à des questions douanières est contraire à l'article X:3 b) du GATT de 1994

5.45 De plus, le Membre de l'OMC est aussi obligé d'offrir au négociant lésé la possibilité d'une révision judiciaire "dans les moindres délais" d'une décision administrative rendue par ses autorités douanières. Il est à noter que l'obligation imposée au Membre de l'OMC n'est pas d'offrir une simple révision, mais une révision "dans les moindres délais". Or, le système judiciaire des CE est loin

[73] *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R, rapport du Groupe spécial adopté le 16 février 2001 ("*Argentine – Peaux et cuirs*"), paragraphe 11.77. (pas d'italique dans l'original)

[74] *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.83.

[75] Article 31(1) de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

[76] *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.83.

[77] *Id.*

d'offrir un contrôle juridictionnel "dans les moindres délais" des décisions et mesures administratives des autorités douanières des États membres des CE. De fait, les négociants sont forcés de s'accommoder d'une source de complication supplémentaire en raison des lenteurs et du caractère peu concluant du contrôle juridictionnel communautaire.

5.46 Les caractéristiques et l'organisation structurelle singulières des CE ne doivent pas servir de prétexte pour contrevenir aux dispositions par ailleurs applicables du GATT de 1994.

5.47 Chaque État membre des CE, rappelons-le, possède son propre organisme douanier, qui rend des décisions administratives indépendantes de celles de ses homologues. Il va sans dire que, parmi les États membres, il y a souvent des contradictions entre les décisions des administrations douanières sur les mêmes questions. Ces contradictions sont d'autant plus compliquées que vient s'y ajouter encore une autre source de divergences: les recours contre ces décisions administratives formés devant les tribunaux de chaque État membre, compétents pour statuer sur toute question douanière faisant l'objet d'un recours et appliquer la règle de droit voulue, là encore indépendamment des tribunaux nationaux d'un autre État membre. En sa qualité d'État membre, chacun jouit d'une très large latitude pour procéder "à sa manière" au contrôle juridictionnel des mesures administratives douanières. À titre d'exemple, il n'y a pas de règle commune pour le cadre temporel de la révision.[78] De ce fait, le contrôle juridictionnel exercé par les États membres a d'ordinaire pour effet d'accentuer la confusion et l'incohérence déjà graves causées par le manque d'uniformité dans l'application des lois et règlements douaniers, ainsi qu'il était expliqué plus haut à la section 2 a), au lieu de donner une certitude définitive.

5.48 Ce n'est qu'après être passé par le contrôle juridictionnel des tribunaux nationaux que le négociant étranger a une chance d'accéder à une juridiction communautaire dont la compétence s'étend sur la totalité du territoire communautaire: la CEJ. Pour résumer, avant d'obtenir une révision viable par une juridiction communautaire, les négociants doivent en passer par une procédure de plus, que ce ne serait le cas avec les autres Membres de l'OMC, et qui plus est une procédure fort longue.

5.49 Les CE soutiennent que la CEJ remplit l'obligation que leur impose l'article X:3 b) du GATT de 1994.[79] Mais étant donné que le négociant lésé ne peut avoir accès à elle qu'à l'issue du contrôle juridictionnel exercé au niveau des États membres, la Cour n'est pas une enceinte viable permettant de réviser "dans les moindres délais" la mesure contestée. En outre, même si la Cour finit par rendre un jour sa décision, ce qui s'ensuit fondamentalement est encore une autre "navette" entre elle-même et les tribunaux nationaux, par opposition à une solution définitive immédiate du litige.[80] Dans ces conditions, la Corée ne pense pas que ce contrôle juridictionnel soit une révision "dans les moindres délais".

5.50 L'effort des CE pour justifier la situation en réaffirmant les aspects singuliers qui caractérisent leur structure ne tient pas non plus.[81] Constituant une entité économique unique, les CE sont titulaires, en cette qualité, dans le cadre de l'OMC de droits et d'obligations formant un tout. Elles ne sauraient simplement en revendiquer l'avantage tout en faisant abstraction des obligations qui en découlent, surtout si cela crée une charge déraisonnable pour leurs partenaires commerciaux.

5.51 À la lumière des raisons qui précèdent, la Corée considère que les CE n'offrent pas de juridiction permettant de réviser dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant à des questions douanières et qu'elles manquent ainsi à leur obligation au regard de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

---

[78] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 106 et 107.
[79] Première communication écrite des CE, pages 127 et 128.
[80] Première communication écrite des États-Unis, pages 109 et 110.
[81] *Voir*, en général, la première communication écrite des CE, section III.

3. Conclusion

5.52 Pour les raisons exposées ci-dessus, les CE ne s'acquittent pas des obligations que leur imposent les alinéas a) et b) de l'article X:3 du GATT de 1994. La Corée a l'honneur d'en conclure que le Groupe spécial devrait juger que le système douanier des CE, décrit ci-dessus, est incompatible avec les alinéas a) et b) de l'article X:3 du GATT de 1994.

D. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉSENTÉE PAR LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Introduction

5.53 Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu est heureux de l'occasion qui lui est donnée d'exposer ses vues dans le présent différend, étant donné l'intérêt systémique et commercial substantiel qu'il a dans l'issue de cette affaire et aussi le fait que les Communautés européennes (CE) sont l'une des grandes puissances commerçantes du monde. À ce titre, il est impératif qu'en leur qualité de Membre à part entière de l'OMC, les CE se soumettent aux obligations d'application uniforme de leurs lois et règlements douaniers énoncées à l'article X:3 a) et b) du GATT de 1994, sans exception.

2. Arguments

5.54 Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu considère que, pour une bonne part, les arguments des CE sont soit hors de propos, soit de nature à induire en erreur, surtout en ce qui concerne la qualification des arguments formulés par les États-Unis. D'emblée, il importe d'indiquer que les CE elles-mêmes sont un Membre de plein exercice de l'OMC et qu'elles conduisent leurs affaires en cette qualité, bien qu'elles comptent 25 États membres distincts qui sont eux-mêmes Membres de l'OMC. Partant, les CE, comme n'importe quel autre Membre de l'OMC, sont tenues de l'obligation d'observer les règles énoncées à l'article X:3 du GATT de 1994.

5.55 À propos de l'interprétation de l'article X:3 a), le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu reste perplexe devant le mal que se donnent les CE pour mettre l'accent sur l'*application* des lois, règlements, décisions administratives et judiciaires, comme si ce n'était pas là la contestation faisant l'objet du recours des États-Unis. Nous n'entendons pas contester que l'article X:3 a) vise l'application des lois, règlements et décisions judiciaires et administratives et non pas ces instruments eux-mêmes, ni que l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes* ait précisément établi cette distinction.[82] Toutefois, cette interprétation de l'article X:3 a) ne contredit pas pour autant le fait que les CE, en leur qualité de Membre de l'OMC, sont bel et bien dans l'obligation d'*appliquer* leurs lois et règlements d'une manière *uniforme*. C'est précisément là, selon nous, l'obligation dont les États-Unis allèguent qu'elles la violent. Les CE n'ont pas présenté d'arguments pertinents en sens contraire.

5.56 Les CE indiquent que la manière dont elles ont appliqué leurs lois, règlements et décisions administratives et judiciaires en matière douanière procède de leur fédéralisme exécutif, lequel est un choix constitutionnel fondamental et légitime et devrait se voir accorder le même respect que ceux des États-Unis.[83] Ni le choix constitutionnel des CE, ni celui des États-Unis ne nous paraissent pertinents en l'espèce. Les États-Unis, à notre sens, ne contestent pas la structure du gouvernement des CE, pas plus qu'ils ne cherchent à interpréter l'article X:3 a) comme prescrivant la création d'une administration douanière unique. Il est vrai que l'OMC ne dicte pas comment un Membre doit

[82] *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS27/AB/R, paragraphe 200.

[83] Première communication écrite des CE, paragraphe 204.

organiser son gouvernement, pas plus que l'article X:3 a) du GATT ne "préjuge la question de savoir comment les autorités douanières d'un Membre de l'OMC sont structurées et organisées", ainsi que le disent les CE.[84] Néanmoins, il est tout aussi vrai que la structure et l'organisation du gouvernement d'un Membre ne doivent diminuer en rien les obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC. Après tout, c'est le même gouvernement qui a consenti à l'ensemble d'obligations instituées dans le cadre de l'OMC. Quel que soit le choix constitutionnel des CE, la question à trancher en l'espèce se ramène au point de savoir si elles ont rempli leurs obligations.

5.57 Les CE conjecturent aussi qu'une considération politique, le désir de peser sur les négociations du Cycle de Doha sur la facilitation des échanges, a joué dans la décision des États-Unis de porter le présent différend devant l'OMC.[85] Là encore, la question est sans intérêt, car spéculer sur les mobiles qui ont inspiré à un Membre la décision de porter un différend devant l'OMC ne serait de la part du Groupe spécial ni constructif ni utile pour résoudre ce différend. Le Groupe spécial a pour tâche de décider si les allégations des États-Unis sont étayées par les dispositions de l'article X:3 a) et b) du GATT et par les données de fait pertinentes. Ainsi, une décision en faveur des États-Unis ne signifierait pas que le Groupe spécial ait cédé à des considérations politiques, mais simplement que les CE n'ont pas dûment rempli leurs obligations au regard des dispositions applicables.

5.58 Les CE citent les rapports du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* et du Groupe spécial du GATT *CE – Pommes de table* à l'appui de l'argument qu'un traitement différencié et des variations mineures entre les États membres des CE dans l'application des lois douanières ne sont pas constitutives d'une infraction à l'article X:3 a) du GATT.[86] C'est là une dénaturation des précédents comme des faits en cause. La citation du rapport *Argentine – Peaux et cuirs* qui figure dans la première communication écrite des CE évoque les "nombreuses différences entre les produits qui pourraient exiger un traitement différencié".[87] Telle n'est pas la question à trancher en l'espèce. Le présent différend concerne les *mêmes produits* qui doivent être traités d'une "manière … uniforme", dans des ports d'entrée différents à des moments différents. Cette citation ne vient donc pas étayer l'argument des CE.

5.59 Pour passer à l'affaire *CE – Pommes de table*, les "variations administratives mineures" concernent la forme sous laquelle les demandes de licences pouvaient être présentées et la présentation de factures pro forma. En l'espèce, les traitements différenciés sont le résultat des procédures douanières de classement, évaluation et autres. Les divergences en matière de classement, valeur en douane et procédures douanières (concernant les sanctions et la transformation sous douane) touchent directement au cœur du travail des autorités douanières, elles ont une incidence énorme sur les échanges commerciaux et elles ne sauraient être comparées aux variations mineures de la forme des demandes de licences et de la présentation de factures pro forma mentionnées dans l'affaire *CE – Pommes de table*. Les classements tarifaires, valeurs en douane et procédures en cause en l'espèce ne sauraient être qualifiés de variations administratives mineures. Autrement, l'article X:3 a) s'en trouverait totalement vidé de sons sens.

5.60 Sur la suffisance des éléments de preuve, l'argument des CE que les États-Unis ne se sont pas acquittés de la charge de la preuve qu'il leur incombait de rapporter est lui aussi dénué de fondement. Les États-Unis citent l'exemple des "doublures opaques pour rideaux et tentures"[88] et celui des moniteurs DVI et ACL[89] à l'appui du grief de manque d'uniformité dans l'application de la législation régissant les classements tarifaires qu'ils formulent à l'encontre des CE. Sur l'application non

[84] *Id.*, paragraphe 252.
[85] *Id.*, paragraphes 229 et 230.
[86] *Id.*, paragraphes 232 et 233.
[87] *Id.*, paragraphe 232.
[88] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 67.
[89] *Id.*, paragraphe 74.

uniforme du droit communautaire de l'évaluation en douane, les États-Unis citent l'analyse de la Cour des comptes des CE portant sur les positions différentes prises par différents États membres sur le point de savoir si les coûts de réparation automobile couverts en vertu d'une garantie du vendeur devaient ou non être déduits de la valeur en douane.[90] Donnant un exemple, les États-Unis notent que différents États membres des CE ont pris des positions différentes sur le point de savoir si un importateur est lié ou non aux sociétés extracommunautaires qui fabriquent ses produits et comment ces produits doivent être évalués.[91] Sur le chapitre des procédures douanières, les États-Unis citent une décision de la Cour européenne de justice disant qu'au regard du droit communautaire les différents États membres sont en droit d'imposer, et imposent effectivement, des sanctions différentes.[92] Sur la procédure dite de "transformation sous douane", les États-Unis signalent que différents États membres appliquent ces critères différemment, ce qui peut avoir une incidence commerciale importante.[93] Comme les États-Unis le démontrent, les prescriptions auxquelles doivent effectivement satisfaire les utilisateurs des "procédures de domiciliation" varient notablement d'un État membre à l'autre, le processus étant beaucoup plus lourd dans certains États membres que dans d'autres.[94] Comme le montrent les exemples donnés ci-dessus, les États-Unis ne s'appuient pas seulement sur l'argument que les lois douanières des CE étant appliquées par 25 autorités différentes, il surgit inévitablement parmi elles des divergences.[95] Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que les États-Unis se sont suffisamment acquittés de la charge de la preuve qui leur incombait au départ. C'est aux CE, qui y ont échoué jusqu'ici, de combattre par la preuve contraire les éléments établis *prima facie* par les États-Unis.

5.61 Pour finir, s'agissant de l'article X:3 b), cette disposition prescrit aux Membres de "maint[enir] … des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin … *de réviser et de rectifier dans les moindres délais* les mesures administratives se rapportant aux questions douanières". (pas d'italique dans l'original) Les CE font valoir qu'il est possible de remplir cette condition en ayant plusieurs tribunaux dont chacun est compétent pour une partie du territoire du Membre.[96] Or, on voit mal comment l'objectif déclaré, qui est de réviser et rectifier les mesures administratives dans les moindres délais, peut être atteint si le Membre en question n'établit pas de procédure par laquelle les décisions des tribunaux administratifs ou judiciaires font en fin de compte autorité sur la totalité du territoire du Membre. On ne voit pas bien comment les décisions d'une juridiction administrative ou judiciaire sur une mesure administrative se rapportant à des questions douanières rendues dans un État membre des CE peuvent être acceptées et exécutées par l'administration douanière située dans un autre État membre. De plus, le délai requis pour obtenir une décision judiciaire ou administrative des divers tribunaux peut varier grandement selon les États membres. On ne voit pas bien non plus comment les CE peuvent garantir que les révisions et rectifications opérées par les divers tribunaux situés dans différents États membres sont menées à bien dans les moindres délais.

3. Conclusion

5.62 Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a l'honneur de demander au Groupe spécial de prendre soigneusement en considération les vues exposées ci-dessus.

---

[90] *Voir* Cour des comptes, Rapport spécial n° 23/2000 relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), accompagné des réponses de la Commission, réimprimé au *Journal officiel des Communautés européennes* C84, paragraphes 73 et 74 (14 mars 2001) ("Rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane") (pièce US-14); première communication écrite des États-Unis, paragraphes 78 à 96.

[91] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 91.

[92] *Id.*, paragraphe 101.

[93] *Id.*, paragraphes 106 à 108.

[94] *Id.*, paragraphes 110 à 118.

[95] *Id.*, paragraphe 20.

[96] Première communication écrite des CE, paragraphe 454.

E. DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Introduction

5.63 Ce qui retient surtout l'attention de l'Argentine, c'est le fait que l'interprétation de l'article X:3 b) établit l'obligation d'instituer ou de maintenir des tribunaux ou procédures fonctionnels pour l'objet et le but de l'article X:3 du GATT de 1994 – en d'autres termes, d'assurer "dans les moindres délais" la révision et la rectification uniformes des réglementations commerciales dans l'ensemble des États membres des CE.

2. Le lien entre l'alinéa b) et l'alinéa a) de l'article X:3 du GATT de 1994

5.64 L'Argentine est d'accord avec les États-Unis pour considérer que l'alinéa a) de l'article X:3 du GATT de 1994 est le contexte immédiat et pertinent pour l'interprétation du sens et de la portée de l'obligation énoncée à l'alinéa b) de l'article X:3, car c'est précisément dans le contexte de l'obligation d'appliquer les réglementations commerciales d'une manière uniforme que se situe l'obligation faite à chaque Membre de l'OMC d'instituer ou de maintenir des tribunaux ou des procédures aux fins de réviser ou rectifier les règlements commerciaux.

5.65 L'Argentine considère que – indépendamment des différences de nature qu'il peut y avoir entre les obligations énoncées aux alinéas a) et b) de l'article X:3 du GATT de 1994 – il y a entre les deux alinéas un lien très net, dans la mesure où l'article X:3 tout entier doit être lu et interprété comme un ensemble cohérent sans aucune contradiction interne afin que le respect d'une obligation n'altère ni ne diminue le respect d'une autre (le principe de l'effet utile). Il ne faut pas davantage oublier que, de plus, ce lien procède du fait que le législateur a placé ces obligations dans des alinéas différents du même paragraphe.

5.66 En conséquence, selon l'alinéa a) de l'article X:3, tous les Membres de l'OMC sont tenus d'appliquer leurs lois, règlements, décisions judiciaires et dispositions administratives d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. En outre, selon l'alinéa b) de l'article X:3, tous les Membres de l'OMC sont tenus d'instituer des procédures judiciaires, arbitrales ou administratives pour réviser ou rectifier les mesures administratives qui seraient appliquées d'une manière non uniforme, partiale ou déraisonnable. Les procédures mentionnées à l'alinéa b) de l'article X:3 devraient donc assurer, entre autres choses, l'application uniforme des règlements commerciaux que prescrit l'alinéa a) de l'article X:3 du GATT de 1994.

5.67 Pour les raisons qui précèdent, l'Argentine ne remet pas en question le caractère *sui generis* des CE, pas plus que le fait que les Membres de l'OMC conservent une certaine latitude lorsqu'ils s'acquittent des obligations que leur impose l'article X par suite du libellé spécial de cet article. Néanmoins, elle considère que cela ne doit pas pour autant constituer un obstacle et que – étant un Membre de l'OMC distinct des États membres qui en font partie – les CE sont assujetties aux obligations posées aux alinéas a) et b) de l'article X:3 et, à ce titre, devraient instituer ou maintenir à des fins de révision et de rectification des tribunaux ou des procédures qui assurent une application uniforme de leurs règlements commerciaux sur tout le territoire communautaire.

3. "Les moindres délais" en tant qu'obligation à l'article X:3 b)

5.68 L'Argentine est d'accord avec les parties au différend pour considérer que l'obligation énoncée à l'alinéa b) de l'article X:3 du GATT de 1994 ne consiste pas exclusivement à instituer ou maintenir des tribunaux ou des procédures pour réviser ou rectifier des mesures administratives, mais signifie aussi que ces procédures doivent être instituées de manière à permettre de réviser et rectifier les décisions des autorités douanières "*dans les moindres délais*".

5.69 L'Argentine est du même avis que les CE sur le sens de l'expression "dans les moindres délais", à savoir que la décision de l'autorité douanière devrait être révisée ou rectifiée dans un laps de temps raisonnablement court.

5.70 Pour déterminer quand ce laps de temps est "raisonnablement court", l'article X:3 du GATT de 1994 s'adresse au premier chef aux importateurs et aux exportateurs. Il a pour objet et pour but de préserver certaines situations concurrentielles, comme l'a indiqué le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*.

5.71 L'Argentine considère par conséquent qu'il y a infraction à l'article X:3 b) si les procédures judiciaires, arbitrales ou administratives ne permettent pas de réviser ou de rectifier une mesure administrative dans un laps de temps "raisonnablement court" (dans les moindres délais), afin de préserver les chances de soutenir la concurrence que les exportateurs et les importateurs peuvent légitimement espérer.

5.72 L'Argentine tient à souligner que tant les paragraphes 1 et 3 de l'article X du GATT de 1994 que la jurisprudence de l'OMC font des exportateurs et des importateurs les principaux bénéficiaires des obligations énoncées dans cet article.

5.73 L'Argentine considère par conséquent que leur situation *sui generis* ne contredit pas le fait que – en leur qualité de Membre de l'OMC indépendamment des États qui les constituent – les CE doivent, conformément à l'article X:3 b), non seulement veiller à ce qu'il y ait des mécanismes pour réviser et rectifier les décisions des autorités douanières de l'ensemble de leurs États membres, mais encore à ce que cela se fasse "dans les moindres délais".

5.74 À cet égard, nonobstant la marge discrétionnaire laissée par les CE à leurs États membres (en ce qui concerne les procédures applicables pour réviser et rectifier les décisions des autorités douanières), l'absence dans la législation communautaire de toute référence précise aux délais à respecter à cette fin implique que les CE ne garantissent pas, en tout état de cause, aux autres Membres de l'OMC que les révisions et rectifications seront effectuées "dans les moindres délais" sur tout le territoire de la Communauté comme l'exige l'alinéa b) de l'article X:3.

F. DÉCLARATION ORALE DE L'AUSTRALIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

5.75 L'Australie s'est jointe à la procédure en cours en qualité de tierce partie en raison des intérêts systémiques qu'elle a dans les questions que le Groupe spécial examine. Elle s'abstient donc à ce stade de prendre position sur les faits de la cause.

5.76 En leur qualité de Membre à part entière de l'OMC, les Communautés européennes sont tenues de se conformer à l'article X:3 a) du GATT de 1994 en veillant à ce que leur système douanier fonctionne d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable.

5.77 L'Australie convient que l'article X:3 a) n'est pas une disposition prescriptive et qu'il vise l'application des lois douanières et non les lois elles-mêmes. Il est évident que les Membres de l'OMC conservent toute latitude en ce qui concerne leur système administratif, à condition que celui-ci soit uniforme, impartial et raisonnable.

5.78 L'Australie reconnaît aussi que, vu la complexité des systèmes douaniers, il peut surgir de temps à autre quelques divergences, mais que celles-ci ne devraient pas être répandues ou fréquentes au point de rendre l'administration douanière incompatible avec l'article X:3 a).

5.79 La question qui se pose au Groupe spécial est de savoir si les divergences dont il est allégué qu'elles résultent du système particulier des Communautés européennes (c'est-à-dire le fait de s'appuyer sur les systèmes nationaux de leurs États membres) sont à ranger dans cette catégorie.

5.80 Comme à l'article X:3 a), les Communautés européennes, en leur qualité de Membre à part entière de l'OMC, sont tenues de se conformer à l'article X:3 b) du GATT de 1994 en veillant à ce qu'il existe des tribunaux ou des procédures permettant de réviser et rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières.

5.81 L'Australie tient à faire valoir que l'article X:3 b) n'est pas une disposition prescriptive et ne renferme aucune obligation d'être doté d'une juridiction centrale. En revanche, elle défend effectivement l'idée que les décisions des organes judiciaires ou administratifs de révision devraient être appliquées de manière cohérente et également disponibles sur tout le territoire du Membre de l'OMC. Pour le Groupe spécial, il s'agit de savoir si le système de révision des questions douanières des Communautés européennes donne ou non ce résultat.

5.82 Sur l'exigence d'une révision dans les moindres délais, il serait souhaitable aux yeux de l'Australie que le cadre temporel de la révision soit raisonnablement comparable quel que soit le lieu, sur le territoire du Membre, où cette révision est demandée. Cela empêcherait, entre autres choses, les négociants de rechercher pour la révision le tribunal qu'ils comptent voir produire le plus vite une solution et contribuerait à l'uniformité de démarche (comme le veut l'article X:3 a)).

G. DÉCLARATION ORALE DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Le champ d'application de l'article X:3 a) du GATT de 1994

5.83 La Chine considère que l'article X:3 a) du GATT de 1994 concerne l'application des lois douanières, et non les lois douanières elles-mêmes. Les CE paraissent préoccupées par la question de savoir si l'article X:3 a) du GATT vaut pour l'application des lois douanières au niveau local aussi bien qu'à l'échelon central.

5.84 De l'article XXIV:12 du GATT de 1994 et du rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, les CE ont tiré la conclusion que "l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas que les modalités d'application de la législation douanière soient fixées à l'échelon central de chaque Membre de l'OMC".

5.85 Sans prendre position sur cette assertion des CE, la Chine ne pense pas pour autant que l'article XXIV:12 du GATT de 1994 et le rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or* soient faits pour étayer leur argument.

5.86 L'article XXIV:12 exige que les dispositions du GATT soient observées à la fois par le gouvernement central d'une partie contractante et par ses autorités régionales ou locales et que le gouvernement central se charge de veiller à ce que les autorités locales observent ces dispositions. Ainsi, si le gouvernement fédéral d'une partie contractante se trouve à cause de ses structures administratives ou juridiques particulières devant de quelconques difficultés à assurer l'observation des dispositions du GATT de la part des autorités locales, il doit quand même rechercher les mesures raisonnables en son pouvoir pour obtenir que celles-ci les observent, conformément à l'article XXIV:12, jusqu'à ce qu'il soit mis fin aux actes ou mesures des autorités locales qui sont incompatibles avec des dispositions du GATT. Le gouvernement fédéral de cette partie contractante accordera une compensation pour les avantages résultant pour d'autres parties contractantes des dispositions du GATT qui auraient été annulés ou compromis par ces actes ou mesures de ses autorités locales.

5.87 Selon le Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, l'article XXIV:12 s'applique aux mesures prises par les autorités locales de parties contractantes à régime fédéral dans le cadre de l'application de leurs lois ou règlements arrêtés à l'échelon local. Le présent différend ne concerne pas une mesure prise par l'autorité locale dans le cadre de l'application des lois ou règlements locaux, mais le point de savoir si la législation douanière des CE (c'est-à-dire les lois de l'échelon central) peut n'être appliquée que par les États membres (c'est-à-dire les autorités de l'échelon local) et si cette application s'effectue d'une manière uniforme.

5.88 Toujours selon le Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, l'article XXIV:12 ne modifie pas le champ d'application des dispositions du GATT. La Chine convient avec les CE que "l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas la façon précise dont les Membres de l'OMC devraient appliquer leur législation douanière". Cela dit, l'obligation d'application uniforme de la législation douanière ne devrait pas varier.

2. Le sens du mot "uniforme" à l'article X:3 a) du GATT de 1994

5.89 Le sens ordinaire du mot anglais "uniform", dans l'acception qui nous intéresse ici, est "of one unchanging form, character, or kind; that is or stays the same in different places or circumstances, or at different times"[97] (qui est de forme, de caractère ou de nature unique et invariable; qui est ou reste identique dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments différents).

5.90 Dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, le Groupe spécial a dit: "Les lois douanières ne devraient pas varier, que chaque exportateur et importateur devrait pouvoir s'attendre à obtenir un traitement du même type et de la même manière, aussi bien à des moments et en des endroits différents que par rapport à d'autres personnes. Une application uniforme signifie que les Membres doivent veiller à ce que leurs lois soient appliquées de manière cohérente et prévisible … Il s'agit ici de l'obligation d'appliquer de manière uniforme les lois et procédures douanières à l'égard des différents expéditeurs, voire d'une même personne à des moments différents et en des endroits différents."

5.91 La Chine considère que l'interprétation, clarifiée par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, du mot "uniforme" tel qu'il est employé à l'article X:3 a) est pareille en substance à ce sens ordinaire du mot "uniforme".

5.92 La Chine estime que pour tâcher d'élucider le sens du mot "uniforme", il convient de s'en rapporter à l'interprétation qu'en a donnée le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*.

3. Le critère d'uniformité prescrit par l'article X:3 a) du GATT de 1994

5.93 Les CE font valoir que "l'article X:3 a) du GATT ne fixe que des critères minimaux". Elles s'appuient pour cela sur le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, dont elles citent le paragraphe suivant:

> "Il est également clair que l'article X:3 du GATT de 1994 établit certains critères minimaux *concernant la transparence et l'équité au plan de la procédure dans l'administration des règlements commerciaux*, et, selon nous, ces critères ne sont pas respectés en l'espèce. …" (pas d'italique dans l'original)

5.94 Les critères minimaux définis par l'Organe d'appel visent à assurer la transparence et l'équité au plan de la procédure dans l'application des règlements commerciaux, et non pas, directement, l'uniformité prescrite dans l'application de la législation douanière.

---

[97] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume II, page 3488 (1993) (pièce US-4).

5.95 Les CE ont aussi invoqué le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* à l'appui de leur raisonnement. Toutefois, les paragraphes qu'elles ont cités visent le sens du mot "uniforme" et ne concernent pas directement le critère de l'uniformité.

H. DÉCLARATION ORALE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Arguments relatifs à la compatibilité des mesures attaquées avec l'article X:3 a) du GATT

5.96 Le Japon tient à ajouter, comme fondement de l'argument selon lequel "l'article X:3 a) fixe des critères minimaux"[98], la constatation faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, à savoir "il est clair que l'article X:3 du GATT de 1994 établit certains critères minimaux concernant la transparence et l'équité au plan de la procédure dans l'administration des règlements commerciaux".[99] La Chine a signalé que cette constatation ne concerne pas directement l'uniformité prescrite. L'article X:3 a) ne stipule pas "la transparence et l'équité au plan de la procédure" de l'administration, mais plutôt la "manière uniforme, impartiale et raisonnable" dont les règlements commerciaux doivent être mis en œuvre. Dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, cependant, l'Organe d'appel a caractérisé les prescriptions de l'article X:3 a) comme "la transparence et l'équité au plan de la procédure". C'est ce qui ressort effectivement du sens des termes anglais "uniform", "transparent" et "fair" ("uniforme", "transparent" et "équitable"). L'"uniformité" dans une administration assurerait une application qui est de forme, de caractère ou de nature invariable; qui est ou reste identique dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments différents.[100] Le qualificatif "fair" ("équitable") signifierait mise en œuvre d'une manière "just, unbiased, equitable, impartial ..." (juste, objective, équitable, impartiale …).[101] Comme "transparency" (la transparence) désigne "the quality or condition of being transparent" (la qualité ou l'état de ce qui est transparent)[102], une application "transparente" serait "easily discerned; evident; ... open" (aisément discernée; évidente; … ouverte), aussi bien qu'"extrapolated from every occurrence of the phenomenon; to which there are no exceptions" (extrapolée à partir de toutes les occurrences du phénomène; à laquelle il n'y a pas d'exceptions)[103], "not subject to ... more than one interpretation" (qui ne se prête pas à … plus d'une interprétation).[104] Une application des règlements manquant d'"uniformité" serait de manière générale injuste, subjective, inéquitable, partiale et opaque – en d'autres termes, inique et et non transparente. Partant, l'uniformité est l'un des éléments d'une application transparente et empreinte d'équité, ou de l'équité au plan de la procédure, et la constatation de l'Organe d'appel évoquée ci-dessus serait pertinente pour interpréter l'uniformité prescrite par l'article X:3 a) du GATT.

5.97 Le Japon est d'accord avec le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu lorsque celui-ci signale à juste titre que, si le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* avait déterminé qu'il existait de "nombreuses différences entre les produits qui pourraient exiger un traitement différencié, […] [l]e présent différend concerne les mêmes produits qui doivent être traités d'une manière … uniforme".[105] Néanmoins, nous considérons que cette constatation du Groupe

---

[98] Japon, communication en tant que tierce partie, paragraphe 8.

[99] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998, paragraphe 183.

[100] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R et Corr.1, adopté le 16 février 2001, paragraphe 11.80 (dans lequel est cité *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume II, page 3488 (1993)).

[101] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume I, page 907 (1993).

[102] *Id.*, page 3373.

[103] *Id.*

[104] *Merriam-Webster Online Thesaurus*: http://www.m-w.com/cgi-bin/thesaurus?book=Thesaurus&va=transparent&x=13&y=16.

[105] Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, communication écrite en tant que tierce partie, paragraphe 6.

spécial *Argentine – Peaux et cuirs* reste pertinente en l'espèce. Elle démontre que l'étendue et le degré de "l'uniformité" prescrite par l'article X:3 a) du GATT, dont le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* avait déterminé qu'elle signifiait une application "qui est de forme, de caractère ou de nature invariable; qui est ou reste identique dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments différents"[106], prêtent à interprétation. Elle indique aussi que l'article X:3 a) "est axé sur l'application dans la pratique des lois, règles et règlements douaniers"[107], fournissant ainsi le contexte dans lequel cette disposition doit être interprétée.

5.98 Le Japon est d'accord avec les États-Unis et les autres tierces parties pour considérer que les CE, en leur qualité de partie contractante, doivent se charger d'assurer une administration uniforme des questions douanières sur la totalité de leur territoire, quel que soit le nombre des autorités douanières qui s'y trouvent. Le Japon est lui aussi également d'avis qu'il est souhaitable d'instituer au sein du gouvernement une fonction centrale à laquelle il incombe au premier chef d'interpréter des règlements commerciaux comme ceux qui se rapportent au classement tarifaire ou à l'évaluation en douane. Toutefois, l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas de moyen spécifique qu'un Membre soit tenu d'employer, la question du moyen précis d'assurer une application uniforme de la législation douanière étant l'une de celles qu'il convient de traiter dans le cadre des négociations de Doha sur la facilitation des échanges, qui visent "à clarifier et à améliorer les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT de 1994 …".[108] Le Japon tient à appeler l'attention du Groupe spécial sur le fait que c'est parce que ces moyens ne sont pas expressément prévus dans le cadre du GATT actuel qu'avec la Mongolie, le Pakistan, le Pérou et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, il a présenté une proposition sur cette question.[109] La question que le Groupe spécial doit trancher est donc de savoir si l'application faite par les CE de la réglementation douanière dans son ensemble assure une application uniforme compatible avec l'article X:3 a) du GATT, et non pas si les CE fournissent un moyen précis de réaliser l'uniformité.

5.99 Qui plus est, même s'il existe des divergences lorsqu'on considère l'ensemble de ce système douanier particulier, il faudrait se demander si elles atteignent un "degré" incompatible avec l'article X:3 a) du GATT. Sur ce point, le Japon rappelle la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* qui a jugé que, pour qu'une mesure d'un Membre soit incompatible avec cette disposition, elle "devrait avoir une incidence notable sur l'application générale de la législation, et non pas simplement sur l'issue de la seule affaire considérée".[110] De plus, dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, le Groupe spécial a signalé que "l'article X:3 a) exige un examen de "l'effet réel" qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants qui participent aux échanges" et que cet examen peut amener à se demander "s'il y a une incidence éventuelle sur la situation concurrentielle".[111] Si, par conséquent, le Groupe spécial considère les cas évoqués par les États-Unis comme des divergences, il est nécessaire de pousser plus loin l'examen pour déterminer si l'application faite par les CE manque d'uniformité à un "degré" tel qu'il y aurait incompatibilité avec l'article X:3 a) du GATT. Pareille détermination devrait reposer sur le fait de savoir si les cas mentionnés par les États-Unis sont des solutions particulières de l'administration douanière communautaire ou des exemples révélateurs de l'absence d'uniformité de l'application générale de la réglementation douanière communautaire qui risquent d'avoir une incidence notable sur la situation concurrentielle.

[106] *Supra*, note 100.
[107] *Supra*, note 100, paragraphe 11.84.
[108] WT/L/579, annexe D, paragraphe 1.
[109] TN/TF/W/8, page 6, TN/TF/W/8/Add.1.
[110] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R, paragraphe 7.268.
[111] *Supra*, note 3, paragraphe 11.77.

I. DÉCLARATION ORALE DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

5.100 La Corée approuve les arguments exposés par les États-Unis dans leur première communication écrite, datée du 12 juillet 2005. Elle estime que certains aspects du système douanier communautaire en général et les lois et règlements douaniers en particulier sont incompatibles avec les dispositions pertinentes du GATT de 1994. Compte tenu de ces précisions, la Corée expose sa position sur les questions qui suivent.

1. L'application non uniforme que les CE font des lois et règlements concernant le classement tarifaire, l'évaluation en douane et d'autres procédures est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994

5.101 En leur qualité de Membre à part entière de l'OMC, les CE doivent assumer l'obligation d'appliquer leurs lois et règlements douaniers d'une "manière uniforme, impartiale et raisonnable", conformément à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Or, elles ne s'acquittent pas de cette importante obligation. Leurs lois et règlements sont appliqués individuellement et séparément par les 25 États membres d'une manière qui n'est pas uniforme. En ce qui concerne les classements, la valeur en douane et les procédures douanières, les 25 États membres ont leurs propres administrations des douanes qui appliquent les lois et règlements douaniers comme bon leur semble. À l'instar d'autres négociants extérieurs à ce bloc, les exportateurs coréens ont eu à traiter avec ces 25 administrations douanières différentes et leurs procédures variables à l'entrée des mêmes produits ou de produits semblables dans la Communauté.

5.102 Avoir 25 manières différentes d'administrer les affaires douanières n'est nullement "uniforme" au sens ordinaire de ce terme. La Corée considère que "l'uniformité" ne peut être atteinte que par une application identique (ou quelque chose qui en soit proche) des lois et règlements douaniers sur la totalité du territoire d'un Membre de l'OMC – en l'occurrence, les territoires des 25 États membres des CE. Quelle que soit la manière dont les CE tentent de le justifier, le fait est que l'administration douanière pratiquée par les CE, telle qu'elle se présente actuellement, ne garantit ni la cohérence ni la prévisibilité du classement tarifaire, de l'évaluation en douane ou autres procédures douanières. C'est exactement la situation contre laquelle le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* mettait en garde.

5.103 La Corée reconnaît et respecte comme il se doit les caractéristiques singulières des CE, dont les 25 États membres exercent tous individuellement leurs pouvoirs en matière douanière. Ces singularités ne devraient pas pour autant servir de prétexte pour manquer aux obligations par ailleurs applicables contractées dans le cadre de l'OMC, y compris le GATT de 1994. Compte tenu de tous ces éléments, en n'appliquant pas les lois et règlements douaniers d'une manière "uniforme", les CE manquent à l'obligation que leur impose l'article X:3 a) du GATT de 1994.

2. Le fait que le système judiciaire des CE n'offre pas de mécanisme viable pour réviser dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux douanes est contraire à l'article X:3 b) du GATT de 1994

5.104 En outre, chaque État membre jouit d'une très grande latitude pour procéder "à sa manière" au contrôle juridictionnel des mesures administratives douanières. Il n'existe pas, par exemple, de règle commune pour le délai de la révision. De ce fait, la diversité des démarches adoptées par les États membres en matière de contrôle juridictionnel ne fait qu'exacerber la confusion et l'incohérence déjà très répandues causées par le manque d'uniformité dans l'application que font les organismes douaniers des lois et règlements douaniers, ainsi qu'il a été expliqué plus haut.

5.105 Ce n'est qu'après être passé par ce contrôle juridictionnel très long, imprévisible et incohérent exercé par les tribunaux nationaux que le négociant étranger a une chance de poursuivre l'affaire devant une juridiction communautaire qui soit compétente pour la totalité du territoire

communautaire, à savoir la CEJ. Les CE font valoir que la Cour remplit l'obligation que leur impose l'article X:3 b) du GATT de 1994. Étant donné qu'un négociant lésé ne peut atteindre la CEJ qu'à l'issue d'une révision judiciaire au niveau des États membres, la Cour n'est pas une enceinte viable pour offrir une révision "dans les moindres délais" de la mesure contestée.

5.106 Pour offrir une révision dans les moindres délais des décisions douanières, les CE auraient dû instituer et maintenir une juridiction qui ait compétence sur toute l'étendue du territoire de la Communauté. Or, les CE n'offrent pas de juridiction permettant de réviser dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières et manquent ainsi à leur obligation au regard de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Le rapport intérimaire du Groupe spécial a été remis aux parties le 10 février 2006. Conformément à l'article 15:2 du Mémorandum d'accord et au paragraphe 16 des Procédures de travail du Groupe spécial, les États-Unis et les Communautés européennes ont demandé par écrit le 24 février 2006 que le rapport intérimaire soit réexaminé. Le 3 mars 2006, les États-Unis et les Communautés européennes ont présenté d'autres observations par écrit sur les observations qui avaient été présentées par les parties le 24 février 2006.

6.2 Conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord, la présente section du rapport du Groupe spécial contient la réponse du Groupe spécial aux observations formulées par les parties en relation avec le rapport intérimaire, dans la mesure où une explication est nécessaire. Le Groupe spécial a modifié certains aspects de son rapport à la lumière des observations des parties lorsqu'il l'a jugé approprié, comme cela est expliqué ci-après. Il a également fait certaines révisions et corrections éditoriales à des fins de clarté et d'exactitude. Les sections, numéros de paragraphes et notes de bas de page auxquels il est fait référence dans la présente section VI sont ceux du rapport intérimaire.

A. NOUVEAUX ÉLÉMENTS DE PREUVE INVOQUÉS DANS LES OBSERVATIONS PRÉSENTÉES DURANT LA PHASE DE RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.3 Dans leurs observations sur le rapport intérimaire, les **Communautés européennes** ont fait état de plusieurs pièces qu'elles n'avaient pas invoquées précédemment dans la procédure du Groupe spécial. En particulier, les Communautés européennes ont invoqué ce qui suit: a) Règlement (CE) n° 2171/2005 de la Commission relatif au classement tarifaire de certains moniteurs ACL (pièce EC-167); Ministère des finances des Pays-Bas, Fax BCPP 2006/389 M (pièce EC-168); c) un extrait de la base de données RTCE concernant l'expiration du RTC DE M/2975/05-1 (pièce EC-169); d) les réponses d'autorités douanières des États membres concernant la prétendue obligation d'obtenir une autorisation préalable pour l'évaluation sur une base autre que celle de la dernière vente (pièce EC-170); e) décret présidentiel grec n° 203 (pièce EC-171); et f) Avis 1/94 de la CEJ relatif à l'accession à l'OMC (pièce EC-172).

6.4 Les **États-Unis** se sont opposés à la mention par les Communautés européennes des pièces EC-167 à EC-172 et au fait qu'elles les aient invoquées. Plus concrètement, les États-Unis ont fait valoir que la présentation de nouveaux éléments de preuve durant la phase de réexamen intérimaire de la procédure du Groupe spécial était totalement inadmissible et le Groupe spécial ne devrait tenir aucun compte de ces éléments de preuve. À l'appui de cet argument, les États-Unis ont invoqué la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Sardines* qui, selon les États-Unis, corrobore l'affirmation voulant que, selon l'article 15 du Mémorandum d'accord, la phase de réexamen intérimaire ne peut comporter une évaluation d'éléments de preuve nouveaux et auxquels les parties n'ont pas répondu.

6.5 Le **Groupe spécial** fait remarquer que la partie pertinente de l'article 15:2 du Mémorandum d'accord, qui régit la phase de réexamen intérimaire de la procédure du groupe spécial, dispose ce qui suit:

> "Après l'expiration du délai fixé pour la réception des observations des parties au différend, le groupe spécial remettra à celles-ci un rapport intérimaire comprenant aussi bien les sections descriptives que ses constatations et conclusions. Dans un délai fixé par le groupe spécial, une partie pourra demander par écrit que celui-ci réexamine des aspects précis de son rapport intérimaire avant de distribuer le rapport final aux Membres. …"

6.6 Selon le Groupe spécial, l'article 15:2 du Mémorandum d'accord indique clairement que le but de la phase de réexamen intérimaire de la procédure du Groupe spécial est de réexaminer "des aspects précis" du rapport intérimaire qui a été remis aux parties le 10 février 2006. Nous estimons que les termes de l'article 15:2 nous empêchent de prendre en considération des éléments de preuve qui ne figurent pas dans le rapport intérimaire.[112] Le Groupe spécial refuse donc de prendre en considération les pièces CE-167 à CE-172.

B. MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

1. Manière d'appliquer

6.7 Les **États-Unis** ont demandé au Groupe spécial de revoir la constatation figurant à la section VII.B selon laquelle la "mesure en cause" aux fins d'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 est la "manière d'appliquer" les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1 du GATT de 1994.

6.8 Les **Communautés européennes** ont indiqué qu'elles étaient d'accord avec l'analyse du Groupe spécial figurant à la section VII.B à ce sujet et que la demande des États-Unis devrait donc être rejetée.

6.9 Le **Groupe spécial** a soigneusement pris note des arguments avancés par les États-Unis mais a décidé de ne pas accéder à leur demande. Aux paragraphes 7.18 à 7.22, le Groupe spécial a exposé en détail le raisonnement qui lui a permis de conclure qu'aux fins d'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, la mesure en cause est la manière d'appliquer dont il est allégué qu'elle est non uniforme, partiale et/ou déraisonnable. Les États-Unis n'ont pas persuadé le Groupe spécial que son raisonnement devrait être révisé et le Groupe spécial a donc conservé ces paragraphes dans son rapport final.

2. Contestation du système des CE dans son ensemble/globalement

6.10 Les **États-Unis** se sont demandés si l'ensemble de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'ils avaient présentée avait été examinée correctement par le Groupe spécial à la section VII.B où il a conclu que son mandat ne comprenait pas la contestation par les États-Unis du système d'administration douanière des CE dans son ensemble/globalement. Les États-Unis ont également fait valoir qu'une allégation figurant dans une demande d'établissement d'un groupe spécial selon laquelle un Membre manque à une obligation qu'il a contractée dans le cadre de l'OMC est suffisante pour informer ce Membre de l'obligation dont le manquement est allégué ainsi que de la mesure en cause. Selon les États-Unis, il n'est pas nécessaire d'indiquer spécifiquement si la

[112] Nous trouvons des éléments étayant ce point de vue dans le rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301.

contestation est formulée "globalement" ou "dans son ensemble" ou si la contestation a plutôt trait à des cas spécifiques de violation.

6.11 Les **Communautés européennes** ont dit que la demande de réexamen de l'analyse du Groupe spécial figurant à la section VII.B présentée par les États-Unis devrait être rejetée. Selon les Communautés européennes, l'approche adoptée par le Groupe spécial est conforme à la jurisprudence pertinente de l'Organe d'appel, qui exige uniquement que les demandes d'établissement d'un groupe spécial soient lues dans leur ensemble.

6.12 Le **Groupe spécial** fait observer qu'aux paragraphes 7.24 à 7.32 et 7.42 à 7.46, il a mentionné et examiné tous les aspects de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. En outre, au paragraphe 7.40, nous avons souligné qu'une contestation d'un système dans son ensemble ou globalement doit satisfaire aux prescriptions importantes de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Nous avons modifié le paragraphe 7.46 pour indiquer clairement que, lorsqu'ils sont considérés dans leur ensemble, les divers éléments de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne permettent pas de contester le système d'administration douanière des CE globalement ou dans son ensemble.

3. Application par "les autorités douanières nationales des États membres des CE" de "lois, règlements, guides, manuels et pratiques administratives"

6.13 Les **États-Unis** ont demandé au Groupe spécial de supprimer la référence à l'application par "les autorités douanières nationales des États membres des CE" figurant aux paragraphes 7.25, 7.33, 7.50 et 7.55. Les États-Unis ont fait valoir que le maintien de cette référence créerait la fausse impression que l'application peut être effectuée autrement que par les autorités douanières nationales dans les Communautés européennes. Les États-Unis ont également demandé que le paragraphe 7.25 soit modifié pour qu'il soit indiqué clairement qu'ils n'allèguent pas que les "lois, règlements, guides, manuels et pratiques administratives" auxquels ils font référence dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial sont eux-mêmes contraires à l'article X:3 a) du GATT de 1994 mais, plutôt, qu'ils démontrent une telle violation.

6.14 Le **Groupe spécial** a décidé maintenir la référence à l'application par "les autorités douanières nationales des États membres des CE" figurant aux paragraphes 7.25, 7.33, 7.50 et 7.55 étant donné, notamment, que cette référence est tirée directement de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis eux-mêmes. Pour ce qui est des "lois, règlements, guides, manuels et pratiques administratives", le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.25 pour préciser qu'il est indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis que les formes spécifiques d'application qui sont "contestées" par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 comprennent, entre autres choses, les "lois, règlements, guides, manuels et pratiques administratives".

4. Questions temporelles

a) Mesures qui sont arrivées à expiration ou mesures qui n'existaient pas encore au moment de l'établissement du Groupe spécial

6.15 Les **États-Unis** ont demandé au Groupe spécial de supprimer le membre de phrase figurant dans la dernière phrase du paragraphe 7.28 selon laquelle les mesures qui modifient ou appliquent le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun ou le TARIC ou qui y sont afférentes entrent dans le cadre du mandat du Groupe spécial "dans la mesure où elles ne changent pas la substance des mesures qui sont modifiées ou mises en œuvre et/ou ne changent pas la nature essentielle de la requête des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994".

6.16 Les **Communautés européennes** ont fait observer qu'elles pourraient accéder à la demande des États-Unis à condition que le Groupe spécial fasse droit à la demande des Communautés européennes concernant les paragraphes 7.90 à 7.92. Plus concrètement, les Communautés européennes ont demandé que ces paragraphes soient placés dans la section portant sur le mandat du Groupe spécial.

6.17 Le **Groupe spécial** a décidé d'accéder aux demandes des États-Unis et des Communautés européennes. En particulier, nous avons supprimé le membre de phrase figurant dans la dernière phrase du paragraphe 7.28 auquel les États-Unis s'opposaient et avons inséré les paragraphes 7.90 à 7.92 dans une nouvelle section intitulée "Questions temporelles relatives au mandat du Groupe spécial" qui suit la section portant sur "La (les) mesure(s) en cause", conformément à la demande des Communautés européennes.

6.18 Les **Communautés européennes** ont demandé au Groupe spécial de revoir le raisonnement figurant au paragraphe 7.91 concernant les mesures qui sont arrivées à expiration et celles qui n'existaient pas encore. Les Communautés européennes ont fait valoir que le critère formulé par le Groupe spécial dans ces paragraphes était excessivement large. Elles ont indiqué que, conformément à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord, le but du règlement des différends est d'arriver à une solution positive des différends. Toutefois, le Membre défendeur ne peut mettre en conformité des mesures qui n'existaient plus au moment de l'établissement d'un groupe spécial. En ce qui concerne les mesures qui n'existaient pas encore au moment de l'établissement d'un groupe spécial, les Communautés européennes ont fait valoir que ces mesures ne pouvaient être "couvertes" par une demande d'établissement d'un groupe spécial.

6.19 Les **États-Unis** ont dit que la demande des Communautés européennes devrait être rejetée. Ils ont fait valoir que les éléments de preuve concernant des cas d'application qui sont antérieurs ou postérieurs à l'établissement d'un groupe spécial restent pertinents pour une analyse d'un groupe spécial parce qu'ils fournissent un contexte pour l'examen de cas particuliers de violations alléguées de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Les États-Unis ont également fait valoir que les circonstances qui ont conduit à une manière particulière d'appliquer dans un cas peuvent être les mêmes que celles qui affectent l'application dans d'autres cas.

6.20 Le **Groupe spécial** a soigneusement examiné les arguments des parties concernant le raisonnement figurant au paragraphe 7.91 (qui, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 6.17 ci-dessus, se trouve maintenant dans la section du rapport final portant sur le mandat du Groupe spécial). Le Groupe spécial rappelle d'abord qu'il a indiqué, au paragraphe 7.91, qu'un groupe spécial est habilité en règle générale à faire des constatations et des recommandations au sujet de mesures qui existaient au moment de son établissement. En d'autres termes, d'un point de vue temporel, le moment auquel un groupe spécial est établi revêt une importance capitale parce que c'est à ce moment que le groupe spécial doit focaliser son attention pour déterminer s'il existe ou non une violation des accords visés. Nous ne souscrivons pas à l'argument des États-Unis selon lequel des éléments de preuve relatifs à des cas d'application qui sont antérieurs ou postérieurs à l'établissement d'un groupe spécial restent utiles pour l'analyse d'un groupe spécial dans la mesure où les États-Unis laissent entendre que tout ce qui se produit avant ou après l'établissement d'un groupe spécial, quel que soit son éloignement dans le temps par rapport à l'établissement d'un groupe spécial, peut avoir une incidence sur l'analyse du groupe spécial au moment de son établissement. Au contraire, comme le Groupe spécial l'a clairement indiqué au paragraphe 7.91, les mesures qui sont arrivées à expiration ne peuvent à bon droit faire l'objet de constatations et de recommandations de la part du groupe spécial *que dans la mesure où elles affectent le fonctionnement d'un accord visé au moment de l'établissement du groupe spécial*. Par ailleurs, une demande d'établissement d'un groupe spécial peut être rédigée de telle façon qu'elle anticipe les mesures qui n'existent pas encore au moment de l'établissement du groupe spécial. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 7.91, le Groupe spécial estime que dans de tels cas les "futures" mesures qui sont entrées en vigueur depuis l'établissement du Groupe spécial ne peuvent entrer dans

le cadre du mandat d'un groupe spécial *que si elles ne modifient pas la nature essentielle de la requête du Membre plaignant, telle qu'elle ressort de la demande d'établissement d'un groupe spécial*. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial estime qu'il n'est pas nécessaire de modifier le raisonnement figurant au paragraphe 7.91.

b) La portée temporelle de l'"application"

6.21 Les **Communautés européennes** ont demandé au Groupe spécial de revoir le raisonnement figurant au paragraphe 7.92. En particulier, les Communautés européennes ont fait valoir que l'affirmation faite par le Groupe spécial dans ce paragraphe selon laquelle la manière d'appliquer peut ne pas avoir de point de départ ni de limite précis mettrait tout Membre défendeur dont il a été constaté qu'il contrevient à l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans l'impossibilité de prouver que la violation a pris fin.

6.22 Les **États-Unis** font valoir que compte tenu du caractère interdépendant de l'"application", les constatations relatives à l'application qui est antérieure ou postérieure à l'établissement d'un groupe spécial pourraient bien donner des éclaircissements sur l'application qui existait indéniablement au moment de l'établissement. De plus, les États-Unis ont indiqué qu'ils ne s'opposent pas au raisonnement du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.92 mais qu'ils estiment que le Groupe spécial devrait articuler son raisonnement non pas autour de la question de son mandat mais plutôt en tant que contexte qui permettrait de mieux comprendre les cas d'application qui existaient indéniablement au moment de son établissement. Les États-Unis ont également fait valoir que les constatations sur des cas passés d'application non uniforme constituent des éléments de preuve concernant le système d'administration douanière des CE dans son ensemble.

6.23 Le **Groupe spécial** a pris note des observations des parties concernant le paragraphe 7.92. Au vu de ces observations, le Groupe spécial a décidé de modifier le raisonnement figurant à ce paragraphe (qui, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 6.17 ci-dessus, se trouve maintenant dans la section du rapport final portant sur le mandat du Groupe spécial). Les modifications indiquent clairement que le Groupe spécial ne souhaite pas donner à penser que l'application qui a eu lieu avant ou qui peut avoir lieu après l'établissement d'un groupe spécial peut faire l'objet de constatations et de recommandations de la part d'un groupe spécial au sujet d'une allégation qui a été formulée au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En fait, la nature de l'application est telle qu'il peut ne pas être possible d'identifier clairement le moment où elle existe. Comme nous l'avons indiqué au paragraphe 7.92, l'application "peut ne pas avoir de point de départ ni de limite précis. En particulier, l'application peut faire partie de séries continues d'actes ou de mesures liés entre eux et qui pourraient, par conséquent, impliquer des actes ou des mesures qui n'existaient plus ou qui n'existaient pas au moment de l'établissement du Groupe spécial". Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.92 pour préciser que l'application peut comprendre un ensemble d'étapes et d'actes, dont certains peuvent être antérieurs ou postérieurs à l'étape ou à l'acte qui fait partie de l'application examinée par le groupe spécial au moment de l'établissement de ce groupe spécial. Les étapes et les actes antérieurs ou postérieurs à l'application qui fait l'objet de l'examen peuvent être pertinents pour déterminer s'il y avait ou non violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 au moment de l'établissement d'un groupe spécial.

6.24 À titre d'exemple, le Groupe spécial renvoie au paragraphe 7.294 de son rapport intérimaire. En ce qui concerne ce paragraphe, les **Communautés européennes** ont fait valoir que certains des éléments de preuve présentés par les États-Unis pour prouver l'existence d'une divergence dans le classement de moniteurs ACL comprennent des mesures postérieures à l'établissement du Groupe spécial (soit les pièces US-76, 77 et 78) et qu'ils n'entrent donc pas dans le mandat du Groupe spécial.

6.25 Les **États-Unis** ont répliqué que les objections des Communautés européennes devraient être rejetées parce qu'elles supposent que l'application non uniforme attestée par les pièces en question

n'est apparue que lorsque ces documents ont été délivrés et pas avant. Selon les États-Unis, l'application non uniforme dont ces documents témoignent n'est que la suite "de séries continues d'actes ou de mesures liés entre eux" qui existaient au moment de l'établissement du Groupe spécial.

6.26 Le **Groupe spécial** estime qu'il ressort clairement du raisonnement figurant au paragraphe 7.294, en particulier lorsqu'il est lu à la lumière des paragraphes 7.91, 7.92 et 7.295, que le Groupe spécial ne s'est pas fondé sur les pièces US-76, 77 et 78 pour prouver l'existence d'une application non uniforme au moment de l'établissement du Groupe spécial. Le Groupe spécial s'est plutôt référé à ces pièces parce qu'elles contenaient des éléments de preuve relatifs à l'ensemble d'étapes et d'actes consistant en l'application du Tarif douanier commun en ce qui concerne le classement tarifaire de moniteurs ACL et qu'elles montraient que les Communautés européennes n'appliquaient pas le Tarif douanier commun d'une manière uniforme au moment de l'établissement du Groupe spécial.

c) "actuellement"

6.27 Les **Communautés européennes** ont demandé au Groupe spécial de supprimer le mot "actuellement" figurant aux paragraphes 7.207 et 7.448 et aux paragraphes contenant des conclusions tirées des constatations formulées dans ces paragraphes. Dans leur raisonnement, les Communautés européennes ont dit que l'inclusion de ce mot semble indiquer à tort qu'une distinction devrait être établie entre les cas où il n'y a jamais eu de violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 et ceux où il y a déjà eu une violation à laquelle il a été remédié depuis. Les Communautés européennes ont également fait valoir que l'utilisation du mot "actuellement" permet de penser qu'il existe un risque que la violation en question se reproduise.

6.28 Les **États-Unis** ont fait valoir que les demandes des Communautés européennes devraient être rejetées parce que les circonstances qui ont conduit à une manière particulière d'appliquer dans un cas peuvent être les mêmes que celles qui affectent l'application dans d'autres cas.

6.29 Le **Groupe spécial** fait observer qu'en utilisant le terme "actuellement" dans ces paragraphes il a uniquement l'intention de souligner qu'à un certain moment, l'acte ou la mesure en question a constitué une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994 mais qu'au moment de l'établissement du Group spécial, cette non-uniformité n'existait pas.

5. Recouvrement rétroactif des droits de douane

6.30 Les **Communautés européennes** ont demandé que les paragraphes 7.375 à 7.385 soient supprimés. Selon les Communautés européennes, ces paragraphes ont trait au recouvrement rétroactif des droits de douane suivant l'adoption d'une note explicative, ce qui n'entre pas dans le cadre du mandat du Groupe spécial.

6.31 Les **États-Unis** ont dit que la demande des Communautés européennes devrait être rejetée. Ils ont indiqué que si une autorité douanière des CE considère une note explicative comme une simple clarification du Tarif douanier commun et l'applique donc d'une manière rétroactive, elle applique le Tarif douanier commun différemment d'une autre autorité douanière des CE qui considère que la note s'assimile plutôt à une modification et ne l'applique que d'une manière prospective. Les États-Unis ont fait observer qu'on ne saurait voir autre chose dans cette situation qu'une divergence dans l'application des règles relatives au classement tarifaire dans les Communautés européennes.

6.32 Le **Groupe spécial** estime qu'il a indiqué clairement au paragraphe 7.381 qu'aux paragraphes 7.375 à 7.385, il examine les différences alléguées dans l'interprétation et l'application de notes explicatives par les autorités douanières des États membres (une question qui entre clairement

dans le mandat du Groupe spécial) plutôt que le recouvrement rétroactif des droits de douane. Le Groupe spécial ne voit donc aucune nécessité de supprimer les paragraphes 7.375 à 7.385.

C. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994

1. "Objet et but"

6.33 Les **États-Unis** ont demandé que le paragraphe 7.109 soit supprimé. Ils ont fait valoir, s'agissant de la référence à l'"objet" et au "but" dont il est question à l'article 31(1) de la *Convention de Vienne*, que la jurisprudence de l'OMC n'indique pas que l'un des objets et des buts de l'Accord sur l'OMC est d'assurer la sécurité et la prévisibilité. La référence faite à la sécurité et la prévisibilité dans cette jurisprudence découle plutôt de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, qui a trait à l'objectif du règlement des différends dans le cadre de l'OMC.

6.34 Le **Groupe spécial** estime que l'économie du système de l'OMC, qui est un système fondé sur des règles, implique que la sécurité et la prévisibilité sont un objet et un but de l'Accord sur l'OMC. Pour le Groupe spécial, cela découle implicitement de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord qui dispose, notamment, que "[l]e système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral". Selon nous, il ressort de cette disposition que la sécurité et la prévisibilité constituent un objet et un but non seulement pour le Mémorandum d'accord mais aussi pour l'ensemble du système commercial multilatéral dont le Mémorandum d'accord fait partie. Cela dit, comme les constatations du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.109 ne sont pas essentielles à son interprétation du terme "appliquera" qui figure à l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial a décidé de supprimer les paragraphes 7.108 et 7.109.

2. "Moyens complémentaires d'interprétation"

6.35 Les **États-Unis** ont demandé au Groupe spécial de supprimer la référence faite au "contexte factuel" au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne* en tant que "moyen complémentaire d'interprétation", laquelle figure aux paragraphes 7.131 à 7.136. Ils ont suggéré que l'examen du contexte factuel par le Groupe spécial devrait être remplacé par un examen de la relation entre l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994.

6.36 Les **Communautés européennes** ont dit que la demande des États-Unis devrait être rejetée. À l'appui de leurs dires, les Communautés européennes se réfèrent à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* qui, selon elles, confirme le caractère extensif de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

6.37 Le **Groupe spécial** note que les États-Unis ne semblent pas contester la référence qu'il a faite au "contexte factuel". La préoccupation principale des États-Unis semble plutôt être le fondement juridique sur lequel le Groupe spécial s'est appuyé pour faire cette référence. À cet égard, le Groupe spécial rappelle l'observation qu'il a faite à la note de bas de page 262 du rapport intérimaire selon laquelle, dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, l'Organe d'appel a soutenu l'utilisation du "contexte factuel" qu'avait faite le Groupe spécial pour interpréter le sens ordinaire d'un terme d'un traité conformément à l'article 31 de la *Convention de Vienne*. Dans la note de bas de page 262, le Groupe spécial a également dit que l'approbation par l'Organe d'appel de l'utilisation du "contexte factuel" au titre de l'article 31 de la *Convention de Vienne* indique que celui-ci peut être pris en considération à titre subsidiaire/additionnel en vertu de l'article 32 de la *Convention de Vienne*. Nous trouvons des éléments étayant ce point de vue dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* dans laquelle l'Organe d'appel a dit ce qui suit: "Nous soulignons, en outre, que l'article 32 ne définit pas de manière exhaustive les moyens complémentaires d'interprétation auxquels un interprète peut faire appel. Il y est uniquement dit que ces moyens comprennent les travaux préparatoires du traité et les

circonstances dans lesquelles celui-ci a été conclu. Ainsi, un interprète a une certaine flexibilité lorsqu'il s'agit de prendre en considération les moyens complémentaires pertinents dans une affaire donnée de manière à faciliter l'établissement des intentions communes des parties."[113] Au vu de ce qui précède, le Groupe spécial a décidé de ne pas supprimer la référence qu'il a faite au "contexte factuel" au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne* en tant que "moyen complémentaire d'interprétation", laquelle figure aux paragraphes 7.131 à 7.136 mais il a modifié la note de bas de page 262 pour mieux étayer son approche.

6.38 S'agissant de la suggestion des États-Unis selon laquelle l'examen du "contexte factuel" par le Groupe spécial devrait être remplacé par un examen de la relation entre l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994, le Groupe spécial fait remarquer que les États-Unis n'ont fait aucune référence à cette relation lorsqu'ils ont présenté leur allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En tout état de cause, le Groupe spécial estime qu'il est loin d'être évident que l'obligation énoncée à l'article X:3 b) d'assurer la révision et la correction dans les moindres délais des décisions administratives rendues par les tribunaux nationaux et issues de procédures nationales étaye le point de vue selon lequel l'obligation d'uniformité prévue à l'article X:3 a) du GATT de 1994 devrait être interprétée avec souplesse, comme les États-Unis l'ont suggéré dans leurs observations.

3. "Critères minimaux"

6.39 Les **États-Unis** ont demandé au Groupe spécial de supprimer les mots "critères minimaux en matière de régularité de la procédure" figurant au paragraphe 7.135. Dans leur raisonnement, les États-Unis ont dit que ces mots pourraient être faussement interprétés comme ajoutant au texte de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

6.40 Le **Groupe spécial** admet qu'il n'est pas fait expressément mention des mots "critères minimaux en matière de régularité de la procédure" à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cela dit, le Groupe spécial estime que cette notion découle implicitement de l'article X:3 a) du GATT de 1994 compte tenu du contexte immédiat de cette disposition, qui a été examiné par le Groupe spécial aux paragraphes 7.126 à 7.130. Par ailleurs, le Groupe spécial rappelle l'observation qu'il a faite à la note de bas de page 264 selon laquelle, dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel a dit qu'"[i]l est également clair que l'article X:3 du GATT de 1994 établit certains critères minimaux concernant la transparence et l'équité au plan de la procédure dans l'administration des règlements commerciaux".[114] Le Groupe spécial refuse donc d'accéder à la demande des États-Unis en ce qui concerne le paragraphe 7.135.

4. "Uniforme"

a) Nature de la contestation

6.41 Les **États-Unis** ont soutenu que l'analyse du terme "uniforme" effectuée par le Groupe spécial au paragraphe 7.136 implique que des normes différentes s'appliquent selon la portée de la contestation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Les États-Unis ont fait valoir que cela pourrait être faussement interprété comme impliquant, par exemple, que dans le cadre d'une contestation circonscrite, un Membre devait classer le même produit sous la même position tarifaire tandis que dans le cadre d'une contestation plus large le produit pourrait être classé sous des positions tarifaires différentes et le classement tarifaire du Membre serait considéré comme étant "uniforme" aux fins de l'article X:3 a) du GATT. Les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de préciser s'il constatait que la nature de l'obligation d'appliquer uniformément des mesures varierait selon la formulation plus ou moins large de la demande d'établissement d'un Groupe spécial.

[113] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 283.
[114] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 183.

6.42 Le **Groupe spécial** estime que la réponse à la question sur laquelle les États-Unis ont demandé des précisions a déjà été donnée au paragraphe 7.136. En particulier, le Groupe spécial a dit, dans ce paragraphe, que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans le cadre d'une affaire donnée. Le Groupe spécial a ensuite dit que plus la contestation est circonscrite, aussi bien pour ce qui est de l'application qui est contestée que des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme dans un cas particulier, plus l'obligation d'uniformité est astreignante. Si la contestation est plus large et plus étendue, aussi bien pour ce qui est de la nature de l'application qui est contestée que des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives, ou dispositions spécifiques de ces instruments dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme dans un cas particulier, un critère d'uniformité moins astreignant devrait être appliqué. Le Groupe spécial ne voit aucune raison de préciser davantage le paragraphe 7.136.

b) "Délai raisonnable"

6.43 Les **États-Unis** ont demandé au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.136 où le Groupe spécial indique qu'aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994, l'uniformité doit être obtenue dans un délai raisonnable. Les États-Unis ont soutenu que l'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 consiste à appliquer d'une manière uniforme actuellement. Les États-Unis ont également fait valoir que l'expression "délai raisonnable" pourrait être confondue avec la même expression figurant à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord.

6.44 Les **Communautés européennes** ont dit que la demande des États-Unis devrait être rejetée. Selon les Communautés européennes, l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 s'applique en tout temps, et non pas seulement actuellement, mais la conformité avec cet article devrait être évaluée au moment de l'établissement du Groupe spécial. Les Communautés européennes ont également fait valoir que le contexte du paragraphe 7.136 montre bien que le Groupe spécial ne fait pas référence à un "délai raisonnable" aux fins de l'article 21:3 du Mémorandum d'accord.

6.45 Le **Groupe spécial** a pris note des observations des parties et a décidé de clarifier le paragraphe 7.133 sur la base duquel le résumé figurant au paragraphe 7.136 est élaboré. Concrètement, pour éviter une constatation d'application non uniforme au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, il doit être clair au moment de l'établissement du groupe spécial qu'il a été remédié dans un délai raisonnable à toute non-uniformité ayant pu exister.

D. OBSERVATIONS DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LE SYSTÈME D'ADMINISTRATION DOUANIÈRE DES CE

6.46 Les **Communautés européennes** conviennent que leur système d'administration douanière constitue un contexte pertinent pour l'examen des allégations spécifiques de violation présentées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cela dit, elles ont demandé que les paragraphes 7.156 à 7.191 décrivant des aspects pertinents du système d'administration douanière des CE soient supprimés. Elles ont formulé des observations similaires mais plus spécifiques en ce qui concerne les paragraphes 7.165, 7.168, 7.169, 7.272 et 7.534. Elles ont fait valoir que ces paragraphes font double emploi avec la description du système des CE figurant dans la partie descriptive du rapport du Groupe spécial; qu'ils suivent une structure différente que celle qui a été adoptée dans la partie descriptive, ce qui pourrait créer une confusion; qu'ils contiennent des erreurs; et/ou qu'ils ont trait à des questions qui n'entrent pas dans le mandat du Groupe spécial.

6.47 Les **États-Unis** ont dit que le Groupe spécial devrait rejeter la demande des Communautés européennes en ce qui concerne les paragraphes 7.156 à 7.191, 7.272 et 7.534. À cet égard, les États-Unis ont fait valoir que l'examen du système des CE dans la partie descriptive est insuffisant parce qu'il est uniquement factuel et ne contient aucune analyse. Cela dit, les États-Unis ont fait observer qu'à l'exception de la première phrase, tout le paragraphe 7.535 (qui est lié aux paragraphes 7.156 à 7.191 et 7.534) devrait être supprimé étant donné que le texte en question porte sur des questions qui n'entrent pas dans le mandat du Groupe spécial.

6.48 Le **Groupe spécial** a soigneusement pris note des observations des parties concernant les paragraphes 7.156 à 7.191, 7.272, 7.534 et 7.535. Le Groupe spécial a décidé de conserver ces paragraphes parce que, ainsi qu'il l'indique au paragraphe 7.156, ils décrivent sa compréhension de certains aspects de la manière dont fonctionne le système d'administration douanière des CE, lesquels ont été évoqués dans le contexte des cas particuliers de violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 allégués par les États-Unis. Nous avons inclus des renvois à la description générale du système des CE dans la section du rapport du Groupe spécial portant sur les cas particuliers de violation alléguée. Le Groupe spécial ne considère pas qu'un éventuel chevauchement entre la description du système d'administration douanière des CE dans la partie descriptive et dans les paragraphes 7.156 à 7.191, 7.534 et 7.535 prête à confusion. Au contraire, nous estimons que les détails fournis dans les paragraphes 7.156 à 7.191, 7.272, 7.534 et 7.535 permettent au lecteur de se faire une idée claire et complète de la manière dont fonctionne le système d'administration douanière des CE. En conservant les paragraphes 7.156 à 7.191, 7.272, 7.534 et 7.535, le Groupe spécial souligne que ces paragraphes contiennent uniquement ses observations sur des aspects du système des CE qui sont soulevés dans le contexte des cas particuliers de violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 allégués par les États-Unis.

E. CAS SPÉCIFIQUES DE VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE X.3 A) DU GATT DE 1994

1. Classement tarifaire de doublures opaques pour rideaux et tentures

6.49 Les **Communautés européennes** ont demandé que les paragraphes 7.265 à 7.276 soient supprimés parce que, selon elles, ces paragraphes démontrent un illogisme. À cet égard, les Communautés européennes ont indiqué qu'il est impossible de constater qu'une non-uniformité liée à un processus administratif est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994 à moins qu'il ait également été constaté que le résultat du processus administratif est non uniforme contrairement à cette disposition.

6.50 Les **États-Unis** ont dit que la demande des Communautés européennes devrait être rejetée. Ils ont indiqué que le Groupe spécial n'a pas constaté que le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures était uniforme dans les Communautés européennes. D'après les éléments de preuve qui lui ont été présentés, le Groupe spécial a plutôt constaté qu'il ne pouvait pas conclure que les produits examinés par les différentes autorités douanières des CE étaient physiquement identiques. Les États-Unis ont fait valoir que cette constatation n'empêche pas la formulation d'une constatation d'application non uniforme en ce qui concerne le processus administratif conduisant au classement de doublures opaques pour rideaux et tentures.

6.51 Le **Groupe spécial** a soigneusement examiné les observations des parties et a décidé de ne pas supprimer les paragraphes 7.265 à 7.276. Il renvoie à sa constatation figurant au paragraphe 7.264 selon laquelle, d'après les éléments de preuve limités dont il disposait, le Groupe spécial ne pouvait que supposer que les produits en question n'étaient pas identiques. C'était pour cette raison que le Groupe spécial a été obligé de conclure que le classement tarifaire des produits examinés par les autorités allemandes, d'une part, et de ceux examinés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique, d'autre part, n'était pas non uniforme aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En tout état de cause, le Groupe spécial estime que des

processus administratifs non uniformes peuvent conduire à une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 même si les résultats de ces processus sont uniformes. D'ailleurs, le Groupe spécial est d'avis que quel que soit le résultat concret d'un processus administratif, la non-uniformité du processus lui-même peut avoir pour effet de dissuader les négociants d'importer en passant par une partie donnée du territoire d'un Membre. Cela pourrait se produire en particulier dans les cas où les processus administratifs appliqués sur une partie du territoire d'un Membre sont plus lourds ou plus onéreux que ceux qui sont appliqués sur une autre partie du territoire de ce Membre.

6.52 Les **Communautés européennes** ont également demandé que le paragraphe 7.274 soit modifié dans la mesure où il y est indiqué que le Bureau des douanes principal de Brême n'a pas dûment tenu compte des décisions des autres autorités douanières concernant le classement. Les Communautés européennes ont fait valoir que cette affirmation n'était pas justifiée parce que les produits classés par le Bureau des douanes principal de Brême étaient différents des produits classés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique.

6.53 Les **États-Unis** ont soutenu que la demande des Communautés européennes devrait être rejetée parce qu'elle reposait sur une interprétation erronée des faits.

6.54 Le **Groupe spécial** a examiné les observations des parties et a décidé de ne pas modifier le paragraphe 7.274. Selon le Groupe spécial, même si le Bureau des douanes principal de Brême avait jugé que les produits en question étaient différents, il aurait dû tenir compte des décisions des autres autorités douanières concernant le classement. Il incombait au Bureau des douanes principal de Brême de le faire compte tenu des nombreuses plaintes déposées par le négociant qui demandait un nouveau classement et du fait qu'il était conscient de l'existence de décisions rendues par d'autres autorités douanières concernant le classement de "marchandises comparables".

6.55 En outre, les **Communautés européennes** ont demandé l'inclusion au paragraphe 7.253 de la déclaration faite par le ZPLA de Hambourg dans l'affaire de la contestation présentée par Ornata, qui demandait au négociant en question de fournir "d'autres renseignements et récépissés indiquant que des marchandises identiques ont été traitées différemment dans d'autres pays de l'UE".

6.56 Les **États-Unis** ont soutenu que la demande des Communautés européennes devrait être rejetée parce que le paragraphe 7.253 contient uniquement une description des produits classés par le ZPLA de Hambourg.

6.57 Le **Groupe spécial** estime qu'il n'est pas nécessaire de faire mention au paragraphe 7.253 de la déclaration mentionnée par les Communautés européennes parce que la déclaration en question est déjà entièrement reproduite dans la note de bas de page 501.

6.58 Les **Communautés européennes** ont demandé la suppression au paragraphe 7.275 du membre de phrase: "le manquement évident de la part des autorités douanières allemandes pourrait avoir influé et pourrait continuer d'influer, à l'avenir, sur le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures dans les Communautés européennes". Les Communautés européennes ont émis des doutes concernant l'"incidence" que le manquement allégué pourrait avoir.

6.59 Les **États-Unis** ont dit que la demande des Communautés européennes devrait être rejetée. Selon eux, l'incidence potentielle est claire. En particulier, les États-Unis ont fait valoir que dans la mesure où les négociants peuvent s'attendre à ce que les autorités douanières allemandes appliquent les règles des CE relatives au classement visant les doublures opaques pour rideaux et tentures en utilisant leur propre moyen d'interprétation national et en ne tenant pas dûment compte des décisions des autres autorités douanières, les exportations de ce négociant pourraient être détournées.

6.60 Compte tenu des observations des parties, le **Groupe spécial** a décidé de clarifier la nature de l'incidence qu'il envisageait au paragraphe 7.275.

6.61 Les **Communautés européennes** ont demandé la suppression au paragraphe 7.276 de l'affirmation selon laquelle le système des CE n'oblige pas les autorités douanières allemandes à se référer aux décisions des autres autorités douanières concernant le classement. Les Communautés européennes ont fait observer que la mise en œuvre de cette constatation nécessiterait que des modifications soient apportées au système d'administration douanière des CE, ce qui est une question qui n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial.

6.62 Les **États-Unis** ont dit que la demande des Communautés européennes devrait être rejetée. Dans leur raisonnement les États-Unis ont allégué que les constatations du Groupe spécial ne devraient pas être dictées par ce que les Communautés européennes estiment qu'elles devront ou ne devront pas faire aux fins de la mise en œuvre.

6.63 Le **Groupe spécial** a soigneusement examiné les observations des parties et a modifié le paragraphe 7.276 pour indiquer clairement que la constatation de violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 effectuée par le Groupe spécial a résulté des actes des autorités douanières allemandes concernant les processus administratifs conduisant au classement tarifaire de doublures opaques pour rideaux et tentures plutôt que du système des CE lui-même.

2. Classement tarifaire des écrans plats avec affichage à cristaux liquides et interface vidéo numérique

6.64 Les **Communautés européennes** ont demandé la suppression au paragraphe 7.294 de l'affirmation selon laquelle les Communautés européennes ne semblent pas contester qu'en 2004, une divergence est apparue dans le classement tarifaire des moniteurs ACL. Les Communautés européennes ont fait valoir que bien qu'elles aient reconnu dans leurs communications que le classement des moniteurs ACL est une question complexe nécessitant le classement de nombreux produits, elles n'ont pas reconnu qu'il y avait un manque d'uniformité dans les pratiques en matière de classement des moniteurs ACL au moment de l'établissement du Groupe spécial.

6.65 Le **Groupe spécial** admet que les Communautés européennes n'ont pas *expressément* indiqué dans leurs communications qu'elles convenaient qu'il existait une divergence dans le classement des moniteurs ACL au moment pertinent. Cela dit, le Groupe spécial estime que les Communautés européennes ont *implicitement* concédé l'existence d'une telle divergence dans les paragraphes de leurs communications qui sont cités dans la note de bas de page 540. Nous avons développé cette note de bas de page pour étayer davantage ce point. En outre, dans la même note de bas de page, nous en avons dit davantage sur le communiqué de presse publié par Greenberg Traurig le 24 mai 2005 (pièce US-29), qui tend à confirmer qu'en 2004, il existait une divergence dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique par, d'une part, les autorités douanières néerlandaises et, d'autre part, les autorités douanières des autres États membres.

3. Révocation du RTC concernant les bougies et les fruits conservés dans le contexte de l'affaire *Timmermans*

6.66 Les **Communautés européennes** ont demandé que les paragraphes 7.347 à 7.360 soient supprimés parce que les États-Unis n'ont pas présenté d'allégation de non-uniformité concernant les bougies et les fruits conservés. En outre, les Communautés européennes ont fait valoir que ces paragraphes devraient être supprimés parce qu'ils ont trait à la contestation par les États-Unis du système d'administration douanière des CE "en tant que tel", une question qui n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial.

6.67 Les **États-Unis** ont indiqué qu'ils pouvaient accéder à la demande des Communautés européennes à condition que les paragraphes 7.357 et 7.358 soient conservés dans la section VII.D.6 a).

6.68 Compte tenu des observations des parties, le **Groupe spécial** a décidé de supprimer les paragraphes 7.347 à 7.360 à l'exception des paragraphes 7.357 et 7.358 qui ont été conservés dans la section VII.D.6 a).

4. Sanctions pour infraction à la législation douanière communautaire

6.69 Les **Communautés européennes** ont demandé que le paragraphe 7.490 soit supprimé en faisant valoir que les États-Unis n'ont pas allégué l'existence d'une violation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 de la manière formulée par le Groupe spécial dans ce paragraphe. Les Communautés européennes ont également soutenu que les affirmations du Groupe spécial figurant dans ces paragraphes sont incompatibles avec son raisonnement selon lequel les lois fondamentales prévoyant des sanctions ne sauraient être considérées comme des actes administratifs.

6.70 Les **États-Unis** ont dit que la demande des Communautés européennes devrait être rejetée. Les États-Unis ont admis qu'ils n'ont pas énoncé leur allégation en ce qui concerne les sanctions de la manière adoptée par le Groupe spécial au paragraphe 7.490. Cela dit, ils ont indiqué qu'il est faux de dire que les États-Unis n'ont pas allégué qu'il existe une violation à cet égard. Les États-Unis ont également soutenu qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre le raisonnement du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.490 et les autres constatations du Groupe spécial concernant les sanctions. Selon les États-Unis, la question visée au paragraphe 7.490 n'est pas celle de savoir si certaines lois relatives aux sanctions peuvent être considérées comme des actes administratifs. La question est plutôt de savoir si la décision dans l'affaire *Andrade* et le Règlement du Conseil des CE en question sont des règles douanières des CE pouvant être appliquées au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

6.71 Le **Groupe spécial** a décidé de ne pas modifier le paragraphe 7.490. Premièrement, le Groupe spécial fait observer que rien ne l'empêche de formuler des observations même si elles ne sont pas fondées sur des allégations qui ont été spécifiquement faites par les parties durant la procédure du Groupe spécial. En outre, ainsi qu'il est indiqué dans la première phrase du paragraphe 7.490, les observations du Groupe spécial dans ce paragraphe ont trait à l'application de la décision judiciaire de la CEJ dans l'affaire *Jose Teodoro de Andrade* v. *Director da Alfândega de Leixões* et de la Résolution du Conseil du 29 juin 1995 sur l'application uniforme et efficace du droit communautaire et sur les sanctions applicables aux violations de ce droit dans le domaine du marché intérieur. Les observations du Groupe spécial ne concernent pas les différences de fond existant dans les lois, règlements ou autres mesures.

F. OBLIGATIONS DES CE ET DES ÉTATS MEMBRES

6.72 Les **Communautés européennes** ont demandé que le paragraphe 7.593 soit modifié pour indiquer clairement que ce sont les Communautés européennes et non pas les États membres qui ont la compétence exclusive pour les questions concernant les Accords de l'OMC relatifs au commerce des marchandises.

6.73 Les **États-Unis** ont dit que la demande des Communautés européennes devrait être rejetée. À l'appui de cette position, les États-Unis ont fait valoir que les Communautés européennes soulèvent une question qui n'a jamais été examinée auparavant dans le présent différend, essaient de fonder leur argument sur des éléments de preuve qu'elles ont présentés pour la première fois durant la phase du réexamen intérimaire et demandent au Groupe spécial de faire une déclaration sur la compétence relative des Communautés européennes et de leurs États membres dont les incidences vont bien au-delà du présent différend et qui est erronée en droit.

6.74 Le **Groupe spécial** a pris soigneusement note des observations des parties et a décidé de ne pas accepter la demande des Communautés européennes concernant le paragraphe 7.593. Le Groupe spécial fait remarquer que la déclaration à laquelle s'opposent les Communautés européennes concerne les obligations des Communautés européennes et de leurs États membres au titre des Accords de l'OMC *du point de vue du droit international*. Toutefois, les arguments présentés par les Communautés européennes pour étayer la modification proposée du paragraphe 7.593 ont trait à la compétence relative des Communautés européennes et de leurs États membres *du point de vue du droit interne*, ce qui est sans rapport avec la déclaration en question.

G. AUTRES DEMANDES DE RÉEXAMEN

6.75 Les États-Unis et les Communautés européennes ont demandé que certaines modifications soient apportées à l'exposé de leurs arguments respectifs dans les paragraphes ci-après du rapport intérimaire: 7.73, 7.98, 7.99, 7.115, 7.116, 7.119, 7.254, 7.280. 7.526, 7.546 et 7.595. Le Groupe spécial a accepté ces modifications dans la mesure où elles étaient compatibles avec ce que les parties ont indiqué dans les diverses communications qu'elles ont présentées au Groupe spécial pendant la procédure du Groupe spécial.

6.76 Les États-Unis et les Communautés européennes ont demandé que des modifications ou des précisions soient apportées à la description d'aspects spécifiques liés au système d'administration douanière des CE faite par le Groupe spécial dans les paragraphes suivants: 2.26, 2.33, 2.57, 2.72, 7.160, 7.166, 7.168, 7.181, 7.187, 7.299, 7.319, 7.343 et les notes de bas de page 306 et 650. Le Groupe spécial a accédé à ces demandes dans la mesure où elles étaient compatibles avec les éléments de preuve qui lui avaient été présentés par les parties durant la procédure du Groupe spécial.

6.77 Les Communautés européennes ont demandé que des modifications soient apportées aux traductions en anglais de certaines pièces déposées par les États-Unis, dont la langue d'origine était l'allemand (à savoir, les pièces US-23, US-41 et US-50), figurant aux paragraphes 7.251 et 7.253. Le Groupe spécial a accepté ces modifications dans la mesure où elles étaient fidèles à la version allemande des pièces en question.

6.78 En ce qui concerne les paragraphes ci-après, les propositions faites par une partie n'ont pas été contestées par l'autre partie: 7.327, 7.329 à 7.346, 7.347 à 7.356, 7.360, 7.386 à 7.399, 7.402, 7.444, 8.1 (concernant le mandat du Groupe spécial), 8.1 a) vii), viii) et xi), et 8.2. Le Groupe spécial a accepté toutes ces propositions de modifications.

6.79 En outre, les États-Unis et/ou les Communautés européennes ont demandé que des précisions soient apportées à certaines questions factuelles figurant aux paragraphes 7.262 et 7.265. Le Groupe spécial a apporté les précisions nécessaires à ces paragraphes.

VII. CONSTATATIONS

A. ARTICLE X DU GATT DE 1994

7.1 L'article X du GATT de 1994, intitulé "Publication et application des règlements relatifs au commerce", dispose ce qui suit:

> "1. Les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale rendus exécutoires par toute partie contractante qui visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou au transfert de paiements les concernant, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection,

l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation de ces produits, seront publiés dans les moindres délais, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance. Les accords intéressant la politique commerciale internationale et qui seraient en vigueur entre le gouvernement ou un organisme gouvernemental de toute partie contractante et le gouvernement ou un organisme gouvernemental d'une autre partie contractante seront également publiés. Les dispositions du présent paragraphe n'obligeront pas une partie contractante à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées.

2. Aucune mesure d'ordre général que pourrait prendre une partie contractante et qui entraînerait le relèvement d'un droit de douane ou d'une autre imposition à l'importation en vertu d'usages établis et uniformes ou d'où il résulterait, pour les importations ou les transferts de fonds relatifs à des importations, une prescription, une restriction ou une prohibition nouvelle ou aggravée ne sera mise en vigueur avant qu'elle n'ait été publiée officiellement.

3. a) Chaque partie contractante appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article.

b) Chaque partie contractante maintiendra, ou instituera aussitôt que possible, des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin, notamment, de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Ces tribunaux ou procédures seront indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives, et leurs décisions seront exécutées par ces organismes et en régiront la pratique administrative, à moins qu'il ne soit interjeté appel auprès d'une juridiction supérieure dans les délais prescrits pour les appels interjetés par les importateurs, sous réserve que l'administration centrale d'un tel organisme puisse prendre des mesures en vue d'obtenir une révision de l'affaire dans une autre action, s'il y a des raisons valables de croire que la décision est incompatible avec les principes du droit ou avec les faits de la cause.

c) Aucune disposition de l'alinéa *b)* du présent paragraphe n'exigera la suppression ou le remplacement des procédures existant sur le territoire d'une partie contractante à la date du présent Accord et qui assurent en fait une révision impartiale et objective des décisions administratives, quand bien même ces procédures ne seraient pas entièrement ou formellement indépendantes des organismes chargés de l'application des mesures administratives. Toute partie contractante qui a recours à de telles procédures devra, lorsqu'elle y sera invitée, communiquer à ce sujet aux PARTIES CONTRACTANTES tous renseignements permettant à ces dernières de décider si ces procédures répondent aux conditions fixées dans le présent alinéa."

7.2 Dans le présent différend, les États-Unis ont formulé des allégations au titre de l'article X:3 a) et de l'article X:3 b) du GATT de 1994. Le Groupe spécial examinera chacune de ces allégations à tour de rôle, après avoir examiné un certain nombre de questions relatives au mandat du Groupe spécial ainsi que les questions de procédures qui ont été soulevées.

B. LE MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

1. La (les) mesure(s) en cause

a) Résumé des arguments des parties

7.3 Les **États-Unis** ont précisé dans leur première communication écrite qu'ils s'intéressaient exclusivement à la prescription d'application "uniforme" énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[115] Ils allèguent que les mesures suivantes ne sont pas appliquées d'une manière uniforme par les Communautés européennes, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994: le "Code des douanes communautaire" figurant dans le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992; le "Règlement d'application" mettant en œuvre le Code des douanes communautaire, qui figure dans le Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993; et le "Tarif douanier commun", qui a été promulgué initialement par le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, mais qui est mis à jour annuellement dans le Journal officiel des CE.[116] Les États-Unis expliquent que, bien qu'ils contestent principalement ces trois mesures parce qu'elles constituent l'essentiel de la législation douanière des CE, celles-ci sont "complétées" par divers règlements de la Commission et par d'autres mesures.[117] Ils soutiennent que ces mesures complémentaires se rapportent à des produits particuliers ou à des groupes de produits selon des modalités qui développent les dispositions énoncées dans les trois mesures principales. Selon eux, il serait impossible d'indiquer toutes ces mesures complémentaires en raison de leur spécificité et du large éventail de questions auxquelles elles se rapportent. Néanmoins, à titre d'exemple, les États-Unis se réfèrent au Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil relatif à la suspension des droits frappant certains moniteurs vidéo avec affichage à cristaux liquides.[118] Ils se réfèrent aussi à une note explicative de la Nomenclature combinée relative au classement de certains caméscopes.[119] Les États-Unis soutiennent que les trois mesures principales et les mesures complémentaires ne sont pas appliquées d'une manière uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[120]

7.4 Les **Communautés européennes** font valoir que les lois et règlements énumérés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis ne sont pas les "mesures en cause" pour ce qui est des allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Selon elles, il ressort clairement de la demande que l'allégation des États-Unis a trait à la manière dont les Communautés européennes appliquent les mesures énumérées dans la demande, et non pas aux mesures elles-mêmes. Les Communautés européennes font valoir que l'énumération des lois et des autres mesures dans la demande n'a que pour seul objet d'indiquer les lois que les Communautés européennes n'appliqueraient pas d'une manière non uniforme.[121]

7.5 Les **États-Unis** répondent en faisant observer qu'ils ne contestent pas la teneur des mesures mentionnées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial.[122] Ils contestent plutôt la manière dont la législation douanière des CE est appliquée. Toutefois, selon les États-Unis, la manière dont les Communautés européennes appliquent leur législation douanière ne peut pas elle-même être une "mesure". Par conséquent, les "mesures spécifiques en cause" aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sont les lois, règlements et décisions qui constituent la

[115] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 15.
[116] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 3.
[117] Réponses des États-Unis aux questions n° 3 et 128 du Groupe spécial.
[118] Pièce US-28.
[119] Notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 13 juillet 2000, page 316 (pièce US-62).
[120] Réponse des États-Unis à la question n° 128 du Groupe spécial.
[121] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 7.
[122] Réponses des États-Unis aux questions n° 1, 4 et 128 du Groupe spécial.

législation douanière des CE, encore que dans certains cas, cette législation soit appliquée au moyen de lois et de règlements qui sont eux-mêmes des mesures.[123]

7.6 Les **Communautés européennes** ne pensent pas que la manière d'appliquer les lois ne puisse pas être elle-même une mesure. À cet égard, elles font observer que l'Organe d'appel a confirmé que tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins du règlement des différends dans le cadre de l'OMC. Selon elles, cela vaut également pour l'application des lois visées par l'article X:3 a) du GATT de 1994. La question de savoir si une mesure particulière est contestable dans le cadre de l'OMC dépend entièrement de la teneur de l'obligation en question dans le cadre de l'OMC.[124] Les Communautés européennes font valoir que l'indication de la (des) mesure(s) en cause dans le présent différend est particulièrement nécessaire en raison des caractéristiques particulières de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[125] Elles font valoir que la thèse des États-Unis selon laquelle la "manière d'appliquer" ne peut pas être une mesure conduirait à un résultat absurde, à savoir que la non-conformité avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne pourrait jamais être contestée au titre du Mémorandum d'accord.[126] Les Communautés européennes font également remarquer à cet égard que l'Organe d'appel a confirmé que l'article X:3 a) du GATT de 1994 n'a trait qu'à l'application des lois et règlements visés par l'article X:1 du GATT de 1994, et non pas à la teneur de ces lois et règlements.[127]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.7 S'agissant de l'allégation des États-Unis selon laquelle les Communautés européennes contreviennent à l'article X:3 a) du GATT de 1994, la question s'est posée de savoir quelle(s) était (étaient) la (les) "mesure(s) en cause" aux termes de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord aux fins d'une allégation formulée au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En particulier, le Groupe spécial a été appelé à déterminer si les mesures en cause dans le présent différend sont les lois, règlements et autres mesures mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, telle qu'elle a été présentée par les États-Unis, ou plutôt la manière d'administrer le système douanier des CE, comme l'ont fait valoir les Communautés européennes.

i) Interprétation des termes "mesures en cause" figurant à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord

7.8 S'agissant du contexte dans lequel s'inscrit l'examen par le Groupe spécial de la (des) "mesure(s) en cause" aux fins d'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial doit d'abord examiner d'une manière générale le sens des termes "mesures en cause", qui figurent à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

7.9 La partie pertinente de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "La demande d'établissement d'un groupe spécial ... indiquera les *mesures* spécifiques *en cause* et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème." (pas d'italique dans l'original)

---

[123] Réponses des États-Unis aux questions n° 1 et 4 du Groupe spécial.

[124] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 8, dans lequel celles-ci se réfèrent au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.

[125] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 9, dans lequel celles-ci se réfèrent au rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 200.

[126] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 10.

[127] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 9, dans lequel celles-ci se réfèrent au rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 200.

7.10 En résumé, l'article 6:2 du Mémorandum d'accord pose deux conditions distinctes qui doivent être remplies par la demande d'établissement d'un groupe spécial: 1) la demande doit indiquer les mesures spécifiques en cause; et 2) elle doit contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte.

7.11 La "mesure en cause" indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial joue un rôle déterminant en ce qui concerne les différends dans le cadre de l'OMC, et cela pour un certain nombre de raisons.

7.12 *Premièrement*, la "mesure en cause" constitue avec le "fondement juridique de la plainte" la "question portée devant l'ORD", qui est le fondement du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.[128] Quant au mandat du groupe spécial, il définit la portée du différend et contribue à réaliser, du point de vue de la régularité de la procédure, l'objectif de notification aux parties et aux tierces parties au différend de la nature des arguments du plaignant.[129]

7.13 *Deuxièmement*, c'est la "mesure en cause" indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui doit être rendue conforme dans l'éventualité où il serait constaté qu'elle constitue un manquement à une obligation dans le cadre de l'OMC. Cela ressort entre autres de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, dont la partie pertinente est libellée ainsi:

> "Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une *mesure* est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné *la* rende conforme audit accord." (pas d'italique dans l'original)

7.14 Le Groupe spécial considère qu'il existe une corrélation entre l'emploi du terme "mesure" à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord et les termes "mesures en cause" qui figurent à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En particulier, un groupe spécial et l'Organe d'appel ne peuvent faire de recommandations au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord qu'en ce qui concerne le mesure qui a été indiquée spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pertinente, conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, et dont il a été constaté qu'elle était incompatible avec une obligation dans le cadre de l'OMC.

7.15 La déclaration ci-après de l'Organe d'appel est pertinente pour ce qui est de l'interprétation du terme "mesure" qui figure à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord:

> "En principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends.[130] Les actes ou omissions qui sont ainsi imputables sont habituellement les actes ou omissions des organes de l'État, y compris ceux du pouvoir exécutif.[131]

---

[128] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 125.

[129] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 126.

[130] (*note de bas de page de l'original*) Nous n'avons pas besoin d'examiner, dans le présent appel, les questions connexes telles que la mesure dans laquelle les actes ou omissions de gouvernements régionaux ou locaux, ou même les actions d'entités privées, pourraient être imputés à un Membre dans des circonstances particulières.

[131] (*note de bas de page de l'original*) Les déterminations spécifiques établies par les organismes exécutifs d'un Membre comme les règlements publiés par le pouvoir exécutif peuvent constituer des actes imputables à ce Membre. Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, où les mesures renvoyées au Groupe spécial comprenaient une détermination établie par l'USDOC dans un réexamen administratif ainsi qu'une disposition réglementaire publiées par l'USDOC.

> En outre, dans la pratique du GATT et de l'OMC en matière de règlement des différends, les groupes spéciaux ont fréquemment examiné des mesures consistant non seulement en des actes particuliers appliqués uniquement à une situation spécifique mais aussi en des actes établissant des règles ou des normes censées être appliquées de manière générale et prospective.[132] En d'autres termes, les instruments d'un Membre qui contiennent des règles ou des normes pourraient constituer une "mesure", peu importe comment ou si ces règles ou normes sont appliquées dans un cas particulier. Cela tient au fait que les disciplines du GATT et de l'OMC, ainsi que le système de règlement des différends, visent à protéger non seulement les échanges existants mais aussi la sécurité et la prévisibilité nécessaires pour la réalisation des échanges futurs. Cet objectif serait compromis si les instruments établissant des règles ou des normes incompatibles avec les obligations d'un Membre ne pouvaient pas être soumis à un groupe spécial une fois adoptés et indépendamment de tout cas particulier d'application de ces règles ou normes.[133] Par ailleurs, si des instruments contenant des règles ou des normes ne pouvaient pas être contestés en tant que tels mais uniquement dans le cadre de leur application, cela aboutirait à une multiplicité de procédures. Par conséquent, admettre des allégations concernant des mesures, en tant que telles, sert à éviter de futurs différends en permettant l'élimination de l'origine d'un comportement incompatible avec les règles de l'OMC."[134]

7.16 Concernant l'importance qui devrait être accordée, le cas échéant, aux termes "en cause" figurant à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord lorsqu'il s'agit des mesures spécifiques qui doivent être indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Groupe spécial note que le sens ordinaire de ces termes indique que ceux-ci désignent ce qui est contesté par le plaignant.[135] Par conséquent, nous considérons que les termes "mesure en cause" figurant à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord désignent la mesure qui fait l'objet de la contestation dans un différend donné.

7.17 De l'avis du Groupe spécial, les termes "mesure en cause" figurant à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord devraient être interprétés en tenant compte de l'obligation spécifique dans le cadre de l'OMC à laquelle cette mesure serait contraire dans un différend donné. Le Groupe spécial estime qu'une telle approche est nécessaire parce que la "mesure en cause", dont il a été fait mention dans la demande d'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, fera l'objet d'une recommandation de la part d'un groupe spécial et/ou de l'Organe d'appel

---

[132] (*note de bas de page de l'original*) Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Fonds spécial pour l'environnement*; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Boissons à base de malt*; le rapport du Groupe spécial *CEE – Pièces détachées et composants*; le rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Cigarettes*; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tabac*; le rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*; le rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs*; le rapport du Groupe spécial *Turquie – Textiles*; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC*; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur*; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi de 1916 (CE)*; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi de 1916 (Japon)*; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (21:5 – CE)*; et le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 156 et 157. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, notes de bas de page 34 et 35 relatives aux paragraphes 60 et 61, respectivement.

[133] (*note de bas de page de l'original*) Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Fonds spécial pour l'environnement*, paragraphe 5.2.2.

[134] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 81 et 82.

[135] Le New Shorter Oxford English Dictionary définit "*at issue*" (en cause) comme étant "*the position of parties of which one affirms and the other denies a point*" (la position des parties dont l'une défend une thèse qui est combattue par l'autre) – *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 1428.

pour qu'elle soit rendue conforme, en application de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, s'il est constaté que cette mesure est contraire à une obligation dans le cadre de l'OMC. La manière dont la mesure doit être rendue conforme est manifestement liée à la teneur de l'obligation dans le cadre de l'OMC avec laquelle la mesure en question a été jugée incompatible. Par conséquent, le Groupe spécial estime, du moins en ce qui concerne certaines allégations, que la teneur de l'obligation dans le cadre de l'OMC avec laquelle une mesure peut avoir été jugée incompatible pourrait influer sur l'interprétation des termes "mesures en cause" figurant à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Cela étant dit, le Groupe spécial ne veut pas insinuer que les prescriptions distinctes énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord consistant à indiquer les mesures spécifiques en cause et à donner un bref exposé du fondement juridique de la plainte devraient être amalgamées et évaluées comme une seule et même prescription. Au contraire, ces prescriptions tendent à des buts différents. D'une part, l'obligation de définir la "mesure" spécifique "en cause" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial sert à indiquer l'acte ou l'omission d'un Membre de l'OMC qui est contesté, alors que l'obligation d'exposer le fondement juridique de la plainte indique le critère ou la norme juridique au regard duquel ou de laquelle l'acte ou l'omission doit être évalué pour déterminer s'il est incompatible ou non avec les règles de l'OMC. Bien qu'il s'agisse de prescriptions parfaitement distinctes qui tendent à des buts différents, elles n'en sont pas moins liées entre elles de telle sorte que l'interprétation de l'une dans le cadre d'un différend donné peut contribuer à éclairer l'interprétation de l'autre.

ii) La (Les) "mesure(s) en cause" aux fins d'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994

7.18 Gardant à l'esprit ces considérations d'ordre général, le Groupe spécial examine maintenant la question de savoir quelle(s) est (sont) la (les) "mesure(s) en cause" aux fins d'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous commençons par analyser les aspects pertinents de l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce que, comme nous l'avons fait observer plus haut au paragraphe 7.17, les termes "mesure en cause" figurant à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord devraient être interprétés en tenant compte de l'obligation spécifique dans le cadre de l'OMC à laquelle cette mesure serait contraire.

7.19 L'article X:3 a) du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Chaque partie contractante appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article."

7.20 De l'avis du Groupe spécial, l'aspect essentiel de l'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 qui a une incidence sur l'interprétation des termes "mesures en cause" figurant à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord aux fins d'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 est l'obligation d'"appliquer d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable". Eu égard à cet aspect essentiel de l'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial estime que la demande d'établissement d'un groupe spécial pertinente doit indiquer la manière d'appliquer qui serait non uniforme, partiale et/ou déraisonnable lorsqu'il est allégué qu'il y a violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.21 À cet égard, le Groupe spécial rappelle qu'il ressort clairement des articles 6:2 et 19:1 du Mémorandum d'accord que c'est la "mesure en cause" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui doit être rendue conforme dans l'éventualité où il serait constaté que celle-ci est contraire à une obligation dans le cadre de l'OMC. S'il était constaté qu'un Membre de l'OMC contrevient à l'article X:3 a) du GATT de 1994, cela signifierait que la manière dont les lois, règlements et décisions visés à l'article X:1 du GATT de 1994 sont appliqués par ce Membre n'est pas uniforme, impartiale et/ou raisonnable. Si, eu égard à cette violation, un groupe spécial ou l'Organe d'appel

recommandait à l'ORD que le Membre mette la mesure en question en conformité, celui-ci devrait modifier la *manière* dont les lois, règlements et décisions pertinents sont *appliqués* pour se conformer à cette recommandation.

7.22 Si la "mesure en cause" aux fins d'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 est la manière d'appliquer qui serait non uniforme, partiale et/ou déraisonnable, cela ne signifie pas nécessairement que le simple fait d'indiquer la manière d'appliquer dans la demande d'établissement d'un groupe spécial satisfera à l'exigence de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord consistant à indiquer la mesure *spécifique* en cause. De l'avis du Groupe spécial, ce qui est nécessaire pour satisfaire à l'exigence de spécificité inscrite à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord variera d'une affaire à l'autre. Dans la section suivante de notre rapport, nous examinons, entre autres choses, l'exigence de spécificité de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord aux fins du présent différend.

iii) La "mesure en cause" aux fins de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans le cadre du présent différend

7.23 Le Groupe spécial examine maintenant la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis dans son ensemble afin de déterminer la (les) mesure(s) spécifique(s) en cause aux fins de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans le cadre du présent différend. Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis évoquent l'aspect essentiel de l'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 dont il a été fait état plus haut au paragraphe 7.20, à savoir la manière d'appliquer qui engendrerait la non-uniformité.[136]

Manière d'appliquer

7.24 En particulier, il est dit ce qui suit dans la partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis:

> "Les États-Unis considèrent que la *façon* dont les Communautés européennes ("CE") *administrent* leurs lois, règlements et décisions du type décrit à l'article X:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") n'est pas uniforme, impartiale et raisonnable et, partant, n'est pas conforme à l'article X:3 a) du GATT de 1994.
>
> ...
>
> L'"administration" [des mesures énumérées plus bas au paragraphe 7.26] dans les Communautés européennes est *assurée par les autorités douanières* des États membres des CE. Elle revêt des formes très diverses. Les États-Unis croient savoir que les *multiples formes d'administration* de ces mesures comprennent, mais pas exclusivement, les lois, règlements, guides, manuels et pratiques administratives des autorités douanières des États membres des Communautés européennes."[137] (pas d'italique dans l'original)

[136] Comme nous l'avons fait observer précédemment, les États-Unis ont précisé, dans la note de bas de page 15 de leur première communication écrite, qu'ils alléguaient uniquement dans le cadre du présent différend que la manière d'administrer le système douanier des CE n'était pas "uniforme", en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Les États-Unis ont dit explicitement qu'ils ne se prononçaient pas sur la question de savoir si la manière dont était administré le système des CE était "impartiale" ou "déraisonnable", au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

[137] Document WT/DS315/8, qui est reproduit à l'annexe D du rapport du Groupe spécial.

7.25 Les termes employés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis indiquent que ceux-ci contestent la manière d'appliquer certains aspects de la législation douanière des CE.[138] Il est précisé dans la demande que l'application contestée par les États-Unis est celle assurée par les "autorités douanières des États membres des CE". En outre, il est indiqué dans la demande que les formes spécifiques d'application par les autorités douanières nationales qui sont contestées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 comprennent, entre autres choses, les lois, règlements, guides, manuels et pratiques administratives.

"Lois, règlements et décisions du type décrit à l'article X:1 du GATT de 1994"

7.26 Il est notamment fait mention dans la demande présentée par les États-Unis des "lois, règlements et décisions du type décrit à l'article X:1 du GATT de 1994", dont les États-Unis allèguent qu'ils ne sont pas appliqués d'une manière uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En particulier, il est dit ce qui suit dans la partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis:

> "Aux fins de la présente demande, les lois, règlements et décisions (dénommés collectivement "mesures") que les Communautés européennes n'administrent pas de cette façon visent la classification et l'évaluation des produits à des fins douanières et les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation. Ces mesures sont les suivantes:
>
> - le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le Code des douanes communautaire, y compris toutes ses annexes, tel que modifié [le "Code des douanes communautaire"];
> - le Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du Règlement (CEE) n° 2913/92, du 12 octobre 1992, du Conseil établissant le Code des douanes communautaire, y compris toutes ses annexes, tel que modifié [le "Règlement d'application"];
> - le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes ses annexes, tel que modifié [le "Tarif douanier commun"];
> - le tarif intégré des Communautés européennes, établi en vertu de l'article 2 du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes ses annexes, tel que modifié (le "TARIC"); et
> - pour chacune des lois et chacun des règlements susmentionnés toutes les modifications, mesures d'application et autres mesures connexes."[139]

[138] Dans leurs communications au Groupe spécial dans le cadre de la présente procédure, les États-Unis ont confirmé qu'ils contestaient la manière dont étaient appliquées les mesures mentionnées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, et non pas la teneur de ces mesures (réponses des États-Unis aux questions n° 1, 4 et 128 du Groupe spécial).

[139] Document WT/DS315/8, qui est reproduit à l'annexe D du rapport du Groupe spécial.

7.27 De l'avis du Groupe spécial, l'exigence de spécificité inscrite à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord requiert l'inclusion des "lois, règlements et décisions visés à [l'article X:1 du GATT de 1994]" dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. À cet égard, le Groupe spécial rappelle que les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, y compris l'obligation d'indiquer *spécifiquement* la "mesure en cause", contribuent à réaliser, du point de vue de la régularité de la procédure, l'objectif important de notification aux parties et aux tierces parties au différend de la nature des arguments du plaignant. Nous estimons que l'objectif consistant à garantir la régularité de la procédure ne serait pas pleinement atteint si le Membre défendeur n'était informé que de la manière d'appliquer qui donnerait des résultats non uniformes, partiaux et/ou déraisonnables, mais non pas des lois, règlements et décisions dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière contraire aux prescriptions de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.28 Le Groupe spécial note également qu'il est fait mention dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis de toutes les "modifications, mesures d'application et autres mesures connexes" afférentes au Code des douanes communautaire, au Règlement d'application, au Tarif douanier commun et au TARIC. Le libellé large retenu par les États-Unis indique que les mesures qui modifient ou appliquent le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun ou le TARIC ou qui y sont afférentes pourraient entrer dans le cadre de notre mandat.[140]

Domaines de l'administration douanière

7.29 Une question qui s'est posée dans le cadre du présent différend est celle de savoir si l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, lorsqu'il est interprété à la lumière de l'article X:3 a) du GATT de 1994, requiert également l'identification des domaines spécifiques de l'administration douanière pour lesquels il est allégué qu'il a été contrevenu à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.30 Le Groupe spécial note qu'en l'espèce les États-Unis contestent l'application du Code des douanes communautaire, du Règlement d'application, du Tarif douanier commun, du TARIC et des mesures connexes. Prises ensemble, ces mesures renferment littéralement des milliers de dispositions différentes qui ont trait à un large éventail de domaines douaniers différents et qui peuvent être appliquées d'une multitude de façons diverses.[141] Par conséquent, s'agissant du présent différend,

[140] À cet égard, voir plus bas l'analyse à laquelle s'est livré le Groupe spécial aux paragraphes 7.36 et 7.37.

[141] Le Code des douanes communautaire (pièce US-5) comprend 253 articles et il est divisé en neuf titres, qui traitent des sujets suivants – titre I: Dispositions générales; titre II: Éléments sur la base desquels les droits à l'importation ou à l'exportation ainsi que les autres mesures prévues dans le cadre des échanges des marchandises sont appliqués; titre III: Dispositions applicables aux marchandises introduites dans le territoire douanier de la Communauté jusqu'à ce qu'elles aient reçu une destination douanière; titre IV: Destinations douanières; titre V: Marchandises sortant du territoire douanier de la Communauté; titre VI: Les opérations privilégiées; titre VII: Dette douanière; titre VIII: Droit de recours; titre IX: Dispositions finales.

Le Règlement d'application (pièce US-6) comprend 915 articles qui traitent des sujets suivants – PARTIE I: Dispositions d'application générales: titre premier: Généralités; titre II: Renseignements contraignants; titre III: Traitement tarifaire favorable en raison de la nature des marchandises; titre IV: Origine des marchandises; titre V: Valeur en douane; titre VI: Introduction des marchandises dans le territoire douanier; titre VII: Déclaration en douane – Procédure normale; titre VIII: Examen des marchandises, reconnaissance du bureau de douane et autres mesures prises par le bureau de douane; titre IX: Procédures simplifiées. PARTIE II: Destinations douanières: titre premier: Mise en libre pratique; titre II: Statut douanier des marchandises et transit; titre III: Régimes douaniers économiques; titre IV: Dispositions d'application relatives à l'exportation; titre V: Autres destinations douanières; titre VI: Marchandises sortant du territoire douanier de la Communauté. PARTIE III: Opérations privilégiées: titre I: Marchandises en retour. PARTIE IV: Dette douanière: titre premier: Garanties; Titre II: Naissance de la dette; titre III:

nous estimons que l'exigence de spécificité inscrite à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord requiert également l'indication des domaines douaniers dans le cadre desquels il y aurait manquement à l'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 selon les États-Unis. À notre avis, sans cette spécificité additionnelle en ce qui concerne les domaines douaniers en cause, le droit des Communautés européennes, en tant que partie défenderesse, d'être informées de la nature de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 n'aurait pas été respecté.

7.31 À cet égard, nous notons que dans le cadre de l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a examiné la question de savoir si les mesures en cause et les produits visés par ces mesures avaient été indiqués avec suffisamment de spécificité aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. L'Organe d'appel a fait observer dans cette affaire que, même si "l'article 6:2 n'exige *pas* expressément que soient indiqués les produits auxquels les "mesures spécifiques en cause" s'appliquent ... en ce qui concerne certaines obligations contractées dans le cadre de l'OMC, *pour indiquer "les mesures spécifiques en cause", il faut peut-être également indiquer les produits faisant l'objet des mesures en cause*".[142] En l'occurrence, le Groupe spécial estime que l'indication des domaines de l'administration douanière en cause est nécessaire afin d'indiquer *spécifiquement* les "mesures en cause" de la façon préconisée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*. Autrement dit, les domaines de l'administration douanière contribuent à indiquer *spécifiquement* la "mesure en cause", à savoir la manière d'appliquer.

7.32 En l'occurrence, les domaines suivants de l'administration douanière sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis:

- classification et évaluation des marchandises;
- procédures de classification et d'évaluation des marchandises, y compris la fourniture aux importateurs de renseignements contraignants sur la classification et l'évaluation;
- procédures d'admission et de mise en libre pratique des marchandises, y compris prescriptions différentes en matière de certificats d'origine, critères différents selon les États membres pour l'inspection physique des marchandises, prescriptions différentes en matière de licences pour l'importation de produits alimentaires et procédures différentes pour le traitement des envois exprès;
- procédures de vérification des déclarations d'importation après la mise en libre circulation des marchandises dans les Communautés européennes;
- sanctions et procédures relatives à l'imposition de sanctions en cas de violation des règles douanières; et
- prescriptions en matière de tenue des registres.[143]

Recouvrement du montant de la dette douanière; titre IV: Remboursement ou remise des droits à l'importation ou à l'exportation. PARTIE IV*bis*: Contrôle de l'utilisation et/ou de la destination des marchandises. PARTIE V: Dispositions finales.

Le Tarif douanier commun comprend 21 sections divisées en 99 chapitres et comporte plus de 5 000 positions tarifaires.

[142] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 67.

[143] Document WT/DS315/8, qui est reproduit à l'annexe D du rapport du Groupe spécial.

iv) Résumé

7.33 De l'avis du Groupe spécial, lue dans son intégralité, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis indique que la "mesure spécifique en cause" dans le présent différend, aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, est la manière dont les autorités douanières nationales des États membres appliquent le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis, à savoir: la classification et l'évaluation des marchandises, les procédures de classification et d'évaluation des marchandises, les procédures d'admission et de mise en libre pratique des marchandises, les procédures de vérification des déclarations d'importation après la mise en libre circulation des marchandises, les sanctions et procédures relatives à l'imposition de sanctions en cas de violation des règles douanières ainsi que les prescriptions en matière de tenue des registres. Par conséquent, conformément à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord, aux termes de notre mandat, nous ne sommes autorisés qu'à examiner la manière dont les autorités douanières nationales des États membres appliquent le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière indiquées spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis.

2. Questions temporelles relatives au mandat du Groupe spécial

a) Résumé des arguments des parties

7.34 Les **Communautés européennes** soutiennent que le mandat du Groupe spécial ne comprend que les mesures qui existaient au moment où il a été saisi de la question par l'ORD. Par conséquent, selon elles, le Groupe spécial ne peut faire de constatations au sujet de mesures qui n'existaient plus au moment où il a été établi ni au sujet de mesures qui n'existaient pas encore au moment où il a été établi.[144]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.35 Le Groupe spécial note que les Communautés européennes ont soulevé la question de savoir s'il existait ou non des limites temporelles quant aux mesures au sujet desquelles le Groupe spécial pouvait faire des constatations en examinant l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En particulier, les Communautés européennes prétendent que le mandat du Groupe spécial ne comprend que les mesures qui existaient au moment où il a été saisi de la question par l'ORD. Par conséquent, selon elles, le Groupe spécial ne peut faire de constatations au sujet de mesures qui n'existaient plus au moment où il a été établi ni au sujet de mesures qui n'existaient pas encore au moment où il a été établi.[145]

7.36 Nous considérons qu'un groupe spécial est habilité en règle générale à faire des constatations et des recommandations au sujet de mesures qui existaient au moment de son établissement, en supposant que ces mesures soient visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial. Néanmoins, un groupe spécial peut aussi être habilité à faire des constatations et des recommandations au sujet de mesures qui étaient arrivées à expiration ou qui n'existaient pas encore au moment de son établissement, en supposant là encore que ces mesures soient visées par la demande. Plus précisément, nous considérons que dans la mesure où les mesures qui sont arrivées à

[144] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial.

[145] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial.

expiration affectent le fonctionnement d'un accord visé au moment de l'établissement du groupe spécial, elles peuvent à bon droit faire l'objet de constatations et de recommandations de la part du groupe spécial, notamment si ces constatations et recommandations sont nécessaires pour arriver à une solution positive du différend.[146] En outre, les mesures qui n'existaient pas au moment de l'établissement peuvent faire l'objet de constatations et de recommandations de la part du groupe spécial lorsqu'elles entrent en vigueur, à condition qu'elles ne modifient pas la nature essentielle de la requête du Membre plaignant, telle qu'elle ressort de la demande d'établissement d'un groupe spécial.[147]

7.37 En l'occurrence, le Groupe spécial rappelle que la "mesure spécifique en cause" dans le présent différend comprend la *manière d'appliquer* le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes. Comme on le verra lorsque le Groupe spécial interprétera et appliquera l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne les cas spécifiques de violation allégués par les États-Unis, la manière d'appliquer dans un cas donné peut ne pas avoir de point de départ ni de limite précis. En particulier, l'application peut faire partie de séries continues d'actes ou de mesures liés entre eux et qui pourraient, par conséquent, impliquer des actes ou des mesures qui n'existaient plus ou qui n'existaient pas au moment de l'établissement du Groupe spécial. En d'autres termes, l'application peut comprendre un ensemble d'étapes et d'actes, dont certains peuvent être antérieurs ou postérieurs à l'étape ou à l'acte administratif qui est examiné par le groupe spécial au moment de l'établissement de ce groupe spécial.[148] À notre avis, les étapes et les actes administratifs qui sont antérieurs ou postérieurs à l'établissement du groupe spécial peuvent être pertinents pour déterminer s'il y avait ou non violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 au moment de l'établissement. La pertinence de ces observations deviendra évidente lorsque nous examinerons les cas particuliers de violation alléguée de l'article X:3 a) du GATT de 1994 par les Communautés européennes plus loin dans notre rapport.

3. La portée de la contestation par les États-Unis du système d'administration douanière des CE au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994

a) Résumé des arguments des parties

7.38 Les **États-Unis** déclarent – en ce qui concerne l'allégation qu'ils ont formulée au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 – qu'ils contestent l'absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE globalement.[149] Ils soutiennent que leur demande d'établissement d'un groupe spécial indique que leur contestation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 a trait à l'absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE globalement et qu'elle démontre qu'une contestation visant l'application de la législation douanière des CE dans son ensemble entre dans le cadre du mandat du Groupe spécial. Plus précisément, les États-Unis expliquent, premièrement, qu'il est fait mention dans la demande du Code des douanes communautaire, du Règlement d'application et du Tarif douanier communautaire. À leur avis, il s'agit des principaux éléments de la législation douanière des CE dans son ensemble. Les États-Unis soutiennent en outre qu'il est indiqué clairement plus loin dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial que le manque d'application uniforme qui constitue le fondement de la plainte des États-Unis "ressort clairement des différences existant entre les États membres dans de nombreux domaines, y compris, mais pas exclusivement", dans ceux qui sont énumérés. Selon eux, ces aspects

[146] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 261; le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 126 à 144; et le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 156.

[147] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 126 à 144.

[148] À cet égard, le Groupe spécial rappelle qu'en règle générale, les groupes spéciaux sont tenus d'examiner les mesures qui existaient au moment de l'établissement du groupe spécial.

[149] Réponse des États-Unis à la question n° 1 du Groupe spécial.

de leur demande d'établissement d'un groupe spécial démontrent qu'une contestation visant l'application de la législation douanière des CE dans son ensemble entre dans le cadre du mandat du Groupe spécial.[150] Les États-Unis font valoir en outre qu'ils ont exposé en termes systémiques dans leurs diverses communications le problème que posait l'application non uniforme dans les Communautés européennes et qu'ils ont ensuite expliqué comment le problème se manifestait dans trois domaines, à savoir le classement tarifaire, l'évaluation en douane et les régimes douaniers.[151]

7.39 Les **Communautés européennes** prétendent que les États-Unis refusent d'indiquer les aspects spécifiques de l'administration douanière des CE qu'ils contestent.[152] Selon elles, la mesure en cause dans le présent différend est l'application de la législation douanière des CE dans les domaines qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, tels qu'ils ont été précisés dans la première communication écrite des États-Unis, notamment le classement tarifaire, la valeur en douane, la transformation sous douane, la procédure de domiciliation et les sanctions. Les Communautés européennes font valoir que ce mandat plus circonscrit est confirmé par l'intitulé du présent différend: "*Certaines* questions douanières" (pas d'italique dans l'original). Elles concluent que les États-Unis ne peuvent tenter d'inclure toutes les questions douanières dans le mandat du Groupe spécial en contestant le système d'administration douanière des CE dans son ensemble.[153] Les Communautés européennes ajoutent qu'une interprétation aussi large de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, qui exige une indication suffisante des mesures spécifiques en cause.[154] Les Communautés européennes font valoir que l'on ne peut s'attendre à ce qu'elles se défendent contre des accusations nébuleuses d'application non uniforme formulées au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans des domaines que les États-Unis n'ont indiqués ni dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, ni dans leur première communication écrite.[155]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.40 En l'espèce, le Groupe spécial est appelé à déterminer si les États-Unis sont habilités à contester le système d'administration douanière des CE globalement ou dans son ensemble, comme ils le soutiennent, ou si les États-Unis doivent plutôt se borner à présenter des arguments en ce qui concerne les domaines douaniers spécifiques qui sont indiqués dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, comme le soutiennent les Communautés européennes.

7.41 Avant d'aborder cette question particulière, le Groupe spécial souhaiterait formuler au sujet de son mandat quelques observations d'ordre général qui ont trait à cette question, selon lui.

7.42 *Premièrement*, le mandat d'un groupe spécial ne change pas au fil du temps et la façon dont les Membres plaignants défendent leur thèse n'influe pas sur lui.[156] Comme nous l'avons dit précédemment, le mandat du groupe spécial est défini par la demande d'établissement d'un groupe spécial. Si la demande est rédigée en termes généraux, le mandat du groupe spécial aura une étendue

[150] Réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial.
[151] Réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial.
[152] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 12.
[153] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 13.
[154] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial.
[155] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 14.
[156] Toutefois, cela ne veut pas dire qu'un groupe spécial serait tenu de faire des constatations et/ou de rendre des décisions et des recommandations en ce qui concerne toutes les mesures et allégations indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Au contraire, le groupe spécial a la faculté de ne se prononcer que sur les questions nécessaires pour arriver à une solution positive du différend (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 22).

correspondante aussi longtemps qu'il sera saisi du différend. Le Membre plaignant qui fait valoir son point de vue à un moment ou à un autre pendant la procédure de groupe spécial en utilisant des termes plus circonscrits que ceux figurant dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial n'est pas tenu de se borner à ces termes plus circonscrits pendant le reste de la procédure devant le groupe spécial.

7.43 *Deuxièmement*, l'intitulé d'une affaire n'a aucune incidence sur l'étendue du mandat d'un groupe spécial. Comme nous l'avons indiqué précédemment, le mandat d'un groupe spécial est défini par les mesures et les allégations qui sont indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il n'est fait mention de l'intitulé de l'affaire ni à l'article 7 du Mémorandum d'accord, qui définit le mandat du groupe spécial, ni dans les prescriptions corrélatives de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[157] Finalement, l'étendue ou l'étroitesse d'une contestation donnée dépendra exclusivement des termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial pertinente.

7.44 Si nous passons maintenant à la question particulière qu'il nous a été demandé d'examiner et dont il est fait état plus haut au paragraphe 7.40, nous observons qu'il n'y a rien dans le Mémorandum d'accord ni dans les autres Accords de l'OMC qui empêcherait un Membre plaignant de contester le système d'un Membre défendeur dans son ensemble ou globalement. Néanmoins, si le Membre plaignant souhaite élever une telle contestation, la demande d'établissement d'un groupe spécial dans laquelle le système du Membre défendeur est contesté dans son ensemble ou globalement doit satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. La question de savoir s'il a été satisfait ou non aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dans une affaire donnée dépendra de la demande d'établissement d'un groupe spécial particulière et des faits pertinents entourant cette affaire.

7.45 Les États-Unis soutiennent que leur contestation du système d'administration douanière des CE dans son ensemble ou globalement est manifeste au vu de deux aspects de leur demande d'établissement d'un groupe spécial. *Premièrement*, ils font observer qu'il est fait mention dans la demande du Code des douanes communautaire, du Règlement d'application et du Tarif douanier communautaire, qui constituent selon eux les principaux éléments de la législation douanière des CE dans son ensemble. Autrement dit, les États-Unis estiment qu'ils contestent implicitement le système des CE dans son ensemble puisqu'ils ont indiqué dans leur demande ce qu'ils considèrent comme étant les "principaux éléments" du système d'administration douanière des CE. *Deuxièmement*, les États-Unis soutiennent qu'il est indiqué clairement dans leur demande que le manque d'application uniforme qui constitue le fondement de leur allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 "ressort clairement des différences existant entre les États membres dans de nombreux domaines, *y compris, mais pas exclusivement*", dans ceux qui sont spécifiquement énumérés dans la demande. Les États-Unis font valoir que le libellé extensif de leur demande indique que l'ensemble du système d'administration douanière des CE est mis en cause par leur allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.46 De l'avis du Groupe spécial, aux termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'ils ont présentée, les États-Unis ne peuvent contester en l'espèce le système d'administration douanière des CE dans son ensemble ou globalement. Le Groupe spécial estime qu'en raison du libellé et de la teneur de la demande présentée par les États-Unis, le mandat du Groupe spécial en ce qui concerne la portée de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 se limite aux domaines spécifiques de l'administration douanière dont il est fait mention dans cette demande, lesquels sont indiqués plus haut au paragraphe 7.32. Notre raisonnement est le suivant.

[157] D'ailleurs, le Groupe spécial note que l'intitulé d'un différend émane habituellement du Secrétariat de l'OMC.

7.47 *Premièrement*, le Groupe spécial estime que la mention par les États-Unis dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial du Code des douanes communautaire, du Règlement d'application et du Tarif douanier communautaire ne peut être considérée isolément, en faisant abstraction de la mention dans cette même demande d'un certain nombre de domaines de l'administration douanière.[158] Lorsque ces aspects de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis sont lus conjointement, ils indiquent que l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 s'étend à certains des domaines de l'administration douanière couverts par le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application et le Tarif douanier communautaire, mais non à tous.

7.48 *Deuxièmement*, le Groupe spécial note que les domaines de l'administration douanière énumérés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne couvrent pas l'ensemble des domaines constitutifs de la totalité du système d'administration douanière des CE. L'étendue de cet ensemble est manifeste au vu de la teneur des diverses mesures évoquées par les États-Unis dans leur demande, à savoir: le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les autres "mesures connexes". Les domaines qui font partie du système d'administration douanière des CE mais qui n'ont pas été mentionnés par les États-Unis dans leur demande comprennent le régime du transit, la dette douanière, le perfectionnement actif, le perfectionnement passif, l'exportation et la réexportation.[159] Le Groupe spécial croit savoir que ces domaines du système d'administration douanière des CE ne sont pas négligeables du point de vue de la fréquence d'utilisation et du volume d'échanges affecté. Par conséquent, leur omission dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis est notable et étaye la constatation formulée plus haut par le Groupe spécial au paragraphe 7.46 selon laquelle, compte tenu de leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ne peuvent en l'espèce contester le système d'administration douanière des CE globalement ou dans son ensemble au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.49 *Enfin*, le Groupe spécial note que la liste des domaines de l'administration douanière figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis est précédée par le texte qui suit: "L'absence d'application uniforme, impartiale et raisonnable des mesures susmentionnées ressort clairement des différences existant entre les États membres dans de nombreux domaines, *y compris, mais pas exclusivement, les suivants* ..." Nous n'estimons pas que le membre de phrase "y compris, mais pas exclusivement" a à lui seul pour effet juridique d'incorporer dans le

[158] Le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.33 que la "mesure spécifique en cause" dans le présent différend, aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, est la manière dont les autorités douanières nationales des États membres appliquent le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis. Le Groupe spécial observe aussi qu'en évoquant divers éléments de leur demande d'établissement d'un groupe spécial à l'appui de leur argument selon lequel la demande a trait au système d'administration douanière des CE dans son ensemble, les États-Unis semblent eux-mêmes préconiser l'approche selon laquelle les divers aspects des "mesures en cause" aux fins d'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 doivent être considérés conjointement (réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial).

[159] Le "régime du transit" est régi entre autres par les articles 54 et 55, 91 à 97 et 163 à 165 du Code des douanes communautaire et par les articles 309 à 495, 616 à 623 et 712 à 716 du Règlement d'application. La "dette douanière" est régie entre autres par les articles 189 à 242 du Code des douanes communautaire et par les articles 857 à 912 du Règlement d'application. Le "perfectionnement actif" est régi par les articles 114 à 129 du Code des douanes communautaire et par les articles 275 et 276, 538 à 547, 549 à 649 et 829 à 839 du Règlement d'application. Le "perfectionnement passif" est régi entre autres par les articles 145 à 160 du Code des douanes communautaire et par les articles 277 et 748 à 787 du Règlement d'application. L'"exportation" est régie entre autres par les articles 161 et 162 du Code des douanes communautaire et par les articles 788 à 798 et 843 à 856 du Règlement d'application. La "réexportation" est régie entre autres par l'article 182 du Code des douanes communautaire et par les articles 841 et 842 du Règlement d'application.

mandat du Groupe spécial *tous* les domaines de l'administration douanière dans le système des CE et pas seulement ceux qui sont indiqués spécifiquement dans la demande présentée par les États-Unis. À notre avis, si nous interprétions ce membre de phrase comme ayant l'effet juridique d'inclure des domaines qui ne sont pas indiqués spécifiquement dans la demande, notre interprétation compromettrait un objectif important des prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord du point de vue de la régularité de la procédure, à savoir: aviser et informer suffisamment la partie défenderesse et les tierces parties au différend de la nature de la requête du plaignant.[160]

7.50 Au vu de ce qui précède, après avoir examiné la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis dans son ensemble, le Groupe spécial conclut que son mandat en ce qui concerne l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne comprend pas la contestation du système d'administration douanière des CE globalement ou dans son ensemble au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Comme nous l'avons dit plus haut au paragraphe 7.33, notre mandat se borne plutôt à la manière dont les autorités douanières nationales des États membres appliquent le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis.

4. La nature de la contestation par les États-Unis du système d'administration douanière des CE au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994

a) Résumé des arguments des parties

7.51 Les **États-Unis** soutiennent qu'ils contestent la conception et la structure du système d'administration douanière des CE "en tant que telles". Selon eux, s'il est vrai que l'article X:3 a) du GATT de 1994 porte sur l'application, un système d'administration douanière "en tant que tel" peut contrevenir à l'article X:3 a) du GATT de 1994 s'il débouche nécessairement sur une application non uniforme.[161] S'agissant du système d'administration douanière des CE, les États-Unis estiment que c'est l'absence d'un élément essentiel dans la conception et la structure du système d'administration douanière des Communautés européennes qui entraîne nécessairement une application non uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994: à savoir une procédure ou une institution faisant en sorte d'empêcher que des divergences ne surviennent dans l'application par les autorités douanières des 25 États membres ou faisant en sorte qu'elles soient conciliées d'office et dans les moindres délais lorsqu'elles surviennent. De l'avis des États-Unis, les procédures et institutions qui constitueraient selon les Communautés européennes des moyens de parvenir à une application uniforme dans les Communautés européennes ne peuvent pas déboucher et ne débouchent pas sur une application uniforme de la législation douanière des CE par 25 autorités douanières indépendantes dont la compétence est limitée sur le plan régional. Selon les États-Unis, ces procédures et institutions constituent plutôt un réseau imprécis qui peut réagir de diverses façons en cas d'application non uniforme, mais pas nécessairement. Les États-Unis prétendent que le système d'administration douanière des CE débouche nécessairement sur une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994 puisqu'il ne comporte ni procédure ni institution visant à empêcher que des divergences ne se produisent ou, lorsque des divergences surviennent, visant à faire en sorte qu'elles soient conciliées dans les moindres délais et d'office.[162] Les États-Unis soutiennent que cette insuffisance structurelle du système des CE se traduit par une application non uniforme dans tous les domaines de l'administration douanière. Ils font valoir que dans chacun de ces domaines, les seules procédures ou institutions qui garantiraient une application uniforme sont des procédures et institutions de nature générale, non contraignante et discrétionnaire, exception faite de la révision par

[160] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 90.
[161] Réponse des États-Unis à la question n° 173 du Groupe spécial.
[162] Réponse des États-Unis à la question n° 126 a) du Groupe spécial.

les tribunaux nationaux. Toutefois, de l'avis des États-Unis, la révision par les tribunaux nationaux ne garantit pas une application uniforme en raison de la faculté dont disposent les tribunaux de saisir ou non la CEJ de certaines questions, du fait que l'autorité douanière d'un État membre donné n'est pas tenue de se conformer aux décisions des tribunaux des autres États membres et de l'absence de tout mécanisme visant à informer les autorités douanières des divers États membres des décisions douanières pertinentes rendues par les tribunaux des autres États membres.[163]

7.52 Les **Communautés européennes** soutiennent que la seule mesure en cause dont il est question dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis est l'application de la législation douanière des CE. Selon elles, les États-Unis n'ont pas contesté les mesures d'application générale qui constituent le système d'administration douanière des CE. Les Communautés européennes soutiennent qu'en conséquence, ces mesures générales ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.[164] Elles soutiennent en outre que lorsqu'une loi ou qu'un règlement "prescrit" une forme d'application qui n'est pas uniforme, raisonnable ou impartiale, cette loi ou ce règlement pourrait être considéré en soi comme une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Selon les Communautés européennes, une loi ou un règlement seront "impératifs" s'ils ne laissent pas aux autorités la possibilité d'appliquer les lois ou les règlements en question d'une manière uniforme, impartiale ou raisonnable.[165] Néanmoins, elles estiment que la conception et la structure particulières du système des Communautés européennes ne pourraient devenir pertinentes au regard de l'article X:3 a) du GATT de 1994 que si celles-ci entraînaient nécessairement un manque d'uniformité.[166] À cet égard, les Communautés européennes rappellent que la question de savoir si le système d'administration douanière des CE garantit ou non une application uniforme doit être évalué au regard du système dans son ensemble et non sur la base de différentes mesures prises isolément.[167] Les Communautés européennes estiment par ailleurs que la question de savoir si le système d'administration douanière des CE "en tant que tel" conduit à une application non uniforme est une question de fait ayant trait à l'interprétation et à l'application de la législation interne abondante des CE. La charge de démontrer que cette législation interne constitue un manquement aux obligations dans le cadre de l'OMC incombe aux États-Unis, en tant que plaignant.[168] Les Communautés européennes concluent que les États-Unis n'ont pas démontré qu'il existait dans le système d'administration douanière des CE des éléments qui conduisaient nécessairement à un manque d'uniformité.[169] Elles ajoutent que, dans les Communautés européennes, aucune loi ne prescrit l'application non uniforme de la législation douanière des CE.[170] Au contraire, selon elles, le système d'administration douanière des CE comporte de nombreux mécanismes imbriqués qui, ensemble, offrent une assurance élevée d'interprétation et d'application uniformes de la législation douanière des CE.[171]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.53 Une autre question que le Groupe spécial est appelé à examiner dans le cadre du présent différend est la question de savoir si les États-Unis sont habilités à contester le système d'administration douanière des CE "en tant que tel". À cet égard, le Groupe spécial note que les

[163] Réponse des États-Unis à la question n° 126 b) du Groupe spécial.
[164] Réponse des Communautés européennes à la question n° 173 du Groupe spécial.
[165] Réponse des Communautés européennes à la question n° 154 du Groupe spécial.
[166] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 44; réponse des Communautés européennes à la question n° 173 du Groupe spécial.
[167] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 45; observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 127 du Groupe spécial.
[168] Réponse des Communautés européennes à la question n° 173 du Groupe spécial.
[169] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 64.
[170] Réponse des Communautés européennes à la question n° 154 du Groupe spécial.
[171] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 64.

États-Unis ont clairement affirmé qu'ils contestaient la conception et la structure du système d'administration douanière des CE "en tant que telles".[172] Les Communautés européennes font valoir que la contestation par les États-Unis du système d'administration douanière des CE "en tant que tel" déborde le cadre du mandat du Groupe spécial.[173]

7.54 En guise d'observation préliminaire, le Groupe spécial note que les États-Unis contestent implicitement "en tant que telles" la conception et la structure du système d'administration douanière des CE *dans son ensemble ou globalement*. Cela ressort, entre autres choses, du fait que les États-Unis soutiennent que les déficiences structurelles alléguées du système des CE se traduisent nécessairement par une violation de l'article X:3 a) du GATT dans *tous* les domaines de l'administration douanière dans les Communautés européennes.[174] Le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut aux paragraphe 7.46 et suivants que les États-Unis ne pouvaient contester le système d'administration douanière des CE dans son ensemble ou globalement au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce que, comme nous l'avons dit précédemment, pareille contestation déborde le cadre de notre mandat. Néanmoins, nous avons également constaté plus haut au paragraphe 7.33 que notre mandat nous autorise à examiner la manière dont les autorités douanières nationales des États membres appliquent le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis. Étant donné le fait que les États-Unis ont prétendu que les déficiences structurelles du système des CE se traduisaient nécessairement par une violation de l'article X:3 a) du GATT dans tous les domaines de l'administration douanière dans les Communautés européennes, nous examinerons la question de savoir si les États-Unis sont habilités ou non à contester "en tant que telles" la conception et la structure du système des CE dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis.

7.55 Le Groupe spécial observe pour commencer que la *législation* d'un Membre peut être contestée "en tant que telle" comme constituant un manquement à une obligation dans le cadre de l'OMC.[175] L'idée qu'un *système* (et, on peut le supposer, que les éléments constitutifs de ce système) peut être contesté "en tant que tel", à condition que le système comprenne des règles ou des normes censées être appliquées de manière générale et prospective, semble également bénéficier d'un certain appui.[176]

7.56 Le Groupe spécial se reporte une fois de plus au libellé de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis pour déterminer si son mandat lui permet ou non d'examiner la contestation "en tant que tel" de la conception et de la structure du système des CE dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande présentée par les États-Unis. Nous notons à cet égard que l'Organe d'appel a dit ce qui suit dans le cadre de l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*:

> "... Selon nous, des contestations "en tant que tel" de mesures d'un Membre dans une procédure de règlement des différends à l'OMC sont des contestations sérieuses. Par

[172] Réponse des États-Unis à la question n° 173 du Groupe spécial.
[173] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 14; réponse des Communautés européennes à la question n° 173 du Groupe spécial
[174] Réponse des États-Unis à la question n° 126 b) du Groupe spécial.
[175] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, paragraphe 75.
[176] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 81 et 82, reproduit plus haut au paragraphe 7.15.

définition, une allégation "en tant que tel" conteste des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, affirmant que la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures – sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC. En substance, les parties plaignantes qui formulent des contestations "en tant que tel" cherchent à empêcher les Membres *ex ante* d'adopter une certaine conduite. Les incidences de telles contestations sont manifestement d'une portée beaucoup plus large que celle d'allégations "tel qu'appliqué".

Nous supposons aussi que les mesures visées par des contestations "en tant que tel" ont normalement fait l'objet, conformément au droit interne, d'un examen approfondi par le biais de divers processus délibératifs afin d'assurer leur compatibilité avec les obligations internationales du Membre, y compris celles qui se trouvent dans les accords visés, et que la promulgation d'une telle mesure traduit implicitement le fait que ce Membre a conclu que la mesure n'était pas incompatible avec ces obligations. La présomption que les Membres de l'OMC agissent de bonne foi dans la mise en œuvre de leurs engagements dans le cadre de l'OMC est particulièrement pertinente dans le contexte de mesures contestées "en tant que telles". Nous exhortons donc les parties plaignantes à être *particulièrement attentives* à énoncer aussi clairement que possible les allégations "en tant que tel" dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial. En particulier, nous nous attendrions à ce que des allégations "en tant que tel" indiquent sans ambiguïté les mesures spécifiques du droit interne contestées par la partie plaignante et le fondement juridique de l'allégation selon laquelle ces mesures ne sont pas compatibles avec des dispositions particulières des accords visés. Grâce à de telles présentations simples des allégations "en tant que tel", les demandes d'établissement d'un groupe spécial devraient laisser peu de doutes aux parties défenderesses sur le fait que, malgré leur propre opinion mûrement réfléchie sur la compatibilité de leurs mesures avec les règles de l'OMC, un autre Membre a l'intention de contester ces mesures, en tant que telles, dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC."[177]

7.57 En l'espèce, le Groupe spécial estime qu'il ne ressort pas clairement de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis que ceux-ci entendaient contester la conception et la structure de certains aspects du système d'administration douanière des CE "en tant que telles".

7.58 *Premièrement*, de l'avis du Groupe spécial, il n'y a rien dans le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis qui pourrait être interprété comme indiquant clairement que la contestation élevée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 a trait à la conception et à la structure du système d'administration douanière des CE.

7.59 *Deuxièmement*, la demande d'établissement d'un groupe spécial indique que les États-Unis se préoccupent de la façon dont les autorités douanières des États membres s'occupent de l'administration plutôt que de la conception et de la structure du système d'administration douanière au niveau communautaire "en tant que telles". En particulier, la demande commence par la phrase suivante: "Les États-Unis considèrent que la *manière* dont les Communautés européennes ("CE") appliquent les lois, règlements et décisions visés à l'article X:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") n'est pas uniforme, impartiale et raisonnable et, partant, n'est pas conforme à l'article X:3 a) du GATT de 1994." (pas d'italique dans l'original) Nous

[177] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 172 et 173.

notons que le terme "*manner*" ("manière") est défini comme étant "*the way in which something is done or happens; a method of action; a mode of procedure*" (la façon dont quelque chose est fait ou arrive; méthode d'action; mode de procédure).[178] À notre avis, il n'y a rien dans le sens ordinaire du terme "manière" qui indiquerait que celui-ci se rapporte à la conception et à la structure de quelque chose. Le sens ordinaire de ce terme indique plutôt que celui-ci se rapporte à l'application dans la pratique.

7.60 En outre, lorsqu'il est question dans la demande de la manière d'appliquer qui serait contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994, l'accent est mis sur les actions des autorités douanières des États membres, alors qu'il n'est fait aucune mention en revanche des actions entreprises et/ni des procédures et institutions existant au niveau communautaire, dont la conception et la structure du système d'administration douanière des CE. Il est notamment dit ce qui suit dans la demande:

> "L'application de ces mesures dans les Communautés européennes est *assurée par les autorités douanières des États membres des CE*. Elle revêt des formes très diverses. Les États-Unis croient savoir que les multiples formes d'application de ces mesures comprennent, mais pas exclusivement, les lois, règlements, guides, manuels et pratiques administratives des *autorités douanières des États membres des Communautés européennes*."[179] (pas d'italique dans l'original)

7.61 *Troisièmement*, nous rappelons que nous avons constaté plus haut au paragraphe 7.20 que l'aspect essentiel de l'article X:3 a) du GATT de 1994 est l'obligation d'"appliquer d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable". En contestant la conception et la structure du système d'administration douanière des CE "en tant que telles" au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, les États-Unis prétendent effectivement que la conception et la structure se traduisent *nécessairement* par une application qui n'est pas uniforme.[180] Autrement dit, les États-Unis prétendent qu'ils ne contestent pas des cas spécifiques d'application des lois, règlements et décisions, du moins pas exclusivement. En revanche, ils contestent le système, c'est-à-dire le cadre et le contexte institutionnels dans lesquels les actes administratifs spécifiques sont accomplis. De l'avis du Groupe spécial, la prétendue contestation par les États-Unis de la conception et de la structure du système des CE "en tant que telles" n'est pas clairement liée à l'essence de l'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994, à savoir l'obligation d'appliquer d'une manière uniforme. Étant donné l'absence de lien évident entre la prétendue contestation par les États-Unis du système d'administration douanière des CE "en tant que tel" et cet aspect essentiel de l'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994, il était d'autant plus nécessaire que les États-Unis indiquent clairement la nature de leur contestation dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.62 *Enfin*, le Groupe spécial observe que les termes "en tant que tel" ou en soi ne figurent pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Le Groupe spécial estime d'une manière générale que l'omission de ces termes dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, omission dont la signification est claire dans la phraséologie du règlement des différends à l'OMC, ne signifie pas nécessairement que le Membre plaignant ne pourra pas soulever une contestation "en tant que tel", à condition qu'il n'y ait pas de doute pour le Membre défendeur qu'une contestation "en tant que tel" est bel et bien envisagée.[181] Toutefois, pour les raisons exposées plus haut, le Groupe spécial estime qu'il n'était pas clairement indiqué dans la demande

---

[178] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 1687.

[179] Document WT/DS315/8, qui est reproduit à l'annexe D du rapport du Groupe spécial.

[180] C'est d'ailleurs ce que les États-Unis font valoir explicitement dans leur réponse à la question n° 126 a) du Groupe spécial.

[181] Nous rappelons à cet égard que la demande d'établissement d'un groupe spécial contribue à réaliser, du point de vue de la régularité de la procédure, l'objectif important consistant à notifier aux parties et aux tierces parties au différend la nature des arguments du plaignant. Voir plus haut le paragraphe 7.12.

d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis qu'une contestation "en tant que tel" du système d'administration douanière des CE était envisagée.[182]

7.63 Compte tenu des facteurs qui précèdent pris dans leur ensemble, le Groupe spécial conclut que, eu égard au texte et à la teneur de leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ne peuvent contester "en tant que telles" la conception et la structure du système d'administration douanière des CE dans son ensemble, pas plus que la conception et la structure du système des CE dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande présentée par les États-Unis. Néanmoins, aux termes de leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis peuvent encore alléguer que l'application du Code des douanes communautaire, du Règlement d'application, du Tarif douanier commun, du TARIC et des mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière indiqués spécifiquement dans la demande présentée par les États-Unis est contraire dans des cas particuliers à l'article X:3 a) du GATT de 1994. D'ailleurs, les États-Unis ont eux-mêmes déclaré que leurs allégations ne se bornaient pas à une contestation "en tant que tel" de la conception et de la structure du système d'administration douanière des CE. Les États-Unis ajoutent qu'ils ont apporté dans leurs communications des exemples spécifiques d'application non uniforme dans le cadre du système des CE.[183]

5. Conclusions générales au sujet du mandat du Groupe spécial

7.64 Le Groupe spécial conclut, pour les raisons exposées plus haut, que son mandat l'autorise à examiner la manière dont les autorités douanières nationales des États membres appliquent le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis. Le Groupe spécial conclut également, eu égard au texte et à la teneur de son mandat, qu'il ne peut examiner les contestations "en tant que tel" de la conception et de la structure du système d'administration douanière des CE dans son ensemble, pas plus que la conception et la structure du système des CE dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis. Toutefois, nous sommes autorisés à examiner des cas particuliers d'application du Code des douanes communautaire, du Règlement d'application, du Tarif douanier commun, du TARIC et des mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière indiqués spécifiquement dans la demande présentée par les États-Unis, lorsque ces cas ont été exposés et invoqués par les États-Unis dans le cadre du présent différend. Le Groupe spécial examinera chacun de ces cas plus loin dans son rapport, après avoir d'abord examiné un certain nombre de questions de procédure et de questions d'ordre général relatives à l'interprétation et à l'application de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

[182] Par ailleurs, le Groupe spécial note que les États-Unis n'ont fait connaître clairement leur intention de contester "en tant que telles" la conception et la structure du système d'administration douanière des CE qu'à une étape tardive des travaux du Groupe spécial, en réponse à une question posée par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion de fond (à savoir la réponse des États-Unis à la question n° 173 du Groupe spécial. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 126 du Groupe spécial). Avant cette étape des travaux du Groupe spécial, les États-Unis n'ont pas indiqué explicitement que leur contestation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 était une contestation "en tant que tel". Cela tend à étayer le point de vue selon lequel, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis n'avaient pas l'intention de contester le système d'administration douanière des CE "en tant que tel".

[183] Réponse des États-Unis à la question n° 126 b) du Groupe spécial.

C. QUESTIONS DE PROCÉDURE

1. Admissibilité de certains éléments de preuve

a) Éléments de preuve contenus dans la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond

7.65 Pendant la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, qui a eu lieu les 22 et 23 novembre 2005, les Communautés européennes ont soulevé la question de savoir si certains éléments de preuve invoqués par les États-Unis à propos de leur allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 devraient être admis par le Groupe spécial. En particulier, le 22 novembre 2005, après que les États-Unis eurent fait leur déclaration orale lors de cette réunion de fond, les Communautés européennes ont prétendu que les éléments de preuve contenus dans la section III de la déclaration orale des États-Unis[184] constituaient de "nouveaux" éléments de preuve, qu'ils avaient été présentés trop tard et qu'ils devaient donc être jugés inadmissibles par le Groupe spécial. Les États-Unis se sont défendus en disant que s'ils avaient invoqué ces éléments de preuve, c'est parce qu'ils constituaient des "éléments de preuve nécessaires aux fins des communications présentées à titre de réfutation", au sens du paragraphe 12 des Procédures de travail.[185] Les États-Unis ont fait valoir qu'à ce titre, les éléments de preuve n'avaient pas été apportés trop tard.

7.66 Le 23 novembre 2005, le Groupe spécial a adressé une lettre aux parties pour leur indiquer qu'il avait décidé d'admettre les éléments de preuve en question. En particulier, il était dit ce qui suit dans la lettre du Groupe spécial:

> "Le Groupe spécial se réfère à la question de procédure que les Communautés européennes ont soulevée verbalement le 22 novembre 2005, pendant la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties. Les Communautés européennes ont fait valoir notamment que les éléments de preuve contenus dans les pièces relatives à la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond devaient être jugés inadmissibles par le Groupe spécial, parce que, aux termes du paragraphe 12 des Procédures de travail du Groupe spécial, il était interdit de présenter de "nouveaux" éléments de preuve factuels après la première réunion de fond. Les États-Unis rétorquent que les éléments de preuve en question ne sont pas "nouveaux". Selon eux, ils constituent plutôt des "éléments de preuve nécessaires aux fins des communications présentées à titre de réfutation", au sens du paragraphe 12 des Procédures de travail.
>
> Le Groupe spécial a examiné soigneusement les arguments des parties en tenant compte du paragraphe 12 des Procédures de travail et des dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord. Sans se prononcer sur la question de savoir si les éléments de preuve en question peuvent être assimilés soit à de "nouveaux" éléments de preuve factuels, soit à des éléments de preuve qui sont "nécessaires aux fins des communications présentées à titre de réfutation", au sens du paragraphe 12 des Procédures de travail, le Groupe spécial a décidé d'admettre les éléments de preuve invoqués par les États-Unis dans la section III de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond. Le Groupe spécial estime qu'il est habilité à admettre ces éléments de preuve pour les raisons suivantes. Le paragraphe 12 des Procédures de travail

[184] La section III de la déclaration orale des États-Unis s'intitule "Des affaires récentes confirment que les processus dont les CE proclament qu'ils assurent une application uniforme ne le font pas" et traite de l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

[185] Les Procédures de travail du Groupe spécial chargé du présent différend sont reproduites à l'annexe E du présent rapport.

> dispose que les "parties présenteront tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des communications présentées à titre de réfutation". Aux termes de l'article 12:1 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial peut décider de déroger aux Procédures de travail après avoir consulté les parties. Par ailleurs, l'article 11 du Mémorandum d'accord oblige le Groupe spécial à procéder à une évaluation objective des faits. Nous ne considérons pas que nous nous acquitterions de notre devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord si nous jugions inadmissibles des éléments de preuve qui pourraient avoir une incidence sur les constatations du Groupe spécial dans le présent différend.
>
> Afin d'éviter tout préjudice aux Communautés européennes en ce qui concerne les éléments de preuve mentionnés par les États-Unis dans la section III de leur déclaration orale, le Groupe spécial a décidé d'accorder aux Communautés européennes le droit de présenter des observations sur la teneur de la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond. (...) Le Groupe spécial se réserve le droit de poser des questions aux États-Unis et aux Communautés européennes en ce qui concerne la teneur de la section III, y compris les éléments de preuve auxquels il est fait référence et les observations présentées par les Communautés européennes à ce sujet.
>
> ...
>
> Les parties devraient noter que la décision rendue par le Groupe spécial dans la présente communication n'a trait qu'à l'admissibilité des éléments de preuve invoqués par les États-Unis dans la section III de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond. Cette décision n'a aucune incidence sur l'importance que le Groupe spécial pourra finalement attribuer à ces éléments de preuve, s'il y a lieu."

7.67 Le Groupe spécial a accordé aux Communautés européennes un délai de trois semaines pour présenter leurs observations, à compter de la date à laquelle les États-Unis avaient fait leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, lorsqu'ils ont invoqué les éléments de preuve en question.[186] Plus particulièrement, les Communautés européennes avaient jusqu'au 14 décembre 2005 pour présenter leurs observations. Dans leurs observations, les Communautés européennes ont admis que les procédures de travail figurant à l'Appendice 3 du Mémorandum d'accord n'établissaient pas de délai précis pour la présentation des éléments de preuve.[187] Les Communautés européennes ont également admis que le Groupe spécial pouvait, après avoir consulté les parties au différend, adopter des procédures plus spécifiques que celles figurant à l'Appendice 3 du Mémorandum d'accord et/ou qu'il pouvait aussi modifier les procédures après avoir consulté les parties.[188] Elles ont néanmoins fait valoir que la présentation par les États-Unis de "nouveaux" éléments de preuve factuels n'était pas conforme aux exigences en matière de régularité et d'équité de la procédure, telles qu'elles ressortaient du paragraphe 12 des Procédures de travail du Groupe spécial.[189] Plus particulièrement, les Communautés européennes ont prétendu que les États-Unis n'avaient pas démontré qu'ils avaient des raisons valables de présenter les éléments de preuve à une date tardive, en affirmant que les

[186] Le Groupe spécial a ménagé aux Communautés européennes la possibilité de présenter des observations en leur posant une question à la fin de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties. En particulier, le Groupe spécial a demandé aux Communautés européennes, dans la question n° 172, de présenter des observations sur la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, y compris sur les pièces auxquelles il était fait référence dans cette section.

[187] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 6.

[188] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 6.

[189] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 9.

États-Unis s'étaient abstenus de produire des éléments de preuve à l'appui de leurs dires dans leurs communications antérieures et en faisant observer que les éléments de preuve invoqués dans la section III de la déclaration orale des États-Unis dataient de plusieurs années.[190] Les Communautés européennes ont estimé en outre que la décision du Groupe spécial de leur accorder un délai additionnel pour présenter des observations sur la section III n'avait pas répondu à leurs préoccupations en ce qui concerne la régularité de la procédure, parce qu'elles étaient tenues en parallèle de présenter une troisième communication contenant des observations sur la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, de répondre aux questions du Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion de fond et de présenter des observations sur les réponses des États-Unis à ces questions.[191]

7.68 Le 15 décembre 2005, après avoir reçu les observations des Communautés européennes, le Groupe spécial a envoyé aux parties une liste de questions additionnelles au sujet de la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond et au sujet des observations des Communautés européennes y afférentes. Dans l'une de ces questions, il était demandé aux États-Unis d'expliquer pourquoi ils n'avaient pas fait mention des éléments de preuve que contenait la section III avant la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties. Les États-Unis ont répondu qu'ils n'avaient appris l'existence de ces éléments de preuve que grâce à un exposé donné le 27 octobre 2005[192], c'est-à-dire après que la deuxième communication écrite des États-Unis eut été déposée. Les États-Unis ont expliqué au demeurant que les cas ayant servi à illustrer cet exposé, sur lesquels ils s'étaient appuyés par la suite dans la section III de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, réfutaient l'affirmation qui avait été faite par les Communautés européennes pendant la première étape des travaux du Groupe spécial, selon laquelle les États-Unis fondaient leurs allégations sur des scénarios hypothétiques. Ils ont ajouté que ces éléments de preuve avaient mis en évidence des questions qui avaient été développées au cours des étapes antérieures du présent différend et qu'ils se rapportaient aussi à des événements relativement récents. Les États-Unis ont donc soutenu que les éléments de preuve en question tombaient sous le coup du paragraphe 12 des Procédures de travail du Groupe spécial.[193]

7.69 Comme nous l'avons indiqué plus haut au paragraphe 7.66, le Groupe spécial a décidé le 23 novembre 2005 d'admettre les éléments de preuve que contenait la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond. Étant donné que les parties ont fait des observations additionnelles au sujet de l'admissibilité de ces éléments de preuve depuis que cette décision a été rendue, le Groupe spécial estime nécessaire de confirmer sa décision d'admettre ces éléments de preuve. Le Groupe spécial estime qu'il n'est pas nécessaire qu'il se prononce sur la question de savoir si les éléments de preuve en question représentent de "nouveaux" éléments de preuve factuels, comme le soutiennent les Communautés européennes, ou des éléments de preuve qui sont "nécessaires aux fins des communications présentées à titre de réfutation", au sens du paragraphe 12 des Procédures de travail, comme le soutiennent les États-Unis. Nous sommes de cet avis parce que, comme nous l'avons expliqué dans notre lettre du 23 novembre 2005, indépendamment de la façon dont ces éléments de preuve pourraient être qualifiés, nous avons le pouvoir de les admettre en vertu de l'article 12:1 du Mémorandum d'accord et du paragraphe 12 des Procédures de travail.

---

[190] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphes 12 et 13.

[191] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 15.

[192] Philippe de Baere, "Coping with customs in the EU: The uniformity challenge: Judicial review of customs decisions and implementing legislation", exposé PowerPoint donné à la Section du droit international de l'Association du barreau américain, 27 octobre 2005 (pièce US-59).

[193] Réponse des États-Unis à la question n° 177 du Groupe spécial.

7.70 Au demeurant, au vu de l'article 11 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial estime avoir l'obligation d'admettre les éléments de preuve contenus dans la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond. Aux termes de cet article, nous sommes tenus de procéder à une évaluation objective des faits de la cause, entre autres choses. Comme nous l'avons dit dans notre lettre du 23 novembre 2005, nous ne nous acquitterions pas de notre devoir en vertu de l'article 11 si nous faisions abstraction d'éléments de preuve qui peuvent avoir une incidence sur nos constatations dans le présent différend. De plus, même si les éléments de preuve en question pouvaient être considérés comme de "nouveaux" éléments de preuve, le Groupe spécial a accordé aux Communautés européennes un délai de trois semaines pour présenter des observations sur ces éléments de preuve, à compter de la date à laquelle ceux-ci avaient été invoqués par les États-Unis. Le Groupe spécial et les parties ont discuté de ce délai de trois semaines et en sont convenus à la deuxième réunion de fond.[194] À ce moment-là, les Communautés européennes n'ont pas indiqué au Groupe spécial que ce délai serait insuffisant pour leur permettre de répondre en tous points aux arguments qui avaient été avancés et aux éléments de preuve qui avaient été présentés dans la section III de la déclaration orale des États-Unis.

b) Éléments de preuve autres que ceux figurant dans la section III invoqués par les États-Unis dans des sections de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond

7.71 Dans leurs observations sur la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, lesquelles ont été déposées le 14 décembre 2005, les Communautés européennes ont fait état des éléments de preuve "additionnels" autres que ceux figurant dans la section III qui avaient été invoqués par les États-Unis dans des sections de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond.[195] En ce qui concerne ces éléments de preuve "additionnels", les Communautés européennes ont dit qu'"elles ne comprenaient pas très bien pourquoi ces éléments de preuve n'avaient pas été présentés dans le cadre de communications antérieures".[196] Dans la liste de questions supplémentaires au sujet de la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond qui a été adressée aux parties le 15 décembre 2005, le Groupe spécial a demandé aux Communautés européennes d'indiquer clairement les éléments de preuve "additionnels" auxquels elles faisaient référence dans l'observation susmentionnée.[197] Les Communautés européennes ont répondu en faisant mention des éléments de preuve contenus dans les pièces US-73[198], US-74[199], US-75[200], US-76[201], US-77[202], US-78[203], US-79[204] et US-80.[205]

---

[194] En particulier, ce délai a été convenu durant l'étape finale de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties.

[195] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 15.

[196] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 11.

[197] Question n° 182 du Groupe spécial.

[198] Commission européenne, *Commerce extérieur et intra-Union européenne*, pages 94 et 95, septembre 2005.

[199] Edwin A. Vermulst, *EC Customs Classification Rules: Should Ice Cream Melt?*, 15 Mich. J. Int'l L. 1241, pages 1314 et 1315, 1994.

[200] Lettre de M. Mark MacGann, Directeur général de l'EICTA, adressée à M. Manuel Arnal Monreal, Directeur des affaires internationales et des questions tarifaires, Commission européenne, 2 septembre 2005.

[201] HM Customs & Excise, Tariff Notice 13/04.

[202] Douanerechten. Indeling van bepaalde LCD monitoren in de gecombineerde nomenclatuur, n° CPP2005/1372M, 8 juillet 2005 (original et traduction officieuse en anglais).

[203] RTC DEM/2975/05-1 (début de la période de validité: 19 juillet 2005).

[204] Attestation sous serment de M. Mark R. Berman, Président-directeur général de Rockland Industries, Inc., 10 novembre 2005.

[205] Traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes, reproduit dans le *Journal officiel des Communautés européennes*, pages C80/22 à C80/24 et C80/80, 10 mars 2001.

7.72 Le Groupe spécial a décidé d'admettre ce que les Communautés européennes qualifient d'éléments de preuve "additionnels" autres que ceux de la section III contenus dans des sections de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond. Notre raisonnement s'articule comme suit.

7.73 *Premièrement*, lorsque les Communautés européennes ont soulevé la question de l'admissibilité des éléments de preuve "additionnels", elles n'ont pas clairement et expressément demandé au Groupe spécial de les rejeter au motif qu'ils constituaient de "nouveaux" éléments de preuve.[206] Les Communautés européennes se sont plutôt bornées à observer que la décision du Groupe spécial du 23 novembre 2005 ayant pour effet d'admettre certains éléments de preuve n'avait trait qu'à la section III, mais non pas aux "éléments de preuve additionnels auxquels il était fait référence dans d'autres parties" de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond.[207] D'ailleurs, les Communautés européennes ont simplement demandé pourquoi les éléments de preuve n'avaient pas été communiqués plus tôt sans demander explicitement qu'ils soient rejetés.

7.74 *Deuxièmement*, même si les observations des Communautés européennes au sujet des éléments de preuve "additionnels" pouvaient être assimilées à une demande adressée au Groupe spécial pour qu'il rejette ces éléments de preuve au motif qu'ils constituaient de "nouveaux" éléments de preuve, le Groupe spécial estime que les Communautés européennes ne se sont pas opposées à ces éléments de preuve suffisamment tôt pour que le Groupe spécial puisse chercher à obtenir la réaction des États-Unis, s'il l'avait jugé nécessaire. À cet égard, le Groupe spécial note qu'à la deuxième réunion de fond, les Communautés européennes n'ont soulevé aucune objection concernant l'admissibilité des éléments de preuve contenus dans des sections autres que la section III de la déclaration orale des États-Unis. Elles n'ont soulevé aucune objection non plus immédiatement après. C'est dans leurs observations sur les éléments de preuve contenus dans la section III de la déclaration orale des États-Unis que les Communautés européennes ont fait part pour la première fois de leurs préoccupations apparentes au sujet de l'admissibilité de ces éléments de preuve, c'est-à-dire trois semaines après que les États-Unis eurent fait mention de ces soi-disant éléments de preuve "additionnels" à la deuxième réunion de fond. Nous estimons que les Communautés européennes auraient dû faire part plus tôt de leurs préoccupations concernant les éléments de preuve autres que ceux contenus dans la section III, au lieu d'attendre qu'il ne reste plus qu'une seule étape avant la clôture du dossier factuel du Groupe spécial.[208]

---

[206] En revanche, lorsqu'elles ont fait référence aux éléments de preuve contenus dans la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, les Communautés européennes ont clairement indiqué que ceux-ci constituaient de "nouveaux éléments de preuve". Voir, par exemple, la réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 10. En outre, les Communautés européennes ont allégué qu'aucune raison valable ne justifiait la communication tardive des éléments de preuve contenus dans la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, mais elles n'ont fait aucune mention des éléments de preuve contenus dans d'autres sections de la déclaration orale des États-Unis lorsqu'elles ont formulé cette allégation (réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 12).

[207] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 15.

[208] Compte tenu des objections soulevées par les Communautés européennes au sujet des éléments de preuve contenus dans la section III de la déclaration orale faite par les États-Unis à la deuxième réunion de fond, le Groupe spécial et les parties sont convenus des mesures à prendre pour tenir compte de ces objections. Il s'agissait dans un premier temps pour les Communautés européennes de présenter des observations sur les éléments de preuve contenus dans la section III de la déclaration orale des États-Unis, lesquelles ont été reçues le 14 décembre 2005. Il s'agissait finalement de répondre aux questions du Groupe spécial sur la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond et pour les Communautés européennes de présenter des observations sur ces réponses. Les questions du Groupe spécial ont été adressées aux parties le 15 décembre 2005 et les réponses des parties ont été reçues le 22 décembre 2005.

7.75 *Enfin*, le Groupe spécial rappelle qu'en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord, il est tenu de procéder à une évaluation objective des faits de la cause, entre autres choses. Nous estimons qu'en vertu de cet article, nous sommes habilités à tenir compte des éléments de preuve contenus dans les pièces US-73, US-74, US-75, US-76, US-77, US-78, US-79 et US-80 parce que celles-ci peuvent avoir une incidence sur nos constatations dans le présent différend pour ce qui est de l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

c) Résumé et conclusions

7.76 En résumé, le Groupe spécial estime, pour les raisons exposées plus haut, que les éléments de preuve contenus dans la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, y compris ceux contenus dans la section III de la déclaration, mais non de façon limitative, sont admissibles. Le Groupe spécial estime qu'il est habilité à admettre ces éléments de preuve en vertu de l'article 12:1 du Mémorandum d'accord et du paragraphe 12 des Procédures de travail. Par ailleurs, le Groupe spécial est d'avis qu'il est nécessaire d'admettre ces éléments de preuve en raison de l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord de procéder à une évaluation objective des faits de la cause, entre autres choses. Le Groupe spécial estime aussi, en ce qui concerne les éléments de preuve contenus dans la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, qu'il a veillé à ce que les droits de la défense soient respectés en ménageant aux Communautés européennes la possibilité de présenter des observations sur les éléments de preuve en question dans un délai que le Groupe spécial juge raisonnable.[209]

2. Demandes des États-Unis pour que le Groupe spécial exerce le pouvoir discrétionnaire dont il dispose en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord

7.77 Comme il est indiqué plus haut, dans le présent différend, les États-Unis formulent des allégations entre autres au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En particulier, les États-Unis allèguent que l'application de la législation douanière des CE n'est pas uniforme et qu'elle est donc contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Après la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, le Groupe spécial a posé un certain nombre de questions aux États-Unis en leur demandant de communiquer toutes les données statistiques pertinentes et/ou tous les autres renseignements démontrant l'incidence de l'application non uniforme sur le classement tarifaire[210], l'évaluation en douane[211] et les procédures douanières[212] dans le cadre de l'application générale du régime douanier des CE. En réponse à des questions du Groupe spécial relatives au classement tarifaire et à l'évaluation en douane, les États-Unis ont d'abord fait valoir que les renseignements demandés par le Groupe spécial n'étaient pas nécessaires pour parvenir à la conclusion que les Communautés européennes ne s'acquittaient pas de leur obligation d'application uniforme au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. À titre subsidiaire, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial d'exercer le pouvoir discrétionnaire qui lui était conféré par l'article 13 du Mémorandum d'accord parce que les Communautés européennes étaient susceptibles de disposer des renseignements demandés, ce qui n'était pas le cas des États-Unis.

7.78 L'article 13 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

---

[209] En outre, le Groupe spécial note qu'il a reçu une lettre datée du 21 décembre 2005 et intitulée "DS315 Amicus Curiae". Dans une lettre datée du 9 janvier 2006, le Groupe spécial a informé les parties au présent différend de sa décision de ne pas admettre la lettre en tant qu'élément du dossier du Groupe spécial, entre autres parce qu'elle avait été déposée trop tard et que son admission aurait retardé indûment les travaux du Groupe spécial.

[210] Question n° 16 du Groupe spécial.

[211] Question n° 24 du Groupe spécial.

[212] Question n° 33 du Groupe spécial.

> "1. Chaque groupe spécial aura le droit de demander à toute personne ou à tout organisme qu'il jugera approprié des renseignements et des avis techniques. Toutefois, avant de demander de tels renseignements ou avis à toute personne ou à tout organisme relevant de la juridiction d'un Membre, il en informera les autorités de ce Membre. Les Membres devraient répondre dans les moindres délais et de manière complète à toute demande de renseignements présentée par un groupe spécial qui jugerait ces renseignements nécessaires et appropriés. Les renseignements confidentiels ne seront pas divulgués sans l'autorisation formelle de la personne, de l'organisme ou des autorités du Membre qui les aura fournis.
>
> 2. Les groupes spéciaux pourront demander des renseignements à toute source qu'ils jugeront appropriée et consulter des experts pour obtenir leur avis sur certains aspects de la question. À propos d'un point de fait concernant une question scientifique ou une autre question technique soulevée par une partie à un différend, les groupes spéciaux pourront demander un rapport consultatif écrit à un groupe consultatif d'experts. Les règles régissant l'établissement d'un tel groupe et les procédures de celui-ci sont énoncées dans l'Appendice 4."

7.79 Dans le domaine du *classement tarifaire*, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de chercher à obtenir des Communautés européennes un échantillon de renseignements tarifaires contraignants ("RTC") et d'autres décisions concernant le classement émanant de divers États membres – qui soit valable d'un point de vue statistique – afin de déterminer la fréquence des divergences d'application dans ce domaine, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord.[213] En outre, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de chercher à obtenir un exemplaire d'une étude de 2003 à laquelle il était fait référence dans le projet de modernisation du Code des douanes des Communautés européennes.[214] Les États-Unis ont affirmé qu'ils avaient demandé un exemplaire de cette étude au cours des consultations avec les Communautés européennes dans le cadre du présent différend mais que celles-ci avaient refusé de leur en fournir un. En demandant que le Groupe spécial exerce le pouvoir discrétionnaire qui lui est conféré par l'article 13 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne l'étude dont il est fait mention dans le projet de modernisation du Code des douanes, les États-Unis ont fait valoir que le Groupe spécial devrait tirer une inférence défavorable si les Communautés européennes refusaient de la communiquer.[215]

7.80 Dans le domaine de l'évaluation en douane, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de chercher à obtenir des Communautés européennes, en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord, des renseignements comme ceux qui avaient permis à la Cour des comptes des CE de faire les constatations figurant dans son rapport sur l'évaluation en douane: Rapport spécial n° 23/2000.[216] À cet égard, les États-Unis ont fait remarquer que pour évaluer l'incidence de l'application non uniforme en ce qui concerne les règles relatives à l'évaluation en douane, la Cour des comptes des CE avait eu accès aux "documents traités par le [C]omité de la valeur en douane de la Commission, [aux] dossiers

---

[213] Réponse des États-Unis à la question n° 16 du Groupe spécial.

[214] Réponse des États-Unis à la question n° 16 du Groupe spécial. Le projet de modernisation du Code des douanes (Commission européenne, Direction générale fiscalité et union douanière, TAXUD/458/2004 – Rév. 4, *Projet – Modernisation du code des douanes*, 11 novembre 2004) est reproduit dans la pièce US-33. L'étude à laquelle les États-Unis font référence est mentionnée à la page 4 de la pièce US-33. Il est dit notamment dans le projet de modernisation du Code des douanes qu'"[u]ne étude externe réalisée en 2003 a permis à la Commission d'acquérir une vision plus claire de la situation prévalant dans les États membres, et des coûts et avantages possibles".

[215] Réponse des États-Unis à la question n° 16 du Groupe spécial.

[216] Réponse des États-Unis à la question n° 24 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à la Cour des comptes, Rapport spécial n° 23/2000 relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), accompagné des réponses de la Commission, 14 mars 2001, reproduit dans la pièce US-14.

d'audit établis par les autorités douanières nationales en matière d'évaluation en douane, [aux] décisions écrites relatives à la valeur en douane, [aux] décisions rendues en appel par les tribunaux et [aux] déclarations en douane proprement dites" pour plus de 200 entreprises et groupes.[217]

7.81 Les Communautés européennes ont répondu que les demandes adressées par les États-Unis au Groupe spécial pour que celui-ci exerce le pouvoir discrétionnaire dont il dispose en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord devraient être rejetées, parce que les États-Unis cherchaient ainsi à se libérer de l'obligation d'établir le bien-fondé de leur allégation et que leurs demandes allaient donc bien au-delà des fonctions d'un groupe spécial au regard de l'article 13 du Mémorandum d'accord. Les Communautés européennes ont également fait valoir que les États-Unis ne pouvaient pas alléguer, d'une part, qu'il existait une absence générale et répandue d'application uniforme de la législation douanière des CE, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, et prétendre d'autre part qu'ils ne disposaient pas d'éléments de preuve pour étayer cette allégation, tout en disant que les Communautés européennes devraient fournir les renseignements demandés.[218] Répondant plus particulièrement à la demande des États-Unis au sujet du rapport de la Cour des comptes des CE, les Communautés européennes ont dit qu'il leur serait difficile de donner suite à une telle demande si elle leur était adressée par le Groupe spécial. Selon les Communautés européennes, le Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE reposait sur des visites d'audit qui avaient été effectuées en 1999-2000 dans les locaux de la Commission et des administrations douanières de 12 États membres.[219] Les Communautés européennes ont déclaré que seule la Cour des comptes des CE était en possession des renseignements qu'elle avait pu rassembler à ce moment-là. Par ailleurs, ces renseignements donnaient une idée de la situation en 1999-2000, mais non pas de la situation actuelle.[220]

7.82 À la deuxième réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial a déclaré qu'il n'entendait pas à ce stade exercer le pouvoir discrétionnaire qui lui était conféré par l'article 13 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial a fait remarquer que, lorsqu'ils avaient adressé leurs demandes au Groupe spécial pour qu'il exerce le pouvoir discrétionnaire qui lui était conféré par l'article 13 du Mémorandum d'accord, les États-Unis avaient dit qu'ils "ne pens[aient] pas que les renseignements en question [étaient] nécessaires pour que le Groupe spécial constate que les CE ne s'acquittaient pas de leur obligation d'application uniforme".[221]

7.83 Le Groupe spécial confirme la décision qu'il a rendue à la deuxième réunion de fond de ne pas exercer le pouvoir discrétionnaire dont il dispose en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord parce que, depuis qu'il a rendu cette décision, les États-Unis n'ont présenté aucun autre argument pour faire valoir que les renseignements demandés étaient nécessaires. De fait, les États-Unis ont déclaré à maintes reprises au Groupe spécial, aussi bien avant qu'après la deuxième réunion de fond, qu'ils avaient démontré que les Communautés européennes contrevenaient à l'article X:3 a) du GATT de 1994[222], même à défaut des éléments de preuve qu'ils avaient demandés en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, puisque les États-Unis – partie ayant demandé au Groupe

[217] Réponse des États-Unis à la question n° 24 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à la Cour des comptes, Rapport spécial n° 23/2000 relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), accompagné des réponses de la Commission, 14 mars 2001, paragraphe 10 (pièce US-14).

[218] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 48 à 50.

[219] Cour des comptes, Rapport spécial n° 23/2000 relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), accompagné des réponses de la Commission, 14 mars 2001, paragraphes 9 et 10 (pièce US-14).

[220] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 155.

[221] Réponses des États-Unis aux questions n° 16, 24 et 33 du Groupe spécial.

[222] Réponses des États-Unis aux questions n° 16, 24, 33, 124, 126 b), 173 et 179; déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphes 4 et 6; et observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 173 du Groupe spécial.

spécial d'exercer le pouvoir discrétionnaire qui lui est conféré par l'article 13 du Mémorandum d'accord – estiment que les renseignements qui devraient être demandés aux Communautés européennes ne sont pas nécessaires pour que le Groupe spécial constate que les Communautés européennes manquent à leur obligation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial ne voit aucune raison impérieuse d'exercer le pouvoir discrétionnaire qui lui est conféré par l'article 13 du Mémorandum d'accord pour demander ces renseignements. La décision du Groupe spécial de ne pas exercer le pouvoir discrétionnaire qui lui est conféré par l'article 13 du Mémorandum d'accord fait qu'il n'y a eu lieu d'examiner l'argument des États-Unis selon lequel des inférences défavorables devraient être tirées si les Communautés européennes refusaient de fournir un exemplaire de l'étude dont il fait mention dans le projet de modernisation du Code des douanes, malgré la demande faite en ce sens par le Groupe spécial.[223]

D. ALLÉGATIONS FORMULÉES AU TITRE DE L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994

1. Article X:3 a) du GATT de 1994

7.84 L'article X:3 a) du GATT de 1994 dispose que:

> "Chaque partie contractante appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article."

2. Constatations demandées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994

a) Résumé des arguments des parties

7.85 Les **États-Unis** estiment que l'allégation qu'ils ont formulée au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 porte exclusivement sur la prescription relative à une application "uniforme".[224] Ils font observer que la principale constatation qu'ils demandent au Groupe spécial de formuler est que le système d'administration douanière des CE dans son ensemble est incompatible avec l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ils estiment qu'une telle constatation n'empêche pas des constatations d'application non uniforme en ce qui concerne les domaines spécifiques de l'administration douanière auxquels ils se sont référés dans leurs communications pour étayer leur allégation de violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 par les Communautés européennes. Selon les États-Unis, bien que des constatations portant sur des domaines spécifiques de l'administration douanière dans les Communautés européennes ne soient pas nécessaires pour formuler la constatation demandée au sujet du système d'administration douanière des CE dans son ensemble, elles tendraient à étayer la constatation demandée par les États-Unis selon laquelle le système des CE contrevient globalement à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[225]

7.86 Les États-Unis estiment que les éléments de preuve qu'ils ont présentés étayent des constatations subsidiaires selon lesquelles les Communautés européennes ne s'acquittent pas de leur obligation d'application uniforme au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'application:

a) dans le domaine du classement tarifaire, du Tarif douanier commun;

b) dans le domaine de l'évaluation en douane:

---

[223] Réponse des États-Unis à la question n° 16 du Groupe spécial.
[224] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 15.
[225] Réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial.

i) de l'article 32 1) c) du Code des douanes communautaire pour ce qui est du traitement des redevances aux fins de la valeur en douane;

ii) de l'article 147 du Règlement d'application pour ce qui est de l'évaluation en douane sur une base autre que la dernière vente sur la base de laquelle la marchandise a été introduite dans le territoire douanier des Communautés européennes;

iii) de l'article 29 du Code des douanes communautaire et de l'article 143 1) e) du Règlement d'application pour ce qui est des circonstances dans lesquelles les parties doivent être considérées comme "liées" aux fins de l'évaluation en douane;

c) dans le domaine des procédures douanières:

i) des dispositions relatives à la valeur en douane contenues dans le Code des douanes communautaire (articles 28 à 36) et dans le Règlement d'application (articles 141 à 181*bis* et annexes 23 à 29), dans la mesure où les autorités des différents États membres ont recours à différentes procédures de vérification des produits après leur mise en libre pratique[226];

ii) de toutes les dispositions en matière de classement et de valeur en douane contenues dans le Tarif douanier commun, dans le Code des douanes communautaire et dans le Règlement d'application, dans la mesure où les autorités des différents États membres peuvent imposer différentes sanctions en vue d'assurer le respect de ces dispositions;

iii) de l'article 133 du Code des douanes communautaire et des articles 502 3) et 552 du Règlement d'application pour ce qui est de l'évaluation des conditions économiques régissant l'autorisation de transformation sous douane;

iv) des articles 263 à 267 du Règlement d'application pour ce qui est des procédures de domiciliation; et

d) de l'article 221 du Code des douanes communautaire pour ce qui est du délai à compter de la naissance d'une dette douanière dans lequel le montant des droits à acquitter peut être communiqué au débiteur et de la suspension de ce délai pendant la durée d'un recours.[227]

7.87 Les États-Unis font observer qu'ils contestent au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 l'application non uniforme de la législation douanière des CE. Selon eux, cette législation est appliquée principalement par les autorités situées dans chacun des 25 États membres des Communautés européennes. Les États-Unis font observer que c'est donc l'application de la législation douanière des CE par les autorités situées dans chacun des 25 États membres des CE qui est l'élément central de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Toutefois, ils font également observer que les décisions et les mesures prises par la Commission des CE et d'autres institutions des CE jouent un rôle dans l'application de la législation douanière des CE. En particulier, les États-Unis estiment que ces décisions et mesures importent aux fins de l'allégation

[226] Les États-Unis ont précisé au paragraphe 96 de leur première communication écrite et dans leur réponse à la question n° 28 du Groupe spécial que leurs allégations concernant les procédures de vérification se rapportaient aux produits après leur mise en libre pratique.

[227] Réponses des États-Unis aux questions n° 124 et 179 du Groupe spécial.

formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, dans la mesure où ces institutions n'interviennent pas pour assurer une application uniforme par les différentes autorités douanières situées sur l'ensemble du territoire des Communautés européennes.[228]

7.88 S'agissant de l'allégation des États-Unis selon laquelle ceux-ci contestent l'administration du système douanier des CE dans son ensemble, les **Communautés européennes** rétorquent qu'une interprétation aussi large de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, qui exige l'identification des mesures spécifiques en cause. Elles estiment également que le mandat du Groupe spécial pour ce qui est de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne couvre que les domaines de l'administration douanière mentionnés spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis.

b) Analyse par le Groupe spécial

7.89 Dans le cadre de la procédure du Groupe spécial, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de constater que le système d'administration douanière des CE dans son ensemble était incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ils ont également demandé au Groupe spécial de formuler des constatations "subsidiaires" concernant les domaines spécifiques de l'administration douanière auxquels les États-Unis s'étaient référés dans leurs communications pour étayer leur allégation de violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 par les Communautés européennes. Enfin, les États-Unis demandent des constatations sur l'application de la législation douanière des CE par les autorités douanières des 25 États membres des Communautés européennes, mais font observer que les décisions et les mesures prises par la Commission des CE et d'autres institutions des CE peuvent importer aux fins des constatations formulées par le Groupe spécial, dans la mesure où ces institutions n'interviennent pas pour assurer une application uniforme par les 25 États membres.[229]

7.90 Le Groupe spécial rappelle que son mandat dans le cadre du présent différend est régi par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Le Groupe spécial n'est habilité à formuler des constatations, des conclusions et des recommandations que sur les questions qui relèvent de son mandat.

7.91 S'agissant de la demande des États-Unis visant à ce qu'il soit constaté que le système d'administration douanière des CE dans son ensemble est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial se réfère à la constatation qu'il a formulé plus haut au paragraphe 7.50, selon laquelle la contestation par les États-Unis du système d'administration douanière des CE dans son ensemble ou globalement ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Par conséquent, le Groupe spécial n'est pas habilité à formuler des constatations, des conclusions et des recommandations au sujet du système d'administration douanière des CE dans son ensemble.

7.92 En ce qui concerne la demande des États-Unis relative à des constatations "subsidiaires" au sujet de domaines particuliers de l'administration douanière, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.33 que son mandat se rapporte à la manière dont sont appliqués le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis, à savoir: la classification et l'évaluation des marchandises, les procédures de classification et d'évaluation des marchandises, les procédures d'admission et de mise en libre pratique des marchandises, les procédures de vérification des déclarations d'importation après la mise en libre circulation des marchandises, les sanctions et les procédures relatives à l'imposition de sanctions en cas de violation

[228] Réponse des États-Unis à la question n° 125 du Groupe spécial.
[229] Réponses des États-Unis aux questions n° 124 et 125 du Groupe spécial.

des règles douanières ainsi que les prescriptions en matière de tenue de registres. Par conséquent, le Groupe spécial est habilité à formuler des constatations sur la manière dont sont appliqués le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis.

7.93 Nous rappelons que nous avons constaté plus haut au paragraphe 7.63, que les États-Unis ne pouvaient pas contester "en tant que telles" la conception et la structure du système des CE dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Néanmoins, comme il a déjà été indiqué, nous sommes habilités à formuler des constatations sur des cas particuliers de violations alléguées de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'application du Code des douanes communautaire, du Règlement d'application, du Tarif douanier commun, du TARIC et des mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière indiqués spécifiquement dans la demande présentée par les États-Unis. Par conséquent, dans la section suivante de notre rapport, nous examinerons les cas particuliers de violations alléguées de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

3. Interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994

7.94 Avant d'examiner les cas particuliers de violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 qui sont allégués par les États-Unis, le Groupe spécial expliquera pour commencer l'interprétation qu'il donne des termes pertinents de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

a) Interprétation du terme "administer" (appliquer)

i) Résumé des arguments des parties

Sens ordinaire

7.95 Les **États-Unis** estiment que le sens ordinaire du terme "administer" (appliquer) qui est pertinent pour ce qui est de l'emploi de ce terme à l'article X:3 a) du GATT de 1994 est "carry on or execute (an office, affairs, etc.)" (exercer ou exécuter (une fonction), mener ou diriger (des affaires) etc.).[230] Ils estiment qu'un Membre n'applique pas sa législation d'une manière uniforme si des produits ou des transactions identiques font l'objet d'un traitement différent dans différentes régions géographiques et que le Membre ne prévoit aucun mécanisme pour concilier systématiquement ces différences.[231] Les États-Unis expliquent qu'ils utilisent le mot "traitement" dans ce contexte pour désigner l'application à une marchandise ou à une transaction particulière des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1 du GATT de 1994. Par exemple, selon eux, lorsqu'une autorité douanière applique une mesure d'application générale – comme une règle d'interprétation en matière de classification – à une marchandise donnée et détermine de ce fait la classification de la marchandise et le droit correspondant à acquitter, elle accorde un "traitement" à cette marchandise.[232]

7.96 Les **Communautés européennes** estiment que le terme "administer (appliquer) se rapporte à l'exécution de quelque chose. Dans le cas de l'article X:3 a) du GATT de 1994, l'"administration" (application) se rapporte aux lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale visés à l'article X:1 du GATT de 1994. En d'autres termes, dans le contexte de l'article X:3 a) du GATT de 1994, "administer" (appliquer) signifie mettre en œuvre des lois et des

[230] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 34, dans lequel il est fait référence au *New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 28 (pièce US-3).
[231] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 20.
[232] Réponse des États-Unis à la question n° 7 du Groupe spécial.

règlements généraux, c'est-à-dire les appliquer dans des cas concrets. Les Communautés européennes estiment que cette interprétation est confirmée par les textes français et espagnol, dans lesquels figurent les termes "appliquera" et "aplicará", qui peuvent tous deux être traduits par "shall apply". Par conséquent, selon les Communautés européennes, les versions française et espagnole confirment que l'article X:3 a) du GATT de 1994 concerne l'application des lois et règlements généraux visés à l'article X:1 du GATT de 1994.[233] Les Communautés européennes estiment en outre que l'article X:3 a) du GATT de 1994 existe afin d'établir certains critères minimaux de prévisibilité pour les négociants. Par conséquent, l'article X:3 a) du GATT de 1994 traite avant tout des résultats administratifs affectant les négociants, et non des lois et des procédures en tant que telles. Les Communautés européennes estiment que c'est uniquement dans la mesure où une procédure particulière entraîne nécessairement et inévitablement une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 que cette procédure peut elle-même être considérée comme une violation de cette disposition.[234]

Teneur par opposition à application

7.97 Faisant référence aux observations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III*, les **Communautés européennes** font observer que les prescriptions de l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne concernent pas les lois douanières elles-mêmes, mais uniquement l'application de ces lois.[235] Selon les Communautés européennes, cela veut dire que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne prescrit pas l'harmonisation des lois à l'intérieur d'un Membre dans les cas où, par exemple, différents régimes juridiques sont applicables dans différentes parties du territoire d'un Membre de l'OMC.[236]

7.98 En réponse, les **États-Unis** font observer que la distinction que les Communautés européennes établissent entre la teneur et l'application viderait de son sens l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ils font valoir plus particulièrement qu'en qualifiant de mesures fondamentales l'ensemble des lois, règlements et règles qui se rapportent aux questions douanières, les Communautés européennes mettent l'ensemble des lois, règlements et règles qui sont des instruments d'administration douanière hors d'atteinte des disciplines dont les Membres sont convenus à l'article X:3 du GATT de 1994.[237]

Formes d'application

7.99 Les **États-Unis** estiment que l'article X:3 a) du GATT de 1994 prescrit une application uniforme et qu'il est neutre quant aux diverses formes que l'application peut prendre.[238] Ils estiment que l'article X:3 a) du GATT de 1994 s'applique aux procédures administratives applicables aux négociants, comme les procédures en matière de sanctions et de vérifications, dans la mesure où ces procédures attestent de l'application non uniforme des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives qui sont visés à l'article X:1 du GATT de 1994.[239] Selon les États-Unis, l'article X:3 a) du GATT de 1994 s'applique également aux décisions fondamentales et aux résultats des processus administratifs qui affectent les négociants, comme certaines décisions en matière de classification et d'évaluation.[240] Les États-Unis estiment que toute décision de l'autorité douanière d'un État membre qui applique une mesure d'application générale à une marchandise ou à une transaction particulière peut constituer une "application" au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

[233] Réponse des Communautés européennes à la question n° 109 du Groupe spécial.
[234] Réponse des Communautés européennes à la question n° 94 du Groupe spécial.
[235] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 216, dans lequel il est fait référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 200.
[236] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 217.
[237] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 23.
[238] Réponses des États-Unis aux questions n° 93 et 94 du Groupe spécial.
[239] Réponse des États-Unis à la question n° 90 du Groupe spécial.
[240] Réponse des États-Unis à la question n° 94 du Groupe spécial.

Lorsque des décisions fondamentales diffèrent d'un État membre à l'autre, cela atteste d'une absence d'application uniforme des lois en cause.[241]

7.100 Les États-Unis estiment en outre que les lois douanières peuvent être appliquées au moyen d'instruments qui sont eux-mêmes des lois.[242] À leur avis, les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale visés à l'article X:1 du GATT de 1994 sont les objets de l'application au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Autrement dit, ce sont les mesures qui sont appliquées. Selon les États-Unis, en principe, n'importe laquelle de ces mesures peut être appliquée au moyen d'instruments qui sont eux-mêmes des lois, des règlements ou d'autres mesures.[243] Les États-Unis estiment que les instruments qui prennent la forme de lois, de règlements ou d'autres mesures et qui sont de nature administrative sont examinés au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 quant à leur teneur. Par contre, l'application qui prend la forme de lois, de règlements ou d'autres mesures qui ne sont pas de nature administrative est examinée au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 non pas quant à la teneur de ceux-ci, mais pour voir si elle est uniforme.[244] Les États-Unis expliquent que dans les cas où la teneur des mesures qui appliquent des lois douanières diffère d'une région à l'autre, il y a logiquement application non uniforme des lois douanières, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[245]

7.101 Les **Communautés européennes** rappellent que le terme "administer" (appliquer) employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994 est défini comme signifiant "execute" (exécuter) ou "apply" (appliquer), ce qui veut dire que l'article X:3 a) du GATT de 1994 s'applique à l'exécution dans des cas concrets des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale visés à l'article X:1 du GATT de 1994. Selon les Communautés européennes, une loi est elle-même d'application générale, et doit elle-même être exécutée ou appliquée. Par conséquent, on ne peut pas dire qu'une loi "exécute" ou "applique" une autre loi. Les Communautés européennes estiment que faire valoir qu'une loi peut elle-même constituer l'"application" d'une loi brouillerait la distinction claire entre l'application des lois et les lois elles-mêmes.[246] Elles ajoutent que puisque les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X du GATT de 1994 ont tous en commun le fait qu'ils doivent être "d'application générale", on ne peut pas dire qu'ils sont exécutés ou appliqués par une autre loi qui est également d'application générale.[247]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.102 L'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 soulève la question du champ sémantique du terme "administer" (appliquer) employé dans cette disposition. Parmi les questions particulières que le Groupe spécial est appelé à examiner dans le cadre du présent différend, il y a les suivantes: Le terme "administer" (appliquer) se rapporte-t-il à l'application des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dans des cas particuliers? Dans l'affirmative, concerne-t-il la manière dont les processus administratifs sont menés? Recouvre-t-il aussi les résultats fondamentaux de ces processus? Le terme "administer" (appliquer) s'étend-il aux mesures qui prennent elles-mêmes la forme de lois et de règlements? En interprétant l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour examiner ces questions, parmi d'autres, le Groupe spécial procédera à son analyse en appliquant les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités (Convention de Vienne)*.

---

[241] Réponse des États-Unis à la question n° 12 du Groupe spécial.
[242] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 21.
[243] Réponse des États-Unis à la question n° 93 du Groupe spécial.
[244] Réponse des États-Unis à la question n° 90 du Groupe spécial.
[245] Réponse des États-Unis à la question n° 133 du Groupe spécial.
[246] Réponse des Communautés européennes à la question n° 93 a) du Groupe spécial.
[247] Réponse des Communautés européennes à la question n° 93 b) du Groupe spécial.

Sens ordinaire

7.103 L'article 31(1) de la *Convention de Vienne* précise qu'une disposition conventionnelle doit être interprétée suivant son *sens ordinaire*. S'agissant du sens ordinaire du terme "administer" (appliquer), ce verbe est défini comme signifiant "carry on or execute (an office, affairs, etc.)" (exercer ou exécuter (une fonction), mener ou diriger (des affaires) etc.), et "execute or dispense (justice)" (exercer ou rendre (la justice)).[248] Quant au terme "execute" (exécuter), il est défini comme signifiant "carry out, put into effect (a plan, purpose, command, sentence, law, will)" (mener à accomplissement, mettre à effet (un projet, un but, un commandement, une peine, une loi, un testament)).[249] Le substantif "administration" (application) est défini comme "the action of administering something (a sacrament, justice, remedies, an oath, etc.) to another" (action d'administrer quelque chose (un sacrement, des remèdes, de rendre la justice, de faire prêter serment, etc.) à quelqu'un) et "the management of public affairs; government" (la gestion des affaires publiques; de l'État).[250]

7.104 La définition du terme "administer" (appliquer), lorsqu'elle est rapprochée de la définition du terme "execute" (exécuter), indique que, dans le contexte de l'article X:3 a) du GATT de 1994, "administer" (appliquer) désigne toute action qui donne concrètement effet aux lois, règlements, décisions judiciaires et/ou administratives visés à l'article X:1 du GATT de 1994. De l'avis du Groupe spécial, cela indique que ce terme recouvre l'*application* des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dans des cas particuliers parce que l'application d'une loi, etc., dans un cas particulier suppose nécessairement de donner effet concrètement à cette loi, etc.

7.105 De l'avis du Groupe spécial, l'application d'une loi dans un cas particulier comprend le *processus administratif*[251] que suppose cette application, parce que le processus administratif représente la série d'étapes qui sont suivies, de mesures qui sont prises ou d'événements qui se produisent conformément à ce qui est prescrit par la loi en question. En outre, nous estimons que l'application d'une loi dans un cas particulier comprend les *résultats de processus administratifs*. Nous sommes de cet avis parce que les résultats de processus administratifs sont la manifestation ultime de l'application de la loi dans un cas donné. Par ailleurs, les résultats de processus administratifs sont, par définition, le produit de processus administratifs qui, comme nous l'avons déjà dit, semblent entrer dans le champ sémantique ordinaire du terme "administer" (appliquer).

7.106 Toutefois, le Groupe spécial note que rien dans le sens ordinaire du terme "administer" (appliquer) ne semble indiquer que celui-ci recouvre les *lois et règlements en tant que tels*. Au contraire, les définitions pertinentes qu'en donnent les dictionnaires indiquent que le terme "administer" (appliquer) désigne des actions ou des mesures positives qui sont prises pour donner effet à des mesures comme des lois et des règlements, mais non les lois et les règlements eux-mêmes, qui existent simplement sans effet jusqu'à ce qu'ils soient effectivement appliqués concrètement.

Contexte

7.107 L'article 31(1) de la *Convention de Vienne* précise qu'une disposition conventionnelle doit être interprétée dans son *contexte*. S'agissant du contexte pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, en particulier, il figure à l'article X du GATT de 1994, qui s'intitule "Publication et

[248] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 28.
[249] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 877.
[250] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 28.
[251] À cet égard, nous notons que le terme "processus" est défini entre autres choses comme une suite continue d'actions, d'événements ou de changements; une manière de procéder, une procédure; *spécialt* une action ou succession d'actions continue et régulière qui se produit ou s'effectue d'une manière déterminée (*The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 2364).

application des règlements relatifs au commerce". L'intitulé ainsi que la teneur des diverses dispositions de l'article X du GATT de 1994 montrent que cet article, du moins en partie, vise à faire en sorte que les négociants bénéficient des garanties d'une procédure régulière lorsqu'ils effectuent des importations ou des exportations. À cet égard, nous notons que l'article X:1 du GATT de 1994 prescrit que les lois, règlements, etc., concernant les douanes devraient être publiés "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance". L'article X:2 du GATT de 1994 interdit la mise en vigueur d'une loi douanière "avant qu'elle n'ait été publiée officiellement". L'article X:3 b) du GATT de 1994 prescrit la mise en place d'organismes ou de procédures afin de "réviser et de rectifier les mesures administratives se rapportant aux questions douanières". Cette notion de régularité de la procédure, qui semble ressortir de chacun des alinéas de l'article X du GATT de 1994, a été évoquée par l'Organe d'appel lorsqu'il a interprété cette disposition.[252]

7.108 La notion de régularité de la procédure qui sous-tend l'article X du GATT de 1994 donne à penser que le but de l'article X:3 a) du GATT de 1994 est de faire en sorte que les négociants soient traités d'une manière équitable et cohérente lorsqu'ils cherchent à importer en provenance, ou à exporter à destination, d'un Membre donné de l'OMC.[253] Cela nous donne à penser que le terme "administer" (appliquer) employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994 se rapporte à l'*application* des lois dans des cas particuliers et, surtout, *à des processus administratifs et à leurs résultats*, étant donné que l'application de l'obligation d'uniformité (et, du reste, des obligations relatives au caractère raisonnable et à l'impartialité) à ces processus et à leurs résultats, conformément à l'article X:3 a) du GATT de 1994, contribue à faire en sorte que les négociants soient traités d'une manière équitable et cohérente. On ne sait pas très bien si l'objectif en matière de régularité de la procédure qui sous-tend l'article X du GATT de 1994 indique également que le terme "administer" (appliquer) employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994 se rapporte aussi *aux lois et aux règlement en tant que tels*. Vraisemblablement, la publication des lois (qui est prescrite par l'article X:1 du GATT de 1994), doublée de l'obligation d'assurer une *application* uniforme, raisonnable et impartiale de ces lois et règlements, suffirait à atteindre l'objectif en matière de régularité de la procédure qui sous-tend l'article X du GATT de 1994. Par conséquent, on ne sait pas très bien s'il devrait être inféré de cet objectif que l'article X:3 a) du GATT de 1994 prescrit que les *lois et règlements eux-mêmes* doivent également être uniformes, raisonnables et impartiaux.

Interprétation des versions française et espagnole de l'article X:3 a) du GATT de 1994

7.109 Il est indiqué dans la clause finale de l'Accord sur l'OMC, dont le GATT de 1994 fait partie, que les textes français, anglais et espagnol de cet accord font foi.

7.110 La version française de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dispose que:

[252] En particulier, l'Organe d'appel a fait référence à l'importance fondamentale des critères de transparence contenus à l'article X du GATT de 1994 et a dit que cette disposition avait un rapport avec le respect des formes régulières (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Vêtements de dessous*, page 22). En outre, l'Organe d'appel a dit qu'"[i]l [était] … clair que l'article X:3 du GATT de 1994 établi[ssait] certains critères minimaux concernant la transparence et l'équité au plan de la procédure dans l'administration des règlements commerciaux" (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 183). En ce qui concerne cette dernière affaire, le Groupe spécial fait observer que le sens des "critères minimaux" évoqués par l'Organe d'appel est analysé plus loin au paragraphe 7.134.

[253] Cette interprétation semble trouver son expression dans ce que le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* a dit, à savoir qu'"[u]ne application uniforme signifi[ait] que les Membres [devaient] veiller à ce que leurs lois soient appliquées *de manière cohérente et prévisible*". (pas d'italique dans l'original) (rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.83)

> "Chaque partie contractante appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article."

7.111 La version espagnole de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dispose que:

> "Cada parte contratante aplicará de manera uniforme, imparcial y razonable sus leyes, reglamentos, decisiones judiciales y disposiciones administrativas a que se refiere el párrafo 1 de este artículo."

7.112 Le Groupe spécial croit comprendre que les termes "appliquera" et "aplicará", qui figurent dans les versions française et espagnole de l'article X:3 a) du GATT de 1994 respectivement, sont synonymes de l'expression anglaise "shall apply".[254] Par conséquent, le Groupe spécial est d'avis que l'emploi des termes "appliquera" et "aplicará" dans les versions française et espagnole de l'article X:3 a) du GATT de 1994 respectivement tend à confirmer que l'article X:3 a) du GATT se rapporte à l'application des lois, règlements, etc., mais non aux lois et règlements en tant que tels.

Résumé et conclusions

7.113 En résumé, les textes interprétatifs sur lesquels le Groupe spécial est en droit de se fonder en vertu de la *Convention de Vienne* pour interpréter le terme "administer" (appliquer) figurant à l'article X:3 a) du GATT de 1994 indiquent que ce terme se rapporte à l'application des lois et règlements, y compris aux processus administratifs et à leurs résultats, mais non aux lois et règlements en tant que tels. À cet égard, nous notons que ce point de vue tend à être étayé par les déclarations qui ont été faites par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans d'autres affaires, et dans lesquelles il était souligné que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne concerne pas la *teneur* des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives eux-mêmes, mais bien leur *application*.[255] En d'autres termes, ces déclarations tendent à étayer le point de vue selon lequel l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne concerne pas ce que dit une loi particulière (c'est-à-dire la teneur), mais bien la manière dont la loi est mise en œuvre dans la pratique (c'est-à-dire la manière dont elle est appliquée).

7.114 Le Groupe spécial rappelle l'argument des États-Unis selon lequel les lois ou les règlements qui peuvent être considérés comme des "instruments d'application" ou comme étant "de nature administrative" peuvent être examinés au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 quant à leur teneur afin de déterminer s'ils démontrent ou non qu'il y a application non uniforme des lois, règlements ou autres mesures, tandis que les autres lois et règlements (c'est-à-dire ceux qui ne peuvent pas être considérés comme des "instruments d'application" ou comme étant "de nature administrative") sont examinés au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour déterminer s'ils sont appliqués d'une manière uniforme.[256] Toutefois, le Groupe spécial n'est pas convaincu par cette affirmation. Ses raisons sont les suivantes.

7.115 *Premièrement*, le Groupe spécial estime que l'interprétation proposée par les États-Unis gommerait la distinction qu'exige, selon lui, le texte de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En particulier, à notre avis, le texte de l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige effectivement qu'une distinction soit établie entre, d'une part, les instruments qui sont appliqués (c'est-à-dire les lois,

---

[254] "Aplicar" signifie, entre autres choses, "to apply" (*Collins Spanish Dictionary*, 1985, page 41). "Appliquer" signifie, entre autres choses, "to apply" (*Robert & Collins Senior*, 2002, page 49). Quant au terme "apply", nous notons qu'il signifie "to put, use with a particular subject matter <apply the law to the facts>" (employer, utiliser avec un objet particulier <appliquer la loi aux faits>) (*Black's Law Dictionary*, 1999, page 96).

[255] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 200.

[256] À cet égard, le Groupe spécial note que les États-Unis se fondent sur des observations formulées par le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphes 11.69 à 11.72.

règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1 du GATT de 1994) et, d'autre part, les actes portant application de ces lois, règlements, décisions judiciaires et administratives. Toutefois, selon les États-Unis, les lois et règlements qui sont des "instruments d'application" ou qui sont "de nature administrative" démontrent qu'il y a application non uniforme des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1 du GATT de 1994 parce qu'ils donnent effet à ces lois, règlements, décisions judiciaires et administratives, mais ils peuvent aussi être simultanément des lois et règlements visés à l'article X:1 du GATT de 1994. À notre avis, le texte de l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne prévoit pas la possibilité que des lois et règlements puissent être qualifiés *simultanément* de lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1 du GATT de 1994 et d'actes portant application au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.116 À cet égard, le Groupe spécial rappelle que l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 se rapporte aux "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés [à l'article X:1 du GATT de 1994]". Quant à l'article X:1 du GATT de 1994, il se rapporte aux "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives *d'application générale*". (pas d'italique dans l'original) Le sens ordinaire du terme "générale" qui est pertinent dans le contexte de l'article X:1 du GATT de 1994 est: "Not specifically limited in application; related to a whole class of objects, cases, occasions, etc; (of a rule, law, etc.) true for all or nearly all cases coming under its terms" (dont l'application n'est pas spécifiquement limitée; qui se rapporte à toute une catégorie d'objets, de cas, de circonstances, etc.; (en parlant d'une règle, d'une loi, etc.) qui est vrai pour l'ensemble ou la majorité des cas visés par ses termes).[257] Le sens ordinaire du terme "application" qui est pertinent aux fins de l'article X:1 du GATT de 1994 est: "The bringing of a general or figurative statement, a theory, principle, etc., to bear upon a matter" (action de faire porter sur une question une déclaration générale ou figurative, une théorie, un principe, etc.).[258] Le Groupe spécial croit donc comprendre que les "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives *d'application générale*" visés à l'article X:1 du GATT de 1994 sont des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives qui s'appliquent à un éventail de situations ou de cas, au lieu d'avoir un champ d'application limité. Par conséquent, les "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés [à l'article X:1 du GATT de 1994]" auxquels l'article X:3 a) du GATT de 1994 renvoie sont des règlements, lois, décisions judiciaires et administratives qui s'appliquent à un éventail de situations ou de cas, au lieu d'avoir un champ d'application limité.

7.117 *Deuxièmement*, le Groupe spécial note que l'interprétation donnée par les États-Unis laisse entendre que, lorsqu'elle est appliquée à ce que les États-Unis qualifient de lois ou de règlements qui sont des "instruments d'application" ou qui sont "de nature administrative", l'obligation d'appliquer d'une manière uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 signifie que la *teneur* de ces lois ou règlements peut être examinée. En d'autres termes, les États-Unis estiment que, conformément à l'obligation d'application uniforme prévue à l'article X:3 a) du GATT de 1994, la teneur des lois ou règlements qui sont des "instruments d'application" ou qui sont "de nature administrative" doit être uniforme (c'est-à-dire la même) sur l'ensemble du territoire d'un Membre de l'OMC. De l'avis du Groupe spécial, l'interprétation avancée par les États-Unis rendrait superflu, à l'article X:3 a) du GATT de 1994, soit le terme "administer" (appliquer), soit le renvoi aux "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés [à l'article X:1 du GATT de 1994]", du moins en ce qui concerne les lois et règlements que les États-Unis qualifient d'"instruments d'application" ou qu'ils considèrent comme étant "de nature administrative". Plus particulièrement, une telle interprétation signifierait qu'en fait, les "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés [à l'article X:1 du GATT de 1994]" qui sont des "instruments d'application" ou qui sont "de nature administrative" doivent être uniformes, ou que les "instruments d'application" qui sont des lois ou des règlements (qu'ils soient ou non des règlements, lois, décisions judiciaires ou administratives visés à l'article X:1 du GATT de

[257] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 1073.
[258] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 100.

1994) doivent être uniformes. Nous notons qu'une telle interprétation, qui, dans le premier élément de l'alternative, donne une lecture qui exclut effectivement le terme "administer" (appliquer) de l'article X:3 du GATT de 1994 et qui, dans le second élément de l'alternative, donne une lecture qui exclut effectivement le renvoi aux "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés [à l'article X:1 du GATT de 1994]" (du moins en ce qui concerne les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives qui sont des "instruments d'application" ou qui sont "de nature administrative"), est interdite par le principe de l'effet utile en matière d'interprétation des traités, qui nous oblige à donner sens et effet à tous les termes de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[259]

7.118 *Troisièmement*, selon les États-Unis, toutes les lois et tous les règlements, qu'ils soient des "instruments d'application" ou "de nature administrative" ou autre chose, sont assujettis à l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Toutefois, de l'avis des États-Unis, ceux qui peuvent être considérés comme des "instruments d'application" ou comme étant "de nature administrative" sont examinés au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 quant à leur teneur, en tant qu'éléments de preuve d'une application non uniforme des lois, règlements ou autres mesures qu'ils mettent en œuvre, tandis que ceux qui ne peuvent pas être considérés ainsi sont examinés au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, afin de déterminer s'ils sont ou non appliqués d'une manière uniforme. De l'avis du Groupe spécial, il n'y a aucun élément textuel dans l'article X:3 a) du GATT de 1994 qui étaye cette approche différenciée à deux volets.

7.119 Par conséquent, compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial confirme sa conclusion selon laquelle le terme "administer" (appliquer) employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994 se rapporte à l'application des lois et règlements, y compris aux processus administratifs et à leurs résultats, mais non aux lois et règlements en tant que tels.

b) Interprétation du terme "uniforme"

i) Résumé des arguments des parties

7.120 Les **États-Unis** estiment que le sens ordinaire du terme "uniforme" qui est pertinent pour l'emploi de ce terme à l'article X:3 a) du GATT de 1994 est "of one unchanging form, character, or kind; that is or stays the same in different places or circumstances, or at different times" (qui est de forme, de caractère ou de nature invariable; qui est ou reste le même dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments différents).[260] Les États-Unis font valoir que l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige une application uniforme sur tout le territoire d'un Membre de l'OMC. Les États-Unis estiment qu'un Membre n'applique pas sa législation d'une manière uniforme si des produits ou des transactions identiques reçoivent un traitement différent dans différentes régions géographiques de ce Membre et que le Membre ne prévoit aucun mécanisme pour la conciliation systématique de ces différences.[261]

7.121 Les **Communautés européennes** font observer qu'elles souscrivent à la définition du terme "uniforme" comme étant "of one unchanging form, character, or kind; that is or stays the same in different places or circumstances, or at different times" (qui est de forme, de caractère ou de nature invariable; qui est ou reste le même dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments

[259] Dans le cadre de l'affaire *États-Unis – Essence*, l'Organe d'appel a dit que l'un des corollaires de la "règle générale d'interprétation" énoncée à l'article 31 de la *Convention de Vienne* était que "l'interprétation [devait] donner sens et effet à tous les termes d'un traité", et qu'un interprète ne devait pas "adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité". (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 25 et 26)

[260] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 34 et 35, dans lesquels les États-Unis citent *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 3488 (pièce US-4) et s'appuient sur le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.80.

[261] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 20.

différents). Elles estiment en outre que des critères identiques doivent s'appliquer à la prescription d'uniformité dans le temps, sur tout le territoire ou entre des particuliers.[262]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.122 Il a été demandé au Groupe spécial de déterminer le critère qui devrait être appliqué pour déterminer s'il y a eu ou non manquement à l'obligation d'application "uniforme" énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Pour déterminer ce que signifie le terme "uniforme" dans le contexte de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial procédera à son analyse conformément aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*.

Sens ordinaire

7.123 S'agissant du *sens ordinaire* du terme "uniforme", un groupe spécial de l'OMC a relevé que le dictionnaire définissait le terme "uniforme" comme étant "of one unchanging form, character, or kind; that is or stays the same in different places or circumstances, or at different times" (qui est de forme, de caractère ou de nature invariable; qui est ou reste le même dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments différents).[263] Cette définition, sur laquelle les États-Unis et les Communautés européennes se sont fondées et à laquelle ont souscrit un certain nombre de tierces parties au présent différend, indique que le terme "uniforme" exige, entre autres choses, l'uniformité géographique.[264] En d'autres termes, selon cette définition, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC, conformément à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial ne voit aucune raison de rejeter cette interprétation.

7.124 Quant au critère qui devrait être appliqué pour déterminer si l'application est "uniforme" ou non dans un cas particulier, l'emploi des mots "le même" dans la définition sur laquelle s'est appuyé le Groupe spécial cité dans le paragraphe précédent indique que l'application devrait être absolument et instantanément identique, lorsque l'application porte sur les mêmes faits. Toutefois, le Groupe spécial note que le terme "uniforme" a également été défini comme signifiant "conforming to one standard, rule, or pattern; alike, similar" (conforme à une norme, une règle ou un modèle; semblable, similaire).[265] Cette définition semble supposer un critère d'uniformité moins astreignant que le premier, puisqu'elle exige que les mêmes règles soient appliquées, mais pas nécessairement que les résultats administratifs soient identiques. Nous examinons maintenant le contexte dans lequel s'inscrit l'interprétation du terme "uniformité" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994 afin de déterminer laquelle de ces deux interprétations du critère d'uniformité, si tant est que l'une ou l'autre soit valable, est plus appropriée aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Contexte

7.125 Le Groupe spécial examinera d'abord le *contexte immédiat* du terme "uniforme", à savoir les autres termes qui figurent à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Il rappelle que l'article X:3 a) du GATT de 1994 oblige les Membres, entre autres choses, à "appliquer" d'une manière uniforme tous leurs "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés [à l'article X:1]". Il ressort clairement des termes de l'article X:3 a) du GATT de 1994 que l'obligation d'uniformité est intrinsèquement liée au sens du terme "administer" (appliquer) et aux "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés [à l'article X:1 du GATT de 1994]".

[262] Réponse des Communautés européennes à la question n° 151 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.80.

[263] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.83.

[264] Le Groupe spécial note que, dans le cadre du présent différend, il est appelé à examiner uniquement les questions d'absence alléguée d'uniformité géographique. Par conséquent, il limitera son interprétation du terme "uniformité" à cet aspect du terme.

[265] *The New Oxford Shorter English Dictionary*, 1993, page 3488.

7.126 Le Groupe spécial a constaté plus haut au paragraphe 7.113 que le terme "administer" (appliquer) figurant à l'article X:3 a) du GATT de 1994 se rapportait à l'application des lois et règlements, y compris aux processus administratifs et à leurs résultats, mais non aux lois et règlements en tant que tels. Le Groupe spécial croit comprendre que la forme, la nature et l'ampleur spécifiques de l'application qui peut être en cause dans un différend concernant l'application de l'article X:3 a) du GATT de 1994 peuvent varier d'une affaire à l'autre. En particulier, une affaire peut concerner l'application d'un processus administratif autonome spécifique, tandis qu'une autre peut concerner l'administration de tout un système. Le Groupe spécial estime donc que pour interpréter le terme "uniforme" dans une affaire donnée portant sur la violation alléguée de l'article X:3 a) du GATT de 1994, il est nécessaire de cerner d'abord l'application qui est contestée dans une affaire donnée.

7.127 De même, le Groupe spécial est d'avis que, pour interpréter le terme "uniforme" dans une affaire donnée, il est nécessaire de préciser les "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés [à l'article X:1 du GATT de 1994]" dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. D'un côté, il se peut qu'une contestation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 porte sur l'application d'une seule disposition législative spécifique. De l'autre, une contestation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 peut porter sur l'application d'un vaste ensemble de dispositions législatives. Il existe de nombreuses possibilités entre les deux.

7.128 Il ressort de ce qui précède que la forme, la nature et l'ampleur de l'application[266] qui peut être en cause dans un différend concernant l'application de l'article X:3 a) du GATT de 1994, tant du point de vue du type d'application que du cadre législatif dans lequel s'inscrit l'application en question, peuvent varier considérablement d'une affaire à l'autre. Compte tenu de l'éventail des possibilités à cet égard, le Groupe spécial estime qu'il n'est pas en mesure de définir un concept unique d'"uniformité" qui s'appliquerait d'une manière générale. En effet, de l'avis du Groupe spécial, la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans le cadre d'une affaire donnée.

7.129 Le Groupe spécial estime que plus la contestation est circonscrite, aussi bien pour ce qui est de l'application qui est contestée que des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme dans un cas particulier, plus l'obligation d'uniformité est astreignante. En revanche, si la contestation est plus large et plus étendue, aussi bien pour ce qui est de la nature de l'application qui est contestée que des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives, ou dispositions spécifiques de ces instruments dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme dans un cas particulier, un critère d'uniformité moins astreignant devrait être appliqué.

Moyens complémentaires d'interprétation

7.130 De l'avis du Groupe spécial, l'approche exposée plus haut au paragraphe 7.129, qui comporte une notion d'uniformité dont le seuil d'appréciation diffère en fonction de la forme, de la nature et de l'ampleur de la contestation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dont il est question, est justifiée en se reportant au contexte factuel qui, à notre avis, peut être pris en considération

[266] Lorsque nous employons l'expression "ampleur de l'application" ici et ailleurs dans notre rapport, nous voulons désigner l'ampleur de l'acte ou des actes administratifs qui font l'objet d'une contestation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous ne voulons *pas* parler de l'ampleur du système d'administration qui existe dans un Membre donné de l'OMC.

conformément à l'article 32 de la *Convention de Vienne* en tant que *moyen complémentaire d'interprétation*.[267]

7.131 En particulier, le Groupe spécial estime que s'il devait interpréter l'article X:3 a) du GATT de 1994 comme imposant une obligation d'uniformité absolue – c'est-à-dire l'uniformité chaque fois que les faits sont identiques, comme le laisse entrevoir une interprétation du sens ordinaire du terme "uniforme" –, cela conduirait à un résultat qui est déraisonnable. À cet égard, le Groupe spécial note que concrètement, de nombreux systèmes d'administration douanière accomplissent chaque année des millions d'actes administratifs. Selon le Groupe spécial, il n'est pas possible dans la pratique de parvenir à une uniformité absolue chaque fois que les faits sont identiques, surtout lorsqu'il s'agit de Membres importants qui importent et exportent chaque jour de nombreux produits et qui font appel à de nombreux fonctionnaires des douanes.

7.132 Le Groupe spécial estime que le contexte factuel indique également que l'interprétation du terme "uniforme" figurant à l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne suppose pas nécessairement une uniformité instantanée, laquelle pourrait être inférée d'une interprétation du sens ordinaire du terme "uniforme". À notre avis, interpréter l'article X:3 a) du GATT de 1994 comme imposant une obligation d'uniformité instantanée conduirait à un résultat déraisonnable, étant donné que de nombreux systèmes d'administration douanière ne pourraient pas toujours parvenir à une telle uniformité instantanée dans la pratique. Nous estimons plutôt que l'uniformité doit être obtenue dans un délai qui est raisonnable. Le Groupe spécial estime que, pour éviter une constatation d'application non uniforme au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, il doit être clair au moment de l'établissement du groupe spécial qu'il a été remédié dans un délai raisonnable à toute non-uniformité ayant pu exister. À notre avis, ce qui est raisonnable dépendra de la forme, de la nature et de l'ampleur de l'application qui est en cause. Cela dépendra également de la complexité des questions de fait et de droit soulevées par l'acte administratif qui est contesté.

7.133 À notre avis, une application non uniforme ne peut en aucun cas perdurer indéfiniment, car cela rendrait effectivement redondant le terme "uniforme" figurant à l'article X:3 a) du GATT de

---

[267] Nous notons que le Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet* s'est fondé sur le "contexte factuel" pour interpréter le sens ordinaire du terme "salés" figurant dans la Liste des Communautés européennes annexée au GATT (rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.105). En appel, les Communautés européennes ont contesté l'utilisation par le Groupe spécial de ce qu'il était convenu d'appeler le "contexte factuel". L'Organe d'appel a confirmé l'analyse du Groupe spécial en disant ceci: "… [N]ous conviendrions avec les Communautés européennes qu'il n'est pas fait référence dans la *Convention de Vienne* au "contexte factuel" en tant qu'étape analytique distincte au titre de l'article 31. Néanmoins, nous ne pensons pas que le Groupe spécial ait eu tort d'examiner certains éléments tels que les "produits visés par la concession correspondant à la position 02.10", "[la] saveur, [la] texture [et les] autres propriétés physiques" des produits relevant de la position 02.10 et la "conservation", pour interpréter le terme "salés" tel qu'il figure dans la position 02.10. L'examen par le Groupe spécial de ces éléments au titre du "sens ordinaire" du terme "salé" complétait son analyse des définitions que donnent les dictionnaires de ce terme. En tout état de cause, même si nous devions convenir avec les Communautés européennes que ces éléments ne doivent pas être examinés au titre du "sens ordinaire", ils pourraient certainement être examinés au titre du "contexte". (rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 176) De l'avis du Groupe spécial, l'approbation par l'Organe d'appel de l'utilisation du "contexte factuel" au titre de l'article 31 de la *Convention de Vienne* indique que celui-ci peut être pris en considération à titre subsidiaire/additionnel en vertu de l'article 32 de la *Convention de Vienne*. Nous trouvons des éléments étayant ce point de vue dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, dans laquelle l'Organe d'appel a dit: "Nous soulignons, en outre, que l'article 32 ne définit pas de manière exhaustive les moyens complémentaires d'interprétation auxquels un interprète peut faire appel. Il y est uniquement dit que ces moyens *comprennent* les travaux préparatoires du traité et les circonstances dans lesquelles celui-ci a été conclu. Ainsi, un interprète a une certaine flexibilité lorsqu'il s'agit de prendre en considération les moyens complémentaires pertinents dans une affaire donnée de manière à faciliter l'établissement des intentions communes des parties." (rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 283)

1994, ce qui serait contraire au principe de l'effet utile en matière d'interprétation des traités.[268] Par ailleurs, une telle interprétation serait incompatible avec l'obligation qui nous incombe en vertu de la *Convention de Vienne* d'interpréter l'article X:3 a) du GATT de 1994 de bonne foi.

7.134 Dans tous les cas, quelle que soit la forme, la nature ou l'ampleur de l'application en cause, le Groupe spécial estime que l'application ne devrait pas tomber en deçà de certains critères minimaux en matière de régularité de la procédure, lesquels comprennent des notions comme l'avis, la transparence, l'impartialité et l'équité.[269] De l'avis du Groupe spécial, ces critères découlent du contexte plus large de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en matière de régularité de la procédure, lequel a été examiné plus haut aux paragraphes 7.107 et 7.108.

Résumé et conclusions

7.135 En résumé, les textes interprétatifs sur lesquels le Groupe spécial est en droit de se fonder en vertu de la *Convention de Vienne* pour interpréter le terme "uniforme" figurant à l'article X:3 a) du GATT de 1994 indiquent que ce terme recouvre, entre autres choses, l'uniformité géographique. En d'autres termes, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. En outre, le Groupe spécial estime que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans le cadre d'une affaire donnée. Le Groupe spécial estime que plus la contestation est circonscrite, aussi bien pour ce qui est de l'application qui est contestée que des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme dans un cas particulier, plus l'obligation d'uniformité est astreignante. Si la contestation est plus large et plus étendue, aussi bien pour ce qui est de la nature de l'application qui est contestée que des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives, ou dispositions spécifiques de ces instruments

---

[268] À cet égard, nous rappelons que dans le cadre de l'affaire *États-Unis – Essence*, l'Organe d'appel a dit que l'un des corollaires de la "règle générale d'interprétation" énoncée à l'article 31 de la *Convention de Vienne* était que "l'interprétation [devait] donner sens et effet à tous les termes d'un traité", et qu'un interprète ne devait pas "adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité". (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 25 et 26)

[269] Nous notons à cet égard que dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel a dit:

"Nous considérons qu'en fait les Membres exportateurs qui demandent la certification et dont les demandes sont rejetées ne bénéficient pas de l'équité élémentaire ni des garanties d'une procédure régulière et font donc l'objet d'une discrimination par rapport aux Membres qui obtiennent la certification.

Les dispositions de l'article X:3 du GATT de 1994 se rapportent à cette question. À notre avis, l'article 609 fait partie des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale" mentionnés à l'article X:1. Dans la mesure où il existe des prescriptions garantissant une procédure régulière applicables d'une façon générale aux mesures qui sont par ailleurs imposées conformément aux obligations résultant de l'Accord sur l'OMC, il est à tout le moins raisonnable d'exiger le respect rigoureux de ces prescriptions fondamentales dans le contexte de l'application et de l'administration d'une mesure qui est censée être une exception aux obligations conventionnelles du Membre qui impose la mesure et qui aboutit en fait à une suspension *pro hac vice* des droits conventionnels des autres Membres.

Il est également clair que *l'article X:3 du GATT de 1994 établit certains critères minimaux concernant la transparence et l'équité au plan de la procédure dans l'administration des règlements commerciaux*, et, selon nous, ces critères ne sont pas respectés en l'espèce. Le manque de transparence et la nature *ex parte* des procédures gouvernementales internes appliquées par les fonctionnaires compétents de l'Office de la protection du milieu marin, du Département d'État et du Service national des pêches maritimes des États-Unis dans le cadre du processus de certification au titre de l'article 609, ainsi que le fait que les pays dont les demandes sont rejetées n'en sont pas formellement avisés, pas plus qu'ils ne le sont des raisons du rejet, et aussi le fait qu'il n'existe pas de procédure juridique formelle de réexamen du rejet d'une demande ni d'appel de cette décision, sont tous contraires à l'esprit, sinon à la lettre, de l'article X:3 du GATT de 1994." (pas d'italique dans l'original) (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 181 à 183)

dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme dans un cas particulier, un critère d'uniformité moins astreignant devrait être appliqué. Le Groupe spécial estime également que l'interprétation du terme "uniforme" figurant à l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne suppose pas nécessairement une uniformité instantanée. En revanche, l'uniformité doit être obtenue dans un délai qui est raisonnable. Ce qui est raisonnable dépendra de la forme, de la nature et de l'ampleur de l'application qui est en cause, ainsi que de la complexité des questions de fait et de droit soulevées par l'acte administratif qui est contesté. De l'avis du Groupe spécial, dans tous les cas, quelle que soit la forme, la nature ou l'ampleur de l'application en cause, l'application ne devrait pas tomber en deçà de certains critères minimaux en matière de régularité de la procédure, lesquels comprennent des notions comme l'avis, la transparence, l'impartialité et l'équité.

4. Pertinence de l'article XXIV:12 du GATT de 1994 pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans le cadre du présent différend

a) Résumé des arguments des parties

7.136 Les **Communautés européennes** estiment que la réalité de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 est que ceux-ci cherchent effectivement à obliger les Communautés européennes à mettre sur pied une administration centrale des douanes.[270] Elles font valoir que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne prescrit pas les façons dont un Membre de l'OMC doit mettre en œuvre ses lois douanières, y compris la question de savoir par quelles autorités ou quelle administration les lois douanières sont appliquées. Selon les Communautés européennes, l'article X:3 a) du GATT de 1994 n'exclut aucunement la possibilité que, dans un État ou une entité fédéral ou quasi-fédéral, les lois douanières pourraient être appliquées par des autorités au niveau *infra*-fédéral.[271] Pour étayer leur affirmation, les Communautés européennes se réfèrent à l'article XXIV:12 du GATT de 1994, qui dispose que "[c]haque partie contractante prendra toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que, sur son territoire, les gouvernements et administrations régionaux et locaux observent les dispositions du présent Accord".[272] Les Communautés européennes font observer que le Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or* a constaté que l'article XXIV:12 du GATT de 1994 avait comme "fonction … de permettre aux États fédéraux d'accéder à l'Accord général sans avoir à modifier la répartition fédérale des compétences". Elles estiment donc que toute interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 qui affecterait la répartition interne des compétences est incompatible avec l'article XXIV:12 du GATT de 1994.[273]

7.137 En réponse, les **États-Unis** précisent qu'ils n'ont jamais insisté pour que les Communautés européennes créent un organisme douanier des CE et un tribunal douanier des CE, ni pour qu'elles harmonisent les législations des États membres. Ils font simplement valoir que les Communautés européennes, comme les autres Membres de l'OMC, doivent appliquer leur législation douanière d'une manière compatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.[274] Ils estiment que l'article XXIV:12 du GATT de 1994 concerne "l'observation de l'Accord général par les gouvernements et administrations régionaux et locaux". Selon les États-Unis, en revanche, le présent différend ne porte pas sur l'observation d'une obligation résultant du GATT de 1994 par les gouvernements et administrations régionaux et locaux, mais bien par les Communautés européennes elles-mêmes. Les États-Unis font donc valoir que la présente affaire doit être distinguée de l'affaire *Canada – Pièces de monnaie en or*,

[270] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 30.
[271] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 252.
[272] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 220 et 221.
[273] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 220 et 221, dans lesquels il est fait référence au rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphe 58.
[274] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 158 du Groupe spécial.

qui concernait l'adoption par un gouvernement provincial du Canada d'une mesure visant à générer des recettes provinciales – pouvoir que la Constitution du Canada conférait exclusivement à la législature provinciale – d'une manière qui amenait le Canada à manquer à l'obligation découlant pour lui de l'article III du GATT de 1994.[275] En outre, ils font observer que si les Communautés européennes souhaitent invoquer l'article XXIV:12 du GATT de 1994 comme moyen de défense, elles doivent démontrer que les défaillances dans l'application uniforme de la législation douanière des CE concernent des questions "que le gouvernement central ne [peut] contrôler parce qu'elles ne relèv[ent] pas de lui en vertu de la répartition constitutionnelle des compétences".[276] Selon les États-Unis, si les Communautés européennes font valoir qu'elles ne sont pas en mesure de contrôler l'application de la législation douanière par les autorités douanières des États membres en vertu de la répartition constitutionnelle des compétences, cela conforte l'idée que les Communautés européennes ne s'acquittent pas de l'obligation qui leur incombe au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 d'appliquer leur législation douanière d'une manière uniforme.[277]

7.138 Les **Communautés européennes** répondent que l'article XXIV:12 du GATT de 1994 doit avoir un sens utile. Dans le contexte de l'article XXIV:12 du GATT de 1994, il faut se poser la question de savoir si le Membre de l'OMC en question a, sur son territoire, des gouvernements et administrations régionaux ou locaux qui ont des responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions du GATT. Selon les Communautés européennes, dans l'affirmative, le Membre en question doit prendre des "mesures raisonnables" pour assurer la conformité.[278] Les Communautés européennes font valoir que pour déterminer ce qu'est une "mesure raisonnable", le Groupe spécial *Canada – Pièces de monnaie en or* a dit que "les conséquences de … [l']inobservation [des dispositions du GATT] par les autorités locales pour les relations commerciales avec les autres parties contractantes, [devaient] être pesées par rapport aux difficultés intérieures rencontrées pour assurer leur respect".[279]

7.139 Les **États-Unis** estiment que, même si l'article XXIV:12 du GATT de 1994 importait aux fins du présent différend, il ne permettrait pas aux Communautés européennes de se soustraire à leur obligation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 et n'influerait aucunement sur l'obligation résultant pour elles de cette disposition. À cet égard, les États-Unis se réfèrent au paragraphe 13 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 qui, selon les États-Unis, indique clairement que "[c]haque Membre est pleinement responsable au titre du GATT de 1994 de l'observation de toutes les dispositions du GATT de 1994 …". Autrement dit, de l'avis des États-Unis, l'article XXIV:12 du GATT de 1994 impose aux Membres dotés de structures fédérales l'obligation de prendre des "mesures raisonnables" pour "assurer l'observation" des obligations d'un Membre par les gouvernements locaux ou régionaux, mais il ne modifie pas la teneur des obligations résultant pour ces Membres du GATT de 1994. En outre, selon les États-Unis, même dans les cas où l'observation d'obligations résultant de l'Accord sur l'OMC par des gouvernements régionaux ou locaux est en cause, le paragraphe 14 du Mémorandum d'accord sur l'article XXIV et l'article 22:9 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends disposent que "[l]es dispositions des articles XXII et XXIII du GATT de 1994, telles qu'elles sont précisées et mises en application par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends", et "les dispositions des accords visés et du [M]émorandum d'accord [sur le règlement des différends]", respectivement, "relatives à la

[275] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 158 du Groupe spécial.
[276] Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Mesures affectant les boissons alcooliques et les boissons à base de malt*, IBDD S39/233, paragraphe 5.79 (adopté le 19 juin 1992).
[277] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 158 du Groupe spécial.
[278] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 176 du Groupe spécial.
[279] Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphe 69.

compensation et à la suspension de concessions ou d'autres obligations seront d'application [d]ans les cas où il n'aura pas été possible d'obtenir que ce[s] disposition[s] [soient] observée[s]". Les États-Unis estiment donc que même si, conformément à l'article XXIV:12 du GATT de 1994, la seule obligation incombant aux Communautés européennes au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 était de prendre des "mesures raisonnables" pour assurer une application uniforme de la législation douanière des CE, le fait qu'elles n'appliquent pas leur législation douanière d'une manière uniforme ne leur permettrait pas de se soustraire aux dispositions pertinentes relatives à la compensation et à la suspension de concessions.[280]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.140 Le Groupe spécial note que, dans le cadre du présent différend, les États-Unis font valoir que les Communautés européennes ont manqué à leur obligation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce qu'elles n'ont pas appliqué leur législation douanière d'une manière uniforme.[281] Les États-Unis reconnaissent que l'application de la législation douanière des CE est confiée aux autorités douanières des États membres, mais ils estiment que les Communautés européennes contreviennent à l'article X:3 a) du GATT de 1994, dans la mesure où elles ne contrôlent pas l'application effectuée par ces autorités douanières pour assurer une application uniforme.[282]

7.141 En guise d'observation préliminaire, le Groupe spécial note que les termes de l'article X:3 a) du GATT de 1994 obligent simplement les Membres à appliquer les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1 d'une manière qui est, entre autres choses, uniforme. L'article X:3 a) du GATT de 1994 ne prescrit pas la manière de parvenir à cette application uniforme. Par conséquent, le Groupe spécial estime que l'article X:3 a) du GATT de 1994 confère aux Membres le pouvoir discrétionnaire de déterminer la manière de parvenir à une application uniforme, y compris la nature et le niveau des entités qui sont chargées de l'application et les instruments qui sont mis en place pour parvenir à cette application uniforme. Par conséquent, le Groupe spécial estime qu'il n'y a rien dans l'article X:3 a) du GATT de 1994 qui empêche les Communautés européennes d'appliquer leur législation douanière en faisant appel, entre autres, aux autorités douanières des États membres qui les constituent.[283]

7.142 La question qui se pose dans le présent différend est de savoir si l'article XXIV:12 du GATT de 1994 a pour effet de limiter les obligations des Communautés européennes au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, de sorte que celles-ci seraient uniquement tenues de prendre des "mesures raisonnables" pour assurer une application uniforme par les autorités douanières des États membres.[284] L'articler XXIV:12 du GATT de 1994 dispose que:

> "Chaque partie contractante prendra toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que, sur son territoire, les gouvernements et administrations régionaux et locaux observent les dispositions du présent accord."

---

[280] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 158 du Groupe spécial.

[281] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 158 du Groupe spécial.

[282] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 158 du Groupe spécial.

[283] Le Groupe spécial note que, dans le cadre du présent différend, les États-Unis n'ont pas contesté en tant que tel le fait que les Communautés européennes appliquaient leur législation douanière en faisant appel, entre autres, aux autorités douanières des États membres qui les constituent.

[284] Voir, par exemple, les observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 176 du Groupe spécial et les observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 158 du Groupe spécial.

7.143 Le Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 (le "Mémorandum d'accord sur l'article XXIV"), qui fait partie du GATT de 1994[285] et dont il a été convenu pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, dispose ce qui suit au sujet de l'article XXIV:12 du GATT de 1994:

> "Chaque Membre est pleinement responsable au titre du GATT de 1994 de l'observation de toutes les dispositions du GATT de 1994 et prendra toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que, sur son territoire, les gouvernements et administrations régionaux et locaux observent lesdites dispositions.
>
> Les dispositions des articles XXII et XXIII du GATT de 1994, telles qu'elles sont précisées et mises en application par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, pourront être invoquées pour ce qui est des mesures affectant l'observation du GATT de 1994 prises par des gouvernements ou administrations régionaux ou locaux sur le territoire d'un Membre. Lorsque l'Organe de règlement des différends aura déterminé qu'une disposition du GATT de 1994 n'a pas été observée, le Membre responsable prendra toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que ladite disposition soit observée. Les dispositions relatives à la compensation et à la suspension de concessions ou autres obligations s'appliquent dans les cas où il n'a pas été possible de faire observer une disposition.
>
> Chaque Membre s'engage à examiner avec compréhension toutes représentations que pourra lui adresser un autre Membre au sujet de mesures affectant le fonctionnement du GATT de 1994 prises sur son territoire et à ménager des possibilités adéquates de consultation sur ces représentations."

7.144 Le Groupe spécial note que l'article XXIV:12 du GATT de 1994 est rédigé en tant qu'obligation positive et non en tant que moyen de défense. Plus particulièrement, l'emploi du mot "shall"[286] ("prendra" dans la version française) à l'article XXIV:12 du GATT de 1994 indique que cette disposition impose aux Membres l'obligation de prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que les autorités locales respectent les obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Cela semble indiquer que l'article XXIV:12 du GATT de 1994 ne peut pas être invoqué pour mitiger les dispositions du GATT de 1994 (y compris l'article X:3 a) du GATT de 1994), ni pour déroger à ces dispositions, auxquelles renvoie l'article XXIV:12 du GATT de 1994. Le Mémorandum d'accord sur l'article XXIV étaye le point de vue selon lequel l'article XXIV:12 du GATT de 1994 impose une obligation positive au lieu de mitiger les dispositions du GATT de 1994 ou d'y déroger. Plus particulièrement, il dispose que "[c]haque Membre est pleinement responsable au titre du GATT de 1994 de l'observation de toutes les dispositions du GATT de 1994", ce qui laisse entendre que l'article XXIV:12 du GATT de 1994 ne met pas les Membres à l'abri d'une constatation de manquement à leurs obligations dans le cadre de l'OMC.[287] De plus, nous notons que le Mémorandum d'accord sur l'article XXIV dit clairement que lorsque l'ORD aura déterminé qu'une disposition du GATT de 1994 n'a pas été observée par les gouvernements ou administrations

---

[285] Voir l'article 1 c) du GATT de 1994.

[286] Selon le Black's Law Dictionary, le terme "shall" signifie "has a duty to; more broadly, is required to" (qui a le devoir de; d'une manière plus générale, qui est tenu de): *Black's Law Dictionary*, 1999, page 1379.

[287] L'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC étaye également le point de vue selon lequel l'article XXIV:12 du GATT de 1994 ne mitige pas les dispositions du GATT de 1994, y compris l'article X:3 a) du GATT de 1994, et ne déroge pas à ces dispositions. L'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC dispose que "[c]haque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les accords figurant en annexe". Nous considérons que l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC oblige clairement tous les Membres de l'OMC à assurer la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec leurs obligations dans le cadre des accords visés, y compris le GATT de 1994. Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 213.

régionaux ou locaux d'un Membre de l'OMC, "[l]es dispositions relatives à la compensation et à la suspension de concessions ou d'autres obligations s'applique[ront] dans les cas où il n'a pas été possible de faire observer une disposition".

7.145 Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial est d'avis qu'indépendamment de la question de savoir si l'article XXIV:12 du GATT de 1994 s'applique ou non dans le cadre du présent différend[288], cet article ne constitue ni une exception ni une dérogation à l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Par conséquent, l'article XXIV:12 du GATT de 1994 n'a pas d'incidence sur notre examen des allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

5. Charge de la preuve

a) Résumé des arguments des parties

7.146 Les **États-Unis** estiment qu'au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, il est nécessaire d'examiner l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les négociants qui participent aux échanges.[289] Selon les États-Unis, c'est ce qui ressort du contexte de l'article X:3 a) du GATT de 1994, qui comprend à l'article X:1 du GATT de 1994 l'obligation de publier dans les moindres délais certaines mesures douanières, et à l'article X:3 b) du GATT de 1994 l'obligation d'instituer des tribunaux chargés de réviser et de rectifier dans les moindres délais les décisions se rapportant aux questions douanières, qui visent toutes deux clairement à faciliter les opérations des négociants.[290]

7.147 Les **Communautés européennes** conviennent que l'effet de l'application sur les négociants est un élément pertinent aux fins de l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Selon les Communautés européennes, cela veut dire que le traitement qu'un négociant peut s'attendre à recevoir de la part des autorités douanières d'un Membre de l'OMC devrait être raisonnablement prévisible. Cela ne veut pas dire que des cas particuliers d'erreur administrative, qui peuvent être rectifiés au moyen des mécanismes administratifs et judiciaires prévus par le système d'un Membre de l'OMC, peuvent être considérés comme constituant une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Les Communautés européennes estiment plutôt que l'effet sur les négociants devrait être démontrable au moyen d'éléments de preuve adéquats. Elles estiment également que les mesures qui ne comportent aucune différence de traitement significative entre les négociants ne peuvent pas être considérées comme constituant une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[291] Les Communautés européennes estiment également qu'il n'est pas nécessaire d'établir l'existence d'un dommage commercial pour démontrer qu'il y a violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. La question à examiner est plutôt de savoir s'il y a eu pour le plaignant annulation ou réduction des avantages au sens de l'article XXIII du GATT de 1994. Selon les Communautés européennes, il découle de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord que, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites

[288] À cet égard, le Groupe spécial rappelle que les États-Unis ont dit que l'article XXIV:12 était inapplicable dans le cadre du présent différend. (observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 158 du Groupe spécial) Le Groupe spécial note qu'il n'a pas besoin de se prononcer sur la question de savoir si les États membres des Communautés européennes peuvent ou non être considérés comme des "gouvernements ou administrations régionaux et locaux" au sens de l'article XXIV:12 du GATT de 1994.

[289] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 117, dans lequel il est fait référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.77.

[290] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 117, dans lequel il est fait référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.76.

[291] Réponse des Communautés européennes à la question n° 174 du Groupe spécial.

au titre des accords visés, il est normalement présumé qu'un avantage est annulé ou compromis. Toutefois, cette présomption peut être réfutée par le Membre visé par la plainte.[292]

7.148 Les **États-Unis** rétorquent que l'examen de l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les négociants ne se limite pas à l'examen de la question de savoir si des négociants dans des situations similaires sont tenus d'acquitter des droits de douane différents, mais comprend un examen de l'incidence éventuelle sur la situation concurrentielle. Ils estiment donc que, pour déterminer si l'article X:3 a) du GATT de 1994 a été violé, un groupe spécial devrait se demander non pas si un Membre de l'OMC est traité différemment des autres Membres de l'OMC, mais bien si les négociants sont traités différemment en fonction, par exemple, de la partie du territoire du Membre par laquelle transitent les marchandises qu'ils importent. Si la manière dont un Membre applique sa législation douanière encourageait un négociant à faire transiter ses importations par une région que par une autre, cela prouverait que l'application n'est pas uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[293] Les États-Unis estiment que des avantages résultant pour eux se trouvent annulés ou compromis si les négociants sont effectivement contraints de modifier la configuration de leurs expéditions ou d'engager des frais additionnels par suite d'une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[294]

7.149 Les **Communautés européennes** estiment qu'un seuil d'appréciation minimal s'applique au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, ce qui implique qu'un changement dans la pratique administrative doit avoir une incidence significative sur l'application de la législation douanière pour constituer une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[295] Selon les Communautés européennes, ce seuil d'appréciation minimal dénote le fait que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne prescrit pas l'uniformité en tant que fin en soi, mais vise plutôt à protéger les intérêts des négociants.[296] À l'appui de leurs dires, les Communautés européennes se réfèrent aux observations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Volailles* qui, selon elles, indiquent que des cas spécifiques d'application ne prouvent pas l'existence d'une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[297] En outre, les Communautés européennes estiment que les observations formulées par le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* indiquent qu'un mode de prise de décisions est nécessaire aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[298] Elles font valoir qu'une telle interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 est d'autant plus nécessaire que les autorités douanières doivent travailler dans des conditions difficiles qui évoluent rapidement, et auxquelles elles doivent constamment s'adapter. De plus, selon les Communautés européennes, l'administration douanière est un système complexe, dont les résultats sont déterminés par de nombreux facteurs, qui ne sont pas tous attribuables au Membre en question.[299]

7.150 Les **États-Unis** rétorquent que les Communautés européennes cherchent à imposer au Groupe spécial une vision relative de l'article X:3 a) du GATT de 1994 qui exige une évaluation des

---

[292] Réponse des Communautés européennes à la question n° 175 du Groupe spécial.

[293] Réponses des États-Unis aux questions n° 174 et 175 du Groupe spécial.

[294] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 175 du Groupe spécial.

[295] Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 25, dans lequel il est fait référence au rapport du Groupe spécial du GATT *CEE – Pommes de table*, paragraphe 12.30.

[296] Réponse des Communautés européennes à la question n° 46 du Groupe spécial.

[297] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 239, dans lequel il est fait référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphes 111 et 113.

[298] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 240, dans lequel il est fait référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.268; déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 26; déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 28.

[299] Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 26.

particularités du système d'administration douanière en question.[300] Ils font valoir par ailleurs que s'il est question dans le texte de l'article X:3 a) du GATT de 1994 d'appliquer d'une "manière uniforme", il n'y est pas question d'un "mode" d'application "non uniforme".[301] De plus, ils font valoir que l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle l'absence d'uniformité est inadmissible seulement lorsqu'elle correspond à une absence générale d'uniformité est injustifiée parce que cette idée est tirée de deux rapports qui ne sont pas pertinents. Premièrement, en ce qui concerne le rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, les États-Unis estiment que la question pertinente n'était pas le sens de l'expression application uniforme figurant à l'article X:3 a) du GATT de 1994, mais bien celle de savoir si l'article X du GATT de 1994 s'appliquait à une licence d'importation donnée délivrée pour une expédition donnée.[302] De même, les États-Unis estiment que les Communautés européennes se fondent sur une seule phrase du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*.[303] Selon eux, le Groupe spécial chargé de cette affaire ne parlait pas d'un mode qui aurait constitué une prescription générique pour formuler une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, mais d'un mode qui aurait pu permettre au Groupe spécial de déterminer si l'application particulière de la législation antidumping en cause dans cette affaire était uniforme ou non.[304] Les États-Unis affirment que l'allégation en cause dans le présent différend est très différente de celle qui avait été formulée par le Japon dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*. Ils soutiennent qu'ils ne prétendent pas qu'une application particulière de la législation douanière des CE représente une application non uniforme. Ils prétendent plutôt que le système d'administration douanière des CE dans son ensemble ne conduit pas à l'application uniforme qui est prescrite par l'article X:3 a) du GATT de 1994.[305]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.151 Le Groupe spécial estime que la charge de la preuve aux fins de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 est étroitement liée à l'interprétation que donne le Groupe spécial des termes de cet article. La constatation formulée plus haut par le Groupe spécial au paragraphe 7.135, selon laquelle une notion d'uniformité dont le seuil d'appréciation diffère en fonction de la nature de la contestation en question s'applique dans le cadre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, revêt une importance particulière en ce qui concerne la charge de la preuve dans le cadre du présent différend. Pareille conception du terme "uniforme" semble imposer une charge de la preuve qui varie selon la forme, la nature et l'ampleur de l'application qui est contestée au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans une affaire donnée. Comme le Groupe spécial l'a dit plus haut au paragraphe 7.135, plus la contestation est circonscrite, plus le degré d'uniformité requis est élevé; plus la contestation est large, moins le critère d'uniformité à appliquer est astreignant.

7.152 En ce qui concerne le présent différend, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.64 que son mandat l'autorise à examiner la manière dont les autorités douanières nationales des États membres appliquent le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis. Conformément à son mandat, le Groupe spécial ne peut examiner les contestations "en tant que tel" de la conception et de la structure du système d'administration douanière des CE, y compris les contestations de la conception et de la structure du système des CE dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis. Toutefois, nous sommes autorisés à examiner des cas particuliers d'application du Code des douanes

[300] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 12.
[301] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 28.
[302] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphes 17 à 19.
[303] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 33.
[304] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 35.
[305] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 36 à 38.

communautaire, du Règlement d'application, du Tarif douanier commun, du TARIC et des mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière indiqués spécifiquement dans la demande présentée par les États-Unis dans les cas particuliers qui ont été invoqués par les États-Unis dans le cadre du présent différend.

7.153 Compte tenu de son mandat, pour régler les présent différend, le Groupe spécial estime qu'il suffit de déterminer la charge de la preuve applicable aux cas particuliers d'application du Code des douanes communautaire, du Règlement d'application, du Tarif douanier commun, du TARIC et des mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande présentée par les États-Unis et qui sont invoqués par ceux-ci dans le cadre du présent différend. De l'avis du Groupe spécial, comme il sera expliqué plus en détail plus bas, ces cas constituent des contestations étroites lorsqu'ils sont examinés au regard du système d'administration douanière des CE dans son ensemble. Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, un degré élevé d'uniformité devrait s'appliquer dans ces cas.

7.154 Nous ne jugeons pas nécessaire de déterminer précisément à quel point l'obligation d'uniformité devrait être astreignante à cet égard. Le Groupe spécial estime que cela dépendra des circonstances entourant le cas particulier d'application non uniforme alléguée. Pour décider si le critère a été respecté dans un cas particulier, le Groupe spécial juge nécessaire de garder à l'esprit les critères minimaux en matière de régularité de la procédure qui sous-tendent l'article X:3 a) du GATT de 1994.[306] Il est également nécessaire de s'assurer que le seuil d'appréciation n'est pas si élevé que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne puisse jamais être violé car, manifestement, telle n'était pas l'intention des rédacteurs de l'article X:3 a) du GATT de 1994. De plus, le Groupe spécial est d'avis qu'une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 sera démontrée si l'application non uniforme en question a une incidence défavorable réelle ou éventuelle sur l'environnement commercial dans l'avenir.[307]

6. Violations alléguées spécifiques de l'article X:3 a) du GATT de 1994

7.155 Dans la présente section de son rapport, le Groupe spécial examinera les cas particuliers de violation alléguée de l'article X:3 a) du GATT de 1994 concernant l'application du Code des douanes communautaire, du Règlement d'application, du Tarif douanier commun, du TARIC et des mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Toutefois, avant de procéder à cet examen, le Groupe spécial estime nécessaire d'expliquer sa compréhension de certains aspects de la manière dont fonctionne le système d'administration douanière des CE, car c'est un contexte important pour l'examen des cas particuliers de violation alléguée de l'article X:3 a) du GATT de 1994 au sujet desquels ces aspects ont été évoqués. Dans la mesure où cela est nécessaire, le Groupe spécial analysera d'autres aspects du système d'administration douanière des CE lorsqu'il examinera les cas particuliers de violation alléguée de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

[306] Voir plus haut le paragraphe 7.134.

[307] Nous notons à cet égard que l'article 3:8 du Mémorandum d'accord dispose que, "[d]ans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage. En d'autres termes, il y a normalement présomption qu'une infraction aux règles a une incidence défavorable pour d'autres Membres parties à l'accord visé, et il appartiendra alors au Membre mis en cause d'apporter la preuve du contraire".

a) Aspects pertinents du système d'administration douanière des CE

i) Application par les autorités douanières des États membres des CE

7.156 Le Groupe spécial a été informé par les Communautés européennes que l'application de la législation douanière des CE incombait essentiellement aux États membres.[308] Le Groupe spécial croit comprendre que la législation douanière des CE est directement applicable dans les États membres, ce qui signifie que cette législation doit déployer la plénitude de ses effets d'une manière uniforme dans tous les États membres.[309] Par ailleurs, les Communautés européennes ont informé le Groupe spécial que les autorités douanières des États membres devaient appliquer la législation douanière des CE conformément à toutes les indications disponibles quant à sa signification appropriée, y compris le Traité CE et la jurisprudence de la CEJ.[310]

ii) Institutions et mécanismes intervenant dans l'application de la législation douanière des CE

Institutions et mécanismes intervenant généralement dans tous les domaines de l'administration douanière[311]

Comité du Code des douanes

7.157 Les Communautés européennes indiquent que le Comité du Code des douanes est une institution importante qui contribue à assurer une application uniforme de la législation douanière des CE par les autorités douanières des États membres.[312] Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 2.15, dans la partie du rapport qui traite des aspects factuels, le Comité du Code des douanes est établi en vertu des articles 247 bis 1) et 248 bis 1) du Code des douanes communautaire. Il est composé de représentants de chacun des États membres et il est présidé par un représentant de la Commission. L'article 249 du Code des douanes communautaire dispose que le Comité du Code des douanes a le pouvoir d'examiner toute question concernant la réglementation douanière qui est évoquée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre. On trouve une disposition analogue à l'article 8 du Règlement n° 2658/87 établissant le Tarif douanier commun, selon laquelle le Comité peut examiner toute question évoquée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre, relative à la Nomenclature combinée ou au TARIC. Les Communautés européennes notent que le nombre total de réunions du Comité du Code des douanes était de 77 en 2002 (soit 113 jours et demi de réunions), de 47 en 2003 (soit 77 jours et demi de réunions) et de 85 en 2004 (soit 118 jours et demi de réunions).[313]

7.158 Le Groupe spécial croit comprendre que dans la pratique le Comité du Code des douanes émet des avis sur les modifications du Code des douanes communautaire ou sur les mesures d'exécution qui sont proposées par la Commission, examine des questions relatives à l'interprétation

[308] Réponse des Communautés européennes à la question n° 146 du Groupe spécial.
[309] Affaire 106/77, *Simmenthal II*, Rec. 1978, page 629 (pièce EC-5).
[310] Réponse des Communautés européennes à la question n° 77 du Groupe spécial.
[311] Le Groupe spécial note que, outre les institutions et mécanismes examinés ci-après, les Communautés européennes ont fait état des mécanismes de contrôle financier et budgétaire mis en place dans les Communautés européennes, qui contribuent selon elles à assurer une application uniforme de la législation douanière des CE par les autorités douanières des États membres. (Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 158) Ces mécanismes de contrôle financier et budgétaire sont décrits plus haut au paragraphe 2.33.
[312] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 85.
[313] Réponse des Communautés européennes à la question n° 58 c) du Groupe spécial. Les Communautés européennes se réfèrent également à la pièce EC-103, qui donne un aperçu du nombre de réunions par section du Comité du Code des douanes.

des dispositions douanières ou à la définition des termes employés dans la législation douanière et exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par des dispositions particulières de la législation douanière. Plus particulièrement, dans le *domaine du classement tarifaire*, le Groupe spécial a été informé par les Communautés européennes que le Comité du Code des douanes était fréquemment appelé à émettre des avis sur les mesures proposées par la Commission destinées à assurer une application uniforme du Tarif douanier commun, telles que les règlements relatifs au classement et les notes explicatives des CE. De plus, le Comité peut arrêter des avis sur des questions spécifiques de classement tarifaire.[314] Dans le *domaine de la valeur en douane*, le Groupe spécial a été informé par les Communautés européennes que le Comité du Code des douanes examine toute divergence dans l'application de la législation douanière des CE concernant la valeur en douane dont il est saisi par la Commission ou par un État membre.[315] Après cet examen, le Comité du Code des douanes peut émettre des avis, qui peuvent revêtir la forme de conclusions ou de commentaires sur les règles d'évaluation.[316] En outre, la Commission consultera le Comité du Code des douanes sur les projets de modification des règles du Règlement d'application qui ont trait à la valeur en douane.[317]

7.159 Il est évident que les questions de divergence dans l'application de la législation douanière des CE par les autorités douanières des États membres ne sont pas toutes soumises à l'examen du Comité du Code des douanes.[318] De plus, le Comité peut examiner des questions uniquement si elles sont évoquées par le président du Comité ou à la demande des représentants des États membres.[319] Les Communautés européennes ont souligné que le Comité du Code des douanes ne se substituait pas aux différentes autorités douanières ni aux tribunaux compétents des États membres dans les affaires pendantes et que, par conséquent, il n'examinait pas des cas particuliers en règle générale.[320] Même dans les cas où des questions étaient portées devant le Comité du Code des douanes, les Communautés européennes ont reconnu que le règlement intérieur du Comité du Code des douanes ne comportait aucune disposition spécifique conférant à la Commission le pouvoir de demander aux autorités douanières des États membres de communiquer des renseignements spécifiques.[321] En outre, en pareil cas, il peut être difficile de parvenir à un accord et des retards peuvent se produire à cause, entre autres choses, du fait que le Comité est composé de représentants de chaque État membre[322] et que les décisions sont prises par un vote à la majorité qualifiée.[323]

---

[314] Réponse des Communautés européennes à la question n° 58 i) iii) du Groupe spécial.

[315] Réponse des Communautés européennes à la question n° 58 j) ii) du Groupe spécial.

[316] Ces conclusions et commentaires sont reproduits dans le Recueil des textes relatif à la valeur en douane du Comité du Code des douanes, 2 décembre 2004 (pièce EC-37).

[317] Réponse des Communautés européennes à la question n° 58 j) iii) du Groupe spécial.

[318] Dans le Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, daté du 14 mars 2001, la Cour des comptes des CE a dit qu'"[e]n matière d'évaluation en douane, un grand nombre de questions complexes [n'étaient] pas soumises au [C]omité de la valeur en douane". (Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, 14 mars 2001, paragraphe 29 (pièce US-14))

[319] L'article 249 du Code des douanes communautaire dispose que "[l]e [C]omité peut examiner toute question concernant la réglementation douanière qui est évoquée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre" (pièce US-5).

[320] Réponses des Communautés européennes aux questions n° 58 j) i) et 58 j) v) du Groupe spécial.

[321] Réponse des Communautés européennes à la question n° 58 j) v) du Groupe spécial. À cet égard, les Communautés européennes se réfèrent à l'article 10 du Traité CE, dont il est question ci-après aux paragraphes 7.161 et suivants.

[322] Dans le Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, daté du 14 mars 2001, la Cour des comptes des CE a dit ce qui suit: "Le [C]omité de la valeur en douane fournit une plate-forme permettant aux États membres de définir une approche commune dans des cas similaires; cependant, avec 15 autorités douanières différentes, l'obtention d'un consensus est inévitablement un processus lent. Le [C]omité de la valeur en douane est souvent empêtré dans des questions de détail et dans des désaccords entre les représentants des États membres." (Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, 14 mars 2001,

7.160 Par ailleurs, il convient de souligner que les avis du Comité du Code des douanes n'ont pas force obligatoire en droit pour les autorités douanières des États membres.[324] Comme l'ont indiqué elles-mêmes les Communautés européennes, le Comité du Code des douanes n'est pas habilité à prendre des décisions en ce qui concerne les questions douanières. Il aide simplement les institutions communautaires compétentes dans le cadre des procédures de gestion ou de réglementation prévues pour le Comité.[325] Pour autant, même à ce titre, nous ne savons pas au juste si les avis et recommandations adressés par le Comité du Code des douanes aux institutions des CE peuvent être suivis d'effets.[326] Par conséquent, au vu de ce qui précède, il semble que le Comité du Code des douanes dispose d'un pouvoir limité pour imposer une application uniforme de la législation douanière des CE aux autorités douanières des États membres.[327]

Article 10 du Traité CE

7.161 Les Communautés européennes soutiennent que le "devoir de coopération" énoncé à l'article 10 du Traité CE participe d'une manière non négligeable à l'application uniforme de la législation douanière des CE par les autorités douanières des États membres.[328]

7.162 L'article 10 du Traité CE dispose ce qui suit:

> "Les États membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté. Ils facilitent à celle-ci l'accomplissement de sa mission.

---

paragraphe 26 (pièce US-14)) Par ailleurs, la Cour des comptes des CE note que "[le Comité de la valeur en douane] constitue une structure trop lourde, par l'intermédiaire de laquelle la Commission ne peut atteindre ses objectifs". (Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, 14 mars 2001, paragraphe 29 (pièce US-14)) De surcroît, dans une déclaration faite en juin 2004 par le Chef de l'unité Législation douanière de la Commission européenne, M. Michael Lux a dit: "Il sera plus difficile d'obtenir une décision à la majorité au sein du Comité du Code des douanes, puisqu'il faudra négocier avec 25 – au lieu de 15 – États membres. Avec autant de membres, les réunions devront être présidées avec fermeté pour obtenir des résultats, et encore." (traduction officieuse) (*EU enlargement and customs law: What will change?* Taxud/463/2004, Rev. 1, 14 juin 2004, page 4 (pièce US-15)) De plus, dans le cadre du présent différend, les Communautés européennes ont reconnu qu'il n'existait pas de limite particulière concernant la période pendant laquelle une question pouvait rester inscrite à l'ordre du jour du Comité du Code des douanes. (Réponse des Communautés européennes à la question n° 159 a) du Groupe spécial)

[323] Article 6 du règlement intérieur du Comité du Code des douanes, 5 décembre 2001 (pièce US-9).

[324] Affaires jointes 69 et 70/76, *Dittmeyer*, Rec. 1977, page 231 (pièce EC-31).

[325] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 266. Voir plus haut les paragraphes 2.20 et 2.21, dans lesquels les procédures de réglementation et de gestion sont décrites.

[326] Dans le Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, daté du 14 mars 2001, la Cour des comptes des CE a dit: "La Commission n'est pas habilitée à imposer les résultats des travaux du [C]omité." (Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, 14 mars 2001, paragraphe 29 (pièce US-14))

[327] Dans le Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, daté du 14 mars 2001, la Cour des comptes des CE a dit: "La Commission s'appuie sur [la Section de la valeur en douane du Comité du Code des douanes] pour essayer d'atteindre son objectif consistant à garantir l'application correcte et uniforme des règles relatives à l'évaluation en douane, mais elle ne dispose d'aucun pouvoir pour contraindre les États membres à interpréter d'une certaine façon la réglementation applicable en la matière. La Commission estime que son rôle est de favoriser toutes les formes de convergence des pratiques propres aux administrations représentées au sein du [C]omité de la valeur en douane. Elle doit compter sur la discussion, la persuasion et l'encouragement pour faire en sorte qu'un même problème soit traité de manière identique dans l'ensemble des États membres." (Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, 14 mars 2001, paragraphe 26 (pièce US-14))

[328] Réponse des Communautés européennes à la question n° 58(1) du Groupe spécial.

> Ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du présent traité."

7.163 Selon les Communautés européennes, le "devoir de coopération" inscrit à l'article 10 du Traité CE a force obligatoire en droit et est directement applicable dans tous les États membres. Les Communautés européennes soutiennent que, par conséquent, l'obligation énoncée à l'article 10 du Traité CE doit être respectée par les autorités des États membres dans l'application de la législation douanière des CE. Elles estiment également que lorsqu'un État membre manque à son devoir de coopération, cela constitue une infraction au Traité CE, contre laquelle la Commission européenne peut engager une procédure pour infraction en vertu de l'article 226 du Traité CE.[329]

7.164 En particulier, l'article 10 du Traité CE ne prescrit pas les "mesures ... propres à" que les États membres (y compris les autorités douanières des États membres) doivent prendre pour assurer l'exécution des obligations découlant pour eux du droit communautaire, y compris la législation douanière des CE. De surcroît, les Communautés européennes n'ont évoqué que quelques affaires dans lesquelles l'article 10 du Traité CE a été invoqué comme fondement pour assurer l'application uniforme de la législation douanière des CE par les autorités douanières des États membres.[330] Par conséquent, le Groupe spécial observe que l'on ne sait pas très bien dans quelle mesure l'article 10 du Traité CE participe à l'application uniforme de la législation douanière des CE.

Système de renvoi préjudiciel

7.165 Selon l'article 234 du Traité CE, les tribunaux nationaux des États membres peuvent saisir la CEJ de toute question ayant trait à l'interprétation du droit communautaire. Les Communautés européennes ont informé le Groupe spécial que les juridictions nationales dont les décisions étaient susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne étaient en droit de saisir la CEJ d'une question afin qu'elle rende une décision préjudicielle, mais qu'elles n'y étaient pas tenues en principe. Sous réserve de certaines exceptions, les tribunaux des États membres dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne sont tenus de saisir la CEJ de ces questions.[331]

7.166 Les Communautés européennes soutiennent que le principal objectif du système de renvoi préjudiciel devant la CEJ prévu par l'article 234 du Traité CE est de garantir l'interprétation et l'application uniformes du droit communautaire, y compris de la législation douanière des CE, sur l'ensemble du territoire des États membres. En outre, elles soutiennent que ce sont les décisions préjudicielles rendues par la CEJ, qui ont force obligatoire en droit pour tous les tribunaux des États

[329] Réponse des Communautés européennes à la question n° 147 du Groupe spécial. Les procédures pour infraction, au titre notamment de l'article 226 du Traité CE, sont examinées plus bas aux paragraphes 7.169 et 7.170.

[330] En particulier, dans le *domaine du classement tarifaire*, les Communautés européennes mentionnent l'affaire C-206/03, *Commissioners of Customs & Excise contre SmithKline Beecham*, ordonnance de la Cour du 19 janvier 2005 (pas encore dans les recueils) (pièce EC-142) et l'affaire C-453/00, *Kühne & Heitz contre Produktschap voor Pluimvee en Eieren*, Rec. 2004, page I-837 (pièce EC-61). Dans le *domaine des procédures douanières* (et, en particulier, en ce qui concerne l'imposition de sanctions par suite de violations de la législation douanière des CE), les Communautés européennes mentionnent l'affaire C-213/99 *José Teodoro de Andrade contre Director da Alfândega de Leixões*, Rec. 2000, page I-11083 (pièce US-31), l'affaire C-91/02 *Hannl + Hofstetter Internationale Spedition contre Finanzlandesdirektion für Wien, Niederösterreich*, arrêt du 16 octobre 2003 (pas encore dans les recueils) (pièce EC-143), l'affaire C-36/94 *Siesse contre Director da Alfândega de Alcântara*, Rec. 1995, page I-3573 (pièce EC-40) et l'affaire 68/88 *Commission contre République hellénique*, Rec. 1989, page 2965 (pièce EC-38).

[331] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 95.

membres, qui permettent d'éviter les divergences à l'intérieur des États membres et entre les États membres ainsi que d'assurer l'application effective du droit communautaire.[332]

7.167 Le Groupe spécial note que le système de renvoi préjudiciel ne devient opérationnel que lorsque deux conditions cumulatives sont remplies. La première condition est que le négociant mécontent de la décision rendue par l'autorité douanière d'un État membre doit former un recours devant un tribunal national de l'État membre en question. Étant donné les dépenses et le temps nécessaires pour un tel recours, il n'est pas certain que les négociants se prévaudront de cette possibilité toutes les fois que l'application non uniforme de la législation douanière des CE par les autorités douanières des États membres devient évidente. En particulier, un négociant n'est pas habilité en droit communautaire à s'adresser directement à la CEJ pour demander une décision préjudicielle. La deuxième condition est que le tribunal national devant lequel le négociant a formé un recours doit être tenu ou doit décider de saisir la CEJ de la question pour obtenir une décision préjudicielle. Même dans les cas où un tribunal national est théoriquement tenu de demander à la CEJ de rendre une décision préjudicielle[333], il y a des exceptions à cette obligation. En particulier, un tribunal national n'est pas tenu de saisir la CEJ d'une question pour obtenir une décision préjudicielle lorsque: la question soulevée est dénuée de pertinence; la disposition du droit communautaire en cause a déjà fait l'objet d'une interprétation de la part de la CEJ; ou l'application correcte du droit communautaire s'impose avec une telle évidence qu'elle ne laisse place à aucun doute raisonnable.[334]

7.168 Les Communautés européennes ont communiqué au Groupe spécial des statistiques ayant trait à l'utilisation du système de renvoi préjudiciel dans le cadre de l'application de la législation douanière des CE, y compris dans les domaines spécifiques de l'administration douanière énumérés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis. Elles expliquent que le nombre total de décisions préjudicielles demandées par les tribunaux des États membres pendant la période allant de 1995 à 2005 était de 2 314, dont 249 concernaient l'administration douanière. Les Communautés européennes font observer que, sur les 249 demandes de décisions préjudicielles dans le domaine de l'administration douanière, 55 se rapportaient au classement tarifaire, neuf à la valeur en douane et 162 aux procédures douanières.[335] Le Groupe spécial note que l'utilisation du système de renvoi préjudiciel pour garantir une application uniforme par les autorités douanières des États membres dans le domaine de l'administration douanière pendant la période allant de 1995 à 2005 semble faible, compte tenu en particulier de l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle des millions de décisions douanières sont bel et bien prises chaque année par les autorités douanières des États membres des Communautés européennes.[336]

Procédures pour infraction

7.169 Des "procédures pour infraction" peuvent être engagées devant la CEJ à l'encontre d'États membres qui ont manqué à une des obligations qui leur incombent en vertu du droit communautaire, conformément aux articles 226 à 228 du Traité CE. Les Communautés européennes soutiennent que les procédures pour infraction engagées contre les autorités des États membres jouent un rôle

[332] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 185.

[333] C'est-à-dire parce qu'il n'existe aucun recours juridictionnel de droit interne ou que le tribunal national estime qu'un acte d'une institution communautaire est invalide.

[334] Affaire C-495/03 *Intermodal Transports BV contre Staatssecretaris van Financiën*, 15 septembre 2005, point 33 (pièce US-71) et affaire 283/81, *Cilfit*, Rec. 1982, page 3415, points 10 à 16 (pièce EC-160).

[335] Réponse des Communautés européennes à la question n° 162 du Groupe spécial.

[336] Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 20.

important lorsqu'il s'agit d'assurer l'application uniforme de la législation douanière des CE par les autorités douanières des États membres.[337]

7.170 Les Communautés européennes font observer que depuis 1995 83 procédures pour infraction ont été engagées par la Commission des CE à l'encontre des États membres au sujet de l'application de la législation douanière.[338] Sur ces 83 affaires, deux avaient trait au classement tarifaire, une à la valeur en douane et 44 aux procédures douanières.[339] Le Groupe spécial note que l'utilisation des procédures pour infraction afin de garantir une application uniforme par les autorités douanières des États membres dans le domaine de l'administration douanière pendant la période allant de 1995 à 2000 semble faible, compte tenu en particulier de l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle des millions de décisions douanières sont bel et bien prises chaque année dans les Communautés européennes.[340]

Le médiateur européen

7.171 Les Communautés européennes font valoir que le médiateur européen participe à l'application uniforme de la législation douanière des CE par les autorités douanières des États membres.[341]

7.172 Le Groupe spécial estime que la mesure dans laquelle le médiateur européen contribue effectivement à garantir une application uniforme de la législation douanière des CE par les autorités douanières des États membres est incertaine, compte tenu des faits suivants. *Premièrement*, il est manifeste que le médiateur européen n'est compétent que pour enquêter sur des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions et organes de l'Union européenne.[342] En conséquence, il semble que le médiateur européen ne puisse examiner des plaintes visant les autorités douanières des États membres pour application non uniforme de la législation douanière des CE. *Deuxièmement*, depuis 1999, le médiateur européen n'a rendu que quatre décisions concernant des questions d'administration douanière. Dans un cas, il a formulé des commentaires critiques. Dans deux cas, il n'a constaté aucune mauvaise administration. Dans un autre cas, la plainte a été retirée, de sorte que le médiateur européen n'a rendu aucune décision sur le fond de la plainte.[343] Le Groupe spécial note que, depuis 1999, l'utilisation des services du médiateur européen pour garantir une application uniforme par les autorités douanières des États membres dans le domaine de l'administration douanière semble faible, compte tenu en particulier de l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle des millions de décisions douanières sont bel et bien prises chaque année dans les Communautés européennes.[344]

[337] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 46; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 172; et déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 49.

[338] Réponse des Communautés européennes à la question n° 1 des États-Unis.

[339] Réponse des Communautés européennes à la question n° 164 du Groupe spécial.

[340] Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 20.

[341] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 50; et deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 167.

[342] Le médiateur européen – En quelques mots ..., page 2 (pièce US-82).

[343] Réponse des Communautés européennes à la question n° 165 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à l'affaire Reebok (pièce US-52).

[344] Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 20.

Plaintes à la Commission des CE

7.173 Les Communautés européennes font valoir que tout particulier préoccupé par la gestion des questions douanières peut porter la question à l'attention de la Commission des CE, qui l'examinera et apportera une réponse, conformément au Code de conduite de la Commission.[345]

7.174 Les Communautés européennes ont informé le Groupe spécial que, pendant la période allant de 1996 à 2004, la Commission des CE avait reçu plus de 17 000 lettres en provenance d'organismes et d'opérateurs privés au sujet de questions douanières. Les Communautés européennes ont fait remarquer qu'il n'était pas possible de déterminer le nombre de lettres qui concernaient les domaines du classement tarifaire, de la valeur en douane et des procédures douanières, mais qu'elles étaient disposées à fournir au Groupe spécial un tableau représentatif pour la période allant de 2002 à 2005.[346] En outre, les Communautés européennes ont informé le Groupe spécial qu'elles n'étaient pas en mesure d'indiquer comment avait réagi et/ou agi la Commission dans chacun de ces cas ni le temps qu'il lui avait fallu pour cela.[347]

Restrictions ayant trait à l'adoption de mesures nationales par les autorités douanières des États membres

7.175 Les Communautés européennes font valoir que les mesures nationales mises en œuvre par les autorités douanières des États membres (y compris les pratiques et dispositions nationales) doivent adhérer strictement au droit communautaire, sous peine d'être abrogées par les tribunaux.[348] Toutefois, les Communautés européennes font elles-mêmes remarquer qu'un État membre peut compléter les dispositions énoncées dans le droit communautaire s'il est explicitement habilité à le faire[349], ou si une question spécifique n'est pas traitée par le droit communautaire.[350] Par ailleurs, les Communautés européennes font observer qu'il n'est pas interdit aux autorités des États membres de publier des lignes directrices administratives ou d'autres documents non contraignants à des fins administratives, même si la CEJ a indiqué que ces mesures ne pouvaient en aucune façon déroger à l'application du droit communautaire par les autorités douanières et les tribunaux.[351] En particulier, la CEJ a dit que les autorités nationales ne pouvaient pas formuler de lignes directrices de nature contraignante pour l'interprétation du droit communautaire. En conséquence, l'interprétation du droit communautaire par les administrations et les juridictions nationales doit reposer uniquement sur le texte de la loi communautaire, et toutes les dispositions ou lignes directrices contraires d'origine nationale doivent être abrogées.[352]

7.176 Les Communautés européennes font observer que, dans les domaines qui ne sont pas réglementés par le droit communautaire, les États membres sont libres de légiférer et d'appliquer leurs

[345] Première communication écrite des CE, paragraphe 275, dans lequel il est fait référence à la communication de la Commission au Parlement européen et au Médiateur européen concernant les relations avec le plaignant en matière d'infractions au droit communautaire, 10 octobre 2002 (pièce EC-11) et au règlement intérieur de la Commission, 8 décembre 2000 (pièce EC-12).

[346] Réponse des Communautés européennes à la question n° 166 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence aux tableaux de correspondance pour la période allant de 2002 à 2005, DG TAXUD (pièce EC-149).

[347] Réponse des Communautés européennes à la question n° 166 du Groupe spécial.

[348] Réponse des Communautés européennes à la question n° 78 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à l'affaire 230/78, *Eridania-Zuccherifici*, Rec. 1979, page 2749, point 34 (pièce EC-114).

[349] Les Communautés européennes précisent que l'habilitation ne doit pas nécessairement être "explicite"; il suffit qu'elle découle du texte législatif de la Communauté.

[350] Réponse des Communautés européennes à la question n° 78 du Groupe spécial; et réponse des Communautés européennes à la question n° 157 du Groupe spécial.

[351] Réponse des Communautés européennes à la question n° 157 du Groupe spécial.

[352] Réponse des Communautés européennes à la question n° 78 du Groupe spécial.

propres lois. Les Communautés européennes reconnaissent qu'il n'y a pas de mécanismes en place au niveau communautaire pour assurer une interprétation et une application uniformes des lois des États membres dans ces domaines. Cependant, elles estiment que, dans ces domaines, les États membres peuvent néanmoins être tenus de respecter certains principes du droit communautaire, y compris l'article 10 du Traité CE examiné plus haut aux paragraphes 7.161 et suivants et la jurisprudence de la CEJ.[353]

Consultations et assistance mutuelle entre les autorités douanières des États membres

7.177 Les Communautés européennes ont reconnu que la législation douanière des CE ne comportait aucune obligation générale prescrivant aux autorités douanières des États membres de consulter les autorités douanières d'autres États membres avant de rendre des décisions douanières, bien que des obligations de consultation mutuelle puissent exister dans des situations particulières, par exemple en ce qui concerne la délivrance de RTC, qui est examinée de façon plus détaillée plus bas au paragraphe 7.181.[354] En outre, le Règlement (CE) n° 515/97 du Conseil relatif à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives des États membres et à la collaboration entre celles-ci et la Commission vise à assurer la bonne application de la législation douanière des CE, entre autres choses.[355] Les Communautés européennes expliquent que, en vertu du Règlement n° 515/97, les États membres sont habilités d'une manière générale à demander des informations pertinentes aux administrations des autres États membres, que ce soit sur des personnes ou des opérations intervenant dans l'importation de marchandises. Les États membres sont également tenus de fournir une assistance (y compris de communiquer tous les renseignements en leur possession), lorsqu'ils considèrent qu'une telle assistance est utile pour assurer le respect de la législation douanière, ou en cas d'infractions (réelles ou possibles) à la législation douanière.[356]

Lignes directrices relatives aux meilleures pratiques

7.178 L'article 4 de la Décision n° 253/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2003 portant adoption d'un programme d'action pour la douane dans la Communauté indique qu'il faut, entre autres choses, recenser, développer et mettre en application les meilleures pratiques de travail, en particulier dans les domaines du contrôle d'audit *a posteriori*, de l'analyse de risque et des procédures simplifiées; renforcer la normalisation et la simplification des procédures, des systèmes et des contrôles douaniers; améliorer la coordination et la coopération entre les laboratoires effectuant des analyses pour les douanes afin d'assurer, en particulier, une classification tarifaire uniforme et dépourvue d'ambiguïté dans l'ensemble de l'Union européenne; et élaborer des mesures de formation commune et établir un cadre organisationnel pour la formation dans le domaine douanier qui réponde aux besoins liés aux actions du programme. Les Communautés européennes se réfèrent à une liste d'actions menées dans le cadre du programme qui relèvent des catégories susmentionnées.[357] Elles font également valoir que la Communauté et ses États membres ont entrepris une série d'actions visant à améliorer les pratiques de travail.[358] Dans le domaine du

[353] Réponse des Communautés européennes à la question n° 85 du Groupe spécial.

[354] Les Communautés européennes mentionnent les dispositions ci-après à titre d'exemples: autorisation unique concernant une destination particulière (article 292(2) du Règlement d'application); régimes douaniers économiques (article 500 du Règlement d'application); ligne régulière (article 313 bis et 313 ter du Règlement d'application); preuve du statut communautaire apportée par un expéditeur agréé (article 324 sexies du Règlement d'application); procédure de transit simplifiée propre au transport par la voie aérienne – niveau 2 (article 445 du Règlement d'application); procédure de transit simplifiée propre au transport par la voie maritime – niveau 2 (article 448 du Règlement d'application). (Réponse des Communautés européennes à la question n° 79 du Groupe spécial)

[355] Pièce EC-42.

[356] Réponse des Communautés européennes à la question n° 149 du Groupe spécial.

[357] Pièce EC-117.

[358] Réponse des Communautés européennes à la question n° 83 du Groupe spécial.

classement tarifaire, les Communautés européennes indiquent que les lignes directrices sur les RTCE sont en quelque sorte des lignes directrices sur les meilleures pratiques de travail.[359] S'agissant des lignes directrices sur les meilleures pratiques dans le domaine de la *valeur en douane*, les Communautés européennes se réfèrent au Recueil des textes relatifs à la valeur en douane[360], qui est régulièrement actualisé, et dans lequel toutes les conclusions et tous les commentaires pertinents sont incorporés.[361] S'agissant des lignes directrices sur les meilleures pratiques de travail dans le *domaine des procédures douanières* (vérification après la mise en libre pratique, sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE, transformation sous douane et procédures de domiciliation), les Communautés européennes se réfèrent au Risk Analysis Guide, qui a été adressé aux États membres en 1998[362]; au Cadre type de gestion du risque, publié en 2002[363]; au Customs Audit Guide[364]; et à la Résolution du Conseil, du 29 juin 1995, sur l'application uniforme et efficace du droit communautaire et sur les sanctions applicables aux violations de ce droit dans le domaine du marché intérieur.[365]

Institutions et mécanismes intervenant dans les domaines spécifiques de l'administration douanière mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis

Classement tarifaire

7.179 Les Communautés européennes font observer que l'application des règles communautaires dans le domaine du classement tarifaire incombe, en principe, aux autorités douanières des États membres. Cela étant, selon les Communautés européennes, il existe un certain nombre d'instruments qui permettent d'assurer une application uniforme par les autorités douanières des États membres, y compris la réglementation relative au classement, les notes explicatives relatives au Tarif douanier commun, les avis du Comité du Code des douanes et les RTC. Ces instruments sont expliqués plus haut dans la partie du rapport qui traite des aspects factuels, aux paragraphes 2.37 à 2.48.

7.180 Les Communautés européennes font valoir que, lorsqu'il y a désaccord entre les autorités douanières des États membres au sujet du classement tarifaire, les autorités douanières concernées *devraient* se consulter. Néanmoins, les Communautés européennes reconnaissent que les autorités douanières des États membres ne sont *pas obligées* de se consulter.[366] Elles soutiennent également que si le désaccord persiste la question *doit* être portée devant le Comité du Code des douanes. Toutefois, comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.159, le Comité du Code des douanes peut examiner des questions uniquement si elles sont évoquées par le président du Comité ou le représentant d'un État membre.[367] Par ailleurs, comme le disent elles-mêmes les Communautés européennes, le Comité du Code des douanes n'examinera pas en règle générale des cas particuliers d'application divergente de la législation douanière des CE, y compris dans le domaine du classement tarifaire.[368] De surcroît, le Groupe spécial rappelle que les avis du Comité du Code des douanes n'ont

[359] Réponse des Communautés européennes à la question n° 167 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à la pièce EC-32. Ces lignes directrices sont discutées plus en détail au paragraphe 7.181 ci-dessous.

[360] Ce recueil, qui est reproduit dans la pièce EC-37, est examiné plus en détail plus bas aux paragraphes 7.186 et suivants.

[361] Réponse des Communautés européennes à la question n° 167 du Groupe spécial.

[362] Pièce EC-150.

[363] Pièce EC-151.

[364] Pièce EC-90.

[365] Réponse des Communautés européennes à la question n° 167 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à la pièce EC-41.

[366] Réponse des Communautés européennes à la question n° 56 du Groupe spécial.

[367] Article 249 du Code des douanes communautaire.

[368] Réponses des Communautés européennes aux questions n° 58 j) i) et 58 j) v) du Groupe spécial.

pas force obligatoire en droit.[369] En outre, le Groupe spécial note que la législation douanière des CE ne semble pas prévoir la situation dans laquelle l'autorité douanière d'un État membre refuse de consulter l'autorité douanière d'un autre État membre au sujet de désaccords concernant le classement tarifaire d'une marchandise particulière.

7.181 En ce qui concerne la délivrance de RTC par les autorités douanières des États membres, l'article 8(1) du Règlement d'application dispose qu'une copie de la demande de RTC et une copie du RTC notifié au demandeur doivent être transmises à la Commission des CE, pour être enregistrées par la suite dans une banque de données centrale gérée par la Commission des CE – à savoir la base de données RTCE. Selon les lignes directrices administratives publiées par la Commission sur le système RTCE, la base de données RTCE devrait être consultée par les autorités douanières avant l'émission d'un RTC dans les cas où il y a un doute sur le classement approprié ou lorsqu'il convient de prendre en compte différentes positions tarifaires.[370] Il convient de remarquer cependant que les Communautés européennes reconnaissent que les lignes directrices administratives sur le système RTCE n'ont pas force obligatoire en droit et que les autorités douanières des États membres ne sont donc pas tenues de consulter la base de données RTCE lorsqu'elles classent une marchandise.[371] Néanmoins, les Communautés européennes font valoir qu'aux fins de l'application de la législation douanière des CE, tous les États membres sont liés par le devoir de coopération inscrit à l'article 10 du Traité CE, selon lequel les États membres doivent recourir à tous les instruments à leur disposition pour assurer l'application correcte et uniforme de la législation des CE, y compris du système RTCE.[372] De plus, les Communautés européennes expliquent que les autorités douanières des États membres ne sont pas tenues de consulter la base de données RTCE car, dans la majorité des cas, le classement des marchandises ne pose pas de problème. Par conséquent, selon elles, exiger que la base de données RTCE soit consultée toutes les fois que les autorités douanières des États membres classent une marchandise serait disproportionné et entraînerait un ralentissement considérable des procédures douanières.[373] Les Communautés européennes expliquent en outre que les RTC visent avant tout à donner aux titulaires une certaine certitude juridique quant au classement tarifaire des marchandises dans l'ensemble des Communautés européennes, plutôt qu'à assurer l'application uniforme des règles communautaires dans le domaine du classement tarifaire.[374]

7.182 En ce qui concerne la révocation d'un RTC, le Groupe spécial croit comprendre que, dans le cadre du système d'administration douanière des CE, cette révocation n'est pas prescrite aux autres autorités douanières opérant dans le cadre du même système et qu'il n'existe aucune obligation d'informer les autres autorités douanières de la décision de révoquer le RTC.[375] Par exemple, il peut arriver que l'autorité douanière d'un État membre estime que son interprétation d'une position tarifaire

[369] Affaires jointes 69 et 70/76, *Dittmeyer*, Rec. 1977, page 231 (pièce EC-31).

[370] Lignes directrices administratives sur le système des renseignements tarifaires contraignants européens (RTCE) et son fonctionnement, 28 octobre 2004, page 7 (pièce EC-32).

[371] Réponse des Communautés européennes à la question n° 3 posée par les États-Unis à la suite de la première réunion de fond.

[372] Réponse des Communautés européennes à la question n° 55 du Groupe spécial. L'article 10 du Traité CE est examiné plus haut aux paragraphes 7.161 et suivants.

[373] Réponse des Communautés européennes à la question n° 3 posée par les États-Unis après la première réunion de fond.

[374] Selon les Communautés européennes, cet objectif peut être déduit des nombreuses dispositions de la législation communautaire relatives à la délivrance et à l'effet des renseignements tarifaires contraignants, en particulier de l'article 12 du Code des douanes communautaire et des articles 5, 10 et 11 du Règlement d'application. (Réponse des Communautés européennes à la question n° 50 du Groupe spécial)

[375] Le Groupe spécial croit comprendre qu'il n'existe, dans le cadre de la législation douanière des CE, aucune disposition stipulant que la révocation d'un RTC lie immédiatement les autorités douanières de tous les États membres. De plus, nous croyons comprendre qu'il n'existe dans la législation douanière des CE aucune disposition spécifique exigeant que les autorités douanières des États membres notifient à la Commission la révocation d'un RTC.

donnée est erronée et décide de révoquer le RTC qui a été délivré conformément à son interprétation antérieure. Le Groupe spécial observe que, si le système d'administration douanière ne prévoit pas l'application uniforme de la révocation et/ou ne fait pas obligation à l'autorité douanière responsable de la révocation de consulter les autres autorités douanières et/ou de leur notifier la décision de révoquer le RTC, les autorités douanières des autres États membres peuvent continuer à classer une marchandise sous la position utilisée auparavant par l'autorité douanière responsable de la révocation.[376]

Valeur en douane

7.183 Les Communautés européennes font valoir que l'application des règles communautaires dans le domaine de la valeur en douane incombe essentiellement aux autorités douanières des États membres.[377] Toutefois, selon elles, il existe un certain nombre d'instruments qui permettent d'assurer une application uniforme par les autorités douanières des États membres, y compris les modifications des règles communautaires relatives à la valeur en douane, les avis du Comité du Code des douanes et le Recueil des textes relatifs à la valeur en douane. Ces instruments sont expliqués plus haut dans la partie du rapport qui traite des aspects factuels, aux paragraphes 2.49 à 2.56.

---

[376] En effet, dans la décision rendue dans les affaires *Timmermans Transport & Logistics BV contre Inspecteur der Belastingdienst – Douanedistrict Roosendaal* et *Hoogenboom Production Ltd contre Inspecteur der Belastingdienst – Douanedistrict Rotterdam*, l'avocat général a mis en évidence les risques d'application non uniforme dans un tel scénario, en disant:

"[O]n peut considérer que la révocation d'un RTC s'impose lorsque les autorités douanières ont effectivement commis une erreur (avérée et non pas simplement invoquée par lesdites autorités) dans l'interprétation de la nomenclature douanière et par conséquent dans le classement tarifaire des marchandises visées par le RTC en question. [...]

En revanche, nous ne partageons pas la thèse ... selon laquelle les autorités douanières seraient en droit de révoquer un RTC dès lors qu'elles estimeraient discrétionnairement (à la faveur de leur seule appréciation) avoir commis une erreur dans l'interprétation de la nomenclature douanière et dans le classement tarifaire correspondant. En effet, nous rappelons qu'une telle révocation n'est pas nécessairement justifiée, car l'erreur en question n'est pas nécessairement avérée. En outre, la reconnaissance d'une telle possibilité de révocation est difficilement compatible tant avec l'objectif d'application uniforme de la nomenclature douanière qu'avec l'objectif de sécurité juridique poursuivi par l'institution des RTC.

S'agissant de l'objectif d'application uniforme de la nomenclature douanière, nous estimons que, si une décision de la Commission ordonnant la révocation de RTC a nécessairement pour objet et pour effet de garantir l'application correcte et uniforme de la nomenclature douanière, on ne saurait en dire autant à propos de la pratique selon laquelle les autorités douanières décideraient discrétionnairement de révoquer des RTC qu'elles auraient délivrés, à la suite d'une modification de leur propre interprétation de la nomenclature applicable, même s'il est possible que ce faisant les autorités en question soient animées par le souci de se rapprocher de l'interprétation donnée par d'autres autorités douanières.

En effet, il convient d'avoir présent à l'esprit que, contrairement à la Commission, les autorités douanières de délivrance ne disposent pas nécessairement d'une vue d'ensemble sur la totalité des RTC délivrés par toutes les autres autorités douanières au sein de la Communauté, pour des marchandises identiques ou similaires.

Selon nous, lorsque les autorités douanières estiment avoir commis une erreur dans l'interprétation de la nomenclature douanière lors de la délivrance d'un RTC, elles devraient en aviser la Commission afin de s'assurer qu'il s'agit effectivement d'une erreur de nature à justifier la révocation du RTC en question. Seul un tel mécanisme serait susceptible de garantir l'application correcte ou du moins uniforme de la nomenclature douanière. À notre avis, la nécessité d'une telle démarche des autorités douanières auprès de la Commission découle à la fois des objectifs de sécurité juridique et d'application uniforme de la nomenclature douanière, visés par l'institution des RTC, et de l'obligation de coopération loyale des États membres à l'égard des institutions communautaires, prévue à l'article 10 CE." *Timmermans Transport & Logistics BV contre Inspecteur der Belastingdienst - Douanedistrict Roosendaal* et *Hoogenboom Production Ltd contre Inspecteur der Belastingdienst - Douanedistrict Rotterdam*, conclusions de l'avocat général, affaires C-133/02 et C-134/02, Rec. 2004, page I-01125, 11 septembre 2003, points 58 à 62 (pièce US-21).

[377] Réponse des Communautés européennes à la question n° 146 du Groupe spécial.

7.184 Les Communautés européennes font observer que, lorsque des règles plus détaillées sur la valeur en douane sont nécessaires, la Commission des CE peut, conformément à la procédure énoncée à l'article 247 du Code des douanes communautaire, modifier les règles d'évaluation énoncées dans le Règlement d'application, et que ces modifications ont force obligatoire en droit dans tous les États membres.[378]

7.185 En ce qui concerne l'utilité des avis du Comité du Code des douanes pour ce qui est d'assurer une application uniforme par les autorités douanières des États membres dans le domaine de la valeur en douane, les Communautés européennes font observer que le Comité du Code des douanes peut arrêter des lignes directrices et des conclusions sur des questions relatives à la valeur en douane, chaque fois que cela est nécessaire.[379] À cet égard, le Groupe spécial rappelle que les avis du Comité du Code des douanes n'ont pas force obligatoire en droit pour les autorités douanières des États membres.[380]

7.186 Les Communautés européennes font observer également que la Commission a publié un Recueil des textes relatifs à la valeur en douane. Ce recueil contient les commentaires et les conclusions du Comité du Code des douanes sur des questions particulières d'évaluation en douane. En outre, il contient des extraits d'arrêts pertinents de la CEJ sur des questions d'évaluation ainsi que des listes d'autres textes pertinents.[381] Toutefois, le Groupe spécial croit comprendre que les commentaires figurant dans le Recueil des textes relatifs à la valeur en douane n'ont pas de statut juridique légal et n'ont donc pas d'effet contraignant.[382] En outre, à la connaissance du Groupe spécial, la législation douanière des CE n'oblige pas les autorités douanières des États membres à se référer au recueil lorsqu'elles rendent des décisions sur des questions relatives à la valeur en douane.

7.187 Le Groupe spécial croit également comprendre que, dans le domaine de la valeur en douane, la législation des CE ne prescrit pas la tenue de consultations lorsqu'il y a désaccord entre les autorités douanières des États membres au sujet de la valeur en douane dans une situation particulière. Les Communautés européennes se réfèrent à ce qu'elles appellent le "guide des meilleures pratiques", qui traite de l'échange d'informations entre les États membres pour ce qui est, entre autres choses, des décisions concernant la valeur en douane.[383] Le Groupe spécial note que le document auquel les Communautés européennes se réfèrent est un rapport du groupe de projet Douane 2002 chargé d'examiner des instruments de travail qui pourraient faciliter l'échange d'informations sur des questions relatives à l'évaluation en douane, qui a été établi par suite du Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées.[384] Il est indiqué dans le rapport du groupe de projet Douane 2002 que les autorités douanières des États membres entretiennent actuellement de bonnes relations bilatérales informelles au sujet de l'échange d'informations sur la valeur en douane, mais il y est dit que cette situation pourrait utilement être

[378] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 128.
[379] Réponse des Communautés européennes à la question n° 146 du Groupe spécial.
[380] Affaires jointes 69 et 70/76, *Dittmeyer*, Rec. 1977, page 231 (pièce EC-31).
[381] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 130, dans lequel il est fait référence au Recueil des textes relatifs à la valeur en douane du Comité du Code des douanes, 2 décembre 2004 (pièce EC-37).
[382] En effet, il est dit dans la version du recueil accessible sur Internet: "Ce recueil ... n'a pas de statut juridique légal. Il a été préparé principalement pour les administrations des États membres mais il peut être distribué aux cercles intéressés." (http://ec.europa.eu/comm/taxation_customs/resources/documents/ccvt.fr.pdf, dont les Communautés européennes font mention au paragraphe 130 de leur première communication écrite)
[383] Réponse des Communautés européennes à la question n° 149 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence au rapport final du groupe de projet Douane 2002 chargé d'examiner des instruments de travail qui pourraient faciliter l'échange d'informations sur des questions relatives à l'évaluation en douane (pièce EC-144).
[384] Pièce US-14.

améliorée par un système plus formel auquel toutes les administrations auraient accès.[385] À la connaissance du Groupe spécial, un tel système n'a pas encore été mis en place dans les Communautés européennes.

Régimes douaniers

7.188 En ce qui concerne les régimes douaniers, les Communautés européennes font observer que le régime de la transformation sous douane, la procédure de domiciliation, les vérifications douanières et l'application des dispositions relatives aux sanctions incombent aux autorités douanières des États membres.[386]

7.189 Le Groupe spécial note que l'article 250 du Code des douanes communautaire dispose que, lorsqu'il y a utilisation d'un régime douanier dans plusieurs États membres, les décisions, les mesures et les documents délivrés par un État membre ont, dans les autres États membres, des effets juridiques identiques à ceux qui sont attachés auxdits décisions, mesures et documents délivrés par chacun de ces États membres.

7.190 Le Groupe spécial croit comprendre que, dans le domaine des régimes douaniers, la législation des CE ne prescrit pas la tenue de consultations lorsqu'il y a désaccord entre les autorités douanières des États membres au sujet des régimes douaniers dans une situation particulière. Les Communautés européennes font observer que pour ce qui est de la procédure de domiciliation et de la transformation sous douane, il y a échange d'informations entre les autorités douanières des États membres lorsqu'un tel régime concerne plus de un État membre, ce que les États-Unis ne contestent pas.[387]

Observations générales concernant les institutions et mécanismes intervenant dans l'application de la législation douanière des CE

7.191 Les Communautés européennes font valoir que l'on ne peut déterminer s'il existe un manque d'uniformité dans un système particulier d'administration douanière qu'en examinant tous les faits pertinents, ce qui comprend nécessairement l'examen de toutes les caractéristiques du système douanier en question.[388] Les Communautés européennes soutiennent que, eu égard à leur système d'administration douanière, il n'y a pas lieu de prendre isolément un petit nombre d'instruments, en ne tenant pas compte de l'éventail plus large d'instruments qui contribuent à l'interprétation et à l'application uniformes de la législation douanière des CE.[389] À cet égard, le Groupe spécial note que, lorsqu'il a examiné le système d'administration douanière des CE dans son ensemble, il a trouvé que celui-ci était compliqué, et parfois opaque et confus. Nous pouvons imaginer que les difficultés que nous avons éprouvées dans nos efforts pour comprendre le système d'administration douanière des CE seraient multipliées de nombreuses fois pour les négociants en général et les petits négociants en particulier qui tentent d'importer des marchandises dans les Communautés européennes.

7.192 Le Groupe spécial examinera maintenant les cas particuliers de violation alléguée de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'application du Code des douanes communautaire, du Règlement d'application, du Tarif douanier commun, du TARIC et des mesures connexes. Plus particulièrement, le Groupe spécial examinera les allégations des États-Unis ayant trait aux points suivants: application non uniforme du Tarif douanier commun dans le domaine du

[385] Rapport final du groupe de projet Douane 2002 chargé d'examiner des instruments de travail qui pourraient faciliter l'échange d'informations sur des questions relatives à l'évaluation en douane (pièce EC-144).
[386] Réponse des Communautés européennes à la question n° 146 du Groupe spécial.
[387] Réponse des Communautés européennes à la question n° 149 du Groupe spécial.
[388] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 10.
[389] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 260.

classement tarifaire; application non uniforme du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application dans le domaine de la valeur en douane; application non uniforme du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application dans le domaine des régimes douaniers; et application non uniforme de l'article 221(3) du Code des douanes communautaire.

b) Allégations d'application non uniforme du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire

i) Classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels

Résumé des arguments des parties

7.193 Les **États-Unis** font observer que l'affaire *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn* porte sur une divergence dans le classement des cartes réseau pour ordinateurs personnels entre le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part.[390] Les États-Unis relèvent que, dans le cadre de cette affaire, l'avocat général a observé que "les autorités douanières de différents États membres de la Communauté [avaient] émis, pour le classement d'articles d'équipement LAN, des renseignements tarifaires contraignants incompatibles entre eux puisqu'ils classaient ces articles diversement sous les positions 8471, 8473 et 8517 [du Tarif douanier commun]".[391]

7.194 Les **Communautés européennes** répondent que l'affaire *Peacock* porte sur les importations de cartes réseau pour ordinateurs personnels antérieures à 1995. En 1995, les Communautés européennes ont adopté le Règlement n° 1165/95 qui prévoyait le classement des cartes réseau en question sous la position 8517 (appareils électriques pour la télégraphie par fil).[392] Toutefois, le Règlement n° 1165/95 ne s'appliquait pas aux importations qui avaient eu lieu avant son entrée en vigueur.[393] En outre, les Communautés européennes font valoir que le classement des cartes réseau pour ordinateurs personnels par les autorités douanières allemandes qui a été mis en évidence par l'affaire *Peacock* a fait l'objet d'un recours devant un tribunal compétent allemand, qui a demandé à la CEJ de rendre une décision préjudicielle sur cette question. Dans un arrêt du 19 octobre 2000, la CEJ a statué que le classement effectué par les autorités allemandes était erroné et que les produits en question devaient être classés sous la position 8471 (machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités).[394] Les Communautés européennes font observer que, dans une autre décision, la CEJ a confirmé cette interprétation et décidé que le Règlement n° 1165/95 était invalide.[395]

7.195 Les **États-Unis** rétorquent que, même si la divergence dans le classement des cartes réseau pour ordinateurs personnels a pu être réglée dans le cadre d'une procédure judiciaire qui a finalement abouti à une décision de la CEJ, cela ne réfute pas les éléments de preuve relatifs à une application non uniforme, parce qu'une application non uniforme existait et qu'en plus elle a pu perdurer pendant

[390] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 33, dans laquelle il est fait référence à l'affaire C-339/98, *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn*, conclusions de l'avocat général, Rec. 2000, page I-08947, 28 octobre 1999, points 7 et 8 (pièce US-17).

[391] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 161 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à l'affaire C-339/98, *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn*, conclusions de l'avocat général, Rec. 2000, page I-08947, 28 octobre 1999, point 15 (pièce US-17).

[392] Règlement n° 1165/95 de la Commission, du 23 mai 1995, relatif au classement de certaines marchandises dans la [N]omenclature combinée (pièce EC-135).

[393] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 134.

[394] Affaire C-339/98, *Peacock*, Rec. 2000, page I-8497, 19 octobre 2000 (pièce EC-87).

[395] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 135, dans lequel il est fait référence à l'affaire C-463/98, *Cabletron System Ltd contre The Revenue Commissioners*, Rec. 2001, page I-3495, 10 mai 2001 (pièce EC-136).

des années. À cet égard, les États-Unis notent que la divergence concernant les cartes réseau pour ordinateurs personnels est apparue en 1995, mais qu'elle n'a été réglée que cinq ans plus tard, lorsque la CEJ a rendu une décision en 2000.[396]

7.196 Les **Communautés européennes** font valoir que le RTC n'est contraignant que pour son titulaire et non pour d'autres personnes.[397] De plus, les Communautés européennes estiment que l'important n'est pas qu'il puisse y avoir une divergence, mais plutôt que celle-ci puisse être examinée et supprimée dès qu'elle apparaît. Selon les Communautés européennes, c'est précisément ce qui s'est produit dans le cadre de l'affaire *Peacock*.[398] Par ailleurs, les Communautés européennes font observer que le classement correct du matériel de réseau constitue une question technique complexe au sujet de laquelle de nombreuses autorités douanières ont dû se mettre d'accord.[399] À cet égard, les Communautés européennes notent que le classement du matériel de réseau a aussi conduit à un différend, dans le cadre de l'OMC, entre les Communautés européennes et les États-Unis au sujet du classement correct du matériel de réseau local (y compris les cartes réseau).[400]

Analyse par le Groupe spécial

7.197 Le Groupe spécial note que les États-Unis contestent une divergence alléguée dans le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels par les autorités douanières des États membres des Communautés européennes.[401]

7.198 De l'avis du Groupe spécial, le classement tarifaire d'un produit tel que les cartes réseau pour ordinateurs personnels constitue un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte administratif est une question qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il s'agit d'un cas d'application du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire.[402]

7.199 S'agissant de la question de savoir si le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels est "uniforme" ou non au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que l'uniformité géographique est requise au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Autrement dit, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial rappelle également qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial estime que la contestation par les États-Unis du classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels est de nature circonscrite. Elle ne suppose l'interprétation que de quelques positions tarifaires du Tarif douanier commun pour déterminer le classement d'un seul produit – à savoir les

[396] Réponse des États-Unis à la question n° 20 du Groupe spécial; et déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 21.

[397] Réponse des Communautés européennes à la question n° 161 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à l'affaire C-495/03, *Intermodal Transports BV contre Staaststssecretaris van Financiën*, 15 septembre 2005, pas encore dans les recueils, point 27 (pièce US-71).

[398] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 136.

[399] Affaire C-339/98, *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn*, conclusions de l'avocat général, Rec. 2000, page I-08947, 28 octobre 1999, points 11 et suivants (pièce US-17).

[400] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 137, dans lequel il est fait référence au rapport de l'Organe d'appel et au rapport du Groupe spécial *CE – Matériels informatiques*.

[401] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 33, dans laquelle il est fait référence à l'affaire C-339/98, *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn*, conclusions de l'avocat général, Rec. 2000, page I-08947, 28 octobre 1999, points 7 et 8 (pièce US-17).

[402] Pour des renseignements sur les institutions et mécanismes des CE intervenant dans le domaine du classement tarifaire, voir plus haut les paragraphes 7.179 à 7.182.

cartes réseau pour ordinateurs personnels. Par conséquent, étant donné la délimitation étroite de cette contestation, le Groupe spécial estime qu'un degré d'uniformité élevé est requis aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous passons maintenant aux faits afin de déterminer si ce degré d'uniformité élevé a été atteint ou non pour ce qui est du classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels.

7.200 Le Groupe spécial note que, pour étayer leur allégation selon laquelle il existe une divergence dans le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels entre les États membres des Communautés européennes, les États-Unis se fondent sur l'explication ci-après du contexte factuel de la procédure au principal dans l'affaire *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn* portée devant la CEJ, explication qui figure dans les conclusions de l'avocat général:

> "Il résulte de l'ordonnance de renvoi qu'entre juillet 1990 et mai 1995, Peacock AG ("la partie demanderesse"), qui est une société de droit allemand, a importé des quantités considérables de cartes réseau en provenance des États-Unis d'Amérique et d'autres pays tiers et qu'elle les a dédouanées sous la sous-position 8473 3000 de la nomenclature combinée comme étant des "circuits électroniques, exclusivement utilisables en tant que parties d'ordinateur du code 8471 (cartes)". En 1993, la demanderesse et deux de ses filiales ont reçu, des administrations douanières danoise, néerlandaise et britannique, des renseignements tarifaires contraignants aux termes desquels ces cartes réseau devaient être classées sous la position 8473 de la nomenclature combinée.
>
> Néanmoins, le Hauptzollamt (bureau principal des douanes) de Paderborn ("la partie défenderesse") leur a ensuite adressé des avis rectificatifs et réclamé les droits de douane complémentaires qui auraient dû être payés si les marchandises avaient été classées dans la position qu'il jugeait correcte, à savoir la position 8517. La demanderesse a contesté aussi bien ces deux avis rectificatifs que les déclarations de régularisation qu'elle avait faites conformément à ceux-ci. Par décision du 11 septembre 1995, la partie défenderesse a rejeté les réclamations comme étant dénuées de fondement et confirmé que les cartes réseau devaient être classées sous la position 8517."[403]

7.201 Les faits énoncés dans les conclusions de l'avocat général indiquent bel et bien l'existence, à un moment donné, de différences dans le classement tarifaire entre, d'une part, les autorités douanières allemandes (qui ont classé le produit en question sous la position 8517) et, d'autre part, les autorités douanières danoises, néerlandaises et britanniques (qui ont classé le produit sous la position 8473). Le Groupe spécial note que les Communautés européennes n'ont pas contesté l'existence de ces différences.[404] Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial estime que, à un moment donné pendant la période allant de 1990 à 1995, les Communautés européennes n'appliquaient pas le Tarif douanier commun, d'une manière uniforme, en ce qui concerne le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.202 Néanmoins, le Groupe spécial est d'avis que les efforts déployés par les institutions des CE pour concilier ces différences doivent être pris en considération aux fins du présent différend. En 2000, par suite de la demande de décision préjudicielle adressée par le tribunal national allemand à la CEJ dans l'affaire *Peacock*, la CEJ a conclu que les produits en question devaient être classés sous la

[403] Affaire C-339/98, *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn*, conclusions de l'avocat général, Rec. 2000, page I-08947, 28 octobre 1999, points 7 et 8 (pièce US-17).

[404] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 134 à 137.

position 8471 - c'est-à-dire sous une position qui n'avait été retenue ni par les autorités douanières allemandes, ni par les autorités douanières danoises, néerlandaises et britanniques.[405]

7.203 Il convient de remarquer que les importations qui ont conduit à la décision préjudicielle de la CEJ dans l'affaire *Peacock* ont eu lieu entre 1990 et 1995.[406] Elles ont été effectuées avant l'adoption du Règlement (CE) n° 1165/95 de la Commission, du 23 mai 1995, selon lequel certains produits étaient classés sous la sous-position 8517 82 90.[407] Les produits classés sous la position 8517 en vertu du Règlement n° 1165/95 étaient apparemment identiques aux produits en cause dans l'affaire *Peacock*.[408]

7.204 Comme les importations dont il était question dans l'affaire *Peacock* étaient antérieures à l'adoption du Règlement n° 1165/95, ce règlement n'était pas en cause dans cette affaire.[409] Cependant, compte tenu de la divergence évidente entre, d'une part, le classement des cartes réseau pour ordinateurs personnels sous la position 8471 dans la décision préjudicielle rendue par la CEJ en 2000 dans l'affaire *Peacock* et, d'autre part, le Règlement n° 1165/95, qui classait les produits sous la position 8517, la CEJ a déclaré ce règlement juridiquement invalide dans une décision préjudicielle qu'elle a rendue dans l'affaire *Cabletron Systems Ltd contre The Revenue Commissioners*.[410] Dans l'affaire *Cabletron*, la CEJ a rappelé expressément la décision qu'elle avait rendue dans l'affaire *Peacock*[411] et a dit que "[l]a Commission [, en rédigeant le Règlement n° 1165/95,] aurait dû s'apercevoir, au vu des libellés des positions 8471 et 8517, lus en combinaison avec les notes explicatives, dans leur version au moment de l'adoption des deux règlements précités, qu'elle avait tort de classer ces types d'appareils de réseau sous la position 8517. […] [ils] sont à classer sous la position 8471 de la [N]omenclature combinée".[412]

7.205 En résumé, sur la base des éléments de preuve qui ont été présentés au Groupe spécial dans le cadre du présent différend, une divergence dans le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels existait entre 1990 et 1995. Cette divergence a été portée à l'attention d'une institution des CE – à savoir la CEJ – au moyen d'une demande de décision préjudicielle présentée dans l'affaire *Peacock* en 2000. Dans la décision préjudicielle qu'elle a rendue dans l'affaire *Peacock* ainsi que dans une décision préjudicielle rendue en 2001 dans l'affaire *Cabletron*, la CEJ a clarifié le classement correct des cartes réseau pour ordinateurs personnels. Le Groupe spécial croit comprendre que les décisions préjudicielles rendues par la CEJ sont obligatoires pour les juridictions nationales

---

[405] Affaire C-339/98, *Peacock*, Rec 2000, page I-8497, 19 octobre 2000 (pièce EC-87).

[406] Au point 3, l'avocat général indique que les marchandises en cause dans la procédure au principal ont été importées entre 1990 et 1995. (Affaire C-339/98, *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn*, conclusions de l'avocat général, Rec. 2000, page I-08947, 28 octobre 1999 (pièce US-17))

[407] En particulier, le Règlement n° 1165/95 classait les produits ci-après sous la sous-position 8517 82 90: "Carte d'adaptation destinée à être incorporée dans des machines automatiques de traitement de l'information (MATI) numériques reliées par câble permettant les échanges de données sur un réseau local sans passer par un modem." (pièce EC-135)

[408] Cela ressort du point 6 des conclusions de l'avocat général dans l'affaire C-339/98, *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn*, Rec. 2000, page I-08947, 28 octobre 1999 (pièce US-17).

[409] En effet, comme l'a indiqué l'avocat général dans ses conclusions: "La juridiction nationale n'a pas demandé une décision sur la validité du [R]èglement n° 1165/95, qui est entré en vigueur après les importations en cause au principal mais elle a néanmoins fait observer qu'un arrêt aux termes duquel les cartes réseau devraient être classées sous la position 8473 entraînerait indirectement son invalidité dans la mesure où il les a classées sous une autre position." (Affaire C-339/98, conclusions de l'avocat général, Rec. 2000, page I-08947, point 9 (28 octobre 1999) (pièce US-17))

[410] Affaire C-463/98, *Cabletron Systems Ltd contre The Revenue Commissioners*, Rec. 2001, page I-3495, 10 mai 2001(pièce EC-136).

[411] Affaire C-463/98, *Cabletron Systems Ltd contre The Revenue Commissioners*, Rec. 2001, page I-3495, 10 mai 2001, points 16 et suivants (pièce EC-136).

[412] Affaire C-463/98, *Cabletron Systems Ltd contre The Revenue Commissioners*, Rec. 2001, page I-3495, 10 mai 2001, points 1 et 2 (pièce EC-136).

saisies du litige dans lequel ces décisions sont intervenues.[413] En outre, nous croyons comprendre, d'après ce que les Communautés européennes ont indiqué, que les décisions préjudicielles rendues par la CEJ, y compris celles qui ont été rendues dans le cadre des affaires *Peacock* et *Cabletron*, lient tous les tribunaux des États membres.[414] Le Groupe spécial ne dispose d'aucun élément de preuve indiquant que la divergence dans le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels par les États membres a persisté après que la CEJ eut rendu des décisions préjudicielles dans les affaires *Peacock* et *Cabletron*.

7.206 Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que des différences d'application semblent bel et bien avoir existé dans le classement tarifaire des produits en question entre, d'une part, les autorités douanières allemandes et, d'autre part, les autorités douanières danoises, néerlandaises et britanniques, entre 1990 et 1995. Le Groupe spécial estime que pendant cette période les Communautés européennes n'appliquaient pas le Tarif douanier commun d'une manière uniforme en ce qui concerne le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Toutefois, l'application non uniforme en question est survenue il y plus de dix ans. Par conséquent, nous ne pensons pas que les différences en question démontrent que les Communautés européennes appliquent actuellement le Tarif douanier commun d'une manière non uniforme en ce qui concerne le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels. À cet égard, nous rappelons que nous avons constaté plus haut au paragraphe 7.36 qu'un groupe spécial est habilité en règle générale à examiner des mesures qui existaient au moment de son établissement, mais qu'il peut aussi être habilité à examiner des mesures qui étaient arrivées à expiration au moment de son établissement, dans la mesure où ces mesures affectaient le fonctionnement d'un accord visé à ce moment-là. En l'espèce, le Groupe spécial ne dispose d'aucun élément de preuve indiquant que les différences dans le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels qui existaient entre 1990 et 1995 persistent et/ou continuent d'avoir des effets aujourd'hui. Au contraire, le Groupe spécial croit comprendre qu'une fois qu'elles ont été portées à l'attention des institutions des CE dans le cadre des affaires *Peacock* et *Cabletron*, ces différences ont été aplanies.

7.207 Le Groupe spécial conclut que le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels ne représente pas actuellement une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial ne constate aucune violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour ce qui est du classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels.

ii) Classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte

Résumé des arguments des parties

7.208 Les **États-Unis** évoquent une affaire dans laquelle les autorités douanières, en France et en Espagne, ont rendu des décisions différentes sur le point de savoir si du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte devait être classé en tant que système d'irrigation ou en tant que tubes et tuyaux.[415] Les États-Unis expliquent que les autorités douanières françaises ont délivré un RTC pour le produit en question en 1999, le classant en tant que système d'irrigation sous la position tarifaire 8424 du Tarif douanier commun, qui était assortie d'un taux de droit *ad valorem* de 1,7 pour cent. En décembre 2000, quand un importateur du même produit a tenté de l'importer par l'Espagne, les autorités douanières espagnoles n'ont pas tenu compte du RTC délivré par la France et ont classé le produit en tant que tubes et tuyaux, sous la position tarifaire 3717 du Tarif commun douanier, qui était assortie d'un taux de droit *ad valorem* de 6,4 pour cent.[416]

[413] Affaire 29/68, *Milchkontor contre Hauptzollamt Saarbrücken*, Rec. 1969, page 165 (pièce EC-59).
[414] Réponse des Communautés européennes à la question n° 163 du Groupe spécial.
[415] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 33.
[416] Réponse des États-Unis à la question n° 15 du Groupe spécial.

7.209 Les **Communautés européennes** précisent que le RTC a été délivré par les autorités douanières françaises le 6 juillet 1999 pour du matériel de la société Roberts Irrigation Products (Ro-Drip) sous le code 8424 81 10 de la NC, dont relèvent les appareils d'arrosage. Le 9 février 2001, les autorités douanières espagnoles ont délivré un RTC dans lequel elles classaient le même produit sous le code 3917 32 99 de la NC. Selon les Communautés européennes, la question des RTC divergents a été examinée par la Section de la nomenclature tarifaire et statistique du Comité du Code des douanes. La question a été résolue par l'adoption du Règlement (CE) n° 763/2002 de la Commission, du 3 mai 2002, qui classait le produit sous la position 3917 32 99.[417] En conséquence, la France a révoqué et remplacé le RTC délivré précédemment.[418]

7.210 Les **États-Unis** répondent que même si la divergence dans le classement du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte a pu être réglée à la suite de l'adoption d'un règlement, cela ne réfute pas les éléments de preuve relatifs à une application non uniforme, parce qu'une application non uniforme existait et qu'en plus elle a pu persister pendant un an et demi.[419] Plus particulièrement, les États-Unis font valoir que la divergence dans le classement du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte est apparue en février 2001 et n'a été réglée que 15 mois plus tard, en mai 2002. Pendant ce temps, la divergence a bel et bien obligé l'exportateur à modifier ses pratiques en matière d'expédition, en envoyant son produit en France plutôt qu'en Espagne.[420]

7.211 Les **Communautés européennes** rétorquent que le RTC n'est contraignant que pour son titulaire et non pour d'autres personnes.[421] Selon les Communautés européennes, les RTC délivrés par la France et l'Espagne n'ont pas été délivrés pour les mêmes titulaires. Par ailleurs, les Communautés européennes estiment que l'important n'est pas qu'il puisse y avoir une divergence, mais plutôt que celle-ci puisse être examinée et supprimée dès qu'elle apparaît.[422] Selon les Communautés européennes, c'est précisément ce qui s'est produit dans le cadre de l'affaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte. Lorsqu'un RTC divergent avait été détecté, le cas avait été examiné rapidement et réglé dans un délai raisonnable. Les Communautés européennes prétendent qu'un délai inférieur à 15 mois entre la délivrance du RTC divergent et l'adoption du règlement relatif au classement ne constitue pas un délai excessivement long lorsqu'il s'agit de régler définitivement une question de classement complexe.[423]

Analyse par le Groupe spécial

7.212 Le Groupe spécial note que les États-Unis contestent la divergence dans le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte par les autorités douanières des États membres des Communautés européennes.[424]

7.213 De l'avis du Groupe spécial, le classement tarifaire d'un produit, y compris du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte, constitue un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de

[417] Règlement (CE) n° 763/2002 de la Commission du 3 mai 2002 relatif au classement de certaines marchandises dans la [N]omenclature combinée (pièce EC-88).
[418] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 142.
[419] Réponses des États-Unis aux questions n° 15 et 20 du Groupe spécial.
[420] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 21.
[421] Réponse des Communautés européennes à la question n° 161 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à l'affaire C-495/03, *Intermodal Transports BV contre Staatssecretaris van Financiën*, 15 septembre 2005, pas encore dans les recueils, point 27 (pièce US-71).
[422] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 143.
[423] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 143.
[424] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 33.

1994. Cet acte administratif est une question qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il s'agit d'un cas d'application du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire.[425]

7.214 S'agissant de la question de savoir si le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte est "uniforme" ou non au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que l'uniformité géographique est requise au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Autrement dit, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial rappelle également qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial estime que la contestation par les États-Unis du classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte est de nature circonscrite. Elle ne suppose l'interprétation que de quelques positions tarifaires du Tarif douanier commun pour déterminer le classement d'un seul produit – à savoir le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte. Par conséquent, étant donné la délimitation étroite de cette constatation, le Groupe spécial estime qu'un degré d'uniformité élevé est requis aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous passons maintenant aux faits afin de déterminer si ce degré d'uniformité élevé a été atteint ou non pour ce qui est du classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte.

7.215 Le Groupe spécial note que les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve pour étayer leur allégation de divergence dans le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte. Ils se bornent plutôt à affirmer dans leurs communications qu'il existe une différence entre le RTC délivré par la France et celui délivré par l'Espagne pour le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte.[426] Néanmoins, le Groupe spécial est disposé à souscrire à cette affirmation, compte tenu du fait que les Communautés européennes ne contestent pas l'existence d'une divergence à cet égard.[427]

7.216 D'après l'explication des faits donnée par les Communautés européennes[428], la divergence dans le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte est apparue entre 1999 et 2001. En particulier, les autorités douanières françaises ont classé le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte sous la sous-position 8424 81 10 du Tarif douanier commun dans le RTC qui a été délivré en juillet 1999, tandis que les autorités douanières espagnoles ont classé le matériel sous la sous-position 3917 32 99 du Tarif douanier commun dans le RTC qui a été délivré en février 2001. Dans le Règlement (CE) n° 763/2002 de la Commission, du 3 mai 2002, le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte a été classé sous la sous-position 3917 32 99.[429] Le Groupe spécial ne dispose d'aucun élément de preuve indiquant que la divergence dans le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte par les États membres a persisté après l'adoption du Règlement n° 763/2002.

7.217 Compte tenu des faits exposés précédemment, le Groupe spécial conclut que le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte ne représente pas une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. D'après l'exposé des faits donné par les parties, il semble que des différences aient existé dans le classement des produits en question par, d'une part, les

[425] Pour des renseignements sur les institutions et mécanismes des CE intervenant dans le domaine du classement tarifaire, voir plus haut les paragraphes 7.179 à 7.182.

[426] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 33; et réponse des États-Unis à la question n° 15 du Groupe spécial.

[427] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 142 et 143.

[428] Cette explication correspond largement à l'exposé des faits donné par les États-Unis. En tout état de cause, le Groupe spécial note que ni l'une ni l'autre des parties ne lui a fourni des éléments de preuve qui lui auraient permis de déterminer quelle version des faits était la bonne.

[429] Règlement (CE) n° 763/2002 de la Commission du 3 mai 2002 relatif au classement de certaines marchandises dans la [N]omenclature combinée (pièce EC-88).

autorités douanières françaises et, d'autre part, les autorités douanières espagnoles. Cependant, les éléments de preuve fournis au Groupe spécial dans le présent différend indiquent que ces différences ont existé pendant une période relativement courte, à savoir entre le début de 2001 et le milieu de 2002. En outre, les différences en question sont apparues il y a quelque temps. Par conséquent, même si ces différences peuvent être considérées comme des cas de non-uniformité géographique au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, nous n'estimons pas qu'elles démontrent que les Communautés européennes appliquent actuellement le Tarif douanier commun d'une manière non uniforme en ce qui concerne le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte. À cet égard, nous rappelons que nous avons constaté plus haut au paragraphe 7.36 qu'un groupe spécial est habilité en règle générale à examiner des mesures qui existaient au moment de son établissement, mais qu'il peut aussi être habilité à examiner des mesures qui étaient arrivées à expiration au moment de son établissement, dans la mesure où ces mesures affectaient le fonctionnement d'un accord visé à ce moment-là. En outre, nous ne disposons d'aucun élément de preuve indiquant que les différences d'application dans le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte qui existaient entre 2001 et 2002 persistent et/ou continuent d'avoir des effets aujourd'hui. Au contraire, le Groupe spécial croit comprendre que les différences ont été aplanies par l'adoption du Règlement n° 763/2002 du 3 mai 2002.

7.218 Le Groupe spécial conclut que le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte ne représente pas une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial ne constate aucune violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour ce qui est du classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte.

iii) Classement tarifaire des articles ou shorts unisexes

Résumé des arguments des parties

7.219 Les **États-Unis** font valoir qu'en répondant à un sondage récent effectué auprès des membres d'une association professionnelle comprenant des importateurs de produits dans les Communautés européennes, les sociétés interrogées ont observé qu'"en Italie et en Espagne, les articles ou shorts unisexes n'étaient pas classés de la même façon qu'en Allemagne". Selon les États-Unis, à cause de cette divergence dans le classement effectué par les États membres, les articles en question devaient être importés en passant par l'Allemagne, ce qui occasionnait des frais additionnels.[430]

7.220 Les **Communautés européennes** rétorquent que le prétendu "sondage" invoqué par les États-Unis ne comporte qu'une observation formulée par une seule société non identifiée dans le cadre du questionnaire d'une association professionnelle, qui date de mars 2005 et que celle-ci n'est étayée par aucun autre élément de preuve. Les Communautés européennes soutiennent qu'il est donc impossible de déterminer la nature exacte des produits en question ou d'identifier les questions relatives au classement tarifaire qui pourraient être en jeu. En conséquence, les Communautés européennes estiment que le passage cité par les États-Unis ne fournit aucun élément de preuve quant au manque d'uniformité dans la pratique suivie par les Communautés européennes en matière de classement pour ce qui est des articles ou shorts unisexes.[431]

[430] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 76, dans lequel il est fait référence au questionnaire de la Foreign Trade Association intitulé "Trade Facilitation" - Facilitation of Trade in WTO States, mars 2005, réponse à la question n° 1.4 (pièce US-30).

[431] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 133.

Analyse par le Groupe spécial

7.221 Le Groupe spécial note que les États-Unis contestent la divergence dans le classement tarifaire des articles ou shorts unisexes par les autorités douanières des États membres des Communautés européennes.[432]

7.222 De l'avis du Groupe spécial, le classement tarifaire d'un produit, y compris des articles ou shorts unisexes, constitue un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte administratif est une question qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il s'agit d'un cas d'application du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire.[433]

7.223 S'agissant de la question de savoir si le classement tarifaire des articles ou shorts unisexes est "uniforme" ou non au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que l'uniformité géographique est requise au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Autrement dit, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial rappelle également qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial estime que la contestation par les États-Unis du classement tarifaire des articles ou shorts unisexes est de nature circonscrite. Elle ne suppose l'interprétation que de quelques positions tarifaires du Tarif douanier commun pour déterminer le classement d'un seul produit – à savoir les articles ou shorts unisexes. Par conséquent, étant donné la délimitation étroite de cette contestation, le Groupe spécial estime qu'un degré d'uniformité élevé est requis aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous passons maintenant aux faits afin de déterminer si ce degré d'uniformité élevé a été atteint ou non pour ce qui est du classement tarifaire des articles ou shorts unisexes.

7.224 Le Groupe spécial estime que les éléments de preuve sur lesquels les États-Unis se fondent ne démontrent pas l'existence d'une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, pour les raisons suivantes.

7.225 *Premièrement*, le *seul* élément de preuve invoqué par les États-Unis est le rapport de mars 2005 de la Foreign Trade Association au sujet d'un questionnaire intitulé "Trade Facilitation" – Facilitation of Trade in WTO States.[434] Nous estimons que ce rapport ne constitue pas en soi une pièce probante aux fins d'une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, étant donné qu'il contient simplement un échantillon des observations formulées par différents négociants en réponse aux questions posées dans le questionnaire. Nous ne savons pas très bien dans quelle mesure ces observations sont représentatives des préoccupations nourries par tous les négociants souhaitant importer des produits dans les Communautés européennes. En effet, il est dit dans le paragraphe liminaire du propre rapport de la FTA que "le questionnaire sur la facilitation des échanges a été envoyé à 70 sociétés membres de la FTA. Vingt sociétés y ont répondu [...] Les citations qui suivent sont tirées de leurs réponses. Si les passages cités ne traduisent pas toujours le consensus politique de tous les membres, ils mettent en évidence les difficultés concrètes auxquelles se heurtent les négociants européens aux frontières, notamment les importateurs".

---

[432] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 76, dans lequel il est fait référence au questionnaire de la Foreign Trade Association intitulé "Trade Facilitation" - Facilitation of Trade in WTO States, mars 2005, réponse à la question n° 1.4 (pièce US-30).

[433] Pour des renseignements sur les institutions et mécanismes des CE intervenant dans le domaine du classement tarifaire, voir plus haut les paragraphes 7.179 à 7.182.

[434] Foreign Trade Association, questionnaire intitulé "Trade Facilitation" - Facilitation of Trade in WTO States, mars 2005 (pièce US-30).

7.226 *Deuxièmement*, le Groupe spécial n'est pas convaincu que le paragraphe du rapport de la Foreign Trade Association cité par les États-Unis à l'appui de leurs allégations prouve qu'il y a eu absence d'application uniforme de la part des Communautés européennes pour ce qui est des articles ou shorts unisexes, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. À notre avis, pour autant que nous puissions en juger, le paragraphe cité semble indiquer que les différences alléguées dans le classement tarifaire des articles ou shorts unisexes sont liées à un manque de clarté de la ou des positions tarifaires pertinentes du Système harmonisé.[435] À cet égard, nous notons que l'observation sur laquelle les États-Unis se fondent est libellée comme suit:

> "Le classement des vêtements pose en général de nombreux problèmes. Par exemple, en Italie et en Espagne, les articles ou shorts unisexes ne sont pas classés de la même façon qu'en Allemagne. Ces articles doivent être importés en passant par l'Allemagne, ce qui occasionne des frais additionnels. *Le code du SH devrait être simplifié (une catégorie pour tous les vêtements au-dessus de la taille et une pour tous les vêtements au-dessous de la taille)*."[436] (pas d'italique dans l'original)

7.227 *Enfin*, même si le rapport de la Foreign Trade Association pourrait être interprété comme indiquant des différences dans le classement des articles ou shorts unisexes par les autorités douanières des États membres, comme il ne dispose d'aucune autre pièce justificative, le Groupe spécial n'est pas en mesure de savoir si ces différences existent en dépit du fait que les produits classés sont identiques ou, au contraire, parce qu'ils ne sont pas les mêmes.

7.228 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas prouvé que le classement tarifaire des articles ou shorts unisexes représentait une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

iv) Classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures

Résumé des arguments des parties

Éléments de preuve de l'existence d'une divergence en matière de classement

7.229 Les **États-Unis** soutiennent que l'affaire des doublures opaques pour rideaux et tentures est un exemple criant d'application non uniforme du Tarif douanier commun, au sujet de laquelle aucune institution des CE n'est intervenue pour remédier à la non-uniformité.[437] Plus particulièrement, les États-Unis font observer que, dans les RTC délivrés entre 1999 et 2002, les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande et des Pays-Bas et, ultérieurement, de la Belgique, ont classé des doublures pour rideaux et tentures similaires sous la position tarifaire 5907 du Tarif douanier commun ("Autres tissus imprégnés, enduits ou recouverts; toiles peintes pour décors de théâtres, fonds d'atelier ou usages analogues"). Toutefois, au cours de la même période, les autorités douanières allemandes ont classé le produit sous la position tarifaire 3921 du Tarif douanier commun ("Autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques"). Les États-Unis déclarent qu'après près de cinq ans de requêtes diverses présentées par les importateurs en vue d'une révision par différentes branches de l'autorité douanière allemande, le Bureau des douanes principal de Brême a rendu une décision en septembre 2004, en constatant que les importations du produit en question effectuées en octobre et

[435] Les Communautés européennes sont signataires de la Convention sur le SH. Par conséquent, en vertu du paragraphe 1 de l'article 3 de la Convention, les Communautés européennes sont tenues d'utiliser les positions et sous-positions à six chiffres du SH. Cependant, elles disposent d'une certaine flexibilité pour ajouter des positions et sous-positions au-delà de ce niveau.

[436] Foreign Trade Association, questionnaire intitulé "Trade Facilitation" - Facilitation of Trade in WTO States, mars 2005, paragraphe 1.4 (pièce US-30).

[437] Réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial.

novembre 1999 avaient été correctement classées sous la position 3921.[438] Selon les États-Unis, l'autorité douanière allemande a reconnu l'existence d'un RTC pour des marchandises comparables sans chercher à expliquer pourquoi elle refusait de s'en tenir aux décisions concernant le classement qui transparaissaient dans ce RTC.[439] Elle n'a pas non plus cherché à concilier sa décision concernant le classement avec les décisions consignées dans les RTC délivrés par les autorités douanières d'autres États membres. En outre, selon les États-Unis, l'autorité douanière allemande a invoqué des raisons qui n'étaient pas impérieuses au regard du Tarif douanier commun.[440]

7.230 Les **Communautés européennes** font valoir que la présente affaire ne porte pas sur la question de la position sous laquelle un produit particulier devrait avoir été correctement classé, mais plutôt sur la question de l'application uniforme des règles des CE concernant le classement.[441]

Les marchandises en question sont-elles les mêmes?

7.231 Les **Communautés européennes** soutiennent que les produits décrits dans la décision du Bureau des douanes principal de Brême n'étaient pas identiques aux produits décrits dans les RTC délivrés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande et des Pays-Bas, puisque les premiers n'étaient pas recouverts de tontisses de matières textiles, alors que les produits visés par les RTC étaient décrits comme étant recouverts de tontisses de matières textiles. D'après les désignations de ces produits, ceux-ci devaient être classés différemment.[442] Selon les Communautés européennes, la présence d'une couche de tontisses constitue un critère important pour déterminer si, au regard de la note de chapitre 2 a) 5) relative au chapitre 59 du Tarif douanier commun, le tissu ne sert que de support, ce qui peut influer sur le classement.[443] Par conséquent, selon elles, la différence de classement tarifaire évoquée par les États-Unis ne constitue pas une absence d'uniformité, mais plutôt le résultat d'une application correcte du Tarif douanier commun.[444] Les Communautés européennes soutiennent également que, même si une erreur s'était produite dans l'évaluation factuelle des produits, cela ne signifiait pas qu'il y avait absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En particulier, si l'importateur estimait que les autorités douanières allemandes avaient commis une erreur dans leur évaluation de la marchandise en question, il aurait pu former un recours contre la décision du Bureau des douanes principal de Brême devant le Tribunal fiscal de Brême. Selon les Communautés européennes, si l'importateur a choisi de ne pas former un recours, cela ne peut être invoqué pour alléguer une absence d'uniformité dans le système de classement douanier des CE. Les Communautés européennes ajoutent que ni l'importateur ni le producteur n'a jamais porté la question du classement des doublures opaques pour rideaux et tentures à l'attention de la Commission européenne.[445]

7.232 Les **États-Unis** répondent qu'il n'est pas exact que le produit examiné par les autorités allemandes n'était pas recouvert de tontisses. Selon eux, en fait, la détermination du Bureau des douanes principal de Hambourg sur laquelle le Bureau des douanes principal de Brême s'est fondé établissait que le produit contenait "de la tontisse avec fibres individuelles".[446] Les États-Unis font

[438] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 66.
[439] Bureau des douanes principal de la Brême, lettre d'avis de décision adressée à Bautex-Stoffe GmbH concernant le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures, 22 septembre 2004 (original et traduction en anglais) (pièce US-23).
[440] Réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial.
[441] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 116.
[442] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 117.
[443] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 337.
[444] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 117.
[445] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 340.
[446] Réponse des États-Unis à la question n° 17 a) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à la lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg-Waltershof adressée à Ornata GmbH, 29 juillet 1998 (original et traduction en anglais), page 1 (pièce US-50).

observer que le Bureau des douanes principal de Brême n'a pas constaté une absence de tontisse en tant que telle, mais qu'il a plutôt constaté que les tontisses ne constituaient pas une couche distincte du produit en question. Ce qui était pertinent pour le Bureau des douanes principal de Brême, c'était l'existence de matières plastiques dans l'enduit, indépendamment de la question de savoir si des tontisses de matières textiles ou d'autres éléments étaient mélangés dans cet enduit. Les États-Unis font valoir que le fait que l'autorité douanière allemande a adopté cette approche, contraire à celle qui a été suivie par les autorités d'autres États membres, est confirmé par la lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg.[447]

7.233 Les **Communautés européennes** rétorquent que la lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg invoquée par les États-Unis se rapporte à un recours administratif introduit par une entreprise appelée Ornata GmbH. Selon elles, il ne semble pas que ce recours soit d'une quelconque façon lié au recours administratif introduit par Bautex-Stoffe GmbH, qui faisait l'objet de la décision du Bureau des douanes principal de Brême. Ce recours n'indique pas non plus que le Bureau des douanes principal de Brême s'est fondé sur la lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg.[448]

7.234 Les **États-Unis** répondent que la lettre du Bureau des douanes principal de Brême et celle du Bureau des douanes principal de Hambourg concernent toutes les deux les doublures opaques pour rideaux et tentures produites par Rockland Industries. Le Bureau des douanes principal de Brême a décidé de ne pas classer le produit de Rockland Industries sous la position tarifaire 5907 pour un motif qui n'a manifestement pas été retenu par d'autres autorités douanières des CE – c'est-à-dire au motif que le produit était enduit de plastique, que des tontisses ou d'autres éléments soient ou non incorporés dans cette enduction.[449] Par ailleurs, les États-Unis soutiennent que les Communautés européennes soulèvent à tort la question de savoir si les doublures produites par Rockland Industries en cause dans la décision du Bureau des douanes principal de Brême, qui ont été classées sous la position tarifaire 3921, étaient physiquement identiques à celles que d'autres États membres avaient classées sous la position 5907. À l'appui de leur affirmation, les États-Unis affirment que le président-directeur général de Rockland Industries a déclaré sous serment ce qui suit: "Tous les produits enduits fabriqués par Rockland incorporent des tontisses de matières textiles qui sont fixées dans le cadre du processus d'enduction. Rockland n'a jamais fabriqué de produits enduits qui n'incorporent pas de tontisses de matières textiles. … Les tontisses de matières textiles sont nécessaires pour empêcher le tissu de coller."[450]

7.235 Les **Communautés européennes** répondent qu'une attestation sous serment du président de Rockland Industries, producteur de doublures opaques pour rideaux et tentures, est une déclaration faite par une personne qui a un intérêt manifeste dans le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures et qu'elle n'a donc pas force probante. De surcroît, l'attestation sous serment ne porte pas la question de savoir si les produits examinés par les autorités des CE étaient en fait identiques.[451] Plus particulièrement, s'il est indiqué dans l'attestation sous serment que le produit visé par la décision du Bureau des douanes principal de Brême était fabriqué par Rockland Industries, elle ne nous dit pas si les produits pour lesquels des RTC ont été délivrés par les autorités néerlandaises, irlandaises et britanniques étaient également des produits de Rockland Industries.[452] Elle donne

[447] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 62, dans lequel il est fait référence à la lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg-Waltershof adressée à Ornata GmbH, 29 juillet 1998 (original et traduction en anglais) (pièce US-50).

[448] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 108.

[449] Réponse des États-Unis à la question n° 137 a) du Groupe spécial.

[450] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 61, dans lequel il est fait référence à l'attestation sous serment de M. Mark R. Berman, président-directeur général de Rockland Industries, Inc., 10 novembre 2005 (pièce US-79).

[451] Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 16.

[452] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 137 a) du Groupe spécial.

simplement l'assurance que Rockland Industries n'a jamais fabriqué un produit qui n'était pas recouvert de tontisses.[453] Les Communautés européennes ajoutent que pour déterminer le classement correct du produit, la question n'est pas de savoir si le produit incorpore des tontisses de matières textiles dans le cadre du processus d'enduction, mais plutôt de savoir si une couche de tontisses est visible à l'œil nu. Pour les Communautés européennes, ce n'est pas une question qui peut trouver une réponse dans une attestation sous serment du président de l'entreprise qui produit la marchandise.[454]

Note explicative relative à la sous-position 5907 du Système harmonisé

7.236 Les **États-Unis** se réfèrent à la note explicative accompagnant la position 5907 du Système harmonisé, qui se lit en partie comme suit: "Parmi les tissus compris [dans la sous-position 5907] il convient notamment de mentionner: … [l]es tissus qui, après avoir été enduits sur toute leur surface de colle (colle au caoutchouc ou autres), *matière plastique*, caoutchouc ou autres matières, sont saupoudrés d'une fine couche de matières diverses, telles que … [d]es tontisses: ces tissus, qui imitent principalement la peau de daim …"[455] Les États-Unis soutiennent que, compte tenu de cette note explicative, la densité relative des tontisses ne constitue pas un élément de différenciation important à des fins de classement. Selon eux, les autorités douanières des États membres autres que l'Allemagne ont classé les doublures opaques pour rideaux et tentures sous la position 5907 dans les cas où la tontisse sur la surface des produits résultait d'une "application clairsemée".[456] Les États-Unis soutiennent en revanche que le Bureau des douanes principal de Brême a dit que "le classement des marchandises dans la catégorie 5907 ne pourrait être envisagé que si, conformément à la désignation de cette catégorie "autres tissus", les marchandises n'étaient pas enduites de matière plastique comme celles de la catégorie 3921".[457]

7.237 Les **Communautés européennes** répondent qu'il est erroné de dire que la décision du Bureau des douanes principal de Brême est incompatible avec la note explicative relative à la position 5907 du Système harmonisé. Selon elles, la note explicative G) 1) relative à la position 5907 dispose que les tissus visés comprennent "les tissus qui, après avoir été enduits sur toute leur surface de colle (colle au caoutchouc ou autre), matière plastique, caoutchouc ou autres matières, sont saupoudrés d'une fine couche de particules de matières diverses, telles que 1) des tontisses: ces tissus, qui imitent principalement la peau de daim".[458] Pour les Communautés européennes, la présence de tontisses était donc un critère pertinent pour le classement sous la position 5907. Il a été tenu compte de ce facteur dans la décision du Bureau des douanes principal de Brême, puisque l'absence d'une couche de tontisses y est notée. Comme le produit n'était pas recouvert de tontisses, il ne pouvait pas être classé sous la position 5907.[459]

[453] Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 16.
[454] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 137 a) du Groupe spécial.
[455] Réponse des États-Unis à la question n° 17 a) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à la note explicative du Système harmonisé, sous-position 5907 (pièce US-48).
[456] Réponse des États-Unis à la question n° 17 a) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence au RTC UK103424227 (pièce US-51).
[457] Réponse des États-Unis à la question n° 17 a) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à la lettre d'avis de la décision du Bureau des douanes principal de Brême adressée à Bautex-Stoffe GmbH, 22 septembre 2004 (original et traduction en anglais) (pièce US-23). Le Groupe spécial note que la traduction en anglais de la décision du Bureau des douanes principal de Brême présentée par les États-Unis se rapporte à la position 3921, alors que la version en allemand de la décision se rapporte à la position 5903.
[458] Note explicative du Système harmonisé, sous-position 5907 (pièce US-48; et pièce EC-127).
[459] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 111.

Moyen d'interprétation utilisé par l'Allemagne

7.238 Les **États-Unis** font observer que le Bureau des douanes de Hambourg a eu recours à un moyen d'interprétation qui était propre à l'Allemagne et qui n'était pas uniformément utilisé par les autorités douanières des États membres pour l'application du Tarif douanier commun aux textiles enduits, tels que les doublures opaques pour rideaux et tentures. Ils soutiennent que le moyen d'interprétation en question enjoignait à l'autorité douanière de prendre en considération la densité des fibres du produit. Selon les États-Unis, il est évident que le Bureau des douanes principal de Brême s'est fondé sur les constatations du Bureau des douanes de Hambourg et, au demeurant, qu'il a mentionné expressément le fait que "le tissu n'était pas fin", allusion apparente à la constatation du Bureau des douanes principal de Hambourg fondée sur le moyen d'interprétation.[460]

7.239 Les **Communautés européennes** répondent que le moyen d'interprétation en question n'a été évoqué que par le Bureau des douanes principal de Hambourg, pas par le Bureau des douanes principal de Brême, qui a tranché le recours.[461] De surcroît, selon elles, le texte ne contient rien qui soit contraire au droit communautaire. En particulier, le critère selon lequel le tissu n'est pas fin a été défini par analogie avec un autre règlement des CE relatif au classement et constitue un facteur pertinent pour déterminer si le tissu ne sert que de support.[462] Les Communautés européennes affirment aussi que le texte en question est purement un moyen d'interprétation élaboré à des fins administratives qui n'a pas force de loi et qui ne déroge pas au droit communautaire. À cet égard, les Communautés européennes font valoir que la CEJ a précisé que les manuels, orientations ou autres compilations établis par les États membres n'avaient pas force obligatoire en droit communautaire.[463]

7.240 Les **États-Unis** rétorquent que le règlement des CE relatif au classement dont s'inspirerait par analogie, selon les Communautés européennes, le moyen d'interprétation utilisé par l'Allemagne est un règlement concernant le classement des pantalons de ski, qui relèvent du chapitre 62 du Tarif douanier commun.[464] Les États-Unis soutiennent que les règles d'interprétation mentionnées dans le règlement en question sont pertinentes pour le classement d'un vêtement, mais qu'elles n'ont aucun sens quand on les applique à un produit tel que les doublures opaques pour rideaux et tentures. L'aspect particulier de la règle relative aux pantalons de ski sur laquelle l'autorité allemande s'est fondée dans cette affaire était la compacité de l'armure du tissu. Cependant, selon les États-Unis, la note 2 a) relative au chapitre 59 du Tarif douanier commun rend expressément ce critère non pertinent pour le classement des tissus enduits. En particulier, il y est indiqué que la position 5903 comprend "les tissus, imprégnés, enduits ou recouverts de matière plastique ou stratifiés avec de la matière plastique, *quel qu'en soit le poids au mètre carré* et quelle que soit la nature de la matière plastique …".[465] Les États-Unis expliquent qu'après avoir décidé de ne pas classer les doublures opaques pour rideaux et tentures en question sous la position 5907, parce qu'elle pensait, semble-t-il, que la présence de matières plastiques dans l'enduit empêchait un tel classement, l'autorité douanière allemande a alors eu recours à un moyen d'interprétation allemand. Les États-Unis font observer que

[460] Réponse des États-Unis à la question n° 17 a) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à la lettre d'avis de décision du Bureau des douanes principal de Brême adressée à Bautex-Stoffe GmbH, 22 septembre 2004 (original et traduction en anglais) (pièce US-23).

[461] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 342.

[462] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 343, dans lequel il est fait référence au Règlement (CE) n° 1458/97 de la Commission relatif au classement de certaines marchandises dans la [N]omenclature combinée (pièce EC-78).

[463] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 344, dans lequel il est fait référence à l'affaire C-161/88, *Friedrich Binder*, Rec. 1989, page 2415, 12 juillet 1989, point 19 (pièce EC-79).

[464] Règlement (CE) n° 1458/97 de la Commission relatif au classement de certaines marchandises dans la [N]omenclature combinée (pièce EC-78).

[465] Réponse des États-Unis à la question n° 17 a) du Groupe spécial.

l'autorité douanière allemande s'est appuyée sur ce moyen d'interprétation d'une manière qui s'est finalement avérée déterminante.[466]

7.241 Les **Communautés européennes** estiment que le reproche formulé par les États-Unis en raison du parallèle qui avait été fait avec un règlement relatif au classement d'un type de pantalons de ski est injustifié. Le Règlement (CE) n° 1458/97 de la Commission visait le classement de vêtements relevant de la position 6210, qui couvre les "vêtements confectionnés en produits des n° 5602, 5603, 5903, 5906 ou 5907".[467] Les Communautés européennes soutiennent que le règlement relatif au classement en question visait implicitement le classement des tissus avec lesquels les vêtements étaient confectionnés. Ce règlement exigeait implicitement l'application de la note 2 a) 5) relative au chapitre 59 du Tarif douanier commun pour déterminer si le tissu ne servait que de support. Les Communautés européennes affirment que c'est dans ce contexte que le Bureau des douanes principal de Hambourg a tenu compte de la "compacité de l'armure" du tissu.[468] Elles estiment que le poids dont il est question dans le texte introductif de la note 2 a) relative au chapitre 59 est le poids de l'ensemble du produit - c'est-à-dire le tissu, imprégné, enduit, recouvert ou stratifié. Le Bureau des douanes principal de Brême n'a pas pris en considération le poids du produit, mais plutôt la densité du voile du tissu en polyester, qui n'était qu'un élément du produit.[469] Les Communautés européennes soutiennent que, selon la note 2 a) 5) relative au chapitre 59 du Tarif douanier commun, la position 5903 ne s'applique pas aux feuilles, plaques ou bandes en matière plastique alvéolaire, combinées avec du tissu et dans lesquelles le tissu ne sert que de support. Aux fins de l'application de la position 5903, il est donc nécessaire de déterminer si le tissu ne sert que de support et, par conséquent, la question de savoir si le tissu était fin était un critère pertinent pour établir s'il servait de support ou non.[470]

7.242 Les **États-Unis** répondent qu'il n'est fait aucune mention dans les notes relatives au chapitre 39 du Tarif douanier commun de la densité de l'armure comme critère pertinent et que les notes relatives au chapitre 59 disposent expressément que le classement dans ce chapitre doit être déterminé *quel que soit* le poids au mètre carré. Les Communautés européennes affirment sans fondement que le poids au mètre carré et la densité de l'armure sont deux choses différentes. Or, en fait, le poids au mètre carré est nécessairement fonction de la densité de l'armure.[471]

Compatibilité avec l'avis de l'OMD

7.243 Les **États-Unis** affirment qu'en octobre 2004, le Secrétariat de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) a formulé un avis dans lequel il convenait que le produit en question devrait être classé sous la position 5907 du Système harmonisé.[472] Selon les États-Unis, peu après, les autorités douanières belges ont rendu une décision qui classait les doublures opaques pour rideaux et tentures sous la position 5907. Cela étant, la décision des autorités allemandes est restée inchangée.[473]

7.244 Les **Communautés européennes** répondent que l'avis de l'OMD est dénué de pertinence. Elles font remarquer qu'il est dit dans cet avis que "la couche extérieure visible est constituée de tontisses de coton qui recouvrent complètement la matière plastique alvéolaire acrylique". Selon les Communautés européennes, cela ne correspond pas à la désignation du produit examiné par les

[466] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 63.
[467] Extrait de la position 6210 du Tarif douanier commun (pièce EC-132).
[468] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 113.
[469] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 115.
[470] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 112.
[471] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 64.
[472] Lettre de M. Chriticles Mwansa, Directeur, Organisation mondiale des douanes, Direction des questions tarifaires et commerciales, adressée à M. Myles B. Harmon, Directeur, Bureau des règlements et des décisions, Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, 26 octobre 2004 (pièce US-24).
[473] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 68.

autorités douanières allemandes. Les Communautés européennes notent également que l'avis est purement celui d'un fonctionnaire de l'OMD, avis qui n'a pas un caractère juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention sur le Système harmonisé. Par ailleurs, si les États-Unis estimaient qu'il y avait un différend concernant l'application de la Convention sur le Système harmonisé, ils pouvaient porter ce différend devant le Comité du Système harmonisé, conformément à l'article 10 de la Convention sur le SH, mais ils ne l'avaient pas fait à ce jour.[474]

Analyse par le Groupe spécial

Généralités

7.245 Le Groupe spécial note que les États-Unis contestent la divergence dans le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures par les autorités douanières des États membres des Communautés européennes.[475]

7.246 De l'avis du Groupe spécial, le classement tarifaire d'un produit, y compris des doublures opaques pour rideaux et tentures, constitue un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte administratif est une question qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il s'agit d'un cas d'application du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire.[476]

7.247 S'agissant de la question de savoir si le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures est "uniforme" ou non au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que l'uniformité géographique est requise au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Autrement dit, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial rappelle également qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial estime que la contestation par les États-Unis du classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures est de nature circonscrite. Elle ne suppose l'interprétation que de quelques positions du Tarif douanier commun pour déterminer le classement d'un seul produit – à savoir les doublures opaques pour rideaux et tentures. Par conséquent, étant donné la délimitation étroite de cette contestation, le Groupe spécial estime qu'un degré d'uniformité élevé est requis aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous passons maintenant aux faits afin de déterminer si ce degré d'uniformité élevé a été atteint ou non pour ce qui est du classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures.

Éléments de preuve sur lesquels les États-Unis se sont fondés pour prouver l'existence d'une divergence dans le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures

7.248 Les États-Unis allèguent qu'il a existé, de 1999 à 2002, une divergence dans le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures entre, d'une part, les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande et des Pays-Bas et, ultérieurement, de la Belgique, qui ont classé le produit en question sous la position tarifaire 5907 du Tarif douanier commun ("Autres tissus imprégnés, enduits ou recouverts; toiles peintes pour décors de théâtres, fonds d'atelier ou usages analogues") et, d'autre part, les autorités douanières de l'Allemagne, qui ont classé le produit en question sous la

[474] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 341.
[475] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 66.
[476] Pour des renseignements sur les institutions et mécanismes des CE intervenant dans le domaine du classement tarifaire, voir plus haut les paragraphes 7.179 à 7.182.

position 3921 du Tarif douanier commun ("Autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques").

7.249 Pour étayer leur allégation, les États-Unis se réfèrent à un certain nombre d'avis de RTC délivrés pour les doublures opaques pour rideaux et tentures par les autorités douanières du Royaume-Uni (datés du 17 mars 1999, du 12 juin 1999 et du 22 décembre 1999), de l'Irlande (daté du 1er avril 1999) et des Pays-Bas (daté du 13 février 2002).[477] Chacun des RTC invoqués par les États-Unis classe le produit sous la position 5907. La désignation des produits visés par chacun de ces RTC est reproduite ci-après:

RTC délivré par l'autorité douanière du Royaume-Uni en date du 17 mars 1999

"Doublures isothermes pour rideaux; également connues sous le nom de tissu opaque. Constitué d'un tissu à armure toile comprenant 50 pour cent de fibres de polyester et 50 pour cent de fibres de coton. Visiblement enduit sur un côté seulement d'une couche de mousse acrylique. Des tontisses de matières textiles semblent avoir ensuite été appliquées de façon clairsemée sur la surface de cet enduit, ce qui lui donne un effet légèrement molletonné ou brossé. Matériel utilisé dans des lieux comme les hôtels, etc., pour obscurcir les pièces où le soleil constitue un problème et pour ne pas y laisser entrer la lumière solaire. Le tissu peut également être appliqué sur l'envers de rideaux transparents/translucides existants; en tant que tissu de doublure; donnant le même résultat net. Similaire en apparence au tissu utilisé dans les studios photographiques, etc."

RTC délivré par l'autorité douanière du Royaume-Uni en date du 12 juin 1999

"Tissu à armure toile comprenant 70 pour cent de polyester et 30 pour cent de coton. Visiblement enduit sur un côté seulement. Des tontisses de matières textiles ont été appliquées, ce qui donne au tissu un effet légèrement molletonné ou brossé. Utilisé comme tissu opaque."

RTC délivré par l'autorité douanière du Royaume-Uni en date du 22 décembre 1999

"Tissu constitué de tontisses de matières textiles, d'une couche de plastique alvéolaire et d'un support textile maillé. 61,3 pour cent de mousse (PU/PVC); 16,6 pour cent de polyester; 12,1 pour cent de viscose."

RTC délivré par l'autorité douanière irlandaise en date du 1er avril 1999

"Doublures isothermes pour rideaux (doublures opaques pour rideaux), tissu à armure toile constitué de 50 pour cent de polyester et de 50 pour cent de coton, visiblement enduit sur un côté d'une couche de mousse acrylique. Des tontisses de matières textiles ont ensuite été appliquées sur la surface de cet enduit."

RTC délivré par l'autorité douanière néerlandaise en date du 13 février 2002

"Tissu composé à 100 pour cent de coton recouvert d'une mince couche de polymères de résine acrylique, sur laquelle une couche de fibres textiles a été appliquée (tontisses). Le tissu est fourni en rouleaux d'environ 50 mètres de longueur, emballés dans du plastique dans des caisses contenant quatre rouleaux."

[477] RTC délivrés de 1999 à 2002 par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande et des Pays-Bas (pièce US-22).

7.250 Par ailleurs, en ce qui concerne le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures en Belgique, il ressort manifestement d'une décision rendue par le ZPLA[478] de Hambourg, dont des extraits sont cités plus bas au paragraphe 7.252, que certains produits importés en Belgique par Rockland Industries ont été classés par les autorités douanières belges sous la position 5907.[479] La partie pertinente de l'attestation sous serment faite par M. Mark Berman, président-directeur général de Rockland Industries, se lit ainsi:

> "6. Tous les produits enduits fabriqués par Rockland incorporent des tontisses de matières textiles qui sont fixées dans le cadre du processus d'enduction. Rockland n'a jamais fabriqué de produits enduits qui n'incorporent pas de tontisses de matières textiles.
>
> 7. Les tontisses de matières textiles sont nécessaires pour empêcher le tissu de coller."[480]

7.251 Les États-Unis mettent en contraste le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique, d'une part, et certaines décisions rendues et certains avis émis par les autorités douanières allemandes, d'autre part. En particulier, les États-Unis se réfèrent à un avis d'expert émis par le Bureau des douanes principal de Brême à l'intention de Bautex-Stoffe GmbH ("Bautex"), daté du 29 septembre 2004.[481] Dans cet avis d'expert, le Bureau des douanes principal de Brême a constaté que certains produits qui avaient été importés en Allemagne par Bautex en octobre et novembre 1999 avaient été correctement classés sous la position 3921.[482] La partie pertinente de l'avis d'expert du Bureau des douanes principal de Brême se lit ainsi[483]:

---

[478] Le Groupe spécial croit comprendre que le sigle ZPLA peut être traduit en français par "Établissement d'essais et de formation pour les questions douanières à caractère technique". L'organisme auquel le Groupe spécial se réfère dans ses constatations sous le nom de "ZPLA de Hambourg" est désigné diversement par les parties sous les appellations "Bureau des douanes de Hambourg", "Bureau des douanes principal de Hambourg" et "ZPLA de Hambourg".

[479] Lettre de la Direction générale des finances de Hambourg au Bureau des douanes principal de Brême concernant la contestation de Bautex-Stoffe GmbH, 3 février 2003 (original et traduction en anglais) (pièce US-41). En outre, il ressort clairement de la lettre de M. Marc De Schutter, Service public fédéral, Finances, Administration des douanes et accises, Direction régionale (Anvers) – C.T.D.A.I., 26 novembre 2004, (original et traduction en anglais) (pièce US-25), que les "tissus recouverts d'une matière synthétique non alvéolaire contenant une charge de dioxyde de titane et de silicates, dont la surface est recouverte de poils", ont été classés par les autorités douanières belges sous la position tarifaire 5907.

[480] Attestation sous serment de M. Mark R. Berman, président-directeur général de Rockland Industries, Inc., 10 novembre 2005, paragraphes 6 et 7 (pièce US-79). Le Groupe spécial prend note des objections formulées par les Communautés européennes à l'égard de cette attestation sous serment au motif qu'elle constitue une déclaration faite par une personne ayant un intérêt manifeste dans le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures et qu'elle n'a donc pas force probante. (Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 16) Néanmoins, le Groupe spécial estime que l'attestation sous serment contient des éléments de preuve qui l'aident à s'acquitter du devoir qui lui incombe au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi.

[481] Le Groupe spécial note que les Communautés européennes qualifient de "décision" cet avis d'expert du Bureau des douanes principal de Brême. (Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 333)

[482] Bureau des douanes principal de Brême, lettre d'avis de décision adressée à Bautex-Stoffe GmbH concernant le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures, 29 septembre 2004 (pièce US-23).

[483] Le Groupe spécial note qu'il a trouvé la traduction en anglais, par les États-Unis, de plusieurs pièces initialement rédigées en allemand difficile à comprendre et parfois incorrecte. Par conséquent, dans ses constatations, le Groupe spécial se fonde sur ses propres traductions officieuses des pièces US-23, 41 et 50.

> "Selon l'avis de classement émis par le ZPLA de Hambourg ainsi que trois avis supplémentaires émis à ce sujet, les marchandises en question sont des rouleaux de tissu blanc en polyester, enduit d'acrylate sur un côté. Le tissu n'est pas dense et n'a pas subi d'autres traitements. L'enduit plastique est constitué de matière plastique alvéolaire. Le tissu et l'enduit sont approximativement de la même épaisseur. Le tissu doit être considéré comme rien de plus qu'une base. Les marchandises importées sont visées par la position 3921.
>
> Selon l'avis de classement, un enduit à base d'huile durcie n'est pas présent. La surface n'est pas recouverte d'une fine couche de tontisses de matières textiles. Le tissu n'est pas dense et il est de couleur uniforme. Il sert uniquement de support.
>
> Le classement des marchandises sous la position 5907 ne pourrait être envisagé que si, conformément au libellé de cette position, "Autres tissus …", les marchandises n'étaient pas enduites de matière plastique comme le veut la position 5903. Le fait que l'enduit plastique a reçu un traitement ignifuge ou similaire ne change rien au fait qu'il existe. Par conséquent, le classement sous la position 5907 est exclu. L'enduit plastique ayant une structure alvéolaire, il ne peut être classé sous la position 5903 et devrait être classé sous la position 3921.
>
> En tant que feuilles en matière plastique alvéolaire fabriquées avec d'autres matières plastiques, les marchandises importées doivent se voir attribuer le code n° 3921 1900 990. On trouvera les motifs juridiques de ce classement dans la note 2 a) 5) relative au chapitre 59 du Tarif douanier.
>
> Le Bureau des douanes principal de Brême est convaincu de l'exactitude des constatations du ZPLA de Hambourg concernant la composition des marchandises.
>
> De nombreuses autres décisions douanières contraignantes [RTC] ont été rendues pour des marchandises comparables (matière opaque)."

7.252 Pour parvenir à la conclusion que les produits en question devaient être classés sous la position 3921, le Bureau des douanes principal de Brême s'est fondé entre autres sur une décision rendue par le ZPLA de Hambourg, en date du 3 février 2003, concernant la "contestation" introduite par Bautex.[484] La partie pertinente de la décision du ZPLA de Hambourg (la "décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg") se lit ainsi:

> "Selon l'avis d'expert, l'enduit n'est pas constitué d'huile durcie; la spectrométrie infrarouge révèle cependant la présence de traces d'huile et de polyesters allyliques dans l'échantillon. Toutefois, le principal ingrédient de l'enduit est probablement de l'acrylate, selon l'analyse spectrométrique. […]

Néanmoins, le Groupe spécial estime que les différences entre, d'une part, les traductions par les États-Unis des pièces US-23, 41 et 50 et, d'autre part, les traductions de ces pièces par le Groupe spécial n'influent pas sur la teneur de ses constatations concernant le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures.

[484] Lettre de la Direction générale des finances de Hambourg adressée au Bureau des douanes principal de Brême concernant la contestation de Bautex-Stoffe GmbH, 3 février 2003 (original et traduction en anglais) (pièce US-41). Il ressort clairement de la décision du Bureau des douanes principal de Brême que celui-ci s'est appuyé sur l'avis du ZPLA de Hambourg ainsi que sur "trois avis supplémentaires sur le même sujet". (Bureau des douanes principal de Brême, lettre d'avis de décision adressée à Bautex-Stoffe GmbH concernant le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures, 29 septembre 2004 (pièce US-23))

> Il existe une série de vZTA[485] concernant diverses matières opaques … la matière plastique alvéolaire y a été enduite d'une couche synthétique, sur laquelle on peut voir un peu de tontisses et qui correspond à la marchandise en question. Parmi ces documents, le vZTA 55/03 offre une bonne base de comparaison car le demandeur a présenté les mêmes documents que Bautex-Stoffe GmbH dans le cadre de sa contestation. Je me réfère aux lettres du Bureau des douanes belge selon lesquelles un produit de la société Rockland Industries a été classé sous la sous-position 5907 00 90. Le recours aux mêmes documents à des fins de classement dans tous les cas renforce le soupçon que les documents ne correspondent pas forcément à la marchandise …
>
> Une différence importante réside dans le fait que, dans le cas du vZTA 55/03, le tissu est dense alors qu'il ne l'est pas dans la marchandise visée. […]
>
> Comme le produit en question est constitué de matière plastique alvéolaire, je maintiens l'avis que j'ai émis, à savoir que [la sous-position] 3921 19 est appropriée."

7.253 L'attestation sous serment de M. Mark Berman, président-directeur général de Rockland Industries, dont il est fait mention plus haut au paragraphe 7.250, indiquait que les produits visés par le classement établi dans l'avis d'expert du Bureau des douanes principal de Brême et dans la décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg étaient à tous égards physiquement identiques à ceux qui étaient visés par une lettre de 1998 du ZPLA de Hambourg relative au classement, par suite d'une "contestation" introduite par Ornata GmbH (la "lettre du ZPLA de Hambourg adressée à Ornata").[486] Dans la lettre du ZPLA de Hambourg adressée à Ornata[487], les produits en question étaient décrits dans les termes suivants:

> "Selon les constatations du ZPLA, un verre grossissant révèle la présence de fibres isolées sur la surface de la marchandise analysée; une couche cohésive n'est pas présente. Le tissu n'est pas enduit d'une fine couche de tontisses. L'enduit superficiel (tontisses avec fibres individuelles) n'étant pas visible à l'œil nu, il est hors de question de classer la marchandise sous la position 5907 selon la note 5 a) et c) relative au chapitre 59.
>
> [...]
>
> Dans ce cas particulier, le ZPLA a déterminé que la composition de la marchandise était la suivante: il s'agit d'un tissu blanc en polyester/coton, qui est recouvert sur un côté de matière plastique alvéolaire (et de tontisses): tissu blanc (épaisseur de 0,20 mm) – couches en matières plastiques alvéolaires blanche/noire/blanche constituées de polyacrylate et d'additifs (épaisseur de 0,20 mm) – tontisses. Le tissu filé n'est pas dense et n'a pas subi d'autres traitements. Selon la définition ci-dessus, le tissu blanc est simplement une base qui sert de support. La marchandise est donc exclue de la position 5903, selon la note 2 a) 5) relative au chapitre 59, et devrait être classée sous le chapitre 39.
>
> […]

[485] Le Groupe spécial croit comprendre que le sigle allemand "vZTA" correspond au sigle "RTC" en français.

[486] Attestation sous serment de M. Mark R. Berman, président-directeur général de Rockland Industries, Inc., 10 novembre 2005 (pièce US-79).

[487] Lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg-Waltershof adressée à Ornata GmbH par suite de la contestation du classement, 29 juillet 1998 (pièce US-50).

> À notre avis, comme il est indiqué dans notre lettre …, un enduit de poudre de tontisses est visible à l'œil nu sur la marchandise, alors que le ZPLA a déterminé que des fibres de tontisses étaient uniquement visibles avec un verre grossissant.
>
> L'expression "visible à l'œil nu" signifie, selon la jurisprudence constante, que l'imprégnation, l'enduction ou le revêtement du tissu doit être directement visible lors d'un simple examen visuel …
>
> Un verre grossissant étant nécessaire pour déterminer la présence de fibres de tontisses, par conséquent, le recouvrement du tissu avec de la poudre de tontisses n'est pas visible à l'œil nu. Selon les caractéristiques et propriétés objectives, telles qu'elles ressortent du libellé des positions tarifaires du Tarif douanier commun et des notes de sections ou de chapitres, le classement sous la position 5907 n'est donc pas possible …" (souligné dans l'original)

7.254 Les Communautés européennes font valoir que les produits classés, d'une part, par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique et, d'autre part, par les autorités douanières de l'Allemagne, n'étaient pas identiques à certains égards pertinents, et qu'ils devaient donc être classés différemment.[488] En abordant cet argument, le Groupe spécial note qu'il ne lui appartient pas en l'occurrence de déterminer le classement correct, au titre du Tarif douanier commun, des produits examinés, d'une part, par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique et, d'autre part, par les autorités douanières de l'Allemagne. En revanche, notre tâche consiste à déterminer si la divergence dans le classement tarifaire de ces produits démontre une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. À cette fin, nous nous attacherons à déterminer s'il y avait ou non une base objectivement justifiable permettant aux autorités douanières allemandes de considérer que les produits classés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique étaient différents de ceux classés par les autorités douanières allemandes. Dans la négative, cela tendrait à indiquer l'existence d'une application non uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

> Caractéristiques physiques des produits classés, d'une part, par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique et, d'autre part, par les autorités douanières de l'Allemagne

7.255 S'agissant des produits classés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique, le Groupe spécial note que le RTC présenté par les États-Unis indique que les produits classés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande et des Pays-Bas sont tous des produits textiles recouverts d'une couche de tontisses.[489] En outre, lue en tenant compte de l'attestation sous serment de M. Mark Berman, président-directeur général de Rockland Industries, la décision pertinente du ZPLA de Hambourg indique que les produits classés par les autorités douanières belges étaient tous des produits textiles incorporant des tontisses.[490]

---

[488] Voir, par exemple, la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 117, et la déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 16.

[489] Voir plus haut le paragraphe 7.249.

[490] Voir plus haut le paragraphe 7.250. Dans le Système harmonisé (position 5603), les "tontisses" sont définies comme étant des fibres textiles d'une longueur n'excédant pas 5 mm (de soie, de laine, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles, etc.). Elles proviennent des opérations de finissage des tissus et, en particulier, du tondage des velours. Elles sont aussi fabriquées en coupant des câbles ou des fibres textiles. Elles restent comprises ici lorsqu'elles ont été blanchies, teintes ou frisées. Certaines tontisses, qui affectent la forme de poudres, sont obtenues par broyage de fibres textiles.

7.256 En ce qui concerne les produits classés par l'autorité douanière allemande, le Groupe spécial note que les seuls éléments de preuve qui donnent des éclaircissements sur les caractéristiques physiques de ces produits sont l'avis d'expert du Bureau des douanes principal de Brême[491], la décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg[492], la lettre concernant Ornata adressée par le ZPLA de Hambourg[493] et l'attestation sous serment de M. Mark Berman, président-directeur général de Rockland Industries, concernant les produits fabriqués par cette entreprise.[494]

7.257 Il ressort des extraits de l'avis d'expert du Bureau des douanes principal de Brême, reproduits plus haut au paragraphe 7.251 que, à la différence des autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique, le Bureau des douanes principal de Brême n'a pas défini les produits en question comme étant des produits textiles. En revanche, ils ont été décrits comme étant des "feuilles en matière plastique alvéolaire". Le Bureau des douanes principal de Brême a expliqué que les produits contenaient aussi du tissu mais que cet élément "devait être considéré comme rien de plus qu'une base" et "ne servait que de support".

7.258 Comme dans l'avis d'expert du Bureau des douanes principal de Brême, il semble que les produits en question aient aussi été qualifiés de matières plastiques dans la décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg. En particulier, dans sa décision reproduite plus haut au paragraphe 7.252, le ZPLA de Hambourg a décrit le produit comme étant essentiellement un "acrylate"[495] qui était constitué de "matière plastique alvéolaire". Le ZPLA de Hambourg semble avoir admis la présence d'éléments textiles. Par exemple, il a fait mention de "traces de ... polyesters allyliques" et "d'un peu de tontisses". Toutefois, le ZPLA de Hambourg a estimé que le tissu en question n'était pas assez "dense" pour justifier un classement du produit sous la position 5907 (c'est-à-dire en tant que produit textile).

7.259 Selon la lettre du ZPLA de Hambourg adressée à Ornata, qui est reproduite plus haut au paragraphe 7.253, les produits qui ont fait l'objet du classement ont été considérés comme étant recouverts de tontisses, ils avaient donc une caractéristique importante en commun avec les produits classés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique. Cependant, à la différence des autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique, le ZPLA de Hambourg a considéré que la présence de ces tontisses n'était pas suffisante pour justifier le classement du produit sous la position 5907, car les "fibres de tontisses" n'étaient pas "visibles à l'œil nu". Le ZPLA de Hambourg a ajouté que l'élément tissu du produit en question était "simplement une base servant de support".

7.260 Il est évident que les produits qui ont fait l'objet d'un classement dans l'avis d'expert du Bureau des douanes principal de Brême et dans la décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg étaient fabriqués par Rockland Industries et étaient identiques.[496] En revanche, nous ne

---

[491] Bureau des douanes principal de Brême, lettre d'avis de décision adressée à Bautex-Stoffe GmbH concernant le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures, 29 septembre 2004 (pièce US-23).

[492] Lettre de la Direction générale des finances de Hambourg adressée au Bureau des douanes principal de Brême concernant la contestation de Bautex-Stoffe GmbH, 3 février 2003 (original et traduction en anglais) (pièce US-41).

[493] Lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg-Waltershof adressée à Ornata GmbH en réponse à la contestation d'un classement, 29 juillet 1998 (pièce US-50).

[494] Attestation sous serment de M. Mark R. Berman, président-directeur général de Rockland Industries, Inc., 10 novembre 2005, paragraphes 6 et 7 (pièce US-79).

[495] Le terme "acrylate" est défini comme étant "a salt or ester of acrylic acid" (sel ou ester de l'acide acrylique). (*The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 21)

[496] La décision rendue par le Bureau des douanes principal de Brême indique expressément que les produits classés étaient fabriqués par Rockland Industries. (Bureau des douanes principal de Brême, lettre d'avis de décision adressée à Bautex-Stoffe GmbH concernant le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures, 29 septembre 2004 (pièce US-23)) Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.252, pour arrêter sa

savons pas très bien si les produits qui ont été classés par le Bureau des douanes principal de Brême et dans la décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg étaient identiques aux produits classés dans la lettre du ZPLA de Hambourg adressée à Ornata. À cet égard, nous rappelons que, dans son attestation sous serment, M. Mark Berman dit que le produit qui a fait l'objet d'un classement dans la lettre du ZPLA de Hambourg, adressée à Ornata, était "à tous égards physiquement identiques aux produits vendus à [Bautex] par Rockland".[497] Les États-Unis n'ont apporté aucun élément de preuve pour étayer l'affirmation de M. Berman selon laquelle les produits qui faisaient l'objet d'un classement dans la lettre du ZPLA de Hambourg, adressée à Ornata, étaient "à tous égards physiquement identiques" à ceux qui avaient été classés par le Bureau des douanes principal de Brême et dans la décision rendue par le ZPLA de Hambourg concernant Bautex. À cet égard, le Groupe spécial note que l'appréciation par M. Berman de ce qui est physique peut être différente des questions qui sont pertinentes lorsqu'il s'agit de déterminer si le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures dans les Communautés européennes représente ou non une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.261 Quoi qu'il en soit, le Groupe spécial note que dans les trois décisions qu'elles ont rendues, les autorités douanières allemandes n'ont pas estimé que les éléments textile/tissu/tontisse des produits qui étaient classés étaient importants et/ou visibles à l'œil nu. Cela semble contraster avec les caractéristiques physiques des produits classés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique. À cet égard, le Groupe spécial rappelle que les États-Unis se sont référés à l'attestation sous serment de M. Mark Berman, président-directeur général de la société dont les produits avaient été classés par le Bureau des douanes principal de Brême et le ZPLA de Hambourg, pour ce qui est de la décision concernant Bautex.[498] Le Groupe spécial reconnaît qu'il est indiqué dans l'attestation sous serment que les produits classés par ces deux autorités douanières de l'Allemagne étaient des "produits enduits" incorporant "des tontisses". Toutefois, comme l'ont fait valoir les Communautés européennes pendant les travaux du Groupe spécial[499], l'attestation sous serment ne permet pas de savoir si les produits examinés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique étaient, en fait, identiques aux produits qui avaient été classés par les autorités douanières allemandes. En effet, le Groupe spécial ne dispose d'aucun élément de preuve établissant que les produits en question étaient, en fait, identiques.

7.262 S'agissant de l'avis du Secrétariat de l'OMD auquel les États-Unis se sont référés et dans lequel celui-ci indiquait que les produits en question pouvaient être classés sous la position 5907 (c'est-à-dire une position différente de celle retenue par les autorités douanières allemandes)[500], le Groupe spécial note qu'il n'y a pas, dans cet avis, d'élément de preuve péremptoire indiquant que les produits visés par l'avis du Secrétariat de l'OMD avaient les mêmes caractéristiques physiques essentielles que celles des produits qui avaient été classés par les autorités douanières allemandes. En particulier, le Secrétariat de l'OMC a décrit les produits en question de la façon suivante:

> "Le produit en question semble être du tissu composé à 70 pour cent de polyester et à 30 pour cent de coton, qui est enduit sur un côté de trois couches de mousse

---

décision selon laquelle les produits en question devaient être classés sous la position 3921, le Bureau des douanes principal de Brême s'est fondé entre autres sur la décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg.

[497] Attestation sous serment de M. Mark R. Berman, président-directeur général de Rockland Industries, Inc., 10 novembre 2005, paragraphe 8 (pièce US-79).

[498] Attestation sous serment de M. Mark R. Berman, président-directeur général de Rockland Industries, Inc., 10 novembre 2005 (pièce US-79).

[499] Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 16.

[500] Lettre de M. Chriticles Mwansa, Directeur, Organisation mondiale des douanes, Direction des questions tarifaires et commerciales, adressée à M. Myles B. Harmon, Directeur, Bureau des règlements et des décisions, Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, au sujet du classement des doublures opaques pour rideaux et tentures (26 octobre 2004) (pièce US-24).

constituée d'argile, de dioxyde de titane, de noir de carbone, d'un produit ignifuge, d'acrylique et de tontisses. La couche la plus proche du tissu est constituée de matière plastique alvéolaire acrylique. La couche intermédiaire est composée principalement de dioxyde de titane et de noir de carbone. La couche extérieure est constituée d'une matière plastique alvéolaire acrylique et de tontisses de coton. Le tissu, qui est utilisé pour confectionner des doublures opaques pour rideaux et tentures, représente 24,7 pour cent du poids des doublures opaques et l'enduit 75,3 pour cent.

[…]

On pourrait faire valoir que le produit en question, composé d'un tissu qui n'est ni façonné ni ouvré, et qui est uniformément teint et enduit de matière plastique alvéolaire, devrait être classé sous la position 39.21 en raison de la note 2 a) 5) relative au chapitre 59.

Toutefois, à en juger par les renseignements communiqués et l'échantillon fourni, ce produit n'est pas simplement un tissu stratifié avec de la matière plastique alvéolaire. Il incorpore également une couche intermédiaire composée principalement de dioxyde de titane et de noir de carbone et, en outre, la couche extérieure visible est constituée de tontisses de coton qui recouvrent entièrement la matière plastique acrylique alvéolaire.

[…]

Ce sont le dioxyde de titane et le noir de carbone qui confèrent à ce produit son opacité, alors que les tontisses de coton recouvrent la surface extérieure du tissu, empêchant la couche de matière plastique acrylique de coller et donnant au tissu un aspect similaire à celui d'un tissu suédé.

Le Secrétariat partage le point de vue de votre administration selon lequel on ne peut ignorer l'importance de ces couches additionnelles, étant donné l'usage qui sera fait de ce produit textile (fabrication de doublures pour rideaux opaques).

Le Secrétariat convient aussi avec vous que le produit en question peut être assimilé à un tissu enduit du type décrit à la page 1036 des notes explicatives, au point g) 1); par conséquent, le Secrétariat le classerait en principe sous la position 59.07, en application de la règle d'interprétation 1."

7.263 Il semble que les produits examinés par le Secrétariat de l'OMD comprenaient des tissus stratifiés avec de la matière plastique alvéolaire. En outre, le produit en question comportait une couche extérieure visible constituée de tontisses de coton, qui recouvrait entièrement la matière plastique acrylique alvéolaire. Comme il est indiqué précédemment, les produits qui ont été classés par le Bureau des douanes principal de Brême et dans la décision rendue par le ZPLA de Hambourg concernant Bautex ont été définis comme se composant essentiellement de matières plastiques et non de matières textiles, ce qui les différencie sans doute des produits examinés par le Secrétariat de l'OMD. Par ailleurs, les produits qui ont été classés dans la lettre du ZPLA de Hambourg adressée à Ornata ont été définis comme comportant des "fibres de tontisses" qui n'étaient pas "visibles à l'œil nu". Là encore, l'absence d'une couche visible de tontisses les différencie sans doute des produits examinés par le Secrétariat de l'OMD. En effet, bien qu'il ne soit pas contraignant, l'avis du Secrétariat de l'OMD semble indiquer qu'en l'absence d'une couche extérieure visible de tontisses de coton recouvrant entièrement la matière plastique acrylique alvéolaire (qui caractérisait apparemment les produits visés par l'avis de classement émis par le Secrétariat de l'OMD), les produits auraient pu être classés sous la position 3921.

7.264 D'après les éléments de preuve limités dont il dispose, le Groupe spécial ne peut que supposer que les produits qui ont été classés par le Bureau des douanes principal de Brême, dans la décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg et dans la lettre du ZPLA de Hambourg adressée à Ornata n'étaient pas identiques à ceux qui ont été classés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique. Cela indique au Groupe spécial qu'il y avait une base objectivement justifiable permettant aux autorités douanières allemandes d'estimer que les produits qui avaient été classés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique étaient différents de ceux qui avaient été classés par les autorités douanières allemandes.

7.265 Par conséquent, le Groupe spécial n'est pas d'avis que les *décisions* divergentes concernant le classement tarifaire rendues, d'une part, par les autorités douanières allemandes et, d'autre part, par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique représentent une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Comme nous l'avons dit précédemment, nous estimons que, d'après les éléments de preuve limités dont disposait le Groupe spécial, il y avait une base factuelle objective qui justifiait la décision des autorités douanières allemandes de classer le produit en question d'une manière différente par rapport aux autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique. Néanmoins, le Groupe spécial note que les États-Unis contestent aussi implicitement le *processus administratif* qui a conduit à des décisions divergentes concernant le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures.[501] Nous examinons ce processus immédiatement ci-après.

> Processus administratif ayant conduit aux décisions concernant le classement tarifaire du produit en question par les autorités douanières allemandes

7.266 Le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle le terme "administer" (appliquer) figurant à l'article X:3 a) du GATT de 1994 se rapporte à l'application des lois et règlements, y compris aux processus administratifs. Selon le Groupe spécial, le processus administratif conduisant à une décision concernant le classement tarifaire, comme le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures, constitue un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En outre, il s'agit d'un cas d'application du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire, question qui relève du mandat du Groupe spécial.

Moyen d'interprétation utilisé par l'Allemagne

7.267 De l'avis du Groupe spécial, un système d'administration douanière qui permet aux autorités douanières ou, du moins, qui ne leur interdit pas, dans l'exercice de leurs fonctions, d'avoir unilatéralement recours à des moyens d'interprétation qui ne sont pas prévus par les règles d'application obligatoire pour toutes les autorités douanières, comme dans les Communautés européennes, pourrait conduire dans certaines circonstances à une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.268 La décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg fait explicitement référence à un moyen d'interprétation qui était propre à l'Allemagne.[502] En particulier, cette décision se réfère à une note relative au chapitre 59 du Tarif intitulée "Erl. Zu Kap. 59 NEH Rz. 02.0 ff".[503] En particulier, le moyen d'interprétation énonce des critères, qui visent à déterminer si l'élément textile

[501] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 71 et 72.

[502] Les Communautés européennes ne contestent pas que la décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg était fondée, du moins en partie, sur un moyen d'interprétation qui était propre à l'Allemagne. (Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 343)

[503] Cette note figure dans les "Décisions et Orientations nationales relatives au chapitre 59 du Tarif douanier allemand" (original et traduction en anglais) (pièce US-43).

d'un produit ne sert que de support ou non, conformément à la note 2 a) 5) relative au chapitre 59 du Tarif douanier commun. Le moyen d'interprétation dispose entre autres choses que, pour déterminer si l'élément textile d'un produit ne sert que de support ou non, il est nécessaire d'examiner si le tissu en question a une "armure compacte". Ce critère semble avoir été utilisé par les autorités douanières allemandes dans chacune des trois décisions qui nous ont été communiquées.

7.269 En particulier, comme il est indiqué précédemment, la décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg fait explicitement référence à un moyen d'interprétation qui était propre à l'Allemagne, puis indique que "le tissu n'est pas dense dans la marchandise examinée".[504] Autrement dit, le ZPLA de Hambourg semble avoir établi une corrélation entre le critère relatif à la "compacité de l'armure" énoncé dans le moyen d'interprétation allemand et le critère relatif à la densité du tissu. Ce critère de densité a également été invoqué par le Bureau des douanes principal de Brême[505] et par le ZPLA de Hambourg pour ce qui est de l'avis concernant Ornata.[506]

7.270 En particulier, le moyen d'interprétation auquel les autorités douanières allemandes ont eu recours, chacun de ces cas ne figure pas dans les chapitres pertinents du Tarif douanier commun, à savoir les chapitres 39 et 59.[507] Les Communautés européennes font valoir que le critère relatif à la densité du tissu a été défini en vertu du Règlement (CE) n° 1458/97 de la Commission.[508] Comme les Communautés européennes l'expliquent elles-mêmes, ce règlement concerne le classement des vêtements. Le Groupe spécial est d'avis qu'il est difficile d'accepter le fait qu'un produit qui a été considéré comme étant essentiellement de la matière plastique par deux des autorités douanières allemandes en question (c'est-à-dire le Bureau des douanes principal de Brême et le ZPLA de Hambourg, s'agissant de la décision concernant Bautex) serait classé par ces autorités douanières à l'aide d'un moyen d'interprétation élaboré par analogie avec un règlement visant des produits textiles. Par ailleurs, même si le critère relatif à la densité du tissu se résumait à ce que les Communautés européennes décrivent comme étant "purement un moyen d'interprétation élaboré à des fins administratives qui n'a aucunement force de loi et qui ne déroge pas au droit communautaire"[509], le Groupe spécial note que le critère semble avoir joué un rôle capital dans la décision des autorités douanières allemandes quant à la manière de classer les produits en question.[510]

7.271 Le Groupe spécial ne dispose d'aucun élément de preuve indiquant que d'autres États membres ont eu recours à un moyen analogue à celui utilisé par les autorités douanières allemandes en ce qui concerne le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures. De surcroît, le moyen d'interprétation utilisé par les autorités douanières allemandes ne figure pas dans les chapitres pertinents du Tarif douanier commun.[511] En outre, il semble que le moyen d'interprétation

---

[504] Voir plus haut le paragraphe 7.252.

[505] En particulier, le Bureau des douanes principal de Brême indique que "le tissu n'est pas dense". Voir plus haut le paragraphe 7.251.

[506] La décision concernant Ornata rendue par le ZPLA de Hambourg indique que "le tissu filé n'est pas dense". Voir plus haut le paragraphe 7.253.

[507] À cet égard, voir plus haut les paragraphes 7.175 et 7.176.

[508] Règlement (CE) n° 1458/97 de la Commission relatif au classement de certaines marchandises dans la [N]omenclature combinée (pièce EC-78).

[509] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 344, dans lequel il est fait référence à la pièce EC-79, paragraphe 19.

[510] À cet égard, le Groupe spécial note que les Communautés européennes font valoir qu'il n'est pas interdit aux autorités des États membres de publier des lignes directrices administratives ou d'autres documents non contraignants à des fins administratives. Toutefois, la CEJ a confirmé que de telles mesures ne pouvaient en aucune façon déroger à l'application du droit communautaire. (Réponse des Communautés européennes à la question n° 157 du Groupe spécial)

[511] À cet égard, le Groupe spécial note que les Communautés européennes font observer que les États membres ne peuvent agir pour compléter les dispositions figurant dans le droit communautaire que s'ils sont expressément autorisés à le faire ou qu'une question particulière n'est pas traitée dans le droit communautaire.

utilisé par l'Allemagne a influé par le passé et pourrait continuer d'influer à l'avenir sur le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures dans les Communautés européennes. Ces facteurs démontrent que le recours des autorités douanières allemandes au moyen d'interprétation en question représente une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Décisions concernant le classement tarifaire dans les autres États membres

7.272 À titre d'observation, un système d'administration douanière qui ne *prescrit* pas aux autorités douanières de se référer aux décisions rendues par d'autres autorités douanières œuvrant dans le cadre du même système et/ou qui ne les *oblige* pas à coopérer avant de rendre des décisions douanières, comme dans les Communautés européennes, pourrait conduire dans certaines circonstances à une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[512]

7.273 En l'espèce, le Groupe spécial note également que, même s'il a reconnu l'existence de "nombreuses décisions à caractère contraignant relatives aux droits de douane … rendues concernant des marchandises comparables"[513], le Bureau des douanes principal de Brême a ensuite ajouté, sans aucune explication, qu'il "ne voyait aucune raison d'annuler l'avis de modification des droits de douane contestés". De même, dans la décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg, l'autorité douanière allemande a évoqué une décision concernant le classement rendue par l'autorité douanière belge, mais l'a écartée sous prétexte que "le recours aux mêmes documents à des fins de classement dans tous les cas renforce le soupçon que les documents ne correspondent pas forcément à la marchandise".[514]

7.274 Le Groupe spécial est d'avis que le fait que le Bureau des douanes principal de Brême n'a pas tenu compte des "nombreuses décisions à caractère contraignant relatives aux droits de douane … rendues concernant des marchandises comparables" ou, du moins, qu'il n'a pas expliqué pourquoi il les jugeait non pertinentes pour le classement en question n'est pas compatible avec l'obligation d'application uniforme inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial estime qu'il incombait d'autant plus au Bureau des douanes principal de Brême de fournir ces explications que Bautex-Stoffe GmbH – société ayant demandé au Bureau des douanes principal de Brême de réviser le classement des produits – s'était élevée à de nombreuses reprises contre le classement des produits sous la position 3921 au motif que les marchandises consistaient en tissu de polyester et de laine, enduit d'acrylique et recouvert de tontisses de fibres de coton[515], et que le Bureau des douanes principal de Brême connaissait à l'évidence l'existence des décisions concernant le classement rendues par d'autres autorités douanières pour des "marchandises comparables". Pour les mêmes raisons, le Groupe spécial estime qu'il n'était pas opportun que l'autorité douanière allemande – dans la décision concernant Bautex rendue par le ZPLA de Hambourg – écarte le classement tarifaire effectué par les autorités douanières belges au seul motif qu'elle "soupçonnait" que les documents déposés pour le

---

(Réponse des Communautés européennes à la question n° 157 du Groupe spécial) S'agissant du classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures, le Groupe spécial note que cela semble être couvert par le Tarif douanier commun. De plus, le Groupe spécial ne dispose d'aucun élément de preuve indiquant que des États membres ont été expressément autorisés à compléter le Tarif douanier commun en ce qui concerne le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures.

[512] À cet égard, voir plus haut le paragraphe 7.177.

[513] Bureau des douanes principal de Brême, lettre d'avis de décision adressée à Bautex-Stoffe GmbH, 22 septembre 2004 (original et traduction en anglais) ("décision concernant Bautex-Stoffe") (pièce US-23).

[514] Lettre de la Direction générale des finances de Hambourg adressée au Bureau des douanes principal de Brême concernant la contestation de Bautex-Stoffe GmbH, 3 février 2003 (original et traduction en anglais) (pièce US-41).

[515] Comme il ressort de la page 2 de la lettre d'avis de décision adressée par le Bureau des douanes principal de Brême à Bautex-Stoffe GmbH, 22 septembre 2004 (original et traduction en anglais) ("décision concernant Bautex-Stoffe") (pièce US-23), dans laquelle il est fait référence aux lettres datées du 2 mai 2001, du 25 août 2001, du 22 août 2002 et du 14 mai 2003.

classement de ces produits par les autorités douanières belges ne correspondaient pas aux produits eux-mêmes.[516]

7.275 En effet, il est possible que si l'examen par les autorités douanières allemandes des décisions concernant le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures rendues par les autorités douanières d'autres États membres, était allé au-delà d'une simple mention sommaire, comme le montrent leurs décisions respectives, le classement des produits par les autorités douanières allemandes n'aurait peut-être pas été différent de ceux effectués par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique. De l'avis du Groupe spécial, le manquement évident de la part des autorités douanières allemandes à l'obligation d'examiner sérieusement les décisions d'autres autorités douanières concernant le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures pourrait avoir influé et pourrait continuer d'influer, à l'avenir, sur le commerce des doublures opaques pour rideaux et tentures dans les Communautés européennes.[517] Ces facteurs démontrent que le traitement par les autorités douanières allemandes des décisions concernant le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures rendues par d'autres autorités douanières représente une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Conclusion

7.276 En conclusion, le Groupe spécial estime que le processus administratif conduisant au classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures représente une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial est d'avis que les actes d'application non uniforme qui ont eu lieu entre 1999 et 2002 en ce qui concerne le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures continuent d'avoir un effet potentiel. En particulier, les autorités douanières allemandes peuvent recourir à un moyen d'interprétation propre à l'Allemagne pour décider de la manière de classer les doublures opaques pour rideaux et tentures alors que, apparemment, les autorités douanières des autres États membres ne se fondent pas sur le même moyen d'interprétation. En outre, les autorités douanières allemandes ne sont pas tenues de se référer aux décisions des autres autorités douanières lorsqu'elles classent les doublures opaques pour rideaux et tentures, même dans les cas où il est possible que les produits visés par ces décisions soient identiques ou similaires. Par conséquent, le Groupe spécial constate qu'il y a violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures.

[516] S'agissant de sa lettre concernant Ornata, le ZPLA de Hambourg a dit: "Dans votre lettre de contestation du 18 décembre 1997, vous indiquez qu'un certain nombre de décisions fondamentales ont été rendues par les autorités financières de l'UE à Bruxelles en ce qui concerne la marchandise relevant du code 5907 0090 900. Puis-je vous demander de me communiquer les numéros des documents et les dates des décisions, si vous les connaissez? Si vous avez d'autres renseignements et récépissés indiquant que des marchandises identiques ont été traitées différemment dans d'autres pays de l'UE (c'est-à-dire un classement sous une position autre que la position 3921), veuillez me faire parvenir les documents pour clarifier cette situation." (traduction officieuse) (lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg-Waltershof adressée à Ornata GmbH en réponse à la contestation d'un classement (29 juillet 1998), page 2 (pièce US-50). Le Groupe spécial ne dispose d'aucun élément de preuve indiquant que les documents relatifs à des marchandises identiques qui avaient été demandés par le ZPLA de Hambourg n'ont pas été fournis ni qu'ils n'ont pas été pris en compte par le ZPLA de Hambourg.

[517] Par exemple, cela pourrait avoir pour effet de détourner les échanges vers des États membres autres que l'Allemagne à cause des processus administratifs utilisés – du moins par certaines autorités douanières allemandes – en ce qui concerne le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures.

v) Classement tarifaire des écrans plats avec affichage à cristaux liquides et interface vidéo numérique

Résumé des arguments des parties

Éléments de preuve de l'existence d'une divergence en matière de classement

7.277 Les **États-Unis** évoquent une affaire concernant un RTC relatif au classement des moniteurs plats avec affichage à cristaux liquides (ACL) et interface vidéo numérique (DVI). Ils relèvent que jusqu'en 2004, les autorités douanières des États membres avaient toujours classé ces moniteurs comme "moniteurs informatiques" sous la position 8471 du Tarif douanier commun ("Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités …"). Ils font observer qu'en 2004, les autorités douanières des Pays-Bas ont pourtant commencé à classer les marchandises comme "moniteurs vidéo" sous la position 8528 du Tarif douanier commun ("Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; moniteurs vidéo et projecteurs vidéo"). Ils font également observer que cette question de classement a été portée à l'attention du Comité du Code des douanes. Selon eux, le Comité ne l'a pas définitivement réglée. Au lieu de cela, en mars 2005, le Conseil de l'Union européenne a publié un règlement qui a temporairement réglé la question pour certains des moniteurs en cause (à savoir les moniteurs dont la diagonale n'excède pas 19 pouces et de format 4:3 ou 5:4). Toutefois, les États-Unis font observer que ce règlement ne fait que suspendre les droits sur ces moniteurs jusqu'au 31 décembre 2006 et qu'entre-temps, il laisse non réglée la question du classement des moniteurs dont la diagonale excède 19 pouces, qu'au moins un État membre (les Pays-Bas) continue de classer comme moniteurs vidéo.[518] Selon les États-Unis, les produits dont la taille excède le seuil fixé dans le règlement du Conseil restent soumis à des droits en fonction du classement retenu par les autorités douanières des différents États membres.[519]

7.278 Les **Communautés européennes** répondent que le classement correct des moniteurs en cause est une question qui se pose depuis assez peu de temps et qui tient à la convergence croissante entre l'informatique et l'électronique grand public. De nombreux moniteurs ACL peuvent, du fait de leur conception et de leurs caractéristiques techniques, servir aussi bien de moniteurs informatiques que de moniteurs vidéo. Les Communautés européennes font observer qu'il est donc difficile pour les autorités douanières d'établir objectivement la fonction précise que tel ou tel moniteur est censé remplir.[520] Les Communautés européennes relèvent aussi qu'on trouve sur le marché de nombreux types de moniteurs ACL qui se différencient, notamment par leur taille, leurs interfaces, les signaux qu'ils peuvent traiter et leur conception générale. Elles estiment que dans la mesure où ces caractéristiques peuvent avoir une incidence sur leur utilisation, les différences entre les divers types de moniteurs peuvent aussi devoir être prises en compte.[521] Elles soutiennent que les éléments de preuve invoqués par les États-Unis à l'appui de leurs allégations n'attestent pas l'existence d'un problème d'application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994, mais qu'ils indiquent plutôt qu'il s'agit d'une question en voie d'être réglée. Elles font observer à cet égard que le classement des moniteurs en question est actuellement à l'étude et que des mesures pertinentes seront prochainement soumises au Comité du Code des douanes.[522]

[518] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 74, dans lequel il est fait référence au Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005 (pièce US-28).
[519] Réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial.
[520] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 349.
[521] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 350.
[522] Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 15.

Mesures prises par les Communautés européennes pour régler la question de la divergence en matière de classement

7.279 Les **Communautés européennes** relèvent que le Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005 suspend temporairement, jusqu'au 31 décembre 2006, les droits applicables aux moniteurs vidéo dont la diagonale d'écran n'excède pas 48,5 cm et de format 4:3 ou 5:4.[523] Elles expliquent que cette mesure a pour objet de faire en sorte que les importateurs concernés sachent à quoi s'en tenir pour ce qui est du traitement tarifaire qui leur sera appliqué pendant une période de transition. Cette suspension a été limitée aux moniteurs qui, en raison de leur taille, sont plus susceptibles de servir de moniteurs informatiques que les moniteurs plus grands. Une suspension temporaire des droits a été préférée à un règlement relatif au classement parce que, selon les Communautés européennes, elle permet de continuer à observer les évolutions technologiques et commerciales intervenant dans ce segment du marché.[524] Les Communautés européennes expliquent qu'en pratique, la suspension des droits remplit exactement la même fonction qu'un règlement relatif au classement. Elle garantit aux négociants qu'indépendamment de la question de savoir si les marchandises relèvent des positions 8471 ou 8528, elles bénéficieront du même traitement tarifaire. Les Communautés européennes notent que l'association professionnelle concernée a dit du Règlement n° 493/2005 que c'était "une demande de suspension très importante qui, une fois adoptée telle que proposée, serait dans l'intérêt de tous les importateurs de ces produits".[525] Elles font observer qu'avant l'expiration de la mesure de suspension, leurs institutions réexamineront la situation et adopteront toutes les mesures éventuellement nécessaires.[526]

7.280 Les **États-Unis** font observer que face au problème du classement divergent, les Communautés européennes se sont bornées à adopter un règlement qui suspend temporairement les droits sur certains moniteurs ACL avec interface vidéo numérique sans se soucier du classement de ces marchandises. Ils notent que la suspension temporaire des droits ne s'applique qu'aux moniteurs dont la taille n'excède pas un seuil spécifié. Ceux qui l'excèdent continuent d'être soumis à un classement qui diffère d'un État membre à l'autre.[527] Les États-Unis se demandent aussi si l'adoption d'un règlement du Conseil plutôt que d'un règlement relatif au classement approuvé par le Comité du Code des douanes pour traiter temporairement certains moniteurs ACL constitue une application uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Selon eux, un règlement portant suspension des droits est très différent d'un règlement relatif au classement. L'un est une solution temporaire, l'autre une détermination définitive concernant une question technique. À leur avis, la possibilité qu'a le Conseil d'adopter un règlement portant suspension des droits ne démontre pas que le système est en mesure d'assurer l'uniformité lorsqu'il s'agit d'appliquer les règles relatives au classement. D'ailleurs, le fait même que la question du classement n'est toujours pas réglée montre que le système ne peut pas assurer l'uniformité dans ce domaine.[528] Les États-Unis estiment donc que le règlement portant suspension ne s'appliquant qu'aux moniteurs dont la taille n'excède pas un certain seuil, ne règle pas, en fait, la question sous-jacente du classement puisque, pour les moniteurs dont la taille excède ce seuil, une situation de non uniformité ayant de sérieuses conséquences financières demeure.[529] Selon eux, les négociants organisent leurs activités commerciales dans une perspective à long terme et, lorsqu'ils prennent leurs décisions en matière d'expédition, il est probable qu'ils tiennent compte du

[523] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 356, dans lequel il est fait référence au Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005 (pièce US-28).
[524] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 357.
[525] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 358, dans lequel il est fait référence à la pièce EC-84.
[526] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 357.
[527] Réponse des États-Unis à la question n° 17 b) du Groupe spécial.
[528] Réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial.
[529] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 53.

point de savoir quelles autorités douanières accorderont le traitement tarifaire le plus favorable à l'expiration du règlement temporaire.[530]

7.281 Les **Communautés européennes** font observer que les États-Unis semblent insinuer qu'elles ont choisi le Règlement n° 493/2005 pour, en quelque sorte, contourner le Comité du Code des douanes. Elles contestent cela, faisant valoir que l'adoption du Règlement n° 493/2005 a exigé une majorité qualifiée des États membres du Conseil, exactement comme un avis favorable du Comité dans le cadre de la procédure de gestion ou de la procédure de réglementation. Si la voie d'un règlement du Conseil a été choisie, c'est plutôt parce que cela semblait mieux adapté aux circonstances propres à l'affaire.[531] Les Communautés européennes ajoutent qu'elles ont adopté une autre mesure pertinente, à savoir le Règlement n° 634/2005, qui classe les moniteurs ACL d'un type particulier sous la position 8528. Actuellement, la Commission continue de suivre la situation et elle adoptera éventuellement d'autres règlements relatifs au classement des moniteurs ACL ou d'autres mesures appropriées lorsqu'il y aura lieu.[532]

7.282 Les Communautés européennes font également observer que l'argument relatif aux plans à long terme des négociants est dénué de pertinence aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Elles estiment que si cet article prescrit une application uniforme, il n'interdit pas de modifier la législation et ne garantit pas le maintien de certaines mesures pour tenir compte des attentes des négociants. Il ne préjuge donc pas du point de savoir quelles mesures les Communautés européennes adopteront à l'expiration du Règlement n° 493/2005 afin d'assurer une application uniforme.[533] Les Communautés européennes font également valoir que le fait que le Règlement n° 493/2005 n'est valable que jusqu'au 31 décembre 2006 n'enlève rien à son utilité pour assurer actuellement un traitement tarifaire uniforme sur tout leur territoire. De plus, avant qu'il vienne à expiration, les Communautés européennes examineront la situation et adopteront les mesures qui seront nécessaires. Elles font observer que les États-Unis ne peuvent pas fonder une allégation d'application non uniforme en se bornant à conjecturer qu'elles pourraient ne pas prendre certaines mesures à l'avenir.[534] Le point de savoir si une disposition les oblige à prendre les mesures nécessaires à l'expiration du Règlement n° 493/2005 est donc, selon elles, dénué de pertinence.[535]

7.283 Les Communautés européennes font aussi valoir que les États-Unis ont tort d'alléguer que le Règlement n° 493/2005 ne garantit pas une application uniforme parce que la mesure a trait à la suspension d'un droit et non au classement d'un produit. À cet égard, elles notent que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne prescrit pas une application uniforme en tant que fin en soi mais plutôt pour garantir des conditions uniformes de traitement des négociants. Par conséquent, on peut considérer que cet article n'est violé que dans les cas où des variations dans la pratique ont en fait une incidence notable pour eux. En ce qui concerne les moniteurs ACL visés par le Règlement n° 493/2005, il n'y a pas, grâce à lui, de différences en matière de droits de douane entre les moniteurs classés sous la position 8471 et ceux classés sous la position 8528 puisque le droit de douane est nul pour l'une comme pour l'autre. Il n'y a pas non plus d'autres différences de traitement pertinentes. En conséquence, même s'il y avait des différences de classement tarifaire pour les moniteurs en cause, cela n'aurait pas d'incidence pour les négociants. Les Communautés européennes expliquent que c'est

[530] Réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial.
[531] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 360.
[532] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 361, dans lequel il est fait référence à la pièce EC-85.
[533] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial.
[534] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 122; et observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial.
[535] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial.

pour cela que les milieux d'affaires étaient, en fait, très favorables à la mesure.[536] Elles font observer, en outre, que même si le Groupe spécial estimait qu'il y avait incompatibilité avec l'article X:3 a) du GATT de 1994, cette incompatibilité ne pourrait pas être considérée comme une annulation ou une réduction d'un avantage résultant pour les États-Unis de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Dans le cas des moniteurs ACL, le traitement tarifaire de ceux qui sont visés par le Règlement n° 493/2005 est uniforme et le droit est nul. La présomption d'annulation ou de réduction d'un avantage établie par l'article 3:8 du Mémorandum d'accord devrait donc être considérée comme réfutée en l'espèce.[537]

7.284 Les **États-Unis** répondent que lorsqu'elles donnent à entendre que les milieux d'affaires sont satisfaits des mesures qu'elles ont prises jusqu'à présent en ce qui concerne le classement tarifaire des moniteurs ACL, les Communautés européennes sont démenties par des déclarations récentes du secteur concerné au sujet de cette question de classement. Plus précisément, dans une lettre adressée en septembre 2005 au Directeur des affaires internationales et des questions tarifaires de la Commission, l'association professionnelle qui s'est intéressée à cette question ("l'EICTA") a déclaré que "sans cette clarification [du classement des moniteurs dont la taille excède le seuil fixé dans le règlement portant suspension des droits], le secteur est confronté à une situation inacceptable où divers États membres appliquent les règles relatives au classement d'une manière divergente, causant un désavantage concurrentiel pour certains importateurs et rendant les conséquences des décisions en matière d'approvisionnement et d'acheminement presque totalement imprévisibles".[538] De plus, l'EICTA a récemment [le 6 décembre 2005] fait part à la Commission de sa vive préoccupation à ce sujet. Selon les États-Unis, l'EICTA a non seulement mentionné son désaccord de fond avec le règlement envisagé par la Commission mais aussi indiqué qu'elle était consternée par le fait que la Commission ne l'avait pas consultée et n'avait pas répondu à sa lettre du 2 septembre 2005 relative à cette question.[539]

7.285 Les **Communautés européennes** rétorquent que dans sa lettre, l'EICTA demande expressément à la Commission de reporter l'examen du règlement relatif au classement. Elles se demandent comment le report d'une mesure qui contribuera à garantir une application uniforme étaye la thèse des États-Unis selon laquelle elles ne s'y emploient pas suffisamment. Quant à la lettre de l'EICTA, les Communautés européennes soutiennent que de même qu'un certain nombre d'autres mesures[540], elle ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Enfin, elles font observer que sur la base de consultations en cours avec les autorités douanières des États membres ainsi qu'avec le secteur concerné, la Commission européenne a élaboré un projet de règlement relatif au classement des moniteurs ACL. Cette mesure sera soumise pour avis au Comité du Code des douanes à sa réunion du 16 décembre 2005.[541]

---

[536] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 123, dans lequel il est fait référence à la lettre faisant part de la réaction du secteur au Règlement n° 493/2005 relatif aux moniteurs vidéo ACL, 16 novembre 2004 (pièce EC-84).

[537] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 124.

[538] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 53, dans lequel il est fait référence à la lettre de M. Mark MacGann, Directeur général de l'EICTA, adressée à M. Manuel Arnal Monreal, Directeur des affaires internationales et des questions tarifaires, Commission européenne, 2 septembre 2005, page 1 (pièce US-75).

[539] Réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à la lettre de M. Mark MacGann, Directeur général de l'EICTA, adressée à M. Manuel Arnal Montreal, Directeur des affaires internationales et des questions tarifaires, Commission européenne, 6 décembre 2005 (pièce US-81).

[540] Plus précisément, les Communautés européennes se réfèrent aux pièces US-75 à 78.

[541] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial, dans lesquelles il est fait référence au nouveau Projet de règlement relatif aux moniteurs ACL, 29 novembre 2005 (pièce EC-163) et ordre du jour du Comité du Code des douanes, 21 novembre 2005 (pièce EC-164).

Avis du Comité du Code des douanes

7.286 Les **Communautés européennes** font observer que le Comité du Code des douanes a été saisi pour la première fois en avril 2004 de la question du classement des moniteurs ACL et qu'il a depuis lors examiné la situation à intervalles réguliers. Cette question exigeant un apport technique du secteur, le Comité, conformément à l'article 9 de son règlement intérieur, a procédé à l'audition de représentants de celui-ci.[542] Les Communautés européennes notent qu'à sa 346ème réunion tenue du 30 juin au 2 juillet 2004, le Comité a conclu qu'"à moins que l'importateur ne puisse démontrer que le moniteur est destiné à être utilisé uniquement avec une machine automatique de traitement de l'information (position 8471) ou comme tableau annonciateur (position 8531), il doit être classé sous la position 8528".[543] Sur la base de ce qui précède, les Communautés européennes soutiennent que les allégations des États-Unis selon lesquelles les Pays-Bas ont classé à tort les moniteurs ACL comme moniteurs vidéo sont infondées puisque ce classement est en principe conforme au Tarif douanier commun, comme l'a confirmé le Comité du Code des douanes.[544]

7.287 Les **États-Unis** rétorquent qu'en qualifiant le classement néerlandais de "conforme" au Tarif douanier commun, les Communautés européennes donnent à entendre que plusieurs classements peuvent être "conformes". Selon eux, lorsque plusieurs classements sont "conformes" au Tarif douanier commun, les Communautés européennes ne disposent pas d'un mécanisme permettant de concilier systématiquement les classements différents adoptés par les autorités de différents États membres. Les États-Unis ajoutent que la conclusion du Comité du Code des douanes selon laquelle le classement néerlandais est censé être "conforme" n'est pas elle-même conforme à la note de chapitre pertinente du Tarif douanier commun. Plus précisément, cette conclusion interdirait de classer un moniteur comme moniteur informatique sous la position tarifaire 8471 à moins que l'importateur ne puisse démontrer que celui-ci "est destiné à être utilisé *uniquement* avec une machine automatique de traitement de l'information"[545] – un ordinateur. Toutefois, selon les États-Unis, en vertu des notes de chapitre pertinentes, un moniteur peut être classé comme moniteur informatique s'"il [est] du type utilisé *exclusivement ou principalement* dans un système automatique de traitement de l'information".[546]

7.288 Les États-Unis notent aussi que le Règlement n° 634/2005 classant les moniteurs d'un type particulier sous la position 8528 dispose qu'"[u]n classement dans le n° 8471 60 est exclu car le moniteur n'est pas du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information …".[547] Les États-Unis observent que le critère retenu dans le règlement est celui de l'utilisation exclusive ou principale, comme il est indiqué dans la note 5 relative au chapitre 84 du Tarif douanier commun. Par contre, le Comité du Code des douanes a conclu que l'importateur devait démontrer que "le moniteur était destiné à être utilisé *uniquement* avec une machine automatique de traitement de l'information" pour pouvoir être classé sous la position 8471. Selon les États-Unis, la conclusion du Comité du Code des douanes, qui remplace le critère de l'utilisation exclusive ou principale énoncé dans le Tarif douanier commun par un critère d'utilisation exclusive, diminue l'uniformité au lieu de la favoriser. À leur avis, les autorités des États membres sont maintenant confrontées à deux critères contradictoires pour le classement des moniteurs ACL

[542] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 352.
[543] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 353.
[544] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 354.
[545] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 353.
[546] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 28; et réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence au Règlement n° 1810/2004 de la Commission du 7 septembre 2004 modifiant l'annexe I du [R]èglement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au Tarif douanier commun, 30 octobre 2004, page 504 (chapitre 84, note 5 B) a)) (pas d'italique dans l'original). (pièce US-46)
[547] Règlement (CE) n° 634/2005 de la Commission du 26 avril 2005 relatif au classement de certaines marchandises dans la [N]omenclature combinée (pièce EC-85).

avec interface vidéo numérique pour machines automatiques de traitement de l'information – le critère de l'utilisation exclusive ou principale énoncé dans les notes de chapitre du Tarif douanier commun et le critère d'utilisation exclusive énoncé dans la conclusion du Comité du Code des douanes.[548]

7.289 Les **Communautés européennes** répondent que le Comité du Code des douanes est parvenu à sa conclusion en se fondant sur plusieurs exposés du secteur concerné. Sur cette base, il a conclu que le secteur n'avait réussi à formuler aucun critère en application duquel l'utilisation principale pouvait être établie.[549] Les Communautés européennes ajoutent qu'elles ne voient pas quelle pourrait être l'utilité des conclusions du Comité du Code des douanes si elles devaient se borner à reprendre les formulations de la Nomenclature combinée. Selon les Communautés européennes, pour assurer l'application uniforme du Tarif douanier commun, le Comité doit pouvoir, sur la base des données de fait disponibles et en agissant conformément à ce tarif, parvenir à des conclusions spécifiques concernant le classement de marchandises données. C'est de cette manière que le Comité peut et doit contribuer au classement uniforme des marchandises sur tout le territoire des Communautés européennes.[550]

7.290 Les **États-Unis** rétorquent que la conclusion du Comité du Code des douanes a placé les autorités des États membres devant le dilemme d'avoir à décider quel poids lui donner compte tenu de l'existence d'une note de chapitre apparemment contradictoire, à savoir la note 5 relative au chapitre 84 du Tarif douanier commun.[551] Ils estiment que les approches différentes retenues par les autorités des États membres témoignent de ce dilemme. Dans un avis de classement tarifaire délivré en 2004, par exemple, l'autorité douanière du Royaume-Uni, s'en tenant manifestement à la conclusion du Comité du Code des douanes, a indiqué qu'"à partir d'octobre 2004, les moniteurs ACL à matrice active avec entrée DVI devaient être classés sous le code 8528 21 90 de la Nomenclature combinée (NC)".[552] Donc, selon les États-Unis, le Royaume-Uni semble s'en tenir à l'avis du Comité du Code des douanes et classer tous les moniteurs de ce type sous la position 8528, qu'il s'agisse d'une utilisation exclusive ou principale. Quant aux Pays-Bas, les États-Unis font observer qu'ils ont renoncé à suivre les orientations arrêtées par le Comité du Code des douanes par crainte d'effets défavorables sur le commerce et qu'ils appliquent maintenant leurs propres critères pour déterminer s'il y a lieu de classer les moniteurs sous les positions 8528 ou 8471. Plus précisément, dans un décret de juillet 2005, l'autorité douanière néerlandaise a expliqué que depuis avril 2004, elle classait les moniteurs ACL avec interface vidéo numérique sous la position tarifaire 8528, compte tenu d'un règlement de la Commission concernant les moniteurs à plasma, et ajouté que "cette ligne de conduite n'était pas suivie par tous les États membres. Il s'ensuivait un détournement d'activité qui nuisait à la compétitivité de l'industrie néerlandaise dans le secteur de la logistique et des services. C'était la raison pour laquelle les Pays-Bas définissaient plus précisément la ligne de conduite à suivre pour le classement de certains moniteurs ACL dans la Nomenclature combinée".[553] Par conséquent, le décret énonce des critères que les Pays-Bas suivent depuis le 22 novembre 2004 pour déterminer si les moniteurs ACL avec interface vidéo numérique doivent être classés sous la position 8471 ou sous la position 8528. Ces critères, qui englobent un certain nombre de facteurs, y compris la manière dont la marchandise est présentée dans les prospectus, sont manifestement propres aux Pays-Bas puisqu'ils ne figurent dans aucun règlement ni même dans aucune orientation des CE. De plus, en dépit de la conclusion du Comité du Code des douanes, l'autorité allemande semble avoir continué de classer les

[548] Réponse des États-Unis à la question n° 17 b) du Groupe spécial.
[549] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 127.
[550] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 128.
[551] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 54.
[552] HM Customs & Excise, Tariff Notice 13/04 (pièce US-76).
[553] Douanerechten. Indeling van bepaalde LCD monitoren in de gecombineerde nomenclatuur, n° CPP2005/1372M, 8 juillet 2005 (original et traduction officieuse en anglais) (pièce US-77).

moniteurs ACL avec interface vidéo numérique sous la position 8471, même dans les cas où ils sont destinés principalement, mais non exclusivement, à être utilisés avec des ordinateurs.[554]

Analyse par le Groupe spécial

7.291 Le Groupe spécial note que les États-Unis contestent la divergence dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique par les autorités douanières des États membres des Communautés européennes.[555]

7.292 De l'avis du Groupe spécial, le classement tarifaire d'un produit, y compris des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique, constitue un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte administratif est une question qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il s'agit d'un cas d'application du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire.[556]

7.293 S'agissant de la question de savoir si le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique est "uniforme" ou non au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que l'uniformité géographique est requise au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Autrement dit, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial rappelle également qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial estime que la contestation par les États-Unis du classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique est de nature circonscrite. Elle ne suppose l'interprétation que de quelques positions tarifaires du Tarif douanier commun pour déterminer le classement d'un seul produit – à savoir les moniteurs ACL avec interface vidéo numérique. Par conséquent, étant donné la délimitation étroite de cette contestation, le Groupe spécial estime qu'un degré d'uniformité élevé est requis aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous passons maintenant aux faits pour déterminer si ce degré d'uniformité élevé a été atteint ou non pour ce qui est du classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique.

7.294 Le Groupe spécial note que les Communautés européennes ne semblent pas contester qu'en 2004, une divergence est apparue dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique par les autorités douanières des États membres, étant donné que les autorités douanières des Pays-Bas ont classé les moniteurs plats ACL avec interface vidéo numérique comme "moniteurs vidéo" sous la position 8528 ("Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; moniteurs vidéo et projecteurs vidéo"), alors que les autorités douanières des autres États membres ont classé ces moniteurs ACL comme "moniteurs informatiques" sous la position 8471 ("Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités …").[557] En outre, les

[554] Réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence au RTC DEM/2975/05-1 (début de la période de validité: 19 juillet 2005) (pièce US-78).

[555] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 74, dans lequel il est fait référence au Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005 (pièce US-28).

[556] Pour des renseignements sur les institutions et mécanismes des CE intervenant dans le domaine du classement tarifaire, voir plus haut les paragraphes 7.179 à 7.182.

[557] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 349; déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 15; et observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial. Dans leur déclaration finale à la deuxième réunion de fond, par exemple, les Communautés européennes ont dit que "ces éléments nouveaux ne montraient pas qu'il y avait un problème d'application non uniforme contraire à

Communautés européennes ont elles-mêmes fait remarquer que de nombreux moniteurs ACL peuvent, du fait de leur conception et de leurs caractéristiques techniques, servir aussi bien de moniteurs informatiques que de moniteurs vidéo.[558] Dans la présente procédure, les Communautés européennes n'ont pas prétendu que la divergence en matière de classement tarifaire se limitait à certains moniteurs ACL pouvant servir à la fois de moniteurs informatiques et de moniteurs vidéo.

7.295 En revanche, les Communautés européennes soutiennent que la divergence dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique par les autorités douanières des États membres a fait l'objet et continue de faire l'objet d'un suivi de la part des Communautés européennes, afin de concilier cette divergence.[559] Après avoir évalué tous les éléments de preuve pertinents qui nous ont été présentés, nous sommes d'avis que les mesures prises par les Communautés européennes depuis 2004, lorsque l'existence d'une application non uniforme est devenue apparente, n'ont pas eu pour effet de rectifier la divergence dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique par les autorités douanières des États membres.[560] Notre raisonnement s'articule comme suit.

7.296 *Premièrement*, de l'aveu même des Communautés européennes, le Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005, qui a été promulgué par suite de la divergence dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique, ne s'applique qu'aux moniteurs vidéo dont la diagonale d'écran n'excède pas 48,5 cm et de format 4:3 ou 5:4.[561] La raison d'être du champ d'application limité du règlement est expliquée comme suit dans le préambule: "Les données commerciales actuellement disponibles montrent que les moniteurs vidéo avec affichage à cristaux liquides, dont la diagonale d'écran n'excède pas 48,5 cm et de format 4:3 ou 5:4, sont utilisés principalement comme unités de sortie des machines automatiques de traitement de l'information. Cependant, ces moniteurs peuvent, dans de nombreux cas, également reproduire des images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information et ne sont

---

l'article X:3 a) du GATT, mais plutôt qu'il s'agissait d'une question actuellement à l'étude …" (déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 15) Le classement tarifaire divergent des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique par, d'une part, les autorités douanières néerlandaises et, d'autre part, les autorités douanières des autres États membres tend à être corroboré par un communiqué de presse intitulé "Additional tax assessments again reveal the Netherlands to be the odd one out in the EU" (Une imposition fiscale additionnelle montre de nouveau que les Pays-Bas font exception dans l'Union européenne), dans lequel il est dit: "Les autorités douanières néerlandaises ont de façon complètement inattendue introduit des critères d'importation – publiés en novembre 2004 – et des prélèvements sur les moniteurs ACL avec effet rétroactif sur tous les produits de ce type qui ont été importés aux Pays-Bas par des importateurs et des prestataires de services logistiques pendant la période allant de 2002 à 2004. […] Cette situation diffère nettement de celle des autres pays de l'UE qui n'ont pas introduit d'imposition additionnelle." (communiqué de presse publié par Greenberg Traurig, 24 mai 2005 (pièce US-29))

[558] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 349.

[559] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 361, dans lequel il est fait référence au Règlement n° 634/2005 de la Commission (pièce EC-85); déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 15; observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial, dans lesquelles il est fait référence au nouveau projet de règlement relatif aux moniteurs ACL, 29 novembre 2005 (pièce EC-163); et ordre du jour du Comité du Code des douanes, 21 novembre 2005 (pièce EC-164).

[560] Le Groupe spécial fait observer que les mesures prises par les Communautés européennes pour aborder la divergence dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique ne font pas partie de la "mesure en cause" aux fins de l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En revanche, ces mesures constituent des éléments de preuve pertinents pour déterminer si la divergence dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique, qui n'a pas été contestée par les Communautés européennes, a été aplanie.

[561] Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005 (pièce US-28).

donc pas destinés exclusivement ou principalement à être utilisés avec de telles machines."[562] En d'autres termes, le champ d'application du règlement se limite aux moniteurs dont la diagonale d'écran n'excède pas 48,5 cm et de format 4:3 ou 5:4 parce que, selon le règlement, les moniteurs présentant ces caractéristiques sont principalement utilisés comme unités de sortie des machines automatiques de traitement de l'information et peuvent également reproduire des images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information. Aucun élément de preuve donnant à penser que les moniteurs qui ne sont pas visés par ce règlement (parce qu'ils n'ont pas une diagonale d'écran n'excédant pas 48,5 cm et un format de 4:3 ou 5:4) ne sont pas également utilisés comme unités de sortie des machines automatiques de traitement de l'information ainsi que pour la reproduction d'images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information n'a été communiqué au Groupe spécial. En fait, les Communautés européennes elles-mêmes ont affirmé au contraire que de nombreux moniteurs ACL pouvaient, du fait de leur conception et de leurs caractéristiques techniques, servir aussi bien de moniteurs informatiques que de moniteurs vidéo.[563] De plus, il est dit ce qui suit dans le préambule du Règlement n° 493/2005:

> "La convergence de l'informatique, de l'électronique grand public et des nouvelles technologies ne permet pas, lors du classement des moniteurs vidéo, de déterminer, en se référant simplement aux caractéristiques techniques, la destination principale d'un moniteur particulier. Il ressort de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes que le classement ne peut être fondé sur la destination réelle de la marchandise. Le classement correct de chaque produit doit être déterminé au moyen de données objectives et quantifiables. À l'heure actuelle, il n'est pas possible d'arrêter des critères objectifs répondant à cette condition."[564]

Par conséquent, si le Règlement n° 493/2005 a peut-être aplani la divergence dans le classement tarifaire des moniteurs qui entrent dans son champ d'application, il n'a pas le même effet pour ceux qui débordent le cadre de son champ d'application.[565]

7.297 *Deuxièmement*, le Règlement n° 493/2005 indique que la suspension des droits s'applique aux moniteurs ACL avec interface vidéo numérique "relevant du code NC 8528 21 90".[566] En d'autres termes, le Règlement n° 493/2005 ne s'applique qu'aux produits qui remplissent les conditions requises pour être classés sous la position 8528. Par conséquent, il n'est pas applicable et n'aide donc pas à aplanir la divergence de classement tarifaire dans les cas où on ne sait pas très bien si un moniteur ACL devrait être classé sous la position 8528 ou, plutôt, sous la position 8471. Ces cas semblent être au centre de l'allégation des États-Unis selon laquelle le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique diffère selon les autorités douanières des États membres.

7.298 *Troisièmement*, le Groupe spécial note que les Communautés européennes ont déclaré qu'elles avaient adopté une autre mesure pertinente – à savoir, le Règlement (CE) n° 634/2005 de la Commission du 26 avril 2005 – qui classe les moniteurs ACL d'un type particulier sous la

---

[562] Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005, paragraphe 3 du préambule (pièce US-28).

[563] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 349.

[564] Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005, paragraphe 2 du préambule (pièce US-28).

[565] Le Groupe spécial fait observer qu'il ne traite pas ici de l'application du Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005 aux fins de l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En revanche, nous examinons ce règlement pour déterminer s'il indique ou non que la divergence dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique, qui est apparue en 2004, a été aplanie.

[566] Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005, paragraphe 4 du préambule (pièce US-28).

position 8528.[567] Ce règlement semble contribuer à lever l'incertitude quant à la question de savoir si un produit devrait être classé sous la position 8528 ou plutôt sous la position 8471. Il indique notamment que le classement des moniteurs ACL sous la position 8528 est limité aux "moniteurs couleur à technologie LCD (dispositif à cristaux liquides), dont la diagonale de l'écran mesure 38,1 cm (15 pouces) et de dimension de 30,5 (L) x 22,9 (H) x 8,9 (P) cm". Il stipule aussi que "l'appareil doit afficher des signaux provenant de différentes sources telles qu'une machine automatique de traitement de l'information, un système de télévision en circuit fermé, un lecteur de DVD ou un caméscope" pour pouvoir être classé sous la position 8528. Il précise en outre qu'"un classement dans le n° 8471 60 est exclu car le moniteur n'est pas du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information (chapitre 84, note 5) puisqu'il peut afficher des signaux numériques en provenance de différentes sources".[568]

7.299 Le Groupe spécial estime que les progrès que le Règlement n° 634/2005 a peut-être permis d'accomplir vers un règlement de la question du classement divergent des moniteurs ACL pourraient être compromis par l'avis qu'a émis le Comité du Code des douanes à sa 346ème réunion, tenue du 30 juin au 2 juillet 2004, compte tenu en particulier du fait que, dans la pratique, des représentants des autorités douanières des États membres participent au processus de prise de décisions de ce comité et que les mêmes autorités douanières appliquent le Règlement n° 634/2005.[569] Le Comité du Code des douanes a notamment émis l'avis qu'"à moins que l'importateur ne puisse démontrer que le moniteur est destiné à être utilisé uniquement avec une machine automatique de traitement de l'information (position 8471) ou comme tableau annonciateur (position 8531), il doit être classé sous la position 8528".[570] En d'autres termes, selon l'avis du Comité du Code des douanes, un moniteur doit être destiné à être utilisé *uniquement* avec une machine automatique de traitement de l'information pour pouvoir être classé sous la position 8471. Cette affirmation tranche avec la formulation utilisée dans le Règlement n° 634/2005, qui indique implicitement que la position 8471 60 ne s'applique qu'aux moniteurs du type utilisé *exclusivement ou principalement* (et non utilisé *uniquement*) dans un système automatique de traitement de l'information.[571] Cette différence entre la formulation utilisée dans le Règlement n° 634/2005, d'une part, et par le Comité du Code des douanes, d'autre part, pourrait bien avoir des effets notables dans la pratique. Nous relevons à cet égard que les Communautés européennes ont dit que les avis du Comité du Code des douanes jouent un rôle important dans l'application uniforme du Tarif douanier commun et que les autorités douanières des États membres attachent une certaine importance à ces avis.[572]

---

[567] Pièce EC-85.

[568] Règlement n° 634/2005 de la Commission du 26 avril 2005, annexe, paragraphe 4 (pièce EC-85). Le Groupe spécial fait observer qu'il ne traite pas ici de l'application du Règlement n° 634/2005 de la Commission aux fins de l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En revanche, nous examinons ce règlement pour déterminer s'il indique ou non que la divergence dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique, qui est apparue en 2004, a été aplanie.

[569] À cet égard, voir plus haut les paragraphes 7.157 à 7.160.

[570] L'extrait pertinent du procès-verbal de la 346ème réunion du Comité du Code des douanes, tenue du 30 juin au 2 juillet 2004, est reproduit au paragraphe 353 de la première communication écrite des Communautés européennes.

[571] La formulation utilisée dans le Règlement n° 634/2005 est fondée sur la note 5 relative au chapitre 84 du Tarif douanier commun.

[572] Les Communautés européennes indiquent, par exemple, que les avis du Comité du Code des douanes n'ont pas force obligatoire en droit, mais elles indiquent également qu'ils représentent, comme l'a dit la CEJ dans les affaires jointes 69 et 70/76, *Dittmeyer contre Hauptzollamt hamburg-Waltershof* (pièce EC-31), des moyens importants pour assurer l'application uniforme du Tarif douanier commun et en tant que tels peuvent être considérés comme des moyens valables pour l'interprétation du Tarif. Les Communautés européennes indiquent en outre que les avis du Comité du Code des douanes n'ont pas force obligatoire en droit pour les autorités douanières des États membres. Elles sont toutefois liées par le devoir de coopération inscrit à l'article 10 du Traité CE, qui comporte l'obligation de contribuer à l'application uniforme du droit communautaire. C'est pourquoi les États membres sont tenus d'accorder l'importance voulue aux interprétations

7.300 *Quatrièmement*, le Groupe spécial dispose d'éléments de preuve indiquant que les autorités douanières des États membres ne semblent pas avoir une idée claire de l'effet concret qu'ont les diverses mesures existant au niveau communautaire en ce qui concerne le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique. Par exemple, dans l'avis de classement tarifaire 13/04 qui aurait été publié après que le Comité du Code des douanes eut émis son avis, l'autorité douanière du Royaume-Uni a indiqué qu'"à partir d'octobre 2004, les moniteurs ACL à matrice active avec entrée DVI devaient être classés sous le code 8528 21 90 de la Nomenclature combinée (NC)".[573] Cela semble indiquer que les autorités douanières du Royaume-Uni ont estimé que les moniteurs ne comportant pas d'interface vidéo numérique ne pourraient pas être classés sous la position 8528 et qu'ils pourraient donc vraisemblablement être classés sous la position 8471. En d'autres termes, les autorités du Royaume-Uni semblent avoir retenu l'approche indiquée par le Comité du Code des douanes.

7.301 Plus récemment, après l'entrée en vigueur du Règlement n° 634/2005, les autorités douanières néerlandaises ont indiqué ce qui suit dans un décret du 8 juillet 2005 concernant le classement de certains moniteurs ACL:

> "Conformément au Règlement (CE) n° 754/2004 du 23 avril 2004 (publié au Journal officiel L 118), la Commission européenne a classé les moniteurs à plasma ayant une diagonale d'écran de 42 pouces et comportant une entrée DVI sous la position 8528.
>
> Le Comité des douanes, Section de la nomenclature tarifaire et statistique, Groupe des instruments de travail (329ème réunion du 15 décembre 2003) a arrêté à la majorité qualifiée l'avis à émettre au sujet du règlement susmentionné. Depuis lors, les Pays-Bas, appuyés par la Commission européenne, ont décidé de classer sous la position 8528 les moniteurs ACL qui remplissent les conditions fixées par le règlement. Les États membres ne suivent pas tous cette ligne de conduite. Il s'ensuit un détournement d'activité qui nuit à la compétitivité de l'industrie néerlandaise dans le secteur de la logistique et des services. C'est la raison pour laquelle les Pays-Bas définissent plus précisément la ligne de conduite à suivre pour le classement de certains moniteurs ACL dans la Nomenclature combinée."[574]

Sont ensuite énumérés dans le décret les critères de classement des moniteurs ACL, dont plusieurs ne figurent dans aucun des instruments existant au niveau communautaire.[575]

---

de la législation douanière des CE données dans les avis du Comité du Code des douanes. Les Communautés européennes ajoutent que, dans la pratique, les avis du Comité correspondent généralement à une approche commune dont sont convenus tous les États membres: réponse des Communautés européennes à la question n° 58 l) du Groupe spécial.

[573] HM Customs & Excise, Tariff Notice 13/04 (pièce US-76).

[574] Douanerechten. Indeling van bepaalde LCD monitoren in de gecombineerde nomenclatuur, n° CPP2005/1372M (8 juillet 2005) (original et traduction officieuse en anglais) paragraphe 1 (pièce US-77).

[575] Le décret néerlandais fait état des critères suivants:

"- aucune entrée autre qu'une entrée VGA et/ou DVI (la présence d'une entrée audio est autorisée);

- diagonale d'écran n'excédant pas 20 pouces (51 centimètres) avec des dimensions (hauteur/largeur) d'environ 3:4 (donc pas de "grand écran");

- absence de télécommande/absence de capteur infrarouge sur le moniteur;

- absence de syntoniseur ou de dispositif permettant d'utiliser le moniteur comme téléviseur;

- absence de dispositif dissimulé par une plaque métallique ou de logement permettant d'utiliser le moniteur comme moniteur vidéo ("ingénierie tarifaire");

- possibilité de modifier la position de l'écran (ajustement de la hauteur, inclinaison vers l'avant/vers l'arrière, rotation de 90 degrés (format à la française/format à l'italienne)."

7.302 En outre, dans un RTC daté du 19 juillet 2005, l'autorité douanière allemande semble avoir continué à classer les moniteurs ACL avec interface vidéo numérique sous la position 8471, même lorsqu'ils sont du type utilisé principalement, mais non exclusivement, avec des ordinateurs.[576]

7.303 De plus, il semble y avoir une certaine confusion parmi les intervenants du secteur en ce qui concerne le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique. En particulier, dans une lettre datée du 2 septembre 2005 et adressée au Directeur des affaires internationales et des questions tarifaires de la Commission, l'association professionnelle qui s'intéresse aux moniteurs ACL (l'"EICTA") a déclaré que "sans … clarification [du classement des moniteurs ACL], le secteur est confronté à une situation inacceptable où divers États membres appliquent les règles relatives au classement d'une manière divergente, causant un désavantage concurrentiel pour certains importateurs et rendant les conséquences des décisions en matière d'approvisionnement et d'acheminement presque totalement imprévisibles".[577] De surcroît, dans une lettre datée du 6 décembre 2005, l'EICTA a fait part de ses préoccupations à la Commission européenne concernant la promulgation d'un règlement relatif au classement de marchandises sous les positions 8471 et 8528, lequel n'avait pas été promulgué à la date où la lettre a été envoyée à la Commission.[578]

7.304 Sur la base des éléments de preuve qui lui ont été présentés, le Groupe spécial est d'avis que les mesures prises par les Communautés européennes n'ont pas eu pour effet de rectifier la divergence dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique par les autorités douanières des États membres, divergence dont l'existence depuis 2004 n'a pas été contestée par les Communautés européennes. À cet égard, les éléments de preuve indiquent que la persistance de classements tarifaires divergents a eu et risque de continuer à avoir une incidence défavorable sur l'environnement commercial[579], jusqu'à ce que la divergence soit aplanie. Le Groupe spécial considère que la manière précise dont elle sera aplanie n'est pas une question qu'il lui appartient d'examiner. Ce n'est pas non plus une question qui est déterminée par l'article X:3 a) du GATT de 1994. Toutefois, les outils et mécanismes devraient permettre d'éliminer effectivement le classement tarifaire divergent, ce qui ne s'est pas produit à son avis, malgré les diverses mesures prises par les Communautés européennes pour aplanir la divergence dans le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique.

7.305 En conclusion, le Groupe spécial estime que le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique représente une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Il estime que les mesures adoptées jusqu'à présent par les Communautés européennes n'ont pas eu pour effet d'éliminer la divergence dans le classement tarifaire de ces moniteurs, qui est

---

[576] Réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence au RTC DEM/2975/05-01 (début de la période de validité: 19 juillet 2005) (pièce US-78). Le RTC indique que le produit qui a été classé par les autorités douanières allemandes était un moniteur ACL équipé d'un écran de visualisation de 20,1 pouces et d'un câble de raccordement au réseau pour machines automatiques de traitement de l'information du type utilisé principalement pour le traitement automatique de l'information.

[577] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 53, dans lequel il est fait référence à la lettre de M. Mark MacGann, Directeur général de l'EICTA, adressée à M. Manuel Arnal Monreal, Directeur des affaires internationales et des questions tarifaires, Commission européenne, page 1, 2 septembre 2005 (pièce US-75).

[578] Réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à la lettre de M. Mark MacGann, Directeur général de l'EICTA, adressée à M. Manuel Arnal Monreal, Directeur des affaires internationales et des questions tarifaires, Commission européenne, 6 décembre 2005 (pièce US-81).

[579] L'incidence sur l'environnement commercial ressort, entre autres choses, des éléments de preuve auxquels le Groupe spécial a fait référence aux paragraphes 7.300 à 7.303. Le Groupe spécial estime que le fait que les négociants peuvent être soumis au même droit (ou, au demeurant, n'être soumis à aucun droit), que les moniteurs ACL qu'ils importent sur le territoire des Communautés européennes soient classés sous la position 8471 ou sous la position 8528, ne modifie en rien sa conclusion selon laquelle l'environnement commercial a été affecté par suite du classement tarifaire divergent.

apparue en 2004.[580] Par conséquent, le Groupe spécial constate qu'il y a violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne le classement tarifaire des moniteurs ACL avec interface vidéo numérique.

vi) Traitement des RTC dans les États membres autre que celui qui les délivre

Résumé des arguments des parties

7.306 Les **États-Unis** font observer que le Code des douanes communautaire prévoit la délivrance par les autorités douanières des États membres de décisions anticipées sous forme de RTC qui informent les négociants du classement qui sera attribué à des marchandises données au moment de l'importation.[581] Ils relèvent en outre que l'article 11 du Règlement d'application dispose qu'un RTC délivré par les autorités d'un État membre "lie les autorités compétentes de tous les États membres dans les mêmes conditions"[582], mais font observer qu'en réalité les États membres ne traitent pas toujours les RTC délivrés par d'autres États membres comme s'ils étaient liés par ces RTC.[583] Ils font valoir, plus particulièrement, que le RTC d'un État membre n'oblige pas un autre État membre à classer de la même manière des marchandises similaires ou identiques importées par une personne autre que le titulaire du RTC, de sorte que le même produit peut faire l'objet d'un classement tarifaire et d'un traitement tarifaire différents d'un État membre à l'autre.[584] À l'appui de cette thèse, les États-Unis font observer que, dans un sondage effectué récemment auprès des membres d'une association professionnelle comprenant des importateurs de produits dans les Communautés européennes, des sociétés ont observé que "les renseignements tarifaires contraignants délivrés par les autorités allemandes ne sont toujours pas acceptés par d'autres pays de l'UE, en particulier la Grèce et le Portugal".[585]

7.307 Les **Communautés européennes** contestent l'existence d'un problème lié à la reconnaissance dans les autres États membres des RTC délivrés par l'Allemagne. Elles font valoir que le prétendu sondage invoqué par les États-Unis ne comporte qu'une observation formulée par une seule société non identifiée dans le cadre du questionnaire d'une association professionnelle, qui date de mars 2005, et que celle-ci n'est étayée par aucun autre élément de preuve. Il est donc impossible de vérifier l'exactitude de cette affirmation. Les Communautés européennes soutiennent en outre que même si un importateur allègue qu'un RTC n'a pas été accepté, cela peut être dû à toutes sortes de problèmes entièrement différents, par exemple le fait que les produits importés ne sont pas identiques à ceux décrits dans le RTC. De plus, si une autorité douanière ne reconnaît pas un RTC délivré par un autre État membre, l'importateur peut former un recours juridictionnel ou informer la Commission européenne. Toutefois, les Communautés européennes soutiennent que rien de tel ne s'est produit à leur connaissance.[586]

---

[580] Le Groupe spécial note qu'il existe un projet de règlement relatif au classement des moniteurs ACL, qui est reproduit dans la pièce EC-163. Toutefois, à la date à laquelle il a remis son rapport intérimaire aux parties, le Groupe spécial ne disposait d'aucun élément de preuve indiquant que ce projet de règlement avait pour effet d'éliminer la divergence dans le classement tarifaire de ces moniteurs, laquelle est apparue en 2004.

[581] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 22.

[582] Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du [R]èglement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le [C]ode des douanes communautaire, article 11 (pièce US-6).

[583] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 47.

[584] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 22.

[585] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 76, dans lequel il est fait référence au questionnaire de la Foreign Trade Association intitulé "Trade Facilitation" – Facilitation of Trade in WTO States, mars 2005, réponse à la question n° 1.4 (pièce US-30).

[586] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 95.

7.308 Les **États-Unis** font observer que l'affaire *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn* porte sur une divergence dans le classement des cartes réseau pour ordinateurs personnels entre le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part.[587] Selon les États-Unis, l'affaire *Peacock* montre qu'un ou plusieurs États membres n'ont pas considéré comme étant contraignants des RTC délivrés par d'autres États membres.[588]

7.309 Les **Communautés européennes** font valoir que le RTC n'est contraignant que pour son titulaire et non pour d'autres personnes.[589] De plus, les Communautés européennes estiment que l'important n'est pas qu'il puisse y avoir une divergence, mais plutôt que celle-ci puisse être examinée et supprimée dès qu'elle apparaît. Selon elles, c'est précisément ce qui s'est produit dans le cadre de l'affaire *Peacock*.[590]

7.310 Les **États-Unis** font état d'une divergence dans le classement du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte. Ils expliquent que les autorités douanières françaises ont délivré un RTC pour le produit en question en 1999, le classant en tant que système d'irrigation sous la position tarifaire 8424 du Tarif douanier commun, qui était assorti d'un taux de droit *ad valorem* de 1,7 pour cent. En décembre 2000, quand un importateur du même produit a tenté de l'importer par l'Espagne, les autorités douanières espagnoles n'ont pas tenu compte du RTC délivré par la France et ont classé le produit en tant que tubes et tuyaux, sous la position tarifaire 3717 du Tarif douanier commun, qui était assortie d'un taux de droit *ad valorem* de 6,4 pour cent.[591] Selon les États-Unis, cette affaire montre qu'un ou plusieurs États membres n'ont pas considéré comme étant contraignants les RTC délivrés par d'autres États membres.[592]

7.311 Les **Communautés européennes** répondent que le RTC n'est contraignant que pour son titulaire et non pour d'autres personnes.[593] Selon les Communautés européennes, les RTC délivrés par les autorités douanières en France et en Espagne pour du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte n'ont pas été délivrés pour les mêmes titulaires. Par ailleurs, les Communautés européennes estiment que l'important n'est pas qu'il puisse y avoir une divergence dans le classement tarifaire, mais plutôt que celle-ci puisse être examinée et supprimée dès qu'elle apparaît.[594]

7.312 Les **États-Unis** font état de l'affaire des *caméscopes* et font observer qu'à la suite d'une modification apportée en juin 2004 à une note explicative concernant les caméscopes, l'autorité douanière espagnole a délivré des RTC classant 19 modèles de caméscope produits par une société donnée sous la sous-position 8525 40 91.[595] La filiale française du titulaire des RTC a informé l'autorité douanière française de l'existence de ceux-ci au cours d'une vérification effectuée par ce

---

[587] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 33, dans laquelle il est fait référence à l'affaire C-339/98, *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn*, conclusions de l'avocat général, Rec. 2000, page I-08947, 28 octobre 1999, points 7 et 8 (pièce US-17).

[588] Réponse des États-Unis à la question n° 20 du Groupe spécial; déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 21.

[589] Réponse des Communautés européennes à la question n° 161 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à l'affaire C-495/03, *Intermodal Transports BV contre Staatssecretaris van Financiën*, 15 septembre 2005, pas encore dans les recueils, point 27 (pièce US-71).

[590] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 136.

[591] Réponse des États-Unis à la question n° 14 du Groupe spécial.

[592] Réponse des États-Unis à la question n° 20 du Groupe spécial.

[593] Réponse des Communautés européennes à la question n° 161 du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à l'affaire C-495/03 *Intermodal Transports BV contre Staatssecretaris van Financiën*, 15 septembre 2005, pas encore dans les recueils, point 27 (pièce US-71).

[594] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 143, dans laquelle il est fait référence à la réponse des États-Unis à la question n° 2 du Groupe spécial, paragraphe 4.

[595] RTC délivrés par l'autorité douanière espagnole classant des caméscopes sous la sous-position 8525 40 91 à compter de juin 2004 (pièce US-65).

bureau. Néanmoins, selon les États-Unis, l'autorité douanière française a informé la société qu'elle n'avait pas l'intention de se conformer au classement indiqué dans les RTC, mais qu'elle entendait plutôt percevoir un droit fondé sur sa propre détermination du classement correct des modèles de caméscope en cause.[596] Les États-Unis font valoir que si le contexte dans lequel cette question s'est posée concernait le recouvrement *a posteriori* des droits, il n'en reste pas moins que la détermination du montant des droits à recouvrer passe d'abord par une détermination du classement.[597]

7.313 Les **Communautés européennes** répondent que les RTC délivrés par les autorités espagnoles pour les caméscopes sont pleinement conformes aux règles des CE relatives au classement. D'après les Communautés européennes, les États-Unis n'ont communiqué aucun élément de preuve selon lequel d'autres États membres auraient classé les caméscopes contrairement à ces règles. De plus, selon elles, les États-Unis n'ont communiqué aucun élément de preuve concernant la date à laquelle l'importation aurait eu lieu en France ni au sujet de la question de savoir s'il s'agissait bien de produits correspondant à ceux décrits dans les RTC délivrés par les autorités espagnoles. En outre, les Communautés européennes font observer que la question examinée par les autorités françaises semble être une question de recouvrement *a posteriori* des droits de douane et non de classement tarifaire. Étant donné que la question n'a donc pas trait à l'application uniforme de règles relatives au classement tarifaire, mais plutôt au recouvrement *a posteriori* de dettes douanières, les Communautés européennes considèrent que la question ne relève pas du mandat du Groupe spécial.[598]

7.314 Les **États-Unis** se réfèrent au rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Morceaux de poulet*. Ils relèvent que la question en cause dans cette affaire était celle de savoir si un certain produit devait être classé sous la position tarifaire 0210 ou 0207 du Tarif douanier commun. Les parties plaignantes ont invoqué la délivrance de RTC par plusieurs États membres qui classaient tous le produit sous la position 0210. Les Communautés européennes ont répondu que "cette interprétation n'[avait] pas été suivie dans d'autres bureaux de douane des CE".[599]

7.315 Les **Communautés européennes** soutiennent que l'affaire *CE – Morceaux de poulet* ne portait ni sur une différence d'interprétation ni sur l'application des règles des CE relatives au classement. En outre, leur déclaration ne concernait que l'"interprétation". Il n'est indiqué nulle part dans le rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet* que les Communautés européennes avaient dit que les RTC n'étaient pas reconnus lorsqu'ils étaient présentés par le titulaire. Selon elles, donc, la déclaration citée par les États-Unis n'est pas pertinente.[600]

Analyse par le Groupe spécial

7.316 Le Groupe spécial note que l'essentiel de la contestation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, pour ce qui nous occupe ici, est que les autorités douanières des États membres ne considèrent pas toujours les RTC délivrés par les autorités douanières d'autres États membres comme étant contraignants.[601]

7.317 De l'avis du Groupe spécial, le traitement des RTC délivrés par les autorités douanières constitue un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte administratif est

[596] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 30.
[597] Réponse des États-Unis à la question n° 180 du Groupe spécial.
[598] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 37.
[599] Rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.260.
[600] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 96.
[601] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 47.

une question qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il s'agit d'un cas d'application du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire.[602]

7.318 La contestation des États-Unis s'inscrit dans le contexte de l'article 12 (2) du Code des douanes communautaire, qui dispose ce qui suit:

> Le renseignement tarifaire contraignant ... ne lie les autorités douanières vis-à-vis du titulaire que ... pour le classement tarifaire ... d'une marchandise.

7.319 L'article 11 du Règlement d'application est également pertinent. Il dispose ce qui suit:

> "Un renseignement tarifaire contraignant qui a été délivré par les autorités douanières d'un État membre à partir du 1er janvier 1991 lie les autorités compétentes de tous les États membres dans les mêmes conditions."[603]

7.320 Pour commencer, le Groupe spécial note que sa tâche consiste en l'occurrence à déterminer si l'article X:3 a) du GATT de 1994 a été ou non violé par les Communautés européennes, et non pas à déterminer si les actes des CE sont ou non compatibles avec la législation douanière des CE. Cela dit, le Groupe spécial peut voir que la non-acceptation par les autorités douanières d'États membres, contrairement à l'article 12 (2) du Code des douanes communautaire et à l'article 11 du Règlement d'application, de RTC délivrés par les autorités douanières d'autres États membres lorsque ces RTC sont présentés par le titulaire, pourrait conduire simultanément à une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. En particulier, si l'autorité douanière d'un État membre refuse de reconnaître et de considérer comme étant contraignant un RTC délivré par l'autorité douanière d'un autre État membre pour un produit qui est à tous égards physiquement identique à celui visé par le RTC, lorsque ce RTC est invoqué par le titulaire, et qu'au lieu de cela, elle classe le produit différemment, cela entraînera nécessairement une application non uniforme du Tarif douanier commun, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Néanmoins, le Groupe spécial note que les éléments de preuve dont ils disposent ne suffisent pas pour prouver qu'une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994 s'est produite en ce qui concerne le traitement des RTC dans les États membres autres que celui qui les a délivrés dans les cas particuliers invoqués par les États-Unis.

7.321 En particulier, à l'appui de leur allégation selon laquelle les autorités douanières des États membres ne considèrent pas toujours les RTC délivrés par les autorités douanières d'autres États membres comme étant contraignants, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, les États-Unis invoquent en premier lieu le rapport de mars 2005 de la Foreign Trade Association au sujet d'un questionnaire intitulé "Trade Facilitation" – Facilitation of Trade in WTO States.[604] Plus précisément, les États-Unis se fondent sur la déclaration ci-après d'un négociant qui figure dans le rapport: "Les renseignements tarifaires contraignants délivrés par les autorités allemandes ne sont toujours pas acceptés par d'autres pays de l'UE, en particulier la Grèce et le Portugal."[605] Le Groupe spécial estime que cette affirmation constitue en soi un élément probant étayant l'allégation des États-Unis, étant donné qu'il s'agit simplement d'une observation anecdotique isolée formulée par un négociant en réponse aux questions posées dans le questionnaire et qu'elle n'est étayée par aucun élément de preuve

---

[602] Pour des renseignements sur les institutions et mécanismes des CE intervenant dans le domaine du classement tarifaire, voir plus haut les paragraphes 7.179 à 7.182.

[603] Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du [R]èglement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le [C]ode des douanes communautaire, article 11 (pièce US-6).

[604] Foreign Trade Association, questionnaire intitulé "Trade Facilitation" – Facilitation of Trade in WTO States, mars 2005 (pièce US-30).

[605] Foreign Trade Association, questionnaire intitulé "Trade Facilitation" – Facilitation of Trade in WTO States, mars 2005, paragraphe 1.4 (pièce US-30).

factuel. Il est dit dans le paragraphe liminaire du propre rapport de la Foreign Trade Association que "le questionnaire sur la facilitation des échanges a été envoyé à 70 sociétés membres de la FTA. Vingt sociétés y ont répondu. […] Les citations qui suivent sont tirées de leurs réponses. Si les passages cités ne traduisent pas toujours le consensus politique de tous les membres, ils mettent en évidence les difficultés concrètes auxquelles se heurtent les négociants européens, notamment les importateurs, aux frontières." En outre, en ce qui concerne la déclaration spécifique invoquée par les États-Unis, le Groupe spécial note qu'elle est de portée très générale. Il n'y est pas fait mention des produits visés par les RTC allemands dont il est allégué qu'ils n'ont pas été acceptés ailleurs, en particulier en Grèce et au Portugal. Elle n'indique pas non plus la période pendant laquelle les RTC allemands n'ont pas été acceptés par les autorités douanières d'autres États membres. Enfin, elle ne dit pas si les RTC délivrés par les autorités douanières allemandes qui n'ont pas été acceptés par les autorités douanières de la Grèce et du Portugal ont été ou non invoqués par les titulaires des RTC allemands.

7.322 À titre d'élément additionnel pour étayer leur allégation selon laquelle les autorités douanières des États membres ne considèrent pas toujours les RTC délivrés par les autorités douanières d'autres États membres comme étant contraignants, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, les États-Unis font état du défaut allégué des autorités douanières allemandes de considérer comme étant contraignants des RTC délivrés par les autorités douanières du Danemark, des Pays-Bas et du Royaume-Uni concernant des cartes réseau pour ordinateurs personnels.[606] Ils formulent des allégations additionnelles concernant le classement tarifaire de ce produit, qui sont examinées en détail plus haut aux paragraphes 7.193 et suivants. Nous avons relevé dans le cadre de cet examen que les faits indiquaient qu'il existait, à un moment donné, des différences dans le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels entre, d'une part, les autorités douanières allemandes (qui ont classé ce produit sous la position 8517 du Tarif douanier commun) et, d'autre part, les autorités douanières danoises, néerlandaises et britanniques (qui l'ont classé sous la position 8473 du Tarif douanier commun); les Communautés européennes n'ont pas contesté l'existence de ces différences.[607] Néanmoins, le Groupe spécial note qu'aucun élément de preuve indiquant que les autorités douanières allemandes avaient refusé d'accepter le classement effectué par les autorités douanières danoises, néerlandaises et britanniques ne lui a été présenté. Il estime donc qu'il n'a aucune raison de revenir sur la conclusion qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.207 selon laquelle le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels ne représente pas actuellement une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.323 Les États-Unis font aussi état du défaut allégué des autorités douanières espagnoles de considérer comme étant contraignant un RTC délivré par les autorités douanières françaises pour du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte. Ils formulent des allégations additionnelles concernant le classement tarifaire de ce produit, qui ont été examinées en détail plus haut aux paragraphes 7.208 et suivants. Nous avons relevé dans le cadre de cet examen que les États-Unis n'avaient fourni aucun élément de preuve pour étayer leur allégation relative aux différences dans le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte par les autorités douanières des États membres; néanmoins, nous étions disposés à souscrire à cette affirmation, compte tenu du fait que les Communautés européennes ne contestaient pas l'existence de différences à cet égard. Le Groupe spécial note toutefois qu'aucun élément de preuve indiquant que les autorités douanières espagnoles avaient refusé d'accepter le classement effectué par les autorités douanières françaises ne lui a été présenté. Il estime donc qu'il n'a aucune raison de revenir sur la conclusion qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.218 selon laquelle le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à—goutte ne représente pas une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

---

[606] Les États-Unis se réfèrent en particulier à l'affaire C-339/98, *Peacock AG contre Hauptzollamt Paderborn*, conclusions de l'avocat général, Rec. 2000, page I-08947, 28 octobre 1999, points 7 et 8 (pièce US-17).

[607] Voir plus haut le paragraphe 7.201.

7.324 Les États-Unis font également état des circonstances entourant l'affaire des *caméscopes*, dans laquelle une note explicative concernant ces appareils avait été modifiée.[608] Ils soutiennent que les RTC délivrés par les autorités douanières espagnoles après cette modification n'ont pas été acceptés par les autorités douanières françaises alors même que la demande de RTC avait été adressée aux autorités françaises par la filiale française de la société qui avait obtenu les RTC des autorités espagnoles et en dépit du fait que les RTC espagnols avaient été portés à l'attention des autorités françaises. Le Groupe spécial note qu'à l'appui de leur allégation selon laquelle les autorités françaises avaient refusé, dans le cadre de l'affaire des *caméscopes*, d'accepter les RTC délivrés par les autorités espagnoles, les États-Unis ont communiqué des copies de ces RTC.[609] Par contre, ils n'ont communiqué aucun élément de preuve relatif à la délivrance d'un RTC et/ou à la prise de décisions concernant le classement par les autorités douanières françaises. Ils n'ont pas non plus fourni d'éléments de preuve attestant que les autorités douanières françaises avaient été informées de l'existence de RTC espagnols avant de classer les produits en question. Par conséquent, le Groupe spécial estime que les États-Unis n'ont pas prouvé que l'affaire des *caméscopes* étayait leur allégation selon laquelle les autorités douanières des États membres ne considéraient pas toujours les RTC délivrés par les autorités douanières d'autres États membres comme étant contraignants.

7.325 Les États-Unis citent par ailleurs une déclaration faite par les Communautés européennes au cours de la procédure du Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Morceaux de poulet*. Ils soutiennent en particulier que, dans le cadre de cette procédure, les Communautés européennes ont affirmé que l'interprétation donnée dans les RTC délivrés par les autorités douanières de plusieurs États membres en ce qui concerne le classement de certains produits à base de poulet, qui classaient tous ce produit sous la position 0210 de la Nomenclature combinée, n'avait pas été suivie par d'autres bureaux de douane des CE.[610]

7.326 *Premièrement*, le Groupe spécial note que, sur la base du rapport du Groupe spécial chargé de cette affaire, les Communautés européennes n'ont pas affirmé que des RTC délivrés par les autorités douanières de certains États membres n'avaient pas été acceptés dans d'autres États membres. Elles ont dit en revanche que l'interprétation selon laquelle le produit en question devait être classé sous la position 0210 du Tarif douanier commun n'avait pas été suivie par certains bureaux de douane dans les Communautés européennes.[611]

7.327 *Deuxièmement*, malgré les déclarations faites par les Communautés européennes dans le cadre de cette affaire, qui donnaient à penser qu'il existait des divergences dans le classement tarifaire du produit en question, le Groupe spécial a relevé qu'elles n'avaient pas fourni des RTC relatifs à des cas où les produits en cause avaient été classés sous une position autre que la position 0210.[612] En d'autres termes, le Groupe spécial n'a constaté l'existence d'aucun élément de preuve établissant l'existence d'une divergence dans le classement tarifaire du produit en question. De plus, à en juger

---

[608] Cette affaire est de nouveau examinée par le Groupe spécial plus bas aux paragraphes 7.348 et suivants.

[609] Pièce US-65.

[610] Plus précisément, les États-Unis s'appuient sur le résumé par le Groupe spécial de l'argumentation des Communautés européennes dans cette affaire, qui figure dans le rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.260.

[611] Selon le rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, les Communautés européennes ont admis qu'un certain nombre de RTC avaient été délivrés par les autorités douanières d'États membres des CE (principalement Hambourg en Allemagne, Rotterdam aux Pays-Bas et différents bureaux au Royaume-Uni), classant les produits en cause sous la sous-position 0210.90. Elles ont admis en outre que, vu l'importance commerciale de certains bureaux de douane – à savoir Hambourg et Rotterdam – des courants d'importations substantiels étaient entrés sur le territoire des Communautés européennes selon cette interprétation incorrecte. Toutefois, elles ont soutenu que cette interprétation n'avait pas été suivie dans d'autres bureaux de douane des CE. (Rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.260)

[612] Rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.270.

par la teneur du rapport du Groupe spécial chargé de cette affaire, il semble que le Groupe spécial ne disposait d'aucun élément de preuve indiquant que des RTC délivrés par les autorités douanières de certains États membres n'avaient pas été acceptés dans d'autres États membres.

7.328 Le Groupe spécial note, à propos de l'allégation des États-Unis selon laquelle le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures n'est pas uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, que les États-Unis ont allégué que les autorités douanières allemandes avaient reconnu l'existence d'un RTC pour des marchandises comparables sans chercher à expliquer pourquoi elles refusaient de s'en tenir aux décisions concernant le classement qui transparaissaient dans ce RTC.[613] Le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.265 qu'il semblait y avoir une base factuelle objective justifiant la décision des autorités douanières allemandes de classer les produits en question différemment de ceux classés par d'autres autorités douanières dans les Communautés européennes. Cela expliquerait pourquoi les autorités douanières allemandes n'ont pas considéré comme étant contraignants des RTC délivrés dans d'autres États membres.[614] En outre, rien n'indique qu'un RTC qui a été porté à l'attention des autorités douanières allemandes ait été invoqué par le titulaire.

7.329 Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas prouvé que les autorités douanières des États membres n'ont pas considéré comme étant contraignants des RTC délivrés par les autorités douanières d'autres États membres et que cela représentait une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

vii) Refus de retirer la révocation du RTC concernant les PlayStation2 de Sony dans le cadre de l'affaire PlayStation2 de Sony

Résumé des arguments des parties

7.330 Les **États-Unis** évoquent une affaire concernant le classement tarifaire de la PlayStation2 de Sony (PS2). Ils soutiennent que l'autorité douanière du Royaume-Uni a délivré un RTC pour cette marchandise, puis l'a révoqué en se fondant sur un règlement de la Commission européenne arrêtant un classement différent pour la marchandise. Lorsque ce règlement a été annulé par le Tribunal de première instance des CE, l'autorité, au lieu de rétablir le RTC, a maintenu la révocation en se fondant sur de nouveaux motifs d'ordre national quelques semaines seulement après que la CEJ eut rendu sa décision dans l'affaire *Timmermans*.[615] Les États-Unis font observer qu'avant l'arrêt de la CEJ dans l'affaire *Timmermans*, lequel a été rendu en janvier 2004, l'autorité douanière du Royaume-Uni estimait manifestement qu'elle était tenue de rétablir le RTC à la suite de l'annulation du règlement en question et que, vu les conclusions de l'avocat général dans l'affaire *Timmermans*, lesquelles ont été rendues en septembre 2003, elle ne pouvait pas modifier le RTC en se fondant sur sa propre réinterprétation indépendante des règles applicables en matière de classement. Toutefois, à la suite de l'arrêt de la CEJ dans l'affaire *Timmermans*, l'autorité douanière du Royaume-Uni était libre de

[613] Bureau des douanes principal de Brême, lettre d'avis de décision adressée à Bautex-Stoffe GmbH concernant le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures, 22 septembre 2004 (original et traduction en anglais), page 1 (pièce US-23).

[614] Néanmoins, le Groupe spécial rappelle les constatations qu'il a formulées plus haut aux paragraphes 7.272 à 7.275 selon lesquelles le fait que les autorités douanières allemandes n'ont pas tenu compte des décisions concernant le classement rendues par les autorités douanières d'autres États membres ou, du moins, qu'elles n'ont pas expliqué pourquoi elles les jugeaient non pertinentes pour le classement en question n'est pas compatible avec l'obligation d'application uniforme inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial a également estimé que le rejet par une autre autorité douanière allemande du classement tarifaire effectué par les autorités douanières belges au seul motif qu'elle "soupçonnait" que les documents déposés pour le classement de ces produits par les autorités douanières belges ne correspondaient pas aux produits eux-mêmes n'était pas compatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

[615] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 33.

maintenir la révocation du RTC, non sur la base du règlement des CE qui avait été annulé, mais en fonction de sa propre réinterprétation des règles applicables en matière de classement. Selon les États-Unis, indépendamment de la question de savoir si la PS2 était classée correctement dans le RTC, l'affaire de la *PlayStation2 de Sony* corrobore la thèse plus générale selon laquelle, conformément à l'arrêt de la CEJ dans l'affaire *Timmermans*, chacun des 25 bureaux de douane indépendants des Communautés européennes, dont la compétence territoriale est limitée, a le pouvoir de déroger à l'application uniforme des règles concernant le classement en se fondant sur son propre réexamen de ces règles.[616]

7.331 Les **Communautés européennes** répondent que l'allégation des États-Unis selon laquelle la Haute Cour de justice du Royaume-Uni a révoqué le RTC en se fondant sur sa propre réévaluation des règles concernant le classement dans l'affaire *PS2* est trompeuse. La révocation a eu lieu en raison de l'entrée en vigueur d'un règlement des CE relatif au classement. En conséquence, plutôt que de s'en remettre à sa propre interprétation des règles concernant le classement, la Haute Cour de justice du Royaume-Uni a en fait dûment appliqué le droit communautaire. Selon les Communautés européennes, la Haute Cour de justice du Royaume-Uni a confirmé la validité de la révocation en invoquant expressément l'arrêt rendu par la CEJ dans l'affaire *Timmermans* et en se fondant sur des éléments de preuve manifestes étayant le raisonnement qui sous-tendait cette révocation.[617]

Analyse par le Groupe spécial

7.332 Le Groupe spécial note que l'essentiel de la contestation des États-Unis en ce qui concerne l'affaire de la *PlayStation2 de Sony* (affaire de la *PS2*) est que les autorités douanières des États membres peuvent refuser de retirer la révocation d'un RTC même si ce refus déroge à l'application uniforme.[618]

7.333 Le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.64 que, compte tenu de leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ne pouvaient contester "en tant que telles" la conception et la structure du système d'administration douanière des CE dans son ensemble, pas plus que la conception et la structure du système des CE dans les domaines de l'administration douanière qui étaient indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial que ceux-ci avaient présentée. Pour ce qui est de l'allégation spécifique formulée par les États-Unis selon laquelle les autorités douanières des États membres peuvent refuser de retirer la révocation d'un RTC même si ce refus déroge à l'application uniforme, le Groupe spécial estime que c'est une question qui ne relève pas de son mandat, parce qu'elle a trait aux aspects structurels liés au système d'administration douanière des CE. Il estime néanmoins que, compte tenu de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'ils ont présentée, les États-Unis peuvent formuler une allégation quant à la question de savoir s'il existe des éléments de preuve indiquant que le refus des autorités douanières du Royaume-Uni de retirer la révocation du RTC visant les PS2 dans le cadre de l'affaire de la *PS2* s'est traduit par une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994, et qu'il est habilité à examiner cette allégation. À cet égard, le Groupe spécial note que le refus de retirer la révocation du RTC constitue un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte administratif est une question qui relève du mandat du Groupe spécial

[616] Réponse des États-Unis à la question n° 184 du Groupe spécial.

[617] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 54, dans laquelle il est fait référence à *Sony Computer Entertainment Europe Ltd. v. Commissioners of Customs and Excise*, arrêt de la Haute Cour de justice, Chambre de la chancellerie, EWHC 1644 (Ch), paragraphe 118 (pièce US-70).

[618] Réponse des États-Unis à la question n° 184 du Groupe spécial.

puisqu'il s'agit d'un cas d'application du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire.[619]

7.334 Les faits pertinents sont exposés dans l'arrêt qui a été rendu par la Chambre de la chancellerie de la Haute Cour de justice du Royaume-Uni dans l'affaire *Sony Computer Entertainment Europe Limited v. the Commissioners of Customs and Excise*.[620] Plus précisément, le 28 août 2000, Sony a demandé à l'autorité douanière du Royaume-Uni de délivrer un RTC classant certains modèles de PS2 sous la position tarifaire 8471 du Tarif douanier commun. Le 19 octobre 2000, l'autorité douanière du Royaume-Uni a délivré un RTC classant la PS2 sous la position 9504 et non sous la position 8471 du Tarif douanier commun. Elle a expliqué que sa décision se fondait sur le fait que le produit n'était pas considéré comme librement programmable et ne satisfaisait donc pas aux critères de la note 5 A) a) 2) relative au chapitre 84 du Tarif douanier commun. En conséquence, le produit ne pouvait pas être classé sous la position 8471. L'autorité douanière du Royaume-Uni a noté que le classement sous la position 9504 était justifié eu égard, entre autres, au Règlement (CE) n° 1508/2000 de la Commission applicable à un ensemble d'appareils électroniques comprenant une console de jeux vidéo.

7.335 Le 22 novembre 2000, Sony a demandé une révision ministérielle formelle de la décision rendue le 19 octobre 2000 par l'autorité douanière du Royaume-Uni, qui avait pour effet de classer la PS2 sous la position 9504 et non sous la position 8471. Par suite de cette révision ministérielle, la décision de classer la PS2 sous la position 9504 a été confirmée dans une lettre datée du 5 janvier 2001. Elle a également été confirmée par la Section de la nomenclature tarifaire et statistique du Comité du Code des douanes au cours de sa réunion des 26 et 27 février 2001. Dans une lettre datée du 29 mars 2001, Sony a été informée de la décision de la Commission et du fait qu'un projet de règlement classant les produits en question sous la position 9504 était en cours d'élaboration. La justification du classement de la PS2 sous la position 9504 dans le projet de règlement était la suivante: "Des fonctions diverses de l'appareil (y compris les jeux vidéo, la lecture de DVD vidéo et de CD audio, le traitement automatique de l'information, etc.), la fonction relative aux jeux vidéo confère à l'appareil son caractère essentiel et détermine le classement comme console de jeux de la position 9504."[621]

7.336 Avant l'adoption du projet de règlement, Sony a formé un recours devant le Tribunal des droits et de la TVA du Royaume-Uni contre la décision rendue à la suite de la révision ministérielle, laquelle figurait dans la lettre du 5 janvier 2001. Il a été fait droit à ce recours. En y faisant droit, le Tribunal a noté que la décision de l'autorité douanière du Royaume-Uni s'appuyait sur le fait que la PS2 n'était pas "librement programmable" et ne satisfaisait donc pas aux critères de classement sous la position 8471, conformément à la note 5 A) a) 2) relative au chapitre 84. La révision ministérielle a confirmé ce raisonnement. Le Tribunal devant lequel Sony a formé un recours a constaté que le fondement de la décision de l'autorité douanière du Royaume-Uni (et de la révision ministérielle ultérieure) n'était pas valable eu égard au fait que le projet de règlement classait la PS2 sous la position 9504 pour des raisons différentes. Le Tribunal a conclu, par conséquent, que la décision de l'autorité douanière du Royaume-Uni ne pouvait être maintenue.

7.337 À la suite de la décision du tribunal de faire droit à son recours, Sony a demandé à l'autorité douanière du Royaume-Uni de délivrer un nouveau RTC classant la PS2 sous la position tarifaire 8471. L'autorité a accédé à cette demande dans une lettre datée du 12 juin 2001, tout en

---

[619] Pour des renseignements sur les institutions et mécanismes des CE intervenant dans le domaine du classement tarifaire, voir plus haut les paragraphes 7.179 à 7.182.

[620] *Sony Computer Entertainment Europe Limited v. the Commissioners of Customs and Excise*, arrêt de la Haute Cour de justice, Chambre de la chancellerie, EWHC 1644 (Ch) (pièce US-70).

[621] Le projet de règlement a été adopté ultérieurement en tant que Règlement (CE) n° 1400/2001 de la Commission du 10 juillet 2001 (pièce EC-157).

précisant que le RTC ayant pour effet de classer la PS2 sous la position 8471 serait révoqué une fois que le projet de règlement la classant sous la position 9504 aurait été publié.

7.338 Le 10 juillet 2001, le projet de règlement a été adopté en tant que Règlement (CE) n° 1400/2001 de la Commission.[622] Conformément à l'article premier de ce règlement, lu en tenant compte de l'annexe du règlement, la PS2 a été classée sous la position 9504. Par conséquent, le 25 juillet 2001, l'autorité douanière du Royaume-Uni a écrit à Sony pour révoquer le RTC qui classait la PS2 sous la position 8471. Le 6 septembre 2001, Sony a demandé une révision ministérielle de la décision de révoquer le RTC au motif que le règlement qui avait entraîné la révocation (à savoir le Règlement n° 1400/2001) était illicite. En outre, le 3 octobre 2001, Sony a introduit un recours devant la CEJ pour faire annuler le Règlement n° 1400/2001 en vertu de l'article 230 du Traité CE. Le 30 septembre 2003, le Tribunal de première instance a annulé le Règlement en constatant que, bien que la PS2 puisse être classée sous la position 9504, l'explication du fondement juridique de son classement sous cette position en application du règlement était erronée.[623]

7.339 À la suite de l'annulation du Règlement n° 1400/2001, l'autorité douanière du Royaume-Uni a demandé l'avis de la Direction générale de la fiscalité et de l'union douanière au sujet du statut du RTC qui avait classé la PS2 sous la position 8471. Dans sa réponse, qui figure dans une lettre datée du 8 janvier 2004 et adressée aux autorités douanières de tous les États membres actuels ou potentiels, la Direction générale a indiqué que compte tenu des constatations du Tribunal de première instance selon lesquelles la PS2 ne pouvait pas être classée sous la position 8471 et pouvait l'être sous la position 9504, la Commission européenne estimait que la PS2 pouvait toujours être correctement classée sous la position 9504. Le 1er mai 2004 ou vers cette date, l'OMD a adopté un avis de classement qui classait la PS2 sous la position 9504.

7.340 Le Groupe spécial peut voir que les circonstances entourant l'affaire de la *PS2* pourraient avoir entraîné une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Plus précisément, dans le cadre de cette affaire, l'autorité douanière du Royaume-Uni a refusé de retirer la révocation du RTC classant la PS2 sous la position 8471 malgré l'annulation du Règlement n° 1400/2001, qui était à l'origine de la révocation. L'autorité douanière du Royaume-Uni a refusé de le faire au motif que le Règlement n° 1400/2001 avait été jugé invalide non pas parce qu'il classait incorrectement la PS2 sous la position 9504, mais parce que l'explication du fondement juridique de ce classement en vertu du règlement était erronée. Il est concevable que d'autres autorités douanières dans les Communautés européennes auraient pu adopter une approche autre que celle adoptée par les autorités douanières du Royaume-Uni. En particulier, elles auraient pu décider de se conformer au RTC en classant la PS2 sous la position 8471, étant donné que le règlement classant le produit sous la position 9504 avait été annulé. Ou bien elles auraient pu décider de retirer les révocations du RTC qui classait la PS2 sous la position 8471. Le Groupe spécial estime qu'une situation d'application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994 aurait été créée si l'une ou l'autre de ces possibilités s'était matérialisée. En particulier, alors que l'autorité du Royaume-Uni aurait classé le produit sous la position 9504, les autres autorités douanières l'auraient classé sous la position 8471. Ce scénario est possible dans le cadre du système d'administration douanière des CE parce que celui-ci ne prévoit pas le retrait uniforme des révocations de RTC. Le système n'impose pas non plus aux autorités douanières des États membres l'obligation de consulter

[622] Règlement (CE) n° 1400/2001 de la Commission du 10 juillet 2001 (pièce EC-157).

[623] Arrêt du Tribunal de première instance, Sony Computer Entertainment Europe Ltd. contre Commission des Communautés européennes, affaire T-243/01, 30 septembre 2003, points 120 à 128 (pièce US-12).

les autres autorités douanières au sujet des décisions de retirer des révocations de RTC ni de leur notifier ces décisions.[624]

7.341 Le Groupe spécial note toutefois qu'il ne lui a été communiqué aucun élément de preuve indiquant que le refus de l'autorité douanière du Royaume-Uni de retirer sa révocation du RTC classant la PS2 sous la position 8471 avait entraîné des divergences entre États membres en matière de classement tarifaire. En fait, les seuls éléments de preuve fournis par les États-Unis en ce qui concerne le classement de la PS2 sont les arrêts de la Haute Cour de justice du Royaume-Uni[625] et du Tribunal de première instance[626] concernant l'affaire de la *PS2*. Le Groupe spécial estime que ces arrêts ne prouvent pas à eux seuls que des divergences dans le classement tarifaire sont apparues entre États membres à la suite du refus de l'autorité douanière du Royaume-Uni de retirer sa révocation du RTC classant la PS2 sous la position 8471.

7.342 Le Groupe spécial estime aussi que les circonstances entourant l'affaire de la *PS2* auraient pu entraîner à un autre égard une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Plus précisément, dans une lettre datée du 12 juin 2001, les autorités douanières du Royaume-Uni ont décidé d'accorder à Sony un RTC classant la PS2 sous la position 8471, alors même qu'elles savaient que l'adoption du Règlement n° 1400/2001 était imminente et que ce règlement aurait pour effet de classer la PS2 sous la position 9504.[627] Quand les autorités douanières du Royaume-Uni ont délivré à Sony le RTC classant la PS2 sous la position 8471, elles ont indiqué clairement que le RTC serait révoqué une fois que le Règlement n° 1400/2001 aurait été adopté. Toutefois, il est fort possible qu'entre-temps d'autres autorités douanières aient classé la PS2 sous la position 9504 en sachant que, finalement, le Règlement n° 1400/2001 s'appliquerait à la PS2 et prescrirait le classement sous la position 9504. Néanmoins, comme nous l'avons relevé plus haut, il n'a été communiqué au Groupe spécial aucun élément de preuve indiquant que des divergences de classement étaient apparues entre États membres à la suite de la délivrance par l'autorité douanière du Royaume-Uni du RTC classant la PS2 sous la position 8471.

7.343 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas prouvé que le fait que les autorités douanières du Royaume-Uni n'ont pas retiré la révocation du RTC concernant le classement tarifaire de la PS2 dans le cadre de l'affaire de la *PS2* représentait une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

viii) Interprétation et application d'une modification d'une note explicative concernant les caméscopes dans l'affaire des caméscopes

Résumé des arguments des parties

7.344 Les **États-Unis** font valoir que dans un exposé, M. de Baere, spécialiste de la législation douanière des CE, souligne que les conséquences d'une note explicative peuvent varier d'un État

[624] Le Groupe spécial croit comprendre que la législation douanière des CE ne comporte aucune disposition prévoyant que le retrait de la révocation d'un RTC est immédiatement contraignant pour les autorités douanières de tous les États membres. Il croit comprendre, en outre, que cette législation ne comporte aucune disposition spécifique prescrivant la communication à la Commission du retrait de la révocation d'un RTC par les autorités douanières des États membres.

[625] *Sony Computer Entertainment Europe Ltd. v. Commissioners of Customs and Excise*, arrêt de la Haute Cour de justice, Chambre de la chancellerie, [2005] EWHC 1644 (Ch), 27 juillet 2005 (pièce US-70).

[626] Arrêt du Tribunal de première instance, *Sony Computer Entertainment Europe Ltd. contre Commission des Communautés européennes*, affaire T-243/01, 30 septembre 2003 (pièce US-12).

[627] Nous notons à ce propos que même les Communautés européennes ont déclaré dans leurs communications au Groupe spécial que "même si le RTC en question n'aurait pas dû être délivré, il s'agissait d'un cas unique dû aux circonstances très particulières de l'affaire". (réponse des Communautés européennes à la question n° 184 du Groupe spécial)

membre à l'autre. Dans certains États membres, une note explicative peut être considérée de la même façon qu'un règlement et n'avoir qu'un effet prospectif. Dans d'autres, elle peut être considérée comme une clarification de l'état du droit et avoir un effet rétroactif.[628] À titre d'exemple, les États-Unis évoquent une affaire concernant le classement de caméscopes. Ils expliquent que la question qui se posait dans cette affaire était de savoir si certains caméscopes devaient être classés sous la position tarifaire 8525 40 91 du Tarif douanier commun (frappée d'un droit de 4,9 pour cent) ou sous la position tarifaire 8525 40 99 du Tarif douanier commun (frappée d'un droit de 14 pour cent).[629]

7.345 Les États-Unis rappellent qu'un caméscope relève de la position 8525 40 91 s'il "permet uniquement l'enregistrement du son et des images prises par la caméra de télévision", alors que les "autres" caméscopes relèvent de la position 8525 40 99. Ils font observer qu'en juillet 2001, la Commission a adopté une modification d'une note explicative antérieure visant la position 8525 40 99. La modification dispose que "les "caméscopes" pour lesquels l'entrée vidéo est obstruée par une plaque ou par tout autre moyen ou pour lesquels l'interface vidéo peut être activée postérieurement comme entré vidéo à l'aide d'un logiciel" relèvent de la position 8525 40 99.[630] Les États-Unis font observer que, conformément à la note explicative modifiée, si un caméscope est susceptible d'être modifié d'une certaine manière, il devrait être classé sous la position 8525 40 99, même si au moment de l'importation, il semblait pouvoir être classé sous la position 8525 40 91.[631]

7.346 Les États-Unis font valoir qu'eu égard à la note explicative modifiée, deux États membres (à savoir la France et l'Espagne) ont perçu rétroactivement un droit additionnel sur certains caméscopes importés avant la modification, qui avaient été classés sous la position 8525 40 91. Autrement dit, eu égard à la note explicative, les autorités douanières de ces États membres ont revu le classement de marchandises qui avaient déjà été importées et perçu des droits de douane additionnels en conséquence. En revanche, les autorités douanières d'autres États membres se sont abstenues de donner un effet rétroactif à la note explicative parce qu'à leur avis, elle établissait effectivement une nouvelle règle de fond – c'est-à-dire qu'elle faisait de la possibilité de modifier l'utilisation des caméscopes après importation un critère pour leur classement. Les États-Unis soutiennent que cela est attesté, par exemple, par l'avis concernant la note explicative émis par l'autorité douanière du Royaume-Uni, dans lequel celle-ci indique que la note "entraîne effectivement un changement de pratique pour le Royaume-Uni".[632] Donc, selon les États-Unis, différents bureaux de douane des CE ont appliqué différemment la note explicative modifiée dans une situation donnée, ce qui démontre que les Communautés européennes n'appliquent pas uniformément leur législation douanière, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[633]

---

[628] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 26, dans lequel il est fait référence à la pièce US-59.

[629] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 27, dans lequel il est fait référence au Règlement n° 1810/2004 de la Commission du 7 septembre 2004 modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, 30 octobre 2004, page 573 (pièce US-60).

[630] Application uniforme de la Nomenclature combinée (NC), Journal official des Communautés européennes, 6 juillet 2001, C 190/10 (pièce US-61). Notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, Journal officiel des Communautés européennes, 13 juillet 2000, page 316 (pièce US-62).

[631] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 28.

[632] HM Customs & Excise, Tariff Notice 19/01, juillet 2001 (pièce US-63). Vorschriftensammlung Bundesfinanzverwaltung, VSF-Nachrichten N 46 2003, sec. I(3), 5 août 2003 (avis des douanes allemandes sur l'application des dispositions des CE relatives au remboursement/à la remise et au recouvrement des droits à l'importation, avec une traduction officieuse en anglais) (pièce US-64).

[633] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 29.

7.347 Les **Communautés européennes** répliquent que les États-Unis ont invoqué l'affaire des *caméscopes* pour réfuter l'argument des Communautés européennes selon lequel les notes explicatives des CE sont un instrument servant à garantir l'application uniforme des règles des CE en matière de classement.[634] Cependant, selon les Communautés européennes, les États-Unis évoquent cette affaire pour aborder la question de savoir si les États membres, par suite de l'adoption d'une note explicative des CE, peuvent percevoir rétroactivement un droit additionnel sur les importations effectuées avant la publication de la note explicative. Selon elles, cette question n'a rien à voir avec la valeur des notes explicatives en tant qu'instrument servant à garantir l'application uniforme des règles relatives au classement tarifaire. En outre, selon les Communautés européennes, les États-Unis n'ont pas montré qu'il y a eu un manque d'uniformité en ce qui concerne le classement tarifaire dans les Communautés européennes à la suite de la publication de la note explicative en question.[635]

Analyse par le Groupe spécial

7.348 Le Groupe spécial note que l'essentiel de la contestation des États-Unis à propos de l'affaire des *caméscopes* semble être que la manière dont la modification d'une note explicative relative au Tarif douanier commun et concernant les caméscopes a été interprétée et appliquée a varié d'un État membre à l'autre. Plus précisément, à propos de l'affaire des *caméscopes*, les États-Unis soutiennent que dans certains États membres – à savoir le Royaume-Uni et l'Allemagne – la note explicative a été considérée comme équivalent à un règlement, de sorte qu'il ne lui a été conféré qu'un effet prospectif, alors que dans d'autres États membres – à savoir la France et l'Espagne – elle a été considérée comme une simple clarification du droit avec effet rétroactif.[636]

7.349 De l'avis du Groupe spécial, l'interprétation et l'application des modifications des notes explicatives relatives au Tarif douanier commun par les autorités douanières des États membres constituent un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte administratif est une question qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il s'agit d'un cas d'application du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire.[637]

7.350 Le Groupe spécial peut voir que des différences dans l'interprétation et l'application des modifications des notes explicatives relatives au Tarif douanier commun par les États membres pourraient entraîner une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ces différences pourraient en particulier entraîner l'imposition aux importateurs de produits identiques d'un traitement tarifaire qui n'est pas le même dans différents États membres. Par exemple, si un État membre décidait de considérer la modification de notes explicatives comme une simple clarification du droit et l'applique donc rétroactivement, cela pourrait signifier que les importateurs ayant importé des produits sur le territoire de cet État membre avant la modification de la note explicative seraient passibles de droits dont le paiement serait exigé rétroactivement. Si, par contre, un autre État membre décidait d'assimiler la modification à un règlement de fond relatif au classement et ne l'appliquait donc que d'une manière prospective, cela signifierait que les importateurs ayant importé des produits sur le territoire de cet État membre avant la modification de la note explicative ne seraient pas tenus d'acquitter rétroactivement ces droits. De l'avis du Groupe spécial, l'absence d'une obligation faite

[634] Les Communautés européennes ont fait valoir en particulier qu'aux fins de l'examen du système d'administration douanière des CE dans le domaine du classement tarifaire, il était nécessaire de prendre en considération tous les éléments pertinents de ce système, y compris les notes explicatives des CE. (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 262, 291 et 292; et déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphes 38 et 39)

[635] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphes 38 et 39.

[636] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphes 26 et 27.

[637] À tout le moins, le Groupe spécial estime que les modifications des notes explicatives relatives au Tarif douanier commun sont des "mesures connexes" du Tarif douanier commun. À ce propos, voir plus haut le paragraphe 7.28. Voir aussi plus haut le paragraphe 7.175.

aux États membres dans le cadre du système d'administration douanière des CE, de considérer la note explicative de la même manière pourrait représenter un cas d'application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[638] Néanmoins, le Groupe spécial note qu'il ne lui a été communiqué aucun élément de preuve attestant qu'une application non uniforme relativement à l'interprétation et à l'application des notes explicatives modifiées relatives aux caméscopes s'était effectivement produite en ce qui concerne l'affaire des *caméscopes*.

7.351 En particulier, les États-Unis se fondent principalement sur un exposé PowerPoint donné par M. de Baere, spécialiste de la législation douanière de CE.[639] Selon les États-Unis, il ressort de cet exposé, que les conséquences d'une note explicative peuvent varier d'un État membre à l'autre.[640] Toutefois, la seule observation faite dans l'exposé qui semble avoir un rapport avec l'interprétation et l'application divergentes des notes explicatives (et, vraisemblablement, des modifications y afférentes) est, s'agissant des caméscopes, que "des États membres (la France et l'Espagne) interprètent différemment l'effet rétroactif de la note explicative".[641] Le Groupe spécial note que la partie de l'exposé de M. de Baere dans laquelle figure cette affirmation ne renferme aucun élément factuel qui viendrait étayer les dires de celui-ci.

7.352 Se fondant sur cette affirmation figurant dans l'exposé de M. de Baere, les États-Unis cherchent à opposer l'interprétation et l'application de la modification de la note explicative concernant les caméscopes en France et en Espagne, d'une part, et l'interprétation et l'application de la même modification au Royaume-Uni et en Allemagne, d'autre part. Pour ce faire, les États-Unis se réfèrent à un avis de classement tarifaire du Royaume-Uni[642] et à un avis de l'Allemagne.[643] Il y a lieu de noter, toutefois, qu'il n'a été communiqué au Groupe spécial aucun élément de preuve concernant le traitement de la note explicative modifiée en question en France et en Espagne.[644] Faute d'éléments de preuve, le Groupe spécial estime qu'il est impossible de tirer la moindre conclusion concernant l'existence d'une application non uniforme des notes explicatives modifiées par les autorités

---

[638] Nous notons à cet égard que selon l'article 9(1) a) du Règlement n° 2658/87, la Commission peut publier des notes explicatives relatives à la Nomenclature combinée. Ces notes explicatives ne sont pas juridiquement contraignantes et ne peuvent pas modifier la Nomenclature combinée. Toutefois, la CEJ a dit à maintes reprises qu'elles contribuent de façon importante à l'interprétation de la NC. (affaire C-396/02, *DFDS*, arrêt du 16 septembre 2004 (pas encore publié), point 28 (pièce EC-25); et affaire C-259/97, *Clees*, Rec. 1998, page I-8127, point 12 (pièce EC-29).)

[639] Philippe de Baere, "Coping with customs in the EU: The uniformity challenge: Judicial review of customs decisions and implementing legislation", exposé donné à la Section du droit international de l'Association du barreau américain, 27 octobre 2005 (pièce US-59).

[640] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 26, dans lequel il est fait référence à: Philippe de Baere, *Coping with customs in the EU: The uniformity challenge: Judicial review of customs decisions and implementing legislation*, exposé donné à la Section du droit international de l'Association du barreau américain, 27 octobre 2005 (pièce US-59).

[641] Philippe de Baere, "Coping with customs in the EU: The Uniformity challenge: Judicial review of customs decisions and implementing legislation", exposé donné à la Section du droit international de l'Association du barreau américain, 27 octobre 2005, page 14 (pièce US-59).

[642] HM Customs & Excise, Tariff Notice 19/01, juillet 2001 (pièce US-63).

[643] Vorschriftensammlung Bundesfinanzverwaltung, VSF-Nachrichten N 46 2003, sec. I(3), 5 août 2003, (avis des douanes allemandes sur l'application des dispositions des CE relatives au remboursement/à la remise et au recouvrement des droits à l'importation, avec une traduction officieuse en anglais) (pièce US-64).

[644] La note explicative en question a été modifiée par avis daté du 6 juillet 2001 (Application uniforme de la Nomenclature combinée, 6 juillet 2001, C 190/10 (pièce US-61). Cette note explicative portait sur l'interprétation de la sous-position 8525 40 99. Le Groupe spécial relève qu'il lui a été fourni des copies d'un RTC classant les produits sous la position tarifaire 8525 40 91 qui avait été délivré par les autorités douanières espagnoles en 2004 (pièce US-65). Par contre, il ne lui a été communiqué aucun élément de preuve indiquant que les autorités douanières françaises et espagnoles avaient appliqué la note explicative modifiée pour classer rétroactivement des produits importés avant juillet 2001 sous la sous-position 8525 40 99.

douanières en France et en Espagne, d'une part, et par celles au Royaume-Uni et en Allemagne, d'autre part.

7.353 En outre, de l'avis du Groupe spécial, les éléments de preuve qui ont été apportés en ce qui concerne l'interprétation et l'application de la note explicative modifiée au Royaume-Uni et en Allemagne ne prouvent pas clairement que ces deux États membres assimilent la note explicative à un règlement de fond relatif au classement et qu'ils appliquent donc la modification d'une manière prospective, comme l'ont soutenu les États-Unis. Plus précisément, l'avis de classement tarifaire du Royaume-Uni indique seulement que la note explicative modifiée "entraîne effectivement un changement de pratique pour le Royaume-Uni". Cependant, il ne contient aucun élément de preuve quant à la question de savoir si la modification aura un effet prospectif ou rétroactif. L'avis de l'Allemagne est une instruction émanant de l'administration fédérale des finances. Il semble contenir des observations d'ordre général concernant le recouvrement des droits à l'importation dans les cas où, entre autres choses, des notes explicatives sont modifiées. À ce propos, il est dit dans l'avis de l'Allemagne que, "dans la mesure où les changements apportés à la note explicative ne constituent pas des modifications de la teneur, ils peuvent s'appliquer rétroactivement, c'est-à-dire viser aussi les importations effectuées avant leur entrée en vigueur. Dans d'autres cas, lorsque, par exemple, les modifications de notes explicatives du SH représentent un compromis quant au fond ou une position fondamentale ne revêtant pas un caractère définitif, elles ne s'appliquent que d'une manière prospective en ce qui concerne le classement dans la Nomenclature combinée".[645] En d'autres termes, l'avis de l'Allemagne tend à indiquer qu'un effet rétroactif ou prospectif peut être conféré aux modifications des notes explicatives en fonction de la nature de ces modifications. Toutefois, il n'indique pas que la modification de la note explicative en cause dans l'affaire des *caméscopes* devrait être traitée d'une manière prospective, comme le soutiennent les États-Unis. En fait, cet avis ne contient pas la moindre indication quant à la manière dont la note explicative en cause dans l'affaire des *caméscopes* devrait être traitée.

7.354 Après examen de l'ensemble des éléments de preuve présentés par les États-Unis, le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas prouvé que l'interprétation et l'application de la note explicative modifiée du Tarif douanier commun concernant les caméscopes dans le cadre de l'affaire des *caméscopes* différaient d'un État membre à l'autre, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

ix) Résumé et conclusions

7.355 En résumé, le Groupe spécial constate que, en ce qui concerne les allégations des États-Unis relatives à l'application non uniforme du Tarif douanier commun dans le domaine du classement tarifaire:

a) Pendant la période allant de 1990 à 1995, les Communautés européennes n'appliquaient pas le Tarif douanier commun d'une manière uniforme en ce qui concerne le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Toutefois, le classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels ne représente pas actuellement une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial ne constate aucune violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour ce qui est du classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels.

[645] Vorschriftensammlung Bundesfinanzverwaltung, VSF-Nachrichten N 46 2003, sec. I(3), 5 août 2003, (avis des douanes allemandes sur l'application des dispositions des CE relatives au remboursement/à la remise et au recouvrement des droits à l'importation, avec une traduction officieuse en anglais), page 2 (pièce US-64).

b) Le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte ne représente pas une application non uniforme au sens de l'articler X:3 a) du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial ne constate aucune violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour ce qui est du classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte.

c) Les États-Unis n'ont pas prouvé que le classement tarifaire des articles ou shorts unisexes représentait une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

d) Le processus administratif conduisant au classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures représente une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Par conséquent, le Groupe spécial constate qu'il y a violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures.

e) Le classement tarifaire des moniteurs à affichage à cristaux liquides avec interface vidéo numérique représente une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Par conséquent, le Groupe spécial constate qu'il y a violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne le classement tarifaire des moniteurs à affichage à cristaux liquides avec interface vidéo numérique.

f) Les États-Unis n'ont pas prouvé que les autorités douanières des États membres n'ont pas considéré comme étant contraignants des RTC délivrés par les autorités douanières d'autres États membres et que cela représentait une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

g) Les États-Unis n'ont pas prouvé que le refus des autorités douanières du Royaume-Uni de retirer la révocation du RTC concernant le classement tarifaire de la PlaysStation2 de Sony dans le cadre de l'affaire de la *PlayStation2 de Sony* représentait une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

h) Les États-Unis n'ont pas prouvé que l'interprétation et l'application des notes explicatives modifiées du Tarif douanier commun concernant les caméscopes dans le cadre de l'affaire des *caméscopes* représentaient une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

c) Allégations concernant l'application non uniforme du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application dans le domaine de l'évaluation en douane

i) Redevances

Résumé des arguments des parties

7.356 Les **États-Unis** font observer que la Cour des comptes des CE a constaté dans son rapport que, dans un certain nombre de cas, les différents États membres prenaient en compte les redevances de manière différente dans la valeur en douane de marchandises identiques importées par la même société. Ils font valoir que la Cour a constaté que, dans les cas considérés, soit les États membres

intéressés n'avaient pas porté la différence de traitement à l'attention du Comité du Code des douanes, soit la question n'avait pas été examinée par le Comité.[646]

7.357 Les **Communautés européennes** répondent que le traitement des redevances est régi par l'article 32 (1) (c) du Code des douanes communautaire. Elles estiment qu'il n'est pas correct de dire que différents États membres prennent en compte les redevances de manière différente dans la valeur en douane de marchandises identiques importées par la même société, puisque les cas cités par la Cour des comptes concernaient pour la plupart des filiales différentes établies dans divers États membres.[647] Les Communautés européennes ajoutent qu'à la suite du rapport de la Cour des comptes des CE, la Commission, ainsi que le Comité du Code des douanes, ont étudié les cas examinés par la Cour des comptes afin de clarifier les questions et de déterminer s'il y avait eu manque d'uniformité. Selon les Communautés européennes, il a été confirmé dans la plupart des cas que les questions en jeu étaient des questions purement factuelles se rapportant à la détermination des conditions énoncées à l'article 32 (1) (c) du Code des douanes communautaire. Les Communautés européennes font valoir que comme aucun défaut d'uniformité systématique n'a été constaté, il a été conclu que nulle modification du Code des douanes ou du Règlement d'application n'était nécessaire.[648]

7.358 Les **États-Unis** estiment que, même si les affirmations des Communautés européennes étaient correctes, elles ne réfuteraient pas pour autant les constatations générales contenues dans le rapport de la Cour des comptes. Ainsi, la Cour des comptes a constaté des "insuffisances" dans l'application par les Communautés européennes des règles relatives à l'évaluation en douane dont, entre autres choses, "l'absence de normes de contrôle et de méthodes de travail communes"; "l'inégalité de traitement des opérateurs actifs dans plusieurs États membres"; et "l'absence, en droit communautaire, de dispositions permettant l'adoption de décisions relatives à la valeur en douane valables dans toute la Communauté".[649]

Analyse par le Groupe spécial

7.359 Le Groupe spécial note que, pour l'essentiel, les États-Unis allèguent qu'il existe des différences dans la manière dont les autorités douanières des États membres prennent en compte les redevances dans la valeur en douane de marchandises identiques importées par la même société.[650] Dans leurs communications, les États-Unis ont précisé qu'ils mettaient expressément en cause l'application par les Communautés européennes de l'article 32 (1) (c) du Code des douanes communautaire en ce qui concerne le traitement des redevances aux fins de l'évaluation en douane.[651]

7.360 De l'avis du Groupe spécial, la manière dont les redevances sont prises en compte dans la valeur en douane de marchandises identiques importées par la même société constitue un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte administratif est une question qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il s'agit d'un cas d'application de l'article 32 (1) (c) du Code des douanes communautaire dans le domaine de l'évaluation en douane.[652]

7.361 En ce qui concerne la question de savoir si la manière dont les autorités douanières des États membres prennent en compte les redevances dans la valeur en douane de marchandises identiques

---

[646] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 86, dans lequel il est fait référence au rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane, paragraphes 58 à 61 (pièce US-14).

[647] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 392.

[648] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 393.

[649] Réponse des États-Unis à la question n° 137 c) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence au rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane, paragraphe 86 (pièce US-14).

[650] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 86, dans lequel il est fait référence au rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane, paragraphes 58 à 61 (pièce US-14).

[651] Réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial.

[652] À cet égard, voir plus haut les paragraphes 7.183 à 7.187.

importées est "uniforme" au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que l'uniformité géographique est requise au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Autrement dit, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial rappelle également qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial estime que la contestation par les États-Unis de la manière dont les redevances sont prises en compte dans la valeur en douane de marchandises identiques importées par la même société est de nature circonscrite. Elle porte sur l'application d'une seule disposition du Code des douanes communautaire, à savoir l'article 32 (1) (c). Par conséquent, étant donné la délimitation étroite de cette contestation, le Groupe spécial estime qu'un degré d'uniformité élevé est requis aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous passons maintenant à l'examen des faits afin de déterminer si ce degré d'uniformité élevé a été atteint ou non pour ce qui est de la manière dont les redevances sont prises en compte dans la valeur en douane.

7.362 L'article 32 (1) (c) du Code des douanes communautaire dispose ce qui suit:

> "Pour déterminer la valeur en douane par application de l'article 29 [du Code des douanes communautaire], on ajoute au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées:
>
> …
>
> c) les redevances et les droits de licence relatifs aux marchandises à évaluer, que l'acheteur est tenu d'acquitter, soit directement, soit indirectement, en tant que condition de la vente des marchandises à évaluer, dans la mesure où ces redevances et droits de licence n'ont pas été inclus dans le prix effectivement payé ou à payer."

7.363 Le seul élément de preuve invoqué par les États-Unis pour étayer leur allégation selon laquelle l'article 32 (1) (c) du Code des douanes communautaire n'est pas appliqué d'une manière uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, est contenu dans le Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), daté du 14 mars 2001.[653] Nous examinons tour à tour chacun des aspects pertinents du rapport.

---

[653] À titre de référence, le Groupe spécial note qu'il est dit dans le rapport de la Cour des comptes des CE:

"L'audit a été effectué par la Cour des comptes des CE auprès de la Commission et dans tous les États membres, à l'exception des trois États ayant adhéré à l'Union européenne le 1er janvier 1995 (Autriche, Finlande et Suède). Des contrôles ont également eu lieu auprès de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation mondiale des douanes.

L'audit a notamment comporté un examen des documents traités par le [C]omité de la valeur en douane de la Commission, de dossiers d'audit établis par les autorités douanières nationales en matière d'évaluation en douane, de décisions écrites relatives à la valeur en douane, de décisions rendues en appel par les tribunaux et de déclarations en douane proprement dites. Les dossiers et la documentation examinés concernaient plus de 200 entreprises et groupes soumis aux procédures d'évaluation en douane.

Pour sélectionner son échantillon, la Cour s'est fondée sur une liste préétablie reprenant les 50 plus grandes entreprises commerciales au monde, combinée à des listes, obtenues dans chaque État membre visité, des 50 plus grandes entreprises commerciales en termes de droits de douane constatés." Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), 14 mars 2001, paragraphes 9 à 11 (pièce US-14).

7.364 *Premièrement*, le rapport de la Cour des comptes des CE contient des observations générales sur l'application des dispositions relatives aux redevances qui figurent dans la législation douanière des CE:

> "Les redevances et les droits de licence peuvent être inclus dans le prix facturé des marchandises importées ou apparaître séparément sur la facture, en plus du prix de base. Ils peuvent aussi être calculés sur une base annuelle, en pourcentage de la valeur totale des ventes de marchandises importées. […]
>
> …
>
> La Commission a déployé des efforts considérables pour assurer une application uniforme des règles existantes. Malgré tout, la Cour a relevé plusieurs cas apparemment traités de manière différente suivant les États membres. Étant donné la diversité actuelle des méthodes de contrôle au sein de l'union douanière, cela n'est guère surprenant."[654]

7.365 De l'avis du Groupe spécial, si l'extrait du rapport de la Cour des comptes des CE repris dans le paragraphe précédent dénote l'existence d'un "traitement différent" dans le cadre des règles douanières des CE relatives aux redevances, il ne donne aucun détail sur la nature du traitement différent. En conséquence, de l'avis du Groupe spécial, ces déclarations ne sont pas suffisantes à elles seules pour inférer que le "traitement différent" en question équivaut à une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.366 *Deuxièmement*, le rapport de la Cour des comptes des CE évoque le paiement de droits de douane sur les redevances par une société donnée dans certains États membres, mais apparemment pas dans les autres. Le rapport dit expressément ce qui suit:

> "Dans un cas, l'administration douanière de l'État membre où se trouve le siège de l'entreprise concernée a considéré que trois catégories d'opérations différentes pouvaient être prises en considération pour l'évaluation en douane. Toutes étaient légales et, dans certains cas, des redevances et d'autres paiements pouvaient être inclus dans l'évaluation en douane. Si l'analyse de cette administration douanière est correcte, les évaluations en douane examinées par la Cour et concernant les importations effectuées par l'entreprise sont très probablement erronées dans six des sept États membres en cause. En 1997, l'entreprise en question a payé plus de 43 millions d'euros en droits de douane dans ces sept États membres. Les majorations relatives aux redevances représentaient entre 0 et 10% de la valeur des marchandises importées."[655]

7.367 Le Groupe spécial relève que l'extrait du rapport de la Cour des comptes des CE repris dans le paragraphe précédent parle de "trois opérations différentes" effectuées par la société en question, dont certaines auraient comporté le paiement de droits de douane sur les redevances. Ce texte évoque l'existence d'erreurs dans l'évaluation de ces opérations de la part d'un certain nombre d'États membres, mais le rapport ne contient pas suffisamment de renseignements pour nous permettre de conclure que ces erreurs ont abouti à une application non uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Dans la dernière phrase de l'extrait, il est dit que les majorations relatives aux redevances qui ont été appliquées par les différentes autorités douanières nationales et qui étaient

---

[654] Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), 14 mars 2001, paragraphes 55 à 57 (pièce US-14).

[655] Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), 14 mars 2001, paragraphe 58 (pièce US-14).

exigibles de la société en question "représentaient entre 0 et 10%" de la valeur des marchandises importées. Le Groupe spécial estime que, lue dans son contexte, cette phrase n'indique pas nécessairement qu'il y a eu application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, puisqu'il n'est pas possible de dire si les diverses majorations relatives aux redevances étaient dues ou non au fait qu'il s'agissait d'opérations différentes sur le plan matériel, ce que l'on pourrait inférer de la première phrase de l'extrait.

7.368 *Troisièmement*, le rapport de la Cour des comptes des CE évoque un autre cas dans lequel une société donnée a payé des droits de douane sur les redevances dans certains États membres, mais apparemment pas dans d'autres. Il est dit expressément dans le rapport:

> "Dans un autre cas, la majorité des marchandises importées dans la Communauté par une entreprise passaient par un centre de distribution situé dans un État membre. Les autorités douanières de ce dernier ont décidé qu'aucune des redevances payées par cette entreprise ne faisait partie de la valeur en douane. La Cour a constaté que dans cinq États membres où l'opérateur avait auparavant importé des marchandises, les autorités douanières avaient perçu des droits sur une partie au moins des redevances et des autres frais connexes.
>
> Dans cette affaire, certains États membres avaient échangé des informations. Même compte tenu de la diversité des solutions apportées et de la longueur des délais, les autorités des États membres éprouvaient de toute évidence des difficultés à admettre que, sur le fond, les questions relatives à la valeur en douane étaient les mêmes. L'entreprise a payé plus de 33 millions d'euros en droits de douane en 1998. Bien qu'elle se soit fixé comme objectif de garantir à tous les opérateurs l'égalité de traitement dans les États membres […], la Commission n'a pas examiné la procédure d'évaluation en douane appliquée dans le cas de cette entreprise."[656]

7.369 Le Groupe spécial note que l'extrait du rapport de la Cour des comptes des CE repris dans le paragraphe précédent semble effectivement indiquer qu'il existe des différences entre les États membres en ce qui concerne le traitement des redevances aux fins de l'évaluation en douane. Le rapport signale le fait en particulier que l'autorité douanière d'un État membre a décidé que les redevances payées par un importateur donné ne faisaient pas partie de la valeur en douane, alors que les autorités douanières de cinq autres États membres où l'opérateur avait auparavant importé des marchandises comptaient les redevances dans la valeur en douane. La question se pose cependant de savoir si les opérations en question étaient en fait identiques.

7.370 Pour ce qui est de la question de savoir si les opérations en question étaient en fait identiques ou non, le rapport précise que les autorités douanières d'un État membre ont décidé que les redevances payées par une société donnée ne *faisaient pas* partie de la valeur en douane, mais il était manifeste que, dans le cas de cet État membre, les importations passaient par un centre de distribution. Le rapport ne dit pas que les importations effectuées dans d'autres États membres, où les autorités douanières ont décidé que les redevances payées par une société donnée faisaient *effectivement* partie de la valeur en douane, étaient passées elles aussi par un centre de distribution. Il est donc impossible de savoir si les opérations en question étaient en fait identiques. En résumé, le Groupe spécial estime que le rapport de la Cour des comptes des CE ne contient pas suffisamment de renseignements pour que l'on puisse savoir si le "traitement différent" dans le cadre des règles douanières des CE relatives

[656] Rapport spécial de la Cour des comptes des CE n° 23/2000 relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), 14 mars 2001, paragraphe 60 (pièce US-14).

aux redevances constituait ou non une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[657]

7.371 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas prouvé qu'il existait des différences entre les États membres quant à la manière dont les redevances étaient prises en compte dans la valeur en douane de marchandises identiques importées par la même société, qui représentaient une application non uniforme de l'article 32 (1) (c) du Code des douanes communautaire au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

ii) Détermination de la valeur en douane sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente (ou "ventes successives")

Résumé des arguments des parties

7.372 Selon les **États-Unis**, la Cour des comptes des CE a estimé dans son rapport qu'en ce qui concerne l'application de la règle qui permettait dans certains cas de déterminer la valeur en douane des marchandises importées sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente ayant conduit à l'introduction des marchandises sur le territoire douanier des Communautés européennes, les autorités de certains États membres exigeaient des importateurs qu'ils obtiennent une autorisation préalable pour que la valeur en douane soit déterminée sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente, alors que les autorités d'autres États membres n'imposaient pas cette exigence.[658] Les États-Unis ajoutent qu'il est révélateur non seulement que certaines autorités douanières des CE appliquant l'article 147 (1) du Règlement d'application en imposant une sorte d'autorisation préalable, et pas d'autres, mais aussi que l'autorisation préalable obtenue de l'autorité douanière dans une région des CE n'ait pas un caractère contraignant dans d'autres parties du territoire des Communautés européennes.[659]

7.373 Les **Communautés européennes** répliquent que les conditions dans lesquelles une vente autre que la dernière vente peut servir de base pour déterminer la valeur transactionnelle sont énoncées à l'article 147 du Règlement d'application.[660] Elles indiquent que les États-Unis allèguent que la Cour des comptes des CE "a constaté que les autorités de certains États membres exigeaient des importateurs qu'ils obtiennent une autorisation préalable pour que la valeur en douane soit déterminée sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente", alors que la Cour des comptes a simplement dit qu'"*en pratique*[,] certaines autorités douanières imposent *une sorte d'approbation préalable*". Les Communautés européennes soutiennent que, contrairement à l'impression donnée par les États-Unis, il n'existe pas de prescription légale relative à l'obtention d'une autorisation préalable

[657] Le Groupe spécial fait observer à cet égard que le rapport de la Cour des comptes des CE n'avait pas pour but de déterminer s'il y avait ou non application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En fait, il est dit au paragraphe 12 du rapport: "L'objectif général de l'audit était d'apprécier l'exactitude et l'uniformité de l'évaluation en douane de marchandises importées dans l'Union européenne. Il s'agissait notamment de déterminer: a) comment les règles internationales relatives à l'évaluation en douane avaient été incorporées à la législation communautaire; b) quelles mesures la Commission ou les États membres avaient prises pour garantir l'application correcte des règles communautaires relatives à l'évaluation en douane et quelles procédures de contrôle les autorités douanières des États membres avaient mises en place pour se conformer à la réglementation communautaire; c) dans quelle mesure la réglementation communautaire était appliquée de manière uniforme en ce qui concerne les importations, notamment celles effectuées par des entreprises opérant dans plusieurs États membres." Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), 14 mars 2001 (pièce US-14).

[658] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 87, dans lequel il est fait référence au rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane, paragraphe 64 (pièce US-14).

[659] Réponse des États-Unis à la question n° 137 d) du Groupe spécial.

[660] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 394.

pour pouvoir se fonder sur une vente antérieure.[661] En outre, étant donné la complexité potentielle de la question en jeu, il n'est pas déraisonnable qu'une autorité douanière encourage les négociants qui veulent se prévaloir de la possibilité de déterminer la valeur transactionnelle sur la base d'une vente antérieure à régler la question à l'avance. Les Communautés européennes précisent que, quoi qu'il en soit, elles estiment que cette pratique est une variation mineure de la pratique administrative, qui ne représente pas un manque d'uniformité incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.[662]

7.374 Les **États-Unis** soutiennent qu'il n'y a pas de différence entre imposer aux importateurs l'obligation légale d'obtenir une autorisation préalable et imposer en pratique une sorte d'approbation préalable.[663] De plus, les États-Unis contestent que les différences en question concernant l'application de l'article 147 (1) du Règlement d'application sont une "variation mineure". Ils estiment que si le négociant doit obtenir une autorisation préalable pour que la détermination de la valeur en douane soit établie sur la base d'une vente autre que la dernière vente, la question demande à être prise en considération lorsqu'il s'agit de décider du lieu d'introduction des marchandises sur le territoire des Communautés européennes. À cet égard, les États-Unis soutiennent que la thèse selon laquelle il n'y a violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 qu'en cas d'application non uniforme affectant la dette douanière ultime du négociant, et non en cas d'application non uniforme affectant la charge ou le risque assumés par le négociant est dénuée de fondement.[664]

7.375 Les **Communautés européennes** soutiennent que, d'après une étude des pratiques des autorités douanières de tous les États membres, elles sont en mesure de confirmer qu'aucun État membre n'impose, en droit ou en pratique, l'obligation d'obtenir une autorisation préalable parmi les conditions à remplir pour qu'une vente autre que la dernière vente puisse servir de base pour déterminer la valeur transactionnelle aux fins de l'évaluation en douane. Selon elles, les États-Unis n'ont pas présenté d'éléments de preuve à l'effet contraire.[665]

Analyse par le Groupe spécial

7.376 Le Groupe spécial note que les États-Unis contestent l'application de l'article 147 (1) du Règlement d'application. Plus précisément, les États-Unis font valoir que, dans certains États membres, les importateurs sont pratiquement tenus d'obtenir une autorisation préalable pour que la valeur en douane soit déterminée sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente (ou "vente successive"), alors que les autorités d'autres États membres n'imposent pas une telle prescription.[666] En outre, selon les États-Unis, l'autorisation préalable obtenue auprès de l'autorité douanière d'un État membre n'a pas un caractère contraignant ailleurs sur le territoire des Communautés européennes.[667]

7.377 De l'avis du Groupe spécial, l'imposition de prescriptions relatives à l'obtention d'une autorisation pour que la valeur en douane soit déterminée sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente est un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte administratif est une question qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il

[661] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 395.
[662] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 396.
[663] Réponse des États-Unis à la question n° 137 d) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence à la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 394 à 396.
[664] Réponse des États-Unis à la question n° 137 d) du Groupe spécial, dans laquelle il est fait référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Cuirs et peaux*, paragraphes 11.91 à 11.93.
[665] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 137 d) du Groupe spécial.
[666] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 87.
[667] Réponse des États-Unis à la question n° 137 d) du Groupe spécial.

s'agit d'un cas d'application de l'article 147 (1) du Règlement d'application dans le domaine de l'évaluation en douane.[668]

7.378 En ce qui concerne la question de savoir si l'imposition de prescriptions relatives à l'obtention d'une autorisation pour que la valeur en douane soit déterminée sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente dans les États membres est ou non "uniforme" au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que l'uniformité géographique est requise au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Autrement dit, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial rappelle également qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial estime que la contestation par les États-Unis de l'imposition de prescriptions relatives à l'obtention d'une autorisation pour que la valeur en douane soit déterminée sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente est de nature circonscrite. Elle porte sur l'application d'une seule disposition du Règlement d'application, à savoir l'article 147 (1). Par conséquent, étant donné la délimitation étroite de cette contestation, le Groupe spécial estime qu'un degré d'uniformité élevé est requis aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous passons maintenant à l'examen des faits afin de déterminer si ce degré d'uniformité élevé a été atteint ou non pour ce qui est de l'imposition de prescriptions relatives à l'obtention d'une autorisation pour que la valeur en douane soit déterminée sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente.

7.379 La partie pertinente de l'article 147 (1) du Règlement d'application dispose ce qui suit:

> "1. Aux fins de l'article 29 du [C]ode, le fait que les marchandises faisant l'objet d'une vente sont déclarées pour la mise en libre pratique doit être considéré comme une indication suffisante qu'elles ont été vendues en vue de l'exportation à destination du territoire douanier de la Communauté. Cette indication ne subsiste en cas de ventes successives avant l'évaluation qu'à l'égard de la dernière vente sur la base de laquelle les marchandises ont été introduites dans le territoire douanier de la Communauté, ou à l'égard d'une vente dans le territoire douanier de la Communauté avant la mise en libre pratique des marchandises.
>
> Lors de la déclaration d'un prix relatif à une vente précédant la dernière vente sur la base de laquelle les marchandises ont été introduites dans le territoire douanier de la Communauté, il doit être démontré à la satisfaction des autorités douanières qu'une telle vente des marchandises a été conclue en vue de l'exportation à destination dudit territoire."

7.380 Le seul élément de preuve invoqué par les États-Unis pour étayer leur allégation selon laquelle l'article 147 (1) du Règlement d'application n'est pas appliqué d'une manière uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, est contenu dans le Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), daté du 14 mars 2001.

7.381 Le paragraphe pertinent du rapport de la Cour des comptes est libellé comme suit:

> "La Cour n'a pas été en mesure de déterminer exactement dans quelle mesure les importateurs utilisent ou cherchent à utiliser la clause relative aux ventes successives.

[668] À cet égard, voir plus haut les paragraphes 7.183 à 7.187.

> Cela tient notamment au fait que, à la différence de ce qui est prévu pour certaines autres dispositions douanières, un importateur n'est pas légalement tenu d'obtenir une permission ou une autorisation préalable pour faire jouer la clause relative aux ventes successives. Néanmoins, la Cour a constaté qu'en pratique certaines autorités douanières imposent une sorte d'approbation préalable, même si cette pratique n'a pas de fondement en droit communautaire. Comme pour d'autres aspects de l'évaluation en douane, la Cour a constaté que les autorités douanières permettent l'application de cette disposition ou se consultent mutuellement à des degrés divers. La Cour a établi que certains importateurs utilisent la clause relative aux ventes successives dans un ou plusieurs États membres, à l'exclusion de certains d'entre eux cependant, et a attiré l'attention de la Commission sur un certain nombre d'incohérences graves."[669]

7.382 Le Groupe spécial note que, dans le paragraphe du rapport de la Cour des comptes des CE repris dans le paragraphe précédent, la Cour a relevé qu'il existait chez les autorités douanières une "pratique" consistant à imposer une sorte d'approbation préalable en ce qui concerne la clause de la législation douanière des CE relative aux ventes successives, à savoir l'article 147 (1) du Règlement d'application. La Cour a noté plus particulièrement que cette pratique n'avait pas de fondement en droit communautaire et qu'elle n'était pas suivie dans d'autres États membres. Au cours des travaux du Groupe spécial, les Communautés européennes ont indiqué que, d'après une étude des pratiques des autorités douanières de tous les États membres, aucun État membre n'imposait, en droit ou en pratique, l'obligation d'obtenir une autorisation préalable parmi les conditions pour qu'une vente autre que la dernière vente puisse servir de base pour déterminer la valeur transactionnelle aux fins de l'évaluation en douane.[670] Cependant, au moment où le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties, les Communautés européennes n'avaient présenté aucun élément de preuve pour étayer leur affirmation à cet égard.[671] De plus, à ce moment-là, le Groupe spécial n'était en possession d'aucun élément de preuve permettant de penser qu'il avait été remédié dans les Communautés européennes à la pratique de certaines autorités douanières consistant à imposer une sorte d'approbation préalable, laquelle avait été mise en lumière dans le rapport de la Cour des comptes des CE. Le Groupe spécial estime que des éléments de preuve attestant clairement de l'imposition d'une prescription par les États membres, que ce soit en pratique et/ou en droit, qui n'est pas fondée en droit communautaire et qui n'est pas suivie dans d'autres États membres, comme ceux que contient le rapport de la Cour des comptes concernant la clause relative aux ventes successives, dénotent nécessairement un manquement à l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.383 En conséquence, le Groupe spécial conclut que l'application de l'article 147 (1) du Règlement d'application dans les Communautés européennes n'est pas uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, dans la mesure où les autorités douanières de certains États membres imposent une sorte d'approbation préalable en ce qui concerne la clause relative aux ventes successives, qui est incompatible avec la législation douanière des CE, alors que les autorités douanières d'autres États membres ne le font pas. Le Groupe spécial fait observer à cet égard que la pratique qui consiste à imposer une sorte d'approbation préalable en ce qui concerne la clause relative aux ventes successives a une incidence défavorable réelle ou éventuelle sur l'environnement commercial, en ce sens qu'elle pourrait influer sur le choix de l'État membre par lequel un négociant décide d'importer.

---

[669] Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), 14 mars 2001, paragraphe 64 (pièce US-14).

[670] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 137 d) du Groupe spécial.

[671] Le Groupe spécial estime qu'il incombait aux Communautés européennes de présenter de tels éléments de preuve au vu des aspects du rapport de la Cour des comptes des CE évoqués plus haut au paragraphe 7.381, qui semblent mettre en question l'affirmation des Communautés européennes à cet égard.

7.384 En ce qui concerne l'allégation des États-Unis selon laquelle les Communautés européennes ont aussi violé l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce que l'autorisation préalable obtenue auprès de l'autorité douanière d'un État membre n'a pas un caractère contraignant ailleurs sur le territoire des Communautés européennes, le Groupe spécial note que les États-Unis n'ont présenté aucun élément de preuve pour étayer cette allégation. Nous estimons en conséquence que les États-Unis ne se sont pas acquittés de la charge qui leur incombait d'établir *prima facie* que l'application de l'article 147 (1) du Règlement d'application n'était pas uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, parce que l'autorisation préalable obtenue auprès de l'autorité douanière d'un État membre n'a pas un caractère contraignant ailleurs sur le territoire des Communautés européennes.

7.385 Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial constate que l'imposition par les autorités douanières de certains États membres d'une sorte d'approbation préalable en ce qui concerne la clause relative aux ventes successives, qui est incompatible avec la législation douanière des CE et qui n'est pas imposée par les autorités douanières d'autres États membres, signifie que les règles douanières relatives aux ventes successives – en particulier l'article 147 (1) du Règlement d'application – ne sont pas appliquées d'une manière uniforme par les Communautés européennes, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

iii) Coûts de réparation de véhicules sous garantie

Résumé des arguments des parties

7.386 Les **États-Unis** relèvent que la Cour des comptes des CE note dans son rapport que différents États membres ont adopté des positions différentes quant à la question de savoir si les coûts de réparation d'automobiles couvertes par une garantie du vendeur devaient être déduits de la valeur en douane.[672] Selon les États-Unis, dans un État membre au moins – à savoir l'Allemagne – la Cour a constaté que les autorités douanières déduisaient de la valeur en douane des véhicules importés la valeur des réparations effectuées sur le territoire des Communautés européennes et remboursées par le vendeur étranger. D'autres États membres, en particulier l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, ont rejeté des demandes de réduction de même nature de la valeur en douane. Les États-Unis ajoutent que la Cour a observé que la Commission était au courant de la différence de traitement entre les États membres depuis au moins dix ans et qu'elle n'avait jamais pris la moindre mesure pour concilier cette divergence.[673]

7.387 À titre préliminaire, les **Communautés européennes** répondent que le rapport de la Cour des comptes des CE confirme que la Commission n'avait pas connaissance de cette différence de traitement depuis dix ans. La Cour des comptes s'est contentée d'évoquer la pratique de l'Allemagne en matière d'évaluation en douane que, contrairement à la Commission, elle estimait injustifiée, et qui était connue depuis dix ans.[674] Les Communautés européennes précisent que lorsqu'il est apparu, grâce au rapport de la Cour des comptes, qu'il existait des différences entre les États membres en ce qui concerne le traitement des coûts de réparation couverts par une garantie, la Commission, après avoir minutieusement examiné la question et dûment consulté le Comité du Code des douanes, a arrêté le Règlement (CE) n° 444/2002 de la Commission du 11 mars 2002, qui modifiait le texte de l'article 145 du Règlement d'application et traitait expressément la question soulevée dans le rapport

[672] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 25, dans lequel il est fait référence au Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), accompagné des réponses de la Commission, paragraphes 73 et 74, 14 mars 2001 (pièce US-14).

[673] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 88, dans lequel il est fait référence au rapport de la Cour des comptes sur l'évaluation, paragraphes 73 et 74 (pièce US-14).

[674] Première communication écrite des Communautés européennes, note de bas de page 194.

de la Cour des comptes.[675] Selon les Communautés européennes, par suite de cette modification, la question des garanties avait été suffisamment clarifiée et l'application uniforme de la réglementation des CE en matière d'évaluation en douane était assurée. De l'avis des Communautés européennes, cet exemple montre qu'elles sont parfaitement capables de déceler d'éventuelles pratiques non uniformes et d'y porter remède.[676] Les Communautés européennes font observer en outre que dans un cas complexe d'évaluation en douane, elles ont détecté elles-mêmes le problème et pris les mesures nécessaires pour y remédier. En conséquence, l'exemple des coûts de réparation faisant l'objet d'une garantie, plutôt que de révéler une faille du système des CE, montre que le système d'administration douanière des CE fonctionne bien.[677]

7.388 Les **États-Unis** répliquent que, comme il est expliqué dans le rapport de la Cour des comptes des CE, c'est dans un rapport de 1990 que la Commission a été mise au courant pour la première fois de la pratique incompatible d'un État membre dans ce domaine. Le fait qu'un cas d'application non uniforme sur lequel l'attention de la Commission avait été appelée pour la première fois en 1990 a été réglé un règlement arrêté en 2002 peut difficilement démontrer que le système fonctionne d'une manière compatible avec l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[678] De plus, les États-Unis font observer que, si le règlement cité par les Communautés européennes semble bien résoudre la question du traitement des coûts de réparation couverts par une garantie, ce qui est remarquable c'est qu'il a fallu 12 ans aux Communautés européennes pour résoudre la question.[679] Selon les États-Unis, un système qui fait qu'un problème lié à l'absence d'uniformité dans l'application est résolu 12 ans après avait été porté à l'attention de l'autorité compétente ne peut guère satisfaire à l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[680]

Analyse par le Groupe spécial

7.389 Le Groupe spécial note que, quand les États-Unis ont donné la liste des "constatations subsidiaires" demandée au sujet des domaines spécifiques de l'administration douanière dont ils alléguaient qu'ils étaient administrés d'une manière non uniforme par les Communautés européennes, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, ils n'ont pas mentionné l'application par les Communautés européennes des règles d'évaluation applicables aux coûts de réparation de véhicules sous garantie.[681] Néanmoins, ailleurs dans leurs communications, ils ont bel et bien formulé des allégations au sujet des différences entre les États membres quant à la question de savoir si les coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur devaient ou non être déduits de la valeur en douane.[682] Le Groupe spécial estime nécessaire d'examiner ces allégations.

7.390 Le Groupe spécial note que les États-Unis contestent des différences alléguées dans les approches adoptées par les autorités douanières des États membres quant à la question de savoir si les coûts de réparation d'automobiles couvertes par une garantie du vendeur devraient ou non être déduits de la valeur en douane.[683] Le Groupe spécial croit comprendre qu'en formulant des allégations au

[675] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 397, dans lequel il est fait référence aux pièces EC-89 et EC-37, pages 14 à 19.
[676] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 398.
[677] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 156.
[678] Réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial.
[679] Rapport de la Cour des comptes sur l'évaluation en douane, paragraphes 73 et 74 (pièce US-14).
[680] Réponse des États-Unis à la question n° 25 du Groupe spécial.
[681] Réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial.
[682] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 88 et 89.
[683] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 25, dans lequel il est fait référence au Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), accompagné des réponses de la Commission, paragraphes 73 et 74, 14 mars 2001 (pièce US-14).

sujet de l'existence de différences entre les États membres quant à la question de savoir si les coûts de réparation des véhicules couverts par une garantie du vendeur devraient ou non être déduits de la valeur en douane, les États-Unis contestent implicitement l'application de l'article 29 (3) (a) du Code des douanes communautaire.

7.391 De l'avis du Groupe spécial, la déduction (ou non) des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur constitue un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte administratif est une question qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il s'agit d'un cas d'application de l'article 29 (3) (a) du Code des douanes communautaire dans le domaine de l'évaluation en douane.[684]

7.392 En ce qui concerne la question de savoir si la déduction (ou non) des coûts de réparation de véhicules couverts pas une garantie du vendeur dans les États membres est "uniforme" au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que l'uniformité géographique est requise au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Autrement dit, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial rappelle également qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial estime que la contestation par les États-Unis de la déduction (ou non) des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur est de nature circonscrite. Elle porte sur l'application d'une seule disposition du Code des douanes communautaire, à savoir l'article 29 (3) (a). Par conséquent, étant donné la délimitation étroite de cette constatation, le Groupe spécial estime qu'un degré d'uniformité élevé est requis aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous passons maintenant à l'examen des faits afin de déterminer si ce degré d'uniformité élevé a été atteint ou non pour ce qui est de l'application de l'article 29 (3) (a) du Code des douanes communautaire en ce qui concerne la déduction (ou non) des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur dans les États membres.

7.393 L'article 29 (3) (a) du Code des douanes communautaire dispose que:

> "Le prix effectivement payé ou à payer est le paiement total effectué ou à effectuer par l'acheteur au vendeur, ou au bénéfice de celui-ci, pour les marchandises importées et comprend tous les paiements effectués ou à effectuer, comme condition de la vente des marchandises importées, par l'acheteur au vendeur, ou par l'acheteur à une tierce personne pour satisfaire à une obligation du vendeur. Le paiement de doit pas nécessairement être fait en espèces. Il peut être fait par lettres de crédit ou instruments négociables et peut s'effectuer directement ou indirectement."

7.394 Le seul élément de preuve invoqué par les États-Unis pour étayer leur allégation selon laquelle l'article 29 (3) (a) du Code des douanes communautaire n'est pas appliqué d'une manière uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, est contenu dans le Rapport spécial n° 23/2000 de la Cours des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, daté du 14 mars 2001. Nous examinons tour à tour chacun des aspects pertinents de ce rapport.

7.395 *Premièrement*, le rapport de la Cour des comptes des CE contient des observations générales au sujet de l'application de la législation douanière des CE en ce qui concerne les coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur:

---

[684] À cet égard, voir plus haut les paragraphes 7.183 à 7.187.

> "Les fabricants accordent souvent une garantie sur leurs produits. Le cas échéant, l'acheteur sera dédommagé s'il s'avère par la suite que les marchandises ne sont pas conformes aux stipulations du contrat de vente. [...]
>
> Le traitement des garanties octroyées par les constructeurs automobiles sur les voitures importées est un parfait exemple de domaine où les autorités douanières des États membres interprètent de manière différente la législation communautaire."[685]

7.396 De l'avis du Groupe spécial, si l'extrait du rapport de la Cour des comptes des CE repris au paragraphe précédent dénote l'existence d'"interprétations différentes" des règles douanières des CE en ce qui concerne les coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur, il ne donne aucun détail sur la nature des interprétations différentes, ni sur les conséquences pratiques de ces interprétations différentes. En conséquence, de l'avis du Groupe spécial, ces déclarations ne sont pas suffisantes à elles seules pour inférer que les "interprétations différentes" en question équivalent à une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour ce qui est du traitement, aux fins de l'évaluation en douane, des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur.

7.397 *Deuxièmement*, le rapport de la Cour des comptes des CE fait expressément état de différences entre les États membres en ce qui concerne l'octroi ou non de réductions de la valeur en douane au titre des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur. Il est dit en particulier dans le rapport:

> "Dans son rapport annuel relatif à l'exercice 1990, la Cour a attiré l'attention de la Commission sur la pratique des autorités douanières allemandes consistant à accorder des réductions de valeur sur les importations de véhicules automobiles pour tenir compte des coûts de réparation couverts en vertu d'accords de garantie. La Cour estimait que ces réductions sortaient du cadre de la législation communautaire en vigueur à l'époque. Dix ans plus tard, des réductions de valeur de même nature sont encore octroyées par les autorités douanières allemandes. La Cour considère toujours que cette procédure n'est pas conforme aux dispositions de la législation communautaire.
>
> Dans des cas similaires, d'autres États membres procèdent différemment. Les autorités douanières de trois États membres (Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni) ont rejeté des plaintes semblables émanant d'importateurs de véhicules automobiles. Le fait que les autorités douanières des États membres adoptent des approches différentes sur cette question pourrait être l'un des éléments à l'origine de détournements de trafic au sein de la Communauté.
>
> Cela est manifestement révélateur du manque de cohésion au sein de l'union douanière, qui a peut-être entraîné des pertes au niveau des ressources propres. Sans préjuger d'une éventuelle révision de la réglementation en fin de compte, le fait est que, depuis plus de dix ans, des rabais sont accordés sans que la Commission ait jamais remis cette pratique en cause."[686]

7.398 Le Groupe spécial note que dans les parties du rapport de la Cour des comptes des CE reprises dans le paragraphe précédent, la Cour a relevé que les États membres traitaient

---

[685] Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, 14 mars 2001, paragraphes 71 et 72 (pièce US-14).

[686] Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, 14 mars 2001, paragraphes 73 à 75 (pièce US-14).

"différemment" des "cas similaires", s'agissant des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur. Plus précisément, la Cour a indiqué qu'alors que les autorités douanières allemandes avaient accordé des réductions sur les importations de véhicules automobiles pour des coûts de réparation couverts par une garantie, en Italie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, les autorités douanières n'avaient pas fait de même dans des cas similaires. De l'avis du Groupe spécial, ces constatations de la Cour des comptes des CE semblent indiquer qu'il existe une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour ce qui est du traitement des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur. En fait, dans le présent différend, les Communautés européennes ne contestent pas que le traitement différent en question représentait une application non uniforme.[687]

7.399 Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial estime qu'au moment où la Cour des comptes des CE a établi son rapport, c'est-à-dire en 2001, les Communautés européennes n'appliquaient pas leur législation douanière d'une manière uniforme pour ce qui est des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial est d'avis que ce cas d'application non uniforme est d'autant plus remarquable que la Cour des comptes avait déjà établi un rapport mettant en lumière le même cas d'application non uniforme plus de dix ans auparavant, soit en 1990.[688] Le Groupe spécial croit comprendre que, comme pour le rapport de 2001, la Commission européenne a reçu une copie du rapport de la Cour des comptes de 1990 et a eu la possibilité de formuler des observations à son sujet.[689]

7.400 Le Groupe spécial note que ce n'est qu'après avoir fait l'objet de commentaires critiques dans le cadre de deux rapports consécutifs de la Cour des comptes des CE, séparés par un intervalle de dix ans, que la Commission a enfin pris des mesures pour remédier à l'application non uniforme relative au traitement des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur. Plus précisément, en 2002, la Commission européenne a arrêté le Règlement (CE) n° 444/2002 du 11 mars 2002.[690] Ce règlement avait pour effet, entre autres choses, de modifier l'article 145 du Règlement d'application. Par suite de cette modification, l'article 145(2) du Règlement d'application disposait, et dispose toujours, ce qui suit:

> "Après la mise en libre pratique des marchandises, la modification par le vendeur, en faveur de l'acheteur, du prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises peut être prise en compte en vue de la détermination de leur valeur en douane en vertu de l'article 29 du Code, lorsqu'il est démontré à la satisfaction des autorités douanières:
>
> a) que ces marchandises étaient défectueuses au moment visé à l'article 67 du Code;
>
> b) que le vendeur a effectué la modification en application d'une obligation contractuelle de garantie prévue par le contrat de vente conclu avant la mise en libre pratique desdites marchandises; et

---

[687] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 398; et deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 156.

[688] Rapport annuel de la Cour des comptes relatif à l'exercice 1990, chapitre 2, paragraphe 2.52 a) (J.O. C 324 du 13 décembre 1991), auquel il est fait référence dans le Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE relatif à la valeur en douane des marchandises importées, 14 mars 2001, paragraphes 73 à 75 (pièce US-14).

[689] Le Groupe spécial note que le Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE contient une section intitulée "Réponses de la Commission", pages 13 à 18 (pièce US-14).

[690] Règlement n° 444/2002 de la Commission du 11 mars 2002 (pièce EC-89).

c) que le caractère défectueux desdites marchandises n'a pas déjà été pris en compte dans le contrat de vente y afférent."

7.401 Les États-Unis reconnaissent que le Règlement n° 444/2002 a eu pour effet de mettre fin au défaut d'application uniforme pour ce qui est du traitement, aux fins de l'évaluation en douane, des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur.[691] Le Groupe spécial croit comprendre en effet que le défaut d'application uniforme concernant ces coûts, qui existait à tout le moins entre 1990 et 2001, a enfin été corrigé en 2002. Le Groupe spécial ne dispose d'aucun élément lui permettant de dire que le défaut d'application uniforme a resurgi depuis.

7.402 Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut qu'en 2001, les Communautés européennes n'appliquaient pas d'une manière uniforme l'article 29(3) a) du Code des douanes communautaire en ce qui concerne les coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Toutefois, il a été remédié à cette violation en 2002 par l'adoption du Règlement n° 444/2002.

7.403 Le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'appliquent pas actuellement d'une manière non uniforme, au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, l'article 29(3) a) du Code des douanes communautaire pour ce qui est des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie. En conséquence, le Groupe spécial conclut qu'il n'y a pas violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'application de l'article 29(3) a) du Code des douanes communautaire pour ce qui est des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie.

iv) Liens entre un importateur des CE et des fabricants hors CE

Résumé des arguments des parties

7.404 Les **États-Unis** font valoir que différents États membres ont adopté des positions différentes quant à la question de savoir si un importateur et les sociétés hors CE qui fabriquent ses produits sont liés et, partant, quant à la manière dont la valeur en douane de ces produits devrait être déterminée.[692] À titre d'exemple, les États-Unis citent le cas de Reebok International Limited ("RIL"), qui passe des contrats avec divers fournisseurs à l'extérieur des Communautés européennes pour la fabrication de chaussures qui sont ensuite importées et vendues à des clients dans les Communautés européennes.[693] Pour ce qui est de la question de savoir si les contrats passés par RIL avec des fabricants hors CE permettent à cette société d'exercer une influence dominante et d'influer sur le prix auquel les chaussures sont vendues pour être exportées à destination des Communautés européennes et qui devrait être prise en considération pour déterminer la valeur en douane, les États-Unis font observer que les autorités douanières espagnoles ont constaté que les contrats passés par RIL avec des fabricants hors CE lui permettaient d'exercer une influence dominante sur ces fournisseurs. Les aspects pertinents des contrats jugés importants par les autorités douanières espagnoles concernaient l'agrément de la qualité, les conditions de fixation des prix et les restrictions relatives aux conditions de livraison. Toutefois, les contrats ne permettaient pas à RIL de contrôler la gestion ou les activités de ses fournisseurs. Les États-Unis affirment que les autorités douanières d'autres États membres n'ont pas estimé que les contrats permettaient à RIL d'exercer une influence dominante sur ses fabricants hors CE.[694] Selon les États-Unis, RIL a introduit un recours contre les décisions des autorités douanières espagnoles en matière d'évaluation en douane, qui dure depuis plusieurs années et qui devrait encore se prolonger. Les États-Unis estiment que la nécessité de faire face à ces

[691] Réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial.
[692] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 25.
[693] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 90.
[694] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 91.

incohérences a entraîné pour RIL des coûts qui auraient pu être évités si la législation douanière des CE était appliquée d'une manière uniforme.[695]

7.405 Les États-Unis expliquent que leurs allégations à propos de cette question reposent sur un exposé de la situation présenté par l'importateur en question. Ils font observer qu'en raison des préoccupations liées au fait que l'affaire en question est toujours en instance et de la nature commercialement sensible des renseignements que contiendraient les pièces justificatives, l'importateur a refusé de fournir des documents à ce stade. Toutefois, selon eux, leurs allégations sont étayées par une décision du médiateur européen.[696] Ils font valoir que cette décision montre comment la Commission a traité la plainte de la société quand elle a été portée à son attention en septembre 2000. Selon les États-Unis, au lieu de renvoyer la question au Comité du Code des douanes, la Commission a répondu trois mois plus tard "que les questions d'interprétation soulevées par le plaignant étaient du ressort des autorités douanières nationales et qu'il n'incombait pas à [la Commission] d'entreprendre un examen détaillé de cas très particuliers, car cette tâche revenait aux administrations nationales".[697] Lorsque la société, un an plus tard, a demandé expressément que le Comité soit saisi, la Commission "a rejeté l'idée".[698] La société a réitéré sa demande en janvier 2002 et, plus de deux ans plus tard, elle n'avait toujours pas reçu de réponse de la Commission. Les États-Unis font observer que la décision du médiateur indique qu'à la suite d'une réunion entre des représentants de la société et des fonctionnaires de la Direction générale de la fiscalité et de l'union douanière de la Commission, en mai 2004, le plaignant a déclaré qu'"il ne souhaitait plus maintenir sa plainte".[699] Toutefois, selon les États-Unis, la décision n'indique *pas* que le problème sous-jacent du manque d'uniformité a été corrigé. Le fait que la société poursuit son recours devant les tribunaux espagnols montre qu'en réalité rien n'a été réglé.[700]

7.406 Les **Communautés européennes** répondent que les États-Unis ne peuvent pas arguer du refus de l'importateur en question de fournir les éléments de preuve nécessaires pour ne pas s'acquitter de la charge de la preuve qui leur incombe.[701] En outre, en ce qui concerne la décision rendue par le médiateur européen concernant la plainte soumise par un importateur à titre individuel, les Communautés européennes confirment que la plainte a été soumise au nom de Reebok, qui alléguait que la Commission européenne ne s'acquittait pas dûment de ses responsabilités en ce qui concerne l'application de la législation en matière d'évaluation en douane.[702] Toutefois, les Communautés européennes font observer que le médiateur ne s'est pas prononcé sur le fond de la plainte. En fait, le plaignant a retiré sa plainte en indiquant qu'"il était satisfait de la position que la Commission avait adoptée sur la question et de sa proposition de se pencher sur les questions problématiques en suspens".[703]

7.407 Les Communautés européennes affirment également que les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision du médiateur ne sont pas présentés de manière tout à fait exacte. Plus précisément, les États-Unis citent un extrait d'une lettre de la Commission européenne en date du 20 décembre 2000 dans laquelle la Commission aurait déclaré "que les questions d'interprétation soulevées par le

---

[695] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 92.
[696] Pièce US-52.
[697] Decision of the European Ombudsman on complaint 128/2004/OV against the European Commission, page 2, 2 juin 2004 (pièce US-52).
[698] Decision of the European Ombudsman on complaint 128/2004/OV against the European Commission, page 2, 2 juin 2004 (pièce US-52).
[699] Decision of the European Ombudsman on complaint 128/2004/OV against the European Commission, page 2, 2 juin 2004 (pièce US-52).
[700] Réponse des États-Unis à la question n° 26 du Groupe spécial.
[701] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 162.
[702] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 165.
[703] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 166, dans lequel il est fait référence à la pièce US-52, page 4.

plaignant étaient du ressort des autorités douanières nationales". Selon les Communautés européennes, la citation n'est pas exacte. Dans sa lettre du 20 décembre 2000, la Commission a dit ce qui suit (pas d'italique dans l'original): "L'*application* de ce critère [énoncé à l'article 143(1) e) du Règlement d'application] à des cas particuliers est bien entendu du ressort des administrations nationales et les services de la Commission ne pourraient qu'émettre un avis si un dossier détaillé couvrant tous les aspects de l'affaire leur était transmis. Toutefois, il n'incombe pas à nos services d'une manière générale d'entreprendre un examen détaillé de cas très particuliers, car cette tâche revient aux administrations nationales."[704] Les Communautés européennes estiment que cette phrase explique bien le partage des attributions entre la Commission européenne et les autorités douanières des États membres, celles-ci étant compétentes pour appliquer la législation douanière dans des cas particuliers. Selon les Communautés européennes, il n'est ni possible ni opportun que la Commission se substitue à l'autorité compétente simplement parce que, dans un cas d'application particulier, le négociant n'est pas satisfait de l'approche adoptée par l'autorité douanière.[705] Néanmoins, les Communautés européennes font observer que la Commission est chargée de surveiller et de garantir l'interprétation et l'application correctes et uniformes de la législation douanière des CE. C'est ce qui est dit explicitement dans le paragraphe suivant de la lettre: "D'autre part, les cas impliquant des divergences avérées dans le traitement d'une société en matière d'évaluation en douane au niveau communautaire ou un défaut manifeste d'application ou d'interprétation de la législation des CE peuvent être notifiés et les services de la Commission peuvent alors envisager des mesures appropriées."[706] Selon les Communautés européennes, dans l'affaire en question, au moment en question, Reebok n'avait communiqué à la Commission européenne aucun élément de preuve faisant apparaître une application incorrecte du droit communautaire ou des divergences dans l'application de la législation des CE. La Commission n'a donc pas estimé nécessaire d'intervenir dans l'affaire particulière en instance.[707]

7.408 Les Communautés européennes font également valoir que le différend entre Reebok et les autorités douanières espagnoles est une affaire complexe d'évaluation en douane qui porte sur la question de savoir si RIL contrôle certains de ses fournisseurs. Selon les Communautés européennes, la Commission suit de près cette affaire, qui est actuellement en instance devant les tribunaux espagnols, et elle en a aussi débattu dans le cadre du Comité du Code des douanes. Toutefois, ni la Commission européenne ni le Comité du Code des douanes ne peuvent se substituer aux mécanismes de recours normaux devant les tribunaux nationaux. De plus, RIL n'a pas en fait soumis de plainte formelle à la Commission européenne dans cette affaire.[708] Les Communautés européennes précisent que la Section de la valeur en douane du Comité du Code des douanes a examiné la question de l'application de l'article 143(1) e) du Règlement d'application (qui a trait aux parties liées) par les autorités douanières espagnoles, mais qu'elle n'a pas conclu à une incompatibilité avec le droit communautaire ni à un manque d'uniformité.[709] Les Communautés européennes ajoutent qu'au cours des réunions du Comité du Code des douanes du 1er octobre et du 20 décembre 2004, les délégués ont estimé que les faits tendaient à montrer que les parties étaient liées, comme l'avaient conclu les autorités espagnoles précédemment. Les Communautés européennes ajoutent qu'étant donné que des cas analogues avaient été soulevés par deux autres États membres, il a été estimé qu'en 2005 des travaux complémentaires étaient souhaitables à ce sujet. Il a également été rappelé qu'étant donné que des cas analogues avaient été signalés, et que ces cas portaient sur des opérations de fabrication et de transformation qui avaient pris de l'importance en termes commerciaux et économiques, la Commission avait décidé d'entreprendre des travaux complémentaires dans le cadre d'un groupe de travail du Comité. En août 2005, Reebok a présenté, à la demande de la Commission, des documents

[704] Pièce EC-138.
[705] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 168 et 169.
[706] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 170.
[707] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 171.
[708] Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 46.
[709] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 407.

indiquant qu'il pourrait y avoir une approche divergente entre les États membres. Les Communautés européennes font observer que ces documents seront maintenant examinés et que les réunions et les travaux du groupe de travail débuteront prochainement. Elles ajoutent qu'il est prévu que les travaux déboucheront sur des résultats concrets qui concerneront à la fois l'interprétation et l'application générales de l'article 143(1) e) du Règlement d'application, et les éléments particuliers qui font l'objet du désaccord entre les autorités douanières espagnoles et la société en question.[710] Les Communautés européennes indiquent que, d'une manière générale, elles ne pensent pas que l'affaire Reebok permette d'étayer l'allégation selon laquelle elles n'appliquent pas d'une manière uniforme les règles relatives à l'évaluation en douane.[711]

Analyse par le Groupe spécial

7.409 Le Groupe spécial note que les États-Unis contestent l'application de l'article 29 du Code des douanes communautaire et de l'article 143(1) e) du Règlement d'application, qui portent sur les circonstances dans lesquelles les parties doivent être considérées comme étant "liées" aux fins de l'évaluation en douane. Les États-Unis font valoir en particulier que différents États membres ont adopté des positions différentes quant à la question de savoir si un importateur est lié aux sociétés hors CE qui fabriquent ses produits et, partant, quant à la manière dont la valeur en douane de ces produits devrait être déterminée.[712]

7.410 De l'avis du Groupe spécial, le traitement (ou non) des parties comme étant "liées" aux fins de l'évaluation en douane constitue un acte administratif au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte administratif est une question qui relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il s'agit d'un cas d'application de l'article 29 du Code des douanes communautaire et de l'article 143(1) e) du Règlement d'application dans le domaine de l'évaluation en douane.[713]

7.411 En ce qui concerne la question de savoir si le traitement (ou non) des parties comme étant "liées" dans les États membres est "uniforme" au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que l'uniformité géographique est requise au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Autrement dit, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial rappelle également qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.135 que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial estime que la contestation par les États-Unis du traitement (ou non) des parties comme étant "liées" aux fins de l'évaluation en douane est de nature circonscrite. Elle porte sur l'application d'une seule disposition du Code des douanes communautaire et d'une seule disposition du Règlement d'application, à savoir l'article 29 du Code des douanes communautaire et l'article 143(1) e) du Règlement d'application. Par conséquent, étant donné la délimitation étroite de cette contestation, le Groupe spécial estime qu'un degré d'uniformité élevé est requis aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous passons maintenant à l'examen des faits afin de déterminer si ce degré d'uniformité élevé a été atteint ou non pour ce qui est du traitement (ou non) des parties comme étant "liées".

7.412 La partie pertinente de l'article 29 du Code des douanes communautaire dispose ce qui suit:

---

[710] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 407; et réponse des Communautés européennes à la question n° 62 du Groupe spécial.

[711] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 410.

[712] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 25.

[713] À cet égard, voir plus haut les paragraphes 7.183 à 7.187.

"1. La valeur en douane des marchandises importées est leur valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination du territoire douanier de la Communauté, le cas échéant, après ajustement effectué conformément aux articles 32 et 33 pour autant:

...

d) que l'acheteur et le vendeur ne soient pas liés ou, s'ils le sont, que la valeur transactionnelle soit acceptable à des fins douanières, en vertu du paragraphe 2.

2.a) Pour déterminer si la valeur transactionnelle est acceptable aux fins de l'application du paragraphe 1, le fait que l'acheteur et le vendeur sont liés ne constitue pas en soi un motif suffisant pour considérer la valeur transactionnelle comme inacceptable. Si nécessaire, les circonstances propres à la vente sont examinées, et la valeur transactionnelle admise pour autant que ces liens n'ont pas influencé le prix. Si, compte tenu des renseignements fournis par le déclarant ou obtenus d'autres sources, les autorités douanières ont des motifs de considérer que les liens ont influencé le prix, elles communiquent leurs motifs au déclarant et lui donnent une possibilité raisonnable de répondre. Si le déclarant le demande, les motifs lui sont communiqués par écrit.

b) Dans une vente entre personnes liées, la valeur transactionnelle est acceptée et les marchandises sont évaluées conformément au paragraphe 1 lorsque le déclarant démontre que ladite valeur est très proche de l'une des valeurs indiquées ci-après, se situant au même moment ou à peu près au même moment:

i) la valeur transactionnelle lors de ventes, entre des acheteurs et des vendeurs qui ne sont liés dans aucun cas particulier, de marchandises identiques ou similaires pour l'exportation à destination de la Communauté;

ii) la valeur en douane de marchandises identiques ou similaires, telle qu'elle est déterminée par application de l'article 30, paragraphe 2, point c);

iii) la valeur en douane de marchandises identiques ou similaires, telle qu'elle est déterminée par application de l'article 30, paragraphe 2, point d).

Dans l'application des critères qui précèdent, il est dûment tenu compte des différences démontrées entre les niveaux commerciaux, les quantités, les éléments énumérés à l'article 32 et les coûts supportés par le vendeur lors de ventes dans lesquelles l'acheteur et lui ne sont pas liés et qu'il ne supporte pas lors de ventes dans lesquelles l'acheteur et lui sont liés."

7.413 L'article 143(1) e) du Règlement d'application dispose que des personnes ne sont réputées être liées que si l'une d'elles contrôle l'autre directement ou indirectement.

7.414 Pour étayer leur allégation selon laquelle l'article 29 du Code des douanes communautaire et l'article 143(1) e) du Règlement d'application sont appliqués d'une manière non uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, les États-Unis évoquent une affaire intéressant Reebok International Limited ("RIL"). Selon les États-Unis, les autorités douanières espagnoles ont constaté que les contrats passés par RIL avec des fabricants hors CE lui permettaient d'exercer une influence prédominante sur ces fournisseurs, alors que les autorités d'autres États membres n'ont pas estimé que ces contrats permettaient à RIL d'exercer une influence dominante RIL sur ses fabricants hors CE.

7.415 Les États-Unis expliquent que leurs allégations en ce qui concerne la question de l'application de l'article 29 du Code des douanes communautaire et de l'article 143(1) e) du Règlement d'application reposent sur un exposé de la situation donné par RIL lequel, en raison de préoccupations liées au fait que l'affaire en question est toujours en instance et de la nature commercialement sensible des renseignements que contiendraient les pièces justificatives, RIL a refusé de fournir des documents. Outre le récit des événements fait par RIL, les États-Unis s'appuient aussi sur une décision du médiateur européen concernant une plainte soumise par RIL.[714] Les États-Unis font valoir que cette décision montre comment la Commission a traité la plainte de RIL quand elle a été portée à son attention en septembre 2000. D'après les États-Unis, la décision du médiateur européen n'indique pas que le défaut d'uniformité sous-jacent a été corrigé.

7.416 Selon l'appréciation du Groupe spécial, la lettre du médiateur ne prouve pas à elle seule que l'article 29 du Code des douanes communautaire et l'article 143(1) e) du Règlement d'application sont appliqués d'une manière non uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[715] Le médiateur prend note dans sa lettre de la plainte de RIL selon laquelle "la législation communautaire n'est pas interprétée de la même manière dans différents États membres, comme les Pays-Bas et l'Espagne". Cependant, mis à part cette observation au sujet de la plainte de RIL, le médiateur n'a établi aucune constatation factuelle concernant l'uniformité ou l'absence d'uniformité entre les États membres pour ce qui est de la question de savoir si des parties sont liées ou non aux fins de l'article 29 du Code des douanes communautaire et de l'article 143(1) e) du Règlement d'application. En fait, le Groupe spécial ne dispose d'aucun élément de preuve objectif démontrant l'existence ou l'inexistence d'une application non uniforme à cet égard. En outre, étant donné le fait que les Communautés européennes ont contesté l'existence d'une application non uniforme à cet égard[716], le Groupe spécial estime qu'il n'est pas approprié de tirer des inférences à partir du seul exposé de la situation donné par les États-Unis.

7.417 En ce qui concerne les observations plus générales des États-Unis concernant la manière dont les Communautés européennes ont traité la plainte de RIL relative à une application non uniforme alléguée, le Groupe spécial estime que ces observations pourraient être pertinentes aux fins d'une allégation d'application déraisonnable ou partiale de la législation douanière des CE au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, allégation qui n'a pas été formulée par les États-Unis dans le présent différend.[717] En revanche, le Groupe spécial estime que ces observations ne sont pas pertinentes aux fins d'une allégation d'application non uniforme au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.418 En conséquence, le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas prouvé que la manière d'appliquer l'article 29 du Code des douanes communautaire et l'article 143(1) e) du Règlement d'application en ce qui concerne les circonstances dans lesquelles les parties doivent être considérées

[714] Pièce US-52.
[715] En ce qui concerne le médiateur européen, voir plus haut les paragraphes 7.171 et 7.172.
[716] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 163.
[717] Le Groupe spécial rappelle que les États-Unis ont précisé dans leur première communication que leur allégation portait exclusivement sur l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994. (première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 15)

comme étant "liées" aux fins de l'évaluation en douane dans les divers États membres n'est pas uniforme, au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

v) Résumé et conclusions

7.419 En résumé, le Groupe spécial constate que, en ce qui concerne les allégations des États-Unis relatives à l'application non uniforme du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application dans le domaine de l'évaluation en douane:

a) Les États-Unis n'ont pas prouvé qu'il existait des différences entre les États membres quant à la manière dont les redevances étaient prises en compte dans la valeur en douane de marchandises identiques importées par la même société, qui représentaient une application non uniforme de l'article 32(1) c) du Code des douanes communautaire au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

b) L'imposition par les autorités douanières de certains États membres d'une sorte d'approbation préalable en ce qui concerne la clause relative aux ventes successives, qui est incompatible avec la législation douanière des CE et qui n'est pas imposée par les autorités douanières d'autres États membres, signifie que les règles douanières relatives aux ventes successives – en particulier l'article 147(1) du Règlement d'application – ne sont pas appliquées d'une manière uniforme par les Communautés européennes, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

c) En 2001, les Communautés européennes n'appliquaient pas d'une manière uniforme l'article 29(3) a) du Code des douanes communautaire en ce qui concerne les coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie du vendeur, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Toutefois, les Communautés européennes n'appliquent pas actuellement d'une manière non uniforme, au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, l'article 29(3) a) du Code des douanes communautaire pour ce qui est des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie. En conséquence, le Groupe spécial conclut qu'il n'y a pas violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'application de l'article 29(3) a) du Code des douanes communautaire pour ce qui est des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie.

d) Les États-Unis n'ont pas prouvé que la manière d'appliquer l'article 29 du Code des douanes communautaire et l'article 143(1) e) du Règlement d'application en ce qui concerne les circonstances dans lesquelles les parties doivent être considérées comme étant "liées" aux fins de l'évaluation en douane dans les divers États membres n'est pas uniforme, au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

d) Allégations d'absence d'uniformité dans l'application du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application dans le domaine des procédures douanières

i) Vérification après la mise en libre pratique

Résumé des arguments des parties

7.420 Les **États-Unis** notent que les procédures de vérification sont destinées à vérifier les déclarations des importateurs en ce qui concerne le classement, la valeur en douane et l'origine des marchandises.[718] Ils font valoir que la Cour des comptes des CE constate dans son rapport que les

[718] Réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial.

autorités de différents États membres adoptent des démarches différentes à l'égard des vérifications de la valeur en douane effectuées après la mise en libre pratique des produits et qu'il en découle des conséquences importantes pour les importateurs.[719] Selon eux, dans le cas d'au moins un État membre, la Cour a constaté que les autorités douanières n'avaient pas le droit de procéder à des vérifications *a posteriori*, sauf en cas de fraude. Ils affirment que, même parmi les États où les autorités sont autorisées à procéder à des vérifications *a posteriori*, la Cour a relevé des différences dans les méthodes de travail qui faisaient que "les différentes autorités douanières [étaient] peu disposées à adopter des décisions qu'elles n'ont pas elles-mêmes arrêtées".[720] Ils notent aussi que, dans son rapport, la Cour des comptes a observé qu'en Belgique et aux Pays-Bas les autorités fournissaient normalement à l'importateur, à la fin de chaque vérification, une décision écrite sur la valeur en douane qui les liait pour cinq ans, ce qui assurait à l'intéressé une sécurité juridique du même ordre que le RTC.[721] Par contre, d'après eux, la Cour a constaté ce qui suit: "[c]ertains États membres n'adoptent de telles décisions que lorsque des ajustements spécifiques sont nécessaires (France, Irlande, Portugal et Royaume-Uni). D'autres n'y ont que rarement recours (Danemark, Espagne, Italie et Luxembourg). En Allemagne, la décision relative à la valeur en douane n'existe pas en tant que document écrit distinct. Néanmoins, le rapport détaillé remis à l'importateur après un contrôle contiendra en principe tous les éléments d'une décision relative à la valeur en douane".[722]

7.421 À cela, les **Communautés européennes** répondent que les questions de vérification ne font pas partie des procédures douanières et ne concernent donc pas l'application des lois douanières en tant que telle.[723] Elles font valoir qu'en tout état de cause, en vertu de l'article 78(2) du Code des douanes communautaire, tout État membre peut procéder à tous les contrôles nécessaires pour s'assurer de l'exactitude des énonciations de la déclaration en douane. Selon elles, cela englobe toutes les questions de valeur en douane des marchandises.[724] Et d'ailleurs, elles ne pensent pas que l'article X:3 a) du GATT de 1994 puisse prescrire une sécurité complète pour les négociants sur le chapitre des vérifications. Au contraire, une certaine marge d'incertitude quant au moment et aux conditions d'une vérification sera ménagée dans le souci d'un contrôle rigoureux et elle doit être acceptée par les négociants comme faisant partie d'une politique de respect des procédures douanières. De plus, les CE considèrent que les différences administratives qui subsisteraient sont mineures par nature et ne sont pas constitutives d'une infraction à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[725] Les Communautés européennes notent aussi que l'État membre, évoqué par la Cour des comptes, dont les autorités douanières n'ont pas le droit de procéder à des vérifications *a posteriori*, sauf en cas de fraude, était la Grèce. En 2000, celle-ci a mis en place un service habilité à effectuer des vérifications *a posteriori*. Pour finir, les Communautés européennes indiquent que la Commission, de concert avec les États membres, a récemment achevé la mise au point d'un guide intitulé Community Customs

[719] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 96.

[720] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 97, dans lequel il est fait référence au rapport de la Cour des comptes des CE sur l'évaluation en douane, paragraphes 33 et 37 (pièce US-14).

[721] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 98.

[722] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 99, dans lequel il est fait référence au rapport de la Cour des comptes des CE sur l'évaluation en douane, paragraphe 46 (pièce US-14).

[723] À cet égard, les Communautés européennes notent que l'article 4(16) du Code des douanes communautaire donne, comme définition du "régime douanier", l'un quelconque des régimes suivants: la mise en libre pratique; le transit; l'entrepôt douanier; le perfectionnement actif; la transformation sous douane; l'admission temporaire; le perfectionnement passif; l'exportation. Réponse des Communautés européennes à la question n° 64 a) du Groupe spécial. Les CE exposent ensuite que les contrôles *a posteriori* ne sont pas considérés comme des "procédures douanières" parce qu'ils ne sont pas parmi les régimes cités à l'article 4(16) du Code des douanes communautaire.

[724] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 157.

[725] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 400.

Audit Guide.[726] Selon elles, ce guide assure l'uniformité de la pratique en matière de vérifications sur tout le territoire communautaire.[727]

7.422 Les **États-Unis** contestent l'argument des Communautés européennes selon lequel les vérifications ne font pas partie des procédures douanières. Selon eux, le sens spécifique (celui de "régime douanier") dans lequel elles emploient ce terme aux fins du Code des douanes communautaire est sans rapport avec le point de savoir si les vérifications sont des procédures douanières (au sens ordinaire du terme) aux fins de l'application du Code.[728] Ils font valoir qu'en tout état de cause, que la vérification soit caractérisée ou non comme une "procédure douanière", il est évident qu'il s'agit d'un instrument d'application de la législation douanière communautaire. À leurs yeux, dans la mesure où différents États membres ont recours à des procédures de vérification différentes, ils appliquent différemment la législation sous-jacente.[729] Ils soutiennent qu'il découle du sens ordinaire du mot "administer" [appliquer] que les procédures de vérification donnent effet à la législation douanière communautaire en vérifiant et en imposant le respect de ses dispositions. C'est par le truchement, entre autres outils, de ces procédures que les autorités des États membres "exécutent" ou "mettent à exécution" ladite législation.[730] Les États-Unis font valoir que son application repose en grande partie sur l'intervention des négociants eux-mêmes. Étant donné les millions de déclarations qui leur sont présentées chaque année, les autorités douanières des États membres ne sauraient examiner à fond chaque expédition ni vérifier la teneur de chaque déclaration avant le dédouanement. C'est pour cette raison que les instruments permettant de vérifier et imposer le respect de la législation douanière sont décisifs pour la "mettre à exécution" ou lui "donner effet". Le respect de ses dispositions est assuré par le fait que les négociants savent que les déclarations qu'ils présentent aux autorités douanières sont soumises en fin de compte à contrôle et exécution forcée par le biais des vérifications et des sanctions.[731] Les États-Unis estiment aussi qu'étant donné que sa mise au point définitive n'a été que récemment achevée et qu'en tout état de cause il est simplement conçu comme un moyen d'aider les États membres, par opposition à une obligation qui les lierait, rien n'autorise à affirmer que le guide en question assure une pratique uniforme à travers tout le territoire communautaire.[732] Enfin, en ce qui concerne le rejet par les Communautés européennes des différences entre États membres dans ce domaine comme "mineures par nature", les États-Unis considèrent que, si certains États membres assurent aux négociants la sécurité juridique quant au mode de traitement appliqué aux opérations spécifiées pour la période à venir, d'autres ne le font pas.[733]

7.423 Les **Communautés européennes** disent qu'elles ne pensent pas que l'article X:3 a) du GATT de 1994 prescrive l'harmonisation des règles du droit administratif général des États membres qui régissent les procédures de vérification.[734] De plus, elles considèrent que l'article 78(2) du Code des douanes communautaire confère aux autorités douanières le pouvoir de procéder à des examens et vérifications *a posteriori*. Tous les États membres possèdent les capacités de vérification nécessaires et s'inspirent du Community Customs Audit Guide. Les Communautés européennes ne pensent pas que les dispositions relatives aux vérifications soient en tant que telles parmi les lois énumérées à l'article X:1 du GATT de 1994, puisque cette disposition ne couvre que les lois et règlements ayant trait aux questions qui y sont mentionnées.[735] En tout état de cause, les dispositions fondamentales

[726] Community Customs Audit Guide (pièce EC-90).
[727] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 158.
[728] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 83.
[729] Réponse des États-Unis à la question n° 28 du Groupe spécial.
[730] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 79 et 80.
[731] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 81.
[732] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 68.
[733] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 55.
[734] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 401.
[735] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 138 du Groupe spécial.

existent au niveau communautaire, et non à celui des États membres, et une pratique uniforme en matière de vérification est assurée sur tout le territoire communautaire.[736]

7.424 Les **États-Unis** répliquent que les instruments d'application n'ont pas nécessairement besoin de répondre à la définition des lois d'application générale, au sens de l'article X:1 du GATT de 1994. Aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994, c'est l'objet de l'application - la chose qui est appliquée -, par opposition à la disposition opérant l'application, qui doit être une loi d'application générale au sens de l'article X:1. C'est ce qui ressort à l'évidence de la structure grammaticale de l'article X:3 a) du GATT de 1994, où le membre de phrase "règlements, lois, décisions judicaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article" est l'objet du membre de phrase "appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable".[737]

Analyse par le Groupe spécial

7.425 Le Groupe spécial note qu'en substance les États-Unis contestent le fait que différents États membres adoptent des démarches différentes à l'égard des vérifications effectuées après la mise en libre pratique des marchandises.[738] À l'appui de cette position, ils invoquent le rapport de la Cour des comptes des CE qui, affirment-ils, visait des différences entre États membres portant sur l'existence du droit des autorités douanières de procéder à des vérifications *a posteriori* et aussi sur les méthodes de travail adoptées parmi les autorités douanières qui, elles, ont le droit de procéder à de telles vérifications.[739]

7.426 À propos de leurs allégations au sujet de la disparité des procédures de vérification parmi les États membres, les États-Unis n'indiquent pas expressément les dispositions de la législation douanière communautaire dont ils allèguent qu'elles sont appliquées d'une manière non uniforme. En réalité, disent-ils, ils contestent la manière d'appliquer "les dispositions relatives à l'évaluation en douane qui figurent dans le Code des douanes communautaire (articles 28 à 36) et le Règlement d'application (articles 141 à 181 bis et annexes 23 à 29), dans la mesure où les autorités de différents États membres ont recours à des procédures de vérification différentes".[740] Néanmoins, si le Groupe spécial a bien compris, la seule disposition des divers instruments indiqués dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial dont les États-Unis allèguent qu'elle est appliquée d'une manière non uniforme et qui concerne les procédures de vérification après la mise en libre pratique est l'article 78(2) du Code des douanes communautaire.

7.427 Aux yeux du Groupe spécial, la conduite (ou non) de vérifications *a posteriori* et les méthodes de travail adoptées parmi les autorités douanières pour ces vérifications constituent des actes d'application au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ces actes d'application sont des questions relevant du mandat du Groupe spécial, puisqu'ils représentent des cas d'application de l'article 78(2) du Code des douanes communautaire en ce qui concerne les procédures d'admission et de mainlevée des marchandises.

7.428 L'article 78(2) du Code des douanes communautaire est ainsi conçu:

> "Les autorités douanières peuvent, après avoir donné mainlevée des marchandises et afin de s'assurer de l'exactitude des énonciations de la déclaration, procéder au contrôle des documents et données commerciaux relatifs aux opérations d'importation

[736] Réponse des Communautés européennes à la question n° 168 c) du Groupe spécial.
[737] Réponse des États-Unis à la question n° 129 du Groupe spécial.
[738] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 96.
[739] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 97 à 99, dans lesquels il est fait référence au rapport de la Cour des comptes des CE sur l'évaluation en douane, paragraphes 33, 37 et 46 (pièce US-14).
[740] Réponses des États-Unis aux questions n° 124 et 179 du Groupe spécial.

> ou d'exportation des marchandises dont il s'agit ainsi qu'aux opérations commerciales ultérieures relatives aux mêmes marchandises. Ces contrôles peuvent s'exercer auprès du déclarant, de toute personne directement ou indirectement intéressée de façon professionnelle auxdites opérations ainsi que de toute autre personne possédant en tant que professionnel lesdits documents et données. Ces autorités peuvent également procéder à l'examen des marchandises, lorsqu'elles peuvent encore être présentées."

7.429 À titre d'observation d'ordre général, le Groupe spécial note que l'article 78(2) du Code des douanes communautaire est de caractère discrétionnaire et non prescriptif. Plus précisément, cette disposition confère aux autorités douanières le pouvoir de procéder à des vérifications après la mise en libre pratique des marchandises, mais elle ne les y oblige pas. De plus, cette même disposition n'impose aucune condition quant à la manière dont les vérifications doivent être opérées, se bornant à prévoir que le but des vérifications doit être pour les autorités douanières de s'assurer de l'exactitude des énonciations de la déclaration en douane. Pour s'en assurer, les autorités douanières sont autorisées par l'article 78(2) à "procéder au contrôle des documents et données commerciaux relatifs aux opérations d'importation ou d'exportation des marchandises dont il s'agit ainsi qu'aux opérations commerciales ultérieures relatives aux mêmes marchandises". Le Groupe spécial considère que le caractère discrétionnaire de l'article 78(2) du Code des douanes communautaire est remarquable, parce qu'il correspond de la part du législateur à une décision de principe de laisser aux administrateurs une certaine latitude dans l'application de cette disposition.

7.430 Le Groupe spécial relève que le sens ordinaire des termes qui y sont employés n'indique pas que l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige que les lois soient prescriptives plutôt que discrétionnaires. Comme il le notait plus haut au paragraphe 7.20, l'aspect essentiel de l'article X:3 a) du GATT est l'obligation d'"appliquer d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable". Il rappelle les constatations qu'il a déjà formulées au paragraphe 7.113, à savoir que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne concerne pas ce que dit une loi particulière (c'est-à-dire la teneur) mais bien la manière dont cette loi est mise en œuvre (c'est-à-dire la manière dont elle est appliquée). Le Groupe spécial considère par conséquent que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne dit pas si une disposition réglant une question particulière d'administration douanière doit ou non être rédigée sous une forme prescriptive plutôt que "discrétionnaire".[741]

---

[741] À cet égard, le Groupe spécial relève que le contexte de l'article X:3 a) du GATT de 1994 pourrait à la rigueur être interprété comme indiquant que cette disposition ne vise pas à l'harmonisation des lois douanières des Membres de l'OMC en exigeant, notamment, des dispositions prescriptives pour réglementer les questions douanières. À vrai dire, si les dispositions de l'article VIII du GATT de 1994 pouvaient être considérées comme visant, notamment, à l'harmonisation de certaines questions douanières internes, les termes qui y sont employés à ce propos, en particulier, sont tout à fait distincts de ceux que l'on trouve à l'article X:3 a). Plus spécialement, le passage pertinent de l'article VIII du GATT de 1994 qui, sur un plan général, vise certaines redevances et formalités liées à l'importation et à l'exportation, stipule ce qui suit:

"1. a) Toutes les redevances et impositions de quelque nature qu'elles soient, autres que les droits à l'importation et à l'exportation et les taxes qui relèvent de l'article III, perçues par les parties contractantes à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, seront limitées au coût approximatif des services rendus et ne devront pas constituer une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation ou à l'exportation.

b) Les parties contractantes reconnaissent la nécessité de restreindre le nombre et la diversité des redevances et impositions visées à l'alinéa a).

c) Les parties contractantes reconnaissent également la nécessité de réduire au minimum les effets et la complexité des formalités d'importation et d'exportation et de réduire et de simplifier les exigences en matière de documents requis à l'importation et à l'exportation.*

2. Une partie contractante, à la demande d'une autre partie contractante ou des PARTIES CONTRACTANTES, examinera l'application de ses lois et règlements, compte tenu des dispositions du présent article.

7.431 Le Groupe spécial note que, par définition, les dispositions "discrétionnaires" peuvent être appliquées de différentes manières, ce qui peut produire ou non des résultats concrets différents. Il considère que, si ces différences dans l'application devaient être interprétées comme des cas d'absence d'uniformité de l'application contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994, cela signifierait que l'application de nombreuses dispositions "discrétionnaires" serait contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial estime que l'intention des rédacteurs de l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne saurait avoir été d'obtenir ce résultat, parce qu'il peut y avoir une justification admissible à l'existence d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire en pareils cas. Néanmoins, s'il considère que les divergences résultant de l'exercice de ce pouvoir d'appréciation dans la loi qui est appliquée ne sont pas nécessairement contraires à l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial considère aussi qu'il y a à l'article X:3 a) certaines limites implicites qui circonscrivent les types de dispositions susceptibles d'être rédigées sous une forme "discrétionnaire" et qui peuvent avoir une incidence sur le mode d'exercice dudit pouvoir d'appréciation dans certains cas. En particulier, le Groupe spécial rappelle qu'il a déjà constaté, aux paragraphes 7.107 et 7.108, que la notion de régularité de la procédure, qui sous-tend l'article X du GATT de 1994, donne à penser que le but de l'article X:3 a) est de faire en sorte que les négociants soient traités d'une manière équitable et cohérente lorsqu'ils cherchent à importer en provenance, ou à exporter à destination, d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial considère en outre que l'Accord sur l'OMC a notamment pour objet et pour but d'assurer la sécurité et la prévisibilité dans l'environnement commercial.[742] À ses yeux, l'existence et

---

3. Aucune partie contractante n'imposera de pénalités sévères pour de légères infractions à la réglementation ou à la procédure douanières. En particulier, les pénalités pécuniaires imposées à l'occasion d'une omission ou d'une erreur dans les documents présentés à la douane n'excéderont pas, pour les omissions ou erreurs facilement réparables et manifestement dénuées de toute intention frauduleuse ou ne constituant pas une négligence grave, la somme nécessaire pour constituer un simple avertissement.

4. Les dispositions du présent article s'étendront aux redevances, impositions, formalités et prescriptions imposées par les autorités gouvernementales ou administratives à l'occasion des opérations d'importation et d'exportation, y compris les redevances, impositions, formalités et prescriptions relatives:

a) aux formalités consulaires, telles que factures et certificats consulaires;
b) aux restrictions quantitatives;
c) aux licences;
d) au contrôle des changes;
e) aux services de statistique;
f) aux pièces à produire, à la documentation et à la délivrance de certificats;
g) aux analyses et aux vérifications;
h) à la quarantaine, à l'inspection sanitaire et à la désinfection."

[742] Le préambule de l'Accord instituant l'OMC spécifie que celui-ci a, entre autres, pour but "l'accroissement … du commerce de marchandises et de services". Il dit aussi que les Membres doivent contribuer à cette expansion "par la conclusion d'accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et autres obstacles au commerce". Dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a dit ceci: "La sécurité et la prévisibilité des "accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce" constituent un objet et un but de l'Accord sur l'OMC, de manière générale, ainsi que du GATT de 1994." (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 82) Cette vue a été réaffirmée récemment par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* (paragraphe 243). L'Organe d'appel a aussi évoqué l'objectif de la sécurité et de la prévisibilité dans le contexte de l'article III du GATT de 1994 (relatif au traitement national). Dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, en particulier, il avait dit: "Notre interprétation de l'article III est en conformité avec les "règles coutumières d'interprétation du droit international public". Les règles de l'OMC sont fiables, compréhensibles et applicables. Elles ne sont pas rigides ou inflexibles au point d'interdire tout jugement motivé face aux flux et reflux incessants et toujours changeants de faits réels concernant des affaires réelles dans le monde réel. Elles seront plus utiles au système commercial multilatéral si nous les interprétons en gardant cela présent à l'esprit. De cette manière, nous instaurerons "la sécurité et la prévisibilité" que les Membres de l'OMC souhaitent donner au système commercial multilatéral en établissant le système de règlement des différends." (Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 34 à 36) Enfin, l'objectif de la sécurité et de la prévisibilité a été évoqué dans le contexte du Mémorandum d'accord. Dans l'affaire *États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur*, le Groupe

l'exercice dudit pouvoir d'appréciation ne devraient pas compromettre indûment l'objectif fondamental de régularité de la procédure de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Pas plus qu'ils ne devraient rendre l'environnement commercial précaire et imprévisible sans motif légitime.

7.432 Le Groupe spécial prend note de l'argument des Communautés européennes selon lequel une certaine marge d'incertitude sur le point de savoir quand et dans quelles conditions il sera procédé à une vérification est utile pour la rigueur du contrôle et doit être acceptée par les négociants comme un élément de la politique de respect des procédures douanières.[743] Le Groupe spécial relève que les États-Unis n'ont pas contesté la justification de l'existence d'un pouvoir d'appréciation en vertu de l'article 78(2) du Code des douanes communautaire que les Communautés européennes ont indiquée. Il n'a aucune raison de mettre en question la justification suggérée.[744] De plus, il note que le Community Customs Audit Guide[745], qui trace un cadre pour les contrôles *a posteriori* et les contrôles fondés sur des vérifications, aide à faire en sorte que les droits des négociants à une procédure régulière ne soient pas indûment compromis.[746]

7.433 À l'appui de leur allégation selon laquelle les procédures de vérification ne sont pas appliquées de manière uniforme, les États-Unis signalent une déclaration faite dans le Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes des CE au sujet de l'évaluation en douane des marchandises importées, en date du 14 mars 2001, suivant laquelle les autorités douanières d'au moins un État membre (la Grèce, apparemment) n'avaient pas le droit de procéder à des vérifications *a posteriori*, alors qu'implicitement les autorités douanières des autres États membres possédaient ce droit. Le Groupe spécial croit comprendre que tant la démarche adoptée par la Grèce à l'époque de l'établissement de ce rapport de la Cour des comptes, d'une part, que celle adoptée dans les autres États membres seraient compatibles avec l'article 78(2) du Code des douanes communautaire, étant donné que cette disposition, on l'a vu, autorise les autorités douanières des États membres à procéder à des vérifications, mais ne les y oblige pas. Les États-Unis s'appuient aussi sur des observations formulées par la Cour des comptes dans son rapport, à savoir que certains États membres (la Belgique et les Pays-Bas) communiquent normalement par écrit à l'importateur, à la fin de chaque vérification, une décision ayant force obligatoire sur la valeur en douane, que d'autres n'adoptent de telles décisions que lorsque des ajustements précis sont nécessaires (France, Irlande, Portugal, Royaume-Uni), que d'autres encore en prennent rarement par écrit (Danemark, Espagne, Italie, Luxembourg) et, finalement, qu'en Allemagne la décision relative à la valeur en douane n'existe pas comme document écrit distinct. Là encore, le Groupe spécial se bornera à noter que l'article 78(2) du Code des douanes communautaire ne renferme pas de prescriptions concernant la mesure que les autorités douanières auraient à prendre à l'issue d'une vérification. En particulier, cette disposition n'impose pas

---

spécial avait examiné l'argument des Communautés européennes faisant valoir que l'article 301 était incompatible avec l'article 23 du Mémorandum d'accord ("Renforcement du système multilatéral") ainsi qu'avec divers articles du GATT de 1994. Dans son examen, ce groupe spécial avait étudié l'importance de la notion de "sécurité et prévisibilité", disant: "Garantir la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral est un autre objet et but essentiels du système, qui pourraient contribuer à la réalisation des grands objectifs inscrits dans le préambule. De toutes les disciplines de l'OMC, le Mémorandum d'accord est l'un des instruments les plus importants lorsqu'il s'agit de protéger la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral et, ce faisant, celles du marché et des différents intervenants. Les dispositions du Mémorandum d'accord doivent donc être interprétées à la lumière de cet objet et de ce but et de manière à les promouvoir le plus efficacement possible. À cet égard, nous évoquons non seulement le texte du préambule, mais aussi les dispositions de droit positif inscrites dans le Mémorandum d'accord lui-même." (Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur*, paragraphe 7.75)

[743] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 400.

[744] De fait, le Groupe spécial ne s'estime pas en mesure de porter une appréciation après coup sur les lignes d'action choisies par les législateurs des Communautés européennes.

[745] Ce guide figure dans la pièce EC-90. À ce propos, voir plus haut le paragraphe 7.178.

[746] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 400, dans laquelle il est fait référence à la pièce EC-90.

d'obligation d'établir des décisions par écrit à la suite d'une vérification. Pas plus qu'elle n'en exclut l'adoption. Il semblerait par conséquent que les diverses démarches retenues par les États membres à propos de l'adoption de décisions écrites soient toutes compatibles avec les termes de l'article 78(2) du Code des douanes communautaire.

7.434 En guise de résumé, le Groupe spécial rappelle que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne dit pas si une disposition réglant une question particulière d'administration douanière doit ou non être rédigée sous une forme prescriptive ou "discrétionnaire". Il rappelle également que les divergences résultant de l'exercice du pouvoir d'appréciation dans la loi qui est appliquée ne sont pas nécessairement contraires à l'article X:3 a) du GATT de 1994, à condition que l'existence et l'exercice de ce pouvoir ne compromettent pas indûment l'objectif fondamental de régularité de la procédure de l'article X:3 a) et ne rendent pas l'environnement commercial précaire et imprévisible sans motif légitime. À la lumière de ces constatations, et étant donné qu'il n'a aucune raison de mettre en question la justification indiquée par les Communautés européennes à l'existence d'un pouvoir d'appréciation à l'article 78(2) du Code des douanes communautaire, le Groupe spécial constate qu'il n'y a pas violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne la manière dont les États membres des CE appliquent les prescriptions concernant la procédure de vérification applicable aux marchandises après leur mise en libre pratique, et en particulier l'article 78(2) du Code des douanes communautaire.[747]

ii) Sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE

Résumé des arguments des parties

7.435 Les **États-Unis** font observer qu'en ce qui concerne les sanctions en cas de violation de la législation douanière communautaire, il est largement reconnu que les différents États membres sont habilités en droit communautaire à imposer – et imposent effectivement – des sanctions différentes. Les États-Unis notent que la Commission des CE elle-même a reconnu que "certaines infractions peuvent être considérées dans un État membre comme un délit grave passible de l'emprisonnement, alors que dans un autre État membre le même acte n'entraînera – tout au plus – qu'une amende légère.[748] De plus, disent-ils, c'est là un domaine dans lequel la CEJ a relevé des divergences à un certain nombre de reprises. À titre d'exemple, ils évoquent l'arrêt *José Teodoro de Andrade contre Director da Alfândega de Leixões*, dans lequel il est dit: "[e]n ce qui concerne les infractions douanières, la Cour a précisé que, en l'absence d'harmonisation de la législation communautaire dans ce domaine, les États membres sont compétents pour choisir les sanctions qui leur semblent appropriées".[749]

7.436 Les **Communautés européennes** font observer que l'allégation des États-Unis concernant les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière doit être rejetée, parce que les dispositions relatives aux sanctions ne tombent pas sous le coup de l'article X:3 a) du GATT de 1994, que celui-ci ne prescrit pas l'harmonisation des dispositions des États membres relatives aux sanctions et que le droit communautaire assure un degré suffisant d'uniformité de ces dispositions.[750] De plus, elles disent que les dispositions relatives aux sanctions, qui prévoient une sanction en cas d'infraction à une

[747] À la lumière de cette conclusion, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de déterminer s'il est juste ou non de ranger les vérifications opérées après la mise en libre pratique dans la catégorie des "procédures douanières".

[748] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 72, dans lequel il est fait référence à: Commission européenne, Direction générale de la fiscalité et de l'union douanière, TAXUD/447/2004 Rev 2, *An Explanatory Introduction to the modernized Customs Code*, page 13, 24 février 2005 (pièce US-32).

[749] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 100, dans lequel il est fait référence à l'affaire *José Teodoro de Andrade contre Director da Alfândega de Leixões*, affaire C-213/99, Rec. I-11083, 7 décembre 2000, points 4, et 18 à 20 (pièce US-31).

[750] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 189.

disposition de la législation douanière, ne sont pas elles-mêmes des lois douanières[751] et ne relèvent donc pas de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[752] Plus précisément, elles disent que les sanctions pour violation de la législation douanière ne sont pas parmi les questions visées à l'article X:1 du GATT de 1994. Elles ajoutent que l'on ne saurait considérer que les sanctions pour violation de la législation douanière "visent" nécessairement la classification ou l'évaluation de produits, ou les taux des droits.[753]

7.437 Les Communautés européennes font aussi observer que les lois des États membres qui renferment des dispositions relatives aux sanctions sont elles-mêmes des lois d'application générale. En conséquence, même si ces lois tombaient sous le coup de l'article X:1 du GATT de 1994, ce serait à leur application que l'article X:3 a) s'appliquerait. Selon les CE, les différences alléguées entre les dispositions des États membres relatives aux sanctions auxquelles les États-Unis se sont référés ne sont pas des différences dans l'application, mais plutôt des différences entre différentes mesures législatives applicables sur des territoires différents. Qu'un sujet particulier puisse être réglementé différemment dans différentes parties du territoire d'un Membre de l'OMC n'a rien à voir avec une application non uniforme.[754] Les Communautés européennes disent que, puisque l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne concerne que l'*application* de la législation douanière, et non pas la *teneur* de cette législation elle-même, il n'exige pas l'harmonisation des dispositions des États membres relatives aux sanctions. Elles font par conséquent valoir que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne crée pas d'obligation d'harmoniser les lois qui peuvent exister chez un Membre de l'OMC au niveau infrafédéral. Il exige seulement que ces lois soient appliquées uniformément sur le territoire où elles sont applicables.[755] Les Communautés européennes considèrent en outre que les sanctions applicables en cas de violation de la législation douanière des CE sont énoncées dans les législations nationales des États membres, lesquelles doivent respecter les principes posés par le droit communautaire. En conséquence, ce n'est pas l'application des dispositions relatives aux sanctions qui varie au sein de la Communauté, ce sont les lois elles-mêmes qui sont différentes, dans les limites, cependant, fixées par le droit communautaire.[756] Les CE en concluent que les États-Unis n'ont pas prouvé que l'application de ces dispositions relatives aux sanctions varie au sein des États membres qui les ont adoptées. C'est plutôt, selon elles, que les États-Unis exigent en fait une harmonisation des dispositions relatives aux sanctions de leurs États membres, mais l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne fournit pas de fondement juridique pour justifier cela.[757]

7.438 Les **États-Unis** font valoir qu'en avançant cet argument les Communautés européennes ignorent la distinction entre les lois qu'un État membre applique et les instruments d'application de ces lois. Elles partent sans raison du principe que, parce que les dispositions relatives aux sanctions revêtent la forme de lois, elles ne peuvent qu'être appliquées, et non pas servir aussi d'instruments d'application d'autres lois. Or, selon eux, dans la mesure où les lois pénales sont des instruments d'application de la législation douanière et font que son application est ou n'est pas uniforme, l'article X:3 a) du GATT de 1994 s'applique à ces lois.[758] Ils font valoir que, suivant le sens ordinaire du mot "administer" [appliquer], les dispositions des États membres relatives aux sanctions donnent effet à la législation douanière communautaire en vérifiant et en imposant le respect de cette

[751] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 431.
[752] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 429; et déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 52.
[753] Réponse des Communautés européennes à la question n° 119 du Groupe spécial; et déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 67.
[754] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 69.
[755] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 434; et déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 53.
[756] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 435; et déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 53.
[757] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 436.
[758] Réponse des États-Unis à la question n° 32 du Groupe spécial.

législation. C'est par le truchement, entre autres, des outils que constituent les dispositions relatives aux sanctions que les autorités des États membres "exécutent" ou "mettent à exécution" ladite législation.[759] Les États-Unis notent que leurs arguments visent les lois et règlements de l'échelon infrafédéral qui servent à vérifier et imposer le respect de lois et règlements prescrits à l'échelon fédéral; ils ne visent pas l'immense corpus des lois et règlements de l'échelon infrafédéral qui n'ont rien à voir avec le fait de vérifier et imposer le respect d'autres lois et règlements ou concernent seulement le fait de vérifier et imposer le respect d'autres lois et règlements infrafédéraux.[760] Ils considèrent aussi que les Communautés européennes se trompent lorsqu'elles soutiennent que les différences qui existent entre les lois prévoyant des sanctions sont des différences de teneur, et non des différences d'application, en partant du principe qu'une loi (ou autre mesure) ne peut pas être administrative par nature. Aux yeux des États-Unis, les lois prévoyant des sanctions sont administratives par nature, dans la mesure où elles supposent l'existence d'autres lois et prescrivent les conséquences de leur violation.[761]

7.439 Les **Communautés européennes** rétorquent qu'elles n'admettent pas qu'une disposition prévoyant une sanction donne effet à la règle de fond dont elle est destinée à sanctionner la violation, ni qu'elle la mette à exécution. Une disposition prévoyant une sanction pour omission de déclaration d'une marchandise, par exemple, ne "met pas à exécution" la disposition imposant l'obligation de déclarer la marchandise, pas plus qu'elle ne lui "donne effet". La disposition prévoyant une sanction demande elle-même à être mise à exécution par un acte administratif ou judiciaire infligeant la sanction. C'est ce dernier acte qui peut être considéré comme ce qui exécute l'interdiction et constitue ainsi "l'application". Par contre, la disposition prévoyant une sanction complète la disposition de fond, mais ne lui donne pas elle-même effet.[762] Selon les Communautés européennes, les dispositions relatives aux sanctions et les dispositions de fond sont les unes et les autres des mesures d'application générale qui se complètent. Que les premières existent au niveau des États membres et les secondes au niveau communautaire ne signifie pas que les premières appliquent les secondes.[763] Les CE notent aussi qu'elles ne contestent pas que les dispositions relatives aux sanctions sont des outils appropriés pour assurer une application uniforme du droit douanier. En revanche, le fait que ces dispositions sont des instruments d'application uniforme de la législation douanière ne signifie pas qu'elles soient elles-mêmes des lois ou règlements se rapportant aux questions énumérées à l'article X:1 du GATT de 1994, et en particulier le classement tarifaire, l'évaluation en douane ou les taux de droits.[764] Les Communautés européennes considèrent que l'article X:3 a) du GATT de 1994 n'exige l'application uniforme que des lois et règlements visés à l'article X:1 du GATT de 1994. Si les dispositions prévoyant des sanctions sont de simples "outils" permettant d'assurer une application uniforme de ces lois, les dispositions relatives aux sanctions, en tant que telles, n'entrent pas dans le champ de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[765] De plus, selon les CE, les États-Unis n'ont pas prouvé que le fait que les dispositions relatives aux sanctions figurent dans les lois des États membres aboutisse en quoi que ce soit à un manque d'uniformité dans l'application des lois visées à l'article X:1 du GATT de 1994, et en particulier de celles qui concernent le classement tarifaire, l'évaluation en douane et les taux de droits. En outre, elles considèrent qu'il n'est pas juste de supposer que des différences dans les sanctions aboutiraient nécessairement à un manque d'uniformité dans l'application des dispositions dont la violation est sanctionnée. Pareille conséquence ne se produirait que si les sanctions n'étaient pas dissuasives ou effectives. Si, au contraire, les sanctions sont dissuasives et effectives, il faut

[759] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 79 et 80.
[760] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 7.
[761] Réponses des États-Unis aux questions n° 4 et 32 du Groupe spécial.
[762] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 71.
[763] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 72.
[764] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 192.
[765] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 193.

supposer que les dispositions de fond qui y sont liées seront respectées, quelles que soient les différences de niveau des sanctions applicables.[766]

7.440 Les Communautés européennes font également valoir que, quand bien même l'article X:3 a) du GATT de 1994 serait considéré comme applicable à la question de l'harmonisation des dispositions relatives aux sanctions, le droit communautaire prévoit à cet égard une harmonisation suffisamment poussée.[767] À ce propos, elles considèrent que la CEJ a élaboré des lignes directrices claires pour les dispositions prévoyant des sanctions en cas d'infraction à la législation douanière communautaire, qui doivent, en particulier, être effectives, proportionnées et dissuasives, et que ces principes ont aussi été confirmés par le Conseil de l'Union européenne.[768] Elles considèrent que ces prescriptions générales sont suffisantes pour assurer une application uniforme de la législation douanière communautaire, conformément à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Selon elles, les États-Unis n'ont fourni aucun élément qui tende à prouver que l'absence d'harmonisation complète des dispositions relatives aux sanctions dans la Communauté aboutit à un quelconque manque d'uniformité d'application de la législation communautaire dans les domaines visés à l'article X:1 du GATT de 1994.[769] De plus, les Communautés européennes disent que dans l'arrêt *José Teodoro de Andrade contre Director da Alfândega de Leixões*, la CEJ a souligné que les États membres ne peuvent pas agir librement lorsqu'ils définissent les dispositions prévoyant des sanctions, mais sont tenus de veiller à ce que la sanction ait un caractère effectif, proportionné et dissuasif. Elles expliquent qu'en d'autres termes les États membres sont limités dans deux directions. Ils ne peuvent pas fixer des sanctions qui soient excessivement sévères et, de ce fait, heurtent le principe de proportionnalité. D'autre part, ils ne peuvent pas fixer des sanctions qui soient légères au point de n'avoir aucun effet dissuasif et qui, de ce fait, n'assurent pas l'application effective du droit communautaire. Les Communautés européennes ajoutent que ces principes fondamentaux sont suffisants pour assurer l'uniformité d'application de la législation douanière, ce que confirme l'article VIII:3 du GATT de 1994, qui vise expressément la question des sanctions pour infraction aux règlements douaniers et prévoit simplement certains critères minimaux de proportionnalité.[770]

7.441 À cela, les **États-Unis** répondent que les principes fondamentaux auxquels les Communautés européennes se réfèrent sont des principes très généraux, qui autorisent tout un éventail de pratiques diverses des États membres. Ils notent qu'elles reconnaissent elles-mêmes que certaines infractions peuvent être considérées dans un État membre comme un délit grave passible d'emprisonnement, alors que dans un autre État membre le même acte peut n'entraîner – tout au plus – qu'une amende légère. Selon eux, elles ne sauraient avancer qu'elles s'acquittent de leur obligation d'application uniforme quand les théories juridiques applicables autorisent des divergences aussi spectaculaires dans l'application. Aux yeux des États-Unis, accepter cet argument équivaudrait en fait à vider l'article X:3 a) du GATT de 1994 de son sens.[771]

Analyse par le Groupe spécial

7.442 Le Groupe spécial relève qu'au fond, ce que les États-Unis contestent, c'est le fait que, dans le domaine des sanctions pour violation de la législation douanière des CE, différents États membres

[766] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 209.

[767] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 429 et 437; et déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 54.

[768] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 438.

[769] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 79.

[770] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 441 et 442.

[771] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 52, dans laquelle il est fait référence à: Commission européenne, Direction générale de la fiscalité et de l'union douanière, TAXUD/447/2004 Rev 2, *An Explanatory Introduction to the Modernized Customs Code*, page 13, 24 février 2005 (pièce US-32).

sont en droit d'imposer, et imposent effectivement, des sanctions différentes.[772] Les États-Unis considèrent que les lois pénales sont des instruments d'application de la législation douanière des CE et que, dans la mesure où elles sont différentes selon les États membres, il s'ensuit dans l'application de cette législation un manque d'uniformité contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[773]

7.443 Il n'y a aucune disposition, ni dans le Code des douanes communautaire, ni dans le Règlement d'application, qui définit les infractions au niveau communautaire et en dégage les conséquences (sous forme de sanctions, par exemple).[774] De ce fait, la nature et le niveau de ces sanctions sont déterminés par les lois nationales des États membres. Ce fait a été noté par la CEJ, dans le domaine de l'administration douanière, dans l'arrêt *José Teodoro de Andrade contre Director da Alfândega de Leixõe*, en ces termes: "[e]n ce qui concerne les infractions douanières, la Cour a précisé que, en l'absence d'harmonisation de la législation communautaire dans ce domaine, les États membres sont compétents pour choisir les sanctions qui leur semblent appropriées".[775]

7.444 À la lumière des considérations qui précèdent, la question sur laquelle le Groupe spécial doit se pencher est celle de savoir si les lois prévoyant des sanctions peuvent être considérées comme des "outils" ou "instruments" qui appliquent le droit douanier communautaire et, dans l'affirmative, si les différences de fond que ceux-ci présentent selon les États membres – différences dont l'existence n'est pas contestée entre les parties – signifient que l'application de la législation douanière communautaire n'est pas uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. À cet égard, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il formulait aux paragraphes 7.114 et suivants, à savoir que le terme "administer" [appliquer] se rapporte à l'application de lois et règlements, y compris aux processus administratifs et à leurs résultats, mais non aux lois et règlements en tant que tels. En conséquence, il est d'avis qu'aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994 les lois pénales des États membres qui servent à faire respecter le droit douanier communautaire ne sauraient être considérées, dans leur teneur substantielle, comme des actes d'application en ce qui concerne les lois, règlements, décisions administratives et judiciaires visés à l'article X:1 du GATT. Par conséquent, les différences de fond existant entre les lois des différents États membres qui prévoient des sanctions ne sauraient être considérées comme contraires à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Il s'ensuit que le Groupe spécial constate qu'il n'y a pas violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne les différences de fond existant entre les lois des États membres qui prévoient des sanctions.[776]

7.445 Le Groupe spécial tient cependant à noter que, s'il est d'avis que les différences de fond existant entre les lois des États membres qui prévoient des sanctions ne peuvent être considérées comme contraires à l'article X:3 a) du GATT de 1994, il n'en reste pas moins que les différences dans la manière dont les États membres ont appliqué l'arrêt rendu par la CEJ en l'affaire *José Teodoro de Andrade contre Director da Alfândega de Leixões*, qui exige que les infractions au droit communautaire soient punies par des mesures qui confèrent à la sanction un caractère effectif, proportionné et dissuasif, pourraient, en théorie, être considérées comme contraires à l'article X:3 a) du GATT de 1994. À ce propos, le Groupe spécial observe que les décisions judiciaires comme l'arrêt rendu par la CEJ dans l'affaire *Andrade* relèvent des "lois, règlements, décisions administratives et judiciaires visés au paragraphe premier [de l'article X du GATT de 1994]". En outre, la décision prise par la Cour dans l'affaire *Andrade* a été confirmée par la Résolution du Conseil, du 29 juin 1995, sur

[772] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 26.

[773] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 50; et réponse des États-Unis à la question n° 32 du Groupe spécial.

[774] Sur ce point, voir les paragraphes 7.175 et 7.176.

[775] *José Teodoro de Andrade contre Director da Alfândega de Leixões*, affaire C-213/99, Rec. I-11083, 7 décembre 2000, point 20 (pièce US-31).

[776] À la lumière de cette conclusion, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de déterminer s'il est juste ou non de ranger les lois prévoyant des sanctions dans la catégorie des "procédures douanières", ce que les Communautés européennes contestaient dans la note de bas de page 127 de leur première communication écrite.

l'application uniforme et efficace du droit communautaire et sur les sanctions applicables aux violations de ce droit dans le domaine du marché intérieur.[777] Aux yeux du Groupe spécial, cette résolution du Conseil relève aussi des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier [de l'article X du GATT de 1994]". À son sens, le fait que les Communautés européennes ont admis, dans le contexte du présent différend, l'existence parmi les États membres de différences de fond entre les lois prévoyant des sanctions pourrait indiquer que l'arrêt rendu par la CEJ dans l'affaire *José Teodoro de Andrade contre Director da Alfândega de Leixões* et la Résolution du Conseil, du 29 juin 1995, sur l'application uniforme et efficace du droit communautaire et sur les sanctions applicables aux violations de ce droit dans le domaine du marché intérieur ne sont pas appliqués d'une manière uniforme par les États membres, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Toutefois, le Groupe spécial ne cherchera pas à voir si la manière dont les États membres ont appliqué l'arrêt rendu par la Cour dans l'affaire *José Teodoro de Andrade contre Director da Alfândega de Leixões* et la Résolution du Conseil, du 29 juin 1995, sur l'application uniforme et efficace du droit communautaire et sur les sanctions applicables aux violations de ce droit dans le domaine du marché intérieur est effectivement contraire ou non à l'article X:3 a) du GATT de 1994, étant donné que les États-Unis n'ont pas allégué de violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 à cet égard.

iii) Transformation sous douane

Résumé des arguments des parties

7.446 Les **États-Unis** notent que "la transformation sous douane" permet de percevoir des droits sur un produit qui est importé dans les Communautés européennes une fois qu'il a subi une nouvelle transformation dans les Communautés à la suite de l'importation, au lieu d'imposer des droits sur le produit importé lui-même. Selon eux, l'admission au bénéfice de cette procédure est déterminée, dans les Communautés européennes, selon un examen des "conditions économiques" définies par le droit communautaire.[778] Les États-Unis estiment qu'en vertu de l'annexe 76 du Règlement d'application les "conditions économiques" sont considérées comme remplies pour certaines marchandises et opérations, mais que, pour toutes les autres marchandises et opérations, les autorités douanières de l'État membre où une demande est présentée sont tenues de procéder au cas par cas à un examen des conditions économiques.[779]

7.447 Les États-Unis font valoir que, bien que l'examen du point de savoir si les "conditions économiques" ont été remplies ou non dans un cas déterminé entraîne une analyse à l'échelle communautaire, le droit douanier communautaire ne prévoit rien pour assurer une application uniforme de cet examen dans l'ensemble des Communautés européennes. Ils font valoir que différents États membres appliquent les critères différemment, ce qui peut avoir une incidence importante sur le plan commercial.[780] À cet égard, ils notent qu'aux termes de l'article 502(3) du Règlement d'application, "cet examen doit établir si le recours à des sources d'approvisionnement non communautaires est susceptible de favoriser la création ou le maintien d'une activité de transformation dans la Communauté". Ils considèrent que les autorités d'au moins un État membre semblent appliquer des critères qui vont au-delà de cette règle de base.[781] Ils font en particulier valoir qu'au

[777] Pièce EC-41. Dans cette résolution, en particulier, le Conseil demande aux États membres "de veiller, lors de la transposition des actes communautaires en droit interne, à prendre des mesures qui aboutissent à ce que le droit communautaire y soit appliqué avec une efficacité et une rigueur équivalentes à celles déployées dans l'application de leur droit national et à adopter des dispositions relatives aux sanctions ayant, en tout état de cause, un caractère effectif, proportionné et dissuasif".

[778] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 27 et 103.

[779] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 104, dans lequel il est fait référence à l'article 552(1) du Règlement d'application (pièce US-6).

[780] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 27.

[781] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 105.

Royaume-Uni les autorités exigent de l'importateur qu'il prouve non seulement que "le recours à des sources d'approvisionnement non communautaires permet la création ou le maintien d'activités de transformation dans la Communauté", comme le prévoit l'article 502(3), mais encore que la transformation envisagée ne portera pas "atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises comparables".[782] Ils indiquent que, par contre, sur le fond, le texte français d'application des dispositions pertinentes de la législation douanière communautaire définit un critère des effets économiques comportant un seul volet pour décider s'il y a lieu ou non d'autoriser la transformation sous douane.[783] Ils disent qu'en substance la réglementation française exige simplement de l'importateur qu'il remplisse la condition énoncée à l'article 502(3) du Règlement d'application et n'impose donc pas le critère supplémentaire obligeant à démontrer l'absence de préjudice causé aux concurrents communautaires qui figure dans le droit britannique.[784] Il s'ensuit que les demandeurs qui s'adressent aux autorités douanières françaises ne se voient pas préciser que l'information qu'ils fournissent doit aussi montrer que l'activité de transformation envisagée ne portera pas atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises comparables. Pas plus qu'on ne leur dit quels types d'éléments de preuve ils devraient produire pour remplir le second volet du critère économique.[785]

7.448 Selon les États-Unis, il suffit de comparer les orientations françaises et les orientations britanniques pour démontrer que la France et le Royaume-Uni appliquent l'article 133 du Code des douanes communautaire et les articles 502(3) et 552 du Règlement d'application d'une manière qui n'est pas uniforme. Les États-Unis précisent qu'ils n'ont pas formulé d'arguments à propos de l'application de la loi française: à leur sens, ce n'est pas nécessaire, parce que la loi française et la loi britannique – qui sont toutes deux des instruments d'application du droit communautaire – sont à première vue divergentes.[786] Pour eux, le fait que différents États membres appliquent explicitement des critères différents – avec l'un d'entre eux au moins exigeant des éléments de preuve positifs de l'absence de préjudice aux concurrents communautaires et les autres se bornant à exiger des éléments de preuve de la création ou du maintien d'une activité de transformation dans la Communauté - démontre avec éclat qu'il y a un manque d'uniformité dans l'application.[787] Les États-Unis considèrent que, par conséquent, l'application de chacun de ces textes sera toujours *nécessairement* divergente de celle de l'autre.[788]

7.449 Les **Communautés européennes** répondent que les documents français et britannique évoqués dans les arguments des États-Unis ne sont pas des "lois". Ce sont de simples orientations qui doivent toujours être interprétées en conformité avec le droit communautaire. Selon elles, par conséquent, les États-Unis contestent ce qu'ils estiment être une divergence entre les orientations françaises et britanniques concernant la transformation sous douane.[789]

7.450 Les **États-Unis** répondent en disant qu'en vertu du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application les autorités douanières doivent procéder à un examen des "conditions économiques" pour déterminer si certaines demandes de transformation sous douane doivent être accueillies. Les modalités selon lesquelles les autorités de différents États membres appliquent cette mesure d'application générale sont parfois définies dans des manuels ou bulletins ou autres documents

[782] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 106, dans lequel il est fait référence à: HM Customs & Excise, Notice 237, "Processing Under Customs Control (PCC)", juin 2003 (pièce US-34).
[783] Bulletin officiel des douanes n° 6527, 31 août 2001, paragraphe 83 (modifié par le BOD n° 6609, du 4 novembre 2004) (pièce US-35).
[784] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 107.
[785] Réponse des États-Unis à la question n° 140 du Groupe spécial.
[786] Réponse des États-Unis à la question n° 139 du Groupe spécial.
[787] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 107.
[788] Réponse des États-Unis à la question n° 139 du Groupe spécial.
[789] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 139 du Groupe spécial.

propres à tel ou tel État membre. Ces documents expliquent comment les États membres appliquent les règlements communautaires sur la transformation sous douane et remplissent par conséquent une fonction administrative. C'est-à-dire qu'ils prescrivent comment d'autres règles de droit – certains articles du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application – seront mises à exécution. Les États-Unis disent que, dans la mesure où les manuels ou bulletins de différents États membres prescrivent des moyens différents de mettre les règles communautaires applicables à exécution, ils attestent une absence d'uniformité dans l'application de ces règles. Selon eux, le manque d'uniformité dans l'application du critère des conditions économiques que font les autorités de différents États membres est manifeste dans la teneur des manuels et bulletins qui prescrivent comment ce critère doit être mis à exécution dans différents États membres.[790]

7.451 Les **Communautés européennes** font valoir qu'aux termes de l'article 133 e) du Code des douanes communautaire l'autorisation de transformation sous douane n'est accordée que "dans le cas où sont remplies les conditions nécessaires pour que le régime puisse contribuer à favoriser la création ou le maintien d'une activité de transformation de marchandises dans la Communauté sans qu'il soit porté atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises similaires (conditions économiques)". Selon elles, l'article 502(3) du Règlement d'application reprend la première partie de cette phrase, qu'il faut considérer comme une mention abrégée des prescriptions énoncées à l'article 133 e) du Code des douanes communautaire. Elles font valoir qu'il ne saurait en être autrement, vu que le Règlement d'application, qui a été adopté par la Commission, met en œuvre la législation et ne peut pas modifier les prescriptions énoncées dans le Code des douanes communautaire.[791] Elles disent que, par surcroît, le "Bulletin officiel des douanes" français mentionne lui aussi le critère relatif à l'absence de préjudice causé aux concurrents dans la Communauté.[792] Elles ajoutent que le deuxième alinéa du paragraphe 78 et le paragraphe 79 des orientations françaises soulignent l'obligation faite au demandeur de donner des renseignements sur l'absence d'atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises comparables.[793]

7.452 Les Communautés européennes en concluent qu'il n'y a pas de divergence entre les documents français et britannique et qu'il appartient donc aux États-Unis de prouver l'existence de divergences dans l'application des conditions requises pour la transformation sous douane. Selon elles, les États-Unis n'ont produit aucune preuve de la sorte.[794] Les Communautés européennes considèrent qu'en l'absence de tout élément de preuve démontrant que les autorités françaises observent constamment une pratique qui s'écarte de l'article 133 e) du Code des douanes communautaire, les États-Unis n'ont pas prouvé l'existence d'un mode d'application non uniforme pour ce qui est du régime de la transformation sous douane.[795]

7.453 Les **États-Unis** répondent que la mention, dans le bulletin français des douanes, de l'absence de préjudice pour les concurrents est une simple paraphrase, servant d'introduction, de certaines dispositions tirées du Code des douanes communautaire. Après l'introduction, le bulletin précise que le critère des conditions économiques sera mis en application selon les modalités définies ensuite ("il

[790] Réponse des États-Unis à la question n° 27 du Groupe spécial.
[791] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 413.
[792] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 415, dans lequel il est fait référence au Bulletin officiel des douanes n° 6527 du 31 août 2001, paragraphe 78, page 17 (modifié par le BOD n° 6609, du 4 novembre 2004) (pièce US-35).
[793] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 140 du Groupe spécial.
[794] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 139 du Groupe spécial.
[795] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 183.

s'effectue selon les modalités définies ci-après"). La modalité pertinente ne mentionne nullement le préjudice causé aux producteurs communautaires.[796]

7.454 Les **Communautés européennes** rétorquent que cette critique des États-Unis repose sur une interprétation isolée et inexacte des orientations françaises, qui doivent être interprétées dans le contexte de la législation communautaire. Ces orientations évoquent les conditions économiques prescrites pour obtenir une autorisation de transformation sous douane de la même façon que l'article 502(3) du Règlement d'application – à savoir en recourant à une énonciation abrégée des prescriptions énoncées à l'article 133 e) du Code des douanes communautaire. Les autorités françaises exigent le même genre de renseignements que le Royaume-Uni: ceux qui sont nécessaires pour apprécier si "sont remplies les conditions nécessaires pour que le régime puisse contribuer à favoriser la création ou le maintien d'une activité de transformation de marchandises dans la Communauté sans qu'il soit porté atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises similaires (conditions économiques)".[797] Les Communautés européennes font valoir que cette interprétation se trouve étayée par le paragraphe 78 du document d'orientation français, qui, dans le cadre du chapitre III, "L'examen des conditions économiques", joue le rôle d'introduction à la section I, où figure le paragraphe 83. Le paragraphe 78 est ainsi conçu: "Les articles 117-c, 113-e, 148-c du Code des douanes communautaire précisent que l'octroi d'une autorisation de perfectionnement actif, de perfectionnement passif ou de transformation sous douane ne doit pas porter atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises comparables à celles mises en œuvre".[798] Les Communautés européennes disent que le paragraphe 78 est plus qu'une paraphrase liminaire de certaines dispositions du Code des douanes communautaire. Il rappelle, pour l'ensemble de la section I, que l'absence de conséquences préjudiciables aux intérêts essentiels des producteurs communautaires est une condition économique générale commune aux trois régimes douaniers qui y sont visés (perfectionnement actif, perfectionnement passif et transformation sous douane), ainsi qu'il est clairement énoncé aux articles 117 c), 148 c) et 133 e), respectivement, du Code des douanes communautaire.[799]

Analyse par le Groupe spécial

7.455 Le Groupe spécial note que les États-Unis critiquent une divergence de fond dans les orientations arrêtées par la France et celles du Royaume-Uni au sujet de l'application des dispositions du droit douanier communautaire qui régissent la transformation sous douane.[800] Ils expliquent que de telles divergences *de fond* dans ces orientations aboutissent nécessairement à une *application* divergente de la législation douanière communautaire dans ce domaine de la part des autorités douanières françaises et britanniques.[801]

7.456 Le droit applicable à la transformation sous douane, dont les États-Unis allèguent qu'il est appliqué d'une manière non uniforme, existe au niveau communautaire. En particulier, les États-Unis contestent la manière dont sont appliqués l'article 133 du Code des douanes communautaire et les articles 502(3) et 552 du Règlement d'application concernant l'examen des conditions économiques aux fins d'autoriser la transformation sous douane.[802]

7.457 Aux yeux du Groupe spécial, l'application du droit communautaire régissant la transformation sous douane constitue un acte d'application au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte

[796] Réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial.
[797] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 178.
[798] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 179, à propos de la pièce US-35.
[799] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 180.
[800] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 75.
[801] Réponse des États-Unis à la question n° 139 du Groupe spécial.
[802] Réponses des États-Unis aux questions n° 124 et 139 du Groupe spécial.

d'application est une question qui relève du mandat du Groupe spécial, puisqu'il représente un cas d'application de l'article 133 du Code des douanes communautaire et des articles 502(3) et 552 du Règlement d'application en ce qui concerne les procédures d'admission et de mainlevée des marchandises.[803]

7.458 Sur la question de savoir si l'application dans les États membres du droit communautaire relatif à la transformation sous douane est ou non "uniforme" au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a faite au paragraphe 7.135, à savoir que l'uniformité géographique est de rigueur au regard de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En d'autres termes, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial rappelle aussi qu'il a constaté, au paragraphe 7.135, que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée, ainsi que les lois, règlements, décisions administratives et judiciaires dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme, devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Il considère que la contestation formulée par les États-Unis à l'encontre de l'application du droit communautaire relatif à la transformation sous douane est d'une portée limitée. Elle met en cause l'application d'un petit nombre de dispositions du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application – à savoir l'article 133 du Code et les articles 502(3) et 552 du Règlement. Par conséquent, étant donné la portée restreinte de cette contestation, le Groupe spécial considère qu'un degré élevé d'uniformité s'impose aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous nous tournons à présent vers les faits pour déterminer si ce degré élevé d'uniformité a ou non été atteint en ce qui concerne l'application du droit communautaire régissant la transformation sous douane.

7.459 En résumé, l'article 133 e) du Code des douanes communautaire dispose qu'avant d'octroyer l'autorisation de transformation sous douane en application de l'article 85 du Code, les autorités douanières doivent examiner les conséquences économiques du recours au régime de la transformation sous douane, pour déterminer si celui-ci favorise la création ou le maintien d'une activité de transformation de marchandises dans la Communauté sans porter atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises similaires. L'article 502(3) du Règlement d'application prévoit que, pour ce qui est du régime de la transformation sous douane, cet examen doit établir si le recours à des sources d'approvisionnement non communautaires permet la création ou le maintien d'activités de transformation dans la Communauté. Quant à l'article 552 et à la partie A de l'annexe 76 du Règlement d'application, ils énoncent les cas dans lesquels les conditions économiques sont considérées comme remplies, de sorte que, dans ces cas-là, il n'est pas nécessaire de procéder à un examen des conditions économiques. Pour les types de marchandises et les opérations qui figurent à l'annexe 76, partie B, et qui ne sont pas couvertes par la partie A, l'examen des conditions économiques doit s'effectuer au niveau communautaire, suivant la procédure pertinente du Comité. Pour les types de marchandises et les opérations qui ne figurent pas à l'annexe 76 du Règlement d'application, il est procédé, conformément aux articles 502(1) et 552(1) du Règlement d'application, à l'examen des conditions économiques au niveau national. Lorsque c'est le cas, l'État membre est tenu de communiquer à la Commission les renseignements pertinents, conformément à l'article 522 du Règlement d'application. De plus, en vertu des articles 503 et 504 de ce même règlement, un examen des conditions économiques peut être effectué à l'échelon communautaire si un État membre formule des objections à l'encontre d'une autorisation délivrée ou si les autorités douanières intéressées souhaitent procéder à une consultation avant ou après la délivrance d'une autorisation.

7.460 Dans le contexte des allégations d'absence d'uniformité dans l'application du droit communautaire relatif à la transformation sous douane formulées par les États-Unis, le Groupe spécial croit comprendre que l'acte (ou les actes) d'application qu'ils contestent est la manière dont les

[803] À ce propos, voir plus haut les paragraphes 7.188 à 7.190.

autorités douanières françaises et britanniques appliquent la législation douanière communautaire. À l'appui de leur contestation, les États-Unis invoquent les orientations respectives données par ces mêmes autorités au sujet de l'application du droit communautaire relatif à la transformation sous douane. Selon eux, la différence de contenu entre les orientations françaises et britanniques signifie nécessairement que la manière dont les autorités douanières françaises et britanniques mettent en œuvre le droit douanier communautaire ou lui donnent effet ne sera jamais uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.461 Pour démontrer de quelle manière les autorités douanières britanniques appliquent ce droit, les États-Unis évoquent l'Avis 237 de juin 2003 du Service des douanes britannique, intitulé "Processing under Customs Control (PCC)". Il est dit dans l'introduction que cet avis a pour but d'expliquer la procédure qui a trait à la transformation sous douane.[804] Il est expliqué ensuite que le droit régissant la transformation sous douane et les autres régimes douaniers figure dans le Code des douanes communautaire et le Règlement d'application.[805] De plus, on y trouve, en lettres majuscules et en caractères gras, la mention: "Rien dans le présent avis ne déroge à la loi" et plus loin: "Le présent avis n'a pas de valeur juridique".[806] Cet avis indique aussi ce qui suit:

> "Le Ministère du commerce et de l'industrie/le Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales utiliseront les éléments d'information communiqués pour établir si le recours à des marchandises d'origine non communautaire permet la création ou le maintien d'activités de transformation dans la Communauté sans porter atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises comparables. Il y a donc deux aspects à ce critère économique, et vous devez fournir des éléments de preuve pour indiquer tant l'incidence sur votre entreprise que l'incidence sur d'autres producteurs communautaires des marchandises importées. [...]"[807]

7.462 Sur l'application faite par les autorités douanières françaises, les États-Unis invoquent le Bulletin officiel des douanes n° 6527, en date du 31 août 2001. Certaines références documentaires – à savoir le Code des douanes communautaire et le Règlement d'application – sont notées sur la page de couverture du Bulletin.[808] Le premier paragraphe du chapitre du Bulletin qui est consacré au critère des "conditions économiques" (le chapitre III) mentionne aussi expressément les dispositions pertinentes du droit communautaire, et notamment l'article 133 e) du Code des douanes communautaire, qui porte sur la transformation sous douane.[809] Sur les prescriptions à observer dans le cadre du critère des conditions économiques pour tous les régimes douaniers auxquels celui-ci s'applique, le premier paragraphe du chapitre III rappelle que "les articles 117-c, 133-e, 148-c du Code des douanes communautaire précisent que l'octroi d'une autorisation de perfectionnement actif, de perfectionnement passif ou de transformation sous douane ne doit pas porter atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises comparables à celles mises en œuvre".[810]

---

[804] HM Customs & Excise, Notice 237, "Processing Under Customs Control (PCC)", juin 2003, paragraphe 1.1 (pièce US-34).

[805] HM Customs & Excise, Notice 237, "Processing Under Customs Control (PCC)", juin 2003, paragraphe 1.4 (pièce US-34).

[806] HM Customs & Excise, Notice 237, "Processing Under Customs Control (PCC)", juin 2003, paragraphe 1.4 (pièce US-34).

[807] HM Customs & Excise, Notice 237, "Processing Under Customs Control (PCC)", juin 2003, paragraphe 15 (pièce US-34). Voir aussi le paragraphe 3.4.

[808] Bulletin officiel des douanes n° 6527 du 31 août 2001, page 1 (modifié par le BOD n° 6609, du 4 novembre 2004) (pièce US-35).

[809] Bulletin officiel des douanes n° 6527 du 31 août 2001, paragraphe 78, page 17 (modifié par le BOD n° 6609, du 4 novembre 2004) (pièce US-35).

[810] Bulletin officiel des douanes n° 6527 du 31 août 2001, paragraphe 78, page 17 (modifié par le BOD n° 6609, du 4 novembre 2004) (pièce US-35).

Plus loin dans la suite du chapitre III, un autre paragraphe, qui vise exclusivement la transformation sous douane, est ainsi conçu: "En ce qui concerne la transformation sous douane, la rubrique 10 du modèle de demande doit être complétée des informations démontrant que le recours à ce régime douanier crée ou maintient une activité de transformation dans la Communauté (marchandises et opérations non reprises à la partie A de l'annexe 76 des DAC)."[811]

7.463 Aux yeux du Groupe spécial, lorsqu'on les lit comme un tout, les documents britannique et français donnant des orientations sur la transformation sous douane renferment les deux mêmes prescriptions de fond qui sont mentionnées à l'article 133 e) du Code des douanes communautaire, à savoir l'obligation de déterminer si le régime de la transformation sous douane favorise ou non la création ou le maintien d'une activité de transformation dans la Communauté et l'obligation de déterminer si les intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises comparables se trouvent ou non lésés. En particulier, c'est ce qui ressort très clairement de l'extrait du document d'orientation britannique cité plus haut au paragraphe 7.461, lequel indique expressément que l'autorité douanière à laquelle une demande de transformation sous douane a été adressée établira si le recours à des produits d'origine non communautaire permet la création ou le maintien d'activités de transformation dans la Communauté sans porter atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises comparables. De même, dans le cas des orientations françaises, il y a dans le Bulletin, qui vise globalement tous les régimes auxquels s'applique un critère de "conditions économiques" (dont l'un est la transformation sous douane), un paragraphe mentionnant expressément la nécessité de déterminer si les intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises comparables se trouvent ou non lésés. Plus loin, dans un paragraphe exclusivement consacré à la transformation sous douane, il est indiqué que ce régime doit favoriser la création ou le maintien d'une activité de transformation dans la Communauté. Qui plus est, ainsi qu'il ressort clairement des paragraphes 7.461 et 7.462 ci-dessus, les deux documents, britannique et français, qui donnent des orientations font référence au droit communautaire applicable. Le Groupe spécial considère que quiconque lisant et/ou appliquant les documents d'orientation britannique et français en question comprendrait que ces textes doivent être lus à la lumière des aspects pertinents du droit communautaire sur lequel ils reposent, et notamment l'article 133 e) du Code des douanes communautaire, dont les orientations françaises font expressément mention.

7.464 À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial estime que les États-Unis n'ont pas prouvé l'existence d'une divergence de fond entre les orientations françaises et britanniques relatives à l'application des dispositions de la législation douanière communautaire régissant la transformation sous douane. De plus, les États-Unis n'ont apporté aucun élément de preuve indiquant que la manière dont les autorités douanières françaises et britanniques appliquent effectivement ces orientations aboutit à une pratique qui n'est pas uniforme, au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.465 En conséquence, le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas prouvé que la manière dont étaient appliqués l'article 133 du Code des douanes communautaire et les articles 502(3) et 552 du Règlement d'application, en ce qui concerne la transformation sous douane, n'était pas uniforme parmi les États membres, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

iv) Procédures de domiciliation

Résumé des arguments des parties

7.466 Les **États-Unis** notent que les "procédures de domiciliation" sont des procédures permettant aux importateurs de faire procéder à la mise en libre pratique des marchandises dans leurs locaux, au

[811] Bulletin officiel des douanes n° 6527 du 31 août 2001, paragraphe 83, page 19 (modifié par le BOD n° 6609, du 4 novembre 2004) (pièce US-35).

lieu de les présenter pour examen aux autorités douanières. Selon eux, les conditions effectives que les utilisateurs de cette procédure sont tenus de remplir varient beaucoup d'un État membre à l'autre, les processus étant beaucoup plus lourds dans certains que dans d'autres.[812] Ils soutiennent qu'il existe en réalité de sérieuses différences, et que leur existence même illustre un manque d'uniformité dans l'application de la législation douanière communautaire.[813] Ils indiquent que différents États membres appliquent les procédures de domiciliation différemment, notamment en ce qui concerne l'intervention des autorités douanières avant la mainlevée des marchandises, les conditions prescrites après la mainlevée et les prescriptions visant la conservation des documents.[814]

7.467 Pour illustrer ces différences, les États-Unis renvoient au tableau suivant[815]:

État membre	**Conditions prescrites avant la mainlevée**	**Intervention des douanes avant la mainlevée**	**Conditions prescrites après la mainlevée**	**Prescriptions concernant la conservation des documents**
Royaume-Uni	Communication des données des manifestes telles quelles aux douanes par la voie électronique	Néant	Transmission aux douanes électroniquement de données complémentaires sur le classement, la valeur en douane et l'origine	L'importateur est tenu de conserver les pièces justificatives pendant quatre ans.
France	Données des manifestes complétées par le classement, la valeur en douane et d'autres données et enregistrées dans le système d'inventaire de l'importateur; celui-ci informe les douanes de la déclaration initiale	Peuvent procéder à un examen dans un délai spécifié avant la mainlevée.	Communication aux douanes sur papier des données complémentaires, y compris les pièces justificatives - formulaire DV1, factures, certificats	
Allemagne	Transmission aux douanes des données des manifestes, y compris la traduction en allemand de la désignation des marchandises; déclaration initiale, y compris des renseignements sur le classement, la valeur en douane et l'origine, adressée aux douanes	Peuvent procéder à un examen dans le délai spécifié avant la mainlevée.	Communication aux douanes des données complémentaires, y compris les pièces justificatives - formulaire DV1, factures, certificats	L'importateur est tenu de conserver les pièces justificatives pendant six ans.

[812] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 28 et 110.
[813] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 117.
[814] Réponse des États-Unis à la question n° 30 du Groupe spécial.
[815] Ce tableau figure au paragraphe 116 de la première communication écrite des États-Unis.

État membre	Conditions prescrites avant la mainlevée	Intervention des douanes avant la mainlevée	Conditions prescrites après la mainlevée	Prescriptions concernant la conservation des documents
Italie	Transmission aux douanes des données des manifestes	Peuvent procéder dans l'heure à un examen.	Transmission électronique d'une déclaration complémentaire; le formulaire DV1 n'est pas exigé.	L'importateur est tenu de conserver les pièces justificatives pendant cinq ans.
Pays-Bas	Déclaration initiale effectuée par l'entrée dans le système d'inventaire de l'importateur; la teneur de la déclaration initiale est négociée sur place.	Peuvent procéder à un examen dans le délai spécifié avant la mainlevée.	Transmission électronique du formulaire DV1. Certains documents (licences et certificats attestant l'admission au bénéfice du traitement tarifaire préférentiel, par exemple) sont exigés avec la déclaration complémentaire, mais pas les factures ni les lettres de transport aérien.	L'importateur est tenu de conserver les pièces justificatives pendant dix ans.

7.468 Les **Communautés européennes** disent que les États-Unis ne joignent pas une seule pièce pour illustrer et étayer leur allégation, ce qui fait qu'elles se trouvent dans l'impossibilité de se défendre et que le Groupe spécial ne peut pas vérifier si cette allégation est fondée ou non. Ensuite, il est évident que les États-Unis ont mal compris les différentes étapes du processus suivi lorsque les marchandises sont importées dans le cadre de cette procédure. De plus, la description qu'ils donnent de la procédure et des prescriptions concernant la conservation des documents contient des erreurs fondamentales.[816] Il s'ensuit, selon les Communautés européennes, que l'allégation de manque d'uniformité dans l'application au regard de l'article X:3 a) du GATT ne tient pas en ce qui concerne les procédures de domiciliation.[817]

7.469 À propos de l'intervention des douanes avant la mainlevée, les Communautés européennes font observer que le fait que les contrôles en matière de lutte contre la contrebande et d'admissibilité sont effectués à la frontière électroniquement ne signifie pas que les douanes n'interviennent pas. Au surplus, si les marchandises ne satisfont pas à ces contrôles, les douanes prendront des mesures (contrôle physique, saisie ou autre). Il est donc erroné, disent-elles, d'affirmer qu'il n'y a pas d'intervention des douanes avant la mainlevée au Royaume-Uni.[818] Si l'on retient le Royaume-Uni et la France comme exemples représentatifs pour l'examen des marchandises effectué par les autorités douanières avant la mainlevée, il n'y a, à leur sens, aucune contradiction entre les pratiques de ces deux États membres. Dans un cas comme dans l'autre, les fonctionnaires des douanes peuvent examiner ou non les marchandises avant la mainlevée.[819]

7.470 À propos des prescriptions à observer avant la mainlevée dans le cadre des procédures de domiciliation, les Communautés européennes indiquent que ce ne sont pas les données du manifeste

[816] Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 49.
[817] Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 49.
[818] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 423.
[819] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 186.

de transport maritime lui-même qui sont communiquées, mais une déclaration simplifiée renfermant certaines données, dans laquelle le négociant doit inscrire un numéro de référence.[820] Elles ajoutent qu'il est possible de recourir aussi bien à des systèmes de dédouanement électronique qu'à des systèmes sur papier. Elles disent que dans le cas des procédures de domiciliation, on peut trouver les règles communautaires détaillées applicables au dédouanement sur papier aux articles 263 à 267 du Règlement d'application. Quand le système de dédouanement utilisé est électronique, des règles supplémentaires sont applicables, et on peut les trouver à l'article 4 a) à c) et aux articles 222 à 224 du même règlement.[821] En ce qui concerne les prescriptions relatives aux pièces justificatives, les Communautés européennes disent que tous les États membres appliquent des règles identiques et que la question soulevée par les États-Unis au sujet du formulaire "DV1" procède, là encore, d'une confusion: tous les États membres autorisent les opérateurs qui ont des flux commerciaux réguliers avec les mêmes fournisseurs à ne présenter qu'une fois le DV1 voulu, accompagné de la demande initiale d'admission au bénéfice de la procédure de domiciliation.[822]

7.471 Sur les prescriptions concernant la conservation des documents, les Communautés européennes disent que l'information donnée par les États-Unis au sujet des Pays-Bas est erronée: le délai de conservation est de sept ans depuis le 1er juillet 1998, en vertu de l'article 8 3) de la Loi douanière (Douanewet). Elles ajoutent que, d'ailleurs, l'article 16(1) du Code des douanes communautaire prévoit que les documents requis seront conservés durant un minimum de trois ans, mais laisse aux États membres la possibilité de fixer des délais plus longs en fonction de leurs besoins et de leurs pratiques en matière d'administration générale et de fiscalité. Elles font valoir que les différences de délai qui en résultent entre les quatre États membres pour lesquels les États-Unis présentent des éléments de preuve (de quatre à sept ans) ne sont pas fondamentales. À cet égard, elles répètent que l'article X:3 a) du GATT de 1994 concerne l'application de la législation douanière, et non pas cette législation elle-même, et que cette disposition n'impose pas d'obligation d'harmoniser la législation au sein d'un Membre de l'OMC. Les différences de délai de conservation des documents qui existent entre certains États membres des CE ont trait à la teneur des dispositions de la législation douanière, et non pas à leur application. Il s'ensuit, selon les Communautés européennes, que ces différences ne tombent pas sous le coup de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[823] De plus, les Communautés européennes font valoir qu'à la lumière du rapport du Groupe spécial du GATT dans l'affaire *CEE – Pommes de table* les différences de ce genre ne sont pas par nature substantielles et qu'elles n'entraînent pas un manque d'uniformité contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans l'application de la législation douanière. Elles considèrent par conséquent que l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 n'est pas fondée en ce qui concerne les procédures de domiciliation.[824]

7.472 Les **États-Unis** font valoir que, dans leurs déclarations au sujet des procédures de domiciliation, les Communautés européennes indiquent les paramètres extérieurs dans le cadre desquels les différentes autorités douanières des États membres doivent opérer. S'ils ne contestent pas la description qu'elles donnent de ces paramètres extérieurs, les États-Unis indiquent que ce qu'ils soutiennent, c'est que différentes autorités douanières d'États membres des CE appliquent la procédure de domiciliation différemment à l'intérieur de ces paramètres.[825]

[820] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 422.
[821] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 424.
[822] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 425.
[823] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 426.
[824] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 427 et 428.
[825] Réponse des États-Unis à la question n° 137 e) du Groupe spécial.

Analyse par le Groupe spécial

7.473 Le Groupe spécial note qu'au fond ce que les États-Unis contestent en ce qui concerne la procédure de domiciliation, c'est que les prescriptions effectives auxquelles les opérateurs qui y ont recours sont tenus de satisfaire varient beaucoup d'un État membre à l'autre, le processus étant beaucoup plus lourd dans certains que dans d'autres.[826] Les États-Unis soutiennent que ces différences dans les prescriptions imposées par les autorités douanières des États membres des CE dans le contexte des procédures de domiciliation représentent une application non uniforme des articles 263 à 267 du Règlement d'application.

7.474 Aux yeux du Groupe spécial, l'imposition de prescriptions concernant les procédures de domiciliation constitue un acte d'application au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet acte d'application est une question qui relève du mandat du Groupe spécial, puisqu'il représente un cas d'application des articles 263 à 267 du Règlement d'application en ce qui concerne les procédures d'admission et de mainlevée des marchandises.[827]

7.475 Sur la question de savoir si l'imposition de prescriptions aux fins des procédures de domiciliation est ou non "uniforme" au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a faite au paragraphe 7.135, à savoir que l'uniformité géographique est de rigueur au regard de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En d'autres termes, l'application devrait être uniforme en différents lieux sur le territoire d'un Membre donné de l'OMC. Le Groupe spécial rappelle aussi qu'il a constaté au paragraphe 7.135 que la forme, la nature et l'ampleur de l'application non uniforme alléguée, ainsi que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives dont il est allégué qu'ils sont appliqués d'une manière non uniforme, devraient être pris en considération pour interpréter le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Il considère que la contestation formulée par les États-Unis à l'encontre de l'imposition de prescriptions pour les procédures de domiciliation est d'une portée limitée. Elle met en cause l'application d'un petit nombre de dispositions du Règlement d'application – à savoir ses articles 263 à 267. Par conséquent, étant donné la portée restreinte de cette contestation, le Groupe spécial considère qu'un degré élevé d'uniformité s'impose aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Nous nous tournons à présent vers les faits pour déterminer si ce degré élevé d'uniformité a ou non été atteint en ce qui concerne l'imposition de prescriptions pour les procédures de domiciliation.

7.476 Pour étayer leurs allégations de manque d'uniformité contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994, les États-Unis s'appuient sur un tableau qui, à leur dire, prouve l'existence de différences parmi les États membres dans le contexte des procédures de domiciliation, en ce qui concerne les prescriptions imposées avant la mainlevée, l'intervention des douanes avant la mainlevée, les prescriptions imposées après la mainlevée et les prescriptions concernant la conservation des documents. Le Groupe spécial relève que les États-Unis n'ont présenté aucune donnée de fait pour étayer ce qui, en substance, se réduit à des assertions figurant dans le tableau des différences alléguées sur lequel ils s'appuient.

7.477 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas prouvé qu'il existe des différences entre les États membres quant aux prescriptions effectives auxquelles les utilisateurs des procédures de domiciliation doivent satisfaire. Les États-Unis n'ont donc pas prouvé que les articles 263 à 267 du Règlement d'application étaient appliqués d'une manière non uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

[826] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 28 et 110.
[827] À ce propos, voir plus haut les paragraphes 7.188 à 7.190.

v) Résumé et conclusions

7.478 En résumé, au sujet des allégations formulées par les États-Unis de manque d'uniformité dans l'application du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application sur le chapitre des procédures douanières, le Groupe spécial fait les constatations suivantes:

a) Le Groupe spécial constate qu'il n'y a pas violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans la manière d'appliquer l'article 78(2) du Code des douanes communautaire, en ce qui concerne les prescriptions imposées aux fins des procédures de vérification[828] après la mise en libre pratique des produits dans les Communautés européennes.

b) Le Groupe spécial constate qu'il n'y a pas violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne les différences de fond existant entre les lois des États membres prévoyant des sanctions.[829]

c) Les États-Unis n'ont pas prouvé que la manière dont étaient appliqués l'article 133 du Code des douanes communautaire et les articles 502(3) et 552 du Règlement d'application, en ce qui concerne la transformation sous douane, n'était pas uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

d) Les États-Unis n'ont pas prouvé que l'application des articles 263 à 267 du Règlement d'application, en ce qui concerne les procédures de domiciliation, n'était pas uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

e) Allégations d'absence d'uniformité dans l'application de l'article 221(3) du Code des douanes communautaire

i) Résumé des arguments des parties

7.479 Les **États-Unis** font observer que l'article 221(3) du Code des douanes communautaire prescrit un délai de trois ans, après la naissance d'une dette douanière, durant lesquels le montant à acquitter au titre de cette dette peut être communiqué au débiteur. Il prévoit aussi la suspension de ce délai pendant la durée d'une procédure de recours. Les États-Unis font valoir que l'article 221(3) du Code des douanes communautaire ne retient aucune autre circonstance dans laquelle le délai de trois ans puisse être suspendu.[830] Selon eux, les bureaux de douane des 25 États membres sont chargés chacun d'appliquer ces règles, mais ils les appliquent différemment. Les États-Unis soutiennent que les autorités douanières françaises ont considéré que le délai de trois ans pouvait être suspendu par l'engagement de toute procédure administrative (procès-verbal) sur l'existence possible d'une infraction douanière, même si cette procédure n'aboutissait pas à l'infliction d'une sanction au débiteur. Selon les États-Unis, malgré la divergence que cela représentait par rapport à d'autres autorités douanières d'autres États membres des Communautés européennes, la plus haute juridiction française (la Cour de cassation) s'est refusée à renvoyer à la CEJ la question de la compatibilité de

[828] Le Groupe spécial rappelle la conclusion qu'il a formulée dans la note de bas de page 747, à savoir qu'il ne juge pas nécessaire de déterminer s'il est juste ou non de ranger les vérifications opérées après la mise en libre pratique des marchandises dans la catégorie des "procédures douanières".

[829] Le Groupe spécial rappelle la conclusion qu'il a formulée dans la note de bas de page 776, à savoir qu'il ne juge pas nécessaire de déterminer s'il est juste ou non de ranger les lois prévoyant des sanctions dans la catégorie des "procédures douanières".

[830] Réponse des États-Unis à la question n° 179 du Groupe spécial.

cette règle avec le droit communautaire.[831] Les États-Unis estiment que l'affaire des *Caméscopes* illustre l'absence d'uniformité dans l'application de l'article 221(3) du Code des douanes communautaire. Plus précisément, dans le contexte de cette affaire, les autorités douanières françaises sont d'avis que la note explicative modifiée du Tarif douanier commun peut être appliquée aux importations antérieures à cette note, mais, qui plus est, à la différence de bureaux de douane situés dans d'autres parties de la Communauté, elles considèrent que ladite note peut être appliquée aux importations même si la dette douanière qui leur est imputable est née plus de trois ans auparavant. Ainsi, d'après les États-Unis, l'importateur en France de caméscopes demeure exposé au recouvrement de droits additionnels sur des importations effectuées en 1999, alors même que dans d'autres parties de la Communauté, les bureaux de douane considéreraient que ce recouvrement additionnel est prescrit. Les États-Unis font par conséquent valoir que, dans le contexte de l'affaire des *Caméscopes*, l'interprétation que seule donne la France de l'article 221(3) du Code des douanes communautaire laisse l'importateur exposé au recouvrement de droits additionnels sur des importations effectuées six ans plus tôt, alors même que les autres États membres considéreraient que ce recouvrement additionnel est prescrit.[832]

7.480 Les **Communautés européennes** estiment que l'application de l'article 221(3) du Code des douanes communautaire qui, selon elles, concerne le délai durant lequel une dette douanière peut être communiquée au débiteur, ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elle ne relève pas des domaines douaniers énumérés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Elles ajoutent que ces derniers n'ont pas soulevé l'absence d'uniformité alléguée dans l'application de l'article 221(3) du Code des douanes communautaire avant la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties. En outre, dans leur réponse à une question du Groupe spécial[833], les États-Unis énumèrent un certain nombre de dispositions à propos desquelles ils allèguent avoir établi une absence d'uniformité d'application, mais n'y font pas figurer l'article 221 du Code des douanes communautaire. Selon les Communautés européennes, cela implique soit qu'ils ne pensent pas avoir établi le bien-fondé de leur thèse du manque d'uniformité dans l'application de l'article 221 du Code des douanes communautaire, soit qu'ils concèdent que cette allégation ne relève pas du mandat du Groupe spécial.[834]

7.481 En réponse, les **États-Unis** admettent que l'article 221(3) du Code des douanes communautaire concerne le délai durant lequel une dette douanière peut être communiquée. En revanche, ils n'en acceptent pas la conséquence implicite que cela n'a rien à voir avec le recouvrement de la dette douanière. Selon eux, le délai durant lequel la dette douanière peut être communiquée au débiteur est de toute évidence fondamental pour son recouvrement. Ils précisent que, si ce délai est parvenu à expiration, il en va de même de la possibilité de recouvrer toute dette qui n'aurait pas été communiquée antérieurement.[835] Les États-Unis soutiennent aussi qu'en affirmant que l'article 221(3) du Code des douanes communautaire ne vise aucun des domaines de l'administration douanière qu'ils ont mentionnés dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les Communautés européennes semblent bien confondre les allégations qu'ils ont formulées avec les arguments qu'ils ont présentés à l'appui de ces allégations. Selon eux, leurs allégations au titre de l'article X:3 a) du GATT sont formulées clairement et très précisément au premier paragraphe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Ils y allèguent que "la façon dont les Communautés européennes ("CE") administrent leurs lois, règlements et décisions du type décrit à l'article X:1 de l'Accord général sur les

[831] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 146 du Groupe spécial, à propos de l'arrêt de la Cour de cassation dans l'affaire n° 143, du 13 juin 2001, pages 439 et 440 (pièce US-67); et arrêt de la Cour de cassation, affaire n° 144, du 13 juin 2001, page 448 (pièce US-68).

[832] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 31.

[833] Question n° 124 du Groupe spécial.

[834] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial; et observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial.

[835] Réponse des États-Unis à la question n° 180 du Groupe spécial, note de bas de page 31.

tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") n'est pas uniforme, impartiale et raisonnable et, partant, n'est pas conforme à l'article X:3 a) du GATT de 1994". Dans cette demande, ils poursuivent en indiquant précisément les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives du type décrit à l'article X:1 qu'ils reprochent aux Communautés européennes de n'avoir pas appliqué de la façon prescrite par l'article X:3 a), y compris le Code des douanes communautaire. Ils font valoir que l'article 221(3) du Code fait partie de cet instrument. De plus, l'objet de l'article 221(3) dudit code se situe dans le cadre de la liste exemplative non exhaustive de domaines douaniers figurant dans leur demande. Les États-Unis ajoutent qu'ils ont analysé l'article 221(3) du Code des douanes communautaire dans leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial.[836]

7.482 Les **Communautés européennes** considèrent elles aussi que l'article 221(3) du Code des douanes communautaire ne vise que le délai durant lequel une dette douanière peut être communiquée au débiteur. Par contre, la question des conditions de fond auxquelles la dette douanière peut être recouvrée à titre rétroactif est traitée à l'article 220 du Code des douanes communautaire. Au surplus, font-elles valoir, il est inexact de dire que la seule exception permise à l'article 221(3) du Code des douanes communautaire est l'introduction d'un recours, qui suspend le délai de trois ans prévu pour la communication de la dette douanière. Il y a une autre exception pertinente, l'article 221(4) du Code des douanes communautaire, selon lequel lorsque la dette douanière résulte d'un acte qui, au moment où il a été commis, était passible de poursuites pénales, la communication au débiteur peut, dans les conditions prévues par les dispositions en vigueur, être effectuée après l'expiration du délai de trois ans. Les Communautés européennes notent que la CEJ a précisé que la question de savoir si un acte peut donner lieu à des poursuites au pénal relève du droit des États membres, et non du droit communautaire.[837]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.483 À titre de question préliminaire, le Groupe spécial doit examiner si l'article 221(3) du Code des douanes communautaire relève ou non de son mandat. Selon les Communautés européennes, l'article 221(3) du Code des douanes communautaire, qui concerne le délai durant lequel une dette douanière peut être communiquée au débiteur, ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce qu'il ne se situe pas dans le cadre des domaines douaniers énumérés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Ces derniers admettent que l'article 221(3) du Code des douanes communautaire concerne le délai durant lequel une dette douanière peut être recouvrée, mais ils soutiennent qu'il relève du mandat du Groupe spécial puisqu'il fait partie du Code des douanes communautaire, lequel est mentionné dans l'énumération contenue dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial et que l'objet de cette disposition du Code se situe dans le cadre de la liste exemplative non exhaustive de domaines douaniers figurant dans ladite demande.

7.484 Le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.33, à savoir que son mandat ne l'autorise à examiner que la manière dont les autorités douanières nationales des États membres appliquent le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis – à savoir la classification et l'évaluation en douane des marchandises, les procédures de classification et d'évaluation des marchandises, les procédures d'admission et de mise en libre circulation des marchandises, les procédures de vérification des déclarations d'importation après la mise en libre circulation des marchandises, les sanctions et les procédures relatives à l'imposition de

[836] Réponse des États-Unis à la question n° 178 du Groupe spécial.

[837] Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, paragraphe 42, dans laquelle il est fait référence à l'affaire C-273/90, *Meico-Fell*, Rec. 1991, page I-5569, point 13 (pièce EC-155).

sanctions en cas de violation des règles douanières, ainsi que les prescriptions en matière de tenue des registres. S'il est évident que l'article 221(3) fait partie de l'une des mesures indiquées dans la demande des États-Unis dont il est allégué qu'elles ne sont pas appliquées d'une manière uniforme en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 – à savoir le Code des douanes communautaire –, il est également nécessaire de déterminer si l'objet de l'article 221(3) du Code des douanes communautaire relève ou non des domaines de l'administration douanière spécifiquement indiqués dans cette demande. Nous passons donc aux termes de l'article 221 du Code des douanes communautaire.

7.485 L'article 221 du Code des douanes communautaire se trouve au chapitre 3 de ce Code, qui est intitulé "Recouvrement du montant de la dette douanière". Plus particulièrement, l'article 221 figure à la section 1 de ce chapitre, qui est intitulée "Prise en compte et communication au débiteur du montant des droits". Il est ainsi conçu:

> "1. Le montant des droits doit être communiqué au débiteur selon des modalités appropriées dès qu'il a été pris en compte.
>
> 2. Lorsque mention du montant des droits à acquitter a été effectuée, à titre indicatif, dans la déclaration en douane, les autorités douanières peuvent prévoir que la communication visée au paragraphe 1 ne sera effectuée que pour autant que le montant des droits indiqué ne correspond pas à celui qu'elle a déterminé.
>
> Sans préjudice de l'application de l'article 218, paragraphe 1, deuxième alinéa, lorsqu'il est fait usage de la possibilité prévue au premier alinéa, l'octroi de la mainlevée des marchandises par les autorités douanières vaut communication au débiteur du montant des droits pris en compte.
>
> 3. La communication au débiteur ne peut plus être effectuée après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de la naissance de la dette douanière. Ce délai est suspendu à partir du moment où est introduit un recours au sens de l'article 243 et pendant la durée de la procédure de recours.
>
> 4. Lorsque la dette douanière résulte d'un acte qui était, au moment où il a été commis, passible de poursuites judiciaires répressives, la communication au débiteur peut, dans les conditions prévues par les dispositions en vigueur, être effectuée après l'expiration du délai de trois ans prévu au paragraphe 3."

7.486 Aux yeux du Groupe spécial, l'article 221 du Code des douanes communautaire, y compris son paragraphe 3, a trait au recouvrement et à la communication de la dette douanière. C'est ce qui ressort à l'évidence du sens ordinaire des termes de cet article, ainsi que du contexte dans lequel il se situe, tels les titres du chapitre et de la section où il figure.

7.487 Le Groupe spécial considère que l'article 221 du Code des douanes communautaire, y compris son paragraphe 3, ne relève d'aucun des domaines de l'administration douanière spécifiquement indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. En particulier, il n'apparaît pas que le sens ordinaire de ces domaines englobe le recouvrement et la communication des dettes douanières.[838] Nous en concluons, par conséquent, que l'article 221(3) du

[838] À ce propos, nous notons que le *Dictionary of International Trade*, de 2000, définit les domaines de l'administration douanière spécifiquement indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis en ces termes: "classification" [la classification], par "the categorization of merchandise" [le classement de la marchandise dans une catégorie] (page 40). "Valuation" [l'évaluation], par "the appraisal of the worth of imported goods by customs officials for the purpose of determining the amount of duty payable in the importing country" [l'estimation de la valeur des marchandises importées établie par les fonctionnaires des douanes aux fins de déterminer le montant des droits à acquitter dans le pays importateur]

Code des douanes communautaire ne relève pas de notre mandat en ce qui concerne l'allégation des États-Unis selon laquelle l'application de cette disposition est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Plus précisément, il n'est pas permis aux États-Unis de soutenir en l'espèce que la manière dont l'article 221(3) du Code des douanes communautaire est appliqué est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cela dit, rien ne les empêche pour autant de s'appuyer sur la manière dont l'article 221(3) du Code des douanes communautaire est appliqué dans la mesure où elle est pertinente pour leur allégation selon laquelle des mesures dans les domaines de l'administration douanière qui étaient spécifiquement indiqués dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial (tel le classement tarifaire) sont appliquées d'une manière qui est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[839]

f) Observations générales concernant les allégations d'absence d'uniformité dans l'application formulées au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 par les États-Unis

7.488 Le Groupe spécial rappelle l'argument des États-Unis selon lequel l'absence dans les Communautés européennes d'une procédure ou institution permettant de faire en sorte qu'il ne surgisse pas de divergences d'application parmi les autorités douanières des 25 États membres, ou de les concilier automatiquement dans les moindres délais quand il s'en produit, aboutit nécessairement à une application qui n'est pas uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[840] Le Groupe spécial rappelle également que les États-Unis ont fait valoir que ces défauts structurels aboutissaient à une application non uniforme en ce qui concerne tous les domaines du système communautaire d'administration douanière des CE.[841]

7.489 Aux paragraphes 7.156 à 7.192, le Groupe spécial a expliqué comment il comprenait la manière dont fonctionnait le système communautaire d'administration douanière. Il rappelle qu'il a donné cette explication parce qu'il considère que son analyse offre un contexte important pour l'examen des exemples particuliers de violations alléguées à l'article X:3 a) du GATT de 1994, qu'il a été appelé à examiner dans le contexte du présent différend. Dans cette explication, le Groupe spécial a considéré chacun des mécanismes et institutions qui, au dire des Communautés européennes, jouaient un rôle clé dans le sens d'une application uniforme du droit douanier communautaire de la part des autorités douanières des États membres. En même temps, il a aussi observé que certains traits associés à un certain nombre de ces institutions et mécanismes ne devraient pas nécessairement favoriser une application uniforme du droit douanier communautaire de la part des autorités douanières des États membres et, au pire, risqueraient même de causer un défaut d'uniformité dans son application.

(page 201). "Entry" [admission], par "the process of, and documentation required for securing the release of imported merchandise" [le processus, et la documentation requise aux fins d'obtention de la mainlevée de la marchandise importée] (page 72). "Audit" [vérification], par "a formal examination of records or documents" [l'examen en bonne et due forme des livres ou documents] (page 20). "Penalties" [sanctions], par "charges assessed or action taken by customs in response to a violation of a customs-enforced regulation or law" [impositions recouvrées ou mesure prise par les douanes en cas d'infraction à un règlement ou une loi dont l'exécution est assurée par leurs soins] (page 154). Le sens du terme "record-keeping" [tenue des registres] se passe d'explication. De plus, dans son glossaire des termes douaniers internationaux, l'Organisation mondiale des douanes définit le terme "release" [mainlevée] par "action by the Customs to permit goods undergoing clearance to be placed at the disposal of the persons concerned" [acte par lequel la douane permet aux intéressés de disposer des marchandises qui font l'objet d'un dédouanement].

[839] Le Groupe spécial note à cet égard que les États-Unis se sont appuyés sur l'article 221(3) du Code des douanes communautaire pour alléguer que la manière dont une modification d'une note explicative du Tarif douanier commun relative aux caméscopes était interprétée et appliquée variait d'un État membre à l'autre; voir plus haut les paragraphes 7.344 et suivants.

[840] Réponse des États-Unis à la question n° 126 a) du Groupe spécial.

[841] Réponse des États-Unis à la question n° 126 b) du Groupe spécial.

7.490 Néanmoins, le Groupe spécial n'est pas autorisé à faire de quelconques constatations sur ces institutions et mécanismes, étant donné que, comme il l'a dit plus haut au paragraphe 7.64, son mandat ne lui permet pas d'examiner les contestations "en tant que tel" de la conception et de la structure du système communautaire d'administration douanière, y compris ses éléments constitutifs. Au demeurant, même si le Groupe spécial était autorisé à formuler de telles constatations, il note que les États-Unis n'ont pas démontré que la conception et la structure du système communautaire d'administration douanière, y compris ses éléments constitutifs, aboutissaient nécessairement à une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En réalité, les États-Unis ont évoqué un certain nombre d'exemples apparemment pris au hasard de violations alléguées de l'article X:3 a) du GATT de 1994, sans nous démontrer que ces exemples étaient symptomatiques et représentatifs de faiblesses structurelles foncières du système communautaire d'administration douanière. Au surplus, le Groupe spécial rappelle que les États-Unis lui ont prouvé seulement que l'article X:3 a) du GATT de 1994 avait effectivement été enfreint dans trois des divers cas de violation alléguée de l'article X:3 a) du GATT de 1994 auxquels ils s'étaient référés pour étayer leurs allégations.

E. ALLÉGATIONS FORMULÉES AU TITRE DE L'ARTICLE X:3 B) DU GATT DE 1994

1. Article X:3 b) du GATT de 1994

7.491 L'article X:3 b) du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Chaque partie contractante maintiendra, ou instituera aussitôt que possible, des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin, notamment, de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Ces tribunaux ou procédures seront indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives, et leurs décisions seront exécutées par ces organismes et en régiront la pratique administrative, à moins qu'il ne soit interjeté appel auprès d'une juridiction supérieure dans les délais prescrits pour les appels interjetés par les importateurs, *sous réserve* que l'administration centrale d'un tel organisme puisse prendre des mesures en vue d'obtenir une révision de l'affaire dans une autre action, s'il y a des raisons valables de croire que la décision est incompatible avec les principes du droit ou avec les faits de la cause."

2. Constatations demandées par les États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994

a) Résumé des arguments des parties

7.492 Les **États-Unis** estiment que l'article X:3 b) du GATT de 1994 oblige les Communautés européennes, en tant que Membre de l'OMC, à avoir en place certains "tribunaux ou … procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs". Ils définissent ensuite certaines qualités que ces tribunaux ou procédures doivent avoir. Ils précisent que, dans le présent différend, leur allégation se rapporte à la prescription de l'article X:3 b) du GATT de 1994 selon laquelle les décisions des tribunaux ou procédures prescrits par cette disposition "régi[ssent] la pratique" des organismes chargés de l'application des mesures administratives, "à moins qu'il ne soit interjeté appel auprès d'une juridiction supérieure dans les délais prescrits pour les appels interjetés par les importateurs".[842] En particulier, les États-Unis estiment que les Communautés européennes ne s'acquittent pas de leur obligation au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 parce que chacun des nombreux tribunaux de révision qu'elles prévoient rendent des décisions qui régissent la pratique d'un sous-ensemble seulement

[842] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 102 à 109; réponse des États-Unis à la question n° 141 du Groupe spécial.

d'organismes chargés de l'application des mesures administratives dans une région particulière des Communautés européennes, mais ne "régi[ssent] [pas] la pratique" des organismes des Communautés européennes situés dans d'autres États membres.[843]

7.493 Les **Communautés européennes** font observer qu'elles croient comprendre que les allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 ne concernent pas le champ matériel du contrôle exercé par les tribunaux ou les procédures de révision au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994, ni le but de cette révision. Elles estiment que, selon ce qu'elles croient comprendre, l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 met l'accent sur la nature de la révision à effectuer au titre de cette disposition.[844] Plus spécifiquement, les Communautés européennes estiment que les allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 se rapportent exclusivement à la prescription selon laquelle les tribunaux ou procédures doivent régir la pratique des organismes chargés de l'application des mesures administratives.[845]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.494 Le Groupe spécial note que, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ont formulé leur allégation au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 en ces termes:

> "… les Communautés européennes n'ont pas maintenu, ou institué aussitôt que possible, des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin, notamment, de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Les mesures susmentionnées, y compris, en particulier, les articles 243 à 246 du Code prévoient expressément que les États membres des CE sont responsables de la mise en œuvre des procédures de recours contre les décisions des autorités douanières des États membres. En conséquence, il n'est possible d'obtenir la révision d'une décision des autorités douanières par un tribunal des Communautés européennes qu'après que l'importateur ou une autre partie intéressée a demandé sa révision par un tribunal administratif et/ou judiciaire national. Pour cette raison, les Communautés européennes contreviennent aux dispositions de l'article X:3 b) du GATT de 1994".[846]

7.495 En réponse à une question posée par le Groupe spécial, les États-Unis ont précisé que dans leur allégation au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994, ils se bornaient à affirmer que les décisions des tribunaux ou procédures dans les Communautés européennes ne "régi[ssaient] [pas] la pratique" de tous les "organismes chargés de l'application des mesures administratives" dans les Communautés européennes, en violation de l'article X:3 b) du GATT de 1994. Plus spécifiquement, les États-Unis allèguent, dans le contexte du présent différend, que les tribunaux ou procédures prévus par les différents États membres pour la révision et la rectification des mesures administratives ne satisfont pas à l'obligation incombant aux Communautés européennes au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 parce que les décisions de ces tribunaux ou procédures ont un effet uniquement à l'intérieur des États membres respectifs et non sur les organismes des CE situés sur l'ensemble du territoire des Communautés européennes.[847]

---

[843] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 102.
[844] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 215.
[845] Observation des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 141 du Groupe spécial.
[846] WT/DS315/8, qui figure à l'annexe D du rapport du Groupe spécial.
[847] Réponse des États-Unis à la question n° 35 du Groupe spécial.

7.496 Compte tenu des précisions données par les États-Unis sur leur allégation au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 dans leur réponse à une question posée par le Groupe spécial, celui-ci limitera son analyse à la question de savoir si l'article X:3 b) du GATT de 1994 exige ou non que les décisions des tribunaux ou procédures aux fins de la révision et de la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières régissent la pratique de *tous* les organismes chargés de l'application des mesures administratives *sur l'ensemble du territoire* d'un Membre particulier, ainsi que les États-Unis l'ont affirmé. Aux fins du règlement du présent différend, le Groupe spécial examinera également si les tribunaux et les procédures prévus dans les Communautés européennes afin de réviser et de rectifier les mesures administratives respectent l'obligation incombant aux CE au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 à cet égard.[848]

3. Interprétation de l'article X:3 b) du GATT de 1994

a) Résumé des arguments des parties

i) Caractéristiques pertinentes des organes de révision

7.497 Les **États-Unis** estiment que ce sont les mesures "administratives" qui doivent être admissibles aux fins d'une révision et d'une rectification dans les moindres délais au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994. Ils estiment que cela semble indiquer que l'obligation de réviser et de rectifier dans les moindres délais qui est énoncée à l'article X:3 b) du GATT de 1994 s'applique au premier tribunal ou à la première procédure prévue par un Membre aux fins de la révision et de la rectification. Ils estiment que cette interprétation est corroborée par la référence faite à l'article X:3 b) du GATT de 1994 aux appels interjetés auprès d'une "juridiction supérieure dans les délais prescrits pour les appels interjetés par les importateurs".[849]

7.498 De même, les **Communautés européennes** estiment que la révision établie à l'article X:3 b) du GATT de 1994 se rapporte uniquement à la révision en premier ressort.[850] Elles font donc valoir qu'exiger l'uniformité en premier ressort supposerait nécessairement l'établissement d'une juridiction centrale de premier ressort ayant compétence sur tout le territoire d'un Membre de l'OMC. Selon les Communautés européennes, cette conclusion n'est pas étayée par le libellé de l'article X:3 b) du GATT de 1994.[851]

7.499 Les Communautés européennes font également observer que l'article X:3 b) du GATT de 1994 dispose que les tribunaux ou procédures qui assurent la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives se rapportant aux questions douanières doivent être indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives. Selon les Communautés européennes, dans la mesure où une révision administrative effectuée en premier ressort satisfait à la prescription d'indépendance, cette révision peut être considérée comme compatible avec l'obligation d'assurer dans les moindres délais une révision et une rectification des mesures administratives qui est énoncée à l'article X:3 b) du GATT de 1994.[852] Les Communautés européennes estiment que la prescription d'indépendance figurant à l'article X:3 b) du GATT de 1994 impose une séparation externe entre les tribunaux ou les procédures et les organismes.[853]

---

[848] Le Groupe spécial fait observer qu'il ne juge pas nécessaire pour régler le présent différend de déterminer si la révision prévue dans les Communautés européennes en application de l'article X:3 b) du GATT de 1994 a lieu ou non "dans les moindres délais" au sens de cet article. (Réponses des États-Unis aux questions n° 40, 142 et 144 du Groupe spécial)

[849] Réponse des États-Unis à la question n° 121 du Groupe spécial.

[850] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 225.

[851] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 225.

[852] Réponse des Communautés européennes à la question n° 121 du Groupe spécial.

[853] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 218.

ii) Portée géographique et effet quant au fond des décisions des organes de révision

Généralités

7.500 Les **États-Unis** estiment que le contexte pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 b) du GATT de 1994 comprend l'alinéa qui précède immédiatement cette disposition, c'est-à-dire l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ils font observer que cet alinéa prévoit l'application "uniforme, impartiale et raisonnable" des lois douanières. Ils estiment donc que, lorsqu'il est lu à la lumière de l'article X:3 a) du GATT de 1994, l'article X:3 b) du GATT de 1994 veut dire que les décisions des tribunaux ou procédures doivent permettre la révision et la rectification des questions douanières pour les Communautés européennes dans leur ensemble, et pas seulement dans des régions géographiques limitées à l'intérieur des Communautés européennes.[854] Plus particulièrement, les États-Unis estiment qu'il est incompatible avec l'article X:3 b) du GATT de 1994 d'exiger d'un négociant ayant obtenu des décisions douanières défavorables dans différents États membres, chacune allant à l'encontre de l'interprétation de la législation douanière des CE qui prévaut dans d'autres États membres, qu'il forme des recours distincts dans chacun de ces États.[855]

Importance du membre de phrase "en régiront la pratique"

7.501 Les **États-Unis** font valoir que la deuxième phrase de l'article X:3 b) du GATT de 1994 dispose que les tribunaux ou les procédures prévus par un Membre "seront indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives, et [que] leurs décisions seront exécutées par *ces organismes et en régiront la pratique* …". Selon eux, le membre de phrase "en régiront la pratique" [de ces organismes] exige que tous les organismes d'exécution d'un Membre suivent les décisions des tribunaux de révision.[856] Les États-Unis ajoutent que la prescription "en régiront la pratique" qui figure à l'article X:3 b) du GATT de 1994 signifie que les décisions des organes de révision doivent contrôler la manière dont les organismes appliquent les lois douanières.[857] À l'appui de cette affirmation, ils font observer que le sens ordinaire du terme "régir" dans le contexte de l'article X:3 b) du GATT de 1994 est "[c]ontrol, influence, regulate, or determine" (commander, influencer, régler ou déterminer) ou "[c]onstitute a law, rule, standard, or principle for" (constituer une loi, une règle, une norme ou un principe pour).[858] Ils estiment donc que la prescription distincte "en régiront la pratique" figurant à l'article X:3 b) du GATT de 1994 va au-delà de la simple exécution d'une décision dans l'affaire en question et exige que dorénavant, la décision "commande, influence, règle ou détermine" la pratique des "organismes chargés de l'application des mesures administratives" prévues par la législation douanière, ou qu'elle "constitue une loi, une règle, une norme ou un principe pour" ces organismes.[859] Les États-Unis font en outre valoir que si l'article X:3 b) du GATT de 1994, à la différence de l'article X:3 a) du GATT de 1994, ne portait pas sur des questions d'uniformité, il ne serait pas nécessaire que cet article X:3 b) du GATT indique que les décisions des tribunaux de révision doivent "régi[r] la pratique" des organismes chargés de l'application des mesures administratives. Il suffirait simplement de prescrire que des tribunaux ou procédures dont les décisions sont "exécutées par" les organismes chargés de l'application des mesures administratives doivent être en place.[860]

7.502 En réponse, les **Communautés européennes** font observer qu'à leur avis, la mention du terme "régir" à l'article X:3 b) du GATT de 1994 montre qu'il vise à assurer une exécution équitable

[854] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 138.
[855] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 134 et 139.
[856] Réponse des États-Unis à la question n° 35 du Groupe spécial.
[857] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 88.
[858] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, pages 1122 et 1123.
[859] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 104.
[860] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 103.

des décisions judiciaires portant sur des questions de droit administratif.[861] Selon les Communautés européennes, si le terme "régir" devait être interprété comme signifiant "commander, régler, déterminer, constituer une loi, une règle, une norme ou un principe pour", les décisions des tribunaux de premier ressort seraient considérées comme ayant un effet contraignant, ce qui est contraire à un élément commun à la plupart des systèmes juridiques de droit civil et de common law – à savoir que seules les juridictions supérieures ou de dernier ressort prennent des décisions qui sont considérées comme contraignantes et, partant, comme une source générale de droit.[862] Les Communautés européennes estiment que l'interprétation des États-Unis impose à tous les Membres de l'OMC des obligations de très grande portée, qui ne correspondent pas aux traditions juridiques de la plupart des Membres de l'OMC qu'elles soient apparentées au droit civil ou romano-germanique ou au common law.[863] Selon les Communautés européennes, les décisions d'un tribunal de premier ressort ne sont contraignantes que pour les affaires spécifiques tranchées par ce même tribunal et, par conséquent, elles ne sont pas un instrument assurant une application uniforme. Les Communautés européennes estiment que la décision d'un organe de révision de premier ressort a un rôle d'orientation pour d'autres organes de révision de premier ressort. Ainsi, le sens ordinaire du terme "régir" serait "influencer".[864]

Importance des termes "des organismes"

7.503 Les **États-Unis** font valoir que c'est la pratique "*des* organismes chargés de l'application des mesures administratives" qui doit être régie par les décisions des tribunaux ou procédures de révision au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994. Selon les États-Unis, cette prescription n'est pas respectée lorsque les décisions des tribunaux ou procédures de révision ne régissent la pratique que de certains des organismes chargés de l'application des mesures administratives. En fait, pour que la pratique "des organismes" soit régie par les décisions des tribunaux de révision, ces décisions doivent régir "[l]es organismes" sur l'ensemble du territoire du Membre.[865] Les États-Unis estiment que cette interprétation est corroborée par le contexte donné par l'article X:3 a) du GATT de 1994. En particulier, lorsque les décisions des tribunaux de révision régissent la pratique des organismes chargés de l'application des mesures administratives, elles s'intègrent à l'application par les organismes des lois douanières du Membre dans des affaires ultérieures. Comme les lois douanières du Membre doivent être appliquées d'une manière uniforme, les décisions des tribunaux de révision doivent régir la pratique "des organismes" sur l'ensemble du territoire du Membre. Si elles ne régissent la pratique que de certains des organismes, l'application des lois du Membre ne sera, par définition, pas uniforme; différentes interprétations des lois du Membre régiront la pratique de différents organismes sur le territoire du Membre.[866]

7.504 Les **Communautés européennes** répondent que l'emploi des termes "des organismes" à l'article X:3 b) du GATT de 1994 ne signifie pas que ces organismes correspondent à tous les organismes sur l'ensemble du territoire du Membre de l'OMC. Selon elles, l'expression "des organismes" doit être lue dans le contexte du terme auquel elle se rapporte, à savoir "tribunaux", lesquels sont des tribunaux de premier ressort. Les Communautés européennes estiment donc que l'expression "des organismes" doit s'entendre "des organismes" dont les décisions sont révisées par ces tribunaux de premier ressort. Les Communautés européennes ajoutent qu'il s'agit "des organismes"

[861] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 93, et deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 230.
[862] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 94.
[863] Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 30.
[864] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 95.
[865] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 106.
[866] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 107.

qui sont établis dans chacun de leurs États membres, et non des organismes établis dans les autres États membres.[867]

Importance de la référence au droit d'obtenir une révision par "l'administration centrale d'un tel organisme"

7.505 Les **États-Unis** estiment qu'un autre élément de preuve étayant l'affirmation selon laquelle la révision et la rectification prévues conformément à l'article X:3 b) du GATT de 1994 doivent aboutir à des décisions qui régissent l'application de la législation douanière d'un Membre sur l'ensemble de son territoire est la clause conditionnelle figurant dans la deuxième phrase de cette disposition, qui précise que "*l'administration centrale d'un tel organisme* [doit pouvoir] prendre des mesures en vue d'obtenir une révision de l'affaire dans une autre action, s'il y a des raisons valables de croire que la décision est incompatible avec les principes du droit ou avec les faits de la cause". De l'avis des États-Unis, cette clause conditionnelle envisage la possibilité pour "l'administration centrale" de contester la décision d'un tribunal indirectement – c'est-à-dire "dans une autre action", lorsque l'administration centrale détermine que "la décision est incompatible avec les principes du droit ou avec les faits de la cause". Selon eux, cette possibilité n'a de sens que si la décision rendue dans l'action initiale produit ses effets en dehors de cette action. Si les effets de la décision se limitaient à l'action dans laquelle elle a été rendue, une contestation indirecte ne serait ni nécessaire ni fondée.[868] Les États-Unis relèvent que lorsqu'un Membre n'a pas d'"administration centrale" (comme c'est le cas des Communautés européennes), il apparaîtrait que la possibilité envisagée dans la clause conditionnelle n'existe pas. Toutefois, selon les États-Unis, cela veut simplement dire que, dans la situation inhabituelle où un Membre n'aurait pas d'administration centrale, les diverses autorités douanières régionales devraient prendre d'autres dispositions pour faire en sorte que les décisions des tribunaux de révision régissent la pratique "des organismes chargés de l'application des mesures administratives" *et* que le Membre continue d'appliquer sa législation douanière d'une manière uniforme.[869]

7.506 En réponse, les **Communautés européennes** font observer que la possibilité qu'a l'administration centrale d'un organisme douanier de demander une révision n'est pas établie pour rectifier les effets de la décision initiale sur la pratique des organismes, mais pour permettre un recours, fondé sur des motifs limités, contre une décision qui ne peut plus être contestée par des moyens ordinaires parce qu'elle est prescrite.[870] Selon les Communautés européennes, c'est ce qui ressort clairement de la structure de l'article X:3 b) du GATT de 1994. Spécifiquement, la clause conditionnelle fait référence aux délais prescrits pour les appels qui sont mentionnés dans la proposition précédente de l'alinéa b), et non à la prescription "en régiront la pratique", qui figure dans la deuxième proposition de la deuxième phrase de cet alinéa.[871] De plus, les Communautés européennes affirment que le fait que la clause conditionnelle ne vise pas à rectifier les effets de la décision initiale sur la pratique des organismes découle également de la nature de ce type de révision exceptionnelle. Lorsque la révision est due à un manque de compatibilité avec les principes du droit, elle a pour but de protéger les éléments fondamentaux d'un système juridique, afin d'éliminer les conflits avec la jurisprudence établie par les plus hautes juridictions, qui sont chargées d'affiner ces principes du droit. Lorsque la révision est due à un manque de compatibilité avec les faits de la cause, elle a pour but d'annuler une décision judiciaire suite à la divulgation de faits qui n'étaient pas connus du tribunal ni de la partie ayant demandé la révision lorsque la décision a été rendue. Selon les

[867] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 97.
[868] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 113.
[869] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 115.
[870] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 106.
[871] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 107.

Communautés européennes, aucun de ces deux motifs de révision n'est lié aux effets éventuels d'une décision judiciaire rendue en premier ressort sur la pratique des organismes douaniers.[872]

Relation juridique entre l'article X:3 a) et l'article X:3 b) du GATT de 1994

7.507 Les **États-Unis** font valoir que l'article X:3 b) du GATT de 1994 doit être lu à la lumière de l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ils estiment donc que lorsque la révision aboutit à des décisions dont l'effet est limité à des régions particulières à l'intérieur du territoire d'un Membre, cette révision est incompatible avec l'article X:3 b) du GATT de 1994.[873]

7.508 Les **Communautés européennes** estiment que les alinéas a) et b) de l'article X:3 du GATT de 1994 énoncent des obligations différentes: l'une se rapporte à l'application uniforme, l'autre aux voies de recours. Selon elles, d'un point de vue juridique, l'article X:3 du GATT de 1994 n'établit aucun lien entre les alinéas a) et b), qui devraient donc être considérés comme des obligations distinctes.[874] Premièrement, l'alinéa b) ne fait aucunement référence à l'alinéa a), contrairement à l'alinéa c), qui renferme un lien explicite à l'alinéa b). En outre, l'article X:3 du GATT de 1994 ne commence pas par un texte introductif indiquant que les deux alinéas sont liés de telle sorte que l'un doit être interprété à la lumière de l'autre.[875] Les Communautés européennes ajoutent que le fait que les alinéas a) et b) figurent tous deux à l'article X:3 du GATT de 1994 ne veut pas dire qu'ils devraient être interprétés de manière à gommer la distinction entre les obligations qu'ils contiennent. De toute évidence, les deux dispositions doivent être interprétées d'une manière harmonieuse, en tenant compte de leur objet et de leur but respectifs. Toutefois, cela ne veut pas dire que les obligations énoncées dans une disposition peuvent simplement être incorporées dans l'autre disposition. Les Communautés européennes estiment, en particulier, que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne concerne pas l'application des lois relatives à la procédure judiciaire et à l'organisation judiciaire, puisque ces lois ne font pas partie de celles qui sont mentionnées à l'article X:1 du GATT de 1994.[876]

7.509 En réponse, les **États-Unis** soutiennent que les Communautés européennes ont tort d'affirmer que l'article X:3 du GATT de 1994 n'établit aucun lien entre les alinéas a) et b). Ils estiment que la deuxième phrase de l'alinéa b) indique expressément que les décisions des tribunaux ou des procédures maintenus ou institués conformément audit alinéa "… régiront la pratique" "des organismes chargés de l'application des mesures administratives". Selon les États-Unis, le lien découle du fait que l'application des mesures administratives fait, quant à elle, l'objet de l'alinéa a).[877]

7.510 Les **Communautés européennes** répondent qu'à leur sens, le membre de phrase "application des mesures administratives" figurant à l'article X:3 b) du GATT de 1994 n'établit pas de lien entre les alinéas a) et b). De l'avis des Communautés européennes, l'article X:3 b) du GATT de 1994 fait référence aux "organismes chargés de l'application des mesures administratives" pour désigner les organismes qui sont soumis à une révision dans les moindres délais, et dont les tribunaux ou procédures doivent être indépendants.[878]

7.511 Les **États-Unis** estiment que les Communautés européennes elles-mêmes font valoir que la révision des mesures administratives par les tribunaux et l'application uniforme sont intrinsèquement liées, si bien que la première est, à leur avis, un outil essentiel pour parvenir à la seconde.[879] Plus

[872] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 108.
[873] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 99.
[874] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 461.
[875] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 223.
[876] Réponse des Communautés européennes à la question n° 87 du Groupe spécial.
[877] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 59.
[878] Réponse des Communautés européennes à la question n° 87 du Groupe spécial.
[879] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 58, dans lequel il est fait référence à la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 185.

précisément, les États-Unis font observer qu'un thème développé dans toutes les communications des Communautés européennes consiste à dire que les appels interjetés auprès de tribunaux nationaux contre des décisions douanières, associés à la possibilité qu'ont les tribunaux nationaux de présenter des demandes de décision préjudicielle à la CEJ, constituent un instrument fondamental pour assurer l'application uniforme de la législation douanière. Les États-Unis estiment que cette position corrobore le fait d'interpréter l'obligation de prévoir des révisions des décisions douanières énoncée à l'article X:3 b) du GATT de 1994 à la lumière de l'obligation d'appliquer les lois douanières d'une manière uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[880]

7.512 En réponse, les **Communautés européennes** font valoir que le fait qu'elles ont concédé que les articles X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994 devaient être interprétés d'une manière harmonieuse ne signifie pas qu'elles souscrivent à une interprétation qui transforme l'article X:3 du GATT de 1994 en une disposition "*totum revolutum*" dans laquelle les diverses obligations découlant de l'article sont mélangées, avec pour conséquence injustifiée l'absorption de l'obligation d'assurer une révision et une rectification indépendantes des décisions administratives se rapportant aux questions douanières en premier ressort par l'obligation de veiller à l'application uniforme de la législation.[881] Les Communautés européennes estiment que le contexte pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 n'est pas l'article X:3 b) du GATT de 1994, mais l'article X:1 du GATT de 1994, auquel l'article X:3 a) du GATT de 1994 fait spécifiquement référence. Elles font observer que l'article X:1 du GATT de 1994 inclut les "décisions judiciaires … d'application générale" parmi les instruments qui doivent être appliqués d'une manière uniforme conformément à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Selon les Communautés européennes, cela prouve que l'article X du GATT de 1994 vise deux types de décisions judiciaires: les décisions d'application générale, dont l'application uniforme est prescrite par l'article X:3 a) du GATT de 1994, et les décisions adoptées par des tribunaux de révision de premier ressort, dont l'application uniforme sur l'ensemble du territoire du Membre de l'OMC n'est pas prescrite. Selon les Communautés européennes, cette interprétation contextuelle explique l'absence de lien entre les alinéas a) et b) de l'article X:3 du GATT de 1994.[882]

Importance de la référence aux "tribunaux" et aux "procédures" au pluriel

7.513 Les **Communautés européennes** estiment que l'article X:3 b) du GATT de 1994 exige simplement des Membres de l'OMC qu'ils veillent à ce que les décisions administratives se rapportant aux questions douanières soient révisées dans les moindres délais par un tribunal indépendant ou au moyen d'une procédure indépendante.[883] Selon elles, ce point de vue est étayé par l'interprétation littérale et multilinguistique de l'article X:3 b) du GATT de 1994.[884] Plus précisément, les Communautés européennes estiment que, en vertu de l'article X:3 b) du GATT de 1994, les Membres de l'OMC sont obligés d'avoir "des tribunaux ou des procédures" et non "un tribunal" ou "une procédure". Selon elles, les versions française et espagnole de la disposition emploient aussi les termes équivalents au pluriel. Cela permet clairement aux Membres de l'OMC d'avoir plusieurs tribunaux, chacun couvrant une partie du territoire géographique et ayant compétence pour réviser les décisions administratives prises par leurs bureaux de douane respectifs.[885]

7.514 En réponse, les **États-Unis** font observer que l'emploi du pluriel à l'article X:3 b) du GATT de 1994 pourrait indiquer qu'il est permis d'avoir plusieurs instances pour la révision des décisions douanières pour des types différents de révision et/ou par des types différents d'organes de révision,

[880] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 58.
[881] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 100.
[882] Observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 142 du Groupe spécial.
[883] Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 57.
[884] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 452.
[885] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 454.

mais qu'il ne s'ensuit pas logiquement que des instances distinctes et indépendantes peuvent être mises en place pour chacune des différentes régions constituant le territoire d'un Membre.[886] Les États-Unis estiment qu'il n'est pas inconcevable qu'un Membre de l'OMC puisse avoir plusieurs tribunaux ou procédures de révision, chacun couvrant une partie différente du territoire, d'une manière compatible avec l'article X:3 b) du GATT de 1994. De l'avis des États-Unis, l'important c'est que les décisions de ces tribunaux soient exécutoires pour l'ensemble des organismes du Membre, de manière à régir la pratique des organismes du Membre qui sont chargés de l'application des mesures administratives prévues par la législation douanière, et ne donnent pas lieu à une application non uniforme. Les États-Unis estiment que ce résultat peut éventuellement être atteint lorsqu'un Membre a un organisme douanier centralisé unique, tenu de donner effet sur l'ensemble du territoire du Membre aux décisions de tous tribunaux ayant révisé ses mesures. Toutefois, selon les États-Unis, dans les cas où les tribunaux de révision couvrent des organismes particuliers et où il n'existe aucun autre mécanisme pour donner effet aux décisions des différents tribunaux concernant les autres organismes, la fragmentation géographique de la révision est incompatible avec l'article X:3 b) du GATT de 1994.[887]

7.515 Les **Communautés européennes** estiment que l'interprétation que donnent les États-Unis de l'emploi du pluriel à l'article X:3 b) du GATT de 1994 peut parfaitement coexister avec celle que les Communautés européennes ont présentée. Selon les CE, l'emploi du pluriel peut indiquer qu'un Membre de l'OMC a le droit de maintenir des tribunaux géographiquement limités et il peut également indiquer qu'un Membre de l'OMC est autorisé à maintenir plusieurs instances de révision des décisions douanières.[888]

Décisions

7.516 Les **États-Unis** estiment que les termes de l'article X:3 b) du GATT de 1994 prévoient clairement que les décisions rendues par les tribunaux ou procédures de révision doivent remplir deux conditions indépendantes. Précisément, elles doivent être exécutées par les organismes chargés de l'application des mesures administratives et elles doivent régir la pratique de ces organismes. Pour que des décisions régissent la pratique des organismes chargés de l'application des mesures administratives, il faut leur donner effet au-delà de la simple exécution de l'ordonnance rendue dans l'affaire en question.[889] Les États-Unis estiment que la question de savoir si le terme "décisions" figurant à l'article X:3 b) du GATT de 1994 est considéré comme ayant un sens plus étroit et désignent les décisions qui se limitent à l'ordonnance ou à l'injonction finale, ou un sens plus large qui englobe le raisonnement de l'organe de révision, n'a pas d'incidence sur la prescription "en régiront la pratique". Autrement dit, même dans le cas d'un système juridique où une décision est considérée comme se rapportant uniquement à l'ordonnance ou à l'injonction du tribunal et non aux motifs qu'il a retenus, l'article X:3 b) du GATT de 1994 prescrit que la décision doit à la fois être exécutée par les organismes chargés de l'application des mesures administratives *et* régir la pratique de ces organismes. De l'avis des États-Unis, il est indifférent que dans le système juridique d'un Membre donné, une "décision" corresponde uniquement à l'ordonnance ou à l'injonction du tribunal ou englobe les motifs retenus par ce dernier.[890]

7.517 Les **Communautés européennes** estiment que les États-Unis ne donnent pas un sens approprié au terme "décision" figurant à l'article X:3 b) du GATT de 1994. La "décision" rendue par un tribunal dans une affaire particulière doit être distinguée du raisonnement qui a conduit à cette décision. Par exemple, si un tribunal statue sur un recours en annulation d'une décision prise par les

[886] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 60; réponse des États-Unis à la question n° 38 du Groupe spécial.
[887] Réponse des États-Unis à la question n° 38 du Groupe spécial.
[888] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 232.
[889] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 104 à 106.
[890] Réponse des États-Unis à la question n° 142 du Groupe spécial.

autorités douanières, la décision consistera à annuler ou non la décision. S'il prend la décision d'annuler, cette décision régira la pratique de l'organisme. En revanche, rien dans l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne permet de présumer que toutes les questions d'interprétation que le tribunal peut avoir examinées dans le cadre de son raisonnement deviennent également contraignantes pour l'organisme. Selon les Communautés européennes, cela donnerait au précédent judiciaire un rôle qui irait bien au-delà de la pratique de nombreux Membres de l'OMC qui n'ont pas un système juridique fondé sur la jurisprudence.[891] Les Communautés européennes précisent que cela ne veut pas dire que les décisions rendues par un tribunal de premier ressort, y compris le raisonnement figurant dans l'arrêt du tribunal, ne produisent aucun effet dans le système des CE. Selon elles, ce raisonnement constituera une pratique judiciaire pertinente, qui sera prise en considération par les organismes douaniers. Par ailleurs, si un organisme douanier ou un tribunal d'un État membre n'adhère pas à l'interprétation de la législation des CE donnée par un tribunal d'un autre État membre, il prendra les mesures qui sont appropriées compte tenu de sa position respective dans le système: l'organisme douanier tiendra des consultations et examinera la question avec la Commission et les autres États membres, tandis que le tribunal d'un autre État membre saisira ou devra saisir la CEJ.[892]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.518 Le Groupe spécial rappelle que, pour régler le présent différend, il doit seulement examiner la question de savoir si l'article X:3 b) du GATT de 1994 exige ou non que les décisions des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs aux fins de la révision et de la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières régissent la pratique de *tous* les organismes chargés de l'application des mesures administratives *sur l'ensemble du territoire* d'un Membre particulier, ainsi que les États-Unis l'ont affirmé. Le Groupe spécial interprétera les divers termes figurant à l'article X:3 b) du GATT de 1994 qui sembleraient avoir une incidence sur cette question. Pour ce faire, il utilisera comme cadre juridique les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne.*

Sens ordinaire

"Indépendants"

7.519 Le Groupe spécial rappelle que la première phrase de l'article X:3 b) du GATT de 1994 exige des Membres de l'OMC qu'ils maintiennent ou instituent des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. La deuxième phrase de l'article X:3 b) du GATT de 1994 dispose ensuite que ces tribunaux ou procédures doivent "[être] *indépendants* des organismes chargés de l'application des mesures administratives". Pour le Groupe spécial, compte tenu de la précision figurant dans la deuxième phrase de l'article X:3 b) du GATT de 1994, il est clair que les tribunaux ou les procédures aux fins de la révision et de la rectification dans les moindres délais des mesures administratives qui sont prescrits par la première phrase de cet article doivent être "indépendants" des organismes dont les mesures administratives font l'objet d'une révision.

7.520 Le Groupe spécial note que le terme "independent" (indépendant) est défini comme signifiant "not subject to the control or influence of another; not associated with another (often larger) entity" (qui n'est pas soumis au contrôle ni à l'influence d'autrui; qui n'est pas associé à une autre entité (souvent plus importante)).[893] Sur la base du sens ordinaire du terme "indépendant", le Groupe spécial considère que les tribunaux ou les procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs aux fins de la révision et de la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières au

[891] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 98.
[892] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 99.
[893] *Black's Law Dictionary*, 1999, page 774.

titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 doivent être libres de tout contrôle ou de toute influence exercé par les organismes administratifs dont les décisions font l'objet d'une révision. Plus précisément, nous croyons comprendre que ces tribunaux et procédures doivent être en mesure de procéder à la révision prévue à l'article X:3 b) du GATT de 1994 en étant à l'abri d'un point de vue institutionnel et pratique d'une ingérence des organismes dont les décisions sont révisées.[894]

Niveau de révision

7.521 En ce qui concerne le niveau de la révision des mesures administratives devant être effectuée au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994, le Groupe spécial note que les termes de l'article X:3 b) du GATT de 1994 indiquent que la révision prescrite par l'article X:3 b) du GATT de 1994 ne doit pas nécessairement être la révision en *dernier* ressort à laquelle une décision administrative est assujettie parce que les décisions des tribunaux et procédures qui procèdent à la révision requise à l'article X:3 b) du GATT de 1994 peuvent faire l'objet d'un autre appel. À cet égard, le Groupe spécial note que l'article X:3 b) du GATT de 1994 prescrit que les décisions des tribunaux et procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs aux fins de la révision et de la rectification dans les moindres délais des mesures administratives doivent "en régi[r] la pratique [des organismes administratifs], *à moins qu'il ne soit interjeté appel auprès d'une juridiction supérieure*". (pas d'italique dans l'original) À notre avis, cela indique que l'article X:3 b) du GATT de 1994 prévoit la possibilité que des appels soient interjetés auprès d'organes de "juridiction supérieure" au sujet des décisions des tribunaux et procédures qui procèdent à la révision prescrite par l'article X:3 b) du GATT de 1994. De plus, le Groupe spécial note que l'article X:3 b) du GATT de 1994 mentionne la possibilité que "l'administration centrale d'un tel organisme [prenne] des mesures en vue d'obtenir une révision de l'affaire dans une autre action, s'il y a des raisons valables de croire que la décision est incompatible avec les principes du droit ou avec les faits de la cause". De l'avis du Groupe spécial, la possibilité que l'administration centrale d'un organisme dont une mesure administrative fait l'objet d'une révision cherche à obtenir une autre révision de cette mesure dans une autre action confirme le point de vue selon lequel la révision prévue à l'article X:3 b) du GATT de 1994 n'est pas nécessairement la révision en dernier ressort à laquelle la mesure administrative en question peut être assujettie.

7.522 Le Groupe spécial note également que les deux parties au présent différend sont d'avis que cette disposition se rapporte à la révision en *premier* ressort.[895] L'article X:3 b) du GATT de 1994 s'applique à la révision effectuée par les tribunaux ou les procédures qui sont "indépendants" des organismes dont la mesure administrative fait l'objet d'une révision. Cela indique que l'article X:3 b) du GATT de 1994 s'applique à la révision en premier ressort à laquelle procèdent des tribunaux et des procédures qui sont indépendants de l'autorité administrante qui a pris la mesure administrative qui fait l'objet de la révision.

---

[894] Le Groupe spécial croit comprendre que, dans certains Membres de l'OMC, les mesures administratives se rapportant aux questions douanières peuvent être révisées par l'autorité administrative qui les a prises initialement. Par exemple, deux des tierces parties au présent différend – à savoir le Japon et le Taipei chinois – ont indiqué que les mesures administratives pouvaient d'abord être révisées par l'autorité administrative qui les avait prises initialement. (Réponse du Japon à la question n° 105 du Groupe spécial et réponse du Taipei chinois à la question n° 105 du Groupe spécial) Une telle révision ne relèverait pas de l'article X:3 b) du GATT de 1994 parce que, dans de tels cas, l'organe de révision n'est pas indépendant de l'autorité administrative dont la décision fait l'objet de la révision.

[895] Réponse des États-Unis à la question n° 121 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 225. Le Groupe spécial considère que la révision en premier ressort s'entend de la révision par le premier organe ou la première procédure chargé d'examiner une décision après que cette décision a été prise. Par définition, nous considérons qu'une révision en premier ressort peut faire l'objet d'une révision ultérieure par des organes ou des procédures de révision de niveau supérieur.

"Tribunaux ou procédures"

7.523 Les parties ont soulevé, dans le présent différend, la question de l'importance qui devrait être accordée, le cas échéant, au fait que l'article X:3 b) du GATT de 1994 fait référence aux "tribunaux" et "procédures" judiciaires, arbitraux ou administratifs au pluriel dans les trois versions faisant foi du GATT de 1994.

7.524 Le Groupe spécial note que l'obligation de maintenir ou d'instituer "des tribunaux ou des procédures" au pluriel est imposée à la "partie contractante" au singulier. Cela permet au Groupe spécial de penser que l'article X:3 b) du GATT de 1994 n'oblige pas un Membre à établir un tribunal ou une procédure unique pour la révision de toutes les mesures administratives. En outre, selon le Groupe spécial, cela indique que l'article X:3 b) du GATT de 1994 prévoit expressément la possibilité qu'il y ait plusieurs tribunaux ou procédures en place dans un seul Membre de l'OMC pour la révision des mesures administratives.

7.525 Le fait que la possibilité qu'il y ait plusieurs tribunaux ou procédures de révision en place dans un seul Membre de l'OMC pour la révision de mesures administratives existe en vertu de l'article X:3 b) du GATT de 1994 peut s'expliquer de différentes manières. Une explication possible pourrait être que les divers tribunaux ou procédures de révision maintenus ou institués dans un Membre de l'OMC ont différents domaines de compétence quant au fond. D'autres explications possibles pourraient être que les divers tribunaux ou procédures sont responsables de différentes régions géographiques et/ou de mesures administratives émanant de différents organismes administratifs.[896] De l'avis du Groupe spécial, l'emploi du pluriel lorsqu'il est fait référence aux tribunaux et aux procédures auxquels l'article X:3 b) du GATT de 1994 se rapporte n'indique pas clairement laquelle de ces explications possibles, le cas échéant, est l'interprétation appropriée de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

"Ces organismes"

7.526 L'article X:3 b) du GATT de 1994 dispose que les décisions des tribunaux et des procédures judiciaires, arbitraires ou administratifs devraient "régi[r] la pratique [de *ces organismes*]". La question de l'importance, le cas échéant, qui devrait être accordée à la mention "ces organismes" au pluriel à l'article X:3 b) du GATT de 1994 s'est posée dans le contexte du présent différend.

7.527 Une interprétation possible est que l'emploi du pluriel lorsqu'il est fait mention des "organismes" à l'article X:3 b) du GATT de 1994 découle simplement du fait que les tribunaux et les procédures de révision prescrits par l'article X:3 b) du GATT de 1994 sont également mentionnés au pluriel. Rappelons que la deuxième phrase de l'article X:3 b) du GATT de 1994 dispose ce qui suit: "[C]es tribunaux ou procédures … régiront la pratique [de ces organismes]". En outre, le Groupe spécial note que l'emploi du pluriel pour faire référence aux organismes administratifs dans la deuxième phrase de l'article X:3 b) du GATT de 1994 contraste avec l'emploi du singulier dans la clause conditionnelle à la fin de cet article. En particulier, la clause conditionnelle à l'article X:3 b) du GATT de 1994 prévoit ce qui suit: "*sous réserve* que l'administration centrale d'un *tel organisme* puisse prendre des mesures en vue d'obtenir une révision de l'affaire dans une autre action …". (pas d'italique dans l'original)

7.528 Le Groupe spécial estime qu'il est difficile de savoir l'importance qui devrait être accordée, le cas échéant, à l'emploi du mot "organismes" au pluriel dans la deuxième phrase de l'article X:3 b) du

[896] En fait, les États-Unis eux-mêmes estiment qu'un Membre de l'OMC pourrait prévoir plusieurs tribunaux ou procédures de révision, chacun couvrant une partie différente de son territoire géographique, d'une manière compatible avec l'article X:3 b) du GATT de 1994. (Réponse des États-Unis à la question n° 38 du Groupe spécial)

GATT de 1994, d'autant plus que ce même terme est employé au singulier dans la clause conditionnelle de cet article. Quoi qu'il en soit, le Groupe spécial est d'avis qu'il ressort clairement des termes de l'article X:3 b) du GATT de 1994 que les décisions des tribunaux et procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs aux fins de la révision et de la rectification dans les moindres délais des mesures administratives doivent régir la pratique de l'organisme dont la mesure a fait l'objet d'une révision par un tribunal ou une procédure dans une affaire particulière.

"En régiront la pratique"

7.529 L'article X:3 b) du GATT de 1994 prescrit que les "tribunaux ou procédures [pour la révision et la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières] seront indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives, et leurs décisions seront exécutées par ces organismes et en *régiront* la pratique". (pas d'italique dans l'original) Concernant le sens ordinaire du terme "govern" (régir), le Groupe spécial note qu'il est défini comme signifiant "control, influence, regulate, or determine (a person, another's action, the course or issue of events)" (commander, influencer, régler ou déterminer (une personne, l'action d'autrui, le cours ou l'issue des événements).[897] À la lumière de cette définition, il apparaîtrait que le terme "régir" figurant à l'article X:3 b) du GATT de 1994 signifie que les décisions des tribunaux et procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs établis pour réviser les mesures administratives se rapportant aux questions douanières doivent avoir un effet contraignant.

7.530 Le Groupe spécial rappelle la conclusion qu'il a formulée au paragraphe 7.528 selon laquelle, au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994, les décisions des tribunaux et procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs aux fins de la révision et de la rectification dans les moindres délais des mesures administratives doivent régir la pratique de l'organisme dont la mesure a fait l'objet d'une révision par un tribunal ou une procédure dans une affaire particulière. Par conséquent, le Groupe spécial considère que, examinées à la lumière du sens ordinaire du terme "régir", les décisions des tribunaux ou procédures aux fins de la révision et de la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières doivent lier l'organisme administratif dont la mesure fait l'objet de la révision au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

7.531 De plus, le Groupe spécial est d'avis que le sens ordinaire du terme "régir", lu conjointement avec le terme "pratique"[898] figurant à l'article X:3 b) du GATT de 1994, implique une notion prospective. Plus précisément, le Groupe spécial considère que l'effet contraignant d'une décision d'un tribunal ou d'une procédure aux fins de la révision et de la rectification des mesures administratives signifie que l'organisme administratif dont la mesure a fait l'objet d'une révision par un tribunal ou une procédure conformément à l'article X:3 b) du GATT de 1994 est lié par cette décision pour ce qui est de la situation factuelle spécifique qui a fait l'objet de la révision, mais aussi des situations factuelles identiques qui peuvent survenir ultérieurement concernant des questions juridiques identiques.[899]

---

[897] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 1122.

[898] Le Groupe spécial note que l'interprétation donnée par l'Organe d'appel, dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, du terme "pratique" dans le contexte de la référence à la "pratique ultérieurement suivie" qui apparaît à l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne*, semblerait être pertinente à cet égard. En particulier, l'Organe d'appel a dit qu'une "pratique" impliquait les caractéristiques suivantes: "une suite d'actes ou de déclarations "concordants, communs et d'une certaine constance", suffisante pour que l'on puisse discerner une attitude …". (Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 15)

[899] Le Groupe spécial note que l'article X:3 b) du GATT de 1994 prévoit également que les décisions des tribunaux et procédures aux fins de la révision et de la rectification des mesures administratives "seront exécutées par" des organes administratifs. De l'avis du Groupe spécial, cela veut dire qu'en plus d'être tenu de suivre une décision d'un tribunal ou d'une procédure aux fins de la révision et de la rectification des mesures administratives (ce qui découle du terme "régiront" figurant à l'article X:3 b) du GATT de 1994), l'organisme

Contexte

Relation juridique entre l'article X:3 a) et l'article X:3 b) du GATT de 1994

7.532 Le Groupe spécial a été invité à déterminer la relation, si tant est qu'il y en ait une, entre l'article X:3 b) et l'article X:3 a) du GATT de 1994, aux fins de l'interprétation de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

7.533 Le Groupe spécial note que l'article X:3 b) du GATT de 1994 lui-même n'établit pas de lien textuel exprès entre cet article et l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994. À cet égard, l'article X:3 b) du GATT de 1994 contraste avec l'article X:3 c) du GATT de 1994 qui, comme l'article X:3 b) du GATT, fait partie de l'article X du GATT, mais qui renvoie explicitement à l'article X:3 b).[900]

7.534 Pour examiner si un lien entre l'article X:3 a) et l'article X:3 b) du GATT de 1994 peut ou non être inféré, le Groupe spécial note que dans l'affaire *Inde – Brevets*, l'Organe d'appel a dit que les principes d'interprétation des traités énoncés dans la *Convention de Vienne* "ne signifi[aient] pas qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des termes qu'il ne cont[enait] pas ou d'inclure dans un traité des concepts qui n'y étaient pas prévus".[901] Compte tenu de l'absence d'un renvoi exprès à l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans l'article X:3 b) du GATT de 1994, ce qui contraste avec le renvoi croisé explicite entre l'article X:3 b) et l'article X:3 c) du GATT de 1994, le Groupe spécial estime qu'il n'est pas possible d'inférer que les rédacteurs du GATT de 1994 voulaient que l'obligation de prévoir des tribunaux ou des procédures afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 soit lue comme exigeant simultanément une application uniforme conformément à l'article X:3 a) du GATT de 1994. En effet, une telle interprétation équivaudrait à mélanger différentes prescriptions qui sont actuellement énoncées dans des alinéas distincts de l'article X du GATT de 1994.

7.535 Néanmoins, le Groupe spécial ne veut pas donner à entendre que l'article X:3 a) et l'article X:3 b) du GATT de 1994 ne sont absolument pas liés. De fait, nous estimons que ces dispositions sont liées de la même manière que chacune des dispositions des Accords de l'OMC sont liées. Plus précisément, nous estimons que chaque disposition des Accords de l'OMC doit être interprétée et appliquée d'une manière qui est en harmonie avec l'interprétation et l'application d'autres dispositions des Accords de l'OMC. Le Groupe spécial estime que, concrètement, cela signifie que les diverses dispositions des Accords de l'OMC ne devraient pas être interprétées ni appliquées d'une

---

administratif est aussi obligé d'*appliquer* la décision concrètement, conformément à la prescription imposant d'"exécuter" de telles décisions énoncée à l'article X:3 b) du GATT de 1994.

[900] L'article X:3 c) du GATT de 1994 dispose ce qui suit: "Aucune disposition de l'alinéa b) du présent paragraphe n'exigera la suppression ou le remplacement des procédures existant sur le territoire d'une partie contractante à la date du présent Accord et qui assurent en fait une révision impartiale et objective des décisions administratives, quand bien même ces procédures ne seraient pas entièrement ou formellement indépendantes des organismes chargés de l'application des mesures administratives. Toute partie contractante qui a recours à de telles procédures devra, lorsqu'elle y sera invitée, communiquer à ce sujet aux PARTIES CONTRACTANTES tous renseignements permettant à ces dernières de décider si ces procédures répondent aux conditions fixées dans le présent alinéa."

[901] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 45. De même, pour interpréter la relation entre différentes dispositions de l'Accord SMC, l'Organe d'appel a dit qu'il attachait "une importance à l'absence de tout lien textuel entre les réexamens au titre de l'article 21.3 et le critère *de minimis* énoncé à l'article 11.9". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 69)

manière qui affaiblirait et/ou contournerait une autre disposition quelconque des Accords de l'OMC.[902]

Article X du GATT de 1994

7.536 En outre, le Groupe spécial rappelle l'observation qu'il a faite dans le contexte de l'interprétation qu'il a donnée de l'article X:3 a) du GATT de 1994 aux paragraphes 7.107 et 7.108 ci-dessus, à savoir qu'une notion de régularité de la procédure sous-tend l'article X du GATT de 1994. De l'avis du Groupe spécial, cette notion semble indiquer qu'un but de la révision prévue à l'article X:3 b) du GATT de 1994 est de faire en sorte qu'un négociant lésé par une décision d'un organisme administratif puisse faire réviser la décision défavorable par un tribunal ou une procédure qui est indépendant de l'organisme qui a initialement pris la décision défavorable.

Résumé général et conclusions

7.537 De l'avis du Groupe spécial, ni le sens ordinaire des différents termes de l'article X:3 b) du GATT de 1994 ni le contexte juridique pour l'interprétation de l'article X:3 b) du GATT de 1994 ne donnent une réponse claire à la question spécifique que le Groupe spécial a été appelé à examiner, à savoir le point de savoir si l'article X:3 b) du GATT de 1994 exige que les décisions des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs aux fins de la révision et de la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières régissent la pratique de *tous* les organismes chargés de l'application des mesures administratives *sur l'ensemble du territoire* d'un Membre particulier.

7.538 Cela dit, le Groupe spécial estime que l'interprétation des termes pertinents de l'article X:3 b) du GATT de 1994 montre clairement que les décisions des tribunaux et procédures de révision prescrits par l'article X:3 b) du GATT de 1994 peuvent faire l'objet d'un appel. De plus, le Groupe spécial rappelle que les parties s'accordent à penser que l'article X:3 b) du GATT de 1994 se rapporte à la révision en premier ressort.[903] À cet égard, le Groupe spécial ne juge pas qu'il serait raisonnable d'inférer que les tribunaux et organes de révision indépendants de premier ressort, dont la compétence dans la plupart des systèmes juridiques est normalement limitée sur le fond et sur le plan géographique, devraient avoir le pouvoir de lier tous les organismes chargés de l'application des mesures administratives sur l'ensemble du territoire d'un Membre. En outre, le Groupe spécial rappelle que la notion de régularité de la procédure qui sous-tend l'article X du GATT de 1994, dont fait partie l'article X:3 b) du GATT de 1994, donne à penser que l'article X:3 b) du GATT de 1994 existe pour faire en sorte qu'un négociant qui a été lésé par une décision d'un organisme administratif puisse faire réviser la décision défavorable. De l'avis du Groupe spécial, exiger que les décisions rendues par des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs conformément à l'article X:3 b) du GATT de 1994 s'appliquent et produisent des effets sur l'ensemble du territoire d'un Membre irait au-delà de ce que requiert cet objectif de régularité de la procédure.

7.539 Les facteurs énoncés dans le paragraphe précédent, pris conjointement, nous amènent à conclure que l'article X:3 b) du GATT de 1994 ne veut pas nécessairement dire que les décisions des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs aux fins de la révision et de la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières doivent régir la

[902] À cet égard, le Groupe spécial note que dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, l'Organe d'appel a dit que les dispositions des Accords de l'OMC "[étaient] toutes des dispositions d'un seul traité, l'Accord sur l'OMC. Elles sont entrées en vigueur, en tant qu'éléments de ce traité, à la même date. Elles s'appliquent de la même façon et sont également contraignantes pour tous les Membres de l'OMC … celui qui interprète un traité doit lire toutes les dispositions applicables du traité de façon à donner un sens à toutes, harmonieusement". (Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 81)

[903] Réponse des États-Unis à la question n° 121 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 225.

pratique de *tous* les organismes chargés de l'application des mesures administratives *sur l'ensemble du territoire* d'un Membre particulier.

4. Violations alléguées spécifiques de l'article X:3 b) du GATT de 1994

a) Résumé des arguments des parties

7.540 Les **États-Unis** soutiennent qu'au regard de l'article X:3 b) du GATT de 1994, c'est le Membre de l'OMC (et non les subdivisions régionales de ce Membre) qui est tenu d'avoir des tribunaux ou des procédures afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Ils ajoutent que les décisions de ces tribunaux ou procédures doivent régir la pratique des organismes de ce Membre – c'est-à-dire, en l'espèce, des organismes des Communautés européennes dans leur ensemble, et pas seulement des organismes des différents États membres – et que les organismes du Membre doivent exécuter ces décisions.[904]

7.541 Les États-Unis affirment également que les tribunaux ou procédures mis en place par les différents États membres des Communautés européennes ne permettent pas à celles-ci de s'acquitter de l'obligation qui leur incombe au titre de l'article X:3 b), étant donné que les décisions de ces tribunaux ou procédures ne déploient leurs effets que dans les États membres respectifs, et qu'elles restent inopérantes pour les organismes des CE d'une manière générale.[905] Plus précisément, les États-Unis soutiennent que les Communautés européennes ne s'acquittent pas de leur obligation au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 car chacun des multiples tribunaux de révision qui y sont en place rendent des décisions qui régissent uniquement la pratique de certains organismes chargés de l'application des mesures administratives dans une région donnée des Communautés européennes, mais ne "régissent pas la pratique" des organismes des Communautés européennes dans un autre État membre.[906] Les États-Unis estiment que, comme la CEJ n'a pas vocation à être une juridiction douanière communautaire, il ne reste que l'ensemble disparate constitué par les autorités douanières des États membres dont les travaux sont révisés par les tribunaux des États membres, et il n'existe ni tribunal ni procédure communautaire chargé de réviser et de rectifier dans les moindres délais les décisions douanières, de façon à assurer l'application uniforme de la législation douanière des CE.[907]

7.542 Les **Communautés européennes** font valoir que les États-Unis se sont entièrement focalisés sur l'absence de juridiction douanière communautaire.[908] Selon elles, l'article X:3 b) du GATT de 1994 est neutre quant aux moyens qu'emploient les Membres de l'OMC pour assurer la révision dans les moindres délais. En d'autres termes, cette disposition ne prescrit pas les organes ou instruments, la structure et les délais spécifiques auxquels les Membres devraient avoir recours pour assurer la révision dans les moindres délais des décisions douanières.[909] Les Communautés européennes font valoir que l'interprétation que l'Organe d'appel a donnée de l'article X du GATT de 1994 dans le cadre des affaires *CE – Volailles* et *CE – Bananes III* étaye en outre la thèse selon laquelle cet article n'impose aucune structure spécifique en ce qui concerne le système de révision.[910] Par ailleurs, les Communautés européennes font valoir que le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Marques et indications géographiques (États-Unis)* a confirmé que les Communautés européennes peuvent se conformer à leur obligation au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 par l'intermédiaire des tribunaux de leurs États membres.[911] Selon elles, lorsque les tribunaux des États membres assurent le contrôle juridictionnel des décisions rendues par les autorités douanières des États membres, ils

[904] Réponse des États-Unis à la question n° 35 du Groupe spécial.
[905] Réponse des États-Unis à la question n° 35 du Groupe spécial.
[906] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 102.
[907] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 153.
[908] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 5.
[909] Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 62.
[910] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 455.
[911] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 456.

agissent en tant qu'organes des Communautés européennes, par l'intermédiaire desquels les Communautés européennes s'acquittent de leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994.[912]

7.543 Les **États-Unis** répliquent que les Communautés européennes semblent arguer que si les différents États membres se conforment à leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994, alors les Communautés européennes se conforment nécessairement à leur obligation au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994. Cependant, le fait que le même tribunal peut être considéré, en droit interne communautaire, comme le tribunal de l'État membre et comme un tribunal des CE ne signifie pas qu'il répond aux prescriptions de l'article X:3 b) du GATT de 1994 en ce qui concerne à la fois les obligations des Communautés européennes et celles des États membres. Les États-Unis concluent qu'en droit communautaire, un tribunal peut avoir une double fonction en tant que tribunal de l'État membre et tribunal des CE. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il satisfait aussi à la fois à l'obligation de l'État membre au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 et à l'obligation des Communautés européennes au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994.[913] Les États-Unis précisent que leur plainte dans le présent différend ne porte pas sur les organes de révision mis en place dans chacun des États membres. Les États-Unis n'ont pas prétendu, par exemple, que la révision par la juridiction de l'État membre contrevenait aux obligations de celui-ci au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994. L'idée maîtresse de leur allégation est plutôt que le système de révision existant au niveau du seul État membre ne possède pas les caractéristiques qui lui permettraient de satisfaire aux obligations des Communautés européennes au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994.[914] Les États-Unis font valoir en particulier que le mécanisme d'appel est différent dans chacun des États membres et que les décisions des tribunaux de chacun des États membres ne s'appliquent que sur le territoire de l'État membre concerné.[915] Les États-Unis estiment que cet arrangement ne satisfait pas à l'obligation qui résulte pour les Communautés européennes de l'article X:3 b) du GATT de 1994.[916]

7.544 Les **Communautés européennes** répondent que les décisions des autorités douanières des États membres, qui sont fondées sur le droit communautaire, sont contrôlées par les tribunaux nationaux qui agissent en qualité de juges titulaires pour ce qui touche au droit communautaire. Les décisions douanières arrêtées par les institutions des CE sont contrôlées par la CEJ (et, dans certains cas, par le Tribunal de première instance), par suite de recours directs ou de décisions préjudicielles quant à la validité. Les Communautés européennes soutiennent donc qu'un système complet de protection juridictionnelle est en place.[917] Elles soutiennent en outre que, dans les Communautés européennes, la révision des décisions douanières s'inscrit actuellement dans le cadre des systèmes généraux de contrôle des décisions administratives dans le domaine du droit administratif ou du droit fiscal.[918] Selon les Communautés européennes, l'article X:3 b) du GATT de 1994 ne requiert pas un tribunal ou une procédure central pour les recours contre les décisions administratives se rapportant aux questions douanières.[919] Les Communautés européennes font observer également qu'en ce qui concerne les recours portés directement devant le Tribunal de première instance et la CEJ, il n'y a pas de réexamen administratif préalable des décisions administratives arrêtées par les institutions des CE au sujet de questions douanières. Conformément à l'article 230(5) du Traité CE, un recours en annulation doit être porté directement devant la juridiction compétente dans un délai de deux mois à

[912] Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 70, dans lequel il est fait référence au rapport du Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (États-Unis)*, paragraphe 7.725.

[913] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 169 du Groupe spécial.

[914] Réponse des États-Unis à la question n° 142 du Groupe spécial.

[915] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 133.

[916] Déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphes 62 à 64.

[917] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 465.

[918] Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 61.

[919] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 465.

compter de la notification ou de la publication de la décision contestée.[920] En ce qui concerne le Tribunal de première instance et la CEJ, les Communautés européennes affirment que, conformément au deuxième paragraphe de l'article 230 du Traité CE, les motifs d'illégalité que les parties peuvent invoquer dans un recours en annulation sont l'incompétence, la violation des formes substantielles, la violation du Traité ou de toute règle de droit relative à son application, ou le détournement de pouvoir.[921]

7.545 À propos de la révision effectuée par la CEJ en application de l'article 230 du Traité CE, les **États-Unis** font observer que l'article 230 du Traité CE porte sur le contrôle par la CEJ de la légalité des actes adoptés par les institutions des CE, dont la Commission et le Conseil. Les États-Unis font observer que, dans le cadre du présent différend, ils n'ont soulevé aucune question en ce qui concerne le contrôle exercé par la CEJ en application de l'article 230 du Traité CE.[922]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.546 La principale question que le Groupe spécial doit examiner ici consiste à déterminer si les Communautés européennes s'acquittent ou non de leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994. À cet égard, le Groupe spécial rappelle que les États-Unis allèguent que, dans les Communautés européennes, les décisions des tribunaux ou procédures ne "régissent pas la pratique de" tous "les organismes chargés de l'application des mesures administratives" dans les Communautés européennes, en violation de l'article X:3 b) du GATT de 1994.[923] Le Groupe spécial note par ailleurs que les États-Unis prétendent exclusivement que les Communautés européennes contreviennent à l'article X:3 b) du GATT de 1994; ils n'allèguent pas que les différents États membres des Communautés européennes contreviennent eux aussi à l'article X:3 b) du GATT de 1994. En outre, les États-Unis ne contestent pas le contrôle des actes adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil, la Commission européenne et la Banque centrale européenne, ou par le Conseil lui-même ou le Parlement, lorsque ces actes sont destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers, en application de l'article 230 du Traité CE.[924]

i) Exécution par les Communautés européennes de leur obligation au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994

7.547 Une question préliminaire qui se pose à propos de l'allégation des États-Unis suivant laquelle les Communautés européennes contreviennent à l'article X:3 b) du GATT de 1994 est celle de savoir si les Communautés européennes sont en mesure d'exécuter leurs obligations au titre de cette disposition par l'intermédiaire des États membres. Les États-Unis font valoir en particulier que les tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs mis en place par les différents États membres des Communautés européennes afin de réviser et de rectifier les mesures administratives ne satisfont pas à l'obligation qui incombe aux Communautés européennes en vertu de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

[920] Réponse des Communautés européennes à la question n° 70 a) du Groupe spécial.
[921] Réponse des Communautés européennes à la question n° 71 a) et b) du Groupe spécial.
[922] Réponse des États-Unis à la question n° 143 du Groupe spécial.
[923] Réponse des États-Unis à la question n° 35 du Groupe spécial.
[924] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 85; et déclaration finale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphes 8 et 9.

7.548 Le Groupe spécial relève que les Communautés européennes sont un Membre de l'OMC.[925] Par ailleurs, tous les États membres constituant les Communautés européennes sont Membres de l'OMC. Les États membres soit sont des membres fondateurs du GATT[926]; soit ont accédé au GATT[927], ou ont accédé depuis à l'OMC.[928] Il semble donc que les Communautés européennes et les États membres qui les composent assument conjointement les obligations contenues dans les Accords de l'OMC, y compris celles énoncées à l'article X:3 b) du GATT de 1994. Toutefois, le Groupe spécial rappelle que les États-Unis prétendent exclusivement que les Communautés européennes contreviennent à l'article X:3 b) du GATT de 1994; ils n'allèguent pas que les États membres des Communautés européennes contreviennent eux aussi à l'article X:3 b) du GATT de 1994. Le Groupe spécial fera donc porter exclusivement son attention sur la question de savoir si les Communautés européennes contreviennent ou non à l'article X:3 b) du GATT de 1994.

7.549 À cet égard, le Groupe spécial rappelle que le Traité CE établit une politique commerciale commune qui, selon l'article 133(1) du Traité CE, est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. La CEJ a confirmé que l'union douanière et la politique commerciale commune, qui comprend la gestion des questions douanières, relèvent de la compétence exclusive des Communautés européennes.[929] L'un des principaux instruments qui constituent le cadre législatif régissant l'administration douanière dans les Communautés européennes est le Code des douanes communautaire, qui porte entre autres sur la révision des décisions se rapportant aux questions douanières.

7.550 Les Communautés européennes ont indiqué au Groupe spécial que, lorsque les tribunaux des États membres procèdent au contrôle de décisions rendues par les autorités douanières des États membres, ils agissent en qualité d'organe des Communautés européennes[930], et que l'examen effectué par les tribunaux des États membres en qualité d'organes chargés de l'application courante du droit communautaire repose sur l'existence de la procédure de renvoi préjudiciel à la CEJ et sur les principes fondamentaux de la primauté et de l'effet direct du droit communautaire.[931] Nous trouvons des éléments étayant ce point de vue à l'article 243 du Code des douanes communautaire, dont la partie pertinente dispose ce qui suit:

> 1. Toute personne a le droit d'exercer un recours contre les décisions prises par les autorités douanières qui ont trait à l'application de la réglementation douanière et qui la concernent directement et individuellement.

---

[925] Les articles IX, XI et XIV de l'Accord sur l'OMC reconnaissent aux Communautés européennes la qualité de Membre de l'OMC. L'article IX:1 de l'Accord sur l'OMC dispose entre autres choses que: "Dans les cas où les Communautés européennes exerceront leur droit de vote, elles disposeront d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres." L'article XI:1 de l'Accord sur l'OMC dispose ce qui suit: "Les parties contractantes au GATT de 1947 à la date d'entrée en vigueur du présent accord, et les Communautés européennes, qui acceptent le présent accord et les Accords commerciaux multilatéraux et pour lesquelles des Listes de concessions et d'engagements sont annexées au GATT de 1994 et pour lesquelles des Listes d'engagements spécifiques sont annexées à l'AGCS, deviendront Membres originels de l'OMC." L'article XIV:1 de l'Accord sur l'OMC dispose que: "Le présent accord sera ouvert à l'acceptation, par voix de signature ou autrement, des parties contractantes au GATT de 1947, et des Communautés européennes, qui sont admises à devenir Membres originels de l'OMC conformément à l'article XI du présent accord."

[926] Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas et Royaume-Uni.

[927] Allemagne, Autriche, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Malte, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque et Suède.

[928] Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovénie.

[929] Avis 1/75, *Norme pour les dépenses locales*, Rec. 1975, page 1355 (pièce EC-13).

[930] Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 70.

[931] Réponse des Communautés européennes à la question n° 169 du Groupe spécial.

> ...
>
> Le recours doit être introduit dans l'État membre où la décision a été prise ou sollicitée.
>
> 2. Le droit de recours peut être exercé:
>
> a) dans une première phase, devant l'autorité douanière désignée à cet effet par les États membres;
>
> b) dans une seconde phase, devant une instance indépendante qui peut être une autorité judiciaire ou un organe spécialisé équivalent, conformément aux dispositions en vigueur dans les États membres.

7.551 Le Groupe spécial croit comprendre que l'article 243 du Code des douanes communautaire prescrit que la révision des décisions douanières doit être effectuée, dans une première phase, par les autorités douanières, désignées à cet effet par les États membres et, dans une seconde phase, par une instance indépendante, qui peut être une autorité judiciaire ou un organe spécialisé équivalent, conformément aux dispositions en vigueur dans les États membres.

7.552 Le Groupe spécial est d'avis que les Communautés européennes peuvent se conformer à leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 par l'intermédiaire des organes existant dans leurs États membres. Nous estimons que cela découle du fait que l'article X:3 b) du GATT de 1994 ne contient aucune prescription concernant la structure institutionnelle du mécanisme de révision requis par cet article si ce n'est celle voulant que la révision soit effectuée par des tribunaux judiciaires, arbitraux ou administratifs.[932]

7.553 Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les autorités des États membres – y compris les autorités douanières désignées à cet effet par les États membres et les instances indépendantes, comme une autorité judiciaire ou un organe spécialisé équivalent – agissent en qualité d'organes des Communautés européennes lorsqu'elles révisent et rectifient des mesures administratives prises conformément à la législation douanière des CE.

ii) Révision des mesures administratives se rapportant aux questions douanières par les autorités des États membres

7.554 Les États-Unis contestent la révision effectuée par les autorités des États membres au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994, au motif que les décisions de ces autorités ne déploient leurs effets que dans les États membres respectifs. Il semble bien qu'aucune des parties ne conteste ce fait.[933] Toutefois, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté plus haut au paragraphe 7.539 que les décisions des tribunaux ou procédures établis ou maintenus conformément à l'article X:3 b) du GATT de 1994 ne devaient pas nécessairement régir la pratique de *tous* les organismes chargés de l'application des mesures administratives *sur l'ensemble du territoire* d'un Membre donné, comme l'ont affirmé les États-Unis. En conséquence, dans le présent différend, le Groupe spécial estime que les Communautés européennes ne contreviennent pas à l'article X:3 b) du GATT de 1994 simplement

---

[932] Le Groupe spécial estime que cela découle aussi de l'article 4 du projet d'articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite, qui dispose que:

"1. Le comportement de tout organe de l'État est considéré comme un fait de l'État d'après le droit international, que cet organe exerce des fonctions législative, exécutive, judiciaire ou autres, quelle que soit la position qu'il occupe dans l'organisation de l'État, et quelle que soit sa nature en tant qu'organe du gouvernement central ou d'une collectivité territoriale de l'État."

[933] En effet, les Communautés européennes semblent l'admettre dans leur première communication écrite, paragraphe 454, ainsi que dans leur deuxième communication écrite, paragraphes 99 et 224.

parce que les décisions concernant la révision des mesures administratives se rapportant aux questions douanières, qui sont rendues par les autorités des États membres agissant en qualité d'organes des Communautés européennes, ne s'appliquent pas et ne déploient pas leurs effets sur l'ensemble du territoire des Communautés européennes.

7.555 D'après les explications fournies par les Communautés européennes, qui n'ont pas été contestées par les États-Unis, nous croyons comprendre que, conformément à l'article 243(2) b) du Code des douanes communautaire, les États membres disposent d'instance administratives indépendantes et/ou d'instances judiciaires qui sont chargées de réviser et de rectifier les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Plus précisément, les Communautés européennes ont indiqué que, dans le cas de l'Espagne, de l'Italie, de l'Irlande et du Danemark, le réexamen administratif est effectué par une instance qui est indépendante des organismes chargés de l'application des mesures administratives.[934] Les Communautés européennes ont aussi fait remarquer que les tribunaux de tous les États membres révisent et rectifient la légalité des décisions administratives se rapportant aux questions douanières.[935]

iii) Résumé et conclusions

7.556 En résumé, le Groupe spécial estime qu'aux fins de leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994, les autorités des États membres – c'est-à-dire des instances administratives et judiciaires indépendantes – agissent en qualité d'organes des Communautés européennes lorsqu'elles révisent et rectifient les mesures administratives prises conformément à la législation douanière des CE. De fait, les décisions de ces autorités des États membres ne déploient leurs effets que sur le territoire des États membres respectifs. Toutefois, le Groupe spécial estime que les Communautés européennes ne contreviennent pas à l'article X:3 b) du GATT de 1994 simplement parce que les décisions concernant la révision des mesures administratives se rapportant aux questions douanières, qui sont rendues par les autorités des États membres agissant en qualité d'organes des Communautés européennes, ne s'appliquent pas à tous les organismes des Communautés européennes et ne déploient pas leurs effets sur l'ensemble du territoire des Communautés européennes. Le Groupe spécial rappelle que les États-Unis n'allèguent pas qu'il y a incompatibilité avec un autre aspect de l'article X:3 b) du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes ne contreviennent pas à l'article X:3 b) du GATT de 1994.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Le Groupe spécial *conclut* ce qui suit:

a) Pour ce qui est du mandat du Groupe spécial en ce qui concerne l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994:

i) Le mandat du Groupe spécial autorise celui-ci à examiner la manière dont les autorités douanières nationales des États membres appliquent le Code des douanes communautaire, le Règlement d'application, le Tarif douanier commun, le TARIC et les mesures connexes dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis.

ii) L'article 221 du Code des douanes communautaire, y compris l'article 221(3), ne relève d'aucun des domaines de l'administration douanière indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été

[934] Réponse des Communautés européennes à la question n° 69 b) du Groupe spécial.
[935] Réponse des Communautés européennes à la question n° 69 a) du Groupe spécial.

présentée par les États-Unis. Par conséquent, l'article 221(3) du Code des douanes communautaire ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

iii) Aux termes de son mandat, le Groupe spécial ne peut examiner les contestations "en tant que tel" de la conception et de la structure du système d'administration douanière des CE dans son ensemble, pas plus que la conception et la structure du système des CE dans les domaines de l'administration douanière qui sont indiqués spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par les États-Unis.

b) En ce qui concerne l'allégation des États-Unis relative à l'application non uniforme du Tarif douanier commun, dans le domaine du classement tarifaire, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994:

i) Les Communautés européennes n'appliquent pas actuellement le Tarif douanier commun relativement au classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels d'une manière non uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial ne constate aucune violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour ce qui est du classement tarifaire des cartes réseau pour ordinateurs personnels.

ii) Le classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte ne représente pas une application non uniforme, au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial ne constate aucune violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour ce qui est du classement tarifaire du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte.

iii) Les États-Unis n'ont pas prouvé que le classement tarifaire des articles ou shorts unisexes représentait une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

iv) Le processus administratif conduisant au classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures représente une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Par conséquent, le Groupe spécial constate qu'il y a violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne le classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures.

v) Le classement tarifaire des moniteurs à affichage à cristaux liquides avec interface vidéo numérique représente une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Par conséquent, le Groupe spécial constate qu'il y a violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne le classement tarifaire des moniteurs à affichage à cristaux liquides avec interface vidéo numérique.

vi) Les États-Unis n'ont pas prouvé que les autorités douanières des États membres n'ont pas considéré comme étant contraignants des RTC délivrés par les autorités douanières d'autres États membres et que cela représentait une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

vii) Les États-Unis n'ont pas prouvé que le refus des autorités douanières du Royaume-Uni de retirer la révocation du RTC concernant le classement tarifaire de la PlayStation2 de Sony dans le cadre de l'affaire de la

PlayStation2 de Sony représentait une application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

viii) Les États-Unis n'ont pas prouvé que l'interprétation et l'application des notes explicatives modifiées du Tarif douanier commun concernant les caméscopes dans le cadre de l'affaire des *caméscopes* représentaient une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994:

c) En ce qui concerne les allégations des États-Unis relatives à l'application non uniforme du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application dans le domaine de l'évaluation en douane, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

i) Les États-Unis n'ont pas prouvé qu'il existait des différences entre les États membres quant à la manière dont les redevances étaient prises en compte dans la valeur en douane de marchandises identiques importées par la même société, qui représentaient une application non uniforme de l'article 32(1) c) du Code des douanes communautaire au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

ii) L'imposition par les autorités douanières de certains États membres d'une sorte d'approbation préalable en ce qui concerne la clause relative aux ventes successives, qui est incompatible avec la législation douanière des CE et qui n'est pas imposée par les autorités douanières d'autres États membres, signifie que les règles douanières relatives aux ventes successives – en particulier l'article 147(1) du Règlement d'application – ne sont pas appliquées d'une manière uniforme par les Communautés européennes, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

iii) Les Communautés européennes n'appliquent pas actuellement l'article 29(3) a) du Code des douanes communautaire pour ce qui est des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie d'une manière qui contrevient à l'obligation d'uniformité énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial constate qu'il n'y a pas violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'application de l'article 29(3) a) du Code des douanes communautaire pour ce qui est des coûts de réparation de véhicules couverts par une garantie.

iv) Les États-Unis n'ont pas prouvé que la manière d'application de l'article 29 du Code des douanes communautaire et l'article 143(1) e) du Règlement d'application en ce qui concerne les circonstances dans lesquelles les parties doivent être considérées comme étant "liées" aux fins de l'évaluation en douane dans les divers États membres n'est pas uniforme, au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

d) En ce qui concerne les allégations des États-Unis relatives à l'application non uniforme du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application dans le domaine des procédures douanières, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994:

i) Le Groupe spécial constate qu'il n'y a pas violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans la manière d'appliquer l'article 78(2) du Code des douanes communautaire, en ce qui concerne les prescriptions imposées aux

fins des procédures de vérification après la mise en libre pratique des produits dans les Communautés européennes.

ii) Le Groupe spécial constate qu'il n'y a pas violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne les différences de fond existant entre les lois des États membres prévoyant des sanctions.

iii) Les États-Unis n'ont pas prouvé que la manière dont étaient appliqués l'article 133 du Code des douanes communautaire et les articles 502(3) et 552 du Règlement d'application en ce qui concerne la transformation sous douane, n'était pas uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

iv) Les États-Unis n'ont pas prouvé que l'application des articles 263 à 267 du Règlement d'application, en ce qui concerne les procédures de domiciliation, n'était pas uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

e) En ce qui concerne l'allégation des États-Unis relative au manquement à l'obligation de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières, énoncée à l'article X:3 b) du GATT de 1994, le Groupe spécial ne constate aucune violation.

8.2 Par conséquent, le Groupe spécial *conclut* que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'article X:3 a) du GATT de 1994, et que des avantages résultant pour les États-Unis ont donc été annulés ou compromis. En conséquence, le Groupe spécial *recommande* que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de se mettre en conformité en ce qui concerne:

a) l'application du Tarif douanier commun pour ce qui est du processus administratif conduisant au classement tarifaire des doublures opaques pour rideaux et tentures;

b) l'application du Tarif douanier commun pour ce qui est du classement tarifaire des moniteurs à affichage à cristaux liquides avec interface vidéo numérique;

c) l'application de l'article 147(1) du Règlement d'application pour ce qui est de l'imposition par les autorités douanières de certains États Membres d'une sorte d'approbation préalable en ce qui concerne la clause relative aux ventes successives dans le cadre de l'évaluation en douane.

ANNEXE A

RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LES AUTRES PARTIES APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe A-1	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-2
Annexe A-2	Réponses des États-Unis aux questions posées par les Communautés européennes après la première réunion de fond	A-51
Annexe A-3	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-53
Annexe A-4	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par les États-Unis après la première réunion de fond	A-96
Annexe A-5	Réponses de l'Argentine aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-99
Annexe A-6	Réponses de la Chine aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-104
Annexe A-7	Réponses du Japon aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-106
Annexe A-8	Réponses de la Corée aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-114
Annexe A-9	Réponses du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond	A-120

ANNEXE A-1

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(23 septembre 2005)

QUESTIONS ADRESSÉES AUX ÉTATS-UNIS

1. Veuillez répondre à l'affirmation faite par les Communautés européennes au paragraphe 14 de leur première communication écrite, selon laquelle la mesure en cause est "la manière dont les CE appliquent" la législation douanière.

Dans le présent différend, les États-Unis contestent la manière dont la législation douanière des CE est appliquée (ainsi que l'absence de tribunaux ou de procédures communautaires permettant de réviser ou de rectifier dans les moindres délais les décisions administratives se rapportant aux questions douanières, comme l'exige l'article X:3 b) du GATT de 1994. En particulier, nous contestons l'absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE. La manière dont les CE appliquent leur législation douanière − c'est-à-dire, le manque d'uniformité dans une telle application − ne peut pas être elle-même une "mesure". Les "mesures spécifiques en cause" aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord") sont les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives qui constituent la législation douanière des CE, bien que dans certains cas ceux-ci soient appliqués au moyen de lois et de règlements qui sont eux-mêmes des mesures. Ces mesures sont énumérées au premier paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis (et sont énumérées encore une fois à la question n° 3 du récapitulatif des questions posées par le Groupe spécial). Les États-Unis ne contestent pas ces mesures quant au fond mais, plutôt, le manque d'uniformité dans leur application.

Le manque d'uniformité dans l'application des mesures en cause se manifeste de plusieurs manières différentes. L'un de ses modes de manifestation est l'existence d'instruments différents dans les différents États membres pour mettre en œuvre la législation douanière des CE. Par exemple, pour autant que les différents États membres des CE ont à leur disposition et appliquent des sanctions différentes pour donner effet à la législation douanière des CE, c'est là un élément de preuve d'un manque d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE. De même, pour autant que les différents États membres des CE ont à leur disposition et appliquent des procédures de vérification différentes pour assurer le respect de la législation douanière des CE, c'est là aussi un élément de preuve d'un manque d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE.

Les sanctions et les procédures de vérification − ainsi que d'autres instruments d'application − peuvent elles-mêmes prendre la forme de mesures. Les mesures qui sont des instruments d'application sont la cause et fournissent un élément de preuve du manque d'uniformité dans l'application de la législation douanière en cause. Nous développerons ce point dans nos réponses aux questions n° 29, 32 et 90, *infra*.

2. Au paragraphe 20 de leur première communication écrite, les États-Unis estiment qu'un Membre n'applique pas sa législation d'une manière uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994 si des produits identiques ou des transactions identiques font l'objet d'un traitement différent dans des régions géographiques différentes et si le Membre ne prévoit aucun mécanisme permettant de concilier systématiquement ces différences. De même, au paragraphe 119 de leur première communication écrite, les États-Unis estiment que, concernant l'application de la législation communautaire en matière de classification et d'évaluation et

d'application de certaines procédures douanières, il y a absence d'uniformité et absence de mécanismes juridiques permettant d'assurer cette uniformité. Veuillez préciser si les États-Unis font valoir que: a) un traitement différent, dans des régions géographiques différentes, pour des produits identiques ou des transactions identiques serait contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994; ou b) un traitement différent, dans des régions géographiques différentes, pour des produits identiques ou des transactions identiques serait contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994 uniquement s'il n'existe pas de mécanisme ou de mécanisme efficace permettant de concilier systématiquement ces différences.

Les États-Unis reconnaissent qu'au cours de l'application de la législation douanière, des discordances peuvent apparaître de temps à autre entre les autorités de différentes régions du territoire d'un Membre de l'OMC. Les États-Unis ne soutiennent pas que l'apparition d'une discordance est automatiquement et nécessairement un élément de preuve d'un manquement à l'article X:3 a) du GATT. L'application de la législation douanière englobe davantage que les décisions de première instance prises à chaque port d'entrée. Lorsqu'il est remédié à une contradiction d'une manière systématique et dans les moindres délais, le fait qu'il y ait eu pendant une brève période une contradiction dans l'application ne signifie pas que le Membre a enfreint l'article X:3 a). Ce qui est d'une importance critique, c'est l'existence d'un mécanisme − tel qu'une autorité centrale − pour remédier à de telles contradictions.

Le fait qu'il puisse y avoir des cas sporadiques où des contradictions se produisent et où il y est remédié ne satisfait pas à l'obligation d'application "uniforme" inscrite à l'article X:3 a). C'est ce qui ressort, par exemple, du fait que l'obligation d'application uniforme s'applique à "tous" les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives d'un Membre, visés au paragraphe 1 de l'article X.

L'argument des États-Unis est que les CE n'ont pas de mécanisme pour remédier aux contradictions qui existent dans l'application de la législation douanière par les États membres et qui rendent uniformes ces résultats non uniformes. C'est l'absence d'une autorité douanière ou de tout autre mécanisme central pour réaliser une application uniforme qui conduit à la conclusion que les CE ne satisfont pas à leur obligation au titre de l'article X:3 a).

3. Veuillez préciser ce que les États-Unis contestent au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 s'agissant:

a) du Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992; du Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993; et du Tarif intégré des Communautés européennes, établi en vertu du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987;

b) des "mesures connexes" mentionnées au paragraphe 3 de la première communication écrite des États-Unis; et

c) des règles des CE relatives au classement douanier, à la valeur en douane et aux procédures douanières.

Les États-Unis contestent l'application des mesures énumérées. En se référant dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial à chacune des mesures auxquelles il est fait référence dans la question du Groupe spécial, les États-Unis visaient la totalité des mesures qui constituent la législation douanière des CE. Les principales de ces mesures sont celles auxquelles il est fait référence à l'alinéa a) de la question du Groupe spécial. Cependant, ce ne sont pas les seules mesures

de ce genre. Comme les CE l'ont elles-mêmes noté[1], ces mesures sont complétées par divers règlements de la Commission et par d'autres mesures concernant le classement et la valeur en douane ainsi que les procédures douanières.

En ce qui concerne chacune des mesures énumérées, la mesure est appliquée par les autorités douanières respectives des 25 États membres, et les instruments dont les CE soutiennent qu'ils concilient les divergences qui apparaissent entre ces différentes autorités ne le font pas d'une manière permettant de réaliser l'application uniforme prescrite à l'article X:3 a) du GATT. S'il est vrai que les diverses mesures présentent des différences quant au fond − les mesures qui concernent le classement sont différentes de celles qui concernent l'évaluation, par exemple − le problème de l'application non uniforme est le même. En conséquence, dans notre première communication écrite, nous avons décrit le problème de l'application non uniforme en termes systémiques, et nous avons ensuite décrit comment le problème se manifeste dans chacun des trois domaines du classement, de l'évaluation en douane, et des procédures douanières.

4. Si les États-Unis mettent en cause l'absence alléguée d'uniformité en général pour ce qui est de l'application du régime douanier communautaire, veuillez expliquer pourquoi et en quoi les divers cas spécifiques d'application non uniforme alléguée mis en avant par les États-Unis pour illustrer leur allégation d'application non uniforme mettent en évidence et étayent pleinement la substance de cette allégation.

Effectivement, les États-Unis mettent en cause l'absence générale d'uniformité pour ce qui est de l'application du régime douanier communautaire. Dans notre première communication écrite et à la première réunion du Groupe spécial, nous avons étayé cette allégation en fournissant des éléments de preuve montrant comment fonctionne le système d'application de la législation douanière. En particulier, nous avons démontré que la législation douanière des CE est appliquée par les autorités douanières respectives des 25 États membres, et que les instruments dont les CE soutiennent qu'ils concilient les divergences qui apparaissent entre ces autorités ne le font pas d'une manière permettant d'assurer l'application uniforme prescrite à l'article X:3 a) du GATT. En réponse, les CE ont décrit divers principes du droit communautaire, ainsi que les instruments et les institutions qui, à leur avis, concilient les divergences et favorisent une application uniforme. Cependant, comme les États-Unis l'ont montré, aucun de ces principes, instruments et institutions ne concilie les divergences existant dans l'application par les États membres. Ils ne constituent qu'un réseau lâche de lignes directrices non contraignantes adressées aux États membres, d'obligations générales de coopération, et de possibilités pour la Commission et les fonctionnaires des États membres, de renvoyer des questions au Comité du Code des douanes selon leur pouvoir d'appréciation. Le seul élément de ce réseau qui peut avoir un effet systématique c'est la possibilité offerte à un négociant de former un recours contre une décision des autorités douanières d'un État membre particulier en s'adressant aux tribunaux de cet État membre. Cependant, pour des raisons que nous avons examinées dans notre déclaration liminaire lors de la première réunion du Groupe spécial, l'existence de cette possibilité ne satisfait pas à l'obligation des CE au titre de l'article X:3 a).

Pour donner une idée de l'absence générale d'uniformité dans l'application du régime douanier communautaire, nous avons appelé l'attention du Groupe spécial sur plusieurs exemples significatifs. L'objectif principal de ces exemples était de démontrer que le manquement des CE à l'article X:3 a) n'est pas simplement un problème abstrait ou technique. C'est un problème qui a des répercussions dans le monde réel pour des négociants bien réels. Ce qui est essentiel, ce n'est pas le nombre des exemples ou les détails particuliers de chaque cas. Ce que montrent les exemples, c'est plutôt que le problème systémique que les États-Unis ont mis en lumière en démontrant comment l'administration douanière fonctionne dans les CE a des incidences dans trois secteurs clefs de l'administration douanière − le classement, l'évaluation en douane et les procédures douanières.

[1] *Voir, par exemple,* la première communication écrite des CE, paragraphes 92 à 96.

Doublures opaques pour rideaux et tentures: L'affaire des doublures opaques pour rideaux et tentures est un exemple criant d'application non uniforme du Tarif douanier commun, dans lequel aucune institution communautaire n'est intervenue pour remédier à la non-uniformité. En l'occurrence, l'autorité douanière d'un État membre − l'Allemagne − a appliqué le Tarif douanier commun d'une manière qui s'écarte manifestement de l'application qui en est faite par les autorités d'autres États membres. La manière dont elle a appliqué le Tarif douanier commun l'a amenée à classer la marchandise en cause sous la sous-position 3921, alors que les autorités d'autres États membres avaient classé systématiquement les doublures opaques pour rideaux et tentures sous la sous-position 5907.

L'autorité allemande n'a aucunement cherché à concilier sa décision concernant le classement avec les décisions consignées dans les renseignements tarifaires contraignants (RTC) délivrées par les autorités douanières d'autres États membres, qui avaient été portées à son attention. Au demeurant, l'autorité allemande s'est fondée sur un argument qui, de toute évidence, n'est pas imposé par le Tarif douanier commun et que la Commission a néanmoins refusé d'identifier comme un cas de non-uniformité. En particulier, l'autorité allemande a estimé que la présence d'une enduction plastique ne permettait pas de classer les doublures opaques pour rideaux et tentures sous la sous-position tarifaire 5907 (contrairement à la note explicative du Système harmonisé se rapportant à la sous-position 5907[2]), et l'autorité allemande a eu recours à un moyen d'interprétation spécifique à l'Allemagne − concernant la finesse du tissu de la doublure − dont les CE affirment qu'il a été développé par analogie avec un règlement de la Commission relatif au classement des pantalons de ski.[3]

Bref, l'affaire des doublures opaques pour rideaux et tentures est une affaire dans laquelle l'autorité douanière d'un État membre a refusé de tenir compte des RTC d'autres États membres, n'a pas tenu compte d'une note explicative applicable du Système harmonisé, et a finalement fondé sa décision de classement sur un moyen d'interprétation spécifique à un pays, qui reposait sur une analogie avec une marchandise relevant d'un chapitre entièrement différent du Tarif douanier commun. Cette situation n'a suscité aucune mesure prise dans les moindres délais par une institution communautaire pour remédier à un cas de non-uniformité, ce qui illustre l'allégation des États-Unis. Assurément, le fait même que les CE, lorsqu'elles sont confrontées à cette situation, nient même qu'il existe un cas de non-uniformité[4], souligne l'existence du problème.

Moniteurs à affichage à cristaux liquides: L'affaire des moniteurs à affichage à cristaux liquides est un autre exemple d'application non uniforme du Tarif douanier commun par différents États membres, dans lequel les CE ne sont pas intervenues pour remédier à l'absence d'uniformité. Confronté à des classements divergents pour les moniteurs à affichage à cristaux liquides à interface vidéonumérique, le Comité du Code des douanes n'a pas pu parvenir à une décision sur les moyens de concilier les divergences. En conséquence, le Conseil de l'Union européenne a adopté une mesure ponctuelle − un règlement suspendant provisoirement, en fonction de la taille, les droits sur un sous-ensemble du produit en cause. Les produits au-dessus de la taille seuil définie dans le règlement du Conseil restent soumis à des droits selon le classement qui leur est attribué dans les différents États membres.

Les CE disent que l'adoption du règlement du Conseil concernant un sous-ensemble de moniteurs à affichage à cristaux liquides reflète un choix délibéré fondé sur les "circonstances spécifiques de l'affaire".[5] Elles font valoir qu'une majorité qualifiée a été nécessaire pour adopter le règlement du Conseil relatif à la suspension des droits, de même qu'une majorité qualifiée aurait été

[2] Note explicative du Système harmonisé, sous-position 59.07 (pièce US-48).
[3] Première communication écrite des CE, paragraphe 343; pièce EC-78, page 14.
[4] Première communication écrite des CE, paragraphe 346.
[5] Première communication écrite des CE, paragraphe 360.

nécessaire au Comité du Code des douanes pour approuver effectivement un règlement relatif au classement. La différence, cependant, c'est qu'un règlement sur la suspension des droits est bien différent d'un règlement relatif au classement. L'un est une solution provisoire, tandis que l'autre est une détermination définitive sur une question technique. L'aptitude du Conseil à adopter un règlement sur la suspension des droits ne démontre pas l'aptitude du système à réaliser l'uniformité quand il s'agit d'appliquer les règles relatives au classement. Assurément, le fait même que la question du classement reste sans solution démontre une incapacité du système à réaliser l'uniformité dans ce domaine.

Le fait que l'affaire des moniteurs à affichage à cristaux liquides est un bon exemple du problème identifié par les États-Unis est en outre souligné par l'explication que les CE ont elles-mêmes donnée de la mesure prise par le Comité du Code des douanes au sujet de cette marchandise. Au paragraphe 353 de leur première communication écrite, les CE disent que le Comité a conclu que, "à moins qu'un importateur puisse démontrer qu'un moniteur n'est destiné qu'à être utilisé avec une machine automatique de traitement de l'information (position 8471) ou comme tableau indicateur (position 8531), il doit être classé sous la position 8528". Comme nous l'avons fait observer dans notre déclaration liminaire, exiger qu'il soit démontré qu'un moniteur "n'est destiné qu'à être utilisé avec une machine automatique de traitement de l'information" va à l'encontre de la note applicable du chapitre du tarif, qui fait référence à l'usage exclusif ou principal.[6] Ainsi, loin d'éclairer la question, les lignes directrices formulées par le Comité dans cette affaire ne semblent pas régler, mais semblent encourager l'application incohérente des règles de classement au lieu d'y remédier.

Rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane: Le rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane (pièce US-14) examine un certain nombre de divergences dans l'application par les États membres des règles communautaires relatives à l'évaluation en douane. La première communication écrite des États-Unis appelait l'attention sur les points saillants de ce rapport. Comme dans les exemples relatifs au classement, les affaires mentionnées ici démontrent toutes des discordances dans l'application par les États membres, associées à l'absence de réactions de la part des institutions communautaires pour remédier systématiquement à ces contradictions. Le seul exemple d'application contradictoire des règles d'évaluation en douane dans lequel les CE disent être intervenues à la suite du rapport de la Cour des comptes concerne les coûts de réparation d'un véhicule sous garantie à la charge du vendeur.[7] Pourtant, comme il est expliqué dans le rapport au paragraphe 73, la Commission a été informée pour la première fois des pratiques contradictoires des États membres dans ce domaine dans un rapport de 1990. Le fait qu'un cas d'application non uniforme qui avait été porté initialement à l'attention de la Commission en 1990 ait été réglé par un règlement adopté en 2002 peut difficilement démontrer que le système fonctionne d'une manière compatible avec l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a) du GATT.

En ce qui concerne les autres exemples d'application non uniforme mentionnés dans le rapport de la Cour des comptes, les CE ne nient pas les divergences. À la place, elles les écartent comme s'il s'agissait de différences fondées sur des questions factuelles[8], de variations mineures[9], ou de questions ne faisant pas partie des procédures douanières.[10] Ce sont simplement là les caractérisations données par les CE. Le fait demeure que le rapport de la cour des comptes prend soin de mettre en lumière, en ce qui concerne l'application des règles relatives à la valeur en douane, des contradictions particulières que les CE n'ont rien fait pour concilier. À cet égard, les exemples fournis dans le rapport sont un élément supplémentaire à l'appui de l'allégation formulée par les États-Unis, fondée sur une absence générale d'uniformité dans le système d'administration douanière des CE.

---

[6] Déclaration liminaire des États-Unis, première réunion du Groupe spécial, paragraphe 28.
[7] Première communication écrite des CE, paragraphes 397 et 398.
[8] Première communication écrite des CE, paragraphe 393.
[9] Première communication écrite des CE, paragraphe 396.
[10] Première communication écrite des CE, paragraphe 400.

Reebok: L'affaire Reebok est un exemple spécifique d'application divergente des règles d'évaluation en douane, dans lequel les CE n'ont rien fait pour concilier les divergences. Comme il est indiqué dans la première communication écrite des États-Unis, l'affaire concerne le traitement appliqué par l'autorité d'un État membre à un importateur considéré, aux fins d'évaluation, comme étant lié à ses vendeurs extérieurs aux CE.

L'affaire Reebok corrobore l'allégation des États-Unis en illustrant une manifestation particulière d'application non uniforme en matière d'évaluation. Il est significatif que les CE, tout en qualifiant l'affaire de "relativement complexe"[11], ne contestent pas les faits essentiels tels qu'ils sont décrits dans la première communication écrite des États-Unis.

Transformation sous douane: Les États-Unis ont mentionné la transformation sous douane pour illustrer les divergences existant entre les États membres dans l'application de la législation communautaire en matière de régimes douaniers. En particulier, différents États membres appliquent des critères économiques différents pour décider d'autoriser la transformation sous douane. À titre d'exemple, nous avons montré que l'autorité douanière du Royaume-Uni exige du demandeur qu'il apporte à la fois la preuve de la création ou du maintien d'activités de transformation dans les CE et de l'absence de préjudice causé aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises analogues. À l'inverse, nous avons montré que l'autorité française exige la preuve du premier élément, mais pas du second.

Les CE rétorquent que tous les États membres appliquent les deux critères et elles rappellent que l'absence de préjudice causé aux concurrents est mentionnée dans le Bulletin officiel des douanes françaises (pièce US-35).[12] Cependant cette mention (au paragraphe 78 du Bulletin) est simplement une paraphrase destinée à introduire certaines dispositions tirées du Code des douanes communautaire. Après l'introduction, le bulletin précise que le critère des conditions économiques sera appliqué conformément aux modalités énoncées ci-après ("il s'effectue selon les modalités définies ci-après"). Comme il est expliqué dans la première communication écrite des États-Unis, la modalité pertinente (au paragraphe 83) ne fait pas référence au préjudice causé aux producteurs communautaires.

Procédures de domiciliation: Les États-Unis se sont référés aux procédures de domiciliation, deuxième exemple qui montre les divergences existant entre les États membres dans l'application de la législation communautaire en matière de régimes douaniers. En particulier, nous avons montré que différents États membres imposent des prescriptions différentes pour la conduite des procédures de domiciliation. Les CE rétorquent que la description donnée par les États-Unis mélange des étapes distinctes de la procédure et qu'ils se trompent sur certains détails concernant des États membres particuliers. Cependant, les CE ne contestent pas l'existence de divergences dans l'application des procédures de domiciliation.

Sanctions: Les sanctions représentent un troisième aspect des procédures douanières au sujet duquel il y a des divergences entre les États membres. Les CE ne contestent même pas l'existence de divergences dans ce domaine. À la place, elles soutiennent que les sanctions ne relèvent pas de l'article X:3 a). Elles font valoir que l'objet des mesures décrites à l'article X:1 n'englobe pas les sanctions et que, en tout état de cause, des différences existant entre les États membres en ce qui concerne les sanctions sont des différences portant sur des règles juridiques de fond plutôt que des différences dans l'application de la législation douanière des CE. Comme nous l'avons expliqué dans

[11] Première communication écrite des CE, paragraphe 407.
[12] Première communication écrite des CE, paragraphe 415.

notre déclaration liminaire[13] et, de plus, dans notre réponse aux questions n° 29 et 32, les CE n'interprètent pas correctement l'argument avancé par les États-Unis au sujet des sanctions.

Les mesures prévoyant des sanctions sont des instruments pour l'application d'autres lois − en l'espèce, les lois douanières. Ainsi, l'existence d'une sanction pour violation d'une loi douanière a pour but d'inciter au respect effectif de cette loi. L'article X:1 décrit les lois qui doivent être appliquées uniformément en vertu de l'article X:3 a), qu'il ne faut pas confondre avec les instruments, tels que les sanctions, destinés à en assurer l'application uniforme. En conséquence, même si les CE étaient correctes lorsqu'elles disent que l'article X:1 ne vise pas les lois prévoyant des sanctions, leur argument ne serait pas pertinent.

De plus, l'argument des CE selon lequel les différences entre les lois prévoyant des sanctions sont des différences de fond plutôt que des différences dans l'application, suppose à tort qu'une loi (ou une autre mesure) ne peut pas être une mesure administrative par nature. De toute évidence, les lois prévoyant des sanctions sont des mesures administratives par nature, étant donné qu'elles présument l'existence d'autres lois et prescrivent des conséquences en cas de violation de ces lois.

Bref, l'exemple des sanctions souligne et appuie pleinement l'essence de l'allégation des États-Unis en mettant en évidence une divergence de plus dans l'application de la législation douanière des CE. Les CE ne contestent pas que cette divergence existe. À la place, elles caractérisent la divergence comme une divergence ne relevant pas de l'article X. Cependant, pour les raisons qui viennent d'être expliquées (et qui sont expliquées plus en détail dans la réponse aux questions n° 29 et 32), l'argument des CE sur ce point est incorrect.

Procédures de vérification: Les États-Unis ont mentionné les différences existant dans les procédures de vérification − c'est-à-dire les procédures suivies pour vérifier les déclarations des importateurs concernant le classement, la valeur en douane et l'origine des marchandises − comme un autre exemple de non-uniformité dans le domaine des procédures douanières. Comme dans le cas des sanctions, les CE admettent l'existence de différences entre les États membres dans ce domaine. Leur seul argument pour expliquer pourquoi ces différences ne sont pas incompatibles avec l'article X:3 a) est que ce sont des différences de fond plutôt que des différences liées à l'application. Mais, de même que dans le cas des sanctions, cet argument ignore que certaines mesures sont administratives par nature, et en fait, se débarrasse d'une incontestable non-uniformité en la qualifiant de non-uniformité liée aux "règles de fond".

Pris ensemble, les différents cas d'application non uniforme que nous avons résumés dans la réponse à la question soulignent que le problème systémique au cœur du présent différend se manifeste dans trois domaines principaux de l'administration douanière. C'est précisément parce que le problème est systémique qu'il ne se limite pas au classement, à l'évaluation en douane ou aux procédures. La non-uniformité dans l'application est un élément essentiel dans chacun de ces trois domaines. Le principal élément de preuve de l'application non uniforme est la démonstration que les instruments dont les CE soutiennent qu'ils concilient les divergences qui se produisent entre les autorités douanières respectives des 25 États membres ne parviennent pas à le faire, de manière à réaliser l'application uniforme prescrite à l'article X:3 a) du GATT. Les exemples montrent comment l'application de leur législation douanière par les CE permet la persistance d'une application non uniforme dans trois domaines distincts.

5. En ce qui concerne les allégations des États-Unis concernant l'application par les CE des règles relatives à l'évaluation en douane, les États-Unis contestent-ils uniquement l'application des règles communautaires qui concernent: a) les parties liées; b) les redevances; c) l'évaluation sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente; et d) les

[13] Déclaration liminaire des États-Unis, première réunion du Groupe spécial, paragraphes 46 à 52.

coûts de réparation de véhicules sous garantie? Si les États-Unis contestent d'autres aspects des règles des CE relatives à l'évaluation en douane au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, veuillez indiquer clairement et spécifiquement quelles sont ces règles.

L'allégation des États-Unis concerne le système d'application de la législation douanière dans les CE. Ce système − où la législation douanière des CE est appliquée par les autorités respectives des 25 États membres et où les CE n'ont en place aucun organisme ou autre mécanisme central pour concilier les divergences entre les différentes autorités − ne respecte pas l'obligation d'application uniforme inscrite à l'article X:3 a) du GATT. Ce que les États-Unis mettent en cause, c'est le manquement des CE à leur obligation de mettre en place un système qui réalise l'application uniforme requise par cette disposition. Cet aspect de l'application de la législation douanière dans les CE affecte l'application de l'ensemble des règles qui constituent la législation douanière des CE. Le manquement des CE à leur obligation de réaliser une application uniforme se manifeste dans de multiples domaines, y compris dans ceux mentionnés dans la présente question.

6. Au paragraphe 26 de leur première communication écrite, les États-Unis notent qu'ils "ne prétend[ent] pas faire l'inventaire de chacun des aspects des procédures douanières pour lesquels les pratiques des États membres divergent. En fait, [ils] concentr[ent] leur attention sur quelques domaines clés de manière à illustrer la constatation plus générale." Les États-Unis font spécifiquement référence aux règles douanières des CE qui concernent: a) la vérification après la mise en libre pratique; b) les sanctions en cas d'infractions à la législation douanière; c) la transformation sous douane; et d) la procédure de domiciliation. Veuillez fournir une liste exhaustive de toutes les procédures douanières des CE qui sont contestées au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Les États-Unis renvoient à leur réponse à la question n° 5. Comme indiqué dans la réponse à cette question, ce que les États-Unis mettent en cause, c'est le manquement des CE à leur obligation d'assurer l'application uniforme prescrite à l'article X:3 a) du GATT. Cette carence ne se limite pas à une règle douanière particulière ou à un groupe de règles particulier. C'est un élément général de l'application de la législation douanière dans les CE. C'est un aspect général de l'application de toute la législation douanière dans les CE. Les règles douanières des CE mentionnées dans la question sont des exemples de domaines dans lesquels se manifeste l'absence d'uniformité dans l'application.

7. Pourriez-vous préciser ce que les États-Unis entendent par "traitement" dans chacun des cas suivants:

a) Lorsqu'au paragraphe 20 de leur première communication écrite, ils estiment "qu'un Membre n'applique pas sa législation d'une manière uniforme si des produits identiques ou des transactions identiques font l'objet d'un traitement différent dans des régions géographiques différentes et si le Membre ne prévoit aucun mécanisme permettant de concilier systématiquement ces différences".

b) Lorsqu'au paragraphe 84 de leur première communication écrite, ils estiment que "si détaillés que soient le Code et le Règlement d'application, ils ne garantissent pas une application uniforme en ce sens que des transactions similaires seront traitées d'une manière similaire dans l'ensemble du territoire communautaire".

Tel qu'il est employé dans les deux déclarations citées, le terme "traitement" désigne l'application à une marchandise particulière ou à une transaction particulière de lois, règlements, décisions administratives et judiciaires visés au paragraphe 1 de l'article X du GATT. Par exemple, lorsqu'une autorité douanière applique une mesure d'application générale − par exemple une règle interprétative concernant le classement − à une marchandise particulière et détermine par-là même le

classement de la marchandise et le droit correspondant à acquitter, elle accorde un traitement à cette marchandise, au sens dans lequel ce terme s'entend aux paragraphes 20 et 84 de la première communication écrite des États-Unis. Lorsque les autorités douanières de différentes régions appliquent d'une manière différente des mesures d'application générale à des marchandises ou à des transactions essentiellement identiques, cela équivaut à un manquement à l'obligation d'appliquer d'une manière uniforme les mesures d'application générale.

L'affaire des doublures opaques pour rideaux et tentures est un exemple instructif à cet égard. Dans cette affaire, la mesure d'application générale était le Tarif douanier commun. Pour les autorités douanières des différents États membres, la question était de savoir comment appliquer le Tarif douanier commun aux doublures opaques pour rideaux et tentures afin de décider du classement de cette marchandise. En appliquant le tarif, l'autorité douanière allemande a décidé de recourir à un moyen d'interprétation (dérivé d'un règlement communautaire relatif à certains vêtements) lui donnant pour instruction de mettre l'accent sur la densité du produit. Cette décision l'a amenée à classer les doublures opaques pour rideaux et tentures sous la position 3921. C'est là le traitement que l'autorité allemande a accordé au produit. Les autorités d'autres États membres n'ont pas eu recours au moyen d'interprétation utilisé par l'autorité allemande et ont donc classé le produit différemment, sous la position 5907. Bref, les autorités douanières respectives de différents États membres ont appliqué différemment le Tarif douanier commun, ce qui s'est traduit par des différences en ce qui concerne le classement du produit et les droits à acquitter.

8. Veuillez formuler des observations sur l'interprétation, faite par les Communautés européennes, des "critères minimaux" qu'impose, selon leurs allégations, l'obligation d'uniformité prévue à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

La difficulté rencontrée pour répondre à cette question tient au fait que les CE n'ont pas vraiment défini ce qu'elles entendent par "critères minimaux". Elles ont caractérisé l'article X:3 a) comme une "disposition prévoyant des critères minimaux", mais elles n'ont pas expliqué ce que cela signifie.[14] Elles n'ont proposé aucune base pour définir ce qu'est le minimum. Elles n'ont pas expliqué non plus comment leur caractérisation de l'article X:3 a) découle du sens ordinaire de ses termes, dans leur contexte, et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994.

La caractérisation que les CE donnent de l'article X:3 a) en tant que disposition établissant des critères minimaux repose entièrement sur une référence ponctuelle figurant dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis − Crevettes*.[15] L'article X:3 a) n'était pas directement en cause dans ce différend. Ce qui était en cause, c'était le point de savoir si une mesure dont les États-Unis alléguaient qu'elle constituait une exception générale relevant de l'article XX du GATT de 1994 était compatible avec les prescriptions énoncées dans la partie introductive de cet article − en particulier avec la disposition exigeant qu'une mesure ne soit pas appliquée de façon à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent. Dans sa détermination sur cette question, l'Organe d'appel a considéré l'article X:3 comme une disposition analogue à une "garantie de procédure régulière". Il a dit que l'article X:3 "établit certains critères minimaux concernant la transparence et l'équité au plan de la procédure dans l'administration des règlements commerciaux …".[16] Cependant, l'Organe d'appel n'a pas expliqué ce qu'il entendait par "critères minimaux". En fait, il a continué en constatant que, quels que fussent ces critères, la mesure en cause dans le différend *États-Unis − Crevettes* n'y satisfaisait pas. Bref, l'utilisation

[14] Déclaration orale des CE, première réunion du Groupe spécial, paragraphe 24.

[15] *Voir* la déclaration orale des CE, première réunion du Groupe spécial, paragraphe 24; la première communication écrite des CE, paragraphe 231.

[16] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis − Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, paragraphe 183 (adopté le 6 novembre 1998), ("*États-Unis − Crevettes*").

ponctuelle de l'expression "critères minimaux" dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis − Crevettes* ne peut jeter aucune lumière sur le point de savoir comment devrait être interprétée l'obligation d'application uniforme inscrite à l'article X:3 a).

9. Au paragraphe 19 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les États-Unis estiment que la jurisprudence de l'OMC, selon laquelle une absence *générale* d'uniformité est nécessaire pour prouver l'existence d'une violation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, n'est pas applicable aux cas dans lesquels une absence d'uniformité géographique est alléguée. Si tel est le cas, veuillez expliquer clairement ce qui serait nécessaire pour prouver l'existence d'une violation au titre de l'article X:3 a) dans les cas où une absence d'uniformité géographique est alléguée.

L'assertion des CE selon laquelle une absence générale d'uniformité est nécessaire pour établir l'existence d'une violation au titre de l'article X:3 a) du GATT découle d'une déclaration isolée figurant dans le rapport du Groupe spécial sur l'affaire *États-Unis − Acier laminé à chaud*.[17] Dans cette affaire, le Japon alléguait que l'application de la législation antidumping des États-Unis dans une enquête particulière violait l'obligation d'application uniforme, impartiale et raisonnable. Le Groupe spécial a constaté que le Japon n'avait même pas allégué (et encore moins établi) "l'existence d'un mode de prise de décisions" qui étayerait son allégation.[18]

Dans ce contexte − où il était allégué que l'application d'une loi particulière dans un cas particulier violait les obligations au titre de l'article X:3 a) − il était raisonnable d'insister sur l'existence d'un mode de prise de décisions. Il eût été difficile, voire impossible, de déterminer si, dans cette affaire, les actions des autorités chargées de l'enquête étaient uniformes, impartiales et raisonnables sans savoir ce qu'elles avaient fait dans d'autres affaires analogues. Évaluer la présence ou l'absence d'uniformité, en particulier, nécessitait des comparaisons entre l'affaire en question et d'autres affaires analogues.

Lorsque ce qui est en cause, comme dans le présent différend, c'est l'absence d'uniformité géographique, le contexte est bien différent du contexte de l'affaire *États-Unis − Acier laminé à chaud*. La question n'est pas de savoir si une autorité administrative particulière applique une loi particulière d'une manière uniforme − détermination qui ne peut être faite qu'en examinant de multiples cas d'application de la loi par cette autorité. La question est de savoir si différentes autorités sur l'ensemble du territoire d'un Membre de l'OMC (en l'espèce 25 autorités différentes) appliquent diverses lois d'une manière uniforme.

La façon dont l'absence d'uniformité dans l'application peut être démontrée lorsque la non-uniformité alléguée est, par nature, une non-uniformité géographique dépendra des circonstances qui entourent l'allégation. Dans le présent différend, l'allégation est que les CE ne concilient pas les divergences entre les autorités des États membres lorsque de telles divergences se produisent et que les CE, par conséquent, manquent à leur obligation d'appliquer leur législation douanière d'une manière uniforme, comme il est prescrit à l'article X:3 a). Ce qu'il faut, pour établir le bien-fondé de cette allégation, c'est fournir des éléments de preuve concernant les mécanismes communautaires en place et démontrer comment ces mécanismes ne parviennent pas à remplir leur rôle qui est de concilier les contradictions existant au stade de l'application entre les organismes respectifs des 25 États membres. Les États-Unis soutiennent que c'est ce qu'ils ont fait dans leur première communication écrite et que, pour les raisons examinées dans leur déclaration liminaire et dans leurs interventions à la première réunion du Groupe spécial, les CE n'ont pas réfuté cet élément de preuve.

[17] Première communication écrite des CE, paragraphe 240.

[18] Rapport du Groupe spécial *États-Unis − Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS/184/R, paragraphe 7.268 (adopté le 23 août 2001).

Au demeurant, exiger que soit démontrée dans le présent différend l'existence d'une absence générale d'uniformité conduirait à un résultat pervers. Cela rendrait impossible la mise en cause d'une absence générale d'uniformité et contraindrait en revanche un Membre plaignant à examiner séparément, un par un, des cas particuliers d'application non uniforme. Ainsi, même si les CE n'avaient pas en place les divers mécanismes dont elles affirment (à tort) qu'ils favorisent l'uniformité dans l'application de la législation douanière, un autre Membre de l'OMC serait encore empêché de formuler une allégation systémique. Il devrait à la place contester des cas particuliers d'application non uniforme.

Il est illogique, de la part des CE, de suggérer que lorsque l'application non uniforme se manifeste clairement − probablement, lorsqu'il existe entre les États membres des divergences constantes qui ne sont pas conciliées − ces cas particuliers d'absence d'uniformité peuvent faire l'objet d'une contestation en vertu de l'article X:3 a), mais que lorsque l'ensemble du système ne parvient pas à réaliser une application uniforme, il n'y a pas de base pour une allégation. Pour exprimer cela autrement, si l'on suit le raisonnement des CE, pour qu'une application non uniforme puisse être contestée en vertu de l'article X:3 a), il faut qu'il y ait une uniformité − c'est-à-dire un mode général − dans l'application non uniforme. Mais, selon le même raisonnement, lorsque l'application non uniforme se manifeste selon des modalités variées et imprévisibles dans divers domaines de la législation douanière, en raison de la manière générale dont le système fonctionne, cette application non uniforme ne peut pas être contestée. Ce résultat est incompatible avec l'article X qui met l'accent sur l'équité envers les commerçants[19], et devrait être rejeté.

10. Au paragraphe 9 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les États-Unis font observer que leur "plainte consiste à dire que comme le maintien de l'administration des douanes sous le contrôle des autorités des États membres n'est pas associé à une conciliation systématique des divergences entre les autorités des États membres, il est incompatible avec l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a)". En outre, au paragraphe 12 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les États-Unis estiment que le "système" d'application de la législation douanière dans les Communautés européennes ne garantit pas l'uniformité prescrite à l'article X:3 a). Compte tenu de la structure constitutionnelle et du cadre institutionnel existant dans les Communautés européennes pour l'administration des questions douanières, veuillez préciser spécifiquement quels sont les aspects/éléments/mesures/mécanismes dont les États-Unis considèrent qu'ils devraient être mis en œuvre par les Communautés européennes pour parvenir à "concilier systématiquement les divergences entre les autorités des États membres" afin de garantir une application uniforme de leur législation douanière au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

À titre préliminaire, les États-Unis notent que prescrire la méthode que les CE doivent suivre pour se conformer à leur obligation au titre de l'article X:3 a) du GATT n'est pas nécessaire pour régler le présent différend. Ce qui est en cause, ce n'est pas le point de savoir si les CE sont en conformité avec leur obligation, mais ce qu'elles doivent faire pour se mettre en conformité.

Cela dit, il est utile, pour répondre à la question, d'examiner un large éventail d'approches différentes de l'administration douanière. À une extrémité, il y a le statu quo, qui ne parvient pas à réaliser l'application uniforme prescrite à l'article X:3 a) du GATT. À l'autre extrémité, il y a une approche de l'administration douanière qui repose sur un organisme douanier unique des CE ayant autorité pour assurer l'application uniforme sur tout le territoire communautaire. La création d'un tel organisme semble être, aux yeux des États-Unis, une option évidente pour réaliser la conciliation systématique des divergences entre les autorités des États membres, de manière à assurer l'application uniforme de la législation douanière des CE au sens de l'article X:3 a). Nous croyons comprendre que

[19] *Voir* le Rapport du Groupe spécial *Argentine − Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R, paragraphes 11.76 et 11.77 (adopté le 16 février 2001).

c'est là le principal moyen mis en œuvre pour réaliser l'application uniforme de la législation douanière sur le territoire de pratiquement chaque Membre de l'OMC et il n'y a pas, à notre connaissance, d'obstacle constitutionnel qui empêcherait les CE d'adopter la même approche. Dans le même temps, nous n'excluons pas la possibilité qu'il existe quelque part, sur le continuum entre le statu quo et la création d'un organisme douanier communautaire unique, d'autres options qui permettraient aux CE de satisfaire à leur obligation d'application uniforme au titre de l'article X:3 a).

11. Dans le cadre de l'actuel système communautaire d'administration douanière que constituent, entre autres choses, le Comité du Code des douanes et le système RTCE, quelle valeur supplémentaire représenterait la mise en place d'une autorité communautaire centralisée unique, proposée par les États-Unis dans le document intitulé "Elements of Potentiel EC Customs Reform" (Éléments d'une réforme douanière potentielle dans les CE), daté du 22 décembre 2004?

Premièrement, il convient de noter que l'autorité communautaire centralisée proposée dans le document du 22 décembre 2004 (ci-joint en tant que pièce US-49) était l'un des éléments d'un ensemble de mesures que les États-Unis ont proposé aux CE afin de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante du présent différend. Avec cet objectif en vue, les États-Unis n'ont pas insisté sur la manière la plus évidente et la plus complète de s'attaquer au manque d'uniformité dans l'application de la législation douanière dans les CE qui, comme il est expliqué dans la réponse à la question n° 10, aurait comporté la création d'une autorité centralisée chargée de tous les aspects de l'application de la législation douanière.

Les États-Unis ont mis l'accent sur une autorité centralisée qui rendrait des décisions anticipées à caractère contraignant (portant sur le classement, l'évaluation en douane et l'origine) parce que l'existence d'un système effectif de décisions anticipées à caractère contraignant représenterait un progrès substantiel vers la réalisation de l'uniformité d'application sur un plan plus général. Avoir une entité unique, centralisée qui rendrait des décisions anticipées éliminerait le risque de divergences dans l'application, qui existe lorsque 25 autorités différentes exercent cette fonction et qu'il n'y a pas d'autorité centrale dont une des tâches de routine consiste à détecter les incohérences et à intervenir pour y remédier.

En ce qui concerne l'évaluation en douane, l'entité proposée établirait, sous une forme ou une autre, pour l'ensemble des CE, une directive à caractère contraignant qui n'existe pas aujourd'hui. Comme il a été noté dans notre première communication écrite, seuls quelques États membres publient actuellement ce qui équivaut à une directive contraignante en matière d'évaluation en douane (c'est là une application divergente par rapport aux règles communautaires en matière d'évaluation).[20] En fait, l'idée d'établir une directive à caractère contraignant relative à l'évaluation en douane était l'une des améliorations que la Cour des comptes a recommandée dans son rapport sur l'application des règles d'évaluation en douane dans les CE.[21]

En ce qui concerne le classement, ni le Comité du Code des douanes ni la base de données RTCE ne favorisent l'uniformité dans l'application du système RTC. Comme il a été expliqué dans la

[20] Première communication écrite, paragraphes 98 et 99.

[21] Cour des comptes, rapport spécial n° 23/2000 relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), accompagné des réponses de la Commission, réimprimé dans le *Journal officiel des Communautés européennes* C84, paragraphe 52 (14 mars 2001) ("Rapport de la cour des comptes sur la valeur en douane") (pièce US-14) ("L'absence de décisions relatives à la valeur en douane valables dans toute la Communauté est l'un des problèmes résultant du fait que l'Union douanière ne dispose pas d'une administration douanière unique"): *ibid.*, paragraphe 86 (où il est recommandé que des mesures législatives soient prises pour permettre l'adoption de décisions relatives à la valeur en douane applicables dans toute la Communauté).

première communication écrite des États-Unis, des obstacles institutionnels, y compris le fait que les questions ne sont renvoyées au Comité qu'en vertu du pouvoir d'appréciation de la Commission ou des représentants des États membres, font du Comité un instrument inefficace pour assurer systématiquement l'uniformité dans le système RTC. La base de données RTCE n'est pas non plus un instrument efficace pour atteindre cet objectif. Si le descriptif d'une marchandise communiqué à l'autorité qui consulte la base de données n'est pas exactement le même que le descriptif communiqué aux autorités ayant précédemment délivré le RTC qui peut être pertinent, l'interrogation de la base de données n'aura qu'un intérêt limité. Même si les descriptifs sont les mêmes ou analogues, la base de données ne révèle pas en détail les considérations appliquées par les différentes autorités pour classer une marchandise donnée d'une manière particulière. Elle peut contenir une référence à la règle interprétative générale à laquelle les autorités ont eu recours, mais elle ne fournit aucune explication descriptive au sujet du classement. Ainsi, une autorité qui cherche à décider comment classer une marchandise à la suite d'une demande de RTC ne trouverait guère de renseignements sur les motifs des autorités d'autres États membres si elle se bornait à consulter la base de données RTCE.[22]

En somme, la valeur ajoutée obtenue en créant une autorité centralisée comme celle qui est décrite dans le document du 22 décembre 2004 résulterait du fait que l'absence d'uniformité dans l'application serait, dans une large mesure, éliminée grâce à l'adoption de décisions administratives définitives, contraignantes, applicables sur tout le territoire communautaire, sur les questions concernant l'évaluation en douane, le classement et l'origine.

12. Les États-Unis font état de décisions divergentes prises par les autorités des États membres tout au long de leur première communication écrite. Par exemple, les États-Unis font état de divergences dans les décisions concernant le classement: d'une manière générale (paragraphe 21); en ce qui concerne les cartes réseau pour ordinateurs personnels (note de bas de page 33); en ce qui concerne le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte (note de bas de page 33); et en ce qui concerne les articles ou shorts unisexes (paragraphe 76). En outre, les États-Unis font état de divergences dans les décisions relatives à la valeur en douane (paragraphes 25 et 93). Compte tenu de ce qui précède, les États-Unis considèrent-ils que l'article X:3 a) du GATT de 1994 prescrit que les décisions de fond doivent être uniformes? Dans l'affirmative, les États-Unis considèrent-ils que les décisions de fond sur les questions douanières pourraient être assimilées à une "application" au sens de l'article X:3 a)? Dans l'affirmative, veuillez préciser quel serait le type de décision(s) visée(s).

L'article X:3 a) exige que l'application des mesures du type visé à l'article X:1 soit uniforme. Les instruments utilisés aux fins de l'application peuvent prendre diverses formes. Les "décisions" sont des instruments d'application. En conséquence, lorsqu'une autorité douanière d'un État membre des CE décide de classer une marchandise d'une manière particulière, elle applique le Tarif douanier commun. Quand une autorité douanière d'un État membre décide que l'acheteur et le vendeur des marchandises sont des parties liées, elle applique les règles du Code des douanes communautaires relatives à la valeur en douane. Toute décision d'une autorité douanière d'un État membre qui applique une mesure d'application générale à une marchandise ou à une transaction particulière

[22] Les CE suggèrent que la base de données RTCE est plus accessible que ne l'affirment les États-Unis, étant donné le nombre de consultations de la base de données et le fait que les États-Unis ont pu trouver des RTC concernant les doublures opaques pour rideaux et tentures. *Voir* première communication écrite des CE, paragraphes 319 et 323. Cependant, le nombre des consultations de la base de données ne révèle pas grand-chose. Il peut s'expliquer par diverses causes, allant d'investigations de chercheurs curieux à la collecte de données statistiques. Si les États-Unis ont pu trouver des RTC concernant les doublures opaques pour rideaux et tentures, c'est parce que l'exportateur concerné savait que les autorités d'un État membre particulier avaient, à certains moments, délivré des RTC sur le produit en question. Autrement dit, ce RTC n'a pas été obtenu à la suite d'une recherche aléatoire comme celle qu'un négociant ou qu'une autorité effectuerait normalement.

équivaut à une "application" au sens de l'article X:3 a). Lorsque les décisions de fond diffèrent d'un État membre à un autre, c'est la preuve qu'il n'y a pas d'application uniforme des lois en cause dans les décisions.

13. Pourriez-vous fournir des exemples précis, à titre d'éléments de preuve, prouvant l'affirmation des États-Unis, au paragraphe 47 de leur première communication écrite, selon laquelle, en réalité, les États membres ne traitent pas toujours les renseignements tarifaires contraignants délivrés par les autres États membres comme des renseignements contraignants.

Nous renvoyons le Groupe spécial à la pièce US-30, qui est un questionnaire de mars 2005 sur le thème de la "facilitation du commerce" établi par un groupe ayant son siège dans les CE et connu sous le nom de la "Foreign Trade Association" ("FTA"). Comme il est indiqué dans l'introduction, le questionnaire a été envoyé à 70 entreprises membres de la FTA, à la suite de quoi 20 réponses ont été communiquées, qui rendent compte de l'expérience dans cinq États membres différents. En réponse à la question n° 1.4, qui a trait au classement, une entreprise a indiqué que "[l]es renseignements tarifaires contraignants provenant d'Allemagne ne sont pas encore acceptés par d'autres pays de l'UE, en particulier par la Grèce et le Portugal".[23]

Nous renvoyons également le Groupe spécial au rapport du Groupe spécial chargé du différend *Communautés européennes − Classification douanière des morceaux de poulet congelés (plaintes du Brésil et de la Thaïlande)*. Dans cette affaire, il s'agissait de savoir si un produit spécifique devait être classé sous la position tarifaire 0210 ou 0207. Les parties plaignantes se basaient sur le fait que les renseignements tarifaires pertinents délivrés par plusieurs États membres des CE classaient systématiquement le produit sous la position 0210. En réponse les CE ont soutenu "que cette interprétation n'a pas été suivie dans d'autres bureaux de douane des CE".[24]

Enfin, nous renvoyons le Groupe spécial à la pièce US-23, qui est la décision du bureau de douanes principal de Brème (Allemagne), dans l'affaire des doublures opaques pour rideaux et tentures. À la page 4 de cette décision, l'autorité douanière allemande reconnaît que de "[n]ombreuses décisions à caractère contraignant relatives aux droits de douane ont été rendues concernant des marchandises comparables". Sans aucune explication, cependant, l'autorité allemande a refusé de suivre ces décisions et n'a pas établi de distinction entre le produit qui lui était présenté et les produits en question dans ces autres décisions.

14. Au paragraphe 16 de leur première communication écrite, les États-Unis estiment qu'"[i]l n'y a pas, pour ainsi dire, d'autorité douanière. ..., il n'y a pas non plus d'institution des CE chargée de concilier systématiquement les divergences qui peuvent apparaître entre États membres dans l'application de la législation douanière communautaire".[1] Les États-Unis suggèrent-ils que l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige des Membres de l'OMC qu'ils établissent une autorité douanière centrale pour concilier les divergences qui risquent d'apparaître entre les autorités douanières sur l'ensemble du territoire de ce Membre? Dans l'affirmative, veuillez justifier en vous référant aux termes et au sens particuliers des dispositions pertinentes de l'article X:3 a).

[1] *Voir également la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 19, où les États-Unis soutiennent que "la législation douanière des CE est appliquée par 25 autorités*

[23] Foreign Trade Association, questionnaire sur le thème "facilitation du commerce"; la facilitation du commerce dans les États Membres de l'OMC, réponse à la question n° 1.4 (mars 2005) ("questionnaire de la FTA") (pièce US-30).

[24] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes − Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés (plainte du Brésil)*, WT/DS269/R, WT/DS286/R, paragraphe 7.260 (distribué le 20 mai 2005) ("*CE − Morceaux de poulet*").

différentes, entre lesquelles des divergences se produisent inévitablement, et que les CE n'assurent pas la conciliation systématique de telles divergences".

Les États-Unis ne suggèrent pas que l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige des Membres de l'OMC qu'ils établissent une autorité douanière centrale pour concilier les divergences qui peuvent apparaître entre les autorités douanières sur l'ensemble du territoire de ce Membre. Comme il est expliqué dans la réponse à la question n° 10, *supra*, l'établissement d'une telle autorité semble être, pour un Membre de l'OMC, un moyen évident de s'acquitter de son obligation d'application uniforme au titre de l'article X:3 a). Nous n'avons connaissance d'aucun Membre de l'OMC, autre que les CE, qui n'a pas une telle autorité. Dans le même temps, nous n'excluons pas la possibilité qu'il puisse y avoir d'autres moyens de réaliser l'uniformité d'application.

15. Au paragraphe 76 de leur première communication écrite, les États-Unis font observer que les exemples des doublures opaques pour rideaux et tentures et des moniteurs à écran plat à affichage à cristaux liquides à interface vidéonumérique ne sont pas isolés et que les négociants en autres produits ont également rencontré des difficultés pratiques dues au problème systémique de l'application non uniforme de la législation en matière de classification douanière dans les Communautés européennes. Veuillez indiquer quels sont les autres produits auxquels les États-Unis font référence dans cette déclaration et fournir, pour chacun d'eux, des éléments de preuve montrant une application non uniforme.

Nous renvoyons le Groupe spécial à la pièce US-30, le questionnaire de mars 2005 de l'Association du commerce extérieur sur la facilitation du commerce. Dans ce questionnaire, une société interrogée a noté que "les articles ou shorts unisexes sont classés différemment en Italie et en Espagne qu'en Allemagne. Ces articles doivent être importés via l'Allemagne, ce qui occasionne des coûts supplémentaires".[25]

Nous renvoyons également le Groupe spécial à la pièce US-17, où l'on trouvera les conclusions formulées par l'avocat général dans l'affaire *Peacock AG* c. *Hauptzollamt Paderborn,* qui a été portée devant la Cour de justice européenne. Aux paragraphes 7 et 8 de ces conclusions, l'avocat général décrit les faits de la cause, qui comportaient la délivrance de RTC pour cartes réseaux par les autorités douanières du Danemark, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, RTC qui n'ont pas été suivis par les autorités douanières d'Allemagne.

Nous renvoyons également le Groupe spécial (comme dans notre réponse à la question n° 13, *supra*) à l'aveu fait par les CE dans le contexte du différend *CE − Morceaux de poulet*. Dans cette affaire, les CE ont affirmé que les autorités douanières dans certains États membres ont classé le produit en cause différemment des autorités douanières dans d'autres États membres, bien que des RTC aient été délivrés par ces dernières.

Enfin, nous renvoyons le Groupe spécial à la note de bas de page 33 de la première communication écrite des États-Unis. Dans cette note, nous nous référons à une affaire dans laquelle les autorités douanières, en France et en Espagne, ont rendu des décisions différentes sur le point de savoir si du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte devait être classé en tant que système d'irrigation ou en tant que tubes et tuyaux. En fait, la France avait délivré un RTC pour ce produit en 1999, le classant en tant que système d'irrigation sous la position tarifaire 8424 (qui est assortie d'un taux de droit *ad valorem* de 1,7 pour cent). En décembre 2000, quand un importateur de ce même produit a tenté de le faire passer par l'Espagne, les autorités douanières espagnoles n'ont pas tenu compte du RTC délivré par la France et ont classé le produit en tant que tubes et tuyaux, sous la position tarifaire 3717 (qui est assortie d'un taux de droit *ad valorem* de 6,4 pour cent). Les CE disent que cette question a été finalement réglée du fait que la Commission a adopté un règlement concernant le

[25] Questionnaire de la FTA, page 4 (pièce US-30).

classement.[26] Cependant, cela ne change rien au fait que pendant une période d'un an et demi, où un négociant aurait dû pouvoir se fonder, partout dans les CE, sur le RTC délivré par l'autorité douanière d'un État membre donné, il n'a pas été en mesure de le faire.

16. S'agissant de la classification tarifaire, les États-Unis font état d'une application non uniforme pour les doublures opaques pour rideaux et tentures, les moniteurs à écran plat à affichage à cristaux liquides à interface vidéonumérique, les cartes réseau pour ordinateurs personnels, le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte et les articles ou shorts unisexes, exemples dont ils affirment qu'ils illustrent l'application non uniforme des règles douanières des CE.

a) Veuillez fournir tous les éléments de preuve statistiques pertinents et/ou autres éléments d'information montrant la part de l'application non uniforme dans l'application générale du régime douanier des CE en matière de classification tarifaire.

b) Dans quelle mesure les affaires relatives à la classification tarifaire, portant sur les doublures opaques pour rideaux et tentures, les moniteurs à écran plat à affichage à cristaux liquides à interface vidéonumérique, les cartes réseau pour ordinateurs personnels, le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte et les articles ou shorts unisexes: i) sont-elles représentatives de l'application des règles des CE sur la classification tarifaire dans leur ensemble; ii) revêtent-elles de l'importance pour l'application de ces règles; et iii) ont-elles une incidence sur cette application?

L'allégation des États-Unis ne repose pas sur la fréquence statistique de l'application non uniforme de la classification tarifaire. C'est strictement à titre d'exemple que nous avons mentionné des cas particuliers d'application non uniforme de la classification tarifaire, afin de démontrer au Groupe spécial quel est dans le monde réel l'impact de ce qui pourrait passer sans cela pour un problème abstrait et technique.

Ce qui est pertinent, aux fins de l'allégation des États-Unis, c'est *le fait* que des divergences se produisent et ne sont pas conciliées, ce n'est *pas la fréquence* de types particuliers de divergences. Les CE elles-mêmes reconnaissent que des divergences se produisent[27], mais elles font valoir qu'il y a des mécanismes en place pour concilier systématiquement de telles divergences. Les États-Unis ne sont pas d'accord. Le système communautaire d'administration de la législation douanière comprend les autorités douanières respectives des 25 États membres sans aucune autorité ou autre mécanisme central analogue des CE pour en surveiller le fonctionnement et concilier les cas d'application divergente. À la place, il y a un réseau lâche de principes, d'instruments et d'institutions, y compris des lignes directrices non contraignantes, plus des obligations générales de coopération entre États membres, plus des renvois facultatifs de questions au Comité du Code des douanes. Ce réseau lâche de principes, d'instruments et d'institutions n'assure pas l'application uniforme de la législation douanière des CE conformément à l'article X:3 a).

En tout état de cause, ce sont les CE, plutôt que les États-Unis, qui ont probablement à leur disposition les renseignements demandés dans la question. Certes, les États-Unis ne croient pas que le Groupe spécial ait besoin de ces renseignements pour constater que les CE ne s'acquittent de leur obligation d'application uniforme, mais les États-Unis demandent au Groupe spécial d'user du pouvoir qui lui est conféré en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord pour demander des informations pertinentes aux CE. Par exemple, le Groupe spécial pourrait demander aux CE un échantillon statistiquement significatif de RTC et d'autres décisions de classement provenant de différents États

[26] Première communication écrite des CE, paragraphe 364, note 177.
[27] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des CE, paragraphes 144, 238, 396, 401, 426.

membres (y compris des explications sur les fondements de ces décisions) afin de déterminer la fréquence des divergences dans l'application. De plus, les États-Unis appellent l'attention du Groupe spécial sur la pièce US-33, qui est le projet de modernisation du Code des douanes. À la page 4 de ce document, les CE déclarent, en guise d'introduction, qu'"[u]ne étude externe réalisée en 2003 a permis à la Commission d'acquérir une vision plus claire de la situation prévalant dans les États membres, et des coûts et avantages possibles".[28] Les États-Unis ont demandé un exemplaire de cette étude au cours des consultations, mais les CE ont refusé de le communiquer. Les États-Unis suggèrent également que le Groupe spécial demande un exemplaire de cette étude ou tire une inférence du refus des CE de le communiquer.

Les États-Unis rappellent que lorsqu'elle a évalué l'incidence de l'application non uniforme des règles relatives à la valeur en douane, la Cour des comptes a eu accès aux "documents traités par le Comité de la valeur en douane de la Commission, [à des] dossiers d'audit établis par les autorités douanières nationales en matière d'évaluation en douane, [à des] décisions écrites relatives à la valeur en douane, [à des] décisions rendues en appel par les tribunaux et [à des] déclarations en douane proprement dites" qui concernaient plus de 200 entreprises et groupes.[29] Les États-Unis n'ont pu se prévaloir d'un tel accès pour aucune des questions soulevées dans le présent différend. Il est donc difficile de répondre directement à la question du Groupe spécial. Si le Groupe spécial décidait d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord, il pourrait demander des renseignements du type de ceux qui ont été mis à la disposition de la Cour des comptes lorsqu'elle a établi son rapport sur la valeur en douane. Cependant, pour les raisons expliquées plus haut, le Groupe spécial ne devrait pas avoir besoin des renseignements demandés dans la présente question pour conclure que les CE ne s'acquittent pas de l'obligation qui leur incombe d'appliquer la législation douanière d'une manière uniforme.

17. Veuillez formuler des observations sur les arguments ci-après, avancés par les Communautés européennes:

a) Au paragraphe 331 de leur première communication écrite et aux paragraphes suivants, les Communautés européennes affirment que l'affaire des doublures opaques pour rideaux et tentures ne met pas en évidence une absence quelconque d'uniformité dans la pratique des Communautés en matière de classement.

b) Au paragraphe 347 de leur première communication écrite et aux paragraphes suivants, les Communautés européennes affirment qu'elles ont pris des mesures pour garantir une pratique uniforme en matière de classement pour les moniteurs à écran plat à affichage à cristaux liquides à interface vidéonumérique.

L'affirmation des CE selon laquelle l'affaire des doublures opaques pour rideaux et tentures ne met pas en évidence une absence d'uniformité dans la pratique des CE en matière de classement est incorrecte pour plusieurs raisons. Premièrement, les CE présentent les faits d'une manière inexacte quand elles affirment que le produit qui était entre les mains des autorités allemandes n'était pas floqué et qu'il pouvait donc être distingué du produit en cause dans les divers RTC présentés dans la pièce US-22. En fait, la détermination du bureau de douanes de Hambourg, sur laquelle le bureau de douanes de Brème s'est fondé, constatait que le produit comportait "de la tontisse avec fibres

[28] Commission européenne, Direction générale Fiscalité et union douanière, TAXUD/458/2004 − Rev.4, *Projet de modernisation du Code des douanes,* page 4 (11 novembre 2004) (pièce US-33).

[29] Cour des comptes, rapport sur la valeur en douane, paragraphe 10 (pièce US-14).

individuelles".[30] Aux fins de classement, la densité relative de la tontisse ne constituait pas une différence appréciable entre le produit présenté aux autorités allemandes et le produit présenté aux autorités d'autres États membres. En fait, les autorités d'autres États membres ont classé les doublures opaques pour rideaux et tentures sous la sous-position 5907, alors que la tontisse sur la surface du produit résultait d'une "application clairsemée".[31]

Deuxièmement, les CE passent simplement sous silence la déclaration de l'autorité douanière allemande selon laquelle le "[c]lassement des marchandises sous la sous-position 5907 ne pourrait être envisagé que si, conformément à la désignation de cette sous-position: "ou autres tissus", les marchandises n'étaient pas recouvertes d'un revêtement en matière plastique conformément au n° 3921".[32] Cette déclaration était manifestement erronée, comme le montre la note explicative du Système harmonisé qui accompagne la sous-position 5907. Selon cette note, "les tissus visés [sous la sous-position 5907] comprennent … les tissus qui, après avoir été enduits sur toute leur surface de colle (colle au caoutchouc ou autre), *matière plastique*, caoutchouc ou autres matières, sont saupoudrés d'une fine couche de matières diverses, telles que… des tontisses: ces tissus qui imitent principalement la peau de daim ...".[33]

Troisièmement, les CE affirment que les autorités douanières allemandes avaient raison de fonder leur décision relative au classement sur un moyen d'interprétation qui était propre à l'Allemagne et n'était pas uniformément utilisé par les autorités douanières des États membres pour l'application du Tarif douanier commun aux textiles enduits, tels que les doublures opaques pour rideaux et tentures. Ce moyen d'interprétation donnait pour instruction à l'autorité douanière de tenir compte de la densité du produit en fibres.[34] Les CE disent qu'"il n'est fait référence au texte en question que par le bureau de douanes de Hambourg, pas par le bureau de douanes principal de Brème, qui s'est prononcé sur le recours".[35] Cependant, il est évident que le bureau de Brème s'est fondé sur les constatations du bureau de Hambourg et, au demeurant, a mentionné expressément le fait que "[l]e tissu n'est pas fin", allusion apparente à la constatation de Hambourg fondée sur le moyen d'interprétation.[36]

D'une manière plus fondamentale, les CE disent que "le critère de l'absence de finesse du tissu a été développé par analogie avec une autre règle de classement des CE et constitue un facteur pertinent pour déterminer si la matière textile n'est présente que pour renforcer".[37] Le règlement concernant le classement auquel les CE se réfèrent (pièce EC-78) est un règlement concernant le classement des pantalons de ski relevant du chapitre 62 du Tarif. Les règles interprétatives auxquelles il est fait référence dans ce règlement sont pertinentes pour le classement d'un vêtement, mais n'ont aucun sens quand on les applique à un produit tel que les doublures opaques pour rideaux et tentures. Par exemple, les règles tiennent compte du point de savoir si le tissu forme l'intérieur ou l'extérieur du produit, critère qui est pertinent pour un vêtement, mais ne l'est pas pour un produit comme la doublure, qui n'a ni intérieur ni extérieur.

L'aspect particulier de la règle relative aux pantalons de ski sur laquelle l'autorité allemande s'est fondée dans cette affaire était la compacité de l'armure. Cependant, la note 2 a) du chapitre 59 du

---

[30] Lettre du bureau de douanes principal de Hambourg-Waltershof à ORNATA GmbH, 29 juillet 1998 (original et traduction anglaise), page 1, (pièce US-50).

[31] RTC UK103424227 (pièce US-51).

[32] Hauptzollamt Bremen, lettre du 22 septembre 2004 annonçant la décision à Bautex-Stpffre GmbH (original et traduction anglaise) ("décision Bautex-Stoffe"), page 4 (pièce US-23).

[33] Note explicative du Système harmonisé, sous-position 5907 (pièce US-48).

[34] *Voir en général* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 72.

[35] Première communication écrite des CE, paragraphe 342.

[36] Décision Bautex-Stoffe, page 4 (pièce US-23).

[37] Première communication écrite des CE, paragraphe 343.

Tarif douanier commun rend expressément ce critère non pertinent pour le classement des tissus enduits. Ainsi, il y est indiqué que la position 5903 comprend "les tissus imprégnés, enduits ou recouverts de matière plastique ou stratifiés avec de la matière plastique, *quel qu'en soit le poids au mètre carré* et quelle que soit la nature de la matière plastique …".

En somme, contrairement à ce qu'affirment les CE, l'affaire des doublures opaques pour rideaux et tentures met en évidence un manque d'uniformité dans la pratique suivie dans les CE en matière de classement étant donné 1) que les autorités d'autres États membres ont classé le produit en cause sous la position 5907, alors même que la tontisse est clairsemée; 2) que la décision d'exclure le produit de la position 5907 en raison de l'existence d'une enduction plastique était absolument contraire à la note explicative applicable du Système harmonisé; et 3) que l'autorité douanière allemande s'est finalement fondée sur un moyen d'interprétation auquel aucune autorité d'un autre État membre n'a recours pour classer le produit en cause, et les CE soutiennent que ce recours à un moyen d'interprétation spécifique à un État membre, fondé sur une analogie avec des règles qui concernent un produit entièrement différent, est justifiable en droit communautaire, quand bien même les termes du moyen d'interprétation, tels qu'ils ont été appliqués, contredisent directement les notes applicables du chapitre du Tarif.

En ce qui concerne les moniteurs à affichage à cristaux liquides, ("LCD") à interface vidéonumérique ("DVI"), il est important de noter que les CE n'allèguent pas qu'elles assurent "une pratique uniforme en matière de *classement*". Elles disent qu'elles ont pris des mesures afin d'"assurer une pratique uniforme".[38] La différence est importante et met en évidence le fait que les CE n'ont pas remédié à l'absence d'uniformité en ce qui concerne l'application par les États membres du Tarif douanier commun aux moniteurs à affichage à cristaux liquides à interface vidéonumérique.

Ce que les CE ont fait, c'est adopter un règlement qui suspend provisoirement les droits sur certains moniteurs à cristaux liquides à interface vidéonumérique, indépendamment de leur classement. La suspension provisoire des droits ne s'applique qu'aux moniteurs d'une taille inférieure à une taille seuil spécifiée. Les moniteurs au-dessus de ce seuil continuent d'être soumis à des classements qui divergent d'un État membre à un autre, ce que les CE ne contestent pas.

Les CE se réfèrent à un règlement distinct (présenté dans la pièce EC-85) qui classe les moniteurs d'un type particulier sous la position 8528.[39] Cependant, les moniteurs en question dans cette disposition ont une taille inférieure à la taille seuil spécifiée dans le règlement relatif à la suspension des droits. En d'autres mots, le règlement distinct relatif au classement ne fait rien pour remédier au classement non uniforme des moniteurs d'une taille supérieure à la taille seuil spécifiée dans le règlement relatif à la suspension des droits.

Curieusement, le règlement présenté dans la pièce EC-85 dit que le "[c]lassement sous la position 8471 60 est exclu étant donné que le moniteur n'est pas du type exclusivement ou principalement utilisé dans un système automatisé de traitement de l'information …". Ainsi, dans cette affaire, la Commission a appliqué le critère de l'usage exclusif ou principal, comme indiqué dans la note 5 du chapitre 84 du Tarif douanier commun. En revanche, la conclusion du Comité du Code des douanes à laquelle les CE se réfèrent au paragraphe 353 de leur première communication écrite exige qu'un importateur démontre qu'"un moniteur est destiné à être utilisé *exclusivement* avec une machine automatique de traitement de l'information" pour être classé sous la position 8471.

Comme nous l'avons expliqué dans notre déclaration orale lors de la première réunion du Groupe spécial, la conclusion du Comité du Code des douanes, qui abandonne le critère de l'usage exclusif ou principal énoncé dans le Tarif douanier commun en faveur d'un critère de l'usage exclusif,

[38] Première communication écrite des CE, paragraphe 356.
[39] Première communication écrite des CE, paragraphe 361.

nuit à l'uniformité au lieu de la favoriser.[40] Les autorités des États membres sont maintenant confrontées à deux critères contradictoires pour classer les moniteurs à affichage à cristaux liquides à interface vidéonumérique pour machines automatiques de traitement de l'information − le critère de l'usage exclusif ou principal dans les notes du chapitre du Tarif ou le critère de l'usage exclusif dans la conclusion du Comité du Code des douanes. Assurément, quand elles disent que le classement par les Pays-Bas des marchandises en cause en tant que moniteurs vidéo est "conforme à la Nomenclature combinée, comme l'a confirmé le Comité du Code des douanes", les CE disent implicitement qu'il y a plus d'un classement des mêmes marchandises qui peut être conforme à la Nomenclature combinée.

Pour les raisons ci-dessus, les mesures que les CE ont prises n'assurent pas une pratique uniforme en matière de classement, étant donné que des critères non uniformes sont employés en ce qui concerne les moniteurs à affichage à cristaux liquides à interface vidéonumérique pour machines automatiques de traitement de l'information.

18. Veuillez répondre à l'affirmation des Communautés européennes, au paragraphe 345 de leur première communication écrite, selon laquelle "les États-Unis ont eux-mêmes des difficultés à classer [les doublures opaques pour rideaux et tentures]. En fait, le Bureau de douanes de New York a d'abord classé [les doublures opaques pour rideaux et tentures] sous la position tarifaire 5903.90.25.00 du tarif douanier harmonisé des États-Unis (HTSA). Cette décision a dans un premier temps été confirmée par l'Office central des douanes des États-Unis. En 2004, ces décisions ont été annulées par l'Office central des douanes, qui a décidé que cette classification était erronée et a classé la marchandise sous la position 5907.00.6000 du HTSA."

Les États-Unis notent, d'emblée, que les mesures des services administratifs des États-Unis ne sont pas en cause dans le présent différend. Néanmoins, afin d'éclairer les questions controversées, les États-Unis communiquent la réponse suivante.

Conformément au règlement du Service des douanes (19 CFR 177.1), une décision était demandée concernant le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures. La lettre de décision de New York (NY) H81427, datée du 15 août 2001, a été délivrée en réponse à la demande. Dans la NY H81427, les doublures opaques pour rideaux et tentures ont été classées sous la position 5903 du Tarif douanier harmonisé des États-Unis (TDHEU). Dans la décision NY H81427, les doublures opaques pour rideaux et tentures étaient exclues du classement sous la position 5907 du Tarif douanier harmonisé, parce qu'il a été estimé, à la suite d'une analyse en laboratoire, que la couche de tontisse n'était pas perceptible à l'œil nu. La note 5 a) du chapitre 59 exclut les tissus enduits du classement sous la position 5907 du Tarif douanier harmonisé si l'enduction n'est pas perceptible à l'œil nu.

Une demande de réexamen de la décision NY H81427 a été présentée conformément au règlement des douanes (19 CFR 177.12). Dans la lettre de décision du Siège (HQ) 965343, datée du 30 juillet 2002, la décision initiale a été confirmée. Il y était noté que, conformément à l'analyse de laboratoire, la tontisse textile n'était pas perceptible à l'œil nu et il a été déterminé que les doublures opaques pour rideaux et tentures devaient être classées sous la position 5903 du Tarif douanier harmonisé.

Une demande a été ensuite présentée aux fins de réexamen de la décision HQ 965343. Une analyse de laboratoire supplémentaire a été ensuite effectuée. Cette décision reposait sur un deuxième rapport du laboratoire qui indiquait la présence de tontisse textile perceptible à l'œil nu. Cette analyse démontrait également que la matière textile avait été enduite d'une couche de plastique sur laquelle avait été appliquée une couche de tontisse textile.

[40] Déclaration orale des États-Unis, première réunion du Groupe spécial, paragraphe 28.

À la lumière de ces nouveaux renseignements, un avis proposant de révoquer la décision précédente a été publié, conformément à la loi américaine (19 USC 1625 c)) dans le *Customs Bulletin*, volume 38, numéro 6, le 4 février 2004. Un délai de 30 jours a été donné aux parties intéressées pour présenter leurs observations sur l'annulation proposée et/ou signaler toute décision concernée qui n'aurait pas été mentionnée dans l'avis. Aucune observation n'a été reçue à la suite de l'avis.

Dans la décision HQ 966508, datée du 17 mars 2004, la décision HQ 965343 et la décision NY H81427 ont été annulées conformément au règlement des douanes (19 CFR 177.12). Les abrogations ont pris effet 60 jours civils après l'avis final. Les doublures opaques pour rideaux et tentures ont été reclassées sous la position 5907 du Tarif douanier harmonisé.

Il n'y a eu, à aucun moment aux États-Unis, au cours de la procédure qui vient d'être décrite, des décisions contradictoires concernant les doublures opaques pour rideaux et tentures. Le Service des douanes des États-Unis a appliqué une procédure transparente, y compris au moyen d'un avis au public, qui expliquait pleinement la modification proposée et offrait au public une occasion de présenter des observations sur sa proposition.

19. Veuillez répondre à l'affirmation faite par les Communautés européennes au paragraphe 362 de leur première communication écrite, selon laquelle "les autorités douanières des États-Unis ont également eu des difficultés à classer correctement les moniteurs ACL. Par exemple, dans une décision du 3 juin 2003, le Service des douanes des États-Unis a constaté qu'il n'était pas possible de déterminer la fonction principale d'un type particulier de moniteur ACL et a donc décidé de le classer sous la position 8528 en application de la note interprétative générale 3 c), qui prévoit le classement dans la position placée la dernière par ordre de numérotation".

Les États-Unis notent, d'emblée, que les mesures des services administratifs des États-Unis ne sont pas en cause dans le présent différend. Néanmoins, afin d'éclairer les questions qui font l'objet du différend, les États-Unis communiquent la réponse suivante:

Lorsqu'il a à se prononcer sur le classement des moniteurs à affichage à cristaux liquides, le Service des douanes des États-Unis applique les dispositions prescrivant de les classer en tant que machines automatiques de traitement de l'information au sens de la note 5 B) du chapitre 84 du Système harmonisé. Les moniteurs multimédias répondent aux critères de la note 5 B) b) et 5 B) c). Pour parvenir à ses décisions concernant le classement, le Service des douanes des États-Unis a d'abord cherché à s'assurer que le moniteur satisfaisait au critère de la note 5 B) a) sur le point de savoir s'il est ou non utilisé exclusivement ou principalement avec un système automatisé de traitement de l'information et si le moniteur est également classé *prima farcie* sous une autre position (par exemple, la position 8528, en tant que moniteur vidéo). Dans toutes ses décisions administratives sur cette question, le Service des douanes des États-Unis applique les précédents juridictionnels pour déterminer l'"usage principal".

La décision à laquelle il est fait référence au paragraphe 362 de la première communication écrite des CE a été soumise pour examen conformément au règlement du Service des douanes des États-Unis (*voir* 19 CFR, partie 177). Le Service des douanes a constaté que le moniteur en cause était une combinaison de machines selon la définition de la note 3 de la section XVI du Système harmonisé, parce qu'il remplit les fonctions à la fois d'un moniteur destiné au traitement automatique de l'information et d'un moniteur vidéo. Après avoir examiné tous les éléments de preuve fournis, le Service des douanes a constaté qu'il n'était pas possible d'établir une fonction principale du moniteur en cause. En conséquence, les douanes ont suivi les instructions des notes explicatives générales relatives à la section XVI, dont le passage pertinent indique ce qui suit: "Dans le cas où il n'est pas possible de déterminer la fonction principale, et en l'absence de dispositions contraires visées dans le

libellé de la note 3 de la section XVI, il y a lieu de faire application de la Règle générale interprétative 3 c)".

Les moniteurs ont des spécifications techniques qui déterminent leur utilisation. L'"usage exclusif ou principal" est le critère que le texte du Système harmonisé spécifie pour le classement de ces machines. En l'espèce, le négociant n'a pas pu apporter la preuve de l'usage principal en tant que moniteur destiné au traitement automatique de l'information. En conséquence, sur la base du SH, le résultat correct est d'appliquer la règle interprétative générale 3 c).

20. Concernant la note de bas de page 33 de la première communication écrite des États-Unis, où les États-Unis font état d'exemples de décisions divergentes, rendues, d'après leurs allégations, dans les États Membres à propos du classement des cartes réseau pour ordinateurs personnels et du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte, veuillez répondre aux observations formulées par les Communautés européennes à la note de bas de page 177 de leur première communication écrite au sujet de ces deux produits.

En ce qui concerne aussi bien l'exemple des cartes réseau que l'exemple du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte, le commentaire des CE est que la question a été réglée. En ce qui concerne le premier cas, elle a été réglée à la suite d'un litige qui a finalement abouti à une décision de la Cour de justice européenne, et dans le second, elle l'a été à la suite de l'adoption d'un règlement de la Commission. Cependant, ces observations masquent le fait que dans les deux cas un élément capital de l'ensemble d'instruments destinés à assurer l'application uniforme des règles relatives au classement, tel qu'il est décrit par les CE − l'obligation faite aux États membres d'honorer les RTC délivrés par d'autres États membres − n'a pas fonctionné de la manière dont les CE affirment qu'il devrait fonctionner. Bien que le RTC délivré par un État membre soit en principe contraignant pour tous les États membres, aussi bien l'exemple des cartes réseau que l'exemple du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte représentent des cas dans lesquels un ou plusieurs membres n'ont pas considéré comme contraignant un RTC délivré par d'autres États membres. Il en est ainsi nonobstant le fait que les problèmes ont sans doute été finalement réglés.

21. Aux paragraphes 51 et 52 de leur première communication écrite, les États-Unis estiment que la structure du système de renseignements tarifaires contraignants prévu par la législation communautaire permet aux demandeurs de "sélectionner" entre les États membres, en se servant uniquement des renseignements tarifaires contraignants qui sont favorables. Veuillez fournir des éléments de preuve montrant que cette "sélection" a lieu dans la pratique.

Les CE elles-mêmes reconnaissent qu'il y a en pratique une sélection. Par exemple, dans le rapport du Groupe spécial sur l'affaire *CE − Morceaux de poulet*, le Groupe spécial, résumant l'argument des CE, a dit, les Communautés européennes "ajoutent qu'il est possible, selon le droit communautaire, de retirer une demande de RTC dans les cas où l'importateur considère que le résultat ne sera pas favorable".[41] De plus, dans leur mémoire explicatif accompagnant le projet de modernisation du Code des douanes, les CE disent, "[I]l est proposé que l'effet contraignant de la décision [c'est-à-dire du RTC] s'applique également au(x) titulaire(s) de la décision afin d'éviter que le Système ne soit utilisé que lorsque le demandeur est satisfait du résultat".[42]

[41] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes − Morceaux de poulet*, paragraphe 7.261 (citant la deuxième communication écrite des CE, paragraphe 51; réponse des CE à la question n° 17 du Groupe spécial).

[42] Commission européenne, Direction générale Fiscalité et union douanière, TAXUD/447/2004 Rev.2, *Introduction explicative au Code des douanes modernisé,* page 12 (24 février 2005) (pièce US-32).

Une simple interrogation de la base de données RTCE donne de puissants indices d'une sélection. Elle montre que la délivrance des RTC est fortement biaisée en faveur de certains États membres. La base de données permet à un chercheur de savoir combien de RTC chaque État membre a délivré à partir d'une certaine date au cours d'une période spécifiée. Ainsi, si on demande combien de RTC l'Allemagne a délivré à partir d'une certaine date entre le 1er janvier et le 31 décembre 2004, le résultat de la recherche indique que 12 731 RTC ont été délivrés. À partir de là, les chiffres accusent une baisse spectaculaire. L'Italie a délivré 232 RTC; la Grèce 1; la Belgique en a délivré 451.[43] Ce biais révèle, de la part des importateurs, une sélection stratégique des États membres dans lesquels ils présentent leurs demandes de RTC.

Enfin, la pratique de la sélection est confirmée par le fait que les importateurs contactent régulièrement les attachés commerciaux des ambassades des États-Unis dans les États membres des CE pour savoir à quelles autorités il est préférable de s'adresser pour demander un RTC.

22. Au paragraphe 131 de leur première communication écrite, les États-Unis estiment que le problème posé par la prise de décisions dans le cadre du Comité du Code des douanes est amplifié par le récent élargissement des Communautés européennes à 25 États Membres. Les États-Unis ont-ils des éléments de preuve concrets indiquant que la prise de décisions est plus difficile depuis l'élargissement? Dans l'affirmative, veuillez fournir tous les éléments de preuve pertinents au Groupe spécial.

Étant donné le processus décisionnel du Comité, tel qu'il est décrit aux paragraphes 121 à 132 de la première communication écrite des États-Unis, il est évident que, telle qu'elle fonctionne, la prise de décisions est devenue plus difficile. De plus, nous renvoyons le Groupe spécial au paragraphe 131 de notre première communication écrite, dans lequel nous citons un haut fonctionnaire des CE qui a dit qu'"organiser une décision majoritaire sera plus difficile, puisqu'il faudra négocier avec 25 − au lieu de 15 − États membres". Ce haut fonctionnaire est familier du processus décisionnel et se trouve certainement dans une position où il peut avoir une idée des difficultés que poserait l'élargissement.

23. Veuillez expliquer clairement si et, dans l'affirmative, en quoi les déclarations ci-après démontrent l'existence d'une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, en vous référant aux termes et au sens particuliers des dispositions pertinentes de l'article X:3 a):

a) Au paragraphe 86 de leur première communication écrite, s'agissant du traitement des redevances, les États-Unis font observer que la Cour des comptes européenne "a constaté que, dans un certain nombre de cas, différents États Membres calculaient les redevances différentes pour la valeur en douane de biens identiques importés par la même société".

b) Au paragraphe 87 de leur première communication écrite, s'agissant de l'évaluation sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente, les États-Unis font observer que la Cour des comptes européenne "a constaté que les autorités de certains États membres exigeaient des importateurs qu'ils obtiennent une autorisation préalable pour l'évaluation sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente, alors que les autorités des autres États n'imposaient pas cette prescription".

[43] *Voir* http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/dds/cgi-ben/ebtiquer?Lang=EN (consulté pour la dernière fois le 23 septembre 2005).

c) Au paragraphe 88 de leur première communication écrite, concernant les coûts de réparation de véhicules sous garantie, les États-Unis notent que "[d]ans un État membre au moins – l'Allemagne –, la Cour a constaté que les autorités douanières déduisaient la valeur des réparations entreprises sur le territoire communautaire et remboursées par le vendeur étranger de la valeur en douane des véhicules importés. D'autres États Membres – en particulier l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni – ont rejeté les demandes visant à obtenir une réduction semblable de la valeur en douane.

d) Aux paragraphes 96 et 97 de leur première communication écrite, les États-Unis font observer que la Cour des comptes "a constaté que les autorités des différents États membres adoptaient des approches différentes concernant les [vérifications de la valeur en douane effectuées après la mise en libre pratique des marchandises] … Dans le cas d'un État membre au moins, la Cour a constaté que les autorités douanières n'étaient pas du tout habilitées à procéder à des vérifications après l'importation, sauf en cas de fraude. Même s'agissant des États dans lesquels les autorités étaient autorisées à procéder à des vérifications après l'importation, la Cour a constaté des différences dans les pratiques de travail."

Chacune de ces déclarations décrit un cas d'incohérence dans l'application de la législation douanière des CE en matière d'évaluation en douane. Dans chaque cas, l'incohérence était considérable, affectant le montant des droits de douane auxquels les importateurs ont été finalement assujettis. Ces cas d'incohérence, plus d'autres auxquels il a été fait référence par les États-Unis, illustrent le manquement des CE à l'obligation qui leur incombe d'appliquer d'une manière uniforme la législation douanière des CE.

Les termes spécifiques de l'article X:3 a) en cause sont "appliquera" et "uniforme". Nous expliquons le sens de ces termes aux paragraphes 32 à 38 de notre première communication écrite. En particulier, le sens ordinaire d'"appliquer" est "mettre en œuvre ou conduire un mandat, des affaires," et le sens ordinaire du terme "uniforme" est "sous une forme, d'un caractère ou d'une nature invariable; qui reste le même dans des lieux différents ou des circonstances différentes, ou à des moments différents". Dans chacun des cas susmentionnés, la législation des CE relative à l'évaluation a été "mise en œuvre" − au sens où des mesures d'application générale ont été appliquées à des personnes particulières − d'une manière qui ne "rest[ait] [pas] la même dans des lieux différents". Au contraire, elle variait d'un État membre à un autre.

24. Au sujet des quatre aspects du régime douanier des CE concernant l'évaluation en douane dont les États-Unis allèguent qu'ils montrent que les règles douanières communautaires ne sont pas appliquées d'une manière uniforme dans les Communautés européennes (à savoir, les parties liées; les redevances; l'évaluation sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente; et les coûts de réparation de véhicules sous garantie):

a) Veuillez fournir tous les éléments de preuve statistiques pertinents et/ou autres éléments d'information montrant la part de l'application non uniforme dans l'application générale du régime douanier des CE en matière d'évaluation en douane.

b) Dans quelle mesure les exemples auxquels les États-Unis font spécifiquement référence dans leur première communication écrite (concernant les parties liées, les redevances, l'évaluation sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente et les coûts de réparation de véhicules sous garantie): i) sont-ils représentatifs de l'application des règles des CE sur l'évaluation en douane dans

leur ensemble; ii) revêtent-ils de l'importance pour l'application de ces règles; et iii) ont-ils une incidence sur cette application?

L'allégation des États-Unis ne repose pas sur la fréquence statistique de l'application non uniforme en ce qui concerne l'évaluation en douane. C'est strictement à titre d'exemple que nous avons mentionné des cas particuliers d'application non uniforme en matière d'évaluation en douane, afin de démontrer au Groupe spécial l'impact que peut avoir dans le monde réel ce qui pourrait passer sans cela pour un problème abstrait et technique.

Aux fins de l'allégation des États-Unis, ce qui est pertinent c'est *le fait* que des divergences se produisent et ne sont pas conciliées, *pas la fréquence* de types particuliers de divergences. Les CE elles-mêmes reconnaissent que des divergences se produisent[44] mais font valoir qu'il y a des mécanismes en place pour concilier systématiquement de telles divergences. Les États-Unis ne sont pas d'accord. Le système communautaire d'administration de la législation douanière comprend les autorités douanières respectives des 25 États membres sans autorité ou autre mécanisme communautaire central analogue pour en surveiller le fonctionnement et concilier les divergences dans l'application. Au contraire, il y a un réseau lâche de principes, d'instruments et d'institutions, y compris de directives non contraignantes, plus des obligations générales de coopération entre États membres, plus des renvois facultatifs de questions au Comité du Code des douanes. Ce réseau lâche de principes, d'instruments et d'institutions n'assure pas l'application uniforme de la législation douanière des CE, telle qu'elle est prescrite à l'article X:3 a).

En tout état de cause, ce sont les CE, plutôt que les États-Unis, qui ont sans doute à leur disposition les renseignements demandés dans la question. Certes, les États-Unis ne croient pas que le Groupe spécial ait besoin des renseignements en question pour constater que les CE ne s'acquittent pas de leur obligation d'application uniforme, mais les États-Unis au Groupe spécial d'user du pouvoir qui lui est conféré en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord pour demander les renseignements pertinents aux CE. Par exemple, le Groupe spécial pourrait demander aux CE des renseignements du type de ceux qui ont permis à la Cour des comptes de faire les constatations formulées dans son rapport sur la valeur en douane (pièce US-14).

Les États-Unis rappellent que pour évaluer l'incidence de l'application non uniforme en ce qui concerne les règles d'évaluation, la Cour des comptes a eu accès aux "documents traités au Comité de l'évaluation en douane de la Commission, [aux] dossiers d'audit établis par les autorités douanières nationales en matière d'évaluation en douane, [aux] décisions écrites relatives à la valeur en douane, [aux] décisions rendues en appel par les tribunaux et [aux] déclarations en douane proprement dites" pour plus de 200 entreprises et groupes.[45] Les États-Unis n'ont eu le bénéfice d'un tel accès pour aucune des questions soulevées dans le présent différend. Il est donc difficile de répondre directement à la question du Groupe spécial. Si le Groupe spécial décidait d'user du pouvoir qui lui est conféré en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord, il pourrait demander des renseignements du type de ceux qui étaient à la disposition de la Cour des comptes quand elle a établi son rapport sur la valeur en douane.

De plus, les États-Unis appellent l'attention du Groupe spécial sur la pièce US-33 qui est le projet de modernisation du Code des douanes des CE. À la page 4 de ce document, les CE disent, à titre d'introduction, qu'"[u]ne étude externe réalisée en 2003 a permis à la Commission d'acquérir une vision plus claire de la situation prévalant dans les États membres, et des coûts et avantages possibles".[46] Les États-Unis ont demandé un exemplaire de cette étude au cours des consultations, mais les CE ont refusé de le communiquer. Les États-Unis suggèrent également que le Groupe

[44] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des CE, paragraphes 144, 238, 396, 401, 426.
[45] Cour des comptes, rapport sur la valeur en douane, paragraphe 10 (pièce US-14).
[46] *Projet de modernisation du Code des douanes,* page 4 (pièce US-33).

spécial demande un exemplaire de cette étude ou tire une inférence du refus des CE de le fournir. Cependant, pour les raisons indiquées plus haut, le Groupe spécial ne devrait pas avoir besoin des renseignements demandés dans la présente question pour conclure que les CE ne s'acquittent pas de leur obligation d'appliquer d'une manière uniforme la législation douanière.

25. Veuillez répondre à l'affirmation faite par les Communautés européennes au paragraphe 397 de leur première communication écrite, selon laquelle les différences qui existaient entre les États membres dans le traitement des coûts de réparation de véhicules sous garantie ont été réglées par le Règlement (CE) n° 444/2002 de la Commission, du 11 mars 2002 (pièce EC-89).

Bien que le règlement cité par les CE ne semble pas viser la question du traitement des coûts de réparation des véhicules sous garantie, ce qui est remarquable c'est qu'il a fallu aux CE 12 ans pour régler ce problème. La Cour des comptes note dans son rapport que l'incohérence en cause a été portée pour la première fois à l'attention de la Commission en 1990.[47] Un système qui fait qu'un problème lié à l'absence d'uniformité dans l'application est résolu 12 ans après avoir été porté à l'attention de l'autorité compétente ne peut guère satisfaire à la prescription énoncée à l'article X:3 a). Nous notons également que c'est là la seule incohérence signalée dans le rapport de la Cour des comptes que les CE affirment avoir résolue. Les CE tentent, sans succès, d'évacuer en les expliquant quatre grands domaines, signalés par la Cour des comptes, dans lesquels il n'y a pas d'uniformité d'application (traitement des redevances; conditions dans lesquelles une vente autre que la dernière vente qui a conduit à l'introduction des marchandises dans les CE peut servir de base aux fins de l'évaluation en douane; vérification de la valeur en douane; et formulation de directives, de nature contraignante, relatives à la valeur en douane), mais ne nient pas l'existence d'un manque d'uniformité dans ces domaines.

26. Veuillez fournir des éléments de preuve concrets pour étayer l'affirmation figurant au paragraphe 25 et aux paragraphes 90 à 92 de la première communication écrite des États-Unis, selon laquelle les différents États membres ont adopté des positions différentes sur la question de savoir si un importateur était lié aux sociétés non ressortissantes des CE qui fabriquaient ses produits, aux fins de l'évaluation en douane.

La description qui figure au paragraphe 25 et aux paragraphes 90 à 92 de la première communication écrite des États-Unis repose sur un exposé des faits présenté par l'importateur en question. En raison de préoccupations liées au litige en instance sur l'affaire en cause et étant donné la nature commercialement sensible des renseignements que contiendraient les pièces justificatives, l'importateur a refusé de communiquer pour l'instant la documentation.

Cependant, une décision du Médiateur européen (pièce US-52) confirme la description, présentée dans les paragraphes susmentionnés de la première communication écrite des États-Unis, de l'application non uniforme de la législation communautaire relative à l'évaluation en douane. L'importateur en question confirme qu'il s'agit de la société décrite dans cette décision. La plainte de l'importateur concernant l'absence d'uniformité dans l'application, par les autorités douanières espagnoles et les autorités néerlandaises, des règles communautaires sur l'évaluation en douane, est résumée à partir de la page 2.

Ce qui est particulièrement révélateur dans ce résumé, c'est la description de la façon dont la Commission a traité la plainte de la société quand elle a été portée à son attention en septembre 2000. Au lieu de renvoyer la question au Comité du Code des douanes, la Commission a répondu trois mois plus tard que "les questions d'interprétation soulevées par le plaignant étaient un problème relevant des autorités douanières nationales, et que [la Commission] n'était aucunement tenue d'entreprendre

[47] Cour des comptes, rapport sur la valeur en douane, paragraphes 73 et 74 (pièce US-14).

un examen détaillé d'affaires particulières extrêmement spécifiques, car c'était là la tâche des administrations nationales".[48] Lorsque la société, un an plus tard, a expressément demandé un renvoi au Comité, la Commission a "rejeté l'idée".[49] La société a renouvelé sa demande en janvier 2002 et deux ans plus tard elle n'avait pas encore reçu de réponse de la Commission. La décision du Médiateur indique qu'à la suite d'une réunion entre des représentants de la société et des fonctionnaires de la Direction Fiscalité et Union douanière de la Commission, en mai 2004, le plaignant a dit qu'"il ne souhaitait plus donner suite à sa plainte".[50] Cependant, cela n'indique pas que le problème sous-jacent du manque d'uniformité a été effectivement réglé. Le fait que la société poursuit son action en recours auprès des tribunaux espagnols indique qu'en réalité il n'en est rien.

Enfin, il est remarquable que si les CE qualifient le problème de "relativement complexe"[51], elles ne contestent pas les faits essentiels tels qu'ils sont décrits par les États-Unis. Elles ne contestent donc pas que cette affaire concerne l'application divergente, à un importateur particulier, de règles communautaires relatives à l'évaluation en douane pour déterminer si les contrats de cet importateur avec des vendeurs extérieurs aux CE donnaient lieu à une influence dominante.

27. Au sujet de la transformation sous douane, les États-Unis sont-ils préoccupés par les différences perçues en ce qui concerne le critère de fond utilisé par les États membres pour déterminer si les conditions économiques justifient une transformation sous douane et/ou sont-ils préoccupés par l'application du critère des conditions économiques par les États membres? Dans le second cas, veuillez fournir des éléments de preuve concrets pour étayer l'allégation selon laquelle cette application est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Cette question met en évidence ce qu'a de fallacieux le refus des CE de reconnaître que des mesures peuvent aussi servir à l'application d'autres mesures. La transformation sous douane est un régime prévu à l'article 130 du Code des douanes communautaire. Lorsqu'un importateur est autorisé à recourir à ce régime, il peut amener les marchandises sur le territoire des CE sans avoir à payer de droits, exécuter certaines opérations sur ces marchandises et mettre en libre pratique les marchandises résultant de ces opérations en acquittant un droit au taux applicable aux marchandises ainsi obtenues. Ainsi, l'article 130 est de toute évidence un "règlement […] qui vise les … taux des droits de douane … à l'importation …" au sens de l'article X:1 du GATT. En tant que tel, il doit être appliqué d'une manière uniforme, conformément à l'article X:3 a) du GATT.

En vertu du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application, les autorités douanières doivent procéder à une évaluation des "conditions économiques" pour déterminer si certaines demandes relatives à la transformation sous douane devraient recevoir une suite favorable. La manière dont les différentes autorités des États membres appliquent cette mesure d'application générale est parfois décrite dans des manuels ou des bulletins ou d'autres documents spécifiques des États membres. Ces documents expliquent comment les États membres appliquent les règlements communautaires relatifs à la transformation sous douane.

Les manuels ou les bulletins qui expliquent comment les différents États membres appliquent les règlements communautaires relatifs à la transformation sous douane remplissent une fonction administrative. C'est-à-dire qu'ils prescrivent la manière dont d'autres lois − certains articles du Code des douanes communautaire et de son Règlement d'application − seront mises en œuvre. Dans la

[48] Décision du Médiateur européen relative à la plainte 128/2004/OV contre la Commission européenne, page 2 (2 juin 2004) (pièce US-52).
[49] Décision du Médiateur européen relative à la plainte 128/2004/OV contre la Commission européenne, page 2 (2 juin 2004) (pièce US-52).
[50] Décision du Médiateur européen relative à la plainte 128/2004/OV contre la Commission européenne, page 2 (2 juin 2004) (pièce US-52).
[51] Première communication écrite des CE, paragraphe 407.

mesure où les manuels ou les bulletins respectifs des États membres prescrivent des moyens différents de donner effet aux règles communautaires, ils constituent un élément de preuve de l'absence d'uniformité dans l'application de ces règles. Pour exprimer cela dans les termes indiqués dans la question du Groupe spécial, les États-Unis sont préoccupés par l'absence d'uniformité dans l'application du critère des conditions économiques par les autorités respectives des différents États membres, et cette absence d'uniformité ressort clairement des explications de fond données par les manuels et les bulletins qui prescrivent comment le critère doit être appliqué dans les différents États membres.

Afin d'illustrer cette absence d'uniformité, nous avons mis en regard la directive du Royaume-Uni relative à l'application du critère des conditions économiques et la directive française.[52] Nous avons démontré qu'en vertu de la directive du Royaume-Uni, un demandeur doit fournir la preuve à la fois de l'incidence sur son entreprise et de "l'incidence sur tout autre producteur communautaire des marchandises importées".[53] En revanche, en vertu de la directive française, tout ce qu'un demandeur a besoin de faire, c'est de présenter un élément de preuve montrant qu'une activité de transformation est créée ou maintenue dans la Communauté.[54]

Les CE disent que la directive française "se réfère également au critère relatif à l'absence de préjudice causé aux concurrents dans les CE".[55] Les CE renvoient le Groupe spécial au paragraphe 78 de la directive française (pièce US-35). Cependant, cette référence est simplement une paraphrase servant à introduire certaines dispositions tirées du Code des douanes communautaire. Après l'introduction, le bulletin précise que le critère des conditions économiques sera appliqué conformément aux modalités ci-après ("il s'effectue selon les modalités définies ci-après"). Comme il est expliqué dans la première communication écrite des États-Unis, la modalité pertinente (au paragraphe 83) ne fait pas référence au préjudice causé aux producteurs communautaires.

28. Au paragraphe 400 de leur première communication écrite, les Communautés européennes estiment que les questions touchant la vérification ne font pas partie des procédures douanières. Veuillez formuler des observations sur ce point.

Nous notons, tout d'abord, que l'affirmation des CE n'est assortie d'aucune explication. Les CE ne fournissent aucune base pour appuyer l'idée que les problèmes de vérification ne font pas partie des procédures douanières.

Deuxièmement, les CE semblent se fonder sur une définition excessivement étroite des "procédures douanières". À la première réunion du Groupe spécial, nous avons cru comprendre que les CE disaient qu'elles entendaient par "régimes douaniers" l'expression définie à l'article 4(16) du Code des douanes communautaire. Cette disposition définit les "régimes douaniers" comme s'entendant des huit modes de traitement différents dont les marchandises peuvent faire l'objet au moment de l'importation sur le territoire communautaire (y compris, par exemple, la mise en libre pratique et la transformation sous douane). L'expression a un sens particulier spécifique au contexte du Code. Cependant, dans d'autres contextes, les CE emploient l'expression "procédures douanières" dans un sens plus large, plus générique. Par exemple, comme nous l'avons expliqué dans notre déclaration à la première réunion du Groupe spécial, l'Accord commercial régional des CE avec le Chili dispose que "les dispositions et procédures douanières … doivent reposer sur … l'application de techniques douanières modernes, notamment … les méthodes de vérification comptable des sociétés …".[56]

---

[52] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 105 à 107.
[53] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 105.
[54] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 107.
[55] Première communication écrite des CE, paragraphe 415.
[56] Déclaration liminaire des États-Unis, première réunion du Groupe spécial, paragraphe 53.

Troisièmement, que les vérifications à posteriori soient ou non caractérisées comme un régime douanier, il est évident que ces vérifications sont des instruments d'application de la législation douanière des CE. Lorsque cet ensemble sous-jacent de règles est la législation douanière des CE, les procédures de vérification à posteriori sont des instruments d'application de cette législation. Dans la mesure où différents États membres utilisent des procédures différentes aux fins de vérification à posteriori, ils appliquent différemment la législation sous-jacente. Les CE balayent d'un revers de la main toute différence, les qualifiant de "mineures par nature".[57] Cependant, le rapport de la Cour des comptes dit quelque chose de tout différent. Ainsi, il y est constaté que dans un État membre les autorités n'avaient aucun pouvoir pour procéder à des vérifications après l'importation, excepté dans des cas de fraude. Et, il y était constaté que les divergences existant d'un État membre à un autre État membre dans les procédures de vérification signifiaient que "les différentes autorités douanières [étaient] peu disposées à adopter des décisions qu'elles n'avaient pas elles-mêmes arrêtées".[58] Il est difficile de voir comment ces différences peuvent être qualifiées de "mineures".

29. Aux paragraphes 429 à 431 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font observer que les dispositions relatives aux sanctions, qui prévoient une sanction en cas de violation d'une disposition des lois douanières ne constituent pas elles-mêmes des lois douanières et ne sont donc pas visées par l'article X:3 a) du GATT de 1994. Veuillez formuler des observations à ce sujet.

Il y a au moins deux erreurs fondamentales dans l'affirmation des CE selon laquelle l'article X:3 a) ne vise pas les dispositions prévoyant des sanctions. Premièrement, les CE ignorent la distinction entre les lois qu'un État membre applique et les instruments servant à l'application de ces lois. Elles présument, sans aucun fondement, que parce que les dispositions prévoyant des sanctions prennent la forme de lois, elles ne peuvent qu'être elles-mêmes appliquées, et ne peuvent pas servir d'instruments pour l'application d'autres lois. Cependant, les dispositions prévoyant des sanctions, de même que les procédures de vérification, supposent l'existence d'autres lois − en l'espèce, d'autres lois douanières des CE. Les dispositions prévoyant des sanctions n'existent pas dans un vide. Elles sont intrinsèquement liées aux lois sous-jacentes qu'elles ont pour but de faire respecter.[59] En fait, les CE reconnaissent cette idée fondamentale. Ainsi la résolution du Conseil relative aux sanctions, qui figure dans la pièce EC-41, dit que "l'absence de sanction effective, proportionnée et dissuasive en cas de violations du droit communautaire pourrait porter atteinte à la crédibilité même de la législation commune …".[60]

Le fait que les sanctions sont des instruments d'application de la législation douanière des CE est démontré par l'affaire *de Andrade* citée dans la première communication écrite des États-Unis.[61] Les mesures des CE appliquées dans cette affaire étaient les articles 49 et 53(1) du Code des douanes communautaire. L'article 49 prescrit des délais spécifiques pour l'accomplissement des formalités nécessaires pour que les marchandises ayant fait l'objet d'une déclaration sommaire reçoivent une destination douanière. L'article 53(1), à son tour, dit que "[l]es autorités douanières prennent sans délai toute mesure nécessaire, y compris la vente des marchandises, pour régler la situation des

[57] Première communication écrite des CE, paragraphe 400.
[58] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 97 (citation tirée de la pièce US-14).
[59] *Voir The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. II, pages 2144 et 2145 (1993) (pièce US-53) (ou la "sanction" est définie, ce qui est pertinent ici, comme "une peine imposée pour la violation d'une loi, d'une règle ou d'un contrat").
[60] Résolution du Conseil du 29 juin 1995 sur l'application uniforme et effective de la législation communautaire et sur les sanctions applicables aux violations de droit communautaire dans le domaine du marché intérieur, page 1 (pièce EC-41).
[61] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 100.

marchandises pour lesquelles les formalités en vue de leur donner une destination douanière n'ont pas été engagées dans les délais fixés conformément à l'article 49".

Dans l'affaire *de Andrade*, un importateur n'avait pas accompli les formalités nécessaires pour que les marchandises reçoivent une destination douanière, dans les délais prescrits par l'article 49 du Code. En conséquence, l'autorité douanière portugaise a appliqué l'article 53(1) − c'est-à-dire qu'elle a pris les mesures nécessaires pour régulariser la situation − en imposant une sanction prévue par la législation portugaise. En appliquant la disposition relative aux sanctions, l'autorité portugaise a appliqué l'article 53(1) du Code des douanes communautaire.

Dans la mesure où différents États membres ont des dispositions différentes relatives aux sanctions, applicables en cas de violation de la législation douanière des CE − fait que les CE ne nient pas et ne peuvent pas nier − ils appliquent différemment la législation douanière des CE. En conséquence, l'existence de dispositions relatives aux sanctions présentant des différences entre les États membres des CE − de sorte que la même infraction peut être traitée comme un délit grave dans un État et comme une infraction mineure dans un autre[62] − est la preuve d'une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT.

La deuxième erreur fondamentale dans l'argument des CE, c'est leur hypothèse selon laquelle les dispositions prévoyant des sanctions concernent des "actions illicites" et ne peuvent donc pas relever de l'article X:3 a) du GATT.[63] Comme nous l'avons expliqué dans notre déclaration liminaire, l'article X:3 a) ne fait pas de distinction entre les transactions licites et illicites. Au demeurant, les CE sont tout simplement dans l'erreur quand elles affirment que les sanctions ne s'appliquent qu'aux transactions illicites. Une fois encore, l'affaire de *Andrade*, où la seule infraction était le non-respect d'un délai, est un exemple significatif; dans cette affaire, une sanction a été appliquée dans le contexte d'une opération commerciale licite.

30. Veuillez expliquer point par point comment les États-Unis comprennent les procédures applicables, dans les Communautés européennes, pour:

a) le dédouanement des marchandises à des fins de mise en libre pratique ou autres faisant appel à la procédure de domiciliation; et

b) le dédouanement des marchandises à des fins de mise en libre pratique ne faisant pas appel à la procédure de domiciliation.

Telles que les États-Unis croient les comprendre, les procédures applicables dans les CE à la mise des marchandises en libre pratique sont les suivantes (les articles pertinents du Code des douanes communautaire ("CDC") et de son règlement d'application sont indiqués entre parenthèses):

> Étape 1: Les marchandises sont présentées en douane. (CDC, article 40) Cette opération est généralement effectuée par le transporteur et s'applique à toutes les marchandises, indépendamment de la méthode de dédouanement.
> Étape 2: Une déclaration sommaire est présentée aux douanes. (CDC, article 43) Elle peut être présentée par le transporteur, l'exploitant portuaire ou l'exploitant de l'installation, ou une autre personne, et prend la forme d'un manifeste détaillé des marchandises. Comme précédemment, cela s'applique à toutes les marchandises, indépendamment de la méthode de dédouanement. Les marchandises ont maintenant le statut de marchandises en dépôt temporaire. (Code des douanes, article 50)

[62] *Voir Une introduction explicative au Code des douanes modernisé,* page 13 (pièce US-32).
[63] Première communication écrite des CE, paragraphe 432.

Étape 3: Les marchandises reçoivent une destination douanière ou un régime douanier leur est attribué. (Code des douanes, article 48) À cette fin, il est établi une déclaration en vue du placement des marchandises sous un régime douanier. Le régime douanier peut comporter soit une "procédure normale" (Code des douanes, articles 62 à 75) soit une "procédure simplifiée" (Code des douanes, article 76). Les procédures simplifiées sont en outre divisées en trois catégories: la procédure de domiciliation (Règlement d'application, articles 263 à 267), le placement sous le régime de l'entrepôt douanier (Règlement d'application, article 268), et la déclaration simplifiée (Règlement d'application, articles 269 à 271).

En somme, les procédures applicables au dédouanement normal et au dédouanement faisant appel aux procédures de domiciliation sont les mêmes aux deux premières étapes. À la troisième étape une différence apparaît. Lorsque les procédures normales s'appliquent, l'importateur doit faire une déclaration complète, y compris en produisant des pièces justificatives, et donner aux autorités douanières la possibilité d'examiner les marchandises et de prélever des échantillons avant la mise en libre pratique. (Règlement d'application, articles 239 à 252) Lorsque la procédure de domiciliation s'applique, l'importateur avise les autorités douanières de l'arrivée des marchandises et inscrit les marchandises dans ses écritures, après quoi la mainlevée des marchandises peut être normalement ordonnée et les marchandises peuvent être mises en libre pratique. (Règlement d'application, article 266) Dans le cadre des procédures de domiciliation, une déclaration complémentaire est établie après la mainlevée. Comme indiqué aux paragraphes 109 à 116 de la première déclaration écrite des États-Unis, les différents États membres appliquent les procédures de domiciliation d'une manière différente, y compris en ce qui concerne l'intervention des autorités douanières avant la mainlevée des marchandises, les prescriptions après la mainlevée, et les prescriptions concernant la rétention des documents.

31. Au paragraphe 419 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font observer que les arguments des États-Unis concernant la procédure de domiciliation ne font pas de distinction entre la déclaration sommaire (visée à l'article 43 du Code des douanes), la communication concernant la procédure de domiciliation (visée à l'article 266 du Règlement d'application) et la déclaration complémentaire (visée à l'article 76(2) du Code des douanes) et sont par conséquent incorrects. Veuillez formuler des observations à cet égard.

L'absence de distinction relevée par les CE n'affecte pas le point essentiel de l'argumentation des États-Unis en ce qui concerne les procédures de domiciliation. L'absence d'application uniforme décrite dans notre première communication écrite existe, que les différentes étapes de la procédure de domiciliation soient analysées séparément ou non.

32. Aux paragraphes 220 et 221 de leur première communication écrite, les Communautés européennes soutiennent que, lorsqu'il existe des lois infrafédérales dans un Membre donné de l'OMC, c'est l'application de ces lois qui est visée par l'article X:3 a) du GATT de 1994.

a) L'article X:3 a) s'applique-t-il aux lois pénales?

b) Dans l'affirmative, le Groupe spécial serait-il autorisé à examiner l'application des lois pénales des États membres en ce qui concerne l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a)?

Nous renvoyons à notre réponse à la question n° 29. Comme il est expliqué dans cette réponse, les lois pénales relatives à la violation de la législation douanière sont des instruments d'application de cette législation douanière. Elles incitent au respect de la législation douanière. Dans la mesure où les différents États membres des CE appliquent des lois pénales différentes en cas de violation de la législation douanière des CE, ils appliquent différemment la législation douanière des

CE. L'article X:3 a) exige que les Membres de l'OMC appliquent leur législation douanière d'une manière uniforme. Dans la mesure où les lois pénales sont des instruments d'application de la législation douanière et font que l'application de cette législation est ou n'est pas uniforme, l'article X:3 a) s'applique aux lois pénales.

En ce qui concerne la deuxième partie de la question du Groupe spécial, il est important de faire la distinction entre l'application des lois pénales, et l'application des lois pénales en vue de l'application de la législation douanière visée à l'article X:1. Pour les raisons examinées au paragraphe précédent et dans notre réponse à la question n° 29, le Groupe spécial est autorisé à considérer les lois pénales comme des instruments d'application de la législation douanière des CE, aux fins de l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a). C'est le fait que les différents États membres des CE ont des lois pénales différentes et, par conséquent, appliquent d'une manière non uniforme la législation douanière sous-jacente des CE qui est pertinente au regard de l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a). Le point de savoir si chaque État membre pris individuellement applique sa propre législation pénale d'une manière uniforme dans les limites de son propre territoire n'est pas pertinent au regard de notre allégation.

Les CE brouillent cette distinction en rejetant l'idée que les lois peuvent être elles-mêmes administratives par nature. À leur avis, il ne peut pas y avoir de loi administrative par nature. Lorsqu'il existe des lois infrafédérales sur le territoire d'un Membre particulier de l'OMC, c'est donc à l'application de ces lois que l'article X:3 a) du GATT se réfère.[64] Les CE écartent la possibilité que les lois au niveau infrafédéral puissent être des instruments d'application des lois au niveau fédéral. Pourtant, c'est précisément ce que sont les dispositions relatives aux sanctions douanières. En suggérant que les lois en vigueur au niveau infrafédéral ne peuvent jamais être examinées aux fins de l'article X:3 a) en tant qu'instruments d'application des lois au niveau fédéral, les CE font de l'article X:3 a) une lecture qui en réduit dramatiquement l'efficacité. Selon cette logique, lorsque la législation douanière au niveau fédéral est appliquée par les autorités infrafédérales, les cas d'application non uniforme au niveau fédéral pourraient être presque tous réinterprétés comme des différences dans les mesures de fond prescrites au niveau infrafédéral, ce qui permettrait à un Membre de l'OMC ayant une structure fédérale de se soustraire à son obligation d'application uniforme. Une telle lecture de l'article X:3 a), qui le prive pratiquement de toute utilité dans le cas des États fédéraux, est contraire aux règles coutumières d'interprétation des traités du droit international public et doit être rejetée.

33. Concernant les quatre types de "procédures douanières" dont les États-Unis allèguent qu'elles montrent que les règles douanières des CE ne sont pas appliquées d'une manière uniforme dans les Communautés européennes (à savoir la vérification après la mise en libre pratique; les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE; la transformation sous douane; et la procédure de domiciliation):

a) Veuillez fournir tous les éléments de preuve statistiques pertinents et/ou autres éléments d'information montrant la part de l'application non uniforme dans l'application générale du régime douanier des CE en matière de procédures douanières.

b) Dans quelle mesure les exemples auxquels les États-Unis font spécifiquement référence dans leur première communication écrite (concernant la vérification après la mise en libre pratique; les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE, la transformation sous douane et la procédure de domiciliation): i) sont-ils représentatifs de l'application des règles des CE sur les

[64] Première communication écrite des CE, paragraphe 221.

procédures douanières dans leur ensemble; ii) revêtent-ils de l'importance pour l'application de ces règles; et iii) ont-ils une incidence sur cette application?

L'allégation des États-Unis ne repose pas sur la fréquence des cas d'application non uniforme des procédures douanières. Si nous avons mentionné des cas particuliers d'application non uniforme des procédures douanières, c'est strictement à titre d'exemple, afin de démontrer au Groupe spécial quel est, dans le monde réel, l'impact de ce qui pourrait sans cela passer pour un problème abstrait et technique.

Aux fins de l'allégation des États-Unis, ce qui est pertinent c'est le *fait* que des divergences se produisent et ne sont pas conciliées, *pas la fréquence* de types particuliers de divergences. Les CE elles-mêmes reconnaissent que des divergences se produisent[65], mais elles font valoir qu'il y a des mécanismes en place pour concilier systématiquement de telles divergences. Les États-Unis ne sont pas d'accord. Le système communautaire d'application de la législation douanière comprend les autorités douanières respectives des 25 États membres sans autorité ou autre mécanisme communautaire central analogue pour en surveiller le fonctionnement et concilier les cas d'application divergente. À la place, il y a un réseau lâche de principes, d'instruments et d'institutions, y compris des directives non contraignantes, plus des obligations générales de coopération entre États membres, plus des renvois facultatifs de questions au Comité du Code des douanes. Ce réseau lâche de principes, d'instruments et d'institutions n'assure pas l'application uniforme de la législation douanière des CE prescrite à l'article X:3 a).

En tout état de cause, ce sont les CE, plutôt que les États-Unis, qui ont sans doute en leur possession les renseignements demandés dans la présente question. Certes, les États-Unis ne croient pas que le Groupe spécial ait besoin des renseignements en question pour constater que les CE ne s'acquittent pas de leur obligation d'application uniforme, mais les États-Unis demandent au Groupe spécial d'user du pouvoir qui lui est conféré en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord pour demander les renseignements pertinents aux CE.

Les États-Unis rappellent que pour évaluer l'incidence de l'application non uniforme en ce qui concerne les règles d'évaluation en douane, la Cour des comptes a eu accès aux "documents traités par le Comité de la valeur en douane, [aux] dossiers d'audit établis par les autorités douanières nationales en matière d'évaluation en douane, [aux] décisions écrites relatives à la valeur en douane, [aux] décisions rendues en appel par les tribunaux et [aux] déclarations en douane proprement dites" pour plus de 200 entreprises et groupes.[66] Les États-Unis n'ont bénéficié d'un tel accès pour aucune des questions soulevées dans le présent différend. Il est donc difficile de répondre directement à la question du Groupe spécial. Si le Groupe spécial décidait d'user du pouvoir qui lui est conféré en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord, il pourrait demander des renseignements du type de ceux qui ont été communiqués à la Cour des comptes pour l'établissement de son rapport sur la valeur en douane.

De plus, les États-Unis appellent l'attention du Groupe spécial sur la pièce US-33, qui est le projet de modernisation du Code des douanes communautaire. À la page 4 de ce document, les CE disent, en guise d'introduction, qu'"[u]ne étude externe réalisée en 2003 a permis à la Commission d'acquérir une vision plus claire de la situation prévalant dans les États membres, et des coûts et avantages possibles".[67] Les États-Unis ont demandé un exemplaire de cette étude au cours des consultations, mais les CE ont refusé de le communiquer. Les États-Unis suggèrent également que le Groupe spécial demande un exemplaire de cette étude où tire une inférence du refus des CE de le communiquer. Cependant, pour les raisons examinées plus haut, le Groupe spécial ne devrait pas

[65] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des CE, paragraphes 144, 238, 396, 401, 426.
[66] Cour des comptes, rapport sur la valeur en douane, paragraphe 10 (pièce US-14).
[67] *Projet de modernisation du Code des douanes,* page 4 (pièce US-33).

avoir besoin des renseignements demandés dans la question, pour conclure que les CE manquent à l'obligation qui leur incombe d'assurer l'application uniforme de la législation douanière.

34. Comment les États-Unis assurent-ils une application uniforme de leur législation douanière aux différents points d'entrée sur leur territoire? À cet égard, veuillez fournir des renseignements détaillés sur tous les aspects pertinents de l'administration douanière aux États-Unis, y compris, en particulier, sur les aspects qui ne sont pas directement liés à la structure constitutionnelle et institutionnelle de l'administration douanière de ce pays.

Les États-Unis notent, d'emblée, que les mesures des services administratifs des États-Unis ne sont pas en cause dans le présent différend. Néanmoins, afin d'éclairer les questions soulevées dans le différend, les États-Unis communiquent la réponse suivante.

Afin d'assurer l'uniformité de l'administration douanière, le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (US Customs and Border Protection (CBP)) a recours à divers instruments qui s'appliquent à la fois aux décisions rendues en première instance et à la rectification des décisions divergentes rendues en première instance.

En ce qui concerne les décisions rendues en première instance, le CBP publie des règlements détaillés et établit, à l'intention de ses fonctionnaires, des directives, des manuels et autres guides officiels où l'on trouve des explications sur des questions particulières d'interprétation ou de procédure. Ces documents font l'objet d'une large diffusion électronique et peuvent être facilement consultés.

Le CBP encourage également l'uniformité d'application en première instance grâce à des interventions directes d'experts des disciplines pertinentes. Par l'intermédiaire de sa Division nationale des spécialistes "produits" (National Commodity Specialist Division (NCSD)), le CBP contrôle certaines décisions relatives au régime douanier prises par les spécialistes des importations chargés des décisions sur le régime douanier applicable rendues en première instance aux ports d'entrée. Des experts techniques attachés au siège du CBP ont des consultations quotidiennes avec les agents sur le terrain à mesure que les problèmes se posent.

Le Service des douanes des États-Unis accorde également une large place à un dialogue continu avec les importateurs et autres intéressés conformément aux principes de "l'information aux fins de la mise en conformité" et de "la diligence raisonnable".

Lorsqu'il n' y a pas de renseignements définitifs sur un point particulier, l'importateur peut demander une décision de nature contraignante sur tout aspect du régime douanier. Les décisions de la NCSD sont rendues dans un délai de 30 jours; les décisions anticipées rendues par le siège du CBP sont rendues, sauf dans des circonstances exceptionnelles, dans un délai de 90 jours. Le Système de recherche en ligne sur les décisions douanières (Customs Rulings Online Search System (CROSS)) est un instrument essentiel du programme de décisions de nature contraignante. Les négociants et les agents des douanes se réfèrent régulièrement aux précédents qui y sont publiés, qui leur servent de points de comparaison pour déterminer si de nouvelles décisions sont nécessaires et si les décisions précédentes sont applicables aux décisions en préparation.

Lorsque le CBP a connaissance de décisions divergentes, il peut rectifier toute décision datant de moins de 60 jours en adressant une simple notification au destinataire. Des procédures plus détaillées régissent la modification ou la révocation de décisions précédemment publiées datant de plus de 60 jours. Aux termes de l'article 625 de la Loi douanière de 1930, telle qu'amendée (19 USC 1625), et du Règlement CBP (19 CFR 177.12), le CBP effectue les rectifications appropriées en publiant un avis sur la question à l'examen et sur la modification ou la révocation proposées par le CBP, avis dans lequel le public est invité à présenter des observations, puis en publiant une révision

qui tient compte, le cas échéant, de toute observation communiquée par le public. La notification de la modification ou de la révision finale effectuée au titre de l'article 625 annonce le régime douanier que le CBP appliquera, sur tout le territoire douanier des États-Unis, à la marchandise ou à la question spécifique visée.

Une autre approche possible pour la rectification de décisions non uniformes en matière de régime douanier est la contestation administrative, conformément à l'article 514 de la Loi douanière de 1930, telle qu'amendée (19 USC 1514). En vertu de cette procédure, un importateur peut demander au CBP d'examiner et de rectifier des décisions non uniformes. De plus, un importateur a le droit de former un recours auprès du Tribunal du commerce international des États-Unis contre toute décision définitive rejetant une contestation.

Un négociant a le droit de porter rapidement devant un tribunal de révision une décision contestée du Service des douanes. Il exerce ce droit en demandant une décision accélérée du port d'entrée (19 CFR 174.22). Une telle contestation qui n'a pas été jugée recevable dans un délai de 30 jours est présumée rejetée; le rejet présumé peut alors faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal du commerce international, sans autre démarche administrative.

35. Veuillez indiquer spécifiquement ce que les États-Unis contestent/allèguent au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 en ce qui concerne:

a) Le niveau des organes établis pour réviser les décisions se rapportant aux questions douanières et l'impact géographique de leurs décisions (voir le paragraphe 4 de la première communication écrite des États-Unis, dans lequel les États-Unis font observer que les recours concernant des décisions se rapportant à des questions douanières relèvent de chaque État membre et qu'il existe actuellement dans les Communautés européennes 25 systèmes de recours différents, dont aucun ne permet de rendre une décision qui ait un impact dans l'ensemble de la Communauté européenne);

b) les procédures relatives aux mécanismes de recours existant dans les États membres pour la révision des décisions se rapportant aux questions douanières (voir le paragraphe 133 de la première communication écrite des États-Unis, dans lequel les États-Unis notent que le "mécanisme de recours est différent dans chaque État membre", et le paragraphe 143, où ils déclarent que "les procédures de recours varient d'un État membre à l'autre"); et

c) l'accès, pour les négociants, à la Cour européenne de justice (voir le paragraphe 5 de la première communication écrite des États-Unis, dans lequel les États-Unis indiquent que les Communautés européennes ne donnent pas aux négociants la possibilité d'accéder à la Cour européenne de justice de manière à leur garantir – entre autres choses – une révision et une rectification des décisions se rapportant aux questions douanières dans les moindres délais).

Les États-Unis allèguent qu'en vertu de l'article X:3 b) du GATT de 1994, c'est le Membre de l'OMC (non pas les subdivisions régionales de ce Membre) qui est tenu d'avoir des tribunaux ou des procédures afin d'assurer dans les moindres délais la révision et la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières; que les décisions de tels tribunaux ou de telles procédures doivent régir la pratique des organismes de ce Membre (ici, des organismes communautaires dans leur ensemble, pas seulement des organismes des différents États membres); et que les organismes du Membre doivent appliquer ces décisions (ici encore les organismes communautaires dans leur ensemble). Les États-Unis affirment également que le maintien de tribunaux ou de procédures par les différents États membres à l'intérieur des CE ne satisfait pas à

l'obligation des CE au titre de l'article X:3 b), étant donné que les décisions de ces tribunaux ou procédures n'ont d'effet que dans le cadre de leurs États membres respectifs, et pas sur les organismes communautaires en général.

L'interprétation ci-dessus de l'article X:3 b) est corroborée par la deuxième phrase de cette disposition, qui dit que les tribunaux ou procédures qu'un Membre a en place "seront indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives, et [que] leurs décisions seront exécutées par ces organismes et *en régiront la pratique administrative* ..." (pas d'italique dans l'original). Le membre de phrase "en régiront la pratique administrative" exige que les organismes d'un Membre (en l'espèce, des CE) chargés de l'application des mesures administratives suivent les décisions du tribunal ayant procédé à la révision. Autrement dit, les décisions du tribunal ayant procédé à la révision doivent avoir force exécutoire pour les organismes du Membre chargés de l'application des mesures administratives, et pas seulement pour quelques-uns d'entre eux.

Lorsque des tribunaux allemands décident qu'une règle de classement du Tarif douanier commun devrait être interprétée d'une manière particulière, l'article X:3 b) du GATT exige que cette décision régisse la pratique des organismes communautaires chargés de l'application administrative du tarif. Mais, parce que les décisions des tribunaux allemands ne s'appliquent qu'aux organismes allemands, elles ne régissent pas la pratique de l'ensemble des organismes des CE chargés de l'application administrative du tarif.

Au sujet des procédures en vigueur dans les États membres en ce qui concerne les mécanismes chargés de réviser les décisions douanières, la seule allégation que formulent les États-Unis est que, du fait précisément que les décisions de ces mécanismes de révision sont sans effet pour quelques-uns des organismes des CE, leur existence ne satisfait pas à l'obligation des CE d'avoir en place des tribunaux ou des procédures permettant de réviser et de rectifier dans les moindres délais les décisions douanières. Les États-Unis n'allèguent pas, comme les CE le suggèrent[68], que les procédures en vigueur dans les États membres satisferaient à l'obligation des CE si ces procédures étaient suffisamment rapides pour aboutir à un règlement dans les moindres délais. La description des divers mécanismes de révision des États membres présentée dans notre première communication écrite était destinée à servir de toile de fond, afin de démontrer que la non-uniformité qui existe dans l'application de la législation douanière des CE affecte jusqu'à la révision des décisions par les autorités douanières des États membres. En d'autres mots, les CE ne remédient pas au manque d'uniformité dans l'application, qui existe en première instance, en prévoyant des tribunaux ou des procédures de révision qui rendraient des décisions exécutoires sur l'ensemble du territoire communautaire et qui pourraient, en théorie, promouvoir l'uniformité.

En ce qui concerne l'accès des négociants à la Cour de justice européenne, notre allégation est que l'accès que les CE accordent à cette juridiction ne satisfait pas à leur obligation au titre de l'article X:3 b). Même si les décisions de la Cour de justice européenne sont exécutoires sur tout le territoire des CE, étant donné le temps nécessaire pour qu'une question soit portée devant la Cour et que la Cour se prononce, et étant donné qu'en règle générale la saisine de la Cour est facultative (sauf dans le cas de renvois par les tribunaux des États membres dont les jugements ne sont plus susceptibles de recours), la Cour de justice européenne n'est pas un tribunal ou une procédure permettant de régler et de rectifier dans les moindres délais les décisions administratives se rapportant aux questions douanières.

De toute évidence, les CE ne contestent pas cette allégation, puisqu'elles font valoir que les tribunaux ou les procédures qu'elles ont en place pour réviser et rectifier dans les moindres délais les décisions administratives se rapportant aux questions douanières sont les tribunaux des États membres. Dans cette optique, la Cour de justice européenne n'est pas elle-même une juridiction

[68] Déclaration orale des CE, première réunion du Groupe spécial, paragraphes 72 à 77.

permettant de réviser et de rectifier dans les moindres délais les décisions administratives se rapportant aux questions douanières mais, plutôt, une institution communautaire appelée à aider les entités qui sont les instances chargées de réviser et de rectifier dans les moindres délais les décisions administratives se rapportant aux questions douanières. Pour les raisons indiquées dans la première partie de la présente réponse, les États-Unis rejettent l'affirmation des CE selon laquelle les tribunaux des États membres sont des juridictions qui satisfont à l'obligation des CE concernant la révision et la rectification dans les moindres délais.

36. Quel(s) organe(s)/quelles procédures les États-Unis ont-ils établis pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Veuillez expliquer comment le recours à cet (ces) organe(s)/ces procédures fonctionne dans la pratique.

Les États-Unis notent, d'emblée, que les institutions et les procédures des États-Unis ne sont pas en cause dans le présent différend. Néanmoins, afin d'éclairer les questions soulevées dans le différend, les États-Unis répondent ce qui suit:

Les organismes en place aux États-Unis pour s'acquitter de leur obligation au titre de l'article X:3 b) sont le Bureau des règlements et des décisions, subdivision du Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, et le Tribunal du commerce international. En général, un négociant qui demande une révision et une rectification d'une décision du Service des douanes rendue au port d'entrée peut choisir entre deux options. La première option consiste à demander une révision par le Bureau des règlements et des décisions, au moyen d'une procédure connue sous le nom de révision complémentaire par le siège des déterminations relatives aux contestations. Dans le cadre de cette procédure, le Bureau des règlements et des décisions procède à un examen objectif et impartial des décisions rendues au port d'entrée. Ses décisions sont, à leur tour, susceptibles de recours auprès du Tribunal du commerce international. La deuxième option, comme indiquée dans la réponse à la question n° 34, consiste à demander au CBP de rendre une décision administrative accélérée au sujet d'une contestation, ce qui permet au négociant d'engager une procédure devant le Tribunal du commerce international 30 jours après avoir présenté une telle demande si la contestation est rejetée ou, simplement, n'a fait l'objet d'aucune décision de la part du port.

37. Au paragraphe 327 et à la note de bas de page 162 de leur première communication écrite, les Communautés européennes laissent entendre que la critique des États-Unis concernant la décision de la Cour de justice d'autoriser la révocation de renseignements tarifaires contraignants dans l'affaire *Timmermans* est incompatible avec leur critique de la décision rendue par un tribunal britannique de ne pas autoriser la révocation dans l'affaire *Bantex*. Veuillez formuler des observations à cet égard.

Du fait précisément que la législation douanière des CE est appliquée par les autorités respectives des 25 États membres sans aucune administration douanière ou autre mécanisme centralisé permettant de réaliser l'uniformité, aussi bien la situation décrite dans l'affaire *Timmermans* que la situation décrite dans l'affaire *Bantex can* favorisent l'absence d'uniformité dans l'application. Selon le scénario de l'affaire *Timmermans*, une autorité douanière peut révoquer un RTC de sa propre initiative bien qu'aucun changement ne ce soit produit dans les faits sous-jacents. Alors que d'autres autorités s'étaient fondées sur le RTC délivré par la première autorité et s'y étaient conformées, on se trouve maintenant dans une situation de non-uniformité. Les autres autorités ne sont pas tenues, en vertu de la législation communautaire, de revoir leurs classements pour la seule raison que la première autorité a décidé de sa propre initiative de révoquer le RTC.

Dans le même temps, le scénario de l'affaire *Bantex* peut également donner lieu à une situation de non-uniformité. C'est ce qui se produirait si un État membre qui a délivré un RTC apprend ensuite l'existence d'un RTC contradictoire délivré par d'autres États, est persuadé que sa décision initiale était incorrecte et se trouve dans l'impossibilité d'amender cette décision.

Il semble paradoxal que ces scénarios puissent tous deux créer une situation de non-uniformité, mais le paradoxe disparaît si l'on se souvient qu'il n'y a pas, au niveau communautaire, d'autorité douanière ou d'autre mécanisme pour assurer une application uniforme. Au contraire, s'il y avait une autorité centrale responsable de la délivrance des RTC, les deux scénarios seraient des impossibilités. Toute divergence qui pourrait se produire serait systématiquement réglée au niveau communautaire. Cela serait conforme à l'article X:3 a). Ce n'est pourtant pas ce qui existe aujourd'hui dans les CE.

38. Au paragraphe 454 de leur première communication écrite, les Communautés européennes soutiennent que, puisque l'article X:3 b) du GATT de 1994 fait référence à des "tribunaux" et "procédures", au pluriel, cela signifie que les Membres de l'OMC peuvent avoir plusieurs tribunaux, chacun couvrant une partie de leur territoire et ayant compétence pour réviser les décisions administratives prises par leurs administrations douanières respectives. Veuillez formuler des observations à cet égard.

La signification que les CE attribuent à l'emploi du pluriel à l'article X:3 b) n'est guère fondée. L'emploi du pluriel indique un degré de flexibilité. Un Membre de l'OMC n'est pas tenu de n'avoir qu'un seul tribunal ou qu'une seule procédure, qu'ils soient judiciaires, arbitraux ou administratifs, pour réviser et rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Un Membre pourrait, par exemple, avoir en place un tribunal judiciaire, mais donner aussi aux négociants la possibilité de demander une révision et une rectification par un tribunal arbitral (ce qui pourrait être plus rapide et moins coûteux). Ou encore, un Membre pourrait avoir en place un tribunal administratif pour certains types de révision (en ce qui concerne, par exemple, les contestations portant sur des décisions en matière de classement ou d'évaluation en douane) et un tribunal judiciaire pour d'autres types de révision (tels que l'imposition de sanctions). L'un ou l'autre de ces scénarios serait compatible avec l'emploi du pluriel à l'article X:3 b). En revanche, l'interprétation proposée par les CE donnerait à l'emploi du pluriel à l'article X:3 b) un sens qui est incompatible avec la prescription selon laquelle les décisions des tribunaux ou des procédures concernant la révision et la rectification des décisions administratives se rapportant aux questions douanières régissent la pratique "des organismes chargés de l'application des mesures administratives".

Il n'est pas inconcevable qu'un Membre de l'OMC puisse avoir, d'une manière compatible avec l'article X:3 b), plusieurs tribunaux ou procédures de révision, dont chacun aurait compétence sur une partie différente de son territoire géographique. Ce qui est important, c'est que les décisions de ces tribunaux aient force exécutoire vis-à-vis de l'ensemble des organismes du Membre, de manière à régir la pratique des organismes du Membre chargés de l'application administrative de la législation douanière, et ne favorisent pas le manque d'uniformité dans l'application. Ce résultat pourrait être obtenu si un Membre avait un organisme douanier unique centralisé, tenu de donner effet sur tout le territoire du Membre aux décisions des tribunaux chargés de la révision de ses mesures. Dans ce cas, lorsque le tribunal chargé de la révision ayant compétence pour une région donnée rendrait une décision concernant l'interprétation, par exemple, des règles de classement, l'autorité douanière pourrait appliquer immédiatement la décision du tribunal, à la fois dans la région particulière concernée et sur tout le territoire douanier. Cela serait conforme à l'article X:3 b). Cependant, lorsque − comme c'est le cas dans les CE − les tribunaux de révision sont compétents vis-à-vis d'organismes particuliers et qu'il n'y a pas d'autre mécanisme pour assurer l'exécution des décisions des différents tribunaux par les autres organismes des CE (c'est-à-dire les autorités douanières des autres États membres) la fragmentation géographique de la révision est incompatible avec l'article X:3 b).

39. Veuillez formuler des observations sur le paragraphe 79 de la déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond, selon laquelle la révision, par le

Tribunal du commerce international des États-Unis, des trois affaires les plus récentes relatives au classement avait pris en moyenne quatre ans.

À titre préliminaire, la raison qui a amené les CE à citer les affaires en question portées devant le tribunal du commerce international, c'est l'idée erronée que les États-Unis mettent en cause le rythme de la révision et de la rectification (dans les moindres délais ou non) par les tribunaux des États membres des CE. Comme il a été expliqué dans la réponse à la question n° 35, *supra*, les États Unis n'allèguent pas que les CE s'acquitteraient de leur obligation au titre de l'article X:3 b) du GATT n'était le fait que la révision par les tribunaux des États membres n'est pas effectuée dans les moindres délais. En conséquence, l'argument que les CE tentent d'avancer en se réfèrant au délai qu'a nécessité le règlement d'affaires portées devant le Tribunal du commerce international est dépourvu de toute pertinence.

De plus, les actions du Tribunal du commerce international ne sont pas en cause dans le présent différend. Néanmoins, afin d'éclairer les questions soulevées dans le différend, les États-Unis répondent ce qui suit:

Premièrement, dans les arguments présentés au paragraphe 79 de leur déclaration orale, les CE ignorent le fait que, dans les tribunaux des États-Unis, l'établissement du calendrier de la procédure s'effectue, dans une large mesure, par consentement mutuel entre les parties, sous réserve de l'approbation finale du tribunal. Telle a été l'approche suivie dans les trois affaires citées. Ce qui est remarquable, c'est que le Tribunal du commerce international lui-même, après avoir entendu les points en litige à l'audience ou lors d'un exposé oral, a rendu ses décisions dans un délai, respectivement, de moins de quatre mois (pièce EC-99); de moins de quatre mois (pièce EC-100); et de moins de sept mois (pièce EC-101).

Deuxièmement, les CE exagèrent le temps qu'il a fallu au Tribunal du commerce international pour parvenir à une décision dans les affaires citées lorsqu'elles se réfèrent au temps écoulé entre la signification d'une assignation officielle et la décision finale. Si la signification d'une assignation marque formellement le point de départ d'une action, l'action ne démarre pas vraiment tant que le plaignant n'a pas déposé une plainte où sont énoncées ses allégations particulières. Cela peut prendre jusqu'à 18 mois (ou plus longtemps, sur demande) après la signification de l'assignation. Ainsi, dans l'affaire mentionnée dans la pièce EC-101 par exemple, une assignation a été signifiée en 2001, mais n'a été suivie du dépôt d'une plainte qu'en avril 2003.

40. Comment devrait-on définir l'expression "dans les moindres délais" dans le cadre de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Veuillez expliquer comment cette définition devrait être appliquée concrètement.

L'expression "dans les moindres délais", à l'article X:3 b) du GATT, devrait être définie conformément à son sens ordinaire, dans son contexte, et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994. Le sens ordinaire de "prompt," (dans les moindres délais), qui est pertinent ici, est "without delay" (sans retard). Ce qu'il faut pour qu'une mesure soit prise sans retard dépendra nécessairement du contexte. Le mot "prompt" (dans les moindres délais) ne connote pas, en lui-même, une période de temps particulière qui sera pertinente dans tous les contextes. Dans le contexte de la révision et de la rectification d'une mesure administrative, la possibilité d'agir dans les moindres délais peut être fonction, par exemple, de la complexité de l'affaire.

D'un point de vue pratique, le présent Groupe spécial ne devrait pas avoir besoin de déterminer le point précis auquel une révision et une rectification cessent d'être effectuées dans les moindres délais. Comme il a été expliqué en réponse à la question n° 35, l'allégation des États-Unis n'est pas que les CE seraient en conformité avec l'article X:3 b) n'était le fait que les révisions et les rectifications ne sont pas effectuées par les tribunaux des États membres dans les moindres délais. Ce

que nous alléguons, c'est plutôt qu'étant donné que les décisions des tribunaux des États membres ne régissent pas la pratique des organismes douaniers communautaires en général, mais seulement d'organismes particuliers dans l'État membre concerné, l'existence de ces tribunaux ne satisfait pas à l'obligation des CE au titre de l'article X:3 b).

Le seul tribunal dont les décisions peuvent être rendues exécutoires de manière à régir la pratique des organismes douaniers des CE en général, c'est la Cour de justice européenne. Cependant, compte tenu des démarches qui doivent être entreprises pour qu'une question soit examinée par la Cour de justice européenne, il est inconcevable qu'une révision effectuée par cette instance puisse être qualifiée de révision effectuée "sans retard". En conséquence, bien qu'un autre différend puisse confronter un groupe spécial à la question de savoir où tracer un trait entre ce qui constitue ou non un moindre délai, le présent groupe spécial n'a pas besoin de répondre à cette question.

QUESTIONS ADRESSÉES AUX DEUX PARTIES

89. Un système dans lequel il incombe en premier lieu au négociant de faire valoir ses droits pour obtenir une application uniforme, de la part des autorités douanières d'un Membre donné de l'OMC (par exemple, en formant des recours contre les décisions/le traitement appliqués par ces autorités) est-il conforme aux obligations prévues à l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Il est difficile de répondre à cette question sans avoir des renseignements sur d'autres aspects du système envisagé dans cette hypothèse. Selon les mécanismes que les négociants auraient à leur disposition pour faire valoir leurs droits, un tel système pourrait être conforme à l'article X:3 a). Par exemple, un système dans lequel un négociant, après avoir constaté un cas d'application non uniforme, pourrait de plein droit former un recours auprès d'une autorité centrale et obtenir un règlement de la question dans une période de temps déterminée, relativement brève, pourrait satisfaire à cette obligation. Nous voudrions mettre en balance ce système avec un système où le seul moyen d'obtenir de plein droit qu'il soit remédié à une situation de non uniformité est d'entreprendre une longue révision judiciaire de chaque cas d'application non-uniforme examiné séparément. C'est là un système qui ne satisferait pas à l'obligation d'un Membre au titre de l'article X:3 a).

90. Au paragraphe 11.70 de son rapport, le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* a indiqué que "[l]a question pertinente [pour déterminer si l'article X:3 a) du GATT de 1994 était applicable] [était] celle de savoir si la substance d'une telle mesure [était] de nature administrative ou si, au contraire, elle impliqu[ait] des questions de fond qu'il [était] plus approprié de traiter au regard d'autres dispositions du GATT de 1994". Veuillez indiquer comment vous comprenez cette déclaration, et notamment la référence à une "mesure … de nature administrative". En outre, veuillez expliquer concrètement en quoi la distinction entre les mesures qui sont de nature administrative et les mesures qui ne le sont pas est pertinente pour l'application de l'article X:3 a).

Les États-Unis croient comprendre que la déclaration citée, tirée de l'affaire *Argentine − Peaux et cuirs,* indique clairement que le fait que les instruments servant à l'application des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe 1 de l'article peuvent prendre la forme de mesures ne les place pas en dehors du champ d'application de l'article X:3 a). Cet article exige que certaines mesures spécifiées d'application générale soient appliquées d'une manière uniforme. L'obligation ne concerne pas la substance des mesures appliquées mais, plutôt, la manière dont elles sont appliquées. Ainsi, un Membre peut (comme c'est le cas pour une partie des allégations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) dans le présent différend), contester l'*application* d'une mesure sans contester sa *substance* (pour employer les termes du rapport sur l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*).

Cependant, l'application de mesures peut prendre un nombre quelconque de formes, y compris celles qui sont elles-mêmes des mesures. (Par exemple, une disposition prévoyant des sanctions est une mesure qui est un moyen d'appliquer une autre loi ou une autre règle; c'est un moyen d'imposer la mise en conformité avec cette loi ou avec cette règle sous-jacente.) La déclaration tirée du rapport sur l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* souligne que les mesures peuvent être non seulement des *objets* de l'application mais aussi des *instruments* aux fins de l'application d'autres mesures. De plus, en ce qui concerne les mesures qui sont des instruments d'application (plutôt que des objets de l'application), l'application fait partie de leur "substance" (ici encore, pour reprendre les termes employés par le Groupe spécial dans *Argentine – Peaux et cuirs*). Ainsi, dans la terminologie de ce rapport, les mesures qui sont administratives par nature sont examinées au titre de l'article X:3 a) du GATT du point de vue de leur "substance"; en revanche, les mesures qui n'appliquent pas d'autres mesures sont examinées au titre de l'article X:3 a), non pas du point de vue de leur "substance", mais pour déterminer si elles sont appliquées d'une manière uniforme.

La définition d'"administrative (administratif) est "[p]ertaining to management of affairs, executive" ([r]elatif à la gestion des affaires; exécutif)[69] "Exécutive" (exécutif), à son tour, signifie "[pertaining to execution, having the function of putting something into effect" [r]elatif à l'exécution; ayant pour fonction de donner effet à quelque chose …".[70] Ainsi, une mesure est administrative par nature lorsqu'elle a pour fonction de donner effet à quelque chose. En d'autres mots, elle présume l'existence d'une loi, d'une règle ou d'une autre mesure distincte et sert à mettre en œuvre ou à mettre à exécution cette loi, règle ou autre mesure sous-jacente. Ici encore, une mesure prévoyant des sanctions est un bon exemple. Une mesure prévoyant des sanctions présume nécessairement l'existence d'une mesure sous-jacente. Cela n'a pas de sens de parler dans l'abstrait d'une mesure prévoyant des sanctions, sans la rattacher à une mesure particulière que l'on cherche à faire appliquer. Une mesure prévoyant des sanctions a pour fonction de donner effet aux mesures sous-jacentes, telles que les lois douanières.

Les dispositions relatives aux vérifications sont un autre bon exemple. Les dispositions relatives aux vérifications n'existent pas indépendamment des règles dont on cherche à vérifier l'observation effective. Elles ont pour fonction de donner effet aux règles en vérifiant l'observation effective de ces règles.

D'un point de vue pratique, la caractérisation d'une mesure en tant que mesure administrative est pertinente pour une évaluation de la conformité avec l'article X:3 a), parce qu'une telle mesure fournit un élément de preuve qui montre comment les mesures qu'elle applique sont mises en œuvre. Si différentes régions à l'intérieur du territoire d'un Membre de l'OMC utilisent des mesures administratives différentes pour donner effet à la législation douanière de ce Membre, alors, par définition, le Membre n'applique pas sa législation douanière d'une manière uniforme.

91. Veuillez fournir un exemplaire de la liste de propositions émises par les États-Unis dans le document intitulé "Elements of Potential EC Customs Reform" (Éléments d'une réforme douanière potentielle dans les CE), daté du 22 décembre 2004.

La liste est jointe à cette communication, en tant que pièce US-49. Comme les États-Unis l'ont expliqué à la première réunion du Groupe spécial, nous avons communiqué cette liste aux CE en décembre 2004 pour tenter de parvenir à un règlement mutuellement satisfaisant du présent différend. Les États-Unis considèrent la mise en œuvre des propositions énumérées dans cette liste comme un moyen raisonnable pour les CE de se mettre en conformité de leurs obligations au titre de l'article X:3, mais ils ne pensent pas que ce soit pour les CE le seul moyen de le faire.

---

[69] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. I, page 28 (1993) (pièce US-54).
[70] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. I, page 877 (1993) (pièce US-55).

92. Veuillez formuler des observations sur le paragraphe 7 de la communication du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie, où celui-ci fait valoir que le critère des "variations administratives mineures", dans le contexte de l'article X:3 a) du GATT de 1994, mentionné par le Groupe spécial du GATT chargé d'examiner l'affaire CEE – Pommes de table, n'est pas pertinent dans la présente affaire. L'applicabilité de ce critère dépend-elle de l'existence de certaines circonstances factuelles et/ou autres? Dans l'affirmative, veuillez fournir des explications et une justification en vous référant aux termes spécifiques de l'article X:3 a).

Nous approuvons la déclaration faite par le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu pour les raisons énoncées au paragraphe 7 de leur communication en tant que tierce partie. Ce qui était en cause dans le différend *CEE – Pommes de table*, c'était le fait que différents États membres des CE exigeaient des demandeurs qu'ils remplissent des formulaires différents pour obtenir certaines licences. Dans la mesure où le Groupe spécial du GATT a constaté que ces incohérences étaient "minimes", c'était parce qu'elles n'affectaient pas les négociants d'une manière importante. Elles n'affectaient pas l'assujettissement des négociants aux droits de douane ou d'autres aspects de leur aptitude à introduire les marchandises sur le territoire communautaire et à les distribuer et à les vendre dans les CE. Au contraire, dans le présent différend, nous avons fourni des éléments de preuve d'un système qui crée et ne parvient pas à rectifier des myriades de divergences en matière d'application sur des questions qui sont au cœur de l'administration douanière et affectent le montant des droits de douane à acquitter par les négociants, ainsi que d'autres aspects de leurs opérations. Ces divergences ne peuvent guère être qualifiées de "variations administratives mineures".

93. Au paragraphe 21 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les États-Unis font observer que les lois douanières peuvent être appliquées au moyen d'instruments qui sont eux-mêmes des lois, comme c'est le cas des lois qui prévoient des sanctions.

a) Veuillez formuler des observations à cet égard.

b) Cet argument pourrait-il s'appliquer aux lois, règlements et décisions judiciaires et administratives d'application générale visés à l'article X:1 du GATT de 1994?

c) Dans l'affirmative, veuillez indiquer à quels types de lois, règlements et décisions judiciaires et administratives d'application générale.

d) Quels seraient l'incidence et l'effet pratique de cette interprétation sur l'administration de questions autres que les questions douanières?

En ce qui concerne la partie a) de cette question, nous renvoyons le Groupe spécial à nos réponses aux questions n° 32 et 90.

En ce qui concerne les parties b) et c), il est important de rappeler que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale auxquels il est fait référence à l'article X:1 du GATT de 1994 sont les objets de l'application au titre de l'article X:3 a). Ce sont donc les mesures qui sont appliquées. En principe, n'importe laquelle de ces mesures est susceptible d'être appliquée au moyen d'instruments qui sont eux-mêmes des lois, des règlements ou d'autres mesures. Nous ne voyons aucune base pour faire une distinction entre les mesures d'application générale auxquelles il est fait référence à l'article X:1, lesquelles sont susceptibles d'être appliquées au moyen d'autres mesures qui sont administratives par nature, et les mesures d'application générale qui ne sont pas susceptibles d'être appliquées de cette manière.

En ce qui concerne la partie d) de la question, nous ne voyons pas en quoi l'interprétation proposée a une incidence ou un effet pratique sur l'application *per se*. En vertu de l'article X:3 a), toutes les mesures d'application générale visées à l'article X:1 doivent être appliquées d'une manière uniforme. Cette obligation reste valable, indépendamment de la forme que prend l'application d'une mesure.

L'argument avancé au paragraphe 21 de notre déclaration orale était une réfutation de l'argument des CE selon lequel les différences existant dans les dispositions prévoyant des sanctions et dans les procédures de vérification ne relèvent pas de l'article X:3 a) parce que ce sont des différences de fond plutôt que des différences liées à l'application. Les CE supposent, à tort, que lorsque des dispositions prennent la forme de lois, de règlements ou d'autres mesures, il est exclu qu'elles puissent servir à l'application d'autres mesures et fournir un élément de preuve de l'absence d'uniformité dans l'application de ces autres mesures. En conséquence, les CE soutiennent qu'en ce qui concerne les dispositions prévoyant des sanctions et les procédures de vérification, qui dans les CE sont prescrites séparément par chaque État membre, la seule obligation au titre de l'article X:3 a) est que chaque État membre applique ses propres dispositions prévoyant des sanctions et ses propres procédures de vérification d'une manière uniforme sur son propre territoire.

Nous avons répliqué que l'argument des CE passe sous silence le fait que les mesures peuvent aussi avoir une fonction administrative. Les CE méconnaissent le caractère des dispositions prévoyant des sanctions et des procédures de vérification en tant qu'instruments servant à l'application de la législation douanière des CE. Vues sous cet angle, les différences existant d'un État membre à un autre État membre, en ce qui concerne les dispositions prévoyant des sanctions et les procédures de vérification, sont un élément de preuve de l'absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE.

Au cours de la discussion de ce point à la première réunion du Groupe spécial, les CE ont suggéré que si le Groupe spécial devait accepter l'argument des États-Unis au sujet de mesures telles que les dispositions prévoyant des sanctions et les procédures de vérification, cela aurait de larges répercussions pour des questions relevant de l'article X:1 autres que les questions douanières. Les CE ont noté que l'article X visait en plus des questions douanières des questions qui sont généralement réglementées aux échelons administratifs régionaux, y compris la vente, la distribution, le transport, et l'assurance des importations. Les CE ont estimé que l'argument avancé par les États-Unis au sujet des sanctions et des procédures de vérification nécessiterait également une harmonisation dans ces autres domaines.

Le principal défaut de l'argument des CE demeure qu'il méconnaît la distinction entre les mesures qui sont des objets de l'application et les mesures qui servent à l'application d'autres mesures. Les questions autres que les questions douanières visées à l'article X:1 – telles que les mesures d'application générale affectant la vente, la distribution, le transport, et l'assurance des importations – se distinguent des dispositions relatives aux sanctions et des procédures de vérification, pour autant que ce sont des objets de l'application plutôt que des mesures remplissant une fonction administrative. Comme il est expliqué dans les réponses aux questions n° 29, 32 et 90, *supra*, les dispositions prévoyant des sanctions et les procédures de vérification présument nécessairement l'existence d'un ensemble sous-jacent de lois ou de règles et servent à mettre en œuvre cet ensemble de lois ou de règles. C'est ce qui en fait des mesures administratives par nature. D'un autre côté, l'article X:3 a) prescrit que les mesures qui touchent la vente, la distribution, le transport, et l'assurance des importations soient elles-mêmes appliquées d'une manière uniforme dans toute région quelle qu'elle soit du territoire d'un Membre de l'OMC où elles sont en vigueur. En conséquence, accepter l'argument des États-Unis concernant les dispositions prévoyant des sanctions et les procédures de vérification n'aurait pas l'effet dramatique, suggéré par les CE, d'imposer une harmonisation dans un grand nombre de domaines autres que le domaine douanier.

94. Concernant l'interprétation du terme "appliquera" figurant à l'article X:3 a) du GATT de 1994, les parties estiment-elles qu'il conviendrait d'établir une distinction entre, d'une part, les procédures administratives applicables aux négociants et le traitement réservé aux négociants et, d'autre part, les décisions de fond et les résultats des procédures administratives qui affectent les négociants? Dans l'affirmative, veuillez expliquer le fondement juridique de cette distinction.

Les États-Unis ne voient dans l'article X:3 a) aucune base pour la distinction qui est faite dans la présente question. L'article X:3 a) exige une application uniforme et ne tient pas compte des différentes formes que peut prendre l'application. La question distingue deux formes possibles que peut prendre l'application – à savoir, les procédures administratives applicables aux négociants et le traitement des négociants, et les décisions de fond et les résultats des processus administratifs qui affectent les négociants. Pour ce qui est des premières, nous croyons comprendre que le Groupe spécial a en vue, par exemple, les procédures concernant les sanctions et les vérifications. Pour ce qui est des secondes, nous croyons comprendre que le Groupe spécial entend, par exemple, des décisions particulières en matière de classement et d'évaluation en douane. Un Membre de l'OMC ne satisferait pas à l'obligation d'application uniforme s'il réalisait l'uniformité pour une de ces formes d'application mais pas pour l'autre.

QUESTIONS AUX PARTIES ET AUX TIERCES PARTIES

109. Comment le terme "appliquera" devrait-il être interprété aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

L'interprétation du terme "appliquera" est examinée aux paragraphes 32 à 39 de la première communication écrite des États-Unis. Nous renvoyons également le Groupe spécial à nos réponses aux questions n° 1, 12 et 23, *supra*. Enfin, nous renvoyons le Groupe spécial à notre réponse à la question n° 90, dans laquelle nous examinons le sens du terme connexe "administratif".

110. L'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994 signifie-t-elle qu'il ne devrait y avoir qu'une possibilité limitée, voire aucune possibilité, d'exercer un pouvoir d'appréciation dans l'application des législations douanières?

Il n'est pas exact que la possibilité d'exercer un pouvoir d'appréciation aboutirait toujours à une application non uniforme des législations douanières, en violation de l'article X:3 a) du GATT. Par exemple, l'exercice d'un pouvoir d'appréciation dans la conduite de tâches courantes – par exemple, sur le point de savoir s'il convient d'inspecter un chargement particulier, ou s'il convient d'effectuer une vérification d'un importateur particulier, ou s'il convient de demander une documentation complémentaire à l'appui d'une demande de classement – ne se traduirait probablement pas par une absence d'uniformité dans l'application des législations douanières.

111. Le temps passé à examiner une question particulière (y compris les cas de divergences dans l'application) est-il un élément à prendre en considération aux fins de l'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi, en vous référant aux termes particuliers de l'article X:3 a).

Le temps nécessaire pour traiter une question spécifique est une considération qu'il faut prendre en compte aux fins de l'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le temps nécessaire pour traiter une question est pertinent au regard de l'efficacité de l'article X:3 a). S'il était permis à un Membre de tolérer qu'une application non uniforme persiste pendant des périodes de temps indéterminées, jusqu'à ce qu'il ait finalement remédié à l'absence d'uniformité, l'obligation d'assurer une application uniforme, inscrite à l'article X:3 a), serait vidée de toute

signification. Cela serait contraire aux principes de l'effet utile dans l'interprétation des traités, comme l'Organe d'appel l'a toujours reconnu.[71]

Les approches différentes suivies dans les CE en ce qui concerne le traitement, aux fins de l'évaluation en douane, des coûts de réparation des véhicules sous garantie, offrent un exemple de la pertinence du facteur temps pour l'examen du respect de l'obligation d'application uniforme.[72] Dans son rapport sur l'application des règles d'évaluation dans les CE, la Cour des comptes a dit qu'elle avait porté cette question à l'attention de la Commission en 1990.[73] Dans leur première communication écrite, les CE disent qu'elles se sont attaquées à la non-uniformité en cause en adoptant un règlement en 2002.[74] Ainsi, s'il a été apparemment remédié à l'absence d'uniformité d'application, il a fallu 12 ans pour y parvenir. Les États-Unis soutiennent qu'une interprétation de l'article X:3 a) selon laquelle un Membre sera présumé appliquer sa législation d'une manière uniforme lorsqu'il remédie à l'absence d'uniformité d'application 12 ans après que cette absence d'uniformité a été portée à l'attention des autorités compétentes rendrait caduque l'obligation d'application uniforme, en violation du principe de l'effet utile.

112. En ce qui concerne l'objectif de sécurité et de prévisibilité de l'environnement commercial international qui est poursuivi par l'OMC (que l'Organe d'appel a rappelé récemment en parlant des engagements tarifaires, au paragraphe 243 de son rapport sur l'affaire CE – Morceaux de poulet (WT/DS269/AB/R et WT/DS286/R)), veuillez expliquer si, pourquoi et comment cet objectif est pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Comme nous l'avons expliqué dans notre déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, les CE suggèrent une interprétation excessivement étroite de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[75] Elles font valoir que l'obligation d'application uniforme est soumise à diverses restrictions, dont l'effet net est de priver l'obligation d'application uniforme de toute efficacité. Ainsi, les CE caractérisent l'article X:3 a) comme une obligation établissant des "critères minimaux", tempérée par les "réalités pratiques", à laquelle il n'est contrevenu que lorsque l'application non uniforme affiche un mode particulier.[76]

Le Groupe spécial devrait rejeter l'interprétation de l'article X:3 a) proposée par les CE comme étant sans fondement dans le texte et incompatible avec le principe de l'effet utile. À cet égard, cette interprétation diminuerait une obligation inscrite dans un accord visé, contrairement à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord. Comme il est expliqué dans cet article, le système de règlement des différends assure la sécurité et la prévisibilité grâce à une interprétation appropriée des accords visés et sans accroître ou diminuer les droits et les obligations des Membres.[77]

---

[71] *Voir*, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures de sauvegarde relatives aux importations de chaussures* (WT/DS121/AB/R, paragraphe 88) (adopté le 12 janvier 2000); rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques,* WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, page 12 (adopté le 1er novembre 1996); rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, page 23 (adopté le 20 mai 1996).

[72] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 88 et 89 (où est examiné le rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane), paragraphes 73 et 74 (pièce US-14).

[73] Cour des comptes, rapport sur la valeur en douane, paragraphe 73 (pièce US-14).

[74] Première communication écrite des CE, paragraphe 397.

[75] Déclaration orale des États-Unis, première réunion du Groupe spécial, paragraphes 14 à 23.

[76] *Voir* la déclaration orale des CE, première réunion du Groupe spécial, paragraphe 24; la première communication écrite des CE, paragraphes 235, 238 et 241.

[77] Les États-Unis notent également qu'ils contestent la référence à "la sécurité et [à] la prévisibilité dans l'environnement commercial international" en tant qu'objet et but de l'Accord sur l'OMC.

113. Les attentes des négociants sont-elles pertinentes pour l'interprétation et l'application de l'article X:3 a) et de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en quoi et comment, en vous référant au libellé particulier de ces articles.

Les attentes des négociants sont pertinentes pour l'interprétation et pour l'application de l'article X:3 a) et X:3 b). En vertu des règles coutumières d'interprétation des traités du droit international public, un traité doit être interprété conformément au sens ordinaire à accorder à ses termes dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du traité.[78] Le texte et le contexte de l'article X:3 a) et X:3 b) indiquent que l'article X dans son ensemble est axé sur l'équité envers les négociants. Ainsi, par exemple, l'article X:1 fait obligation aux Membres de publier certaines mesures d'application générale "dans les moindres délais de façon à permettre aux gouvernements *et aux commerçants* d'en prendre connaissance". (pas d'italique dans l'original) Comme l'a fait observer le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, "s'il est normal que le GATT de 1994 exige ce type de transparence entre les Membres, il est significatif que l'article X:1 va plus loin et mentionne expressément l'importance de la transparence pour les commerçants considérés individuellement ... On peut donc voir que l'article X:3 a) exige un examen de l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants qui participent aux échanges."[79]

De même, l'article X:3 a) exige non seulement une application uniforme mais aussi une application impartiale et raisonnable des mesures douanières, et l'article X:3 b) exige que des tribunaux et des procédures soient en place afin d'assurer dans les moindres délais la révision et la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières. L'Organe d'appel, dans *États-Unis – Crevettes*, a caractérisé ces critères en disant qu'ils concernaient "la transparence et l'équité au plan de la procédure dans l'administration des règlements commerciaux".[80] De toute évidence, les bénéficiaires des critères de transparence et d'équité au plan de la procédure sont les négociants.

Au demeurant, il est remarquable que la deuxième phrase de l'article X:3 b) exige que la pratique des organismes chargés de l'application administrative des mesures douanières soit régie par les décisions des tribunaux ou des procédures de révision, "à moins qu'il ne soit interjeté appel auprès d'une juridiction supérieure *dans les délais prescrits pour les appels interjetés par les importateurs*". (pas d'italique dans l'original) Autrement dit, un organisme des douanes peut faire appel d'une décision d'un tribunal, et la décision du tribunal ne régit pas la pratique de cet organisme tant que l'appel est pendant, mais l'organisme ne peut pas se voir accorder plus de temps pour faire appel qu'il n'en serait accordé aux importateurs pour former leur appel. La référence, comme point de repère, au délai prescrit pour les appels interjetés par les importateurs est un nouvel élément de preuve qui montre que le texte et le contexte de l'article X:3 a) et X:3 b) appuient l'idée d'une orientation axée sur les négociants.

114. L'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige-t-elle une application uniforme d'une manière générale ou une application uniforme dans chacun des cas? La réponse dépend-elle de la nature de la contestation au titre de l'article X:3 a)? Dans l'affirmative, veuillez expliquer. Si une uniformité générale est acceptable en vertu de l'article X:3 a), quel serait le seuil concret/quantitatif et/ou le point de repère permettant de démontrer qu'il y a eu violation de l'article X:3 a)?

L'article X:3 a) ne précise pas s'il prescrit une application uniforme d'une manière générale ou une application uniforme dans chacun des cas. Cependant, dans le présent différend, les États-Unis ne

[78] *Convention de Vienne sur le droit des traités,* faite à Vienne, le 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331, 8 ILM 679 (juillet 1969) (Convention de Vienne sur le droit des traités), article 31 (1).
[79] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs,* paragraphes 11.76 et 11.77.
[80] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 183.

mettent pas en cause les CE au motif qu'elles n'assurent pas une application uniforme dans chacun des cas. Ils mettent en cause les CE au motif qu'elles n'assurent pas, d'une manière générale, une application uniforme de leur législation douanière.

Pour les raisons énoncées dans nos réponses aux questions n° 16, 24 et 33, *supra*, il n'est pas nécessaire de définir un seuil et/ou un point de repère concret/quantitatif pour démontrer que l'article X:3 a) a été violé. Ce que les États-Unis ont démontré, c'est que le système d'application de la législation douanière dans les CE, constitué de 25 autorités indépendantes, sans organisme ou autre mécanisme central pour concilier les cas d'application divergents entre ces autorités – est tel qu'il ne parvient pas à réaliser l'application uniforme prescrite à l'article X:3 a). Étant donné que ce sont les éléments de preuve montrant comment ce système est conçu et fonctionne qui démontrent le manquement des CE à leur obligation, ce qui est pertinent c'est *le fait* que des divergences se produisent et ne sont pas conciliées, *pas la fréquence* de types particuliers de divergences.

115. Veuillez formuler des observations sur l'affirmation qui a été faite par le Japon au paragraphe 8 de sa communication en tant que tierce partie selon laquelle, aux fins de l'évaluation de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial doit examiner si les divergences alléguées existent, comme le prétendent les États-Unis, et, dans l'affirmative, si ces divergences existent à un degré qui serait considéré comme incompatible avec l'article X:3 a), eu égard au système douanier particulier dans son ensemble.

Veuillez vous reporter aux réponses des États-Unis aux questions n° 16, 24, 33 et 114, *supra*. La suggestion du Japon d'évaluer l'allégation des États-Unis "eu égard au système douanier particulier dans son ensemble" semble présenter un danger, qui serait de créer pour l'article X:3 a) un critère distinct pour chaque Membre de l'OMC considéré individuellement. Ce qui est en cause, c'est l'un des aspects les plus importants du système commercial basé sur des règles, et l'évaluation du point de savoir si l'uniformité d'application est effectivement réalisée ne peut pas varier de cette manière.

116. Au paragraphe 2 de la déclaration orale qu'il a faite lors de la séance avec les tierces parties au cours de la première réunion de fond, le Japon s'est appuyé sur les "critères minimaux" de transparence et d'équité sur le plan de la procédure mentionnés par l'Organe d'appel dans l'affaire États-Unis – Crevettes pour faire valoir qu'"[u]ne application des réglementations qui manquerait d'"uniformité" [aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994] serait d'une manière générale injuste, tendancieuse, inéquitable, partiale et opaque – en d'autres termes, abusive et non transparente". Si l'on suit ce raisonnement, les exigences de transparence et d'équité sur le plan de la procédure s'appliqueraient-elles: i) aux processus et au traitement concernant les négociants aux fins de l'application des législations douanières; et/ou ii) aux décisions de fond se rapportant à des questions douanières auxquelles les négociants doivent se soumettre?

Nous renvoyons le Groupe spécial à notre réponse à la question n° 94, *supra.*

117. Au paragraphe 7.268 de son rapport, le Groupe spécial États-Unis – Acier laminé à chaud (WT/DS184/R) a dit ce qui suit: "[N]ous relevons que le Japon n'a même pas allégué, et encore moins établi, l'existence d'un mode de prise de décisions en ce qui concerne les questions spécifiques qu'il soulève qui donnerait à penser que la législation antidumping des États-Unis n'est pas appliquée d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable [dans le cadre de l'article X:3 a) du GATT de 1994]." Veuillez formuler des observations sur la constatation du Groupe spécial selon laquelle il faut établir l'existence d'un mode de prise de décisions pour démontrer qu'il y a violation de l'article X:3 a).

Nous renvoyons le Groupe spécial à notre réponse à la question n° 9, *supra.*

118. Que signifient les mots "pertaining to" ("qui visent") figurant à l'article X:1 du GATT de 1994? Les règles régissant le fonctionnement d'organes qui surveillent l'application des législations douanières ou qui y prennent part d'une manière ou d'une autre – comme le Comité du Code des douanes des CE – peuvent-elles être considérées comme des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale "qui visent" la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières?

Les mots "pertaining to" ("qui visent") à l'article X:1 ont leur sens ordinaire qui est, dans ce contexte, "[h]av[ing] reference or relation to" ("faisant référence à ou se rapportant à").[81] Ces mots doivent être distingués du mot "affecting," ("qui touchent"), l'autre locution conjonctive figurant dans la première phrase de l'article X:1. Donc, la première phrase décrit deux catégories de lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale: 1) les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives qui visent certaines questions, et 2) ceux qui touchent certaines autres questions. Le mot "affecting," ("qui touchent"), tel qu'il est employé ici, signifie "qui influenc[ent]".[82]

De l'avis des États-Unis, il n'est pas probable que les règles régissant le fonctionnement d'organismes qui surveillent l'application de la législation douanière ou qui y prennent part d'une manière ou d'une autre – tels que par exemple, le Comité des douanes communautaire – puissent être assimilées à des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives de portée générale "qui visent" le classement ou l'évaluation des produits à des fins douanières. De telles règles qui régissent le mode de fonctionnement n'ont sans doute pas avec la question du classement et de l'évaluation le rapport nécessaire pour pouvoir être considérées comme des règles "qui visent" cette question.

119. Les lois/dispositions prévoyant des sanctions applicables aux violations des lois douanières font-elles partie des mesures visées par l'article X:1 du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en vous référant aux termes pertinents de l'article X:1.

Nous renvoyons le Groupe spécial à nos réponses aux questions n° 29 et 32, *supra*.

120. Quelle est la signification de l'article XXIV:12 du GATT de 1994 aux fins de l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Dans leur première communication, les CE suggèrent que leurs obligations au titre de l'article X:3 a) sont d'une certaine manière tempérées par l'article XXIV:12.[83] Ce n'est pas le cas. L'article XXIV:12 impose à chaque Membre de l'OMC l'obligation de "prendr[e] toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que, sur son territoire, les gouvernements et administrations régionaux et locaux observent les dispositions du [GATT]". C'est là une reconnaissance du fait que pour certains États Membres de l'OMC, des questions réglementaires particulières découlant implicitement des obligations au titre du GATT peuvent se situer, du point de vue constitutionnel, en dehors de la compétence du gouvernement central. En pareil cas, le gouvernement central est tenu de prendre toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que, sur son territoire, les gouvernements régionaux et locaux s'acquittent des obligations pertinentes. Comme les CE elles-mêmes l'ont soutenu dans des différends antérieurs dans le cadre du GATT[84], c'est là une disposition étroite qui concerne l'exécution de certaines obligations. Ce n'est pas une dérogation générale à l'applicabilité de

[81] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. II, page 2173 (1993) (pièce US-56).
[82] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. I, page 35 (1993) (pièce US-57).
[83] Première communication écrite des CE, paragraphe 220.
[84] *Voir*, par exemple, le rapport du Groupe spécial du GATT, *Importation, distribution et vente de boissons alcooliques par les organismes provinciaux de commercialisation canadiens,* L/6304, IBDD, S35/38, paragraphe 3.52 (adopté le 22 mars 1988).

l'article X:3 a) ou une restriction à cette applicabilité. Assurément, les groupes spéciaux qui ont examiné l'article XXIV:12 ont toujours reconnu que cette disposition doit faire l'objet d'une interprétation étroite, afin d'éviter "des déséquilibres dans les droits et obligations entre les États unitaires et les États fédéraux".[85]

121. En vous référant aux termes spécifiques de l'article X:3 b) du GATT de 1994, veuillez expliquer si l'obligation d'assurer la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives se limite ou non aux révisions effectuées en premier ressort par les autorités administrantes.

L'article X:3 b) se réfère aux tribunaux ou aux procédures chargés "de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières". C'est une mesure "administrative" qui doit remplir les conditions requises pour faire l'objet d'une révision et d'une rectification dans les moindres délais en vertu de cette disposition, contrairement à une décision contentieuse émanant de tribunaux ou de procédures de degré inférieur. Cette référence paraît indiquer que l'obligation de réviser et de rectifier dans les moindres délais s'applique au premier tribunal ou à la première procédure qu'un Membre a en place aux fins de la révision et de la rectification, qui satisfait à la prescription de l'article X:3 b) concernant l'indépendance à l'égard des organismes chargés de l'application des mesures administratives. Cette interprétation est corroborée par la référence distincte que fait l'article X:3 b) aux appels interjetés "auprès d'une juridiction supérieure dans les délais prescrits pour les appels interjetés par les importateurs".

122. Que signifie le mot "correction" ("rectifier") employé à l'article X:3 b) du GATT de 1994?

Nous croyons comprendre que le mot "correction" ("rectifier"), tel qu'il est employé à l'article X:3 b), a son sens ordinaire, qui est dans ce cas "[t]he action of putting right or indicating errors" ("l'action de rectifier ou d'indiquer des erreurs").[86] Les tribunaux ou les procédures qu'un Membre a en place conformément à l'article X:3 b) doivent avoir le pouvoir non seulement de réviser la mesure administrative mais aussi de rectifier les erreurs commises par les organismes administratifs dont ils révisent les mesures.

123. Quel est le rapport juridique entre l'article X:3 a) du GATT de 1994 et l'article X:3 b) du GATT de 1994, à supposer qu'il y en ait un?

L'article X:3 a) et l'article X:3 b) établissent chacun des obligations qui concernent la transparence et l'équité au plan de la procédure envers les négociants. En droit, chaque alinéa fournit un contexte pour l'interprétation de l'autre conformément aux règles coutumières d'interprétation des traités formulées à l'article 31(1) de la Convention de Vienne.

---

[85] Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Mesures affectant la vente des pièces de monnaie en or*, L/5863, paragraphes 63 et 64 (17 septembre 1985) (non adopté); *voir également* rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Mesures affectant les boissons alcooliques et les boissons à base de malt*, DS23/R, IBDD, S39/233, paragraphe 5.79 (adopté le 19 juin 1992) (appuyant l'interprétation stricte de l'article XXIV:12).

[86] *The New Shorter Oxford English Dictonary*, Vol. I, page 516 (1993) (pièce US-58).

ANNEXE A-2

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(23 septembre 2005)

1. Aux États-Unis, les questions qui visent les taxes ou autres impositions, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou une autre utilisation des produits, sont souvent régies par les lois ou règlements des 50 États. La teneur de ces lois et règlements peut varier considérablement. Les États-Unis considèrent-ils que l'application de ces lois et règlements des États est uniforme, comme il est prescrit par l'article X:3 a) du GATT? Veuillez expliquer.

Les États-Unis notent que l'application des mesures des États-Unis n'est pas en cause dans le présent différend. De plus, nous notons que la question des Communautés européennes (CE) ne concerne pas la législation douanière, qui est le type de mesure dont l'application est en cause dans la présente affaire.[1] Enfin, nous ne croyons pas comprendre que les CE soutiennent que leur législation douanière varie, quant au fond, d'un endroit à un autre à l'intérieur du territoire des Communautés européennes.

2. Les États-Unis considèrent-ils que le Tribunal du commerce international des États-Unis a procédé à une révision dans les moindres délais dans les affaires auxquelles il est fait référence dans les pièces EC-99 et EC-101? Veuillez expliquer.

Voir la réponse des États-Unis à la question n° 39 du Groupe spécial.

3. Conformément à la Loi des États-Unis (19 US 1515 (a), pièce EC-66), le Tribunal du commerce international des États-Unis se prononce généralement sur une contestation dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle la contestation a été présentée. Les États-Unis considèrent-ils que cette disposition est conforme à l'article X:3 b) du GATT? Veuillez expliquer.

Comme c'était le cas dans la question n° 2, cette question semble reposer sur l'idée erronée que les États-Unis contestent le rythme auquel les tribunaux des États membres des CE procèdent – dans les moindres délais ou non – à la révision et à la rectification. De plus, les pratiques du Service des douanes des États-Unis ne sont pas en cause dans le présent différend. Néanmoins, afin d'éclairer les questions soulevées dans le différend, les États-Unis répondent ce qui suit:

---

[1] Au demeurant, les prémisses de cette question sont incorrectes, dans la mesure où le champ d'application des lois et règlements auxquels la question se réfère ne correspond pas au texte de l'article X de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994"). L'obligation d'application uniforme inscrite à l'article X:3 a) concerne l'application des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1. Les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1, à leur tour, ne sont pas des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives qui visent les "taxes ou autres impositions" − comme la question semble l'indiquer. Ce ne sont pas non plus des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation "des produits" en général – comme la question des CE semble également l'indiquer. Dans les deux cas, l'article X:1 établit plutôt un lien avec les "importations ou les exportations", ce que la question semble ignorer.

Les États-Unis considèrent que leur système de révision et de rectification des décisions administratives se rapportant aux questions douanières est entièrement compatible avec leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994. En vertu de la disposition citée dans la question, une contestation présentée par un importateur a pour effet de maintenir le statu quo dans l'attente d'une décision. Si l'importateur l'emporte, il a droit aux intérêts échus sur tout montant qui doit lui être remboursé. Il est donc intégralement indemnisé.

Au demeurant, un importateur n'est pas tenu de suivre la procédure de contestation à laquelle il est fait référence dans la question. Un négociant est autorisé à demander un examen accéléré de sa contestation par le port. Si le port ne donne pas une suite favorable à cette contestation dans les 30 jours, la contestation est présumée rejetée; le rejet présumé peut alors faire l'objet d'un recours directement auprès du Tribunal du commerce international des États-Unis (USCIT) sans autre démarche administrative.

4. Conformément à l'article X:3 b) du GATT, les tribunaux ou procédures chargés de réviser les décisions se rapportant aux questions douanières seront indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives. Les États-Unis considèrent-ils que la révision effectuée par le Service des douanes des États-Unis est conforme à cette prescription? Veuillez expliquer.

Les États-Unis notent que la révision des décisions administratives du Service des douanes des États-Unis n'est pas en cause dans le présent différend. Néanmoins, afin d'éclairer les questions soulevées dans le différend, les États-Unis répondent ce qui suit.

La révision effectuée par le Service des douanes des États-Unis est conforme à la prescription de l'article X:3 b), selon laquelle un tribunal ou une procédure chargés de la révision et de la rectification doivent être indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives. Le Bureau du Service des douanes chargé de réviser les mesures administratives se rapportant aux questions douanières est le Bureau des règlements et des règles, qui fait partie du Siège de Service des douanes et de la protection des frontières. Ce Bureau est, de par sa structure fonctionnelle, indépendant des ports dont il révise les décisions. Il relève du Commissaire adjoint aux douanes du Bureau des règlements et des règles, alors que les ports relèvent du Commissaire adjoint chargé des opérations sur le terrain. Et, en tant qu'unité distincte et indépendante des ports, le Bureau des règlements et des règles assure en fait une révision objective et impartiale de la mesure administrative.

5. Les États-Unis considèrent-ils que l'article X:3 b) du GATT fait obligation aux Membres de l'OMC d'établir ou de maintenir, pour la révision des décisions se rapportant aux questions douanières, un tribunal ayant compétence sur l'ensemble du territoire du Membre de l'OMC en question? Les États-Unis considèrent-ils qu'un tel tribunal doit être un tribunal de première instance, ou peut-il s'agir d'une instance supérieure? Veuillez expliquer.

Voir les réponses des États-Unis aux questions n° 35 et 121 du Groupe spécial.

ANNEXE A-3

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(23 septembre 2005)

QUESTIONS ADRESSÉES AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

41. En droit communautaire, est-ce aux Communautés européennes et/ou aux États membres des Communautés qu'il incombe de s'acquitter des obligations énoncées à l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994?

En droit communautaire, c'est aussi bien aux institutions des Communautés européennes (CE) qu'aux autorités des États membres, chacune agissant dans sa sphère de compétences, qu'il incombe de s'acquitter des obligations inscrites à l'article X:3 a) et b) du GATT.

En droit international, c'est exclusivement aux CE qu'il incombe de s'acquitter des obligations inscrites à l'article X:3 a) et b) du GATT.

42. En droit communautaire, est-ce aux Communautés et/ou aux États membres des Communautés qu'il incombe d'appliquer: a) le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992; b) le Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993; c) le Tarif intégré des Communautés européennes établi en vertu du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987?

En droit communautaire, c'est aussi bien aux institutions communautaires qu'aux autorités des États membres, chacune agissant dans sa sphère de compétences, qu'il incombe d'appliquer les instruments auxquels il est fait référence dans la question du Groupe spécial.

43. Le compte rendu de la réunion tenue par l'ORD le 21 mars 2005 (WT/DSB/M/186, paragraphe 29) indique que les Communautés européennes ont déclaré qu'elles avaient mis en place des règles douanières harmonisées et des mesures institutionnelles et administratives – dont l'application était assurée par la Commission des CE et la Cour européenne de justice – afin de prévenir les pratiques divergentes. Concernant ces observations, veuillez préciser à quelles "pratiques divergentes" les Communautés européennes faisaient référence?

Les CE faisaient référence à toute pratique divergente qui, en l'absence des instruments communautaires actuellement en place pour assurer l'application uniforme, aurait pu se produire dans l'administration douanière des CE. Les CE ne faisaient pas référence à des exemples concrets de pratiques divergentes.

44. Au paragraphe 22 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les Communautés européennes soutiennent que, lorsqu'il existe des lois et règlements au niveau infrafédéral, l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige uniquement que ces lois soient appliquées d'une manière uniforme dans le domaine dans lequel elles s'appliquent. En quoi cet argument est-il pertinent dans le domaine de la législation douanière des CE, qui relève de la compétence exclusive des Communautés?

L'argument n'est pas pertinent lorsque les CE ont une compétence exclusive et qu'il n'existe aucune loi des États membres. Cependant, les allégations des États-Unis concernent aussi des

domaines dans lesquels les CE n'ont pas une compétence exclusive, et dans lesquels les États membres ont légiféré. Un exemple a trait aux sanctions prévues en cas de violations de la législation douanière, sanctions qui sont édictées dans la législation des États membres des CE. Un autre exemple peut être tiré de la législation administrative générale des États membres, où une telle législation est pertinente pour les activités des autorités douanières dans des domaines qui n'ont pas été harmonisés par la législation communautaire.

45. Au paragraphe 16 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les États-Unis font observer que "les CE parlent d'une limitation liée aux "réalités pratiques", mais n'indiquent aucun critère qui pourrait permettre d'évaluer cette limitation. De même, tout en affirmant qu'"un degré minimal d'absence d'uniformité est *de facto* inévitable", elles ne proposent aucun critère pour évaluer le degré d'absence d'uniformité pouvant exister sans que l'article X:3 a) soit enfreint". Veuillez répondre aux observations des États-Unis.

Les CE ne sont pas d'accord avec l'observation des États-Unis. Au paragraphe 241 de leur première communication écrite, les CE ont décrit le critère applicable dans les termes suivants:

> En conséquence, le point de savoir si un membre particulier satisfait à l'obligation d'"uniformité" ne peut pas être établi en examinant seulement un exemple isolé tiré de la pratique. À la place, l'uniformité ne peut être évaluée que sur la base d'un mode général d'administration douanière. C'est seulement s'il peut être démontré, sur la base d'un mode général, que l'application de la législation douanière d'un Membre de l'OMC n'est pas uniforme, que le critère de l'article X:3 a) du GATT est violé.

Ce critère est pleinement conforme aux constatations du Groupe spécial dans *États-Unis – Acier laminé à chaud*.[1] La même approche a été suivie par le Groupe spécial dans *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*.[2]

Plusieurs tierces parties ont préconisé l'application d'un critère très analogue dans le contexte de l'article X:3 a) du GATT. Par exemple, l'Australie a fait valoir qu'"étant donné la nature complexe des systèmes douaniers, certaines divergences peuvent se produire de temps à autre, mais ces divergences ne devraient pas être assez générales ni assez fréquentes pour rendre l'administration douanière incompatible avec l'article X:3 a) du GATT".[3] De même, le Japon a avancé l'argument suivant[4]:

> En conséquence, si le Groupe spécial considère comme des divergences les cas auxquels se sont référés les États-Unis, alors un examen plus approfondi est nécessaire pour déterminer si l'application faite par les CE manque d'uniformité à un "degré" qui serait incompatible avec l'article X:3 a) du GATT. Une telle détermination serait fondée sur le point de savoir si les cas mentionnés par les États-Unis sont des résultats individuels de l'administration douanière des CE, ou des éléments de preuve d'une absence d'uniformité dans l'application générale de la législation

[1] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.268.
[2] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.310.
[3] Australie, déclaration orale, paragraphe 6.
[4] Japon, déclaration orale, paragraphe 5.

> douanière des CE qui peut avoir une incidence notable sur la situation concurrentielle.

Il est remarquable que, dans d'autres affaires, les États-Unis ont eux-mêmes avancé des arguments en faveur d'un critère très analogue. Par exemple, dans *États-Unis – Acier laminé à chaud*, les États-Unis ont avancé l'argument suivant[5]:

> Les États-Unis indiquent également, à titre de mise en garde, qu'il faut établir une distinction entre la façon dont une affaire particulière a été traitée et l'application générale des lois et règlements visés à l'article X:3. Ils soulignent le fait que le Japon ne soutient pas que la pratique générale des États-Unis en matière de lutte contre le dumping est arbitraire ou ne garantit pas les droits accessoires en ce qui concerne le respect de la procédure, mais qu'il conteste seulement la façon dont la présente affaire a été traitée.

C'est donc à tort que les États-Unis soutiennent que les CE ne suggèrent aucun critère pour l'application de l'article X:3 a) du GATT. Le critère proposé est le critère étayé par la jurisprudence existante au titre de l'article X:3 a) du GATT, qui a été entériné par de nombreux Membres de l'OMC, y compris par les États-Unis eux-mêmes.

À partir de quel point les cas de non-uniformité devraient être considérés comme étant assez généraux et fréquents pour constituer un mode de non uniformité, la question devra être tranchée sur la base des faits de chaque cas particulier, en tenant compte des caractéristiques du système d'administration douanière en question. Cependant, le fait que ce critère est difficile à définir en termes quantitatifs dans l'abstrait ne signifie pas qu'il ne pourrait pas être appliqué par un Groupe spécial.

Les États-Unis n'ont pas fourni un seul exemple du manque d'uniformité dans le système d'administration douanière des CE, et moins encore démontré l'existence d'un mode de non-uniformité. Il est clair qu'un petit nombre de cas dans un domaine particulier ne serait pas suffisant aux fins d'établir l'existence d'un mode général de non uniformité. Étant donné que les États-Unis sont encore loin de s'être acquittés de la charge de la preuve qui leur incombe, les CE considèrent que le Groupe spécial peut se dispenser de définir quel est le nombre spécifique de cas qui pourraient constituer, dans un domaine donné, un mode de non-uniformité.

46. Au paragraphe 25 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les Communautés européennes soutiennent qu'"il y a un seuil minimal à l'article X:3 a) du GATT qui implique qu'une variation dans la pratique administrative doit avoir une incidence importante sur l'application de la législation douanière pour être constitutive d'infraction à cette disposition". Veuillez préciser, d'un point de vue concret/quantitatif, ce que les Communautés européennes entendent par "seuil minimal" à cet égard.

Dans l'affaire *CEE – Pommes de table*, le Groupe spécial a soutenu que des variations mineures dans la pratique administrative des États membres des CE ne pourraient pas être considérées comme un manquement à l'article X:3 a) du GATT.[6]

---

[5] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.264. Des arguments analogues ont également été avancés par les États-Unis dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable*, paragraphe 6.47.

[6] Rapport du Groupe spécial du GATT *CEE – Pommes de table*, paragraphe 12.30 (pour la citation complète, première communication écrite des CE, paragraphe 233).

Les CE estiment que ce seuil minimum traduit le fait que l'article X:3 a) du GATT n'exige pas l'uniformité en tant qu'objectif en soi, mais est plutôt destiné à protéger les intérêts des négociants. C'est ce qu'a reconnu le Groupe spécial dans *Argentine – Peaux et cuirs*, en disant que l'article X:3 a) du GATT exige un examen de l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants[7]:

> On peut donc voir que l'article X:3 a) exige un examen de l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants qui participent aux échanges. Pour cela, il ne s'agit pas, bien entendu, de vérifier l'existence d'un dommage commercial car cela n'est généralement pas requis en ce qui concerne les violations du GATT de 1994, mais de savoir s'il y a eu une incidence éventuelle sur la situation concurrentielle en raison d'une application des règles, décisions ou règlements douaniers dont il est allégué qu'elle serait partiale, non raisonnable et non uniforme, etc.

Des rapports sur les affaires *CEE – Pommes de table*, et *Argentine – Peaux et cuirs*, on peut donc déduire que pour constituer une violation de l'article X:3 a) du GATT, il faut qu'un mode de non-uniformité dans l'application de la législation ait une incidence sur la situation concurrentielle des commerçants, et cette incidence doit être notable.

Les CE ne contestent pas qu'une absence d'uniformité sur des questions qui ont une incidence sur les droits de douane à acquitter par le négociant pourrait avoir une incidence notable sur la situation concurrentielle, et serait donc pertinente au regard de l'article X:3 a) du GATT. Pour cette raison, des différences dans le classement tarifaire ou l'évaluation en douane, dès lors qu'elles entraînent des différences dans les droits de douane exigibles, constituent davantage qu'une variation mineure du point de vue de l'article X:3 a) du GATT, à condition qu'elles se produisent sur une grande échelle.

Cependant, les États-Unis ont également présenté des allégations concernant des questions qui n'ont pas d'incidence évidente sur la situation concurrentielle des négociants. Un exemple serait les différences procédurales alléguées concernant la procédure de domiciliation, pour lesquelles on ne voit pas clairement comment de telles différences, même si elles existaient, auraient une incidence notable sur les négociants.[8] Les allégations des États-Unis concernant les vérifications de la valeur en douane constitueraient un autre exemple.[9]

Les CE voudraient aussi faire observer que c'est aux États-Unis, en tant que partie plaignante, qu'il appartient de montrer qu'il y a une incidence sur les négociants, et qu'une telle incidence est notable du point de vue de l'article X:3 a) du GATT.

47. Les États-Unis font état de décisions divergentes prises par les autorités des États membres tout au long de leur première communication écrite. Par exemple, les États-Unis font état de divergences dans les décisions concernant le classement: d'une manière générale (paragraphe 21); en ce qui concerne les cartes réseau pour ordinateurs personnels (note de bas de page 33); en ce qui concerne le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte (note de bas de page 33); et en ce qui concerne les articles ou shorts unisexes (paragraphe 76). En outre, les États-Unis font état de divergences dans les décisions relatives à la valeur en douane (paragraphes 25 et 93). De telles divergences dans les décisions peuvent-elles être contestées au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

---

[7] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs,* paragraphe 11.77.
[8] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 116.
[9] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 96.

Premièrement, les CE voudraient souligner qu'elles contestent qu'il y a une divergence dans les décisions prises par les États membres à la fois d'une manière générale et en ce qui concerne les questions spécifiques auxquelles il est fait référence par les États-Unis.[10]

Deuxièmement, si des décisions individuelles peuvent constituer des éléments de preuve pertinents pour établir s'il y a un mode de non-uniformité, des décisions individuelles ne peuvent pas être contestées au titre de l'article X:3 a) du GATT. À cet égard, les CE peuvent renvoyer à leur réponse à la question n° 45 du Groupe spécial.

48. Au paragraphe 5 de leur première communication écrite, les Communautés européennes soutiennent que l'article X:3 a) du GATT de 1994 est une disposition énonçant des critères minimaux pour l'application de la législation douanière et ne constitue pas un fondement juridique pour l'harmonisation des systèmes d'administration douanière des Membres de l'OMC. En outre, aux paragraphes 231 et 232 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font observer que, l'article X:3 a) n'énonçant que des critères minimaux, il n'oblige pas les Membres de l'OMC à satisfaire aux critères les plus élevés possibles à un moment précis. Veuillez expliquer quels sont les "critères minimaux" exigés pour ce qui est de l'obligation d'uniformité prévue à l'article X:3 a). Veuillez expliquer concrètement comment ces "critères minimaux" peuvent et devraient être appliqués dans les domaines spécifiques de l'administration des douanes mentionnés par les États-Unis – à savoir la classification tarifaire, l'évaluation en douane et les procédures douanières.

L'article X:3 a) du GATT exige simplement que les Membres de l'OMC appliquent d'une manière uniforme les lois et règlements visés à l'article X:1 du GATT. Cela signifie que, compte tenu du mode général d'administration, le négociant devrait avoir une assurance raisonnable quant à la façon dont le Membre de l'OMC en question appliquera ses lois et règlements.

En revanche, l'article X:3 a) du GATT ne précise pas de quelle façon un Membre de l'OMC devrait appliquer ses lois et règlements, ou quels instruments il devrait employer afin d'assurer une application uniforme de tels lois et règlements. C'est en se fondant sur cette considération que les CE ont soutenu que l'article X:1 du GATT n'offre aucune base pour l'harmonisation des législations douanières des Membres de l'OMC. Que l'article X:3 a) du GATT n'est pas une disposition prescriptive a également été souligné par plusieurs tierces parties dans la présente affaire.[11]

49. Veuillez formuler des observations sur le fond de la déclaration de l'avocat général dans l'affaire Timmermans, reproduite ci-après (paragraphe 41 de la pièce US-21):

> **"… la classification tarifaire de marchandises équivalentes ne saurait varier d'un État membre à l'autre, au gré des appréciations divergentes des autorités douanières de chacun des États membres, sauf à méconnaître l'objectif d'application uniforme de la nomenclature douanière au sein de la Communauté, destiné notamment à éviter le développement de traitements discriminatoires entre les opérateurs économiques concernés."**

[10] *Voir* la première communication écrite des CE, notes de bas de page 158 et 177.
[11] Australie, déclaration orale, paragraphe 5; Japon, déclaration orale, paragraphe 4.

Les CE se rallient à cette déclaration. Le droit communautaire ne permet pas que des marchandises identiques[12] soient classées de manière différente.

Les CE voudraient faire remarquer qu'à cet égard la législation communautaire est plus exigeante que l'article X:3 a) du GATT, qui concerne seulement l'application générale des lois et règlements d'un Membre, non pas les cas individuels de classement tarifaire.

50. Veuillez expliquer l'objectif des renseignements tarifaires contraignants, en vous référant aux dispositions pertinentes des règles communautaires lorsque cela est possible. Dans la mesure où il existe une discordance, veuillez expliquer comment cet objectif peut être concilié avec la déclaration ci-après, faite par l'avocat général dans l'affaire Timmermans (pièce US-21, paragraphe 60): "S'agissant de l'objectif d'application uniforme de la nomenclature douanière, nous estimons que, si une décision de la commission ordonnant la révocation de RTC a nécessairement pour objet et pour effet de garantir l'application correcte et uniforme de la nomenclature douanière, on ne saurait en dire autant à propos de la pratique selon laquelle les autorités douanières décideraient discrétionnairement de révoquer des RTC qu'elles auraient délivrés, à la suite d'une modification de leur propre interprétation de la nomenclature applicable, même s'il est possible que ce faisant les autorités en question soient animées par le souci de se rapprocher de l'interprétation donnée par d'autres autorités douanières."

Le but d'un renseignement tarifaire contraignant est de fournir aux titulaires un certain degré de certitude juridique quant au classement tarifaire des marchandises dans l'ensemble des CE. Dans cette mesure, les RTC ont également pour objectif de contribuer à l'application uniforme des règles concernant le classement tarifaire dans l'ensemble des CE.

Cet objectif peut être déduit de nombreuses dispositions de la législation communautaire concernant l'octroi et l'effet d'un renseignement tarifaire contraignant, en particulier de l'article 12 du Code des douanes communautaire et des articles 5, 10 et 11 du Règlement d'application.

Les CE ne sont pas d'accord avec la déclaration de l'avocat général Léger à laquelle il a été fait référence plus haut. La déclaration de l'avocat général suppose que la révocation d'un RTC pourrait être décidée "discrétionnairement" par les autorités douanières. Le classement correct dans la nomenclature combinée n'est pas une question décidée discrétionnairement, pas plus que la révocation d'un RTC dont il a été constaté qu'il est incompatible avec la nomenclature combinée. De même, les autorités douanières ne doivent pas se rallier à n'importe quelle interprétation de la nomenclature combinée, mais à l'interprétation correcte.

De surcroît, il faut se souvenir que, de même que la Commission, les autorités douanières des États membres sont liées par la nomenclature combinée, qu'elles doivent interpréter et appliquer correctement. En conséquence, l'avocat général a tort de suggérer que, contrairement à une révocation par la Commission, une révocation par les autorités douanières d'un État membre ne peut pas être présumée servir l'objectif d'une interprétation uniforme de la nomenclature combinée.

Il est important de noter que l'avocat général n'a pas été suivi par la Cour dans l'affaire Timmermans. Dans son arrêt, la Cour n'a fait aucune mention d'un quelconque pouvoir discrétionnaire qui serait exercé par les autorités douanières. Au contraire, la Cour a indiqué clairement que les autorités douanières ne doivent révoquer le RTC que s'il est erroné:[13]

[12] Les CE considèrent comme des marchandises "identiques" des marchandises qui correspondent les unes aux autres à tous les égards pertinents pour la classification tarifaire en question. Il semble que l'avocat général ait employé dans le même sens le terme "équivalentes".

[13] Pièce US-2, paragraphes 24 et 25 (pas d'italique dans l'original).

> La délivrance d'un RTC se fait sur la base d'une interprétation, par les autorités douanières, des dispositions légales applicables au classement tarifaire des marchandises concernées et est conditionnée par le bien-fondé de cette interprétation.
>
> Lorsque, après un examen plus détaillé, une telle interprétation apparaît aux autorités comme erronée, à la suite d'une erreur d'appréciation ou d'une évolution des conceptions en matière de classement tarifaire, celles-ci sont en droit de considérer que l'une des conditions prévues pour l'octroi d'un RTC n'est plus remplie et de révoquer ledit RTC en vue de modifier le classement tarifaire des marchandises concernées.

Que l'application de cette décision jurisprudentielle n'entrave pas, mais facilite, l'application uniforme de la législation douanière des CE, on en a un exemple convaincant avec l'affaire *Bantex*, dans laquelle les autorités douanières du Royaume-Uni se sont fondées sur l'arrêt Timmermans pour révoquer un RTC qui avait été délivré d'une manière erronée, contrairement à la réglementation applicable en matière de classement.[14]

Sur un plan plus général, les CE voudraient faire remarquer que les conclusions des avocats généraux ne sont à aucun égard de nature juridiquement contraignante, et n'ont qu'une valeur juridique limitée. Les conclusions d'un avocat général ne lient la Cour en aucune manière, et ne font pas partie de son arrêt. Comme l'a expliqué la Cour de justice, elles constituent plutôt une "opinion individuelle motivée" de l'avocat général en tant que Membre de la Cour du justice.[15]

Les conclusions de l'avocat général peuvent fournir un contexte utile pour l'interprétation d'un arrêt de la Cour de justice lorsque la Cour a suivi l'avocat général. En revanche, lorsque, comme dans l'affaire Timmermans, la Cour n'a pas suivi l'avocat général, les conclusions de l'avocat général sont d'une pertinence juridique très limitée, et ne peuvent pas servir de base pour déterminer l'interprétation correcte du droit communautaire.

51. L'article 11 du Règlement d'application dispose ce qui suit: "Un renseignement tarifaire contraignant qui a été délivré par les autorités douanières d'un État membre à partir du 1er janvier 1991 lie les autorités compétentes de tous les États membres dans les mêmes conditions." Compte tenu de cette disposition:

a) Veuillez indiquer quelles sont les mesures pratiques en vigueur pour assurer l'application de l'article 11 du Règlement d'application et expliquer comment ces mesures fonctionnent dans la pratique.

L'article 11 figure dans un règlement de la Commission européenne. Conformément à l'article 249(2) du Traité CE, un règlement est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout État membre. Aucune autre mesure générale n'est donc nécessaire pour assurer l'applicabilité de cette disposition.

Au cas où un État membre ne respecterait pas l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 11 du Règlement d'application, les mécanismes normaux destinés à assurer l'application du droit communautaire s'appliqueraient. Tout titulaire d'un RTC qui n'est pas reconnu comme étant contraire aux dispositions de la législation communautaire pourrait obtenir une protection judiciaire

[14] *Voir* la première communication écrite des CE, note de bas de page 162 et paragraphe 469.
[15] Ordonnance de la Cour de justice, affaire C-17/18, *Emesa Sugar*, [2000] ECR I-665, paragraphe 14 (pièce EC-102).

devant les tribunaux de l'État membre en question. De plus, la Commission européenne engagerait une procédure pour infraction contre un État membre qui n'a pas respecté son obligation de reconnaître un RTC.

b) Veuillez expliquer si – et, dans l'affirmative, dans quels cas – les renseignements tarifaires contraignants délivrés par un État membre lient les autorités compétentes des autres États membres, en vous référant à toutes les règles communautaires pertinentes.

L'article 5 n° 1 du Règlement d'application dispose qu'un RTC est de nature contraignante à l'égard des administrations de tous les États membres lorsque les conditions prévues aux articles 6 et 7 sont remplies. En conséquence, tous les RTC délivrés conformément à la législation communautaire, et qui continuent d'être valables, lient les autorités compétentes de tous les États membres.

c) Y a-t-il des cas dans lesquels les renseignements tarifaires contraignants délivrés par un État membre ne lient pas les autorités compétentes des autres États membres? Dans l'affirmative, veuillez expliquer dans quel cas il en est ainsi, en vous référant à toutes les règles communautaires pertinentes.

Non. Si un RTC lie un État membre, il lie tous les États membres, et vice-versa. En ce qui concerne les conditions en vertu desquelles un RTC peut cesser d'être valable, les CE peuvent se référer au paragraphe 115 de leur première communication écrite.

52. L'article 8.1 du Règlement d'application dispose ce qui suit: "Une copie du renseignement tarifaire contraignant notifié … ainsi que les données … sont, dans les meilleurs délais, transmis par les autorités douanières de l'État membre concerné à la Commission." La transmission des renseignements tarifaires contraignants, par les autorités douanières, à la Commission, qui est prévue à l'article 8.1 du Règlement d'application, a-t-elle lieu dans la pratique? Que fait la Commission de ces renseignements lorsqu'ils ont été notifiés conformément à l'article 8.1 du Règlement d'application?

La transmission, envisagée à l'article 8.1 du Règlement d'application, d'un renseignement tarifaire contraignant, par les autorités douanières à la Commission, a lieu dans la pratique. Les données reçues par la Commission sont introduites dans la base de données RTCE conformément à l'article 8.3 du Règlement d'application.

53. L'article 10(2) a) du Règlement d'application dispose que les autorités douanières peuvent exiger que le titulaire des renseignements tarifaires contraignants, au moment où il effectue les formalités douanières, indique aux autorités douanières qu'il est en possession d'un renseignement tarifaire contraignant pour les marchandises faisant l'objet de dédouanement. Veuillez fournir des éléments de preuve indiquant avec quelle fréquence et dans quelles circonstances les autorités douanières usent de leur pouvoir discrétionnaire, inscrit à l'article 10(2) a), pour exiger la divulgation de renseignements tarifaires contraignants pertinents.

Les États membres peuvent invoquer l'article 10(2) a) du Règlement d'application chaque fois que cela est justifié par les circonstances particulières de l'affaire, en particulier s'il y a un doute quant au classement correct de la marchandise et si l'on peut supposer que le négociant peut être en possession d'un RTC. Les États membres et la Commission européenne ne tiennent pas de statistiques sur le nombre de fois où cette disposition est invoquée.

54. Veuillez formuler des observations sur la déclaration de la Commission des CE, à la page 12 de l'introduction explicative du Code des douanes modernisé (pièce US-32), selon

laquelle "il est proposé d'étendre l'effet contraignant des [renseignements tarifaires contraignants] au(x) titulaire(s) de la décision de sorte que le système ne soit pas uniquement utilisé lorsque le demandeur est satisfait du résultat", à la lumière du paragraphe 308 de la première communication écrite des Communautés européennes, où les Communautés mettent en doute l'affirmation des États-Unis selon laquelle les renseignements tarifaires contraignants n'ont pas de caractère contraignant pour leurs titulaires.

Aujourd'hui, un RTC ne lie que les autorités douanières (voir article 5 du Règlement d'application). En revanche, aucune disposition ne stipule actuellement que le RTC a un caractère contraignant pour le titulaire, bien que les autorités douanières puissent, sur la base de l'article 10(2) a) du Règlement d'application, exiger du titulaire qu'il leur indique, au moment où il effectue les formalités douanières, qu'il est en possession d'un RTC.

Les services de la Commission envisagent actuellement d'inclure dans le Code des douanes modernisé une disposition en vertu de laquelle les RTC lieraient également le titulaire. La disposition actuellement envisagée se lirait comme suit[16]:

> Les décisions concernant le classement ou l'origine ne lient, en ce qui concerne le classement tarifaire ou la détermination de l'origine des marchandises:
>
> – les autorités douanières vis-à-vis du titulaire, qu'à l'égard des marchandises pour lesquelles les formalités douanières sont accomplies après la date de la décision et
>
> – le titulaire vis-à-vis des autorités douanières, qu'à partir de la date de réception de la notification de la décision.

L'objectif d'une telle disposition serait de réaliser un équilibre des obligations entre les autorités douanières et le titulaire, et de renforcer encore la transparence du système RTC. De cette manière, la disposition en question traduit la volonté des CE de poursuivre le développement et la modernisation de la législation douanière des CE.

En revanche, les CE ne considèrent pas que la disposition en question soit en quoi que ce soit essentielle pour le respect par les CE de leur obligation au titre de l'article X:3 a) du GATT. Comme les CE l'ont déjà expliqué[17], les RTC sont essentiellement délivrés dans l'intérêt du titulaire, et l'on peut normalement s'attendre à ce qu'ils les invoquent. Si le titulaire n'est pas satisfait du RTC qu'il a reçu, la démarche normale consisterait pour le titulaire à contester le RTC devant les tribunaux. Au demeurant, il n'y a pas de raison de supposer que d'autres autorités douanières des CE classeraient la marchandise en question d'une manière différente au seul motif que le RTC n'est pas invoqué.

Enfin, il conviendrait de noter que la version de la base de données RTCE accessible aux autorités douanières permet à ces autorités de rechercher le nom du demandeur ou du titulaire.[18] En conséquence, s'il y a un soupçon qu'un négociant particulier peut être titulaire d'un RTC pour les marchandises en question, il est facile de le confirmer en consultant la base de données.

---

[16] Pièce US-33, article 14 (3). Il conviendrait de souligner que cette disposition, comme toutes les autres dispositions figurant dans la pièce US-33, n'est qu'un texte de travail, et ne constitue pas la position officielle de la Commission européenne, ou d'une autre institution communautaire.

[17] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphe 309.

[18] Première communication écrite des CE, paragraphe 111.

55. À la lumière des "Lignes directrices administratives sur le système des renseignements tarifaires contraignants européens (RTCE) et son fonctionnement" (pièce EC-32), qui indiquent expressément que ces lignes directrices n'ont pas de caractère contraignant, les autorités douanières sont-elles tenues de se référer à ce système avant de délivrer des renseignements tarifaires contraignants? Dans l'affirmative, veuillez indiquer le fondement juridique de cette obligation et les cas dans lesquels il convient de se référer au système des RTCE.

Les lignes directrices administratives en tant que telles n'ont pas de caractère contraignant. Cependant, dans l'application de la législation douanière des CE, tous les États membres sont liés par le devoir de coopération (article 10 du Traité CE).

Cela signifie que les États membres doivent tenir dûment compte des lignes directrices administratives. Au demeurant, ils doivent recourir à tous les instruments à leur disposition pour assurer l'application appropriée et uniforme de la législation douanière des CE. Dans ce contexte, il est noté que l'établissement de la base de données RTCE est expressément prévu à l'article 8(3) du Règlement d'application.

Dans ce contexte, les États membres sont tenus de dûment consulter la base de données RTCE dans tous les cas appropriés. Le point de savoir dans quels cas spécifiques la base de données RTCE devrait être consultée, et quelle devrait être l'étendue d'une recherche particulière, doit être déterminé au cas par cas. Dans ce contexte, les États membres des CE se fondent sur les critères définis dans les Lignes directrices administratives sur le système RTCE.[19]

56. Les "Lignes directrices administratives sur le système des renseignements tarifaires contraignants européens (RTCE) et son fonctionnement" indiquent, à la page 8, que lorsque deux ou plusieurs États membres sont en désaccord sur le classement approprié d'une marchandise donnée, le Comité du Code des douanes devrait en être informé. Veuillez expliquer les mécanismes pratiques en vigueur, qui permettent d'informer dûment le Comité du Code des douanes en pareil cas.

Dans une première étape, les États membres concernés devraient se consulter. Une telle consultation peut faire appel à tous les canaux appropriés. Les États membres ont une liste de personnes à contacter dans chaque autorité douanière, auxquelles ils peuvent s'adresser dans des cas de ce genre, et cette liste est accessible aux États membres via Circa Extranet.

Si le désaccord persiste, la question doit être portée devant le Comité du Code des douanes. En termes juridiques, la base d'une telle action est l'article 249 du Code des douanes communautaire et l'article 8 du Règlement 2658/87, aux termes desquels le Comité du Code des douanes peut examiner toute question concernant la législation douanière ou le Tarif douanier commun, soit sur l'initiative du président soit à la demande du représentant d'un État membre. En pratique, le fonctionnaire responsable dans l'État membre concerné soumettra la question à la Commission, qui l'inscrira ensuite à l'ordre du jour du Comité du Code des douanes conformément à l'article 3(2) c) du règlement intérieur du Comité.[20]

57. Au paragraphe 320 de leur première communication écrite, lorsqu'elles examinent l'utilité du système de renseignements tarifaires contraignants européens pour déceler les divergences dans les renseignements délivrés par les différentes autorités douanières, les Communautés européennes reconnaissent que les désignations des marchandises peuvent varier, mais que l'on peut effectuer des recherches en utilisant toute une série d'autres

[19] *Voir* la pièce EC-32, page 7.
[20] Pièce US-9.

paramètres. Veuillez expliquer, par des exemples concrets, les paramètres qui pourraient être utilisés pour faire en sorte que ces divergences puissent être décelées.

Tout d'abord, il semble nécessaire de rappeler qu'il y a deux versions de la base de données RTCE, l'une accessible au public, l'autre, qui contient des renseignements complémentaires, accessible à la Commission et aux autorités douanières des États membres.[21] Les CE croient comprendre que la question du Groupe spécial concerne la version publique de la base de données.

La version publique de la base de données RTCE permet d'effectuer des recherches sur les RTC valables à l'aide des critères suivants: nom du pays de délivrance du RTC, date de début et de fin de la période de validité, demande de RTC, code NC, mots clés, ou désignation du produit. Comme les CE l'ont expliqué, l'outil de recherche par mot clef comprend aussi un logiciel de traduction, qui permet de traduire les mots clefs dans les langues officielles de la Communauté.

Donc, en général, lorsqu'une recherche utilisant la désignation du produit ne donne pas de résultats, une méthode de recherche prometteuse consistera à identifier les codes NC envisageables pour le classement des produits, puis à faire une recherche en utilisant les mots clefs appropriés.

De plus, afin de faciliter les recherches par mot clef, l'interrogateur peut faire une "recherche de mots clefs". Une telle recherche révèle tous les mots clefs disponibles par ordre alphabétique. Pour utiliser la fonction recherche par mot clef, il suffit à l'interrogateur de taper les premières lettres d'un mot et tous les mots du navigateur commençant par ces lettres apparaîtront sur l'écran.

Enfin, il convient de mentionner que les RTC comportent souvent une image du produit concerné, ce qui aidera à évaluer si un produit classé dans un RTC existant est identique au produit faisant l'objet de la recherche de l'interrogateur.

58. Concernant les travaux entrepris par le Comité du Code des douanes:

a) Pour quelles questions douanières spécifiques le Comité du Code des douanes est-il habilité à concilier les différences entre les États membres?

Sur la base de l'article 249 du Code des douanes communautaire, le Comité du Code des douanes peut connaître de toute question concernant l'interprétation ou l'application de la législation douanière. De même, sur la base de l'article 8 du Règlement 2658/87, le Comité peut connaître de toute question concernant la nomenclature combinée ou la nomenclature du Taric.

Au sujet de la présente question et des questions suivantes, les CE voudraient préciser qu'il n'est pas tout à fait exact de dire que le Comité "concilie les différences". En particulier, cela n'est pas correct dans tous les cas où le Comité est consulté sur des mesures destinées à assurer l'uniformité, par exemple sur les règlements concernant le classement ou sur les notes explicatives. Dans ces cas-là, c'est l'instrument lui-même qui assurera une application uniforme de la législation communautaire; ce n'est pas le Comité en tant que tel qui "concilie" des différences.

b) Dans la pratique, comment le Comité du Code des douanes établit-il l'ordre de priorité des questions dont il est saisi?

Tout d'abord, le travail du Comité s'effectue dans les diverses sections du Comité, comme indiqué à l'article 1(1) du règlement intérieur du Comité.

[21] Première communication écrite des CE, paragraphe 110.

Pour chaque réunion du Comité, le Comité établira l'ordre du jour conformément à l'article 3 de son règlement intérieur. L'ordre du jour comprendra toutes les questions renvoyées au Comité par la Commission, y compris les projets de toutes les mesures sur lesquelles le Comité doit être consulté en vertu de la procédure de comitologie, ainsi que toutes les questions renvoyées au Comité par un État membre.

D'un point de vue pratique, le Président peut avoir tendance à traiter les questions urgentes avant les questions qui le sont moins. Cependant, le Comité examinera, à un moment donné, toutes les questions qui requièrent son attention.

c) Quelle est la fréquence des réunions de chacune des diverses sections du Comité du Code des douanes?

Le nombre de réunions tenues par le Comité du Code des douanes de 2002 à 2004 est indiqué ci-après:

2002	Nombre total de réunions du Comité du Code des douanes	77
2002	Nombre total de jours	113,5
2003	Nombre total de réunions du Comité du Code des douanes	47
2003	Nombre total de jours	77,5
2004	Nombre total de réunions du Comité du Code des douanes	85
2004	Nombre total de jours	118,5

Le nombre des réunions par section est indiqué dans la pièce EC-103.

d) Les groupes de travail du Comité du Code des douanes peuvent-ils prendre des décisions et/ou des mesures qui pourraient être considérées comme des décisions/mesures dudit Comité? Dans l'affirmative, veuillez indiquer de quel type de décisions/mesures il s'agit.

Non. Les groupes de travail ne font que préparer les travaux du Comité.

e) Au paragraphe 87 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font observer que, lorsque cela est justifié par la complexité d'une question particulière, le Comité du Code des douanes peut procéder à l'audition des représentants de la branche de production ou des négociants concernés et il l'a fait par le passé. Veuillez indiquer combien de fois et dans quels cas des représentants de la branche de production et des négociants ont été consultés par le Comité du Code des douanes.

Une liste des organisations et des négociants invités à prendre part aux réunions du Comité du Code des douanes, avec une indication du sujet traité, du numéro de la réunion et du jour où elle s'est tenue est jointe en tant que pièce EC-126. Elle porte sur la période allant de la fin 1999 à ce jour.

f) Sur quels critères le Comité du Code des douanes se fonde-t-il pour déterminer si une des divergences dans un domaine particulier de l'administration des douanes devrait faire ou non l'objet d'un règlement des CE?

Un règlement sera toujours un acte de la Commission, pas du Comité. C'est donc à la Commission, pas au Comité, qu'il appartient en premier lieu de décider si un règlement serait une mesure appropriée. Lorsque le droit communautaire l'exige, le Comité sera, bien entendu, consulté sur la mesure proposée conformément à la procédure de comitologie applicable.

Il ne peut pas y avoir de réponse générale sur le point de savoir si une question spécifique devrait être traitée au moyen d'un règlement ou d'autres instruments, mais la réponse dépendra du problème spécifique en cause. Un facteur pertinent serait certainement le point de savoir si la question doit être traitée au moyen d'un instrument juridiquement contraignant et directement applicable dans tous les États membres, auquel cas un règlement pourrait être l'instrument préféré.

g) Au paragraphe 277 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font observer que "[l]es documents qui concernent le Comité du Code des douanes, y compris les ordres du jour et les comptes rendus de réunions, sont disponibles sur le registre comitologie, destiné au public, de la Commission européenne, qui est accessible via Internet". L'extrait de la page Web sur laquelle ces documents sont disponibles (reproduite dans la pièce EC-73) indique que le "registre ne contient pas les documents de comitologie qui ne sont pas transmis au Parlement européen". Cela signifie-t-il que les ordres du jour et les comptes rendus de réunions sont envoyés au Parlement européen? Quels sont les autres documents, "qui concernent le Comité du Code des douanes", disponibles sur le site Web en question?

Oui, les ordres du jour et les comptes rendus sont envoyés au Parlement européen. D'une manière générale, aucun autre document n'est accessible via le site Internet pertinent.

h) L'exception prévue à l'article 4(3) du Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil, du 30 mai 2001, relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission (pièce EC-74) pourrait-elle un jour être invoquée pour des documents établis par le Comité du Code des douanes? Dans l'affirmative, veuillez expliquer dans quels cas, en donnant des exemples pratiques pertinents, si cela est possible.

L'exception prévue au paragraphe 4(3) du Règlement CE n° 1049/2001 peut en principe s'appliquer également aux documents du Comité du Code des douanes. Conformément à l'article 4(3), il faudrait pour cela que la publication du document compromette sérieusement le processus décisionnel de l'institution.

Cette disposition a été invoquée dans un cas qui concernait l'accès aux documents de travail d'un groupe de travail de la section du tarif et de la nomenclature statistique du Comité du Code des douanes. Une action en révocation contre la décision de refuser l'accès aux documents est actuellement pendante devant le Tribunal de première instance.

i) En ce qui concerne les renseignements tarifaires contraignants:

i) Aux fins de l'article 9 du Règlement d'application, comment les différences dans les renseignements tarifaires contraignants sont-elles détectées?

Comme les CE l'ont déjà expliqué dans leur première communication écrite[22], les différences dans le classement tarifaire peuvent être détectées de plusieurs manières. Premièrement, la différence

[22] Première communication écrite des CE, paragraphe 314.

peut être constatée par les autorités douanières au cours de leur travail normal quand elles classent les produits ou se prononcent sur des demandes de RTC. Un instrument qui peut permettre aux autorités douanières de détecter des divergences est la base de données RTCE. Cependant, les autorités douanières peuvent aussi avoir connaissance de pratiques divergentes par d'autres moyens, notamment à la suite d'échanges de vues sur des problèmes de classement avec leurs points de contact dans d'autres administrations ou au sein du Comité du Code des douanes, ou grâce à des sources publiques.

Au demeurant, les négociants peuvent aussi appeler l'attention des autorités douanières des États membres ou de la Commission sur l'existence de pratiques en matière de classement tarifaire.

ii) Comment les différences dans les renseignements tarifaires contraignants sont-elles portées à l'attention du Comité?

Voir la réponse à la question n° 56 du Groupe spécial.

iii) Veuillez expliquer concrètement comment le Comité concilie les différences dans les renseignements tarifaires contraignants qui sont portées à son attention conformément à l'article 9 du Règlement d'application. Veuillez vous référer à tout exemple pertinent.

Le Comité[23] est fréquemment appelé à donner un avis sur les mesures proposées par la Commission destinées à assurer une application uniforme de la NC, telles que les règlements relatifs au classement et les notes explicatives des CE. De plus, le Comité peut également émettre un avis sur des aspects spécifiques du classement tarifaire, avis qui seront consignés dans les comptes rendus de ses réunions.

iv) Combien de cas de différences dans les renseignements tarifaires contraignants ont-ils été soumis au Comité pour qu'il les concilie? Comment en sont-ils venus à être inscrits à l'ordre du jour du Comité? Quel a été le résultat dans chacun de ces cas et quelles ont été, le cas échéant, les propositions formulées par le Comité et les mesures prises par la Commission des CE? Combien de temps a-t-il fallu pour trouver une solution?

Étant donné le peu de temps disponible, les CE ne sont pas en mesure de donner une réponse à cette partie de la question. Les CE communiqueront leur réponse, aussitôt que possible, à cette partie de la question du Groupe spécial.

(Réponse reçue le 3 octobre 2005):

Du 1er janvier 2000 jusqu'à ce jour, 196 cas de divergences présumées entre des RTC ont été soumis au Comité du Code des douanes.

Sur ce nombre, 178 cas avaient été renvoyés au Comité par les autorités douanières d'un ou de plusieurs États membres, tandis que 18 autres avaient été soumis au Comité par la Commission.

Trois de ces cas ont été réglés à la suite d'un arrêt de la Cour de justice, 78 ont abouti à l'adoption par la Commission d'un règlement concernant le classement, neuf à l'adoption d'une note explicative de la NC, trois à l'adoption d'une décision de la Commission portant invalidation du RTC; 43 cas ont abouti à des conclusions de la Commission, et dans quatre cas, la question a été soumise au Comité du SH.

[23] Au sujet du terme "conciliation", voir ci-dessus la réponse des CE à la question n° 58 a).

Le temps nécessaire pour l'examen de ces affaires jusqu'à leur conclusion a été d'environ 13 mois en moyenne. Cette durée moyenne comprend les délais nécessaires pour la traduction des mesures juridiques et le processus décisionnel interne de la Commission européenne.

j) En ce qui concerne l'évaluation en douane:

i) Au paragraphe 77 de leur première communication écrite, les États-Unis font observer que le Comité du Code des douanes n'est pas habilité à examiner les cas individuels dans le domaine de l'évaluation en douane en vue de concilier les différences entre les États membres sur le plan de l'application. Veuillez formuler des observations à cet égard.

Conformément à l'article 249 du Code des douanes communautaire, le Comité peut connaître de toute question concernant la législation douanière, y compris les questions concernant la valeur en douane. Le Comité peut donc examiner toute question concernant l'interprétation et l'application de la réglementation relative à la valeur en douane, y compris la question de savoir si des divergences se sont produites dans des cas particuliers.

Un autre aspect est que la fonction du Comité ne consiste pas à appliquer les règles relatives à la valeur en douane dans des cas particuliers. En conséquence, le Comité ne se substituera pas aux différentes autorités douanières ou aux tribunaux compétents des États membres dans des affaires pendantes.

ii) Dans quelles circonstances le Comité du Code des douanes examinera-t-il/doit-il examiner les divergences entre les États membres pour ce qui est de l'application des règles communautaires en matière d'évaluation en douane?

Le Comité examinera toute divergence dans l'application des règles communautaires concernant la valeur en douane dont il est saisi par la Commission ou par un État membre.

iii) Veuillez expliquer concrètement comment le Comité concilie les différences dans l'application des règles communautaires en matière d'évaluation en douane. Veuillez vous référer à tout exemple pertinent.

Le Comité peut rendre des avis, qui peuvent prendre la forme de conclusions ou de commentaires sur les règles communautaires en matière d'évaluation en douane. Les conclusions du Comité sont consignées dans le recueil CE des textes relatifs à la valeur en douane.[24] La Commission consulte également le Comité sur tout projet d'amendement des règles du Règlement d'application qui ont trait à la valeur en douane.

iv) Combien de cas de divergence dans l'application des règles en matière d'évaluation en douane ont-ils été soumis au Comité pour qu'il les concilie? Comment en sont-ils venus à être inscrits à l'ordre du jour du Comité? Quel a été le résultat dans chacun de ces cas, et quelles ont été, le cas échéant, les propositions formulées par le Comité et les mesures prises par la Commission des CE? Combien de temps a-t-il fallu pour trouver une solution?

[24] *Voir* la première communication des CE, paragraphe 130, pièce EC-37.

Un aperçu des questions examinées par la Section de la valeur en douane du Comité du Code des douanes au cours de la période triennale allant de la mi-2002 à la mi-2005 est joint en tant que pièce EC-104.

v) Au paragraphe 29 des réponses de la Commission au Rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane) (pièce US-14), la Commission déclare ce qui suit: "En vertu des règles du Code des douanes concernant le Comité de la valeur en douane, la Commission n'a aucun pouvoir pour demander aux administrations nationales de rendre compte du traitement qu'elles appliquent à un opérateur donné dans chacun de ces États. Le Comité du Code des douanes s'efforce d'établir des règles, des lignes directrices ou d'autres conclusions, généralement sans examiner les cas individuels." Veuillez formuler des observations à cet égard.

Il est exact qu'en vertu du règlement intérieur du Comité du Code des douanes, il n'y a pas de disposition spécifique donnant à la Commission le pouvoir de demander à des États membres de communiquer des renseignements spécifiques.

Cependant, dans l'application des législations douanières, comme dans l'application de la législation communautaire en général, les États membres sont liés par l'obligation de coopération (article 10 du Traité CE). Ce devoir de coopération implique une obligation de faciliter les tâches de la Commission en tant que gardienne du Traité, y compris une obligation de communiquer tout renseignement nécessaire pour permettre à la Commission de déterminer si les États membres ont appliqué correctement le droit communautaire. C'est ce qu'a expressément confirmé la Cour de justice européenne dans sa jurisprudence[25]:

> Les États membres sont tenus, en vertu de l'article 5 du Traité, de faciliter à la Commission l'accomplissement de sa mission, consistant notamment, selon l'article 155, à veiller à l'application des dispositions du Traité ainsi que des dispositions prises par les institutions en vertu de celui-ci. Constitue dès lors pour un État membre un manquement à ses obligations le fait de refuser de prêter sa collaboration à la Commission dans le cadre d'investigations menées par celle-ci pour établir la réalité de violations du droit communautaire résultant de réglementations et de pratiques ayant cours dans ledit État.

Au demeurant il n'y a pas de problème général lié à la transmission de renseignements par les États membres à la Commission dans le domaine de l'évaluation en douane. Un autre aspect, comme les CE l'ont déjà fait observer, est que le Comité n'a pas pour fonction de se substituer aux différentes autorités douanières ou aux tribunaux compétents des États membres dans des affaires pendantes.

k) Concernant les paragraphes 103 et 104 de la première communication écrite des Communautés européennes:

i) Veuillez préciser les questions pour lesquelles le Comité du Code des douanes émet des avis dans le cadre de la procédure de comitologie.

[25] Affaire 272/86, *Commission/Grèce*, Rec. 1988, 4875 (pièce EC-105). L'article 5 du Traité CE est maintenant l'article 10.

Le Comité du Code des douanes émet des avis dans le cadre de la procédure de comitologie dans les domaines suivants:

- Législation générale
- Contrefaçon et marchandises piratées
- Procédures douanières ayant une incidence économique
- Évaluation en douane
- Entrepôts sous douane et zones franches
- Régime en franchise de droits
- Régime tarifaire favorable (utilisation finale des marchandises)
- Circulation des bagages des voyageurs aériens et maritimes
- Origine
- Remboursement
- Document administratif unique
- Nomenclature tarifaire et statistique − classification tarifaire/SH/TARIC/Textiles/RTC
- Aspects économiques du tarif douanier − Contingents
- Transit

ii) Veuillez fournir des précisions sur le sujet des avis émis par le Comité du Code des douanes pour les questions relatives à l'application et l'interprétation de la nomenclature combinée. Quelles sont les procédures qui s'appliquent à ces avis?

Les avis du Comité du Code des douanes peuvent porter sur toute question de droit communautaire.

Du point de vue juridique, lorsque le Comité émet des avis en dehors de la procédure de réglementation ou de la procédure de gestion, il peut le faire à la majorité simple.[26] En règle générale, cependant, les avis du Comité concernent des cas où l'approche retenue fait l'objet d'un large accord au sein du Comité. Lorsque les questions sont controversées, une mesure juridiquement contraignante peut être jugée préférable.

iii) Le Comité du Code des douanes peut-il émettre des avis sur des questions autres que celles qui relèvent de la procédure de comitologie ou qui concernent l'application et l'interprétation de la nomenclature combinée? Dans l'affirmative, veuillez indiquer et expliquer les procédures d'adoption de ces avis.

Conformément à l'article 249 du Code des douanes communautaire, le Comité peut émettre des avis sur tous les aspects de la législation douanière des CE. Les procédures sont les procédures expliquées dans la réponse à la question précédente.

l) Au paragraphe 4 des affaires jointes 69 et 70/76, Dittmeyer, [1977] ECR 231 (pièce EC-31), la Cour européenne de justice note que les avis du Comité du Code des douanes n'ont pas force obligatoire en droit et laisse entendre que ces avis peuvent ne pas être suivis dans certains cas. Veuillez indiquer spécifiquement les cas dans lesquels un avis du Comité du Code des douanes peut ne pas être suivi ou ne sera pas suivi par la Commission des CE, les autorités des États membres et/ou tout autre organe pertinent. Veuillez fournir

[26] *Voir* l'article 3 de la Décision de comitologie (pièce US-10).

des statistiques, le cas échéant, concernant les cas dans lesquels l'avis du Comité du Code des douanes n'a pas été adopté/suivi.

Les avis du Comité du Code des douanes n'ont pas force obligatoire en droit. Cependant, comme la Cour l'a également indiqué dans l'arrêt en question, ils constituent un moyen important d'assurer l'application uniforme du Tarif douanier commun et, à ce titre, peuvent être considérés comme un moyen valable pour l'interprétation du tarif.

Les autorités douanières des États membres ne sont pas liées juridiquement par les avis du Comité du Code des douanes. Cependant, elles sont liées par le devoir de coopération (article 10 du Traité CE), qui comporte une obligation de contribuer à l'application uniforme du droit communautaire. Pour cette raison, les États membres des CE sont tenus de tenir dûment compte des interprétations de la législation douanière des CE formulées dans les avis du Comité du Code des douanes communautaire.

D'un point de vue pratique, il convient de souligner que les avis du Comité traduisent généralement une approche commune acceptée par tous les États membres. En conséquence, les États membres se rallieront en général tout naturellement à ces avis convenus d'un commun accord.

59. Au paragraphe 316 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font observer que des négociants individuels "s'adressent fréquemment à la Commission ou aux autorités des États membres pour des problèmes particuliers de classement douanier, lesquelles peuvent alors décider de prendre les mesures nécessaires, y compris de porter la question devant le Comité du Code des douanes". Existe-t-il des règles et/ou des lignes directrices, en plus des principes de bonne pratique administrative applicables à la Commission des CE, indiquant ce que la Commission et les autorités des États membres devraient faire, et dans quels délais, lorsque des négociants individuels s'adressent à eux?

Si un négociant dépose une plainte concernant un manquement à la législation communautaire de la part des autorités d'un État membre, les principes énoncés dans la Communication de la Commission concernant les relations avec le plaignant (pièce EC-11) s'appliqueront.

Sinon, le Code de conduite de la Commission, qui figure dans l'annexe au règlement intérieur de la Commission (pièce EC-12), sera applicable. Le point 4 du Code de conduite énonce les règles applicables au traitement des demandes. Conformément à ces règles, les services de la Commission s'engagent à répondre aux demandes de la manière la plus appropriée et aussi promptement que possible. Au demeurant, il est normalement répondu à la correspondance dans les 15 jours, à moins que la complexité de la question ne permette pas de répondre dans ce délai.

60. Selon les renseignements tarifaires contraignants délivrés par les autorités douanières du Royaume-Uni, de l'Irlande et des Pays-Bas (pièce US-22), les doublures opaques pour rideaux et tentures sur lesquelles portaient les renseignements tarifaires contraignants étaient recouvertes de tontisses et classées sous la position 5907 de la nomenclature combinée des CE. Veuillez expliquer pourquoi ces produits devraient être classés sous la position 5907 en vous référant aux termes et au sens particuliers de la position 5907.

Les produits faisant l'objet de ces RTC sont des produits où la matière textile était recouverte d'un revêtement plastique qui était à son tour recouvert de tontisse. Le classement de ces produits dans ces RTC s'est effectué conformément aux règles interprétatives générales 1 et 2 du Système harmonisé et à la note explicative (G) (1) du Système harmonisé se rapportant à la position 59.07 (pièce EC-127).

61. En fournissant tous les éléments de preuve pertinents, veuillez expliquer si les renseignements tarifaires contraignants relatifs aux doublures opaques pour rideaux et tentures, qui étaient, selon les allégations, contradictoires, ont été portés à l'attention de la Commission des CE et, dans l'affirmative, de quelle manière.

À titre préliminaire, les CE voudraient rappeler que l'Allemagne n'a pas délivré de RTC, de sorte qu'il n'y a pas de RTC divergentes. Au demeurant, comme les CE l'ont déjà expliqué, il n'y a pas de divergence entre les RTC délivrés et la décision rendue par les autorités douanières allemandes en matière de classement.[27]

Les institutions communautaires ont pris connaissance pour la première fois de cette affaire dans le numéro du 12 novembre 2004 d'*Inside US Trade* (pièce EC-1), qui signalait une communication adressée par Rockland Industries au représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR) à la suite d'une note de l'USTR demandant des observations sur la demande de consultations présentée par les États-Unis dans la présente affaire.

Les États-Unis ont soulevé la question pour la première fois directement avec les CE dans leur première communication écrite relative à la présente affaire. Depuis lors, les États-Unis ont également soulevé la question des RTC lors d'une réunion technique entre le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis et la Direction générale Fiscalité et Union douanière (TAXUD) tenue à Washington le 14 juillet 2005. Un exemplaire d'une note remise à la Direction générale Fiscalité et Union douanière par le Service des douanes des États-Unis est joint en tant que pièce EC-106.

62. Au paragraphe 407 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font observer que la Section de la valeur en douane du Comité du Code des douanes a examiné la question de l'application de l'article 143(1) e) du Règlement d'application par les autorités douanières espagnoles, mais n'a pas établi l'existence d'une incompatibilité avec la législation communautaire ou une absence d'uniformité par rapport à cette législation. Si tel est le cas, pourquoi la question a-t-elle été renvoyée à un groupe de travail du Comité? À quel stade en est actuellement l'examen de la question par le groupe de travail? Quand la décision finale doit-elle être prise par le Comité sur la question? Combien de temps faudra-t-il pour que la question soit finalement réglée par la Commission?

Dans le cas de Reebok, la société concernée n'a pas accepté la position de l'administration espagnole sur l'application de certaines dispositions du Code des douanes communautaire et du Règlement d'application[28] à une situation commerciale particulière, et à la suite de diverses interventions, la Commission a communiqué au Comité les éléments fournis par Reebok (pour des raisons de confidentialité, Reebok n'était pas identifiée en tant que telle).

Au cours des réunions du Comité du Code des douanes, le 1er octobre et le 20 décembre 2004, les délégués ont estimé que les faits tendaient à montrer que les parties étaient liées, comme les autorités espagnoles l'avaient conclu précédemment.

Étant donné que des cas analogues avaient été soulevés par deux autres États membres, il a été estimé qu'en 2005 un travail complémentaire était souhaitable dans ce contexte. Il a été également rappelé qu'étant donné que des cas analogues avaient été signalés, et que ces cas portaient sur des opérations de fabrication et de transformation qui avaient pris de l'importance en termes économiques,

[27] Première communication écrite des CE, paragraphes 331 et suivants.
[28] Article 29(2) du Code des douanes et articles 143(1) e) et 147 du Règlement d'application du Code des douanes communautaire.

la Commission avait décidé d'entreprendre des travaux complémentaires dans le cadre d'un groupe de travail du Comité.

En août 2005, Reebok a soumis, à la demande de la Commission, des documents indiquant qu'il pourrait y avoir une approche divergente dans un autre État membre. Ces documents seront maintenant examinés.

Les réunions et les travaux du groupe de travail débuteront prochainement. Il est envisagé que le groupe établisse des documents complets qui concerneront à la fois l'interprétation générale et l'application de l'article 143(1) e), et les éléments spécifiques qui ont fait l'objet du désaccord entre les autorités douanières espagnoles et la société en question.

63. Au paragraphe 44 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les Communautés européennes font observer que "les règles communautaires d'évaluation sont fort détaillées et guident les autorités douanières communautaires dans toutes les circonstances pertinentes". Veuillez expliquer comment cette déclaration peut être conciliée avec les réponses de la Commission au rapport spécial n° 23/2000 de la Cour des comptes relatif à la valeur en douane des marchandises importées (pièce US-14), selon lesquelles les règles communautaires d'évaluation en douane s'appuient largement sur des concepts simples mais imprécis que le législateur, dans le cadre de l'OMC, s'est efforcé de clarifier, notamment en définissant une série de sous-concepts sans que la marge d'appréciation des autorités douanières s'en trouve cependant, en réalité, fortement réduite.

Les CE voudraient faire observer que la déclaration mentionnée dans le texte de la question se réfère en premier lieu aux règles de l'Accord de l'OMC relatif aux règles d'évaluation en douane.

En ce qui concerne les règles des CE relatives à la valeur en douane, les CE maintiennent que ces règles sont détaillées et couvrent tous les aspects pertinents de la pratique de l'évaluation en douane, et qu'elles fournissent ainsi aux autorités douanières communautaires des lignes directrices exhaustives sur tous les aspects de l'évaluation en douane. Le fait que ces règles d'évaluation en douane trouvent une application dans une situation factuelle complexe, et que des difficultés d'interprétation ou d'application puissent apparaître, ne contredit pas cette opinion.

64. En référence au paragraphe 400 de la première communication écrite des Communautés européennes:

a) Quelle est la définition de "régime douanier" dans le cadre de la législation douanière des CE?

L'article 3(16) du Code des douanes communautaire définit un "régime douanier" comme étant l'un des régimes suivants:

- la mise en libre pratique;
- le transit;
- l'entrepôt douanier;
- le perfectionnement actif;
- la transformation sous douane;
- l'admission temporaire;
- le perfectionnement passif;
- l'exportation.

b) Quel sens a le fait de classer une question comme un "régime douanier" aux fins de la législation douanière communautaire?

De nombreuses dispositions du Code des douanes contiennent l'expression "régime douanier". Un exemple serait l'article 250 du Code, qui fait l'objet de la question n° 67 du Groupe spécial.

c) Veuillez expliquer pourquoi la définition des "régimes douaniers" figurant dans la législation douanière communautaire devrait déterminer si ces régimes entrent ou non dans le champ d'application de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Ces questions sont indépendantes. L'expression "régime douanier" est une expression du droit communautaire. Le champ d'application de l'article X:3 a) du GATT dépend du point de savoir si la loi ou le règlement qui est appliqué vise l'une des questions énumérées à l'article X:1 du GATT.

d) Veuillez indiquer l'objectif principal des vérifications effectuées après la mainlevée.

Conformément à l'article 78(2) du Code des douanes communautaire, le but des vérifications effectuées après la mainlevée est de vérifier si les déclarations relatives aux importations ont été correctement établies.

e) Pourquoi les vérifications après la mainlevée ne sont-elles pas considérées comme des "régimes douaniers"?

Parce que ce ne sont pas l'un des régimes auxquels il est fait référence à l'article 3(16) du Code des douanes communautaire.

65. La Résolution n° 95/C 188/01 du Conseil, du 29 juin 1995, sur l'application uniforme et efficace du droit communautaire et sur les sanctions applicables aux violations de ce droit dans le domaine du marché intérieur (pièce EC-41), dispose que le Conseil convient "que, si des difficultés sérieuses pour le bon fonctionnement du marché intérieur, dues à des disparités des régimes nationaux de sanctions, sont constatées, des solutions devront être recherchées, lorsque cela est nécessaire, afin que les sanctions garantissent une application également effective de la législation dans l'Union européenne, dans le respect des compétences respectives de la Communauté et des États membres et des principes du droit national des États membres et à la lumière des principes de subsidiarité et de proportionnalité". Est-il jamais arrivé que des "solutions" soient adoptées par le Conseil conformément à cette disposition? Dans l'affirmative, veuillez expliquer les situations dans lesquelles ces solutions ont été recherchées et pourquoi elles ont été jugées nécessaires.

Non.

66. En vous référant aux dispositions pertinentes de la législation douanière communautaire, veuillez expliquer dans quelles circonstances une évaluation des conditions économiques est nécessaire au niveau des États membres et/ou au niveau des CE pour déterminer s'il conviendrait ou non d'autoriser la transformation sous douane.

Comme les CE l'ont déjà expliqué aux paragraphes 135 à 138 de leur première communication écrite, pour les types de marchandises et d'opérations mentionnés à l'Annexe 76, partie A, du Règlement d'application (pièce US-6), qui représentent la majorité des cas, les conditions économiques seront présumées remplies conformément à l'article 552(1), premier alinéa, du Règlement d'application. Cela signifie que, dans ces cas-là, les autorités douanières n'examinent pas les conditions économiques.

Pour les types de marchandises et les opérations mentionnés à l'Annexe 76, partie B, du Règlement d'application, qui ne sont pas mentionnés à la partie A de cette Annexe, l'examen des conditions économiques a lieu au niveau communautaire, selon la procédure pertinente du Comité. Cela signifie qu'une application uniforme de l'évaluation des conditions économiques est garantie pour les marchandises dites sensibles, parce que l'examen doit avoir lieu au niveau communautaire (voir article 552 [2] du Règlement d'application).

Troisièmement, pour les types de marchandises et d'opérations qui ne sont pas mentionnés à l'Annexe 76 du Règlement d'application, l'examen des conditions économiques aura lieu au niveau national (articles 502(1) et 552(1), deuxième alinéa, du Règlement d'application). Un examen au niveau national n'est exigé que dans de rares cas parce que, comme indiqué précédemment, soit les conditions économiques sont présumées remplies soit l'examen a lieu au niveau communautaire. Néanmoins, la transparence et l'exécution uniforme de l'évaluation des conditions économiques sont également garanties dans ces rares cas parce que les États membres doivent communiquer à la Commission les renseignements pertinents conformément à l'article 552 du Règlement d'application. La Commission met ces renseignements à la disposition des administrations douanières. De plus, si un État membre s'oppose à une autorisation délivrée ou si les autorités douanières concernées souhaitent avoir des consultations avant ou après la délivrance d'une autorisation, un examen des conditions économiques peut avoir lieu au niveau communautaire (voir articles 503 et 504 du Règlement d'application).

S'il y a encore dans la description ci-dessus des éléments insuffisamment clairs, les CE seront heureuses de communiquer, sur demande, des explications complémentaires.

67. Veuillez expliquer quels sont la portée et l'effet de l'article 250 du Code des douanes communautaire.

Cette disposition prévoit que lorsqu'un régime douanier est utilisé dans plusieurs États membres, les décisions, les mesures d'identification, les documents délivrés et les contestations faites ont des effets juridiques identiques dans tous les États membres concernés. "Régime douanier", dans ce contexte, s'entend de tout régime douanier visé à l'article 3(16) du Code des douanes communautaire. L'article 250 du Code s'applique dans le contexte d'un régime douanier spécifique concernant les mêmes marchandises.

L'article 250 du Code des douanes communautaire a pour but de garantir que les régimes communautaires utilisés sur les territoires de plusieurs États membres puissent être appliqués d'une manière efficiente et cohérente.

68. Concernant les paragraphes 220 et 221 de leur première communication écrite, la référence faite par les Communautés à l'article XXIV:12 du GATT de 1994 a-t-elle pour seul objectif d'étayer leur argument selon lequel l'article X:3 a) ne prescrit pas que la législation douanière doit être régie au niveau central? Dans l'affirmative, veuillez expliquer concrètement ce que cela signifie pour l'application de la législation douanière des CE. Sinon, veuillez expliquer les autres raisons pour lesquelles les Communautés essaient d'invoquer l'article XXIV:12.

Les CE se sont référées à l'article XXIV:12 du GATT et au rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Canada − Pièces de monnaie en or*, pour étayer leur argument selon lequel l'article X:3 a) du GATT n'affecte pas la répartition fédérale des compétences à l'intérieur d'un Membre de l'OMC, et n'exige donc pas l'harmonisation de la législation à l'intérieur d'un Membre de l'OMC. Cela signifie que lorsque, à l'intérieur d'un Membre de l'OMC, certaines questions sont réglées au niveau infrafédéral, l'article X:3 a) du GATT exige simplement que ces lois ou règlements soient appliqués

d'une manière uniforme. Il n'exige pas que de telles lois soient remplacées par une loi harmonisée au niveau central. On en a un exemple avec les sanctions qui, à l'intérieur des CE, sont réglementées par les lois des États membres des CE.

Cette interprétation est pleinement conforme à l'objet et au but de l'article X:3 a) du GATT. L'article X:3 a) du GATT vise à assurer un niveau minimal de sécurité et de prévisibilité pour les négociants en ce qui concerne les questions visées à l'article X:1 du GATT. Cet objectif est pleinement garanti si les lois en vigueur au niveau infrafédéral sont appliquées d'une manière uniforme sur le territoire sur lequel elles s'appliquent. Pour atteindre l'objectif de l'article X:3 a) du GATT, il n'est pas nécessaire d'exiger des Membres de l'OMC qu'ils harmonisent les lois applicables à l'intérieur d'un Membre de l'OMC au niveau infrafédéral.

69. S'agissant des recours devant les tribunaux de chacun des 25 États membres, qui sont compétents pour la révision et la rectification des questions douanières:

Les CE veulent bien fournir au Groupe spécial des renseignements concernant le système judiciaire des CE, y compris sur les tribunaux des États membres. Cependant, elles voudraient souligner que cet exercice relève de la charge de la preuve, qui incombe aux États-Unis en tant que partie plaignante. Les CE ont à mainte reprise insisté sur cette question dans leur première communication écrite (paragraphe 474) et dans leur première communication orale (paragraphes 63 à 66).

a) Quel est le critère d'examen des tribunaux de chacun des États membres pour ce qui est des décisions administratives des autorités douanières?

Les tribunaux de tous les États membres révisent et rectifient la légalité des décisions administratives adoptées sur les questions douanières, y compris en contrôlant l'exercice d'un pouvoir d'appréciation. Le contrôle de la légalité implique également la compatibilité avec le droit communautaire. Bien que certaines ordonnances légales comportent une classification des motifs de révision comparable à celle qui figure à l'article 230 du Traité CE (voir ci-après la réponse à la question n° 71), cela n'entraîne pas de différences significatives quant au type de contrôle assuré par les tribunaux nationaux.

b) Quelles sont, concrètement, les démarches à suivre pour porter une affaire devant chacun de ces tribunaux (veuillez donner des renseignements détaillés sur les cas dans lesquels les autorités administrantes compétentes sont tenues de procéder à une révision en premier ressort)?

La plupart des États membres des CE exigent que le négociant dépose une demande de réexamen administratif avant de former un recours auprès du tribunal compétent. Les exceptions sont la Belgique, l'Estonie, la Grèce, Chypre, la France, Malte et le Portugal où les réexamens administratifs sont facultatifs, et la Suède où il n'y a pas de réexamen administratif et où la décision administrative doit faire l'objet d'un recours directement devant les tribunaux.

Dans le cas de l'Espagne, de l'Italie, de l'Irlande (deuxième degré du réexamen administratif) et du Danemark, le réexamen administratif est effectuée par un organe qui est indépendant des organismes chargés de l'application des mesures administratives.

c) Quelle est la durée de la procédure de recours, pour les questions douanières, dans chacun de ces tribunaux (y compris le temps nécessaire aux autorités administrantes compétentes pour procéder à une révision en premier ressort, lorsque cette révision a lieu/est prescrite)?

La plupart des États membres des CE procèdent généralement à un réexamen administratif en moins de six mois. Dans plusieurs cas, le délai moyen est encore plus court (environ un mois): c'est le cas en République tchèque, en Estonie, en Grèce, en Espagne, en Irlande, à Chypre, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie et en Slovaquie. Ce n'est qu'au Danemark et qu'en Italie qu'il faut entre un an et un an et demi pour que les réexamens administratifs aboutissent à une décision.

En ce qui concerne le contrôle juridictionnel, dix États membres des CE procèdent normalement à l'examen d'un recours en première instance en moins d'un an: c'est le cas en République tchèque, en Espagne, à Chypre, en Hongrie, en Autriche, en Pologne, en Slovaquie, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni. Le temps nécessaire est de un à deux ans en Allemagne, en Estonie, en Lettonie et aux Pays-Bas. Dans le reste des pays, il faut en moyenne de deux à trois ans.

70. S'agissant: i) des recours directs devant le Tribunal de première instance et la Cour européenne de justice; et ii) des demandes de décision préjudicielle à la Cour européenne de justice:

a) Quelles sont, concrètement, les démarches à suivre pour porter une affaire devant le Tribunal ou la Cour?

Il n'y a pas de réexamen administratif auquel serait subordonnée la formation d'un recours auprès du Tribunal de première instance ou de la Cour européenne de justice contre une décision administrative adoptée par les institutions communautaires sur les questions douanières. Un recours en annulation doit être portée directement devant la juridiction compétente dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision (article 230(5) du Traité CE). En vertu des articles 81(2) et 102(2), respectivement, du règlement de procédure de la Cour de justice et du tribunal de première instance, ce délai est toujours prolongé de dix jours supplémentaires pour tenir compte de la distance (pièces EC-107 et EC-108). Conformément aux "Instructions pratiques" adoptées par chacune des juridictions, un exemplaire de l'original signé d'un document de procédure peut être transmis au greffe soit par télécopie soit en tant que pièce jointe à un courrier électronique, à condition que l'original signé parvienne lui-même au greffe dans les dix jours suivant un dépôt effectué de cette manière (pièces EC-109 et EC-110).

Les décisions concernant une demande de décision préjudicielle sont prises par les tribunaux des États membres, qui entendent habituellement les deux parties avant de saisir la cour à titre préjudiciel, bien qu'ils ne soient pas liés par la position des parties concernant l'opportunité ou la nécessité de la demande de décision préjudicielle. De plus, il n'est pas nécessaire que les parties à l'affaire soulèvent la question, qui peut être tranchée de son propre chef par la juridiction nationale. Le tribunal national est habilité à décider à quelle stade de la procédure la demande de décision préjudicielle est introduite, à condition qu'un jugement n'ait pas déjà été prononcé dans l'affaire en cause. On trouvera des renseignements complémentaires dans la note informative adoptée par la Cour de justice sur l'introduction des procédures préjudicielles par les juridictions nationales (pièce EC-55).

b) Quelle est la durée habituelle de la procédure de recours/de demande de décision préjudicielle pour ce qui est des questions douanières?

La durée d'une procédure en annulation est en moyenne de 24 mois: un exemple représentatif est l'affaire de la *Playstation2* de Sony (pièce US-12), où la requête a été déposée le 3 octobre 2001 et l'arrêt prononcé le 30 septembre 2003.

Dans le cas d'une demande de décision préjudicielle, il faut en moyenne 19 à 20 mois pour mener à bien la procédure, qui peut cependant nécessiter jusqu'à 22 mois dans certaines affaires. C'est par exemple dans ce délai qu'a été prononcé le jugement dans l'affaire C−396/02, DFDS

(pièce EC-25) (période comprise entre le 11 novembre 2002, date de réception de la demande et le 16 septembre 2004, date du prononcé de l'arrêt).

71. Veuillez indiquer de quelle manière les organes ci-après "rectifient" les mesures administratives (y compris les décisions se rapportant à des questions douanières) qui sont contestées devant eux (par exemple, annulation, suspension, révocation, etc.):

a) Tribunal de première instance;

b) Cour européenne de justice;

En vertu des articles 231(1) et 224(6) du Traité CE, dans un recours en annulation, la Cour européenne de justice et le Tribunal de première instance doivent soit déclarer nul et non avenu l'acte contesté, soit rejeter le recours. Ces juridictions n'ont pas compétence pour remplacer ou modifier l'acte contesté, bien qu'elles soient autorisées à ne déclarer nulle qu'une partie d'une mesure. Les motifs d'illégalité que les parties peuvent invoquer dans un recours en annulation sont l'incompétence, la violation des formes substantielles, la violation du Traité instituant la Communauté ou de toute règle de loi se rapportant à son application ou l'abus de pouvoir (article 230, deuxième alinéa, Traité CE).

Les deux juridictions peuvent ordonner de suspendre l'exécution d'un acte contesté dans l'affaire dont elles sont saisies (article 242 du Traité CE). Elles peuvent aussi prescrire d'autres mesures provisoires (article 243 du Traité CE). L'urgence, l'établissement d'éléments de preuve *prima facie* et l'équilibre des intérêts en jeu sont nécessaires pour que soit accordée une mesure provisoire.

c) Tribunaux des États membres; et

La plupart des tribunaux des États membres ne sont autorisés qu'à annuler la décision administrative s'ils jugent qu'elle est illégale. Cependant, dans certains cas, les tribunaux peuvent y substituer leur propre décision, dans les affaires concernant le paiement de droits de douane. Quelques tribunaux nationaux sont autorisés à remplacer ou amender la décision administrative contestée (Danemark, Lettonie, Pays-Bas, Suède et Slovénie).

d) Organes chargés de procéder à une révision en premier ressort des décisions douanières dans les Communautés européennes

Dans les États membres des CE, les autorités administratives peuvent annuler, révoquer, réformer ou remplacer une décision administrative contestée. Au cours de la procédure, l'application de la décision contestée peut être suspendue sur la base de l'article 244, deuxième alinéa, du Code des douanes communautaire.

72. Existe-t-il des mécanismes, le cas échéant, permettant de notifier le résultat de la révision d'une décision des douanes effectuée par le tribunal d'un État membre aux tribunaux des autres États membres?

Comme dans la plupart des systèmes juridiques, il n'y a pas de mécanismes de ce type dans les CE. En raison du grand nombre d'affaires, notifier aux tribunaux des États membres le résultat de l'examen d'un recours contre des décisions des douanes auquel il a été procédé dans un autre État membre serait une procédure lourde et inefficace: une estimation approximative du nombre d'affaires portées devant les tribunaux nationaux de première instance des États membres donne un chiffre supérieur à 7 500.

73. Les tribunaux nationaux des États membres sont-ils liés par les décisions préjudicielles de la Cour européenne de justice dans tous les cas? Dans la négative, veuillez expliquer dans quelles circonstances les décisions préjudicielles n'ont pas force exécutoire?

Comme les CE l'ont déjà expliqué au paragraphe 188 de leur première communication écrite, une décision préjudicielle lie le tribunal auteur de la demande de décision préjudicielle, qui doit appliquer cette décision dans l'affaire au sujet de laquelle la demande a été présentée.

Pour ce qui est des demandes de décision préjudicielle qui concernent la validité d'une mesure, si la Cour de justice décide qu'une mesure communautaire est invalide, cette mesure doit être considérée comme invalide à toutes fins et dans toutes les juridictions: affaire 66/80, *Spa et International Chemical Corporation*, [1981] ECR 1191, paragraphes 11 à 13 (pièce EC-111).

Les décisions de la Cour de justice en matière d'interprétation ont été considérées comme ayant force exécutoire à l'égard des autres juridictions en vertu du but de la procédure de renvoi préjudiciel, qui est d'assurer l'uniformité du droit communautaire (affaires jointes 28 à 30/62, *Da Costa*, [1963] ECR 31) (pièce EC-112). Le tribunal d'un État membre peut néanmoins saisir la Cour de justice européenne d'une autre question si la question à examiner ne semble pas être essentiellement identique à celle qui a déjà fait l'objet d'une décision préjudicielle dans une affaire analogue ou si la décision préjudicielle précédente a été rendue il y a longtemps.

74. Au paragraphe 142 de leur première communication écrite, les États-Unis font observer que, même si les tribunaux nationaux des États membres pouvaient être considérés comme satisfaisant aux prescriptions de l'article X:3 b) du GATT de 1994, on ne trouve dans le Code des douanes communautaire aucune disposition prescrivant que la révision effectuée par ces tribunaux nationaux doit avoir lieu "dans les moindres délais". Veuillez formuler des observations à cet égard.

Tout d'abord, il convient de noter que l'article X:3 b) du GATT exige seulement que la révision soit effectuée "dans les moindres délais". Il ne fait pas obligation aux Membres de prendre à cette fin des mesures particulières, telles que la définition de délais. Jusqu'à présent, les États-Unis n'ont pas fait valoir que la révision effectuée par les tribunaux des États membres des CE ne l'est pas dans les moindres délais; moins encore ont-ils fourni des éléments de preuve à cet égard?

Bien que le Code des douanes communautaire ne contienne aucune disposition prescrivant que la révision à laquelle procèdent les juridictions nationales doit être effectuée "dans les moindres délais", cette prescription est reconnue en droit communautaire ou dans les systèmes juridiques des États Membres. En fait, une procédure conduite "dans les moindres délais" est au cœur du droit à une protection judiciaire effective.

Conformément à la jurisprudence établie, les droits fondamentaux font partie intégrante des principes généraux du droit, dont la Cour européenne de justice garantit l'observation effective. À cette fin, la Cour s'inspire des traditions constitutionnelles communes aux États membres et des lignes directrices fournies par les traités internationaux pour la protection des droits de l'homme, auxquels les États membres ont coopéré ou dont ils sont signataires (voir, entre autres: affaire C-71/02, *Karner* [2004], pas encore dans les recueils, paragraphe 48) (pièce EC-113).

La Cour européenne de justice a souligné que la Convention européenne des droits de l'homme revêt une importance particulière à cet égard et les CE ont déjà expliqué au paragraphe 174 de leur première communication écrite que l'article 6(1) de la Convention consacre le droit à un procès équitable devant un tribunal indépendant et impartial établi par la loi (pièce EC-49).

De plus, comme il a déjà été mentionné au paragraphe 174 de la première communication écrite des CE, le droit à un recours effectif devant un tribunal est reconnu à l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (pièce EC-48).

Enfin, les CE notent qu'il ne semble pas y avoir aux États-Unis de mesure particulière qui garantirait qu'une révision est effectuée dans les moindres délais par le Tribunal du commerce international des États-Unis.

75. Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes mentionnent un certain nombre d'institutions et de mécanismes différents, qui permettent selon elles de garantir l'application uniforme de la législation douanière des CE (en particulier le Comité du Code des douanes, la Cour européenne de justice, la primauté et l'effet direct du droit communautaire, le devoir de coopération, les procédures en cas d'infraction, les divers instruments de coopération douanière et les mesures de contrôle budgétaire). Dans la mesure où elles ne l'ont pas déjà fait dans leur première communication écrite, les Communautés européennes pourraient-elles expliquer spécifiquement comment chacune de ces institutions et chacun de ces mécanismes parviennent à assurer l'uniformité pour ce qui est des aspects de l'administration douanière spécifiquement identifiés par les États-Unis, à savoir: la classification tarifaire; l'évaluation en douane; la vérification après la mise en libre pratique; les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière; la transformation sous douane et la procédure de domiciliation.

Les CE pensent avoir donné une explication complète sur le système communautaire de législation et d'administration douanières. En principe, les mécanismes et les instruments généraux décrits dans la première communication écrite des CE s'appliquent à tous les domaines de la législation douanière. Cependant, dans la mesure où le Groupe spécial aurait des questions spécifiques quant à la manière dont des instruments spécifiques s'appliquent à un aspect particulier, les CE seront heureuses de fournir, sur demande, des explications complémentaires.

76. Veuillez formuler des observations sur l'affirmation faite par les États-Unis au paragraphe 44 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, selon laquelle le droit de recours des négociants, dont les Communautés européennes affirment qu'il fait partie du cadre visant à garantir l'application uniforme de leur législation douanière concerne uniquement les violations de fond plutôt que l'application divergente du droit positif. Veuillez en outre indiquer spécifiquement ce que peuvent faire les négociants lorsqu'ils sont confrontés à cette application divergente, en vous référant à toutes les règles et orientations communautaires pertinentes.

Le droit de former un recours auprès des tribunaux des États membres pour qu'ils exercent leur contrôle juridictionnel s'applique à toutes les violations du droit communautaire, quelle que soit la question contestée.

Les CE ne sont pas certaines de comprendre la distinction entre les "violations de fond" et l'"application divergente du droit positif". Un droit de recours n'est accordé que s'il y a une violation du droit communautaire, qu'il s'agisse ou non d'une violation "de fond". Par définition, dans tous les cas d'application non uniforme du droit, une illégalité existera.

Pour cette raison, les CE ne voient pas vraiment dans quels cas on pourrait dire qu'il y a une "application divergente du droit" qui n'implique pas une illégalité. Dans la mesure où l'application de la loi pourrait comporter l'exercice d'un pouvoir d'appréciation, et où ce pouvoir d'appréciation s'exerce conformément à la loi applicable, il n'y a évidemment pas de droit de recours.

En tout état de cause, les CE voudraient suggérer que les États-Unis précisent à quelles affaires spécifiques ils se réfèrent. Les CE demanderaient également s'il y a aux États-Unis un droit

de recours contre les pratiques des services administratifs qui sont conformes à la législation des États-Unis.

77. Dans l'affaire 106/77, Simmenthal II, [1978] ECR 629 (pièce EC-5), la Cour européenne de justice a constaté que "[l']applicabilité directe du droit communautaire signifi[ait] que ses règles [devaient] déployer la plénitude de leurs effets, d'une manière uniforme dans tous les États membres, à partir de leur entrée en vigueur et pendant toute la durée de leur validité". Veuillez expliquer concrètement ce que signifie cette constatation dans la mesure où elle laisse supposer que les États membres doivent appliquer la législation douanière communautaire "d'une manière uniforme".

Cette constatation signifie que toutes les autorités des États membres, y compris les organismes administratifs et les tribunaux, doivent appliquer le droit communautaire d'une manière uniforme. Concrètement, cela veut dire qu'ils devraient interpréter et appliquer le droit communautaire conformément à toutes les indications disponibles quant à sa signification appropriée, y compris la jurisprudence de la Cour de justice. Lorsque les dispositions d'une loi nationale sont en conflit avec le droit communautaire, les tribunaux doivent écarter de telles dispositions. Pour les tribunaux des États membres, un moyen supplémentaire de s'assurer qu'ils appliquent le droit communautaire d'une manière uniforme consiste à présenter une demande de décision préjudicielle, conformément à l'article 234 du Traité CE. Les CE renvoient à leur première communication écrite où l'on trouvera des explications plus détaillées.[29]

78. Au paragraphe 35 de leur première communication écrite, les Communautés européennes notent que l'article 249(2) du Traité CE dispose, entre autres choses, ce qui suit: "Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout État membre." Dans quelle mesure l'article 249(2) autorise-t-il les États membres à compléter les dispositions figurant dans le droit communautaire dans la pratique? Existe-t-il des mesures qui empêchent les autorités douanières d'un État membre de se fonder sur des principes directeurs/orientations qui sont propres à cet État membre pour l'interprétation de la législation douanière communautaire?

Un État membre peut compléter les dispositions figurant dans un règlement communautaire s'il est expressément autorisé à le faire, ou si une question spécifique n'est pas traitée dans l'acte de droit communautaire en question. Cependant, toute mesure législative nationale doit strictement respecter la législation communautaire, sinon elle peut être écartée par les tribunaux.[30]

La Cour a également précisé que l'effet direct des règlements ne peut pas être entravé par des pratiques ou des dispositions internes.[31] Au demeurant, la Cour a dit que les autorités nationales ne pouvaient pas formuler des lignes directrices de nature juridiquement contraignante pour l'interprétation du droit communautaire.[32] En conséquence, l'interprétation du droit communautaire par les administrations et les juridictions nationales doit reposer uniquement sur le texte de la loi communautaire, et toutes les dispositions ou lignes directrices contraires d'origine nationale doivent être écartées.

79. Y a-t-il en droit communautaire une obligation quelconque imposant aux autorités douanières d'un État membre de consulter les autres États membres avant de prendre des décisions en matière douanière. Dans l'affirmative, veuillez l'identifier et l'expliquer.

---

[29] Première communication écrite des CE, paragraphes 35 et suivants.
[30] Affaire 230/78, *Eridania-Zuccherifici,* Rec. 1979, 2749, paragraphe 34 (pièce EC-114).
[31] Affaire 93/71, *Leonesio,* Rec. 1972, 287, paragraphe 22 (pièce EC-115).
[32] Affaire 94/77, *Fratelli Zerbone*, Rec. 1978, 99, paragraphe 27 (pièce EC-116).

Il n'y a en droit communautaire aucune obligation générale imposant aux autorités douanières des États membres de consulter les autres États membres avant de prendre des décisions se rapportant à des questions douanières. Une telle obligation serait disproportionnée, étant donné que sont rendues chaque année des millions de décisions douanières, et que la grande majorité d'entre elles ne posent pas de problème particulier et ne nécessitent pas de consultations entre les autorités douanières.

Cela étant, des obligations de se consulter mutuellement peuvent résulter de la mise en œuvre du devoir de coopération dans des situations spécifiques, par exemple dans le contexte de la délivrance de RTC (voir réponse des CE à la question n° 56 du Groupe spécial). Des dispositions spécifiques de la législation douanière des CE peuvent également imposer une obligation de coopération mutuelle dans certaines circonstances. On pourrait citer comme exemple les dispositions suivantes:

- Autorisation unique pour une destination particulière (article 292 [2] du Règlement d'application du Code des douanes communautaire)
- Régimes douaniers économiques (article 500 du Règlement d'application du Code des douanes communautaire)
- Ligne régulière (articles 313*bis* et 313*ter* du Règlement d'application du Code des douanes communautaire)
- Preuve du statut communautaire apportée par un expéditeur agréé (article 324*sexies* du Règlement d'application du Code des douanes communautaire)
- Procédure de transit simplifiée propre au transport par voie aérienne − niveau 2 (article 445 du Règlement d'application du Code des douanes communautaire)
- Procédure de transit simplifiée propre au transport par voie maritime − niveau 2 (article 448 du Règlement d'application du Code des douanes communautaire).

Enfin, un cadre général de coopération et d'assistance mutuelles entre les autorités douanières des États membres est prévu par le règlement 515/97 (pièce EC-42).

80. Le préambule du Règlement (CE) n° 515/97 du Conseil, du 13 mars 1997 (pièce EC-42), relatif à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives des États membres et à la collaboration entre celles-ci et la Commission en vue d'assurer la bonne application des réglementations douanière et agricole, indique ce qui suit:

> **"Considérant que la Commission doit veiller à un traitement égal des opérateurs économiques en faisant en sorte que l'application du système d'assistance mutuelle administrative par les États membres ne crée pas de discriminations entre les opérateurs économiques situés dans divers États membres; ..."**

Veuillez expliquer ce que l'on entend par "traitement égal" et "discriminations".

Les deux termes se réfèrent à l'objectif consistant à veiller à ce que les opérateurs économiques soient traités de la même manière pour toutes les questions pertinentes par les autorités douanières des États membres, de manière à empêcher toute distorsion des conditions de la concurrence entre les opérateurs économiques.

81. L'article 3(2) de la Décision n° 253/2003/CE du Parlement européen et du Conseil, du 11 février 2003, portant adoption d'un programme d'action pour la douane dans la Communauté (pièce EC-43) fait référence à un "groupe chargé de la politique douanière". Veuillez expliquer quels sont le rôle, la (les) fonction(s) de ce groupe.

Le Groupe chargé de la politique douanière est un groupe de travail de haut niveau, présidé par la Commission, et composé des directeurs des administrations des douanes ou de leurs adjoints.

Le Groupe chargé de la politique douanière permet à la Commission et aux États membres de l'Union européenne de travailler en partenariat afin de faire en sorte que l'approche commune de la politique douanière soit adaptée en permanence à l'évolution de la situation. Son rôle est de traiter des questions douanières de nature politique et en particulier:

- d'examiner et, si nécessaire, d'adapter l'approche commune;
- d'analyser la stratégie (y compris en ce qui concerne la formation, l'informatisation et les affaires extérieures);
- d'examiner les questions de principe qui lui sont renvoyées par le Comité de Douane 2007;
- d'examiner les questions de principe allant au-delà du programme de Douane 2007;
- d'examiner la mise en œuvre des résultats obtenus à la suite des actions de Douane 2007 (notamment, le recours à des lignes directrices, le développement de la gestion du risque, la mesure des résultats, etc.).

82. Au paragraphe 156 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font référence à un certain nombre de "programmes d'action" destinés à renforcer la mise en œuvre effective de l'union douanière des CE, y compris des activités de formation.

a) La formation des fonctionnaires des douanes des États membres a-t-elle lieu au niveau de l'État membre et/ou au niveau des CE?

La formation des fonctionnaires des douanes a lieu principalement au niveau national. Cependant, afin de réaliser une harmonisation en matière de formation et de promouvoir une approche commune de l'administration douanière, un "programme commun de formation douanière" a été élaboré dans le cadre d'un programme précédent de Douane 2007. Le programme établit des critères minimaux obligatoires pour la formation nationale de base des fonctionnaires des douanes dans toute la Communauté. Les "modules de formation communs" sont actuellement mis à jour (ce travail devait être achevé à la fin de 2005).

Le programme appuie les activités nationales de formation et complète cette formation d'un point de vue central avec des projets communs de formation chaque fois que cela est nécessaire. L'élaboration de ces projets communs de formation (qui concernent essentiellement la formation professionnelle avancée) est généralement gérée par la Commission avec le concours d'experts techniques et de spécialistes de la formation d'États membres (entre autres choses, pour la mise au point de matériel commun didactique commun et d'autres aides à la formation, telles que les catalogues de matériel didactique, les guides de bonnes pratiques ou les modules d'enseignement électronique faisant appel à une approche polyvalente du processus d'apprentissage).

Une autre mission du programme de formation de Douane 2007 est la définition d'un cadre organisationnel pour la formation dans le domaine douanier. À cette fin, la Commission européenne met actuellement sur pied l'Académie douanière virtuelle. Avec l'appui de la Commission dans le contexte du programme Douane 2007, il s'agit de dispenser une formation au travail des douanes et de diffuser les meilleures pratiques des douanes selon diverses modalités communes aux États membres.

Dans le cadre de Douane 2007, des séminaires ou des conférences sont organisés et présidés par la Commission en partenariat avec l'administration hôte. Les séminaires ou les conférences de Douane 2007 sont souvent mis à profit pour:

- mettre à jour et améliorer les connaissances des États membres sur la législation communautaire;
- favoriser le dialogue sur les meilleures pratiques communes et mettre au point des directives pratiques pour l'application de la législation communautaire;
- faciliter l'échange d'informations et le partage des connaissances, des spécialisations et des données d'expérience entre États membres;
- lancer de nouvelles initiatives dans le domaine douanier.

Ainsi, la plupart des séminaires comportent effectivement un élément partage de l'information et des connaissances, qui peut être considéré comme un module de formation au sens large. Par exemple, au cours des séminaires comportant cet élément partage de l'information, la Commission présente les nouvelles dispositions, ou les dispositions modifiées, de la législation communautaire. De plus, la Commission organise des ateliers plus nettement orientés sur la pratique, qui sont, d'une certaine manière, un moyen de diffuser l'information parmi les experts des États membres (c'est notamment le cas de l'atelier NCTS, de l'atelier RIF, etc.).

b) Dans l'affirmative, veuillez expliquer la nature et l'objectif de cette formation. Cette formation vise-t-elle à faciliter l'intégration des dix derniers États membres qui viennent d'adhérer aux CE et/ou s'inscrit-elle dans le cadre d'une formation continue, de longue date, pour les fonctionnaires des douanes de tous les États membres?

Aujourd'hui, les dix nouveaux États membres sont des partenaires à part entière dans ce processus et bénéficient donc de tout le matériel et de tous les modules de formation mis au point avant leur adhésion à l'UE.

Au demeurant, avant même l'adhésion, l'une des priorités de Douane 2007 était la préparation à l'élargissement. D'après l'article 2(2) de la Décision 253/2003, le programme est ouvert aux pays candidats à l'adhésion aux CE. Plusieurs initiatives ont été lancées à l'intention spécialement des pays candidats afin de leur permettre de se conformer à la législation douanière des CE (séminaires sur le tarif, séances de formation sur l'application du tarif, etc.) et de leur fournir une aide afin de faciliter l'interconnectivité (systèmes informatiques et télématiques) et la capacité opérationnelle. Outre ces dispositions spéciales, les pays candidats ont été invités à chaque séminaire technique et à la plupart des autres activités de portée plus générale organisées à l'intention des États membres.

83. Veuillez indiquer si des mesures ont été prises – et, dans l'affirmative, lesquelles – pour donner suite aux paragraphes ci-après de l'article 4 de la Décision n° 253/2003/CE du Parlement européen et du Conseil, du 11 février 2003, portant adoption d'un programme d'action pour la douane dans la Communauté:

…

b) Recenser, développer et mettre en application les meilleures pratiques de travail, en particulier dans les domaines du contrôle d'audit *a posteriori*, de l'analyse de risque et des procédures simplifiées;

…

e) Renforcer la normalisation et la simplification des procédures, des systèmes et des contrôles douaniers;

f) Améliorer la coordination et la coopération entre les laboratoires effectuant des analyses pour les douanes afin d'assurer, en particulier, une classification tarifaire uniforme et dépourvue d'ambiguïté dans l'ensemble de l'Union européenne;

…

k) Élaborer des mesures de formation commune et établir un cadre organisationnel pour la formation dans le domaine douanier qui réponde aux besoins liés aux actions du programme.

Une liste des programmes correspondant aux objectifs susmentionnés est jointe en tant que pièce EC-117.

La Communauté européenne et ses États membres ont lancé une série d'actions destinées à améliorer les pratiques de travail. Ces actions sont mises en œuvre par divers moyens, y compris l'analyse comparative, l'élaboration de lignes directrices, la création de groupes de contact pour le partage de l'information et des meilleures pratiques, l'utilisation de groupes ciblés chargés de suivre des questions spécifiques, etc. Dans les domaines spécifiques susmentionnés, l'Union européenne a mis au point un guide sur la vérification à posteriori[33] qui expose la méthode recommandée pour ce type de vérification.

De plus, la Communauté européenne s'est aussi intéressée au problème de la gestion du risque depuis plusieurs années. À la suite de la mise en service du premier guide sur l'analyse du risque, les mesures prises ont surtout visé à promouvoir une approche commune de la gestion du risque. L'analyse du risque a fait l'objet d'un séminaire ouvert à tous les membres de la Communauté, qui a été à l'origine des travaux sur la définition d'un cadre communautaire de gestion du risque. Depuis, les efforts ont surtout porté sur la mise en place d'un système communautaire d'informations sur le risque, système basé sur les principes définis dans le cadre communautaire. Ce système fonctionne à titre pilote depuis plus d'un an. La version récemment amendée du Code des douanes communautaire introduit une disposition qui rend juridiquement obligatoire la mise en place d'un système communautaire de gestion du risque. La Commission et ses États membres mettent actuellement la dernière main à un tel système qui utilisera l'infrastructure informatique sécurisée déjà en place et permettra l'introduction de profils de risque communautaires et l'échange effectif de renseignements sur le risque.

En plus des travaux sur la gestion du risque qui débouchent sur une conception commune du contrôle, la Communauté est en train de définir des approches uniformes des systèmes et des contrôles faisant appel à diverses méthodes. Il s'agit notamment de l'échange de fonctionnaires, du recours à l'analyse comparative et aux groupes de projet pour examiner des questions spécifiques (telles que les autorisations européennes uniques, la production de guides, de manuels, etc.), la formation, et le développement des systèmes informatiques. Des actions ciblées peuvent également être mises en place pour des contrôles plus spécialisés, tels que la lutte contre la contrefaçon.

84. Veuillez expliquer quels renseignements/quelles données figurent dans le système d'information sur le tarif intégré de la Communauté (TARIC), mentionné à l'article 5(1) d) de la Décision n° 253/2003/CE du Parlement européen et du Conseil, du 11 février 2003, portant adoption d'un programme d'action pour la douane dans la Communauté.

[33] Pièce EC-90.

Le Taric comprend tous les renseignements visés à l'article 2(2) du Règlement n° 2658/87, qui se lit comme suit:

> Le tarif aura pour base la Nomenclature combinée et comprendra:
>
> a) les mesures énoncées dans le présent règlement;
>
> b) des subdivisions communautaires complémentaires, dénommées "sous-positions Taric", nécessaires à la désignation des marchandises faisant l'objet des mesures communautaires spécifiques figurant à l'Annexe II;
>
> c) tout autre élément d'information requis pour l'application ou la gestion des codes du Taric et des codes supplémentaires, tels que définis à l'article 3(2) et (3);
>
> d) les taux des droits de douane et autres éléments de perception applicables à l'importation et à l'exportation, y compris les exonérations de droits et les taux de droits préférentiels applicables à des marchandises spécifiques à l'importation ou à l'exportation;
>
> e) les mesures indiquées à l'Annexe II applicables à l'importation et à l'exportation de marchandises spécifiques.

L'Annexe II, à laquelle il est fait référence à l'article 2(2) b) et e) du Règlement n° 2658/87 figure actuellement à l'Annexe II du Règlement de la Commission n° 1810/2004 (pièce EC-118).

85. Dans les domaines qui ne sont pas spécifiquement réglementés par le droit communautaire de telle sorte que, de fait, les autorités des États membres jouissent d'un pouvoir discrétionnaire pour l'interprétation et l'application du droit dans ces domaines, quels sont, s'il en existe, les mécanismes établis pour assurer l'interprétation et l'application uniformes du droit dans l'ensemble des États membres?

Dans les domaines qui ne sont pas réglementés par le droit communautaire, y compris par le droit communautaire primaire, les États membres sont libres de légiférer et d'appliquer leurs propres lois. Il n'y a pas de mécanisme en place au niveau communautaire pour assurer une interprétation et une application uniformes des lois des États membres dans les domaines qui ne sont pas réglementés par le droit communautaire.

Il convient de noter, cependant, que même lorsqu'un domaine n'est pas expressément réglementé par le droit communautaire dérivé, les États membres peuvent être encore tenus de respecter certains principes du droit communautaire. Un exemple est le domaine des sanctions en cas de violation du droit communautaire, où l'article 10 du Traité CE prescrit que les États membres doivent prévoir des sanctions qui sont efficaces, proportionnées et dissuasives.[34]

86. Veuillez décrire l'état d'avancement du Code des douanes modernisé qui fait l'objet de la pièce US-33? Veuillez préciser depuis combien de temps dure le processus de révision. Veuillez indiquer quand et comment la consultation publique/de tiers concernant ce processus de révision a eu lieu.

[34] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 144 et suivants.

Le projet de Code des douanes modernisé figurant dans la pièce US-33 est un document de travail des services de la Commission européenne. Il ne représente pas la position officielle de la Commission européenne ou de toute autre institution communautaire.

Le Code des douanes modernisé est un projet majeur ayant pour objectif la recodification, la modernisation et la simplification de la législation douanière des CE, à la lumière de l'expérience acquise depuis l'entrée en vigueur du Code des douanes communautaire. La Commission a annoncé pour la première fois son intention de moderniser et de simplifier la législation douanière en 2003. Une première consultation publique sur un projet de Code des douanes modernisé a eu lieu en juillet et en août 2004. Une deuxième consultation publique portant sur une version révisée du Code s'est tenue en janvier 2005 (voir pièce EC-47).

87. Quel est le rapport juridique entre l'article X:3 a) du GATT de 1994 et l'article X:3 b) du GATT de 1994, à supposer qu'il y en ait un? À cet égard, veuillez formuler des observations spécifiques sur les affirmations figurant dans la déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, qui sont reproduites ci-après:

Comme les CE l'ont déjà dit dans leur première communication écrite (paragraphes 461 et 466) et dans leur première communication orale (paragraphe 60), l'article X:3 a) et l'article X:3 b) du GATT énoncent des obligations distinctes et on ne peut pas considérer qu'il y ait un lien juridique entre les deux dispositions.

L'article X:3 a) du GATT établit une obligation d'appliquer les lois et règlements auxquels il est fait référence à l'article X:1 du GATT d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. En revanche, l'article X:3 a) du GATT fait obligation à chaque partie de réviser dans les moindres délais les décisions se rapportant aux questions douanières.

Le fait que ces dispositions figurent dans le même article ne signifie pas qu'elles devraient être interprétées d'une manière qui brouille la distinction entre les obligations qu'elles énoncent. De toute évidence, les deux dispositions doivent être interprétées d'une manière harmonieuse, en tenant compte de leur objet et de leur but respectifs. Cependant, cela ne signifie pas que les obligations découlant d'une disposition peuvent simplement être importées dans l'autre.

En particulier, les CE attachent une grande importance au fait que l'article X:3 a) du GATT ne concerne pas l'application des lois relatives à la procédure judiciaire et à l'organisation judiciaire, étant donné que ces lois ne figurent pas parmi celles auxquelles il est fait référence à l'article X:1 du GATT. En conséquence, l'article X:3 a) du GATT ne peut pas être interprété comme exigeant une harmonisation des lois relatives à la procédure judiciaire et à l'organisation judiciaire à l'intérieur d'un Membre de l'OMC.

a) l'argument des CE selon lequel les recours devant la Cour européenne de justice constituent un instrument d'application uniforme important est incompatible avec l'affirmation faite par les CE dans le contexte de l'article X:3 b) du GATT de 1994, selon laquelle l'obligation d'application uniforme et l'obligation de prévoir des voies de recours, pour ce qui est des mesures administratives, sont des obligations distinctes n'ayant aucun lien inhérent entre elles (paragraphe 42);

Cet argument avancé par les États-Unis repose sur une interprétation inexacte, en ce sens que, selon les États-Unis, la saisine de la Cour de justice européenne à titre préjudiciel a le caractère d'un recours. Au contraire, cette procédure repose sur une relation de coopération entre la Cour de justice et les juridictions nationales, pas sur un rapport hiérarchique. Les CE ont déjà insisté sur cette question au paragraphe 470 de leur première communication écrite.

Étant donné que la Cour européenne de justice n'agit pas en tant que juridiction de recours quand elle est saisie à titre préjudiciel, son rôle doit être interprété à la lumière de l'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT d'assurer l'application uniforme des lois. règlements, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe 1 de cet article. En fait, les décisions préjudicielles de la Cour de justice européenne sont un instrument important pour assurer l'application uniforme de tous les autres instruments décrits par les CE dans leur première communication écrite. La révision et la rectification dans les moindres délais, exigées par l'article X:3 b) du GATT, des mesures administratives se rapportant aux questions douanières, sont assurées par la juridiction nationale qui a introduit la demande de décision préjudicielle, pas par la Cour de justice européenne.

b) le lien entre l'article X:3 a) et l'article X:3 b) vient de ce qu'il est fait référence à l'article X:3 b) du GATT de 1994, à l'"application des mesures administratives", qui est visée à l'article X:3 a) (paragraphe 59).

De même, les CE considèrent que l'expression "l'application des mesures administratives" à l'article X:3 b) du GATT n'établit pas de lien entre cette disposition et l'article X:3 a) du GATT. L'article X:3 b) du GATT se réfère aux "organismes chargés de l'application des mesures administratives" pour identifier les organismes dont les décisions sont soumises à révision dans les moindres délais, et à l'égard desquels les tribunaux ou les procédures doivent être indépendants. Cela ne signifie pas que l'application en tant que telle devient l'objet de l'article X:3 b) du GATT.

88. L'obligation de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives, énoncée à l'article X:3 b) du GATT de 1994, a-t-elle un effet direct dans les États membres? Dans l'affirmative, qu'est-ce que cela signifie, concrètement, pour la révision des décisions se rapportant aux questions douanières par les organes des États membres?

La Cour européenne de justice et le Tribunal de première instance ont soutenu que les Accords de l'OMC, eu égard à leur nature et à leur structure, ne font pas en principe partie des règles à la lumière desquelles la Cour doit vérifier la légalité des mesures adoptées par les institutions communautaires (affaire C-149-96, *Portugal/Conseil*, [1999] ECR I-8395, paragraphes 42 à 46 (pièce EC-119), affaire C-377/02, *Van Parys*, [2005], pas encore dans les recueils, paragraphe 39 (pièce EC-120), et affaire T-19/01 *Chiquita/Commission*, [2005], pas encore dans les recueils, paragraphe 114 (pièce EC-121). En conséquence, l'article X:3 b) du GATT ne crée pas de droits dont les particuliers peuvent se prévaloir directement devant les tribunaux en vertu du droit communautaire.

Cependant, les CE voudraient se référer à leur réponse à la question n° 74, dans laquelle elles ont expliqué que le principe de "la révision dans les moindres délais" est en tout état de cause inhérent au droit à une protection judiciaire effective, qui fait partie des principes généraux reconnus dans tous les États membres ainsi que du système juridique communautaire, comme la Cour de justice européenne l'a reconnu.

QUESTIONS ADRESSÉES AUX DEUX PARTIES

89. Un système dans lequel il incombe en premier lieu au négociant de faire valoir ses droits pour obtenir une application uniforme de la part des autorités douanières d'un Membre donné de l'OMC (par exemple, en formant des recours contre les décisions/le traitement appliqués par ces autorités) est-il conforme aux obligations prévues à l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Le point de savoir si la pratique d'un Membre de l'OMC est conforme à l'article X:3 a) du GATT doit être évalué sur la base du mode général d'application de ce Membre, en tenant compte de

tous les éléments du système de ce Membre dans son ensemble. Pour cette raison, il est difficile de donner une réponse générale à la question posée par le Groupe spécial.

Cela étant, les CE estiment que, bien que les possibilités procédurales offertes aux négociants puissent jouer un rôle important pour assurer une application uniforme, normalement, l'application uniforme de la législation devrait être également un objectif des pouvoirs publics. La question de savoir quels instruments spécifiques devraient être à la disposition des autorités, et de quels instruments devraient disposer les personnes privées, dépend de la conception générale d'un système particulier, et il n'est donc pas possible d'y répondre dans l'abstrait.

90. Au paragraphe 11.70 de son rapport, le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* a indiqué que "[l]a question pertinente [pour déterminer si l'article X:3 a) du GATT de 1994 était applicable] [était] celle de savoir si la substance d'une telle mesure [était] de nature administrative ou si, au contraire, elle impliqu[ait] des questions de fond qu'il [était] plus approprié de traiter au regard d'autres dispositions du GATT de 1994". Veuillez indiquer comment vous comprenez cette déclaration, et notamment la référence à une "mesure … de nature administrative". En outre, veuillez expliquer concrètement en quoi la distinction entre les mesures qui sont de nature administrative et les mesures qui ne le sont pas est pertinente pour l'application de l'article X:3 a).

Les CE estiment que cette déclaration n'est pas directement pertinente pour la présente affaire. Le Groupe spécial, dans l'affaire *Argentine − Peaux et cuirs*, devait se prononcer sur une plainte présentée par les CE selon laquelle un règlement argentin spécifique prévoyant la présence de représentants de l'industrie argentine du tannage dans la procédure administrative impliquait une application déraisonnable, partiale et non uniforme.[35] L'Argentine s'est défendue en faisant valoir que les CE contestaient la substance d'une règle, non pas son application.[36]

Essentiellement, ce que le Groupe spécial a dit dans *Argentine − Peaux et cuirs*, était donc que lorsqu'une loi ou un règlement particulier impose un comportement administratif qui est déraisonnable, non uniforme, ou pas impartial, alors la loi elle-même constitue une violation de l'article X:3 a) du GATT. C'est en ce sens que le Groupe spécial a établi une distinction entre les mesures administratives et les mesures de fond. Il est clair que le Groupe spécial n'entendait pas déroger d'une manière quelconque au fait que l'article X:3 a) du GATT ne concerne que l'application des lois et règlements.

En l'espèce, aucune mesure des CE n'impose de quelque manière que ce soit une application non uniforme de la législation douanière des CE. Au contraire, la législation et la réglementation communautaires sont destinées à éviter tout manque d'uniformité. En conséquence, les CE croient comprendre que l'argument des États-Unis ne vise pas la législation douanière des CE en tant que telle, mais plutôt l'application de cette législation.

Contrairement à l'argument des États-Unis[37], le Groupe spécial, dans *Argentine − Peaux et cuirs*, n'appuie pas l'idée qu'un Membre de l'OMC n'est pas autorisé à avoir des lois au niveau infrafédéral, comme c'est le cas dans les CE pour les sanctions. Tout d'abord, on ne voit pas clairement comment les États-Unis définissent le mot "administrative", ni pourquoi ils devraient considérer que les dispositions prévoyant des sanctions sont de nature "administrative" plutôt que des dispositions "de fond".

[35] Rapport du Groupe spécial *Argentine − Peaux et cuirs,* paragraphe 11.58.
[36] Rapport du Groupe spécial *Argentine − Peaux et cuirs,* paragraphe 11.69.
[37] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 47.

Plus important encore, le fait qu'il existe, à l'intérieur d'un Membre de l'OMC, des lois au niveau infrafédéral qui régissent des questions relevant de l'article X:1 du GATT n'a rien à voir avec la situation dont le Groupe spécial était appelé à connaître dans *Argentine − Peaux et cuirs*. Par exemple, les dispositions relatives aux sanctions figurant dans les législations des États membres des CE n'entraînent en rien une absence d'uniformité dans l'application de ces législations. Cela est tout à fait différent de la situation visée dans *Argentine − Peaux et cuirs*, où la mesure argentine imposait la présence de représentants partiaux et intéressés d'une branche de production, ce qui avait nécessairement pour conséquence une application qui n'était ni raisonnable ni impartiale.

91. Veuillez fournir un exemplaire de la liste de propositions présentées par les États-Unis dans le document intitulé "Elements of Potential EC Customs Reform" (Éléments d'une réforme douanière potentielle dans les CE), daté du 22 décembre 2004.

Un exemplaire du document est joint en tant que pièce EC-122. Ce document a été transmis aux CE par les États-Unis le 22 décembre 2004 à la suite des consultations tenues le 16 novembre 2004.

92. Veuillez formuler des observations sur le paragraphe 7 de la communication en tant que tierce partie du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, où celui-ci fait valoir que le critère des "variations administratives mineures", dans le contexte de l'article X:3 a) du GATT de 1994, mentionné par le Groupe spécial du GATT CEE – Pommes de table, n'est pas pertinent dans la présente affaire. L'applicabilité de ce critère dépend-elle de l'existence de certaines circonstances factuelles/ou d'autres circonstances? Dans l'affirmative, veuillez fournir des explications et une justification en vous référant aux termes particuliers de l'article X:3 a).

Sur ce point, les CE peuvent renvoyer à leur réponse à la question n° 46 du Groupe spécial.

93. Au paragraphe 21 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les États-Unis font observer que les lois douanières peuvent être appliquées au moyen d'instruments qui sont eux-mêmes des lois, comme c'est le cas des lois qui prévoient des sanctions.

a) Veuillez formuler des observations à cet égard.

Les CE ne sont pas d'accord avec cet argument. Comme les CE l'ont expliqué dans leur réponse à la question n° 109 du Groupe spécial, l'expression "appliquera" à l'article X:3 a) du GATT, signifie "mettra en application" ou "mettra en œuvre". Dans le contexte concret, cela signifie que l'article X:3 a) du GATT se réfère à la mise en œuvre, dans des cas concrets, des lois, règlements, décisions administratives et judiciaires auxquels il est fait référence à l'article X:1 du GATT.

Une loi, telle que les lois des États membres qui contiennent des dispositions relatives aux sanctions, est elle-même d'application générale, et a elle-même besoin d'être mise en application ou en œuvre. En conséquence, on ne peut pas dire qu'une telle loi ou "met en œuvre" ou "met en application" une autre loi. L'argument des États-Unis n'est donc pas conforme au sens ordinaire des termes employés à l'article X du GATT.

De plus, l'argument des États-Unis est incompatible avec la jurisprudence de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE − Bananes III*, selon laquelle l'article X:3 a) du GATT ne s'applique pas aux lois et règlements eux-mêmes, mais plutôt à l'application de ces derniers.[38] En soutenant qu'une loi peut elle-même constituer "l'application" d'une loi, les États-Unis compromettent la distinction claire

[38] Rapport de l'Organe d'appel *CE − Bananes III*, paragraphe 200.

existant entre l'application des lois et les lois elles-mêmes. Selon les États-Unis, une activité législative pourrait être également interprétée comme une activité administrative. De toute évidence, cela n'est pas conforme à l'objet et au but de l'article X:3 a) du GATT.

b) Cet argument pourrait-il s'appliquer aux lois, règlements et décisions judiciaires et administratives d'application générale visés à l'article X:1 du GATT de 1994?

Cet argument ne peut s'appliquer à aucun des instruments auxquels il est fait référence à l'article X:1 du GATT. Les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives auxquels il est fait référence dans cette disposition ont tous en commun le fait qu'ils doivent être "d'application générale". En tant que tels, on ne peut pas dire qu'ils peuvent être mis en application ou en œuvre par une autre loi qui est également d'application générale.

c) Dans l'affirmative, veuillez indiquer à quels types de lois, règlements et décisions judiciaires et administratives d'application générale.

Voir la réponse à la question précédente.

d) Quels seraient l'incidence et l'effet pratique de cette interprétation sur l'administration de questions autres que les questions douanières?

Ces conséquences seraient extrêmement sérieuses pour tout Membre de l'OMC où des lois, règlements ou autres mesures d'application générale existent à un niveau infrafédéral, régional ou même local.

Si l'argument des États-Unis était correct, toute loi infrafédérale de cette nature, dès lors qu'elle aurait un lien avec une loi existant au niveau fédéral, par exemple, parce qu'elle en complète ou en prolonge les dispositions, pourrait être considérée comme constituant une "application" de la loi. En conséquence, si plusieurs lois de cette nature existent dans différentes parties du territoire d'un Membre de l'OMC, et si leur contenu n'est pas identique, le Membre de l'OMC serait en violation de l'article X:3 a) du GATT.

Une telle interprétation affecterait tous les Membres de l'OMC où la législation n'existe pas seulement au niveau central, mais aussi à un niveau inférieur. Il est fréquent, dans un système fédéral, que la législation au niveau fédéral et la législation au niveau infrafédéral soient mutuellement complémentaires et interdépendantes. En conséquence, l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT proposée par les États-Unis compromettrait sérieusement la répartition constitutionnelle des pouvoirs dans la plupart des Membres de l'OMC ayant une structure fédérale, et devrait donc être rejetée.

94. Concernant l'interprétation du terme "appliquera" figurant à l'article X:3 a) du GATT de 1994, les parties estiment-elles qu'il conviendrait d'établir une distinction entre, d'une part, les procédures administratives applicables aux négociants et le traitement réservé aux négociants et, d'autre part, les décisions de fond et les résultats des procédures administratives qui affectent les négociants? Dans l'affirmative, veuillez expliquer le fondement juridique de cette distinction.

Les CE considèrent qu'il conviendrait d'établir une telle distinction. Comme les CE l'ont dit précédemment[39], l'article X:3 a) du GATT n'existe pas comme une fin en soi, mais pour fournir aux négociants certains critères minimaux de prévisibilité. En conséquence, l'article X:3 a) concerne principalement les résultats administratifs qui touchent les négociants, pas les lois et procédures en

[39] Réponse des CE à la question n° 46 du Groupe spécial.

tant que telles. Comme les CE l'ont dit également[40], c'est seulement dans la mesure où une procédure particulière entraîne nécessairement et inéluctablement une violation de l'article X:3 a) du GATT, qu'on pourrait dire qu'une telle procédure est elle-même une violation de cette disposition.

QUESTIONS ADRESSÉES AUX PARTIES ET AUX TIERCES PARTIES

109. Comment le terme "appliquera" devrait-il être interprété aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Le terme "administer" ("appliquer[a]") est défini comme signifiant "manage as a steward; carry on or execute" ("gérer en régisseur, mettre en application ou mettre en œuvre").[41] Autrement dit, le terme "administer" ("appliquer[a]") se rapporte à la mise en œuvre de quelque chose. Dans le cas de l'article X:3 a) du GATT, cette application concerne les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale auxquels il est fait référence à l'article X:1 du GATT. Autrement dit, à l'article X:3 a) du GATT, "administer" ("appliquer[a]") signifie mettre en œuvre les lois et règlements d'application générale, c'est-à-dire les appliquer dans des cas concrets.

Cette interprétation est également confirmée par le texte français et espagnol qui emploie les termes "appliquera" ou "aplicará" respectivement, qui peuvent se traduire par "to apply". En conséquence, le français et l'espagnol confirment également que l'article X:3 a) du GATT se rapporte à l'application des lois et règlements d'application générale auxquels il est fait référence à l'article X:1 du GATT.

110. L'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994 signifie-t-elle qu'il ne devrait y avoir qu'une possibilité limitée, voire aucune possibilité, d'exercer un pouvoir d'appréciation dans l'application des législations douanières?

Non. L'exercice du pouvoir d'appréciation est un phénomène normal en droit administratif. L'octroi d'un pouvoir d'appréciation peut être nécessaire lorsque des aspects factuels complexes d'une affaire particulière doivent être pris en compte, ou lorsque des intérêts en conflit doivent être soupesés et mis en balance, et lorsqu'il n'est pas possible de déterminer quel sera pour chaque cas le résultat spécifique d'une mesure d'application générale. L'exercice du pouvoir d'appréciation accordé par les autorités sera généralement, limité par la loi, et sera régi par certains principes, tels que le principe de non-discrimination. L'exercice approprié du pouvoir d'appréciation accordé par la loi ne peut donc pas être considéré comme un manque d'uniformité contraire à l'article X:3 a) du GATT.

111. Le temps passé à examiner une question particulière (y compris les cas de divergences dans l'application) est-il un élément à prendre en considération aux fins de l'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi, en vous référant aux termes particuliers de l'article X:3 a).

En principe, l'article X:3 a) du GATT concerne le résultat de l'application des lois. Pour cette raison, il n'y a pas d'incompatibilité avec l'article X:3 a) du GATT lorsque les instruments administratifs qui sont destinés à assurer l'uniformité ne peuvent pas prendre effet immédiatement, pour autant qu'ils garantissent une application uniforme de la loi dans un délai raisonnable. De plus, le temps nécessaire pour traiter une question spécifique peut aussi dépendre de la complexité et des circonstances de l'affaire.

[40] Réponse des CE à la question n° 90 du Groupe spécial.
[41] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, Oxford, 1993, Vol. 1, page 28 (pièce EC-123).

112. En ce qui concerne l'objectif de sécurité et de prévisibilité de l'environnement commercial international qui est poursuivi par l'OMC (que l'Organe d'appel a rappelé récemment en parlant des engagements tarifaires, au paragraphe 243 de son rapport sur l'affaire CE – Morceaux de poulet (WT/DS269/AB/R et WT/DS286/R)), veuillez expliquer si, pourquoi et comment cet objectif est pertinent avec l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Voir la réponse des CE à la question n° 46 du Groupe spécial.

113. Les attentes des négociants sont-elles pertinentes avec l'interprétation et l'application de l'article X:3 a) et de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en quoi et comment, en vous référant au libellé particulier de ces articles.

Voir la réponse des CE à la question n° 46 du Groupe spécial.

114. L'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige-t-elle une application uniforme d'une manière générale ou une application uniforme dans chacun des cas? La réponse dépend-elle de la nature de la contestation au titre de l'article X:3 a)? Dans l'affirmative, veuillez expliquer. Si une uniformité générale est acceptable en vertu de l'article X:3 a), quel serait le seuil concret/quantitatif et/ou le point de repère permettant de démontrer qu'il y a eu violation de l'article X:3 a)?

Voir la réponse des CE à la question n° 45 du Groupe spécial.

115. Veuillez formuler des observations sur l'affirmation qui a été faite par le Japon au paragraphe 8 de sa communication en tant que tierce partie selon laquelle, aux fins de l'évaluation de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial doit examiner si les divergences alléguées existent, comme le prétendent les États-Unis, et, dans l'affirmative, si ces divergences existent à un degré qui serait considéré comme incompatible avec l'article X:3 a), eu égard au système douanier particulier dans son ensemble.

Les CE sont d'accord avec l'affirmation du Japon. En ce qui concerne les autres éléments de la question, voir la réponse des CE à la question n° 45 du Groupe spécial.

116. Au paragraphe 2 de la déclaration orale qu'il a faite lors de la séance avec les tierces parties au cours de la première réunion de fond, le Japon s'est appuyé sur les "critères minimaux" de transparence et d'équité sur le plan de la procédure mentionnés par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* pour faire valoir qu'"[u]ne application des réglementations qui manquerait d'"uniformité" [aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994] serait d'une manière générale injuste, tendancieuse, inéquitable, partiale et opaque – en d'autres termes, abusive et non transparente". Si l'on suit ce raisonnement, les exigences de transparence et d'équité sur le plan de la procédure s'appliqueraient-elles: i) aux processus ou au traitement concernant les négociants aux fins de l'application des législations douanières; et/ou ii) aux décisions de fond se rapportant à des questions douanières auxquelles les négociants doivent se soumettre?

Les CE sont d'accord avec le Japon pour estimer que la déclaration de l'Organe d'appel dans *États-Unis − Crevettes* est pertinente pour l'interprétation du mot "uniformité" à l'article X:3 a) du GATT. En ce qui concerne les questions spécifiques posées par le Groupe spécial, voir la réponse des CE à la question n° 94 du Groupe spécial.

117. Au paragraphe 7.268 de son rapport, le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* (WT/DS184/R) a dit ce qui suit: "[N]ous relevons que le Japon n'a même pas allégué, et encore moins établi, l'existence d'un mode de prise de décisions en ce qui concerne les questions spécifiques qu'il soulève qui donnerait à penser que la législation antidumping des États-Unis n'est pas appliquée d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable [dans le cadre de l'article X:3 a) du GATT de 1994]." Veuillez formuler des observations sur la constatation du Groupe spécial selon laquelle il faut établir l'existence d'un mode de prise de décisions pour démontrer qu'il y a violation de l'article X:3 a).

Voir la réponse des CE à la question n° 45 du Groupe spécial.

118. Que signifient les mots "pertaining to" ("qui visent") figurant à l'article X:1 du GATT de 1994? Les règles régissant le fonctionnement d'organes qui surveillent l'application des législations douanières ou qui y prennent part d'une manière ou d'une autre – comme le Comité du Code des douanes des CE – peuvent-elles être considérées comme des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale "qui visent" la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières?

Les mots "pertain to" ("qui visent") sont définis comme signifiant "belong or be attached to, have reference or relation to" ("se rapportant à ou lié à, faisant référence à ou ayant un rapport à").[42] En d'autres mots, l'objet des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale doit se rapporter, faire référence ou être lié à l'objet, ou avoir rapport aux questions, qui sont énumérées à l'article X:1 du GATT, c'est-à-dire, la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou au transfert de paiements les concernant, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation.

Les règles régissant le fonctionnement des organes qui surveillent l'application des législations douanières ou qui y prennent part d'une manière ou d'une autre ne peuvent pas être, en tant que telles, considérées comme des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale "qui visent" la classification ou l'évaluation en douane de produits à des fins douanières. De telles lois peuvent garantir qu'un Membre s'acquitte de ses obligations au titre de l'article X:3 a) du GATT. Cependant, cela ne signifie pas que de telles lois régissant les organismes d'exécution deviennent elles-mêmes des lois "qui visent la classification ou l'évaluation des marchandises".

119. Les lois/dispositions prévoyant des sanctions applicables aux violations des lois douanières font-elles partie des mesures visées par l'article X:1 du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en vous référant aux termes pertinents de l'article X:1.

Comme les CE l'ont expliqué dans leur réponse à la question précédente, l'article X:1 du GATT ne concerne que les lois qui visent les questions énumérées à l'article X:1 du GATT, c'est-à-dire la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, ou les taux des droits de douane, taxes ou autres impositions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou au transfert de paiements les concernant, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou autre utilisation.

Les sanctions pour violation de la législation douanière ne font pas partie des questions énumérées à l'article X:1 du GATT. On ne peut pas non plus considérer que les sanctions pour

[42] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, Oxford, 1993, Vol. 2, page 2173 (pièce EC-123).

violation de la législation douanière "visent" nécessairement la classification ou l'évaluation de produits, ou les taux des droits de douane. Par exemple, la loi d'un Membre peut prévoir une sanction pour la non-déclaration d'une marchandise à l'importation. Il ne semble pas qu'on puisse dire qu'une telle loi viserait la classification ou l'évaluation de marchandises, ou les taux des droits de douane.

Il convient de noter qu'en raison de la nature même des sanctions, une exigence d'application uniforme semble plus ou moins problématique. Les dispositions prévoyant des sanctions, et en particulier les dispositions de droit pénal, laissent généralement aux autorités une marge dans les limites de laquelle elles évaluent la sanction applicable en l'espèce. Une telle marge est particulièrement nécessaire pour tenir compte de la culpabilité individuelle du défendeur. Par définition, une plus grande marge de liberté est nécessaire dans l'application des dispositions prévoyant des sanctions que dans l'application de dispositions concernant la classification, l'évaluation et les taux des droits de douane.

C'est ce que reconnaît également, d'une manière implicite, l'article VIII:3 du GATT, qui n'établit que certains critères minimaux de proportionnalité pour l'imposition de sanctions en cas de violations des règlements douaniers et des prescriptions de procédure. Au demeurant, étant donné la référence explicite aux sanctions figurant à l'article VIII:3 du GATT, il semble que si les rédacteurs du GATT avaient voulu inclure les sanctions à l'article X:1 du GATT, ils les auraient expressément mentionnées dans cette disposition.[43]

120. Quelle est la signification de l'article XXIV:12 du GATT de 1994 aux fins de l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Voir la réponse des CE à la question n° 68 du Groupe spécial.

121. En vous référant aux termes spécifiques de l'article X:3 b) du GATT de 1994, veuillez expliquer si l'obligation d'assurer la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives se limite ou non aux révisions effectuées en premier ressort par les autorités administrantes.

L'article X:3 b) du GATT dispose que les tribunaux ou les procédures qui assurent dans les moindres délais la révision et la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières seront indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives. C'est uniquement lorsque la révision des mesures administratives effectuée en première instance satisfait à ce critère d'indépendance, que ce type de révision peut être considéré comme une exécution suffisante de l'obligation d'assurer dans les moindres délais la révision et la rectification d'une mesure administrative.

122. Que signifie le mot "correction" ("rectifier") employé à l'article X:3 b) du GATT de 1994?

Le mot "correction" ("rectifier") doit être interprété en association avec le mot "review" ("réviser") qui l'accompagne. Ces deux mots devraient englober les tâches habituelles des juridictions et des tribunaux en ce qui concerne le contrôle de l'Administration: vérifier que les décisions administratives sont conformes au droit et fournir au plaignant un recours qui élimine l'illégalité.

[43] Dans le contexte des négociations de Doha sur la facilitation des échanges, le Japon, la Mongolie, le Taipei chinois et le Pérou ont présenté une proposition tendant à "annoncer clairement et publiquement les dispositions relatives aux pénalités prévues en cas d'infraction aux formalités d'importation et d'exportation dans les lois et règlements pertinents"; *voir* la compilation établie par le Secrétariat, TN/TF/W/43/Rev.1, page 11 (pièce EC-70).

Les CE considèrent que le mot "réviser" se réfère à la première de ces tâches, tandis que "rectifier" décrit la seconde.

Cette interprétation est étayée par la définition des deux termes que l'on peut trouver dans les dictionnaires. Ainsi, si le mot "review" ("révision") se réfère, en anglais juridique, à "the consideration of a judgement, sentence, etc., by some higher court or authority" ("examen d'un jugement, d'une sentence, etc., par une juridiction ou autorité supérieure") "correction" ("rectification") désigne "an act or instance of emendation" ("un acte ou intervention visant à amender"), ou "the neutralization of anything harmful" ("la neutralisation de toute chose nuisible").[44] Des définitions analogues peuvent être trouvées en espagnol et en français. "Revisar" en espagnol signifie "examinar une cuenta, unas notas, un trabajo hecho, etc., para asegurarse de que está bien o completo" et "rectificar" signifie "corregir a alguien su conducta".[45] En français "réviser" signifie "examiner de nouveau pour changer, corriger", et "rectifier" signifie "faire disparaître en corrigeant".[46]

123. Quel est le rapport juridique entre l'article X:3 a) du GATT de 1994 et l'article X:3 b) du GATT de 1994, à supposer qu'il y en ait un?

Voir la réponse des CE à la question n° 87 du Groupe spécial.

[44] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, Oxford, 1993, Vol. 2, page 2582 et Vol. 1, page 516 (pièce EC-123).

[45] María Moliner, *Diccionario del uso del español*, Editorial Gredos, Madrid, 1988, pages 1003 et 960 (pièce EC-124).

[46] *Le nouveau petit Robert*, Dictionnaires Le Robert, Paris, 2003, pages 2296 et 2201 (pièce EC-125).

ANNEXE A-4

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(23 septembre 2005)

1. Aux paragraphes 46 à 48 de leur première communication écrite, les CE se réfèrent au fait que la Commission peut engager une procédure pour infraction contre les États membres et que les particuliers jouent un rôle clé en portant des allégations d'infraction à l'attention de la Commission.

a) Depuis 1995, combien de plaintes pour infraction ont-elles été déposées auprès de la Commission par des particuliers au sujet de l'application de la législation douanière par un État membre?

La réponse est 51.

b) Depuis 1995, combien de procédures pour infraction ont-elles été engagées par la Commission contre des États membres au sujet de l'application de la législation douanière?

La réponse est 83.

2. Au paragraphe 38 de leur déclaration liminaire, les CE indiquent qu'"[elles] ne sont nullement obligées par l'article X:3 a) du GATT de mettre en place un système RTC, et moins encore de le concevoir d'une manière particulière". Les CE estiment-elles que lorsqu'un instrument − comme les RTC − n'est pas expressément requis par les obligations résultant de l'Accord sur l'OMC, elles ne sont pas obligées d'appliquer cet instrument d'une manière uniforme?

Comme les CE l'ont souligné à maintes reprises, l'article X:3 a) du GATT concerne l'application des lois et règlements qui visent les questions auxquelles il est fait référence à l'article X:1 du GATT.

Étant donné que les RTC visent la classification des marchandises, les CE ne contestent pas que la pratique communautaire, en ce qui concerne les RTC, doit être compatible avec l'article X:3 a) du GATT.

Cependant, jusqu'à présent, les États-Unis n'ont pas démontré l'existence d'une réelle incohérence dans la pratique des CE en ce qui concerne les RTC, mais ils ont plutôt critiqué des aspects spécifiques de l'application du système RTC des CE. Cela n'est pas suffisant pour démontrer l'existence d'une violation de l'article X:3 a) du GATT.

En ce qui concerne la référence des États-Unis aux autres "instruments", les CE voudraient répéter que l'article X:3 a) du GATT n'a trait qu'à l'application des lois et règlements auxquels il est fait référence à l'article X:1 du GATT. À cet égard, les CE renvoient à leur réponse à la question n° 118 du Groupe spécial.

3. Lorsqu'un importateur demande le classement d'une marchandise importée dans un État membre donné, l'autorité douanière de cet État membre est-elle tenue d'interroger la base

de données RTCE pour déterminer si l'une des autorités des 24 autres États membres a délivré un RTC ayant pour effet de classer cette marchandise?

Les CE croient comprendre que la question des États-Unis concerne le classement des produits au cours de procédures douanières normales, non pas la délivrance d'un RTC.

Il n'y a pas d'obligation générale de consulter la base de données RTCE chaque fois qu'une autorité douanière procède au classement d'une marchandise. Les autorités douanières communautaires ont à examiner chaque année des millions de déclarations en douane. Dans la grande majorité des cas, le classement des marchandises en question ne pose pas de problèmes. Il serait donc tout à fait disproportionné d'exiger la consultation de la base des données RTCE chaque fois qu'il s'agit de classer une marchandise, et il en résulterait un ralentissement considérable des procédures douanières.

Bien entendu, lorsqu'elles classent des produits, comme dans tout autre domaine de l'administration douanière, les autorités douanières sont liées par le devoir général de coopération (article 10 du Traité CE). Cela signifie qu'elles doivent faire preuve de toute la diligence due et utiliser tous les moyens nécessaires quand elles ont à décider de l'application concrète de la Nomenclature combinée. Chaque fois qu'il y a un doute quant au classement correct de la marchandise en question, les moyens disponibles auxquels les autorités d'un État membre ont recours comprennent également la consultation de la base de données RTCE.

4. Au paragraphe 26 de leur déclaration liminaire, les CE disent que "lorsque tel ou tel opérateur négociant individuel n'épuise pas tous les recours et possibilités procédurales que lui offre le système d'un Membre de l'OMC, le manque d'uniformité qui peut en résulter ne saurait être attribué à un défaut du système de ce Membre". Les CE estiment-elles qu'il incombe aux différents négociants de veiller à l'application uniforme?

Non. C'est également aux institutions communautaires et aux autorités douanières des États membres qu'il incombe d'assurer une interprétation et une application uniformes de la législation douanière des CE.

Cependant, comme les CE l'ont expliqué, dans tout système d'administration douanière, les particuliers aussi ont un rôle à jouer. Si un négociant choisit de ne pas former un recours contre une décision sur une question particulière, quand bien même il existe une possibilité de recours, ce choix ne peut pas être imputé aux autorités douanières. Si, en raison de la décision d'un négociant individuel, rien n'est fait pour réformer une décision incorrecte, cela ne peut pas être considéré comme un manque d'uniformité imputable au système d'administration douanière du Membre.

5. À la question n° 27 des questions adressées aux parties à titre provisoire par le Groupe spécial, le Groupe spécial a demandé aux CE de présenter des observations sur la teneur de la déclaration suivante faite par l'avocat général dans l'affaire Timmermans (paragraphe 41 de la pièce US-21):

> **"… la classification tarifaire de marchandises équivalentes ne saurait varier d'un État membre à l'autre, au gré des appréciations divergentes des autorités douanières de chacun des États membres, sauf à méconnaître l'objectif d'application uniforme de la nomenclature douanière au sein de la Communauté, destiné notamment à éviter le développement de traitements discriminatoires entre les opérateurs économiques concernés."**

Nous croyons comprendre que les CE ont dit, dans la réponse qu'elles ont donnée à la réunion du Groupe spécial du 15 septembre 2005, que les termes "marchandises équivalentes", tels qu'ils avaient été employés dans le passage cité voudraient dire "marchandises identiques".

a) Les CE pourraient-elles confirmer qu'elles sont bien de cet avis?

b) Dans l'affirmative, sur quoi les CE se fondent-elles pour affirmer que les termes "marchandises équivalentes", tels qu'ils sont employés dans le passage cité, veulent dire "marchandises identiques"?

Les États-Unis voudront bien se reporter à la réponse des CE à la question n° 49 du Groupe spécial.

6. Dans la question n° 30 des questions adressées aux parties à titre provisoire par le Groupe spécial, il a été demandé aux CE de faire des observations sur la déclaration de la Commission figurant à la page 12 du document intitulé "Introduction explicative au Code des douanes modernisé" (pièce US-32) selon laquelle "il est proposé d'étendre l'effet contraignant d'[un renseignement tarifaire contraignant] pour qu'il s'applique également au[x] titulaire[s] de la décision afin d'éviter que le système ne soit utilisé que lorsque le titulaire est satisfait du résultat". Nous croyons comprendre que les CE disent que la situation décrite dans le passage cité − à savoir que "le système n'est utilisé que dans le cas où le demandeur est satisfait du résultat" − est plutôt rare.

En supposant que les CE seront toujours d'avis que la situation décrite est plutôt rare, sur quoi fondent-elles leur opinion? Veuillez communiquer toutes informations sur lesquelles les CE fondent leur opinion.

Les CE ne disposent d'aucun élément de preuve qui indiquerait que de telles situations se produisent fréquemment. On ne peut pas raisonnablement attendre des CE qu'elles prouvent quelque chose qui est "rare".

Au demeurant, les CE voudraient faire observer que la charge de la preuve dans la présente affaire incombe aux États-Unis en tant que partie plaignante. En conséquence, c'est aux États-Unis, pas aux CE, de fournir des éléments de preuve qui montreraient que la situation à laquelle il est fait référence est une situation fréquente.

7. Dans la dernière phrase du paragraphe 407 de la première communication écrite, les CE disent: "toutefois, il a été décidé que l'affaire pourrait être examinée plus avant par un groupe de travail du Comité [du Code des douanes]". Au regard des explications qui ont été données par les CE au cours de la réunion du Groupe spécial du 15 septembre 2005, nous croyons comprendre que les CE ont dit que "l'affaire" dont il était question dans le passage n'était pas l'affaire concernant *Reebok International Limited* (RIL), mais plutôt la question générale de savoir ce qui constitue une influence dominante aux fins de l'évaluation en douane. Les CE pourraient-elles confirmer cette interprétation?

Les États-Unis voudront bien se reporter à la réponse des CE à la question n° 62 du Groupe spécial.

ANNEXE A-5

RÉPONSES DE L'ARGENTINE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(23 septembre 2005)

QUESTIONS ADRESSÉES À TOUTES LES TIERCES PARTIES

103. Que signifie le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994?

L'Argentine réaffirme[1] que le mot "uniforme" est défini comme signifiant "qui est de forme, de caractère ou d'espèce invariable; qui est ou reste identique dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments différents", comme indiqué dans une décision jurisprudentielle de l'OMC.[2]

104. Comment les tierces parties assurent-elles une application uniforme de leur législation douanière respective aux différents points d'entrée? À cet égard, veuillez fournir des renseignements détaillés sur tous les aspects pertinents de l'administration douanière, y compris en particulier sur les aspects qui ne sont pas directement liés à la structure constitutionnelle et institutionnelle de l'administration douanière.

Aucune réponse communiquée.

105. Quel(s) organe(s)/quelles procédures les tierces parties ont-elles établis pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Veuillez expliquer comment le recours à cet (ces) organe(s)/ces procédures fonctionne dans la pratique, y compris en indiquant la durée du processus de révision et de rectification.

Aucune réponse communiquée.

106. Les États-Unis font état de *décisions* divergentes prises par les autorités des États membres tout au long de leur première communication écrite. Par exemple, les États-Unis font état de divergences dans les *décisions concernant le classement*: d'une manière générale (paragraphe 21); en ce qui concerne les cartes réseau pour ordinateurs personnels (note de bas de page 33); en ce qui concerne le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte (note de bas de page 33); et en ce qui concerne les articles ou shorts unisexes (paragraphe 76). En outre, les États-Unis font état de divergences dans les *décisions relatives à la valeur en douane* (paragraphes 25 et 93). De telles divergences dans les décisions peuvent-elles être contestées au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

L'Argentine considère qu'une telle divergence peut être contestée au titre de l'article X:3 a), car elle peut impliquer une application non uniforme des règlements ou des décisions administratives

---

[1] Nous nous référons à la troisième déclaration orale de l'Argentine en date du 15 septembre 2005, note de bas de page 5, qui se réfère à son tour au rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine − Mesures affectant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R, paragraphe 11.83 (ci-après *Argentine − Peaux et cuirs*).

[2] Rapport du Groupe spécial *Argentine − Peaux et cuirs*, WT/DS155/R, paragraphes 11.80 et suivants, qui se réfère à son tour au *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. II, Oxford (1993), page 3488. À notre avis, le concept uniformité devrait être distingué du concept de non-discrimination, comme indiqué par le Groupe spécial *Argentine − Peaux et cuirs*, WT/DS155/R, paragraphe 11.84.

et judiciaires de caractère général qui visent la classification ou l'évaluation des produits à des fins douanières.

Une "divergence" dans l'application de tels règlements ou de telles décisions administratives ferait qu'il serait exclu que chaque exportateur et chaque importateur puisse "*s'attendre à obtenir un traitement du même type et de la même manière, aussi bien à des moments et en des endroits différents que par rapport à d'autres personnes*."[3] En conséquence, l'application ne serait pas uniforme, et cela constituerait un manquement à l'obligation inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

En d'autres mots, toute divergence dans ces "décisions" serait incompatible avec "*l'obligation d'appliquer de manière uniforme les lois et procédures douanières à l'égard des différents expéditeurs voire d'une même personne à des moments différents et en des endroits différents*".[4]

107. Aux paragraphes 220 et 221 de leur première communication écrite, les Communautés européennes soutiennent que lorsqu'il existe des lois infrafédérales dans un Membre donné de l'OMC, c'est l'application de ces lois qui est visée par l'article X:3 a) du GATT de 1994.

a) L'article X:3 a) s'applique-t-il aux lois pénales?

L'Argentine considère que l'article X:3 a) est applicable aux lois pénales pour autant que celles-ci visent une conduite qui concerne "la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou aux transferts de paiements les concernant, ou qui touche la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation de ces produits" (article X:1).

b) Dans l'affirmative, le Groupe spécial serait-il autorisé à examiner l'application des lois pénales des États membres en ce qui concerne l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a)?

De l'avis de l'Argentine, oui, pour autant que ces lois se réfèrent à l'application de la législation communautaire. Nous réaffirmons notre opinion selon laquelle, étant donné la distinction à faire entre l'appartenance des CE à l'OMC et l'appartenance à l'OMC des États constitutifs des CE, ce sont les CE qui sont tenues de se conformer aux prescriptions de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[5]

108. Comment devrait-on définir l'expression "dans les moindres délais" dans le cadre de l'article X:3 b) du GATT de 1994?

Le Groupe spécial voudra bien se reporter à la déclaration faite par l'Argentine en tant que tierce partie à la première audition du Groupe spécial.[6]

---

[3] Rapport du Groupe spécial *Argentine − Peaux et cuirs*, WT/DS155/R, paragraphe 11.83, où il est fait référence au concept d'uniformité.

[4] Rapport du Groupe spécial *Argentine − Peaux et cuirs*, WT/DS155/R, paragraphe 11.83, où il est fait référence au terme "uniforme".

[5] Première déclaration orale de l'Argentine en tant que tierce partie, 15 septembre 2005, paragraphe 10.

[6] Première déclaration orale de l'Argentine en tant que tierce partie, 15 septembre 2005, paragraphes 11 et suivants, qui se réfère à la première déclaration écrite des CE, paragraphe 459.

QUESTIONS POSÉES AUX PARTIES ET AUX TIERCES PARTIES

109. Comment le terme "appliquera" devrait-il être interprété aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Aucune réponse communiquée.

110. L'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994 signifie-t-elle qu'il ne devrait y avoir qu'une possibilité limitée, voire aucune possibilité, d'exercer un pouvoir d'appréciation dans l'application des législations douanières?

Aucune réponse communiquée.

111. Le temps passé à examiner une question particulière (y compris les cas de divergences dans l'application) est-il un élément à prendre en considération aux fins de l'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi, en vous référant aux termes particuliers de l'article X:3 a).

Aucune réponse communiquée.

112. En ce qui concerne l'objectif de sécurité et de prévisibilité de l'environnement commercial international qui est poursuivi par l'OMC (que l'Organe d'appel a rappelé récemment en parlant des engagements tarifaires, au paragraphe 243 de son rapport sur l'affaire *CE – Morceaux de poulet* (WT/DS269/AB/R et WT/DS286/R)), veuillez expliquer si, pourquoi et comment cet objectif est pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Aucune réponse communiquée.

113. Les attentes des négociants sont-elles pertinentes par l'interprétation et l'application de l'article X:3 a) et de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en quoi et comment, en vous référant au libellé particulier de ces articles.

L'Argentine réaffirme son opinion selon laquelle les exportateurs et les importateurs sont les principaux bénéficiaires des obligations établies en vertu de l'article X du GATT de 1994.[7] C'est ce qui découle à la fois des dispositions du GATT de 1994 elles-mêmes − l'article X:3 b) se réfère expressément aux "importateurs", et l'article X:1, auquel il est fait référence à l'article X:3 a), se réfère aux "commerçants" et aux "entreprises publiques ou privées" − et de la jurisprudence de l'OMC.[8]

114. L'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige-t-elle une application uniforme *d'une manière générale* ou une application uniforme *dans chacun des cas*? La réponse dépend-elle de la nature de la contestation au titre de l'article X:3 a)? Dans l'affirmative, veuillez expliquer. Si une uniformité générale est acceptable en vertu de l'article X:3 a), quel serait le seuil concret/quantitatif et/ou le point de repère permettant de démontrer qu'il y a eu violation de l'article X:3 a)?

[7] Première déclaration de l'Argentine en tant que tierce partie, 15 septembre 2005, paragraphe 15.

[8] Rapport du Groupe spécial *Argentine − Mesures affectant les exportations de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis,* WT/DS155/R, paragraphes 11.68, 11.76 et 11.77; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis − Restrictions aux importations de sous-vêtements en coton et en fibre artificielle,* WT/DS24/R, paragraphe 21; rapport du Groupe spécial *États-Unis − Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydables en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydables en provenance de Corée*, WT/DS179/R, paragraphes 6.50 et 6.51.

Aucune réponse communiquée.

115. Veuillez formuler des observations sur l'affirmation qui a été faite par le Japon au paragraphe 8 de sa communication en tant que tierce partie selon laquelle, aux fins de l'évaluation de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial doit examiner si les divergences alléguées existent, comme le prétendent les États-Unis, et, dans l'affirmative, si ces divergences existent à un degré qui serait considéré comme incompatible avec l'article X:3 a), eu égard au système douanier particulier dans son ensemble.

Aucune réponse communiquée.

116. Au paragraphe 2 de la déclaration orale qu'il a faite lors de la séance avec les tierces parties au cours de la première réunion de fond, le Japon s'est appuyé sur les "critères minimaux" de transparence et d'équité sur le plan de la procédure mentionnés par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* pour faire valoir qu'"[u]ne application des réglementations qui manquerait d'"uniformité" [aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994] serait d'une manière générale injuste, tendancieuse, inéquitable, partiale et opaque – en d'autres termes, abusive et non transparente". Si l'on suit ce raisonnement, les exigences de transparence et d'équité sur le plan de la procédure s'appliqueraient-elles: i) aux processus et au traitement concernant les négociants aux fins de l'application des législations douanières; et/ou ii) aux décisions de fond en matière douanière auxquelles doivent se soumettre les négociants?

Aucune réponse communiquée.

117. Au paragraphe 7.268 de son rapport, le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* (WT/DS184/R) a dit ce qui suit: "[N]ous relevons que le Japon n'a même pas allégué, et encore moins établi, l'existence d'un mode de prise de décisions en ce qui concerne les questions spécifiques qu'il soulève qui donnerait à penser que la législation antidumping des États-Unis n'est pas appliquée d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable [dans le cadre de l'article X:3 a) du GATT de 1994]." Veuillez formuler des observations sur la constatation du Groupe spécial selon laquelle il faut établir l'existence d'un mode de prise de décisions pour démontrer qu'il y a violation de l'article X:3 a).

Aucune réponse communiquée.

118. Que signifient les mots "pertaining to" ("qui visent") figurant à l'article X:1 du GATT de 1994? Les règles régissant le fonctionnement d'organes qui surveillent l'application des législations douanières ou qui y prennent part d'une manière ou d'une autre – comme le Comité du Code des douanes des CE – peuvent-elles être considérées comme des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale "qui visent" la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières?

Aucune réponse communiquée.

119. Les lois/dispositions prévoyant des sanctions applicables aux violations des lois douanières font-elles partie des mesures visées par l'article X:1 du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en vous référant aux termes pertinents de l'article X:1.

Aucune réponse communiquée.

120. Quelle est la signification de l'article XXIV:12 du GATT de 1994 aux fins de l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Aucune réponse communiquée.

121. En vous référant aux termes spécifiques de l'article X:3 b) du GATT de 1994, veuillez expliquer si l'obligation d'assurer la révision et la notification dans les moindres délais des mesures administratives se limite ou non aux révisions effectuées en premier ressort par les autorités administrantes.

Aucune réponse communiquée.

122. Que signifie le mot "correction" ("rectifier") employé à l'article X:3 b) du GATT de 1994?

Aucune réponse communiquée.

123. Quel est le rapport juridique entre l'article X:3 a) du GATT de 1994 et l'article X:3 b) du GATT de 1994, à supposer qu'il y en ait un?

Le Groupe spécial voudra bien se reporter à la déclaration faite par l'Argentine, en tant que tierce partie, à la première audition du Groupe spécial.[9]

[9] Première déclaration orale de l'Argentine en tant que tierce partie, 15 septembre 2005, paragraphes 5 à 10.

ANNEXE A-6

RÉPONSES DE LA CHINE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(23 septembre 2005)

QUESTIONS ADRESSÉES À LA CHINE

95. S'agissant du paragraphe 5 de la communication de la Chine en tant que tierce partie, veuillez indiquer à quel moment débute et à quel moment se termine le délai additionnel qui serait accordé par l'article XXIV:12 du GATT de 1994.

L'article XXIV:12 ne définit pas expressément le moment auquel débute et le moment auquel prend fin le délai additionnel. Cependant, le texte, ainsi que le but, de l'article XXIV:12 indique que le moment auquel débute le délai additionnel ne doit pas être postérieur à la date à laquelle il est constaté que la mesure prise par l'autorité locale d'une partie contractante est incompatible avec les dispositions du GATT. Et le moment auquel le délai additionnel se termine est la date à laquelle est éliminée la mesure prise par l'autorité locale qui est incompatible avec les dispositions du GATT. Bien qu'il soit souhaitable que le délai additionnel soit aussi court que possible, il est nécessaire d'accorder au gouvernement fédéral d'une partie contractante suffisamment de temps pour surmonter les difficultés internes rencontrées.

96. En ce qui concerne le paragraphe 6 de sa communication en tant que tierce partie, la Chine estime-t-elle que la teneur et/ou l'application de mesures adoptées au niveau fédéral/central ne tombent pas sous le coup de l'article XXIV:12 du GATT de 1994?

Non. L'article XXIV:12 du GATT de 1994 ne peut s'appliquer ni à la teneur ni à l'application de mesures adoptées au niveau fédéral/central. La Chine est d'accord avec le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada − Pièces de monnaie en or* qui a dit: "[c]es travaux préparatoires indiquent, de l'avis du Groupe spécial, que l'article XXIV:12 s'applique uniquement aux mesures prises aux niveaux régional ou local qui échappent au contrôle du gouvernement fédéral parce qu'elles ne relèvent pas de sa juridiction en vertu de la répartition constitutionnelle des compétences.[1] (pas d'italique dans l'original) Les mesures et/ou l'application des mesures adoptées aux niveaux fédéral/central sont soumises au contrôle du gouvernement fédéral/central d'une partie contractante et relèvent donc de la compétence du gouvernement fédéral/central.

97. Dans sa communication en tant que tierce partie, la Chine semble se rallier à l'interprétation que le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* a donnée du terme "uniforme" aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. La Chine estime-t-elle que cette interprétation signifie que l'application des règles douanières ne doit pas varier au fil du temps?

La Chine ne croit pas que l'interprétation que le Groupe spécial a donnée du terme "uniforme" dans *Argentine − Peaux et cuirs*, signifie que l'application des règles douanières ne *doit pas* varier au fil du temps. Autrement dit, la Chine ne croit pas que le Groupe spécial ait indiqué dans *Argentine − Peaux et cuirs* que l'application des règles douanières devrait être la même au fil de temps. Ce que le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine − Peaux et cuirs* a voulu dire, c'est que l'application des règles douanières ne peut pas varier de temps à autre au point que la prévisibilité soit inexistante. Dans *Argentine − Peaux et cuirs*, le Groupe spécial a voulu dire que l'application des règles douanières devrait être stable au fil du temps ou au cours d'une période de temps raisonnable. Bien

[1] Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada − Pièces de monnaie en or*, paragraphe 65.

que l'application des règles douanières puisse varier dans la phase de démarrage, elles devront comporter un mécanisme permettant de corriger les aspects divergents de manière à assurer une application uniforme.

QUESTIONS ADRESSÉES À TOUTES LES TIERCES PARTIES (QUESTIONS N° 103 à 108)

Aucune réponse communiquée.

QUESTIONS ADRESSÉES AUX PARTIES ET AUX TIERCES PARTIES (QUESTIONS N° 109 À 123)

Aucune réponse communiquée.

ANNEXE A-7

RÉPONSES DU JAPON AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(23 septembre 2005)

QUESTIONS ADRESSÉES AU JAPON

98. Veuillez expliquer concrètement ce que signifie le terme "résultats" ("results") qui a été employé au paragraphe 9 de la communication du Japon en tant que tierce partie.

Le terme "résultats" au paragraphe 9 de la communication du Japon en tant que tierce partie signifie l'application effective des règlements douaniers, c'est-à-dire l'"application des" règlements commerciaux qui visent la classification douanière ou l'évaluation en douane et les autres questions visées à l'article X:1 du GATT.

Par exemple, dans un cas où un Membre n'a pas adopté un système suffisant de "décisions anticipées", mais où la réglementation commerciale du Membre particulier est appliquée d'une manière uniforme grâce à l'application d'autres mesures visant à assurer une application uniforme, nous sommes d'avis que l'application est compatible avec l'article X:3 a) du GATT, et que dans ce cas les "résultats", à la lumière de l'usage que nous avons fait de ce terme dans notre communication, seraient l'application effective des mesures visant à assurer une application uniforme par ce Membre.

99. S'agissant du paragraphe 17 de sa communication en tant que tierce partie, le Japon fait-il valoir que l'*issue* des procédures de révision et de rectification prévues par l'article X:3 b) du GATT de 1994 doit être uniforme en vertu de l'article X:3 a) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez établir le bien-fondé de la référence qui est faite au texte de l'article X:3 a) et de l'article X:3 b).

Non. L'argument du paragraphe 17 de la communication du Japon en tant que tierce partie est que l'article X:3 b) du GATT oblige les Membres à maintenir ou à instituer, aussitôt que possible, des tribunaux ou des procédures de révision afin de "réviser et rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières" − la question de l'application uniforme par de tels tribunaux ou procédures est une question qui relève de l'article X:3 a) du GATT, le cas échéant.

100. En ce qui concerne le paragraphe 2 de la déclaration orale que le Japon a faite lors de la séance avec les tierces parties au cours de la première réunion de fond, le Japon estime-t-il que la "transparence" et l'"équité au plan de la procédure" sont les seuls "critères minimaux" qui caractérisent les prescriptions de l'article X:3 a), y compris en particulier la prescription relative à l'uniformité? Dans la négative, veuillez indiquer quels sont les autres "critères minimaux" pertinents.

La partie pertinente du paragraphe 2 de la déclaration orale du Japon indique l'opinion du Japon sur ce que l'Organe d'appel dans *États-Unis − Crevettes* avait caractérisé comme constituant les critères minimaux des prescriptions de l'article X:3 a). Dans ce paragraphe, nous disions que les prescriptions énoncées à l'article X:3 a) sont des critères minimaux, étant donné que la définition de la transparence et de l'équité au plan de la procédure recoupent en partie l'uniformité − nous ne suggérions pas que c'étaient là les seules prescriptions de cette disposition. Quant au point de savoir s'il y a d'autres "critères minimaux" pertinents, l'argument du Japon était que l'uniformité, et aussi les autres prescriptions énoncées à l'article X:3 a), c'est-à-dire le caractère impartial et raisonnable, sont

considérées comme des "critères minimaux" par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis − Crevettes.*

QUESTIONS ADRESSÉES À TOUTES LES TIERCES PARTIES

103. Que signifie le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Comme nous l'avons soutenu dans notre communication en tant que tierce partie et dans notre déclaration orale, nous appuyons les constatations suivantes des groupes spéciaux, qui définissent le sens du terme "uniforme" figurant à l'article X:3 a) du GATT de 1994, et la place dans son contexte.

Le Groupe spécial dans *Argentine − Peaux et cuirs* a déterminé qu'"uniforme", à l'article X:3 a) du GATT de 1994, signifiait "qui est de forme, de caractère ou de nature invariable; qui est ou reste identique dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments différents"[1], et que:

> Les lois douanières ne devraient pas varier, que chaque exportateur et chaque importateur devrait pouvoir s'attendre à obtenir un traitement du même type et de la même manière, aussi bien à des moments et en des endroits différents que par rapport à d'autres personnes. Une application uniforme signifie que les Membres doivent veiller à ce que leurs lois soient appliquées de manière cohérente et prévisible et ne pas se borner, par exemple, à assurer l'égalité de traitement par rapport à d'autres Membres de l'OMC. Cela constituerait une infraction à une règle de fond qu'il conviendrait d'examiner au regard de l'article premier. Il s'agit ici de l'obligation d'appliquer de manière uniforme les lois et procédures douanières à l'égard des différents expéditeurs voire d'une même personne à des moments différents et à des endroits différents.[2]
>
> Nous sommes d'avis qu'il ne faudrait pas envisager cette disposition comme une large interdiction de la discrimination. Nous ne pensons pas qu'elle doive être interprétée comme exigeant un traitement identique pour tous les produits. Ce serait donner une portée beaucoup trop vaste à ce paragraphe, qui est axé sur l'application dans la pratique des lois, règles et règlements douaniers. Il existe de nombreuses différences entre les produits qui pourraient exiger un traitement différencié et nous ne pensons pas que cette disposition doive être considérée comme invitant, d'une manière générale, les groupes spéciaux à établir cette distinction.[3]

En conséquence, en plus du sens attribué au terme "uniforme" qui est que les lois douanières "ne devraient pas varier, que chaque exportateur et chaque importateur devrait pouvoir s'attendre à obtenir un traitement du même type et de la même manière, aussi bien à des moments et en des endroits différents que par rapport à d'autres personnes … de manière cohérente et prévisible", l'article X:3 a) doit être interprété dans le contexte "de la pratique des lois, règles et règlements

[1] Rapport du Groupe spécial *Argentine − Mesures affectant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis (Argentine − Peaux et cuirs)*, WT/DS155/R et Corr.1, adopté le 16 février 2001, paragraphe 11.80 (où le Groupe spécial cite *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. II, page 3488 (1993)).

[2] *Ibid.*, paragraphe 11.83.

[3] *Ibid.*, paragraphe 11.84.

douaniers". Il est nécessaire de noter qu'il y a une limite à l'uniformité prescrite en vertu de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Groupe spécial, dans *États-Unis − Acier laminé à chaud*, a expliqué que pour être incompatible avec l'article X:3 a) du GATT, une mesure prise par un Membre devrait avoir une incidence notable sur l'application générale de la législation de ce Membre, et non pas simplement sur l'issue de la seule affaire considérée.[4] Le rapport du Groupe spécial du GATT, dans *CE − Pommes de table*, a constaté que des différences minimes telles que la forme dans laquelle les demandes de licences pourraient être présentées et l'exigence de factures pro-forma n'établissaient en rien l'existence d'une violation de l'article X:3.[5]

104. Comment les tierces parties assurent-elles une application uniforme de leur législation douanière respective aux différents points d'entrée? À cet égard, veuillez fournir des renseignements détaillés sur tous les aspects pertinents de l'administration douanière, y compris en particulier sur les aspects qui ne sont pas directement liés à la structure constitutionnelle et institutionnelle de l'administration douanière.

Afin de garantir l'application uniforme de la législation douanière, le Service des douanes japonais applique diverses mesures, qui comprennent des méthodes courantes telles que les consultations et les réunions au sein des bureaux de douane régionaux et entre ces bureaux avec les mécanismes au niveau national. Les principales de ces mesures sont les suivantes:

Afin de garantir l'application uniforme de la réglementation douanière, le Service des douanes japonais fait fonction d'autorité centrale pour le classement tarifaire et l'évaluation en douane, sa tâche principale consistant à interpréter les règlements commerciaux se rapportant au classement et à l'évaluation en douane, ainsi qu'à d'autres questions pertinentes. Quand ils rendent une décision anticipée (voir les explications ci-dessous) sur des questions difficiles, les bureaux de douane régionaux sont tenus de consulter les autorités centrales. Les autorités centrales tiennent à jour des bases de données des décisions rendues par les bureaux de douane régionaux, et dispensent également une formation sous diverses formes aux agents des douanes régionales afin d'assurer l'application uniforme de la réglementation commerciale sur tout le territoire du Japon.

Le Japon a appliqué depuis 1966 le système des décisions anticipées pour les questions douanières concernant les importations. Dans le cadre de ce système, soit oralement (une demande et une décision communiquées par Internet sont considérées comme une décision "orale") soit par écrit (une demande et une décision transmises par le système CuPES (Customs Procedure Entry System), système qui permet la transmission d'une demande par Internet, sont considérées comme une décision "écrite"), les autorités douanières communiquent le classement tarifaire approprié, etc. au demandeur (les importateurs ou autres parties intéressées à la transaction sur les marchandises à importer) qui a demandé une décision anticipée. De telles décisions peuvent être rendues en ce qui concerne: le classement tarifaire, les taux des droits de douane, l'origine des marchandises et la valeur en douane. De plus, lorsque est rendue une décision écrite, cette décision est publiée et accessible au public, en principe, dans la base de données qui peut être consultée sur Internet sur le site Web officiel du Service des douanes japonais, sauf dans des cas commercialement sensibles où la publication n'a pas lieu.

Veuillez vous reporter également à notre réponse à la question n° 105 ci-dessous, qui explique comment fonctionnent les tribunaux/les procédures chargés d'assurer l'application uniforme de la réglementation commerciale au Japon

---

[4] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis − Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminé à chaud en provenance du Japon (États-Unis − Acier laminé à chaud)*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 7.268.

[5] *Voir* le rapport du Groupe spécial du GATT *CEE − Restrictions à l'importation de pommes de table* (L/6491-36S/93) (*CEE – Pommes de table*), adopté le 22 juin 1989, paragraphe 12.30.

105. Quel(s) organe(s)/quelles procédures les tierces parties ont-elles établis pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Veuillez expliquer comment le recours à cet (ces) organe(s)/ces procédures fonctionne dans la pratique, y compris en indiquant la durée du processus de révision et de rectification.

Des procédures aussi bien administratives que judiciaires sont en place au Japon afin d'assurer dans les moindres délais la révision et la rectification des mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Les procédures administratives ne peuvent pas être abrégées avant qu'un tribunal judiciaire soit saisi de certaines questions spécifiées par la loi, telles que les décisions d'imposer un droit de douane. Les détails de chaque procédure sont décrits ci-après:

Premièrement, toute personne qui n'est pas satisfaite d'une décision rendue par un bureau de douane régional peut faire opposition de cette décision en s'adressant au directeur général du bureau de douane régional concerné, dans un délai de deux mois après le jour suivant la date à laquelle l'intéressé a eu connaissance de la mesure en question. Dans un délai de trois mois après la réception de l'avis d'opposition, le Directeur général doit prendre une décision sur le point de savoir si la mesure était appropriée (si aucune décision n'est prise dans ce délai, l'auteur de l'opposition peut passer à l'étape suivante de la procédure, comme indiqué au dernier paragraphe de la réponse).

Toute personne qui n'est pas satisfaite d'une décision rendue par le directeur général du bureau de douane régional à la suite de l'opposition formulée peut former un recours auprès du Ministre des finances dans un délai d'un mois à compter du jour suivant la date de réception de la notification de la décision du directeur général. Dans un délai de trois mois à compter de la date de réception du recours, le Ministre des finances doit se prononcer sur le point de savoir si la mesure était appropriée (si aucune décision n'est rendue dans ce délai, l'auteur du recours peut passer à l'étape suivante de la procédure, qui est expliquée au premier paragraphe de la réponse à la question n° 106 ci-dessous).

De plus, toute personne qui n'est pas satisfaite de la décision rendue par le Ministre des finances (ou dans certains cas où les procédures décrites ci-dessus peuvent être abrégées, d'une mesure prise par un bureau de douane régional) peut saisir de l'affaire un tribunal judiciaire dans les six mois à compter de la date à laquelle il a eu connaissance de la décision (ou de la mesure) ou dans un délai d'un an après la date de la décision (ou de la mesure), en principe (ce délai peut être prorogé dans certains cas).

106. Les États-Unis font état de *décisions* divergentes prises par les autorités des États membres tout au long de leur première communication écrite. Par exemple, les États-Unis font état de divergences dans les *décisions concernant le classement*: d'une manière générale (paragraphe 21); en ce qui concerne les cartes réseau pour ordinateurs personnels (note de bas de page 33); en ce qui concerne le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte (note de bas de page 33); et en ce qui concerne les articles ou shorts unisexes (paragraphe 76). En outre, les États-Unis font état de divergences dans les *décisions relatives à la valeur en douane* (paragraphes 25 et 93). De telles divergences dans les décisions peuvent-elles être contestées au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

De par sa nature même, l'administration des douanes a souvent à traiter un nombre considérable d'importations et de multiples produits différents dont le classement pose des problèmes compliqués, ce qui traduit des réalités telles que la rapidité des avancées technologiques et la production qui en résulte de nouveaux produits. En conséquence, le fait qu'il puisse exister des divergences entre des décisions particulières de diverses autorités douanières n'est pas en lui-même incompatible avec l'article X:3 a) du GATT.

Tenant compte de ce qui précède, si les affaires mentionnées par les États-Unis corroborent l'existence dans l'application générale de la réglementation douanière communautaire d'un manque d'uniformité pouvant avoir une incidence importante sur la situation concurrentielle, alors de telles *décisions,* qui sont l'application de "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives", seraient des divergences atteignant le degré qui est incompatible avec l'article X:3 a).

107. Aux paragraphes 220 et 221 de leur première communication écrite, les Communautés européennes soutiennent que lorsqu'il existe des lois infrafédérales dans un Membre donné de l'OMC, c'est l'application de ces lois qui est visée par l'article X:3 a) du GATT de 1994.

a) L'article X:3 a) s'applique-t-il aux lois pénales?

Oui, pour autant qu'une telle loi institue une sanction contre des violations de règlements commerciaux pertinents. L'article X:3 a) du GATT s'applique "aux lois, règlements, décisions administratives et judiciaires visés au paragraphe premier du présent article". Ainsi, l'article X:1 du GATT précise la portée des "règlements, décisions judiciaires et administratives visés" à l'article X:3 a) du GATT, et stipule ce qui suit:

> Les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives rendus exécutoires par toute partie contractante qui visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou au transfert de paiements les concernant, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation de ces produits.

Les sanctions pour violation de la législation douanière sont des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives qui sont imposés contre des violations de la législation douanière, c'est-à-dire qui "visent" "la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, ou les taux des droits de douane, taxes ou autres impositions …", et/ou qui touchent "la vente, la distribution … de ces produits", et relèvent donc de l'article X:3 a) du GATT.

Bien que l'article VIII:3 du GATT interdise d'imposer des pénalités sévères pour des infractions légères, cela n'est pas la même chose qu'une application uniforme des sanctions et n'assure pas nécessairement une application uniforme des sanctions, comme les CE le suggèrent.[6]

Cependant, comme il n'est pas expressément indiqué à l'article X:1 que les sanctions sont incluses, il est difficile de formuler une interprétation sur le point de savoir si les sanctions sont incluses dans le champ d'application des règlements énumérés à l'article X:1. Dans le cadre des efforts entrepris pour *clarifier* et améliorer l'article VIII, et aussi pour mieux répondre à l'objectif de l'article X, le Japon a proposé que les dispositions relatives aux pénalités contre les infractions aux formalités d'importation et d'exportation prévues dans les lois et règlements pertinents soient "annonc[ées] clairement et publiquement "dans la négociation sur la facilitation des échanges".[7]

b) Dans l'affirmative, le Groupe spécial serait-il autorisé à examiner l'application des lois pénales des États membres en ce qui concerne l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a)?

---

[6] *Voir* la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 441.
[7] Section IV, TN/TF/W/17.

Oui, à notre avis le Groupe spécial serait autorisé à le faire.

108. Comment devrait-on définir l'expression "dans les moindres délais" dans le cadre de l'article X:3 b) du GATT de 1994?

En plus de ce que le Japon a dit au paragraphe 18 de sa communication en tant que tierce partie, nous estimons que la définition appropriée de "dans les moindres délais" dans ce contexte, est "prêt et prompt à agir comme la circonstance l'exige"[8] et aussi "sans retard", un "retard" étant "(une période de) temps perdue par inaction ou à cause d'une incapacité à agir", comme les CE l'ont dit au paragraphe 459 de leur première communication écrite. Quant à savoir comment déterminer si une révision a été conduite d'une manière correspondant à la définition "prêt et prompt à agir comme la circonstance l'exige" ou "sans retard", la réponse dépendrait des circonstances spécifiques entourant le système particulier, et devrait être décidée au vu de la situation pertinente dans son ensemble.

Compte tenu de ce qui précède, les procédures du tribunal administratif du Japon peuvent servir de référence. Comme indiqué dans notre réponse à la question n° 11 ci-dessus, conformément aux procédures du tribunal administratif du Japon en matière douanière, le Directeur général d'une douane régionale se prononce sur une réclamation, en principe, dans un délai de cinq mois à compter de l'adoption de la mesure en question par le bureau de douane régional concerné (compte tenu du délai de deux mois accordé au requérant pour faire opposition et du délai de trois mois accordé au Directeur général pour prendre une décision, comme indiqué dans notre réponse à la question n° 11 ci-dessus), et le Ministre des finances prend une décision sur un recours formé contre la décision du Directeur général, en principe, dans un délai de neuf mois à compter de l'adoption de la mesure en cause.

QUESTIONS ADRESSÉES AUX PARTIES ET AUX TIERCES PARTIES

109. Comment le terme "appliquera" devrait-il être interprété aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Aucune réponse communiquée.

110. L'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994 signifie-t-elle qu'il ne devrait y avoir qu'une possibilité limitée, voire aucune possibilité, d'exercer un pouvoir d'appréciation dans l'application des législations douanières?

Aucune réponse communiquée.

111. Le temps passé à examiner une question particulière (y compris les cas de divergences dans l'application des lois) est-il un élément à prendre en considération aux fins de l'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi, en vous référant aux termes particuliers de l'article X:3 a).

Aucune réponse communiquée.

112. En ce qui concerne l'objectif de sécurité et de prévisibilité de l'environnement commercial international qui est poursuivi par l'OMC (que l'Organe d'appel a rappelé récemment en parlant des engagements tarifaires, au paragraphe 243 de son rapport sur l'affaire *CE – Morceaux de poulet* (WT/DS269/AB/R et WT/DS286/R)), veuillez expliquer si, pourquoi et comment cet objectif est pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

[8] *Merriam-Webster Online Dictionary*, http://www.m-v.com/cgi-bin/dictionary.

Étant donné que l'article X:3 a) est une disposition qui contribue à la sécurité et à la prévisibilité de l'environnement commercial international en assurant une application uniforme, impartiale et raisonnable de la réglementation commerciale, un tel objectif de l'OMC est pertinent, et l'article X:3 a) devrait être interprété à la lumière d'un tel objectif.

113. Les attentes des négociants sont-elles pertinentes pour l'interprétation et l'application de l'article X:3 a) et de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en quoi et comment, en vous référant au libellé particulier de ces articles.

Aucune réponse communiquée.

114. L'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige-t-elle une application uniforme *d'une manière générale* ou une application uniforme *dans chacun des cas*? La réponse dépend-elle de la nature de la contestation au titre de l'article X:3 a)? Dans l'affirmative, veuillez expliquer. Si une uniformité générale est acceptable en vertu de l'article X:3 a), quel serait le seuil concret/quantitatif et/ou le point de repère permettant de démontrer qu'il y a eu violation de l'article X:3 a)?

Aucune réponse communiquée.

115. Veuillez formuler des observations sur l'affirmation qui a été faite par le Japon au paragraphe 8 de sa communication en tant que tierce partie selon laquelle, aux fins de l'évaluation de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial doit examiner si les divergences alléguées existent, comme le prétendent les États-Unis, et, dans l'affirmative, si ces divergences existent à un degré qui serait considéré comme incompatible avec l'article X:3 a), eu égard au système douanier particulier dans son ensemble.

Aucune réponse communiquée.

116. Au paragraphe 2 de la déclaration orale qu'il a faite lors de la séance avec les tierces parties au cours de la première réunion de fond, le Japon s'est appuyé sur les "critères minimaux" de transparence et d'équité sur le plan de la procédure mentionnés par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* pour faire valoir qu'"[u]ne application des réglementations qui manquerait d'"uniformité" [aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994] serait d'une manière générale injuste, tendancieuse, inéquitable, partiale et opaque – en d'autres termes, abusive et non transparente". Si l'on suit ce raisonnement, les exigences de transparence et d'équité sur le plan de la procédure s'appliqueraient-elles: i) aux processus et au traitement concernant les négociants aux fins de l'application des législations douanières; et/ou ii) aux décisions de fond en matière douanière auxquelles doivent se soumettre les négociants?

Aucune réponse communiquée.

117. Au paragraphe 7.268 de son rapport, le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* (WT/DS184/R) a dit ce qui suit: "[N]ous relevons que le Japon n'a même pas allégué, et encore moins établi, l'existence d'un mode de prise de décisions en ce qui concerne les questions spécifiques qu'il soulève qui donnerait à penser que la législation antidumping des États-Unis n'est pas appliquée d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable [dans le cadre de l'article X:3 a) du GATT de 1994]." Veuillez formuler des observations sur la constatation du Groupe spécial selon laquelle il faut établir l'existence d'un mode de prise de décisions pour démontrer qu'il y a violation de l'article X:3 a).

Aucune réponse communiquée.

118. Que signifient les mots "pertaining to" ("qui visent") figurant à l'article X:1 du GATT de 1994? Les règles régissant le fonctionnement d'organes qui surveillent l'application des législations douanières ou qui y prennent part d'une manière ou d'une autre – comme le Comité du Code des douanes des CE – peuvent-elles être considérées comme des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale "qui visent" la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières?

"Pertain" ("Qui visent") dans le contexte de l'article X:1 signifie "have reference or relation to; relate to"[9] (faire référence à ou avoir rapport à; se rapporter à). Cependant, cela ne devrait pas signifier que toute question, aussi éloignée que soit son rapport avec les questions visées, relève de l'article X:1. La distinction à établir devrait reposer sur le point de savoir si les lois pertinentes, etc., sont suffisamment pertinentes pour pouvoir être considérées comme étant directement liées aux questions énumérées à l'article X:1. En conséquence, le point de savoir si les règles régissant le fonctionnement d'organes qui surveillent l'application de la législation douanière ou y prennent part d'une manière ou d'une autre visent les questions énumérées à l'article X:1 devrait être déterminé à la lumière de la teneur de telles règles. Si la règle énonce en détail comment doivent être appliqués les règlements commerciaux, alors elle peut "viser" les règlements commerciaux énumérés à l'article X:1. Cependant, il est difficile d'envisager que les règles régissant le fonctionnement d'organes soient des règles d'"application générale", comme l'exige l'article X:1.

119. Les lois/dispositions prévoyant des sanctions applicables aux violations des lois douanières font-elles partie des mesures visées par l'article X:1 du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en vous référant aux termes pertinents de l'article X:1.

Voir notre réponse à la question n° 107 a) ci-dessus.

120. Quelle est la signification de l'article XXIV:12 du GATT de 1994 aux fins de l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Aucune réponse communiquée.

121. En vous référant aux termes spécifiques de l'article X:3 b) du GATT de 1994, veuillez expliquer si l'obligation d'assurer la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives se limite ou non aux révisions effectuées en premier ressort par les autorités administrantes.

Aucune réponse communiquée.

122. Que signifie le mot "correction" ("rectifier") employé à l'article X:3 b) du GATT de 1994?

Aucune réponse communiquée.

123. Quel est le rapport juridique entre l'article X:3 a) du GATT de 1994 et l'article X:3 b) du GATT de 1994, à supposer qu'il y en ait un?

Aucune réponse communiquée.

[9] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. 2, page 2173 (1993).

ANNEXE A-8

RÉPONSES DE LA CORÉE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(23 septembre 2005)

QUESTIONS ADRESSÉES À LA CORÉE

101. S'agissant du paragraphe 7 de sa communication en tant que tierce partie, la Corée pourrait-elle expliquer concrètement comment il est possible d'établir une distinction entre, d'une part, l'exercice légitime du pouvoir d'appréciation et, d'autre part, un cas d'application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Le pouvoir d'appréciation dont un Membre de l'OMC dispose en vertu du régime de l'OMC ne signifie pas que le Membre peut justifier qu'il passe outre à l'exécution d'une obligation à part cela applicable en invoquant le pouvoir d'appréciation. Le pouvoir d'appréciation ne peut être accordé à un Membre de l'OMC que dans la mesure où et seulement si l'exercice de pouvoir d'appréciation se situe dans les limites des obligations pertinentes en vertu du régime de l'OMC.

En termes plus concrets, la Corée estime que les CE sont libres d'adopter n'importe quel système d'administration douanière de leur choix − que ce soit un système faisant appel à une autorité douanière unique placée sous un contrôle centralisé ou un système comprenant 25 autorités douanières indépendantes et distinctes. Cependant, en tant que Membre de l'OMC, les CE doivent veiller à ce que l'application de la législation et de la réglementation douanières soit "fiable et prévisible" du point de vue des exportateurs étrangers, indépendamment du point de savoir aux autorités et aux procédures douanières de quel pays membre les exportateurs décident de s'adresser. Ainsi, la Corée est d'avis que la ligne de démarcation entre un exercice légitime du pouvoir d'appréciation et la violation de l'obligation d'application uniforme devrait être le point de savoir si un Membre de l'OMC satisfait à l'obligation de "fiabilité et de prévisibilité" dans son ensemble. La Corée note que les CE n'ont pas satisfait à cette obligation.

102. Au paragraphe 3 de sa communication en tant que tierce partie, la Corée mentionne, entre autres choses, l'application "irritante", "pesante", "déraisonnable" et "imprévisible" de la législation douanière des CE du point de vue des exportateurs étrangers. La Corée dispose-t-elle d'éléments de preuve concrets pour étayer ces allégations?

Cette observation repose sur une compilation de préoccupations et de plaintes formulées par des exportateurs coréens qui ont eu affaire à l'application divergente de la législation et de la réglementation douanières par le pays membre des CE. En raison de la nature commerciale confidentielle des transactions commerciales sous-jacentes (par exemple, en ce qui concerne certains exportateurs coréens, expliquer le choix d'un port d'entrée particulier pourrait révéler leur stratégie et leurs plans commerciaux) et aussi la sensibilité des allégations, la Corée n'est pas actuellement en mesure de fournir des éléments de preuve concrets à cet égard. Cependant, la Corée n'épargnera aucun effort, si des éléments de preuve concrets émanant de la partie coréenne se révèlent d'une importance cruciale aux fins d'analyse par le Groupe spécial. La Corée note que les exemples mentionnés dans la première communication écrite des États-Unis semblent offrir une description exacte des problèmes également rencontrés par les exportateurs coréens.

QUESTIONS ADRESSÉES À TOUTES LES TIERCES PARTIES

103. Que signifie le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Le critère d'"uniformité", tel qu'il est inclus à l'article X:3 a) du GATT de 1994, ne signifie pas qu'une autorité douanière devrait rendre tout le temps la même décision. La Corée ne croit pas que cela soit possible ou pratiquement faisable d'un point de vue logistique, étant donné la nature toujours changeante des produits existants et l'apparition de nouveaux produits. De l'avis de la Corée, l'uniformité signifie qu'un exportateur étranger peut s'attendre à une application "fiable et prévisible" de la législation et de la réglementation douanières. En d'autres mots, si un exportateur étranger devait se livrer à des "conjectures" à la frontière au sujet de la classification ou de l'évaluation en douane, ce serait là la preuve du manque de "fiabilité ou de prévisibilité" du système douanier, qui entraînerait alors une application "non uniforme" de la législation et de la réglementation douanières.

104. Comment les tierces parties assurent-elles une application uniforme de leur législation douanière respective aux différents points d'entrée? À cet égard, veuillez fournir des renseignements détaillés sur tous les aspects pertinents de l'administration douanière, y compris en particulier sur les aspects qui ne sont pas directement liés à la structure constitutionnelle et institutionnelle de l'administration douanière.

En Corée, le Service des douanes coréennes est chargé de toutes les questions douanières. Il applique la législation et la réglementation douanières d'une manière uniforme sur l'ensemble du territoire coréen. Étant donné que le suivi et la coordination de toutes les questions douanières sont assurés par une administration unique, il est rare que des décisions contradictoires soient rendues en matière douanière, et tout conflit de ce genre est rapidement réglé.

105. Quel(s) organe(s)/quelles procédures les tierces parties ont-elles établis pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Veuillez expliquer comment le recours à cet (ces) organe(s)/ces procédures fonctionne dans la pratique, y compris en indiquant la durée du processus de révision et de rectification.

Un importateur lésé peut déposer une contestation auprès du Service des douanes coréennes pour obtenir une rectification ou une clarification. Lorsqu'une contestation est déposée, le Service des douanes coréennes est tenu de faire une détermination dans les 30, 60 ou 90 jours selon la nature de la contestation. Si cette requête est rejetée, l'importateur lésé peut engager une action en justice contre le Service des douanes coréennes en demandant un examen judiciaire de la détermination faite par le Service. L'affaire peut alors être examinée et tranchée par le Tribunal administratif, qui est une juridiction spéciale du système judiciaire coréen chargée d'examiner ce type de différend. La période nécessaire pour la révision judiciaire est en général d'un an environ, bien qu'une affaire complexe puisse prendre plus longtemps.

106. Les États-Unis font état de *décisions* divergentes prises par les autorités des États membres tout au long de leur première communication écrite. Par exemple, les États-Unis font état de divergences dans les *décisions concernant le classement*: d'une manière générale (paragraphe 21); en ce qui concerne les cartes réseau pour ordinateurs personnels (note de bas de page 33); en ce qui concerne le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte (note de bas de page 33); et en ce qui concerne les articles ou shorts unisexes (paragraphe 76). En outre, les États-Unis font état de divergences dans les *décisions relatives à la valeur en douane* (paragraphes 25 et 93). De telles divergences dans les décisions peuvent-elles être contestées au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Pour répondre d'emblée à la question, la Corée estime qu'une telle "divergence" peut être également contestée au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ici encore, de l'avis de la Corée, la divergence visée dans la communication des États-Unis est simplement un exemple frappant qui démontre l'absence de "fiabilité et [de] prévisibilité" en ce qui concerne l'administration de leur législation et de leur réglementation douanières par les CE.

Si la divergence constitue une simple aberration due à la nature intrinsèque de l'application de la réglementation douanière, selon la description qu'en donnent les CE, alors une telle divergence ne peut pas être contestée en vertu de la disposition. Cependant, la Corée estime que les exemples mentionnés dans la communication des États-Unis ne sont que la pointe de l'iceberg, révélatrice d'un problème chronique de divergence, plutôt que des aberrations isolées et fortuites.

107. Aux paragraphes 220 et 221 de leur première communication écrite, les Communautés européennes soutiennent que lorsqu'il existe des lois infrafédérales dans un Membre donné de l'OMC, c'est l'application de ces lois qui est visée par l'article X:3 a) du GATT de 1994.

a) L'article X:3 a) s'applique-t-il aux lois pénales?

La Corée estime qu'il faut répondre à la question par l'affirmative. Dans la mesure où les dispositions pertinentes de la législation pénale sont directement liées à l'application de la législation et de la réglementation douanières, la Corée ne voit aucune raison particulière d'exclure les lois pénales.

b) Dans l'affirmative, le Groupe spécial serait-il autorisé à examiner l'application des lois pénales des États membres en ce qui concerne l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a)?

La Corée note que le critère devrait être le point de savoir si l'application de la législation pénale par différents États membres entraîne une pénalisation "sans fiabilité ni prévisibilité" pour des activités douanières conduites par des exportateurs étrangers. Si tel est le cas, cela peut constituer une violation possible de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

108. Comment devrait-on définir l'expression "dans les moindres délais" dans le cadre de l'article X:3 b) du GATT de 1994?

La Corée estime que l'expression "dans les moindres délais" devrait être interprétée comme signifiant "sans retard" dans des circonstances données. Si un Membre de l'OMC a un système dans lequel une révision judiciaire exige systématiquement beaucoup plus de temps que ce n'est le cas dans d'autres pays, ce Membre manque à son obligation d'assurer une révision "dans les moindres délais". Le Membre ne devrait pas être autorisé à choisir à sa guise dans le pays plaignant l'exemple d'une affaire ayant exigé un temps exceptionnellement long, puis à la comparer à sa propre situation pour tenter de justifier son soi-disant respect de la prescription relative aux "moindres délais".

QUESTIONS ADRESSÉES AUX PARTIES ET AUX TIERCES PARTIES

109. Comment le terme "appliquera" devrait-il être interprété aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

La Corée estime que le terme "appliquera" vise tous les aspects se rapportant à l'application de la législation et de la réglementation douanières d'un Membre de l'OMC.

110. L'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994 signifie-t-elle qu'il ne devrait y avoir qu'une possibilité limitée, voire aucune possibilité, d'exercer un pouvoir d'appréciation dans l'application des législations douanières?

Pour autant qu'un Membre de l'OMC ne devrait pas exercer son pouvoir d'appréciation d'une manière qui enfreint l'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994, on pourrait dire qu'il y a une "possibilité limitée" d'exercer un pouvoir d'appréciation dans l'application de la législation et de la réglementation douanières.

111. Le temps passé à examiner une question particulière (y compris les cas de divergences dans l'application des lois) est-il un élément à prendre en considération aux fins de l'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi, en vous référant aux termes particuliers de l'article X:3 a).

La Corée estime que le temps passé est également l'un des éléments à prendre en compte aux fins de l'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce que le temps passé à examiner une question spécifique peut atténuer ou exacerber la divergence alléguée. En d'autres mots, plus l'examen aura pris de temps, plus grande sera l'étendue de la divergence, et plus grande la probabilité qu'un "manque d'uniformité" existe.

112. En ce qui concerne l'objectif de sécurité et de prévisibilité de l'environnement commercial international qui est poursuivi par l'OMC (que l'Organe d'appel a rappelé récemment en parlant des engagements tarifaires, au paragraphe 243 de son rapport sur l'affaire *CE – Morceaux de poulet* (WT/DS269/AB/R et WT/DS286/R)), veuillez expliquer si, pourquoi et comment cet objectif est pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Aucune réponse communiquée.

113. Les attentes des négociants sont-elles pertinentes pour l'interprétation et l'application de l'article X:3 a) et de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en quoi et comment, en vous référant au libellé particulier de ces articles.

Comme il a été noté ci-dessus, la Corée estime que le thème sous-jacent de l'article X:3 a) du GATT est la préservation d'un système douanier "fiable et prévisible" pour les exportateurs étrangers. En tant que telle, de l'avis de la Corée, la disposition est pertinente au regard des attentes des négociants.

114. L'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige-t-elle une application uniforme *d'une manière générale* ou une application uniforme *dans chacun des cas*? La réponse dépend-elle de la nature de la contestation au titre de l'article X:3 a)? Dans l'affirmative, veuillez expliquer. Si une uniformité générale est acceptable en vertu de l'article X:3 a), quel serait le seuil concret/quantitatif et/ou le point de repère permettant de démontrer qu'il y a eu violation de l'article X:3 a)?

La Corée estime que l'uniformité, au sens dans lequel ce terme est employé à l'article X:3 a), se réfère à une uniformité *générale* plutôt qu'à une uniformité dans chacun des cas. En d'autres mots, le Groupe spécial a besoin d'évaluer tous les faits pertinents pour déterminer si le système des CE peut effectivement garantir un système douanier "fiable et prévisible" pour les exportateurs étrangers.

115. Veuillez formuler des observations sur l'affirmation qui a été faite par le Japon au paragraphe 8 de sa communication en tant que tierce partie selon laquelle, aux fins de l'évaluation de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial doit examiner si les divergences alléguées existent, comme le prétendent les États-Unis, et, dans l'affirmative, si ces divergences existent à un degré qui serait considéré comme incompatible avec l'article X:3 a), eu égard au système douanier particulier dans son ensemble.

Aucune réponse communiquée.

116. Au paragraphe 2 de la déclaration orale qu'il a faite lors de la séance avec les tierces parties au cours de la première réunion de fond, le Japon s'est appuyé sur les "critères minimaux" de transparence et d'équité sur le plan de la procédure mentionnés par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* pour faire valoir qu'"[u]ne application des réglementations qui manquerait d'"uniformité" [aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994] serait d'une manière générale injuste, tendancieuse, inéquitable, partiale et opaque – en d'autres termes, abusive et non transparente". Si l'on suit ce raisonnement, les exigences de transparence et d'équité sur le plan de la procédure s'appliqueraient-elles: i) aux processus et au traitement concernant les négociants aux fins de l'application des législations douanières; et/ou ii) aux décisions de fond en matière douanière auxquelles doivent se soumettre les négociants?

Aucune réponse communiquée.

117. Au paragraphe 7.268 de son rapport, le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* (WT/DS184/R) a dit ce qui suit: "[N]ous relevons que le Japon n'a même pas allégué, et encore moins établi, l'existence d'un mode de prise de décisions en ce qui concerne les questions spécifiques qu'il soulève qui donnerait à penser que la législation antidumping des États-Unis n'est pas appliquée d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable [dans le cadre de l'article X:3 a) du GATT de 1994]." Veuillez formuler des observations sur la constatation du Groupe spécial selon laquelle il faut établir l'existence d'un mode de prise de décisions pour démontrer qu'il y a violation de l'article X:3 a).

Comme il a été noté plus haut, la Corée estime que ce qui compte dans l'examen de l'article X:3 a) du GATT de 1994, c'est le point de savoir si l'application *générale* de la législation et de la réglementation douanières révèle une uniformité d'ensemble plutôt qu'une approche au cas par cas. Dans ce contexte, la Corée estime que l'existence d'un mode de prise de décisions serait plus probante qu'un processus décisionnel isolé.

118. Que signifient les mots "pertaining to" ("qui visent") figurant à l'article X:1 du GATT de 1994? Les règles régissant le fonctionnement d'organes qui surveillent l'application des législations douanières ou qui y prennent part d'une manière ou d'une autre – comme le Comité du Code des douanes des CE – peuvent-elles être considérées comme des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale "qui visent" la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières?

Aucune réponse communiquée.

119. Les lois/dispositions prévoyant des sanctions applicables aux violations des lois douanières font-elles partie des mesures visées par l'article X:1 du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en vous référant aux termes pertinents de l'article X:1.

Aucune réponse communiquée.

120. Quelle est la signification de l'article XXIV:12 du GATT de 1994 aux fins de l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Aucune réponse communiquée.

121. En vous référant aux termes spécifiques de l'article X:3 b) du GATT de 1994, veuillez expliquer si l'obligation d'assurer la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives se limite ou non aux révisions effectuées en premier ressort par les autorités administrantes.

La Corée estime que la prescription de l'article X:3 b) du GATT de 1994 relative aux moindres délais est applicable à *toutes* les procédures de révision administratives et judiciaires d'un Membre de l'OMC jusqu'à ce que le différend ou la contestation aient été *définitivement* réglés.

122. Que signifie le mot "correction" ("rectifier") employé à l'article X:3 b) du GATT de 1994?

Aucune réponse communiquée.

123. Quel est le rapport juridique entre l'article X:3 a) du GATT de 1994 et l'article X:3 b) du GATT de 1994, à supposer qu'il y en ait un?

Aucune réponse communiquée.

ANNEXE A-9

RÉPONSES DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÉRE RÉUNION DE FOND

(23 septembre 2005)

QUESTIONS ADRESSÉES À TOUTES LES TIERCES PARTIES

103. Que signifie le terme "uniforme" employé à l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Nous acceptons le sens ordinaire du terme "uniforme" tel qu'il est énoncé par les États-Unis.[1] Nous sommes également d'accord avec ce qui est dit dans le rapport spécial du GATT dans l'affaire *CEE − Restrictions à l'importation de pommes de table, plainte du Chili,* à savoir que l'uniformité est requise "sur tous les territoires" du Membre concerné "au fil du temps". En outre, le terme "uniforme" se réfère aussi bien à l'uniformité dans l'application qu'aux résultats de l'application.

104. Comment les tierces parties assurent-elles une application uniforme de leur législation douanière respective aux différents points d'entrée? À cet égard, veuillez fournir des renseignements détaillés sur tous les aspects pertinents de l'administration douanière, y compris en particulier sur les aspects qui ne sont pas directement liés à la structure constitutionnelle et institutionnelle de l'administration douanière.

Nous estimons que la condition la plus importante pour garantir l'uniformité est d'avoir un ensemble uniforme de lois et de règlements aux fins d'application par les autorités douanières. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a sur son territoire un tel ensemble de lois et de règles unifiées qui sert de base aux agents des douanes dans l'accomplissement de leurs tâches. Il y a également un organisme administratif central chargé de surveiller et de suivre l'administration des douanes. Nous estimons que les activités de surveillance et de suivi sont importantes pour garantir l'uniformité. À cette fin, nous organisons une formation en cours d'emploi à l'intention de nos agents des douanes pour assurer que toutes les lois et tous les règlements, qu'ils soient nouveaux ou qu'ils existent déjà, soient appliqués d'une manière conforme à l'article X:1 a). De plus, nous organisons des réunions de coordination entre les agents en poste à différents points d'entrée, afin en partie d'éliminer les différences.

105. Quel(s) organe(s)/quelles procédures les tierces parties ont-elles établis pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Veuillez expliquer comment le recours à cet (ces) organe(s)/ces procédures fonctionne dans la pratique, y compris en indiquant la durée du processus de révision et de rectification.

Conformément à l'article 45 de la Loi douanière du Territoire douanier de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, lorsqu'une partie n'est pas satisfaite de la décision de l'autorité douanière concernant le classement de ses produits, la décision relative à la valeur en douane, ou le montant des droits de douane ou des droits spéciaux à acquitter, elle est autorisée, dans un délai de 30 jours, à demander une révision par l'autorité douanière. La partie peut aussi fournir des garanties ou des cautions afin de recevoir ses marchandises avant qu'intervienne la décision définitive sur la révision. En outre, en vertu de l'article 46 de la Loi douanière, l'autorité douanière est tenue de rendre une décision sur la révision dans les deux mois à compter du jour qui suit la réception de la demande de révision. Si la partie n'est pas satisfaite de la décision relative à la révision, elle peut encore former un

[1] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 35.

recours auprès du Comité des recours administratifs de l'organisme supérieur. L'organisme supérieur statuera sur un tel recours administratif dans les trois mois suivant le dépôt du recours. La période de trois mois peut être prorogée une fois. Si la partie n'est pas satisfaite du résultat du recours administratif, elle peut encore former un recours devant la Haute Cour administrative et le Tribunal administratif suprême.

106. Les États-Unis font état de décisions divergentes prises par les autorités des États membres tout au long de leur première communication écrite. Par exemple, les États-Unis font état de divergences dans les décisions concernant le classement: d'une manière générale (paragraphe 21); en ce qui concerne les cartes réseau pour ordinateurs personnels (note de bas de page 33); en ce qui concerne le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte (note de bas de page 33); et en ce qui concerne les articles ou shorts unisexes (paragraphe 76). En outre, les États-Unis font état de divergences dans les décisions relatives à la valeur en douane (paragraphes 25 et 93). De telles divergences dans les décisions peuvent-elles être contestées au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

L'article X:3 a) du GATT de 1994 exige une application uniforme de tous les lois, règlements, décisions administratives et judiciaires visés au paragraphe 1 du même article, qui englobe "les lois, règlements, décisions administratives et judiciaires d'application générale, rendus exécutoires par toute partie contractante qui visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou au transfert de paiements les concernant, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation de ces produits". Les décisions divergentes auxquelles il est fait référence par les États-Unis peuvent être contestées en vertu de l'article X:3 a) parce que ce sont des décisions administratives qui visent le classement de certains produits. Ces décisions ont une incidence générale sur les importations ultérieures des mêmes produits.

107. Aux paragraphes 220 et 221 de leur première communication écrite, les Communautés européennes soutiennent que lorsqu'il existe des lois infrafédérales dans un Membre donné de l'OMC, c'est l'application de ces lois qui est visée par l'article X:3 a) du GATT de 1994.

a) L'article X:3 a) s'applique-t-il aux lois pénales?

b) Dans l'affirmative, le Groupe spécial serait-il autorisé à examiner l'application des lois pénales des États membres en ce qui concerne l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a)?

En fait, une loi pénale qui impose des sanctions pour une infraction aux règlements et aux règles qui visent l'application de la législation douanière pourrait avoir également d'importantes répercussions sur le commerce international. La loi pénale peut faire partie de la structure générale de l'application de la législation douanière. Nous ne voyons pas pourquoi des lois pénales devraient être *per se* exclues du champ des lois visées à l'article X:3 a) du GATT.

Le présent Groupe spécial est autorisé à examiner l'application des lois, règlements, décisions administratives et judiciaires d'un Membre se rapportant aux questions douanières, ce qui englobe les lois pénales imposant des sanctions pour la violation de ces lois, règlements, décisions administratives et judiciaires.

108. Comment devrait-on définir l'expression "dans les moindres délais" dans le cadre de l'article X:3 b) du GATT de 1994?

L'expression "dans les moindres délais", telle qu'elle est définie en vertu de l'article X:3 b), signifie l'absence de tout retard inutile ou injustifiable ou le fait de ne pas prolonger le processus ou la procédure au point que les réparations accordées à la suite d'une révision et d'une rectification d'une mesure administrative ne seraient plus suffisantes pour réparer le préjudice causé à la partie concernée par la mesure soumise à révision.

QUESTIONS ADRESSÉES AUX PARTIES ET AUX TIERCES PARTIES

109. Comment le terme "appliquera" devrait-il être interprété aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

Appliquer les lois et règlements signifie appliquer, mettre en œuvre ou mettre à exécution les lois et règlements, ou prendre des décisions concernant le classement, à l'évaluation en douane ou autres questions incluses à l'article X:3 a), sur la base ou non des lois ou règlements applicables du type indiqué à l'article X:3 a).

110. L'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994 signifie-t-elle qu'il ne devrait y avoir qu'une possibilité limitée, voire aucune possibilité, d'exercer un pouvoir d'appréciation dans l'application des législations douanières?

À notre avis, il est possible que les autorités douanières aient un certain pouvoir d'appréciation dans l'application de la législation douanière, dans la limite de paramètres définis par la législation douanière qui ne violent pas l'article X:3 a). Le Groupe spécial du GATT dans *CEE − Pommes de table* exprime une opinion conforme à notre position puisqu'il reconnaît que "des variations administratives mineures" qui peuvent être le résultat de l'exercice de ce pouvoir d'appréciation, peuvent exister sans violer l'article X:3 a).

111. Le temps passé à examiner une question particulière (y compris les cas de divergences dans l'application des lois) est-il un élément à prendre en considération aux fins de l'obligation d'uniformité inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi, en vous référant aux termes particuliers de l'article X:3 a).

Les obligations au titre de l'article X:3 a) comprennent l'obligation d'appliquer les lois et règlements d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. Il est certain que le temps passé à examiner une question spécifique devrait être une considération à prendre en compte aux fins de l'obligation d'"uniformité" et de l'obligation concernant le "caractère raisonnable". Si trop de temps a été consacré à l'examen d'une question spécifique, le Membre concerné n'aura peut-être pas respecté l'obligation d'appliquer les lois et règlements d'une manière raisonnable. De plus, si des périodes de temps différentes ont été consacrées à l'examen de questions de type analogue, c'est peut-être que le Membre n'a pas appliqué les lois et règlements d'une manière uniforme.

112. En ce qui concerne l'objectif de sécurité et de prévisibilité de l'environnement commercial international qui est poursuivi par l'OMC (que l'Organe d'appel a rappelé récemment en parlant des engagements tarifaires, au paragraphe 243 de son rapport sur l'affaire *CE – Morceaux de poulet* (WT/DS269/AB/R et WT/DS286/R)), veuillez expliquer si, pourquoi et comment cet objectif est pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Nous estimons que l'objectif de l'OMC concernant la sécurité et la prévisibilité de l'environnement commercial international, qui a été affirmé par l'Organe d'appel, est tout à fait pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. L'article X:3 a) fait obligation aux Membres d'appliquer les lois et règlements d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. Cette prescription est la manifestation et l'application pratiques du principe fondamental de sécurité et de prévisibilité de l'environnement commercial international. Ainsi, quand il s'agit d'interpréter cette disposition particulière, l'objectif de sécurité et de prévisibilité devrait toujours être considéré comme un élément important.

113. Les attentes des négociants sont-elles pertinentes pour l'interprétation et l'application de l'article X:3 a) et de l'article X:3 b) du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en quoi et comment, en vous référant au libellé particulier de ces articles.

Les attentes spécifiques des négociants ne sont pas directement pertinentes pour l'interprétation de l'article X:3 a) et b) en général. Cependant, pour appliquer les critères de l'article X:3 a) et X:3 b) relatifs au caractère raisonnable et impartial, les attentes des négociants dans cette situation particulière peuvent devenir une considération importante.

114. L'obligation énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige-t-elle une application uniforme d'une manière générale ou une application uniforme dans chacun des cas? La réponse dépend-elle de la nature de la contestation au titre de l'article X:3 a)? Dans l'affirmative, veuillez expliquer. Si une uniformité générale est acceptable en vertu de l'article X:3 a), quel serait le seuil concret/quantitatif et/ou le point de repère permettant de démontrer qu'il y a eu violation de l'article X:3 a)?

Nous sommes d'avis que l'obligation inscrite à l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige l'uniformité dans l'application dans chacun des cas au fil du temps et sur tout le territoire du Membre en question où existent les mêmes conditions générales. Cette opinion est conforme au sens ordinaire du terme "uniforme". Dans le monde réel, des divergences se produisent dans l'application. Ces divergences devraient être traitées comme des violations. Si ces violations ne sont pas correctement traitées sur le plan interne, elles peuvent être mises en cause dans le cadre de l'OMC.

115. Veuillez formuler des observations sur l'affirmation qui a été faite par le Japon au paragraphe 8 de sa communication en tant que tierce partie selon laquelle, aux fins de l'évaluation de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial doit examiner si les divergences alléguées existent, comme le prétendent les États-Unis, et, dans l'affirmative, si ces divergences existent à un degré qui serait considéré comme incompatible avec l'article X:3 a), eu égard au système douanier particulier dans son ensemble.

Les États-Unis ont fourni, en l'espèce, des éléments de preuve des divergences qui existent dans l'application des lois, règlements, décisions administratives et judiciaires des CE en matière douanière, et nous croyons comprendre que les CE contestent l'existence de telles divergences plutôt que le degré des divergences. Nous ne voyons pas sur quelle base textuelle on peut s'appuyer pour prescrire une telle analyse en deux étapes. Ce qui est prescrit à l'article X:3 a), c'est que l'application doit se faire d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. Toute entorse à ces prescriptions est une violation de cette disposition particulière. Nous sommes d'avis que les "variations administratives mineures" présentées comme acceptables dans l'affaire *CEE − Pommes de table* se réfèrent au type d'application donnant lieu à des variations, plutôt qu'au degré de la divergence.

116. Au paragraphe 2 de la déclaration orale qu'il a faite lors de la séance avec les tierces parties au cours de la première réunion de fond, le Japon s'est appuyé sur les "critères minimaux" de transparence et d'équité sur le plan de la procédure mentionnés par l'Organe

d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* pour faire valoir qu'"[u]ne application des réglementations qui manquerait d'"uniformité" [aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994] serait d'une manière générale injuste, tendancieuse, inéquitable, partiale et opaque – en d'autres termes, abusive et non transparente". Si l'on suit ce raisonnement, les exigences de transparence et d'équité sur le plan de la procédure s'appliqueraient-elles: i) aux processus et au traitement concernant les négociants aux fins de l'application des législations douanières; et/ou ii) aux décisions de fond en matière douanière auxquelles doivent se soumettre les négociants?

À notre avis, les prescriptions relatives à la transparence et à l'équité au plan de la procédure devraient s'appliquer aussi bien au traitement des négociants dans le contexte de l'application de la législation douanière qu'aux décisions de fond se rapportant à des questions douanières, parce que ces aspects relèvent l'un et l'autre du concept d'application des lois et règlements et parce qu'une telle application doit être strictement conforme à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

117. Au paragraphe 7.268 de son rapport, le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* (WT/DS184/R) a dit ce qui suit: "[N]ous relevons que le Japon n'a même pas allégué, et encore moins établi, l'existence d'un mode de prise de décisions en ce qui concerne les questions spécifiques qu'il soulève qui donnerait à penser que la législation antidumping des États-Unis n'est pas appliquée d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable [dans le cadre de l'article X:3 a) du GATT de 1994]." Veuillez formuler des observations sur la constatation du Groupe spécial selon laquelle il faut établir l'existence d'un mode de prise de décisions pour démontrer qu'il y a violation de l'article X:3 a).

Nous ne partageons pas l'opinion exprimée dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis − Acier laminé à chaud*. Il n'y a aucune prescription exigeant l'existence d'un "mode de prise de décisions en ce qui concerne les questions spécifiques qu'il soulève" pour constater une violation de l'article X:3 a). De plus, nous ne sommes pas certains de savoir quel est le seuil permettant d'établir l'existence d'un "mode de prise de décisions". Une telle prescription équivaudrait à accorder à chaque Membre le privilège de violer ses obligations au titre de l'article X:3 a) jusqu'à ce que l'existence d'un "mode de prise de décisions" puisse être constatée.

118. Que signifient les mots "pertaining to" ("qui visent") figurant à l'article X:1 du GATT de 1994? Les règles régissant le fonctionnement d'organes qui surveillent l'application des législations douanières ou qui y prennent part d'une manière ou d'une autre – comme le Comité du Code des douanes des CE – peuvent-elles être considérées comme des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale "qui visent" la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières?

Selon l'Oxford English Dictionary, les mots "pertaining to" ("qui visent") signifient "to be appropriate, related and applicable" ("être approprié, lié à, et applicable à"). C'est une définition très large. Les règles régissant le fonctionnement d'organes qui supervisent l'application de la législation douanière sont incontestablement liées aux lois, règlements, décisions administratives et judiciaires en matière douanière, énumérés à l'article X:1. Nous devons donc considérer que ces règles entrent dans le champ d'application de l'article X:1. Si une telle interprétation n'était pas adoptée, il pourrait exister une lacune qui permettrait aux Membres de déroger aux prescriptions imposées par l'article X:3 a).

119. Les lois/dispositions prévoyant des sanctions applicables aux violations des lois douanières font-elles partie des mesures visées par l'article X:1 du GATT de 1994? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en vous référant aux termes pertinents de l'article X:1.

L'article X:1 comprend les lois et règlements "qui visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, ou les taux des droits de douane, les taxes ou autres impositions, ou les

prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives aux importations ou aux exportations ou au transfert de paiements les concernant, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou d'autres utilisations de ces produits". Ainsi, la question, comme le Groupe spécial l'a fait observer à juste raison à propos de la question précédente, est de savoir si une loi ou un règlement visent les questions énumérées dans la disposition. Il n'y a pas de distinction entre une loi pénale et une loi non pénale aux fins de l'application de la disposition. Ainsi, les lois et les dispositions pénales qui visent des questions douanières, ainsi qu'il est prévu à l'article X:1, entreraient dans le champ d'application de cette disposition.

120. Quelle est la signification de l'article XXIV:12 du GATT de 1994 aux fins de l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

L'article XXIV:12 fait obligation à chaque Membre, indépendamment de sa structure étatique (pas seulement aux États de caractère fédéral), de prendre des mesures raisonnables pour que tous les niveaux de son administration, y compris les autorités régionales et locales, observent les règles du GATT. Cette disposition est inscrite sous la forme d'une obligation active plutôt que d'une exception, et ne peut en aucun cas servir de justification à un gouvernement central pour se soustraire à l'exécution de ses propres obligations au regard de l'OMC, indépendamment de la structure ou de l'organisation étatique de ce Membre. Si tel était le cas, tous les Membres pourraient se soustraire à leurs obligations au regard de l'OMC en déléguant aux gouvernements régionaux et locaux l'administration des questions douanières. Nous ne croyons donc pas que l'article XXIV:12 soit en quoi que ce soit pertinent en l'espèce pour l'interprétation de l'article X:3 a).

121. En vous référant aux termes spécifiques de l'article X:3 b) du GATT de 1994, veuillez expliquer si l'obligation d'assurer la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives se limite ou non aux révisions effectuées en premier ressort par les autorités administrantes.

L'article X:3 b) dit "que chaque partie contractante maintiendra, ou instituera, aussitôt que possible, des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin notamment de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières". Nous ne pouvons trouver aucune base pour étayer l'idée que la révision et la rectification d'une décision administrative effectuées dans les moindres délais devraient se limiter aux révisions en première instance. De plus, les prescriptions concernent la "révision dans les moindres délais" et "la rectification dans les moindres délais". Il est possible que le résultat obtenu en première instance soit incorrect. La partie aura peut-être besoin d'aller en deuxième, voire, en troisième instance aux fins de révision. Si la prescription concernant les moindres délais n'était pas applicable en deuxième et troisième instance, il ne serait pas possible d'obtenir une "rectification dans les moindres délais", comme l'exige cette disposition.

122. Que signifie le mot "correction" ("rectifier") employé à l'article X:3 b) du GATT de 1994?

À notre avis, à l'article X:3 b) "Rectification" signifie modification destinée à remédier à la situation et à la corriger.

123. Quel est le rapport juridique entre l'article X:3 a) du GATT de 1994 et l'article X:3 b) du GATT de 1994, à supposer qu'il y en ait un?

Ces deux alinéas prescrivent des obligations qui sont nettement indépendantes. L'article X:3 a) concerne l'application des lois et règlements, tandis que l'article X:3 b) concerne la révision et la rectification des mesures administratives. Si le mécanisme de révision et de rectification est administré d'une manière non uniforme, partiale et déraisonnable, l'article X:3 a) peut également s'appliquer, parce que ce qui constitue le mécanisme de révision et de rectification, ce sont aussi les lois ou règlements qui visent les questions douanières. De plus, si une loi douanière n'est pas appliquée d'une manière uniforme et s'il n'y a pas de tribunaux ou de procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs pour réviser et rectifier les décisions, l'article X:3 a) et l'article X:3 b) peuvent être tous deux violés.

ANNEXE B

RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe B-1	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond	B-2
Annexe B-2	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond	B-36
Annexe B-3	Observations des États-Unis sur les réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond	B-64
Annexe B-4	Observations des Communautés européennes sur les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond	B-87

ANNEXE B-1

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(7 décembre 2005)

QUESTIONS ADRESSÉES AUX ÉTATS-UNIS

124. Dans leurs réponses aux questions n° 1, 3, 5 et 114 du Groupe spécial, les États-Unis font observer que leur contestation ne porte pas sur des domaines particuliers de l'administration douanière au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ils contestent plutôt l'absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE dans son ensemble/globalement.

a) Veuillez vous référer expressément aux termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis (document WT/DS315/8) pour étayer l'affirmation des États-Unis selon laquelle cette contestation relève du mandat du Groupe spécial.

b) Veuillez confirmer que les États-Unis demandent uniquement au Groupe spécial de formuler des constatations sur la conformité ou la non-conformité du système d'administration douanière des Communautés européennes dans son ensemble et non pas sur les domaines particuliers de l'administration douanière évoqués par les États-Unis dans leur communication pour étayer leur allégation de violation de l'article X:3 a) par les Communautés européennes.

Il est dit dans la première phrase de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis que "la façon dont les [CE] administrent leurs lois, règlements et décisions du type décrit à l'article X:1 … n'est pas uniforme, impartiale et raisonnable et, partant, n'est pas conforme à l'article X:3 a) du GATT de 1994".[1] La demande indique ensuite les lois et règlements qui constituent la "législation douanière des CE dans son ensemble". En d'autres termes, elle indique dans un premier temps le Code des douanes communautaire ("CDC"), le Règlement d'application du CDC ("RACDC") et le Tarif douanier communautaire (le "Règlement tarifaire"). Ce sont là les principaux éléments de la législation douanière des CE dans son ensemble.[2] La demande indique dans un deuxième temps plusieurs instruments connexes.

Au troisième paragraphe, la demande indique clairement que l'absence d'administration uniforme qui constitue le fondement de la plainte des États-Unis "ressort clairement des différences existant entre les États membres dans de nombreux domaines, y compris, mais pas exclusivement", dans ceux qui sont énumérés. Ce texte montre lui aussi que la demande d'établissement d'un groupe spécial a pour objet de contester l'absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE globalement et il démontre qu'une contestation fondée sur l'application de la législation douanière des CE dans son ensemble relève du mandat du Groupe spécial.

En ce qui concerne la partie b) de la question du Groupe spécial, il est juste de dire que les États-Unis demandent au Groupe spécial de constater principalement que le système d'administration

[1] Depuis la présentation de leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ont focalisé leur plainte sur l'application non uniforme (par opposition à l'application partiale ou déraisonnable). *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 33, note de bas de page 15.

[2] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphe 63 (dans lequel le Tarif douanier communautaire, le CDC et le RACDC sont décrits comme étant "les trois principaux instruments de la législation douanière des CE").

douanière des CE dans son ensemble est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cela dit, une telle constatation n'empêche pas la formulation d'autres constatations sur les domaines particuliers de l'administration douanière qui ont été mentionnés par les États-Unis dans leurs communications et leurs interventions pour étayer leur allégation de violation de l'article X:3 a) par les Communautés européennes. De telles constatations sur des domaines particuliers de l'administration douanière des CE ne sont pas absolument nécessaires pour la formulation de la constatation demandée en ce qui concerne le système d'administration douanière des CE dans son ensemble, mais elles tendraient à étayer la constatation globale demandée. Partant, les États-Unis se féliciteraient de la formulation de constatations sur les domaines particuliers, mais ils reconnaissent qu'il pourrait être approprié d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle au vu d'une constatation de violation concernant l'administration des CE dans son ensemble.

En particulier, les éléments de preuve présentés par les États-Unis étayent des constatations subsidiaires selon lesquelles les CE manquent à leur obligation d'application uniforme au titre de l'article X:3 a) du GATT en ce qui concerne l'application:

- du Règlement tarifaire;
- de l'article 32(1) c) du CDC (concernant le traitement des redevances aux fins de la valeur en douane);
- de l'article 147 du RACDC (concernant la détermination de la valeur en douane à partir d'un critère autre que la dernière vente sur la base de laquelle la marchandise a été introduite dans le territoire douanier des CE);
- de l'article 29 du CDC et de l'article 143(1) e) du RACDC (concernant les circonstances dans lesquelles des parties doivent être traitées comme étant liées aux fins de la valeur en douane);
- de toutes les dispositions du CDC et du RACDC relatives à la valeur en douane (c'est-à-dire les articles 28 à 36 du CDC ainsi que les articles 141 à 181*bis* et les annexes 23 à 29 du RACDC), dans la mesure où les autorités de différents États membres emploient des procédures de vérification différentes (et que seules certaines donnent des orientations contraignantes en matière de valeur en douane, par exemple[3]), ce qui fait que "les différentes autorités douanières sont peu disposées à adopter des décisions qu'elles n'ont pas elles-mêmes arrêtées"[4];
- de toutes les dispositions du Règlement tarifaire, du CDC et du RACDC relatives au classement et à la valeur en douane, dans la mesure où les autorités de différents États membres disposent de sanctions différentes pour faire respecter ces dispositions;
- de l'article 133 du CDC et des articles 502(3) et 552 du RACDC (concernant l'évaluation des conditions économiques pour l'autorisation de la transformation sous douane); et
- des articles 263 à 267 du RACDC (concernant la procédure de domiciliation).

[3] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 98 et 99.

[4] Cour des comptes, Rapport spécial n° 23/2000 relatif à la valeur en douane des marchandises importées (évaluation en douane), accompagné des réponses de la Commission, reproduit au *Journal officiel des Communautés européennes* C 84, paragraphe 37 (14 mars 2001) ("rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane") (pièce US-14); *voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 96 et 97.

Encore une fois, il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial formule les constatations qui précèdent pour formuler la constatation globale de non-conformité avec l'article X:3 a) qui est demandée par les États-Unis. La violation systémique que les États-Unis ont établie – l'application de la législation douanière par 25 autorités douanières indépendantes dont la compétence territoriale est limitée, conjuguée au manque de procédures ou d'institutions communautaires efficaces et contraignantes pour garantir que ces autorités appliquent la législation douanière des CE uniformément – concerne tous les aspects de l'administration douanière au sein des CE. Les États-Unis estiment que la non-conformité avec l'article X:3 a) peut être constatée sur la base de la conception et de la structure du système d'administration douanière des CE.[5] Toutefois, les divergences existant dans des domaines particuliers de l'administration des douanes que les États-Unis ont relevées corroborent ce qui résulte nécessairement de la conception et de la structure du système. Voilà pourquoi les États-Unis se féliciteraient de la formulation de constatations sur ces domaines particuliers de divergence.

125. S'agissant de leur allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, les États-Unis contestent-ils uniquement la non-uniformité des décisions/mesures prises par les États membres ou contestent-ils aussi la non-uniformité des décisions/mesures prises au niveau des CE (par exemple, par les institutions des CE)? Dans ce dernier cas, veuillez donner des précisions.

Les États-Unis contestent la non-uniformité de l'application de la législation douanière des CE. Cette législation est appliquée principalement par des autorités situées dans chacun des 25 États membres des CE.[6] Comme les CE l'indiquent: "Normalement, la Commission n'intervient pas directement dans l'application de la législation douanière des CE."[7]

Les décisions et mesures prises par la Commission et les autres institutions des CE jouent un rôle dans l'application de la législation douanière des CE. Mais, c'est l'application de la législation des CE par les autorités situées dans chacun des 25 États membres des CE qui est au centre de l'allégation des États-Unis.

Les institutions des CE sont visées par l'allégation des États-Unis, dans la mesure où elles n'interviennent pas pour assurer une application uniforme par des autorités distinctes réparties sur l'ensemble du territoire des CE. En d'autres termes, l'absence de mesures prises par les institutions des CE est pertinente. L'absence de telles mesures réfute l'argument voulant qu'en dépit du fait que l'application de la législation douanière des CE est assurée par 25 autorités indépendantes dont la compétence est limitée sur le plan régional, elle devient néanmoins uniforme en raison de l'existence de diverses procédures et institutions des CE.

126. La position des États-Unis est-elle essentiellement que la conception et la structure du système d'administration douanière des Communautés européennes conduit nécessairement à une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994? Dans l'affirmative:

a) Veuillez indiquer spécifiquement quels sont les aspects du système des Communautés européennes qui conduisent nécessairement à une violation de l'article X:3 a).

---

[5] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276/R, paragraphe 4.601 (adopté le 27 septembre 2004 avec le rapport de l'Organe d'appel) (les CE en tant que tierce partie faisant valoir que le manquement à une obligation découlant du GATT peut être constaté sur la base d'"insuffisances structurelles") ("*Canada – Exportations de blé et importations de grains*").

[6] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des CE, paragraphes 78 et 79.

[7] Première communication écrite des CE, paragraphe 79.

Pour répondre à cette question, il faut d'abord bien comprendre ce que les États-Unis entendent par le membre de phrase "conception et structure du système d'administration douanière des Communautés européennes". Selon les États-Unis, ce membre de phrase désigne ce qui suit:

- Dans les CE, la législation douanière est établie par des institutions des CE: le Conseil et la Commission.

- La législation douanière des CE est appliquée par 25 autorités différentes, chacune étant chargée d'une partie différente du territoire des CE.

- Les CE disposent de certaines procédures et institutions qui, selon elles, assurent une application uniforme par les 25 autorités différentes. Ces procédures et institutions comprennent un devoir général de coopération entre les États membres, des lignes directrices sur diverses questions (par exemple, la réalisation de vérifications douanières), des mécanismes facultatifs (par exemple le renvoi de questions au Comité du Code des douanes) et la possibilité pour les négociants d'exercer un recours contre les mesures administratives des douanes devant les tribunaux des États membres, ceux-ci pouvant ultérieurement saisir la CEJ de questions de droit communautaire.

Si la conception et la structure du système d'administration douanière des CE ne consistait en rien d'autre que la législation douanière établie par le Conseil et la Commission et appliquée par 25 autorités indépendantes dont la compétence est limitée sur le plan régional, sans autre mécanisme ni moyen pour garantir même en apparence que les différentes autorités agissaient d'une manière uniforme, il est incontestable que les CE ne s'acquitteraient pas de leur obligation au titre de l'article X:3 a). D'ailleurs, les CE ne contestent évidemment pas ce point, car elles soutiennent que ce sont "les procédures et les institutions du système juridique des CE [qui] assurent une application et une interprétation uniformes du droit, y compris de la législation douanière des CE".[8] En d'autres termes, le seul fait que 25 autorités indépendantes distinctes doivent exercer leur jugement pour interpréter et appliquer la législation douanière des CE, sans qu'il n'existe de procédures ni d'institutions pour prévenir les divergences ou les concilier dans les moindres délais et de plein droit lorsqu'elles surviennent *inévitablement* constituerait une absence d'application uniforme, contraire à l'article X:3 a).

Il faut donc examiner les "procédures et les institutions du système juridique des CE " que mentionnent les CE afin de déterminer si, comme le prétendent les CE, elles "assurent une application et une interprétation uniformes … de la législation douanière des CE". Les États-Unis soutiennent que les procédures et institutions mentionnées par les CE ne le font pas. Ces procédures et institutions consistent en des obligations très générales (par exemple, l'obligation de coopérer prévue par l'article 10 du Traité CE) qui ne sont pas rendues opérationnelles dans le domaine des douanes, des lignes directrices non contraignantes et des instruments facultatifs (par exemple les renvois au Comité du Code des douanes). Le seul instrument de nature obligatoire mentionné par les CE est le droit de recours devant le tribunal d'un État membre avec la saisine éventuelle de la CEJ. Or, la possibilité d'obtenir éventuellement réparation devant un tribunal de révision (que les CE sont tenues de prévoir en vertu de l'article X:3 b) du GATT) ne saurait remplacer l'application uniforme des lois dans un premier temps (que les CE sont tenues d'assurer en vertu de l'article X:3 a) du GATT). En outre, un recours exercé devant le tribunal d'un État membre n'est pas vraiment une procédure efficace pour assurer une application uniforme, étant donné que le tribunal peut décider de ne *pas* saisir la CEJ d'une question, même lorsqu'il est aux prises avec un conflit direct dans l'application de la législation

[8] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 76.

communautaire par différentes autorités[9], et compte tenu de la nature "longue et coûteuse" de la procédure.[10]

Bref, c'est l'*absence* d'un élément essentiel dans la conception et la structure du régime d'application de la législation douanière des CE qui conduit *nécessairement* à une application non uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT. L'élément essentiel manquant est une procédure ou une institution qui prévient les divergences dans l'application par les 25 autorités douanières différentes ou qui permet de les concilier d'office et dans les moindres délais lorsqu'elles surgissent. Les procédures et institutions mentionnées par les CE (même au regard de la qualification appliquée à ces procédures et institutions par les CE) ne peut conduire et ne conduit pas à une application uniforme de la législation douanière des CE par 25 autorités douanières indépendantes dont la compétence est limitée sur le plan régional. Les institutions et procédures des CE constituent plutôt un réseau imprécis qui *peut* réagir de diverses façons en cas d'application non uniforme, mais pas nécessairement.[11]

Cette idée est bien illustrée au paragraphe 99 de la déclaration liminaire des CE à la deuxième réunion du Groupe spécial. À cette occasion, les CE ont indiqué que

> si l'organisme douanier ou le tribunal d'un État membre des CE n'admet pas l'interprétation de la législation des CE donnée par le tribunal d'un autre État membre, il prendra ("*will*") les initiatives en rapport avec la place qu'il occupe dans le système: l'organisme douanier doit consulter ("*shall*") la Commission et les autres États membres et examiner la question avec eux, le tribunal d'un autre État

[9] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 31 et 35 à 37.

[10] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 38 (dans lequel est cité Edwin A. Vermulst, *EC Customs Classification Rules: Does Ice-Cream Melt?*, page 21, à l'adresse http://www.vvg-law.com/publications.htm ("Vermulst, *Règles des CE en matière de classement douanier*") (pièce US-72)). Une observation faite par les CE dans leur déclaration finale à la deuxième réunion du Groupe spécial est révélatrice à cet égard. S'agissant de l'exemple relatif aux doublures opaques pour rideaux et tentures, les CE ont indiqué "qu'aucun des deux importateurs concernés par les décisions de l'Allemagne, Bautex GmbH et Ornata GmbH, n'a exercé de recours contre les décisions. Pour cette raison, les États-Unis ne peuvent maintenant alléguer qu'il existe un manque d'uniformité attribuable au système communautaire". Deuxième déclaration finale des CE, paragraphe 16. En fait, cette observation conforte l'argument des États-Unis concernant l'utilisation des droits de recours pour assurer une application uniforme. Compte tenu du temps et des dépenses nécessaires pour exercer un recours – surtout si l'on souhaite aller éventuellement jusqu'à la CEJ et obtenir un arrêt exécutoire dans l'ensemble des CE – le petit importateur estimera sans doute que cette option n'est pas efficace sur le plan des coûts. Selon les CE, la non-uniformité qui subsiste du fait de la décision de ne pas exercer un recours ne peut constituer le fondement d'une allégation de "manque d'uniformité attribuable au système des CE." Les CE prennent donc le contre-pied de l'article X:3 a) du GATT. Elles convertissent une disposition axée sur les obligations d'un Membre (en l'occurrence, les CE) en une disposition imposant aux négociants la responsabilité de prendre des initiatives pour chercher à obtenir une application uniforme.

[11] *Voir* la déclaration finale des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 5 et 6; la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 48 à 52 (dans lesquels sont examinés divers cas où les CE reconnaissent la nature générale, non contraignante ou discrétionnaire des procédures et institutions présentées comme garantissant une application uniforme); *voir aussi* la deuxième déclaration liminaire des CE, paragraphes 51 ("Ce qui compte, ce n'est pas le fait que le devoir de coopération est une obligation générale, mais qu'il existe. Par ailleurs, il a force obligatoire en droit et la Cour de justice *peut* imposer des sanctions.") (pas d'italique dans l'original) et 61 ("*Si* la Cour de justice est saisie d'une question, en temps normal, les autres procédures dans lesquelles la même question est soulevée *peuvent* être suspendues jusqu'à ce que la Cour ait rendu son arrêt.") (pas d'italique dans l'original).

> membre saisira ("*will*") ou doit saisir ("*shall*") la Cour de justice des CE.[12]

Les CE n'indiquent nulle part sur quoi elles se fondent pour prédire ce qui se produira ("*will*") ou doit se produire ("*shall*") lorsqu'une divergence dans l'application apparaît et c'est là la véritable nature du problème. La conception et la structure du système d'administration douanière des CE pèchent par l'absence de procédure ou d'institution visant à garantir, premièrement, que des divergences ne surviennent pas ou, deuxièmement, lorsque les divergences qui résultent nécessairement du système des CE apparaissent, que ces divergences seront conciliées ("*will*") ou doivent être conciliées ("*shall*") dans les moindres délais et d'office. Comme le système ne comporte pas de telles procédures ou institutions, il conduit nécessairement à une application non uniforme, en violation de l'article X:3 a) du GATT.

b) Veuillez expliquer pourquoi ces aspects conduisent nécessairement à une application non uniforme en violation de l'article X:3 a) dans chacun des domaines de l'administration douanière dans les Communautés européennes.

En ce qui concerne la partie b) de la question du Groupe spécial, les aspects de la conception et de la structure du système d'administration douanière des CE que les États-Unis ont mentionnés – à savoir, l'application par 25 autorités indépendantes distinctes et le manque de procédures ou d'institutions qui peuvent prévenir les divergences ou les concilier d'office et dans les moindre délais lorsqu'elles surviennent – conduisent à une application non uniforme dans *tous* les domaines de l'administration douanière pour la même raison. En d'autres termes, l'application des règles en matière de classement, des règles relatives à la valeur en douane et des régimes douaniers est soumise au même régime vicié.

Dans chacun de ces domaines, à l'exception de la révision judiciaire, les seules procédures ou institutions qui garantiraient une application uniforme sont des procédures et institutions générales, non contraignantes ou discrétionnaires. Or, comme cela a été mentionné ci-dessus, la révision judiciaire ne garantit pas l'application uniforme de la législation en raison du pouvoir d'appréciation dont disposent les tribunaux de saisir ou non la CEJ, du fait que l'autorité douanière d'un État membre donné n'est pas obligée de se conformer aux décisions des tribunaux des autres États membres et de l'absence de tout mécanisme visant à informer les autorités douanières des divers États membres de l'existence de décisions douanières pertinentes rendues par les tribunaux d'autres États membres.[13]

Enfin, il est important de comprendre que l'argumentation des États-Unis ne se limite pas à démontrer que la conception et la structure du système des CE conduisent nécessairement à une application non uniforme. Les États-Unis ont aussi montré dans leurs communications et interventions que les CE et les hauts fonctionnaires des CE ont reconnu l'absence d'application uniforme; ils ont donné des exemples d'application non uniforme; et ils ont montré que les professionnels qui doivent effectivement œuvrer dans le cadre du système estiment que l'application n'est pas uniforme. Bref, si la démonstration du fait que la conception et la structure du système des CE conduisent nécessairement à une application non uniforme est une partie importante de l'argumentation des États-Unis, ce n'est pas la seule partie de cette argumentation.

127. S'agissant du paragraphe 10 de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, veuillez indiquer précisément quelles sont les "procédures" et les

---

[12] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 99 (pas d'italique dans l'original); *voir aussi* les réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 47, 48 et 58; et la première communication écrite des CE, paragraphe 86.

[13] *Voir* la réponse à la question n° 126, *supra*; *voir aussi* la deuxième déclaration liminaire des États-Unis, paragraphes 31 et 35 à 38; et la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 63 à 71.

"institutions" auxquelles se réfèrent les États-Unis pour étayer leur allégation de violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 par les Communautés européennes.

La mention des mots "procédures" et "institutions" au paragraphe 10 de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond est tirée du paragraphe 76 de la deuxième communication écrite des CE. Comme cela est indiqué dans la réponse des États-Unis à la question n° 126 du Groupe spécial, les CE reconnaissent bien sûr que, prise isolément, l'application de la législation douanière des CE par 25 autorités douanières indépendantes distinctes ne permettrait pas aux CE de s'acquitter de l'obligation d'application uniforme qui leur incombe au titre de l'article X:3 a) du GATT. Il faudrait que des procédures ou des institutions garantissent que les 25 autorités indépendantes distinctes appliquent la législation d'une manière uniforme. Reconnaissant le bien-fondé de ce point, les CE ont évoqué diverses procédures et institutions dont elles allèguent qu'elles remplissent cette fonction, et dont les États-Unis ont démontré qu'elles ne remplissent pas cette fonction, pour les raisons données dans la réponse à la question n° 126 et dans des communications et des interventions antérieures.

Ces procédures et institutions sont les suivantes:

- l'obligation générale de coopération entre les États membres énoncée à l'article 10 du Traité CE;

- la possibilité ménagée à la Commission par l'article 226 du Traité CE de former un recours contre un État membre pour manquement à une obligation en droit communautaire;

- la possibilité de renvoyer une question au Comité du Code des douanes, si un représentant de la Commission ou d'un État membre le juge approprié;

- la publication de règlements, de notes explicatives non contraignantes, d'avis non contraignants par le Comité du Code des douanes, d'orientations non contraignantes et de renseignements (comme, par exemple, le recueil des textes relatifs à la valeur en douane, les lignes directrices sur les procédures de vérification, et les Lignes directrices administratives sur le système des renseignements tarifaires contraignants européens;

- la délivrance de RTC par les autorités douanières des différents États membres auxquels il n'est pas obligatoire de se conformer dans les autres États membres sauf en ce qui concerne le titulaire du RTC;

- des dispositions générales, y compris des orientations données par la CEJ selon lesquelles les dispositions relatives aux sanctions devraient être "effectives, proportionnées et dissuasives"; des dispositions relatives à l'échange d'information entre les États membres énoncées dans le Règlement (CE) n° 515/97; le programme d'action "Douane 2007", qui vise à atteindre un degré plus élevé de coopération entre les autorités douanières à la fin de 2007; et le Règlement (CE/Euratom) n° 1150/2000 du Conseil relatif à la perception des "ressources propres" des CE; et

- l'option pour une partie visée d'exercer un recours contre une mesure douanière défavorable auprès du tribunal d'un État membre ainsi que la possibilité de saisir la CEJ de questions pertinentes de droit communautaire.

Ce qu'il faut noter, du point de vue de l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT, c'est qu'*aucune* des procédures ou institutions qui précèdent ne prévient les divergences qui surgissent inévitablement lorsque les 25 autorités douanières indépendantes dont la compétence est

limitée sur le plan régional sont confrontées à la myriade de choix qui doivent être faits tous les jours dans l'application de la législation douanière des CE, et qu'*aucune* des procédures ou institutions qui précèdent ne prévoit de conciliation de plein droit et dans les moindres délais des divergences qui surviennent. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur réponse à la question n° 126 ainsi que dans des communications antérieures[14], ces procédures et ces institutions se caractérisent par leur nature très générale, non contraignante et discrétionnaire. Parmi toutes ces procédures et institutions, la seule à laquelle un négociant peut recourir de plein droit lorsqu'il est confronté à une application non uniforme est la possibilité d'exercer un recours contre une décision défavorable auprès d'un tribunal d'un État membre en demandant à ce tribunal ou, ultérieurement, à un tribunal d'instance supérieure d'exercer son pouvoir de saisir la CEJ d'une question. Comme cela a déjà été indiqué, l'existence de cette procédure, qui est la seule à avoir un caractère contraignant, ne permet pas aux CE de s'acquitter de leur obligation au titre de l'article X:3 a).

128. Dans leur réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, les États-Unis indiquent que leur contestation porte principalement sur le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992; le Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993; et le Tarif intégré des Communautés européennes, établi en vertu du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, mais que ces mesures sont complétées par divers règlements de la Commission et d'autres mesures relatives au classement, à la valeur en douane et aux régimes douaniers. Veuillez indiquer précisément quelles sont ces mesures complémentaires.

Les États-Unis tiennent tout d'abord à préciser qu'ils ne contestent pas les mesures mentionnées dans cette question en soi mais plutôt l'*application* de ces mesures.

Les mesures mentionnées sont les éléments les plus importants de la législation douanière des CE.[15] Il existe, comme les CE l'ont indiqué, des règlements connexes et d'autres mesures relatives au classement, à la valeur en douane et aux régimes douaniers.[16] Comme le système d'administration qui s'applique aux trois mesures mentionnées s'applique aussi aux diverses mesures connexes, le problème relatif à l'application non uniforme concerne également ces autres mesures.

Les États-Unis ont évoqué certaines mesures complémentaires. Ainsi, ils ont évoqué le règlement du Conseil portant suspension des droits de douane appliqués à certains moniteurs ACL.[17] Les États-Unis ont également évoqué la note explicative relative au classement de certains caméscopes.[18] Il s'agit de mesures complémentaires que les CE n'appliquent pas d'une manière uniforme. Il existe d'autres mesures comme ces mesures complémentaires qui s'appliquent à des produits ou des groupes de produits spécifiques en donnant des précisions sur des dispositions énoncées dans les trois lois ou règlements douaniers centraux. En raison de leur spécificité et de l'ensemble très diversifié des questions traitées, il serait impossible d'énumérer toutes ces mesures.

129. S'agissant de l'argument des États-Unis selon lequel certaines lois peuvent être considérées comme étant "de nature administrative" et/ou des "mécanismes d'application" aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994:

---

[14] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 48 à 52; et la première déclaration orale des États-Unis, paragraphes 32 à 45.

[15] Première communication écrite des CE, paragraphe 63.

[16] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des CE, paragraphes 92 à 96.

[17] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 74 (qui fait référence au Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005, *Journal officiel de l'Union européenne* L82/1 (31 mars 2005) (pièce US-28)).

[18] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 28 (qui fait référence à l'Application uniforme de la nomenclature combinée (NC), *Journal officiel des Communautés européennes*, 6 juillet 2001, page C 190/10 (pièce US-61), et Notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, *Journal officiel des Communautés européennes*, 13 juillet 2000, page 316 (pièce US-62)).

a) Veuillez énumérer toutes les lois/dispositions fondamentales du système d'administration douanière des CE qui ont été adoptées par les Communautés européennes ou par les États membres autres que les lois prévoyant des sanctions et que les États-Unis considèrent comme étant de nature "administrative" et/ou comme étant un "mécanisme d'application".

b) Eu égard aux termes de l'article X:3 a), ces "mécanismes d'application" devraient-ils être considérés comme étant des lois "d'application générale" au sens de l'article X:1 du GATT de 1994?

Outre les lois prévoyant des sanctions, les autres dispositions que les États-Unis ont mentionnées qui sont de nature administrative sont les renseignements tarifaires contraignants, les dispositions des États membres en matière d'audit, les lignes directrices adoptées par les États membres sur l'application d'un critère fondé sur les effets économiques pour décider d'autoriser ou non la transformation sous douane, et des lignes directrices adoptées par des institutions communautaires (comme par exemple le Community Customs Audit Guide (pièce EC-90)). Les caractéristiques communes à ces diverses dispositions qui les rendent de nature administrative sont précisément celles qui ont été mentionnées par le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* au paragraphe 11.72 de son rapport. En particulier, aucune de ces dispositions n'établit de règles douanières de fond. Les règles douanières de fond sont énoncées dans d'autres dispositions (notamment, dans le Règlement tarifaire, le CDC et le RACDC). De plus, chacune des dispositions qui précèdent "prévoit simplement une certaine manière d'appliquer ces règles de fond".[19]

Ces mécanismes d'application ne doivent pas nécessairement être considérés comme étant des lois d'application générale au sens de l'article X:1 du GATT de 1994. Aux fins de l'article X:3 a), c'est l'objet de l'application – la chose étant appliquée – et non pas la disposition portant application, qui doit être une loi d'application générale au sens de l'article X:1. Cette conclusion ressort de la structure grammaticale de l'article X:3 a), dans lequel les mots "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article" sont le complément des mots "appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable".[20]

130. Le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* a indiqué aux paragraphes 11.71 et 11.75 de son rapport que la teneur des lois qui sont de "nature administrative" peut être examinée au regard de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En supposant qu'une distinction entre les lois qui sont de "nature administrative" et celles qui ne le sont pas soit justifiée au titre de l'article X:3 a), quels critères devraient être appliqués pour déterminer si une mesure est ou non de "nature administrative"?

Le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* a mentionné certains critères pour déterminer si une mesure est de nature administrative. Au paragraphe 11.72 de son rapport, il a constaté que la mesure en cause dans ce différend – la Résolution n° 2235 de l'Argentine – était de nature administrative. Pour arriver à cette conclusion, il a noté que la "Résolution n° 2235 n'établit pas de règle douanière de fond pour l'exécution des lois régissant les exportations". Il a noté que les règles de fond figuraient dans d'autres lois. Il a également noté que la Résolution n° 2235 "prévo[yait] une certaine manière d'appliquer ces règles de fond".

---

[19] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R, paragraphe 11.72 (adopté le 16 février 2001) ("*Argentine – Peaux et cuirs*").

[20] Cela ne signifie pas que des mesures qui sont des mécanismes d'application *ne* sont *pas* considérées comme étant des lois d'application générale au sens de l'article X:1 du GATT de 1994. Dans d'autres contextes analytiques, ces mesures pourraient constituer les objets de l'application, auquel cas il serait utile de déterminer si elles sont des lois d'application générale au sens de l'article X:1. *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 76 et 77.

Ces critères tiennent compte du sens ordinaire du mot "administrative". Une mesure est administrative si elle est de nature exécutive, c'est-à-dire, si elle a pour "fonction de mettre quelque chose en œuvre".[21] Ainsi, le sens ordinaire du mot "administrative" suggère l'existence d'une distinction entre la chose qui est mise en œuvre et l'instrument qui a pour effet de la mettre en œuvre. Les critères définis par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* reposent sur cette distinction et permettent à un observateur, compte tenu du cadre analytique applicable, de déterminer à quelle catégorie appartient une mesure donnée.[22] Les États-Unis estiment qu'il convient que le Groupe spécial applique ces critères pour déterminer si les dispositions relatives aux sanctions et les dispositions relatives aux vérifications, en particulier, sont de nature administrative. Pour les raisons données par les États-Unis dans des communications antérieures, la réponse est que ces dispositions sont de nature administrative.[23]

Les dispositions relatives aux sanctions et aux vérifications n'établissent pas de règle douanière de fond. Elles prévoient plutôt une manière d'appliquer des règles de fond qui sont énoncées dans d'autres mesures (par exemple, le Règlement tarifaire, le CDC et le RACDC). Dans un système qui s'appuie fortement sur la véracité des déclarations faites par les négociants au sujet de leurs importations, les dispositions relatives aux sanctions et aux vérifications assurent le respect des règles de fond. Elles peuvent donc être considérées comme étant "de nature administrative" selon les critères définis dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*.

Comme les dispositions relatives aux sanctions et aux vérifications sont de nature administrative, les différences dans les termes utilisés démontrent l'existence de différences dans la manière dont les 25 autorités douanières indépendantes des CE appliquent les règles douanières de fond des CE sur différentes parties du territoire des CE. Comme les CE l'ont elles-mêmes reconnu, il existe des différences énormes entre les dispositions relatives aux sanctions, de sorte que pour une même infraction une autorité douanière peut imposer une peine d'emprisonnement dans une partie des CE et une amende mineure dans une autre.[24] De même, comme la Cour des comptes des CE l'a indiqué, les pratiques en matière de vérification sont suffisamment différentes pour que certains États membres des CE n'acceptent pas les déterminations de la valeur en douane établies par d'autres États membres.[25] L'existence de ces différences importantes dans les termes des mesures qui constituent les mécanismes d'application des règles douanières de fond des CE signifient qu'elles ne sont pas appliquées d'une manière uniforme, ce qui est incompatible avec l'obligation des CE au titre de l'article X:3 a) du GATT.

131. En réponse à la question n° 113 du Groupe spécial, les États-Unis indiquent que, dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel a précisé que les normes figurant à l'article X:3 a) du GATT de 1994 concernent "la transparence et l'équité au plan de la procédure dans l'administration des règlements commerciaux". Les États-Unis font observer que les bénéficiaires des normes concernant la transparence et l'équité au plan de la procédure sont donc les négociants. Cette affirmation peut-elle être conciliée avec la réponse des États-Unis à la question n° 8 du Groupe spécial et le paragraphe 23 de leur deuxième

[21] *Voir* les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 158.

[22] Comme les États-Unis l'ont indiqué (*voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 76 et 77), le fait qu'une mesure donnée puisse être assimilée à une mesure administrative dans un contexte ne signifie pas qu'elle ne peut pas être qualifiée de fondamentale dans un autre contexte. Les CE font une erreur lorsqu'elles supposent qu'une mesure doit être fondamentale ou administrative pour *toutes* les fins. *Voir* la deuxième communication écrite des CE, paragraphe 193; et la deuxième déclaration orale des CE, paragraphes 67 et 72. Mais cela n'est tout simplement pas le cas.

[23] *Voir*, par exemple, les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 118 à 120 et 156 à 160; la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 72 à 98; et la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 78 à 81.

[24] Commission européenne, Direction générale Fiscalité et Union douanière, TAXUD/447/2004 Rev 2, *An Explanatory Introduction to the modernized Customs Code*, page 13 (24 février 2005) (pièce US-32).

[25] Rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane, paragraphe 37 (pièce US-14).

communication écrite dans lesquels les États-Unis semblent mettre en doute le sens et la pertinence pour l'article X:3 a) des "normes minimales" mentionnées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*? Dans l'affirmative, veuillez indiquer comment.

La réponse des États-Unis à la question n° 113 porte sur un point différent que ce sur quoi porte leur réponse à la question n° 8 ainsi que les déclarations figurant au paragraphe 23 de leur deuxième communication écrite. Dans leur réponse à la question n° 113, les États-Unis faisaient observer que la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* va dans le sens de l'argument voulant que l'article X:3 a) devrait être envisagé comme une obligation censée profiter aux négociants. Dans leur réponse à la question n° 8 et au paragraphe 23 de leur deuxième communication écrite, les États-Unis faisaient observer que l'Organe d'appel n'était pas entré dans le détail des mots "normes minimales" figurant dans le dispositif de l'affaire *États-Unis – Crevettes* et qu'il n'avait pas été nécessaire de le faire parce que l'Organe d'appel avait constaté que la mesure en cause était nettement inférieure aux normes pertinentes. Les États-Unis ne voient aucune incompatibilité entre ces deux observations. Elles ne sont pas mutuellement exclusives.

En ce qui concerne les "normes minimales", les États-Unis ont souligné que l'utilisation incidente de ces mots par l'Organe d'appel serait le seul élément que les CE pourraient invoquer à l'appui de leur opinion selon laquelle l'article X:3 a) devrait être interprété comme étant une disposition prévoyant des normes minimales. En fait, la mention n'étaye pas l'opinion des CE. L'article X:3 a) doit être interprété suivant le sens ordinaire de ses termes, à la lumière de leur contexte et en tenant compte de l'objet et du but du GATT de 1994. Ni les termes, ni le contexte, ni l'objet et le but n'appuient la description que donnent les CE de l'article X:3 a) comme disposition prévoyant des normes minimales. La mention des "normes minimales" par l'Organe d'appel n'est pas en contradiction avec cette conclusion.

132. Dans leur réponse à la question n° 2, les États-Unis reconnaissent que, dans l'application de la législation douanière, des divergences peuvent survenir de temps en temps entre les autorités dans différentes régions du territoire d'un Membre de l'OMC. Les États-Unis font également observer qu'ils ne soutiennent pas que l'émergence d'une divergence constitue nécessairement et automatiquement la preuve d'un manquement à l'article X:3 a) à condition qu'il existe un mécanisme – tel qu'une autorité centrale – pour remédier à de telles divergences.

a) Les États-Unis veulent-ils dire qu'un certain nombre et/ou niveau de divergences devraient être tolérées au titre de l'article X:3 a) à condition qu'il existe un mécanisme central pour remédier à de telles lacunes?

b) Dans l'affirmative, veuillez indiquer spécifiquement comment le nombre et/ou le niveau des divergences qui devraient être tolérées peut être déterminé.

c) Dans la négative, veuillez préciser davantage ce que les États-Unis veulent dire.

La réponse des États-Unis à la question n° 2 ne signifie pas qu'un certain nombre et/ou niveau de divergences devraient être tolérées à condition qu'il existe un mécanisme central pour remédier à de telles lacunes. Dans un système qui assure une application uniforme, toutes différences dans l'application qui peut émerger d'une région à l'autre devraient être résolues de plein droit et dans les moindres délais. Si cela est fait, il n'y aura aucune divergence à tolérer.

Dans leur réponse à la question n° 2, les États-Unis voulaient dire que même dans les cas où la législation douanière est appliquée d'une manière uniforme, dans la pratique, il est possible qu'il y ait des divergences temporaires entre les régions, qui sont résolues de plein droit et dans les moindres délais. Cela peut être dû, par exemple, à des manques de communication. Il est possible que les agents en poste à un port situé dans une partie du territoire d'un Membre ne soient pas immédiatement informés d'une décision concernant le classement rendue par l'autorité douanière d'un autre port à la

demande d'un importateur. S'il en résulte une divergence temporaire, une application uniforme exige que la divergence soit supprimée de plein droit et dans les moindres délais. Cela ne revient pas à dire qu'un niveau minimum de divergences est tolérable dans un système dans lequel la législation douanière est appliquée d'une manière uniforme.

Dans les CE, cependant, il n'existe aucune procédure ou institution visant à résoudre de plein droit et dans les moindres délais les différences survenant dans des affaires essentiellement similaires – ou même identiques. La possibilité de pouvoir se présenter devant un tribunal pour contester une mesure administrative donnée au motif qu'elle serait incompatible avec la législation des CE ne constitue pas une telle procédure ou institution. En d'autres termes, l'existence de tribunaux de révision (prescrits par l'article X:3 b) du GATT) ne saurait remplacer une application uniforme dans un premier temps (comme le prescrit l'article X:3 a) du GATT). De plus, comme cela a été mentionné dans la déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial, les tribunaux des CE ne sont pas tenus de saisir la seule instance qui peut rendre des décisions applicables dans l'ensemble des CE, la CEJ, même lorsqu'ils sont aux prises avec des divergences directes dans l'application de la législation des CE.[26] Même si un recours engendrait finalement l'uniformité, la non-uniformité pourrait subsister pendant toute la durée de ce qui pourrait être une longue procédure.[27] Et, même si le recours permettait d'obtenir une application uniforme, il charge d'une manière inadmissible le négociant de parvenir à un état de fait que le Membre lui-même est tenu d'assurer au titre de l'article X:3 a) du GATT.

Les CE ont évoqué des cas dans lesquels des différences particulières sur le plan de l'application ont émergées et ont été résolues.[28] Toutefois, les divergences en cause résultaient précisément de la structure et de la conception du système d'administration douanière des CE et constituent une preuve de plus du fait que les CE n'appliquent pas leur législation douanière d'une manière uniforme. De plus, ce qui est remarquable au sujet de ces cas, c'est la façon peu systématique dont les différences ont été résolues et le temps qu'il a fallu pour le faire. Dans chacun de ces cas, une divergence a été clairement définie dans l'application, d'une région à l'autre, de la législation des CE mais aucune voie n'a été clairement définie pour résoudre les divergences de plein droit et dans les moindres délais. Le fait que certaines divergences ont pu être résolues au cas par cas ne constitue pas non plus une preuve que l'application est uniforme. Le fait de résoudre un problème particulier entre deux autorités ne signifie pas que l'application par les 25 autorités est uniforme, même en ce qui concerne cette question particulière.

133. Dans leur réponse à la question n° 90 du Groupe spécial, les États-Unis font observer que c'est la "teneur" des mesures qui sont "de nature administrative" qui est examinée au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994; en ce qui concerne les mesures qui n'appliquent pas d'autres mesures, ce n'est pas leur teneur qui est examinée mais plutôt la question de savoir si elles sont appliquées d'une manière uniforme. Veuillez décrire en termes pratiques les différences dans les critères appliqués au titre de l'article X:3 a) pour déterminer s'il existe ou non une application uniforme en ce qui concerne les mesures qui sont "de nature administrative" et celles qui ne sont pas de nature administrative.

L'argument présenté par les États-Unis dans la réponse à la question n° 90 et ailleurs[29] n'est pas que des critères différents s'appliquent dans le cadre de l'article X:3 a) pour déterminer s'il y a ou non application non uniforme en ce qui concerne les mesures qui sont "de nature administrative" et celles qui ne sont pas de nature administrative. Si une mesure est l'objet de l'application – si c'est la chose qui est appliquée – l'article X:3 a) prescrit qu'elle doit être appliquée d'une manière uniforme.

---

[26] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 35 à 38.

[27] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 38 (dans lequel est cité M. Vermulst, *Règles des CE en matière de classement douanier* (pièce US-72)).

[28] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des CE, paragraphes 136, 141 et 156.

[29] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 72 à 98.

Certaines mesures sont de nature administrative en ce sens qu'elles donnent effet à d'autres mesures. Les dispositions relatives aux sanctions en sont un exemple. Une disposition relative aux sanctions sert de mécanisme d'application d'une autre mesure en en faisant assurer le respect. Il serait difficile, voire impossible, d'analyser une mesure relative aux sanctions séparément de la mesure dont on vise à assurer le respect.[30]

Lorsqu'un Membre de l'OMC emploie des mesures administratives très différentes dans différentes parties de son territoire pour donner effet à sa législation douanière – comme c'est le cas des CE – ce Membre applique sa législation douanière différemment dans différentes régions. Les différents mécanismes utilisés par les CE pour appliquer leur législation douanière dans différentes parties de leur territoire constituent une application non uniforme de leur législation douanière.

Il ne s'agit pas de critères différents pour différents types de lois. Aux fins du présent différend, l'objet de l'application – la chose qui est appliquée – est la législation douanière des CE. L'absence d'application uniforme de la législation douanière des CE ressort en partie du fait incontestable que différentes autorités douanières dans les CE utilisent différents mécanismes relatifs aux sanctions pour donner effet à cette législation.

Lorsque les États-Unis ont indiqué (en réponse à la question n° 90 du Groupe spécial) que "c'est la teneur des mesures qui sont de nature administrative qui est examinée", ils voulaient dire que si la teneur des mesures qui appliquent la législation douanière diffère d'une région à l'autre, il est alors logique que l'application de la législation douanière ne soit pas uniforme. Les différences dans les mécanismes d'application démontrent l'existence de la non-uniformité de l'application de la législation douanière sous-jacente.

Dans leur réponse à la question n° 90, les États-Unis ont mentionné le paragraphe 11.70 du rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*. Dans ce différend, le Groupe spécial a indiqué que lorsqu'une mesure est un mécanisme d'application d'une autre mesure, la teneur de la première mesure peut conduire à une application de la seconde d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) du GATT.

Dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, la mesure appliquée était les règles argentines concernant le classement et les droits d'exportation. La Résolution n° 2235 était une mesure distincte qui servait de mécanisme d'application de ces règles. Comme le Groupe spécial l'a dit, la Résolution n° 2235 offrait "un moyen d'associer des personnes privées au travail des fonctionnaires des douanes dans l'application et l'exécution des règles de fond …".[31] Dans la mesure où la Résolution n° 2235 appliquait les règles de fond d'une manière incompatible avec l'article X:3 a), elle constituait une cible légitime pour une contestation au titre de l'article X:3 a) du GATT. De même, en l'espèce, comme les dispositions relatives aux sanctions et les procédures de vérification communautaires appliquent la législation douanière des CE d'une manière non uniforme, ce qui est incompatible avec l'article X:3 a), elles sont des cibles légitimes de l'allégation des États-Unis au titre de cet article.

134. Dans leur réponse à la question n° 118 du Groupe spécial, les États-Unis soutiennent qu'il est improbable que les règles régissant le fonctionnement d'organes qui surveillent l'application des législations douanières ou qui y prennent part d'une manière ou d'une autre – comme le Comité du Code des douanes des CE – puissent être considérées comme des lois,

[30] *Voir* les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 158. Les CE dénaturent l'argument des États-Unis en indiquant que des "lois peuvent très bien se compléter sans qu'il soit question pour autant d'"application"". Deuxième déclaration finale des CE, paragraphe 23. Les États-Unis ne soutiennent pas que les dispositions relatives aux sanctions dans les CE ne font que "compléter" les règles douanières de fond. Les dispositions relatives aux sanctions sont plutôt des instruments visant à donner effet à ces règles de fond, tout comme la mesure en cause dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* était un instrument visant à donner effet aux règles douanières de fond de l'Argentine.

[31] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.72.

règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale "qui visent" le classement ou la valeur en douane de produits à des fins douanières. Compte tenu de cette réponse, veuillez préciser si les États-Unis contestent ou non la manière dont fonctionne le Comité du Code des douanes.

La manière dont fonctionne le Comité du Code des douanes n'est pas en soi un exemple d'application non uniforme de la législation douanière. Les États-Unis ne contestent donc pas la manière dont le Comité fonctionne en soi. Cela dit, la manière dont le Comité fonctionne est pertinente aux fins de l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) parce que le Comité est l'une des institutions qui, selon les CE, assurent l'application uniforme de la législation douanière des CE.

Comme cela a été indiqué dans la réponse des États-Unis à la question n° 126, même les CE ne soutiennent pas qu'elles s'acquitteraient de leur obligation d'application uniforme en l'absence de certaines procédures et institutions dont il est allégué qu'elles préviennent les divergences ou les concilient dans les moindres délais. La véritable question est celle de savoir si, dans les faits, les procédures et institutions mentionnées par les CE font effectivement cela. La réponse est qu'elles ne le font pas.

L'une des institutions jouant un rôle essentiel selon les CE est le Comité du Code des douanes. Il est donc important de comprendre comment ce comité fonctionne. En particulier: son fonctionnement permet-il à un négociant, confronté à ce qu'il estime être une divergence dans l'application par deux autorités douanières différentes, de présenter l'allégation au Comité de plein droit et de lui demander de résoudre la question dans un délai relativement bref et certain? La réponse à cette question est négative. Les questions sont plutôt présentées au Comité à la discrétion de la Commission ou des représentants des États membres. Lorsqu'un négociant demande qu'une question soit inscrite à l'ordre du jour du Comité, la Commission ou le représentant d'un État membre peut ou non y consentir. Même lorsque la question est inscrite à l'ordre du jour du Comité, le négociant n'a pas le droit de défendre son point de vue devant le Comité. Et, il n'y a aucune limite quant au temps que peut prendre le Comité pour examiner la question.[32] Ces observations sur la manière dont le Comité fonctionne sont pertinentes parce qu'elles contredisent l'affirmation des CE selon laquelle le Comité est une institution jouant un rôle essentiel pour assurer une application uniforme.

135. Dans leur réponse à la question n° 7, où ils définissent le terme "appliquera" les États-Unis mettent l'accent sur le traitement des "produits" et des "opérations" mais ne mentionnent pas le traitement des "négociants". Cela signifie-t-il que les États-Unis considèrent que le Groupe spécial devrait s'intéresser principalement au traitement des produits et des opérations plutôt qu'au traitement des négociants lorsqu'il détermine s'il y a eu ou non violation de l'article X:3 a)?

Dans leur réponse à la question n° 7 du Groupe spécial, les États-Unis ont mis l'accent sur l'utilisation du mot "traitement" dans les deux déclarations tirées de la première communication écrite des États-Unis qui sont mentionnées dans cette question. Les deux déclarations avaient trait au traitement accordé aux produits et aux opérations. Dans leur réponse, les États-Unis ont donc précisé ce qu'ils voulaient dire par "traitement" dans ces deux cas. Cela ne signifie pas que le Groupe spécial devrait s'intéresser principalement au traitement des produits et des opérations *plutôt* qu'au traitement des négociants lorsqu'il détermine s'il y a eu ou non violation de l'article X:3 a). Le Groupe spécial devrait s'intéresser principalement *non seulement* au traitement des produits et des opérations *mais*

[32] *Voir en général* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 121 à 132; la pièce EC-103 (indiquant que la section du Comité du Code des douanes chargée des RTC ne s'est réunie que deux ou trois fois au cours de chacune des trois dernières années); et la réponse des CE à la question n° 58 i) iv) du Groupe spécial (indiquant que le temps moyen pour résoudre les affaires concernant des divergences alléguées en matière de RTC dont le Comité du Code des douanes est saisi a été d'environ 13 mois).

aussi au traitement des négociants, en tenant compte du fait qu'il existe un degré élevé de chevauchement entre ces deux types d'examens.

D'un point de vue douanier, la manière dont les marchandises d'un négociant sont classées et évaluées et, en conséquence, le montant du droit qui sera perçu sur ces marchandises seront importants pour le négociant. Dans la mesure où différentes autorités douanières au sein des CE traitent ces questions différemment, elles accordent, par extension, un traitement différent au négociant. Une différence dans le classement de marchandises et leur valeur en douane aura une incidence sur la manière dont le négociant planifie ses opérations. À titre d'exemple, si le négociant prévoit que ses marchandises seront classées d'une certaine manière dans une région des CE et d'une manière différente dans une autre région, on peut s'attendre à ce qu'il planifie ses livraisons en conséquence. C'est en ce sens que l'accent mis sur le traitement des marchandises et des opérations chevauche l'accent mis sur le traitement des négociants.

Cela dit, le traitement des marchandises et des opérations n'est pas le seul traitement qu'une autorité douanière peut accorder à un négociant. Une autorité douanière accorde également un traitement à un négociant lorsque, par exemple, elle impose une sanction, procède à une vérification ou autorise à un négociant à dédouaner ses marchandises par le biais d'une procédure simplifiée, telle que la procédure de domiciliation. Ce point mérite d'être souligné compte tenu de la position des CE voulant qu'un Membre n'applique sa législation douanière d'une manière non uniforme que lorsqu'il impose des droits différents sur des marchandises identiques dont la valeur est identique.[33]

L'interprétation étroite que donne les CE de ce que signifie pour un Membre l'application d'une manière non uniforme de sa législation douanière est en contradiction avec le contexte de l'article X:3 a) qui, comme les CE le reconnaissent, met l'accent sur le traitement accordé aux négociants.[34] Comme le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* l'a indiqué, "l'article X:3 a) exige un examen de l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants qui participent aux échanges".[35] De plus, "chaque exportateur et chaque importateur devraient pouvoir s'attendre à obtenir un traitement du même type et de la même manière, aussi bien à des moments et en des endroits différents que par rapport à d'autres personnes".[36]

Le traitement du même type que les exportateurs et les importateurs s'attendent à obtenir en des endroits différents du territoire d'un Membre ne se limite pas au droit perçu sur des marchandises particulières. Il comprend, par exemple, les sanctions auxquelles ils pourraient faire face en des endroits différents. Les États-Unis insistent sur ce point en particulier parce que les CE ont indiqué que les différences concernant les sanctions qui existent d'une région à l'autre ne constituent pas une application non uniforme à condition que les diverses sanctions aient toutes pour effet de dissuader les négociants d'enfreindre la législation douanière des CE.[37]

---

[33] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des CE, paragraphe 123 (où il est soutenu que l'affaire des moniteurs ACL ne révèle pas une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT parce que, quel que soit le classement, les moniteurs bénéficiant d'une suspension temporaire de droits sont tous soumis à un taux de droit nul); les réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 16; et la deuxième déclaration finale des CE, paragraphe 24 (où il est soutenu que malgré les différences importantes concernant les sanctions qui existent d'un État membre à l'autre, l'application uniforme est "garantie" parce que "normalement les négociants respecteront les dispositions fondamentales de la législation douanière").

[34] *Voir*, par exemple, les réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 14; et la deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 18 (où il est demandé instamment qu'il soit "dûment tenu compte" des "incidences concrètes des allégations des États-Unis").

[35] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.77.

[36] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.83.

[37] *Voir*, par exemple, la deuxième déclaration orale des CE, paragraphes 78 et 79; et la deuxième déclaration finale des CE, paragraphe 24.

Comme les États-Unis l'ont indiqué à la deuxième réunion du Groupe spécial, un négociant peut avoir pleinement l'intention de se conformer à la législation et être quand même pénalisé par les différences qui existent d'une région à l'autre sur le plan des sanctions. Les négociants ont tendance à être peu disposés à prendre des risques et planifient leurs opérations en tenant compte d'une variété de facteurs, y compris la possibilité de faire l'objet de sanctions. Il est tout simplement erroné d'affirmer, comme le font les CE, que leur législation douanière est appliquée uniformément quand différentes autorités disposent de moyens radicalement différents pour assurer le respect de cette législation. Contrairement à cette affirmation, un niveau général de respect de la législation dans toutes les régions n'équivaut pas à une application uniforme. Les CE font abstraction du fait que l'existence de différences dans l'application de la législation, y compris en ce qui concerne les sanctions qui peuvent être appliquées, a une incidence sur la manière dont les négociants planifient leurs livraisons. Bref, les CE font abstraction de l'accent mis sur le négociant à l'article X:3 a).

136. Au paragraphe 101 de leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes font observer qu'aux États-Unis un renseignement tarifaire contraignant est propre au titulaire de ce renseignement, comme c'est le cas dans les Communautés européennes.

a) Veuillez commenter.

b) Quelles mesures les États-Unis ont-ils mis en place pour éviter la recherche du RTC le plus favorable?

Les États-Unis font d'abord observer que les institutions et procédures des États-Unis ne sont pas en cause dans le présent différend. Cela dit, afin d'éclairer les questions en litige, les États-Unis répondent comme suit.

Aux États-Unis, une personne peut demander au Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis ("le Service des douanes des États-Unis") de rendre ce qu'il appelle une décision au titre de la partie 177 du règlement de l'Administration des douanes des États-Unis. Le règlement dispose que la décision est la "position officielle du Service des douanes des États-Unis en ce qui concerne l'opération ou la *question* spécifique décrite dans la décision".[38] La décision crée donc des droits et des responsabilités pour son titulaire. Cela dit, les tiers qui importent des marchandises identiques pour l'essentiel aux marchandises visées par la décision ont aussi le droit d'invoquer une décision existante pour faire valoir le principe qui y est énoncé en ce qui concerne leurs marchandises. C'est pour cette raison qu'avant de modifier ou de révoquer une décision qui a été en vigueur pendant au moins 60 jours, le Service des douanes des États-Unis publie un avis de son intention de modifier ou de révoquer la décision et examine les commentaires du public sur le bien-fondé de la mesure qu'il propose. La procédure de modification et de révocation démontre que les personnes dont les marchandises sont visées par le principe énoncé dans la décision peuvent bénéficier de la décision.

En revanche, le fonctionnement du système RTC dans les CE est un exemple frappant de la manière dont les CE n'appliquent pas leur législation douanière uniformément. Selon le système des CE, lorsque l'autorité des CE dans une région délivre le RTC demandé par un importateur, l'autorité des CE d'une autre région n'est pas tenue de se conformer à ce RTC pour des marchandises identiques à moins que la personne invoquant le RTC se trouve à être le même importateur – c'est-à-dire le "titulaire" du RTC. L'autorité des CE de la deuxième région n'est pas tenue de suivre le RTC délivré par l'autorité des CE de la première région même si la personne invoquant le RTC est une société apparentée au titulaire du RTC. Ainsi, l'autorité douanière des CE d'un État membre peut classer un produit identique différemment de l'autorité douanière des CE d'un autre État membre – ou, en fait, des autorités douanières des CE de chacun des 24 autres États membres.

[38] 19 CFR § 177 (9) a) (pièce EC-129) (pas d'italique dans l'original).

En ce qui concerne la partie b) de la question du Groupe spécial, il convient de noter qu'il n'y a de recherche du RTC le plus favorable que lorsque l'application n'est pas uniforme dans toutes les régions du territoire d'un Membre. Dans la pratique, il ne peut vraiment y avoir de recherche du RTC le plus favorable aux États-Unis parce qu'il existe un bureau central à qui sont présentées les demandes de décisions et que, pour chaque marchandise, il n'existe qu'une seule équipe d'experts – les spécialistes nationaux des importations au sein de la Direction des spécialistes nationaux des marchandises ("NCSD") du Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis – qui soit chargée de les rendre. Les décisions initiales concernant le classement sont rendues en général par le spécialiste de la NCSD à New York. Les décisions de la NCSD peuvent être révisées et rectifiées par le bureau principal du Service des douanes des États-Unis à Washington, D.C. Pour ce qui est des questions autres que le classement, les décisions sont rendues au niveau national par le Service des douanes des États-Unis à Washington, D.C. Il ne peut donc pas y avoir de recherche du RTC le plus favorable en raison de la présence aux États-Unis de ce qui est absent dans les CE, à savoir une autorité centrale.

137. Veuillez commenter les observations ci-après des Communautés européennes et y répondre:

a) S'agissant du classement des doublures opaques pour rideaux et tentures par le Bureau des douanes principal de Brême, les Communautés européennes soutiennent, aux paragraphes 108 et 109 de leur deuxième communication écrite, que la lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg dont font état les États-Unis et qui figure dans la pièce US-50 a trait à un appel administratif qui ne concerne en aucune manière l'appel administratif faisant l'objet de la décision du Bureau principal de Brême.

Les États-Unis renvoient le Groupe spécial aux paragraphes 60 à 64 de leur déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, qui portent sur cette question, ainsi qu'à l'attestation sous serment de M. Mark R. Berman (pièce US-79), dont il est question dans cette partie de la déclaration liminaire des États-Unis.[39] Comme cela y est indiqué, la lettre du Bureau des douanes principal de Brême (pièce US-23) et la lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg (pièce US-50) concernent toutes deux les doublures pour rideaux et tentures produites par Rockland Industries. Le Bureau des douanes principal de Brême a décidé de ne pas classer le produit de Rockland sous la position tarifaire 5907 pour un motif qui n'a manifestement pas été adopté par d'autres autorités douanières des CE – c'est-à-dire au motif que le produit était enduit de plastique, que des tontisses ou d'autres éléments soient ou non incorporés dans cette enduction. Dans leur examen de cette affaire, les CE ont prétendu qu'il ne s'agissait pas du motif de la décision du Bureau des douanes principal de Brême.[40] La lettre du Bureau des douanes principal de Hambourg confirme qu'il s'agit pourtant bien de l'approche suivie par l'autorité douanière en Allemagne.

b) Au paragraphe 123 de leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes soutiennent qu'il ne peut être statué que l'article X:3 a) du GATT de 1994 n'a été enfreint que dans les cas où une variation dans les pratiques a une incidence sensible sur les négociants. S'agissant des moniteurs à affichage à

[39] Dans leur déclaration finale à la deuxième réunion du Groupe spécial, les CE ont mis en doute la force probante de l'attestation sous serment de M. Berman parce que M. Berman aurait "de toute évidence un intérêt dans le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures". Deuxième déclaration finale des CE, paragraphe 16. Toutefois, l'argument des CE repose sur l'hypothèse manifestement absurde selon laquelle M. Berman aurait un intérêt dans le résultat du présent différend porté devant l'OMC. Le résultat du présent différend n'aura évidemment pas le moindre effet sur le classement des doublures opaques pour rideaux et tentures en Allemagne. Ni M. Berman ni sa société n'ont quoi que ce soit à gagner dans le présent différend. Il s'ensuit que les doutes émis par les CE concernant la crédibilité de l'attestation sous serment de M. Berman sont entièrement sans fondement.

[40] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 336 et 337.

cristaux liquides à interface vidéo numérique, les Communautés européennes soutiennent que même s'il existait des différences dans le classement tarifaire des moniteurs en cause dans le présent différend, cela n'aurait aucune incidence financière sur les négociants parce qu'en vertu du Règlement (CE) n° 493/2005, le taux de droit applicable à ces moniteurs serait nul qu'ils soient classés sous la position tarifaire 8528 ou 8471.

Les États-Unis renvoient le Groupe spécial aux paragraphes 52 à 59 de leur déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, qui portent sur cette question, ainsi qu'aux pièces US-75 à US-78 dont il est question dans cette partie de la déclaration liminaire. Comme cela y est indiqué, quatre observations sont pertinentes à ce sujet. Premièrement, le Règlement (CE) n° 493/2005 est un règlement portant suspension temporaire des droit de douane qui ne résout pas en tant que telle la question de classement sous-jacente. Les CE indiquent que "avant son expiration, les institutions des CE réexamineront évidemment la situation et adopteront les mesures qui seront alors nécessaires".[41] Cela peut sembler évident pour les CE mais les États-Unis ne connaissent aucune disposition qui impose ce résultat. De plus, comme cela a été indiqué à la deuxième réunion du Groupe spécial, le fait que le règlement suspend temporairement les droits de douane mais ne résout pas la question sous-jacente de classement est important. Les négociants organisent leurs activités commerciales en pensant à long terme et lorsqu'ils prennent leurs décisions en matière d'expéditions, la question de savoir quelles autorités douanières accorderont le traitement tarifaire le plus favorable après l'expiration du règlement temporaire est susceptible d'être prise en considération.

Deuxièmement, le règlement portant suspension des droits porte uniquement sur le traitement tarifaire des moniteurs dont la taille est inférieure à un certain seuil. Il ne concerne pas du tout les moniteurs dont la taille est supérieure à ce seuil.[42]

Troisièmement, l'affirmation des CE selon laquelle le règlement portant suspension temporaire des droits a recueilli un degré général de satisfaction au sein de la branche de production concernée est contredite par des communications récentes adressées à la Commission par la principale association des CE représentant la branche de production concernée.[43] Cette association (l'"EICTA") décrit "une situation inacceptable où divers États membres appliquent des règles de classement d'une manière divergente, ce qui place certains importateurs dans une position défavorable sur le plan concurrentiel et rend les conséquences des décisions en matière d'approvisionnement et d'acheminement presque impossible à prédire".[44]

Dans leur déclaration finale à la deuxième réunion du Groupe spécial, les CE ont affirmé que "le classement des moniteurs en cause est une question qui fait présentement l'objet d'un réexamen et des mesures pertinentes seront présentées au Comité du Code des douanes dans un avenir très rapproché".[45] Or, le 6 décembre 2005 encore, l'EICTA avisait la Commission de ses profondes préoccupations concernant cette question. L'EICTA a non seulement fait part de son désaccord sur le fond avec le projet de règlement de la Commission mais aussi de sa vive déception devant l'absence

[41] Première communication écrite des CE, paragraphe 357.

[42] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 74.

[43] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 52 (portant sur une lettre de Mark MacGann, Directeur général, EICTA, adressée à Manuel Arnal Monreal, Directeur, Affaires internationales et questions tarifaires, Commission européenne, page 1 (2 septembre 2005) ("lettre de septembre 2005 de l'EICTA") (pièce US-75)).

[44] Lettre de septembre 2005 de l'EICTA, page 1 (pièce US-75)

[45] Deuxième déclaration finale des CE, paragraphe 15.

de consultation de l'association commerciale par la Commission, y compris le fait qu'il n'y avait pas eu de réponse à la lettre du 2 septembre 2005 de l'association sur cette question (pièce US-75).[46]

Enfin, comme cela a été résumé dans la déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial, il existe a un degré élevé de confusion parmi les autorités douanières des CE sur la manière de classer les moniteurs ACL avec DVI. Les États-Unis ont indiqué qu'une autorité douanière (au Royaume-Uni) semble suivre l'avis du Comité du Code des douanes et classer tous ces moniteurs sous la position 8528, sans égard à l'utilisation unique ou principale; qu'une autre autorité douanière (aux Pays-Bas) a fait abstraction des orientations du Comité du Code des douanes par crainte d'incidences commerciales défavorables et applique maintenant ses propres critères pour décider s'il faut classer les moniteurs sous la position 8528 ou 8471; et qu'une dernière autorité douanière (en Allemagne) vient de délivrer un RTC classant un moniteur ACL avec DVI sous la position 8471 parce qu'elle a constaté qu'il était *principalement* utilisé avec des ordinateurs (en d'autres termes, en dépit de la conclusion du Comité du Code des douanes selon laquelle le classement sous la position 8471 n'est justifié que lorsqu'un moniteur est utilisé *uniquement* avec des ordinateurs).[47]

c) Aux paragraphes 392 et 393 de leur première communication écrite, les Communautés européennes soutiennent qu'il est inexact de dire que différents États membres imputent des redevances différentes à la valeur en douane de marchandises identiques importées par la même société car les exemples mentionnés par la Cour des comptes dans son rapport sur la valeur en douane concernaient principalement diverses sociétés affiliées établies dans divers États membres. Les communautés européennes ajoutent que suite au rapport de la Cour des comptes, la Commission et le Comité du Code des douanes ont passé en revue les cas examinés par la Cour des comptes afin de clarifier les questions et d'établir s'il y avait eu un manque d'uniformité. Selon les Communautés européennes, dans la plupart des cas, il a été confirmé que les questions en cause étaient purement factuelles et concernaient l'établissement des conditions de l'article 32(2) e) du Code des douanes communautaire. Les Communautés européennes font observer qu'aucun manque systématique d'uniformité n'ayant été constaté, il a été conclu qu'aucune modification du Comité du Code des douanes ou du Règlement d'application n'était nécessaire.

Même si elles étaient exactes, les affirmations des Communautés européennes ne réfuteraient pas les constatations plus larges du rapport de la Cour des comptes. Ainsi, la Cour des comptes a constaté qu'il existait des "insuffisances" dans l'application des règles relatives à l'évaluation en douane, dont notamment "l'absence de normes de contrôle et de méthodes de travail communes"; "l'inégalité de traitement des opérateurs actifs dans plusieurs États membres"; et "l'absence en droit communautaire de dispositions permettant l'adoption de décisions relatives à la valeur en douane valables dans toute la Communauté".[48] Les affirmations des CE concernant le traitement des redevances ne tiennent compte d'aucune de ces observations plus larges, qui démontrent toutes l'existence d'un manque d'uniformité dans l'administration douanière comme le prescrit l'article X:3 a) du GATT.

d) Aux paragraphes 394 à 396 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font observer que s'agissant des conditions auxquelles une vente autre que la dernière vente peut être utilisée comme base

[46] *Voir* la lettre de Mark MacGann, Directeur général, EICTA, adressée à Manuel Arnal Monreal, Directeur, Affaires internationales et questions tarifaires, Commission européenne (6 décembre 2005) (pièce US-81).

[47] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 54 à 56.

[48] Rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane, paragraphe 86 (pièce US-14).

pour déterminer la valeur transactionnelle aux fins de la valeur en douane, l'article 147(1) du Règlement d'application dispose que lors de la déclaration d'un prix relatif à une vente précédant la dernière vente sur la base de laquelle les marchandises ont été introduites dans le territoire douanier de la Communauté, il doit être démontré à la satisfaction des autorités douanières qu'une telle vente des marchandises a été conclue en vue de l'exportation à destination dudit territoire. Les Communautés européennes font observer que bien que les États-Unis allèguent que la Cour des comptes "a constaté que les autorités de certains États membres imposaient aux importateurs qu'ils obtiennent une autorisation préalable pour l'évaluation sur une base autre que la valeur transactionnelle de la dernière vente", la Cour des comptes a tout simplement indiqué que "en pratique, certaines autorités douanières imposent une sorte d'approbation préalable". Les Communautés européennes soutiennent que, contrairement à l'impression créée par les États-Unis, il n'existe aucune obligation juridique d'obtenir une approbation préalable pour pouvoir utiliser une vente antérieure. De plus, les Communautés européennes font observer que, compte tenu de la complexité de la question en cause, il n'est pas déraisonnable qu'une autorité douanière encourage les négociants qui veulent se prévaloir de la possibilité de déterminer la valeur transactionnelle sur la base d'une vente antérieure à faire régler cette question à l'avance. Les Communautés européennes soutiennent que, en tout état de cause, une telle pratique constitue une variation mineure dans la pratique administrative, qui ne constitue pas un manque d'uniformité incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Les États-Unis souhaitent formuler trois observations en réponse à ces déclarations des CE. Premièrement, les CE semblent voir une distinction entre les mots "impos[er] aux importateurs qu'ils obtiennent une autorisation préalable" et "en pratique … impos[er] une sorte d'approbation préalable". Les États-Unis ne voient pas la distinction que les CE établiraient entre leur description de ce que certaines autorités douanières font (mais pas toutes) et la description que donnent les États-Unis de ce que ces autorités douanières font. Les CE attachent manifestement de l'importance à leur affirmation selon laquelle "il n'existe aucune obligation juridique d'obtenir une approbation préalable pour pouvoir utiliser une vente antérieure". Elles semblent donc établir une distinction entre les mots "obligation juridique" et une chose qui est "impos[ée]" "en pratique".[49] Les États-Unis ne savent pas au juste quelle est la distinction pertinente ni, qui plus est, quelle importance cette distinction pourrait possiblement présenter pour un négociant qui doit se soumettre à l'approbation préalable en question, que ce soit en vertu d'une "obligation juridique" ou d'une "pratique".

Il est important de noter que la Cour des comptes a constaté qu'"en pratique, *certaines* autorités douanières imposent une sorte d'approbation préalable".[50] Les CE ne nient pas que de telles différences dans l'application de l'article 147(1) du RACDC existent. Les CE indiquent qu'"il n'est pas déraisonnable qu'une autorité douanière encourage les négociants qui veulent se prévaloir de la possibilité de déterminer la valeur transactionnelle sur la base d'une vente antérieure à faire régler

[49] Curieusement, cette position semble être en contradiction avec la position des CE concernant les dispositions relatives aux sanctions selon laquelle les CE soutiennent que c'est précisément parce que les divergences entre les autorités sur le plan de l'application sont le fait d'*obligations juridiques* différentes dans différents États membres qu'elles n'entrent pas dans le champ d'application d'un examen de la question de savoir si les CE s'acquittent de leur obligation au titre de l'article X:3 a) du GATT. En l'occurrence, les CE semblent concéder que les différences dans les obligations juridiques (par opposition aux pratiques) concernant l'autorisation préalable de procéder à une évaluation sur une base autre que la dernière vente constitueraient des divergences dans l'application qui relèvent de l'article X:3 a). Selon cette logique, les différences dans les obligations juridiques relatives aux sanctions démontrent l'existence d'une application non uniforme de la législation douanière dont le respect est assuré par ces sanctions, comme les États-Unis l'ont soutenu.

[50] Rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane, paragraphe 64 (pièce US-14) (pas d'italique dans l'original).

cette question à l'avance". Les États-Unis ne sont pas en désaccord. L'existence de cette pratique en soi n'est pas problématique du point de vue de l'article X:3 a) du GATT. Ce qui est problématique c'est le fait que certaines autorités douanières sur le territoire des CE imposent une sorte d'approbation préalable alors que d'autres ne le font pas. C'est là un autre exemple d'application non uniforme par les CE en violation de l'article X:3 a).

Deuxièmement, il est important de noter non seulement que certaines autorités douanières des CE appliquent l'article 147(1) du RACDC en imposant une sorte d'approbation préalable alors que d'autres ne le font pas mais aussi que l'approbation préalable d'une autorité douanière des CE dans une région n'a aucune force obligatoire dans d'autres parties du territoire des CE. Si un importateur obtenait une approbation préalable d'une autorité douanière d'un État membre en vue d'établir la valeur transactionnelle sur la base d'une vente autre que la dernière vente, il n'aurait aucune garantie que l'approbation préalable serait respectée par les autorités douanières d'autres États membres même pour des opérations identiques concernant des marchandises identiques.

Enfin, les CE affirment que la non-uniformité de l'application de l'article 147(1) du RACDC représente une "variation mineure". Les États-Unis ne voient pas très bien sur quoi se fonde une telle affirmation. Au contraire, du point de vue du négociant, la question de savoir s'il doit obtenir une approbation préalable pour établir la valeur en douane sur la base d'une vente autre que la dernière vente serait particulièrement importante afin de déterminer le point d'entrée de ses marchandises sur le territoire des CE. Le fait que les CE aient qualifié cette divergence de "variation mineure" est un autre exemple de la position erronée et excessivement étroite adoptée par les CE concernant l'application non uniforme, selon laquelle les seules divergences qui comptent aux fins de l'article X:3 a) sont celles qui ont trait au montant final de la dette douanière à acquitter. Pour les CE, les divergences dans l'application qui ne concernent que la charge imposée au négociant ou le risque que doit courir le négociant – qu'il s'agisse de divergences concernant la manière dont un négociant obtient le droit d'établir la valeur transactionnelle sur la base d'une ventre autre que la dernière vente, des risques liés aux sanctions dont un négociant doit tenir compte, ou de la possibilité d'obtenir une garantie fiable et à long terme concernant le classement des marchandises même si elles peuvent être temporairement visées par un règlement portant suspension des droits valable dans l'ensemble des CE (comme dans le cas des moniteurs ACL) – ne sont pas pertinentes.

Les États-Unis ont un point de vue différent. Selon eux rien ne permet de dire que l'article X:3 a) ne peut être enfreint que par une application non uniforme qui concerne le montant final de la dette douanière à acquitter et non pas par une application non uniforme qui concerne la charge imposée au négociant ou le risque que doit courir le négociant. En fait, il convient de noter que le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* a constaté que la Résolution n° 2235 de l'Argentine contrevenait à l'article X:3 a) même si cette disposition n'avait aucune incidence sur la dette financière à acquitter par les négociants. Cette disposition faisait plutôt peser un certain risque sur les négociants parce que les concurrents nationaux pour l'achat de peaux brutes avaient le droit d'assister à l'inspection des peaux effectuée au port par les fonctionnaires des douanes avant leur exportation à des acheteurs étrangers.[51]

En somme, l'article X:3 a) prescrit que la législation douanière d'un Membre doit être appliquée d'une manière uniforme. Cette obligation n'est pas limitée par les conditions mentionnées par les CE, à savoir qu'il n'y est contrevenu que lorsque l'application d'une manière non uniforme a une incidence sur le montant final de la dette douanière à acquitter par le négociant.

e) S'agissant de la procédure de domiciliation, les Communautés européennes soutiennent, au paragraphe 423 de leur première communication écrite, que le fait qu'à la frontière, les mesures de contrôle relatives à la lutte contre la

[51] *Voir*, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphes 11.91 à 11.93.

contrebande et à l'admissibilité sont appliquées électroniquement ne signifie pas que les services des douanes ne jouent aucun rôle avant la mise en libre pratique des marchandises. De plus, si les marchandises ne satisfont pas à ces contrôles, les services des douanes prendront des mesures (vérification physique, saisie …). Les Communautés européennes affirment donc qu'il est faux de dire que le service des douanes ne joue aucun rôle avant la mainlevée douanière au Royaume-Uni. En ce qui concerne les conditions à remplir avant la mainlevée douanière dans le cadre de la procédure de domiciliation, les Communautés européennes font observer, aux paragraphes 422 à 426, qu'il n'est pas nécessaire de présenter un manifeste d'expédition; il faut plutôt présenter une déclaration simplifiée contenant certains renseignements. Les Communautés européennes ajoutent qu'il est possible d'utiliser à la fois des systèmes de dédouanement électroniques et des systèmes sur papier. Pour ce qui est des exigences en matière de pièces justificatives, les Communautés européennes font observer que les États membres des CE appliquent tous les mêmes règles. En particulier, tous les États membres permettent aux opérateurs ayant des flux commerciaux réguliers avec les mêmes fournisseurs de ne présenter qu'une seule fois le formulaire DV1 applicable accompagné de la demande initiale pour bénéficier de la procédure de domiciliation. En ce qui concerne les exigences relatives à la conservation des documents, les Communautés européennes font observer que la durée de la conservation aux Pays-Bas est de sept ans. Les Communautés européennes font observer en outre que l'article 16(1) du Code des douanes communautaire prévoit que les documents requis doivent être conservés pendant un délai de trois ans au moins mais laisse aux États membres la possibilité de prescrire des délais plus longs compte tenu de leurs pratiques et besoins administratifs et fiscaux généraux.

Les déclarations des CE concernant la procédure de domiciliation définissent les paramètres extérieurs dans le cadre desquels les différentes autorités douanières des CE doivent opérer. Les États-Unis ne contestent pas la description que donnent les CE de ces paramètres extérieurs. Ce que les États-Unis ont soutenu c'est que différentes autorités douanières des CE appliquent la procédure de domiciliation différemment à l'intérieur de ces paramètres. Les États-Unis décrivent la manière dont elles le font aux paragraphes 109 à 117 de leur première communication écrite.

138. S'agissant des observations formulées par les États-Unis au paragraphe 67 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, les États-Unis acceptent-ils maintenant l'argument des Communautés européennes selon lequel les procédures de vérification font partie des règles relatives à la valeur en douane plutôt que de constituer des régimes douaniers?

Les États-Unis n'acceptent pas la description que donnent les CE des procédures de vérification selon laquelle ces procédures font partie des règles relatives à la valeur en douane plutôt que d'être des régimes douaniers. Il est plus exact de dire que les procédures de vérification sont des procédures douanières qui permettent de vérifier le respect des règles relatives à la valeur en douane.

Les États-Unis renvoient le Groupe spécial au paragraphe 83 de la deuxième communication écrite des États-Unis. Comme cela y est indiqué, la position des CE selon laquelle les procédures de vérification ne constituent pas des régimes douaniers est fondée sur leur compréhension erronée de l'expression "régimes douaniers" qui ne comprendrait que "les régimes mentionnés à l'article 3(16) du CDC".[52] Bien que l'expression "régimes douaniers" soit effectivement une expression technique au titre du CDC (qui mentionne plusieurs catégories définies de destination douanière qu'une autorité douanière peut donner à une marchandise particulière), cette utilisation spécialisée de l'expression ne présente aucun intérêt pour le présent différend. En l'espèce, les États-Unis ont utilisé l'expression

[52] Réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 105.

"régimes douaniers" pour désigner le large éventail de règles, autres que les règles relatives au classement et à la valeur en douane, qui régissent la manière dont les marchandises sont traitées à des fins douanières à l'importation sur le territoire des CE. En fait, les CE reconnaissent elles-mêmes que la manière dont la notion de "régimes douaniers" est définie aux fins de la législation douanière des CE et la question de savoir si des régimes donnés relèvent de l'article X:3 a) du GATT de 1994 "sont des questions distinctes".[53] Comme les procédures de vérification sont des mécanismes d'application de règles fondamentales qui relèvent incontestablement de l'article X:3 a), les différences dans les procédures de vérification d'une région à l'autre des CE démontrent l'existence de l'application non uniforme de la législation douanière des CE, qu'elles soient ou non visées par la définition spécialisée des "régimes douaniers" du Code des douanes communautaire.

139. S'agissant des arguments des États-Unis concernant la transformation sous douane, les États-Unis soutiennent-ils que la teneur de la législation française mettant en œuvre la législation communautaire applicable dans ce domaine est différente de la teneur de la législation dans d'autres États membres (le Royaume-Uni par exemple)? De plus, ou subsidiairement, les États-Unis soutiennent-ils que l'application de la législation française dans ce domaine diffère de l'application par d'autres États membres? Dans ce deuxième cas, les États-Unis ont-ils des éléments de preuve pour appuyer leur allégation?

L'argument des États-Unis est que les textes d'application français de la législation des CE (l'article 133 du CDC et les articles 502(3) et 552 du RACDC) définissent un critère fondé sur les effets économiques comportant un seul volet pour décider d'autoriser ou non la transformation sous douane.[54] D'autres États membres – par exemple le Royaume-Uni – définissent un critère comportant deux volets.[55] Une simple comparaison entre les règles françaises et les règles anglaises montre que la France et le Royaume-Uni appliquent l'article 133 du CDC et les articles 502(3) et 552 du RACDC d'une manière non uniforme.

Les États-Unis n'ont présenté aucun argument concernant l'application de la législation française. Cela n'est pas nécessaire parce que la législation française et la législation du Royaume-Uni – toutes deux des mécanismes d'application de la législation des CE – sont à première vue divergentes. L'application de chacune de ces législations divergera donc *nécessairement* l'une de l'autre.

140. Au paragraphe 75 de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, les États-Unis soutiennent qu'ils allèguent un manque d'uniformité de la part des Communautés européennes dans le domaine de la transformation sous douane. Veuillez indiquer spécifiquement quels sont les actes/omissions de la part des Communautés européennes dont il est allégué qu'ils conduisent à un manquement à l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans ce domaine.

L'article X:3 a) du GATT de 1994 oblige les CE à appliquer certaines mesures législatives et réglementaires d'une manière uniforme. Au nombre des mesures qu'elles doivent appliquer d'une manière uniforme figurent l'article 133 du CDC et les articles 502(3) et 552 du RACDC qui portent sur la transformation sous douane. La législation des CE relative à la transformation sous douane prévoit qu'en ce qui concerne certaines marchandises, l'autorité douanière doit effectuer une évaluation économique afin de décider d'autoriser ou non la transformation sous douane.

[53] Réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 103.

[54] Bulletin officiel des douanes n° 6527 au paragraphe 83 (31 août 2001, modifié par le B.O.D. n° 6609, 4 novembre 2004) (pièce US-35).

[55] Service des douanes et des contributions indirectes du Royaume-Uni, Avis n° 237, "Processing Under Customs Control (PCC)," paragraphe 15 (juin 2003) (pièce US-34).

Il existe une certaine ambiguïté interne dans la législation des CE sur cette question. L'article 133 du CDC prévoit que l'autorisation relative à la transformation sous douane est accordée uniquement dans le cas où, notamment, "sont remplies les conditions nécessaires pour que le régime puisse contribuer à favoriser la création ou le maintien d'une activité de transformation de marchandises dans la Communauté sans qu'il soit porté atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises similaires (conditions économiques)". Cet article établit donc un critère comportant deux volets: l'activité de transformation proposée 1) doit "contribuer à favoriser la création ou le maintien d'une activité de transformation de marchandises dans la Communauté" et 2) ne doit pas "port[er] atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises similaires".

D'autre part, l'article 502(3) du RACDC dispose ce qui suit: "En ce qui concerne le régime de la transformation sous douane (chapitre 4), cet examen doit établir si le recours à des sources d'approvisionnement non communautaires est susceptible de favoriser la création ou le maintien d'une activité de transformation dans la Communauté." L'article 502(3) ne fait aucune mention de la deuxième partie du critère fondé sur les effets économiques décrit à l'article 133 du CDC – l'exigence que l'activité proposée ne "port[e] [pas] atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises similaires".

Les CE affirment que l'article 502(3) du RACDC "doit être considéré comme une version abrégée des exigences énoncées à l'article 133 e) du CDC".[56] Les CE n'expliquent pas cette affirmation qui semble étonnante parce que, en général, le RACDC de 680 pages développe plus en détail les dispositions du CDC de 77 pages plutôt que de les paraphraser sous une forme abrégée. En tout état de cause, l'ambiguïté interne de la loi fondamentale elle-même a évidemment conduit à une absence d'uniformité dans l'administration douanière. Ainsi, une autorité douanière des CE (au Royaume-Uni) dit ce qui suit à ceux qui demandent l'autorisation de procéder à des activités de transformation sous douane: "Le critère économique comporte donc deux aspects et vous devez fournir des éléments de preuve qui montrent *non seulement* l'incidence sur votre entreprise *mais aussi* l'incidence sur tous les autres producteurs communautaires de marchandises similaires".[57] Cette autorité douanière donne ensuite des précisions sur différents types d'éléments de preuve que les demandeurs devraient fournir pour étayer les deux volets de ce critère économique.

En revanche, une autre autorité douanière (en France) dit ce qui suit à ceux qui demandent l'autorisation de procéder à des activités de transformation sous douane: "En ce qui concerne la transformation sous douane, la rubrique 10 du modèle de demande doit être complétée des informations démontrant que le recours à ce régime douanier crée ou maintient une activité de transformation dans la communauté …".[58] Elle ne dit pas aux demandeurs que les renseignements qu'ils fournissent doivent également montrer que l'activité de transformation proposée ne portera pas atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises similaires. Elle n'indique pas non plus quels types d'éléments de preuve devraient être fournis par les demandeurs pour satisfaire à ce deuxième volet du critère économique.

Cette différence importante entre les éléments de preuve qui doivent être fournis par les demandeurs selon une autorité douanière des CE et ceux qui doivent être fournis selon une autre douanière des CE constitue un manque d'uniformité dans l'application de la législation des CE portant sur la transformation sous douane. Non seulement aucune institution des CE (telle que la Commission) n'est intervenue pour concilier cette divergence flagrante mais les CE nient qu'il existe même une divergence en dépit de preuves documentaires claires au contraire. Les CE affirment que

[56] Première communication écrite des CE, paragraphe 413.

[57] Service des douanes et des contributions indirectes du Royaume-Uni, Avis n° 237, "Processing Under Customs Control (PCC)," paragraphe 15 (juin 2003) (pas d'italique dans l'original) (pièce US-34).

[58] Bulletin officiel des douanes n° 6527 au paragraphe 83 (31 août 2001, modifié par le B.O.D. n° 6609, 4 novembre 2004) (pièce US-35).

même si les indications qu'une autorité douanière des CE donne aux négociants sont sensiblement différentes de celles qu'une autre autorité douanière des CE donne aux négociants, aucune importance ne devrait être accordée à cette différence. Les États-Unis ne voient pas comment on *ne* peut *pas* accorder d'importance à cette différence. C'est cette divergence qui est incompatible avec l'obligation d'application uniforme découlant pour les CE de l'article X:3 a) du GATT, en ce qui concerne la transformation sous douane.

141. Au paragraphe 215 de leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes font observer, en ce qui concerne l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, que les États-Unis ne présentent aucune allégation concernant la portée de la révision prescrite à l'article X:3 b). Veuillez commenter.

L'affirmation des CE selon laquelle les États-Unis ne présentent aucune allégation concernant la portée de la révision prescrite à l'article X:3 b) est basée sur un cadre analytique proposé par les CE pour examiner cette disposition. Selon ce cadre, les CE proposent d'examiner l'article X:3 b) au regard de quatre questions: "la portée matérielle du contrôle, sa nature, son but et le délai".[59] Les États-Unis n'ont pas utilisé le même cadre pour examiner l'obligation des CE au titre de l'article X:3 b). En conséquence, les observations des États-Unis sur l'affirmation des CE concernant la portée de la révision sont sans préjudice de leur position au sujet du cadre analytique qui serait approprié pour examiner l'article X:3 b).

L'article X:3 b) oblige les CE en tant que Membre de l'OMC de mettre en place des "tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs". Il définit ensuite certaines caractéristiques que doivent posséder ces tribunaux ou procédures:

1) ils doivent permettre de "réviser et de rectifier … les mesures administratives se rapportant aux questions douanières";

2) une telle révision et correction doit être effectuée "dans les moindres délais";

3) les tribunaux ou procédures doivent être "indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives"; et

4) les décisions des tribunaux ou celles issues des procédures doivent

   a) "[être] exécutées par [les]" et
   b) "régi[r] la pratique [des]"

   organismes chargés de l'application des mesures administratives "à moins qu'il ne soit interjeté appel auprès d'une juridiction supérieure dans les délais prescrits pour les appels interjetés par les importateurs".

Les allégations des États-Unis concernant l'article X:3 b) dans le présent différent ont trait à la quatrième des caractéristiques susmentionnées que les tribunaux ou procédures doivent posséder – en particulier, la prescription voulant que ces décisions "régiront la pratique". Les tribunaux ou procédures mis en place par les CE afin de réviser et de rectifier les mesures administratives se rapportant aux questions douanières – en particulier les tribunaux dans chacun des 25 États membres des CE – ne possèdent pas la quatrième caractéristique énoncée à l'article X:3 b) parce que les décisions qu'ils rendent ou qui en sont issues ne régissent pas la pratique "*des* organismes chargés de l'application des mesures administratives". Les décisions rendues par un tribunal donné régissent uniquement la pratique de certains organismes chargés de l'application des mesures administratives. Les CE ne disposent donc pas de tribunaux ou procédures qui satisfont à toutes les exigences de

[59] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 215.

l'article X:3 b). Non seulement cela est incompatible avec le sens ordinaire du texte de l'article X:3 b) mais cette conclusion est confortée par une lecture de cette disposition dans le contexte établi par l'article X:3 a). Dans la mesure où les décisions des tribunaux de révision ne régissent la pratique que de *certains* organismes chargés de l'application des mesures administratives, le système des CE relatif à la révision va à l'encontre de l'application uniforme exigée par l'article X:3 a) plutôt que d'y contribuer. Comme l'article X:3 b) devrait être lu dans ce contexte, c'est une raison additionnelle de constater que les tribunaux de révision mis en place par les CE ne permettent pas aux CE de s'acquitter de leur obligation au titre de l'article X:3 b).[60]

142. Au vu de l'argument des États-Unis dans leur réponse à la question n° 121 du Groupe spécial selon lequel l'obligation de procéder à une révision et à une rectification dans les moindres délais prévue à l'article X:3 b) du GATT de 1994 s'applique au tribunal ou à la procédure de première instance auquel on peut avoir recours après qu'une décision administrative ait été rendue, que répondraient les États-Unis aux questions ci-après si le Groupe spécial supposait de façon purement hypothétique que les Communautés européennes ne sont pas obligées de créer des organismes centraux de révision ayant le pouvoir de rendre des décisions applicables dans l'ensemble des CE au titre de l'article X:3 b):

a) Les États-Unis considèrent-ils que la révision par les organismes de chacun des États membres des CE qui sont chargés de la révision en première instance des décisions douanières prises par les autorités des États membres est contraire à l'article X:3 b)?

b) Dans l'affirmative, veuillez indiquer quels sont les aspects de la révision effectuée par ces organismes qui sont contraires à l'article X:3 b), en mentionnant les prescriptions pertinentes de l'article X:3 b) et en fournissant tous les éléments de preuve pertinents à l'appui.

c) S'agissant du paragraphe 86 de la déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, les États-Unis considèrent-ils qu'une révision n'est pas effectuée "dans les moindres délais" en violation de l'article X:3 b) du GATT de 1994 dans les cas suivants:

i) révision en première instance par les tribunaux nationaux des États membres dans les cas où la CEJ n'a pas été saisie d'une demande de décision préjudicielle; et/ou

ii) révision en première instance par les tribunaux nationaux des États membres dans les cas où la CEJ a été saisie d'une demande de décision préjudicielle.

La plainte des États-Unis dans le présent différent ne concerne pas les organismes de révision mis en place par chacun des États membres des CE. Les États-Unis n'ont pas soutenu, par exemple, qu'une révision effectuée au niveau d'un État membre contrevient aux obligations des États membres au titre de l'article X:3 b) du GATT. L'idée maîtresse de l'allégation des États-Unis est que la révision qui est actuellement effectuée *uniquement* au niveau d'un État membre ne comporte pas certains aspects qui permettraient aux CE de s'acquitter de leur obligation au titre de l'article X:3 b). En particulier, le tribunal d'un État membre rend des décisions dont les effets sont limités au territoire de cet État membre. Sur le territoire des CE, aucun des tribunaux qui assurent la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives se rapportant aux questions douanières ne rend de décisions qui régissent la pratique *des* organismes (par opposition à certains

[60] *Voir de façon générale* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 134 à 139; et la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 102 à 109.

organismes) chargés de l'application des mesures administratives visées par la législation douanière des CE.

Les CE affirment que les autorités douanières situées dans chacun de leur 25 États membres sont des autorités douanières des CE. Les CE concèdent que les décisions rendues par les tribunaux dans un État membre ne lient pas les autorités des autres États membres. Partant, les décisions des tribunaux d'un État membre ne régissent pas la pratique des organismes des CE dans les 24 autres États membres. Il s'agit là d'un manquement manifeste au langage clair de l'article X:3 b).

Lors de la discussion avec les parties des parties a) et b) de la question du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, le Groupe spécial a indiqué qu'il souhaitait savoir comment les États-Unis interprètent le mot "décisions" utilisé à l'article X:3 b). En particulier, le Groupe spécial a demandé si les décisions qui doivent être exécutées par les organismes chargés de l'application des mesures administratives et en régir la pratique sont uniquement les injonctions et les ordonnances finales rendues par les tribunaux de révision ou si elles comprennent également les motifs des tribunaux. Comme les États-Unis croient comprendre, d'après la discussion à la deuxième réunion du Groupe spécial, que la question n° 142 porte également sur cette question, les États-Unis présentent les observations suivantes.

L'article X:3 b) doit être interprété sur la base du sens ordinaire de ses termes, dans leur contexte, et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994. Les termes de l'article X:3 b) prévoient clairement que les décisions rendues par les tribunaux de révision ou celles qui sont issues des procédures de révision doivent remplir deux conditions indépendantes: elles doivent être exécutées par les organismes chargés de l'application des mesures administratives et elles doivent régir la pratique de ces organismes. Ces deux conditions indépendantes ne peuvent tout simplement pas être amalgamées, ce que font les CE en soutenant que l'expression "en régiront la pratique" signifie simplement "mettre en œuvre d'une manière équitable".[61] Pour que les décisions régissent la pratique des organismes chargés de l'application des mesures administratives, il faut qu'il leur soit donné effet au-delà de la seule exécution de l'ordonnance dans l'affaire en cause.[62] Cela est conforme au contexte de l'article X:3 b) – en particulier, l'obligation d'application uniforme – comme il est indiqué ci-dessus.

Cela nous amène à la question de savoir ce que le mot "décisions" signifie. En d'autres termes: quelles sont les déclarations d'un tribunal de révision qui doivent régir la pratique des organismes chargés de l'application des mesures administratives – seulement l'injonction ou l'ordonnance finale ou l'injonction ou l'ordonnance accompagnée des motifs du tribunal? À la deuxième réunion du Groupe spécial, il a été signalé que, dans certains systèmes juridiques, le mot "décisions" pourrait désigner uniquement l'injonction ou l'ordonnance finale tandis que dans d'autres, il pourrait également comprendre les motifs du tribunal. Les États-Unis soutiennent que le fait que le mot "décisions" ait un sens étroit ou large ne modifie en rien la prescription voulant que les décisions "régiront la pratique". En d'autres termes, l'article X:3 b) prescrit que même dans un système juridique où une décision ne désigne que l'injonction ou l'ordonnance du tribunal et non pas ses motifs, la décision doit quand même à la fois être exécutée par les organismes chargés de l'application des mesures administratives *et* en régir la pratique. En fait, il n'est pas nécessaire que le système juridique d'un Membre s'en remette d'une manière générale aux précédents judiciaires en tant que source de droit pour qu'il soit satisfait à cette prescription.

Un exemple simple illustrera ce point. Supposons une affaire dans laquelle un tribunal de révision a annulé une décision d'une autorité douanière d'un Membre sur une question de classement. Le tribunal constate que l'autorité douanière a eu tort de classer une marchandise sous la position "X" et qu'elle aurait dû la classer sous la position "Y". L'exécution de la décision du tribunal nécessite une

[61] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 230.
[62] *Voir* la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 104 à 106.

révision par l'autorité douanière du classement de la marchandise particulière effectué au moyen de la mesure administrative qui a donné lieu à la révision judiciaire. Il se peut qu'en parvenant à sa décision, le tribunal ait exposé ses motifs d'une manière qui peut s'appliquer d'une manière générale à d'autres questions de classement (ou même à d'autres domaines du droit). Dans certains systèmes juridiques, un certain poids pourrait être accordé aux motifs du tribunal, de sorte qu'ils seraient considérés comme un précédent. Toutefois, il n'est pas nécessaire de considérer les motifs du tribunal comme un précédent pour que sa décision régisse la pratique des organismes chargés de l'application des mesures administratives. Entre les extrêmes que sont la simple exécution dans le cas d'espèce et le fait de considérer la décision comme un précédent général, il y a la possibilité que la décision du tribunal – sa conclusion sur le classement exact de la marchandise en cause – sera appliquée à d'autres cas concernant des marchandises identiques. Voici comment les États-Unis interprètent la notion de décision régissant la pratique des organismes chargés de l'application des mesures administratives, au sens où cette notion est décrite à l'article X:3 b).

Ainsi, dans l'exemple qui précède, si le tribunal constatait que l'autorité douanière avait eu tort de classer la marchandise en cause sous la position "X" et qu'elle aurait dû la classer sous la position "Y", l'aspect de l'article X:3 b) voulant que les décisions "régiront la pratique" exigerait que dans d'autres cas l'autorité suive la décision du tribunal et classe des marchandises identiques sous la position "Y" même si ces marchandises sont importées par une partie autre que la partie à la procédure judiciaire initiale. Il n'exigerait pas, toutefois, que la décision du tribunal ait une valeur jurisprudentielle plus large, applicable non seulement aux marchandises identiques mais aussi à d'autres marchandises et peut-être même à d'autres domaines du droit. Selon l'interprétation des États-Unis de l'aspect de l'article X:3 b) voulant que les décisions "régissent la pratique", il est indifférent que le système juridique d'un Membre donné considère qu'une "décision" ne consiste qu'en l'ordonnance ou l'injonction du tribunal ou qu'elle comprenne les motifs.

En somme, même si seulement l'injonction ou l'ordonnance finale est réputée constituer la décision d'un tribunal dans le système juridique d'un Membre, il n'en demeure pas moins que l'article X:3 b) du GATT prescrit que la décision doit régir la pratique des organismes chargés de l'application des mesures administratives et qu'il s'agit d'une chose distincte de la simple exécution de la décision. Comme cela a été indiqué ci-dessus, les décisions rendues par les tribunaux de révision des CE ne satisfont pas à cette prescription car elles ne régissent la pratique que de certains organismes chargés de l'application des mesures administratives dans les CE.

En ce qui concerne la partie c) de la question du Groupe spécial, les États-Unis ne prennent pas de position dans le présent différend sur la question de savoir si une révision est effectuée "dans les moindres délais" au sens de l'article X:3 b) dans le cas d'une révision en première instance par les tribunaux des États membres lorsque la CEJ n'a pas été saisie d'une demande de décision préjudicielle. Cela ne signifie pas que les États-Unis concèdent qu'une telle révision est effectuée dans les moindres délais. À cet égard, les États-Unis rappellent l'observation du conseiller des CE, M. Vermulst, selon laquelle "la révision judiciaire dans les affaires de classement et, de façon plus générale, dans toutes les questions douanières est non seulement coûteuse et longue pour les parties concernées mais elle peut également donner lieu à des décisions contradictoires par les tribunaux nationaux, au moins en première instance".[63]

Les États-Unis ont évoqué le temps qu'il fallait pour qu'une question soit portée devant la CEJ d'une question et tranchée par elle lorsque les tribunaux décident d'exercer leur faculté de saisir la CEJ.[64] Les États-Unis l'ont fait dans la supposition que la CEJ est le seul tribunal dont disposent les CE qui semblent remplir les autres conditions de l'article X:3 b). En particulier, contrairement aux tribunaux des États membres des CE, la CEJ rend des décisions qui régissent la pratique des

[63] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 38 (dans lequel est cité M. Vermulst, *Règles des CE en matière de classement douanier*, page 21 (pièce US-72)).

[64] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 109.

organismes chargés de l'application des mesures administratives visées par la législation douanière des CE. Ainsi, si la CEJ était le tribunal maintenu par les CE pour s'acquitter de leur obligation au titre de l'article X:3 b) (une affirmation que les CE rejettent[65]), il serait alors important d'examiner si la révision est effectuée par ce tribunal dans les moindres délais. Dans les faits, elle n'est pas effectuée dans les moindres délais. Uniquement pour faire en sorte qu'une demande de décision préjudicielle soit portée devant la CEJ, un négociant peut devoir être obligé de passer par un processus de recours administratifs (auquel stade une saisine de la CEJ n'est même pas possible)[66], qui sera suivi par plusieurs étapes de révision judiciaire qui peuvent elles-mêmes prendre des années. Même là, le négociant n'a aucune garantie que la CEJ sera saisie d'une question même lorsqu'elle concerne une divergence manifeste dans l'application de la législation par différentes autorités.[67] Si la CEJ devait être saisie de la question, il faudra entre 19 et 20 mois en moyenne pour qu'il soit statué sur la question.[68] Les États-Unis font observer que compte tenu du temps qu'il faut pour que la CEJ statue sur une question dont elle est saisie et du temps qu'il faut déjà pour qu'une question parvienne à la CEJ dans un premier temps, il y aurait manquement à l'obligation de procéder dans les moindres délais si les CE soutenaient que la révision effectuée par la CEJ leur permettait de s'acquitter de leur obligation au titre de l'article X:3 b).[69]

143. Au vu de l'argument des États-Unis dans leur réponse à la question n° 121 du Groupe spécial selon lequel l'obligation de procéder à une révision et à une rectification dans les moindres délais prévue à l'article X:3 b) du GATT de 1994 s'applique au tribunal ou à la procédure de première instance auquel on peut avoir recours après qu'une décision administrative ait été rendue et de l'allégation qu'ils ont formulée au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994, la contestation des États-Unis porte-t-elle sur le contrôle juridictionnel par la CEJ, conformément à l'article 230 du Traité CE, des décisions prises par les institutions des CE? Dans l'affirmative, veuillez indiquer quels sont les aspects du contrôle juridictionnel effectué par la CEJ conformément à l'article 230 du Traité CE qui sont contraires à l'article X:3 b), en mentionnant les prescriptions pertinentes de l'article X:3 b) et en fournissant tous les éléments de preuve pertinents à l'appui.

L'article 230 du Traité CE porte sur le contrôle par la CEJ de la légalité des actes adoptés par des institutions communautaires, y compris la Commission et le Conseil. Dans le présent différend, les États-Unis n'ont pas mis en cause le contrôle auquel procède la CEJ conformément à l'article 230. Les commentaires des États-Unis sur le rôle de la CEJ ont porté essentiellement sur la révision prévue par l'article 234 du Traité CE – le mécanisme de renvoi préjudiciel. Les CE affirment que la CEJ contribue grandement à assurer l'application uniforme de la législation douanière des CE par le biais

[65] *Voir*, par exemple, la deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 85.

[66] *Voir* les réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 117 ("La plupart des États membres des CE exigent que le négociant dépose une demande de réexamen administratif avant de former un recours auprès du tribunal compétent.") et 122 ("Les décisions concernant une demande de décision préjudicielle sont prises par les *tribunaux* des États membres …) (pas d'italique dans l'original).

[67] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 35 à 38.

[68] *Voir* les réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 124.

[69] *Voir de façon générale* les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 152 à 154. Comme la partie c) de la question du Groupe spécial renvoie au paragraphe 86 de la déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, les États-Unis présentent une observation additionnelle sur cette partie de la déclaration des CE. Dans ce paragraphe, les CE comparent le temps nécessaire pour qu'un appel soit entendu par le tribunal d'un État membre et révisé par la CEJ au temps nécessaire pour que le Tribunal du commerce international des États-Unis ("CIT") statue sur un appel aux États-Unis. Les CE donnent une description entièrement trompeuse du temps nécessaire pour statuer sur une demande de révision aux États-Unis. Les États-Unis renvoient le Groupe spécial au paragraphe 142 des réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial. Le point le plus important est que les CE font tout simplement abstraction de la mesure dans laquelle le déroulement de la révision effectuée par le CIT dépend largement de la partie demandant la révision. *Voir* les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 150 et 151.

de la procédure de renvoi préjudiciel.[70] Les États-Unis ont démontré que cela n'est pas le cas. En particulier, dans leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, les États-Unis ont montré que les tribunaux des différents États membres n'ont aucune obligation de saisir la CEJ d'une question, même lorsque la preuve d'une divergence incontestable dans l'application de la législation douanière des CE leur a été présentée.[71]

Dans leur déclaration à la deuxième réunion du Groupe spécial, les CE ont indiqué que "si … le tribunal d'un État membre n'admet pas l'interprétation de la législation des CE donnée par le tribunal d'un autre État membre, il prendra ("will") les initiatives en rapport avec la place qu'il occupe dans le système: … le tribunal d'un autre État membre saisira ("will") ou doit saisir ("shall") la Cour de justice des CE".[72] Ces déclarations quant à ce qui arrivera ("will") ou doit arriver ("shall") sont sans fondement. Et, comme les exemples présentés par les États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial l'indiquent clairement, l'utilisation du mécanisme de renvoi préjudiciel à laquelle se réfère les CE *ne* se produit *pas*, même dans les cas où il existe une divergence manifeste dans l'application par les autorités douanières.

144. Dans leur réponse à la question n° 74 du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer que bien que le Code des douanes communautaire ne contienne aucune disposition prescrivant que la révision à laquelle procède les tribunaux nationaux doit être effectuée dans les moindres délais, il existe un certain nombre de mesures applicables à l'ensemble de la Communauté (telles que la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne) qui ont pour effet d'obliger les tribunaux des États membres à procéder dans les moindres délais. Veuillez commenter.

Les États-Unis notent que la réponse des CE à la question n° 74 du Groupe spécial constitue un exemple de plus d'une mention par les CE d'une obligation de nature très générale concernant la régularité de la procédure, dont elles admettent qu'elle n'est pas rendue opérationnelle dans le contexte douanier, pour montrer qu'elles s'acquittent de leur obligation au titre de l'article X:3. Les États-Unis ne voient pas comment une disposition aussi générale, qui n'est pas rendue opérationnelle dans le contexte douanier, peut garantir que les tribunaux dont disposent les CE pour la révision des mesures administratives assurent de fait une révision dans les moindres délais. Cela dit, dans le présent différend, les États-Unis ne soutiennent pas que la révision à laquelle procèdent les tribunaux des différents États membres n'est pas effectuée dans les moindres délais. Ils soutiennent plutôt que ces tribunaux ne sont pas des tribunaux qui satisfont aux prescriptions de l'article X:3 b).

145. Dans leur réponse à la question n° 36 du Groupe spécial, les États-Unis font observer que la révision en première instance est effectuée par le Bureau des règlements et des décisions, qui fait partie du Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis. Veuillez indiquer si toutes les décisions rendues à l'issue d'une révision par le Bureau des règlements et des décisions s'appliquent partout aux États-Unis.

Les États-Unis notent, d'emblée, que les institutions et les procédures des États-Unis ne sont pas en cause dans le présent différend. Néanmoins, afin d'éclairer les questions faisant l'objet du différend, les États-Unis répondent de la manière suivante.

La révision en première instance effectuée par le Bureau des règlements et des décisions, dont il est fait mention dans la réponse des États-Unis à la question n° 36 du Groupe spécial, est appelée aux États-Unis un "réexamen" des déterminations concernant des contestations. Les décisions rendues dans le cadre de la procédure de réexamen ont la même valeur et le même effet que les décisions anticipées. En d'autres termes, elles sont contraignantes en ce qui concerne les opérations

[70] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des CE, paragraphe 185.
[71] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 31 et 35 à 38.
[72] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 99.

qui y sont décrites et ne peuvent être modifiées ou révoquées sans passer par le même processus de modification que celui qui s'applique aux décisions. La personne visée par une décision rendue dans le cadre d'un réexamen pourrait s'en prévaloir à tout port des États-Unis. Les autres personnes dont les marchandises sont identiques pour l'essentiel pourraient invoquer la décision pour que le principe qui y est énoncé s'applique au traitement de leurs marchandises.

QUESTIONS ADRESSÉES AUX DEUX PARTIES

173. En vous référant aux termes pertinents de l'article X:3 a) du GATT de 1994 et à tout autre document justificatif, veuillez indiquer si la conception et la structure d'un système d'administration douanière dans son ensemble, ou des éléments pertinents d'un tel système, peuvent ou non être pris en considération pour déterminer s'il a été contrevenu à l'article X:3 a) en raison d'un manque d'application uniforme. De plus, ou subsidiairement, est-il nécessaire de prendre en considération des cas spécifiques d'application non uniforme pour démontrer qu'il a été contrevenu à l'article X:3 a)?

L'article X:3 a) comporte certains aspects inusités qui doivent être pris en considération lorsqu'il est examiné en tenant compte de la distinction habituelle entre "en tant que tel" et "tel qu'appliqué". Il est vrai que l'article X:3 a) a trait à l'application. Toutefois, on peut concevoir qu'un Membre établisse un système d'administration douanière qui, en tant que tel, conduirait nécessairement à une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) (comme c'est le cas dans les CE). Par analogie, dans le différend *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, le Groupe spécial a constaté que les États-Unis avaient formulé "une contestation en soi qui concerne le régime d'exportation de la [Commission canadienne du blé] considéré dans son intégralité".[73] Le Canada ne s'était pas opposé à l'allégation des États-Unis (concernant une violation de l'article XVII du GATT) pour ce motif, et le Groupe spécial a décidé qu'il pouvait connaître de l'allégation des États-Unis.[74] En fait, les CE, en tant que tierce partie dans ce différend, avaient soutenu que l'article du GATT en cause pouvait être enfreint en raison d'"insuffisances structurelles" concernant la manière dont l'entreprise commerciale d'État en question agit.[75] Par analogie, dans le présent différend, les États-Unis soutiennent que les insuffisances structurelles du système d'administration douanière des CE conduisent à une application non uniforme de la législation douanière des CE, en violation de l'article X:3 a).

Ce qui est essentiel dans une allégation "en tant que tel" c'est l'obligation dont la violation est alléguée et la question de savoir si l'objet de la contestation conduit nécessairement à une violation de cette obligation. Pour les raisons décrites dans la réponse des États-Unis à la question n° 126, la conception et la structure du système d'administration douanière des CE conduisent nécessairement à une application non uniforme de la législation douanière des CE, en violation de l'article X:3 a).

Par ailleurs, comme cela a également été indiqué dans la réponse à la question n° 126, l'argumentation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) n'a pas reposé exclusivement sur la démonstration que la conception et la structure du système d'administration douanière des CE conduisent nécessairement à une application non uniforme. Les États-Unis ont également étayé leur argumentation par des éléments de preuve selon lesquels les CE et des hauts fonctionnaires des CE ont admis qu'il n'y avait pas application uniforme, sur des exemples d'application non uniforme et sur

[73] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.28.
[74] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.28.
[75] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 4.601; *voir aussi id.*, paragraphe 4.603 ("Les Communautés européennes estiment en outre que l'explication de la structure institutionnelle de la CCB fournie par le Canada ne donne pas d'assurances suffisantes quant au fait que la CCB agit effectivement conformément aux obligations découlant de l'article XVII:1 a) et b) du GATT.").

des éléments de preuve selon lesquels les professionnels qui doivent effectivement œuvrer au sein du système considèrent que l'application n'est pas uniforme.[76] Le Groupe spécial demande s'il faut prendre en considération des cas spécifiques d'application non uniforme pour faire la preuve d'une violation de l'article X:3 a). Bien qu'il soit difficile de répondre à cette question dans l'abstrait, il n'est pas nécessaire d'y répondre dans le cadre du présent différend parce que l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) repose *non seulement* sur la conception et la structure du système d'administration douanière des CE *mais aussi* sur des cas spécifiques d'application non uniforme.

174. Veuillez commenter la pertinence sur le plan pratique, s'il y a lieu, de l'observation ci-après formulée par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* au paragraphe 11.77 de son rapport: "[L]'article X:3 a) [du GATT de 1994] exige un examen de l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants qui participent aux échanges".

Dans le contexte de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, la mention de l'"effet réel sur les commerçants" était en contraste avec l'idée selon laquelle il ne serait contrevenu à l'obligation d'application uniforme au titre de l'article X:3 a) que lorsqu'un Membre traite les exportations vers un Membre différemment des exportations vers un autre Membre.[77] Afin de déterminer s'il a été contrevenu à l'article X:3 a), un groupe spécial ne devrait pas demander si un Membre de l'OMC a été traité différemment d'autres Membres de l'OMC. Il devrait demander si des commerçants ont été traités différemment en fonction, par exemple, de la partie du territoire du Membre par laquelle ils importent leurs marchandises. Si la manière dont un Membre applique sa législation douanière pouvait encourager un commerçant à importer ses marchandises en passant par une région plutôt qu'une autre, cela constituerait une preuve d'application non uniforme, contraire à l'article X:3 a).

Il est important de noter qu'à la dernière phrase du paragraphe 11.77 de son rapport, le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* a indiqué qu'un examen de l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants "pouvait nécessiter un examen de la question de savoir s'il y a une incidence éventuelle sur la situation concurrentielle …" En d'autres termes, un examen de l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants ne se limite pas à un examen de la question de savoir si les commerçants dans des situations semblables sont tenus d'acquitter des droits de douane différents. La notion d'"incidence éventuelle sur la situation concurrentielle" ne se limite pas au montant précis des droits de douane. Elle comprend notamment l'effet sur les commerçants d'une application non uniforme en les amenant à faire passer leurs marchandises par une région du territoire d'un Membre plutôt qu'une autre en raison, notamment, d'une certitude relative concernant un classement ou une valeur en douane favorable, un risque moindre d'être passible de sanctions, ou la probabilité de se voir accorder une autorisation de procéder à une activité spécialisée (par exemple, la transformation sous douane).[78]

175. Au paragraphe 11.77 du rapport dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, le Groupe spécial a indiqué qu'il n'est pas nécessaire de démontrer l'existence d'un "dommage commercial" pour faire la preuve d'une violation de l'article X:3 a). Veuillez commenter.

Pour faire la preuve d'une violation de l'article X:3 a), les États-Unis doivent uniquement établir que les CE appliquent leur législation douanière d'une manière non uniforme. Il n'est pas nécessaire qu'ils établissent qu'un dommage a été causé aux États-Unis ou à des négociants spécifiques pour étayer leur allégation au titre de l'article X:3 a). En particulier, les États-Unis ne sont pas tenus d'établir que dans des cas spécifiques d'application non uniforme, des importateurs ont dû acquitter des droits plus élevés qu'ils ne l'auraient fait dans un système dont l'application est uniforme. Il se peut fort bien qu'une application non uniforme ait amené des négociants à réorienter leurs échanges d'une manière qui n'aurait aucun sens si l'application était uniforme, précisément pour éviter

[76] *Voir* la réponse à la question n° 126, *supra*.
[77] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.76.
[78] *Voir* les réponses aux questions n° 135, 137 b) et 137 d), *supra*.

de devoir acquitter des droits plus élevés. Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, c'est ce qui est arrivé dans le cas des importations de moniteurs ACL dans les CE.[79] En dépit des protestations des CE à l'effet contraire[80], la question de savoir si une telle réaction à une application non uniforme a engendré un dommage commercial n'est pas pertinente aux fins de l'établissement d'une violation de l'article X:3 a).

176. Au paragraphe 15 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, les Communautés européennes indiquent qu'elles invoquent l'article XXIV:12 du GATT de 1994 pour étayer le point de vue voulant que les engagements au titre du GATT, y compris l'article X:3 a) du GATT, ont été contractés par les Parties contractantes dans le plein respect de leurs systèmes constitutionnels. Quelle importance, s'il en est, faudrait-il attacher au fait qu'il n'existait pas d'union douanière ressemblant aux Communautés européennes au moment où le texte du GATT a été conclu en 1947?

La déclaration des CE au paragraphe 15 de leur déclaration orale, et les déclarations semblables faites ailleurs[81], semblent indiquer que l'article X:3 a) du GATT de 1994 devrait être interprété au vu des structures constitutionnelles de chaque Membre, y compris des CE. Selon la logique des CE, le Groupe spécial devrait prendre la structure constitutionnelle des CE comme point de départ et articuler son interprétation de l'article X:3 a) autour de ce point. Selon cette interprétation, toute interprétation qui pourrait avoir pour effet de contraindre les CE à modifier leur système d'administration douanière et de révision doit être rejetée.

Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur déclaration finale à la deuxième réunion du Groupe spécial, les CE s'y prennent complètement à l'envers.[82] Ce n'est pas la structure constitutionnelle des CE qui devrait éclairer le sens de l'article X:3 a), mais c'est plutôt le sens ordinaire des termes utilisés à l'article X:3 a) dans le contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994 qui devrait éclairer l'obligation des CE au titre de cet article.[83] L'article XXIV:12 ne change rien à cela. Le paragraphe 13 du *Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* indique clairement que l'article XXIV:12 ne décharge pas un Membre de ses obligations et ne les modifie en rien. Ainsi, ce paragraphe prévoit que "[c]haque membre est pleinement responsable au titre du GATT de 1994 de l'observation de toutes les dispositions du GATT de 1994".[84]

La question de savoir si une union douanière "qui ressemblait" aux CE existait lorsque le GATT a été conclu en 1947 n'est donc pas pertinente aux fins de l'analyse des obligations des CE au

[79] *Voir* la deuxième déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 52 (portant sur la lettre de septembre 2005 de l'EICTA, page 1 (pièce US-75)).

[80] *Voir*, par exemple, la deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 54 ("les CE se demandent également en quoi précisément les avantages des États-Unis auraient été annulés ou compromis"); et la deuxième communication écrite des CE, paragraphe 35 ("il incombe aux États-Unis, en tant que partie plaignante, d'établir que les variations dans les pratiques administratives, en supposant qu'elles existent, ont une incidence importante sur les négociants").

[81] *Voir*, par exemple, la deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 12; la deuxième déclaration finale des CE, paragraphe 3; la première communication écrite des CE, paragraphe 220; et les réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 113.

[82] *Voir* la deuxième déclaration finale des États-Unis, paragraphes 12 à 16

[83] Lorsque les négociateurs des Accords de l'OMC ont voulu pendre en compte les structures constitutionnelles des Membres, ils ont su comment le faire. *Voir*, par exemple, l'*Accord général sur le commerce des services*, article VI:2 b); l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994*, article 4.2; *voir aussi* la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 16 (portant sur l'article VI:2 b) de l'AGCS).

[84] *Voir* la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 12 à 17.

titre de l'article X.[85] Ce qui importe c'est que l'article X:3 a) est rédigé d'une manière qui ne tient pas compte de la situation particulière d'une Partie contractante qui compte de multiples autorités douanières indépendantes dont la compétence est limitée sur le plan régional et qui ne dispose pas de procédures ou d'institutions pour garantir que ces diverses autorités appliquent sa législation douanière d'une manière uniforme. L'article XXIV:12 ne tient pas non plus compte de cette situation particulière. Comme les États-Unis l'ont indiqué, l'article XXIV:12 ne décharge pas les Membres de l'applicabilité de l'article X:3 a) et n'en constitue pas une limitation.[86]

Lorsque les CE sont devenues Membre de l'OMC en 1994, elles ont accepté le texte du GATT ainsi que les obligations en découlant. Il n'existe rien dans le GATT de 1994 ou dans l'Accord sur l'OMC qui indique que les CE ont des droits ou des obligations qui sont différents de ceux de tout autre Membre et il n'existe rien non plus dans l'Accord sur l'OMC qui indique que le fait que les CE soient devenues Membre ait une incidence sur le sens d'une quelconque disposition du GATT de 1994. En fait, si la logique de l'argument des CE était acceptée, il faudrait se demander très sérieusement jusqu'où elle nous mènerait. En d'autres termes, quelles autres obligations du GATT devraient être interprétées différemment pour tenir compte de la structure constitutionnelle des CE (ou de tout autre Membre)?

Il n'existe aucun fondement à l'argument voulant qu'une interprétation de l'article X:3 a) qui donne aux termes qui y sont utilisés leur sens ordinaire dans le contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT devrait être rejetée parce qu'elle pourrait obliger les CE à procéder à des modifications de leur système d'administration douanière et de révision des décisions douanières. Le texte de l'article X n'a pas changé en 1994 lorsque les CE sont devenues Membre de l'OMC. Au lieu de supposer que l'acceptation par les Parties contractantes des CE en tant que Membre de l'OMC constituait une acceptation de la conformité à l'article X:3 a) du système d'administration douanière des CE, le Groupe spécial devrait supposer que les CE ont choisi de devenir Membre de l'OMC conscientes des obligations qui découleraient pour elles de l'article X:3 a) du GATT et prêtes à assurer la conformité de leur système d'administration douanière en conséquence.

[85] Les États-Unis font observer qu'ils ne savent pas au juste ce que le Groupe spécial veut dire précisément par union douanière "qui ressemblait" aux CE.

[86] *Voir* les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 188.

ANNEXE B-2

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(7 décembre 2005)

QUESTIONS ADRESSÉES AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

146. Dans leur réponse à la question n° 42 du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer qu'en droit communautaire, c'est aussi bien aux institutions des Communautés européennes qu'aux autorités des États membres, chacune agissant dans sa sphère de compétence, qu'il incombe d'appliquer: a) le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992; b) le Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993; et c) le Tarif intégré des Communautés européennes, établi en vertu du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987. En droit communautaire, veuillez indiquer si et dans quelle mesure l'adoption[1] et l'application de lois et de règlements dans les domaines ci-après de l'administration douanière incombe aux Communautés européennes et/ou aux États membres:

a) classement tarifaire;

b) valeur en douane; et

c) régimes douaniers (en particulier, la vérification après la mise en libre pratique[2], les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE, la transformation sous douane et la procédure de domiciliation).

Si les Communautés européennes partagent leur compétence avec les États membres dans un ou plusieurs des domaines susmentionnés de l'administration douanière, veuillez décrire clairement la délimitation entre leurs compétences respectives dans les domaines pertinents.

Dans les CE, la législation douanière est régie dans une très large mesure par le droit communautaire et, en particulier, par le Tarif douanier commun, le Code des douanes et le Règlement d'application. Comme les CE l'ont indiqué en réponse à la question n° 78 du Groupe spécial, les États membres ne peuvent prendre de mesures pour compléter le droit communautaire que si la question n'est pas traitée dans la législation applicable des CE, ou s'ils sont autorisés à le faire par la législation des CE.[3]

En matière de douanes, il n'existe donc que des domaines limités dans lesquels les États membres peuvent encore légiférer. La législation des États membres porte en particulier sur des questions organisationnelles, telles que l'établissement et la désignation des autorités des États membres chargées de l'application de la législation douanière. Enfin, la législation des États membres peut être pertinente lorsque le droit communautaire ne traite pas d'une question particulière, par exemple, les règles applicables à la signification de documents. Les prescriptions relatives à la conservation des documents constituerait un autre exemple; ainsi, l'article 16(1) du CDC prévoit que

[1] Par "adoption", nous voulons dire l'adoption de lois et de règlements *en sus du* Code des douanes communautaire, du Règlement d'application et du Tarif *et/ou qui les complètent*.

[2] En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que ces vérifications peuvent être considérées comme un régime douanier aux fins du présent différend.

[3] Réponse des CE à la question n° 78 du Groupe spécial, paragraphe 145.

les documents doivent être conservés pendant un délai de trois ans au moins mais laisse aux États membres la possibilité de prescrire des délais plus longs.[4]

Comme les CE l'ont déjà indiqué, comme dans la plupart des autres domaines du droit communautaire, l'application de la législation douanière des CE incombe essentiellement aux États membres des CE.[5] Les institutions européennes et, en particulier, la Commission européenne, n'appliquent la législation douanière des CE que dans un nombre limité de cas. Toutefois, la Commission européenne, en tant que gardienne du Traité CE, veille à ce que la législation douanière des CE soit appliquée correctement.[6] Le Comité du Code des douanes est chargé plus particulièrement d'assurer la coordination entre les États membres et la Commission.[7]

Ces principes généraux s'appliquent également aux domaines particuliers mentionnés dans la question du Groupe spécial.[8] En principe, l'application des règles relatives au classement tarifaire incombe aux États membres. Toutefois, la Commission des CE dispose d'un certain nombre de mécanismes[9] pour garantir une application uniforme, y compris des règlements relatifs au classement et des notes explicatives mais aussi des décisions ordonnant la révocation de RTC. La Commission est également chargée du fonctionnement de la base de données RTCE. Par ailleurs, le Comité du Code des douanes peut examiner toute question de classement tarifaire et adopter des conclusions sur ces questions.

En ce qui concerne la valeur en douane, l'application des règles relatives à la valeur en douane incombe également aux autorités des États membres. Toutefois, la Commission européenne veille à ce que ces règles soient appliquées correctement et le Comité du Code des douanes peut également adopter des lignes directrices et des conclusions sur des questions relatives à la valeur en douane, chaque fois que cela sera nécessaire.[10]

C'est également aux autorités des États membres qu'il incombe de procéder à des vérifications douanières et à l'application des dispositions relatives aux sanctions. Pour ce qui est des vérifications, les CE font observer, toutefois, que la Commission européenne peut aussi, conformément au Règlement n° 1150/2000 (pièce EC-45), obliger les États membres à procéder à des inspections auxquelles la Commission doit être associée sur demande, ou procéder elle-même à des mesures d'inspection.

Enfin, en ce qui concerne la transformation sous douane et la procédure de domiciliation, l'administration de ces régimes incombe en principe aux États membres. Quant à l'application des conditions économiques relatives à la transformation sous douane, les CE ont déjà indiqué que dans certains cas, l'examen de ces conditions se fait au niveau communautaire.[11]

147. Veuillez expliquer en termes pratiques comment et par qui l'article 10 du Traité CE est appliqué dans les domaines ci-après de l'administration douanière:

a) classement tarifaire;

---

[4] Première communication écrite des CE, paragraphe 426.

[5] Première communication écrite des CE, paragraphes 78 et 79.

[6] Première communication écrite des CE, paragraphe 79. En ce qui concerne les mécanismes dont dispose la Commission européenne à cet égard, les CE renvoient à la description figurant dans la première communication écrite des CE, partie III A et B.

[7] Première communication écrite des CE, paragraphes 80 et suivants.

[8] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 88 et suivants.

[9] Les CE font observer que certains de ces mécanismes, en particulier les règlements relatifs au classement, sont eux-mêmes des mesures d'application générale, et ne constituent donc pas une "application".

[10] Première communication écrite des CE, paragraphes 125 et suivants.

[11] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 137 et 138.

b) valeur en douane; et

c) régimes douaniers (en particulier, la vérification après la mise en libre pratique[12], les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE, la transformation sous douane et la procédure de domiciliation).

Veuillez fournir des éléments de preuve de l'application de l'article 10 du Traité CE dans les domaines susmentionnés de l'administration douanière, tels que des arrêts de la CEJ dans lesquels l'article 10 du Traité CE a été invoqué.

Comme les CE l'ont expliqué, le devoir de coopération prévu à l'article 10 du Traité CE a force obligatoire en droit et est directement applicable dans tous les États membres. Il doit donc être respecté par les autorités des États membres dans l'application de la législation douanière des CE.

Le devoir de coopération inspire l'interprétation du droit communautaire par les tribunaux des CE, et peut être invoqué dans les différends dont sont saisis les tribunaux des États membres. Si une question concernant l'application du droit communautaire est soulevée, y compris le devoir de coopération, cette question peut – ou, dans le cas d'un tribunal statuant en dernier ressort, doit – être portée devant la Cour de justice. Enfin, la violation par un État membre du devoir de coopération constitue une infraction au Traité CE à l'égard de laquelle la Commission européenne peut engager une procédure pour infraction conformément à l'article 226 du Traité CE.

Dans le domaine du classement, la CEJ s'est fondée sur l'article 10 dans deux affaires récentes où elle avait été saisie d'une demande de décision préjudicielle. Dans l'affaire *Commissioners of Customs & Excise* c. *SmithKline Beecham*[13], l'article 10 a constitué la justification centrale de la décision de la CEJ d'ordonner à un tribunal national du Royaume-Uni d'effacer les conséquences illicites d'une violation du droit communautaire. Dans cette affaire, l'autorité douanière avait classé des patchs à la nicotine. En appel, la Haute Cour de justice d'Angleterre du Pays de Galles (Division de la chancellerie), a exprimé son désaccord sur le classement et a saisi la Cour européenne de justice de la question. Après avoir examiné des principes du droit et les caractéristiques factuelles du produit, la CEJ a également estimé que le classement du produit était incorrect. Eu égard à ce classement incorrect, la Cour a statué que le tribunal national était obligé de remédier à la non-conformité au droit communautaire. En particulier, elle a dit[14]:

> Il convient de constater qu'il ressort d'une jurisprudence constante que, en vertu du principe de coopération loyale prévu à l'article 10 du Traité CE, les États membres sont tenus d'effacer les conséquences illicites d'une violation du droit communautaire. L'obligation incombe, dans le cadre de ses compétences, à chaque organe de l'État membre concerné. Ainsi, il appartient aux autorités compétentes et aux juridictions d'un État membre de prendre, dans le cadre de leurs compétences, toutes les mesures nécessaires, générales ou particulières, afin qu'il soit remédié à la non-conformité d'un renseignement tarifaire contraignant incorrect. Constituent notamment de telles mesures particulières l'annulation du renseignement tarifaire contraignant incorrect et l'adoption d'un nouveau renseignement conforme au droit communautaire.

[12] En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que ces vérifications peuvent être considérées comme un régime douanier aux fins du présent différend.

[13] Affaire C-206/03, *SmithKline Beecham*, Ordonnance de la Cour du 19 janvier 2005 (pas encore publiée) (pièce EC-142).

[14] *Id.*, paragraphe 51 (citations omises).

L'affaire *Kühne & Heitz* c. *Productschap voor Pluimvee en Eie*[15] concernait un négociant qui avait été tenu de rembourser certaines restitutions à l'exportation après que le tribunal national ait déterminé que son produit ne rentrait pas dans la catégorie des marchandises visées par les restitutions. La Cour européenne de justice a ultérieurement rendu une décision préjudicielle allant dans le sens contraire sur la même question. À l'issue de cette décision, le négociant a cherché à obtenir une somme équivalente au montant des restitutions qu'il aurait obtenu si son produit avait été classé conformément à l'arrêt de la CEJ. Le tribunal hollandais a présenté une demande de décision préjudicielle sur la question de savoir si, compte tenu de la notion de la sécurité juridique, le tribunal était effectivement obligé de revenir sur l'affaire. Répondant à la question posée dans la demande de décision préjudicielle, la CEJ a dit que compte tenu des circonstances du cas d'espèce, l'organe administratif concerné était tenu, en application du principe de coopération découlant de l'article 10 du Traité CE, "de réexaminer ladite décision afin de tenir compte de l'interprétation de la disposition pertinente du droit communautaire retenue entre-temps par la Cour".[16]

L'article 10 du Traité CE a également constitué le fondement de la jurisprudence de la Cour de justice relative aux sanctions imposées pour les violations du droit communautaire, y compris de la législation douanière.[17] L'affaire *José Teodoro de Andrade* c. *Director da Alfândega de Leixoes*[18] portait sur les sanctions portugaises applicables au dépassement des délais prescrits pour le dédouanement de marchandises. Dans cette affaire, M. de Andrade a formé un recours devant le Tribunal Fiscal Aduaneiro do Porto, alléguant, notamment, que le droit portugais, qui prévoyait que les marchandises devaient être mises en vente ou soumises à une majoration *ad valorem* en cas de violation des délais prévus pour le dédouanement, était contraire au principe de proportionalité. Pour parvenir à sa décision selon laquelle les dispositions relatives à la vente ou à la majoration *ad valorem* ne contrevenait pas au principe, la Cour a noté que la réglementation communautaire laisse aux autorités douanières le soin de prendre toute mesure nécessaire, y compris la vente, pour régler la situation des marchandises hors délais. Cela étant, la Cour a indiqué que:

> Conformément à une jurisprudence constante, rappelée au point 20 de l'arrêt du 26 octobre 1995, Siesse (C-36/94, Rec. p. I-3573), lorsqu'une réglementation communautaire ne prévoit pas de sanction spécifique en cas de violation de ses dispositions ou renvoie, sur ce point, aux dispositions nationales, l'article 5 du Traité CE (devenu article 10 du Traité CE) impose aux États membres de prendre toutes les mesures propres à garantir la portée et l'efficacité du droit communautaire. À cet effet, tout en conservant un pouvoir discrétionnaire quant au choix des sanctions, ils doivent veiller à ce que les violations de la réglementation communautaire soient sanctionnées dans des conditions de fond et de procédure analogues à celles applicables aux violations du droit national d'une nature et d'une importance similaires et qui, en tout état de cause, confèrent à la sanction un caractère effectif, proportionné et dissuasif. En ce qui concerne les infractions douanières, la Cour a précisé que, en l'absence d'harmonisation de la législation communautaire dans ce domaine, les États membres sont compétents pour choisir les sanctions qui leur semblent appropriées. Ils sont toutefois tenus d'exercer cette compétence dans le respect du droit communautaire et

[15] Affaire C-453/00, *Kühne & Heitz*, Rec. 2004, page I-837 (pièce EC-61).
[16] *Id.*, paragraphe 27.
[17] *Voir* déjà la première communication écrite des CE, paragraphes 144 et suivants. Il va de soi que cette jurisprudence concerne les mesures législatives des États membres.
[18] Affaire C-213/99, *de Andrade*, Rec. 2000, page I-11083 (pièce US-31).

> de ses principes généraux et, par conséquent, dans le respect du principe de proportionnalité (*voir* arrêt Siesse, précité, point 21).[19]

Plusieurs autres affaires abordent aussi les sanctions en tenant compte de la même manière de l'article 10. Il s'agit notamment des affaires *Hannl + Hofstetter Internationale Spedition* c. *Finanzlandesdirektion für Wien, Niederösterreich und Burgenland*[20] et *Siesse* c. *Director da Alfândega de Alcântara*.[21]

Dans l'affaire *Commission* c. *Grèce*[22], deux cargaisons de maïs exportées de Grèce en Belgique, en mai 1986, étaient constituées en réalité par du maïs importé de Yougoslavie, alors qu'elles avaient été officiellement déclarées par les autorités helléniques comme constituées de maïs grec. De ce fait, aucun prélèvement agricole, destiné à alimenter les ressources propres de la Communauté, n'avait été perçu. Selon la Commission, cette fraude aurait été commise grâce à la complicité de certains fonctionnaires grecs. La Commission a engagé une procédure pour infraction en soutenant, notamment, que l'article 5 du Traité CE (devenu article 10) imposait à la Grèce d'engager des procédures contre les auteurs de la fraude et ceux qui y ont collaboré. La Cour a reconnu le bien-fondé de l'argument de la Commission[23]:

> À cet égard, il convient de relever que, lorsqu'une réglementation communautaire ne comporte aucune disposition spécifique prévoyant une sanction en cas de violation ou renvoie sur ce point aux dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales, l'article 5 du Traité impose aux États membres de prendre toutes mesures propres à garantir la portée et l'efficacité du droit communautaire.
>
> À cet effet, tout en conservant le choix des sanctions, ils doivent notamment veiller à ce que les violations du droit communautaire soient sanctionnées dans des conditions, de fond et de procédure, qui soient analogues à celles applicables aux violations du droit national d'une nature et d'une importance similaires et qui, en tout état de cause, confèrent à la sanction un caractère effectif, proportionné et dissuasif.
>
> En outre, les autorités nationales doivent procéder, à l'égard des violations du droit communautaire, avec la même diligence que celle dont elles usent dans la mise en œuvre des législations nationales correspondantes.

Ce survol de la jurisprudence dans le domaine de la législation douanière[24] montre que l'article 10 du Traité CE est entièrement opérationnel et peut être appliqué par la CEJ et les tribunaux nationaux. Comme les CE l'ont déjà indiqué, le fait qu'il n'y ait pas des centaines de procès concernant l'article 10 dans le domaine des douanes ne veut pas dire que le devoir de coopération n'est pas appliqué mais plutôt qu'il est généralement respecté.[25]

---

[19] *Id*., points 19 et 20.

[20] Affaire C-91/02, *Hannl + Hofstetter*, arrêt du 16 octobre 2003 (pas encore publiée) (pièce EC-143).

[21] Affaire C-36/94, *Siesse*, Rec. 1995, p. I-3573, point 20 (pièce EC-40).

[22] Affaire 68/88, *Commission* c. *Grèce*, Rec. 1989, page 2965 (pièce EC-38).

[23] *Id.*, points 23 et 24.

[24] Conformément à la question du Groupe spécial, les exemples donnés dans la présente question se limitent au domaine de la législation douanière. Il existe de nombreux autres cas dans lesquels la CEJ a appliqué l'article 10 du Traité CE dans d'autres domaines que celui de la législation douanière.

[25] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 51.

148. Dans leur réponse à la question n° 58 du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer que, en vertu du Règlement intérieur du Comité du Code des douanes, il n'y a pas de disposition spécifique conférant à la Commission le pouvoir de demander à des États membres de communiquer des renseignements spécifiques. Les Communautés européennes font toutefois observer que les États membres sont liés par le devoir de coopération prévu par l'article 10 du Traité CE, ce qui comporte un devoir de faciliter la mission de la Commission en tant que gardienne du Traité, y compris un devoir de fournir tous les renseignements nécessaires pour que la Commission puisse déterminer si les États membres ont appliqué le droit communautaire correctement. Veuillez fournir des éléments de preuve indiquant l'existence de cas où l'article 10 du Traité CE a été invoqué pour obliger les États membres à communiquer des renseignements dans le domaine de l'administration douanière.

Comme les CE l'ont indiqué dans leur réponse à la question n° 58, les États membres ont le devoir de faciliter la mission de la Commission en tant que gardienne du Traité, ce qui comprend aussi la communication de tous les renseignements qui pourraient être demandés par la Commission.[26]

Cela dit, comme les CE l'ont indiqué[27], la transmission de renseignements à la Commission par les autorités douanières des États membres ne présente aucun problème. Lorsqu'une question est examinée au Comité du Code des douanes, ce sont fréquemment les États membres qui, de leur propre initiative, ont soulevé la question et communiqueront des renseignements. Bien sûr, la Commission demande aussi fréquemment des renseignements aux autorités douanières des États membres, que ce soit bilatéralement ou par le biais du Comité du Code des douanes. Les autorités des États membres communiquent ces renseignements d'office. Comme il n'est jamais arrivé que des renseignements demandés ne soient pas communiqués, la Commission européenne n'a eu aucune raison d'invoquer l'article 10 du Traité CE à cet égard.

149. Dans leur réponse à la question n° 79 du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer qu'il peut exister des obligations de consultation mutuelle entre les autorités douanières des États membres dans certains cas. Veuillez fournir des précisions sur ces obligations ainsi que sur les circonstances dans lesquelles elles s'appliquent dans les domaines ci-après de l'administration des douanes:

a) classement tarifaire;

b) valeur en douane; et

c) régimes douaniers (en particulier, la vérification après la mise en libre pratique[28], les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE, la transformation sous douane et la procédure de domiciliation).

Dans la réponse à cette question, le champ sémantique du membre de phrase "obligations de consultation mutuelle entre les autorités douanières des États membres" est réputé comprendre également des pratiques telles que la communication ou l'échange de renseignements ainsi que la consultation visant à parvenir à un accord préalable concernant la délivrance d'une autorisation.

[26] Réponse des CE à la question n° 58 du Groupe spécial, paragraphe 79.
[27] Réponse des CE à la question n° 58 du Groupe spécial, paragraphe 80.
[28] En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que ces vérifications peuvent être considérées comme un régime douanier aux fins du présent différend.

Les CE souhaiteraient rappeler qu'il existe un devoir de coopération entre les États membres des CE au plus haut niveau du droit communautaire.[29] Plus concrètement, la consultation mutuelle entre les États membres peut également découler de dispositions spécifiques de la législation douanière des CE. Les CE en ont déjà donné cinq exemples dans leur réponse à la question n° 79 du Groupe spécial.

En ce qui concerne le classement tarifaire, les CE renvoient à leurs réponses aux questions n° 55 et 56 du Groupe spécial dans lesquelles elles ont décrit le devoir de coopération des États membres dans le cadre de la délivrance de RTC.

Pour ce qui est de la valeur en douane, dans certains cas la valeur déclarée et acceptée dans un État membre doit être communiquée à tous les autres États membres concernés par les opérations. Cela s'applique dans certains cas lorsque des marchandises sont placées sous le régime de l'entrepôt douanier, du perfectionnement actif ou du perfectionnement passif ou lorsque des marchandises sont importées à des fins de perfectionnement dans les CE. De même, la valeur en douane de marchandises importées sous le régime de l'admission temporaire ou d'une destination particulière doit être notifiée aux autres administrations.[30] Il existe également un guide des meilleures pratiques qui porte sur l'échange de renseignements (c'est-à-dire la consultation) entre les États membres en ce qui concerne les avis, les décisions et les vérifications relatifs à la valeur en douane (pièce EC-144).

En ce qui concerne les vérifications après importation, l'obligation de consulter les autres États membres varie selon la question particulière en cause parce que de telles vérifications peuvent donner lieu à des questions sur tout aspect de la réglementation et des inspections douanières.

Pour ce qui est de la procédure de domiciliation et de la transformation sous douane, il y a échange de renseignements lorsqu'un tel régime concerne plus d'un État membre. De plus, l'article 250 du Code des douanes dispose que lorsqu'il y a utilisation d'un régime douanier dans plusieurs États membres, les décisions, les mesures d'identification et les documents délivrés par un État membre ont, dans les autres États membres, des effets juridiques identiques à ceux qui sont attachés auxdits décisions, mesures prises et documents délivrés par chacun de ces États membres. Cette disposition, qui porte sur les effets juridiques dans les autres États membres des mesures prises et des constatations faites, est donc utile pour venir encore illustrer qu'il peut y avoir consultation mutuelle entre les États membres au sujet de nombreux aspects de la gestion douanière.

Enfin, le Règlement n° 515/97 (pièce EC-42) établit un cadre général pour la coopération et l'assistance mutuelle entre les autorités douanières des États membres.[31] En vertu de ce règlement, les États membres ont le droit général de demander des renseignements pertinents aux autres États membres, que ce soit sur des personnes ou des opérations concernant l'importation de marchandises. Les États membres ont également l'obligation de fournir une assistance (y compris la communication de tous les renseignements en leur possession) lorsqu'ils considèrent qu'une telle assistance est utile pour assurer le respect de la législation douanière ou en cas de violations (réelles ou potentielles) de la législation douanière. Ces obligations générales s'appliquent bien sûr à tous les domaines des activités douanières.

150. Veuillez décrire le Système d'information douanier (créé en vertu du Règlement (CE) n° 515/97 du Conseil du 13 mars 1997 relatif à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives des États membres et à la collaboration entre celles-ci et la Commission en vue d'assurer la bonne application des réglementations douanière et agricole ainsi que son fonctionnement en pratique (pièce EC-42)).

[29] Les États membres sont liés par le devoir de coopération (article 10 du Traité CE), qui comprend l'obligation de promouvoir à l'application uniforme du droit communautaire.

[30] Articles 296 et 523, respectivement, du Règlement d'application.

[31] Première communication écrite des CE, paragraphes 150 et suivants.

Les autorités douanières peuvent faire face à des situations nécessitant une action immédiate dans un autre État membre des CE. C'est la raison pour laquelle les autorités nationales doivent disposer d'un mécanisme de communication et de coopération. Le Système d'information douanier ("SID") a été mis en place pour créer une telle interface de communication rapide.

Le SID consiste en deux bases de données: 1) le "*1er pilier du SID*" qui porte sur les infractions à la législation communautaire se rapportant aux questions douanières et agricoles et 2) le "*3ème pilier du SID*" qui porte sur les violations graves se rapportant aux questions douanières (droit pénal).

Dans chaque base de données, les principales catégories de renseignements recueillis portent sur ce qui suit:

- marchandises
- moyens de transport
- entreprises
- personnes
- tendances de la fraude
- compétences disponibles
- marchandises retenues, saisies ou confisquées.

Deux moteurs de recherche sont disponibles pour consulter la base de données:

- le module de recherche standard donne accès à toutes les données relatives à une affaire;
- un module de recherche simplifié (Border Query Tool) donne, à partir de critères prédéterminés, un accès rapide à des éléments utiles à des fins de contrôle.

Le SID est géré par l'Office européen de lutte antifraude ("OLAF"). En pratique, les renseignements sont communiqués via les terminaux AFIS (système d'information antifraude) dans les États membres et l'accès direct aux données est réservé exclusivement aux autorités nationales désignées par chaque État membre, telles que les administrations des douanes. Après avoir été vérifiés par l'autorité compétente de chaque État membre, les renseignements transférés à la base de données sont envoyés à la Commission pour stockage.

151. Comment les Communautés européennes définissent-elles le terme "uniforme" figurant à l'article X:3 a)?

Les CE sont d'accord avec la définition donnée par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, selon laquelle le terme "uniforme" peut s'entendre de ce qui suit: "qui est de forme, de caractère ou de nature invariable; qui est ou reste identique dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments différents".[32]

Les CE rappelleraient, toutefois, que la détermination de la question de savoir si une "application" peut être considérée comme étant uniforme ne peut se faire sur la base de cas particuliers d'application mais qu'elle nécessite plutôt la démonstration d'un mode d'application non uniforme.[33] De plus, l'obligation d'uniformité suppose l'application de normes identiques aussi bien à des moments et en des endroits différents que par rapport à d'autres personnes.[34]

[32] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.80.
[33] Première communication écrite des CE, paragraphes 63 et suivants.
[34] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.83.

152. Dans leur réponse à la question n° 110 du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer qu'il est parfois nécessaire qu'une disposition législative particulière accorde un pouvoir d'appréciation pour les cas où des aspects factuels complexes doivent être pris en compte ou les cas où des intérêts divergents doivent être pesés et mis en balance. Les Communautés européennes font également observer que, habituellement, l'exercice d'un tel pouvoir d'appréciation sera limité par la loi et régi par certains principes, tels que le principe de non-discrimination.

a) Veuillez décrire le fondement juridique de l'application du principe de "non-discrimination" par les autorités douanières des États membres dans le cadre de l'application de dispositions facultatives dans le domaine de l'administration douanière.

La principale référence générale au principe de non-discrimination dans le Traité CE figure à l'article 12 qui interdit la discrimination en raison de la nationalité. La Cour de justice a déclaré qu'il s'agissait d'un principe fondamental de droit, en vertu duquel des situations comparables ne doivent pas être traitées de manière différente et des situations différentes ne doivent pas être traitées de manière égale, à moins que de tels traitements ne soient objectivement justifiés.[35]

b) Quels principes autres que le principe de non-discrimination sont appliqués par les autorités douanières des États membres dans le cadre de l'application de dispositions facultatives dans le domaine de l'administration des douanes?

En général, la législation douanière des CE est très détaillée et ne laisse pas un large pouvoir d'appréciation aux autorités douanières des États membres. Dans la mesure où ce pouvoir d'appréciation existe, les principes généraux du droit les plus susceptibles d'être appliqués par les autorités des États membres en matière d'administration douanière sont la proportionnalité, la protection de la confiance légitime et l'effectivité.

Le principe de proportionnalité exige que les actes ne dépassent pas les limites de ce qui est approprié et nécessaire à la réalisation des objectifs légitimes poursuivis par la réglementation en cause, étant entendu que, lorsqu'un choix s'offre entre plusieurs mesures appropriées, il convient de recourir à la moins contraignante.[36]

Le principe de protection de la confiance légitime, qui est lié aux principes de bonne foi et de sécurité juridique, s'étend à tout particulier qui se trouve dans une situation dans laquelle il ressort que l'administration communautaire, en lui fournissant des assurances précises, a fait naître dans son chef des espérances fondées.[37]

Le principe d'effectivité interdit aux États membres de prendre des mesures qui empêcheraient la mise en œuvre de la législation communautaire et les oblige à tenir compte comme il se doit de la législation communautaire dans les affaires qui leur sont présentées (voir, ci-dessus, *Commissioners of Customs & Excise* c. *SmithKline Beecham*, point 53).[38]

153. Dans leur réponse à la question n° 94 du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer que l'article X:3 a) du GATT de 1994 concerne principalement les résultats

[35] *Voir*, entre autres, l'affaire C-150/94, *Royaume-Uni* c. *Conseil*, Rec. 1998, page I-7235, points 97 à 101 (pièce EC-145), et l'affaire T-13/99, *Pfizer Animal Health*, Rec. 2002, page II-3305, points 271 et 272 (pièce EC-146).

[36] *Voir*, entre autres, *Pfizer Animal Health*, citée dans la note de bas de page précédente, aux points 411 et 412, et l'affaire C-192/01, *Commission* c. *Danemark*, Rec. 2003, page I-9693, point 45 (pièce EC-147).

[37] *Voir*, entre autres, l'affaire T-65/98, *Van den Bergh Foods Ltd*, [2003], pas encore publiée dans les recueils officiels, point 192 (pièce EC-148).

[38] Point 10 ci-dessus.

administratifs qui touchent les négociants. Cette déclaration peut-elle conciliée avec l'argument formulé par les Communautés européennes dans leurs réponses aux questions n° 47 et 49 du Groupe spécial selon lequel les décisions individuelles ne peuvent être contestées en tant que telles au titre de l'article X:3 a)? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.

Les deux déclarations sont pleinement compatibles. Dans leur réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, les CE tenaient à préciser que l'article X:3 a) du GATT ne concerne pas les lois, règlements et procédures en tant que tels mais uniquement leur application. En réponse aux questions n° 47 et 49 du Groupe spécial, les CE ont précisé que la détermination de la question de savoir si l'application est conforme à l'article X:3 a) du GATT ne peut se faire que sur la base du mode d'application et non pas sur la base de cas particuliers d'application.

154. Dans leur réponse à la question n° 90 du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer que, en substance, le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* a dit que lorsqu'une loi ou un règlement particulier impose une conduite administrative qui est, entre autres, non uniforme, la loi elle-même constitue une violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ce raisonnement signifie-t-il, au regard de la présente affaire, que l'article X:3 a) du GATT de 1994 aura été violé si la législation des CE relative à l'administration douanière peut être interprétée, en substance, comme prescrivant une application non uniforme? Si cela n'est pas le cas, veuillez expliquer la pertinence, s'il en est, des observations susmentionnées du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* pour la présente affaire.

L'article X:3 a) du GATT concerne l'application de lois et de règlements et non pas ces lois et règlements eux-mêmes. Cela dit, les CE conviennent que lorsqu'une loi ou un règlement "prescrit" un mode d'application qui n'est pas uniforme, raisonnable ou partiale, cette loi ou ce règlement pourrait être considéré en soi comme constituant une violation de l'article X:3 a) du GATT. Une loi ou un règlement sera obligatoire en ce sens s'il ne ménage pas aux autorités une possibilité d'appliquer les lois ou les règlements en question d'une manière uniforme, impartiale ou raisonnable.[39]

Dans les CE, aucune loi ne prescrit une application non uniforme de la législation douanière des CE. Au contraire, les lois des CE garantissent l'application uniforme de la législation douanière des CE. C'est aux États-Unis qu'il incombe d'établir le contraire. Pour ce qui est de la question de savoir si le système d'administration des douanes des CE peut être examiné "en tant que tel" afin de déterminer si l'article X:3 a) du GATT a été violé, les CE renvoient à leur réponse à la question n° 173 du Groupe spécial.

155. Au paragraphe 432 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font observer que les lois prévoyant des sanctions sont régies par les principes fondamentaux de la régularité de la procédure auxquels les disciplines de l'article X:3 a) du GATT de 1994 sont inadaptées. Cet argument peut-il être concilié avec l'affirmation des Communautés européennes au paragraphe 231 de leur première communication écrite selon laquelle l'article X:3 a) ne fait que définir des normes minimales de transparence et d'équité de la procédure? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.

Les CE estiment que les deux déclarations sont pleinement compatibles. La première déclaration concerne la portée de l'article X:1 du GATT, tandis que la deuxième concerne l'interprétation des prescriptions de fond de l'article X:3 a) du GATT. Le fait que l'article X:3 a) du GATT prévoit des normes minimales de transparence et d'équité ne signifie pas que cette disposition doit s'appliquer aux sanctions. Cela dépend plutôt de la question de savoir si les dispositions relatives

[39] Cela était le cas dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*; voir la deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 30.

aux sanctions font partie des lois visées par l'article X:1 du GATT, ce qui, comme les CE l'ont montré, n'est pas le cas.[40]

Par ailleurs, les CE maintiennent que les normes de fond de l'article X:3 a) du GATT sont inadaptées à l'application de sanctions. Cela est particulièrement évident en ce qui concerne la question de l'uniformité. Les sanctions, et en particulier les sanctions pénales, nécessitent une évaluation de la culpabilité et du comportement individuel, y compris des prédictions concernant la réhabilitation et l'intégration. La proportionnalité est également une considération importante. Ces considérations sont entièrement différentes de celles qui ont trait à l'application uniforme de lois relatives au classement ou à la valeur en douane de marchandises.

Ce qui précède trouve une nouvelle confirmation dans le fait qu'il est expressément question des sanctions à l'article VIII:3 du GATT, qui impose certaines normes de proportionnalité pour l'imposition de sanctions. Si l'article X:1 du GATT était censé s'appliquer aux sanctions, il aurait été naturel d'en faire expressément mention dans cette disposition.

156. Dans leur réponse à la question n° 48 du Groupe spécial, les Communautés européennes soutiennent que l'obligation d'application uniforme prévue à l'article X:3 a) du GATT de 1994 signifie que le négociant devrait avoir une "assurance raisonnable" quant à la façon dont le Membre de l'OMC en question appliquera ses lois et ses règlements. Veuillez donner des précisions en termes pratiques sur ce que signifie l'expression "assurance raisonnable".

L'expression "assurance raisonnable" signifie que le traitement qu'un négociant peut attendre des autorités de ce Membre devrait être raisonnablement prévisible. Cela est conforme aux exigences établies par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, dans laquelle le Groupe spécial a jugé qu'une application uniforme signifie que les Membres doivent veiller à ce que leurs lois soient appliquées d'une manière cohérente et prévisible.[41] Comme les CE l'ont également fait observer, la question de savoir si le traitement à attendre des autorités douanières est prévisible en ce sens ne doit pas être examinée sur la base de cas particuliers d'application mais en tenant compte du mode général d'administration douanière.

157. Dans leur réponse à la question n° 78 du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer qu'un État membre ne peut compléter les dispositions figurant dans un règlement communautaire que s'il est expressément autorisé à le faire ou si une question particulière n'est pas traitée dans une législation communautaire. Cela signifie-t-il qu'il est interdit aux États membres de prendre une mesure – qu'elle soit contraignante ou non – dans les cas où un règlement communautaire n'autorise pas expressément l'État membre à le faire ou si une question particulière est traitée dans une législation communautaire? Dans la négative, veuillez indiquer quelle mesure les États membres sont autorisés à prendre.

En ce qui concerne la législation impérative, les CE peuvent confirmer que les États membres ne peuvent agir pour compléter les dispositions figurant dans un règlement communautaire que s'ils sont autorisés à le faire[42] ou si une question particulière n'est pas traitée dans une législation communautaire.

En ce qui concerne les mesures non contraignantes, il n'est pas interdit aux autorités des États membres de publier des lignes directrices administratives ou d'autres documents non contraignants à des fins administratives. Toutefois, comme les CE l'ont déjà indiqué, et comme la Cour de justice l'a

[40] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 190 et suivants; deuxième déclaration orale, paragraphes 66 et suivants.

[41] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.83

[42] Les CE préciseraient que l'autorisation ne doit pas nécessairement être "expresse"; il est suffisant qu'elle découle du texte de la législation communautaire.

confirmé à plusieurs reprises, de telles mesures ne peuvent déroger à l'application du droit communautaire par les autorités douanières et les tribunaux.[43]

158. Au paragraphe 68 de leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes font observer qu'elles doutent que l'article X:3 a) du GATT de 1994 exige l'établissement d'une administration centrale des douanes parce que cela ne pourrait être considéré comme une "mesure raisonnable" au sens de l'article XXIV:12 du GATT de 1994. Cela signifie-t-il que les Communautés européennes estiment que l'un des effets de l'article XXIV:12 lu conjointement avec l'article X:3 a) est que les Membres sont uniquement tenus de prendre des "mesures raisonnables" pour s'acquitter de leurs obligations au titre de cette dernière disposition? Dans l'affirmative, veuillez étayer cette opinion, en faisant référence aux termes des articles X:3 a) et XXIV:12, respectivement.

Comme le Groupe spécial dans l'affaire *Canada – Pièces de monnaie en or* l'a indiqué, l'objet de l'article XXIV:12 est de "tempérer l'obligation fondamentale de garantir le respect de l'Accord général par les gouvernements et administrations régionaux ou locaux dans le cas de parties contractantes à structure fédérale".[44] Comme le Groupe spécial l'a indiqué plus loin, l'article XXIV:12 ne limite pas l'applicabilité des dispositions de l'Accord général, mais "l'obligation des États fédéraux d'en assurer la mise en œuvre" dans leur ordre juridique interne.[45]

En conséquence, il est clair que les Membres de l'OMC à structure fédérale, bien qu'ils soient pleinement liés par les obligations au titre de l'accord visé, sont obligés de prendre des "mesures raisonnables" pour en assurer la mise en œuvre par les entités infrafédérales. Toutes les mesures ne sont pas des mesures "raisonnables". Une telle interprétation, comme le proposent les États-Unis[46], viderait l'article XXIV:12 du GATT de tout sens utile.

Afin de déterminer ce qu'est une "mesure raisonnable", le Groupe spécial dans l'affaire *Canada – Pièces de monnaie en or* a indiqué que "les conséquences de …. [l]'inobservation [*des dispositions du GATT*] par les autorités locales pour les relations commerciales avec les autres parties contractantes, doivent être pesées par rapport aux difficultés intérieures rencontrées pour assurer leur respect".[47] C'est également la norme qu'il faut appliquer dans la présente affaire.

Comme les CE l'ont indiqué, elles sont fermement résolues à garantir l'application uniforme de la législation douanière sur tout le territoire des CE et elles disposent des mesures nécessaires à cette fin. C'est la raison pour laquelle les CE n'ont pas invoqué l'article XXIV:12 du GATT comme principal moyen de défense dans la présente affaire.

Cela dit, les allégations des États-Unis vont bien au-delà de ce qui est nécessaire pour garantir l'application uniforme de la législation douanière par les autorités des États membres des CE; elles visent plutôt à priver les États membres des CE de leurs attributions en ce qui concerne l'application de la législation douanière des CE en exigeant la création d'un organisme douanier des CE, d'un tribunal douanier des CE et l'harmonisation de la législation des États membres, notamment dans le domaine des sanctions. Cela entraînerait une modification radicale de l'équilibre fédéral dans les CE. Les CE estiment qu'on ne peut considérer qu'il s'agit de "mesures raisonnables" au sens de l'article XXIV:12 du GATT.

[43] Première communication écrite des CE, paragraphe 344; réponse des CE à la question n° 78 du Groupe spécial, paragraphe 146.
[44] Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphe 53.
[45] Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphe 64.
[46] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 13 à 15.
[47] Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphe 69.

Cette affirmation est également étayée par les conclusions du Groupe spécial dans l'affaire *Canada – Pièces de monnaie en or* dans laquelle le Groupe spécial ne s'est pas prononcé sur la question de savoir si le renvoi à la Cour suprême du Canada de la mesure de la province de l'Ontario par le gouvernement du Canada pouvait être considéré comme une "mesure raisonnable" dans le cadre de l'ordre juridique canadien.[48] Les CE estiment donc que la création d'un organisme douanier, d'un tribunal douanier, ou l'harmonisation des législations des États membres ne peuvent être considérées comme des "mesures raisonnables" au sens de l'article XXIV:12 du GATT.

159. S'agissant du Comité du Code des douanes:

a) Existe-t-il une limite concernant la période pendant laquelle une question peut rester inscrite à l'ordre du jour du Comité du Code des douanes sans être résolue? Dans l'affirmative, veuillez indiquer précisément les dispositions qui imposent de telles limites de temps.

Il n'existe pas de limite particulière concernant la période pendant laquelle une question peut rester inscrite à l'ordre du jour du Comité du Code des douanes ou de tout autre comité similaire. La prescription de telles limites de temps ne serait pas pratique parce que l'examen de certaines questions peut prendre plus de temps que d'autres. De plus, la définition du mot "question" n'est pas tout à fait claire. La question peut porter sur l'adoption d'une mesure unique mais aussi sur une série de mesures connexes ou sur des discussions en cours sur la politique à mener. De même, le fait que le Comité revienne sur une question particulière ne signifie pas qu'elle n'a pas été réglée mais peut aussi signaler l'existence d'un suivi et d'un examen continu. En règle générale, toutes les questions dont est saisi le Comité du Code des douanes sont examinées aussi rapidement que possible conformément aux exigences de bonne pratique administrative.

b) Dans leur réponse à la question n° 58 du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer que d'une manière générale les avis du Comité du Code des douanes traduisent généralement une approche commune acceptée par tous les États membres, qui est normalement observée par les États membres. Veuillez fournir des éléments de preuve à l'appui de cette affirmation.

Les conclusions du Comité du Code des douanes traduisent généralement une approche commune des États membres parce qu'elles sont adoptées par consensus. Ce n'est pas aux CE mais plutôt aux États-Unis en tant que plaignant dans la présente affaire qu'il incombe d'apporter la preuve du contraire. Cela dit, l'arrêt de la Haute Cour du Royaume-Uni concernant le classement de la console PlayStation2 de Sony, figurant dans la pièce US-70 présentée par les États-Unis, et dans lequel la Cour du Royaume-Uni a évoqué les conclusions unanimes du Comité de la nomenclature à l'appui de ses constatations, constitue un exemple intéressant de l'observation des conclusions du Comité du Code des douanes.

c) Combien de cas de divergences concernant des renseignements tarifaires contraignants ont été portés devant le Comité à des fins de conciliation? Comment ces cas ont-ils pu être inscrits à l'ordre du jour du Comité? Quel a été le résultat dans chacun de ces cas, y compris les propositions faites par le Comité et les mesures prises par la Commission des CE, le cas échéant? Combien de temps a-t-il fallu pour régler ces cas?

Du 1er janvier 2000 à ce jour, 196 cas concernant ce qui était considéré comme des divergences entre des RTC ont été présentés au Comité du Code des douanes.

[48] Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphe 71.

Sur ce nombre, les autorités douanières d'un ou de plusieurs des États membres ont saisi le Comité de 178 cas tandis que la Commission a présenté 18 cas.

Trois de ces cas ont été réglés à l'issue d'un arrêt de la Cour de justice, 78 cas ont conduit à l'adoption par la Commission d'un règlement relatif au classement, neuf à l'adoption d'une note explicative relative à la NC, trois à l'adoption d'une décision de la Commission concernant la révocation de RTC, 43 à l'adoption de conclusions du Comité et, dans quatre cas, la question a été présentée au Comité du SH.

Le temps moyen de traitement des cas jusqu'à leur résolution a été d'environ 13 mois. Cette moyenne comprend le temps nécessaire à la traduction de mesures juridiques et le processus interne de prise de décision de la Commission européenne.

d) Au paragraphe 266 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font observer qu'il est inexact de dire que le Comité du Code des douanes est une institution des Communautés européennes. Quelle est/devrait être l'incidence de cette description du Comité du Code des douanes sur l'examen par le Groupe spécial des institutions, instruments et mécanismes dont disposent les Communautés européennes pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994?

L'observation des CE visait à corriger une description incorrecte du Comité du Code des douanes dans la première communication écrite des États-Unis.[49]

En droit communautaire, les institutions des CE sont uniquement celles qui sont énoncées à l'article 7(1) du Traité CE, à savoir le Parlement européen, le Conseil, la Commission, la Cour de justice et la Cour des comptes.[50] Le Comité du Code des douanes est un comité institué par le Code des douanes dans le but d'aider la Commission dans l'exercice de certains pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil, conformément à l'article 202 du Traité CE et à la Décision comitologie.[51] De plus, et indépendamment de l'adoption de mesures conformément à la procédure de comitologie, en vertu de l'article 249 du CDC et de l'article 8 du Règlement n° 2658/87, le Comité du Code des douanes a également compétence pour examiner toute question concernant la législation douanière communautaire et sert ainsi de cadre à des fins de coordination et d'échange de renseignements entre les États membres et la Commission.

Les CE font remarquer qu'en réponse à une question posée durant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (maintenant la question n° 134), les États-Unis ont confirmé qu'ils ne contestaient pas la manière dont fonctionne le Comité du Code des douanes. Dans cette mesure, les CE ne savent pas exactement en quoi la description que donne le Comité du Code des douanes aura une incidence sur l'analyse du Groupe spécial. Cela dit, les CE estiment qu'il est important de bien comprendre le rôle et les fonctions du Comité du Code des douanes pour comprendre globalement système d'administration douanière des CE.

160. Lorsque des divergences sont constatées entre les États membres dans l'application de la législation douanière des CE (y compris mais non exclusivement les cas concernant des RTC divergents), la Commission des CE peut-elle ne pas passer par le Comité du Code des douanes pour régler de telles divergences? Dans l'affirmative, veuillez indiquer quelles sont les circonstances dans lesquelles elle peut le faire et préciser si la Commission prend fréquemment des mesures indépendamment du Comité du Code des douanes dans les cas de divergence.

[49] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 29.
[50] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphe 19.
[51] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 24 et suivants et pièce US-10.

Il est obligatoire de consulter le Comité du Code des douanes chaque fois que cette consultation est prescrite dans la législation communautaire applicable, c'est-à-dire chaque fois que la Commission agit dans l'exercice des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil. Les mesures qui doivent faire l'objet d'une consultation du Comité comprennent, par exemple, les modifications du Règlement d'application ou l'adoption de règlements concernant le classement, de notes explicatives ou de décisions ordonnant la révocation de RTC.[52] Dans de tels cas, la consultation est un élément nécessaire de la procédure menant à l'adoption de la mesure.

Lorsque la Commission n'agit pas en vertu de pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil, elle n'est pas tenue de passer par le Comité du Code des douanes. En tant que gardienne du Traité CE, elle peut s'adresser directement aux États membres sur toute question relative à l'application de la législation douanière par les autorités des États membres. Par ailleurs, dans les cas où il existe une infraction au droit communautaire, la Commission peut engager une procédure pour infraction conformément à l'article 226 du Traité CE. Bien sûr, la Commission peut également choisir de saisir le Comité du Code des douanes de l'affaire conformément à l'article 249 du CDC et à l'article 8 du Règlement n° 2658/87; il est probable qu'elle le fasse en particulier dans les cas où une question ne concerne pas uniquement un État membre mais présente un intérêt pour tous les États membres.

161. S'agissant du classement tarifaire de cartes réseau pour ordinateurs personnels et de matériel d'irrigation au goutte-à-goutte dans les Communautés européennes, les Communautés européennes admettent-elles que, à un moment ou un autre, un ou plusieurs États membres des CE n'aient pas considéré comme contraignant les RTC délivrés par les autres États membres des CE?

Les CE ne sont au courant d'aucun cas de ce genre concernant ces deux produits. À ce sujet, les CE souhaiteraient rappeler qu'un RTC n'est contraignant qu'à l'égard du titulaire du RTC, soit une personne physique ou morale spécifique.[53] Les RTC ne sont pas contraignants pour les tiers. Cela a également été confirmé par la CEJ dans l'arrêt récent rendu dans l'affaire *Intermodal Transports*.[54]

162. S'agissant du fonctionnement du système de décisions préjudicielles de la CEJ au cours de la période allant de 1995 à 2005:

a) Quel est le nombre total des décisions préjudicielles qui ont été demandées par les tribunaux des États membres?

Le nombre total de décisions préjudicielles demandées par les tribunaux des États membres au cours de la période allant de 1995 à 2005 s'élève à 2 314.

b) Sur le nombre total de demandes de décisions préjudicielles présentées au cours de la période en question, combien concernent le domaine de l'administration douanière? Veuillez donner une ventilation de ce chiffre en fonction des domaines particuliers ci-après de l'administration douanière:

i) classement tarifaire;

ii) valeur en douane; et

[52] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 75, 92, 99 et 117.
[53] Première communication écrite des CE, paragraphe 112.
[54] Affaire C-495/03, *Intermodal Transports*, pas encore publiée, point 27 (pièce US-71).

iii) régimes douaniers (en particulier, la vérification après la mise en libre pratique[55], les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE, la transformation sous douane et la procédure de domiciliation).

Sur le nombre total de demandes de décisions préjudicielles (2 314) au cours de la période allant de 1995 à 2005, 249 concernent le domaine de l'administration douanière. La ventilation est la suivante:

Classement tarifaire	55
Valeur en douane	9
Régimes douaniers	162
Autres	23

c) Sur le nombre total de demandes de décisions préjudicielles présentées dans le domaine de l'administration douanière, combien ont abouti à des décisions préjudicielles de la CEJ? Veuillez donner une ventilation de ce chiffre en fonction des domaines particuliers ci-après de l'administration douanière:

i) classement tarifaire;

ii) valeur en douane; et

iii) régimes douaniers (en particulier, la vérification après la mise en libre pratique[56], les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE, la transformation sous douane et la procédure de domiciliation).

Les résultats des 249 demandes de décisions préjudicielles concernant le domaine de l'administration douanière, ventilés en fonction des domaines particuliers de l'administration douanière, sont les suivants:

	Arrêts	Ordonnances	Retirées	Pendantes	*Total*
Classement	45	-	2	8	55
Valeur en douane	7	-	-	2	9
Régimes	114	9	22	17	162
Autres	17	1	1	4	23
Total	183	10	31	25	249

163. Au paragraphe 61 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, les Communautés européennes font observer que les arrêts rendus par la CEJ à la demande d'un tribunal national d'un État membre des CE "guident" tous les tribunaux des États membres. Veuillez préciser si les arrêts en question de la CEJ lient ou non les tribunaux des États membres des CE.

[55] En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que ces vérifications peuvent être considérées comme un régime douanier aux fins du présent différend.

[56] En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que ces vérifications peuvent être considérées comme un régime douanier aux fins du présent différend.

Les CE confirment la réponse qu'elles ont donnée à la question n° 73[57], à savoir que les arrêts rendus par la CEJ à la suite de demandes de décisions préjudicielles lient tous les tribunaux des États membres des CE. Cela dit, eu égard à l'interprétation du droit communautaire, le tribunal d'un État membre peut toujours saisir la CEJ d'une demande de confirmation, de clarification ou de modification de la jurisprudence de la CEJ. C'est en ce sens que les arrêts de la CEJ guident les tribunaux des États membres.

164. S'agissant des 83 procédures pour infraction engagées par la Commission des CE contre des États membres concernant l'application de la législation douanière entre 1995 et 2005:

a) Veuillez donner une ventilation de ce chiffre en fonction des domaines particuliers ci-après de l'administration des douanes:

i) classement tarifaire;

ii) valeur en douane; et

iii) régimes douaniers (en particulier, la vérification après la mise en libre pratique[58], les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE, la transformation sous douane et la procédure de domiciliation).

Sur les 83 affaires, deux affaires ont trait au classement tarifaire, une à la valeur en douane, 44 aux régimes douaniers et 36 à des questions générales relatives à la législation douanière des CE, notamment les articles 23 à 27 CE et 133 du Traité CE.

b) Quelles mesures ont été mises place pour garantir que les résultats des procédures pour infraction engagées par la Commission des CE contre un État membre lient les autres États membres?

Aucune mesure de ce genre n'existe ou ne pourrait exister. Une procédure pour infraction engagée au titre de l'article 226 concerne toujours une omission ou un acte spécifique commis par un État membre en particulier. Conformément à l'article 228 du Traité CE, c'est à cet État membre qu'il incombe, s'il a été reconnu qu'il s'est acquitté de ses obligations, de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt.

Par ailleurs, bien qu'un arrêt rendu au titre de l'article 228 du Traité CE ne lie que l'État membre contre qui la procédure a été engagée, les décisions de la Cour de justice ont pour effet de clarifier le droit communautaire et, dans cette mesure, guideront les autres États membres en ce qui concerne leurs propres obligations au titre du Traité. De plus, la Commission peut invoquer la jurisprudence de la Cour à titre de précédent dans les procédures pour infraction ultérieures dans lesquelles la même question ou des questions semblables sont soulevées.

165. Au paragraphe 167 de leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes soutiennent que le médiateur européen est un mécanisme qui contribue à la "bonne" application du droit communautaire. Veuillez indiquer le nombre de cas dans lesquels l'avis du médiateur européen a été demandé dans le domaine de l'administration douanière ainsi que les mesures prises par le médiateur dans chacun de ces cas.

Depuis 1999, le médiateur a rendu quatre décisions concernant des questions d'administration douanière. Dans un cas, le médiateur a formulé des commentaires critiques. Dans deux cas, le

[57] Réponse des CE à la question n° 73 du Groupe spécial, paragraphes 131 et 132.

[58] En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que ces vérifications peuvent être considérées comme un régime douanier aux fins du présent différend.

médiateur n'a constaté aucune mauvaise administration. Dans un autre cas, la plainte a été retirée de sorte que le médiateur n'a pris aucune décision sur le fond de la plainte.[59]

166. Au paragraphe 275 de leur première communication écrite, les Communautés européennes font observer que tout particulier préoccupé par une question concernant l'administration douanière peut porter la question à l'attention de la Commission des CE, qui l'examinera et y répondra conformément au Code de conduite de la Commission. Au cours de la période allant de 1995 à 2005:

a) Combien de fois des particuliers se sont-ils adressés à la Commission des CE pour faire part de leurs préoccupations concernant l'administration douanière? Veuillez donner une ventilation de ce chiffre en fonction des domaines particuliers ci-après de l'administration douanière:

i) classement tarifaire;

ii) valeur en douane; et

iii) régimes douaniers (en particulier, la vérification après la mise en libre pratique[60], les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE, la transformation sous douane et la procédure de domiciliation).

b) En fournissant tous les éléments de preuve nécessaires, veuillez indiquer comment a réagi et/ou agi la Commission dans chacun de ces cas ainsi que le temps qu'il lui a fallu pour cela.

D'après une recherche des archives centrales de la DG TAXUD, au cours de la période allant de 1996[61] à 2004, plus de 17 000 lettres ont été reçues d'organismes privés et d'intervenants concernant des questions douanières. Sur une base annuelle, les nombres totaux sont les suivants:

Période	Lettres provenant d'organismes privés et d'intervenants concernant des questions douanières
1996	**2 769**
1997	**3 018**
1998	**2 490**
1999	**3 105**
2000	**1 425**
2001	**1 198**
2002	**1 049**
2003	**918**
2004	**1 334**

Le service des archives n'a pas été en mesure de subdiviser ces chiffres par secteur concerné pour l'ensemble de la période (classement, valeur en douane, régimes douaniers). De plus, le Groupe

[59] L'affaire Reebok (pièce US-52).

[60] En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que de ces vérifications peuvent être considérées comme un régime douanier aux fins du présent différend.

[61] Pour des raisons techniques, il n'a pas été possible de fournir de données pour l'année 1995.

spécial comprendra que, compte tenu du délai imposé par les présentes procédures, les CE ne sont pas en mesure d'indiquer comment a réagi et/ou agi la Commission dans chacun de ces cas ainsi que le temps qu'il lui a fallu pour cela.

Toutefois, afin de donner un aperçu au Groupe spécial, les CE joignent à cette réponse des tableaux représentatifs pour la période allant de 2002 à 2005 qui ont été élaborés par les unités les plus compétentes de la DG TAXUD (pièce EC-149).

167. Veuillez fournir la liste de toutes les lignes directrices relatives aux meilleures pratiques de travail qui ont été adoptées dans les domaines ci-après de l'administration douanière:

a) classement tarifaire;

b) valeur en douane; et

c) régimes douaniers (en particulier, la vérification après la mise en libre pratique[62], les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE, la transformation sous douane et la procédure de domiciliation).

S'agissant du domaine du classement tarifaire, les CE peuvent faire mention des lignes directrices sur le RTCE (pièce EC-32).

Dans le domaine de la valeur en douane, il y a le recueil des textes relatifs à la valeur en douane (pièce EC-37), qui est régulièrement mis à jour et dans lequel toutes les conclusions et observations pertinentes sont intégrées. En outre, il existe également un formulaire normalisé concernant l'échange de renseignements sur les questions douanières qui a été adopté sous forme de conclusions d'un groupe de projet dans le cadre du programme Douane 2002 (pièce EC-144).

En ce qui concerne les "régimes douaniers" mentionnés dans la question du Groupe spécial, à savoir la vérification après la mise en libre pratique, les sanctions en cas d'infraction à la législation douanière des CE, la transformation sous douane et la procédure de domiciliation, les CE peuvent faire mention des lignes directrices suivantes:

- Risk Analysis Guide, adressé aux États membres en 1998 (pièce EC-150).
- Cadre type de gestion du risque, publié en 2002 (pièce EC-151)
- Customs Audit Guide (pièce EC-90).
- Résolution du Conseil, du 29 juin 1995, sur l'application uniforme et efficace du droit communautaire et sur les sanctions applicables aux violations de ce droit dans le domaine du marché intérieur (pièce EC-41).

168. Veuillez faire des observations sur les arguments ci-après des États-Unis et y répondre:

a) Au paragraphe 50 de leur deuxième communication écrite, les États-Unis soutiennent que les Communautés européennes ne mentionnent aucune mesure rendant opérationnel l'article 10 du Traité CE dans le domaine de l'administration douanière ni aucune règle donnant effet à cette obligation générale à l'égard des États membres dans des cas particuliers.

[62] En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que ces vérifications peuvent être considérées comme un régime douanier aux fins du présent différend.

Les CE ne sont pas d'accord avec la déclaration des États-Unis. Comme les CE l'ont déjà indiqué dans leur deuxième déclaration orale[63], le devoir de coopération lie tous les États membres et leur est directement applicable. Il peut être et a été exécuté par le recours à la Cour européenne de justice; à cet égard, les CE rappellent leur réponse à la question n° 147 du Groupe spécial. Le fait que de tels cas ne soient pas extrêmement nombreux ne veut pas dire que le devoir de coopération n'a pas d'effet pratique mais plutôt qu'il est généralement respecté.

b) Au paragraphe 86 de leur deuxième communication écrite, se référant au rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, les États-Unis font observer que le fait qu'une loi prévoyant des sanctions ou des procédures de vérification peut être considérée comme quelque chose devant être appliqué n'exclut pas la possibilité de considérer la même loi comme un mécanisme pour l'application d'autres lois, par exemple, en leur donnant effet par des mesures de vérification et d'exécution. Les États-Unis font observer que les Communautés européennes elles-mêmes ont reconnu ce fait dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* lorsqu'elles ont contesté la mesure argentine quant au fond et quant à sa nature de mécanisme pour l'application d'autres lois.

Les CE ne sont pas d'accord avec la déclaration des États-Unis. Comme les CE l'ont indiqué dans leur deuxième déclaration écrite[64], l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* portait sur une résolution argentine particulière qui autorisait la participation de représentants de l'industrie au processus administratif. Le Groupe spécial a dit que la résolution constituait une violation de l'article X:3 a) du GATT parce qu'elle faisait en sorte qu'il était impossible pour l'Argentine d'appliquer sa législation douanière d'une manière raisonnable et impartiale.[65] Il n'est indiqué nulle part dans le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* que la mesure argentine appliquait une autre mesure. En conséquence, l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* ne peut étayer l'interprétation des États-Unis dans la présente affaire.

c) Dans leur réponse à la question n° 93 du Groupe spécial, les États-Unis font observer que les questions autres que les questions douanières visées à l'article X:1 du GATT de 1994 – telles que les mesures d'application générale touchant la vente, la distribution, le transport et l'assurance des importations – peuvent être distinguées des dispositions relatives aux sanctions et des procédures de vérification pour autant que ce sont des objets de l'application plutôt que des mesures qui ont une fonction administrative.

Les CE ne voient pas sur quoi se fonde une telle distinction. La distinction pertinente à l'article X du GATT est celle qui est établie à l'article X:3 a) du GATT, entre les mesures d'application générale mentionnées à l'article X:1 et leur application. Comme les CE l'ont indiqué antérieurement[66], l'article X du GATT n'établit pas de distinction entre les "lois" qui sont de nature "fondamentale" et celles qui sont de nature "administrative", ou entre les lois qui "ont une fonction administrative" et celles qui n'en ont pas.

---

[63] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 51.

[64] Deuxième déclaration écrite des CE, paragraphe 74; voir aussi la deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 30.

[65] *Voir* le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.58, où il est indiqué que les CE soutiennent que la résolution rend *impossible* l'application impartiale des règles douanières applicables. Cela réfute également l'allégation des États-Unis selon laquelle "il n'a absolument pas été fait mention" dans le rapport du Groupe spécial de la nature obligatoire ou facultative des mesures (deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 91).

[66] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 216 et suivants; et la deuxième communication écrite des CE, paragraphes 18 et suivants.

Toutes les lois visées à l'article X:1 du GATT doivent être appliquées. Ainsi, elles ont toutes une fonction administrative en ce sens qu'elles guident la conduite des autorités qui sont chargées de leur application. Si l'interprétation des États-Unis était correcte, toutes les lois visées par l'article X:1 du GATT devraient en parallèle aussi être considérées comme une "application" au sens de l'article X:3 a) du GATT. Une telle interprétation créerait une grande confusion dans la logique de l'article X du GATT et n'a tout simplement aucun fondement dans le libellé de cette disposition. Elle annulerait également la distinction claire entre l'"application" et les mesures devant être appliquées qui a été confirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III*.[67]

En ce qui concerne en particulier les dispositions relatives aux sanctions, les CE ont déjà indiqué que ces dispositions sont elles-mêmes des lois devant être appliquées plutôt qu'une application. À cet égard, les CE se réfèrent à leurs communications antérieures.[68]

En ce qui concerne les "procédures de vérification", les CE ne savent pas au juste quelles sont les "procédures" auxquelles les États-Unis se réfèrent ni quel est le parallèle avec la question des sanctions. Comme les CE l'ont indiqué[69], l'article 78(2) du CDC confère aux autorités douanières le pouvoir de procéder à des inspections et des vérifications *a posteriori*. Comme les CE l'ont également fait observer, tous les États membres disposent des capacités de vérification nécessaires et sont guidés par le Community Customs Audit Guide (pièce EC-90). Les CE ne pensent pas que les dispositions relatives à la vérification en tant que telles font partie des lois qui sont énumérées à l'article X:1 du GATT. En tout état de cause, les dispositions fondamentales existent au niveau communautaire et non pas au niveau des États membres et une pratique uniforme en matière de vérifications est assurée sur tout le territoire des CE.

d) Au paragraphe 25 de leur deuxième communication écrite, les États-Unis font valoir qu'on ne voit pas précisément comment passer de la description donnée par les Communautés européennes de l'article X:3 a) du GATT de 1994 comme "disposition établissant des critères minimaux" à un critère juridique que le Groupe spécial puisse appliquer.

Comme les CE l'ont indiqué dans leur déclaration orale[70], le but de la description de l'article X:3 a) du GATT comme "critère minimal" n'est pas de définir la norme de fond de l'article X:3 a) du GATT mais de clarifier l'objet et le but de la disposition. Comme les CE l'ont également indiqué, l'article X:3 a) du GATT n'est pas une disposition qui prescrit en détail la manière dont les Membres devraient appliquer leur législation douanière. Il existe d'autres dispositions dans le GATT, et dans d'autres accords visés, qui contiennent les disciplines fondamentales détaillées que les Membres doivent respecter. L'article X:3 a) du GATT complète ces disciplines du GATT et de ses annexes afin de faire en sorte que des mesures d'application déraisonnables, partiales ou non uniformes n'empêchent pas les autres Membres de bénéficier des avantages issus du GATT. Conformément aux règles coutumières d'interprétation des traités[71], cet objet et ce but limités de l'article X:3 a) du GATT doivent guider l'interprétation de la disposition par le Groupe spécial.

e) Au paragraphe 42 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les États-Unis font observer que l'affirmation des Communautés européennes selon

---

[67] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III*, paragraphe 200. Confirmé dans le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Volailles*, paragraphe 115; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.289.

[68] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 200 et suivants; deuxième déclaration orale des CE, paragraphes 69 et suivants.

[69] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 157 et 158. Dans la deuxième communication écrite des CE, il a été fait référence par erreur à l'article 76(2) du CDC; il faudrait plutôt y lire une référence à l'article 78(2) du CDC.

[70] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphes 23 et suivants.

[71] Comme il ressort de l'article 31 1) de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

laquelle les recours qui peuvent être formés contre des décisions douanières devant des tribunaux nationaux, associés à la possibilité qu'ont les tribunaux nationaux de présenter des demandes de décisions préjudicielles à la CEJ, constituent un instrument essentiel pour assurer l'application uniforme de la législation douanière est en contradiction avec leur affirmation selon laquelle l'obligation d'application uniforme prévue à l'article X:3 a) du GATT de 1994 et l'obligation de prévoir des voies de recours en ce qui concerne les mesures administratives prévue à l'article X:3 b) du GATT de 1994 sont des obligations distinctes n'ayant aucun lien inhérent.

Une telle lecture du paragraphe 42 de la première déclaration orale des États-Unis constituerait une interprétation incorrecte de la position des CE. Dans ces affirmations, les CE ne limitent pas le rôle joué par les demandes de décisions préjudicielles à la CEJ à celui des demandes présentées par les tribunaux nationaux de première instance, qui sont les tribunaux visés par l'article X:3 a) du GATT, comme l'ont reconnu les États-Unis.[72] Les tribunaux nationaux de grande instance présentent également des demandes de décisions à la CEJ, ce qui permet d'assurer une application uniforme aux fins de l'article X:3 a) du GATT. Par ailleurs, les CE estiment que la jurisprudence constituée par les décisions préjudicielles de la CEJ est un moyen important d'assurer une application uniforme aux fins de l'article X:3 b) du GATT. En fait, ce rôle ne se limite pas à l'affaire dont est saisi le tribunal national qui présente la demande mais s'étend également aux affaires futures qui ne feront pas l'objet d'une demande de décision à la CEJ et à la mise en œuvre du droit communautaire par les autorités administratives des États membres. Les CE insistent donc pour dire que les demandes de décisions préjudicielles présentées à la CEJ doivent être considérées comme un des instruments visant à assurer l'application uniforme prescrite par l'article X:3 a) du GATT.

169. Quel est le fondement législatif spécifique en droit communautaire en vertu duquel les organismes ci-après sont considérés comme des organes des Communautés européennes:

a) les organismes institués dans les États membres pour réexaminer en première instance les décisions douanières prises par les autorités douanières des États membres; et

b) les tribunaux nationaux des États membres qui sont chargés de réexaminer en première instance les décisions douanières prises par les autorités douanières des États membres?

Au paragraphe 70 de leur première déclaration orale, les CE ont décrit les tribunaux des États membres comme étant des organes des CE pour expliquer que, selon le droit international, les CE ont le droit de s'acquitter de leurs obligations internationales par le biais de ces tribunaux.

Selon le droit constitutionnel des CE, le rôle des tribunaux des États membres en tant qu'organismes chargés de l'application ordinaire du droit communautaire repose sur la procédure de renvoi préjudiciel à la CEJ et sur les principes fondamentaux de la primauté et de l'effet direct du droit communautaire qui ont déjà été expliqués dans notre première communication écrite.[73] Les deux principes expliquent également le rôle des organismes chargé du réexamen administratif dans le cadre du droit communautaire.

Enfin, la législation douanière prévoit un fondement législatif spécifique à l'article 243 du CDC qui dispose que le droit de recours peut être exercé devant l'autorité douanière désignée à cet effet par les États membres et, dans une seconde phase, devant une instance indépendante qui peut

[72] Réponse des États-Unis à la question n° 121 du Groupe spécial, paragraphe 189.
[73] Première communication écrite des CE, paragraphes 179 à 190 et 36 à 40, respectivement.

être une autorité judiciaire ou un organe spécialisé équivalent, conformément aux dispositions en vigueur dans les États membres.

170. Dans leur réponse à la question n° 74 du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer que, bien que le Code des douanes communautaire ne contienne aucune disposition prescrivant que la révision à laquelle procèdent les tribunaux nationaux doit être effectuée dans les moindres délais, il existe plusieurs mesures qui produisent des effets sur tout le territoire des Communautés européennes (telles que la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales), qui, selon les CE, ont pour effet d'obliger les tribunaux des États membres à procéder à une révision dans les moindres délais.

a) Veuillez indiquer en termes pratiques comment les mesures applicables dans l'ensemble des CE citées sont exécutées et par qui au regard des délais relatifs à la révision des décisions administratives par les tribunaux des États membres.

L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales (pièce EC-49), sur lequel l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux est fondé (pièce EC-48), est une disposition appliquée dans les États membres des CE, qui sont tous partie à la Convention. Cette disposition peut être invoquée devant tout tribunal d'un État membre des CE. Les tribunaux ou juridictions de deuxième instance ou de grande instance ont un rôle particulier à jouer dans l'application de l'obligation imposée aux tribunaux de première instance de procéder à une révision des questions douanières dans les moindres délais. Une fois les voies de recours internes épuisées, une affaire peut être portée devant la Cour européenne des droits de l'homme (article 35 de la Convention européenne).

b) Ces mesures applicables dans l'ensemble des CE s'appliquent-elles à la révision par les organismes de première instance dans chacun des États membres des CE?

L'article 6(1) de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne s'appliquent uniquement aux procédures judiciaires. Toutefois, la révision des décisions douanières par des organismes administratifs indépendants conformément à l'article X:3 b) du GATT est soumise à des principes de bonne administration, comme l'observation d'un délai raisonnable dans les procédures administratives.[74] Le principe de bonne administration a été consacré par l'article 41(1) de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui prévoit qu'il s'agit du droit de toute personne "de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable". Il convient de souligner que la Charte, comme cela est indiqué dans son préambule, "réaffirme [...] les droits qui résultent notamment des traditions constitutionnelles et des obligations internationales communes aux États membres".

171. Dans quelles circonstances et en vertu de quelles dispositions la CEJ peut/doit-elle réviser les décisions rendues par les tribunaux nationaux des États membres?

Les recours auprès de la Cour européenne de justice et du Tribunal de première instance se limitent à ceux qui sont énoncés dans le Traité CE qui ont été énumérés au paragraphe 171 et à la note de bas de page 53 de la première communication écrite des CE. Le Traité CE ne crée pas de droit de recours à la Cour de justice ou au Tribunal de première instance contre les décisions des tribunaux nationaux des États membres.

[74] Affaires jointes T-44/01, T-119/01 et T-126/01, *Vieira*, Rec. 2003, page II-1209, point 167 (pièce EC-152).

Question n° 172 (réponse due le 14 décembre 2005). Veuillez commenter la section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, y compris toute pièce jointe mentionnée dans cette section.

Une réponse à cette question sera fournie au plus tard le 14 décembre 2005 dans une communication distincte.

QUESTIONS ADRESSÉES AUX DEUX PARTIES

173. En vous référant aux termes pertinents de l'article X:3 a) du GATT de 1994 et à tout autre document utile, veuillez indiquer si la conception et la structure d'un système d'administration douanière dans son ensemble, ou des éléments pertinents d'un tel système, peuvent ou non être pris en considération pour déterminer si l'article X:3 a) a été violé en raison d'un manque d'application uniforme. De plus, ou subsidiairement, faut-il prendre en considération des cas particuliers d'application non uniforme pour faire la preuve d'une violation de l'article X:3 a)?

Premièrement, les CE feraient observer que la seule mesure dont il a été fait mention dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, en tant que mesure en cause, est l'application de la législation douanière et non pas les mesures d'application générale qui constituent le système d'administration douanière des CE. Comme les CE l'ont déjà indiqué, ces mesures générales ne relèvent donc pas du mandat du Groupe spécial.[75]

Comme les CE l'ont également déjà fait observer[76], l'article X:3 a) du GATT concerne l'application de lois et de règlements et non pas ces lois et règlements eux-mêmes. La conception et la structure du système d'administration douanière des CE, ou des éléments particuliers de ce système, peuvent uniquement être considérés comme constituant une violation de l'article X:3 a) du GATT s'ils conduisent nécessairement et inévitablement à une application qui est contraire aux prescriptions de l'article X:3 a) du GATT.

La question de savoir si le système d'administration des douanes des CE "en tant que tel" conduit à une application non uniforme est donc une question de fait qui concerne l'interprétation et l'application d'un ensemble important de règles de droit interne. C'est aux États-Unis en tant que plaignant qu'il incombe d'établir que le droit interne contrevient aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Les conditions à remplir pour s'acquitter de cette charge de la preuve ont été exposées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* comme suit[77]:

> Ainsi, la législation d'un Membre défendeur sera considérée comme étant *compatible* avec les règles de l'OMC jusqu'à preuve évidente du contraire. Il incombe à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie, en tant que telle, est incompatible avec les obligations conventionnelles pertinentes d'apporter des éléments de preuve quant à la portée et au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation. De tels éléments de preuve seront habituellement constitués par le texte de la législation ou des instruments juridiques pertinents, qui pourra être étayé, selon que de besoin, par des éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes

[75] *Voir* la deuxième communication écrite des CE, paragraphes 18 et suivants.
[76] *Voir* la réponse ci-dessus à la question n° 154 du Groupe spécial.
[77] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157.

> reconnus. La nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve varieront d'une affaire à l'autre.

En conséquence, on ne peut pas tout simplement affirmer qu'une mesure de droit interne, voire l'ensemble d'un système d'administration douanière, conduit en tant que tel à une violation d'obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Au contraire, comme l'Organe d'appel l'a confirmé dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, en se référant précisément à l'article X:3 a) du GATT[78], il faut des éléments de preuve solides pour établir une telle allégation. De tels éléments de preuve doivent comprendre en particulier des éléments de preuve concernant l'application constante de la législation, ou en d'autres termes, dans la présente affaire, un manque constant d'uniformité dans le système d'administration douanière des CE.

On trouve un exemple récent des conditions à remplir pour établir le bien-fondé d'une contestation "en tant que tel" dans le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*. Dans cette affaire, le Groupe spécial avait conclu qu'une directive administrative des États-Unis, le Sunset Policy Bulletin, violait en "tant que telle" l'Accord antidumping après avoir examiné un "échantillon" parmi plus de 200 cas d'application du Bulletin. Les États-Unis ont interjeté appel de cette constatation, en mentionnant expressément "le caractère grave d'une contestation "en tant que tel"", et la "rigueur particulière nécessaire pour évaluer une telle contestation".[79] L'Organe d'appel a estimé que le fait pour le Groupe spécial de s'être fondé sur un échantillon limité ne constituait pas une évaluation objective des faits, comme l'exigeait l'article 11 du Mémorandum d'accord, et, en conséquence, il a infirmé la constatation formulée par le Groupe spécial.[80]

Le contraste entre l'affaire *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique* et les affirmations des États-Unis dans la présente affaire ne pourrait être plus net. Dans l'affaire *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, un échantillon choisi parmi plus de 200 cas d'application a été jugé insuffisant pour établir que le Sunset Policy Bulletin "en tant que tel" violait des obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Dans la présente affaire, les États-Unis demandent au Groupe spécial de conclure que le système d'administration douanière des CE viole l'article X:3 a) du GATT sur la base de quelques cas d'application, dont certains ont été introduits dans certains cas à un stade très avancé de la procédure et dont aucun n'établit une absence d'uniformité.[81] De plus, les États-Unis ont constamment nié la pertinence de renseignements factuels pour établir la compatibilité du système d'administration douanière des CE avec l'article X:3 a) du GATT. Il semble que les États-Unis prêchent la rigueur dans l'établissement des faits lorsqu'ils sont le défendeur mais qu'ils ne souhaitent pas que la même approche soit appliquée lorsqu'ils sont le plaignant.

En résumé, les CE estiment que les éléments de preuve présentés par les États-Unis sont insuffisants pour établir, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, que le système d'administration douanière des CE, ou des éléments particuliers de ce système, viole en tant que tel l'article X:3 a) du GATT.

---

[78] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 217.

[79] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, paragraphe 64.

[80] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, paragraphe 210.

[81] À cet égard, il est intéressant de noter qu'au paragraphe 64 du rapport sur l'affaire *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, les États-Unis se sont également plaints de ne pas avoir eu de véritable possibilité de réfuter les éléments de preuve créés et présentés par le Groupe spécial avant la phase de réexamen intérimaire.

174. Veuillez commenter la pertinence sur le plan pratique, si elle existe, de l'observation ci-après formulée par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* au paragraphe 11.77 de son rapport: "[L]'article X:3 a) [du GATT de 1994] exige un examen de l'effet réel qu'une mesure pourrait avoir sur les commerçants qui participent aux échanges".

Les CE conviennent que l'effet de l'application sur les commerçants est une considération pertinente dans l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT. Comme les CE l'ont dit, cela signifie que le traitement qu'un commerçant peut s'attendre de recevoir des autorités douanières d'un Membre de l'OMC devrait être raisonnablement prévisible.[82] Comme les CE l'ont aussi indiqué[83], cela ne signifie pas que les erreurs administratives qui surviennent dans des cas particuliers, qui peuvent être rectifiées dans le cadre des mécanismes administratifs et judiciaires prévus par le système d'un Membre de l'OMC, peuvent être considérées comme constituant une violation de l'article X:3 a) du GATT.

L'obligation d'examiner les effets de la mesure est aussi liée aux éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve. Comme les effets sur les commerçants sont une considération pertinente aux fins de l'article X:3 a) du GATT, ils devraient être démontrés par des éléments de preuve adéquats. Les États-Unis n'ont présenté presque aucun élément de preuve concernant l'application concrète de la législation douanière des CE à des commerçants particuliers. De plus, lorsqu'ils ont demandé à la communauté commerçante d'apporter leur concours à l'élaboration de leur position, ils n'ont reçu presque aucune contribution.[84] Comme l'effet sur les commerçants est une considération pertinente pour l'interprétation et l'application de l'article X:3 a) du GATT, les éléments de preuve produits par les États-Unis sont insuffisants pour établir une violation de l'article X:3 a) du GATT.

Enfin, comme l'effet sur les commerçants est une considération pertinente dans l'application de l'article X:3 a) du GATT, les mesures qui n'entraînent aucune différence pertinente de traitement entre les commerçants ne peuvent être réputées constituer une violation de l'article X:3 a) du GATT. C'est le cas du Règlement n° 493/2005 que les États-Unis ont critiqué à tort même si ce règlement assure un traitement tarifaire entièrement uniforme en suspendant les droits de douane sur les produits visés.[85]

175. Au paragraphe 11.77 du rapport dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, le Groupe spécial a indiqué qu'il n'est pas nécessaire de démontrer l'existence d'un "dommage commercial" pour faire la preuve d'une violation de l'article X:3 a). Veuillez commenter.

Les CE conviennent qu'il n'est pas nécessaire de démontrer l'existence d'un "dommage commercial" pour faire la preuve d'une violation de l'article X:3 a) du GATT. La question est plutôt de savoir si des avantages du plaignant au titre du GATT ont été annulés et compromis au sens de l'article XXIII du GATT. Il découle de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord que dans les cas où il y a infraction aux obligations au titre des accords visés, il y a normalement présomption qu'un avantage est annulé ou compromis. Toutefois, le Membre mis en cause peut apporter la preuve du contraire.

Comme les CE l'ont fait observer, même si le Règlement n° 493/2005 était réputé constituer une violation de l'article X:3 a) du GATT, il s'agirait clairement d'un cas où aucun avantage au titre du GATT n'est annulé ou compromis parce que les droits applicables à tous les produits visés sont nuls.[86] D'une manière plus générale, certaines des explications données par les États-Unis sur les raisons pour lesquelles ils n'ont pas fourni d'éléments de preuve d'application non uniforme soulèvent également la

[82] *Voir* ci-dessus, la réponse à la question n° 156 du Groupe spécial.
[83] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 32.
[84] Première communication écrite des CE, paragraphe 10 et pièce EC-1.
[85] Première communication écrite des CE, paragraphes 356 et suivants.
[86] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 124.

question de savoir quels sont les avantages des États-Unis au titre du GATT qui ont été annulés ou compromis.[87]

176. Au paragraphe 15 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, les Communautés européennes indiquent qu'elles invoquent l'article XXIV:12 du GATT de 1994 pour étayer le point de vue voulant que les engagements au titre du GATT, y compris l'article X:3 a) du GATT, ont été contractés par les parties contractantes dans le plein respect de leurs systèmes constitutionnels. Quelle importance, s'il en est, faudrait-il attacher au fait qu'il n'existait pas d'union douanière ressemblant aux Communautés européennes au moment où le texte du GATT a été conclu en 1947?

Le fait que les CE ou qu'une union douanière semblable n'existaient pas au moment où le GATT de 1947 a été conclu n'a aucune importance.

L'article XXIV:12 du GATT est une disposition générale qui s'applique à toutes les parties contractantes dans lesquelles des dispositions du GATT sont mises en œuvre par des gouvernements régionaux ou locaux. Conformément à la note explicative 2 a) du GATT de 1994, dans les dispositions du GATT de 1994, l'expression "partie contractante" sera réputée s'entendre d'un "Membre". Selon l'article XI:1 de l'Accord sur l'OMC, les CE sont un Membre originel de l'OMC. Il apparaît donc clairement qu'au moment de la conclusion des Accords de l'OMC, tous les Membres de l'OMC sont convenus que les dispositions du GATT, y compris l'article XXIV:12 du GATT, devraient s'appliquer aux CE.

Par ailleurs, conformément à l'article II:1 de l'Accord sur l'OMC, le GATT de 1994 fait partie intégrante de l'Accord sur l'OMC qui a été accepté par les Membres de l'OMC en tant qu'"engagement unique". Il est vrai que le GATT de 1994 incorpore, en le modifiant, le GATT de 1947. Toutefois, comme l'Organe d'appel l'a précisé dans l'affaire *Brésil – Noix de coco desséchée*, le GATT de 1947 ne constitue plus en soi la base des droits et des obligations des Membres de l'OMC.[88]

Une interprétation du GATT de 1947 faite séparément ne serait donc pas une manière adéquate d'interpréter le GATT de 1994 en tant que partie intégrante des Accords de l'OMC. C'est pourquoi, la question de savoir si les parties contractantes au GATT de 1947 auraient estimé que l'article XXIV:12 du GATT pouvait ou non s'appliquer à un Membre de l'OMC tel que les CE ne présente aucun intérêt pour l'interprétation de l'article XXIV:12 du GATT de 1994.

Les CE trouvent une nouvelle confirmation de cette analyse dans le paragraphe 13 du Mémorandum d'accord sur l'article XXIV du GATT qui ne fait que reprendre les obligations découlant de l'article XXIV:12 du GATT pour les Membres de l'OMC. Si les Membres de l'OMC, au moment de la conclusion de l'Accord de Marrakech, avaient souhaité soumettre les CE à des normes spéciales, il aurait été naturel d'inclure de telles dispositions dans le Mémorandum d'accord sur l'article XXIV:12 du GATT. Comme cela n'a pas été fait, il faut supposer que l'article XXIV:12 du GATT s'applique aux CE de la même manière que pour tout autre Membre de l'OMC ayant des gouvernements et administrations régionaux et locaux.

Enfin, il n'y a rien dans le texte de l'article XXIV:12 du GATT qui permette de supposer que cette disposition n'aurait pas dû être appliquée à une partie contractante "ressemblant aux CE". Comme les CE l'ont fait observer, elles n'allèguent pas qu'elles sont soumises à des normes différentes de celles qui sont applicables aux autres Membres de l'OMC. D'autre part, les CE n'admettent pas non

[87] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 54.
[88] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 15.

plus que le système de fédéralisme exécutif et de contrôle juridictionnel des CE soit fondamentalement différent des systèmes d'autres Membres de l'OMC ayant un système fédéral. Il n'y a donc aucune raison de considérer que l'article XXIV:12 du GATT ne s'applique pas aux CE.

ANNEXE B-3

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(14 décembre 2005)

QUESTIONS POSÉES AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Les États-Unis se félicitent de l'occasion qui leur est donnée de présenter des observations sur les réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond avec les parties. Bon nombre des arguments présentés par les Communautés européennes ont déjà été traités par les États-Unis dans des communications écrites et orales antérieures ou ne concernent pas la résolution du présent différend. Dans les observations qui suivent, les États-Unis se concentreront essentiellement sur les nouveaux arguments présentés par les CE qui présentent un intérêt pour la résolution du présent différend et/ou qui n'ont pas été traités dans les communications antérieures des États-Unis. Les États-Unis ne présentent pas d'observation sur la réponse donnée à chaque question posée par le Groupe spécial aux CE après la deuxième réunion de fond avec les parties. La décision des États-Unis de ne pas présenter d'observation sur la réponse des CE à une question particulière ne devrait pas être interprétée comme un accord avec la réponse des CE.

Question n° 146

Dans leur réponse à la question n° 146, les CE ont défini un certain nombre de domaines dans lesquels l'application de la législation douanière des CE relève des autorités indépendantes de chacun des 25 États membres des CE.[1] Le régime douanier concernant le recouvrement de dettes douanières est un autre domaine qui a été examiné dans le présent différend et qui devrait être ajouté à ces domaines. Comme cela a été indiqué dans la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial[2], l'article 221(3) du Code des douanes communautaire (pièce US-5) prescrit qu'une dette douanière peut être perçue dans un délai de trois ans à compter de l'importation. Chacun des 25 bureaux de douanes des CE indépendants dont la compétence est limitée sur le plan géographique est chargé d'appliquer cette règle et, comme les États-Unis l'ont montré, différents bureaux de douanes l'appliquent différemment. La France, par exemple, a adopté une loi en vertu de laquelle le délai de trois ans est interrompu par toute procédure administrative d'enquête (procès-verbal) concernant une infraction douanière possible.[3] En dépit de l'existence de divergences avec d'autres autorités douanières dans d'autres parties des CE, le plus haut tribunal de la France (la Cour de cassation) a refusé de saisir la CEJ de la question de la compatibilité de cette règle avec le droit communautaire.[4]

---

[1] Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 3 à 7 (7 décembre 2005) ("réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial").

[2] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 31.

[3] Loi de finances rectificative pour 2002 (n° 2002-1576 du 30 décembre 2002), J.O. n° 304 du 31 décembre 2002, page 22070 texte n° 2, article 44 (modification du Code des douanes, article 354) ("La prescription est interrompue par la notification d'un procès-verbal de douane.") (pièce US-69).

[4] *Voir* l'arrêt de la Cour de cassation, affaire n° 143, 13 juin 2001, pages 439 et 440 (pièce US-67); l'arrêt de la Cour de cassation, affaire n° 144, 13 juin 2001, page 448 (pièce US-68).

Question n° 147

Dans leur réponse à la question n° 147, les CE indiquent que "l'article 10 du Traité CE a force obligatoire en droit et est directement applicable dans tous les États membres".[5] Elles ajoutent que l'article 10 "inspire l'interprétation du droit communautaire par les tribunaux des CE".[6] Elles donnent ensuite un aperçu des affaires dans lesquelles l'article 10 a été invoqué et concluent que "l'article 10 est entièrement opérationnel et peut être appliqué par la CEJ et les tribunaux nationaux".[7]

La question de savoir si l'article 10 "a force obligatoire en droit et est directement applicable" n'a aucune importance. La question pertinente est celle de savoir si l'obligation très large et globale énoncée dans l'article 10 se traduit dans le domaine des douanes en règles concrètes qui garantiraient une application uniforme par les 25 bureaux de douanes des CE indépendants dont la compétence est limitée sur le plan géographique. La réponse est négative. L'article 10 dispose uniquement ce qui suit:

> Les États membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté. Ils facilitent à celle-ci l'accomplissement de sa mission.
>
> Ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du présent traité.

Ni le Traité CE ni aucune autre législation des CE ne précise quelles sont les "mesures propres à" assurer une application uniforme que les États membres doivent prendre dans le domaine de la législation douanière.

Du point de vue de l'article X:3 a) du GATT de 1994, il importe peu que l'article 10 du Traité CE ait "force obligatoire en droit" si (comme c'est le cas) il n'est pas rendu opérationnel dans le domaine douanier par des règles ou des règlements particuliers. Les États-Unis ont démontré ce point dans leurs communications antérieures. À titre d'exemple, lorsque l'autorité douanière dans une partie des CE a classé une marchandise d'une manière particulière, la nature "obligatoire en droit" de l'article 10 du Traité CE n'oblige pas l'autorité douanière dans une autre partie des CE à classer une marchandise sensiblement identique de la même manière.[8] Le cas des moniteurs ACL est un exemple très concret du fait que l'article 10 du Traité CE ne peut garantir l'application uniforme de la législation douanière. Comme les États-Unis l'ont indiqué à la deuxième réunion du Groupe spécial[9], même si le Comité du Code des douanes a adopté une conclusion non contraignante concernant le classement de ces marchandises en juillet 2004, la confusion règne dans l'application des règles relatives au classement des moniteurs ACL. Ainsi, l'autorité d'un État membre (le Royaume-Uni) observe cette conclusion; une autre autorité (en Allemagne) la rejette manifestement puisqu'elle a récemment délivré un RTC classant un moniteur sous la position 8471 en fonction de son utilisation *principale*, même si la conclusion ne recommandait un tel classement qu'en fonction d'une utilisation *unique*; et une troisième autorité (aux Pays-Bas) a adopté ses propres critères en matière de classement de crainte

[5] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 8.
[6] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 9.
[7] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 15.
[8] La seule exception restreinte est le cas dans lequel le classement par la première autorité est énoncé dans un renseignement tarifaire contraignant ("RTC") qui est invoqué par la suite devant la deuxième autorité par la personne même à qui le RTC a été délivré, et seulement cette personne (soit "le titulaire").
[9] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 53 à 56.

que les pratiques d'autres autorités ne résultent en "un détournement des activités commerciales qui nuit à la compétitivité de l'industrie hollandaise de la logistique et des services".[10]

Par ailleurs, les affaires citées par les CE dans leur réponse à la question n° 147 ne modifient en rien la conclusion voulant que l'article 10 du Traité CE ne garantit pas l'application uniforme de la législation douanière des CE par les 25 bureaux de douanes des CE indépendants dont la compétence est limitée sur le plan géographique. À titre d'exemple, les CE ont mentionné l'arrêt de la CEJ dans l'affaire *Commissioners of Customs & Excise* c. *SmithKline Beecham* (pièce EC-142). La question soulevée dans cette affaire était celle de savoir ce que le tribunal d'un État membre devrait faire lorsqu'il statue que le classement d'une marchandise (patchs à la nicotine) énoncé dans un RTC, qui avait été compatible avec un avis de l'Organisation mondiale des douanes ("OMD"), n'était pas, en fait, le classement correct dans le cadre du Tarif des CE. Comme il fallait s'y attendre, la CEJ a statué que le tribunal de l'État membre était "tenu d'effacer les conséquences illicites" de la violation du droit communautaire résultant de la délivrance d'un RTC incorrect.[11] Toutefois, la Cour a ensuite indiqué (dans une partie de sa décision qui n'a pas été citée par les CE dans leur réponse à la question n° 147) que la manière dont une autorité procédera pour remédier à un cas de non-conformité avec la législation douanière des CE est une question qui "relève du droit national".[12] La seule restriction est que les États membres suivent les "principes d'équivalence et d'effectivité"[13], qui sont très généraux. Ainsi, différentes autorités aux prises avec la même question avec laquelle le tribunal du Royaume-Uni était aux prises peuvent régler le problème de différentes manières qui "relèvent du droit national".

Dans leur réponse à la question n° 147, les CE ont également mentionné l'affaire *Kühne & Heitz* c. *Productschap voor Pluimvee en Eieren* (pièce EC-61). Il s'agissait d'une affaire dans laquelle une procédure administrative concernant le droit d'un exportateur à certaines restitutions avait été classée. L'exportateur avait perdu en raison d'une décision concernant le classement des marchandises exportées. Ultérieurement, dans une procédure sans rapport, la CEJ a rendu une décision concernant le classement de marchandises sensiblement identiques. Si la décision avait été rendue plus tôt, le résultat de la demande de restitution présentée par Kühne & Heitz aurait été différent (c'est-à-dire qu'il aurait été favorable à l'exportateur). À la suite de la décision de la CEJ, l'exportateur a engagé une nouvelle procédure qui, à terme, a mené à une saisie de la CEJ de la question de savoir s'il convenait de revenir sur la procédure administrative initiale de Kühne & Heitz compte tenu de la décision de la CEJ concernant le classement. La CEJ a statué que *dans les circonstances de cette affaire*, l'autorité douanière hollandaise était tenue "de réexaminer la décision afin de tenir compte de l'interprétation de la disposition pertinente du droit communautaire retenue entre-temps par la Cour".[14]

Il convient de noter que les circonstances de cette affaire comprenaient le fait que "[l'autorité douanière] dispos[ait], selon le droit national, du pouvoir de revenir sur [sa] décision [initiale]".[15] En fait, la CEJ a reconnu que "le droit communautaire n'exige pas qu'un organe administratif soit, en principe, obligé de revenir sur une décision administrative ayant acquis un caractère définitif [en raison de l'expiration de délais raisonnables ou de l'épuisement des voies de recours]".[16] Ainsi, si l'autorité administrative hollandaise dans l'affaire *Kühne & Heitz* était tenue de revenir sur une décision administrative compte tenu d'un arrêt ultérieur de la CEJ, l'article 10 du Traité CE n'obligeait pas les autres autorités administratives des CE à faire de même si la législation des États membres dont elles relevaient contenait des règles plus rigoureuses sur le caractère définitif des décisions

[10] Douanerechten. Indeling van bepaalde LCD monitoren in de gecombineerde nomenclatuur, No. CPP2005/1372M (8 juillet 2005) (traduction originale et non officielle en anglais) (pièce US-77).

[11] Affaire C-206/03, *SmithKline Beecham*, Ordonnance de la Cour du 19 janvier 2005 (pas encore dans les recueils officiels), point 51 (pièce EC-142) ("*SmithKline*").

[12] Affaire C-206/03, *SmithKline*, point 57 (pièce EC-142); *voir aussi id.*, point 53.

[13] Affaire C-206/03, *SmithKline*, point 57 (pièce EC-142).

[14] Affaire C-453/00, *Kühne & Heitz*, Rec. 2004, page I-837, point 27 (pièce EC-61).

[15] Affaire C-453/00, *Kühne & Heitz*, point 28 (pièce EC-61).

[16] Affaire C-453/00, *Kühne & Heitz*, point 24 (pièce EC-61).

administratives. Il s'ensuit que les autorités douanières des CE dans les 25 parties différentes du territoire douanier des CE peuvent adopter des approches différentes concernant les effets sur des procédures administratives antérieures d'un arrêt de la CEJ relatif au classement douanier. C'est là un exemple de plus d'un manque d'uniformité dans l'application par les CE de leur législation douanière.

Les CE mentionnent également l'affaire *de Andrade* (que les États-Unis ont mentionnée dans des communications antérieures)[17], ainsi que d'autres affaires concernant l'article 10 du Traité CE au regard de sanctions douanières. Comme les États-Unis l'ont déjà indiqué, ces affaires confirment que les dispositions relatives aux sanctions peuvent varier considérablement d'une autorité douanière à l'autre dans différentes parties des CE. Comme la CEJ l'a indiqué dans l'affaire *de Andrade*, l'article 10 du Traité CE impose uniquement aux autorités douanières de "prendre toutes les mesures propres à garantir la portée et l'efficacité du droit communautaire".[18] Il n'impose pas aux autorités douanières de "garantir la portée et l'efficacité du droit communautaire" d'une manière uniforme.

Par ailleurs, ces décisions sur les sanctions douanières confirment que les sanctions sont des mécanismes d'application des règles de la législation douanière des CE en ce qui concerne le classement, la valeur en douane, et les régimes douaniers, comme les États-Unis l'ont soutenu. Ainsi, comme cela vient d'être indiqué, les sanctions sont décrites dans l'affaire *de Andrade* comme étant des mesures "propres à garantir la portée et l'efficacité du droit communautaire." Cette caractérisation donnée par la CEJ est conforme au sens ordinaire du terme "appliquer"[19] et contredit l'argument des CE selon lequel les dispositions relatives aux sanctions ne sont pas des mécanismes utilisés pour appliquer la législation douanière des CE.

Une caractérisation similaire est exposée dans l'affaire *Hannle + Hofstetter* (pièce EC-143). Cette affaire avait trait à une loi autrichienne qui imposait à titre de sanction une majoration du droit devant être acquitté en cas de délai dans l'acquittement d'une dette douanière. La CEJ a statué que "les États membres sont compétents pour choisir les sanctions qui leur semblent appropriées" à condition qu'elles se situent dans les limites très générales de la proportionalité et de l'efficacité.[20] La Cour a ensuite indiqué que "[l]a mesure aurait pour objectif de ne pas défavoriser les opérateurs économiques qui respectent la réglementation communautaire et dont le comportement permet une prise en compte et un règlement rapide de la dette douanière".[21] Encore une fois, la CEJ dépeint une mesure relative aux sanctions comme un mécanisme utilisé pour donner effet à la législation douanière des CE (dans ce cas, dans le domaine des régimes douaniers) en faisant assurer le respect de cette législation. Cela confirme que les dispositions relatives aux sanctions "appliquent" la législation douanière des CE au sens ordinaire de ce terme.[22]

La dernière observation des États-Unis concernant la réponse des CE à la question n° 147 a trait à leur affirmation selon laquelle un tribunal de dernier ressort doit saisir la CEJ d'une question concernant l'application du droit communautaire soulevée dans une procédure devant ce tribunal.[23] Comme cela a été indiqué, cette obligation pour les tribunaux de dernier ressort n'est pas absolue. Ainsi, la CEJ a indiqué dans l'affaire *Intermodal Transports* qu'un tribunal de dernier ressort n'est pas tenu de saisir la CEJ d'une question si, par exemple, il juge que le classement correct des marchandises

---

[17] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 100; la première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 51; et les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 111 et 112.

[18] Affaire C-213/99, *de Andrade*, Rec. 2000, page I-11083, points 19 et 20 (pièce US-31).

[19] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 34; *voir aussi* les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 158.

[20] Affaire C-91/02, *Hannl + Hofstetter*, arrêt du 16 octobre 2003, (pas encore dans les recueils officiels), point 18 (pièce EC-143).

[21] Affaire C-91/02, *Hannl + Hofstetter*, point 21 (pièce EC-143).

[22] *Voir* les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 156 à 160; et la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 85 à 98.

[23] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 9.

en cause "s'impose avec une telle évidence qu'[il] ne laisse place à aucun doute raisonnable".[24] De plus, c'est le tribunal de dernier ressort qui est le "seul chargé" de déterminer si le classement correct de marchandises "s'impose avec une telle évidence qu'il ne laisse place à aucun doute raisonnable".[25] Ainsi, comme cela a été indiqué ci-dessus, la question de savoir si le délai de trois ans pour le recouvrement de dettes douanières peut être suspendu par l'introduction d'une procédure administrative est une question dont un tribunal de dernier ressort (en France) a refusé de saisir la CEJ, probablement parce qu'il estimait que la réponse était évidente, même si l'introduction d'une procédure administrative ne suspend pas le délai de trois ans dans d'autres parties des CE.[26]

Question n° 149

La réponse des CE à la question n° 149 est remarquable pour au moins deux raisons. Premièrement, les CE continuent de faire état d'"obligations" de coopération entre les autorités douanières qui sont extrêmement générales et/ou d'un caractère non contraignant. Deuxièmement, les exemples d'obligations particulières de consultation mutuelle que donnent les CE se rapportent tous à des situations dans lesquelles une mesure administrative précise doit être prise par deux ou plusieurs autorités douanières, habituellement parce qu'une marchandise ou un véhicule doit circuler entre deux ou plusieurs États membres des CE alors que la marchandise ou le véhicule continue de présenter un intérêt pour les autorités du point de vue réglementaire. En fait, ce sont les exceptions qui confirment la règle. En d'autres termes, comme les seuls exemples de dispositions *contraignantes* en matière de consultation mutuelle que peuvent donner les CE concernent des situations qui comportent forcément une action réglementaire de la part de deux ou plusieurs autorités douanières, il faut logiquement en déduire que dans les autres situations il n'existe pas de dispositions spécifiques et contraignantes en matière de consultation mutuelle. Si elles existaient, les CE auraient certainement cité les dispositions relatives à ces autres cas. Ainsi, il n'existe aucune disposition spécifique et contraignante relative à la consultation mutuelle dans le cas ordinaire d'une marchandise qui est importée sur le territoire des CE, qui est dédouanée, et qui entre dans les circuits commerciaux des CE (c'est-à-dire qui obtient le statut de marchandise communautaire).

Les CE commencent leur réponse en mentionnant encore une fois l'article 10 du Traité CE.[27] Les États-Unis renvoient à ce sujet à leur observation concernant la réponse des CE à la question n° 147. Plus loin dans leur réponse, les CE renvoient à leurs réponses aux questions n° 55 et 56 du Groupe spécial.[28] Ces réponses traitent des Lignes directrices administratives sur le système des renseignements tarifaires contraignants européens (RTCE) et son fonctionnement. Les CE confirment d'abord que ces lignes directrices "n'ont pas force obligatoire en droit".[29] Les CE ont ensuite ajouté que, gardant à l'esprit l'article 10 du Traité CE, les autorités douanières doivent tenir "dûment compte des lignes directrices administratives" et doivent "utiliser tous les mécanismes disponibles pour garantir l'application adéquate et uniforme de la législation douanière des CE".[30] Toutefois, les CE n'indiquent nulle part ce que cela veut dire et qui décide s'il a été tenu "dûment compte" des lignes directrices administratives non contraignantes.

Dans leur réponse à la question n° 56, les CE ont indiqué que lorsque deux ou plusieurs États membres sont en désaccord sur le classement correct d'une marchandise, ils "*devraient* se consulter".[31] Les CE ne précisent pas quelle autorité douanière devrait engager de telles consultations ou dans quel délai elle devrait le faire. Les CE n'expliquent pas non plus ce qui se produit si une autorité douanière

[24] *Intermodal Transports*, points 33 et 45 (pièce US-71).
[25] *Intermodal Transports*, point 37 (pièce US-71).
[26] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 31.
[27] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 19.
[28] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 20.
[29] Réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 44.
[30] Réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 45.
[31] Réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 47.

dans un État membre donné refuse de participer aux consultations. Elles n'expliquent pas non plus ce qui se produit si un État membre estime qu'il n'y a pas vraiment de désaccord concernant le classement parce qu'il juge (en dépit des affirmations de l'importateur) que les marchandises en cause sont sensiblement différentes des marchandises examinées par les autres États membres.

Les CE ont ensuite ajouté que "si le désaccord subsiste, la question doit être portée devant le Comité du Code des douanes". Elles ont affirmé qu'"en pratique, le fonctionnaire responsable dans l'État membre concerné présentera la question à la Commission".[32] Dans ce cas également, les CE n'ont pas donné de précisions concernant le délai dans lequel une telle présentation "sera" faite. Elles n'indiquent pas non plus qui parmi les États membres est l'"État membre concerné" qui "présentera la question à la Commission" lorsqu'il y a un désaccord entre deux ou plusieurs États membres.

Plus loin dans leur réponse à la question n° 149, les CE se réfèrent à "un guide des meilleures pratiques qui porte sur l'échange de renseignements (c'est-à-dire la consultation) entre les États membres en ce qui concerne les avis, les décisions et les vérifications relatifs à la valeur en douane (pièce EC-144)".[33] Or, le document auquel les CE se réfèrent semble n'être qu'un rapport sur "les outils de travail possibles pour faciliter l'échange de renseignements concernant les questions de valeur en douane". Il ne ressort pas clairement du rapport que les idées qui y sont examinées ont affectivement acquis le statut de "guide des meilleures pratiques" et encore moins qu'elles soient devenues contraignantes.

De plus, les CE se réfèrent à un règlement qui établit "un cadre général en matière de coopération et d'assistance mutuelle" en vertu duquel les autorités douanières ont "le droit général de demander des renseignements pertinents" aux autres autorités douanières.[34] Comme la description de ce règlement que donnent les CE elles-mêmes l'indique clairement, il ne s'agit pas de la traduction en mesures concrètes d'un devoir d'appliquer uniformément la législation douanière des CE. Il s'agit simplement, pour reprendre les mots des CE, d'"un cadre général".

Dans leur réponse à la question n° 149, les CE mentionnent certaines obligations portant spécifiquement sur la consultation mutuelle entre les autorités douanières. Toutefois, comme cela a été indiqué ci-dessus, ces obligations se rapportent toutes à des situations dans lesquelles une marchandise ou un véhicule présente forcément un intérêt réglementaire pour deux ou plusieurs autorités douanières. À titre d'exemple, les CE renvoient à leur réponse à la question n° 79 du Groupe spécial[35] où elles font état de six cas pour lesquels le RACDC prescrit qu'il doit y avoir consultation mutuelle entre les autorités douanières.[36] Le premier cas dont il est fait état est l'article 292(2) du RACDC. Cet article traite de la situation où une marchandise se voit octroyer un traitement tarifaire préférentiel lorsqu'elle entre dans les CE étant entendu qu'elle est "soumise à la surveillance douanière en raison de sa destination particulière". En d'autres termes, le traitement tarifaire préférentiel dépend de la destination particulière de la marchandise, qui est soumise à une vérification effectuée par une autorité douanière. Étant donné que la destination particulière peut se trouver sur le territoire d'un État membre autre que l'État membre dans lequel la marchandise a été importée, l'octroi du traitement en question peut nécessiter une coordination entre les autorités douanières.

Les articles 313*bis* et 313*ter* sont un autre exemple de consultation entre les autorités douanières prescrite par le RACDC que les CE ont mentionné. Ces dispositions concernent le statut d'une "ligne régulière". Une ligne peut acquérir ce statut s'il s'agit d'une ligne sur laquelle des navires "transportent régulièrement des marchandises seulement entre des ports situés sur le territoire douanier

[32] Réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 58.
[33] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 21.
[34] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 24 (où est cité le Règlement n° 515/97 (pièce EC-42)).
[35] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 19.
[36] Réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 148.

de la Communauté".[37] La vérification de la conformité avec cette obligation nécessite forcément une coordination entre les autorités douanières dans différentes parties du territoire des CE. À cet égard, l'obligation de consultation mutuelle associée à la disposition relative à la ligne régulière est analogue à l'obligation de consultation mutuelle associée à la disposition relative au traitement préférentiel soumis à la surveillance douanière d'une destination particulière. Les autres dispositions citées dans la réponse des CE à la question n° 79 sont similaires.

De même, les exemples d'obligations spécifiques de consultation mutuelle donnés par les CE dans les domaines de la valeur en douane et des régimes douaniers concernent tous des cas où plusieurs autorités douanières jouent un rôle dans une opération donnée.[38]

La réponse des CE à la question n° 149 indique clairement qu'il est possible que les autorités douanières dans les CE ne sachent même pas comment les autres autorités douanières dans d'autres parties des CE appliquent la législation douanière des CE. Les négociants n'ont aucune obligation d'informer une autorité des décisions rendues par une autre autorité, sauf dans des circonstances exceptionnelles. En l'absence de tels renseignements, il est presque impossible d'imaginer comment les 25 autorités douanières des CE indépendantes dont la compétence est limitée sur le plan régional pourraient appliquer la législation douanière des CE d'une manière uniforme.

En somme, la réponse des CE à la question n° 149 montre que, sauf pour certaines exceptions bien circonscrites, il n'existe pas de dispositions contraignantes prescrivant spécifiquement une consultation mutuelle entre les autorités dans le domaine douanier. Il existe des obligations très générales (comme celle qui est énoncée dans l'article 10 du Traité CE) et des lignes directrices non contraignantes (comme les lignes directrices administratives sur le système RTCE). Mais ces obligations générales et ces lignes directrices non contraignantes ne sont pas rendues opérationnelles par des obligations propres au domaine douanier. Ainsi, comme cela a été indiqué, lorsqu'une autorité douanière d'un État membre classe une marchandise d'une certaine manière, par exemple, et que ce classement est porté à l'attention d'une autre autorité dans un autre État membre, il n'existe aucune règle obligeant cette dernière autorité à agir d'une manière particulière pour tenir compte de ce que la première autorité a déjà fait.

Question n° 151

Dans leur réponse à la question n° 151, les CE mentionnent encore une fois la prétendue obligation selon laquelle l'établissement d'un manquement à l'article X:3 a) du GATT de 1994 nécessite non seulement qu'une partie prouve une absence d'application uniforme mais aussi que l'application non uniforme révèle l'existence d'un "mode".[39] Comme les États-Unis l'ont montré dans des communications antérieures, l'article X:3 a) ne contient aucune prescription relative à un tel "mode".[40]

---

[37] RACDC, article 313*bis* 1) (pièce US-6).

[38] *Voir* les réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 21 et 23. En ce qui concerne la procédure de domiciliation et la transformation sous douane, les CE indiquent en particulier qu'"*il y a* échange de renseignements lorsqu'un tel régime concerne plus d'un État membre". *Id.*, paragraphe 23 (pas d'italique dans l'original). Les CE ne mentionnent aucune exigence particulière pour un tel échange de renseignements; elles affirment tout simplement qu'"il y a" échange de renseignements.

[39] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 31; *voir aussi id.*, paragraphe 37 (réponse à la question n° 153).

[40] *Voir* la première déclaration orale des États-Unis, paragraphes 17 à 19; les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 36 à 41; et la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 26 à 38.

Question n° 152 b)

Dans leur réponse à la question n° 152 b), les CE affirment que la législation douanière des CE "ne laisse pas un large pouvoir d'appréciation aux autorités douanières des États membres".[41] Les CE semblent donc utiliser l'expression "pouvoir d'appréciation" dans un sens très étroit, qui ne tient pas compte du fait que lorsqu'une autorité douanière prend une décision concernant la manière de classer une marchandise ou d'évaluer une opération, elle exerce nécessairement un pouvoir d'appréciation en ce sens qu'elle doit exercer un jugement.[42] Bien que les règles douanières des CE soient détaillées, elles ne le sont pas au point d'exclure la possibilité de divergences de points de vue sur la manière dont elles devraient être appliquées dans des cas particuliers. S'il est vrai qu'en théorie il existe probablement une seule "bonne réponse" concernant la manière dont une marchandise donnée devrait être classée ou évaluée, chaque autorité douanière ne parviendra pas toujours nécessairement et automatiquement à cette bonne réponse théorique. L'application de la législation douanière des CE exige que les autorités douanières des CE exercent un jugement. Au sein du territoire douanier des CE, il existe 25 autorités indépendantes dont la compétence est limitée sur le plan géographique, avec des traditions juridiques différentes, qui exercent un tel jugement et il n'y a aucune institution ou procédure qui garantit que ces autorités exercent leur jugement de la même manière. La combinaison de ces caractéristiques conduit nécessairement à une application non uniforme par les CE de leur législation douanière, ce qui est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Question n° 155

Dans leur réponse à la question n° 155, les CE affirment que l'applicabilité de l'article X:3 a) du GATT de 1994 aux dispositions relatives aux sanctions "dépend de la question de savoir si les dispositions relatives aux sanctions font partie des lois visées par l'article X:1 du GATT".[43] Comme les États-Unis l'ont indiqué dans des communications antérieures, les CE ne font pas la distinction, avec cet argument, entre une mesure qui est appliquée et une mesure qui sert à appliquer, cette dernière donnant effet à la première. Pour qu'une mesure relève de l'article X:3 a), la mesure qui est appliquée doit être visée par l'article X:1 et il n'est pas important que la mesure d'application soit aussi visée par l'article X:1. Ce qui importe c'est la question de savoir si ces mesures d'application (c'est-à-dire les mécanismes d'application) diffèrent d'une autorité douanière à l'autre sur le territoire d'un Membre de l'OMC. L'existence de mesures différentes (comme c'est le cas dans les CE) démontre l'existence de l'application non uniforme de la législation douanière du Membre.

Par ailleurs, en soutenant que "les normes de fond de l'article X:3 a) du GATT sont inadaptées à l'application de sanctions"[44] les CE ne voient pas la pertinence de l'article X:3 a) pour la question des sanctions. Les CE indiquent que l'application de sanctions exige que l'autorité compétente ait la flexibilité nécessaire pour tenir compte du degré de culpabilité et d'autres facteurs. Or, la question de la flexibilité dans l'application de sanctions n'est pas en cause dans le présent différend. Ce qui est en cause, c'est la disparité dans les mécanismes dont disposent différentes autorités sur le territoire du Membre pour réagir à des infractions identiques. C'est cette disparité qui démontre l'existence de l'application non uniforme de la législation douanière, indépendamment de la manière dont les dispositions relatives aux sanctions sont appliquées dans une affaire donnée.

Enfin, les CE continuent de chercher à tirer parti du contraste entre la mention explicite des sanctions à l'article VIII:3 du GATT de 1994 et l'absence d'une telle mention à l'article X. Or, comme

[41] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 33.

[42] *Voir* le *New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. I, pages 688 et 689 (1993) (où le terme "discretion" (pouvoir d'appréciation) est défini comme signifiant, pour les fins de la présente affaire, "[t]he action of discerning or judging; judgment; decision, discrimination" ("l'action de discerner ou de juger; jugement; décision, discrimination")); *voir aussi* la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 59 à 61.

[43] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 40.

[44] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 41.

les États-Unis l'ont indiqué dans leur deuxième communication écrite, le fait que l'article VIII:3 énonce des paramètres de fond pour les sanctions applicables à certains types d'infractions à la réglementation ou à la procédure douanière – à savoir des "infractions mineures" – n'a rien à voir avec la question de savoir si des sanctions peuvent être considérées comme des mécanismes d'application de la législation douanière d'un Membre. Les États-Unis ont aussi indiqué que l'argument des CE conduirait à des résultats absurdes en justifiant, par exemple, la discrimination entre des Membres de l'OMC dans l'application de sanctions en raison de l'absence de toute mention des sanctions à l'article premier du GATT de 1994.[45] De même, il semblerait que la logique de l'argument des CE fasse obstacle à la présentation d'allégations au titre de l'article X concernant l'imposition de droits antidumping ou de redevances ou autres droits correspondant au coût des services rendus, parce qu'il est expressément question de ces deux types de droits dans d'autres articles du GATT (les articles VI et II:2 c)) mais pas à l'article X. Comme ces résultats seraient manifestement absurdes, il convient de rejeter l'argument des CE selon lequel les sanctions ne sont pas visées par l'article X parce qu'il en est question dans d'autres articles du GATT.

Question n° 156

Dans leur réponse à la question n° 156, les CE disent que l'expression "'assurance raisonnable' signifie que le traitement qu'un négociant peut attendre des autorités de ce Membre devrait être raisonnablement prévisible".[46] D'emblée, le Groupe spécial devrait noter que l'article X:3 a) du GATT de 1994 ne comporte pas de norme relative à l'"assurance raisonnable". Un Membre pourrait appliquer sa législation douanière d'une manière non uniforme, en violation de l'article X:3 a), indépendamment de la question de savoir s'il donne aux négociants des "assurances raisonnables" quant à la manière dont il appliquera ses lois et ses règlements.

Ayant affirmé sans l'étayer l'existence d'un critère des "assurances raisonnables" qu'elles assimilent à un critère de la question de savoir si le traitement qu'un négociant peut attendre est "raisonnablement prévisible", les CE disent ensuite que la prévisibilité devrait être examinée en fonction "du mode général d'administration".[47]

Les États-Unis ne voient pas comment l'existence d'un "mode" est liée à la question de la prévisibilité raisonnable du traitement. Le traitement que les autorités accorderont aux négociants peut manquer de prévisibilité raisonnable que l'application de la législation douanière par les autorités révèle ou non l'existence d'un mode.

Les États-Unis conviennent que, dans les faits, lorsqu'un Membre applique sa législation douanière d'une manière uniforme, le traitement que le Membre accorde aux négociants devrait être raisonnablement prévisible. Il convient de souligner que la prévisibilité raisonnable qu'un négociant devrait attendre dans le cadre d'un système d'administration uniforme est une prévisibilité raisonnable quant à la manière dont le *Membre* appliquera sa législation. Il importe peu que l'autorité douanière dans une région du territoire d'un Membre puisse appliquer la législation du Membre d'une manière raisonnablement prévisible. Une obligation d'appliquer la législation douanière uniformément ne servirait pas à grand-chose si le seul fait qu'une autorité douanière dans une région du territoire d'un Membre accorde un traitement raisonnablement prévisible soit suffisant pour s'en acquitter, indépendamment des mesures prises par les autorités à l'extérieur de la région. À titre d'exemple, si une autorité douanière dans une région se comporte de façon prévisible d'une certaine manière et qu'une autorité douanière dans une autre région se comporte de façon prévisible d'une autre manière, cette prévisibilité ne change rien au fait que le comportement global n'est pas uniforme. Si un Membre s'acquitte de ses obligations au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, le négociant pourra raisonnablement s'attendre à ce qu'il lui soit accordé le même traitement pour la même situation sur

[45] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 96 et 97.
[46] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 43.
[47] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 43.

tout le territoire du Membre, non pas seulement dans une partie ou une autre de ce territoire. Le système d'administration douanière des CE ne satisfait pas à cette attente tout à fait raisonnable.

Question n° 157

Dans leur réponse à la question n° 157, les CE indiquent qu'"il n'est pas interdit aux autorités des États membres de publier des lignes directrices administratives ou d'autres documents non contraignants à des fins administratives".[48] Même si les CE disent ensuite que ces lignes directrices et documents administratifs ne peuvent déroger à l'application de la législation douanière des CE, cela ne change pas le fait que les lignes directrices et documents administratifs sont propres à l'État membre qui les a publiés, comme l'est l'interprétation de la législation douanière des CE que l'État membre applique.

Les orientations données par l'autorité douanière du Royaume-Uni et celle de la France concernant l'application de la législation des CE relative à la transformation sous douane illustrent ce point. Comme les États-Unis l'ont démontré, ces deux séries d'orientations, à première vue, suivent des approches différentes pour faire appliquer cette législation.[49] Indépendamment de la question de savoir si ces orientations sont considérées comme étant contraignantes ou non et de celle de savoir si elles peuvent être réputées déroger ou non à la législation douanière des CE, une personne demandant l'autorisation de procéder à une transformation sous douane pourrait raisonnablement s'attendre à ce que l'autorité douanière au Royaume-Uni s'en tiendra aux dispositions indiquées dans les orientations du Royaume-Uni et à ce que l'autorité douanière en France s'en tiendra aux dispositions indiquées dans les orientations françaises. C'est pour cette raison que les États-Unis soutiennent que les différences existant entre les orientations démontrent l'existence d'une application non uniforme.

Question n° 158

La réponse des CE à la question n° 158 commence par un rappel de la déclaration du Groupe spécial dans l'affaire *Canada – Pièces de monnaie en or* selon laquelle "l'objet de l'article XXIV:12 du GATT est de "tempérer l'obligation fondamentale de garantir le respect de l'Accord général par les gouvernements et administrations régionaux ou locaux dans le cas de parties contractantes à structure fédérale"".[50] Cette déclaration est importante parce qu'elle souligne pourquoi l'article XXIV:12 du GATT de 1994 *ne* concerne *pas* le présent différend. L'article XXIV:12 concerne le "respect de l'Accord général par les gouvernements et administrations régionaux ou locaux". Or, le présent différend ne concerne pas le respect d'une obligation du GATT de 1994 par les gouvernements et administrations régionaux ou locaux mais plutôt par les CE elles-mêmes.[51] Ce sont les CE qui ont contracté expressément une obligation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 d'appliquer la législation douanière des CE d'une manière uniforme. C'est ce qui distingue le présent différend de l'affaire *Canada – Pièces de monnaie en or*, dans laquelle un gouvernement provincial avait adopté une mesure dans le but de percevoir des recettes provinciales – un pouvoir que la Constitution canadienne conférait exclusivement aux législatures provinciales[52] – de telle sorte que le Canada manquait à son obligation au titre de l'article III du GATT de 1994. Dans ce différend, l'Afrique du Sud s'était plainte du fait que le Canada avait manqué à son obligation au titre de l'article III du GATT de 1994 du fait de la législation provinciale. Dans le présent différend, par contre, les États-Unis ne soutiennent pas que c'est une mesure prise par un État membre en particulier qui a conduit à une

[48] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 45.

[49] *Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 71, 72 et 73 à 78.

[50] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 46 (dans lequel est cité le rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphe 53). Le Groupe spécial devrait noter que le rapport du Groupe spécial du GATT dans l'affaire *Canada – Pièces de monnaie en or* n'a jamais été adopté.

[51] *Voir* la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 13 à 17.

[52] *Voir* le rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Mesures affectant la vente des pièces de monnaie en or*, L/5863, paragraphe 8 (17 septembre 1985, pas adopté) ("*Canada – Pièces de monnaie en or*").

violation de l'obligation contractée par les CE au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Les États-Unis soutiennent plutôt que les CE ont manqué à leur obligation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce qu'elles n'ont pas appliqué leur législation douanière – législation "fédérale", pour utiliser le terme des CE – d'une manière uniforme.

Deuxièmement, même si l'article XXIV:12 concernait le présent différend, il ne déchargerait pas les CE de leur obligation au titre de l'article X:3 a) et ne modifierait en rien leur obligation au titre de cet article. Comme le paragraphe 13 du *Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* ("Mémorandum d'accord sur l'article XXIV") l'indique clairement, "Chaque Membre est pleinement responsable au titre du GATT de 1994 de l'observation de toutes les dispositions du GATT de 1994 …" En d'autres termes, l'article XXIV:12 impose une *obligation* aux Membres à structure fédérale de prendre des "mesures raisonnables" pour "garantir le respect" par les gouvernements régionaux ou locaux des obligations d'un Membre mais l'article XXIV:12 ne vise pas à modifier la teneur des obligations découlant du GATT de 1994 pour ces Membres. De plus, s'agissant du respect par les gouvernements régionaux ou locaux d'obligations contractées dans le cadre de l'OMC, le paragraphe 14 du Mémorandum d'accord sur l'article XXIV et l'article 22:9 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord") disposent que "[l]es dispositions des articles XXII et XXIII du GATT de 1994, telles qu'elles sont précisées et mises en application par le [Mémorandum d'accord]" et "[l]es dispositions des accords visés et [du Mémorandum d'accord]," "relatives à la compensation et à la suspension de concessions ou d'autres obligations seront d'application dans les cas où il n'aura pas été possible d'obtenir que ces dispositions soient observées". Ainsi, même si, selon l'article XXIV:12, la seule obligation des CE au titre de l'article X:3 a) était de prendre des "mesures raisonnables" pour garantir l'application uniforme de la législation douanière des CE, le fait qu'elles n'aient pas effectivement appliqué leur législation douanière d'une manière uniforme ne les déchargerait pas des dispositions pertinentes relatives à la compensation et à la suspension de concessions.[53]

Troisièmement, les États-Unis font remarquer que les CE disent qu'elles "n'ont pas invoqué l'article XXIV:12 du GATT *comme principal moyen de défense* dans la présente affaire".[54] Cette déclaration est importante parce qu'elle signifie que les CE ont, en fait, invoqué l'article XXIV:12 comme moyen de défense, mais pas comme "principal" moyen de défense. Auparavant, les CE n'avaient pas effectivement "invoqué l'article XXIV:12 du GATT comme … moyen de défense", mais s'y étaient uniquement référées pour "étayer" l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 qu'elles proposaient.[55] Cette distinction est significative parce que le fait d'invoquer effectivement l'article XXIV:12 comme moyen de défense entraînerait la charge de démontrer que les manquements dans l'application uniforme de la législation douanière des CE concernent des questions "que le gouvernement central ne pouvait contrôler parce qu'elles ne relevaient pas de lui en vertu de la répartition constitutionnelle des compétences".[56] Le fait que les CE prétendraient maintenant qu'elles ne sont pas en mesure de contrôler l'application de la législation douanière par les autorités douanières des États membres en vertu de leur répartition constitutionnelle des compétences vient uniquement renforcer l'idée selon laquelle les CE ne s'acquittent pas de leur obligation d'appliquer leur législation douanière uniformément conformément à l'article X:3 a).

---

[53] *Voir* le rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Pièces de monnaie en or*, paragraphes 61 à 65 (portant sur l'obligation du Canada d'accorder une compensation à l'Afrique du Sud jusqu'à ce que les efforts faits en vertu de l'article XXIV:12 mettent le Canada en conformité avec son obligation au titre de l'article III).

[54] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 49 (pas d'italique dans l'original).

[55] Réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 113.

[56] Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Mesures affectant les boissons alcooliques et les boissons à base de malt*, IBDD S39/233, paragraphe 5.79 (adopté le 19 juin 1992); *voir aussi* la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 17 et note de bas de page 17.

Enfin, dans leur réponse à la question n° 158, les CE partent du principe que les allégations des États-Unis exigent la "création d'un organisme douanier des CE, d'un tribunal douanier des CE et l'harmonisation des législations des États membres, notamment dans le domaine des sanctions", et prétendent ensuite qu'il ne s'agit pas mesures raisonnables.[57] En fait, les CE dénaturent les allégations des États-Unis et répondent ainsi à un argument que les États-Unis n'ont pas présenté. Les États-Unis n'ont jamais maintenu que les CE doivent créer un organisme douanier des CE et un tribunal douanier des CE et harmoniser les législations des États membres. Les États-Unis soutiennent tout simplement que les CE, comme les autres Membres de l'OMC, doivent appliquer leur législation douanière d'une manière compatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 et maintenir des tribunaux ou des procédures qui sont conformes à l'article X:3 b) afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières.

Question n° 159 b)

Dans leur réponse à la question n° 159 b), les CE disent que "[c]e n'est pas aux CE mais plutôt aux États-Unis, en tant que plaignants dans la présente affaire, qu'il incombe d'apporter la preuve" du fait que les conclusions du Comité du Code des douanes *ne* traduisent *pas* généralement une approche commune des États membres ou qu'elles *ne* sont *pas* adoptées par consensus.[58] La description de la charge de la preuve donnée par les CE est erronée. Il "appartient à la partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve".[59] Dans la présente affaire, ce sont les CE, à titre de réfutation, qui ont affirmé que l'adoption de conclusions par le Comité du Code des douanes est une procédure visant à garantir une application uniforme parce que les conclusions sont adoptées par consensus. C'est donc aux CE qu'il appartient d'étayer cette proposition. En fait, les CE sont le mieux à même de démontrer si les avis de du Comité du Code des douanes traduisent généralement une approche commune acceptée par tous les États membres parce qu'elles sont les seules à avoir accès à l'ensemble des documents montrant les délibérations du Comité.

En tout état de cause, il est ressorti de façon bien visible des éléments de preuve présentés dans le présent différend sur la relation entre les avis du Comité du Code des douanes et l'approche adoptée par les États membres qu'ils *ne* concordaient *pas*. Ainsi, dans l'affaire des moniteurs ACL, les méthodes adoptées par les autorités douanières d'au moins deux États membres concernant le classement des marchandises en cause étaient en contradiction avec la conclusion applicable du Comité du Code des douanes.[60]

Question n° 159 d)

Dans leur réponse à la question n° 159 d), les CE disent qu'elles "ne savent pas exactement en quoi la description que donne le Comité du Code des douanes aura une incidence sur l'analyse du Groupe spécial" car les États-Unis "ne contest[ent] pas la manière dont fonctionne le Comité du Code des douanes".[61] Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur réponse à la question n° 134, la manière dont fonctionne le Comité du Code des douanes présente un intérêt pour l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) parce que le Comité est une des institutions qui, selon les CE, fait en sorte qu'elles appliquent leur législation douanière uniformément. Les États-Unis renvoient le Groupe spécial à leur réponse à cette question pour un exposé plus complet à ce sujet.[62]

---

[57] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 50.

[58] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 53.

[59] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, page 14 (adopté le 23 mai 1997).

[60] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 54 à 56.

[61] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 60.

[62] Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 42 à 44.

Question n° 161

Dans leur réponse à la question n° 161, les CE disent qu'elles ne sont pas au courant du fait que des autorités douanières dans certains États membres refusent de considérer que des RTC délivrés par d'autres autorités douanières pour des cartes réseau et du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte sont contraignants. Le Groupe spécial devrait noter, toutefois, que la réponse des CE ne porte que sur la question étroite de savoir s'il était arrivé que des RTC délivrés à un "titulaire" particulier pour les produits en cause ne soient pas respectés par d'autres autorités douanières que l'autorité de délivrance. Ce qui est plus pertinent c'est le fait indéniable que ces produits ont fait l'objet de classements divergents par différents bureaux de douanes au sein des CE et que ces divergences n'ont pas été résolues dans les moindres délais et d'office. Ainsi, dans l'affaire *Peacock*, l'avocat général a fait observer que "les autorités douanières de différents États membres de la Communauté ont émis, pour le classement d'articles d'équipement LAN, des renseignements tarifaires contraignants incompatibles entre eux puisqu'ils classaient ces articles diversement sous les positions 8471, 8473 et 8517".[63] De même, en ce qui concerne le matériel d'irrigation au goutte-à-goutte, les CE ne nient pas qu'il y a eu une divergence dans le classement effectué par différentes autorités douanières. Elles décrivent plutôt la divergence comme "un cas de RTC temporairement divergent".[64] L'expression "RTC temporairement divergent" signifie que les autorités douanières de différents États membres ont classé des produits sensiblement identiques différemment, de sorte qu'il était incontestable que les CE n'appliquaient pas la législation douanière des CE uniformément.

Question n° 165

La réponse des CE à la question n° 165 concernant le rôle du médiateur européen dans le domaine de l'administration douanière devrait être interprétée dans le contexte du mandat du médiateur. En particulier, comme le guide intitulé "Le Médiateur européen en quelques mots" l'indique, "Le Médiateur ne peut pas enquêter sur des plaintes contre les autorités nationales, régionales ou locales des États membres, même lorsque ces plaintes se réfèrent à des questions liées à l'Union européenne."[65] Ce point a été confirmé dans une décision récente du Médiateur (probablement l'une des quatre décisions mentionnées par les CE dans leur réponse à la question n° 165).[66] La décision concernait l'achat par une société aux Pays-Bas de chaussures provenant d'un vendeur en Finlande qui étaient accompagnées de certificats d'origine délivrés par l'autorité finlandaise portant la mention "Hong-Kong, Chine". L'autorité douanière des Pays-Bas ne savait pas au juste si cela signifiait que les chaussures provenaient de Hong-Kong ou de la Chine (une différence importante parce que les chaussures provenant de la Chine seraient soumises à des droits antidumping). L'autorité des Pays-Bas a ouvert une enquête sur l'origine des marchandises. Par la suite, l'autorité finlandaise a délivré des certificats d'origine révisés portant la mention "Hong-Kong". Toutefois, au lieu d'admettre tout simplement ces certificats, l'autorité des Pays-Bas a poursuivi son enquête pour conclure finalement que les chaussures étaient d'origine chinoise. Cela a conduit à la fixation de droits antidumping et ensuite à une série d'échanges entre la société hollandaise, l'autorité douanière hollandaise et la Commission des CE. Les actions de la Commission ont fini par conduire la société à porter plainte auprès du Médiateur. Dans sa décision, le Médiateur a indiqué clairement que la demande de la société "ne concerne pas la décision prise par les autorités douanières hollandaises ou les certificats d'origine délivrés par la chambre de commerce finlandaise dont il est allégué qu'ils sont

[63] *Peacock AG* c. *Hauptzollamt Paderborn*, affaire C-339/98, Conclusions de l'avocat général, Rec. 2000, page I-08947, point 15 (28 octobre 1999) (pièce US-17).

[64] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 141.

[65] Le Médiateur européen en quelques mots, page 2 (pièce US-82).

[66] Décision du Médiateur européen concernant la plainte 1817/2004/OV contre la Commission européenne (7 novembre 2005) (pièce US-83).

erronés. Pour ces questions, le plaignant a la possibilité de porter plainte auprès des médiateurs nationaux compétents aux Pays-Bas et en Finlande".[67]

Question n° 168 a)

En réponse à la question n° 168 a), les CE disent que "le devoir de coopération a force obligatoire en droit et est directement applicable dans tous les États membres. Il peut être et a été exécuté".[68] Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur observation concernant la réponse des CE à la question n° 147, la question pertinente n'est pas celle de savoir si l'article 10 du Traité CE "a force obligatoire en droit et est directement applicable". La question pertinente est celle de savoir si l'obligation très large et globale énoncée dans l'article 10 est rendue opérationnelle par des règles propres au domaine douanier qui garantiraient une application uniforme. La réponse est négative. Pour un exposé complet sur cette question, les États-Unis renvoient le Groupe spécial à leur observation concernant la réponse des CE à la question n° 147.

Question n° 168 b)

Dans leur réponse à la question n° 168 b), les CE prétendent exposer ce que le Groupe spécial "a dit" dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*. En particulier, elles affirment que "[l]e Groupe spécial a dit que la [Résolution n° 2235 de l'Argentine] constituait une violation de l'article X:3 a) du GATT parce qu'elle faisait en sorte qu'il était impossible pour l'Argentine d'appliquer sa législation douanière d'une manière raisonnable et impartiale".[69] Il est à noter que la partie du rapport dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* que citent les CE à l'appui de leur position n'est pas la constatation du Groupe spécial mais plutôt le résumé du Groupe spécial de l'argument des CE.[70] C'était les CE, en tant que plaignant, et non pas le Groupe spécial, qui soutenaient que la mesure argentine en cause a rendu "impossible une application impartiale des règles douanières pertinentes". D'ailleurs, le seul fait que le Groupe spécial *n*'ait *pas* adopté l'affirmation des CE selon laquelle la mesure argentine faisait en sorte qu'il était "impossible" pour l'Argentine de s'acquitter de son obligation au titre de l'article X:3 a) indique que le Groupe spécial ne s'est pas fondé sur cette affirmation. Ce point est étayé par le fait que même si le Groupe spécial a finalement conclu que l'application par l'Argentine de sa législation douanière n'était pas impartiale, il l'a fait pour d'autres motifs que ceux qui avaient été avancés par les CE. Il est important de noter que le Groupe spécial n'a pas accepté l'argument des CE selon lequel la seule présence au port de représentants des tanneries argentines au moment de l'exportation des peaux brutes conduisait nécessairement à un manquement à l'obligation d'application impartiale.[71]

Deuxièmement, dans leur réponse à la question n° 168 b) les CE indiquent qu'elles ne sont pas d'accord avec la déclaration des États-Unis selon laquelle, dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, les CE ont contesté la même mesure argentine du point de vue du fond et du point de vue de sa nature de mécanisme d'application d'autres lois. Sur ce point, les États-Unis renvoient le Groupe spécial au

[67] Décision du Médiateur européen concernant la plainte 1817/2004/OV contre la Commission européenne, la Décision, paragraphe 1.2 (7 novembre 2005) (pièce US-83).

[68] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 78.

[69] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 79.

[70] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs fini*s, WT/DS155/R et Corr.1, paragraphe 11.58 (adopté le 16 février 2001) ("*Argentine – Peaux et cuirs*").

[71] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.99 ("Même si nous jugeons préoccupante, d'une manière générale, la présence de parties privées ayant des intérêts commerciaux contraires lors des procédures douanières, à notre avis, la prescription relative à l'application impartiale des règles ne concerne pas, dans le présent différend, uniquement la présence des représentants de l'ADICMA à ces procédures.").

paragraphe 4.203 du rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, qui confirme le bien-fondé de la déclaration des États-Unis.[72]

Enfin, en ce qui concerne la déclaration des CE selon laquelle "[i]l n'est indiqué nulle part dans le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* que la mesure argentine appliquait une autre mesure",[73] les États-Unis renvoient le Groupe spécial au paragraphe 11.72 du rapport dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*. Le Groupe spécial y conclut que la mesure en cause "prévoit simplement une certaine manière d'appliquer ces règles de fond [c'est-à-dire la législation douanière de l'Argentine]. Cette mesure est manifestement de nature administrative".

Question n° 168 c)

Dans leur réponse à la question n° 168 c), les CE disent que "l'article X du GATT n'établit pas de distinction entre les "lois" qui sont de nature "fondamentale" et celles qui sont de nature "administrative"".[74] Or, l'article X:3 a) fait clairement mention de certains "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives" et de la manière dont un Membre doit appliquer de tels "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives". Une question pertinente est donc celle de savoir comment démontrer la manière dont ces règlements, lois, décisions judiciaires et administratives sont appliqués. Comme le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* l'a indiqué, la manière dont ils sont appliqués peut être démontrée par d'autres mesures qui prescrivent la façon dont il est donné effet aux règlements, lois, décisions judiciaires et administratives. On peut dire de ces autres mesures qu'elles sont de nature administrative. De ce point de vue, on peut dire des règlements, lois, décisions judiciaires et administratives qui sont appliqués qu'ils sont de nature fondamentale. Dans la mesure où une mesure de nature administrative démontre l'application non uniforme de règlements, lois, décisions judiciaires et administratives qui sont de nature fondamentale, la mesure administrative peut être examinée dans le cadre d'une contestation relative au fait qu'un Membre n'applique pas sa législation douanière d'une manière uniforme conformément à l'article X:3 a).[75]

Les CE présentent ensuite un nouvel argument selon lequel toutes les lois visées par l'article X:1 pourraient être considérées comme étant de nature administrative en ce sens qu'elles "doivent être appliquées".[76] Les CE tentent ainsi de faire un argument du type "réduction à l'absurde". Toutefois, la prémisse sur laquelle repose cet argument, à savoir que ce qui donne à une loi son caractère "administratif" est la "nécessité de l'appliquer" est incorrecte. En fait, une loi est administrative lorsqu'elle prévoit une certaine manière d'appliquer des règles de fond. Pour un exposé plus complet sur ce point, les États-Unis renvoient le Groupe spécial à leur réponse à la question n° 130.[77]

Les CE font ensuite valoir que les dispositions relatives aux sanctions ne peuvent être de nature administrative parce qu'elles sont "elles-mêmes des lois devant être appliquées".[78] À cet égard, les CE commettent l'erreur de supposer qu'une loi de nature administrative ne peut elle-même être appliquée. Cela n'est tout simplement pas vrai.[79]

Enfin, le fait que les États-Unis considèrent que les procédures de vérification sont des mécanismes, comme les dispositions relatives aux sanctions, qui appliquent la législation douanière

---

[72] *Voir aussi* la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 86.
[73] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 79.
[74] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 80.
[75] *Voir* la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 85 à 95; et les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 25 à 28 et 35 à 41.
[76] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 81.
[77] Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 25 à 28.
[78] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 82.
[79] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 76 et 77; et les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 26 note de bas de page 22.

des CE d'une manière non uniforme semble laisser les CE perplexes. Les CE disent qu'elles ne voient pas "le parallèle" entre les procédures de vérification et les dispositions relatives aux sanctions.[80] En fait, les États-Unis ont articulé le parallèle très clairement. Comme les dispositions relatives aux sanctions, les procédures de vérification ne prescrivent pas de règles douanières de fond mais sont plutôt des mécanismes permettant de vérifier et de faire assurer le respect de règles de fond qui sont énoncées ailleurs. Dans la mesure où différentes autorités douanières dans les CE utilisent des procédures de vérification très différentes, elles appliquent les règles douanières de fond des CE différemment, tout comme c'est le cas en ce qui concerne les différentes dispositions relatives aux sanctions.[81] En fait, les CE n'affirment même pas que leurs 25 autorités douanières indépendantes dont la compétence est limitée sur le plan géographique appliquent la législation douanière des CE uniformément au moyen de l'utilisation de procédures de vérification. Elles disent simplement, plutôt vaguement, qu'elles "disposent des capacités de vérification nécessaires et sont guidées par le Community Customs Audit Guide".[82]

Question n° 168 d)

Dans leur réponse à la question 168 d), les CE indiquent qu'elles ont décrit l'article X:3 a) comme une disposition établissant un "critère minimal" pour clarifier "l'objet et le but de la disposition".[83] Les États-Unis ne sont pas d'accord avec les CE pour dire qu'un objet et un but peuvent ou doivent être attribués à une disposition particulière d'un traité. L'article 31 1) de la Convention de Vienne sur le droit des traités ("Convention de Vienne") dispose qu'"[u]n traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but". Il est évident que le mot "son" devant les mots "objet" et "but" se réfère au "traité" au singulier plutôt qu'aux "termes du traité" au pluriel. Ce point de vue a été confirmé, par exemple, par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, qui mentionne expressément l'"objet et le but du *traité*"[84], et par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones*, qui examine "l'objet et le but [du *traité*]".[85]

Ayant prétendu définir ce qu'elles appellent l'"objet et le but" de l'article X:3 a), les CE disent ensuite que "[c]onformément aux règles coutumières d'interprétation des traités, cet objet et ce but limités de l'article X:3 a) du GATT doivent guider l'interprétation de la disposition par le Groupe spécial".[86] Toutefois, comme cela a déjà été indiqué, l'approche adoptée par les CE n'est pas conforme aux règles coutumières d'interprétation des traités, qui prévoit que l'interprétation d'un traité doit se faire à la lumière de l'objet et du but du *traité*. L'approche des CE, en fait, prend le contre-pied des règles coutumières d'interprétation. Au lieu de déterminer le sens ou le "but" d'une disposition particulière d'un traité en examinant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du traité, les CE tentent *d'abord* de définir *a priori* ce qu'elles appellent "l'objet et le but" de l'article X:3 a) et insistent *ensuite* pour que ce soi-disant "objet et but" "guident l'interprétation de la disposition".

---

[80] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 83.

[81] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 97 à 99.

[82] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 83.

[83] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 84.

[84] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R, paragraphe 7.44 (adopté le 9 janvier 2004, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel) (pas d'italique dans l'original) ("*États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*").

[85] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Mesures concernant les viandes et les produits carnés*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, paragraphe 104 (adopté le 13 février 1998) (pas d'italique dans l'original) ("*CE – Hormones*").

[86] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 84 (dans lequel est cité l'article 31 1) de la Convention de Vienne sur le droit des traités).

L'approche adoptée par les CE est également préoccupante parce qu'elle ouvre la porte à la possibilité d'accroître ou de diminuer des droits et des obligations au titre des accords visés en cause. Les parties à un différend ne devraient pas avoir la possibilité de deviner des "buts" car une partie pourrait en profiter pour réécrire la disposition – ce qui est précisément ce que les CE font en décrivant l'article X:3 a) comme une disposition établissant "un critère minimal".

L'article X:3 a) ni aucune autre disposition du GATT de 1994 ne prévoit un "objet et un but" qui permettent de décrire l'article X:3 a) comme une disposition établissant "un critère minimal". Dans l'interprétation des Accords de l'OMC, l'Organe d'appel a toujours examiné le texte de l'accord pertinent pour définir son objet et son but.[87] En l'espèce, cependant, les CE prétendent tirer un "objet et un but" non pas du texte de l'accord mais d'une mention incidente faite dans un rapport de l'Organe d'appel dans un contexte sans rapport avec le présent différend, et dans laquelle l'expression "critère minimal" n'a pas en fait été utilisée pour décrire un soi-disant "objet et but" de l'article X:3 a). Il s'agit d'un exemple parfait du danger de procéder à une interprétation d'un traité de la manière proposée par les CE. Les CE ont choisi une déclaration isolée au sujet de l'article X:3 a) ne provenant pas du texte du GATT de 1994, ont appelé cette déclaration l'"objet et le but" de l'article X:3 a), et ont ensuite tenté de se servir de cette déclaration dans un but entièrement intéressé. La description que donnent les CE de cet "objet" et de ce "but" devrait être rejetée parce qu'elle est contraire aux règles coutumières d'interprétation des traités.

Question n° 168 e)

La réponse des CE à la question n° 168 e) reprend leur position selon laquelle la procédure de renvoi préjudiciel à la CEJ est un instrument permettant d'assurer une application uniforme, mais elle ne montre pas comment cette position peut être conciliée avec leur point de vue selon lequel l'article X:3 a) et X:3 b) prévoit des obligations distinctes sans lien inhérent. En fait, dans des communications antérieures, les CE ont dépeint la CEJ comme une entité ayant une "relation de coopération" avec les tribunaux de révision dans les États membres et qui les "aide", en œuvrant avec eux pour veiller à ce qu'ils interprètent et appliquent la législation des CE correctement.[88] Il semblerait donc que la CEJ fait partie intégrante du processus de révision. En outre, les CE qualifient les décisions de la CEJ d'instruments importants pour assurer une application uniforme. En ce sens, les CE semblent reconnaître qu'il existe un lien clair entre la fonction relative à l'application uniforme et la fonction relative à la révision des mesures administratives. Comme les propres thèses des CE étayent l'existence d'un lien entre l'application uniforme et la révision et la rectification des mesures administratives, leur affirmation selon laquelle l'article X:3 a) ne constitue pas un contexte pour l'article X:3 b) devrait être rejetée.

---

[87] *Voir*, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement*, WT/DS246/AB/R, paragraphe 92 (adopté le 20 avril 2004) (objet et but définis en examinant le préambule de l'Accord sur l'OMC et le texte de la Clause d'habilitation); le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, paragraphe 311 (adopté le 27 janvier 2003) (objet et but du Mémorandum d'accord exprimés dans l'article 3:3 de cet accord); le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/AB/R, paragraphes 140 à 142 (adopté le 23 octobre 2002) (se référant à l'article 3:4 et 3:7 du Mémorandum d'accord pour décrire son objet et son but); et le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/AB/R, paragraphe 95 (adopté le 12 janvier 2000) (se référant au préambule de l'Accord sur les sauvegardes pour définir son objet et son but).

[88] Réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 174 ("la procédure [de renvoi préjudiciel] repose sur une relation de coopération entre la Cour de justice et les tribunaux nationaux"); deuxième communication écrite des CE, paragraphe 244 ("la CEJ ne révise pas les décisions de l'administration nationale des douanes mais elle aide les tribunaux nationaux dans cette révision."); première communication écrite des CE, paragraphe 470 (*idem*).

Question n° 169

Dans leur réponse à la question n° 169, les CE indiquent que les tribunaux dans les États membres des CE sont "des organes des CE" en raison de "la procédure de renvoi préjudiciel à la CEJ et … [d]es principes fondamentaux de la primauté et de l'effet direct du droit communautaire".[89] Selon l'argument des CE, ces caractéristiques font des tribunaux des États membres les tribunaux chargés de la révision et de la rectification dans les moindres délais que les CE mettent à disposition pour s'acquitter de leur obligation au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

Ce qui est remarquable au sujet de ce raisonnement c'est qu'il suppose que les mesures que prennent les CE pour s'acquitter de leur obligation au titre de l'article X:3 b) sont indifférenciables des mesures prises par les États membres des CE pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article X:3 b). Selon les CE, les tribunaux que les États membres des CE maintiennent pour réviser et rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières sont exactement les mêmes que les CE maintiennent dans ce même but. Ainsi, les CE semblent soutenir que si les différents États membres se conforment à leurs obligations au titre de l'article X:3 b), les CE se conforment nécessairement à leur obligation au titre de l'article X:3 b).

Cela dit, le fait que, selon le droit interne des CE, le même tribunal peut être considéré comme étant à la fois un tribunal d'un État membre et un tribunal des CE ne veut pas dire qu'il permet aux CE et aux États membres de s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994. Comme les États-Unis l'ont indiqué dans des communications antérieures, une des caractéristiques que doit posséder un tribunal pour permettre à un Membre de l'OMC de s'acquitter de son obligation au titre de l'article X:3 b) est que ses décisions doivent "régir la pratique administrative [des]" "organismes chargés de l'application des mesures administratives".[90] Manifestement, "les organismes chargés de l'application des mesures administratives" ne désignent pas la même chose pour un État membre des CE et les CE.

En ce qui concerne la France, par exemple, "les organismes chargés de l'application des mesures administratives" sont les autorités douanières françaises. Pour les CE, "les organismes chargés de l'application des mesures administratives" sont les 25 bureaux de douanes des CE indépendants dont la compétence est limitée sur le plan géographique. Il se peut fort bien que les décisions d'un tribunal de révision français régissent la pratique administrative des organismes chargés de l'application des mesures administratives en France. Toutefois, il est incontestable qu'elles *ne* régissent *pas* la pratique administrative des organismes chargés de l'application des mesures administratives relevant de la législation douanière des CE dans l'ensemble des CE. En ce sens, le fait que le tribunal français peut permettre à la France de s'acquitter de son obligation au titre de l'article X:3 b) ne signifie pas qu'il permet aux CE de s'acquitter de la leur. En somme, bien que, selon le droit interne des CE, un tribunal puisse remplir une double fonction en tant que tribunal d'un État membre et tribunal des CE, cela ne signifie pas qu'il permet à la fois à l'État membre et aux CE de s'acquitter de leur obligation au titre de l'article X:3 b).

Question n° 173

Dans leur réponse à la question n° 173, les CE commencent par établir une distinction entre "l'application de la législation douanière" et les "mesures d'application générale qui constituent le système d'administration douanière des CE", comme si ces deux choses étaient entièrement sans

[89] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 87.

[90] *Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 81; la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 83 à 85; la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 102 à 109; et les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 135 à 140.

rapport.[91] En fait, elles ne sont pas du tout sans rapport. Dans la mesure où les mesures d'application générale qui constituent le système d'administration douanière des CE (ou l'absence de certaines mesures) conduisent à une application non uniforme, elles établissent que les CE appliquent leur législation douanière d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994. Comme cela a été indiqué dans la réponse des États-Unis à la question n° 126, la conception et la structure du système d'administration douanière des CE établissent le bien-fondé de cette conclusion.[92]

Les CE affirment ensuite que pour établir que le système d'administration douanière des CE "en tant que tel" conduit à une application non uniforme, les États-Unis doivent apporter des "éléments de preuve concernant l'application constante de la législation"[93], citant les rapports de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Acier au carbone*, *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, et *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*.[94] Toutefois, ce n'est pas ce que les raisonnements figurant dans ces rapports démontrent. Même dans le passage du rapport dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* que citent les CE, il ressort clairement qu'aux fins de l'examen du sens d'une loi interne, ils *ne* sont *pas* tenus de produire des éléments de preuve de l'application de la loi; mais, les éléments de preuve provenant du texte de la loi même "pourr[ont] être étayé[s], *selon que de besoin*, par des éléments de preuve de l'application constante de cette [loi]".[95] Le fait que dans les différends cités par les CE, les parties plaignantes aient apporté de tels éléments de preuve (parce que d'autres éléments de preuve, plus directs, n'étayaient pas leur position), et que la qualité de ces éléments de preuve ait dû être examinée ne signifie pas qu'ils soient exigés (compte tenu, en particulier, de la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*).

Contrairement à des différends dans lesquels d'autres types d'éléments de preuve auraient pu être "appropriés", dans le présent différend, les États-Unis ont démontré que la conception et la structure du système d'administration douanière des CE conduit nécessairement à l'application non uniforme de la législation douanière des CE, ce qui est contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. En particulier, le fait que les CE appliquent leur législation douanière au moyen de 25 bureaux indépendants dont la compétence est limitée sur le plan régional, sans institution ou procédure qui peut prévenir les divergences ou les concilier d'office et dans les moindre délais lorsqu'elles surviennent, conduit nécessairement à une application non uniforme, contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Par ailleurs, les États-Unis notent que les observations des CE concernant l'affaire *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique* n'ont pas trait à l'article X:3 a) du GATT de 1994 mais plutôt à l'allégation du Mexique au titre de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*. En fait, le Mexique avait établi une allégation au titre de l'article X:3 a) en plus de son allégation au titre de l'*Accord antidumping*. Examinant cette allégation, l'Organe d'appel a déclaré;

> À notre avis, une évaluation des déterminations de l'USDOC visant à déterminer si l'USDOC applique les lois et règlements des États-Unis relatifs aux réexamens à l'extinction d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable conformément à l'article X:3 a) du GATT de 1994 *suppose un examen très différent de celui qui est nécessaire pour déterminer si le SPB donne pour instruction à l'USDOC de considérer certains scénarios comme étant concluants ou*

[91] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 93.
[92] Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 9 à 16.
[93] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 96.
[94] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 95 à 98.
[95] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R et Corr.1, paragraphe 157 (adopté le 19 décembre 2002) (pas d'italique dans l'original) ("*États-Unis – Acier au carbone*").

> *déterminants en violation des dispositions de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.* Par conséquent, en l'absence de tout examen de cette allégation par le Groupe spécial, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer à son sujet.[96]

Pour cette raison également, le rapport dans l'affaire *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique* n'étaye pas la description que donnent les CE de ce qui est exigé pour étayer une allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Question n° 174

Dans leur réponse à la question n° 174, les CE reconnaissent que "l'effet de l'application sur les commerçants est une considération pertinente dans l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT," mais elles déclarent ensuite que "cela ne signifie pas que les erreurs administratives survenant dans des cas particuliers, qui peuvent être rectifiées dans le cadre des mécanismes administratifs et judiciaires prévus par le système d'un Membre de l'OMC, peuvent être considérées comme constituant une violation de l'article X:3 a) du GATT".[97] Toutefois, dans le présent différend l'une des questions principales *ne* consiste *pas* à savoir si "les erreurs administratives survenant dans des cas particuliers … peuvent être considérées comme constituant une violation de l'article X:3 a) du GATT". Les États-Unis n'ont rien allégué de tel. En ce qui concerne les erreurs, la question est plutôt de savoir *qui décide* ce qui est une erreur.[98] Dans les CE, chacune des 25 autorités douanières indépendantes dont la compétence est limitée sur le plan géographique, et qui ont des traditions juridiques différentes, décide pour elle-même quelle est l'interprétation correcte de la législation douanière des CE et ce qui est une erreur. En d'autres termes, il n'y a pas d'institution ou de procédure communautaire qui veille à ce que les bureaux de douanes des CE prennent ces décisions uniformément dans tous les 25 États membres. Si, dans une affaire donnée, une personne visée estime qu'une de ces 25 autorités a commis une erreur, elle peut exercer un recours auprès d'un tribunal dont, dans ce cas également, la compétence est limitée sur le plan géographique. C'est uniquement lorsqu'un représentant de la Commission ou d'un État membre décide de renvoyer une question au Comité du Code des douanes ou lorsqu'un État membre décide de saisir la CEJ d'une question qu'une entité dont la compétence s'étend à l'ensemble des CE peut dire définitivement ce qui est correct et ce qui est une erreur. Cet aspect du système d'administration douanier des CE – les CE n'appliquent pas dès le départ leur législation douanière uniformément sur tout leur territoire douanier – est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

De plus, les CE affirment que les effets sur les commerçants intéressent la charge de la preuve et elles indiquent ensuite que les États-Unis n'ont pas montré qu'il existait des effets sur les commerçants et qu'ils ne se sont donc pas acquittés de la charge de la preuve qui leur incombe.[99] Cette accusation est erronée pour au moins deux raisons. D'abord et avant tout, comme les CE le reconnaissent dans leur réponse à la question n° 175, les États-Unis ne sont pas tenus de prouver l'existence de dommages pour avoir gain de cause dans leur allégation au titre de l'article X:3 a).[100] Deuxièmement, les observations des CE concernant les effets sur le commerce constituent une mauvaise interprétation du rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*. S'agissant de ce qui nous intéresse en l'espèce, il est indiqué dans ce rapport que l'examen d'une allégation au titre de l'article X:3 a) exige "un examen de l'effet réel qu'une mesure *pourrait* avoir sur

---

[96] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, WT/DS282/AB/R, paragraphe 218 (adopté le 28 novembre 2005) ("*États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*").

[97] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 100.

[98] *Voir généralement* la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 60.

[99] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 101.

[100] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 103.

les commerçants qui participent aux échanges".[101] Le Groupe spécial ne se référait pas nécessairement à des effets mesurables, tels que l'augmentation de droits de douane, mais à une incidence qualitative sur l'environnement concurrentiel. Cela ressort clairement des deux phrases suivantes dans le rapport du Groupe spécial. Le Groupe spécial a indiqué qu'il n'était pas nécessaire de vérifier l'existence d'un dommage commercial. Mais, il a ajouté que dans la détermination de l'existence d'une violation de l'article X:3 a), il s'agissait "de savoir s'il y a une incidence *éventuelle* sur la situation concurrentielle en raison d'une application des règles, décisions ou règlements douaniers dont il est allégué qu'elle serait partiale, non raisonnable et non uniforme".[102]

Dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* elle-même, il n'est pas ressorti clairement du rapport du Groupe spécial que le droit de représentants de la branche de production nationale d'être présents durant l'accomplissement des formalités douanières avant l'exportation des peaux brutes a augmenté les coûts pour les exportateurs ou les acheteurs étrangers de ces peaux. Cela dit, ce droit a effectivement modifié l'environnement concurrentiel dans la mesure où les représentants de la branche de la production nationale pouvaient voir les renseignements commerciaux confidentiels des exportateurs. De même, la non-uniformité de l'application de la législation douanière des CE modifie l'environnement concurrentiel sans nécessairement qu'elle ait une incidence sur le montant des droits de douane que les commerçants doivent acquitter dans une affaire particulière. À titre d'exemple, un commerçant pourrait être obligé de modifier la configuration de ses expéditions pour tenir compte de l'application non uniforme. Cela a été le cas, notamment, des importations dans les CE de moniteurs à affichage à cristaux liquides.[103]

En fait, dans leur réponse à la question n° 174 les CE évoquent le cas des moniteurs ACL à titre d'exemple de l'absence de tout effet sur les commerçants, compte tenu du règlement portant suspension temporaire du droit. Toutefois, comme les États-Unis l'ont signalé dans leur réponse à la question n° 137 b), il faut qu'un observateur ait une vision excessivement étroite de ce que constituent des effets sur les commerçants pour voir dans l'affaire des moniteurs ACL un cas ne comportant aucun effet sur les commerçants.[104]

---

[101] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.77 (pas d'italique dans l'original).

[102] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.77 (pas d'italique dans l'original).

[103] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 74 note de bas de page 70; la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 52; *voir aussi id*., paragraphe 21 (une divergence dans le classement de matériel d'irrigation au goutte-à-goutte a effectivement obligé un exportateur à modifier ses pratiques en matière de livraisons).

[104] Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 56 à 60; *voir aussi* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 52 à 59. Dans leur réponse à la question n° 174 (paragraphe 101) les CE indiquent (comme elles l'ont fait dans des communications antérieures) que le nombre de réponses que les États-Unis ont reçues après avoir sollicité les observations du public sur les questions en cause dans le présent différend est une considération pertinente pour le Groupe spécial. En fait, cela n'a aucune pertinence, ce qui explique pourquoi les États-Unis se sont abstenus de répondre à de telles déclarations. Les États-Unis feraient simplement observer que les commerçants peuvent communiquer avec les organismes publics des États-Unis de multiples façons. La présentation de communications écrites en réponse à des demandes formelles d'observations n'est qu'une de ces façons. Bien entendu, étant donné la nature publique de telles observations et le fait que les parties intéressées doivent traiter avec les autorités douanières sur une base quotidienne, certaines parties intéressées préfèrent communiquer leurs points de vue par d'autres voies.

Question n° 175

La réponse des CE à la question n° 175 commence par l'observation selon laquelle "il n'est pas nécessaire de démontrer l'existence d'un "dommage commercial" pour faire la preuve d'une violation de l'article X:3 a) du GATT"[105], un point sur lequel les États-Unis sont d'accord.[106] Les CE se demandent ensuite "si des avantages du plaignant ont été annulés et compromis au sens de l'article XXIII du GATT".[107] Les CE indiquent ensuite à tort que les avantages annulés ou compromis se limitent aux effets sur l'obligation des négociants d'acquitter un droit.[108] En fait, l'application non uniforme par les CE de leur législation douanière peut annuler ou compromettre d'autres façons des avantages découlant du GATT de 1994 pour les États-Unis. Ainsi, des avantages des États-Unis sont annulés ou compromis si les négociants sont effectivement obligés de modifier la configuration de leurs expéditions ou de supporter des coûts additionnels en raison de l'application non uniforme par les CE.

Par ailleurs, dans leur réponse, les CE se réfèrent au paragraphe 54 de leur déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial.[109] Dans ce paragraphe, les CE ont affirmé que si les négociants "obtiennent le meilleur classement pour leurs marchandises" dans le cadre du système d'application non uniforme des CE, aucun avantage n'est pour ainsi dire annulé ou compromis. Toutefois, les CE n'ont donné aucune raison de croire que, dans les faits, les négociants "obtiennent le meilleur classement pour leurs marchandises" dans le cadre de leur système d'application non uniforme. Les CE n'ont donc pas réussi à réfuter la présomption selon laquelle leur manquement aux obligations qui leur incombent au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 annule ou compromet des avantages.[110]

De plus, le raisonnement des CE concernant l'obtention par les négociants du "meilleur classement pour leurs marchandises" conduit à des résultats absurdes. Dans un système d'application non uniforme d'une législation douanière, comme dans le cas des CE, il est possible qu'il existe une manière optimale de tirer profit du système. Pour un négociant qui aurait le temps et les ressources nécessaires, il se peut qu'il soit possible d'identifier la région qui offre les meilleures possibilités en matière de classement et de valeur en douane ainsi que le risque le moins élevé d'imposition de sanctions ou d'autres coûts. Bien sûr, pour les petits exportateurs ou les exportateurs qui n'expédient pas de marchandises fréquemment, les coûts que comportent l'identification de la meilleure manière de tirer profit du système non uniforme peuvent être excessifs. Bref, le seul fait qu'il peut être théoriquement possible d'identifier le meilleur traitement dans le cadre d'un système d'application non uniforme ne signifie pas qu'aucun avantage ne sera annulé ou compromis. Cela ne signifie pas non plus, bien sûr, qu'il n'y a pas de manquement à l'obligation d'application uniforme de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

Question n° 176

La réponse des CE à la question n° 176 porte sur l'applicabilité de l'article XXIV:12 du GATT de 1994 à l'obligation découlant pour les CE de l'article X:3 a) du GATT de 1994. La même question est traitée dans la réponse des CE à la question n° 158. En conséquence, les États-Unis renvoient le Groupe spécial à leurs observations ci-dessus concernant la réponse des CE à cette question. Les États-Unis ajouteraient uniquement que dans leur réponse à la question n° 176, les CE indiquent que la question pertinente est celle de savoir si "les Membres de l'OMC, au moment de la conclusion de

[105] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 103.

[106] *Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 102.

[107] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 103.

[108] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 104.

[109] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 104, note de bas de page 87.

[110] *Voir* le Mémorandum d'accord, article 3:8.

l'Accord de Marrakech, avaient souhaité soumettre les CE à des normes spéciales".[111] Les États-Unis conviennent que lors de la conclusion de l'Accord de Marrakech les Membres de l'OMC n'ont pas soumis les CE à des "normes spéciales". Les conséquences à tirer de ce fait sont non seulement que les CE bénéficient des mêmes droits que les autres Membres de l'OMC mais aussi qu'elles sont soumises aux mêmes obligations que les autres Membres de l'OMC. Voilà précisément pourquoi il serait incorrect d'interpréter l'article X:3 a) du GATT de 1994 en fonction de la structure constitutionnelle unique des CE.

[111] Réponses des CE à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphe 109.

ANNEXE B-4

OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(14 décembre 2005)

QUESTIONS POSÉES AUX ÉTATS-UNIS

Dans la présente communication, les CE font part de leurs observations sur les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. À ce stade avancé de la procédure, les CE se concentreront sur les arguments qui sont formulés pour la première fois dans les réponses des États-Unis. Le fait que les CE ne commentent pas une réponse ou un argument particulier ne signifie pas qu'elles sont d'accord avec la réponse ou l'argument. Dans la mesure où les États-Unis réitèrent des arguments auxquels les CE ont déjà répondu dans des communications antérieures, les CE renvoient à ces communications.

Question n° 124

Dans leur réponse à la question du Groupe spécial, les États-Unis répètent la déclaration qu'ils ont déjà faite dans des communications antérieures selon laquelle leur contestation porte sur l'application de la législation douanière des CE "dans son ensemble".[1] De plus, les États-Unis ajoutent maintenant qu'ils se féliciteraient de la formulation de constatations sur les domaines particuliers de l'administration douanière des CE mentionnés dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial même s'ils disent également qu'ils considèrent que de telles constatations "ne sont pas absolument nécessaires".[2] Ils présentent ensuite une liste de dispositions au sujet desquelles ils allèguent qu'ils ont établi une absence d'application uniforme.[3]

Les CE sont surprises par ces réponses des États-Unis, qui semblent avoir pour but de maintenir, même à ce stade avancé de la procédure, un niveau aussi élevé que possible d'ambiguïté sur ce que les États-Unis contestent précisément.

En ce qui concerne l'allégation des États-Unis selon laquelle leur contestation porte sur l'"application de la législation douanière des CE dans son ensemble", les CE ont déjà indiqué qu'une interprétation aussi large de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends qui exige une indication suffisante des mesures spécifiques en cause.[4] Les CE sont entrées dans le détail sur ce point dans leur communication supplémentaire sur la Partie III de la deuxième déclaration orale des États-Unis, à laquelle elles se réfèrent.[5]

En ce qui concerne les domaines individuels de l'administration douanière mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, et en particulier le troisième paragraphe de cette demande, les CE font observer qu'on ne sait pas au juste ce que les États-Unis veulent dire lorsqu'ils indiquent qu'ils "se féliciteraient" de la formulation de telles constatations. Il convient de rappeler que le rôle d'un groupe spécial n'est pas de faire des constatations de violations de sa propre initiative mais plutôt de résoudre un différend entre les

[1] Réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial, paragraphes 2 et 3.
[2] Réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial, paragraphes 3 et 5.
[3] Réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial, paragraphe 4.
[4] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 13 et 14.
[5] Communication supplémentaire des CE, section II.B.

parties. Les États-Unis auraient donc dû indiquer clairement s'ils demandent ou non de telles constatations.

Par ailleurs, les CE tiennent à rappeler que le mandat du Groupe spécial se limite à la question de l'application non uniforme de la législation douanière des CE dans les domaines énumérés au paragraphe 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Comme les CE l'ont indiqué dans leur communication supplémentaire concernant la Partie III de la deuxième déclaration orale des États-Unis[6], cela signifie en particulier que l'allégation relative à une absence alléguée d'uniformité dans l'application de l'article 221 du CDC ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Les CE font remarquer que l'article 221 du CDC ne fait pas partie des dispositions mentionnées dans la réponse des États-Unis concernant lesquelles les États-Unis allèguent avoir présenté des éléments de preuve à l'appui de constatations subsidiaires de violation.[7]

Enfin, il convient de rappeler que le mandat du Groupe spécial ne vise, conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, que les mesures qui existaient au moment où la question a été portée devant lui par l'ORD. Cela signifie que le Groupe spécial ne peut faire de constatations sur des mesures qui n'existaient plus au moment où il a été établi.[8] De même, le Groupe spécial ne peut non plus examiner des mesures qui n'existaient pas encore au moment où il a été établi.[9]

Ce rappel est nécessaire parce que, dans leurs communications, les États-Unis ont souvent donné des exemples d'application éventuellement non uniforme dont ils reconnaissent eux-mêmes qu'ils n'existent plus. Ainsi, les États-Unis ont mentionné le classement de cartes réseau ou de matériel d'irrigation au goutte-à-goutte.[10] Ils ont aussi souvent fait mention des questions soulevées dans le rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane.[11] D'autre part, les États-Unis ont aussi mentionné certains événements, en particulier en ce qui concerne le classement de moniteurs ACL, qui se sont produits après l'établissement du Groupe spécial et qui, pour cette raison, ne relèvent pas non plus du mandat du Groupe spécial.[12]

En conclusion, s'agissant de l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT, les CE estiment que le mandat du Groupe spécial vise l'application de la législation douanière des CE au moment de l'établissement du Groupe spécial, dans les domaines particuliers de la législation douanière des CE qui sont énumérés au paragraphe 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis.

Question n° 126

Les CE contestent la déclaration des États-Unis en réponse à cette question, selon laquelle les CE n'ont pas de "procédure ou [d']institution qui prévient les divergences dans l'application par les 25 autorités douanières différentes ou qui permet de les concilier d'office et dans les moindres délais lorsqu'elles surgissent".[13] Les CE ont déjà décrit les nombreux mécanismes du droit des CE qui

[6] Communication supplémentaire des CE, section II.B.

[7] Réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial, paragraphe 4.

[8] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Japon – Pellicules*, paragraphe 10.58; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.19.

[9] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.158 à 7.160.

[10] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 21.

[11] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 21, où les États-Unis mentionnent la question des garanties. Cela ressort également des mentions de diverses dispositions relatives à la valeur en douane figurant au paragraphe 4 de la réponse des États-Unis, qui semblent toutes se rapporter à des questions soulevées dans le rapport de la Cour des comptes mais qui, par la suite, ont fait l'objet d'un suivi et, dans la mesure nécessaire, ont été résolues (voir la deuxième communication écrite des CE, paragraphes 384 et suivants).

[12] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 55 à 57 et pièces US-76 à US-78.

[13] Réponse des États-Unis à la question n° 126 du Groupe spécial, paragraphe 12.

assurent une application uniforme de la législation douanière des CE. Afin de ne pas se répéter, elles renverront à leurs communications antérieures.[14]

Ce qu'il convient de noter au sujet de la réponse des États-Unis, c'est leur déclaration selon laquelle cette prétendue absence de procédures ou d'institutions s'applique "dans *tous* les domaines de l'administration douanière pour la même raison", y compris l'application des règles en matière de classement, des règles relatives à la valeur en douane et des régimes douaniers.[15] En d'autres termes, les critiques adressées par les États-Unis concernant certains aspects du système des CE dans des domaines particuliers, dont par exemple le système RTCE, ne semblent pas essentielles pour les allégations des États-Unis. Partant, même si les États-Unis prétendent le contraire, ce que les États-Unis semblent demander n'est rien de moins qu'une refonte du système d'administration douanière des CE et le seul moyen possible à cette fin proposé par les États-Unis jusqu'à présent semble être la création d'un organisme douanier des CE.

Question n° 127

Dans leur réponse à la question du Groupe spécial, les États-Unis dressent d'abord une liste des procédures et institutions des CE qui, selon les CE, assurent l'application uniforme de la législation douanière des CE et se plaignent ensuite de ce qu'"*aucune* des procédures ou institutions qui précèdent ne prévoit de conciliation de plein droit et dans les moindres délais des divergences".[16]

En réponse, les CE tiennent à rappeler, premièrement, que la question de savoir si le système des CE assure une application uniforme doit être évaluée sur la base du système des CE dans son ensemble et non pas en examinant individuellement différentes mesures.[17] La question n'est donc pas de savoir si l'un ou l'autre des instruments assure en soi une application uniforme mais plutôt de savoir si les instruments disponibles assurent ensemble une application uniforme.

Deuxièmement, les États-Unis semblent se plaindre du fait qu'à l'exception possible de la révision judiciaire devant les tribunaux des États membres, aucun des instruments ne prévoit de conciliation "de plein droit". À cet égard, les CE tiennent à faire remarquer que l'article X:3 a) du GATT oblige uniquement les Membres de l'OMC à assurer une application uniforme et qu'il ne prescrit pas la manière dont cet objectif doit être atteint. Partant, aucun Membre de l'OMC n'est tenu d'accorder aux négociants un "droit" particulier en ce qui concerne l'application uniforme. Ainsi, la question de savoir dans quelle mesure un Membre de l'OMC assure une application uniforme au moyen de mesures qui peuvent être invoquées "de plein droit" par les négociants ou au moyen de mesures qui relèvent du pouvoir d'appréciation des autorités est une question concernant la conception du système de chaque Membre dont l'article X:3 a) du GATT ne préjuge pas.

Question n° 128

Il convient de noter que dans leur réponse à la question du Groupe spécial, les États-Unis indiquent qu'"en raison de leur spécificité et de l'ensemble très diversifié des questions traitées, il serait impossible d'énumérer toutes les mesures" qui complètent les mesures mentionnées dans la question du Groupe spécial.[18] Cela contraste fortement avec la déclaration des États-Unis selon

[14] *Voir*, en particulier, la première communication écrite des CE, paragraphe III.

[15] Réponse des États-Unis à la question n° 126, paragraphe 14 (italique dans l'original). On notera que dans son arrêt dans l'affaire *intermodal Transports*, auquel les États-Unis se sont référés dans leur deuxième déclaration orale, la CEJ a également indiqué qu'il existe divers mécanismes pour assurer une pratique uniforme dans les CE en matière de classement (pièce US-71, paragraphes 41 à 44).

[16] Réponse des États-Unis à la question n° 127 du Groupe spécial, paragraphe 19 (italique dans l'original).

[17] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 45; première déclaration orale des CE, paragraphe 31.

[18] Réponse des États-Unis à la question n° 128 du Groupe spécial, paragraphe 22.

laquelle leur contestation porte sur "l'application de la législation douanière dans son ensemble", qui constitue un régime encore plus vaste. La réponse des États-Unis étaye donc le point de vue des CE selon lequel "l'application de la législation douanière dans son ensemble" n'est pas une description suffisante de la mesure particulière en cause.[19]

Question n° 129

Selon la réponse des États-Unis, outre les dispositions relatives aux sanctions, "les renseignements tarifaires contraignants, les dispositions des États membres en matière de vérifications, les lignes directrices adoptées par les États membres sur l'application d'un critère fondé sur les effets économiques pour décider d'autoriser ou non la transformation sous douane, et les lignes directrices adoptées par les institutions communautaires" sont des "dispositions administratives". En revanche, les règles du Règlement tarifaire, du CDC et du Règlement d'application sont censées ne pas être "administratives" parce qu'elles renferment des "règles douanières de fond".[20]

Les CE ne voient pas sur quoi se fondent ces distinctions complètement artificielles. Il n'y a pas lieu d'établir une distinction entre les "dispositions administratives" et les "dispositions fondamentales" mais plutôt entre les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1 du GATT et leur application selon l'article X:3 a) du GATT.[21] En dépit des contorsions faites par les États-Unis pour montrer le contraire[22], une loi n'est pas un "instrument d'application" d'une autre loi.

Il convient de noter que la répartition en questions "administratives" et "fondamentales" proposée par les États-Unis est complètement arbitraire. D'une part, on ne sait pas au juste ce que les RTC, qui relèvent clairement de l'application parce qu'ils visent uniquement un titulaire particulier, ont à voir avec les lignes directrices que mentionnent les États-Unis par la suite.[23] D'autre part, il est faux de dire que le Règlement tarifaire, le CDC et le Règlement d'application contiennent uniquement des règles qui sont "de nature fondamentale". En fait, bon nombre des dispositions contenues dans ces actes sont de nature procédurale et devraient donc, selon les États-Unis, être considérées comme un "acte administratif" plutôt que comme des mesures devant être appliquées. L'interprétation des États-Unis conduit donc à des résultats manifestement absurdes.

Question n° 130

Comme les CE l'ont déjà indiqué, le terme "administratif" a été utilisé par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* dans un contexte différent et ne présente aucun intérêt direct pour l'interprétation de l'article X:3 a) du GATT dans la présente affaire.[24]

Dans leur réponse, les États-Unis ont formulé des observations sur le sens ordinaire du terme "administratif", qu'ils définissent comme signifiant "exécutif", c'est-à-dire comme étant quelque chose qui a pour "fonction de mettre quelque chose en œuvre".[25] Or, comme les CE l'ont déjà indiqué, on ne peut dire d'une loi d'application générale qu'elle "met en œuvre" une autre loi d'application générale. De plus, toutes les dispositions de "droit administratif", ce qui, dans de nombreux Membres de

[19] *Supra*, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial.
[20] Réponse des États-Unis à la question n° 129 du Groupe spécial, paragraphe 23.
[21] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 18 et suivants.
[22] *Voir* par exemple, la notion très artificielle de "disposition portant application" dont il est fait mention dans la réponse des États-Unis à la question n° 129 du Groupe spécial, paragraphe 24.
[23] Pour ce qui des "dispositions des États membres en matière de vérification", les États-Unis n'ont pas précisé quelles sont les dispositions auxquelles ils se réfèrent. Toutefois, dans la mesure où de telles dispositions existent au niveau des États membres, elles devraient clairement être considérées comme étant des lois et non pas comme une application.
[24] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphes 30 et 74.
[25] Réponse des États-Unis à la question n° 130 du Groupe spécial, paragraphe 26.

l'OMC, est l'expression utilisée pour décrire le régime régissant la conduite des autorités publiques, devraient être considérées comme une "application". En conséquence, en dehors du fait que la distinction entre mesures "administratives" et "fondamentales" n'a aucun fondement dans l'article X du GATT, l'interprétation des États-Unis ne respecte pas le sens ordinaire du terme "administratif" et conduirait à des résultats manifestement absurdes.

Question n° 132

Dans leur réponse à la question du Groupe spécial, les États-Unis disent ce qui suit: "Dans un système qui assure une application uniforme, toutes différences dans l'application qui peut émerger d'une région à l'autre devraient être résolues de plein droit et dans les moindres délais. Si cela est fait, il n'y aura aucune divergence à tolérer."[26]

Les CE ne voient pas au juste quel est le rapport entre la première et la deuxième phrase de la réponse des États-Unis. D'une part, les États-Unis semblent reconnaître que des "différences" peuvent émerger. D'autre part, les États-Unis disent qu'"il n'y aura aucune divergence à tolérer". Les CE ne savent pas au juste si, pour les États-Unis, il y a une différence entre "différence" et "divergence". S'il y en a une, les CE se demandent ce qu'elle est. S'il n'y en a pas, il semblerait que la deuxième phrase contredit la première.

La seule façon de concilier les deux phrases serait de dire que l'expression "dans les moindres délais" a un sens équivalent au terme "instantanément". Toutefois, les CE estiment qu'une telle définition ne serait pas raisonnable même dans le système d'administration douanière le plus centralisé. En fait, dans toute administration, les mesures administratives sont rarement "instantanées". Partant, il doit être suffisant aux fins de l'article X:3 a) du GATT que les différences soient conciliées dans un délai raisonnable, en tenant compte également des circonstances du cas particulier en cause. Les CE font remarquer que cela est conforme aux propres arguments des États-Unis concernant l'article X:3 b) du GATT, selon lesquels la question de savoir ce qui est effectué "dans les moindres délais" est "fonction, par exemple, de la complexité de l'affaire".[27]

Les États-Unis ont étayé ce point eux-mêmes en concédant que même dans un système centralisé, il se peut qu'il y ait des "divergences temporaires entre les régions", qui seraient dues, par exemple, à des manques de communication. À titre d'exemple, les États-Unis disent qu'il est possible que les agents en poste à un port du territoire d'un Membre ne soient pas immédiatement informés d'une décision concernant le classement rendue par l'autorité douanière d'un autre port.[28] Toutefois, les États-Unis n'indiquent pas la raison pour laquelle il peut être présumé que de telles divergences resteraient nécessairement "temporaires" dans un système centralisé d'administration douanière et, en particulier, comment et pourquoi elles seraient détectées instantanément lorsqu'elles surviennent.

Les États-Unis exigent également de nouveau que la conciliation des différences se fasse "de plein droit".[29] À cet égard, les CE tiennent à répéter que l'article X:3 a) du GATT prescrit uniquement que l'application soit uniforme et non pas que la conciliation des divergences se fasse nécessairement "de plein droit".[30]

Enfin, les États-Unis critiquent également le fait que la conciliation dans les CE se fasse d'une manière qu'ils jugent arbitraire et qu'aucune "voie n'a été clairement définie" pour résoudre les différences.[31] Les États-Unis ont bien sûr raison de dire que, dans les CE, il existe divers mécanismes

[26] Réponse des États-Unis à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 31.
[27] Réponse des États-Unis à la question n° 40 du Groupe spécial, paragraphe 152.
[28] Réponse des États-Unis à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 32.
[29] Réponse des États-Unis à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 31.
[30] *Voir* ci-dessus le troisième paragraphe des observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 127 du Groupe spécial.
[31] Réponse des États-Unis à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 34.

qui contribuent tous à une application uniforme et qu'il peut donc exister diverses voies pour résoudre un cas particulier. Il s'agit peut-être d'une différence avec le système des États-Unis où, en raison de l'existence du Service des douanes des États-Unis en tant qu'organisme centralisé, il y aurait moins de mécanismes et de voies procédurales. Cela dit, cette différence structurelle entre le système des CE et celui des États-Unis n'a rien à voir avec le respect par les CE de l'article X:3 a) du GATT et ne rend pas non plus le système des CE "aléatoire". L'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas que toutes les différences soient toujours résolues au moyen d'"une voie unique". Il laisse plutôt aux Membres de l'OMC le soin de choisir les mécanismes qu'ils souhaitent employer pour assurer une application uniforme et ces mécanismes peuvent différer selon les circonstances du cas particulier.

Question n° 133

Les CE renvoient à leurs observations sur les réponses des États-Unis aux questions n° 129 et 130 du Groupe spécial.

Question n° 134

Les CE prennent note du fait que les États-Unis ne contestent pas la manière dont le Comité du Code des douanes fonctionne en tant que tel.[32] Les États-Unis répètent néanmoins leur critique selon laquelle les négociants ne peuvent porter une affaire devant le Comité du Code des douanes "de plein droit" afin qu'il la résolve.[33] À cet égard, les CE peuvent uniquement répéter, premièrement, que l'article X:3 a) du GATT ne prescrit pas que des droits particuliers soient accordés aux négociants, que ce soit devant le Comité du Code des douanes ou ailleurs.[34] Ainsi, la question de savoir si la législation des CE confère aux négociants ou à l'industrie le droit d'être entendu avant l'adoption d'une mesure telle qu'un règlement relatif au classement concerne la conception interne du système des CE et non pas l'article X:3 a) du GATT.[35]

Les CE notent également que les États-Unis allèguent, en se référant à la pièce EC-103, que la "section du Comité du Code des douanes chargée des RTC" ne se réunit que deux ou trois fois par année.[36] Cette déclaration repose sur un malentendu. Les États-Unis se réfèrent aux réunions de la sous-section RTC de la Section de la nomenclature tarifaire et statistique du Comité du Code des douanes. Or, cette section s'intéresse uniquement aux aspects techniques et généraux du fonctionnement du système RTC. Les cas de RTC divergents sont examinés dans les trois sous-sections sectorielles de la Section de la nomenclature tarifaire et statistique (agriculture et produits chimiques, appareils et engins mécaniques, textiles). Comme il ressort de la pièce EC-103, de 2002 à 2004, ces trois sous-sections ont tenu en tout 13 à 14 réunions par année.

Question n° 135

Dans leur réponse à la question du Groupe spécial, les États-Unis disent que le "traitement" du même type que les exportateurs et les importateurs s'attendent à obtenir ne se limite pas au droit perçu sur des marchandises particulières mais comprend aussi les sanctions auxquelles ils pourraient faire face en des endroits différents.[37] D'après cette réponse, il semble que les États-Unis voient dans

[32] Réponse des États-Unis à la question n° 134 du Groupe spécial, paragraphe 42.
[33] Réponse des États-Unis à la question n° 134 du Groupe spécial, paragraphe 44.
[34] *Voir* ci-dessus le troisième paragraphe de l'observation sur la réponse des États-Unis à la question n° 127 du Groupe spécial.
[35] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphe 272. Par ailleurs, comme les CE l'ont déjà indiqué, le Comité du Code des douanes procède occasionnellement à l'audition de négociants et de représentants de l'industrie conformément à l'article 9 de son règlement intérieur (première communication écrite des CE, paragraphe 87).
[36] Réponse des États-Unis à la question n° 134 du Groupe spécial, note de bas de page 32.
[37] Réponse des États-Unis à la question n° 135 du Groupe spécial, paragraphe 49.

l'article X:3 a) du GATT une disposition générale garantissant l'égalité de traitement aux négociants dans tous les aspects de leurs opérations.

Les CE tiennent à rappeler que l'article X:3 a) du GATT n'est pas une règle générale prescrivant l'égalité de traitement des négociants mais une disposition plus limitée exigeant l'application uniforme d'un ensemble donné de lois. L'interprétation des États-Unis ne tient pas compte du fait que l'article X:3 a) du GATT est donc limité de deux manières: premièrement, parce qu'il s'applique uniquement aux lois qui sont visées à l'article X:1 du GATT, et qui, par exemple, ne comprennent pas les dispositions relatives aux sanctions; et deuxièmement, parce que l'article X:3 a) du GATT concerne uniquement l'application de la loi et non pas les différences sur le fond qui peuvent exister entre les lois applicables dans différentes parties du territoire d'un Membre de l'OMC.

Question n° 136

Dans leur réponse à la question du Groupe spécial, les États-Unis disent que d'autres personnes que celles à qui la lettre d'avis de décision est adressée "ont le droit d'invoquer une décision existante pour faire valoir le principe qui y est énoncé" et, ainsi, "peuvent bénéficier de la décision".[38] Il semble que cette réponse ne décrit pas correctement l'effet juridique des décisions anticipées dans l'ordre juridique des États-Unis.

En premier lieu, il est important de noter que les décisions anticipées du Service des douanes des États-Unis ne sont pas juridiquement contraignantes. Comme la Cour suprême des États-Unis l'a dit dans l'affaire *US* c. *Mead Corporation*, les décisions anticipées ne peuvent bénéficier du principe de déférence consacré par l'arrêt *Chevron*, c'est-à-dire qu'elles ne lient pas les tribunaux dans les procédures dont ils sont saisis.[39] La Cour suprême a plutôt statué que les décisions anticipées ne peuvent bénéficier que du principe de déférence consacré par l'arrêt "*Skidmore*", c'est-à-dire qu'elles doivent être respectées "en fonction de leur "pouvoir de persuasion"".[40] En d'autres termes, la Cour suprême des États-Unis n'accorde qu'un degré de déférence très limité aux décisions anticipées du Service des douanes des États-Unis.

Par ailleurs, il convient de noter que conformément à 19 CFR 177 (9) c), aucune autre personne que celle à qui la lettre d'avis de décision est adressée ne devrait se fonder sur cette lettre ni présumer que les principes énoncés dans cette décision seront appliqués en relation avec une transaction autre que celle qui est décrite dans les lettres. Cette disposition a été invoquée par les tribunaux et les autorités des États-Unis à maintes reprises pour empêcher que des négociants ne se fondent sur des lettres d'avis de décision qui ne leur étaient pas adressées.

À titre d'exemple, l'affaire *Fujitsu Compound Semiconductor, Inc.* c. *United States*[41] concernait l'importation de modules à diode laser. Dans cette affaire, les modules à diode laser importés par Fujitsu ont été classés sous la position tarifaire 8541.40.95 et étaient passibles d'un droit de douane *ad valorem* de 4,2 pour cent. Les droits applicables aux diodes laser ont été liquidés et Fujitsu n'a pas contesté les décisions. Après les liquidations, Toshiba a importé le même produit. Ultérieurement, l'administration centrale a déterminé dans deux décisions douanières que le classement correct des modules à diode laser était la position tarifaire 8541.40.20 à un taux *ad valorem* de 2 pour cent. Suite à ces décisions contraires, Fujitsu a cherché notamment à faire renverser la décision finale relative à la liquidation. En concluant que les décisions concernant le classement

[38] Réponse des États-Unis à la question n° 136, paragraphe 52.
[39] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 103, et pièce EC-130.
[40] Pièce EC-130.
[41] Opinion non codifiée 2003-6 (Ct. Int'l Trade 2003) (pièce EC-161).

rendues par l'administration centrale ne pouvaient pas être appliquées à la liquidation non contestée, le tribunal a indiqué ce qui suit:[42]

> "Le seul fait qu'il existe une lettre de l'administration centrale ne signifie pas qu'elle s'applique automatiquement à des importations autres que celles qui sont visées par la lettre. Dans la présente affaire, la lettre d'avis de décision a été adressée à Toshiba pour un produit similaire, et non pas à Fujitsu. La réglementation douanière prévoit qu'à l'exception de la personne à qui la décision est adressée, "aucune autre personne ne devrait se fonder sur la lettre d'avis de décision ou supposer que les principes de cette décision seront appliqués dans le cadre de toute transaction autre que celle qui est décrite dans la lettre."

Cette thèse est également illustrée par la décision HQ 954622 du Service des douanes des États-Unis.[43] Dans ce cas, un négociant a cherché à faire appliquer rétroactivement une lettre d'avis de décision de l'administration centrale à des marchandises qu'il a importé en invoquant le fait que des marchandises similaires avaient été classées différemment dans une décision douanière qu'il avait obtenue précédemment. Bien qu'il ait été expressément indiqué dans la décision que 19 CFR § 177 (9) c) ne s'applique généralement pas à une transaction autre que celle qui est décrite dans la lettre, la décision de l'administration centrale pouvait, dans ce cas, être appliquée rétroactivement à une transaction effectuée par un tiers en raison du libellé spécifique de la décision en question. En particulier, il y était indiqué que "toutes décisions rendues précédemment qui sont clairement en contradiction avec l'analyse et le résultat énoncés dans la présente décision sont également révoquées". Ainsi, bien qu'une décision puisse être rédigée de façon à avoir un effet plus large, 19 CFR § 177 (9) c) exclut normalement l'application obligatoire de la décision à des tiers et à des transactions qui n'y sont pas visés.

En conséquence, les États-Unis exagèrent grandement la différence existant entre les décisions anticipées et les RTC dans les CE. De plus, les États-Unis font abstraction du fait que, contrairement aux décisions anticipées dans le système des États-Unis, les RTC ne sont pas le seul mécanisme disponible pour assurer une application uniforme des règles relatives au classement. Ainsi, comme elles l'ont déjà indiqué, les CE peuvent adopter une règlement relatif au classement ou des notes explicatives.[44] Les règlements relatifs au classement ont force obligatoire en droit dans l'ensemble de la Communauté conformément à l'article 249 du Traité CE.[45] Par ailleurs, bien qu'ils doivent respecter la NC, toute question concernant leur validité devrait également faire l'objet d'une demande de décision préjudicielle auprès de la Cour européenne de justice qui examinera si la Commission a commis une "erreur manifeste d'appréciation".[46] Tant que la Cour européenne de justice n'a pas déclaré qu'un règlement relatif au classement est nul, il doit être appliqué par toutes les autorités douanières et peut être invoqué par les particuliers. Il semble donc raisonnable de dire que la base juridique de la réglementation des CE relative au classement est considérablement plus solide que celle des décisions rendues par le Service des douanes des États-Unis.

D'une manière générale, cependant, la question de l'effet juridique des RTC ou des décisions anticipées n'a aucune importance aux fins de l'article X:3 a) du GATT. Il faut rappeler que l'article X:3 a) du GATT ne prescrit absolument pas la mise en place d'un système de décisions anticipées, voire la manière précise dont un tel système devrait être conçu en ce qui concerne les effets

[42] Pièce EC-161, pages 7 et 8. Bien qu'il soit fait mention de "produits similaires" dans le texte cité, il est indiqué dans un passage précédent de la décision que les produits étaient bien identiques (page 2).
[43] Pièce EC-162.
[44] Première communication écrite des CE, paragraphes 92 et suivants.
[45] Première communication écrite des CE, paragraphe 93.
[46] Première communication écrite des CE, paragraphe 95.

qu'auraient ces décisions anticipées. La création d'obligations spécifiques de ce genre devrait se faire dans le cadre des négociations de Doha sur la facilitation des échanges plutôt que du processus de règlement des différends.[47] En conséquence, si les États-Unis avaient parfaitement le droit d'opter pour un système de décisions anticipées tel qu'il est conçu, les CE avaient également le droit de concevoir différemment leur système RTC.

Question n° 137 a)

Les CE font d'abord observer que, dans leur réponse à la question du Groupe spécial, les États-Unis ne fournissent aucune réponse aux observations formulées par les CE aux paragraphes 108 et 109 de leur deuxième communication écrite, à savoir que la lettre adressée à Ornata GmbH (pièce US-50) ne semble avoir aucun rapport avec la contestation administrative tranchée par le Bureau des douanes principal de Brême dans sa lettre figurant à la pièce US-23.

Les CE n'avaient pas contesté le fait qu'il se pouvait que les deux lettres concernent le même type de produit. Toutefois, comme il n'y a aucune incompatibilité fondamentale entre les deux décisions des autorités allemandes, qui excluent toutes deux le classement des produits en raison de l'absence d'une couche de tontisses visible à l'oeil nu[48], les CE ne savent toujours pas au juste quelle thèse les États-Unis essayaient de défendre en introduisant le deuxième cas. En ce qui concerne les RTC délivrés par les autorités douanières hollandaises, irlandaises et britanniques, les CE ont déjà expliqué que les marchandises examinées par les autorités allemandes ne correspondaient pas à celles qui étaient décrites dans les RTC, où il était uniformément question de produits manifestement floqués.[49]

À cet égard, dans leur réponse les États-Unis mentionnent également l'attestation sous serment de Mark J. Berman, Président de Rockland Industries, qu'ils ont présentée dans leur deuxième déclaration orale (pièce US-79). Comme les CE l'ont déjà indiqué[50], cette attestation sous serment n'a aucune force probante.

Premièrement, au point 5 de l'attestation sous serment il est dit que "le produit visé dans la lettre du ZPLA a été produit par Rockland et vendu à Ornata GmbH". Or, les CE n'ont jamais contesté ce point. En revanche, l'attestation sous serment ne donne aucune réponse concernant la question de savoir si les produits pour lesquels les RTC ont été délivrés par les autorités hollandaises, irlandaises et britanniques étaient également des produits de Rockland.

Deuxièmement, aux fins du classement correct du produit, la question importante n'est pas de savoir si le produit "incorpore des tontisses de textile qui sont fixées dans le cadre de l'enduction" mais celle de savoir si une couche de tontisses est visible à l'œil nu. Il ne s'agit guère d'une question à laquelle on peut répondre au moyen de la présentation d'une attestation sous serment du président du producteur de la marchandise. Cela est également étayé par le fait que le Service des douanes des

[47] Il convient de rappeler que les décisions anticipées sont une des questions visées par les négociations de Doha sur la facilitation des échanges et que les États-Unis ont présenté plusieurs propositions à cet égard (première communication écrite des CE, paragraphe 227).

[48] Dans leur réponse à la question n° 137 a) du Groupe spécial, au paragraphe 55, les États-Unis allèguent que le Bureau des douanes principal de Brême a exclu le produit de Rockland "au motif que le produit était enduit de plastique, que des tontisses ou d'autres éléments soient ou non incorporés dans cette enduction". Il s'agit là encore d'une nouvelle interprétation de la décision par les États-Unis, qui n'a toutefois aucun fondement dans le texte de la décision (voir la première communication écrite des CE, paragraphes 333 et suivants).

[49] Première communication écrite des CE, paragraphes 335 et suivants.

[50] Déclaration finale des CE, paragraphe 16.

États-Unis lui-même avait eu de la difficulté à classer la marchandise et avait dû recourir à de multiples examens en laboratoire.[51]

Troisièmement, M. Berman ne peut être considéré comme un témoin crédible aux fins de la présente affaire. Les États-Unis ont soutenu que la crédibilité de M. Berman ne pouvait être mise en doute en faisant valoir que M. Berman n'avait aucun intérêt dans le résultat du présent différend devant l'OMC.[52] S'il est peut-être vrai que M. Berman n'a aucun intérêt direct dans le résultat du présent différend, il est également vrai que M. Berman a clairement intérêt à ce que les doublures opaques pour rideaux et tentures soient classées d'une manière favorable. Il est donc difficilement concevable que M. Berman fasse une attestation sous serment qui aurait des incidences négatives pour le classement tarifaire des produits de Rockland.

En conséquence, l'attestation sous serment produite par les États-Unis n'a pas la moindre force probante. Les États-Unis n'ont pas réussi à montrer qu'il y a un manque d'uniformité concernant le classement de doublures opaques pour rideaux et tentures dans les CE.

Question n° 137 b)

En ce qui concerne le Règlement n° 493/2005 qui suspend les droits de douane appliqués à certains types de moniteurs ACL, les États-Unis maintiennent que ce règlement n'est pas satisfaisant parce qu'il s'agit uniquement d'une solution temporaire qui ne résout pas la question sous-jacente du classement.[53] En réponse aux explications des CE selon lesquelles les CE prendront, au plus tard avant l'expiration du Règlement n° 493/2005, les mesures nécessaires pour assurer la continuation de l'application uniforme, les États-Unis disent simplement qu'ils ne "connaissent aucune disposition qui impose ce résultat". De plus, les États-Unis font valoir que "les négociants organisent leurs activités commerciales en pensant à long terme" et peuvent donc déjà prendre leurs décisions en matière d'expédition en prévision de la situation qui pourrait exister après l'expiration du Règlement n° 493/2005.

Selon les CE, ces critiques ne sont pas fondées. On ne peut fonder une plainte déposée dans le cadre de l'OMC sur une spéculation concernant les actions futures ou les omissions d'un Membre de l'OMC. La question de savoir si une disposition "oblige" les CE à prendre les mesures nécessaires après l'expiration du Règlement n° 493/2005 n'a donc aucune pertinence. Ce qui compte c'est de savoir si les CE prendront effectivement de telles mesures et c'est uniquement si les CE n'assurent pas une application uniforme que les États-Unis pourraient éventuellement formuler une allégation, pas en prévision de la possibilité qu'elles ne le fassent pas.

Les mentions de la planification à long terme de la part des négociants ne présentent également aucun intérêt aux fins de l'article X:3 a) du GATT. Les CE comprennent évidemment que les négociants aient intérêt à ce que l'environnement commercial soit stable. Toutefois, l'article X:3 a) du GATT est une disposition qui prescrit une application uniforme. Ce n'est pas une disposition qui interdit les modifications législatives ou qui protège les attentes des négociants concernant la continuation de certaines mesures. De ce fait, l'article X:3 a) du GATT ne préjuge pas de la question de savoir quelles sont les mesures qui seront adoptées par les CE après l'expiration du Règlement n° 493/2005 afin d'assurer une application uniforme.

[51] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphe 345.
[52] Réponse des États-Unis à la question n° 137 a) du Groupe spécial, note de bas de page 39.
[53] Réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial, paragraphe 56.

Les États-Unis passent ensuite à la question des moniteurs qui ne sont pas visés par le Règlement n° 493/2005 parce que leur taille est supérieure à celle qui est prévue dans le Règlement et renvoient à leur deuxième déclaration orale ainsi qu'aux pièces US-75 à 78.[54]

À ce sujet, les CE tiennent à faire observer que certaines des mesures mentionnées par les États-Unis datent de juillet 2005 et ne relèvent donc pas du mandat du Groupe spécial.[55] De plus, comme les CE l'ont déjà indiqué, le classement des moniteurs ACL est une question récente et en cours que les institutions des CE surveillent étroitement.[56] Les services de la Commission européenne ont élaboré un projet de règlement relatif au classement sur la base de consultations continues avec les autorités douanières des États membres ainsi que l'industrie concernée.[57] Cette mesure sera soumise pour avis au Comité du Code des douanes à sa réunion du 16 décembre 2005.[58]

Les États-Unis présentent maintenant également une lettre très récente du 6 décembre 2005 de la European Industry Association (EICTA) adressée à la Commission européenne dans laquelle cette association s'élève contre l'adoption envisagée d'un règlement relatif au classement pour les moniteurs concernés en exprimant son désaccord avec le classement envisagé.[59] Les CE ne voient pas comment cette lettre étaye la prétention des États-Unis. En fait, dans sa lettre, l'EICTA demande expressément à la Commission de **reporter à plus tard** l'examen du règlement relatif au classement. Cela peut se comprendre du point de vue de l'EICTA qui est en désaccord avec la Commission sur la question du classement quant au fond. Ce qui ne se comprend pas c'est la raison pour laquelle les États-Unis estiment que cette lettre de l'association industrielle concernée, demandant le report d'une mesure qui contribuera à l'application uniforme, étaye leur propre prétention voulant que les CE ne font pas ce qu'il faut pour assurer l'application uniforme.

S'agissant de la lettre de l'EICTA, les États-Unis ont également reproché à la Commission de ne pas avoir consulté l'industrie au sujet du projet de règlement.[60] À cet égard, les CE tiennent à faire remarquer que la question de savoir si, comment et quand un Membre de l'OMC consulte l'industrie avant l'adoption d'une mesure réglementaire n'a rien à voir avec l'obligation d'application uniforme prévue à l'article X:3 a) du GATT. De plus, il n'est pas exact de dire que la Commission n'a pas consulté l'industrie. Les services de la Commission ont mené diverses consultations avec l'industrie et l'EICTA a également eu l'occasion de présenter ses vues au Comité du Code des douanes concernant le classement des moniteurs ACL avec DVI.[61] Pour l'information du Groupe spécial, les CE ont également joint la réponse de la Commission européenne à la lettre de l'EICTA (pièce EC-165).

Question n° 137 c)

Au paragraphe 61 de leurs réponses, les États-Unis répètent des citations sélectives concernant les normes de contrôle et les méthodes de travail ainsi que le traitement des négociants actifs dans plusieurs États membres mais il n'est pas clair que ces mentions soient utiles pour répondre à la question du Groupe spécial; en tout état de cause, les CE ont déjà exprimé leurs vues sur le traitement des négociants dans leur première communication écrite. Les CE tiennent également à indiquer de nouveau que c'est dans le domaine des vérifications que surgissent les questions les plus pratiques concernant les normes de contrôle et les méthodes de travail communes, et l'évolution de la situation dans les CE en matière de vérifications a déjà été décrite.

---

[54] Réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial, paragraphes 56 et 58 à 60.

[55] Pièces US-77 et US-78. Voir ci-dessus le septième paragraphe des observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial.

[56] Première communication écrite des CE, paragraphe 361; déclaration finale des CE, paragraphe 15.

[57] Pièce EC-163.

[58] Pièce EC-164.

[59] Réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial, paragraphe 59, et pièce US-81.

[60] Réponse des États-Unis à la question n° 137 b) du Groupe spécial, paragraphe 59.

[61] *Voir* la pièce EC-84 dans laquelle l'EICTA prend note de la possibilité de présenter ses vues à la réunion du 8 novembre 2004 du Comité de la nomenclature.

S'agissant de la troisième affirmation des États-Unis au paragraphe 61, les CE tiennent à souligner que même si, à l'heure actuelle, la législation des CE ne prévoit pas l'application de décisions relatives à la valeur en douane dans l'ensemble de la Communauté, cette situation ne cause pas en soi un manque d'application uniforme ni ne pourrait constituer en soi la démonstration d'une absence d'application uniforme dans le cadre de l'article X:3 a) du GATT.

Question n° 137 d)

Dans leur réponse à la question du Groupe spécial, les États-Unis font mention d'une "obligation d'obtenir une approbation préalable" appliquée "en pratique".[62] Il convient de signaler que cette mention provient d'un passage formulé de manière ambiguë dans le rapport de la Cour des comptes pour 2000.[63] Les CE tiennent à informer le Groupe spécial que, selon une enquête sur les pratiques des autorités douanières de tous les États membres, elles peuvent confirmer qu'aucun État membre n'impose, en droit ou dans la pratique, d'obligation d'obtenir une approbation préalable en relation avec les conditions auxquelles une vente autre que la dernière vente peut être utilisée comme base pour déterminer la valeur transactionnelle aux fins de la valeur en douane. Les États-Unis n'ont apporté aucun élément de preuve à l'effet contraire. L'allégation des États-Unis n'est donc pas fondée.

Question n° 137 e)

Les États-Unis n'expliquent pas le sens des termes "paramètres extérieurs" sur lesquels ils fondent leur brève réponse à cette question. Cela dit, les CE tiennent à signaler que les États-Unis n'ont pas prouvé, dans leur première communication écrite, que les autorités douanières des CE appliquent la procédure de domiciliation d'une manière non uniforme. Dans cette communication, les États-Unis montrent uniquement qu'ils se sont appuyés sur des renseignements confus provenant de sources inconnues. Par ailleurs, à aucun moment de la procédure les États-Unis n'ont réfuté les arguments avancés par les CE dans leur première communication écrite[64] ou apporté des éléments de preuve à cette fin même si ces lacunes avaient déjà été soulignées par les CE dans leur première déclaration orale.[65] Les États-Unis ne l'ont pas fait non plus dans leur réponse à cette question du Groupe spécial.

Question n° 138

En ce qui concerne cette question, les CE tiennent à préciser qu'elles n'ont jamais soutenu que les "procédures de vérification" font partie des règles relatives à la valeur en douane. Les procédures de vérification peuvent servir à vérifier l'application correcte de nombreuses règles douanières, y compris, mais pas uniquement, les règles relatives à la valeur en douane. Les CE ont répondu aux arguments des États-Unis sur les vérifications dans le contexte des débats sur la valeur en douane parce que c'est dans ce contexte que la question a été soulevée par les États-Unis, à savoir au regard du rapport de la Cour des comptes sur la valeur en douane.[66] De même, comme le Groupe spécial l'a fait remarquer, les États-Unis, dans leur deuxième déclaration orale, ont de nouveau abordé la question des vérifications dans la section portant sur les règles relatives à la valeur en douane.[67]

Cela dit, les CE contestent que les règles concernant les vérifications à des fins douanières relèvent de l'article X:1 du GATT. L'article X:1 du GATT vise uniquement les lois et les règlements qui se rapportent aux questions mentionnées dans cette disposition. De plus, les États-Unis n'ont aucunement démontré qu'il existe un manque d'uniformité en matière de vérification à des fins

[62] Réponse des États-Unis à la question n° 137 d) du Groupe spécial, paragraphe 62.
[63] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphe 395.
[64] Première communication écrite des CE, paragraphes 419 à 427.
[65] Première déclaration orale des CE, paragraphe 49.
[66] *Voir* la première communication écrite des CE, note de bas de page 197.
[67] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 67.

douanières dans les CE. Les États-Unis ont souvent fait mention de "dispositions divergentes en matière de vérifications" dans les États membres mais ils n'ont jamais indiqué clairement ce qu'ils entendaient par ces dispositions ni en quoi elles seraient différentes. Les États-Unis n'ont pas non plus apporté d'élément de preuve établissant que la conduite de vérifications douanières dans les CE n'est pas uniforme dans la pratique.[68]

Question n° 139

À titre de précision, les CE tiennent à souligner que les documents français et les documents anglais mentionnés dans les arguments des États-Unis ne constituent pas une "loi". Il s'agit simplement d'orientations qui doivent toujours être interprétées conformément à la législation communautaire qui est constituée dans la présente affaire du CDC et du Règlement d'application.

Les États-Unis contestent ce qu'ils considèrent comme étant une divergence entre les orientations françaises et les orientations anglaises relatives à la transformation sous douane. Les CE ont déjà expliqué dans leurs communications qu'il n'y a pas de divergences entre les deux documents et elles donnent quelques arguments supplémentaires dans leurs observations concernant la question n° 140. Par ailleurs, comme les CE l'ont également expliqué[69], c'est aux États-Unis qu'il incomberait de prouver qu'il y a une application divergente des conditions de la transformation sous douane. Les États-Unis n'ont apporté aucun élément de preuve en ce sens.

Question n° 140

Contrairement aux allégations des États-Unis[70], les CE ne voient aucune ambiguïté interne dans la législation des CE relative aux conditions économiques. L'article 133 du CDC énonce les conditions économiques auxquelles est subordonnée l'autorisation de transformation sous douane en prescrivant, en une phrase, qu'elle est accordée dans le cas où sont remplies "les conditions nécessaires pour que le régime puisse contribuer à favoriser la création ou le maintien d'une activité de transformation de marchandises dans la Communauté sans qu'il soit porté atteinte aux intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises similaires (conditions économiques)". Ces conditions économiques sont également énoncées à l'article 502(3) du Règlement d'application qui reprend la première partie de la phrase. Le fait, comme l'ont allégué les États-Unis, qu'en général le Règlement d'application développe plus en détail les dispositions du CDC est sans intérêt en l'occurrence parce que ce qui compte c'est la manière dont le cadre réglementaire spécifique concernant la transformation sous douane est réparti entre les deux textes juridiques. Ainsi, la liste complète des conditions à remplir pour accorder une autorisation est établie dans le CDC, et non pas dans le Règlement d'application, et il ne fait aucun doute que le premier texte prévaut en raison de son statut hiérarchique plus élevé.

Enfin, les États-Unis ont tort d'alléguer que les orientations françaises prescrivent uniquement la "création ou le maintien d'une activité de transformation dans la Communauté".[71] Les CE renvoient à leur deuxième communication écrite à cette fin.[72] Outre ces arguments, les CE tiennent à ajouter que le deuxième alinéa du paragraphe 78 et le paragraphe 79 des orientations françaises montrent bien

[68] S'agissant du Customs Audit Guide des CE, les États-Unis ont critiqué ce guide en disant qu'il avait été "complété récemment" et qu'il "n'avait pour seul objectif que d'aider les États membres" (deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 67). Les CE ne voient pas en quoi le fait que le Guide soit récent et non contraignant devrait signifier qu'il n'est pas pertinent. Par ailleurs, comme les CE l'ont indiqué dans leur réponse à la question n° 167 du Groupe spécial, il existe également d'autres lignes directrices sur les meilleures pratiques concernant des questions pertinentes relatives à l'analyse et la gestion des risques (réponse des CE à la question n° 167 du Groupe spécial, paragraphe 62).

[69] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 181 et suivants.

[70] Réponse des États-Unis à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphes 74 à 76.

[71] Réponse des États-Unis à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphe 77.

[72] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 178 à 180.

l'obligation imposée à la partie demanderesse de fournir des renseignements sur l'absence d'effets défavorables sur les intérêts essentiels des producteurs communautaires de marchandises similaires.[73]

Question n° 141

Sans préjudice au cadre analytique utilisé par les États-Unis pour examiner l'obligation des CE au titre de l'article X:3 b) du GATT, les CE font observer que les États-Unis ne font aucune allégation concernant la portée de la révision prescrite par cette disposition.

Les États-Unis confirment que leurs allégations au titre de l'article X:3 b) se rapportent à la prescription selon laquelle les décisions des tribunaux ou celles issues des procédures doivent régir la pratique administrative des organismes chargés de l'application des mesures administratives.[74] Les arguments supplémentaires des CE sur cette question seront exposés dans leurs observations sur la question n° 142.

Question n° 142 a) et b)

L'allégation des États-Unis, selon laquelle la révision effectuée au niveau des États membres n'est pas conforme avec la prescription prévue à l'article X:3 b) du GATT voulant que les décisions rendues par les tribunaux de première instance régiront la pratique administrative des organismes chargés de l'application des mesures administratives, repose sur une interprétation littérale et contextuelle très restrictive de cette disposition.

Selon les CE, la position des États-Unis repose sur une interprétation radicale de l'article X:3 b) du GATT dont le seul objectif est d'attaquer le système judiciaire des CE. Cette conduite est en contradiction directe avec l'obligation d'interpréter les traités de bonne foi, qui est prévue à l'article 31(1) de la Convention de Vienne. Par ailleurs, il est indiqué dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux* que "le principe de la bonne foi dans le processus d'interprétation sous-tend le concept selon lequel l'interprétation ne devrait pas conduire à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable".[75] Les CE ont déjà indiqué que l'interprétation des États-Unis ne correspond pas aux traditions juridiques de la plupart, sinon de tous, les Membres de l'OMC.[76] L'interprétation que donnent les États-Unis de la prescription "en régiront la pratique" figurant à l'article X:3 b) du GATT devrait donc être rejetée parce qu'elle est déraisonnable.

Les CE insistent pour dire, premièrement, qu'en développant l'interprétation littérale du terme "régir", les États-Unis font un choix qui n'est pas acceptable.[77] Ce terme désigne des instruments ou des rapports contraignants (contrôle, réglemente, détermine, constitue une loi, une règle ou une norme) et non contraignants, comme "influence" ou "sert à décider".[78] Les CE considèrent que ces deux sens sont plus conformes au rôle joué par les tribunaux de première instance dans la plupart des ordres

[73] Le paragraphe 78, au deuxième alinéa, dispose que "[p]ar conséquent [une référence à l'obligation relative aux intérêts essentiels énoncée au premier alinéa] le demandeur doit, **dans tous les cas**, préciser dans sa demande la raison économique pour laquelle il a recours à l'un de ces régimes [y compris la transformation sous douane]".

Le paragraphe 79 dispose que "[d]ans la rubrique n° 10 de la demande, le demandeur doit mentionner la raison économique du recours au régime sollicité". Il est important de souligner que la raison économique comprend l'obligation relative aux intérêts essentiels car elle découle du deuxième alinéa du paragraphe 78 des orientations françaises.

[74] Réponse des États-Unis à la question n° 141, paragraphe 81.

[75] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, paragraphe 6.49.

[76] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 98, et déclaration finale des CE, paragraphe 30.

[77] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphes 94 et 95.

[78] Les États-Unis n'ont pas joint les pages du *New Shorter Oxford Dictionary* auxquelles ils se réfèrent dans leur deuxième communication écrite, paragraphe 104. Pour plus de commodité, les CE fournissent les pages pertinentes (pièce EC-166).

juridiques des Membres de l'OMC et, en tout état de cause, dans les Membres qui n'ont pas de tribunaux centralisés pour la révision en première instance des décisions administratives se rapportant aux questions douanières, y compris les CE.[79] Les États-Unis n'ont pas réfuté ces arguments.

Deuxièmement, l'interprétation contextuelle de l'article X:3 b) du GATT utilisée par les États-Unis (c'est-à-dire son prétendu lien avec l'alinéa a) de l'article X:3)[80] est également erronée. Les CE ont déjà donné plusieurs raisons étayant cette affirmation.[81] De surcroît, le contexte pertinent pour l'interprétation de l'article X:3 a) n'est pas l'alinéa b) qui suit mais le paragraphe premier de l'article X auquel l'article X:3 a) fait expressément référence. Le paragraphe premier comprend "les décisions judiciaires d'application générale" au nombre des instruments devant être appliqués uniformément conformément au paragraphe 3 a). Cela démontre que l'article X du GATT s'applique à deux types de décisions judiciaires: celles qui sont d'application générale, dont l'application uniforme est prescrite par le paragraphe 3 a) et celles qui sont adoptées par les tribunaux de révision de première instance, dont l'application uniforme dans l'ensemble du Membre de l'OMC n'est pas prescrite. Cette interprétation contextuelle explique pourquoi il n'y a aucun lien entre les alinéas a) et b) de l'article X:3 du GATT. De plus, comme les CE l'ont souligné dans l'argument qui précède, l'effet ainsi limité des décisions rendues par les tribunaux de première instance est plus conforme à leur rôle dans la plupart des ordres juridiques des Membres de l'OMC.

Les arguments développés par les États-Unis en ce qui concerne la notion de "décision" témoignent également de son interprétation unilatérale d'autres systèmes juridiques. Contrairement à ce que les États-Unis allèguent, les tribunaux de révision dans la plupart des Membres de l'OMC ne sont pas habilités à déterminer quel devrait être le classement tarifaire d'une marchandise. Pour des raisons historiques, les pouvoirs des tribunaux sont limités à l'annulation de décisions administratives.[82] Cela limite clairement la possibilité de faire exécuter les décisions judiciaires par les organismes qui sont situés à l'extérieur de la zone géographique, qui ne pourraient pas véritablement faire appliquer ces décisions en leur donnant un caractère contraignant. L'utilisation du pluriel d'un bout à l'autre de l'article X:3 b) du GATT est précisément une reconnaissance de cet équilibre entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

Question n° 142 c)

Dans le présent différend, les États-Unis ne prennent pas position sur la question de savoir si une révision en première instance par les tribunaux des États membres est effectuée "dans les moindres délais" dans les cas où la CEJ n'est pas saisie d'une demande de décision préjudicielle. Bien que les États-Unis soulignent que "cela ne signifie pas que les États-Unis concèdent qu'une telle

[79] Voir certains exemples dans la deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 96.

[80] Le lien fait par les États-Unis entre les alinéas a) et b) de l'article X:3 du GATT est encore plus étonnant si on considère qu'aux paragraphes 79 et suivants du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Blé* il est indiqué que les États-Unis ont soutenu que les alinéas a) et b) de l'article XVII:1 du GATT contenaient des obligations distinctes et indépendantes. L'Organe d'appel et, avant lui, le Groupe spécial ont rejeté cette interprétation sur la base des termes et du contexte de ces dispositions, principalement en raison de la mention spécifique du premier alinéa dans le second alinéa. C'est exactement le contraire dans la présente affaire parce que, comme les CE l'ont déjà expliqué au paragraphe 223 de leur deuxième communication écrite, l'article X:3 b) du GATT ne contient aucune mention de l'alinéa a), contrairement à l'alinéa c) qui contient un lien explicite avec l'alinéa b).

[81] Première communication écrite des CE, paragraphe 461, première déclaration orale des CE, paragraphes 60 et 69, réponse des CE à la question n° 87 du Groupe spécial, paragraphe 172, deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 100 et deuxième communication écrite des CE, paragraphes 222 et suivants.

[82] Voir, par exemple, les explications concernant le système des CE et ses États membres données dans la première communication écrite des CE, paragraphe 176, et la réponse des CE à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 127.

révision est effectuée dans les moindres délais",[83] le fait est que cette mise en garde n'a aucune importance aux fins du présent différend. En l'absence d'allégation par les États-Unis concernant ces révisions, le Groupe spécial ne devrait pas se prononcer sur la question.

L'allégation est donc limitée aux révisions effectuées en première instance par les tribunaux des États membres dans les cas où il y a saisine de la CEJ. Il convient de rappeler que les tribunaux de première instance des États membres ne sont pas tenus de saisir la CEJ de questions d'interprétation.

Les États-Unis considèrent que dans de tels cas les révisions nationales ne sont pas effectuées dans les moindres délais parce qu'"uniquement pour faire en sorte qu'une demande de décision préjudicielle soit portée devant la CEJ, un négociant peut devoir être obligé de passer par un processus de recours administratifs […], qui sera suivi par plusieurs étapes de révision judiciaire qui peuvent elles-mêmes prendre des années" et "[s]i la CEJ devait être saisie de la question, il faudra entre 19 et 20 mois en moyenne pour qu'il soit statué sur la question".[84]

Les CE ne peuvent approuver ces deux arguments.

Premièrement, les CE considèrent que le temps nécessaire pour l'épuisement des recours administratifs non indépendants ne peut être pris en compte afin de déterminer si la révision prévue à l'article X:3 b) du GATT est effectuée dans les moindres délais parce que ce genre de recours administratif (ceux sur lesquels il est statué par des organismes qui ne sont pas indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives) n'est pas visé à l'article X:3 b) du GATT mais à l'article X:3 c), qui autorise les Membres de l'OMC à les conserver, s'ils assurent en fait une révision impartiale et objective des décisions administratives.

Deuxièmement, en ce qui concerne le temps nécessaire pour les demandes de décisions préjudicielles dont est saisie la CEJ, les États-Unis allèguent qu'il "y aurait manquement à l'obligation de procéder dans les moindres délais si les CE soutenaient que la révision effectuée par la CEJ leur permettait de s'acquitter de leur obligation au titre de l'article X:3 b)". Comme cela n'est pas le cas, les CE considèrent que l'allégation est inexistante.

Cela dit, à titre d'argument subsidiaire, les CE tiennent à signaler que selon les États-Unis l'expression "dans les moindres délais" signifie "sans retard", que "ce qu'il faut pour qu'une mesure soit prise sans retard dépendra nécessairement du contexte", et que "l'expression "dans les moindres délais" ne connote pas, en elle-même, une période de temps particulière qui sera pertinente dans tous les contextes".[85]

L'application de ces critères aux affaires dans lesquelles un tribunal de première instance d'un État membre saisit la CEJ d'une question doit nécessairement mener à la conclusion que la révision est effectuée dans les moindres délais parce qu'il n'y a pas de retards: la demande de renvoi préjudiciel dont est saisie la CEJ est intégrée dans la procédure dont est saisi le tribunal national afin de faciliter la résolution du différend par le tribunal national.

Question n° 143

Les CE prennent note du fait que les États-Unis ne contestent pas le contrôle auquel procède la CEJ en application de l'article 230 du Traité CE.

---

[83] Réponse des États-Unis à la question n° 142, paragraphe 90. Les États-Unis ont cité la publication de M. Vermulst hors contexte parce que l'auteur n'a pas fait d'analyse dans le contexte de l'article X:3 b) du GATT.

[84] Réponse des États-Unis à la question n° 142 du Groupe spécial, paragraphe 91.

[85] Réponse des États-Unis à la question n° 40 du Groupe spécial, paragraphe 152.

Les observations des États-Unis sur les demandes de décisions préjudicielles présentées à la CEJ vont au-delà de la question du Groupe spécial et les CE renvoient à leur communication supplémentaire sur la Partie III de la deuxième déclaration orale des États-Unis.[86]

Question n° 144

Les CE rejettent fermement l'observation des États-Unis selon laquelle la Convention européenne des droits de l'homme est "une obligation de nature très générale concernant la régularité de la procédure".[87] L'observation des États-Unis met en évidence leur manque de familiarité avec le système européen de protection des droits de l'homme, dont le respect est assuré par la Cour européenne des droits de l'homme, comme les CE l'ont expliqué dans une réponse à une question du Groupe spécial.[88]

En outre, les CE rejettent l'affirmation des États-Unis voulant qu'elles aient admis que la Convention européenne des droits de l'homme n'a pas été "rendue opérationnelle" dans le domaine des douanes. L'article 6(1) de la Convention, qui définit le droit à un procès équitable par un tribunal indépendant et impartial établi par la loi, comprend le droit à une protection judiciaire dans les moindres délais dans tous les secteurs[89], la seule exception étant pour les affaires relatives à la fonction publique.

Enfin, les CE insistent pour dire qu'à leur connaissance aucun Membre de l'OMC (et pas, en tout cas, les États-Unis[90]) n'a inscrit dans sa législation de disposition précise prescrivant que la révision indépendante en première instance soit effectuée dans les moindres délais.

Question n° 145

Les CE ont déjà expliqué que, contrairement à l'obligation prévue par l'article X:3 b) du GATT, le réexamen administratif effectué par le Bureau des règlements et des décisions aux États-Unis n'est pas indépendant parce que le Bureau fait partie du Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, qui est l'organisme chargé aux États-Unis de l'application des mesures administratives se rapportant aux questions douanières.[91]

En tout état de cause, en supposant, pour les besoins de l'argumentation, que de telles décisions en matière de réexamen relèvent de l'article X:3 b), leur effet n'est pas conforme avec l'interprétation de la disposition sur laquelle les États-Unis se fondent pour contester le système des CE. Les États-Unis critiquent le fait que les décisions rendues en première instance dans les CE ne lient pas les autres organismes des États membres. Or, selon les États-Unis, les décisions en matière de réexamen rendues par le Bureau constituent uniquement un "précédent" pour la disposition de marchandises identiques par d'autres personnes.[92] Ce terme indique que les décisions concernant le réexamen rendues aux États-Unis ne produisent pas d'effet obligatoire en droit, ce qui correspond à la situation qui existe entre les différents tribunaux et organismes nationaux dans les CE.[93]

---

[86] Communication supplémentaire des CE, section III.C.

[87] Réponse des États-Unis à la question n° 144 du Groupe spécial, paragraphe 94.

[88] Réponse des CE à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphe 89.

[89] Réponse des CE à la question n° 74 du Groupe spécial, paragraphes 134 à 136 et à la question n° 70 du Groupe spécial, paragraphe 89.

[90] Réponse des CE à la question n° 74 du Groupe spécial, paragraphe 138.

[91] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 218.

[92] Réponse des États-Unis à la question n° 145 du Groupe spécial, paragraphe 96, à la fin.

[93] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphes 98 et 99, et déclaration finale des CE, paragraphe 30.

Comme les États-Unis allèguent que "les décisions rendues dans le cadre de la procédure de réexamen ont la même valeur et le même effet que les décisions anticipées",[94] les CE renvoient, pour des arguments supplémentaires, à leurs observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 136.

QUESTIONS ADRESSÉES AUX DEUX PARTIES

Question n° 173

Les CE estiment que la réponse des États-Unis à la question du Groupe spécial est tout à fait insuffisante et met en évidence une faiblesse fondamentale dans l'argumentation des États-Unis.

Au lieu d'indiquer au Groupe spécial comment il devrait établir, comme les États-Unis l'allèguent, que le système des CE conduit "nécessairement" à un manque d'uniformité contraire à l'article X:3 a) du GATT, les États-Unis font vaguement état de "certains aspects inusités" de l'article X:3 a) du GATT.[95] En ce qui concerne la question de savoir s'il est nécessaire de prendre en considération des cas spécifiques d'application non uniforme, les États-Unis répondent que "bien qu'il soit difficile de répondre à cette question dans l'abstrait, il n'est pas nécessaire d'y répondre dans le présent différend".

Les CE ne partagent absolument pas cette opinion. L'article X:3 a) du GATT n'est pas inusité au point que les règles normales de l'article 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends concernant une évaluation objective des faits ne devraient plus s'appliquer. En conséquence, les règles normales en matière de preuve pour établir que la législation d'un Membre en tant que telle constitue un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC, telles qu'elles sont énoncées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, s'appliquent également dans la présente affaire.[96] Cela signifie en particulier que les États-Unis sont tenus d'étayer leur allégation d'incompatibilité en tant que telle du système d'administration douanière des CE par des éléments de preuve solides d'un véritable mode d'application non uniforme. Pour plus de précisions, les CE renvoient à leur propre réponse à la question n° 173 du Groupe spécial.

Le seul précédent cité par les États-Unis est le rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*.[97] Toutefois, contrairement à la déclaration des États-Unis, ce qui ressort tout particulièrement de ce rapport n'est pas le fait que le Groupe spécial a "examiné" l'allégation des États-Unis contre le régime de la Commission du blé mais plutôt qu'il l'a rejetée parce que les États-Unis n'avaient pas réussi à prouver que la Commission du blé, dans les faits, agirait nécessairement d'une manière contraire à l'article XVII du GATT.[98] En conséquence, l'affaire *Canada – Exportations de blé et importations de grains* est un autre exemple du fait que les allégations "en tant que tel" concernant la législation d'un autre Membre ne peuvent reposer uniquement sur une spéculation concernant les effets possibles du système d'un autre Membre de l'OMC mais doivent être étayées par des éléments de preuve solides montrant leur véritable application.

---

[94] Réponse des États-Unis à la question n° 145 du Groupe spécial, paragraphe 96.
[95] Réponse des États-Unis à la question n° 173 du Groupe spécial, paragraphe 97.
[96] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157.
[97] Réponse des États-Unis à la question n° 173 du Groupe spécial, paragraphe 97.
[98] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.148. Tel que confirmé par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 196.

Question n° 176

En réponse à la question du Groupe spécial, les États-Unis allèguent que les CE proposent que l'article X:3 a) du GATT devrait être interprété "au vu des structures constitutionnelles de chaque Membre, y compris des CE".[99] Comme les CE l'ont fait remarquer, elles ne soutiennent nullement qu'elles font l'objet de normes différentes de celles qui s'appliquent aux autres Membres de l'OMC.[100]

Toutefois, la question du Groupe spécial ne concernait pas l'article X:3 a) mais l'article XXIV:12 du GATT. Comme les CE l'ont expliqué dans leur propre réponse à la question du Groupe spécial, cette disposition s'applique clairement aux CE. De plus, comme les CE l'ont expliqué en réponse à la question n° 158 du Groupe spécial, la disposition doit avoir un sens utile. Dans le contexte de l'article XXIV:12 du GATT, il faut obligatoirement déterminer s'il existe dans le Membre en question de l'OMC des gouvernements et administrations régionaux et locaux sur leurs territoires qui sont chargés de mettre en œuvre les dispositions du GATT. Si c'est le cas, le Membre en question doit prendre des "mesures raisonnables" pour assurer l'observation des dispositions. La détermination de ce qui constitue une mesure raisonnable doit se faire en mettant en balance les difficultés internes d'assurer l'observation avec les conséquences de la non-observation des obligations contractées dans le cadre de l'OMC pour les partenaires commerciaux.[101]

En se limitant à nier que l'article XXIV:12 du GATT pourrait présenter un intérêt quelconque dans le présent différend, les États-Unis ne donnent essentiellement aucun sens utile à l'article XXIV:12 du GATT. Cela étant dit, les CE ne prônent pas une interprétation de l'article XXIV:12 du GATT qui se traduirait par une norme spéciale pour les CE ou qui compromettrait l'observation par les Membres de l'OMC à structure fédérale de leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Elles soulignent uniquement que des mesures qui nécessiteraient une modification radicale de l'équilibre fédéral d'un Membre de l'OMC, y compris la création d'une administration centralisée des douanes, d'un tribunal des douanes et l'harmonisation des législations à l'intérieur de ce Membre de l'OMC, ne peuvent être considérées comme des "mesures raisonnables" au sens de l'article XXIV:12 du GATT.

---

[99] Réponse des États-Unis à la question n° 174, paragraphe 103.
[100] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 9.
[101] *Voir* la réponse des CE à la question n° 158 du Groupe spécial, paragraphe 48.

ANNEXE C

RÉPONSES AUX QUESTIONS SUPPLÉMENTAIRES POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LA SECTION III DE LA DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

Table des matières		Page
Annexe C-1	Réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial concernant la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis	C-2
Annexe C-2	Réponses des États-Unis aux questions supplémentaires posées par le Groupe spécial concernant la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis	C-21
Annexe C-3	Réponses des Communautés européennes aux questions supplémentaires posées par le Groupe spécial concernant la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis	C-34

ANNEXE C-1

RÉPONSE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA QUESTION N° 172 DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LA SECTION III DE LA DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

(14 décembre 2005)

Question n° 172 (réponse à communiquer d'ici au 14 décembre 2005 au plus tard). Veuillez présenter des observations sur la Section III de la déclaration orale faite par les États-Unis à la deuxième réunion de fond, y compris sur toute pièce à laquelle il est fait référence dans cette section.

I. INTRODUCTION

1. Conformément à la décision du Groupe spécial en date du 23 novembre 2005, ainsi qu'au calendrier modifié communiqué aux parties le 25 novembre 2005, la présente communication contient la réfutation par les CE de la Section III de la déclaration liminaire faite par les États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial (deuxième déclaration orale des États-Unis). Cette communication constitue en même temps la réponse des CE à la question supplémentaire n° 172 du Groupe spécial.

2. Dans la présente communication, les CE traiteront d'abord de quelques exceptions de procédure qui concernent la deuxième déclaration orale des États-Unis. Elles répondront ensuite sur le fond aux allégations et arguments contenus dans la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis.

II. EXCEPTIONS DE PROCÉDURE

3. Dans la présente section, les CE soulèveront deux questions de procédure au sujet de la deuxième déclaration orale des États-Unis. Premièrement, les éléments de preuve présentés par les États-Unis avec leur deuxième déclaration orale sont irrecevables en raison de leur présentation tardive. Deuxièmement, certaines des questions soulevées à la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

A. LES ÉLÉMENTS DE PREUVE PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS-UNIS DANS LEUR DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE SONT IRRECEVABLES

4. Lors de l'audience du Groupe spécial du 22 novembre 2005, les CE ont déjà présenté oralement des objections au sujet de la présentation tardive d'un volume substantiel de nouveaux éléments de preuve avec la deuxième déclaration orale des États-Unis. Les CE savent gré au Groupe spécial de sa décision du 23 novembre 2005, et du délai additionnel qui leur a été accordé pour répondre aux questions soulevées et aux éléments de preuve présentés à la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis.

5. Cependant, les CE réitèrent leur opinion selon laquelle la tactique employée par les États-Unis dans les débats soulève de sérieuses questions en ce qui concerne la régularité et l'équité de la procédure, ainsi que, d'une manière générale, la conduite ordonnée de la procédure de règlement des différends prévue par le Mémorandum d'accord. Les décisions du Groupe spécial n'ont apporté qu'une réponse partielle à ces questions. Au demeurant, les conséquences du comportement des États-Unis vont au-delà de la présente affaire. Pour cette raison, les CE souhaitent rappeler, dans la présente communication, leurs vues sur cette question.

6. Selon l'article 12:1 du Mémorandum d'accord, les travaux des groupes spéciaux sont en principe conformes aux procédures de travail énoncées à l'Appendice 3 du Mémorandum d'accord. Il est vrai que ces procédures de travail ne fixent pas de délais particuliers pour la présentation des éléments de preuve. Au demeurant, le Groupe de travail peut, en consultation avec les parties au différend, adopter des procédures plus spécifiques, et peut aussi modifier ces procédures en consultation avec les parties.

7. Nonobstant ce qui précède, comme l'Organe d'appel l'a fait observer dans *Argentine − Chaussures, textiles et vêtements*, les procédures de travail prévoient deux étapes distinctes dans une procédure de groupe spécial, à savoir, l'étape de la première audience, qui devrait servir à la présentation des faits, et l'étape de la deuxième audience, qui devrait servir à permettre la présentation des réfutations[1]:

> Mais il est vrai aussi qu'elles prévoient deux étapes distinctes dans une procédure de groupe spécial. Pour ce qui est de la première étape, les paragraphes 4 et 5 disposent ce qui suit:
>
> > 4. Avant la première réunion de fond du groupe spécial avec les parties, les parties au différend feront remettre au groupe spécial des exposés écrits dans lesquels elles présenteront les faits de la cause et leurs arguments respectifs.
> >
> > 5. À sa première réunion de fond avec les parties, le groupe spécial demandera à la partie qui a introduit la plainte de présenter son dossier, puis, pendant la même séance, la partie mise en cause sera invitée à exposer ses vues.
>
> La deuxième étape d'une procédure de groupe spécial est couverte par le paragraphe 7, qui dispose ce qui suit:
>
> > 7. Les réfutations formelles seront présentées lors d'une deuxième réunion de fond du groupe spécial. La partie mise en cause aura le droit de prendre la parole avant la partie plaignante. Les parties présenteront des réfutations écrites au groupe spécial avant cette réunion.
>
> D'après les Procédures de travail figurant à l'Appendice 3, la partie plaignante devrait, pendant la première étape, exposer ses principaux arguments, y compris donner une description détaillée des faits de la cause, preuves à l'appui. La deuxième étape est conçue d'une manière générale pour permettre à chaque partie de "réfuter" les arguments et les éléments de preuve présentés par les autres parties.

8. Conformément à ces principes généraux qui régissent le règlement des différends dans le cadre du Mémorandum d'accord, le paragraphe 12 des procédures de travail du présent Groupe spécial énonce les règles suivantes concernant la présentation des éléments de preuve:

> Les parties présenteront tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations, des réponses aux questions ou des observations

[1] Rapport de l'Organe d'appel, *Argentine − Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 79.

> formulées aux fins de réfuter les réponses fournies par d'autres parties. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables. En pareil cas, l'autre partie se verra accorder un délai pour faire des observations, selon qu'il conviendra.

9. Avec leur deuxième déclaration orale, les États-Unis ont présenté 22 pièces contenant de nouveaux éléments de preuve factuels. En grande partie, ces éléments de preuve concernaient des questions qui n'avaient pas été soulevées précédemment dans la communication des parties.[2] Les CE considèrent que cette approche n'est pas conforme aux prescriptions relatives à la régularité et à l'équité de la procédure, telles qu'elles sont énoncées au paragraphe 12 des procédures de travail du Groupe spécial.

10. Les éléments de preuve auxquels il est fait référence à la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis concernent des cas allégués d'application non uniforme qui n'ont pas été évoqués précédemment par les États-Unis, et constituent donc des éléments de preuve entièrement nouveaux. Comme les CE le démontreront plus loin, certains de ces éléments de preuve concernent même des questions qui ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

11. Même dans la mesure où les éléments de preuve présentés, notamment les éléments de preuve auxquels il est fait référence à la section V de la deuxième déclaration orale des États-Unis, concernent des cas d'application qui ont été précédemment discutés entre les parties, on ne voit pas clairement pourquoi ces éléments de preuve n'ont pas été présentés dans les communications antérieures.[3] Dans ce contexte, il convient de noter que le point de savoir si la communication tardive d'un élément de preuve est "nécessaire aux fins des réfutations" ne dépend pas seulement du point de savoir si cet élément de preuve concerne une "réfutation" d'un argument formulé précédemment, mais aussi du point de savoir s'il aurait pu être présenté plus tôt.

12. Les CE ne voient pas de raison valable justifiant la communication tardive de cet élément de preuve par les États-Unis. L'élément de preuve figurant à la Section III se réfère à des exemples qui, dans certains cas, remontent à plusieurs années, et aurait pu être présenté par les États-Unis avec leur première communication écrite.[4] Les États-Unis n'ont même pas tenté d'indiquer pourquoi ils n'avaient pas accès aux éléments de preuve susmentionnés à la date de la première réunion de fond, et ils n'ont pas non plus essayé de présenter des raisons valables expliquant la communication tardive des nouveaux éléments de preuve.[5]

13. La communication tardive de ces nouveaux éléments de preuve est d'autant plus injustifiable que les États-Unis ont refusé catégoriquement de présenter des éléments de preuve dans leurs communications antérieures. En fait, quand le Groupe spécial leur a demandé après la première audience de présenter des éléments de preuve d'autres cas d'application non uniforme, les États-Unis

---

[2] Les CE notent que dans sa décision du 23 novembre, le Groupe spécial ne s'est pas prononcé sur le point de savoir si les éléments de preuve en question constituaient de "nouveaux éléments de preuve" ou des "éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations".

[3] En ce qui concerne la déclaration sous serment présentée par les États-Unis dans la pièce US-79, les CE ont déjà expliqué que cet élément de preuve est dépourvu de toute valeur probante utile.

[4] Au sujet des caméscopes, cf. deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 26 et suivants; au sujet de la console Playstation Sony, cf. deuxième communication orale des États-Unis, paragraphes 32 et suivants. En ce qui concerne l'exposé de M. DeBaere (pièce US-59), comme les CE l'expliqueront plus loin, cet exposé n'a aucune valeur probante quelle qu'elle soit.

[5] Dans *Canada − Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.140, le Groupe spécial a refusé de tenir compte d'un article théorique présenté par les États-Unis en dehors des délais, notant que les États-Unis n'avaient même pas tenté d'indiquer pourquoi ils n'avaient pas accès à l'élément de preuve à la date de la première réunion de fond, et qu'ils n'avaient pas non plus essayé de présenter des raisons valables expliquant la communication tardive de nouveaux éléments de preuve. En particulier, le Groupe spécial a rejeté l'argument des États-Unis selon lequel cet article ne servait qu'à des fins de réfutation.

ont systématiquement refusé de communiquer de tels éléments de preuve.[6] Ce qui est encore plus frappant, c'est que dans leur deuxième communication écrite, les États-Unis se sont entièrement abstenus de présenter quelque élément de preuve factuel que ce soit.

14. Ce comportement des États-Unis donne clairement l'impression que ce pays a délibérément différé la présentation des éléments de preuve le plus longtemps possible, jusqu'au moment où les CE auraient le moins de chances de pouvoir y répondre. Le recours à une telle tactique dans une affaire ne favorise pas le bon déroulement de la procédure de règlement des différends prévue par le Mémorandum d'accord.

15. La décision du Groupe spécial d'accorder aux CE un délai supplémentaire pour présenter des observations sur la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis ne répond pas à ces préoccupations. Premièrement, étant donné la communication tardive de ces nouveaux éléments de preuve par les États-Unis, les CE ont dû présenter une troisième communication parallèlement aux réponses au Groupe spécial et aux observations sur les réponses des États-Unis. Deuxièmement, la décision du Groupe spécial concerne uniquement la Section III de la deuxième déclaration orale, et non les éléments de preuve additionnels auxquels il est fait référence dans d'autres parties de la deuxième déclaration orale des États-Unis. Enfin, l'approche suivie par les États-Unis a déjà eu des conséquences sur l'ensemble du calendrier du Groupe spécial et pourrait encore avoir d'autres répercussions.

16. L'approche suivie par les États-Unis est, d'une manière générale, préoccupante pour le système de règlement des différends de l'OMC. Les groupes spéciaux doivent travailler dans des délais extrêmement serrés, ce qui impose une charge de travail considérable aux parties, au groupe spécial et au Secrétariat. En raison de ces contraintes, il est important que les parties agissent d'une manière qui aide le Groupe spécial à respecter son calendrier, au lieu de l'en empêcher.

17. L'approche suivie par les États-Unis est particulièrement troublante dans la présente affaire. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de faire des constatations d'une très grande portée, à savoir de constater que le système d'administration douanière des CE dans son ensemble est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT. On aurait été en droit d'espérer que la substance des éléments de preuve, ainsi que la manière dont ils sont présentés, serait à la mesure de la gravité des allégations formulées par les États-Unis et de leurs implications. Or, c'est le contraire qui s'est produit. Alors que les CE ont participé au processus d'une manière constructive et qu'elles ont présenté, déjà dans leur première communication écrite, une description détaillée de leur système d'administration douanière et de révision judiciaire afin de fournir au Groupe spécial une base factuelle solide, les États-Unis ont abordé cette affaire en se livrant à des manœuvres procédurières. Les CE soutiennent qu'une telle approche n'est pas de nature à permettre au Groupe spécial de procéder à une évaluation objective des faits, comme le prescrit l'article 11 du Mémorandum d'accord.

18. Pour ces raisons, les CE continuent de penser que les éléments de preuve présentés par les États-Unis avec leur deuxième déclaration orale sont irrecevables.

B. CERTAINES QUESTIONS SOULEVÉES PAR LES ÉTATS-UNIS À LA SECTION III DE LEUR DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE NE RELÈVENT PAS DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

19. À la Section III de leur deuxième déclaration orale, les États-Unis soulèvent également une question au sujet de l'allégation d'application non uniforme de l'article 221(3) du CDC, qui concerne

[6] Cf., réponses des États-Unis aux questions n° 14, 24 et 33 du Groupe spécial; cf. également, deuxième communication écrite des CE, paragraphe 45.

la période pendant laquelle le montant d'une dette douanière peut être communiqué au débiteur.[7] Les CE soutiennent que cette question n'entre pas dans le cadre du mandat du Groupe spécial.

1. Le Groupe spécial ne peut examiner que les questions énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis

20. Le présent Groupe spécial a été établi par l'ORD et doté du mandat type prévu à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.[8] En conséquence, le mandat du Groupe spécial consiste à examiner la question dont il a été saisi, telle qu'elle est énoncée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis.[9]

21. Comme l'Organe d'appel l'a confirmé dans l'affaire *États-Unis − Acier au carbone*, la demande d'établissement d'un groupe spécial constitue la base du mandat du Groupe spécial en vertu de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord[10]:

> Il existe donc deux prescriptions distinctes, à savoir l'indication des *mesures spécifiques en cause* et la fourniture d'un *bref exposé du fondement juridique de la plainte* (soit les *allégations*). Elles constituent ensemble la "question portée devant l'ORD", qui est le fondement du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.

22. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord énonce les prescriptions minimales suivantes auxquelles les demandes d'établissement d'un groupe spécial doivent se conformer:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Dans le cas où la partie requérante demande l'établissement d'un groupe spécial dont le mandat diffère du mandat type, sa demande écrite contiendra le texte du mandat spécial proposé.

23. Dans l'affaire *Corée − Produits laitiers*, l'Organe d'appel a été d'avis que l'article 6:2 du Mémorandum d'accord imposait quatre prescriptions distinctes[11]:

> Si on analyse ses éléments constitutifs, on peut considérer que l'article 6:2 impose les prescriptions suivantes. La demande doit: i) être présentée par écrit; ii) préciser si des consultations ont eu lieu; iii) indiquer les mesures spécifiques en cause; et iv) contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Suivant la quatrième prescription, seul est exigé un exposé − et celui-ci peut être bref − du fondement juridique de la plainte; mais l'exposé doit, en tout état de

[7] Deuxième communication orale des États-Unis, paragraphe 27, paragraphe 31. Les États-Unis se réfèrent d'une manière inexacte à l'article 221(3) du CDC en le présentant comme une disposition "prescrivant la période suivant l'importation pendant laquelle une dette douanière peut être recouvrée". Comme les CE le montreront dans la section suivante, cela n'est pas exact.

[8] WT/DS315/9, paragraphe 2.

[9] WT/DS315/8.

[10] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis − Acier au carbone*, paragraphe 125. De même, rapport de l'Organe d'appel, *Guatemala − Ciment I*, paragraphe 72.

[11] Rapport de l'Organe d'appel, *Corée − Produits laitiers*, paragraphe 120.

> cause, être "suffisant pour énoncer clairement le problème". En d'autres termes, il ne suffit pas que "le fondement juridique de la plainte" soit exposé de façon sommaire; l'exposé doit "énoncer clairement le problème".

24. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord a pour objet et pour but de garantir un degré minimal d'équité procédurale tout au long des travaux. Cela est particulièrement important pour le défendeur, qui doit se fonder sur la demande d'établissement d'un groupe spécial pour préparer sa défense. De même, les Membres de l'OMC qui ont l'intention de participer en tant que tierces parties doivent être informés de la question qui fait l'objet du différend. Ces raisons fondamentales qui sous-tendent l'article 6:2 du Mémorandum d'accord ont été expliquées par l'Organe d'appel dans *Thaïlande − Poutres en H*[12]:

> L'article 6:2 du Mémorandum d'accord exige une clarté suffisante en ce qui concerne le fondement juridique de la plainte, c'est-à-dire, en ce qui concerne les "allégations" qui sont soutenues par la partie plaignante. Une partie défenderesse a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense. De même, les Membres de l'OMC qui ont l'intention de participer en tant que tierces parties à une procédure de groupe spécial doivent être informés du fondement juridique de la plainte. Cette prescription relative à la régularité de la procédure est fondamentale pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends.

25. Dans l'affaire *CE − Bananes III*, l'Organe d'appel a expliqué que les allégations qui étaient formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial devaient être distinguées des arguments ultérieurs présentés par les parties à l'appui de leur allégation. En conséquence, l'Organe d'appel a été d'avis qu'il ne pouvait pas être "remédié" ultérieurement à une demande d'établissement d'un groupe spécial présentant des lacunes par les communications écrites des parties[13]:

> Nous ne sommes pas d'accord avec le Groupe spécial lorsqu'il dit que "même s'il subsistait une incertitude sur la question de savoir si la demande d'établissement du Groupe spécial répondait aux prescriptions de l'article 6:2, les premières communications écrites des plaignants avaient "remédié" à cette incertitude car elles étaient suffisamment détaillées pour présenter clairement toutes les questions factuelles et juridiques". L'article 6:2 du Mémorandum d'accord prescrit que les *allégations*, mais non les *arguments*, doivent toutes être indiquées de manière suffisante dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour permettre à la partie défenderesse et aux éventuelles tierces parties de connaître le fondement juridique de la plainte. Si une *allégation* n'est pas indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les arguments présentés par une partie plaignante dans sa première communication écrite au groupe spécial ou dans d'autres communications ou exposés présentés ultérieurement pendant la procédure du groupe spécial ne peuvent ensuite "remédier" à une demande qui présente des lacunes.

---

[12] Rapport de l'Organe d'appel, *Thaïlande − Poutres en H*, paragraphe 88. (pas souligné dans l'original) De même, rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis − Acier au carbone*, paragraphe 126.

[13] Rapport de l'Organe d'appel, *CE − Bananes III*, paragraphe 143.

26. En conséquence, la seule base sur laquelle il est possible de déterminer si la demande d'établissement d'un groupe spécial est conforme aux prescriptions de l'article 6:2 est le texte de la demande elle-même. C'est ce qui a été confirmé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis − Acier au carbone*[14]:

> Comme nous l'avons déjà dit, le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être démontré par le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il n'est pas possible de "remédier" aux lacunes de la demande d'établissement dans les communications présentées ultérieurement par les parties pendant la procédure du groupe spécial.[15] Néanmoins, lorsqu'on examine le caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial, il est possible de consulter les communications et les déclarations présentées au cours de la procédure du groupe spécial, en particulier la première communication écrite de la partie plaignante, afin de confirmer le sens des termes utilisés dans la demande d'établissement dans le cadre de l'évaluation du point de savoir s'il a été porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre.[16] En outre, le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire.

2. L'allégation des États-Unis concernant l'application non uniforme de l'article 221(3) du CDC ne relève pas du mandat du Groupe spécial

27. D'après le troisième paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, ce pays allègue qu'il existe un manque d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE en ce qui concerne les domaines suivants de la législation douanière des CE:

- classification et évaluation des marchandises;
- procédures de classification et d'évaluation des marchandises, y compris la fourniture aux importateurs de renseignements contraignants sur la classification et l'évaluation;
- procédures d'admission et de mise en libre pratique des marchandises, y compris prescriptions différentes en matière de certificats d'origine, critères différents selon les États membres pour l'inspection physique des marchandises, prescriptions différentes en matière de licences pour l'importation de produits alimentaires et procédures différentes pour le traitement des envois exprès;

[14] Voir, par exemple, le Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis − Acier au carbone*, paragraphe 127 (pas d'italique dans l'original).
[15] *Ibid.*, paragraphe 143.
[16] Voir, par exemple, le Rapport de l'Organe d'appel, *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 127; le Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 95.

- procédures de vérification des déclarations d'importation après la mise en libre circulation des marchandises dans les Communautés européennes;

- sanctions et procédures relatives à l'imposition de sanctions en cas de violation des règles douanières; et

- prescriptions en matière de tenue des registres.

28. La question soulevée par les États-Unis en ce qui concerne l'application, selon les allégations, non uniforme de l'article 221(3) du CDC ne concerne aucun de ces domaines. L'article 221 du CDC est une disposition qui concerne la communication du montant de la dette douanière au débiteur. L'article 221 du CDC se lit comme suit:

> 1. Le montant des droits doit être communiqué au débiteur selon des modalités appropriées dès qu'il a été pris en compte.
>
> 2. Lorsque mention du montant des droits à acquitter a été effectuée, à titre indicatif, dans la déclaration en douane, les autorités douanières peuvent prévoir que la communication visée au paragraphe 1 ne sera effectuée que pour autant que le montant des droits indiqués ne correspond pas à celui qu'elle a déterminé.
>
> Sans préjudice de l'application de l'article 218 paragraphe 1 deuxième alinéa, lorsqu'il est fait usage de la possibilité prévue au premier alinéa, l'octroi de la mainlevée des marchandises par les autorités douanières vaut communication au débiteur du montant des droits pris en compte.
>
> 3. La communication au débiteur ne peut plus être effectuée après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de la naissance de la dette douanière. Ce délai est suspendu à partir du moment où est introduit un recours au sens de l'article 243 et pendant la durée de la procédure de recours.
>
> 4. Lorsque la dette douanière résulte d'un acte qui était, au moment ou il a été commis, passible de poursuites judiciaires répressives, la communication au débiteur peut, dans les conditions prévues par les dispositions en vigueur, être effectuée après l'expiration du délai de trois ans prévu au paragraphe 3.

29. L'article 221 figure au titre VII du CDC, intitulé "Dette douanière", et plus précisément au chapitre 3 du titre VII, qui traite du recouvrement du montant de la dette douanière. Dans ce contexte, l'article 221 du CDC dispose que le montant de la dette douanière doit être communiqué au débiteur. Le paragraphe 3 de l'article 221 fixe un délai de trois ans pour effectuer la communication du montant de la dette, mais dispose que ce délai est suspendu pendant la durée d'une procédure de recours. Aux termes du paragraphe 4 de l'article 221, lorsque la dette douanière résulte d'un acte qui était, au moment où il a été commis, passible de poursuites judiciaires répressives, ce montant peut être communiqué, dans les conditions prévues par les dispositions en vigueur, après l'expiration du délai de trois ans prévu au paragraphe 3.

30. La question du recouvrement des droits de douane *a posteriori*, et plus précisément le point de savoir pendant quelle période le montant d'un droit peut être communiqué au débiteur, n'entre pas

dans le cadre des questions visées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Elle ne concerne ni le classement, ni la valeur en douane des marchandises; ce n'est pas une procédure relative à l'importation et à la mainlevée des marchandises, ce n'est pas une procédure relative à la vérification des déclarations d'importation; et cette question ne concerne pas non plus l'imposition de sanctions ou les prescriptions en matière de tenue des registres.

31. Les États-Unis ont souligné que les questions indiquées au paragraphe 3 de leur demande d'établissement d'un groupe spécial ne constituaient que des "exemples", et que leur allégation visait le manque d'uniformité dans l'application de "la législation douanière des CE dans son ensemble".[17] Comme les CE l'ont déjà fait remarquer dans leur deuxième communication écrite[18], une telle interprétation de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. La législation douanière des CE est un vaste *corpus* de lois. Il n'est donc pas suffisant, pour décrire la "mesure spécifique en cause" de se borner à faire référence à l'"application de la législation douanière des CE" dans son ensemble.

32. Les États-Unis l'ont implicitement reconnu au troisième paragraphe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial en faisant référence aux questions spécifiques au sujet desquelles ils allèguent qu'il y a un manque d'uniformité dans l'application. Cette énumération devrait avoir un objectif utile. En particulier, elle devrait permettre au Groupe spécial de savoir quelles questions entrent précisément dans le cadre de son mandat. De même, elle devrait permettre aux CE, qui sont en l'espèce le défendeur, de préparer leur défense d'une manière adéquate. Présenter une liste de mesures et faire ensuite une vague référence à la clause "y compris mais non exclusivement" devrait être considéré comme une vaine tentative de présenter un dossier "sans fin". Selon l'interprétation des États-Unis, un plaignant aurait la possibilité de formuler une demande d'établissement d'un Groupe spécial dans des termes extrêmement vagues, de soulever quelques questions à titre d'"exemple" et de présenter ensuite des arguments sur des questions entièrement différentes. Au demeurant, les États-Unis semblent croire que de telles questions peuvent même être introduites à la toute dernière étape de la procédure. Une telle "tactique surprise" n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord exigeant la régularité de la procédure.

33. L'interprétation des CE trouve encore une confirmation dans les circonstances qui entourent la présente affaire, et notamment dans les communications ultérieures des États-Unis. Jusqu'à leur deuxième déclaration orale, les États-Unis n'ont jamais mentionné l'existence d'un problème d'application non uniforme de l'article 221 du CDC. Plus précisément, lorsqu'ils ont été invités par le Groupe spécial, après la première audience, à fournir une liste exhaustive de toutes les procédures douanières[19] contestées au titre de l'article X:3 a) du GATT, les États-Unis ont refusé de le faire.[20] Si les États-Unis estimaient que l'application non uniforme de l'article 221(3) du CDC entrait dans le cadre de leurs allégations, ils auraient dû soulever cette question à ce moment-là.

34. Les CE trouvent encore une autre confirmation de cette interprétation dans la réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial, réponse dans laquelle les États-Unis énumèrent plusieurs dispositions au sujet desquelles ils allèguent qu'ils ont établi un manque d'application uniforme.[21] Fait significatif, cette liste ne comprend pas l'article 221 du CDC, ni aucune autre disposition du Titre VIII du Code. Cela implique, soit que les États-Unis ne sont pas convaincus

[17] Plus récemment, réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial, paragraphes 1 et 2. Cf. également, réponse des États-Unis à la question n° 7 du Groupe spécial, paragraphe 7.

[18] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 13 et 14.

[19] On notera que le recouvrement d'une dette douanière *a posteriori* n'est pas un "régime douanier" au sens du paragraphe 16 de l'article 4 du CDC. Cependant, les CE croient comprendre que le Groupe spécial a utilisé ce terme dans un sens plus large.

[20] Réponse des États-Unis à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 31.

[21] Réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial, paragraphe 4.

d'avoir établi une allégation quelconque concernant l'application non uniforme de l'article 221 du CDC, soit qu'ils admettent que cette allégation ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

35. Pour ces raisons, les CE font observer au Groupe spécial que l'allégation des États-Unis concernant l'application non uniforme de l'article 221(3) du CDC ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

III. LES EXEMPLES D'APPLICATION NON UNIFORME MENTIONNÉS À LA SECTION III DE LA DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

36. Dans la présente section, les CE entreprendront de réfuter les exemples concrets d'application non uniforme alléguée présentés par les États-Unis à la Section III de leur deuxième déclaration orale, c'est-à-dire l'affaire des caméscopes, l'affaire de la console Playstation de Sony, et l'arrêt de la CEJ *Intermodal Transports*.[22] Sur cette base, les CE ajouteront une conclusion générale concernant les éléments de preuve présentés par les États-Unis à l'appui de leurs allégations au titre de l'article X:3 a) du GATT.

A. CAMÉSCOPES

37. Au sujet du classement des caméscopes, les États-Unis soutiennent qu'il y a un problème résultant de l'application non uniforme de la législation douanière des CE en ce qui concerne l'"effet rétroactif" des notes explicatives des CE.[23] Ces allégations sont sans fondement. En outre, les allégations des États-Unis semblent concerner principalement la question du recouvrement de la dette douanière *a posteriori*, question qui, comme les CE l'ont déjà montré[24], ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

38. Les États-Unis ont présenté leur référence à l'affaire des caméscopes comme une réfutation de la référence des CE aux notes explicatives des CE en tant qu'instruments destinés à assurer l'application uniforme des règles des CE concernant le classement.[25] Cependant, ils examinent ensuite la question de savoir si les États membres, à la suite de l'adoption d'une note explicative des CE, peuvent rétroactivement recouvrer un droit additionnel sur des importations faites avant la publication de la note explicative.[26]

39. Cette question n'a rien à voir avec la valeur des notes explicatives en tant qu'instruments destinés à assurer l'application uniforme des règles concernant le classement tarifaire. Il va sans dire qu'une note explicative ne peut contribuer efficacement à assurer un classement tarifaire uniforme qu'une fois qu'elle a été adoptée. La question de l'effet qu'une note explicative peut avoir pour le recouvrement de droits de douane afférents à des importations effectuées avant l'adoption de la note explicative est une question qui concerne le recouvrement de la dette douanière *a posteriori*, question distincte de la question du classement tarifaire.

---

[22] Les CE notent que deux des trois exemples sont tirés d'un exposé présenté par M. Philippe de Baere, que les États-Unis qualifient de "spécialiste chevronné du droit douanier" (deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 24 et pièce US-59). M. de Baere fait partie d'un cabinet de juristes de Bruxelles s'occupant de nombreuses affaires dans le domaine de la législation douanière, et représente fréquemment des industriels et des négociants dans des affaires les opposant aux autorités et institutions douanières des CE. M. de Baere a aussi participé personnellement aux deux affaires mentionnées par les États-Unis. Les CE voudraient faire observer qu'il n'est pas surprenant qu'un praticien spécialiste des affaires commerciales défende une position qui sert les intérêts de ses clients. Les CE considèrent, cependant, qu'un exposé présenté par un juriste qui est une partie intéressée ne peut pas être considéré comme une déclaration objective sur les faits. La valeur probante de l'exposé de M. de Baere aux fins du présent différend est donc *nulle*.

[23] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 26 et suivants.

[24] Ci-dessus, Section II.B.

[25] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 26.

[26] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 29, 31.

40. Les États-Unis n'ont pas démontré l'existence d'un manque quelconque d'uniformité en ce qui concerne le classement tarifaire dans les CE à la suite de la publication de la note explicative présentée en tant que pièce US-61. Les RTC délivrés par les autorités espagnoles, présentés en tant que pièce US-65, sont tous pleinement conformes aux règles de classement des CE. Les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve montrant que d'autres États membres auraient classé les caméscopes d'une manière allant à l'encontre des règles des CE en matière de classement. Ils ont simplement dit, sans présenter d'autres éléments de preuve ou d'autres documents à l'appui de leur argument, que "les autorités françaises avaient fait part à la société de leur intention de recouvrer rétroactivement un droit additionnel sur certains caméscopes, y compris sur les caméras, c'est-à-dire sur les modèles visés par le RTC espagnol".[27] Il semble donc que la question soulevée par les autorités françaises était une question qui concernait le recouvrement des droits de douane *a posteriori*, et pas le classement tarifaire. De plus, les États-Unis ne fournissent aucun élément de preuve indiquant à quel moment les importations en cause ont eu lieu et si elles concernaient effectivement des produits correspondant à ceux qui sont décrits dans le RTC délivré par les autorités espagnoles.

41. Étant donné que la question ne concerne donc pas l'application uniforme des règles de classement tarifaire, mais plutôt le recouvrement des dettes douanières *a posteriori*, les CE considèrent que la question ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Les CE ne répondront donc pas en détail à ces allégations. Les CE voudraient faire cependant observer que la présentation des faits par les États-Unis est si confuse et si incomplète qu'une réfutation valable serait de toute façon très difficile, sinon impossible à ce stade. Les États-Unis n'ont d'ailleurs fourni aucun renseignement sur les circonstances concrètes entourant les affaires dans lesquelles le recouvrement du droit de douane a été demandé. Pour cette raison, les CE se limiteront ci-après à quelques remarques générales.

42. Premièrement, les États-Unis ont mentionné un problème qui concerne l'application uniforme de l'article 221(3) du CDC, qu'ils qualifient de disposition "prescrivant la période suivant l'importation pendant laquelle une dette douanière peut être recouvrée".[28] Cependant, cela n'est pas exact. L'article 221(3) du CDC ne concerne que très partiellement la question du recouvrement des droits de douane *a posteriori*, y compris la question de l'effet de l'adoption de notes explicatives postérieurement à l'importation. En fait, l'article 221(3) ne concerne que la période pendant laquelle le montant d'une dette douanière peut être communiqué au débiteur. En revanche, la question des conditions de fond dans lesquelles la dette douanière peut être recouvrée rétroactivement fait l'objet de l'article 220 du CDC, et en particulier du paragraphe 2, alinéa a), de l'article 220.

43. La confusion existant de la part des États-Unis ressort en outre de la référence qu'ils font à des lignes directrices administratives publiées par l'Allemagne, dont ils affirment qu'elles illustrent leur allégation d'application non uniforme de l'article 221(3) du CDC.[29] Cependant, ces lignes directrices administratives ne se réfèrent pas à l'article 221 du CDC, mais aux articles 220 et 236 du Code. Au demeurant, contrairement à ce que semblent penser les États-Unis, ces lignes directrices ne sont pas une invention allemande, mais la transposition d'une lettre qui avait été adressée par la Commission européenne en 1996 aux autorités douanières de tous les États membres, y compris l'Allemagne.[30] Il existe également un document d'information établi par les services de la Commission européenne sur

[27] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 30.
[28] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 27.
[29] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 29, et pièce US-63.
[30] En tant que pièce EC-153, les CE joignent les lettres adressées à l'Allemagne et au Royaume-Uni. À part les adresses, les deux lettres sont identiques.

l'application des articles 220(2)b) et 239 du CDC, qui donne des indications supplémentaires aux autorités des États membres.[31]

44. Deuxièmement, les États-Unis allèguent que la seule exception autorisée à l'article 221(3) du CDC est l'introduction d'un recours qui suspend le délai de trois ans prévu pour la communication du montant de la dette douanière.[32] Cela aussi est inexact. Une autre exception pertinente est l'article 221(4) du CDC, aux termes duquel, lorsque la dette douanière résulte d'un acte qui, au moment où il a été commis, était passible de poursuites judiciaires répressives, la communication au débiteur peut, dans les conditions prévues dans les dispositions en vigueur, être effectuée après l'expiration du délai de trois ans. Comme la Cour de justice l'a expliqué, la question de savoir si un acte est passible de poursuites judiciaires relève de la législation des États membres, pas du droit communautaire.[33] De plus, la durée de la période pendant laquelle le montant de la dette peut être communiqué dans le cas envisagé à l'article 221(4) du CDC doit être également définie dans la législation des États membres. Les différences qui peuvent en résulter sont donc des différences entre les législations, ce ne sont pas des exemples d'application non uniforme.

45. En conclusion, l'affaire des caméscopes ne démontre pas un manque d'uniformité dans la pratique de classement des CE. Quant à la question du recouvrement de la dette douanière *a posteriori*, cette question n'entre pas dans le cadre du mandat du Groupe spécial.

B. LA CONSOLE PLAYSTATION 2 DE SONY

46. Dans leur deuxième déclaration orale, les États-Unis soulèvent un problème allégué d'application non uniforme qui concerne le classement de la console Playstation 2 (PS2) de Sony.[34] Cependant, la présentation des faits par les États-Unis est incomplète et trompeuse. Bien que les États-Unis disent que la procédure au Royaume-Uni montre comment la décision de la CEJ dans l'affaire *Timmermans* "peut nuire à l'uniformité d'application, au lieu de la promouvoir"[35], le fait que la Haute Cour de justice du Royaume-Uni a invoqué ladite affaire pour confirmer une interprétation formulée par le Tribunal de première instance et d'autres grandes institutions communautaires montre en réalité que l'arrêt *Timmermans* peut contribuer à promouvoir l'uniformité.

47. Finalement, un examen plus détaillé des faits dans cette affaire est nécessaire pour montrer comment la décision rendue dans l'arrêt *Timmermans*, loin de nuire à une interprétation et à une application uniformes du droit communautaire, contribue à les promouvoir. Cette affaire concernait une demande adressée par Sony Europe Ltd. aux autorités du Royaume-Uni pour qu'elles délivrent un RTC classant la PS2. À la suite d'une première demande de Sony, l'autorité douanière du Royaume-Uni a classé la PS2 selon le Code NC 9504 1000, qui concerne "les jeux vidéo des types utilisables avec un récepteur de télévision"[36] parce qu'elle a conclu que la PS2 n'était pas librement programmable.[37] Ce classement a été confirmé à la suite d'un réexamen des services compétents.[38]

48. Ultérieurement, la question est allée jusqu'au Comité du Code des douanes des CE (Section Nomenclature).[39] Le Comité a estimé, à l'unanimité, que la PS2 relevait effectivement du

---

[31] Pièce EC-154. Le document peut être également consulté sur le site Web de la Direction générale TAXUD (http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/resources/documents/customs/procedural_aspects/general/debt/guidelines_en.pdf).

[32] Deuxième communication orale des États-Unis, paragraphe 31.

[33] Affaire C-273/90, *Meico-Fell*, Rec.1991, page I-5569, point 13 (pièce EC-155).

[34] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 32 à 34.

[35] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 32.

[36] Pièce EC-156.

[37] Pièce US-70, paragraphe 4.

[38] Pièce US-70, paragraphe 4.

[39] Affaire T-243/01, *Sony* (pièce EC-24).

Code NC 9504 1000, mais pour des raisons différentes. En particulier, s'il a estimé que la PS2 était à juste titre classée sous la position NC 9504 1000, il a conclu que l'appareil était librement programmable. Par la suite, la Commission a adopté, le 10 juillet 2001, un règlement relatif au classement qui classait la PS2 sous la position 9504.[40] Sur la base de la règle générale 3 b), le règlement indiquait la motivation suivante: "la fonction relative aux jeux vidéo confère à l'appareil son caractère essentiel".

49. En appel, le tribunal du Royaume-Uni a annulé la décision des autorités du Royaume-Uni, compte tenu du fait que le fondement juridique du rejet du classement proposé dans la demande de RTC était incorrect.[41] En conséquence, en attendant la publication du règlement de la Commission, Sony a demandé un nouveau RTC et les commissaires britanniques ont délivré un RTC classant la PS2 sous le Code NC 8471 49 00 (qui vise les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)[42], mais en indiquant clairement que leur classement devrait être révoqué lorsque le règlement concernant le classement entrerait en vigueur.[43] À la suite de l'entrée en vigueur du règlement, le 25 juillet 2001, les autorités britanniques ont révoqué le RTC et, conformément au droit communautaire, la PS2 a été classée selon le Code NC 9504 1000, le même classement que dans le RTC initial.[44]

50. Après la révocation du RTC classant la PS2 sous la position 8471 49 90 00, Sony a contesté la validité du règlement devant le Tribunal de première instance.[45] Dans son arrêt du 30 septembre 2003, le Tribunal de première instance a annulé le règlement. Cependant, en ce qui concerne le problème de fond du classement, le Tribunal de première instance a explicitement confirmé que l'article était susceptible d'être classé dans la position 9504 1000.[46] En fait, il a déterminé que les motifs invoqués en faveur du classement, à savoir le recours à la règle générale d'interprétation 3 b), étaient erronés.[47] Il a en outre spécifiquement noté que le classement de la PS2 dans la position NC 9504 1000 pouvait à bon droit se fonder sur les caractéristiques objectives du produit.[48] En particulier, le tribunal a constaté que[49]:

> Un tel raisonnement peut être transposé à un cas comme celui de l'espèce. Ainsi, en l'absence de définition des "jeux vidéo", au sens de la position NC 9504 10, il y a lieu de considérer comme tels tout produit qui est destiné à être utilisé, exclusivement ou essentiellement, pour l'exécution de jeux vidéo, quand bien même il pourrait être utilisé à d'autres fins.
>
> Or, il est indéniable que, tant par la manière dont la console PlayStation®2 est importée, vendue et présentée au public que par la manière dont elle est configurée, la console PlayStation®2 est destinée à être utilisée essentiellement pour l'exécution de jeux vidéo, même si, ainsi qu'il ressort du règlement attaqué, elle peut également être utilisée pour d'autres fonctionnalités, telles que la lecture de DVD vidéo et de CD audio, ainsi que le traitement automatique de l'information.

[40] Règlement 1400/2001, pièce EC-157.
[41] Pièce US-70, paragraphe 4.
[42] Pièce EC-156.
[43] Pièce US-70, paragraphes 5, 50 et 51.
[44] Pièce US-70, paragraphe 6.
[45] Pièce US-70, paragraphe 6.
[46] Pièce EC-24, paragraphe 119.
[47] Pièce EC-24, paragraphe 133.
[48] Pièce EC-24, paragraphe 110.
[49] Pièce EC-24, paragraphes 111 et 112.

51. À la suite de cet arrêt, les autorités douanières du Royaume-Uni, dans une lettre datée du 21 octobre 2003, ont sollicité l'opinion de la Commission européenne sur le classement de la PS2 de Sony. En réponse, la Commission a envoyé à toutes les autorités douanières des CE (y compris les autorités douanières des nouveaux États membres) une lettre datée du 8 janvier 2004 qui confirmait que sur la base de l'arrêt du Tribunal de première instance, la PS2 ne pouvait pas être classée sous la position 8471, mais devait être classée sous la position 9504.[50]

52. Après la décision du Tribunal de première instance, Sony a tenté d'obtenir des autorités du Royaume-Uni qu'elles réactivent le RTC délivré prévoyant le Code NC 8471 49 90 00 avant l'entrée en vigueur du règlement concernant le nouveau classement. Il convient de noter que Sony n'a pas demandé un nouveau RTC, mais a simplement tenté d'obtenir la "réactivation" de l'ancien RTC. En conséquence, devant le VAT and Duty Tribunal du Royaume-Uni, Sony a concentré ses arguments exclusivement sur la réactivation du RTC révoqué et n'a pas abordé la question de fond du classement.[51] Le tribunal du Royaume-Uni a rejeté le recours de Sony et a maintenu la révocation du RTC.[52]

53. En appel, la Haute Cour du Royaume-Uni a également refusé de réactiver le RTC classant le produit sous le Code NC 8471 49 90 00. Les motifs invoqués reposaient sur les objectifs et les principes communautaires.[53] En particulier, après un examen plus détaillé de la question et compte tenu, notamment, de la décision du Tribunal de première instance, d'une lettre de la Commission recommandant l'interprétation du Tribunal de première instance, des conclusions unanimes du Comité du Code des douanes, et d'autres interprétations formulées par des organisations internationales à la suite de la décision, qui classaient toutes le produit sous la position 9504 1000[54], la Haute Cour du Royaume-Uni a considéré qu'il était évident que le RTC classant la PS2 sous le Code NC 8471 49 90 00 était erroné et que, en conséquence, le requérant n'était pas autorisé à réactiver ce RTC.[55] En ce qui concerne la révocation initiale du RTC classant la PS2 selon le Code NC 8471 49 90 00, la Cour, se fondant sur l'arrêt *Timmermans*, a conclu que les autorités nationales étaient habilitées à révoquer le classement indépendamment du règlement et qu'en conséquence la révocation du RTC classant le produit sous la position 8471 49 90 00 était maintenue compte tenu du fait que le motif de la révocation restait applicable.[56]

54. En fin de compte, la déclaration des États-Unis selon laquelle la Haute Cour de justice a révoqué le RTC en se fondant sur sa "propre réévaluation des règles de classement"[57] est extrêmement trompeuse. La révocation du 25 juillet 2001 a eu lieu compte tenu de l'entrée en vigueur du règlement CE concernant le classement. En conséquence, loin de suivre sa "propre interprétation des règles de classement", les autorités du Royaume-Uni ont en fait dûment appliqué le droit communautaire. La Haute Cour du Royaume-Uni a confirmé la validité de la révocation en invoquant explicitement l'arrêt rendu par la Cour de justice dans l'affaire *Timmermans* et en se fondant sur des éléments de preuve clairs à l'appui du raisonnement qui sous-tendait la révocation.[58] Voilà un autre exemple montrant que la jurisprudence *Timmermans*, loin de nuire à l'uniformité, contribue en fait à la promouvoir.

55. De plus, les États-Unis ont aussi critiqué la Haute Cour du Royaume-Uni pour n'avoir pas saisi la CEJ.[59] Cette critique est tout à fait injustifiée. Tout d'abord, la Haute Cour n'est pas une

[50] Pièce EC-158.
[51] Pièce EC-159.
[52] Pièce EC-159.
[53] *Voir* la pièce US-70, paragraphe 118.
[54] *Voir* la pièce US-70, paragraphes 141 à 146.
[55] Pièce US-70, paragraphes 97 et 147.
[56] Pièce US-70, paragraphes 132 et 133.
[57] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 33.
[58] Pièce US-70, paragraphe 118.
[59] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 34.

juridiction de dernier ressort, et n'est donc pas tenue de saisir la CEJ. Deuxièmement, en ce qui concerne le problème de fond du classement, la question avait été suffisamment clarifiée par l'arrêt du Tribunal de première instance. Au demeurant, les éléments justificatifs, tels que la lettre de la Commission, l'avis du Comité et les avis de l'OMD, donnaient tous des indications en ce sens.[60] C'est sans doute parce qu'elle le reconnaissait que Sony n'a même pas tenté d'aborder directement le problème du classement. La juridiction du Royaume-Uni n'a donc pas eu tort de considérer que la question était suffisamment claire et qu'elle pouvait statuer elle-même.

56. En conclusion, l'affaire de la console PlayStation 2 de Sony n'est pas une affaire qui concerne le manque d'uniformité dans le système de classement tarifaire des CE. C'est plutôt une affaire dans laquelle un "spécialiste chevronné du droit douanier"[61], en se livrant à des contorsions juridiques sans précédent, a tenté sans succès de réactiver un RTC qui aurait été contraire à la pratique de classement uniforme dans les CE. Que cette tentative ait échoué est un argument en faveur de l'efficacité du système des CE. En revanche, il est curieux que les États-Unis se fassent l'avocat d'un comportement qui aurait manifestement nui à l'application uniforme du droit communautaire.

C. INTERMODAL TRANSPORTS

57. Les États-Unis présentent l'arrêt rendu par la CEJ dans l'affaire *Intermodal Transports* comme une décision laissant aux tribunaux des États membres un "large pouvoir d'appréciation" sur le point de savoir s'il convient ou non de saisir la CEJ d'une question.[62] Selon les États-Unis, ce pouvoir d'appréciation renforcerait les divergences dans l'application de la législation douanière par les États membres.[63]

58. Cependant, ces deux arguments reposent sur une lecture incomplète et incorrecte de l'arrêt.

59. En ce qui concerne le premier argument (au sujet du pouvoir discrétionnaire) les CE ont déjà expliqué dans leur première communication écrite les différences existant dans la position des juridictions ou des tribunaux nationaux selon qu'il y a ou non une possibilité de recours juridictionnel de droit interne.[64]

60. Les juridictions ou les tribunaux nationaux dont les décisions sont susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, sont autorisés à saisir la Cour de justice d'une demande de décision préjudicielle sur un point d'interprétation, mais ne sont pas en principe tenus de le faire.[65] La raison d'être de cette règle est évidemment que, au cas où la juridiction ou le tribunal déciderait de ne pas saisir la Cour, la décision de cette juridiction ou de ce tribunal est encore susceptible de recours et l'obligation de saisir la Cour de justice incombera au tribunal ou à la juridiction dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne.

61. En fait, en ce qui concerne les juridictions ou les tribunaux nationaux dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, la Cour de justice réaffirme dans son arrêt rendu dans l'affaire *Intermodal Transports* que "l'article 234, troisième alinéa, CE doit, au terme d'une jurisprudence constante, être interprété en ce sens que de telles juridictions sont tenues,

[60] Pièce US-70, paragraphes 143 et 144.
[61] Cf., la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 24.
[62] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37, *in fine*.
[63] Également dans la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37, *in fine*.
[64] Première déclaration écrite des CE, paragraphe 180.
[65] La déclaration faite par M. Vermulst dans l'article cité par les États-Unis au paragraphe 38 de leur deuxième déclaration orale concerne plus particulièrement la position des tribunaux nationaux de première instance (pièce US-72). Cet article ne corrobore donc pas l'argument général et excessif utilisé par les États-Unis dans leur deuxième déclaration orale, selon lequel les tribunaux des États membres disposent d'un "large pouvoir d'appréciation" pour décider ou non de saisir la CJE d'une question.

lorsqu'une question de droit communautaire se pose devant elles, de déférer à leur obligation de saisine".[66]

62. L'affaire *Intermodal Transports* est précisément une affaire qui montre que cette obligation est respectée par les plus hautes juridictions nationales. Le "Hoge Raad" est aux Pays-Bas l'instance suprême chargée du classement pour les questions douanières et, lorsqu'il a été appelé à classer un véhicule, il a saisi la CEJ en l'interrogeant sur le classement correct de la marchandise en cause.[67] Les États-Unis ne font aucune référence à cette question dans leur deuxième déclaration orale.

63. Bien qu'il y ait des exceptions à l'obligation de saisine, ces exceptions sont soumises à des conditions strictes, qui ont été énoncées par la CEJ dans l'affaire *Cilfit*.[68] Ces exceptions sont les suivantes[69]:

- la question soulevée n'est pas pertinente; ou

- la disposition communautaire en cause a déjà fait l'objet d'une interprétation de la part de la Cour; ou

- l'application correcte du droit communautaire s'impose avec une telle évidence qu'elle ne laisse place à aucun doute raisonnable.

64. En ce qui concerne le dernier critère (ne laisse place à aucun doute raisonnable), qui a retenu l'attention des États-Unis, la CEJ a répété dans l'arrêt *Intermodal Transports* ce qui suit[70]:

> […] avant de conclure que l'application correcte d'une disposition de droit communautaire s'impose avec une évidence telle qu'elle ne laisse place à aucun doute raisonnable sur la manière de résoudre la question posée et de s'abstenir, en conséquence, de poser une question préjudicielle à la Cour, la juridiction nationale doit notamment être convaincue que la même évidence s'imposerait également aux juridictions des autres États membres et à la Cour (arrêt *Cilfit*, précité, point 16).

65. Cependant, comme il a déjà été dit, les exceptions sont soumises à des conditions strictes. D'une manière générale, elles "doi[vent] être évalué[es] en fonction des caractéristiques propres du droit communautaire, des difficultés particulières que présente [leur] interprétation et du risque de divergences de jurisprudence à l'intérieur de la Communauté".[71]

66. Les deux premières conditions générales ont déjà été développées par la CEJ dans l'arrêt *Cilfit*[72]:

> Il faut […] tenir compte que les textes de droit communautaire sont rédigés en plusieurs langues et que les diverses versions linguistiques font également foi; une interprétation d'une position de droit communautaire implique ainsi une comparaison des versions linguistiques,

---

[66] Au paragraphe 33.
[67] Aux paragraphes 3 et 46 à 64.
[68] Affaire 283/81, *Cilfit*, Rec.1982, page 3415 (pièce EC-160).
[69] Au paragraphe 33 de l'arrêt *Intermodal Transports* et, plus en détail, aux paragraphes 10 à 16 de l'arrêt *Cilfit.*
[70] Pièce US-71, paragraphe 39.
[71] Pièce US-71, paragraphe 33.
[72] Pièce CE-160, paragraphes 18 à 20.

> Il faut noter ensuite, même en cas de concordance exacte des versions linguistiques, que le droit communautaire utilise une terminologie qui lui est propre […]
>
> Enfin, chaque disposition de droit communautaire doit être replacée dans son contexte et interprétée à la lumière de l'ensemble des dispositions de ce droit, de ses finalités, et de l'état de son évolution a la date à laquelle l'application de la disposition en cause doit être faite.

67. En outre, l'arrêt *Intermodal Transports* ajoute que les exceptions à l'obligation de saisine doivent être très strictement appliquées dans les affaires concernant le classement tarifaire lorsqu'un RTC a été délivré à une tierce partie par un autre État membre. La Cour note ce qui suit[73]:

> À cet égard, la circonstance que les autorités douanières d'un autre État membre ont délivré à un tiers au litige dont est saisie une telle juridiction un RTC, pour une marchandise déterminée, qui paraît traduire une interprétation différente des sous-positions de la NC que celle que ladite juridiction estime devoir retenir à l'égard d'un produit similaire en cause dans ledit litige, doit, assurément, inciter cette juridiction à être particulièrement attentive dans son appréciation relative à une éventuelle absence de doute raisonnable quant à l'application correcte de la NC, en tenant compte, notamment, des trois éléments d'évaluation cités au point précédent. (non souligné dans l'original)

68. Il est donc trompeur d'affirmer, comme le font les États-Unis, que l'arrêt *Intermodal Transports* "montre […] le large pouvoir d'appréciation dont disposent les tribunaux des États membres pour saisir ou non la CEJ".[74] Ce niveau d'appréciation est limité aux juridictions ou aux tribunaux nationaux dont les décisions sont susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne. Dans le cas des juridictions ou des tribunaux nationaux dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, la règle générale est qu'ils sont tenus de saisir la CEJ, sous réserve d'exceptions très spécifiques et très limitées. L'arrêt *Intermodal Transports* a rendu ces exceptions encore plus strictes pour ce qui est du classement douanier.

69. Enfin, en ce qui concerne le deuxième argument présenté par les États-Unis dans leur deuxième déclaration orale, il convient de noter que, contrairement à ce que les États-Unis allèguent, l'affaire *Intermodal Transports* ne démontre pas une absence d'uniformité dans la pratique de classement tarifaire des CE, mais au contraire montre parfaitement en quoi les décisions préjudicielles contribuent à l'application uniforme par les CE de leur législation.

70. En fait, la CEJ a expliqué dans son arrêt que la position 8709 de la Nomenclature combinée doit être interprétée en ce sens qu'elle ne couvre pas le véhicule en cause. Cela signifie que, conformément à la jurisprudence *Timmermans*, tout RTC délivré par une autorité douanière nationale quelconque classant un tel véhicule dans cette position doit être révoqué.[75] De plus, en raison des effets contraignants des décisions préjudicielles[76] et en l'absence d'une modification des règles de

[73] Pièce US-71, paragraphe 34. (non souligné dans l'original)
[74] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37, *in fine.*
[75] Première communication écrite des CE, paragraphes 326 et suivants, et deuxième communication écrite des CE, paragraphe 99.
[76] Réponse des CE à la question n° 73, paragraphes 131 et 132, et question n° 163, paragraphe 67.

classement pertinentes, les autorités douanières nationales ne sont plus autorisées à classer la marchandise en cause sous la position 8709.

71. Dans cette affaire, le RTC délivré par la Finlande le 14 mai 1996 était venu à expiration, conformément à l'alinéa 4 de l'article 12 du Code des douanes communautaire, en mai 2002, et n'avait pas été renouvelé. Il n'y avait donc pas de problème d'application non uniforme à régler. En revanche, si le RTC finlandais avait encore été valable, ou s'il avait été renouvelé, l'autorité finlandaise l'aurait alors révoqué conformément à la jurisprudence *Timmermans*.

72. En conclusion, contrairement à ce que les États-Unis affirment, l'affaire *Intermodal Transports* montre que la procédure de renvoi préjudiciel constitue un instrument efficace pour assurer un classement tarifaire uniforme.[77]

D. CONCLUSION GÉNÉRALE CONCERNANT LES ÉLÉMENTS DE PREUVE PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE X:3 A) DU GATT

73. Dans leur remarque finale lors de la deuxième audience du Groupe spécial, les CE ont souligné le manque d'éléments de preuve factuels à l'appui des allégations d'application non uniforme formulées par les États-Unis.[78] Dans le domaine du classement tarifaire[79], les États-Unis ont initialement mentionné deux affaires, dans aucune desquelles ils n'ont réussi à établir un manque d'uniformité. Dans leur deuxième déclaration orale, les États-Unis ont fait un effort tardif pour fournir trois autres exemples de non uniformité alléguée. Toutefois, comme les CE l'ont montré, aucun de ces exemples n'illustre une absence d'uniformité et une des affaires en question ne relève même pas du mandat du Groupe spécial. Ce qui est encore plus curieux, c'est que dans certains cas et plus particulièrement dans l'affaire de la console *PlayStation 2* de Sony, les États-Unis se font eux-mêmes l'avocat d'un comportement qui nuirait en fait à l'uniformité, au lieu de la promouvoir.

74. Dans toutes leurs communications, les CE ont souligné que c'est aux États-Unis qu'il appartient de prouver que le système des CE a pour conséquence un manque d'application uniforme. En réponse à la question n° 173 du Groupe spécial, les CE ont aussi présenté des observations sur les éléments de preuve à fournir pour établir que le système des CE "en tant que tel" aboutit à un manque d'application uniforme.

75. Le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis − Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*[80] reste un point de référence utile pour l'affaire à l'examen. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a infirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles le Sunset Policy Bulletin des États-Unis, en tant que tel, violait l'Accord antidumping, parce qu'il a estimé qu'un échantillon, présenté par le Mexique, de plus de 20 cas d'application tirés de 200 affaires n'était pas suffisant pour permettre d'établir objectivement les faits.

76. Dans la présente affaire, les États-Unis demandent au Groupe spécial de constater que le système d'administration douanière des CE tout entier est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT. Ils demandent au Groupe spécial d'arriver à ce résultat sur la base d'à peine une poignée de cas que les

---

[77] Il convient de noter que cette conclusion est également corroborée par l'article de M. Vermulst que les États-Unis ont cité d'une manière très sélective au paragraphe 38 de leur deuxième déclaration orale. Immédiatement après le passage cité par les États-Unis, M. Vermulst dit ceci: "De toute évidence, la CEJ est donc prête à examiner en profondeur cet aspect du droit commercial communautaire. […] une explication de cette divergence pourrait être qu'une classification douanière uniforme correcte est l'un des piliers d'une union douanière réussie." (pièce US-72, page 21.)

[78] Déclaration finale des CE, paragraphes 19 et 20.

[79] Dans le domaine de l'évaluation en douane, l'allégation des États-Unis est entièrement dépourvue de toute base probante, étant donné que les affirmations des États-Unis semblent reposer entièrement sur des suppositions et des extrapolations faites à partir du rapport de la Cour des comptes des CE de 2000.

[80] Réponse des CE à la question n° 173 du Groupe spécial, paragraphe 98.

États-Unis ont eux-mêmes choisis. Les CE soutiennent qu'un échantillon aussi mince et aussi fortement sélectif n'est pas une base suffisante pour évaluer si le système des CE, ou les composants individuels de ce système, est compatible avec l'article X:3 a) du GATT. Ce résultat s'impose avec encore plus de force si l'on se souvient que sur cette poignée de cas sélectionnés par les États-Unis, il n'y en a pas un seul qui démontre réellement un manque d'uniformité dans le système d'administration douanière des CE.

77. En résumé, les CE estiment, en conséquence, que les États-Unis n'ont pas établi qu'il y avait un manque d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE dans les domaines mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

IV. CONCLUSION

78. Pour les raisons ci-dessus, les CE réaffirment la conclusion énoncée dans leur première communication écrite.

ANNEXE C-2

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS SUPPLÉMENTAIRES POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LA SECTION III DE LA DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

QUESTIONS ADRESSÉES AUX ÉTATS-UNIS

177. Veuillez expliquer pourquoi les États-Unis n'ont pas fait référence, avant la deuxième réunion de fond, aux éléments de preuve figurant à la Section III de leur déclaration orale faite à la deuxième réunion de fond?

C'est à la suite de l'exposé présenté par M. Philippe de Baere, le 27 octobre 2005, à un colloque de l'"American Bar Association" que les États-Unis ont pris connaissance des affaires mentionnées à titre d'exemple à la Section III de leur déclaration orale faite à la deuxième réunion de fond.[1] Les États-Unis ont appelé l'attention sur ces exemples parce qu'ils aidaient à réfuter des arguments spécifiques présentés par les CE dans des communications antérieures et parce que, d'une manière plus générale, ils réfutaient l'affirmation des CE selon laquelle les allégations des États-Unis reposaient sur des scénarios "théoriques".[2]

Lorsque les États-Unis ont eu connaissance de ces cas d'application non uniforme, ils ont sélectionné des cas particuliers qui éclairaient des questions qui avaient été évoquées à des stades antérieurs du différend et qui aideraient le Groupe spécial à examiner ces problèmes. Il n'est pas surprenant que les États-Unis, quand ils ont choisi des exemples d'application non uniforme de la législation douanière des CE, aient mis l'accent, en particulier, sur les renseignements émanant d'entreprises et de leurs représentants qui avaient été directement et effectivement en contact avec le système d'administration douanière des CE. Il n'a pas toujours été facile d'obtenir des renseignements provenant de ces sources, étant donné que les personnes qui travaillent couramment avec la Commission et avec les 25 administrations douanières indépendantes, géographiquement limitées, des CE hésitent souvent (ce qui est compréhensible) à critiquer ouvertement le système des CE. Comme le montrent les vives critiques dont l'exposé de M. de Baere fait l'objet de la part des CE dans leur réponse à la question n° 172 du Groupe spécial, ces inquiétudes ne sont pas sans fondement.[3]

---

[1] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 24 et suivants; Philippe de Baere, *Coping with customs in the EU: The uniformity challenge: Judicial review of customs decisions and implementing legislation*, exposé présenté à l'American Bar Association, section du droit international (27 octobre 2005) (pièce US-59). Pour donner un point de repère, il convient de rappeler que la première communication écrite des États-Unis a été présentée le 12 juillet 2005, et que la déclaration orale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial a été faite le 14 septembre 2005.

[2] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphe 314; *voir également*, *id*., les paragraphes 244 à 246; la première déclaration orale des CE, paragraphes 28 et 29; la deuxième communication écrite des CE, paragraphes 45, 54.

[3] Communication additionnelle des Communautés européennes en réfutation de la Section III de la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 26, note 22 (14 décembre 2005) ("communication additionnelle des CE"). Paradoxalement, les CE affirment que les déclarations émanant des personnes mêmes (ou de leurs représentants) qui sont lésées par l'application non uniforme de la législation douanière des CE ne sont pas crédibles parce que ces personnes seraient motivées par leur intérêt personnel. *Voir id*.; la déclaration finale des CE à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 16 (affirmant que la déclaration sous serment du Président de *Rockland Industries* n'avait "pas la moindre valeur probante"). Les États-Unis trouvent cette affirmation déconcertante. Les personnes dont les déclarations sont en cause n'ont absolument rien à gagner en rendant compte de l'expérience directe qu'elles peuvent avoir de l'application non uniforme de la législation douanière des CE. Pour le moins, des déclarations critiques émanant de personnes ayant une connaissance directe de l'application non uniforme de la législation douanière des CE vont *à l'encontre* de leur intérêt personnel, étant donné que de telles déclarations pourraient être perçues comme étant de nature à nuire à leurs relations avec les institutions des CE et avec les 25 autorités douanières indépendantes, géographiquement

Les affaires citées en exemple dans la Section III de la déclaration orale faite par les États-Unis lors de la deuxième réunion de fond concernent tous des événements relativement récents. Cela permet d'expliquer la chronologie de l'examen de ces affaires dans le cadre du présent différend et contredit l'accusation sans fondement des CE selon laquelle "les États-Unis ont délibérément différé la présentation des éléments de preuve le plus longtemps possible".[4] Par exemple, dans l'affaire des *caméscopes*, ce n'est qu'en novembre 2005 que l'autorité douanière française a informé l'importateur français de son intention de recouvrer des droits additionnels sur les importations antérieures de certains modèles de caméscopes, nonobstant le RTC délivré à la filiale espagnole de la société française, qui classait ces modèles sous la position 8425.40.91.[5] Dans l'affaire de la console *PlayStation 2* de Sony, ce n'est qu'à la fin de juillet 2005 que la Haute Cour de justice du Royaume-Uni a rendu sa décision dans laquelle elle refusait de saisir la CEJ d'une question concernant l'étendue des pouvoirs d'une autorité douanière et (à la suite de l'arrêt *Timmermans* de la CEJ) affirmait que cette autorité avait le pouvoir de maintenir le RTC révoqué malgré l'annulation du règlement CE qui avait conduit en premier lieu à la révocation de ce RTC.[6] Enfin, la décision de la CEJ dans l'affaire *Intermodal Transports* (pièce US-71) n'a été rendue qu'à la mi-septembre 2005 (en fait, en même temps qu'avait lieu la première réunion de fond consacrée au présent différend).

De plus, toutes les affaires citées en exemple par les États-Unis réfutent les arguments particuliers présentés par les CE dans leurs communications antérieures. Les CE ont affirmé que les notes explicatives, les RTC et les décisions rendues par la CEJ dans le cadre de la procédure de renvoi préjudiciel étaient tous d'importants instruments pour assurer l'application uniforme de la législation douanière des CE.[7] Les affaires que les États-Unis ont examinées à la deuxième réunion du Groupe spécial aident à réfuter l'argumentation des CE pour chacun de ces instruments.

L'affaire des *caméscopes*, par exemple, a mis en évidence la non uniformité d'application résultant de la publication d'une note explicative, puisque certains États membres ont revu le classement d'importations antérieures à la lumière de cette note (et ont en conséquence prélevé un droit additionnel) alors que d'autres n'ont donné à la note qu'un effet prospectif.[8] Cette affaire a également mis en évidence une importante limite des RTC en tant qu'instruments censés assurer une application uniforme. Ainsi, lors d'une vérification visant une société en France, l'autorité douanière a pu passer outre au classement des marchandises indiqué dans un RTC délivré à une société affiliée par l'autorité douanière espagnole.[9] Enfin, cette affaire a mis en évidence une importante limite des

---

limitées, des CE. Le seul intérêt que des entreprises et des juristes peuvent avoir à intervenir, c'est l'intérêt qu'ils ont à améliorer le système d'administration douanière des CE de manière à éviter des problèmes à l'avenir. Enfin, les États-Unis notent qu'il y a une contradiction flagrante entre, d'une part, la critique formulée par les CE à l'encontre des déclarations, qualifiées de peu crédibles, des personnes ayant une connaissance directe de l'application non uniforme de la législation douanière des CE, et, d'autre part, leur affirmation (erronée) selon laquelle il y a une absence de preuve de l'annulation et de la réduction des avantages (*voir* deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 54), étant donné que certains des éléments de preuve les plus solides de l'annulation et de la réduction des avantages sont les déclarations émanant de personnes ayant subi un préjudice du fait de l'application non uniforme de la législation douanière communautaire par les CE.

[4] Communication additionnelle des CE, paragraphe 14.

[5] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 30.

[6] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 33 et 34.

[7] *Voir, par exemple*, la deuxième communication écrite des CE, paragraphes 93 à 104, 244; les réponses des CE aux premières questions du Groupe spécial, paragraphes 55, 71, 175.

[8] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 27 à 29. Les CE tentent de nier la pertinence de l'affaire des *caméscopes* en faisant valoir qu'elle ne concerne pas "les notes explicatives en tant qu'instruments destinés à assurer l'application uniforme des règles relatives au classement tarifaire". Communication additionnelle des CE, paragraphe 39. Selon elles, cet exemple concerne en fait l'effet des notes explicatives sur le recouvrement *a posteriori* de la dette douanière. Ce que les CE occultent en analysant l'exemple de cette façon, c'est l'idée de base que différentes autorités douanières dans les CE donnent un effet différent à ces instruments, ce qui infime l'argument selon lequel ces instruments "assurent" une application uniforme.

[9] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 30.

décisions de la CEJ en tant qu'instruments dont il est allégué qu'ils pourraient assurer une application uniforme. Ainsi, la plus haute juridiction française a simplement refusé de saisir la CJE (d'une question qui concernait les circonstances dans lesquelles le délai de trois ans prévu dans le Code des douanes communautaire pour la communication du montant de la dette douanière au débiteur peut être suspendu), en dépit des divergences d'application entre différentes autorités douanières dans les CE.[10]

L'affaire de la console *Playstation 2* de Sony est un autre exemple qui aide à réfuter deux arguments avancés par les CE. Les CE ont tenté de faire valoir que l'arrêt *Timmermans* de janvier 2004 de la CEJ, loin de nuire à l'application uniforme, contribuait à la promouvoir.[11] L'arrêt *Timmermans* est la décision qui permet à chacune des 25 administrations douanières indépendantes, géographiquement limitées, des CE de révoquer ou de modifier un RTC de sa propre initiative et indépendamment de l'effet que les autres autorités douanières des CE ont donné à ce RTC. Les États-Unis ont réfuté la présentation que les CE font de l'arrêt *Timmermans,* comme étant une décision de nature à promouvoir l'uniformité en, entre autres choses, appelant l'attention sur l'affaire de la console *PlayStation* 2 de Sony.[12] L'affaire de la console *PlayStation 2* de Sony aide aussi à réfuter l'argument des CE présentant le mécanisme de renvoi préjudiciel comme un instrument qui pourrait, selon elles, assurer une application uniforme, étant donné que les juridictions des États membres (comme la juridiction du Royaume-Uni dans cette affaire) se conforment à la recommandation de l'avocat général des CE, formulée dans ses conclusions dans l'affaire *Wiener,* les invitant à faire preuve de modération dans le recours à ce mécanisme en matière douanière.[13]

Enfin, l'arrêt *Intermodal Transports* aide également à réfuter l'argument des CE quant à l'utilité du mécanisme de renvoi préjudiciel en tant qu'instrument de nature à assurer une application uniforme. Si le mécanisme de renvoi préjudiciel était vraiment un instrument destiné à assurer une application uniforme, une affaire où l'application de ce mécanisme devrait s'imposer comme une évidence serait une affaire dans laquelle un tribunal d'un État membre a eu connaissance d'un classement divergent du produit en cause par l'autorité douanière d'un autre État membre. De fait, c'est de toute évidence l'argument que la Commission des CE a elle-même présenté (sans succès) à la CEJ.[14] Néanmoins, la CEJ a constaté que même cette circonstance n'impose pas le recours au mécanisme de renvoi préjudiciel si le tribunal de l'État membre estime que le classement correct s'impose "avec une évidence telle qu'il ne laisse place à aucun doute raisonnable".[15]

---

[10] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 31.

[11] *Voir, par exemple*, la deuxième déclaration écrite des CE, paragraphe 99; les réponses des CE aux premières questions du Groupe spécial, paragraphe 30.

[12] Dans cette affaire, la question était de savoir ce que les différentes autorités douanières avaient le pouvoir de faire, à la lumière de l'arrêt *Timmermans*, à la suite de l'annulation d'un règlement concernant le classement applicable dans l'ensemble des CE. Plus précisément, la question concernait le statut d'un RTC que les autorités avaient révoqué sur la base d'un règlement désormais annulé. Les autorités doivent-elle rétablir le RTC (mesure qui, en théorie, pourrait favoriser un classement uniforme de la marchandise en cause, bien que sous une position différente de celle qui était retenue dans le règlement désormais annulé)? Ou les autorités peuvent-elles maintenir le RTC révoqué, en invoquant pour cela de nouveaux motifs indépendants, plutôt que l'existence du règlement désormais annulé? Citant l'arrêt *Timmermans*, la Haute Cour du Royaume-Uni a constaté que l'administration douanière du Royaume-Uni pouvait maintenir le RTC révoqué en invoquant de nouveaux motifs indépendants. Les États-Unis soutiennent que l'affaire de la console *PlayStation 2* démontre que même lorsqu'un bureau de douane des CE a délivré un RTC, apportant ainsi en principe un degré limité d'uniformité dans le classement de la marchandise considérée (au moins pour le titulaire du RTC), l'arrêt *Timmermans* autorise le bureau de douane à modifier ou à révoquer le RTC pour des raisons indépendantes qui lui sont propres, d'une manière absolument contraire à l'application uniforme.

[13] *Voir* la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 33 et 34.

[14] *Voir Intermodal Transports BV c. Staatssecretaris van Financiën,* affaire C-495/03, paragraphe 35 (15 septembre 2005) (où il est fait référence à l'argument avancé par la Commission) (pièce US-71) ("*Intermodal Transports*").

[15] *Intermodal Transports*, paragraphes 33, 45 (pièce US-71).

En somme, chacune des affaires citées en exemple à la Section III de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial contribue à réfuter les arguments avancés par les CE dans leurs communications antérieures. Loin de se lancer dans "des manœuvres procédurières"[16], les États-Unis ont utilisé les exemples mentionnés à la Section III de leur déclaration orale justement de la manière qui est envisagée au paragraphe 12 des procédures de travail du Groupe spécial − c'est-à-dire "aux fins des réfutations". Le fait qu'ils aient présenté à ce stade de la procédure des éléments de preuve à l'appui des réfutations n'a rien de remarquable dans un différend à l'OMC. De fait, dans cette même procédure, les CE ont présenté six nouvelles pièces en rapport avec leurs observations sur les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial. Étant donné que deux de ces pièces (les pièces EC-161 et EC-162) concernent l'administration douanière des États-Unis, qui n'est même pas en cause dans le présent différend, on voit mal comment elles répondent au critère d'être "nécessaires aux fins des réfutations". Dans d'autres différends aussi, les CE ont souvent présenté des éléments de preuve (apparemment aux fins des réfutations) à la deuxième réunion du Groupe spécial ou plus tard.[17]

178. Au paragraphe 19 et suivants de la réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, les Communautés européennes soutiennent que l'article 221(3) du Code des douanes communautaire ne concerne aucun des domaines de l'administration douanière auxquels il est fait référence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Veuillez présenter des observations.

L'affirmation des CE selon laquelle l'article 221(3) du Code des douanes communautaire ("CDC") ne concerne aucun des domaines de l'administration douanière auxquels il est fait référence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis semble résulter d'une confusion entre les *allégations* faites par les États-Unis et les *arguments* avancés à l'appui de ces allégations. Il est bien établi que, en vertu de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit énoncer les allégations de la partie plaignante, mais non ses arguments.[18]

Les allégations des États-Unis concernant l'article X:3 a) du GATT de 1994 sont énoncées clairement et en termes spécifiques au premier paragraphe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial (WT/DS315/8). Dans ce paragraphe, les États-Unis allèguent que "la façon dont les Communautés européennes ("CE") administrent leurs lois, règlements et décisions du type décrit à

[16] Communication additionnelle des CE, paragraphe 17.

[17] Dans le différend *Communautés européennes − Protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires* (DS174 et DS290), les CE ont présenté 31 pièces nouvelles, soit un total de 108 pages, en liaison avec leurs réponses aux questions posées après la deuxième réunion de fond du Groupe spécial. Dans le même différend, les CE ont présenté cinq pièces additionnelles, faisant au total 93 pages, en liaison avec leurs observations sur les réponses des plaignants aux questions posées. En dépit du fait que ce différend concernait des mesures des CE, certaines des pièces présentées à ce stade de la procédure par les CE concernaient des accords auxquels les CE n'étaient pas parties (par exemple, l'Accord de libre-échange nord-américain) et le droit interne des parties plaignantes. Dans le différend *Communautés européennes − Désignation commerciale des sardines*, les CE ont même tenté de présenter de nouveaux éléments de preuve au stade du réexamen intérimaire de la procédure de Groupe spécial. *Voir* le rapport de l'Organe d'appel, *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, paragraphe 301 (adopté le 23 octobre 2002). L'Organe d'appel avait conclu que le stade du réexamen intérimaire n'était pas un moment approprié pour présenter de nouveaux éléments de preuve (d'après les allégations) aux fins des réfutations.

[18] *Voir, par exemple*, le rapport de l'Organe d'appel, *Corée − Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, paragraphe 125 (adopté le 12 janvier 2000); le rapport de l'Organe d'appel, *Communautés européennes − Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, paragraphe 141 (adopté le 25 septembre 1997); le rapport de l'Organe d'appel, *Brésil − Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/AB/R, page 23 (adopté le 20 mars 1997).

l'article X:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") n'est pas uniforme, impartiale et raisonnable et, partant, n'est pas conforme à l'article X:3 a) du GATT de 1994". La demande d'établissement d'un groupe spécial indique ensuite avec précision les lois, règlements et décisions du type décrit à l'article X:1 de 1994 que les CE n'administrent pas de la façon prescrite par l'article X:3 a). La toute première mesure indiquée est le Code des douanes communautaire (CDC), dont l'article 221(3) fait manifestement partie.

Le troisième paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial donne des exemples de quelques domaines importants dans lesquels se manifeste l'absence d'application uniforme de la législation douanière des CE. Le fait que cette liste n'est pas exhaustive ressort clairement du membre de phrase introductif "y compris mais non exclusivement". Dans leur réponse à la question n° 172 du Groupe spécial, les CE font valoir que ce membre de phrase ne devrait pas être interprété comme englobant le domaine de l'administration douanière visé à l'article 221(3) (c'est-à-dire la communication du montant de la dette douanière).[19]

En formulant cet argument, les CE présentent les exemples donnés au troisième paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial comme des allégations des États-Unis, et non comme des exemples démontrant l'allégation des États-Unis selon laquelle les CE violent l'article X:3 a) du GATT de 1994 en manquant à leur obligation d'appliquer leur législation douanière d'une manière uniforme. Si l'expression "y compris mais pas exclusivement" n'est peut-être pas suffisante pour inclure dans un différend des mesures ou les dispositions d'un accord qui ne sont pas expressément énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial[20], son utilisation dans un récapitulatif d'*arguments* présenté à l'appui d'une allégation n'affecte pas le droit de la partie plaignante de présenter d'autres arguments tout au long d'un différend.[21]

Les États-Unis ont examiné l'article 221(3) du Code des douanes communautaire − disposition qui concerne une mesure dont il est dit dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis qu'elle n'est pas appliquée de façon uniforme par les CE - dans leur déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial dans le cadre d'une réfutation de l'affirmation des CE selon laquelle certains instruments − c'est-à-dire les notes explicatives, les RTC et les arrêts de la CEJ − assurent une application uniforme. Comme il est noté dans la réponse à la question n° 177 ci-dessus, l'application divergente de l'article 221(3) dans l'affaire des *caméscopes* montre que ces instruments n'assurent *pas* une application uniforme. Ainsi, par exemple, bien que différents bureaux de douane des CE ont des approches différentes en ce qui concerne les circonstances qui justifient une suspension du délai de trois ans prévu à l'article 221(3) pour la communication du montant de la dette douanière − exemple flagrant montrant que les CE n'appliquent pas leur obligation douanière d'une manière uniforme − au moins une juridiction de dernier ressort d'un État membre a constamment refusé de saisir la CEJ d'une question qui aurait pu permettre de surmonter cette divergence.[22] Dans le système d'administration douanière des CE, l'existence d'une telle divergence au sein des CE n'oblige pas en soi le tribunal d'un État membre à saisir la CEJ.

---

[19] Communication additionnelle des CE, paragraphe 32.

[20] *Cf.* le rapport de l'Organe d'appel, *Inde − Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture,* WT/DS50/AB/R, paragraphe 90 (adopté le 16 janvier 1998).

[21] *Voir, par exemple*, le rapport de l'Organe d'appel, *Communautés européennes − Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, paragraphe 141 (adopté le 25 septembre 1997) ("[I]l y a une grande différence entre les *allégations* indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui déterminent le mandat du Groupe spécial au titre de l'article 7 du Mémorandum d'accord, et les *arguments* étayant ces allégations, qui sont exposés et progressivement précisés dans les premières communications écrites, dans les communications présentées à titre de réfutation et lors des première et deuxième réunions du Groupe spécial avec les parties").

[22] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 31.

Les États-Unis n'étaient pas tenus de mentionner cet argument dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Tout ce qu'ils étaient tenus de faire (et tout ce qui est pertinent ici), c'était d'"indiquer les mesures spécifiques en cause et [de fournir] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème"[23]; les États-Unis ont fait cela et bien plus encore.

179. Au paragraphe 34 de la réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, les Communautés européennes notent que la liste d'exemples d'application non uniforme figurant dans la réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial ne fait pas référence à l'article 221 du Code des douanes communautaire. Veuillez formuler des observations en indiquant l'importance, le cas échéant, qu'il conviendrait d'attacher à l'observation des Communautés européennes.

Il ne faudrait pas attacher d'importance à l'absence de référence à l'article 221 du CDC dans la réponse des États-Unis à la question n° 124. En particulier, contrairement à ce qu'affirment les CE, cela ne revient pas à reconnaître soit que les États-Unis n'ont pas montré que les CE appliquaient l'article 221 d'une manière non uniforme, soit que l'application non uniforme de l'article 221 ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

À la question n° 124, il n'est pas demandé aux États-Unis de citer chaque cas pouvant étayer leur allégation selon laquelle la non-application uniforme par les CE de leur législation douanière viole l'obligation qui leur incombe en vertu de l'article X:3 a) du GATT de 1994. La question n° 124, telle que les États-Unis ont cru la comprendre, visait plutôt à obtenir confirmation du fait que la principale constatation demandée par les États-Unis était que les CE violaient leur obligation au titre de l'article X:3 a) par suite de l'absence d'uniformité dans l'application de la législation douanière des CE dans son ensemble. Les États-Unis ont confirmé qu'il s'agit bien de la principale constatation qu'ils cherchent à obtenir en ce qui concerne leur allégation au titre de l'article X:3 a). Dans leur réponse à la question n° 124 et dans leurs réponses à d'autres questions (notamment à la question n° 126), les États-Unis ont montré que des éléments de preuve non réfutés relatifs à la conception et à la structure du système d'administration douanière des CE étayaient cette constatation. Ils ont ensuite ajouté (dans leur réponse à la question n° 124) que les éléments de preuve d'une application non uniforme dans des domaines spécifiques corroboraient la constatation selon laquelle l'application non uniforme résultait nécessairement de la conception et de la structure du système des CE. Comme il a été noté, les États-Unis ont énuméré les domaines d'application non uniforme mis en évidence par les éléments de preuve.

L'article 221 est un autre exemple à ajouter à la liste. Comme les autres exemples énumérés dans la liste, les éléments de preuve montrent clairement que l'article 221 est appliqué d'une manière non uniforme, en violation de l'article X:3 a). Comme il a été expliqué dans la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial, l'article 221(3) du CDC prévoit un délai de trois ans après la naissance d'une dette douanière, pendant lequel le montant de la dette peut être communiqué au débiteur.[24] Il prévoit aussi que ce délai de trois ans est suspendu pendant la durée d'une procédure de recours. Il ne prévoit pas d'autre circonstance dans laquelle le délai de trois ans peut être suspendu. Néanmoins, le bureau de douane des CE en France a adopté une position (confirmée depuis par un amendement du Code des douanes français) selon laquelle le délai de trois ans pouvait être suspendu lorsqu'une procédure administrative était engagée (procès-verbal) afin d'enquêter sur une éventuelle infraction douanière) même si cette procédure n'aboutissait pas à l'imposition d'une sanction à l'encontre du débiteur.[25] Les autorités douanières dans d'autres parties

[23] Mémorandum d'accord, article 6:2.

[24] *Voir*, la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 31.

[25] *Voir, par exemple*, l'arrêt de la Cour de cassation, affaire n° 143, 13 juin 2001, pages 439-40 (pièce US-67) (confirmant la suspension du délai de trois ans dans le cas de la société Saga Méditerranée quand bien même la société avait été exonérée de toute responsabilité pénale); l'arrêt de la Cour de cassation,

des CE n'adoptent pas la même position. Elles n'appliquent donc pas l'article 221(3) du CDC de la même manière que l'autorité douanière en France.

En fait, les CE admettent effectivement que l'article 221 est appliqué d'une manière non uniforme (mais pour des raisons différentes que celles qui sont examinées par les États-Unis) et aurait donc pu constituer un exemple approprié à inclure dans la réponse des États-Unis à la question n° 124. Les CE font observer qu'en vertu du paragraphe 4 de l'article 221, le montant d'une dette douanière peut être communiqué au débiteur après l'expiration du délai de trois ans prescrit au paragraphe 3, "[l]orsque la dette douanière résulte d'un acte qui était, au moment où il a été commis, passible de poursuites judiciaires répressives". Elles expliquent que chaque État membre peut décider pour lui-même ce qui constitue un acte passible de poursuites judiciaires répressives, ainsi que de "la durée de la période pendant laquelle le montant de la dette peut être communiqué" lorsque la dette résulte d'un tel acte.[26] Ainsi, si un acte donné aboutissant à une dette douanière (par exemple, le classement erroné d'une marchandise par suite d'une négligence) ne donne lieu qu'à des sanctions administratives dans un État membre, mais fait l'objet de sanctions pénales dans un autre, l'autorité douanière du premier État membre est tenue d'appliquer la prescription de trois ans pour la communication du montant de la dette douanière, tandis que l'autorité douanières du second n'est tenue d'appliquer que la prescription (pour autant qu'il y en ait une) prévue dans la législation nationale de cet État membre.[27] C'est un exemple flagrant de la façon dont les CE, par l'intermédiaire de leurs bureaux de douane des différents États membres, manquent à leur obligation d'appliquer leur législation douanière d'une manière uniforme.

180. Au paragraphe 42 de la réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, les Communautés européennes soutiennent que les États-Unis utilisent l'exemple des caméscopes pour illustrer l'allégation d'application non uniforme en ce qui concerne la période suivant l'importation pendant laquelle une dette douanière peut être recouvrée. Cette présentation des allégations des États-Unis est-elle correcte? Sinon, veuillez expliquer en termes spécifiques comment les arguments des États-Unis à cet égard devraient être présentés.

Les CE ne présentent pas de façon correcte l'objectif pour lequel les États-Unis ont utilisé l'exemple des caméscopes. Les États-Unis ont utilisé l'exemple des caméscopes pour illustrer quatre points distincts. Premièrement, l'exemple montre que, contrairement à ce que les CE avancent, les notes explicatives ne sont pas des instruments efficaces pour assurer l'application uniforme de la législation douanière des CE. Le fait que les autorités douanières de deux États membres au moins (la France et l'Espagne) ont décidé de donner un effet rétroactif à la note explicative relative aux caméscopes (pièce US-61) en est la démonstration. Ainsi, se fondant sur la note explicative, elles ont révisé le classement d'une marchandise qui avait déjà été importée, et elles ont en conséquence prélevé des droits de douane additionnels. En revanche, les autorités douanières d'autres États

---

affaire n° 144, 13 juin 2001, page 448 (pièce US-68) (confirmant la suspension du délai de trois ans dans le cas de la société Saupiquet et de ses commissionnaires en douane, quand bien même elle avait été exonérée de toute responsabilité pénale).

[26] Communication additionnelle des CE, paragraphe 44.

[27] Il convient de noter qu'il s'agit encore d'un cas dans lequel les différentes sanctions prévues dans chacun des États membres des CE montrent que la législation douanière des CE n'est pas appliquée d'une manière uniforme. Il n'est pas nécessaire qu'une sanction soit effectivement imposée pour que cette application non uniforme se manifeste. La seule condition à remplir pour déroger au délai de trois ans prévu à l'article 221(3) du CDC est que l'acte donnant naissance à la dette douanière "soit passible de poursuites judiciaires répressives", pas qu'il fasse effectivement l'objet de telles poursuites judiciaires répressives. Ainsi, même dans le cas hypothétique où les autorités douanières de deux États membres différents traiteraient une infraction identique de la même manière et refuseraient d'imposer une sanction quelconque, le fait que l'autorité d'un État membre *aurait pu* traiter l'infraction comme un acte passible de poursuites judiciaires répressives et que l'autre n'aurait pas pu le faire, signifie que la première est expressément autorisée à prolonger le délai prévu pour la communication de la dette douanière, mais que la seconde ne l'est pas.

membres se sont abstenues de donner un effet rétroactif à la note explicative parce que la note établissait en fait une nouvelle règle de fond (c'est-à-dire qu'elle faisait de la possibilité de modifier l'utilisation des caméscopes après l'importation un critère à prendre en compte pour leur classement). C'est ce que montrait, par exemple, l'annonce relative à la note explicative publiée par les autorités douanières du Royaume-Uni, où il était indiqué que la note "entraîn[ait] un changement dans la pratique pour le Royaume-Uni".[28] Ainsi, différents bureaux de douane des CE ont pris connaissance de la même note explicative et l'ont appliquée d'une manière différente à la même situation, ce qui démontre que les CE n'appliquent pas leur législation douanière d'une manière uniforme.

Deuxièmement, l'exemple des caméscopes illustre le fait que, contrairement à ce que les CE avancent, les RTC ne sont pas un instrument efficace pour assurer l'application uniforme des règles de classement. Dans cette affaire, un bureau de douane des CE (en Espagne) avait délivré un RTC classant 19 modèles de caméscopes (pièce US-65). L'entreprise française affiliée au titulaire du RTC a informé un autre bureau de douane des CE (en France) de l'existence du RTC au cours d'une vérification effectuée par ce bureau de douane. Néanmoins, le bureau de douane des CE en France a fait savoir à la société qu'il n'avait pas l'intention de suivre le classement indiqué dans le RTC, mais qu'il entendait à la place prélever un droit basé sur sa propre détermination du classement correct des modèles de caméscopes en cause. Les CE considèrent de manière erronée qu'il s'agit d'une "question qui concerne … le recouvrement des droits de douane *a posteriori*, et pas le classement tarifaire".[29] Il est exact que cette question s'est posée dans un contexte de recouvrement de droits *a posteriori*. Cependant, la détermination du montant des droits à recouvrer nécessite une détermination du classement. Les CE reconnaissent volontiers que "[l]es RTC délivrés par les autorités espagnoles, présentés en tant que pièce US-65, sont tous pleinement conformes aux règles de classement des CE".[30] Il est donc encore plus surprenant qu'un deuxième bureau de douane des CE ait indiqué son intention de ne pas suivre le classement indiqué dans ce RTC. Cette décision montre que les RTC

[28] HM Customs & Excise, Tariff Notice 19/01 (juillet 2001) (pièce US-63): *voir également* Vorschriftensammlung Bundesfinanzverwaltung, VSF-Nachrichten N 46 2003, sec. I(3) (5 août 2003) (avis des douanes allemandes, accompagné d'une traduction non officielle en anglais, sur l'application des dispositions des CE concernant le remboursement/l'exonération et le recouvrement des droits d'importation) (pièce US-64) (où il est indiqué que lorsqu'une note explicative introduit une modification de fond, elle ne sera pas appliquée rétroactivement). Dans leur réponse à la question n° 172 du Groupe spécial, les CE exposent de façon erronée l'objectif poursuivi par les États-Unis lorsqu'ils ont fait référence aux lignes directrices administratives publiées par l'Allemagne et reproduites dans la pièce US-64. Contrairement à ce que les CE affirment (*voir* la communication additionnelle des CE, paragraphe 43), les États-Unis n'ont pas cité ces lignes directrices pour illustrer un argument concernant l'article 221 du CDC, mais pour souligner la différence existant dans le traitement des notes explicatives entre certains bureaux de douane (notamment en France et en Espagne) d'une part, et d'autres bureaux de douane (notamment, en Allemagne et au Royaume-Uni) d'autre part.

De plus, les États-Unis appellent l'attention du Groupe spécial sur la pièce (EC-153) que les CE ont présentée pour montrer que les lignes directrices allemandes étaient en fait "la transposition d'une lettre qui avait été envoyée par la Commission européenne en 1996 aux autorités douanières de tous les États membres" (communication additionnelle des CE, paragraphe 43). Premièrement, la lettre reproduite dans la pièce EC-153 ne dit rien au sujet des effets des notes explicatives. Elle concerne plutôt l'incidence des règlements relatifs au classement tarifaire sur le recouvrement des droits de douane. Deuxièmement, la lettre examine la situation dans laquelle, avant la publication d'un règlement relatif au classement tarifaire, certains importateurs ont acquitté, sur les marchandises en cause, un droit égal au montant qu'ils auraient eu à payer en vertu du nouveau règlement, tandis que d'autres ont payé moins. La lettre dit que "[l]es principes de la certitude juridique et des attentes légitimes ne peuvent pas être invoqués par les négociants qui, en cas de disparité dans l'application par différents bureaux de douane dans la Communauté, ont acquitté le même montant de droits qu'ils l'auraient fait en vertu du nouveau règlement". Lettre de James Currie à Mme V.P.M. Strachan CB, page 2 (pièce EC-153). En d'autres termes, lorsque des règles concernant le classement ont été appliquées d'une manière non uniforme, de telle sorte que les importateurs dans certains États membres ont acquitté des droits plus élevés que les importateurs de marchandises essentiellement identiques dans d'autres États membres, les CE reconnaissent qu'un nouveau règlement relatif au classement ne remédiera pas à cette absence d'uniformité.

[29] Communication additionnelle des CE, paragraphe 40.

[30] Communication additionnelle des CE, paragraphe 40.

n'assurent pas l'application uniforme de la législation douanière des CE par les 25 bureaux de douane indépendants et géographiquement limités des CE.

Troisièmement, l'exemple des caméscopes met en évidence l'application non uniforme de l'article 221(3) du CDC, ainsi qu'il est expliqué dans la réponse à la question n° 179 ci-dessus. Non seulement le bureau de douane des CE en France adopte la position (à la différence des bureaux de douane dans d'autres parties des CE) selon laquelle la note explicative relative aux caméscopes peut s'appliquer à des importations effectuées à une date antérieure à la note mais, de surcroît, il adopte la position (de nouveau à la différence des bureaux de douane d'autres parties des CE) selon laquelle la note peut s'appliquer aux importations même si la dette douanière afférente à ces importations a pris naissance plus de trois ans auparavant. Ainsi l'importateur de caméscopes en France reste passible du recouvrement de droits de douane additionnels sur des importations faites en 1999, alors même que les bureaux de douane d'autres parties des CE considéreraient que ce recouvrement additionnel tombe sous le coup de la prescription.[31]

Enfin, l'exemple des caméscopes montre que, contrairement à ce que les CE avancent, le mécanisme de renvoi préjudiciel à la CEJ n'assure pas effectivement l'application uniforme de la législation douanière des CE. Cet aspect de l'exemple des caméscopes est lié à l'application non uniforme de l'article 221(3) du CDC. Si le mécanisme de renvoi préjudiciel était un moyen efficace de remédier aux situations dans lesquelles les CE n'appliquent pas leur législation douanière d'une manière uniforme, on pourrait s'attendre à ce que cet instrument soit utilisé précisément dans les cas où le tribunal d'un État membre est confronté à une preuve flagrante d'application non uniforme, par exemple, dans le cas où le bureau de douane des CE en France considère que l'ouverture d'une enquête administrative suspend le délai de trois ans prévu à l'article 221(3), alors que d'autres bureaux de douane des CE n'adoptent pas cette position. Pourtant, comme les États-Unis l'ont montré, même la plus haute juridiction française a constamment refusé de saisir la CEJ de cette question, en dépit des divergences manifestes d'application entre les différentes régions des CE.[32]

181. En ce qui concerne les arguments présentés par les États-Unis au paragraphe 31 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, veuillez indiquer clairement le(s) type(s) d'application non uniforme allégué(s).

Au paragraphe 31 de leur déclaration orale faite à la deuxième réunion de fond, les États-Unis allèguent que les CE n'appliquent pas l'article 221(3) du CDC d'une manière uniforme. Cet article stipule que "[l]a communication au débiteur ne peut plus être effectuée après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de la naissance de la dette douanière". Il n'indique qu'une seule circonstance autorisant à suspendre le délai de trois ans: la formation d'un recours. Néanmoins, un bureau de douane des CE (en France) applique l'article 221(3) en suspendant le délai de trois ans à la suite de l'ouverture d'une procédure administrative (procès-verbal) destinée à enquêter sur une éventuelle infraction douanière, indépendamment du point de savoir si une sanction douanière a jamais été imposée contre une partie visée par l'enquête. D'autres bureaux de douane des CE n'appliquent pas l'article 221(3) de cette manière. Ils ne considèrent pas que le délai de trois ans prévu à l'article 221(3) est suspendu au moment de l'ouverture d'une procédure administrative

[31] Dans leur déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial, les États-Unis ont présenté cet aspect de l'exemple des caméscopes comme un exemple d'application non uniforme en ce qui concerne "le délai suivant l'importation pendant lequel le montant d'une dette douanière peut être recouvré". Dans leur réponse à la question n° 172, les CE expliquent que l'article 221(3) concerne "le délai pendant lequel le montant d'une dette douanière peut être communiqué au débiteur". Les États-Unis souscrivent à cette déclaration concernant l'objet de l'article 221(3). Cependant, ils n'acceptent pas l'idée implicite que cet article n'a rien à voir avec le recouvrement de la dette douanière. Le délai pendant lequel le montant de la dette douanière peut être communiqué au débiteur est évidemment d'une importance cruciale pour le recouvrement de la dette. En effet, si le délai prévu pour une telle communication a expiré, il n'y a plus aucune possibilité de recouvrer une dette dont le montant n'a pas été communiqué antérieurement.

[32] *Voir* la deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 31.

(procès-verbal) destinée à enquêter sur une éventuelle infraction douanière. Ainsi, comme le montre l'exemple des caméscopes, un importateur de caméscopes dans une partie des CE (en France) reste passible en 2005 du recouvrement de droits additionnels sur des importations effectuées en 1999, alors même que les bureaux de douane des CE dans d'autres parties des CE considéreraient que ce recouvrement additionnel tombe sous le coup de la prescription. En conséquence, l'application de l'article 221(3) est un exemple flagrant d'application non uniforme de la législation douanière des CE, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[33]

Séparément, également au paragraphe 31 de leur déclaration orale faite à la deuxième réunion de fond, les États-Unis ont appelé l'attention sur le refus de la plus haute juridiction française de saisir la CEJ de la question de savoir si une enquête administrative peut suspendre le délai de trois ans prescrit par l'article 221(3). Les États-Unis ont soutenu que, le fait que la plus haute juridiction d'un État membre peut refuser de saisir la CEJ, même en présence d'éléments de preuve montrant clairement que le bureau de douane des CE dans cet État membre applique la législation douanière des CE d'une manière différente des bureaux de douane des autres États membres, réfute l'affirmation des CE selon laquelle le mécanisme de renvoi préjudiciel assure une application uniforme.

QUESTION ADRESSÉE AUX DEUX PARTIES

184. Au sujet du paragraphe 49 de la réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, l'acte consistant à délivrer un renseignement tarifaire contraignant qui n'est pas, au moment où il est délivré, incompatible avec la législation douanière des CE mais qui, à la connaissance des autorités de délivrance, deviendra certainement incompatible avec ladite législation (par exemple lorsqu'un règlement incompatible entrera en vigueur), pourrait-il constituer un élément de preuve à l'appui d'une allégation d'application non uniforme au sens de l'article X:3 a)? Dans l'affirmative, veuillez fournir des explications en vous référant aux termes de l'article X:3 a).

Pour répondre à la question n° 184, il est important d'établir une distinction entre la situation hypothétique envisagée dans la question, les faits connus dans l'affaire de la console *PlayStation 2* ("PS2") de Sony et la portée plus large de l'affaire de la PS2. Premièrement, en ce qui concerne la situation hypothétique envisagée dans la question, il est assurément possible qu'un RTC émis par un bureau de douane des CE qui classe une marchandise d'une certaine manière alors qu'il sait qu'un règlement applicable dans l'ensemble des CE classant différemment la marchandise va bientôt paraître, puisse constituer un élément de preuve à l'appui d'une allégation d'application non uniforme au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994. L'article X:3 a) prescrit à un Membre ce qui suit: "appliquer [ ]d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article". Les règles de classement des CE (objet des RTC) sont incontestablement des lois ou des règlements visés au paragraphe premier de l'article X. De plus, le sens ordinaire du terme "administer" (appliquer), qui est pertinent en l'espèce, est "carry on or execute (an office, affairs, etc.)" (exercer ou exécuter (une fonction), mener ou diriger (des affaires), etc.).[34] Le sens ordinaire du mot "uniform" (uniforme), qui est pertinent en l'espèce est "[o]f one unchanging form, character, or kind; that is or stays the same in different places or circumstances, or at different times" (qui est de forme, de caractère ou de nature

[33] Comme il est indiqué dans la réponse à la question n° 179 ci-dessus, la réponse des CE à la question n° 172 met en évidence un autre cas d'application non uniforme de l'article 221 du CDC. Plus précisément, en ce qui concerne le paragraphe 4 de l'article 221, le délai pendant lequel le montant de la dette douanière peut être communiqué au débiteur peut varier d'un bureau de douane à un autre à l'intérieur des CE lorsqu'un bureau de douane détermine (sur la base de ses propres critères nationaux) qu'un acte donnant naissance à une dette douanière est un acte "*passible* de poursuites judiciaires répressives" (indépendamment du point de savoir si cet acte donne *effectivement* lieu à des poursuites judiciaires). Communication additionnelle des CE, paragraphe 44. (pas d'italique dans l'original)

[34] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, vol. I à 28 (1993) (pièce US-3).

unique et invariable; qui est ou reste identique dans des circonstances ou lieux différents, ou à des moments différents).[35] En délivrant un RTC, un bureau de douane des CE "applique" les règles de classement des CE au sens ordinaire de ce terme. Au moyen du RTC, un bureau de douane des CE détermine, la position du Tarif douanier commun sous laquelle une marchandise particulière doit être classée en appliquant les règles générales d'interprétation du tarif.

La question est donc de savoir si l'application des règles de classement au moyen des RTC reste la même dans des lieux différents, dans le cadre du scénario envisagé. Dès lors que le classement indiqué dans le RTC délivré par un bureau de douane des CE "deviendra certainement incompatible avec la législation [douanière des CE] (par exemple, une fois qu'un règlement incompatible entrera en vigueur)," il faut se demander ce qui a incité à adopter le règlement ultérieur incompatible. Notamment, il est tout à fait possible que d'autres bureaux de douane des CE aient classé la marchandise en cause de la manière indiquée dans le futur règlement, et que ces bureaux de douane aient insisté pour que soit adopté un règlement applicable dans l'ensemble des CE, au vu de la mesure incompatible adoptée par le bureau de douane des CE qui a délivré le RTC en question. Cette possibilité est confortée par le rôle critique dévolu au Comité du Code des douanes dans l'adoption de la réglementation relative au classement[36], et par le fait que le Comité est composé de représentants de chacun des 25 États membres des CE. Autrement dit, si le futur règlement classait la marchandise en cause d'une manière allant à l'encontre du classement suivi dans plusieurs États membres, il semblerait difficile d'obtenir le soutien du Comité en faveur du règlement, ce qui rendrait nécessaire le renvoi du règlement au Conseil de l'Union européenne (lequel pourrait finalement le rejeter).[37] En fait, si l'élaboration du règlement reflétait l'émergence d'une opinion majoritaire parmi les bureaux de douane des CE, sur la façon dont la marchandise en question devrait être classée, la délivrance d'un règlement incompatible par un seul bureau de douane des CE apporterait la démonstration que l'application des règles de classement au moyen des RTC est *différente* dans des lieux différents − c'est-à-dire qu'elle n'est pas "uniforme" selon le sens ordinaire de ce terme qui est employé à l'article X:3 a).

Cela dit, les faits de la cause dans l'affaire de la PS2 qui sont exposés dans les arrêts du Tribunal de première instance des CE (pièce US-12) et de la Haute Cour de justice du Royaume-Uni (pièce US-70) ne permettent pas clairement de savoir si d'autres bureaux de douane des CE que celui du Royaume-Uni avaient eu l'occasion de classer la PS2 avant la publication du règlement de la Commission.[38]

---

[35] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, vol. II à 3488 (1993) (pièce US-4).

[36] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphe 92; les réponses des CE aux deuxièmes questions du Groupe spécial, paragraphe 61 (l'adoption des règlements concernant le classement nécessite la consultation du Comité).

[37] *Voir* la décision du Conseil 1999/468/CE, fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission, article 4 (définissant la "procédure de gestion", qui est la procédure applicable à l'adoption des règlements concernant le classement) (pièce US-10).

[38] L'arrêt du Tribunal de première instance fait observer, cependant qu'"il [était] constant entre les parties que, au moment de l'adoption du règlement attaqué, ce RTC [à savoir le RTC délivré par le bureau de douane du Royaume-Uni] était le seul classant la console PlayStation R2 dans la position 8471". *Sony Computer Entertainment Europe Ltd.* contre *Commission des Communautés européennes*, affaire T-243/01, paragraphe 68 (Tribunal de première instance des Communautés européennes, 30 septembre 2003) (pièce US-12).

L'on ne sait pas non plus très bien si le classement indiqué dans le RTC du Royaume-Uni était compatible avec la législation des CE, même avant la publication du règlement de la Commission. La décision du bureau de douane des CE au Royaume-Uni de classer la PS2 sous la position tarifaire 8471.49.00 reposait sur l'idée que la question déterminante pour le classement était de savoir si la console était librement programmable. Bien que le Comité du Code des douanes ait jugé qu'elle était librement programmable, il a approuvé un règlement indiquant un classement différent, en se fondant sur l'opinion que cette caractéristique n'était pas déterminante. *Voir Sony Computer Entertainment Europe Ltd.* contre *Commission des Communautés européennes*, affaire T-243/01, paragraphes 23 et 24 (Tribunal de première instance des Communautés européennes, 30 septembre 2003) (pièce US-12) (où il est indiqué que le motif du classement du 12 juin 2001

Enfin, et d'une manière plus fondamentale, la réponse précédente ne devrait pas masquer la portée plus large de l'affaire de la PS2 et la raison pour laquelle cette affaire est examinée dans la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial. La principale conclusion à tirer de l'affaire de la PS2 ne concerne *pas* le classement correct de la PS2. Contrairement à ce qu'affirment les CE, les États-Unis ne se font pas "l'avocat d'un comportement qui nuirait manifestement à l'application uniforme du droit des CE".[39] Ils ne soutiennent pas que le RTC de juin 2001 délivré par le bureau de douane du Royaume-Uni aurait dû être rétabli suite à l'annulation du règlement CE concernant le classement parce que le RTC classait la PS2 d'une manière incorrecte.

Ce qui donne une portée plus large à l'affaire de la PS2, et explique donc pourquoi elle a été examinée lors de la deuxième réunion du Groupe spécial, c'est que cette affaire démontre le pouvoir qu'a chacun des 25 bureaux de douane indépendants et géographiquement limités des CE, de déroger de sa propre initiative à un mode d'application uniforme. La délivrance du RTC de juin 2001 classant la PS2 sous la position tarifaire 8471 était un acte qui, tout au moins selon la conception des RTC soutenue par les CE, aurait dû aboutir à une application uniforme des règles de classement pour ce produit. La publication d'un règlement CE en juillet 2001 était un acte qui aurait dû contribuer à la poursuite d'une application uniforme des règles de classement pour la PS2, bien que sous une position tarifaire différente (la position 9504 au lieu de 8471). Afin d'assurer la poursuite d'une application uniforme, le RTC de juin 2001 a été révoqué à la suite de l'entrée en vigueur du règlement.

Lorsque le règlement des CE a été annulé par l'arrêt du Tribunal de première instance de septembre 2003, on aurait pu s'attendre à ce que le RTC de juin 2001 soit rétabli, ce qui aurait assuré (encore une fois, selon la conception des RTC soutenue par les CE) la poursuite d'une application uniforme des règles de classement pour la PS2. En fait, avant l'arrêt rendu par la CEJ dans l'affaire *Timmermans* en janvier 2004, l'autorité douanière du Royaume-Uni croyait manifestement qu'elle était tenue de rétablir le RTC et que, selon les conclusions formulées par l'avocat général en septembre 2003 dans l'affaire *Timmermans*, elle ne pouvait pas modifier le RTC en se fondant sur sa propre réinterprétation indépendante des règles de classement applicables.[40]

Cependant, à la suite de l'arrêt *Timmermans*, l'autorité douanière du Royaume-Uni a été libre de maintenir le RTC révoqué, non pas sur la base du règlement CE (qui, bien entendu, avait été annulé) mais maintenant sur la base de sa propre réinterprétation des règles de classement applicables. Elle a donc été en mesure d'interrompre la série d'actions qui, en théorie, avait assuré le classement uniforme de la PS2 depuis juin 2001. Indépendamment du point de savoir si le RTC classait ou non correctement la PS2, cette affaire corrobore la thèse plus générale selon laquelle, en vertu de l'arrêt *Timmermans*, chacun des 25 bureaux de douane indépendants et géographiquement limités des CE a le pouvoir de déroger à un mode d'application théoriquement uniforme des règles de classement en se fondant sur son propre réexamen de ces règles.

était que la PS2 est apte à être librement programmée); *Sony Computer Entertainment Europe Ltd.* contre *Commissioners of Customs and Excise*, arrêt de la Haute Cour de justice, Chancery Division, [2005] EWHC 1644 (Ch), paragraphe 99 (27 juillet 2005) (pièce US-70) (résumant l'argument de l'autorité douanière dans lequel il est noté qu'"un comité Nomenclature (des CE) a unanimement reconnu lors de ses réunions d'avril et de mai 2001" que le classement de la PS2 sous la position 8471 "était incorrect").

C'est dans un souci de clarté que les États-Unis appellent l'attention sur les aspects de l'affaire de la console PlayStation 2 qui viennent d'être évoqués. Cependant, ces aspects n'affectent pas la réponse à la question du Groupe spécial, comme il est expliqué ci-dessus.

[39] Communication additionnelle des CE, paragraphe 56.

[40] *Sony Computer Entertainment Europe Ltd.* contre *Commissioners of Customs and Excise*, arrêt de la Haute Cour de justice, Chancery Division, [2005] EWHC 1644 (Ch), paragraphes 68 et 69 (27 juillet 2005) (pièce US-70), *voir aussi* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 63 et 64 (où sont examinées les conclusions de l'avocat général dans l'affaire *Timmermans*).

Cette thèse a une portée qui ne se limite pas aux circonstances de l'affaire PS2. Elle démontre que, contrairement à ce que les CE avancent, un RTC n'assure pas une application uniforme des règles de classement des CE. C'est pour cette raison que les États-Unis ont examiné l'affaire de la PS2 lors de la deuxième réunion du Groupe spécial. Les États-Unis insistent sur ce point afin d'éviter toute confusion entre la première partie de leur réponse à la question du Groupe spécial, qui concerne un aspect de l'affaire de la PS2, et la portée plus large de cette affaire.

En résumé, l'exemple de la PS2 (comme les autres exemples examinés dans la troisième partie de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial) confirme le point principal de l'allégation des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994: la conception et la structure du système d'administration douanière des CE aboutissent nécessairement à l'application non uniforme de la législation douanière des CE, ce qui est contraire à l'article X:3 a). En particulier, le fait que les CE appliquent leur législation douanière par le truchement de 25 bureaux de douane indépendants et limités régionalement, sans institution ni procédure chargée d'assurer qu'il n'existe pas de divergences dans l'application ou que ces divergences, lorsqu'elles apparaissent, sont systématiquement conciliées dans les moindres délais, aboutit nécessairement à une application non uniforme contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ni les RTC, ni les notes explicatives, ni la procédure de renvoi préjudiciel à la CEJ ne modifient cette conclusion.

ANNEXE C-3

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS SUPPLÉMENTAIRES POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AU SUJET DE LA SECTION III DE LA DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

QUESTIONS ADRESSÉES AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

182. Au sujet du paragraphe 15 de la réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, veuillez indiquer "les éléments de preuve additionnels auxquels il est fait référence dans d'autres parties de la deuxième déclaration orale des États-Unis" que les Communautés européennes considèrent comme de "nouveaux éléments de preuve".

Les CE se réfèrent aux pièces US-73 à US-80.

183. Au sujet des paragraphes 47 et 48 de la réponse des Communautés européennes à la question n° 172 du Groupe spécial, veuillez indiquer d'où est tiré le critère "librement programmable" (auquel il a été fait référence à la fois par les autorités britanniques lorsque Sony a demandé pour la première fois le classement du produit en cause et ensuite par le Comité du Code des douanes).

Le critère repose sur la note 5 (A) se rapportant au chapitre 84 de la NC, qui définit, aux fins de la position 8471, une "machine de traitement automatique de l'information" comme suit: (pièce US-46, non souligné dans l'original)

> On entend par machines automatiques de traitement de l'information au sens du n° 84.71:
>
> a) les machines numériques aptes à:
>
> 1) enregistrer le ou les programmes de traitement et au moins les données immédiatement nécessaires pour l'exécution de ce ou de ces programmes;
>
> 2) être librement programmées conformément aux besoins de l'utilisateur;
>
> 3) exécuter des traitements arithmétiques définis par l'utilisateur; et
>
> 4) exécuter, sans intervention humaine, un programme de traitement dont elles doivent pouvoir, par décision logique, modifier l'exécution au cours du traitement.
>
> b) les machines analogiques aptes à simuler des modèles mathématiques comportant au moins des organes analogiques, des organes de commande et des dispositifs de programmation;
>
> c) les machines hybrides comprenant une machine numérique associée à des éléments analogiques ou une machine analogique associée à des éléments numériques.

QUESTIONS ADRESSÉES AUX DEUX PARTIES

184. Au sujet du paragraphe 49 de la réponse des Communautés européenne à la question n° 172 du Groupe spécial, l'acte consistant à délivrer un renseignement tarifaire contraignant qui n'est pas, au moment où il est délivré, incompatible avec la législation douanière des CE mais qui, à la connaissance des autorités de délivrance, deviendra certainement incompatible avec ladite législation (par exemple, lorsqu'un règlement incompatible entrera en vigueur) pourrait-il constituer un élément de preuve à l'appui d'une allégation d'application non uniforme au sens de l'article X:3 a)? Dans l'affirmative, veuillez fournir des explications en vous référant aux termes de l'article X:3 a).

Non. Le fait qu'un RTC est délivré puis révoqué ultérieurement ne constitue pas, en tant que tel, un élément de preuve d'une application non uniforme. Le fait qu'au moment où le RTC a été délivré, on aurait peut-être pu prévoir que ce RTC devrait être ensuite révoqué ne change pas cette analyse.

En ce qui concerne le cas spécifique auquel il est fait référence au paragraphe 49 de la communication additionnelle des CE, il conviendrait de noter que les autorités du Royaume-Uni ont délivré le RTC classant le produit sous la position 8471 49 00 en réaction à un jugement qui avait annulé un RTC antérieur classant le produit sous la position 9504 1000.

De plus, il conviendrait de noter que le RTC ainsi délivré n'a été appliqué que pendant peu de temps et n'a pas donné lieu à une application non uniforme. Au demeurant, il a été rapidement révoqué lorsque le règlement de la Commission concernant le classement est entré en vigueur. En conséquence, le RTC en question ne peut pas être considéré comme un élément de preuve d'un manque d'uniformité.

En outre, quand bien même le RTC en question n'aurait pas dû être délivré, il s'agit d'un cas unique dû aux circonstances tout à fait spécifiques de l'affaire. Un problème isolé et passager ne peut pas être considéré comme un élément de preuve d'une absence générale d'uniformité dans le système d'administration douanière des CE. En revanche, ce qui est préoccupant, c'est que les États-Unis soutiennent maintenant une partie qui tente de réactiver les effets du RTC en question et défendent donc une position qui pourrait effectivement conduire à une situation d'application non uniforme.[1]

---

[1] *Cf.* la communication additionnelle des CE, paragraphe 56.

ANNEXE D

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS315/8
14 janvier 2005

(05-0192)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – CERTAINES QUESTIONS DOUANIÈRES

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis

La communication ci-après, datée du 13 janvier 2005, adressée par la délégation des États-Unis à la délégation des Communautés européennes et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Les États-Unis considèrent que la façon dont les Communautés européennes ("CE") administrent leurs lois, règlements et décisions du type décrit à l'article X:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") n'est pas uniforme, impartiale et raisonnable et, partant, n'est pas conforme à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Aux fins de la présente demande, les lois, règlements et décisions (dénommés collectivement "mesures") que les Communautés européennes n'administrent pas de cette façon visent la classification et l'évaluation des produits à des fins douanières et les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation. Ces mesures sont les suivantes:

- le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le Code des douanes communautaire, y compris toutes ses annexes, tel que modifié (le "Code");

- le Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du Règlement (CEE) n° 2913/92, du 12 octobre 1992, du Conseil établissant le Code des douanes communautaire, y compris toutes ses annexes, tel que modifié (le "Règlement de la Commission");

- le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes ses annexes, tel que modifié (le "Règlement tarifaire");

- le tarif intégré des Communautés européennes, établi en vertu de l'article 2 du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes ses annexes, tel que modifié (le "TARIC"); et

- pour chacune des lois et chacun des règlements susmentionnés toutes les modifications, mesures d'application et autres mesures connexes.

L"administration" de ces mesures dans les Communautés européennes est assurée par les autorités douanières des États membres des CE. Elle revêt des formes très diverses. Les États-Unis croient savoir que les multiples formes d'administration de ces mesures comprennent, mais pas exclusivement, les lois, règlements, guides, manuels et pratiques administratives des autorités douanières des États membres des Communautés européennes.

L'absence d'administration uniforme, impartiale et raisonnable des mesures susmentionnées ressort clairement des différences existant entre les États membres dans de nombreux domaines, y compris, mais exclusivement, les suivants:

- classification et évaluation des marchandises;

- procédures de classification et d'évaluation des marchandises, y compris la fourniture aux importateurs de renseignements contraignants sur la classification et l'évaluation;

- procédures d'admission et de mise en libre pratique des marchandises, y compris prescriptions différentes en matière de certificats d'origine, critères différents selon les États membres pour l'inspection physique des marchandises, prescriptions différentes en matière de licences pour l'importation de produits alimentaires et procédures différentes pour le traitement des envois exprès;

- procédures de vérification des déclarations d'importation après la mise en libre circulation des marchandises dans les Communautés européennes;

- sanctions et procédures relatives à l'imposition de sanctions en cas de violation des règles douanières; et

- prescriptions en matière de tenue des registres.

De plus, les Communautés européennes n'ont pas maintenu, ou institué aussitôt que possible, des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin, notamment, de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Les mesures susmentionnées, y compris, en particulier, les articles 243 à 246 du Code prévoient expressément que les États membres des CE sont responsables de la mise en œuvre des procédures de recours contre les décisions des autorités douanières des États membres. En conséquence, il n'est possible d'obtenir la révision d'une décision des autorités douanières par un tribunal des Communautés européennes qu'après que l'importateur ou une autre partie intéressée a demandé sa révision par un tribunal administratif et/ou judiciaire national. Pour cette raison, les Communautés européennes contreviennent aux dispositions de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

Les mesures des CE sont aussi incompatibles avec l'article X:1 du GATT de 1994.

Le 21 septembre 2004, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes conformément aux articles 1er et 4 du *Mémorandum d'accord sur les*

règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord") et à l'article XXII:1 du GATT de 1994 (WT/DS315/1). Les États-Unis ont tenu des consultations avec les Communautés européennes à Genève le 16 novembre 2004. Malheureusement, celles-ci n'ont pas permis de régler le différend.

En conséquence, les États-Unis demandent à l'Organe de règlement des différends d'établir, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord pour examiner cette question.

ANNEXE E

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

6 juillet 2005

CONFIDENTIEL

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – CERTAINES QUESTIONS DOUANIÈRES
(WT/DS315)

PROCÉDURES DE TRAVAIL

1. Le Groupe spécial communiquera aux parties un calendrier pour la procédure de groupe spécial et mènera ses travaux conformément aux procédures de travail normales énoncées dans le Mémorandum d'accord et son Appendice 3, augmentées de certaines procédures additionnelles, comme suit:

2. Le Groupe spécial se réunira en séance privée. Les parties au différend, et les tierces parties, n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera.

3. Les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été soumis resteront confidentiels. Aucune disposition du Mémorandum d'accord n'empêchera une partie à un différend de communiquer au public ses propres positions. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par un autre Membre au Groupe spécial et que ce Membre aura désignés comme tels. Comme le dispose l'article 18:2 du Mémorandum d'accord, dans les cas où une partie à un différend communiquera au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi, si un Membre le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui peuvent être rendus publics.

4. Avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, les parties au différend feront remettre au Groupe spécial des communications écrites dans lesquelles elles présenteront les faits de la cause et leurs arguments respectifs.

5. À sa première réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial demandera à la partie qui a introduit la plainte de présenter son dossier, puis, pendant la même séance, la partie mise en cause sera invitée à exposer ses vues.

6. Les tierces parties seront invitées par écrit à présenter leurs vues au cours d'une séance de la première réunion de fond du Groupe spécial réservée à cette fin. Les tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance.

7. Les réfutations formelles seront présentées lors d'une deuxième réunion de fond du Groupe spécial. La partie mise en cause aura le droit de prendre la parole avant la partie plaignante. Les parties présenteront des réfutations écrites au Groupe spécial avant cette réunion.

8. Le Groupe spécial pourra à tout moment poser des questions aux parties et leur demander de donner des explications, soit lors d'une réunion avec elles, soit par écrit. Des réponses écrites aux questions seront communiquées pour les dates indiquées dans le calendrier du Groupe spécial.

9. Les parties et les tierces parties mettront à la disposition du Groupe spécial et des autres parties une version écrite provisoire de leurs déclarations aux audiences. Les versions écrites finales des déclarations orales doivent être communiquées aux dates prévues au paragraphe 18 c) des présentes procédures de travail.

10. Afin de garantir une totale transparence, les parties seront présentes lors des exposés, réfutations et déclarations dont il est fait mention aux paragraphes 5 à 9. De plus, les communications écrites de chaque partie, y compris les réponses aux questions posées par le Groupe spécial, les observations sur ces réponses, les résumés analytiques, les observations sur la partie descriptive du rapport et les observations sur le rapport intérimaire, seront mises à la disposition de l'autre partie.

11. Toute demande de décision préliminaire du Groupe spécial (y compris les décisions sur les questions de compétence) sera présentée au plus tard dans la première communication écrite d'une partie. Si la partie plaignante demande une telle décision, le défendeur présentera sa réponse à la demande dans sa première communication écrite. Si le défendeur demande une telle décision, la partie plaignante présentera sa réponse à la demande avant la première réunion de fond du Groupe spécial. La partie plaignante présentera sa réponse à un moment qui sera déterminé par le Groupe spécial après réception et compte tenu de la demande du défendeur. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables.

12. Les parties présenteront tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations, des réponses aux questions ou des observations formulées aux fins de réfuter les réponses fournies par d'autres parties. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables. En pareils cas, l'autre partie se verra accorder un délai pour faire des observations, selon qu'il conviendra.

13. Pour faciliter la tenue du dossier du différend et le renvoi aux pièces présentées par les parties, il est demandé à ces dernières de numéroter leurs pièces par ordre chronologique tout au long des étapes du différend.

14. Les parties et les tierces parties devraient présenter des résumés analytiques conformément au calendrier du Groupe spécial. Chaque résumé fourni par les parties ne devrait pas dépasser dix pages. Le résumé à fournir par chaque tierce partie ne devrait pas dépasser cinq pages. Les résumés analytiques ne serviront en aucune façon à remplacer les communications des parties ou des tierces parties. Toutefois, le Groupe spécial reproduira les résumés analytiques fournis par les parties et les tierces parties dans la partie descriptive de son rapport, moyennant toutes modifications qu'il jugera appropriées.

15. Les parties et les tierces parties à la présente procédure ont le droit de déterminer la composition de leurs propres délégations. Les délégations pourront inclure, en tant que représentants du gouvernement concerné, des conseillers privés. Les parties et les tierces parties seront responsables de tous les membres de leur délégation et veilleront à ce que tous les membres de la délégation se conforment aux règles du Mémorandum d'accord et aux procédures de travail du Groupe spécial, surtout en ce qui concerne la confidentialité des travaux. Les parties remettront une liste des participants de leurs délégations avant le début de la réunion avec le Groupe spécial.

16. Après la remise du rapport intérimaire, les parties n'auront pas moins de deux semaines pour demander par écrit le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire et pour demander la tenue d'une nouvelle réunion avec le Groupe spécial. Le droit de demander la tenue d'une telle réunion doit être exercé au plus tard au moment où la demande écrite de réexamen est présentée. Après la réception de toutes demandes écrites de réexamen, si aucune nouvelle réunion avec le Groupe spécial n'est demandée, les parties n'auront pas moins de sept jours pour présenter des observations écrites sur

les demandes écrites de réexamen des autres parties. Ces observations seront strictement limitées à la formulation de commentaires sur les demandes écrites de réexamen des autres parties.

17. Le Groupe spécial mettra tout en œuvre pour fournir aux parties des versions électroniques de la partie descriptive de son rapport, de son rapport intérimaire et de son rapport final. En tout état de cause, des copies sur support papier seront fournies aux parties. En cas d'incohérence entre la version électronique et la version sur support papier des documents, cette dernière prévaudra.

18. Les procédures suivantes s'appliquent pour la signification des documents:

a) Chaque partie et tierce partie signifiera ses communications, y compris les résumés analytiques mentionnés au paragraphe 14 ci-dessus, directement à toutes les autres parties, y compris lorsque cela sera approprié les tierces parties, et confirmera l'avoir fait au moment de la présentation de sa communication au Groupe spécial.

b) Les parties et les tierces parties devraient faire parvenir leurs communications écrites et leurs réponses écrites aux questions avant 17h.30 aux dates limites établies par le Groupe spécial, à moins qu'il ne fixe une heure différente.

c) Les parties et les tierces parties remettront au Secrétariat des copies des versions écrites finales de leurs communications orales au plus tard à 17h.30 le premier jour ouvré suivant le dernier jour des réunions de fond.

d) Les parties et les tierces parties remettront au Groupe spécial dix copies de toutes leurs communications, y compris les versions écrites des déclarations orales et des réponses aux questions. Toutes ces copies seront déposées auprès du Greffier pour le règlement des différends, M. Ferdinand Ferranco (bureau 2150).

e) Au moment où elle remettront une copie sur support papier de leurs communications, les parties et les tierces parties fourniront également au Groupe spécial une copie électronique de toutes leurs communications sur une disquette ou en tant que pièce jointe d'un courriel, dans un format compatible avec les logiciels du Secrétariat. Les pièces jointes aux courriels seront envoyées au Greffier pour le règlement des différends (DSRegistry@wto.org) avec copie à Mme Martha Lara (adresse électronique: martha.lara@wto.org) et à Mme Dariel De Sousa (adresse électronique: dariel.desousa@wto.org).

ANNEXE F

LISTES DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe F-1	Liste des pièces présentées par les États-Unis	F-2
Annexe F-2	Liste des pièces présentées par les Communautés européennes	F-7

ANNEXE F-1

LISTE DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

PIÈCE	DESCRIPTION
US-1	László Kovács, Commissioner for Taxation and Customs Union, Speech delivered at the International Conference on the Modernised Customs Code, (Mar. 9-11, 2005).
US-2	Timmermans Transport & Logistics BV v. Inspecteur der Belastingdienst - Douanedistrict Roosendaal and Hoogenboom Production Ltd v. Inspecteur der Belastingdienst - Douanedistrict Rotterdam, Joined Cases C-133/02 and C-134/02, 2004 ECR I-01125 (Jan. 22, 2004) ("Timmermans").
US-3	The New Shorter Oxford English Dictionary, Vol. I at 28 (1993).
US-4	The New Shorter Oxford English Dictionary, Vol. II at 3488 (1993).
US-5	Council Regulation (EEC) No 2913/92 of 12 October 1992 establishing the Community Customs Code, including all annexes thereto, as amended ("Community Customs Code" or "CCC").
US-6	Commission Regulation (EEC) No 2454/93 of 2 July 1993 laying down provisions for the implementation of Council Regulation (EEC) No 2913/92 of 12 October 1992 establishing the Community Customs Code, including all annexes thereto, as amended ("Implementing Regulation" or "CCCIR").
US-7	Integrated Tariff of the European Communities (TARIC), established by virtue of Article 2 of Council Regulation (EEC) 2658/87 of 23 July 1987 on the tariff and statistical nomenclature and on the Common Customs Tariff, Introduction, *Official Journal of the European Union* C 103 (Apr. 30, 2003).
US-8	Timothy Lyons, *EC Customs Law*, p. 85 (2001).
US-9	European Commission, Rules of procedure of the Customs Code Committee adopted by the Section for General Customs Rules of the Customs Code Committee on 5 December 2001, TAXUD/741/2001 Final ("Customs Code Committee Rules").
US-10	Council Decision 1999/468/EC, laying down the procedures for the exercise of implementing powers conferred on the Commission ("Comitology Decision").
US-11	Guenther F. Schaefer, "Committees in the EC Policy Process: A First Step Towards Developing a Conceptual Framework," in *Shaping European Law and Policy: The Role of Committees and Comitology in the Political Process*, p.14 (Robin H. Pedler and Guenther F. Schaefer, eds., 1996).
US-12	*Sony Computer Entertainment Europe Ltd.* v. *Commission of the European Communities*, Case T-243/01, para. 25 (Court of First Instance of the European Communities, Sep. 30, 2003).
US-13	AmCham EU, Customs & Trade Facilitation Committee Paper on the Draft of the Modernized Customs Code (Aug. 30, 2004).
US-14	Court of Auditors, Special Report No 23/2000 concerning valuation of imported goods for customs purposes (customs valuation), together with the Commission's replies, reprinted in *Official Journal of the European Communities* C84 (Mar. 14, 2001) ("Court of Auditors Valuation Report").

PIÈCE	DESCRIPTION
US-15	Michael Lux, Head of Customs Legislation Unit, European Commission, *EU enlargement and customs law: What will change?* (Taxud/463/2004, Rev. 1) (June 14, 2004).
US-16	*Wiener S.I. GmbH* v. *Hauptzollamt Emmerich*, Case C-338/95, Opinion of the Advocate-General, 1997 ECR I-06495 (July 10, 1997) ("*Wiener*, Op. AG").
US-17	*Peacock AG* v. *Hauptzollamt Paderborn*, Case C-339/98, Opinion of the Advocate-General, 2000 ECR I-08947 (Oct. 28, 1999).
US-18	*Vtech Electronics (UK) plc* v. *Commissioners of Customs & Excise*, [2003] EWHC 59 (Ch) (Jan. 29, 2003).
US-19	European Commission, Taxation and Customs Union Directorate-General, BTI Consultation Page, http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/dds/cgi-bin/ebtiquer?Lang=EN, last consulted on July 10, 2005.
US-20	*Commissioners of Customs and Excise* v. *Anchor Foods, Ltd.*, [1999] V & DR 425 (1998).
US-21	*Timmermans Transport & Logistics BV* v. *Inspecteur der Belastingdienst - Douanedistrict Roosendaal* and *Hoogenboom Production Ltd* v. *Inspecteur der Belastingdienst - Douanedistrict Rotterdam*, Joined Cases C-133/02 & C-134/02, Opinion of the Advocate-General, 2003 ECJ CELEX LEXIS 663 (Sep. 11, 2003) ("*Timmermans*, Op. AG").
US-22	BTI issued from 1999 through 2002 by customs authorities in the United Kingdom, Ireland, and the Netherlands.
US-23	Hauptzollamt Bremen, Letter Decision to Bautex-Stoffe GmbH, Sep. 22, 2004 (original and English translation) ("Bautex-Stoffe Decision").
US-24	Letter from M. Chriticles Mwansa, Director, World Customs Organization, Tariff and Trade Affairs Directorate, to M. Myles B. Harmon, Director, Office of Regulations and Rulings, U.S. Customs and Border Protection, Oct. 26, 2004.
US-25	Letter from Marc De Schutter, Federal Government Services, Financial Section, Administration of Border Police and Import Taxes, Western Board to Inspector of Border Police and Import Taxes in Antwerp - C.T.D.A.I. (Nov. 26, 2004) (original and English translation).
US-26	Commission Regulation 1810/2004 of 7 September 2004 amending Annex I to Council Regulation (EEC) No 2658/87 on the tariff and statistical nomenclature and on the Common Customs Tariff, *Official Journal of the European Union*, Oct. 30, 2004 at 575-76
US-27	Commission Regulation 1810/2004 of 7 September 2004 amending Annex I to Council Regulation (EEC) No 2658/87 on the tariff and statistical nomenclature and on the Common Customs Tariff, *Official Journal of the European Union*, Oct. 30, 2004 at 544-45.
US-28	Council Regulation (EC) No 493/2005 of 16 March 2005, *Official Journal of the European Union* L82/1 (Mar. 31, 2005).
US-29	*Additional tax assessments again reveal the Netherlands to be the odd one out in the EU*, Press Release issued by Greenberg Traurig (May 24, 2005).
US-30	Foreign Trade Association, Questionnaire on the topic "Trade Facilitation": Facilitation of Trade in WTO States (Mar. 2005) ("FTA Questionnaire").
US-31	*Jose Teodoro de Andrade* v. *Director da Alfândega de Leixões*, Case C-213/99, 2000 ECR I-11083 (Dec. 7, 2000).

PIÈCE	DESCRIPTION
US-32	European Commission, Directorate-General for Taxation and Customs Union, TAXUD/447/2004 Rev 2, *An Explanatory Introduction to the Modernized Customs Code* (Feb. 24, 2005).
US-33	European Commission, Directorate-General for Taxation and Customs Union, TAXUD/458/2004 – Rev 4, *Draft Modernized Customs Code* (Nov. 11, 2004).
US-34	HM Customs & Excise, Notice 237, "Processing Under Customs Control (PCC)" (June 2003).
US-35	Bulletin officiel des douanes no. 6527 (Aug. 31, 2001, as modified by BOD no. 6609, Nov. 4, 2004).
US-36	*Customs & Excise Commissioners* v. *Bantex Ltd*., [2003] EWHC 3009 (CH) (Dec. 10, 2003).
US-37	Court of Auditors, Special Report No. 8/99 on securities and guarantees provided for in the Community Customs Code to protect the collection of traditional own resources together with the Commission's replies, *reprinted in Official Journal* C 70/1 (Mar. 10, 2000).
US-38	Office of the Revenue Commissioners, Appeal Procedure Relating to Customs Matters (Jan. 1996).
US-39	HM Customs and Excise, Notice 990, Excise and Customs Appeals (Mar. 2003).
US-40	Wet van 2 juli 1959, houdende regelen, welke aan een aantal rijksbelastingen gemeen zijn.
US-41	Letter from Oberfinanzdirektion Hamburg to HZA Bremen regarding Protest of Bautex-Stoffe GmbH, Feb. 3, 2003 (original and English translation).
US-42	Consolidated Version of the Treaty Establishing the European Community, *reprinted in Official Journal of the European Communities* C325/33 (Dec. 24, 2002) ("EC Treaty").
US-43	National Decisions and Indications accompanying Chapter 59 of the German Tariff Schedule (original and English translation).
US-44	Trade Policy Review, European Union, Minutes of Meeting, Addendum, WT/TPR/M/102/Add.2, pp. 36-37 (Mar. 31, 2003); Trade Policy Review, European Union, Minutes of Meeting, Addendum, WT/TPR/M/72/Add.1, pp. 5-6 (Oct. 26, 2000); Trade Policy Review, European Union, Minutes of Meeting, WT/TPR/M/30, para. 37 (Jan. 26, 1998).
US-45	Trade Policy Review, European Communities, Minutes of Meeting, Addendum, WT/TPR/M/136/Add.2, p. 17 (Jan. 24, 2005).
US-46	Commission Regulation 1810/2004 of 7 September 2004 amending Annex I to Council Regulation (EEC) No 2658/87 on the tariff and statistical nomenclature and on the Common Customs Tariff, *Official Journal of the European Union*, Oct. 30, 2004 at 503-505 (Chapter 84 Notes).
US-47	Agreement establishing an association between the European Community and its Member States, of the one part, and the Republic of Chile, of the other part, Art. 79 (concluded Apr. 26, 2002).
US-48	Harmonized System Explanatory Note, Subheading 59.07.
US-49	Elements of Potential EC Customs Reform (Dec. 22, 2004).
US-50	Letter from the Main Customs Office Hamburg-Waltershof to ORNATA GmbH, July 29, 1998 (original and English translation).
US-51	BTI Number UK103424227 (start date of validity Mar. 17, 1999).

PIÈCE	DESCRIPTION
US-52	Decision of the European Ombudsman on complaint 128/2004/OV against the European Commission (June 2, 2004).
US-53	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. II, p. 2144-45 (1993).
US-54	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. I, p. 28 (1993)
US-55	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. I, p. 877 (1993)
US-56	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. II, p. 2173 (1993)
US-57	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. I, p. 35 (1993)
US-58	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. I, p. 516 (1993)
US-59	Philippe De Baere, *Coping with customs in the EU: The uniformity challenge: Judicial review of customs decisions and implementing legislation*, Presentation at ABA International Law Section (Oct. 27, 2005).
US-60	Commission Regulation 1810/2004 of 7 September 2004 amending Annex I to Council Regulation (EEC) No 2658/87 on the tariff and statistical nomenclature and the Common Customs Tariff, *Official Journal of the European Union*, Oct. 30, 2004, p. 573.
US-61	Uniform Application of the Combined Nomenclature (CN), *Official Journal of the European Communities*, July 6, 2001, p. C 190/10.
US-62	Explanatory Notes to the Combined Nomenclature of the European Communities, *Official Journal of the European Communities*, July 13, 2000, p. 316.
US-63	HM Customs & Excise, Tariff Notice 19/01 (July 2001).
US-64	Vorschriftensammlung Bundesfinanzverwaltung, VSF-Nachrichten N 46 2003 (Aug. 5, 2003) (German customs notice on application of the EC provisions on reimbursement/remission and recovery of import duties, together with unofficial English translation).
US-65	BTI issued by Spanish customs authority classifying camcorders under heading 8525.40.91, with start date of validity in June 2004.
US-66	Judgement of the Cour de Cassation, Case No. 35, Jan. 29, 1998.
US-67	Judgement of the Cour de Cassation, Case No. 143, June 13, 2001.
US-68	Judgement of the Cour de Cassation, Case No. 144, June 13, 2001.
US-69	Loi de finances rectificative pour 2002 (No. 2002-1576 du 30 décembre 2002). J.O. No. 304 du 31 décembre 2002, p. 22070 texte No. 2, Art. 44 (amendment to customs code, Art. 354).
US-70	*Sony Computer Entertainment Europe Ltd. v. Commissioners of Customs and Excise*, Judgement of the High Court of Justice, Chancery Division, [2005] EWHC 1644 (Ch) (july 27, 2005) ("*Sony v. Commissioners*").
US-71	*Intermodal Transports BV v. Staastsecretaris van Financiën*, Case C-495/03 (Sep. 15, 2005).
US-72	Edwin A. Vermulst, *EC Customs Classification Rules: Does Ice-Cream Melt?*, pp. 20-21, posted at http://www.vvg-law.com/publications.htm.
US-73	European Commission, *External and intra-European Union trade*, pp. 94-95 (Sep. 2005).
US-74	Edwin A. Vermulst, *EC customs Classification Rules: Should Ice Cream Melt?*, 15 Mich. J. Int'l L. 1241, 1314-15 (1994).
US-75	Letter from Mark MacGann, Director General, EICTA, to Manuel Arnal Monreal, Director International Affairs and Tariff Matters, European Commission (Sep. 2, 2005).

PIÈCE	DESCRIPTION
US-76	HM Customs & Excise, Tariff Notice 13/04.
US-77	Douanerechten. Indeligen van bepaalde LCD monitoren in de gecombineerde nomenclatuur, No. CPP2005/1372M (July 8, 2005) (original and unofficial English translation).
US-78	BTI DEM/2975/05-1 (start date of validity July 19, 2005).
US-79	Affidavit of Mark R. Berman, President and Chief Executive Officer of Rockland Industries, Inc. (Nov. 10, 2005).
US-80	Treaty of Nice, Amending the Treaty on European Union, the Treaties Establishing the European Communities, and Certain Related Acts, reprinted in *Official Journal of the European Communities*, pp. C80/22 to C80/24 & C80/80 (March 10, 2001).
US-81	Letter from Mark MacGann, Director General, EICTA, to Manuel Arnal Monreal, Director International Affairs and Tariff Matters, European Commission (Dec. 6, 2005).
US-82	The European Ombudsman at a Glance, p. 2.
US-83	Decision of the European Ombudsman on complaint 1817/2004/OV against the European Commission (Nov. 7, 2005).

ANNEXE F-2

LISTE DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

PIÈCE	DESCRIPTION
EC-1	Inside US Trade, November 12, 2004, "US Dispute on EU Customs Garners Little Industry Reaction.
EC-2	Standard Rules of Procedure - Council Decision 1999/468/EC.
EC-3	List of Committees which assist the Commission in the Exercise of its Implementing Powers.
EC-4	Judgment of the Court of Justice, Case 6/64, Costa/E.N.E.L.
EC-5	Judgment of the Court of Justice, Case 106/77, Simmenthal.
EC-6	Judgment of the Court of Justice, Case 11/70, Internationale Handelsgesellschaft.
EC-7	Judgment of the Court of Justice, Case 26/62, van Gend & Loos.
EC-8	Judgment of the Court of Justice, Case 103/88, Fratelli Costanzo.
EC-9	Opinion 1/91 of the Court of Justice, European Economic Area I.
EC-10	Koen Lenaerts/Piet van Nuffel, Constitutional Law of the European Union, 2nd edition, p. 606 – 611.
EC-11	Commission Communication to the European Parliament and the European Ombudsman on relations with the complainant in respect of infringements of Community law.
EC-12	Rules of Procedure of the European Commission.
EC-13	Opinion 1/75 of the Court of Justice, Local Cost Standard.
EC-14	Council Decision concerning the conclusion of the Agreement between the European Community and the United States of America on customs cooperation and mutual assistance in customs matters.
EC-15	Council Decision concerning the conclusion of the Agreement between the European Community and the United States on intensifying and broadening the Agreement on customs cooperation and mutual assistance in customs matters to include cooperation on container security and related matters.
EC-16	Council Regulation 2658/87 on the tariff and statistical nomenclature and on the Common Customs Tariff.
EC-17	Commission Regulation 1810/2004 amending Annex I to Council Regulation 2658/87.
EC-18	Judgment of the Court, Case 38/76, Luma.
EC-19	Judgment of the Court, Case C-233/88, Gijs van de Kolk.
EC-20	Judgment of the Court, Case C-130/02, Krings.
EC-21	Judgment of the Court, Case C-401/93, GoldStar.
EC-22	Judgment of the Court, Case C-265/89, Vismans.

PIÈCE	DESCRIPTION
EC-23	Judgment of the Court, Case C-40/84, Casteels.
EC-24	Judgment of the Court of First Instance, Case T-243/01, Sony.
EC-25	Judgment of the Court, Case C-396/02, DFDS.
EC-26	Judgment of the Court, Case 14/70, Deutsche Bakels.
EC-27	Judgment of the Court, Case 183/73, Osram.
EC-28	Judgment of the Court, Case 149/73, Witt.
EC-29	Judgment of the Court, Case 259/97, Clees.
EC-30	Explanatory Notes to the Combined Nomenclature of the European Communities.
EC-31	Judgment of the Court, Joined Cases 69 and 70/76, Dittmeyer.
EC-32	Administrative Guidelines on the European Binding Tariff Information (EBTI) System and its Operation.
EC-33	List of customs authorities designated for the purposes of receiving applications for, or issuing, binding tariff information.
EC-34	Search interfaces of the EBTI data base available to the customs authorities of the Member States and the Commission.
EC-35	Judgment of the Court of First Instance, Joined Cases T-133/98 and T-134/98, Hewlett Packard.
EC-36	Judgment of the Court of Justice, Case C-219/88, Malt.
EC-37	Compendium of Customs Valuation Texts.
EC-38	Judgment of the Court of Justice, Case 68/88, Commission/Greece.
EC-39	Judgment of the Court of Justice, Case C-326/88, Hansen.
EC-40	Judgment of the Court of Justice, Case C-36/94, Siesse.
EC-41	Council Resolution of 29 June 1995 on the effective and uniform application of Community law and on the penalties applicable for breaches of Community law in the internal market.
EC-42	Council Regulation 515/97 on mutual assistance between the administrative authorities of the Member States and cooperation between the latter and the Commission to ensure the correct application of the law on customs and agricultural matters.
EC-43	Decision 253/2003 of the European Parliament and the Council adopting an action programme for customs in the Community (Customs 2007).
EC-44	Council Decision 2000/597 on the system of the European Communities' own resources.
EC-45	Council Regulation 1150/2000 implementing Decision 2000/597.
EC-46	Judgment of the Court of Justice, Case C-460/01, Commission/Netherlands.
EC-47	Internet pages on the public consultations on the modernized customs code.
EC-48	Charter of Fundamental Rights of the European Union.
EC-49	Council of Europe Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms.

PIÈCE	DESCRIPTION
EC-50	Judgment of the Court of Justice, Case C-366/88, France v Commission.
EC-51	Judgment of the Court of Justice, Case 25/62, Plaumann.
EC-52	Judgment of the Court of Justice, Case C-142/00 P, Commission v Nederlandse Antillen.
EC-53	Judgment of the Court of Justice, Case 294/83, Les Verts.
EC-54	Judgment of the Court of Justice, Case 314/85, Foto-Frost.
EC-55	Information note of the Court of Justice concerning the preliminary ruling procedure.
EC-56	Judgment of the Court of Justice, Case C-224/01, Köbler.
EC-57	Judgment of the Court of Justice, Case 244/80, Foglia v Novello.
EC-58	Judgment of the Court of Justice, Case 166/73, Rheinmühlen-Düsseldorf.
EC-59	Judgment of the Court of Justice, Case 29/68, Milchkontor v Hauptzollamt Saarbrücken.
EC-60	Judgment of the Court of Justice, Joined Cases C-485/93 and C-486/93, Simitzi.
EC-61	Judgment of the Court of Justice, Case C-453/00, Kühne & Heitz.
EC-62	Judgment of the Court of First Instance, Case T-195/97, Kia Motors.
EC-63	Judgment of the US Supreme Court, Printz v. United States.
EC-64	Alexander Hamilton, James Madison, John Jay, The Federalist Papers, p. 130 – 133.
EC-65	19 US Code 1514.
EC-66	19 US Code 1515.
EC-67	28 US Code 1581.
EC-68	28 US Code 1295.
EC-69	Judgment of the U.S. Supreme Court, Claflin v. Houseman.
EC-70	Clarification and Improvement of GATT Articles V, VIII and X and S&D Matters – Proposals made by WTO Members, Compilation by the Secretariat, TN/TF/W/43/Rev. 1.
EC-71	Communication from the United States, TN/TF/W/11.
EC-72	USTR Press Release, U.S. Requests WTO Panel Against EU Over European Customs System.
EC-73	Register of Comitology of the European Commission, Internet Home Page.
EC-74	Regulation 1049/2001 of the European Parliament and of the Council regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents.
EC-75	Judgment of the Court of Justice, Case C-338/95, Wiener.
EC-76	HM Customs and Excise, Decision of 23 March 2004.
EC-77	Commission Regulation 1810/2004 (Excerpts).
EC-78	Commission Regulation 1458/97.

PIÈCE	DESCRIPTION
EC-79	Judgment of the Court of Justice, Case C-161/88, Binder.
EC-80	US Customs Ruling NY H81427.
EC-81	US Customs Ruling HQ 965343.
EC-82	US Customs Ruling HQ 966508.
EC-83	US Customs Ruling HQ 967030.
EC-84	Letter from the EICTA, 16.11.2004.
EC-85	Commission Regulation 634/2005.
EC-86	US Customs Ruling HQ 966270.
EC-87	Judgment of the Court of Justice, Case C-339/98, Peacock.
EC-88	Commission Regulation 763/2002.
EC-89	Commission Regulation 444/2002.
EC-90	Community Customs Audit Guide.
EC-91	Customs Code Committee, Summary of Conclusions reached during the meeting held on 1 October 2004.
EC-92	Customs Code Committee, Summary of Conclusions reached during the meeting held on 20 December 2004.
EC-93	Article 8 of the Douanewet (Customs Act).
EC-94	Treaty on European Union.
EC-95	The New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993.
EC-96	María Moliner, Diccionario del uso del español, Editorial Gredos, Madrid, 1988.
EC-97	Le nouveau petit Robert, Dictionnaires Le Robert, Paris, 2003.
EC-98	Regulation to the General Tax Act (The Netherlands) (Voorschrift Algemene wet bestuursrecht 1997).
EC-99	USCIT judgment of 1 September 2005, Simon Marketing, Inc v. United States, case 00-332.
EC-100	USCIT judgment of 12 August 2005, Conair Corporation v. United States, case 02-383.
EC-101	USCIT judgment of 13 June 2005, BASF Corp., v. United States, case 01-118.
EC-102	Order of the Court of Justice of 4 February 2000, Case C-17/98, Emesa Sugar.
EC-103	Number of meetings of the Customs Code Committee by Section.
EC-104	Working issues treated by the Customs Code Committee – Valuation Section.
EC-105	Judgment of the Court of Justice, Case 272/86, Commission v. Greece.
EC-106	Note handed over by US Customs to the European Commission on 14 July 2005.
EC-107	Rules of Procedure of the Court of Justice.
EC-108	Rules of Procedure of the Court of First Instance.
EC-109	Practice Direction of the Court of Justice.
EC-110	Practice Direction of the Court of First Instance.

PIÈCE	DESCRIPTION
EC-111	Judgment of the Court, Case 66/80, Spa International Chemical Corporation.
EC-112	Judgment of the Court, joined cases 28 to 30/62, Da Costa.
EC-113	Judgment of the Court, Case C-71/02, Karner.
EC-114	Judgment of the Court, Case 230/78, Eridania-Zuccherifici.
EC-115	Judgment of the Court, Case 93/71, Leonesio.
EC-116	Judgment of the Court, Case 94/77, Fratelli Zerbone.
EC-117	List of Programme Customs 2007 Actions.
EC-118	Annex II to Commission Regulation 1810/2004.
EC-119	Judgment of the Court, Case C-149/96, Portugal/Council.
EC-120	Judgment of the Court, Case 377/02, Van Parys.
EC-121	Judgment of the Court of First Instance, Case T-19/01, Chiquita/Commission.
EC-122	Elements of Potential EC Customs Reform, Document transmitted by the US to the EC on 22 December 2004.
EC-123	The New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993 (Excerpts).
EC-124	María Moliner, Diccionario del uso del español, Editorial Gredos, Madrid, 1988 (Excerpts).
EC-125	Le nouveau petit Robert, Dictionnaires Le Robert, Paris, 2003 (Excerpts).
EC-126	List of Organisations present at the Committee meetings.
EC-127	HS explanatory note to heading 5907.
EC-128	Agreement between the European Community and the Republic of Korea on cooperation and mutual administrative assistance in customs matters.
EC-129	19 CFR 177.9, Effect of Ruling Letters.
EC-130	Judgment of the US Supreme Court, United States v. Mead Corp.
EC-131	Letter of Ornata GmbH of 16.09.1998.
EC-132	Extract from the Community Customs Tariff.
EC-133	US Customs, Ruling Letter of 27 October 2004 (HQ 967013).
EC-134	US Customs, Classification of Flat Panel Displays, January 2004.
EC-135	Commission Regulation (EC) No 1165/95.
EC-136	Judgment of the European Court of Justice, Case C-463/98, *Cabletron.*
EC-137	US Customs, Modification/Revocation of Ruling Letters and Revocation of Tariff Treatment Relating to Tariff Classification of Certain Networked Equipment.
EC-138	Letter of the European Commission of 20 December 2000.
EC-139	Letter of Ernst and Young of 23 December 2003.
EC-140	Letter of Formal Notice to Spain, 21 March 2005.
EC-141	Resolution 56/83 of the UN General Assembly.
EC-142	Order of the Court, Case C.206/03, SmithKline Beecham.

PIÈCE	DESCRIPTION
EC-143	Judgement of the Court, Case C-91/02, Hannl + Hofstetter.
EC-144	Final report, Customs 2002 Project Group to examine possible working tools to assist information exchange in customs valuation matters.
EC-145	Judgement of the European Court of Justice, Case C-150/94, United Kingdom/Council.
EC-146	Judgement of the European Court of First Instance, Case T-13/09, Pfizer Animal Health.
EC-147	Judgement of the European Court of Justice, Case C-192/01, Commission/Denmark.
EC-148	Judgement of the European Court of First Instance, Case T-65/98, Van den Bergh Foods Ltd.
EC-149	Tables of correspondence 2002 – 2005, DG TAXUD
EC-150	Risk Analysis and Customs Controls: A Guide.
EC-151	Standard Risk Management Framework.
EC-152	Judgement of the European Court of First Instance, Joint Cases T-44/01, T-119/01 and T-126/01, Vieira.
EC-153	Letters of the Commission of 1996 concerning the repayment and recovery of customs duties where a tariff classification regulation has been published.
EC-154	Information paper on the application of Articles 220(2)(b) and 239 of the Community Customs Code.
EC-155	Judgment of the European Court of Justice, Case C-273/90, Meico-Fell.
EC-156	Commission Regulation 1810/2004 (Excerpts).
EC-157	Commission Regulation 1400/2001.
EC-158	Commission letters to the member States' customs authorities concerning the classification of the Sony Playstation2.
EC-159	Judgment of the UK VAT and Duties Tribunal.
EC-160	Judgment of the European Court of Justice, Case 283/81, CILFIT.
EC-161	United States Court of International Trade, Slip Op. 03-6.
EC-162	US Customs, Ruling HQ954622.
EC-163	Draft classification regulation, Document TAXUD/573/2005/Rev.2EN/FR/DE
EC-164	Agenda of the 286th meeting of the Customs Code Committee, Tariff and Statistical Nomenclature Section (Mechanical/Miscellaneous).
EC-165	Letter of the European Commission to EICTA, 14 December 2005.
EC-166	The New Shorter Oxford Dictionary (Excerpts).